







N1 S3

72.43.3

1.7.268

1.1.7.

TRAITÉ
DES
BÉNÉFICES
ECCLÉSIASTIQUES,

Dans lequel on concilie la Discipline de l'Eglise
avec les Usages du Royaume de France,

ET RECUEIL DES BULLES, EDITS,
Ordonnances, Déclarations & Arrêts de Règlement
concernant les Matieres Bénéficiales, & autres
qui y ont rapport ;

*Avec la Table chronologique de leurs dates, & de leurs enregistrements
dans les Cours Souveraines.*

Nouvelle édition revue, corrigée & augmentée de quatre Volumes, &
d'un grand nombre de pièces qui n'avoient point encore parues.

Par M. P. GOHARD, Archidiacre & grand Vicaire de Noyon.

TOME SEPTIÈME.



A PARIS,

Chez ANTOINE BOUDET, Imprimeur du Roi, rue S. Jacques,
à la Bible d'Or.

M. DCC. LXV.

AVEC APPROBATION, ET PRIVILEGE DU ROI.





R E C U E I L
D E S E D I T S ,
ORDONNANCES, DECLARATIONS,
E T R E G L E M E N S ,
C O N C E R N A N T
Les matieres Bénéficiales & autres qui y ont rapport.

S. X I I .
SUR LES ÉTRANGERS ET LA RÉSIDENCE ;
EDIT DE CHARLES VII ,

Qui défend aux Etrangers de posseder des Bénéfices en France.

De l'An 1437.



CAROLUS, &c. Cum jam dudum & infra. Nos antedictis inconvenientibus obviare volentes, ordinamus prædecessorum nostrorum vestigia insequendo : ex grandi maturaque nostri magni Consilii deliberatione, certaue scientia & auctoritate regia, ut nullus cujuscunque status, dignitatis, prærogativæ, præminentie vel mentis existat, ad alicujus Episcopalis, Abbatis, dignitatis, Prioratus, aut ecclesiastici beneficii, cujuscunque regimen vel administrationem in regno & dominiis nostris de cætero tenendum & habendum recipiatur, nisi de regno dominationeque nostra fuerit oriundus nobisque benevolens existat : dilectis & fidelibus consiliariis nostris, tenentibus, teneuris

Ann. 1437.

Tome V I.

A

que nostrum Parlamentum, ac omnibus Seneschallis, Bailivis, Præpositis & aliis Justitiariis nostris, quibuscunque & eorum cuilibet, prout ad eos pertinuerit, damus in mandatis, quatenus hujusmodi nostram ordinationem, deinceps teneant & observent, teneque & observari faciant de puncto ad punctum, in contrarium aliquid fieri non permittendo. Ex parteque nostra subiectis nostris, omnibus ejusdemque status existant, necnon gentibus ecclesiasticis aut aliis, sub pœna inobedientie ac quatenus erga nos delinqui possit, expresse prohibeant, ne tam audaces existant, ut contra nostram ordinationem hujusmodi venire, vel aliquid facere præsumant, maximèque gentibus ecclesiasticis regni nostri, ne in suis Ecclesiis aliquibus dignitatibus, quâcunque Litteras vel bullas habuerint (nisi certiores existant ipsos existere conditionis supradictæ) de cætero recipiant. Ubi autem aliqui conditionis hujusmodi non existentes, vel alii pro ipsis contra præsentem ordinationem quovismodo venire, aut aliquæ gentes ecclesiasticæ ipsæ reciperent, vel recipere niterentur, contra ipsos per bullarum & aliarum Litterarum eorumdem (quibus eo casu uti vellent) arrestationem, prisonem, detentionem rigorosè procedant, capiant insuper & ponant seu capi & poni realiter & de facto in nostra manu faciant eorum temporale, necnon beneficiorum quæ contra nostram præsentem ordinationem velient occupare, sub eademque manu illud regi gubernarique faciant, ad platearum & foralitorum custodiam personas fideles & securas committendo, nullam inde facturi deliberationem vel recedentiam, donec per nos aliter fuerit ordinatum, de quo per nostras patentes Litteras nostro sigillo magno sigillatas eisdem appareat, aliasque contra ipsos & omnes alios qui nostram præsentem ordinationem infringere præsumpserint, sicut viderint faciendum, ac tanquam contra transgressores ordinationum regiarum procedant, ut cæteris transeat in exemplum.

DECLARATION DU ROI,

Pour empêcher que les Bénéfices situés en pays cédés, ne soient conférés à des Etrangers.

Du mois de Janvier 1681.

Ann. 1681.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre ; à tous présents & à venir, Salut. Nous ayant été représenté de la part de nos Sujets des pays que nous avons nouvellement conquis, & qui nous ont été cédés par les Traités de paix de Munster, des Pirenées, Aix-la-Chapelle, & Nimègue, que la plupart des Bénéfices situés dans lesdits pays sont à la collation de plusieurs particuliers, qui étant établis dans les pays voisins & hors des terres de notre obéissance, confèrent lesdits Bénéfices à des étrangers, en sorte que par ce moyen nosdits sujets se trouvent privés du secours qu'ils devroient naturellement recevoir de la jouissance desdits Bénéfices ; & ne voulant pas souffrir la continuation de cet usage, qui est préjudiciable à notre service, nous avons estimé à propos de déclarer sur cela notre volonté, ainsi que les Rois nos prédécesseurs l'ont jugé par différentes Ordonnances ; & désirant aussi contribuer autant que la protection que nous devons aux personnes consacrées au service de Dieu nous oblige de le faire, à ce que les Religieux & Religieuses puissent continuer leurs prières avec la tranquillité nécessaire à leur état, qu'il est presque impossible de conserver entre des Sujets de différents Princes : Il avoir faisons, pour ces causes, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît, qu'aucuns Collateurs de Prieurés, Canonicats, Cures, Chapelles & autres Bénéfices de quelque nature qu'ils soient, situés dans les pays qui nous ont été cédés par lesdits Traités, ne puissent dorénavant conférer lesdits Bénéfices ou y nommer autres que nos Sujets, à peine de saisie du temporel des Bénéfices desdits Collateurs, qui pourroient être dans l'étendue de notre Royaume, & de celui des Bénéfices dont les Etrangers auroient été pourvus pour être employés à l'acquit des charges ordinaires, & le surplus en œuvres pies, ainsi que les Ordinaires des lieux le

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII. 3

trouveront à propos : défendons à tous nos Officiers & autres de mettre aucuns Etrangers en possession desdits Bénéfices, & à nos Juges, en jugeant le possessoire d'iceux d'avoir aucun égard aux provisions qu'ils pourroient en avoir obtenues ; défendons pareillement à tous Abbés, Prieurs conventuels, ou Supérieurs des Maisons Religieuses, sans d'hommes, que de filles, situées dans lesdits pays, de recevoir à l'avenir des Novices, & d'admettre aucuns Religieux ou Religieuses pour demeurer dans lesdits Monastères, qui ne soient nos Sujets, sur telles peines qu'il appartiendra. Voulons en outre que l'on ne puisse élire ni choisir aucuns Séculiers & Réguliers pour gouverner les Monastères des filles qui ne soient aussi nos Sujets ; & que s'il y en a présentement qui ne soient pas de cette qualité, ils soient tenus de se retirer incessamment, & que les Ordinaires & autres Supérieurs desdits Monastères en commettent d'autres à leurs places qui soient nos Sujets. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à cédites Présentes, sauf en autres choses notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Saint Germain en Laye au mois de Janvier, l'an de grace 1681, & de notre règne le trente-huitième. *Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT.* Et scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte.

Révisée, ou le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon leur forme & teneur ; suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 12 Février 1681. Signé, DONGOIS.

DECLARATION DU ROI,

Portant que les Sujets du Duc de Lorraine qui seront pourvus de Bénéfices, dont les Chefs-lieux seront situés dans l'étendue de la souveraineté, jouiront des revenus desdits Bénéfices qui se trouveront situés dans les Etats du Roi.

Donnée à Versailles le 28 Février 1714.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informés de plusieurs différends survenus entre nos Sujets, & ceux de notre très-cher & très-ami frère le Duc de Lorraine, pour l'exécution des Arrêts rendus dans quelques Parlements de notre Royaume, & en la Cour souveraine de notredit Frere, sur des contestations formées, à l'occasion de quelques dépendances, tant des Abbayes & Bénéfices situés dans notre Royaume dont les Chefs-lieux sont établis dans les Etats de notredit Frere, que de quelques Abbayes & Bénéfices situés en Lorraine, dont les Chefs-lieux sont établis dans notre Royaume ; & comme nous sommes bien aises de faire cesser ces différends, & que nous sommes informés que notredit Frere est dans les mêmes dispositions, ayant fait rendre une Déclaration sur ce sujet, nous nous portons d'autant plus volontiers à terminer ces contestations, que rien n'est plus capable de conserver la paix, l'union entre nos Sujets & ceux de notredit Frere, pour ces causes & autres considérations, à ce nous mouvant, en conséquence de la Déclaration de notredit Frere, du vingt-septième jour de Juin dernier, de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les Sujets de notredit Frere le Duc de Lorraine qui seront pourvus de quelques Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices, dont les Chefs-lieux seront situés dans l'étendue de sa souveraineté, jouissent pleinement & paisiblement des biens & revenus dépendans desdits Bénéfices qui se trouvent situés dans nos Etats, sans qu'ils puissent être troublés, ni inquiétés en leur possession, ni en la per-

Ann. 1714

ception des fruits & revenu qui en dépendent de la part de ceux qui pourroient prétendre avoir droit de leur contester ce titre & la possession, sauf à eux de se pourvoir par-devant les Juges, sous la Jurisdiction desquels les Chefs-lieux desdits Bénéfices se trouveront établis, ainsi qu'ils avisèrent bon être; ordonnons en conséquence que les Arrêts qui auront été obtenus dans la Cour souveraine de notre dit Frere par ceux qui en font pourvus, seront exécutés dans nos Etats, pays, terres & seigneuries de notre obéissance, sur les pareatis qui leur seront accordés en notre grande Chancellerie, pourvu néanmoins que lesdits Arrêts & Jugemens contiennent clause rogatoire, & qu'ils soient scellés du sceau de notre dit Frere, & en conséquence de la Déclaration de notre dit Frere le Duc de Lorraine, portant injonction à sa Cour souveraine de permettre l'exécution de l'Arrêt du Parlement de Paris du mois de Mars mil sept cent onze, concernant l'union du Chapitre de Liverdun au Séminaire de Toul, nous avons fait & faisons pleine & entiere main-levée des saisies qui ont été faites sur les dépendances de l'Abbaye de Beaupré en vertu de l'Arrêt rendu par notre Cour de Parlement de Metz, le six Novembre mil sept cent dix. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que notre présente Déclaration, ils aient à enregistrer, & le contenu en icelle, faire observer & exécuter selon sa forme & teneur, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser toutes choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes, pour ce regard seulement, & sans tirer à conséquence; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le vingt-huitième Février, l'an de grace mil sept cent quatorze, & de notre regne le soixante-onzième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHÉLYPSAUX.* Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Régistrées à Paris en Parlement le treizième Avril mil sept cent quatorze. Signé; DONGOIS.

FORME DE LETTRES DE NATURALITE',

Qui rendent un Etranger capable de posséder des Bénéfices & Offices en France.

HENRY, &c. Salut. Reçu avont l'humble supplication de notre bien amé N. natif de Gennes, contenant que dès long-temps il seroit venu en notre Royaume en intention de faire service à nos prédécesseurs Rois, & à nous, tant au fait des guerres qu'autrement en plusieurs sortes & manieres, avec vouloir & intention de finir le reste de ses jours sous notre obéissance, & comme notre vrai & loyal sujet: toutefois d'autant qu'il est Etranger non natif ni originaire de notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, il doute que nos Officiers & autres voudrussent empêcher en la jouissance des biens & droits qui lui peuvent appartenir en nos pays, terres & Seigneuries, & que d'iceux & autres qu'il pourroit à l'avenir acquérir, il ne pût librement disposer entre-vifs, ou par testament. Aussi que ses parens ne lui pussent succéder, ains nosdits Officiers ou autres voudrussent après son trépas prétendre ses biens nous appartenir par droit d'aubaine au moyen des Statuts, Edits & Ordonnances de notre Royaume, concernant les biens des Etrangers décédans en icelui, s'il ne lui étoit pour nous pourvu de nos Lettres de grace à ce convenables, humblement requérant icelles. Pourquoy nous, ces choses considérées, & pour autres bonnes, justes & raisonnables causes à ce nous mouvant, ayant égard aux bons & agréables services que le Suppliant nous a déjà fait, & inclinant à la Requête qui nous a été faite en sa faveur par aucuns de nos spéciaux serviteurs, lui avons permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons qu'il puisse & lui soit loisible demeurer, résider & habiter en ceui notre Royaume, pays, Terres & Seigneuries de notre obéissance, jouir des libertés, privilèges, franchises & droits desquels jouissent les vrais sujets & originaires de notre Royaume, y tenir Offices & Bénéfices, avoir & posséder tous & chacun les biens meubles & immeubles

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII.

qu'il y a acquis & pourra ci-après acquérir , & d'iceux jouir , disposer & ordonner par testament & ordonnance de dernière volonté , donations entre-vifs & autrement , ainsi qu'il avisera bon être , & qu'après le trépas du Suppliant , ses parens & héritiers lui puissent succéder tout ainsi & de la même forme & manière que s'ils étoient vrais originaires de notre Royaume ; aussi qu'il puisse succéder à ses parens & autres demeurans au Royaume , tout ainsi que s'il étoit originairement natif d'icelui , sans qu'au moyen des Statuts & Ordonnances de notre Royaume , il soit fait au Suppliant ou à ses héritiers , ou ceux en faveur desquels il aura disposé de ses biens par nos Officiers ni par autre aucun détournier , trouble ni empêchement , & sans qu'au moyen desdits Statuts & Ordonnances puissent prétendre les biens demeurés par le décès du Suppliant nous appartenir par le droit d'aubaine ou autrement , sous couleur qu'il n'est pas narié de notre Royaume , pays & terres de notre obéissance. Et lequel , ensemble ses héritiers & successeurs quant à ce , avons habilité & dispensé , habilitons & dispensons par ces Présentes , de notre grâce spéciale , pleine puissance & autorité Royale , imposant sur ce silence à notre Procureur général-présent & avenir , pourvu qu'il nous paye finance modérée pour une fois seulement ; ou bien sans qu'il soit tenu pour ce nous payer aucune finance ou indemnité , de laquelle en considération de ses services lui avons fait don , à quelque somme qu'elle puisse monter , par ces Présentes signées de notre main. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris , Trésoriers de France & tous nos autres Officiers qu'il appartiendra , que de notre présente grâce , dispensé & abdicacion ils fassent , souffrent & laissent ledit N. & ses successeurs & ayans cause , jouir & user pleinement , paisiblement & perpétuellement Car tel est notre plaisir.

Expédiées & enregistrées en la Chambre des Comptes du Roi notre Sire , moyennant quinze deniers d'or payés par l'Impétrant à M. Jacques le Roi , Receveur général de Paris par sa quittance du . . . Pourvu néanmoins que les héritiers dudit Impétrant soient Regnicoles.

E D I T D'HENRY II ,

Qui défend aux Etrangers-Bénéficiers dans le Royaume , de nommer pour Vicaires, autres que des Regnicoles.

Du Septembre 1554.

HENRY , par la grace de Dieu , Roi de France ; à tous présens & à venir , Salut. Ann. 1554
Comme par les constitutions de nos saints Peres , nuls ne doivent être pourvus d'aucuns Bénéfices , même ayant cure d'ames , des Provinces & pays dont ils ne sont natifs & originaires , & desquels pays n'entendent la langue : & aussi par les Ordonnances de France nul Etranger puisse tenir & posséder Bénéfices en notre Royaume , sans licence & permission de nous , & soit ainsi que plusieurs qui ne sont originaires de notre dit Royaume , y tiennent Bénéfices , tant Evêchés , Archevêchés , Abbayes , Prieurés & Cures , par plusieurs & divers titres , par notre permission & Lettres de naturalité , qui sur ce nous leur aurions octroyées : lesquels combien qu'ils soient gens de bien , & bien qualifiés pour iceux administrer , néanmoins ne faisant résidence auxdits Bénéfices , y commettent Vicaires & Procureurs étrangers , pour le gouvernement desdites Eglises , & même pour l'administration des saints Sacremens de l'Eglise , & annoncer la parole de Dieu , & l'Evangile : & n'ayant la commodité de la langue , n'entendant les us , mœurs & coutumes des diocésains & paroissiens , il est impossible (à tout le moins chose bien difficile) de s'en bien acquitter à la décharge de leurs consciences , & au salut des ames des diocésains , dont plusieurs & divers inconveniens en sont advenus , à la grande diminution du Service divin , dérivant & dommage de l'état de la Religion chrétienne , laquelle en cet endroit mériterait réformation , à quoi désirons pourvoir.

Sçavoir faisons , que nous ayant eu sur ce l'avis de notre Conseil , auquel étoient

plusieurs Princes & Seigneurs de notre Sang & lignage, & autres grands & notables Personnages, avons dit, déclaré & ordonné, & par Edit perpétuel & irrévocable, de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, disons, déclarons & ordonnons, que tous & chacuns les Personnages n'étant natis & originaires de notre Royaume, qui ont été à notre nomination, présentation ou autrement, pourvus d'aucuns Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés, Cures & autres Bénéfices de notre Royaume, ne pourront faire, créer, commettre, ne ordonner aucuns Vicaires, Officiers, n'autres ayans la superintendance desdits Bénéfices, étant de leur oation, n'autres étrangers, ains seront tenus faire, & créer leursdits Vicaires & Officiers d'aucuns de notre Royaume, à peine de saisissement de leur temporel: & en outre, voulons & ordonnons que ceux qui ont déjà fait & créé aucuns Vicaires de leur nativité, ou autres Etrangers, n'étant de notre Royaume, seront tenus & contraints (aux peines susdites) les révoquer, & en leur lieu & place mettre & constituer d'autres étant de notre Royaume, le tout dedans un mois après la publication des Présentes, lesquelles nous mandons & expressément enjoignons à nos amés & féaux les Gens de nos Cours de Parlement. Donné à Villers-Cotterets, au mois de Septembre, l'an de grace mil cinq cent cinquante-quatre, & de notre regne le 3. *Ainsi signé sur le repli,* HENRY. *Et sur le repli,* Par le Roi, Du TIER.

" L'Edit, publicatus & registratus, auditus & requirentes Procuratore generali Regis. Parfist in Parlamento, octavo die Octobris, anno D. millesimo quingentesimo quinquagesimo-quarto. Sic signatum, Du Tillet.

ORDONNANCE DE PHILIPPE LEBEL,

Qui défend à tous les Ecclésiastiques de sortir du Royaume sans permission;

Du Octobre 1301.

Ann. 1301. PHILIPPUS, &c. Baillivo Aurelianensi vel ejus locum tenenti, Salutem. Cum nos Regni nostri his diebus utilitate pensata & deliberatione super hoc praxistat sub certis semel & iterum formis districti duxerimus prohibendum, ne quis de incolis Regni nostri certis rationibus & causis in prohibitione ipsa contentis ab eodem regno absque nostra speciali licentia exire praxumeret quoquomodo, nonnulli nihilominus Prælati, Abbates, Priores, Magistri in Theologia, Doctoresque Juris Canonici & Civilis, & alii quorundam ecclesiasticarum & secularium personarum, prout ad nostrum nuper venit auditum, inhibitione hujusmodi sprete ab eodem regno regredi quod molestum gerimus, praxumpserunt. Nolentes igitur ob ipsarum absentiam personarum bona earum temporalia dissipari, & potius ea cupientes providere conservari, mandamus tibi quatenus bona temporalia omnia personarum quarumlibet Baillivie tue quae prohibitionem nostram praxistatam transgrederentur ad manum nostram causâ custodire ponere non omittas eaque diligenter custodiri facias, donec de certis eorum custodibus duxerimus providendum: de nominibus vero ipsorum & quantitate bonorum immobilium singulorum diligenter te informes, informationem quam inde feceris nobis quam citius relaturus, vel sub sigillo tuo interclusam missurus. Actum Parisiis Domini post festum B. Lucæ Evangelistæ anno Dom. 1301.

Au Trésor, Reg. 36 pag. 10.



ORDONNANCE DU ROI,

Qui confirme la précédente défense.

De l'An 1303.

PHILIPPUS, Dei gratiâ Francorum Rex, dilecto & fideli nostro Archiepiscopo Rhemenſi, salutem & dilectionem. Olim pro defensione necessaria regni nostri, ad cujus impugnationem hostilis iniquitas conatus suæ malignitatis exercet, aliisque cæteris & legitimis causis inducti, constitutiones & inhibitiones ne quis de fidelibus, vel subditiis nostris, vel incolis regni nostri, cujuscumque status & conditionis existant, exiret limites regni ejusdem, vel in via se poneret exeundi & de auro, argento, pecunia, & aliis cæteris rebus non extrahendis de regno nostro, absque nostra licentia speciali, sub diversarum poenarum adjectione duximus promulgandas; certis ad conservationem & executionem constitutionum, & inhibitionum ipsarum executionibus & protuum & passagiorum finium dicti regni custodibus deputatis. Verum ex constitutionibus, & inhibitionibus hujusmodi nullus vel modicus, quod non sine turbatione referimus, est hactenus securus effectus, cum per desidiam, negligentiam & defectum quorundam ex ipsis custodibus, ac fraudem & malitiam aliquorum post editionem, & contra tenorem & formam constitutionum ipsarum personæ nobis & regno suspectæ ingressæ fuerint, ac de die in diem quædam propriis, & aliæ mutatis habitibus passim, & indifferenter ingrediantur, & quædam egrediantur terminos dicti regni, ac de regno ipso hujusmodi res prohibitz absque nostra licentia extrahantur. Cum igitur præsentis conditio temporis, regni status, & ingruentium exigat qualitas agendarum, ut constitutiones & inhibitiones prædictæ solito strictius & firmitus observentur, præsertim cum Elandrenſium rebellium prædictorum abhorrenda rebellio, detestanda fœvina, ferinaque rabies magis, de die in diem invalescat, & periculose succrescat, adeoque ipsi mala malis, & excessibus excessus cumulantes, & ad subversionem, destructionem omnimodam & finale excidium dicti regni, & Ecclesiarum totis conatibus sasagentes, nuper ad civitatem Morinenſem, & ad alias diversas villas, & loca Morinenſis, Atrebaſienſis, & Tornacenſis Dioceſum collecta satellitum hostiliter accedentes, Beatæ Mariæ Morinenſis, & aliorum prædictorum locorum Ecclesias, ipsius Virginis & aliorum Sanctarum imagines existentes in eis reverentia penitus retrojecta, & divino amore postposito, nefandis ausibus & temeritate sacrilegâ, ignis incendio, concremârunt, ac villas & loca prædicta per cædis, depopulationis & devastationis voraginem, depositâ omni humanitatis mansuetudine, horribili crudelitate totaliter destruxerunt, nec Deo, nec homini, nec personæ, nec dignitati, aliquatenus deferentes, nec sexui, nec ætati parcentes, & alios diversos, enormes & detestabiles commiserunt excessus, qui humanis sensibus horrorem & stuporem ingerunt, & audientium dura quantumlibet corda impunguntur. Nos ad necessarium ipsius regni & Ecclesiarum, ac personarum ecclesiasticarum defensionem totis, ut condecet, studiis intendentes, ac propter hoc exponentes quibuslibet personæ laboribus, & dispendiis non vitatis totaliter nos & nostra, & ad defensionem eandem nostram, & aliorum Prælatorum dicti regni, quorum in hac causâ agitur, & proprium, cujuslibet prosequitur interesse, præsentium pro consilio impendendo, exhortatione, sollicitatione, & confortatione populi, animarum regimine, divinis mysteriis, & Officiis exequendis aliisque diversis ex causis utilem & necessariam reputantes cum ad defensionem natalis patriæ, Ecclesiarum, & fidei omnes & singuli teneantur, vos attentè requirimus, & sub naturalitatis officii & fidelitatis debito quo nobis & regno astriciti tenemini, districtè præcipiendo mandamus, quatenus nobis in defensionis prædictæ negotio, consiliis & auxiliis opportunis & debitis assistatis, inhibentes vobis districtius sub capitali, & amissionis bonorum omnium poenis, & omnibus aliis quas jura & consuetudines statuunt, & nos infligere possumus, ne nos, regnum & Ecclesiam nostram in tante necessitatis articulo, negligendo seu contemnendo defensionem primam deferentes,

Ann. 1303.

exeat limites dicti regni vel vos in via exeundi ponatis, nos enim si lecus præsumptivis attentare, vos & omnes tam Clericos quam laicos vestros, hac parte sequaces, & vobiscum, ut præmittitur, fugiendo defensionem primam deferentes, extra gardiam & protectionem nostram, & à regno nostro ex tunc perpetuò relegamus & exponimus, ranquam nostros & regni notorios proditores in personis & rebus impune per quolibet offendendos. Datum apud Vicennas Dominicâ post festum Magdalenz, anno Domini millesimo trecentesimo tertio.

Philippus, Dei gratiæ Francorum Rex, Senescallis, Baillivis, Præpositis, ceterisque nostris, ac custodibus portuum & passagiorum finium regni nostri ubilibet deputatis, salutem. Turbamur non modicum. Quod cum olim pro defensione, &c. usque ad hæc, corda impunguntur, ut supra. Vobis & vestrum singulis sub capitali, & amissionis omnium bonorum pœnis firmiter injungimus, & districtè præcipiendo mandamus, quatenus ad conservationem constitutionum & inhibitionum ipsarum solito diligentius, & efficacius intendentes provideatis attentius, ne persona quæcumque ecclesiastica, vel secularis, cujuscunque dignitatis, ordinis, status vel conditionis existat, etiam si Archiepiscopus, Episcopus-ve existat proprius, vel juramento, habitu (mercatoribus & nuntiis mercatorum duntaxat exceptis) exeat dictum regnum, neve Litteræ apertæ vel clausæ quibuscunque personis transmissis, etiam si ad aliquos de affinibus, consiliariis vel familiaribus nostris hujusmodi forsitán Litteræ, vel ab ipsis ad alios dirigantur, afferantur in regnum, vel extrahantur de ipso hujusmodi Litteræ, aut alix res prohibitz in constitutionibus & inhibitionibus supradictis, nisi de egressu, missione vel extractione prædictis patentes Litteras nostras recipere vos contingat: omnes Litteras quas ad manus vestras devenire coninget, quibuscunque abique personarum acceptatione directas, nobis & non aliis clausas & integras, sine aperiçione vel inspectione mittentes, bona omnia illorum, si quos forsan exire contigerit abique nostra licentia speciali, capièntes ad manum nostram & tanquam confiscata nostris commodis applicantes, ad præmissa omnia & singula diligenter & fideliter exequenda, si ve indignationem nostram perpetuam & corporum ac bonorum nostrorum petricula capitis evitare; totis viribus, totisque conatibus intendentes: cum nos procul dubio gravius offendere non possent, quam si in negligentia vel defectu, dolo, fraude, vel malitia vos, quod absit, contingeret inveniri. Nos enim non solum omnes illos cujuscunque status, dignitatis vel conditionis existerent, etiam si archiepiscopali vel episcopali dignitate fulgerent, qui nos in regno in præsentis necessitatis articulo deferendo contra nostræ formam prohibitionis exirent, sed & vos exire in casu negligentiz, fraudis, malitiæ vel defectus, nostros, & Regni nostri reputaremus non immerito proditores. Datum apud Vicennas Dominicâ post Festum B. Magdalenz anno Domini millesimo trecentesimo tertio.

Du Trésor, Réçistré 36 Fol. 34.

EDIT DE LOUIS XI,

Qui défend à tous Religieux de sortir du Royaume, même pour les Chapitres de leurs Ordres.

A Seloines, le 3 Septembre 1476.

Ann. 1476.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France; à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant & qui tiendront notre Cour de Parlement, au Prévôt de Paris, Baillifs de Vermandois, de Troyes, de Sens, de Chaumont, de Sensis, Meaux & Melun, ou à leurs Lieutenans, Salut & dilection. Comme par ci-devant les Abbés de Cîteaux, de la Chartreuse & de Cluny, les Généraux & Provinciaux & Ministres des Jacobins, Carmes, Augustins & Freres Mineurs de tous les trois Ordres ayent fait tenir & tenir leurs Chapitres en divers lieux hors de notre Royaume & obéissance, & ayent convoqué & fait comparoir par monitions, censures & fulminations, les Religieux

désobéissans

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII. 9

desdites Religions, étant en notredit Royaume & obéissance : à l'occasion de quoi se soit en suivi de grands maux, inconvéniens & dommages à nous & à la chose publique de notre Royaume, ainsi qu'il a été trouvé & connu par vraie expérience, parce que plusieurs Religieux ainsi allans & retournans dehors de notredit Royaume & obéissance, ont été trouvés saisis de plusieurs Lettres, & ayans charges de faire divers messages contre le bien de nous & de notredit Royaume, à quoi est bien requis de donner prompt & convenable provision. Nous, ces choses considérées, vous mandons & commandons, & expressement enjoignons, en commettant où il appartient, que vous faires crier & publier à son de trompe & cri public, par les carrefours de notre bonne ville de Paris, & par tous les autres lieux accoutumés à faire cri & publications en voredite Prévôté & Bailliage, que nul Abbé, Prieur, Religieux, ou autre, de quelque état, qualité, nation, ou condition qu'il soit, ne soit tant osé d'aller au Chapitre desd. Abbayes de Cîteaux, Cluny, la grande Chartreuse, n'a aucun des autres Chapitres généraux ou provinciaux, hors de notredit. Royaume & obéissance, & ce sur peine, c'est à savoir ausd. Religieux de Cluny & de Cîteaux de non avoir, ne jamais obtenir, ne posséder aucuns Bénéfices en notredit Royaume, de banissement de notredit Royaume, lequel banissement dès-à-présent pour lors, nous avons déclaré & déclarons à l'encontre de ceux qui feront le contraire, & ausdits Religieux Mandians, sur peine dudit banissement ; & d'extirper, de jeter, & de mettre hors de notredit Royaume tous les Religieux de l'Ordre de ceux qui feront le contraire ; & cette notre présente Ordonnance faites enregistrer es Régistres de notredite Cour de Parlement, & aussi es Régistres de notredite Prévôté & Bailliages. Et si aucuns après la publication de ces Présentes s'efforcent de faire le contraire, faites-en telles punitions que ce soit exemple à tous autres. De ce faire à nosdits Prévôts & Baillifs, & à leursdits Lieutenans ou Commis, avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, permission & mandement spécial, nonobstant oppositions ou appellations, pour lesquelles ne voulons être distrait. Donné à Séloines, le tiers jour de Septembre, l'an de grace 1476, & de notre regne le seizième. *Sic signatum*, Par le Roi, le Patriarche de Bayeux, les sieurs d'Argenton, de Monragu, de saint Pierre, Boffile, Vice-Roi en Roussillon, en oustre, Guillaume de Certzay, & autres présens. Signé, P T T.

Registrata in Curia Parlamentis septimâ die Septembris 1476.

LETTRES PATENTES DU MESME.

Sur la résidence des Prélats.

De l'An 1475.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France, à nos amés & fœux Conseillers Ann. 1475.
les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Comme nous avons été avertis que plusieurs Archevêques, Evêques, Abbés & autres gens d'Eglise, tenans Dignités & Prélatures en notre Royaume, sont continuellement absens & hors de notredit Royaume, sans faire aucune résidence sur leurs Bénéfices, ainsi qu'ils sont tenus de faire, selon les saints Canons, Decrets anciens, & Ordonnance de l'Eglise Gallicane : & à cette cause le divin Service qui dût être fait & célébré es Eglises d'iceux Bénéfices est discontinué, & en aucune totalement délaissé, & avec ce les maisons & édifices desdits Bénéfices ne sont entretenus, ains vont du tout à ruine & désolation, au grand détriment des ames des fondateurs d'iceux Bénéfices : & qui plus est, quand aucuns questions, ou différends nous surviennent tant sur le fait de l'Eglise de notredit Royaume qu'aures nos affaires, nous qui dussions avoir à eux recours, n'en pouvons être secourus, aydés ou conseillés pour leur absence, où nous & la chose publique avons souvent grand intérêt. Pourquoi nous voulans à ce donner provision, en enlevant lesdits saints Canons & Ordonnances, avons par l'avis & délibération de plusieurs des Seig-

Tome VI.

B

gneurs de notre sang & lignage, Prélats & gens de notre Conseil, voulu, ordonné & déclaré, voulons, ordonnons & déclarons par ces Présentes, que tous Archevêques, Evêques, Abbés, Prélats & autres tenans dignités en notre Royaume, & qui sont demeurans & résidans hors les fins & termes d'icelui & de notre obéissance, viennent & se retirent dedans cinq mois après la publication de ces Présentes sur leurs Bénéfices, étans en notredit Royaume ou sur aucun d'iceux, si plusieurs y en ont, & y fassent résidence continuele, pour *illec* faire & continuer le divin Service, ainsi qu'il appartient & tenu y sont : & ainsi afin que nous en puissions servir & aider en nos Conseils & ailleurs, au bien de nous & de la chose publique de notredit Royaume, quand besoin sera, & ce sur peine de privation du temporel de leursdits Bénéfices. Si vous mandons & commettons par ces Présentes que notre présente Déclaration & Ordonnance vous faites signifier & publier en notredite Cour, ainsi que verrez être à faire, & qu'il est accoutumé en tel cas, & en maniere qu'aucuns n'en puissent prétendre cause d'ignorance, en procédant ou faisant procéder en cas de défaut & de désobéissance, ledit temps & terme passé, contre les défailant & désobéissans par arrêt & détention du temporel de leursdits Bénéfices en notre main, sans en faire ne souffrir être faite aucune délivrance, jusqu'à ce qu'ils aient obéi, ou que par nous autrement en soit ordonné, nonobstant oppositions ou appellations quelconques ; car ainsi nous plaît-il être fait. Donné au Plessis-du-Parc lez Tours, le huitième Janvier l'an de grace 1475, & de notre regne le 15. *Sic signaturum*, Par le Roi en son Conseil, auquel étoit l'Archevêque de Lyon, les seurs de Beaujeu, de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, Maitre Jean Bourré thésorier, & autres présens. *Signé*, DE CHAUMONT.

Et est scriptum, Lella, publicata & registrata. Parisiis in Parlamento 25 Januarii anno 1475. Sic signatum, BRUVART.

EDIT D'HENRY II,

Sur La Résidence des Prélats, Curés, &c.

Du 1. Mai 1557.

Ann. 1557. **H**ENRI, &c. A nos amés & féaux les Gens de notre Cour de Parlement à Paris, Salut & dilection. Feu notre très-honoré Seigneur & Pere le Roi dernier décédé, & nous depuis notre avènement à la Couronne, avons fait plusieurs Edits & Ordonnances sur le fait des hérésies, iniques, perverses & prohibées doctrines, crimes & erreurs, & sur le fait de la punition & correction auroient été faites. Toutefois chacun voit que lesdites erreurs sont journellement semées, & pullulent chacun jour en plusieurs lieux, villes & endroits de notre Royaume, procédans en partie à cause que les Archevêques, Evêques, Prélats, Curés & autres ayant charge d'âmes, ne font résidence sur les lieux, comme ils sont tenus, prenant les profits & émolumens desdits Bénéfices, sans y faire aucun devoir, ni avoir ne tenir Vicaires & autres personnes sçavantes pour prêcher & endoctriner le peuple, à quoi pour la conséquence & importance de cette affaire est très-requis & nécessaire de pourvoir.

ARTICLE PREMIER.

Nous, à ces casnet vous mandons, commettons & enjoignons par ces Présentes que vous enjoigniez par nous aux Archevêques, Evêques, Prélats, Curés & autres ayant charge d'âmes en votre ressort, se retiret chacun en son Archevêché & Evêché, Cure & autres Bénéfices : & en iceux faire résidence personnelle, & prêcher & annoncer, faire prêcher & annoncer par personnalités sçavans, gens de bien, de bonne vie, mœurs & exemple, la parole de Dieu, ainsi qu'il est contenu par les saints Decreux & Conciles.

II.

Et où ils seront refusans de ce faire, faites prendre, saisir & mettre en nos mains les fruits, profits, & émolumens desdits Bénéfices & au régime, & gouvernement d'iceux commettez & établissez Commissaires, pour en rendre bon compte & reliqua, quand & à qui il appartiendra.

III.

Sur lesquels fruits respectivement vous ordonnerez être prises les sommes requises pour l'entretienement d'un prédicateur sçavant, homme de bien, de bonne vie, mœurs & exemple, que vous ferez envoyer sur les lieux d'un chacun desdits Bénéfices.

IV.

Enjoignant en outre ausdits Archevêques, Evêques, Prélats à mêmes peines que dessus, informer, ou faire informer contre ceux de leursdits Archevêchés, & Evêchés qui ont mal senti de la foi, & leur parfaire & juger leurs procès selon & ensuivant les saints Decrets, Conciles & nos Edits & Ordonnances, & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, relevées ou à relever, & sans préjudice d'icelles pour lesquelles ne voulons être différé.

V.

Et néanmoins commettez aucuns de vous pour (appeler les Evêques des lieux ou leurs Vicaires) procéder par eux pour le cas commun, & lesdits Commissaires pour le cas privilégié ensemblement ou séparément, ainsi que de raison contre ceux de votre ressort qui seront trouvés mal sentir de la foi, suivant l'Edit par nous fait à Châteaubriant le 27 Juin 1551, ausdits Commissaires qui par vous seront députés, & chacun d'eux nous avons donné, & donnons pouvoir de contraindre les Greffiers, Notaires, Sergens & autres qui ont pardevers eux aucunes informations faites du fait concernant la Religion, icelles mettre pardevers eux & informer plus amplement desdits cas & procédant contre les délinquans & coupables, jusqu'à Sentence définitive, & exécution d'icelles inclusivement, nonobstant comme dessus, appelé avec eux le nombre des Conseillers & autres Officiers contenus par ledit Edit du 27 jour de Juin 1551.

VI.

Voulons & nous plaît que les jugemens, & tout ce que par eux sera fait en cette partie, soit de tel effet, vigueur & exécution, comme si faits & donnés avoient été par l'une de nos Cours souveraines, & iceux dès-à-présent comme pour lors & dès-lors, comme pour maintenant avons autorisé & validé, autorisons & validons par cesdites Présentes; car tel est notre plaisir, nonobstant comme dessus, & quelconques Edits, Ordonnances, Restrictions, Mandemens, Défenses, & Lettres à ce contraires, mandons & commandons à nos Justiciers, Officiers & Sujets, qu'ausdits Commissaires & à chacun d'eux leurs Commis & Députés en ce faisant obéissent & entendent diligemment, pressent & donnent conseil, confort, aide, main-forte, & prison, si métier est & requis en sont, & pour ce faire s'assembler en tel & si grand nombre que la force & autorité nous en demeure. Donné à Villers-Costerets, le 1 jour de Mai l'an de grace 1557, & de notre regne le onzième. Par le Roi étant en son Conseil, Du THIER. Et scellé en simple queue de cire jaune.

Acta, publicata, & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento 17 die Mai anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo septimo. Sic signatum, Du Tillet.

LETTRES PATENTES DE CHARLES IX,

sur le même sujet.

Du Avril 1560.

Ann. 1560;

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France; à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement à Paris, Salut & dilection.

ARTICLE PREMIER.

Encore que le feu Roi notre très-cher Seigneur & Frere, & nous ayons ci-devant ordonné pour la raison & nécessité du temps, que tous Archevêques & Evêques de notre Royaume eussent à eux retirer & résider en leurs diocèses, ainsi que le devoir de bons Palleurs leur commande. Toutesfois cela a été si peu observé, & notre intention (quelque sainte & nécessaire qu'elle fut) si mal suivie, que peu y ont obéi: & en est sorti si peu de fruit, qu'il ne s'en connoit comme rien, à notre très-grand regret. Au moyen de quoi voulans y pourvoir, à l'honneur de Dieu, acquit de notre conicience, & bien de notre peuple, avons derechef ordonné & ordonnons par ces Prêsentés que tous Archevêques & Evêques, de quelque qualité & condition qu'ils soient; & sans aucun excepter, seront tenus se trouver au principal lieu & siège de leurs diocèses, dedans le premier jour de Mai prochainement venant, & y demeurer & résider dorénavant, pour l'instruction de leurs diocésains, & satisfaire au devoir de leur charge, sur peine de faïste de leur temporel pour tout le temps qu'ils en seront absents.

I I.

Et afin qu'il ne s'y fasse aucune faute, & que lesdits Archevêques & Evêques résident ordinairement comme ils sont tenus, sans se trouver seulement en leurs diocèses lorsque le revenu dudit temporel échet: nous entendons qu'ils n'en reçoivent aucune chose sinon au prorata de leur dite résidence, dont nous voulons qu'ils soient avertis, ou leurs Vicaires, par nos Juges & Officiers des lieux, & ledit temps passé, par eux procédé à la faïste du temporel, & des fruits qui en dépendent.

I I L.

Au régime desquels seront établis nos Receveurs ordinaires des lieux, pour iceux recevoir, tant & si longuement que seront absens iceux Archevêques & Evêques, & être, ce qui en sera par eux reçu, baillé aux Administrateurs des Hôpitaux & Hôtels-Dieu des lieux où seront respectivement assis lesdits biens & revenus temporels, pour employer à la nourriture, aliment & entretenement des pauvres, au profit desquels nous entendons que cela tourne & demeure pour tout le temps que lesdits Archevêques & Evêques ne seront résidence en leursdits diocèses: sans qu'ils en puissent prétendre ne avoir aucune chose, ne attendre de nous aucune main-levée de leur dit temporel & fruits, que nous déclarons dès-à-présent audit cas acquis pour le temps de leur dite absence ausdits pauvres, quelques Lettres-patentes ou missives de main-levée ou non résidencé qu'ils en puissent ci-après avoir ne obtenir de nous: ausquelles nous n'entendons que l'on aye aucun égard, ains les avons dès-à-présent, comme pour lors déclarées & déclarons nulles & de nul effet par cesdites Prêsentés.

I V.

Fors & excepté pour le regard des Archevêques & Evêques qui sont de notre Conseil privé, & autres employés hors de ce Royaume pour notre service & bien public

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII. 13
 d'icelui, durant le temps que nous nous en servirons, dont nous avertirons ci-après nos Baillifs & Sénéchaux au ressort où seront situés lesdits Archevêchés & Evêchés, ou leurs Lieutenans. Voulans au demeurant qu'ils tiennent main & semblablement nos Procureurs & autres Officiers à l'exécution de cesdites Présences, sur peine de privation de leurs Offices, & de condamnation de pareille somme envers lesdits Hôpitaux que pourront monter les fruis échans durant l'absence d'iceux Archevêques & Evêques, que nous déclarons dès-à-présent en cas de négligence être commise & acquise ausdits Hôpitaux & Maisons-Dieu.

Si voulons & vous mandons que cesdites Présences vous faires lire, &c. Donné à Fontainebleau le premier jour d'Avril, l'an de grace mil cinq cent soixante, avant Pâques, & de notre regne le premier. *Ainsi signé* Par le Roi en son Conseil.

DE L'AUBESPINE.

Lesla, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, sine ulla exceptione, & quod fructuum appellatione quibus privantur Archiepiscopi & Episcopi non rejungendo, comprehenditur beneficiorum collatio, vel proviso quæ per Vicarios fieri non poterit, sed per ipsos dumtaxat Prasentes, & in Diocesi residentes: nisi causâ legitimâ, & sanctis canonibus & constitutionibus probata abfuerint, sub modificationibus tamen in registro contentis. Parisiis in Parlamento, octavâ die Martii, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo - primo.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

SUR les Remonstrances & Requête verbalement faite en la Cour par le Procureur général du Roi, que l'Edit fait par ledit Seigneur Roi sur la résidence des Archevêques & Evêques en leurs Diocèses n'étoit observé, & n'y avoient lesdits Evêques aucunement obéi, & y en avoit grand nombre résidens en cette ville de Paris, contre la volonté dudit Seigneur, & scandale du peuple. La Cour a ordonné & ordonne que commandement sera fait à la requête du Procureur général du Roi à tous & chacuns les Archevêques & Evêques, étans & séjourans en cette Ville & fauxbourgs d'en partir dans trois semaines prochainement venans, & aller résider en leurs Diocèses, & y faire leur devoir par bonne conversation & exemple, & annunciation de la parole de Dieu, qu'ils feroient par eux ou par autres personnes capables & suffisans, selon & en ensuivant les saints Decreits, Conciles, Edits & Commandemens du Roi, & ce en peine de douze cens livres parisis, applicables aux pauvres de ladite Ville. Et néanmoins icedit temps passé, seront leurs meubles prins & mis sur le pavé. Et enjoins ladite Cour au Procureur général du Roi de faire faire lesdits Commandemens dedans huitaine, & en certifier la Cour. Enjoint aussi à tous les Substitués dudit Procureur général de faire faire le temporel de tous les Archevêques & Evêques qui ne seront résidence en leurs Diocèses. Et où ils prétendront avoir cause légitime d'absence, sortiront, si bon leur semble, pardevant ledit Seigneur Roi, pour avoir de lui main-levée. Publié en Parlement le 1 Aôut 1560. DE SAINT GERMAIN.

BULLE DU PAPE CLEMENT VI.

Qui dispense de la résidence les Officiers de la Chapelle du Roi.

Du 20 Avril 1351.

CLEMENS VI, Joanni & Joannæ Francorum Regi & Reginæ, ut vestri successorumque vestrorum omnes Capellani & Clerici præsentis & posteris vestris & illorum obsequiis insistentibus fructus, redditus & provenus omnium Beneficiorum ecclesiasticorum etiam si Dignitates, Personatus vel Officia fuerint, & curam habeant ani- Ann. 1351.

marum, eamſem Dignitates hujusmodi in cathedralibus poſt pontificalem majores & in collegiatis Eccleſiis principales exiſtant quæ in quibulvis Eccleſiis ſive locis obtinent & inpoſterum obtinebunt cum ea integritate quamdiu hujusmodi obſequiis inſiſterint liberè percipere valeant (quotidianis distributionibus duntaxat exceptis) cum qua illas perciperent ſi in eiſdem Eccleſiis vel locis perſonaliter reſiderint, ac interim ad reſidendum in eis minimè teneantur : neque ad id inviſi valeant coarctari, nonobſtante quod iidem Capellani & Clerici primam in eiſdem Eccleſiis non fecerint perſonalem reſidentiam quam facere tenebantur; ab hujusmodi obſequiis recedentes, & quibuſcumque Apoſtolicis ac Provincialibus Conſtitutionibus ipſarum Eccleſiarum contrariis jramento, confirmatione apoſtolicà, vel quâvis aliâ firmitate valeatis, etiamſi de illis obſervandis & non imperandis Litteris apoſtolicis contra ea, & ipſis Litteris non utendo etiam à diſtis Capellanis & Clericis, aut alio vel aliis impetratis, ſeu quovismodo conceſſis; idem ſi Capellani vel Clerici per ſe vel Procuratores ſuos præſtiterint hædenus vel eos inpoſterum præſtare contigerit forſan juramentum, ſeu ſi locorum ordinariis à Sede apoſtolica ſit conceſſum quod Canonicos & perſonas Eccleſiarum ſuarum civitatum vel Dioceſum, etiam in Dignitatibus vel perſonalibus aut Officiis conſtitutas per ſubſtrationem ſuorum proventuum, vel aliàs compellere poſſint ad reſidendum perſonaliter in eiſdem, aut ad id compelli minimè poſſint per Litteras apoſtolicas non ſacientis plenam & expreſſam, & de verbo ad verbum de Indulto hujusmodi mentionem & quibuſcumque Privilegiis, Indulgentiis & Litteris apoſtolicis generalibus & ſpecialibus cujuſcumque tenoris exiſtant per quæ Præſentibus non expreſſè vel totaliter non inferia effectus eorum impediri valeat quomodocumque vel diſſerri, vel de quibuſcumque tenoribus de verbo ad verbum habenda ſit in eiſdem Litteris mentio ſpecialis : proviſo quod Beneficia hujusmodi debitis non fraudentur obſequiis, animarumque curâ, ſi qua illis forſitan imminent nullatenus negligatur. Datum Avenione, 12 Kalend. Maii, pontificatus noſtri anno nono.

LETTRES PATENTES D'HENRY III,

Au ſujet de la précédente Bulle.

Du 18 Septembre 1581.

Ann. 1581.

HENRY, par la grace de Dieu, &c. Salut. Nos chers & bien-amés les Chantres de notre Chambre, Chantres & Chapelains de Chapelle & d'Oratoire, nous ont par leur Requête préſentée à notre Conſeil, fait remontrer qu'à la poſtulation de nos prédéceſſeurs Rois, ils ont été canoniquement diſpensés par le ſaint Sièſe apoſtolique, de réſider en perſonne ſur leurs Bénéfices, dont ils ont joui juſqu'à préſent au moyen du dit privilège dument vériſié en notre Cour de Parlement, & de pluſieurs Arrêts ſur ce donnés en Jugement contradictoire; néanmoins aucuns Chapitres d'Eglises cathédrales & collégiales auroient pu priver leſdits Supplians de leurs privilèges, & ſe prévaloir du revenu de leurs Bénéfices, à ſaute de réſidence, ſous prétexte de l'Assemblée du Clergé de notre dit Royaume, faite en notre ville de Melun; faiſans ledit privilège & Arrêts confirmatifs d'icelui, par Edit fait ſur leurs remontrances, publié le 8 Mars dernier 1580, obtenu que leſdits réſideront actuellement incontinent après leur quartier fait ès Prébendes & Bénéfices dont ils ſont pourvus; & à ſaute de ce faire, ſeront privés de tous les fruits de leursdits Bénéfices, ſujets à réſidence, combien qu'ils ſoient ordinaires à notre ſervice. Et pour cette conſidération, lorsque leſdits Chapitres ont voulu les contraindre à ladite réſidence, en ont été exemptés & diſpensés avec main-levée des revenus & gros fruits de leursdits Bénéfices, ſoit qu'ils réſident ou non, excepté les distributions quotidiennes & manuelles, ſpécifiées par leſdits Arrêts, & que ne faiſant ladite réſidence, ils ſeroient privés de leur dit privilège & rendus de pire condition, que les moindres habitués de toutes les Eglises de notre Royaume, qui ſont pleinement exemptés de toutes pour le ſervice qu'ils ſont eſdites Eglises, nous ſuppliant & requérant que notre plaiſir

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII. 15

Soit le maintenir en leurdir privilège, révoquer l'article dudit Edit, publié en faveur desdits Ecclésiastiques. Nous après avoir fait voir en notre Conseil, la copie dudit Indult & privilège, avons ordonné & ordonnons, que lesdits Supplians & chacun d'eux, jouiront actuellement, pleinement & paisiblement de l'effet & contenu desdits Indults, sans qu'au moyen du contenu au septième Article de l'Edit obtenu à la poursuite du Clergé, auquel nous dérogeons, en tant que de besoin seroit, ils soient astreints à autre résidence que celle portée par ledit Indult & lesdits Arrêts, les ayant dispensés & déchargés du surplus. Voulons en outre & nous plaît, qu'ils jouissent pleinement & entierement de leursdits Bénéfices, fruits, profits & revenus y appartenans, suivant la modification portée par lesdits Arrêts. Si mandons à nos Baillifs, Sénéchaux, ou leurs Lieutenans, de faire jouir lesdits Supplians du contenu ci-dessus. Donné à Fontainebleau le 28 Septembre 1581.

Régistrées lesdites Lettres, ouï le Procureur général du Roi, aux charges portées par l'Arrêt d'aujourd'hui, (Que les Impétrans seront tenus par chacun an, d'apporter aux Chapitres des Eglises cathédrales & collégiales, certificat comme ils sont en service, & du temps qu'ils auront servi; & en ce faisant, seront réputés présens ainsi que les autres Chanoines, & aussi à la charge du nombre porté par les Arrêts de la Cour.) Fait en Parlement, à Paris le 25 janvier 1582. Signé, V o l l e s N.

DECLARATION DU ROI,

Sur le privilège desdits Officiers.

Du 18 Mars 1666.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous présens & à Ann. 1666.
venir, Salut. Nos chers & bien-amés les Sous-Maitres, Chapelains, Chantres, enfans de nos Chapelles, Oratoire & Chambre, Bénéficiers & Officiers de notre sainte Chapelle de Paris, nous ont fait remontrer qu'en vertu des Lettres-patentes des Rois nos prédécesseurs & des nôtres, & des Arrêts tant de notre Conseil, Cour de Parlement, que de notre Grand-Conseil, intervenus sur les Bulles de nos SS. PP. les Papes Gregoire X, Jean XXII, Benoît X, Clément VI & Clément VII, en considération du service actuel, & pour leur donner moyen de s'entretenir & subvenir aux dépenses qu'ils sont obligés de faire à notre Cour & suite, ils ont toujours été tenus pour présens en sous les Bénéfices & Dignités par eux possédés dans Eglises, Chapitres & Communautés de ce Royaume, pour en percevoir tous les fruits, profits, revenus & émolumens, droits de conférer les Bénéfices à leur tour, & opter les maisons des Chapitres, à l'instar des résidans de présent en personne, Agens & Députés des Chapitres, à la réserve des seules distributions manuelles qui se font pendant le divin Service au Chœur & chaises en argent sec & monnoyé, pour jouir par eux de tous les fruits, profits, revenus & émolumens pendant toute l'année à l'égard de nos Officiers ordinaires, Bénéficiers & Officiers de notre sainte Chapelle de Paris; pendant six mois à l'égard de ceux de semestre, & trois mois pour ceux de quartier, chacun pour le temps de leur service actuel, & deux mois pour venir & retourner aux lieux de leur Bénéfice. Au préjudice desquelles Bulles, Lettres-patentes & Arrêts qui leur ont été accordés il y a plusieurs siècles, & ont été successivement continués, les Chanoines d'aucunes desdites Eglises, s'efforcent de priver les Exposans de l'effet d'icelles par des restrictions qu'ils veulent faire du temps de leurs Privilèges, du nombre de leurs Bénéfices, & par des changemens qu'ils apportent en la forme des distributions, auxquelles ils donnent des noms inconnus; même que les Doyen, Chanoines & Chapitre de Bayeux auroient fait rendre Arrêt en notre Cour de Parlement de Paris le 7 Septembre 1663, contre Maître Claude Asselin, Chanoine de la même Eglise, & l'un des Chapelains & Chantres ordinaires de notre Chapelle, par lequel les revenus appartenans à la Prébende dudit Asselin, tous autres droits à distributions lui auroient été adjugés; mais à cette modification, que ce seroit pour en jouir

tant & si longuement que lesdites distributions se mettroient en tables, & ce pour le temps de six mois seulement, & en un mois pour les voyages d'aller & de retour, sans qu'il puisse prétendre qu'un seul privilège, tant à l'égard de ses Offices que Bénéficiaires, & sans restitution de fruits : ce qui se trouve directement contre les termes exprès desdites Bulles, Lettres-patentes & Arrêts, & donne occasion à plusieurs autres Chapitres de notre Royaume d'entreprendre sur les privilèges des Exposans : les Chapitres de Saint Quentin, Peronne & Nelles ayant depuis ledit Arrêt changé la forme du paiement des distributions, pour en frustrer Maître Maubert, Gabillart, Vuatelet, Bigot & Romeran, Officiers ordinaires de notre Chapelle ; & ledit Chapitre de Nelles ayant depuis ledit temps dénié audit Vuatelet tous les fruits, profits, revenus & émolumens de sa Prébende en leur Eglise sous prétexte de celle qu'il possède en l'Eglise de Saint Quentin : ce qui ayant lieu, causeroit la ruine des Exposans, & leur ôteroit tout moyen de continuer les services qu'ils nous doivent, à quoi voulant pourvoir, & maintenir lesdits Exposans dans leurs droits. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, qui a vu lesdites Bulles, Lettres-patentes & Arrêts sur ce intervenus, ci-attachés sous le contrescel de notre Chancellerie, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale ; nous avons par ces Présentes signées de notre main, confirmé & approuvé, confirmons & approuvons tous & chacun les privilèges, accordés ausdits Exposans par les Bulles de nos SS. PP. les Papes, & Lettres-patentes des Rois nos prédécesseurs & les nôtres : & conformément à icelles voulons & nous plaît, que lesdits Sous-Maitres & Chapelains, lesdits Gaubert, Gabillart, Vuatelet, Bigot & Romeran ; & autres Chantres employés en nos Etats, soient tenus & réputés présents en toutes les Eglises de notre Royaume, pour tous les Bénéfices, Offices & Dignités que chacun d'eux a ou aura ci-après esdites Eglises pendant tout le temps de leur service : sçavoir, non ordinaires pendant toute l'année, ceux de semestre pendant six mois, ceux de quartier pendant trois mois, & deux mois encore à chacun d'eux pour venir & retourner à leur Bénéfice : qu'ils en jouissent, prennent & perçoivent tous les fruits, revenus & émolumens du jour de leur réception, des droits de nomination aux Bénéfices, & option des maisons dépendantes desdits Chapitres à leur tour, & autres droits généralement quelconques, à la réserve seulement des distributions manuelles qui ont de tout temps accoutumé de se faire à la main au Chœur & pendant le divin Service, en argent sec & monnoyé, & sans que lesdits Chapitres puissent changer & innover en aucune manière que ce soit la forme des payemens & distributions au préjudice des Exposans, soit qu'ils aient ou non des Privilégiés dans leurs Eglises, dérogeant quant à ce à toutes délibérations & résolutions d'Assemblées, Ordonnances, Capitulaires & Arrêts à ce contraires, notamment audit Arrêt de notre Cour de Parlement de Paris du 7 Septembre 1663, qui demeureront nuls & de nul effet ; & en conséquence voulons & nous plaît qu'il soit procédé contre les contrevenans aux Présentes, par saisie de leur revenu temporel nonobstant oppositions ou appellations quelconques, desquelles si aucuns interviennent, nous avons attribué & attribuons toute Cour & Jurisdiction & connoissance à notre Grand Conseil, & icelle interdite à toutes nos autres Cours & Juges. Si donnons en mandement à nos amés & fâux Conseillers les Gens tenant noredit Grand Conseil, que ces Présentes ils aient à faire régistrer selon leur forme & teneur, & du contenu en icelles faire jouir & user lesdits Exposans pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire, nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, prise à parties & Lettres à ce contraires. Et d'autant que les Exposans pourront avoir besoin des Présentes en plusieurs & autres lieux, voulons qu'aux copies bien & dûement collationnées d'icelles par l'un de nos amés & fâux Conseillers-Secrétaires, soit ajoutée comme aux originaux ; car tel est notre plaisir : & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Saint Germain en Laye au mois de Mars, l'an de grace 1566, & de notre regne le 23. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DU GUENEGAUD. Et scellées du grand sceau de cire verte sur lacs de soie rouge & verte. Et à côté est écrit.

Enregistré à Régiſtres du Grand-Conseil du Roi, suivans l'Arrêt cejourd'hui donné en icelui, à Paris le 18 Mars 1566. Signé HERBIN.

DECLARATION

DECLARATION DE LOUIS XV,

Concernant les Privilèges des Officiers de sa Chapelle & de son Oratoire.

Du 1 Avril 1717.

L OUIS, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul, voulant assurer l'exactitude à la dignité de sa Chapelle & Oratoire, a ordonné par sa Déclaration du mois de Mars 1666, conformément à plusieurs Bulles des Papes, autorisées dans le Royaume par ses Lettres-patentes, & celles des Rois ses prédécesseurs, que les Officiers de nosdites Chapelle & Oratoire, & de notre sainte Chapelle de Paris, seroient, à raison de leur service près de sa Personne réputés présens dans toutes les Eglises de notre Royaume, pour tous les Bénéfices, offices & dignités dont chacun d'eux seroit pourvu; & qu'en conséquence ils jouiroient de tous les fruits, revenus & émolumens desdits Bénéfices, offices & dignités dont chacun d'eux seroit pourvu, qu'en conséquence ils jouiroient de rousles fruits, revenus & émolumens desdits Bénéfices, à l'exception des distributions manuelles, pendant le temps & aux termes marqués dans ladite Déclaration. Il y avoit lieu d'espérer que des dispositions si précises empêcheroient toutes les contestations qui pourroient naître entre les Chapitres des Eglises cathédrales & collégiales, & lesdits Officiers à ce sujet: nous sommes cependant informés qu'il s'élève encore souvent de nouvelles disputes & de nouveaux procès à cette occasion; que des Chapitres, par rapport à quelques statuts particuliers, ou par rapport à certains arrangemens qu'ils font pour le payement de leurs revenus & distributions, prétendent priver lesdits Officiers de certains droits & émolumens dont jouissent les dignités & les Chanoines qui sont dans une actuelle résidence, & qui assistent aux Offices divins; que d'un autre côté quelques Officiers de nosdites Chapelle & Oratoire, & de notre sainte Chapelle de Paris, qui occupent dans les Eglises cathédrales & collégiales des emplois, Offices, Chapellenies, Vicaireries, ou autres places spécialement destinées par les titres de leur établissement, ou par l'usage desdites Eglises, à un service personnel & continu, soit pour l'acquit des fondations, soit pour suppléer aux absences des dignités & Chanoines desdites Eglises, prétendent pendant le temps de leur service dans nosdites Chapelle & Oratoire, & dans notre sainte Chapelle de Paris, percevoir les revenus desdits emplois, Offices & Chapellenies, Vicaireries ou autres places, sans les desservir, sous prétexte qu'en étant pourvus à titre de Bénéfice, ils se trouvent dans la disposition de ladite Déclaration de 1666. A quoi voulant pourvoir & maintenir lesdits Officiers dans leurs droits & privilèges, sans que le Service divin en souffre dans les Eglises de notre Royaume. A ces causes, & autres à ce nous mouvans de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, confirmé & approuvé, confirmons & approuvons, tous & chacun les Privilèges accordés ausdits Officiers de nos Chapelle & Oratoire, & de notre sainte Chapelle de Paris, par les Bulles des Papes, par les Lettres des Rois nos prédécesseurs, & en particulier par la Déclaration du mois de Mars 1666. Voulons & nous plaît, que pendant le temps marqué par ladite Déclaration, tous lesdits Officiers soient tenus & réputés présens en toutes les Eglises de notre Royaume, pour tous les Bénéfices, offices & dignités dont chacun d'eux en est ou sera pourvu, qu'ils entrent en jouissance desdits revenus, quand même ils n'auroient pas fait le stage prescrit par les statuts de plusieurs Chapitres, à proportion néanmoins de ce qui en est perçu par les Chanoines actuellement résidens qui font ledit stage, bien entendu qu'ils auront pris préalablement possession personnelle, si les statuts l'exigent, & qu'après le temps de leur service, ils feront ledit stage; qu'ils soient employés sur le tableau, pour nommer à leur rang aux Bénéfices dépendans des Eglises où ils ont des Dignités ou Prébendes: & que s'il est d'usage que lesdites nominations se fassent dans le Chapitre, ils soient admis à faire pendant le temps de leur service lesdites nominations par Procureur; qu'ils parviennent aux maisons Canoniales à leur tour,

Tome VI.

C

quand même les statuts des Chapitres exigeroient une résidence actuelle dans les lieux où sont lesdits Chapitres, pour pouvoir obtenir ou opter lesdites maisons, laquelle résidence sera supplée par le service qu'ils rendent dans notre dite Chapelle & Oratoire, & sainte Chapelle de Paris; qu'ils participent à tous autres droits généralement quelconques, qui appartiennent aux Titulaires desdits Bénéfices actuellement résidens & présens à l'Office divin dans lesdites Eglises, à la réserve seulement des distributions manuelles qui ont de tout temps accoutumé de se faire à la main au chœur, & pendant le Service divin, en argent sec & monnoyé, sans que lesdits Chapitres puissent changer ni innover en aucune manière que ce soit la forme des payemens & des distributions au préjudice desdits Officiers. Voulons pareillement que tous Offices & Bénéfices dans les Eglises cathédrales ou collégiales (autres que les dignités & Prébendes,) chargés par les fondations, ou par l'usage desdits Chapitres d'un service personnel & continu, soient censés à l'avenir incompatibles avec les charges de notre Chapelle & Oratoire, & avec le Chapitre de notre sainte Chapelle de Paris. Voulons qu'à l'avenir aucuns Titulaires de pareils Offices ou Bénéfices, ne puissent être pourvus des charges de nos Chapelle & Oratoire, qu'en se soumettant de résigner lesdits Offices ou Bénéfices dans le temps du droit. Comme aussi que ceux de notre sainte Chapelle de Paris, qui sont & pourroient être pourvus ci-après desdits Bénéfices ou Offices, soient tenus d'opter suivant les règles de droit, dans le temps y porté, lequel passé, les déclarations vacans ou impétrables, & jusqu'à ce que ladite option soit faite, lesdits Chapitres seront en droit de pourvoir à la desserte desdits Offices ou Bénéfices sur les revenus qui échoiront pendant l'absence desdits Officiers, dérogeant à cet égard, en tant que besoin, à la Déclaration du mois de Mars 1666, qu'au surplus nous voulons être exécutée selon sa forme & teneur. Si donnons, &c.

Enregistrée en Régistres du Grand-Conseil du Roi, pour être gardée, observée & exécutée selon sa forme & teneur le 3 Mai 1727.

DECLARATION DE LOUIS XV.

Concernant les Bénéficiers de la Sainte Chapelle de Paris.

Du 18 Décembre 1740.

Ann. 1740. **L**OUIS, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informés que dans une contestation en notre Grand-Conseil, il s'étoit élevé une question qui lui a paru ne pouvoir être décidée que par notre autorité, & qui consiste à sçavoir si ceux qui sont pourvus de Prébendes ou autres places de la Sainte Chapelle de notre Palais à Paris, peuvent posséder en même-temps des Bénéfices sujets à la résidence dans d'autres Eglises, ou s'ils sont obligés de suivre les règles établies par le droit commun en cette matière: c'est ce qui nous a donné lieu de nous faire représenter les titres sur lesquels on prétendoit fonder ce privilège & principalement les Lettres-patentes en forme d'Edit données par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul au mois de Mars 1666, comme aussi notre Déclaration du 2 Avril 1727, dont on a voulu pareillement se prévaloir en cette occasion, & nous avons reconnu que si dans les Lettres-patentes de 1666, on avoit confondu en quelque manière les membres de notre sainte Chapelle de Paris avec ceux qui sont chargés de desservir la Chapelle & Oratoire étant à notre suite, l'esprit & les motifs des mêmes Lettres faisoient voir suffisamment qu'un privilège uniquement accordé en considération d'un service passager qui se rend auprès de notre personne, ne pouvoit être étendu jusqu'à ceux qui, dispensés à présent d'un tel service, sont assujettis à une résidence fixe dans notre sainte Chapelle de Paris; l'intention du feu Roi étant d'ailleurs clairement marquée dans ses Lettres-patentes, suivant lesquelles les Aumôniers & Chapellains qui sont attachés à notre suite pour le service de notre Oratoire & Chapelle, ne sont réputés présens dans les Eglises où ils ont des Bénéfices en titre, que pendant la durée du service qu'ils nous rendent, ce qui ne peut être

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XII. 19

appliqué à ceux qui sont chargés d'un service perpétuel ailleurs qu'auprès de notre personne. Nous avons aussi considéré que quand on pourroit préférer la lettre à l'esprit des Lettres-patentes de 1666, pour maintenir un privilège aussi extraordinaire que celui dont il s'agit, l'effet de ces Lettres auroit dû restreindre entièrement par la disposition postérieure de la Déclaration du 7 Janvier 1681, où le feu Roi voulut réprimer l'avidité de ceux qui cherchoient à se perpétrer par des voyes frauduleuses dans la possession des Bénéfices incompatibles, ordonne que les Ecclésiastiques qui seroient pourvus de deux Cures, ou d'un Canoniat & une Cure, ou autres Bénéfices incompatibles, ne pourront jouir, même pendant l'année qui leur est accordée pour faire leur option; que des fruits d'un seul de ces Bénéfices, rétablissant ainsi la pureté des regles Canoniques, sans y mettre aucune exception en faveur des Bénéficiers de notre sainte Chapelle de Paris. Enfin s'il a encore été fait mention de ces Bénéficiers dans notre Déclaration du 2 Août 1717, faite d'avoir fait assez d'attention au changement survenu depuis les Lettres-patentes de 1666, notre intention n'a jamais été de déroger à une loi aussi respectable que la Déclaration de 1681, qui a été même confirmée par l'Art. XXXI de l'Edit du mois d'Avril 1695, concernant la Jurisdiction ecclésiastique. L'unique objet de la Déclaration de 1717, ayant été de distinguer & régler des cas qui n'avoient pas été suffisamment prévus dans les Lettres-patentes de 1666: & comme rien ne fait mieux sentir la nécessité d'une nouvelle décision que l'incertitude ou la contrariété apparente qu'on trouve ou qu'on veut trouver dans les loix antérieures, nous avons jugé à propos d'expliquer si clairement notre volonté, que l'esprit de la loi concoure également à affermir l'autorité des SS. Décrets & des Ordonnances de notre Royaume à l'égard des Bénéfices incompatibles, sans donner d'ailleurs la moindre atteinte aux véritables privilèges de notre sainte Chapelle de Paris, qui mérite par la régularité de son service, & par l'exacritude de sa discipline que nous lui donnions toujours de nouvelles marques de notre protection. A ces causes, & autres, &c. . . . nous avons dit & ordonné, disons, ordonnons & nous plaît, que conformément aux SS. Décrets, aux Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos prédécesseurs, notamment à la Déclaration du 7 Janvier 1681, les Trésorier, Chanoines, & autres Bénéficiers de la sainte Chapelle établie dans notre Palais à Paris, ne puissent posséder conjointement avec leurs Dignités, Canonicats, ou autres Bénéfices, aucuns Bénéfices à charge d'ames, ou sujets par quelque titre que ce soit à la résidence dans d'autres Eglises: & en ce cas qu'ils soient pourvus de pareils Bénéfices, ils seront tenus de faire l'option de celui qu'ils voudront conserver dans le temps, & ainsi qu'il est prescrit par la dite Déclaration du 16 Janvier 1681, & sera la disposition de notre présente Déclaration pareillement observée à l'égard des Chantres & Officiers de notre dite sainte Chapelle, qui sans être pourvus en titre y doivent un service continu à cause des fonctions qu'ils y exercent. Dérogeons en tant que de besoin seroit à l'effet de tout ce qui est ordonné ci-dessus, aux Lettres-patentes en forme d'Edit du mois de Mars 1666, & à notre Déclaration du 2 Avril 1717, & à tous autres Edits, Déclarations ou Réglemens, en ce qu'ils pourroient avoir de contraire aux Présentes, lesquelles seront exécutées selon leur forme & teneur, tant pour le passé que pour l'avenir, même dans le jugement des contestations nées avant la publication de notre présente Déclaration. Si donnons en mandement, &c. car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 18 Décembre l'an de grace 1740, & de notre regne le 26. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, *PHÉLYPEAUX*. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Enregistré à Régistres du Grand-Conseil du Roi, où & ce requerrant le Procureur général du Roi, pour être gardée, observée & exécutée selon sa forme & teneur, suivant l'Arrêt dudit Conseil, ce jourd'hui 30 Décembre 1740. Signé, VERDOL.



§. XIIL

SUR LES DROITS DES PATRONS ET SEIGNEURS, &c:
*EXTRAIT DES CAPITULAIRES DE CHARLEMAGNE;**sur les droits honorifiques des Seigneurs & Patrons dans les Eglises.*

Lib. 1. cap. 148.

Ann. 759. **U**T Episcopi provideant quem honorem Presbyteri in Ecclesiis suis senioribus tribuant.

ORDONNANCE DE FRANÇOIS I.,

Sur le même sujet..

Du ... Août 1539.

Ann. 1539. **N**Ous pour faire cesser les différends, débats & contestations d'entre nos sujets, avons ordonné qu'aucun, de quelque qualité & condition qu'il soit, ne pourra prétendre droit, possession, autorité, prérogative, ou prééminence au dedans des Eglises, soit pour y avoir bancs, sièges, oratoires, escabaux, accoudoirs, sépultures, encens, titres, armoiries, écussons ou autres enseignes de leurs maisons, sinon qu'ils soient patrons ou fondateurs desdites Eglises, & qu'ils en puissent promptement informer par lettres ou titres de fondation, ou par sentences & jugemens donnés avec connoissance de cause & partie légitime. Et outre les cas susdits ne seront nos sujets reçus à faire intenter procès ou instance pour raison desdits prétendus droits; & déclarons nulles toutes les procédures qui auroient été ou seroient sur ce faites. Voulons les contrevenans être étroitement condamnés en bonnes & grosses amendes envers nous, pour la calomnie ou témérité procédante à cause de ladite contravention.

La Déclaration de ce Prince du 24 Septembre de la même année, porte que la susdite Ordonnance n'aura lieu que pour l'avenir.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

Pour le rang des Gentilshommes dans les Eglises.

Du 1 Septembre 1685.

Ann. 1685. **L**E Roi étant en son Conseil, & ayant été informé des différends nés entre les Gentilshommes de l'étendue des Justices de la Baronnie de Conquiers, de la Chatellenie de la Mothe-Achard, & autres Paroisses & Jurisdiccions de la province du bas-Poitou, & les Sénéchaux & Juges des Seigneurs haut-Justiciers desdites Justices, pour raison d'avoir la préférence les uns sur les autres dans les Processions, Offrandes, distributions du Pain-beni, & autres honneurs de l'Eglise, assemblées & cérémonies publiques; & Sa Majesté désirant prévenir les désordres qui pourroient arriver sur ce sujet, & régler de maniere lesdits différends, que lesdits Gentilshommes & lesdits Seigneurs haut-Justiciers aient lieu d'être contents & satisfaits; Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne, que dans les Paroisses du bas-Poitou, lesdits Gentilshommes auront pen-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIII. 21

dant toute l'année la présence au-dessus desdits Sénéchaux & Juges des Seigneurs haut-Judiciers, dans les Processions, Offrandes, distributions du Pain-beni & autres honneurs de l'Eglise, assemblées & cérémonies publiques, à la réserve seulement des jours de fête des Patrons desdites Paroisses, auxquels jours lesdits Sénéchaux & Juges desdits Seigneurs haut-Judiciers, auront la même présence & honneurs sur lesdits Gentils-hommes. Enjoint Sa Majesté aux Gouverneurs & ses Lieutenans généraux en la province de Poitou, & à l'Intendant de la Justice, Police & Finance en icelle, de tenir la main chacun à son égard à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le premier jour de Septembre 1657.
Signé, LE TELLIER.

DECLARATION DU ROI,

Par laquelle les Chanoines des Eglises cathédrales sont maintenus en la présence sur tous les Officiers des Bailliages, Sénéchaussées, Présidiaux & autres Sièges.

Du 8 Février 1657.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui Ann. 1657.
ces présentes Lettres verront, Salut. Encore que tous ceux qui sont consacrés au service de Dieu, méritent un respect particulier que les Fidèles leur doivent à cause de leur condition: néanmoins comme l'Eglise a mis de la différence pour l'honneur extérieur, aussi bien que pour l'ordre des fonctions entre ceux qui sont dédiés à ce ministère sacré; il est juste que les loix publiques s'accommodent à cette distinction des degrés ecclésiastiques, & d'autant que les Chanoines des Eglises cathédrales ont eu toujours cet honneur que d'approcher de plus près les Evêques, auxquels Dieu a commis le régime de l'Eglise dans leurs Diocèses, ils ont été considérés de tout temps, comme le Sénat de leur Evêque; d'où il arrive que le Siège étant vacant, ils exercent plusieurs fonctions épiscopales par les Vicaires qu'ils établissent, ce qui leur donne aussi cet avantage, que le Droit déclare qu'ils sont constitués en dignité ecclésiastique, laquelle est de cette condition que nous, à l'exemple des Rois nos prédécesseurs, tenons des Canoniciens en diverses Eglises cathédrales de notre Royaume: & d'autant que pour conserver parmi les peuples le respect qui est dû à cette dignité, il est nécessaire que l'exemple en soit établi parmi les Magistrats, auxquels nous avons donné avec la juridiction la dignité séculière qui la suit, nous avons estimé qu'il étoit nécessaire de la régler, en sorte que l'honneur qui est dû aux Chanoines ne soit point violé par les entreprises des Officiers de nos Sièges Présidiaux: & quoique lorsque les plaintes en ont été portées en notre Conseil, nous y ayons pourvu par les Arrêts qui ont été donnés en icelui; néanmoins & d'autant que ce remède n'est que particulier pour ceux qui se plaignent, & que l'on pourroit prétendre que ces Arrêts ont été donnés sur les circonstances des faits, nous avons jugé qu'il étoit besoin d'y apporter un règlement général, qui fut suivi & exécuté avec uniformité par tout notre Royaume. A ces causes, & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes, signées de notre main, voulons & nous plaît que tous les Chanoines des Eglises cathédrales de notre Royaume & chacun d'eux, tant dedans le chœur qu'aux autres endroits desdites Eglises, & même hors icelles, en tous lieux & toutes assemblées & cérémonies publiques & particulières, précèdent tous les Officiers des Bailliages & Sénéchaussées, Sièges Présidiaux & autres Sièges de quelque qualité qu'ils soient, tant de Corps à Corps, de Député à Député, que de particulier à particulier, nonobstant tous Arrêts, Concordats, Réglemens & usages qui demeureront pour non avenus, comme étant contraires au droit public des Eglises cathédrales, & à l'honneur qui leur doit être rendu également & uniformément dans leurs Diocèses. Faisons très-expresse défenses à tous nosdits Officiers, & à tous nos autres sujets de contrevenir à notre présente Déclaration, ni à ce qui est réglé par l'Edit de 1606, pour les hautes

chaires du Chœur, à la réserve des chaires qui pourront être occupées par les Officiers des Sièges Présidiaux, après les Bénéficiers seulement. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Grand-Conseil, que ces présentes Lettres de Déclaration, ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer en tout notre Royaume, selon leur forme & teneur, leur en attribuant pour cet effet toute Cour, jurisdiction & connoissance, & icelle interdictions à nos Cours du Parlement, auxquelles faisons défenses d'en connoître sous quelque prétexte que ce soit, même des instances pendantes pardevant eux sur ce sujet, lesquelles nous avons évoquées & les renvoyons audit Grand-Conseil, ni sous prétexte des Arrêts qui pourroient avoir été donnés au contraire, à peine de nullité, cassation de procédures & des Arrêts, & de tous dépens, dommages & intérêts contre les Parties qui en feront la poursuite, au préjudice des Présentes; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le 8 jour de Février, l'an de grace 1657, & de notre regne le 14. *Signé, LOUIS.* Et sur le repli, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Enregistrée es Régistres du grand-Conseil du Roi, suivant l'Arrêt cejourd'hui donné en icelui, A Paris le 7 Mars 1657. Signé, HERBAIN.

ARREST DE REGLEMENT DU PARLEMENT DE PARIS,

Sur les honneurs dûs aux Laïcs qui seroient aux Offices divins revêtus d'habits ecclésiastiques.

Du 25 Mars 1698.

Ann. 1698. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: Sçavoir faisons que le jour & date des Présentes, vu par notredit Cour la Requête à elle présentée par Jean Lienard, Prêtre Chanoine de l'Eglise cathédrale de Laon, Syndic du Clergé du Diocèse dudit Laon, à ce que pour les causes y contenues, & attendu qu'au préjudice de l'Art. XLV de notre Edit de 1695, vérifié en notre Cour le 14 Mai audit an, qui ordonne en termes exprès que même les Laïcs dont les Curés sont obligés de se servir en certains lieux pour aider au Service divin recevront pendant ce temps-là les honneurs de l'Eglise préférentement à tous autres Laïcs: plusieurs Gentilshommes dudit Diocèse s'immischoient de contrevénir audit Article, & par voyes de fait & violences empêchoient les Fêtes & Dimanches le service paroissial, voulant avoir préférentement aux Clercs desdits Curés les honneurs de l'Eglise; lesquelles contraventions & entreprises n'étoient pas raisonnables, il plut à notredite Cour ordonner que ledit Article seroit exécuté dans ledit Diocèse selon sa forme & teneur..... Conclusions de notre Procureur général, oui le rapport de M. Jean Bochart Conseiller: tout considéré, notredite Cour ordonne que l'Art. XLV de notredit Edit de 1695, sera exécuté selon sa forme & teneur, & en particulier dans le Diocèse de Laon. Ce faisant enjoint à tous Gentilshommes, même Seigneurs de Paroisses y demeurans, d'exécuter ledit Article; leur fait défenses de troubler les Clercs dans la perception des honneurs de l'Eglise qui leur sont dûs préférentement ausdits Gentilshommes pendant qu'ils aident au Service divin, ni d'empêcher les Curés directement ni indirectement de les donner ausdits Clercs, & ausdits Clercs de les percevoir, à peine d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts. Si te mandons le présent Arrêt mettre à execution, &c. Donné à Paris en notre Cour de Parlement le 25 Mars, l'an de grace 1698. *Signé, DUJARDIN.*



ARREST CONTRADICTOIRE

Qui confirme le précédent.

Du 3 Février 1699.

ENtre M. Jean Liénard Prêtre Chanoine de l'Eglise cathédrale de Laon, Syndic du Clergé du Diocèse dudit Laon, demandeur en exécution de l'Arrêt du 25 Mars 1698 d'une part ; & M. Alphonse de Miremont, Chevalier Seigneur de Berrieux , &c. Augustin d'Ausbourg Chevalier Marquis de Labauve ; Charles de Poilli , Chevalier Seigneur d'Aubigni , &c. tous Gentilshommes & Seigneurs des Paroisses situées audit Diocèse de Laon , parties intervenantes en la cause d'entre ledit sieur Liénard , &c. & appellans comme d'abus de l'Ordonnance de Monsieur l'Evêque de Laon du 10 Avril 1698 , & demandans que faisant droit sur l'appel nous disions qu'il y a abus dans l'obvention & publication de ladite Ordonnance , en ce qu'elle ordonne que les honneurs de l'Eglise seront donnés aux Laïcs & Magistres des Villages qui ne sont tonsurés , avant lesdits de Miremont & autres. Ce faisant les maintenir & garder dans la possession immémoriale en laquelle ils sont , tant par eux que par leurs auteurs , de jouir ensemble leurs femmes & enfans des honneurs de leurs Eglises préférentement aux Magistres gens mariés & non tonsurés , soit qu'ils soient révéus de surplis ou non . . . Après que le Barbier & de Lombreuil ont été ouïs , ensemble Daguetieau pour le Procureur général du Roi , la Cour donne Acte de la déclaration faite par les parties de Lombreuil , qu'ils ne prétendent pas empêcher que les Laïcs servans au Service divin , & pendant qu'ils sont revêtus des ornemens ecclésiastiques , jouissent préférentement à eux & à tous autres Laïcs , des honneurs de l'Eglise , & en tant que touche l'appel comme d'abus , dit qu'il n'y a abus , & sur les autres demandes respectives des Parties , les met hors de Cour & de procès , condamne les appellans en l'amende ordinaire , tous dépens compensés. Fait en Parlement le 3 Février 1699. Signé, Du Tillet.

Ann. 1698.

DECLARATION EN FORME D'EDIT ;

Qui défend de disposer des Bénéfices en Patronage laïque sans le consentement des Patrons.

Du . . . Février 1678.

LOUIS, par la grace de Dieu , Roi de France & de Navarre ; à nous présens & à venir, Salut. Nous avons reçu les plaintes de plusieurs de nos Sujets de la province de Guienne , & particulièrement du pays de Soule , de ce que les Gens tenant notre Cour de Parlement de Guienne siégeant à Marmande , jugeant les instances pour raison du possessoire des Bénéfices qui sont en Patronage laïque , autorisent les Concordats & Résignations expédiées pour cause de permutation faite par les Titulaires desdits Bénéfices étant en Patronage laïque , sans le consentement & présentation des Patrons laïques , pourvu que lesdits Patrons aient été requis & sommés d'accorder leur consentement & présentation : sur lesquelles plaintes nous aurions ordonné à notre Procureur général en notre dite Cour de Parlement de Guienne , de nous envoyer les motifs des Arrêts qui ont été sur ce rendus par notre dite Cour , lesquels motifs nous aurions fait examiner , & nous n'y aurions rien trouvé qui pût autoriser cet usage opposé aux maximes reçues dans tout notre Royaume , & établies par les Arrêts de tous les autres Parlements , contraire aux droits de notre Couronne , & aux Libertés de l'Eglise Gallicane , & préjudiciable à l'intérêt de ceux de nos Sujets qui possèdent des terres auxquelles le Patronage laïque est annexé comme un droit réel. A quoi ayant résolu de pourvoir :

Ann. 1678.

pour le bien de nos Sujets; sçavoir faisons que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvant, de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que dorénavant tous les Concordats de permutation des Bénéfices étant en Patronage laïque, & les résignations & actes passés en conséquence, demeurent nuls & abusifs, si les Patrons laïques n'ont accordé leur présentation, ou donné leur Consentement par écrit avant la prise de possession, quoique lesdits Patrons en eussent été requis & sommés, lesquelles requisiions & sommations nous declérons de nul effet & valeur. Faisons défenses à notre Cour de Parlement de Guienne & autres Juges de son ressort, d'y avoir aucun égard dans toutes les instances mûes & à mouvoir, ni de maintenir dans le possessoire desdits Bénéfices étant en Patronage laïque, ceux qui en auroient été pourvus en quelque manière que ce soit, par permutation, sans présentation ni consentement desdits Patrons laïques, nonobstant les requisiions & sommations qui pourroient en avoir été faites ausdits Patrons, & autres choses contraires à ces Présentes. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant nozredite Cour de Parlement de Guienne sçante à Marmande, qu'icelles ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu garder & observer selon leur forme & teneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire, nonobstant tous Edits, Règlemens & autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes; car tel est notre plaisir; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à S. Germain en Laye au mois de Février l'an de grace mil six cent soixante-dix-huit, & de notre règne le trente-sixième. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte. Et à côté, visa, L. TELLIER.

R E G L E M E N T

*Fait par l'Assemblée du Clergé de France, tenue à Paris es années 1635 & 1636;
touchant les Visa, Ordres & Collations des Bénéfices.*

Du 11 Janvier 1636.

Extrait du Procès-verbal de ladite Assemblée.

Ann. 1636. L'Assemblée considérant combien il est important de maintenir la Hiérarchie établie par Jesus-Christ en son Eglise, & que l'ordre est le vrai & solide ciment de la charité entre les Ecclésiastiques, lequel étant violé, y jette la division, introduit des nullités aux choses les plus importantes, & donne lieu aux entreprises des Puissances laïques sur l'autorité ecclésiastique. Ouf ses Promoteurs, a arrêté que Nosseigneurs les Archevêques & Evêques, leurs Grands-Vicaires, Officiaux & autres Ecclésiastiques de quelque qualité qu'ils puissent être, seront exhortés à l'observation des Articles qui s'ensuivent, conformément aux Conciles & Canons.

A R T I C L E P R E M I E R.

De ne faire aucunes informations ou donner attestations de vie & de mœurs pour obtention de Bénéfices, que pour les Bénéfices qui sont véritablement situés dans l'étendue de leurs Diocèses.

I I.

Pour quelque cause & prétexte que ce soit, de ne donner Visa ou Provisions sur le refus d'un autre Evêque ou de son Grand-Vicaire, si l'ordre établi dans l'Eglise ne leur donne la supériorité ordinaire.

III.

De n'abfoudre des Jugemens & Cenfures décernées par un autre Evêque ou fes Grands Vicaires, fi le même Ordre eccléfiastique ne leur donne puiſſance de connoître du bien ou mal jugé du Jugement, ce qu'ils feront tenus faire ſelon les formes de droit, avant de donner Jugement définitif d'abſolution.

IV.

De ne donner les Ordres à ceux qui ne ſont pas de leurs Diocèſes ſans Lettre de demiſſoire en due forme, de l'Evêque du lieu d'où ſeront ceux qui défireront être promûs aux Ordres.

En dernier lieu, de ne faire généralement aucunes ſonctions épiscopales hors de l'étendue de leurs Diocèſes ſans la permiſſion de l'Evêque du lieu où ſe devront faire telles ſonctions, ou à ſon abſence de ſes Grands-Vicaires.

Faiſant ſçavoir ladite Aſſemblée, qu'en cas de contravention aux préſens Articles ; outre les ſuſpenſions, cenſures & autres peines de droit qu'encourent les contrevenans ſelon les Conciles & Canons dont elle les avertit, elle les déclare incapables de toute voix active & paſſive aux Aſſemblées Provinciales & générales Enjoint aux Agens du Clergé d'en envoyer copie à chacun d'eux.

ARREST DU CONSEIL PRIVÉ,

Qui confirme ce Règlement.

SUR ce qui a été représenté au Roi par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & Ann. 1646. autres Eccléſiaſtiques députés de l'Aſſemblée générale du Clergé : que pour conſerver l'ordre hiérarchique & la ſubordination qui eſt entre les dignités de l'Egliſe, les ſaints Decrets ont défendu à tous les Prélats d'entreprendre les uns ſur les ſonctions des autres L'Aſſemblée du Clergé tenue en 1635, auroit renouvelé par un Règlement général l'ordre établi d'ancienneté dans l'Egliſe, & ajouté aux peines y portées par les conſtitutions de l'Egliſe contre ceux qui y contrevenant troubleroit l'ordre des Jurifdiſdictions, celle d'être incapables de voix active & paſſive aux Aſſemblées générales & Provinciales. Que néanmoins ce Règlement conforme aux Decrets des Conciles, de la Pragmatique-Sanction, des Concordats, & même des Ordonnances de Sa Maieſté n'auroit pas retenu la facilité de quelques Prélats ou de leurs Vicaires généraux, à faire de ſemblables entrepriſes, lesſquelles ils ſont d'autant plus volontiers, que quelques Juges ont eu égard à ces Proviſions faites par entrepriſe & au préjudice des ordres canoniques : à quoi s'il n'étoit pourvu par Sa Maieſté en autorifant ledit dérèglement, avec défenſes à tous les Juges d'avoir aucun égard à ſemblables Viſa, Titres & Proviſions, & aux Impétrans de ſ'en ſervir comme étant nulles & données ſans pouvoir légitime, l'ordre de l'Egliſe ſeroit entièrement troublé, les degrés de Jurifdiſction confondus, la charité des Prélats diminuée entre eux, le repos de l'Egliſe troublé & des perſonnes inconnues aux Evêques, même les ignorans & ceux dont la vie ſcandalife le public, trouveroient une grande facilité à s'introduire dans les charges & les bénéfices de l'Egliſe ſans qu'ils en puiſſent être empêchés. Vu l'extrait du Règlement fait en l'aſſemblée du Clergé tenue en 1635, & l'Ordonnance de Sa Maieſté de l'an 1639, & oui le rapport du ſieur Commiſſaire à ce député, le Roi en ſon Conſeil, voulant autoriſer quant à ce ledit Règlement du Clergé, a ordonné qu'il ſeroit exécuté ſelon ſa forme & teneur. A fait & fait très-expreſſes défenſes & inhibitions à tous Juges en jugeant le poſſeſſoire des bénéfices, d'avoir aucun égard aux Titres & Proviſions faites au préjudice du ſuſdit Règlement, comme étant nuls & accordés ſans pouvoir légitime, & aux Parties de ſ'en ſervir à peine de

Voyez l'Article VI de l'Édit de 1695, & l'Article XXII de l'Ordonnance de 1629.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

EN FORME DE REGLEMENT,

*En faveur des Patrons & Collateurs dont les Bénéfices sont situés en pays
d'obédience.*

Du 22 Juin 1681.

Ann. 1681. **S**UR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, que l'Abbaye de la Grassie, située en Languedoc, Diocèse de Carcassonne (pays où le Concordat fait entre le Pape Leon X & François premier de ce nom, Roi de France, est observé) a plusieurs dépendances dans le Roussillon, entre autres la Prévôté de Cavois, laquelle le Roi de Bourlemont Archevêque de Bourdeaux, en qualité d'Abbé de ladite Abbaye, auroit conférée de plein droit, incontinent après la vacance arrivée au mois de Février dernier par le décès de Jacques Guafet, dernier possesseur d'icelle; & qu'au préjudice des provisions dudit Collateur ordinaire, certains Officiers de la Cour de Rome abusant de leur crédit & de la facilité du Pape, l'auroient engagé à donner ladite Prévôté au sieur Cabanet Collecteur de la Chambre Apostolique dans le Roussillon, sous prétexte que ce Bénéfice étoit sujet aux règles de la Chancellerie, aux réservations apostoliques & aux pensions de la Daterie, quoique lesdits Officiers ne dussent pas ignorer que ladite Prévôté de Cavois, encore qu'elle soit située dans le Roussillon, devoit pourtant être exempte desdites réservations apostoliques qui ont été abolies par ledit Concordat, & jouir des prérogatives & avantages d'icelui, tout ainsi que ladite Abbaye de la Grassie qui est dans le pays de Concordat, & est Chef-lieu d'où dépend ladite Prévôté; attendu même que depuis peu de temps une pareille question auroit été jugée en faveur dudit Concordat au Tribunal de la Rote de Rome, au sujet du Prieuré de saint Romain situé dans le Comté d'Avignon, lequel dépend de l'Abbaye de l'Isle-Barde dans le Lioinois, par deux décisions dudit Tribunal de la Rote des 18 Juin 1668 & 4 Mai 1679, & comme ce Jugement a été reconnu si juste & si bien fondé, qu'il a été exécuté sans aucun trouble ni contradiction dans les terres de l'obéissance du Pape, à plus forte raison l'uniformité de la même justice se doit-elle maintenir dans toute l'étendue de la domination de Sa Majesté, pour la conservation des droits & prérogatives dudit Concordat de l'Eglise Gallicane, à l'égard de tous les Bénéfices situés hors le pays du Concordat, & qui dépendent des Collateurs François, à raison des Chef-lieux qui sont dans les Provinces où s'observe ledit Concordat, d'autant plus que cela est conforme au sentiment & à l'avis des plus célèbres Canonistes tant François qu'Ultramontains, aux règles & maximes de la Jurisprudence canonique. Vu par Sa Majesté les deux décisions dudit Tribunal de la Rote de Rome, & autres pièces justificatives: ouï le rapport du Commissaire à ce député, & tout considéré, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que ladite Prévôté de Cavois & tous autres Bénéfices dépendans des Collateurs François, en quelques Provinces qu'ils se trouvent situés, jouiront des mêmes droits, avantages & prérogatives dudit Concordat, tout ainsi & de la même manière que leur Chef-lieu dans leur pays où le Concordat a lieu: enjoint Sa Majesté à toutes ses Cours Supérieures & subalternes, & nommément audit Conseil souverain de Roussillon de se conformer au présent Arrêt, à peine de nullité. Veut Sa Majesté qu'il ne soit point expédié de Lettres d'attache sur les Bulles dudit Cabanet, & si aucunes avoient été obtenues, elle les déclare nulles & de nul effet par le présent Arrêt, qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 22 Juin 1681. Signé, LE TELLIER.

DECLARATION DU ROI,

Qui prive les Seigneurs & Patrons faisant profession de la Religion prétendue réformée, du droit de Patronage.

Du 16 Décembre 1656.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. Les Archevêques, Evêques & autres Ecclésiastiques députés du Clergé de France assemblé par notre permission en notre ville de Paris, nous ayant fait plusieurs plaintes & remontrances, tant de vive voix que par le cahier qu'ils nous ont présenté, nous les aurions fait examiner en notre Conseil, & attendant que par une plus ample & particulière Déclaration, nous leur pourrions sur tous les articles contenus audit cahier; & pour témoigner le zèle que nous avons pour tout ce qui concerne la gloire de Dieu, la grandeur de son Eglise, ... dont nous sommes le Protecteur, avons sur aucuns d'icellui déclaré & ordonné, déclarons & ordonnons

Ann. 1656.

1^o Que les Juges séculiers ne prendront aucune connoissance de l'ordre, de l'heure du Service divin, sous prétexte du possessoire ou autrement.

2^o Que le revenu des Confrairies sera employé en la célébration du Service divin par l'Ordonnance de l'Evêque Diocésain, à la nourriture des pauvres de métier, & autres œuvres pitoiables; & que les Juges Royaux ne connoîtront point des droits prétendus par les Evêques & Curés, excepté des dixmes infodées, & du possessoire des autres dixmes.

3^o Que nos Cours de Parlement & autres Juges ne prendront aucune connoissance des décimes; & que pour les différends qui surviendront sur les choses de cette nature, on se pourra aux Bureaux établis pour en juger.

4^o Que les Seigneurs faisant profession de la Religion Prétendue Réformée ne pourront user d'aucuns droits honorifiques dans les Eglises, de sépulture, bans, lictres tant dehors que dedans les Eglises, & Patronage, demeurant lesdits droits en subsistance, tant qu'ils feront profession de ladite Religion Prétendue Réformée; & pour le Patronage, que l'Evêque conférera de plein droit pendant ledit temps seulement, sans préjudice du droit de la terre après l'empêchement cessé. Donné à Paris le 16 Décembre l'an 1656, & de notre regne le 15. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, D^s GUENEGAUD.

Il ne parolt pas qu'elle ait été enregistrée par les Cours Souveraines.

§. XIV.

SUR LA NOMINATION DU PAPE AUX BENEFICES

Situés des Provinces d'obédience.

*Concordat Germanique passé entre Nicolas V. & l'Empereur Frédéric III.
au sujet de la nomination aux Bénéfices.*

Voyez le Recueil de jurisprudence par M. Gui Rousseau de la Combe. 2 partie; page 31.

Bulle de Jules III, au sujet dudit Concordat.

Voyez le même Auteur. page 69.

D ij

Constitution de Grégoire XIII, sur le même sujet.

Voyez. *Idem.* page 91.

EDIT D'HENRY II,

Qui règle les droits du Pape sur les Bénéfices de Bretagne.

Du 14 Juin 1549.

Ann. 1549. **H**ENRY, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Comme ainsi soit qu'après le trépas de notre très-cher pere & Christien Roi de France, François premier de ce nom, auroient été baillés & concédés à sa vie par nos Saints Peres Leon X, Clément VII, & autres Papes de Rome le droit de nomination, privilèges, Indults & libertés sur les Eglises cathédrales, Abbayes & Monastères au Royaume de France, hors la Cour de Rome: aussi en la Duché de Bretagne, en la Province de Provence, & autres lieux sous sa domination. Lesquelles libertés & privilèges auroient été qualifiés & par certaine forme de resche accordés & concédés par notre Saint Pere le Pape d'à présent Paul III, de ce nom. Nous aurions demandé & requis que lesdits privilèges nous fussent durant notre vie, comme à notredit pere, concédés & constitués; notredit Saint Pere le Pape nous auroit par ses Ambassades & par écrit répondu & signifié avoir été certioré qu'en la Duché & Province susdites étoient plusieurs procès inentés au préjudice & diminution de la liberté ecclésiastique, & autorité du saint Siège apostolique, & que nous eussions à permettre que ladite Puissance Romaine eut de plein droit & autorité à user & jouir desdites choses en la Duché & Province susnommées: après lesquelles avoir par écrit vu & pleinement entendu, avons tellement délibéré, pour & afin d'observer le droit de ladite autorité; ainsi pour le bon zèle & volonté qu'avons, qu'elle ne soit diminuée, & pour la bonne espérance qu'avons les susdites choses être agréables, bénévoles & à tous profitables. Pourtant sçavoir faisons à tous, que pour l'honneur & obédience filiale que voulons & devons à ladite autorité apostolique; de notre si saine pleine puissance & autorité Royale, disons; & par la vertu & teneur de la Présente, déclarons notre volonté & intention avoir été & à présent être, que ledit saint Pere & saint Siège apostolique jouira & usera desdits droits, autorités & prééminences de Bretagne & Provence, desquels les Prédécesseurs saints Peres de Rome ont le temps passé usé & joui: lesquelles autorités & prééminences pour plus grande déclaration avons voulu être ci-après insérées.

Premier, qu'en ladite Duché & Provence les réservations apostoliques, & autres tant générales en vertu desdites réservations, que spéciales & autres constitutions de la Chancellerie, soient reçues.

Que les provisions des bénéfices vacans les huit mois, soient comme de droit admises, & concurremment en leur mois comme les Ordinaires.

Que les regès, mandemens de pourvoir aux expectatives, aides, & autres graces & prérogatives, soient reçues.

Que l'assignation des pensions sur les Bénéfices ecclésiastiques & Lettres apostoliques dessus expédies, soient reçues.

Que les Censures de la Cour de Rome tant en vertu de Lettres expédies sur l'assignation desdites pensions, que par Sentences données en ladite Cour, & aussi exécutoires décrétés, soient admises, reçues & gardées de l'autorité dudit Siège apostolique.

Que les dévotions des causes spirituelles & bénéficiales, principalement en petitoire à la Cour de Rome, ne soient aucunement empêchées; aussi que les Colligatu &

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIV. 29

Notaires exécutant les citations & inhibitions de ladite Cour, ne soient molestés ou grevés.

Que le Conseil & Parlement de Bretagne & de Provence, ne se intromette à la connoissance des causes de la Cour ecclésiastique, & que n'ait aucunement à empêcher ladite Cour ecclésiastique, ni par moyen ou voye d'appellation, principalement sur Lettres apostoliques & Sentences données en ladite Cour.

Que la possession des Bénéfices en quelques lieux qu'ils soient vacans, ne soit baillée en vertu de supplication ou transumpt sans Lettres apostoliques expédiées sous plomb.

Déclarant que par la vertu des Concordats ne soit rien fait en ladite Duché & Provence, qu'il ne soit compris ausdits Concordats, jaoit que ladite Duché soit unie avec la Couronne de France.

En mandant à nos bien amés & fidèles de nos Cours du Parlement de Bretagne & de Provence, Maîtres des Requêtes, Conseillers du Conseil en Chancellerie de ladite Duché : parcellément aux Sénéchaux, Lieutenans, Alloués & autres nos Officiers, à chacun respectivement, comme à eux est de se faire ; que ayant à maintenir, garder & observer, faire & commander notre volonté & déclaration être mise en effet, & que par Avocats & Procureurs Fiscaux à ce appelés soient lesdites déclarations aux Authentiques & Livres publics écrites & enregistrées, & qu'il soit permis pleinement & sans empêchement à notredit saint Pere, à ses Officiers, Commissaires & Députés des susdits privilèges jouir & sans empêchement user. Et s'il y a quelques choses faites au préjudice & contre lesdits articles, approuvées & enregistrées, qu'elles soient incontinent & sans dilation annullées & oblitérées, & qu'entièrement les susdites choses soient en leur dû & pristin état restituées : car ainsi nous plaît. Et en signe & témoignage dequoi avons commandé nostre sceau être appendu & apposé aux Présens. Donné à Paris, le quatorzième jour de Juin mil cinq cent quarante-neuf, & de notre regne l'an tiers.

Dis, & enregistré au Parlement de Vannes le treizième jour de Septembre mil cinq cens quarante-neuf, ouï le Procureur du Roi à ce non contredisant.

DECLARATION DU ROI,

Portant confirmation de l'Edit du 24 Juin 1549, concernant les Droits du Pape au Pays de Bretagne.

Du 18 Avril 1553.

HENRY, par la grace de Dieu Roi de France : à nos amés & féaux les Gens de nos Cours de Parlement, Conseil & Chancellerie de Bretagne, Salut & dilection. Comme par nos Lettres-patentes en forme d'Edit & Déclaration des 14 Juin 1549, & 20 Juillet 1550, par nous octroyées, tant du Pontificat de feu recommandable mémoire Pape Paul moderne, que de celui de notre très-ami Pere le Pape Jules à présent réant, nous avons fait ample & expresse déclaration de nos vouloir & intention, pour faire jouir & user notredit saint Pere & le saint Siège apostolique, des autorités, prérogatives, prééminences, pouvoirs, puissances & facultés prétendues par sa Sainteté en nos pays de Bretagne & Provence, selon & ainsi que ses prédécesseurs Papes en ont joui & usé. C'est à sçavoir quant aux reserves des mois apostoliques & autres générales & spéciales Constitutions, Ordonnances & règles de la Chancellerie, provisions de Bénéfices, regrès, coadjutories, mandats de providendo, expectatives, & autres semblables graces, mêmeement, retenions, assignations de pensions sur Bénéfices, receptions & observations de Monitoire, Censures, Interdits & Sentences émanées de la Cour de Rome, dévolutions des causes spirituelles & bénéficiales, & autres particularités à plein contenues & spécifiées par nosdites Lettres de déclaration ; lesquelles auroient été publiées, lues & vérifiées en nos Cours

Ann. 1553.

de Parlement & Conseil deditz pays. Et toutefois le Nonce de notredit Saint Pere résident auprès de nous, nous a remontré de la part de sa Sainteté, qu'il a été averti qu'en nosdites Cours procédant à la lecture & vérification de nosdites Lettres, ont été faits certains régistres secrets contenant plusieurs restrictions & modifications contre la teneur de nosdites Lettres, dont par ce moyen vous ne voulez permettre l'exécution, laquelle aussi notre Procureur général empêche de son côté; & par ce moyen lesdits droits, autorités, prérogatives & prééminences de notredit Saint Pere & du Saint Siège, sont à tous propos contennés, impugnés & débatus par ceux qui les veulent entreprendre, sans qu'il en ait été, ne soit fait aucune démonstration, ne expédition en Justice, pour reparer les attentats, & faire ensuivre nos vœux & intention; nous requerant à cette cause ledit Nonce sur ce vouloir pourvoir de remède convenable. Considéré qu'à notre requête notredit saint Pere nous a ces jours passés libéralement octroyé & concédé la confirmation des Indults, qu'avoient nos prédécesseurs Ducs de Savoye, Princes de Piedmont, de nommer & présenter aux Bénéfices consistoriaux de notredit pays, avec autres graces & concessions contenues esdits Indults; s'assurant sa Sainteté qu'ayant fait pour nous quant à ladite confirmation, nous ferions aussi le semblable pour elle quant à l'exécution de nosdites Lettres de Déclaration pour la jouissance & usance des susdites autorités, prérogatives, prééminences, pouvoir, puissances & facultés; & à cette condition nous ont par elle lesdits Indults été confirmés. Pour ce est-il que nous voulons, non-seulement observer à notredit saint Pere le reciproque; mais davantage faire tout ce que nous pourrions pour le gratifier & complaire, afin qu'il connoisse par évidens effets l'affection & devotion filiale que nous lui portons, ne lui ayant promis & accordé aucune chose que nous ne voulions de bien bon cœur entretenir & garder à sadite Sainteté. Pour ces causes & autres bonnes & justes considérations à ce nous mouvant, avons de rechef, en tant que besoin est, ou seroit, dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît, de nos propres mouvemens, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, que nosdites Lettres de Déclaration des quatorzième jour de Juin mil cinq cent quarante-neuf & vingt-neuvième Juillet mil cinq cent cinquante, aient lieu, & fassent leur plein & entier effet, & soient entretenues, gardées & observées selon leur propre forme & teneur, sans aucune restriction, modification, ni difficulté, nonobstant les contradictions & empêchemens de notredit Procureur général, auquel & à tous autres nous imposons silence; & si vous avons prohibé & défendu, prohibons & défendons par cesdites Présentes, ensemble à tous autres nos Juges & Officiers, que sur peine de nullité de vos Arrêts, Jugemens & procédures, ils n'ayent à juger, attenter, ni innover en quelque maniere que ce soit, contre & au préjudice du contenu en icelles nos deux Lettres de Déclaration, pour le regard deditz droits, autorités, prérogatives, prééminences & facultés de notredit saint Pere & Saint Siège apostolique euidz pays de Bretagne & de Provence. Voulons en outre que les Arrêts & Jugemens que l'on pourroit prétendre avoir été donnés en notredit Cour de Parlement ou par autres nos Juges contre & au préjudice de nosdites Déclarations, spécialement en ce qui concerne la reservation des huit mois & autres particularités dessusdites, soient apports pardevant nous en notre Conseil privé, pour iceux vus, être ordonné sur la cassation & annulation, ainsi que de raison, au regard des Registres secrets que l'on prétend avoir été faits en notredite Cour de Parlement, ainsi que dit est, nous les avons par cesdites Présentes cassés & annullés, cassons & annullons; & comme tels ne voulons & n'entendons que l'on n'y ait aucun égard, pour le présent ni pour l'avenir, en quelque maniere que ce soit. Si voulons, vous mandons & expressement enjoignons, & à chacun de vous en droit foi, ainsi comme à lui appartiendra, que de nos présentes Déclaration & vouloir, & tout le contenu ci-dessus vous entreteniez, gardiez & observiez de point en point avec nos précédentes dont est question, sachiez entretenir, garder & observer, lire publier & enregistrer, si besoin est, sans aller ne venir, ne souffrir être allé ne venu directement, ou indirectement au contraire, en quelque maniere que ce soit. Car tel est notre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, restrictions, mandemens, ou défenses à ce contraires.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIV. 31

Et outre vous mandons par cesdites Présentes, que vous ayez à exhorter & défendre de par nous aux Evêques, Abbés & autres Collateurs ordinaires dudit pays de Bretagne, de ne conférer lesdits Bénéfices réservés comme dessus, spécialement dedans les huit mois de la reservation apostolique, & de n'attenter ne innover au préjudice de nosdites Ordonnances & de ces Présentes, en quelque maniere que ce soit : & à ce faire, souffrir & obéir, contraignez ou faites contraindre lesdits Prélats & Collateurs par saisissement de leur temporel en notre main, jusqu'à ce qu'ils aient obéi, & autres voyes & manieres dues & raisonnables, & en tel cas requises. Donné à saint Germain en Laye le dix-huitième jour d'Avril, l'an de grace mil cinq cent cinquante-trois, & de notre regne le septième. *Ainsi signé sur le repli*, Par le Roi étant en son Conseil, Du THIAK, & scellé de cire jaune sur double queue.

Lecta, publicata & registrata, audit & hoc requirerent Substituto Procuratoris generalis. Actum in Parlamento Nannetis, die quarta mensis Januarii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo tertio. Ainsi signé CHAUDRON, Commis au Greffe par la Cour & en l'absence du Greffier d'icelle.

DECLARATION DU ROI,

Sur le même sujet.

Du 29 Juillet 1555.

HENRICUS, Dei gratiâ Francorum Rex, universis præsentis Litteras inspecturis, Salutem. Cùm postquam nos defuncto claræ memoriæ Francisco Francorum Rege Christianissimo genitore nostro, cui per sollicitis recordationis Leonem decimum & Clementem septimum, seu alios Romanos Pontifices nonnulla nominandi ad Ecclesiasticas cathedrales, & Monasteria, seu alia ecclesiastica Beneficia, certo modo qualificata, in regno Franciæ, ac certis aliis dominiis, necnon Ducatu Britannicæ & provinciâ Provinciarum consuetudinis, extra Romanam Curiam pro tempore vacantia, privilegia & indulta ejus ad vitam certis modo & formâ concessa fuerant, apud sanctissimum dominum nostrum Julium tertium Pontificem maximum ad præsentem regnantem, pro similibus privilegiis & Indultis instaremus, & à sanctitate sua illa vobis prout dicto genitori nostro concessa erant, nostrâ vitâ durante pariter concedi peteremus. Pro parte ejusdem sanctissimi domini nostri, tam nostris apud sanctitatem suam agentibus, quàm nobis per ejus nuntios fuerit significatum, ut cùm in dicto Regno Franciæ & Delphinatu & Comitatu Viennensi & valentinensi, ultra, & præter, forsan contra tenores Concordatorum, dudum inter dictum Franciscum Regem genitorem nostrum, ac Leonem decimum & Sedem apostolicam præfatos initorum, nonnulla in diminutionem & præjudicium ecclesiasticæ libertatis, & autoritatis sanctæ apostolicæ Sedis attentata esse, ac continuò attentari reperirentur, pro nostra erga dictum Sedem devotione attentatis hujusmodi impedire & prohibere, ac ut sua sanctitas, dictaque sancta Sedes juxta dicta Concordata pleno suo jure & autoritate frui & uti valeat, providere faceremus. Unde re omni particulari in scriptis nobis traditâ & ad nostram notitiam deductâ, tam ex juris debito, quàm volentes Sanctitatem suam, dictamque Sedem apostolicam, non minori, quàm in privilegiis & Indultis nobis concedendis prædictis benevolam & gratam nobis esse speramus, gratitudine & benevolentia prosequi, in præmissis taliter providendum duximus. Sit ergo notum, quòd nos pro obedientia filiali, quâ Sanctitatem suam prosequimur, ex plena nostra scientia, plenaria potestate & autoritate Regia tenore Præsentium diximus & declaravimus, dicimus & declaramus, nostram præcipuam voluntatem & intentionem fuisse & esse, nec transgredi, nec terminos, nec sensum dictorum Concordatorum. Itaque per Præsentis declaramus, nos omnino velle servare & servari per nostros officarios & subditos prædicta Concordata juxta illorum tenorem, juxta quem tenorem non inrendimus deinceps nominare ad aliquod Monasterium quod sit caput Ordinis, neque ad dignitates in Cathedralibus aut Col-

Ann. 1555.

legiatis, seu conventualibus Ecclesiis, nec ad Monasteria Monialium, neque ad Ecclesias & Monasteria apud dictam Sedem, vacantia. Ipsi autem Concordatis & Privilegiis quæ illorum vigore concessa sunt, non intendimus uti, seu illa habere locum in Britannia, neque in provincia Provincie, et si dictus Britannice Ducatus sit in nostra Regia Corona unitus, sed tantum in dicto Regno Francie, & Delphinatu, & aliis locis in eisdem Concordatis nominatis, expressis & specificatis. Mandantes nostris dilectis & fidelibus Consiliariis nostrum Consilium privatum tenentibus, quatenus ipsi nostras declarationes presentes, & voluntatem, receptas & admissas manteneant, custodiant & observent, ac manuteneri, custodiri & observari, ac vocatis & adhibitis Advocatis & Procuratoribus nostris Fiscalibus, in eorum authenticis & publicis libris & registris scribi ac notari faciant, eisque præfatam dominum nostrum Papam, sanctamque Sedem apostolicam, ac ejus Officiarios & Commissarios Deputatos, plenè ac pacificè gaudere & uti permittant, absque eo quod illis aliquam desuper molestiam, perturbationem, ullumve impedimentum inferant. Et si quæ post præfatam approbationem & registrationem contra præmissa facta sunt vel fuerint, è vestigio & absque dilatione amoveant, eademque præmissa plenè & integrè expedita in pristinum & debitum statum restituant, seu restitui faciant, & ne qua fiat difficultas aut contraventio in observatione præsentis Declarationis; ut evitentur lites & controversiæ, quæ in eandem observationem aut interpretationem possent emergere, de plenitudine nostre Regie potestatis atque autoritatis commisimus & commitimus per Præsentes, dictis nostris Consiliariis, nostrum secretum & privatum Consilium tenentibus, cognitionem omnimodam controversiarum, contentionum & litium, quas super dictis observatione & interpretatione Præsentium posthac continget exoriri, idque privativè ad omnes alias nostras jurisdictiones, cujuscumque dignitatis & autoritatis existant; quibus nos eadem Regie potestatis plenitudine interdiximus & interdiximus per Præsentes, omnem cognitionem, judicium & decisionem dictarum controversiarum & litium prout dictum est movendarum. Sic enim nobis fieri placet; in cujus testimonium præsentibus Literis nostrum sigillum jussimus apponendum. Datum apud sanctum Germanum die vigesima nona mensis Julii, anno Domini millesimo quingentesimo, Regni autem nostri quarto.

§. XV.

SUR LA MANIERE DE POURVOIR AUX BENEFICES;

leurs résignations, permutations, unions, &c.

PRAGMATIQUE SANCTION DE SAINT LOUIS;

Qui maintient les Ordinaires dans le droit de disposer des Bénéfices qui sont à leur collation, présentation, &c.

Du ... Mars 1268.

Ann. 1268. **L**UDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Ad perpetuam rei memoriam. Pro salubri & tranquillo statu Ecclesiarum Regni nostri, necnon pro divini cultus augmento, & Christi fidelium animarum salute, utque etiam gratiam & auxilium omnipotentis Dei (cujus solius diuini ac protectioni regnum nostrum semper subiectum extitit, & nunc esse volumus) consequi valeamus, quæ sequuntur hoc Edicto conclusivissimo in perpetuum valituro statuimus & ordinamus.

ARTICULUS I.

Primò ut Ecclesiarum Regni nostri Prelati, Patroni, & Beneficiorum Collatores ordinarii

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 33
ordinarii jus suum plenarium (*aliar plenarie*) habeant, & unicuique sua iurisdic-
tionem serventur.

I I.

Item, Ecclesiarum cathedrales, & aliar regni nostri, liberas electiones, (*adde*) promo-
tiones, collationes. (*ex Cod. M. S. Coll. Navar.*)

I I I.

Item, Simoniarum crimen pestiferum Ecclesiam labefactans, à regno nostro penitus
eliminandum volumus & jubemus.

I V.

Item promotiones, collationes, provisiones & dispositiones Prælaturarum, Digni-
tatum, & aliorum quorumque Beneficiorum, & Officiorum ecclesiasticorum (*aliar*
quorumcumque Beneficiorum ecclesiasticorum & Officiorum regni nostri, *us apud Re-*
buffum in Concord. tit. de elect. in verbo Simoniacis) regni nostri secundum disposi-
tionem, ordinationem, & determinationem Juris communis, sacrorum Conciliorum
Ecclesiarum Dei, atque institutorum antiquorum sanctorum Patrum, fieri volumus &
ordinamus.

V.

Item exactiones & onera gravissima pecuniarum per Curiam Romanam Ecclesiarum
regni nostri imposita, quibus regnum nostrum miserabiliter depauperatum existit,
sive etiam imponendas, vel imponenda levare aut colligi nullatenus volumus, nisi
dumtaxat pro rationabili, pia & urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac de
spontaneo & expresse consensu nostro, & ipsius Ecclesiarum regni nostri.

V I.

Item libertates, franchisas, immunitates, prerogativas, jura & privilegia per in-
clitæ recordationis Francorum Reges prædecessores nostros, & successivè per nos, Ec-
clesiis, Monasteriis atque locis piis religiosis, necnon personis ecclesiasticis regni no-
stri concessas & concessas, laudamus, approbamus, & confirmamus per Præsentem.

Harum tenore universis Justiciariis, Officiariis & subditis nostris, ac loca tenentibus
præsentibus & futuris, & eorum cuilibet prout ad eum pertinuerit districtè præ-
cipiendo mandamus, quatenus omnia & singula prædicta diligenter & attentè servent
& custodiant, atque servari & custodiri inviolabiliter faciant, nec aliquid in contra-
rium quovis modo faciant seu fieri permittant, transgressores juxta casus exigentiam
tali poenâ plectendo quod cæteris cedat in exemplum. In quorum testimonium præsen-
tes Litteras sigillis nostris appensione munit fecimus. Datum Parisiis anno Dom. 1268,
mensis Martii.

ORDONNANCE DE CHARLES VI,

Sur le même sujet.

Du 2 Avril 1418.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, dilectis & fidelibus Consiliariis nos- Ann. 1418.
tris genibus piis nostrum tenentibus, & quæ futura tenebant Parlamenta Pari-
siis, Præpositisque nostro Parisiensi, necnon omnibus & singulis Baillivis, Senescha-
llis, Præpositis, Vicecomitibus, & aliis Judicibus regni & domini nostrorum aut co-
Tome VI. E

rum loca tenentibus, salutem & dilectionem. Gravem quærimoniam dilecti & fideles Procuratores nostri generalis recepimus, continentem quòd licet dudum de consilio Principum nostræ regalis prosapie, Procerum, Prelatorum, Baronum, Collegiorum, Capitulorum, Conventuum, ac Universitatum & virorum ecclesiasticorum in grandi numero Parisiis convocatorum pro conservatione & stabilitate regni nostri, ac Reip. & subditorum nostrorum utilitate certis exactionibus indebitis & modò quàm plurimis pullulantibus adinvenitis, quibus medianibus aurum, jocalia, pecuniz, ac innumeræ finantiæ de regno efferebantur, viam præcludere volentes, certas ordinationes maturis magnique tractatas consiliis condidissimus, alias per nos editas antea constitutiones confirmando & approbando: nihilominus nonnulli subditi nostri, & suâ alii temeritate ducti, seu parvâ attentione circumventi, nostris antedictis constitutionibus speritis, sub prætextu & colore negotiorum & mercantiarum, quas se contrahere afferrebant, necnon aliqui collectores, succollectores & Officiarii Curiz Romanæ sub umbra & occasione quarundam exactionum ad causam procuratorum, visitationis tamen Ecclesiarum officio ob hoc non impenso, ac etiam annatarum & vacantium consecutionis Bullarum, & alias ratione & ad causam collationis, necnon dispositionis Beneficiorum, quorum electiones, confirmationes, præsentationes, collationes & dispositiones ad Prelatos, Capitula, cæterosque ordinarios Collatores & Patronos stare spectant, aliisque variis occasionibus & exquisitis modis indebitè pecunias & finantias quàm plurimas de regno nostro efferi fecerant, ac ipsùm regnum & subditos nostros, auro, finantiis jocalibusque quàm plurimis evacuaverant & exhauserant, effidè exhausti saugebant, in desolationem & depauperationem regni & subditorum nostrorum, gr: neque & intolerabile damnum, quòd gravius invalelceret, nisi per nos de concedenti remedio per dictum nostrum Procuratorem à nobis postulato & requiso, salubriter super premissis provideatur. Nos igitur volentes hujusmodi invalelcentibus damnis occurrere, ne deteriora sub ulteriori dissimulationis fideucia audientius committantur, vobis & vestrum cuilibet, Presentium tenore committimus & mandamus, districtius injungentes, quatenus palam & publicè voce præconis in omnibus locis, in quibus cridæ & substationes heri consueverunt, & alibi ubicunque expedierit inhibeatis, seu inhibere faciatis sub certis & magnis pœnis, indignationisque nostræ incurrendæ ac omni alia pœna & offensa, quam erga nos incurrere possunt, ne aliquis deinceps absque nostra licentia ausu temerario aurum vel argentum, jocalia, aut alia quævis pretiosi per Litteras, bullas, obligationes, aut alias quovis modo occasione procuratorum, annatarum vacantium, dispositionis antedictorum Beneficiorum, necnon mercantiarum, seu negotiorum prædictorum quorumcumque, aut alia quavis occasione extra regnum prædictum sub pœnis antedictis, & illa vel tantumdem perendi: inhibentes pariter, ne aliquis campfor, mercator, seu quævis alia persona de externo pecunias quascunque finantias, titulo mutui, commodati, cambii, vel alias per litteras, obligationes, seu quovis alio modo extra regnum prædictum transferat, seu transferri faciat occasione præmissorum, sub pœnis antedictis. Ac etiam ne aliquis ad antedicta Beneficia ecclesiastica vacantia, seu vacatura, quæcumque & cujuscunque conditionis existant, quorum ut præmittitur, electiones, confirmationes, præsentationes, collationes & dispositiones, ad Prelatos, Capitula ac ordinarios Collatores & Patronos spectare dinoscitur, Bullas, aut provisiones seu gratias expectativas à Papa, seu aliis, quàm à dictis Prelatis, Capitulis & ordinariis Collatoribus & Patronis, ad quos hujusmodi electiones, confirmationes, collationes & provisiones spectant, in posterum sub pœnis antedictis impetrare præsumant, nec impetratis utantur. Mandamus insuper & committimus, quatenus dictas finantias & pecunias, bullas, litteras, obligationes, ac etiam Bullas antedictas, in & sub manu nostra arrestent, apprehendant & capiant, seu per diligentes & idoneos exploratores in omnibus portibus, passagiis regni nostri & vestris districtibus, ubi expedierit à vobis committendos ex parte nostri insinuandos ac depurandos, arrestari, apprehendi & capi faciatis, dictas pecunias, finantias, bullas prædictas constitutionibus derogando, deferentes, aut eis se juvenes, per captionem corporum & bonorum, ad desistendum omnino & cessandum compellendo. Ipsi verò commissarij qui pecunias, litteras, bullas, obligationes & finantias à prædictis in casu præmissi arrestaverint, seu occupa-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 35
verint, volumus earundem pecuniarum, seu financiarum quartam partem ad suam
propriam utilitatem ab eisdem retineri, & residuum nobis applicari. Vobis autem,
& à vobis deputandis in hac parte omnibus subditi nostris pareri volumus efficaci-
ter & intendi. Volumus insuper quod vidimus, seu transcripto Præsentium sub sigillo
Regio debitè confecto, fides plenaria, sicut præsentis originali adhibeatur. Datum Pa-
risiis secundà die mensis Aprilis anno Domini 1418, & regni nostri 38. Sic signatum,
per Regem ad relationem magni Consilii tenti in Camera Parlamenti per Dominum
Desphinum Viennensem. CLEMENS.

*Letta & publicata in Curia die xij Maii anno Domini 1418. CLEMENS. Collata
facta est.*

ORDONNANCE DE CHARLES VII,

Qui défend d'impêtrer les Bénéfices avant qu'ils vacuent.

De l'an 1413.

CAROLUS, &c. Quia sæpe numero sumus inquietati, ut Beneficium vel Offi- Ann. 1413.
cium vel alia quæcumque res ante vacationem, necnon emenda seu confiscatio
ante Declarationem per nos alicui conferatur, inquietari nolumus. Quod si per impor-
tunitatem vel inadvertentiam alicui fecerimus collationes & donationes hujusmodi,
nullas nulliusque valoris existere decernimus.

Voyez l'article VII, de l'Ordonnance de Blois, & l'article II, de l'Edit de 1610.

EDIT DE LOUIS XI,

Qui défend l'usage des expectatives, &c.

Du 10 Septembre 1464.

LOYS, par la grace de Dieu Roi de France, à tous ceux qui ces présentes Ann. 1464.
Lettres verront, Salut. Notre Procureur général nous a fait remonter, que com-
bien que par les saints Canons & Decrets anciens gardés & observés par l'Eglise Gal-
licane & par les privilèges d'icelle, aucunes graces expectatives ne dussent avoir cours,
n'être données aux Bénéfices qui seroient dès lors en avant vacans. Néanmoins depuis
l'obéissance par nous faite à feu notre saint Pere le Pape puis dernièrement & n'agueres
trépassé, & lequel a présidé au saint Siège apostolique, ont été données lesdites graces
expectatives sur les Bénéfices de nos Royaume & Dauphiné en si grand & excessif nom-
bre & multitude, & à toutes manieres de gens, tant étrangers & non lettrés, qu'au-
tres personnes quelconques, que la chose est venue à telle confusion, qu'à peine y
avoit homme d'Eglise en nosdits Royaume & Dauphiné qui à cause d'icelles graces
se peut dire sur en l'assurance d'aucun Bénéfice, à l'occasion des *anteferris*, & autres
clauses & prérogatives qui ont été mises en icelles graces expectatives, & diverses de ré-
gles de Chancellerie apostolique derogatoires à droit commun & autrement. Par les-
quelles clauses & par les autres subtilités, & malice des Impetrans d'icelles graces
plusieurs inconvéniens & dommages se sont ensuivis à nous & à nosdits Royaume &
Dauphiné & à nos sujets, tant en évacuation de pécunes, procès en Cour de Rome,
pour obtenir lesdites graces, comme pour faire les procès & plaidoyeries sur icelles,
tant en icelle Cour de Rome qu'ailleurs. Et ont plusieurs de nosdits sujets vendu leurs
héritages, & baillé les deniers à leurs enfans, parens & amis pour tenir lesdites gra-
ces, dont ils sont cheus en grande pauvreté & misere. Et lors les aucuns morts en

E ij

chemin à la poursuite d'iceux, & les autres distraits de leur étude. Et aussi ont été & sont lesdites graces expectatives cause de machiner la mort des personnes des possesseurs des Bénéfices, sur lesquels Clercs ont été levés, données & obtenues, & ont été & sont nosdits sujets aux causes dessusdites grièvement & induement travaillés & endormagés en plusieurs & diverses autres manieres. Et en outre combien que par privilège & les Ordonnances Royaux, aucun ne puisse obtenir Bénéfices électifs en notredit Royaume s'il n'est naif d'icelui, & que pour la sûreté de nous & de notredit Royaume & Dauphiné nous ayons grands intérêts qu'aux Evêchés, Abbayes & autres Dignités & Bénéfices électifs de nosdits Royaume & Dauphiné, soit pourvu de gens notables & connus, & à nous agréables, sûrs & stables, même pour ce que ceux qui obtiennent lesdits Bénéfices ont à cause d'iceux plusieurs places & forteresses, & nous en sont par eux dus plusieurs droits & services. Toutefois notredit feu saint Pere a donné lesdites graces & autres provisions en si grand nombre, & à toutes manieres de gens de quelque nation, Royaume ou Religion qu'ils fussent indifféremment, que plusieurs sous ombre & couleur d'icelles graces & provisions se sont boués & intrus esdites dignités & Bénéfices électifs de notredit Royaume & les occupent, jaoit que plusieurs d'iceux soient étrangers, inconnus & à nous non féables, & qui ne nous pourroient, ne devoient faire les devoirs & services qui nous sont tenus faire à cause desdits Bénéfices, dont s'en sont ensuivis plusieurs autres grands & innombrables maux à nous & à la chose publique de notredit Royaume & Dauphiné, au très-grand détrimet desdits gens d'Eglise, diminution de service divin, disruption des Eglises, maisons & autres edifices d'iceux Bénéfices, & à la très-grande fraude & d'ception des fondeurs d'icelles Eglises, & seroit plus au temps advenir, si par nous n'étoit donnée provision, ainsi que toutes ces choses & autres nous a fait remontrer notredit Procureur, requerant humblement, qu'attendu que ledit saint Siége apostolique est à présent vacant, & que s'il est permis à chacun aller à Rome querir l'office graces expectatives & autres provisions, comme on faisoit par ci-devant, ce pourroit être chose trop évidemment grevable & préjudiciable à nous, notredit Royaume & Dauphiné, & à nos sujets, il nous plaise sur ce donner provision convenable.

Sçavoir faisons que nous ces choses considérées, voulant obvier aux inconvéniens dessusdits pour le temps advenir, & sur ce eu l'avis & délibération avec les gens de notre Conseil, par les causes dessusdites & autres justes & raisonnables à ce nous mouvans, avons ordonné & ordonnons être prohibé & défendu, & par ces Présentes prohibons & défendons à toutes manieres de gens, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, que dorénavant ils n'aillent, n'envoient, soit par bulles, lettres de change, n'autres moyens quelconques, querir, pourchasser, n'obtenir en Cour de Rome graces expectatives, n'autres Bulles, ou Lettres apostoliques équipollentes à icelles, soit sous couleur de réservations générales ou spéciales, n'autrement en quelque maniere que ce soit sur leids Bénéfices de notredit Royaume & Dauphiné. Et pareillement prohibons & défendons, comme dessus, qu'ils n'aucun d'eux voient ou envoient en ladite Cour de Rome pour avoir n'obtenir quelques Evêchés, Abbayes, Dignités, ou autres Bénéfices électifs sans premierement avoir nos vouloir & consentement de ce faire, le tout sur peine d'encourir notre indignation, de perdre les deniers dont ils, leurs Procureurs, Fondeurs, Messagers & encrementeurs seroient trouvés faulx, par Bulles, lettres de change, ou autre pour porter ou envoyer en ladite Cour de Rome à la cause dessusdite, & d'amende arbitraire envers nous, jusques à ce qu'autrement en soit ordonné.

Si donnons en mandement par ceslites Présentes à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant, ou qui tiendront notre Cour de Parlement, au Prevôt de Paris, & à tous nos Baillifs & Sénéchaux, Maires des ports, & à tous nos Juges de notredit Royaume & Dauphiné, & à chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que nosdites Ordonnances, prohibitions & défenses, ils entretiennent ou fassent entretenir, & garder de point en point, selon leur forme & teneur. Et si aucuns étoient allés ou avoient envoyé en ladite Cour de Rome par ci-devant, & obtenu Bulles & graces expectatives, ou autres provisions touchant les choses dessusdites, & s'en fussent aidés, ou vou-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 37

loient en aider, qu'ils les contraignent à eux en déshériter & départir, & à révoquer, faire casser & annuler à leurs dépens, tout ce qu'ils en auroient fait au contraire, par prinse, arrêt desdites graces expectatives, Bulles, provisions & procès apostoliques, & des monitions & citations qui auroient fait, ou pourroient faire contraires au contenu en celsdites Lettres & effet d'icelles, détention aussi des personnes des impétrans, porteurs aussi & autres qui se voudroient aider d'icelles graces, Bulles, procès, & provisions, par prinse & exploitation du temporel desdits gens d'Eglise en notre main jusques à ce qu'ils ayent obté. En les condamnant pour ce à amendes pécuniaires envers nous telles, qu'ils verront être à faire, comme transgresseurs de nosdites Ordonnances, déclarant lesdites peines à l'encontre d'eux, & chacun d'eux, en les contraignant à nous les payer par toutes voyes & manieres en tel cas requises. Et à ce que nul ne puisse prétendre cause d'ignorance, nous mandons & commandons de rechef à notredite Cour de Parlement & à tous nosdits Juges & à chacun d'eux, comme dessus, que celsdites Présentes ils fassent publier chacun en sa Jurisdiction à son de trompe & autrement aux lieux où on a accoustumé de faire criées & publications. Et pour ce que l'on en pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles fait sous seel Royal, soit foi ajoutée comme au présent original. En témoin de ce nous avons fait mettre seel à celsdites Présentes. Donné à Rue en Ponthieu le dixième jour de Septembre, l'an de grace mil quatre cent soixante-quatre, & de notre regne le quatrième. *Ainsi signé*, Par le Roi, à la relation du Conseil. J. DE LA LOERE.

ORDONNANCE DE LOUIS XII.

Sur les Mandats apostoliques.

De l'an 1511.

I.

C Ombien que par les saints Decrets de Basse, & Pragmatique-sanction, dont sommes protecteurs, ait été, & soit expressément réservé à chacun Pape durant le temps de leur Pontificat, octroyer un mandat apostolique, adressant à chacun Collateur ou Patron ecclésiastique de notre Royaume & Dauphiné, ayant dix Bénéfices à sa nomination, présentation, collation, ou autre pleine disposition pour pourvoir (a) le Mandataire du Pape d'un desdits Bénéfices, & aussi octroyer deux mandats adressants ausdits Collateurs ou Patrons ecclésiastiques, ayant cinquante Bénéfices, ou plus à leur nomination, présentation, collation, ou pleine disposition, pour pourvoir les Mandataires du Pape de deux desdits Bénéfices : néanmoins nous avons été avertis que sous couleur de ce que par lesdits Decrets & Pragmatique est ordonné que lesdits mandats seront en forme convenable & honnête, jouxte la forme du chapitre *Mandatum*, avec les deux prochains ensuivans au titre des Rescrits, ont été trouvées plusieurs & diverses formes de mandats, pour la diversité desquelles se sont mus & meuvent plusieurs difficultés & procès, & en iceux jugeant & décidant se sont trouvés & trouvent très-souvent diverses & contraires opinions, tant en nos Cours de Parlement, que par devant autres Juges de notre royaume, à la grande désolation & ruine desdits Bénéfices, par le moyen de la longue vacation d'iceux, préjudice & dommages de la chose publique de notredit royaume, diminution des droits, prérogatives & autorité du saint Siège apostolique, pour ce qu'à ce moyen lesdits mandats, ou la plupart d'iceux ne sortissent aucun effet. Pour ces causes & autres à ce nous mouvantes, & pour ôter toute diversité d'opinions, & éviter à notre pouvoir toute occasion de litige esdits Bénéfices, & aussi à ce que lesdits mandats sortissent leur effet & qu'en iceux l'autorité du saint Siège apostolique y soit gardée, avons en ces

Ann. 1512

(a) Pouvois. *Hodie hoc est statutum in § de mand. apost. in concord. Reloff.*

suivant l'intention dudit Concile & Pragmatique Sanction, par provision, & jusqu'à ce que par Concile ou Congrégation de l'Eglise Gallicane autrement en soit ordonné, que quand le plaisir de notre saint Pere le Pape sera octroyer mandat apostolique, & par icelui mander de son propre mouvement (a), ou à la requête de son Mandataire, sans Decret irritant, clause d'opposition, requiſition, ou clause retroactive, & sans censures ecclésiastiques sur chacun Collateur ou Patron ecclésiastique, ayant dix Bénéfices, de quelque qualité qu'ils soient à sa nomination, présentation, collation, ou autre pleine disposition, pour son Mandataire d'un Bénéfice, qui vacquera après le mois prochain ensuivant l'insinuation du mandat (soit icelui Bénéfice simple, ou Cure, Prébende, ou Dignité non élective, personat, administration, Office en Eglise cathédrale ou collégiale, Vicairerie perpétuelle ou Chapelle) avec les clauses des nonobſtances opportunes : & de deux, là où il y en aura cinquante : nous ordonnons que nos Cours de Parlement & autres Juges de notre dit Royaume & Dauphiné, jugent & décident les procès mus & à mouvoir pardevant eux, selon ladite forme que nous leur envoyons à cette fin, en & selon laquelle forme notre dit saint Pere & les prédécesseurs ont par ci-devant octroyé plusieurs mandats apostoliques, sinon qu'icelux procès y eût Sentence de récrance donnée, car en ce cas nous n'entendons cette précédente Ordonnance avoir lieu.

Forme de juger sur les mandats.

I I.

Idem ibid.
art. 2. Quand le Collateur ou Patron ecclésiastique aura dix Chanoines & Prébendes à sa nomination, présentation, collation, ou autre disposition, & que le bon plaisir de notre saint Pere sera mander qu'on pourvoye son Mandataire de l'une desdites Prébendes, délaisſer les autres Bénéfices : & pareillement si ledit Collateur ou Patron a dix Dignités non électives, de l'une desdites Dignités : & s'il y a dix personnat, de l'un desdits personnat : & s'il y a dix offices ou administrations, de l'un desdits offices ou administrations : & s'il a dix Eglises paroissiales, de l'une desdites Eglises, selon la forme dessusdite, que nous envoyons à nosdites Cours de Parlement à cette fin, & selon laquelle forme notre dit saint Pere & nos prédécesseurs ont par ci-devant octroyé mandats apostoliques : nous voulons être jugé selon icelle forme.

I I I.

Idem ibid.
art. 3. Et quand le plaisir de notre dit saint Pere sera octroyer son mandat en semblable forme à une Dignité non élective, où il y aura dix Dignités de pareille qualité, en muant seulement ces mots de Chanoine & Prébende, insérés en la forme dudit mandat, en ce mot dignité : & pareillement d'un personnat où il y en aura dix : & aussi d'un office, Eglise paroissiale ou Chapelle, en faisant seulement la mutation conforme à la qualité du Bénéfice que l'on voudra obtenir en vertu d'icelui mandat : nous voulons (b) & déclarons en ensuivant lesdits Decrets & Pragmatique les procès être jugés selon ladite forme.

I V.

Idem ibid.
art. 4. Si le Collateur ou Patron ecclésiastique n'a en sa nomination, présentation, collation, ou autre disposition, jusques au nombre de dix Prébendes, ni aussi dix Dignités, ou administrations, ou offices, & que lesdites Prébendes, Dignités, Personnat, ou offices joints ensemble montent jusques au nombre de dix, quand il plaira à notre dit saint Pere octroyer son mandat alternativement à l'une desdites Prébendes, Dignités, ou Personnat, administrations, ou offices, nous déclarons nosdites Cours de Parlement, & autres Juges de notre dit Royaume & Dauphiné, devoir juger selon ladite

[a] Mouvement. *Forma mandati habetur, in Rebuff. sur. mand. in concordatis cui fieri debet. Rebuff.*

[b] Nous voulons, *Hec est correctio est in forma mandati in concordatis. Rebuff.*

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 39.
forme, en & selon laquelle forme notredit saint Pere & ses prédécesseurs ont par ci-devant octroyé mandats apostoliques.

V.

Quand le bon plaisir de notredit saint Pere sera au refus ou délai des Nominateurs ou Patrons ecclésiastiques (auxquels en premier lieu s'adressera son mandat) commettre & députer par ses Bulles exécutoires pour les exécuter à son plaisir, autre que le Collateur ordinaire du Bénéfice, dû & affecté au Mandataire, pour par ledit exécuteur pourvoir audit Mandataire d'icelui Bénéfice, au refus ou délai desdits Nominateurs ou Patrons: nous voulons & déclarons les procès être décidés selon ladite forme, en & selon laquelle forme notredit saint Pere & ses prédécesseurs ont par ci-devant octroyé mandats apostoliques.

Idem ibid.
art. 5.

V I.

Item. Et quand le bon plaisir de notredit saint Pere sera octroyer mandats apostoliques à Clercs, ou Prêtres séculiers, aux Dignités non électives, Prévôtés, ou autres offices, Prébendes, Cures ou autres Bénéfices, & à Clercs ou Prêtres réguliers, Officiers ou Bénéfices non électifs, des Ordres desquels ils sont profès, & non autres : (a) nous voulons & ordonnons les procès pour raison desdites Dignités, Offices ou Bénéfices mus & à mouvoir, être décidés par nosdites Cours de Parlement & Juges de notredit Royaume & Dauphiné selon la forme dessusdite.

Idem ibid.
art. 6.

V I I.

Quand il plaira à notredit saint Pere octroyer second mandat aux Collateurs ou Patrons ecclésiastiques, séculiers ou réguliers ayant cinquante Bénéfices, ou plus à leur collation, nomination, présentation, ou autre disposition, & audit second mandat insérer & mettre cette clause, *etiamsi pro alio de uno tantum Beneficio scripserimus*, nous voulons & déclarons (comme dessus) les procès être jugés & décidés selon ladite forme.

Idem ibid.
art. 7.

Des préventions apostoliques après les requisiions des Gradués nommés non valables.

V I I I.

Les préventions (b), & providas (c) apostoliques en quelque forme qu'elles soient octroyées, après que les Mandataires Gradués simples, & Gradués nommés, ou leurs Procureurs auront requis les Collateurs, Nominateurs, ou Patrons ecclésiastiques, ou leursdits Vicaires, & en leur absence leursdits Officiaux, Assesseurs, Prieurs claustraux, ou four-Prieurs respectivement, conférer les Bénéfices vacans, & aux dessusdits respectivement d'us en vertu de leursdits mandats, degrés ou nomination, ou être présentés à iceux, ne pourroient préjudicier ausdits Mandataires Gradués simples ou Gradués nommés ainsi ensuyvant lesdits saints Decrets & Pragmatique-Sanction par provision, & jusques à ce que par autre Concile ou Congrégation de l'Eglise Gallicane autrement

Idem ibid.
art. 14.

[a] Non autres. *Scilicet non professi : quia mandatum non professis dare non debet e. nullus. ubi dist. de elec. in 24. Non quod debeat intelligi non autres profits d'autres Monastères, quia regularia regularibus. §. volumus de co. in concord. Rebuff.*

[b] Préventions. *Hec plenus examinatur, in rubric. de mandat. apost. in concord. & vide Staphil. in tractatu de Litteris gratis.*

[c] Providas. *Ubi notandum ante hunc textum erat, an valeret collatio post requisitionem : & valere frequentius receptum est e. penult. de concess. Præbend. in 24. Tamen hoc statutus post requisitionem Ordinarius non valere præventionem : quia prævenire, est ante venire. Si ergo nominatus vel mandatarus requisiverit prius, & postea alius collationem obtinuerit à Papa, is præventus non potest de jure collationem à Papa sibi factam obtinere : quia nominatus prævenit Papam per requisitionem. Et ista lex Regia videtur hodie à Papa approbata in §. declarantes, de mandat. apost. ubi Papa retinet sibi præventionem. Et hic declaratur requisitionem solum sufficere. Dixi in dist. & in §. si quis verò de collat. in concord. ubi dicit præventionem fieri etiam per inhibitionem. Vide in tract. de paroch. possessor. circa finem, ubi alia tractatus. Rebuff.*

en soit ordonné, voulons & ordonnons que le possesseur desdits Bénéfices ou Offices soit audit cas adjugé ausdits Mandataires, Gradués simples ou nommés, qui auparavant lesdites préventions auroient requis lesdits Bénéfices ou Offices leur être conférés ou être présentés à iceux par lesdits Collateurs, Nominateurs, ou Patrons ecclésiastiques, refusans, ou délayans de leur bailler leur collation ou présentation.

De juger tous procès selon la forme des précédens articles.

I X.

Idem ibid.
art. 16.

Selon nosdites Ordonnances ci-dessus contenues, concernant les Mandataires apostoliques, Gradués simples, & Gradués nommés, nous voulons & ordonnons les procès ja mus, pendans & indecis (exceptés ceux esquels seroit la difficulté du temps de l'étude, pour l'insinuation duquel avons de nouvel fait la forme contenue au neuvième article (a) de nos présentes Ordonnances) & qui sont encore à mouvoir tant à nosdites Cours de Parlement, que pardevant tous autres Juges de notredit Royaume, & Dauphiné, être jugés & décidés.

DECLARATION DU ROI,

Que la forme des Mandats apostoliques mise aux Concordats doit être gardée, & est substantielle esdits Mandats.

De l'an 1527.

Ann. 1527.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme les saints Decrets & Concordats entre feu, de bonne mémoire, le Pape Leon X, le saint Siège apostolique & nous aient été faits & passés pour bonnes, saintes & canoniques causes & raisons en vigueur, & force de contract confirmé & corrobore par le saint Concile de Latran lors tenu, & ne soit loisible faire aucune augmentation ou diminution, mutation ou interprétation d'iceux, sans notre sçu & contentement, & qu'entre autres articles desdits Concordats soit contenu en iceux le titre des mandats, par lequel étoit permis audit feu Pape Leon, & à chacun de ses successeurs bailler en notre Royaume, & pays du Dauphiné & Provence un mandat & rescript apostolique à chacun Collateur ordinaire ayant dix Bénéfices en sa collation ou présentation, & deux mandats à chacun des ordinaires Collateurs, qui auroient cinquante Bénéfices en leur collation ou présentation, pour pourvoir à ceux qui esdits mandats seroient nommés, ainsi que plus à plein est contenu audit titre & article des mandats insérés ausdits Concordats: & pour ce que sur la forme de l'impétration desdits mandats survenoient plusieurs difficultés, dont sortoient infinis procès entre nos sujets, à la grande foule & trouble des Collateurs ordinaires, de leurs droits, travail, frais, mises & controverses de nos sujets, pour lesquelles difficultés oier, & obvier ausdits procès & obligés fût expressément dit ausdits Concordats, & au titre desdits mandats, que lesdits mandats seroient des lors en après impétrés & baillés selon la forme insérée en iceux, laquelle forme fut expressément comprise, insérée, & incorporée dedans lesdits Concordats, & en la fin d'iceux pour icelle tenir de mot à mot pour forme substantielle quant à la clause contenant le mandement de pourvoir au Mandataire: c'est à sçavoir qu'il seroit mandé à l'Ordinaire pourvoir au Mandataire, du premier Bénéfice, fut Chanoinie, Prébende, Dignité, Personnat, ou Office de l'Eglise cathédrale, principale, ou autre Eglise collégiale à lui appartenant, ou Eglise paroissiale, Cure, Vicairerie perpétuelle, Chapelle ou autre Bénéfice qui viendra à vacquer à sa collation, présentation, institution, ou pleine disposition après la signification d'icelui mandat. Et par ainsi ledit mandat peut & doit être rempli du premier Bénéfice qui vacquera après ladite signification, soit grand ou petit.

(a) C'est Part. 11 du tit. précédent. Font.

Et

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 41

Et combien que lesdits Mandataires deussent avoir impétré leuidits mandats en ladite forme entierement, sans rien y changer ou muer, ce nonobstant plusieurs desdits Mandataires par ambition ou autrement, auroient impétré depuis lesdits Concordats des mandats en autre forme, c'est à sçavoir les uns aux Chanoines & Prébendes des Eglises cathédrales, ou principales seulement, laissant les Collégiales : les autres aux Dignités, Offices & Personnats seulement : les autres aux Eglises paroissiales seulement, les autres sur tous les Bénéfices assemblément, qui seroit par voye indirecte grever lesdits Ordinaires ayant dix Bénéfices à conférer en plus d'un, les autres ayant cinquante Bénéfices à conférer en plus de deux, d'autant que l'un seroit aux Prébendes seulement, les autres aux Dignités, Offices & Personnats seulement, les autres aux Eglises paroissiales & autres petits Bénéfices : & davantage que lesdits mandats particuliers aux Chanoines & Prébendes des Eglises cathédrales, ou principales seulement, ou des Dignités, Personnats ou Offices seulement pourroient induire veu de capter la mort de l'un de ceux qui seroient en si petit nombre, qui est chose dangereuse & reprouvée de tout droit, dont plusieurs procès se sont mus en notredit Royaume. Et voyant aucuns desdits Mandataires que ils n'avoient impétré selon ladite forme insérée ausdits Concordats, qu'ils auroient failli, pour cuider colorer leur mauvais droit, auroient par surprise, importunité, subrepticement, ou autrement, à notre déçu par suppression obtenu une certaine Bulle de déclaration de notre très-saint Pere le Pape Clément septième à présent tenant & regissant le saint Siège apostolique, par laquelle ils prétendent avoir fait dire & déclarer que ladite forme desdits mandats insérée ausdits Concordats n'étoit forme substantielle, ains mise pour exemple, & que les mandats baillés & octroyés particulièrement pour les Chanoines & Prébendes seulement, ou pour les Dignités, Offices ou Personnats seulement, & des Eglises cathédrales & principales seulement, seroient bons & valables, & néanmoins qu'esdits mandats pourroit être mise la clause *etiamsi pro alio scripsimus* : & que lesdits mandats pourroient être baillés aux dispensés pour obtenie Bénéfice d'autre qualité, qui n'est comprise en ladite forme, en interdisant à tous Juges séculiers & ecclésiastiques de ne juger au contraire, avec décret irritant, qui seroit contrevenir directement ausdits saints Decrets & Concordats, troubler les ordinaires Collateurs de notredit Royaume, & contre les privilèges, libertés & observance de nous, & d'icelui notredit Royaume, en notre très-grand préjudice & desdits Collateurs : & plus seroit si par nous n'étoit sur ce donné provision.

Sçavoir faisons, que nous les choses dessusdites considérées, & oui & entendu les plaines, doléances & remontrances que sur ce nous ont été faites par un grand nombre de notables Prélats, étant assemblés en notre Cour de Parlement à Paris & en la Salle de l'audience d'icelle, & après avoir eu sur ce l'avis & délibération de gens de notre Conseil, nous bien recors & mémoratifs lesdits Concordats & saints Decrets avoir été passés en force & vigueur de contrat, auquel ne peut être contrevenu sans notre sçu & consentement, & que ladite forme insérée & incorporée en iceux pour les causes dessusdites fut mise quant à ladite clause de pouvoir pour forme essentielle & substantielle, avons de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale dit, déclaré, statué & ordonné que tous & chacun les mandats impétrés depuis les Concordats, ou qui seront à l'avenir impétrés, qui ne seront selon ladite forme insérée & incorporée de mot à mot entierement, ou qui contiendront autres clauses insolites ou dérogeantes ausdits saints Decrets & Concordats, ne soient reçus, admis ni approuvés, & à iceux on n'ait aucun regard en jugemens ne dehors en quelque manière que ce soit. Si donnons en mandement, &c.

Acta, publicata & registrata in magno Consilio Dom. nostri Regis 13 Julii 1528.



EDIT D'HENRY II,

APPELLE' COMMUNE'MENT L'EDIT DES PETITES DATES,

Fait pour la reformation des abus qui se commettoient aux impetrations des Bénéfices en Cour de Rome.

Du mois de Juin 1550.

ANU. 1550. **HENRY**, par la grace de Dieu Roi de France : sçavoir faisons à tous présens & à venir. Comme nous ayons été dument avertis & nous ayant été faites plusieurs plaintes, & aussi doléances des fraudes & abus par ci-devant faits & commis, & qui peuvent chacun jour être faits par les Impétrans de Cour de Rome, qui obtiennent en ladite Cour impetrations des Bénéfices par résignations, en vertu des procurations nulles, fausses & mal expédies, par le moyen desquelles sont lesdits Bénéfices possédés par gens intrus, & les vrais titulaires de leurs droits frustrés; même par le dol, cautele & malice des Impétrans de petites dates, sans toutefois envoyer procuration, sinon après la date des résignations, encore le plus souvent par lesdites procurations gardées deux ans ou plus sans leur faire sortir effet, sinon après la mort du résignant. Et d'ailleurs les Notaires & témoins sont gens inconnus, dont advient que la plupart desdites procurations sont fausses: aussi que plusieurs résignent leurs Bénéfices *in favorem & non aliaz*, desquels toutefois ils jouissent après, sous couleur qu'ils disent leurs Résignataires ne les avoir acceptés; & néanmoins lesdits Résignataires cependant, prennent une possession secrète; pour à laquelle donner couleur, font quelques baux à ferme pardevant témoins & Notaires attitrés: & davantage pour obvier à la regle de Chancellerie *De publicandis*, plusieurs font tels résignations de six en six mois, ou bien après avoir passé procuration pour résigner en faveur de quelque personne, leur font dès le lendemain signifier une revocation de ladite procuration, qui est par eux tenue secrète, & si font encore plusieurs autres fraudes & abus, par lesquels est mis un grand trouble en l'état ecclésiastique, & se suscitent plusieurs procès & querelles entre nos sujets. Pour à quoi obvier, par grande & mûre délibération des Princes & Seigneurs de notre Sang, & des gens de notre Conseil étant lez nous, avons statué & ordonné par ces Présentes, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, statuons & ordonnons par Edit, statut & Ordonnance perpétuels & irrévocables ce qui s'ensuit.

ARTICLE PREMIER.

Que par vos Cours souveraines & autres nos Juges, en jugeant le possesseur des Bénéfices contentieux, ne sera foi ajoutée es procurations pour résigner, ne revocations d'icelles, prises de possession, & autres instrumens passés par Notaires apostoliques, s'ils ne sont préalablement examinés & reçus par les Archevêques, Evêques, leurs Vicaires ou Officiaux & fait serment entre leurs mains, & de ce ayant Lettres, sous leurs sceaux; fait aussi enregistrer es Greffes des Cours desdits Archevêques & Evêques, es Cours Préviales de notre Royaume, suivant l'Edit par nous fait, leurs noms & furnoms, & déclaré le nom du lieu de leur demeureance, qu'ils seront tenus fuire aux Villes & plus notables lieux desdits Diocèses respectivement selon le départemens & nombre qui sera advisé.

II.

Que les Archevêques & Evêques seront tenus dedans trois mois après la publication de ces Présentes, appeler notable nombre du Clergé, arrêter le nombre des Notaires, auquel nombre ne pourra être aucun subrogé, que par mort de ceux dudit nombre arrêté, ou par vacation, privation, ou forfaiture, sans augmenter ledit nombre. Et où il adviendrait que pour certaines causes seroit par lesdits Archevêques, Evêques, Vicaires, ou Officiaux, à aucun desdits Notaires interdict l'exercice dudit état, sera ladite interdiction enregistrée comme dessus, admonestans lesdits Prélats n'en recevoir

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 43
aucuns, qui ne soient bons & notables personnages. Et ne pourront lesdits Notaires exercer lesdits Notariats qu'en un Diocèse, sur peine de faux & de nullité des contrats qui seront reçus hors du Diocèse auquel ils auront été reçus.

I I I.

Item. Ordonnons que soi ne sera ajoutée aux instrumens reçus par lesdits Notaires ors qu'ils auroient observé le contenu aux articles précédens, si dedans les instrumens par eux reçus, n'est faite expresse mention de la qualité desdits Notaires, du lieu où ils auront été enregistrés, & de leur demeure. Et n'auront les Juges égard aux instrumens de procuration pour résigner Bénéfices, si lesdits Notaires n'appellent deux témoins pour le moins gens domiciliés & connus es lieux où ils recevront lesdites procurations, & non parens ne domestiques : c'est à sçavoir pere, ayeul, & ascendant, frere, oncle, ou cousin germain des resignans ou resignataires ; & que les procurations, scèdes, & minutes d'icelles, soient signées par les resignans en présence desdits deux témoins. Et lesquels témoins seront tenus sur peine de nullité de ladite procuration, signer la scède, & note d'icelle, au cas que le résignant fût en telle disposition qu'il ne les pût signer, dont les Notaires seront tenus faire mention, & de la raison & cause pour laquelle ledit résignant ne l'aura pu signer.

I V.

Item. Que lesdits Notaires seront tenus faire bon & loyal registre, tant desdites procurations, que du temps qu'ils les auront délivrées, combien de fois, & à quelles personnes. Lesquels Notaires seront aussi tenus de mettre chacun an, dans le mois de Janvier, pour le plus tard, aux Greffes des Archevêchés & Evêchés, auxquels ils auront instrumenté, une copie signée de leurs mains, & extrait collationné par leurs registres, contenant tout ce qu'ils auront instrumenté ladite année, concernant lesdites procurations, revocations, & autres choses dépendantes d'icelles : gardant par devers eux leurs notes sur lesquelles ils auront dressé leursdits registres, & extrait d'icelles envoyé, comme dit est, aux Greffes desdits Prélats, Archevêques, & Evêques qui servira de contrôle seulement. Et aussi à ce que lesdits Prélats, Archevêques & Evêques aient connoissance desdites procurations, & s'informent s'ils voyent que bon soit, si lesdites procurations ont sorti effet.

V.

Item. Que les Banquiers & autres qui s'entremettent en notre Royanme, terres & Seigneuries, & des expéditions qui se font en Cour de Rome, & à la Légation seront tenus un mois après la publication de ces Présentes, faire serment par devant les Juges ordinaires de leur demurance, de bien & loyaument exercer ledit état, faire loyal registre, même serment, qu'incontinent qu'ils auront reçu les procurations, pour faire expédier, prendront la date d'icelles, & les noms des Notaires, témoins inscrits, & le lieu de la confection desdites procurations, & en feront bon & loyal registre ; ensemble du jour qu'ils recevront, & aussi du jour qu'ils auront envoyé lesdites procurations à Rome, ou à la Légation. Seront aussi tenus signer au-dessous chacune expédition qu'ils feront & enregistreront à ce que les parties en puissent faire extrait.

V I.

Item. Que lesdits Banquiers en délivrant les expéditions par eux faites, seront tenus mettre & écrire leurs noms & demeurances, sur peine d'être à jamais privés d'exercer ledit état de Banquiers, esdits pays & Royaume, d'amende arbitraire, & dommages & intérêts des parties.

V I I.

Item. Qu'où lesdits Banquiers seront trouvés avoir failli en ce que dessus, ou autrement.
F ij

ment avoir faite en leur charge & registre, fera procédé contre eux par emprisonnement de leurs personnes, jusqu'à pleine satisfaction des dommages & intérêts desdites parties, & de punition corporelle, si elle y échet, faisant défenfes à toutes personnes ecclésiastiques de s'entremettre dudit état de Banquiers & expéditions de Cour de Rome, ou Légation; & commandement ausdits Banquiers de bailler caution de mille écus pour le moins, pardevant les Juges Prédiciaux, avant que de s'entremettre dudit état.

VIII.

Item. Avons ordonné & ordonnons que si pendant les procès d'aucuns Bénéfices, les parties font reformer aucunes Bulles desquelles ils se feroient auparavant aidés audit procès, prétendant que les premières par eux produites dépêchées juxte & selon que porteroient leurs signatures, que celui qui se voudra aider desdites Bulles ainsi faies, sera tenu faire apporter l'extrait de la signature, faite *par te vocat*, pour voir si la teneur essentielle & substantielle y est contenue, & ladite Bulle dépêchée selon la vérité & teneur de ladite signature, ordonnant toutefois à nos Juges, qu'il ne soit par eux différé au jugement de la récrance, auquel ils pourront procéder, ayant égard aux premières Bulles produites par lesdites parties, nonobstant le délai extraordinaire qu'ils pourront bailler pour le recouvrement dudit extrait de signature.

IX.

Que lesdits Banquiers enregistrent le jour & heure que les Couriers partiront pour faire expédition à Rome, ou à la Légation.

X.

Item. Défendons aux Juges d'avoir égard en jugeant le possesseur du Bénéfice, aux provisions qui sont & seront expédiées sur procuration surannée, & aussi sur procuration générale & non spéciale & particulière, pour les Bénéfices dénommés esdites provisions. Et pour ce que journellement se font plusieurs plaintes par nos sujets des expéditions faites en Cour de Rome, prétendant plusieurs provisions être dépêchées par résignation, avant que les Procureurs ayent entre leurs mains les procurations à résigner, lesquelles expéditions se font du jour & date que les provisions en sont requises, combien que lesdits Procureurs n'ayent lesdites procurations en leurs mains, & ne sont envoyées lesdites procurations souventes fois qu'après le trépas de ceux qu'on dit avoir résigné, qui est un moyen de falsifier lesdites procurations: & aussi lesdits résignans, après avoir passé lesdites procurations, les retiennent par devers eux, & ne sont envoyées que jusqu'après leur trépas: & néanmoins se font lesdites expéditions sur la date & supplication requises desdites résignations, sans que ledit Procureur, comme dit est, ait reçu lesdites procurations.

XI.

Pour à quoi obvier, & à ce qu'on puisse avoir quelque connoissance, si lesdits Procureurs ainsi résignans avoient entre leurs mains lesdites procurations, avons ordonné & ordonnons que les pourvus seront apparoir de leur procuration dûement extraite du Banquier, contenant ledit extrait du registre du Banquier, contenant ledit extrait, le tems que ladite procuration aura été envoyée, & la réponse que ledit Banquier aura reçue de son Solliciteur en Cour de Rome, contenant le jour & date de la réception d'icelle, & par qui elle lui aura été baillée; laquelle réception iceux Banquiers seront tenus enregistrer loyalement & fidèlement, incontinent qu'ils auront reçu ladite réponse: à tout le moins quand ils recevront les signatures & Bulles desdites provisions. Autrement ne sera aucune foi ajoutée à icelles, même quant à la récrance; & quant à la maintenance, pourront les parties, c'est à sçavoir celui qui voudra impugner l'assignation, soutenir & faire preuve qu'au temps de la date de la provision par résignation, ledit

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 45
procureur n'eût fait de ladite procuration : & le régnataire au contraire , & faire
aussi preuve de sa part.

X I I.

Item. A ce que pour raison du précédent article les expéditions ne soient empêchées ; ordonnons que lesdites procurations pour résigner seront envoyées en Cour de Rome, ou à la Légation, par les Banquiers se chargeans desdites expéditions, dedans le temps , & selon qu'il sera par eux accordé : & ce sur peine aux contrevenans de cet article & du précédent ; sçavoir, quant aux régnataires, qui auront obtenu provision sur autre petite date à part ou séparément sans procuration , de déchoir du droit possesseur des Bénéfices par eux prétendus en vertu desdites provisions : & quant aux Banquiers qui n'auront satisfait à ce que dessus, de tous dépens, dommages & intérêts des parties, & autres mulctes & peines arbitraires.

X I I I.

Item. Ordonnons à nos Juges, qu'ils n'ayent aucun égard en adjoignant le possesseur d'aucun Bénéfice, aux provisions dudit Bénéfice contentieux ; pardevant eux faites par résignation, sinon que par vertu d'icelle ait été prise possession solennelle, & selon qu'il est requis par nos Ordonnances & règle de Chancellerie, en ce qu'elles sont requises pour ce regard : c'est à sçavoir quant aux Bénéfices des Eglises cathédrales, collégiales, & conventuelles, qu'il n'en apparaisse par instrument signé du Greffier & Notaire desdites Eglises, en la forme & manière qu'ont accoutumé instrumenter lesdits Greffiers & Notaires, contenant la réception desdits pourvus. Et en cas de refus, acte d'icelui, vallant & portant effet de possession & publication, pour la satisfaction de la règle de Chancellerie, *De publicandis*. Et au cas que lesdits Notaires du Chapitre refuseroient en bailler acte de la présentation & requisiion faite par lesdits pourvus, d'être reçus & mis en possession des Bénéfices dont ils sont ainsi pourvus, pourront prendre acte & instrument dudit refus, par tel autre Notaire Royal ou ecclésiastique que bon leur semblera ; appellés jusqu'à deux témoins pour le moins ; lequel acte sera de tel effet, que celui qui leur pourroit avoir été baillé par lesdits Notaires du Chapitre.

X I V.

Et quant aux Bénéfices dont la réception n'appartient aux Chapitres & Collèges ; comme Cures, Prieurés & autres Bénéfices, la prise de possession d'iceux sera faite devant Notaires & témoins, & la publication d'icelle, suivant ladite règle de Chancellerie, *De publicandis*, au prône de l'Eglise paroissiale desdits Bénéfices, ou aux places ordinaires où sont leurs Juridictions, ou aux Sièges Royaux & Présidiaux, ou aux jours de marché, où il y aura affluence de peuple, ou à l'assemblée que pourra faire l'exécuteur d'icelle Bulle, des Paroissiens & Marguilliers d'icelles, ou par notification & insinuation faite aux Ordinaires, Collateurs, ou Patrons & Nominateurs, ou à leurs Vicaires & autres Officiers au lieu Archevêiscopal, Episcopal, Prieuré, & principal lieu de Bénéfice, dont dépend ledit Bénéfice ainsi résigné ; de leursdites provisions & prise de possession, leur en baillant copie signée d'un Notaire ou de leurs Secrétaires s'ils veulent ; de laquelle notification lesdits pourvus en pourront prendre acte des Notaires, qu'ils meneront avec eux, & des Secrétaires desdits Ordinaires, si bon leur semble : voulant les prises de possession autrement faites, être déclarées nulles & clandestines.

X V.

Item. Que tous pourvus par dévolus fondés sur incapacité des possesseurs ; ne s'efforcent de fait d'entrer en la jouissance des Bénéfices sur peine de la déchéance de leur droit de possession, & que sur lesdites provisions ne soit adjugé aucun sequestre : ains jouiront desdits Bénéfices, ceux sur lesquels auront été impétrés lesdits Bénéfices par

dévolus, jusqu'à ce qu'il y ait jugement au contraire de recréance au principal.

XVI.

Item. Tous ayant commis fausement au fait des Bénéfices, soit en baillant collation, impétration, procuration, instrument, requisition, tant d'étrudes, lettres de dégré mandats, nominations, & autres lettres, actes & instrumens judiciaires ou extrajudiciaires en Cour de Rome, ou des autres collateurs, patroneurs, ou présentans, soit es registres des Notaires apostoliques, ou autres registres de Banquiers, ou autres personnes publiques de quelque qualité qu'ils soient : s'ils sont Clercs, seront déclarés déchus du droit possessoire prétendu audit Bénéfice, par eux faits contentieux, & punis de telle peine que les Juges verront pour le cas privilégié, & renvoyés à leurs Prélats & Juges ordinaires, pour procéder contre eux par déclaration d'inhabilité perpétuelle de tenir & de posséder Bénéfices en ce Royaume, & autres peines selon la qualité du fait.

XVII.

Et quant aux gens laïcs fera procédé contre eux selon la rigueur de l'Ordonnance : laquelle Ordonnance nous voulons avoir lieu, non-seulement pour les procès à mouvoir, mais aussi pour tous les procès ja mus & intentés, & qui seront trouvés pendans & indécis.

XVIII.

Item. Pour ce qu'il se trouve plusieurs expéditions faites par résignation ou autrement, au nom de deux freres ou parens de même nom & surnom : ordonnons qu'en telles expéditions soit exprimé lequel desdits freres ou parens le majeur ou mineur, fils aîné, second, ou frere de tel frere, ou cousin de l'impétrant résignataire, en telle maniere qu'on puisse apertement & clairement connoître qui est celui qui est pourvu du Bénéfice.

XIX.

Item. Que quand ceux qui auront obtenu en Cour de Rome ou Légation les provisions susdites par résignation, & auront sur ce produit en jugement leurs Bulles, les pourvus par les Ordinaires & autres contendans puissent impugner lesdites provisions par les moyens desdits, & faute d'avoir observé le contenu es précédens articles : & pour ce montrer pourrout faire extraits en Cour de Rome ou Légation, partie appellée, avec délai competent pour ce faire.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens de nos Cours de Parlement de Paris, Toulouse, Bordeaux, Dijon, Rouen, Dauphiné & Provence, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui apparraendra, que nos présens Edit, Statut & Ordonnance ils fassent lire, publier & enregistrer en leursdites Cours & auditoires, & le contenu en icelles entretenir & garder, nonobstant tous Edits par nous & nos prédécesseurs faits & publiés, & autres Ordonnances à ce contraires. Et pour ce que l'on pourra avoir affaire de ces Présentes en plusieurs & divers lieux, voulons foi être adjoutée au *videmus* d'icelles, comme au présent original, auquel (afin que) ce soit chose ferme & à toujours, nous avons fait mettre notre scel, sans en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en Laye, au mois de Juin, l'an de grace mil cinq cent cinquante, & de notre regne le quatrième. *Signé*, par le Roi en son Conseil, DE L'ABBESEINE.

Lectis, publicata & registrata, sub modificationibus, & limitationibus in registro contentis, auditio & hoc requirente Procuratore generali Regis. Actum Parisiis in Parlamento, vigesima quarta die mensis Julii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo. Sic signatum, DU TILLET.

ARREST DU PARLEMENT DE PARIS,

Portant vérification de l'Edit ci-dessus aux charges & conditions contenues au présent Arrêt.

Du 24 Juillet 1550.

VU par la Cour les Lettres-patentes du Roi, données à saint Germain en Laye, Ann. 1550.
au mois de Juin dernier, signé par le Roi en son Conseil, de l'Aubespine, contenant aucuns articles sur la reformation des abus qui se commettent es impétrations des Bénéfices en Cour de Rome, & les remontrances ci-devant faites au Roi & son Conseil, de la part de ladite Cour, sur quasi semblables Lettres d'Edit concernant même matière : les conclusions du Procureur général du Roi, la matière mise en délibération. La Cour a ordonné & ordonne que lesdites Lettres-patentes seront lues, publiées & enregistrées es registres d'icelle, à la charge toutefois que les Notaires des Chapitres, Collèges & Monastères, qui ont accoutumé d'être par eux choisis, pourront instrumenter ainsi qu'ils ont accoutumé de faire : même es actes qui se font esdits Chapitres, Collèges & Monastères ; & aussi que les Prélats & autres Collateurs & Présenteurs ecclésiastiques des Bénéfices, seront tenus es collations ou présentations qu'ils feront desdits Bénéfices, appeler des témoins non domestiques desdits Collateurs Collataires, & de la qualité de ceux dénommés audit Edit, qui doivent être appelés pour témoins aux procurations, pour résigner leurs Bénéfices, sous la même peine que contenu est audit Edit, à l'encontre des résignans & résignataires. Et outre qu'on y auroit doute, dispute ou contention sur la demeureance, notice & qualité des témoins instrumentaires, ne pourra ladite difficulté être déduite ou alléguée, pour empêcher le séquestre, recréance, & autres provisions ; mais viendra au plein possessoire. Fait en Parlement, le vingti-quatrième jour de Juillet, l'an 1550. *Ainsi signé,* DuTillet.

DECLARATION DU ROI,

SUR L'ART. X DE L'EDIT DU MOIS DE JUIN 1550,

Portant que les collations & provisions faites avant l'Edit en vertu des procurations surannées sont réputées nulles.

Du 19 Avril 1551.

HENRY, &c. A tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Comme pour ob- Ann. 1551.
vier aux fraudes, & intrusions, qui se commettent journellement aux Bénéfices de notre Royaume, au moyen des procurations surannées, nous ayons par notre Edit du mois de Juin 1550, au X article d'icelui défendu à tous nos Juges de n'avoir égard en jugeant le possessoire d'un Bénéfice, aux provisions qui sont ou seront expédiées sur procurations surannées, comme plus à plein est contenu dans notredit Edit, sur l'interprétation duquel pourroient s'élèver plusieurs difficultés pour les provisions expédiées sur lesdites procurations surannées avant notredit Edit, ou la publication d'icelui, à raison de ces mots *sont ou seront* ; pour auxquels obvier & ôter à tous nos Juges moyen de douter sur l'interprétation d'icelui notre Edit, avons dit & déclaré, disons & déclarons que suivant notredit Edit & en icelui interprétant notre vouloir & intention, a été & est qu'il soit procédé au jugement desdits procès, sans avoir égard auxdites provisions & collations faites en vertu desdites procurations surannées comme nulles. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens de nos Cours &c. Donné à Amboise, le 19 jour d'Avril l'an de grace 1551, & de notre regne le cinquième.

EDIT D'HENRY II,

Sur les Dévolutaires.

De l'an 1557.

Ann. 1557.

HENRY, par la grace de Dieu Roi de France, à tous présens & à venir, Salut. Nous avons ci-devant par diverses plaintes de nos sujets, & remontrances de plusieurs nos Officiers, zélateurs du bien public, été dument informés des troubles, molestes & inquiétudes qui sont faites & données communément, & de jour à autre, aux paisibles possesseurs des Bénéfices de notre Royaume, par aucuns inconnus, qui sous couleur d'un dévolut ne craignent de faire contentieux les plus paisibles & assés titulaires. Pour à quoi remédier avons mandé à nos Avocat & Procureur général en notre Cour de Parlement à Paris, nous y donner avis, à quoi ils ont satisfait.

Sçavoir faisons, que nous voulant relever nos sujets des molestes, frais & dépenses, esquelz par lesdits Dévolutaires ils sont constitués, & couper le chemin aux fraudes & abus qui se commentent esdites impétrations de Bénéfices, & après avoir le tout fait voir en notre Conseil privé, avons par avis & délibération d'icelui, & par Edit perpétuel & irrévocable dit, statué, voulu & ordonné, & par la teneur des Présentes, de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, disons, statuons, ordonnons, voulons, & nous plaît, que tous Dévolutaires, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, & de quelque Bénéfice que ce soit qu'il soit question, avant que d'être reçus aux actions intentées, ou qu'ils voudront intenter ou poursuivre contre les Titulaires & possesseurs desdits Bénéfices, situés en notre Royaume, ils seront tenus d'élire domicile par devant le Juge où ils seront en cause, & sous le ressort de la Cour de Parlement où les Bénéfices seront faits litigieux, & pardevant ledit Juge bailler bonne & suffisante caution de payer le jugé, selon la forme de Droit. Et à faute de ce, descherront du droit par eux prétendu. Et ne seront tenus lesdits possesseurs défendre à ladite action, que ladite caution n'ait été par eux préalablement baillée, sans que sous couleur ou condition que ce soit, ils en puissent être exempts & déchargés par nos Juges. Par lesquels, à ce que lesdits procès ne soient immortels, voulons lesdits Dévolutaires à faute d'avoir par eux satisfait au contenu ci-dessus, dedans le temps qu'il leur sera préfix, être privés de leurs prétendus droits, sans entrer aucunement es merites du procès ni autrement enquerir de leurs droits.

Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant, &c. Car tel est notre plaisir, nonobstant que ci-devant n'ait été reçu que les parties litigantes fussent tenues bailler caution, que ne voulons empêcher l'effet des Présentes. Donné à Paris au mois de Janvier, l'an de grace mil cinq cent cinquante-sept, & de notre regne l'onzième. *Ainsi signé sur le repli*, Par le Roi en son Conseil, Du TILLET.

ARREST DU PARLEMENT,

Sur la publication du précédent Edit.

Donné à Paris le 5 Mai 1558.

Ann. 1558.

VU par la Cour les Lettres-patentes du Roi en forme d'Edit données à Paris en Janvier dernier passé, par lesquelles, & pour les causes y contenues, ledit Seigneur a statué & ordonné que tous Devolutaires, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, & de quelque Bénéfice qu'il soit question, avant qu'être reçus aux actions intentées

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 49

tentées, ou qu'ils voudront intenter contre les titulaires & possesseurs des Bénéfices situés en son Royaume, seront tenus élire domicile par devant le Juge où ils seront en cause, & par devant ledit Juge bailler bonne & suffisante caution de payer le jugé, selon la forme du Droit, sur les peines, & ainsi que plus à plein est contenu par ledit Edit, les conclusions du Procureur général du Roi, tout considéré: la Cour a ordonné & ordonne que lesdites Lettres-patentes en forme d'Edit seront au premier jour lues & publiées, & que sur le repli d'icelles sera mis, *Letta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, sub modificationibus contentis in registro*. Qui sont que ladite Cour n'entend y comprendre les Gradués nommés, indultaires, & autres semblables impétrans de dévolut par vertu de leurs degrés & nominations & indults, au refus des Prélats ou Collateurs ordinaires: pour le regard desquels impétrans l'effet dudit Edit n'aura lieu, ains seulement les dévolutaires qui auront obtenu leurs dévoluts à l'encontre des paisibles possesseurs, par an & jour: lesquels en ce cas seront tenus de bailler bonne & suffisante caution de payer le jugé suivant l'Edit, ensemble de nommer le lieu de leur nativité & demeure en personne, ou par Procureur spécialement. Et avant contestation en cause, enjoint ladite Cour aux Juges de procéder sommairement à la qualité des Parties & du Bénéfice. Et ordonne ladite Cour qu'après la réception desdites cautions lesdits Juges pourront passer outre au principal de la manière, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles. Fait en Parlement, le cinquième jour de Mai, l'an mil cinq cent cinquante-huit. *Signé, C A M U S.*

Voyez l'Ordonnance de 1667 tit. 15.

AUTRE EDIT DU MESME,

Sur l'insinuation des provisions aux Greffes ecclésiastiques.

Du Mars 1553.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France, à tous présens & à venir, Saluts. Plusieurs bons & notables Archevêques, Evêques, & autres Prélats de notre Royaume, voyant qu'entre les autres fruits provenant du règlement & ordre par nous ci-devant donné en la distribution de la Justice, & direction de la police de notre dit Royaume, la création & erection des Greffes des insinuations par nous n'agueres établis en nos Jurisdicions séculières, c'étoit le remède plus certain qu'on eut eü adviser pour obvier aux abus, déguisemens & falsifications qui se pouvoient commettre en divers contrats, ades & autres instrumens passés entre nos sujets, nous ont remontré qu'il seroit très-utile avoir semblables établissemens sur les provisions & expéditions bénéficiaires, & autres matieres dépendans de la Jurisdiction spirituelle de l'Eglise. Mais parce que telles ordonnances & établissemens ne pourroient être stables, ni facilement exécutés, si ce n'étoit par l'aide & subvention de notre autorité souveraine, ils nous ont très-humblement requis & supplié, que comme conservateur & protecteur de l'Eglise Gallicane, & des droits d'icelle, & en tant qu'à nous touche, & à nos Juges pour le regard du possessoire des Bénéfices, dont la connoissance & jurisdiction nous appartient, il nous plut y mettre & baillet tel ordre que lesdits abus, déguisemens & falsifications pussent cesser en ladite Eglise Gallicane, & en l'état & jurisdiction d'icelle.

Ann. 1553

I.

Scavoir faisons, que nous désirant du tout purger notre Royaume de tels abus, fautes, & incommodités, ayant fait voir en notre privé Conseil (auquel étoient plusieurs Princes & Seigneurs de notre sang, & autres grands & notables personnalités) les remontrances desdits Prélats, avons par mure délibération de notre dit Conseil, & par provision, & jusqu'à ce qu'autrement en ait été ordonné, & de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, disons, statuons & ordonnons que les Archevêques &

Tome VI.

G

Evêques de notre Royaume chacun en sa cité, & lieu capital, & autres lieux qu'il adviendra de son Diocèse, établiront un ou plusieurs Greffes d'insinuations, pour d'ici en avant à commencer du jour de la publication qui sera faite de ces Présentes, en chacun d'icels lieux, faire bon & loyal registre de tous & chacuns les titres, & autres pièces qui lui seront insinuées & présentées pour être transcrits & registrées audit Greffe, & registrées d'icelui, dedans le temps, & en la forme & manière qui s'ensuit, sans entendre aucunement l'effet & contenu de cetui notre présent Edit sinon pour l'avenir, & pour les choses qui seront faites après ladite publication : c'est à sçavoir toutes les collations, présentations, & autres quelconques provisions des Bénéfices, Offices & Dignités ecclésiastiques, de quelque qualité qu'elles soient, & en quelque sorte que ce soit, faites tant par notre saint Pere le Pape, que par les Légats du saint Siège apostolique, les Collateurs ordinaires & Patrons ecclésiastiques & laïcs, ou nominateurs & présentateurs desdits Bénéfices, Offices & Dignités ecclésiastiques, soit exempts & non exempts, seront enregistrés & registrés desdits Greffes des Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels lesdits Bénéfices, ainsi que dit est conféré, seront situés & assis.

II.

Et si par même provision sont conférés deux, ou plusieurs Bénéfices situés en divers Diocèses, audit cas les pourvus desdits Bénéfices seront tenus faire registrer ladite provision & Greffe & registrer desdits Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels chacun desdits Bénéfices sera situé & assis : & ce dedans six mois à compter de la date desdites provisions quant à celles qui seront faites en Cour de Rome.

III.

Toutefois où les impétrans desdites provisions en Cour de Rome n'auroient pu révoquer icelles pour aucuns légitimes empêchemens, audit cas pourront avoir recours à nos Cours de Parlement, ou autres Juges ordinaires, pardevant lesquels les procès pour ce intervenus seront pendans : lesquels duement informés desdits empêchemens, pourront sur ce pourvoir aux Parties, selon qu'ils verront en leur loyauté & consciences la manière y être disposée.

* I V.

Et quant aux provisions faites par les Légats & Collateurs ordinaires, elles seront insinuées dedans deux mois. Et celles qui seront faites & cités où seront établis lesdits Greffes, seront tenus les pourvus desdits Bénéfices les faire enregistrer ausdits Greffes en & dedans la huitaine de la date d'icelui, pour le plus tard.

V.

Et seront tenus iceux Collateurs ordinaires faire mention au dos de l'expédition, de ceux qui auront impétré lesdites provisions, du jour & date que leurdites provisions leur auront été délivrées : lesquelles lesdits Impétrans seront tenus insinuer dedans lesdits deux mois, comme dit est : ensemble la procuration spéciale qu'ils auront pour accepter & insinuer, pour en être pareillement fait registre : fors & excepté (comme dit est) celles qui seront faites & cités où seront établis lesdits Greffes, qui y seront insinués dedans ladite huitaine après la date desdites provisions, comme dit est ci-devant.

V I.

Tous actes de prise de possession desdits Bénéfices, Offices & Dignités ecclésiastiques, seront registrés esdits Greffes des Archevêques & Evêques, au Diocèse desquels ils seront situés & assis : & ce dedans le mois à compter de la date d'iceux actes, sans préjudicier aux Ordonnances faites sur lesdites prises de possession par l'Edit des petites dates, & autres.

VII.

Toutes créations & extinctions de pensions seront enregistrées es Greffes des Archevêques & Evêques, au Diocèse desquels seront assis les Bénéfices chargés desdites pensions : & ce dedans six mois à compter de la date d'icelles.

VIII.

Tous concordats, homologations, & autorisations d'iceux, en quelque forme qu'ils auront été obtenus par les parties, & pareillement toutes révocations ou renonciations à iceux, seront enregistrés & insinués esdits Greffes des Archevêques ou Evêques où les Bénéfices (sur lesquels lesdits concordats auront été faits, & les pensions assignées) seront situés & assis, & ce dedans six mois à compter de la date desdites homologations, autorisations, révocations & renonciations, si elles sont faites en Cour de Rome, & dedans deux mois, si elles sont par devant les Légats, ou autrement.

IX.

Tous ceux qui seront régistrer Bulles, ou autres Lettres de collation, ou autre provision de Bénéfices, faites par résignation, ou création, ou extinction de pension, ou homologation de concordats faites & expédiées sous procurations, seront pareillement tenus insinuer, & faire régistrer les procurations, en vertu desquelles lesdites résignations auront été faites, & les consentemens desdites pensions & extinctions d'icelles, & homologations de concordats été présentés : & par ce même moyen, & dans le même temps qu'ils soient tenus insinuer lesdites collations, provisions, constitutions de pensions, & homologations de concordats.

X.

Tous Vicariats pour nommer, présenter ou conférer Bénéfices, & les (a) révocations d'iceux, seront enregistrés es Greffes des Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels sont assis les Monastères, Prieurés, Collèges, ou autres lieux, à cause desquelles dépendent lesdits Bénéfices. Ce que seront tenus faire pareillement les Archevêques, Evêques, & tous autres Collateurs, chacun en leur regard, en leursdits Greffes. Et seront tenus les Vicaires intituler leurs noms es collations qui seront par eux faites. Ne pourront lesdits Vicariats qui seront ci-après donnés, sortir aucun effet, n'en vertu d'iceux aucunes nominations, présentations ou collations être faites jusqu'à ce qu'ils auront été enregistrés esdits Greffes.

XI.

Toutes lettres de tonsure, & autres lettres d'Ordres, en vertu desquelles tous Clercs prétendront eux rendre & être faits capables de tenir Offices, ou Bénéfices ecclésiastiques, seront enregistrées es Greffes des Archevêques & Evêques au Diocèse d'iceux lesdits Clercs auront pris ladite tonsure, & autres Ordres, avant qu'aucun d'iceux puisse accepter collation de Bénéfices. Et quant aux lettres de profession des Religieux, leurs Abbés & Prieurs seront tenus envoyer tous les ans les actes & instrumens de profession desdits Religieux audit Greffe pour être enregistrés. Ce que semblablement pourront faire lesdits Religieux si bon leur semble.

XII.

Tous mandats apostoliques, requisiions de Bénéfices en vertu d'iceux mandats, & aussi de degrés, nominations & certifications de temps d'étude, & les insinuations d'iceux

(a) Révocations. Combien que Vicariats se puisse révoquer par celui qui l'a constitué, & consenti, ce n'est point si un Religieux est créé Vicaire par l'Abbé ou Prieur d'un Monastère non étant Religieux, & tel Vicariat soit autorisé & confirmé par le Pape aux fins dudit Vicariat, tel ne peut être révoqué. Fut dû par Arrêt de Paris le 18 Juillet 1714, contre l'Abbé Commendataire du Change.

seront infinués & enregistrés en Greffes des Archevêques & Evêques, au Diocèse desquels seront assis les Bénéfices à qui sont adressées lesdites nominations & mandats. Et si une même nomination est adressée à divers Patrons, ou Collateurs étant en divers Diocèses, audit cas lesdites nominations & degrés seront enregistrés en Greffes d'un chacun desdits Archevêques ou Evêques, où seront assis lesdits Bénéfices, auxquels lesdites nominations seront respectivement adressées, & ce dedans un mois après lesdites insinuations. Et quant aux insinuations des noms & cognoms que lesdits Gradués simples & nommés seront tenus faire un chacun en, en temps de Carême, elles seront pareillement enregistrées en Greffes desdits Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels les Bénéfices, auxquels lesdites nominations, & lettres de degré seront adressées, sont assis : & ce dedans quinze jours après Pâques.

XIII.

Pour relever lesdits Gradués simples & nommés des frais qu'il leur convient annuellement faire pour l'insinuation de leursdits noms & cognoms, nous voulons & ordonnons que les Collateurs & Patrons ecclésiastiques étant & demeurant hors les cités & lieux où lesdits Greffes seront établis, soient tenus députer & constituer (a) esdites cités ou lieux desdits Greffes, un Vicaire ou Procureur à qui lesdits Gradués simples ou nommés puissent insinuer les noms & cognoms, & que leurs (b) vicariats & procurations pareillement enregistrées ausdits Greffes : & où lesdits Collateurs ou Patrons n'auroient fait & constitué lesdits Vicaires & Procureurs, ne fait enregistrer lesdits vicariats & procurations esdits Greffes, il suffira ausdits Gradués simples & nommés de dire, & faire enregistrer ausdits Greffes, qu'ils insinuent leursdits noms & cognoms ausdits Patrons & Collateurs en la personne dudit Greffier, ou de son Commis, qui de ce leur octroyera acte, & en fera registre : lequel registre servira ausdits Gradués simples & nommés, & sera de tel effet que si ladite insinuation avoit été faite aux personnes desdits Patrons ou Collateurs après la diligence faite.

XIV.

Toutes dispositions, soit de dernière volonté ou autrement, contenant fondations de divins Services ou autres dons, & legs pitoiables faits à perpétuité, seront infinués & transcrites en registres des Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels lesdites dispositions de dernière volonté auront été faites & passées, quant à la clause desdits dons & legs pitoiables, tant seulement, & ce dedans six mois après le décès du testateur : sans que pour cela lesdits Archevêques & Evêques se puissent attribuer autre juridiction que celle qui est attribuée de droit : lesquels gens d'Eglise & autres contractans avec eux sur le fait de leurs Bénéfices & dépendances d'iceux, seront tenus insinuer esdits registres tous & chacun les contrats de permutation ou autre aliénation de biens immeubles de leurs Eglises outre le temps de neuf années, & pareillement les homologations & interpositions de décret sur lesdits contrats, & ce en registres & Greffes desdits Archevêques ou Evêques, au Diocèse desquels seront assis les Bénéfices desquels dépendront les biens permutés, aliénés ou baillés en fief, emphytéose à ferme ou rente outre ledit temps, & ce dedans deux mois après la date desdits contrats. Et tel & semblable foi sera ajoutée aux extraits faits & prins des originaux desdites pièces infinuées contre & au préjudice des infinuans.

(a) *Esdites Cités.* Toutefois un Vicaire peut constituer & recevoir insinuation hors le Diocèse, comme a été dit par Arrêt de Bordeaux le 1 jour de Février en l'an 1518, & ce suivant la diction. *Nota ut de off. vicar. qu. noviss. C. per litteras in cap. quia diversitatem, de concess. proband.*

(b) *Vicariats.* Par Arrêt de la Cour à Paris, du mois de Mars 1548, auparavant le présent Edit, fut ordonné que les Vicariats seroient enregistrés en Greffes des Sièges Royaux pour tollir l'abus qui se commettoient chaque jour par les Vicaires & Vicariats des Ordinaires, & depuis est sur ce intervenu ledit présent Edit. Sur quoi encorcs notons qu'il ne fust que le Vicariat soit passé sous le scel de l'Ordinaire & constituans, & sousigné du Secrétaire dudit constituans, s'il n'y a temoins en celui. Autrement ne seroit qu'écriture privée. Et sur ce ce fut donné Arrêt de Paris, l'an 1519 le 29 Juillet.

X V.

Et seront tenus lesdits infinuans faire lesdites insinuations en personne, ou par Procureur spécialement fondé. Et si elle se fait par Procureur, lesdits Greffiers seront tenus faire mention en leurs registres desdites procurations, des Notaires & temoins, du jour & an d'icelles, du lieu, Cour & Jurisdiction, soit ecclésiastique ou séculière où elle aura été passée.

X V I.

Et au surplus voulons & entendons, prions & exhortons lesdits Archevêques, Evêques & Prélats auxquels nous sommes liés & fions de l'élection des personnes pour exercer lesdits Greffes, qu'ils n'ayent à en pourvoir, sinon personnes laïcs de bonne renommée & réputation, & qui ayent biens & facultés compétentes, lesquels pourront prendre salaire excédant celui que nous avons permis aux Greffiers des insinuations séculières, qui est à raison de quinze sols tournois pour chacun contrat tenant une peau, & de la moitié & quart à l'équipolent, vingt sols tournois pour peau en cayer écrite des deux côtés, douze deniers tournois pour communication de chacun contrat, & que là où les Parties en voudroient avoir les extraits en papier, ils en seront payés à raison de deux sols tournois pour feuillet. Et auront nos Cours & Juges toute coercion, Cour & Jurisdiction sur les personnes & biens desdits Greffiers, comme sur nos autres Officiers & personnes laïcs de notre Royaume, pays, terres & seigneuries.

X V I I.

Et si après la publication desdites Présentes, & le temps ci-dessus respectivement préfix pour faire lesdites insinuations, & voidant les procès, possessoires desdits Bénéfices, & autres dont la connoissance appartient à nos Juges, l'on trouvoit aucunes pièces des qualités desdites, qui n'eussent été insinuées n'enregistrées audit Greffe en la forme & dedans le temps sus ce donné, nous voulons que nosdits Juges n'y aient ni puissent avoir égard, non plus qu'à pièces nulles & véhémentement suspectées. Et néanmoins comme Conservateur de ladite Eglise Gallicane, & en tant qu'à nous touche, comme dit est, nous enjoignons ausdits Archevêques, Evêques & autres Prélats de notre Royaume ayant jurisdiction spirituelle & ecclésiastique, faire garder & observer tout ce qui est en leurs jurisdictions spirituelles & ecclésiastiques, en façon que nos sujets n'ayent plus occasion de nous en faire plainte, le tout par manière de provision, & jusqu'à ce qu'autrement en soit ordonné. Donné à Fontainebleau le . . . Mars 1559.

Letta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis. Declarat tamen Curia se non intelligere quod per hoc dictum comprehensa sint dispensationes apostolica, provisiones Beneficiorum non continentur. Datum Parisiis in Parlam. at die Marti. anno 1559.
DU TILLET.

E D I T. D'HENRY IV.

Qui érige les Greffes des Insinuations ecclésiastiques en Offices Royaux.

De l'An 1595.

HENRY, &c. Créons, érigeons & établissons les Greffes des insinuations ecclésiastiques en Offices Royaux, séculiers & domaniaux pour y être pourvu de personnes suffisantes & capables qui les puissent tenir & dignement exercer, ainsi que sont ceux qui sont pourvus des autres Greffes de nos Cours & Justices Royales, auxquels nous avons accordé & permis de prendre & percevoir les droits & salaires qui leur sont attribués pour l'insinuation & expédition de tous actes & titres concernant les matières

RECUEIL DES EDITS,

14
 bénéficiaires, tels qu'ils sont attribués aux Greffiers de nos Cours & Jurisdictions, pour éviter & empêcher ci-après toutes concussions & exactions sur nos sujets. Voulons que ceux qui seront ainsi par nous pourvus desdits Greffes, en jouissent & leurs successeurs & ayans cause héréditairement & en domaine, comme de leur chose propre, vrai & loyal acquêt, & à faculté de rachat perpétuel, tout ainsi & aux mêmes honneurs, autorités, taxations & salaires dont jouissent à présent les autres Greffiers de nos Cours & Jurisdictions, sans qu'à l'avenir les pourvus en puissent être dépossédés en aucune sorte & manière que ce soit, sinon en les remboursant actuellement, en une seule fois & en un seul payement, tant de leur sort principal que frais & loyaux coûts, suivant nos Edits & Déclarations. Validons & autorisons les ventes & provisions qui seront faites desdits Greffes. A Dijon le 1595.

Luez, publiées & enregistrées en Parlement à Paris le 4 Août 1595.

EDIT DE LOUIS XIII.,

Pertant règlement pour le Contrôle des Bénéfices.

De l'An 1637.

Ann. 1637. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présents & à venir, Salut. Les Rois nos prédécesseurs désirant retrancher les fraudes & abus introduits pour perpétuer les Bénéfices dans les familles, & les rendre héréditaires, ont pour obvier à ces désordres, voulu que les regles de la Chancellerie apostolique *De infirmis*, & *De publicandis*, soient exactement observées, & ont fait à même fin plusieurs bonnes & louables Ordonnances, & entr'autres celle de l'an 1550, vulgairement appelée des petites dates. Mais comme il est mal-aisé de prévoir tout le mal que l'esprit de l'homme, trop fécond en mauvaises inventions, produit de jour à autre; nous avons été avertis qu'éluant nos Ordonnances par dates secrètement retenues à Rome, & révoquées autant de fois qu'on veut, sans les faire étendre, ni envoyer les procurations, sinon après la mort du résignant, & par révocations secrètes, on rend les titres des Bénéfices tellement incertains entre le résignant & le résignataire, qu'ils ne peuvent vacquer par la mort de l'un ni de l'autre, & par renouvellement desdites procurations & dates, lesdits Bénéfices sont toujours conservés au plus vivant, sans qu'il reste aucune lumière des premières résignations; comme aussi par démissions pures & simples, ou permutations frauduleuses, faites es mains des Ordinaires ou de leurs Vicaires, & prises de possession lorsque le résignant est proche de la mort, les Indultaires & Gradués, & autres ayant des graces expectatives, sont frustrés du fruit d'icelles, & les Patrons ecclésiastiques privés de leurs droits, sans que les Rois nos prédécesseurs y aient pourvu comme il est nécessaire, en réglant le temps que les résignans & permuanes doivent pour la validité de leurs résignations & permutations, surseoir après qu'elles ont été admises. Et d'autre part les Gradués & autres, abusant souvent des graces qui leur sont faites, se font par pactions secrètes évincer des Bénéfices qu'ils ont requis, afin de n'être jamais tenus pour remplis, & avoir toujours de nouveaux prétextes de troubler les Ordinaires en leurs droits, & au choix qu'en leur conscience ils sont obligés de faire de personnes capables. A quoi voulant pourvoir, & conserver également les droits des Patrons & Collateurs ordinaires, & de ceux qui ont obtenu des graces expectatives, sans que les uns ni les autres en puissent abuser, nous avons jugé n'y pouvoir apporter meilleur remède, qu'en créant en titre d'Offices certain nombre de Contrôleurs des procurations pour résigner, & d'autres actes concernant les Bénéfices, & établissant certaines regles & maximes générales pour la décision des principales questions, qui jusqu'à présent ont produit grand nombre de procès entre nos sujets.

ARTICLE PREMIER.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil, & notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ce présent notre Edit perpétuel & irrévocable, créé & érigé, créons & érigeons en titre d'Office formé en chacune de nos villes de Paris, Toulouse, Bourdeaux, Rouen, Rennes, Dijon, Grenoble, Aix, Mets, Pau & Lyon, un Contrôleur de procurations pour résigner, présentations, collations, & autres actes concernant les Bénéfices, l'impétration & possession d'iceux, & les capacités requises pour les posséder, pour exercer chacun d'eux leurdite Charge pour les Bénéfices situés dans l'étendue & ressort de nos Parlemens dans lesquels ils seront établis, ainsi qu'il sera dit ci-après, en exceptant de celui de notre Parlement de Paris, nos pays de Lyonnais, Forêt & Beaujolois, que nous attribuons au Contrôleur par nous créé pour notre ville de Lyon : lesquels Contrôleurs feront le serment entre les mains de nos Baillifs & Sénéchaux de leur résidence, ou leurs Lieutenans.

I I.

Et en outre, avenant vacation des Charges & Commissions des Banquiers, sollicitateurs d'expéditions de Cour de Rome, & de la Légation, par la démission ou le décès de ceux qui exercent à présent ledites Charges en vertu des Commissions à eux octroyées par nos Juges, nous les avons dès lors, comme des-à-présent, éteints & supprimés, éteignons & supprimons, jusqu'à ce que ledits Banquiers soient réduits au nombre de quarante-six ; savoir est, douze en notre ville de Paris, cinq en celle de Lyon, quatre en chacune de celles de Toulouse & Bourdeaux, & deux en chacune de nos villes de Rouen, Rennes, Aix, Grenoble, Dijon, Mets & Pau. Et quant à ceux qui ont été établis & qui exercent à présent ladite Charge de Banquier dans les autres villes de notre Royaume, & pays de notre obéissance, nous avons révoqué & révoquons leurs Commissions, matricules & réceptions, & les avons dès-à-présent supprimés & supprimons, leur faisant très-expresses inhibitions & défenses de continuer l'exercice & fonction de ladite Charge huit jours après la publication de notre présent Edit, à peine de faux, & de nullité des expéditions qui seront faites en Cour de Rome, ou en la Légation, par leur entremise & sollicitation, trois mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties. Et faisons pareilles défenses à tous nos Juges & Officiers, à même peine de faux, de donner ci-après aucunes Commissions, ni recevoir aucun de nos sujets à l'exercice de ladite Charge, & déclarons nul & de nul effet & valeur tout ce qui, en vertu desdites Commissions, si aucunes étoient données au préjudice de nos défenses, sera fait & expédié en Cour de Rome & à la Légation, & défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard. Et après que les Banquiers des Villes dans lesquelles nous voulons qu'ils demeurent établis, auront été réduits au susdit nombre, avenant vacation de leurs Charges & Commissions, il y sera par nous pourvu par commissions, qui seront octroyées gratuitement à ceux qui auront été Clercs ou Commis des Banquiers de France l'espace de cinq ans, ou de ceux de Cour de Rome l'espace de trois ans, dont ils seront tenus de rapporter certificat en bonne forme. Et si après avoir été examinés par les Banquiers qui seront commis par notre amé & féal Chancelier de France, ils sont trouvés capables, ils donneront caution de trois mille livres pardevant nosdits Baillifs & Sénéchaux de leur résidence, & feront pareillement le serment entre leurs mains.

I I I.

Ledits Contrôleurs & Banquiers feront bon & loyal registre, lequel contiendra au moins trois cens feuillets, & sera réglé en chacune page de lignes droites, tant en haut qu'en bas, & au côté. Et auparavant qu'écrire & enregistrer aucun acte de Contrôle & d'expéditions apostoliques en icelni, ils seront tenus de le présenter à l'Archevêque ou Evêque Diocésain, ou à son Vicaire ou Official, & au Lieutenant général de la Sénéchaussée ou Bailliage dudit lieu, lesquels seront cotter de nombre tous les feuillets dudit

réglire, parapheront & seront parapher chacun d'eux par leurs Greffiers, & signeront avec eux l'acte qui sera écrit à la fin du dernier feuillet, contenant le nombre des feuillets d'icelui, le jour qu'il aura été par eux paraphé, & le quantième est ledit réglire, le tout à peine contre lesdits Contrôleurs & Banquiers, de faux, de trois mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

I V.

Le réglire des Contrôleurs contiendra par articles cotés de nombres continus, la substance sommaire de chacun acte qui aura été contrôlé & enregistré, le jour & le lieu où il aura été passé, le nom des Parties, des témoins, Notaires, Greffiers & Secrétaires qui l'auront expédié, avec le nom de celui qui l'aura présenté au Contrôle, lequel signera l'article de l'enregistrement de l'acte, s'il sçait signer, sinon le Contrôleur fera mention qu'il a déclaré ne sçavoir signer. Et si ledit Contrôleur en a eu la charge par procuration ou lettre missive, il en fera mention en son réglire; & sur le dos, ou au pied dudit acte contrôlé, cotera à quel jour, en quel réglire, au quantième feuillet d'icelui, & sous quel nombre il a été enregistré, comment & par qui il l'a été, & s'il a signé audit réglire, & ledit Contrôleur ou son Commis contresignera ledit acte. Sera ledit réglire de grandeur compétente, à ce que chacune page d'icelui contienne au moins six articles du Contrôle, & sera entièrement rempli en chacune desdites pages, sans outre-passer les lignes tirées tant en haut qu'en bas, & au côté, & sans laisser entre les articles plus d'espace qu'entre les autres lignes, barrant de traits de plume l'espace qui pourra rester en blanc à la fin de chacun article, à peine de punition corporelle contre lesdits Contrôleurs, privation de leurs Charges, six mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties.

V.

Et quant aux Banquiers, ils seront tenus d'écrire en l'une des pages de chacun feuillet de leur réglire le jour d'envoi, avec articles cotés de nombres continus, qui contiendront en sommaire la substance de chacun acte bénéficiaire, & de toute autre commission pour expéditions apostoliques bénéficiaires, & autres dont ils seront chargés, le jour & le lieu de la confection dudit acte, du contrôle & enregistrement d'icelui, les noms des Parties, Notaires, témoins, Contrôleurs & commettans, & ensuite des jours d'envoi, le jour de l'arrivée du Courier ordinaire & extraordinaire; & en l'autre page, vis-à-vis de chacun article, écriront pareillement le jour de réception, la date, le quantième livre & feuillet du *registre* de l'expédition, avec le jour du consens, si aucun y a, & le nom du Notaire qui l'aura étendu, ou la substance sommaire du refus ou empêchement de l'expédition, & cotteront lesdits Banquiers chacune expédition apostolique de leur nom & résidence, du *numero* de l'article de commission d'icelle, du nom de leur Correspondant, & du jour qu'ils l'auront délivrée, & le signeront ou feront signer par leurs Commis; & en cas de refus en Cour de Rome, ou empêchement, seront lesdits Banquiers obligés d'en délivrer aux Parties certificat, le tout sous pareille peine de six mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

V I.

Chacun desdits Contrôleurs & Banquiers ne pourra avoir qu'un seul réglire en même temps, ni enregistrer aucun acte de Contrôle & d'expédition apostolique en un nouveau réglire, que le précédent ne soit entièrement rempli, à peine de punition corporelle contre lesdits Contrôleurs & Banquiers, privation de leurs Charges, six mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties. Et seront obligés de représenter leurs réglires aux Archevêques & Evêques de leur résidence, & à notre Procureur général en notre grand-Conseil, tant dans notre ville de Paris qu'en tous autres lieux où notredit Conseil tiendra sa séance, à nos autres Procureurs généraux, & à leur Substitut en notre ville de Lyon, lorsqu'ils en seront par eux requis, pour voir s'ils y ont gardé la forme prescrite par notre présent Edit, sans néanmoins que sous ce prétexte ils puissent être délaissés de leurdit réglire.

V I I.

Voulons & ordonnons que toutes procurations pour résigner en quelque façon & pour quelque cause que ce soit, même pour union ou déunion entre les mains de notre saint Pere le Pape, de son Légat, ou de l'Ordinaire, consentir création ou extinction de pensions, les révocations & les rétractations d'icelles, & les insinuations & significacions des nominations, ensemble des degrés & des certificats de temps d'étude des Gradués, & les notifications de leurs noms & surnoms en temps de Carême & leurs requisiions, les présentations des Patrons ecclésiastiques & laïques, les provisions de Cour de Rome expédiées sur résignations, permutations ou unions, les actes de fulmination & prise de possession en vertu de toutes provisions de Cour de Rome, de la légation, & des Ordinaires, les publications d'icelles, les acceptations & refus d'accepter Bénéfices, & toutes Lettres de Tonsure, dont on voudra se servir pour posséder Bénéfices, seront contrôlés & enregistrés dans le temps ci-après déclaré, à peine de nullité d'icelles, desquels en cas de défaut dudit contrôle & enregistrement, nous défendons aux Parties de s'aider, & à nos Juges d'y avoir aucun égard.

V I I I.

Lesdits actes sujets à contrôle seront contrôlés & enregistrés ainsi qu'il s'ensuit savoir est les présentations, provisions, révocations, rétractations, possessions, fulminations, publications, acceptations & refus d'accepter Bénéfices, par le Contrôleur du ressort dans lequel lesdits Bénéfices sont situés, fors & excepté que les procurations pour résigner ou permuer, pourront être contrôlées & enregistrées par le Contrôleur plus prochain du lieu où lesdits actes auront été passés : toutes les significacions, insinuations, notifications & requisiions des Gradués, par le Contrôleur du ressort, au dedans duquel sont situés les Prélatures, Dignités & autres Bénéfices des Patrons & Collateurs, auxquels les nominations sont adressées, & les significacions, insinuations & notifications faites : & quant aux Lettres de Tonsure, par le Contrôleur du lieu où elles ont été octroyées.

I X.

Tous les actes sujets à contrôle qui seront faits & passés ci-après, seront contrôlés & enregistrés, savoir est les procurations pour résigner, auparavant qu'être envoyées à Rome ; & les autres actes, au plus tard dans un mois après leur due : & ceux qui ont été faits auparavant la publication du présent Edit seront contrôlés & enregistrés dans le même temps d'un mois, du jour de ladite publication, ledit temps ne commençant pour le regard des provisions de Cour de Rome, que du jour de la possession prise en vertu d'icelles : autrement & à faute de ce faire, déclarons lesdits actes nuls & de nul effet & valeur, & défendons aux Parties de s'en servir, & à nos Juges d'y avoir aucun égard en jugeant le possesseur des Bénéfices.

X.

Pour retrancher les abus qui procèdent de la facilité des Notaires à délivrer aux Parties les minutes des procurations pour résigner, nous enjoignons à tous Notaires Royaux, Apostoliques & autres, de faire deux grosses de chacune minute de concordats, de procuracions, & de tous actes pour résigner purement & simplement, en faveur ou pour cause de permutation, unir ou déunir Bénéfices, consentir la création ou extinction de pensions, ensemble des révocations desdits actes : des rétractations desdites révocations, & des acceptations & refus d'accepter lesdits Bénéfices : lesquelles grosses seront signées des Parties & des Notaires, & sera l'une d'icelles laissée au Contrôleur qui en fera le contrôle & enregistrement, & sera par lui contresignée pour y avoir recours & pour sa décharge, en cas que la vérité de l'acte par lui contrôlé soit débattue, & l'autre rendue au porteur d'icelle pour le fait de l'expédition. Enjoignons

aufdits Notaires de garder soigneusement les minutes de tous lesdits actes, & leur défendons de les délivrer aux Parties à peine de faux, de nullité desdits actes, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

X I.

Voulons que ceux que nous pourrions desdits Offices de Contrôleurs, & les Banquiers qui seront par nous ei-après commis, soient personnes laïques, âgées de 25 ans, & non Officiers ni domestiques d'aucuns Ecclesiastiques, & ne puissent posséder ni exercer conjointement deux desdites Charges de Contrôleurs, Banquiers & Notaires; ni même le pere & le fils, oncle, gendre, neveu, deux freres, beaux-freres, ou cousins germains, tenir & exercer en même temps lesdites charges & fonctions de Contrôleur, Banquier & Notaire en une même ville. Comme aussi qu'aucun Banquier ne le puisse charger en même temps des procurations & autres actes pour envoyer en Cour de Rome ou à la Légation, si le Notaire qui a reçu lesdits actes, ou l'un d'eux, est son pere, fils, frere, beau-frere, gendre, oncle, neveu, ou cousin-germain, à peine de faux, mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties.

X I I.

Lesdits Banquiers solliciteront seuls, & à l'exclusion de toutes autres personnes, toutes sortes de provisions de Bénéfices, & autres expéditions généralement quelconques qui s'obtiennent en Cour de Rome, & en la Légation, en quelque façon & par quelque voye que ce soit : & défendons très-expressement à tous autres, de s'entremettre par eux ou par personnes interposées, de procurer ou solliciter lesdites expéditions, & aux Parties d'y employer autres que lesdits Banquiers, à peine de faux : & à nos Juges d'avoir aucun égard à celles qui n'auront été expédiées à la diligence & sollicitation desdits Banquiers, & qui n'auront été par eux cotées & enregistrées comme dit est, lesquelles dès-à-présent nous déclarons nulles, & les Bénéfices obtenus par icelles vacans & impropres. Nous entendons toutefois empêcher que ceux qui voudront envoyer exprès en Cour de Rome, ou à la Légation, & y employer leurs amis qui y sont résidens, ne le puissent faire, pourvu que les pièces sujettes au contrôle aient été contrôlées, & toutes pièces, mémoires & expéditions enregistrées & cotées par l'un des Banquiers de France chacun en son département.

X I I I.

Nous faisons expresse inhibition & défenses ausdits Banquiers, de se charger à même jour d'envoi pour diverses personnes de l'expédition d'un même Bénéfice, soit par même ou divers genre de vacation, & leur enjoignons de faire signer le commettant en leur registre, s'il est présent, l'article de la commission par lui donnée pour le fait des Bénéfices, s'il sçait signer, sinon feront mention qu'il a déclaré ne sçavoir signer : & s'ils ont été chargés par personnes absentes, ils en oteront les noms, qualités & demeures en l'article de commission, le tout à peine de deux mille livres d'amende, & des dépens, dommages & intérêts des Parties.

X I V.

Et pour ce qu'aucuns Banquiers, moyennant certaine somme dont ils composent avec les Parties, font en sorte que le Courier étant à une ou deux journées de la ville de Rome, fait porter le paquet qui lui est recommandé par quelque Postillon, ou autre, qui par une diligence extraordinaire le devance d'un jour, pour prévenir ceux qui par même Courier ont donné charge & commission d'obtenir le même Bénéfice, ce qu'ils appellent faire expédier par avantage; nous faisons très-expresse inhibition & défenses à tous Banquiers, de faire porter aucuns paquets ni mémoires par avantage & gratification, à peine de faux, & de trois mille livres d'amende : & enjoignons à tous Couriers, de porter ou faire porter, & rendre en un même jour dans la ville de Rome, toutes les lettres, mémoires & paquets dont ils auront été chargés en un même voyage.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 59

ge, sans se rétatder, prendre ou faire prendre aucun avantage en faveur des uns & au préjudice des autres, sur peine de pareille amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties, auxquelles nous défendons de se servir des provisions prises & obtenues par tels avantages, lesquelles dès-à-présent nous déclarons nulles, & défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.

X V.

Ne recevront lesdits Banquiers aucunes procurations; ni autres actes sujets à contrôle, & ne les enverront en Cour de Rome, ni à la Légation, s'il ne leur apparait qu'ils ont été contrôlés & enregistrés, & les coteront de leurs noms & numéros, à peine de nullité, de deux mille livres d'amende contre le Banquier en cas de contravention, dépens, dommages & intérêts des Parties.

X V I.

Nous réitérons les défenses faites par l'Ordonnance de l'an 1550 aux Banquiers; d'envoyer mémoires, & de donner charge de retenir date sur résignations, si par le même Courier & dans le même paquet ils n'envoient les procurations, à peine de privation de leurs Charges, trois mille livres d'amende, & d'autre plus grande, à l'arbitrage de nos Juges. Et voulons en outre que les provisions par résignation qui auront été expédiées & délivrées au Correspondant de Rome, après la mort du résignant, & plus de six mois après le jour d'envoi, soient déclarées, comme dès-à-présent nous les déclarons, nulles, & de nul effet & valeur, comme grandement suspectes d'avoir été expédiées sur procurations envoyées après le décès, ou pendant l'extrême maladie du résignant, après avoir sur mémoires fait retenir la date; si l'impétrant ne fait apparaitre que contre la volonté, & sans fraude, ni connivence, l'expédition a été retardée à Rome, ou de quelque autre empêchement légitime.

X V I I.

Et d'autant que nos Juges se sont souvent trouvés empêchés sur l'interprétation de la règle *De publicandis*, pour distinguer en quel cas les résignations & permutations doivent être jugées bonnes & valables, ou déclarées nulles & frauduleuses, quand les résignataires ont pris possession après le temps de ladite règle, peu de jours avant le décès du résignant ou permutant, nous déclarons nulles & de nul effet & valeur, les résignations pures & simples, en faveur, & pour cause de permutation, qui seront ci-après faites en Cour de Rome, en la Légation ou pardevant les Ordinaires, si les résignataires ou permutants pourvus par le Pape ayant différé leur prise de possession plus de six mois, & les pourvus en la Légation ou par l'Ordinaire plus d'un mois, ne prennent ladite possession, & icelle font contrôler & enregistrer au plus tard deux jours auparavant le décès du résignant, sans que le jour de la prise de possession, contrôle & enregistrement d'icelle, & celui de la mort du résignant, soient compris dans ledit temps de deux jours; & à faute d'avoir pris ladite possession, & icelle fait contrôler & enregistrer deux jours avant ledit décès, voulons lesdits Bénéfices être déclarés, comme par ce présent Edit nous les déclarons, vaeans par la mort du résignant, quand bien ladite possession n'aurait été prise, contrôlée & enregistrée, ledit résignant étant en pleine santé.

X V I I I.

Et pour ce qu'afin de perpétuer les Bénéfices dans les familles, on a introduit une autre fraude, qui est de réserver au résignant des pensions qui égalent ou excèdent la valeur des fruits, & de donner pour l'assurance du résignant des cautions, qui s'obligent de payer lesdites pensions pendant la vie naturelle du résignant, soit que le Bénéfice vienne à vaquer par mort ou autrement, qui est en effet échanger un Bénéfice pour une pension viagère, assignée sur des biens prophanes; nous, sans déroger aux Autres de nos Cours & à l'usage observé en notre Royaume, de réduire les pensions au tiers du

revenu des Bénéfices, en faveur de ceux qui en sont pourvus par la mort naturelle ou civile de ceux qui s'y sont obligés, avons déclaré & déclarons nulles, comme simoniaques, toutes réserves, créations & homologations qui seront ci-après faites & obtenues desdites pensions sur les fruits des Bénéfices, si elles excèdent la moitié des fruits, nonobstant tous concordats & obligations de pleges & cautions, lesquelles dès-à-présent nous déclarons nulles & de nul effet & valeur, & en déchargeons, tant ceux qui les auront promises, que leurs héritiers, pleges & cautions : & néanmoins pour ne faire préjudice à ceux qui pendant que cet abus étoit toléré, ont résigné leurs Bénéfices sous l'assurance de telles pensions, voulons que le présent Article n'ait lieu que pour l'avenir, & non pour le regard de ceux dont les résignations se trouvent admises, & les pensions créées en Cour de Rome, lors de la publication de notre présent Edit, pour le regard desquels nous laissons à nos Juges le pouvoir d'en ordonner, ainsi qu'en leur conscience il leur semblera juste & raisonnable.

X I X.

Voulant pareillement pourvoir aux plaintes des Indultaires, Gradués, & autres ayant graces expectatives, ensemble des Patrons ecclésiastiques, nous avons déclaré & déclarons les provisions des Collateurs ordinaires, & de leurs Vicaires, par résignation, démission ou permutation, nulles & de nul effet & valeur, au cas que par icelles les Indultaires, Gradués, & autres ayant graces expectatives, soient privés de l'effet d'icelles, ou les Patrons de leur droit de présentation, si les procurations pour résigner ou permuter, ensemble les provisions expédiées sur icelles par les Ordinaires ou leurs Vicaires, n'ont été contrôlées & enregistrées deux jours avant le décès du résignant ou permutant, le jour du contrôle & celui du décès non compris : ce que voulons être exactement gardé & observé par nos Juges sans y contrevenir, à peine de nullité de leurs jugemens.

X X.

Et pour retrancher deux notables abus qui se sont glissés en quelques Provinces de notre Royaume, l'un, en ce que l'on tolère contre les saints Decrets, que ceux qui ont résigné en maladie, & sont retournés en santé, rentrent en leurs Bénéfices sans nouvelles provisions ; & l'autre, en ce qu'on tient les résignations pour cause de permutation, bonnes & valables, bien qu'elles n'aient été effectuées & accomplies que par l'une des Parties, ce qui est contre la nature & forme essentielle des permutations ; nous, sans rien déroger à la règle *De publicandis*, en cas que le résignant meure après le temps de ladite règle en possession du Bénéfice, voulons & ordonnons qu'après la résignation & démission pure & simple, faite entre les mains de l'Ordinaire, ou du Légat, & par lui admise, le résignant demeure entièrement privé du Bénéfice, & du droit qu'il avoit en icelui, & qu'il n'y puisse rentrer sans nouvelles provisions, soit que ladite résignation ait été faite en maladie, ou autrement. Et quant aux résignations faites en faveur, si le résignataire y a consenti expressément ou tacitement, le résignant demeurera pareillement privé de son droit, & n'y pourra rentrer sans nouvelles provisions. Comme aussi tous résignataires seront tenus de prendre possession au plus tard dans trois ans après leurs provisions ; autrement, & après ledit temps, elles demeureront entièrement nulles, ors que le résignant soit encore vivant, lequel ne pourra plus résigner directement ni indirectement le même Bénéfice, en faveur de celui qui aura laissé passer ledit temps de trois ans, sans prendre possession.

X X I.

Déclarons pareillement nulles & de nul effet & valeur les provisions par permutation, si celui qui s'en veut servir n'a fait tout ce qui a été en son pouvoir, à ce que son co-permutant fût pourvu du Bénéfice à lui résigné pour cause de ladite permutation ; & néanmoins si après que l'un des permutants a été pourvu, l'autre décède, le Bénéfice qui a dû lui être résigné, vaquera par son décès, soit qu'il en ait été pourvu, ou non, sans

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 61

que le survivant puisse le retenir comme jouissant de la bonne fortune. Ce que nous voulons être inviolablement observé, sans néanmoins couvrir les moyens introduits de droit, & autorisés par les Arrêts de nos Cours souveraines contre les permutations frauduleuses.

X X I I.

Défendons à nos Juges d'avoir aucun égard aux provisions, tant de l'Ordinaire, que de Rome & de la Légation, fondées, sur l'incapacité ou irrégularité du possesseur, incompatibilité des Bénéfices par lui possédés, ou sur quelque vice ou défaut de ses provisions, si celui qui les a obtenues n'a pris possession, faire appeler en jugement le possesseur, & comparu par Procureur à l'assignation dans l'an de la date dedites provisions, lesquelles à l'aute d'avoir satisfait dans ledit temps à tout ce que dessus, nous déclarons nulles & de nul effet & valeur.

X X I I I.

Déclarons pareillement nulles les procurations pour résigner ou permuter Bénéfices, les révocations dedites procurations, & les rétractations d'icelles, & toutes procurations pour créer ou éteindre pensions, si elles n'ont été passées par Notaires Royaux ou Apostoliques, en présence de deux témoins pour le moins, connus, domiciliés & non domestiques, parens, ni alliés dans le degré de cousin-germain du résignant ou du résignataire, & s'ils ne signent en la minute, s'ils savent signer, ou déclarent ne savoir signer, dont les Notaires seront expresse mention : & ordonnons aussi, qu'aux présentations & collations des Patrons & Collateurs ordinaires, assisteront deux témoins de la qualité susdite, non parens, alliés audit degré, ni domestiques du résignant, ni du Patron ou Collateur, lesquels signeront la minute ainsi que dit est, à peine de nullité.

X X I V.

Les Contrôleurs & Banquiers qui seront convaincus d'avoir commis fausseté, antidiète, ou quelqu'autre malversation en leurs Charges, seront punis comme faussaires, à la discrétion de nos Juges, même par privation de leurs Charges. Mais afin qu'ils ne soient témérairement & impunément calomniés, nous voulons qu'aucun ne soit ci-après reçu à former inscription à faux contre leurs registres, ni contre les expéditions faites par la voye & entremise dedites Banquiers, si auparavant il ne se soumet par acte reçu au Greffe de la Jurisdiction ordinaire, ou de celle en laquelle le différend des Parties sera pendant, à la peine de la calomnie, amendée extraordinaire envers nous, & en tous les dépens, dommages & intérêts, tant des Parties que des Contrôleurs & Banquiers, au cas qu'il succombe en la preuve de ladite accusation, sans que lesdites peines & amendes puissent être modérées par nos Juges.

X X V.

Les Contrôleurs & Banquiers pourront pour leur soulagement avoir près d'eux en la ville de leur résidence, un ou plusieurs Commis laïques pour exercer leur Charge en leur absence, maladie ou empêchement, sans néanmoins avoir registre séparé, & lesquels prêteront le serment pardevant le Juge de leur résidence : & seront lesdits Commis assidus en leur Bureau, pour expédier promptement les Parties sans aucun retardement ; & en cas de refus ou délai préjudiciable aux Parties, elles pourront en présence de Notaires & témoins, sommer le Contrôleur de contrôler & enregistrer l'acte qui lui sera présenté ; & s'il n'y satisfait, ladite sommation & l'acte qu'on voudra faire contrôler, seront montrés au Substitut de notre Procureur général en la Sénéchaussée ou Bailliage de la ville de la résidence dudit Contrôleur, & lui en sera laissée copie ; & étant ledit acte avec ladite sommation signée de la main dudit Substitut, il sera de pareille force que s'il avoit été contrôlé, sans néanmoins que les Parties en puissent abuser, en supposant des refus ou retardemens, & sans que sous ce prétexte elles puissent s'exempter de faire contrôler les autres actes sujets au contrôle.

Pour donner moyen aux Contrôleurs & Banquiers d'exercer leurs Charges avec assiduité & sans distraction, nous voulons qu'ils soient exempts, & par ce présent Edit nous les exemptons de tutelles, curatelles, commissions, & de toutes telles autres charges publiques, & leur octroyons droit de *Commitimus* aux Requêtes du Palais du Parlement de leur résidence, pour les causes qui concerneront la conservation de leurdits privilèges, & les droits dépendans & attribués à leur emploi : voulons que ceux qui seront par nous pourvus desdites Charges de Contrôleurs, en jouissent héréditairement, & qu'après leur décès, il y soit par nous pourvu sur la nomination de leurs veuves & héritiers, sans toutefois que lesdits Offices puissent être réputés domaniaux, ni sujets à vente & revente, ni le nombre d'iceux augmenté.

XXVII.

En attendant que nous ayons pourvus ausdits Offices de Contrôleurs, voulons que ceux que nous commettrons, en fassent la charge & fonction, & défendons à tous autres de s'entremettre, directement ou indirectement en l'exercice de ladite Charge, à peine de faux, & de trois mille livres d'amende.

Si donnons en mandement à nos amis & féaux les Gens tenant notre Grand-Conseil, & à tous autres nos Officiers, ainsi qu'à chacun d'eux, appartiendra, que ces Présentes ils fissent lire, publier, régistrer, garder & observer inviolablement, sans permettre ou souffrir qu'il y soit contrevenu, cessant & faisant cesser tous troubles, empêchemens & oppositions, desquelles si aucunes interviennent, nous avons réservé & réservons la connoissance à nous & à notre Conseil. Et quant aux complaints, actions possessoires, & autres différends qui pourront naître à l'avenir concernant l'exécution de notre présent Edit, & contraventions à icelui, circonstances & dépendances, nous en avons attribué & attribuons toute Cout, Jurisdiction & connoissance à notre grand-Conseil, & icelle interdite à nos autres Juges ; car tel est notre plaisir. Donné à S. Germain en Laye, le Novembre 1637.

Cet Edit a été enregistré au grand-Conseil avec cette modification, que le résignant ne sera dépourvu de son Benefice que par la prise de possession de son résignataire, & que la permutation sera censée effectuée quand les permuteurs auront passé leurs procurations, & que l'un d'eux aura été pourvu.

R E G L E M E N T

Sur le Contrôle des Actes ecclésiastiques, fait au Conseil d'Etat.

Du 12 Juillet 1695.

Ann. 1695. **S**UR la Requête présentée au Roi en son Conseil par M. Augustin Fournel, fermier général des droits de contrôle des actes des Notaires & Tabellions, contenant qu'encore que tous les actes de quelque qualité qu'ils soient passés par les Notaires & Tabellions, même par les Notaires apostoliques doivent être contrôlés à peine de nullité, & les droits payés au Suppliant, ou à ses Procureurs & Commis, conformément audit Edit, & à l'Art. XXV de la Déclaration de S. M. rendue en interprétation d'icelui le 10 Avril 1694, néanmoins que les sieurs Evêque & Syndic du Clergé du Diocèse de Langres ayant représenté au Conseil qu'ils avoient acquis les Charges de Greffiers ecclésiastiques dudit Diocèse créées par Edit du mois de Décembre 1694, & tous les Ecclésiastiques & Bénéficiers, faisant insinuer leurs actes sur le registre des Insinuations dudit Diocèse, ils devoient être exceptés dudit contrôle, S. M. auroit par Arrêt de son Conseil du 14 Janvier 1695, fait défendre au Suppliant de contraindre les Ecclésiastiques & Bénéficiers dudit Diocèse de faire contrôler les actes ecclésiastiques & Bénéficiers, à peine de 500

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 63

livres d'amende, de tous dépens, dommages & intérêts, ce qui obligeoit le Suppliant de représenter à S. M. qu'encore que l'exception portée par ledit Arrêt ne se puisse entendre ni avoir lieu que pour les actes qui ont accoutumé d'être signés par le sieur Evêque, & expédiés par le Greffier des Insinuations, les Ecclesiastiques du Diocèse de Langres, & presque tous les autres du Royaume, prétendoient que tous les actes sujets aux insinuations ecclesiastiques doivent être déchargés dudit contrôle ce qui troubloit le Suppliant, & portoit un notable préjudice au droit dudit contrôle; pourquoi le Suppliant requeroit qu'il plût à S. M. y pourvoir. Vu ladicte requête, ledit Arrêt du Conseil du 4 Janvier dernier, l'Edit du mois de Décembre 1691 & autres pièces énoncées audit Arrêt, autre Edit du mois de Mars 1693, & autres pièces jointes à la requête : ouï le rapport du sieur Phéliepeux de Pontchartrain, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, le Roi en son Conseil interprétant l'Arrêt dudit jour 4 Janvier dernier, a ordonné & ordonne que les Lettres d'Ordre, démissoires, attestations, excoits, approbations, dispenses, provisions, insinuations, visas, enterrinemens, fulminations, érections de Bénéfices, unions, permissions & autres actes ecclesiastiques qui ont accoutumés d'être signés par les sieurs Archevêques & Evêques sans ministère de Notaires, seront exempts dudit droit de contrôle, & à l'égard des nominations, résignations, permutations, procurations, prises de possession & autres actes concernant les Bénéficiers, qui ont accoutumés d'être passés, & qui seront reçus par les Notaires Royaux, ou Apostoliques, Sa Majesté a ordonné qu'ils seront contrôlés par ledit Fournel, ses Procureurs ou Commis, & les droits à lui dus payés conformément à l'Art. XX de la Déclaration du 20 Avril 1694, sur les peines portées par les Edits, Déclarations & Arrêts, rendus en conséquence. Enjoint S. M. aux Commissaires par elle départis dans les Provinces & généralités d'y tenir la main. Et sera le présent Arrêt exécuté nonobstant oppositions, appellations ou empêchemens quelconques & sans préjudice d'iceux. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le 12 Juillet 1695. Collationné. Signé RANCHIN.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

*Portant Règlement pour le Contrôle des Baux des revenus des Communautés
seigneuriales & régulières, & autres Gens de main-morte.*

Du 16 Décembre 1737.

Extraits des Registres du Conseil d'Etat.

VU au Conseil d'Etat du Roi, les Mémoires respectivement présentés par les Agens généraux du Clergé, & les Sous-Fermiers des droits de contrôle des actes des Notaires, au sujet de l'Arrêt du 27 Juillet dernier, par lequel il est entre autres choses ordonné que tous Gens de main-morte seront tenus de représenter les baux de tous leurs revenus, passés pardevant Notaires depuis l'année 1700, & à faute de ce, de payer les droits de contrôle des baux faits par écrits sous signature privée, tacite reconduction ou verbalement, sur le pied du tarif de 1722, comme s'ils avoient été passés pardevant Notaires : & Sa Majesté voulant traiter favorablement lesdits Gens de main-morte, & interpréter ledit Arrêt du 27 Juillet dernier, ouï le rapport du sieur le Reuilletier, Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, le Roi en son Conseil, en interprétant en tant que de besoin l'Arrêt du 27 Juillet 1727, a ordonné & ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Que conformément aux Déclarations des mois de Mars 1696, Juillet 1699, 20 Mars 1708, & Arrêt rendus en conséquence, il sera passé pardevant Notaires des baux de tous les revenus des biens dépendans de tous les Bénéfices, de ceux des Eglises, Commu-

deries, Hôpitaux, Universités, Facultés, Colléges, Fabriques, Confratries, ainsi que de ceux des Villes & de toutes les Communautés séculières & régulières, & autres Gens de main-morte, sans aucun excepter, aux peines portées par la Déclaration du 20 Mars 1708, lesquelles ne pourront à l'avenir être réduites ni modérées sous quelque prétexte que ce soit.

I I.

Décharge néanmoins Sa Majesté, par grace & du consentement des Fermiers, lesdits Gens de main-morte & les Preneurs desdits baux, des amendes encourues pour le passé : à la charge de passer pardevant Notaires dans trois mois, à compter du premier Janvier prochain, si fait n'a été, les baux des biens & revenus dont ils ont donné la jouissance par écrit sous signature privée, tacite réconduction, ou convention verbale.

I I I.

Ordonne Sa Majesté, que dans le délai ci-dessus tous lesdits Gens de main-morte, à l'exception seulement des Communautés Religieuses de filles, des Fabriques & des Cures à portion congrue, seront tenus de représenter aux Fermiers, outre le bail qu'ils passeront dans le délai accordé par le présent Arrêt, les deux précédens baux de tous leurs revenus passés pardevant Notaires, ou de payer les droits de contrôle des deux baux pour ceux passés précédemment par écrit sous signature privée, tacite réconduction ou convention verbale : & à cet effet seront tenus de faire leurs déclarations de la manière dont ces mêmes biens ont été exploités ; moyennant quoi Sa Majesté les a déchargés & décharge de la représentation des baux antérieurs, ordonnée par l'Arrêt du 17 Juillet dernier : & en cas de fausses Déclarations, ils seront condamnés en l'amende de deux cens livres par chaque contravention.

I V.

Ordonne Sa Majesté, que les Gens de main-morte qui ont passé pardevant Notaires les baux de tous leurs biens & revenus, dont la jouissance subsiste actuellement, ne seront tenus chacun à leur égard, de représenter que le bail précédent, ou de payer les droits de contrôle dudit bail, s'il se trouve avoir été fait sous signature privée, par tacite réconduction, ou convention verbale : voulant Sa Majesté que ledit bail courant passé pardevant Notaires, ait son exécution pour le temps qui en resté à expirer, sans que les Gens de main-morte soient tenus d'en passer un nouveau en exécution de l'Article II du présent Arrêt, qu'à l'expiration du bail courant.

V.

A l'égard des Bénéficiers qui ne sont titulaires que depuis le premier Janvier 1715 ; ordonne Sa Majesté, qu'ils seront tenus de se conformer pour l'avenir à l'Article II du présent Arrêt, en outre de payer un seul droit de contrôle pour raison des baux qu'ils ont passés sous signature privée, par tacite réconduction, ou autrement.

V I.

Veut Sa Majesté, que lorsque lesdits Gens de main-morte auront passé pardevant Notaires des baux particuliers de tous leurs revenus, ils puissent, si bon leur semble, passer sous signature privée un bail général ; & que lorsqu'ils auront passé le bail général pardevant Notaires, ils soit permis au Preneur de passer les baux particuliers sous signature privée, sans néanmoins que les Bailleurs ni les Preneurs puissent se servir desdits baux sous signature privée, ni faire aucuns actes ou exploits en conséquence, qu'ils n'aient été préalablement contrôlés, conformément aux Réglemens & sous les peines y portées.

VII.

VII.

Et à défaut par lesdits Gens de main-morte de satisfaire aux dispositions du présent Arrêt, & dans le délai y porté, ils seront déchus des remises des droits & amendes ci-dessus accordées; & pourront les Fermiers dans ce cas les faire contraindre au paiement des droits & amendes encourues & portées par les Réglemens. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le seize Décembre mil sept cent vingt-sept. *Signé, DE LAISTRE.*

Collationné à l'Original par nous Ecuyer, Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Portant réglemant sur l'insinuation des provisions bénéficiales, & sur les permutations.

De l'An 1646.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présens & à venir, Salut. Par notre Edit du mois de Novembre 1637, vérifié en notre grand-Conseil, nous aurions fait divers Réglemens sur le fait du contrôle des Bénéfices, pour obvier aux abus qu'il y peut avoir es résignations, prises de possession, & autres actes qui se font pour raison d'iceux: à l'exécution duquel Edit s'étant rencontré plusieurs inconvéniens, nos très-chers & bien-aimés les Cardinaux, Archevêques, Evêques, & autres Députés de l'Assemblée générale du Clergé de notre Royaume, tenant par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous ont supplié d'y apporter le remède convenable. A ces causes, de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame & Mere, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît;

ARTICLE PREMIER.

Qu'à l'avenir les Réglemens faits par ledit Edit du contrôle, aient lieu, & soient observés en ce qui n'est point révoqué par la présente Déclaration: permettant néanmoins aux Syndics du Clergé de rembourser les Contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux, même les quadriennaux, de la finance par eux payée en nos coffres, moyennant lequel remboursement la fonction desdits Contrôleurs sera faite par les Greffiers des insinuations des Diocèses, chacun dans son ressort, conformément à la présente Déclaration; & jusqu'à ce que ledit remboursement soit fait, lesdits Contrôleurs demeureront la possession de leurs Charges, sans qu'ils en puissent être dépouillés, & en continueront la fonction jusqu'à l'actuel remboursement, sans que les Greffiers des insinuations puissent en faire aucune fonction.

II.

Voulons que les Banquiers puissent exercer leurs Charges tout ainsi qu'ils pouvoient le faire avant ledit Edit du contrôle, nonobstant les Réglemens portés par icelui, suivant & conformément à ce qui est contenu en la présente Déclaration.

III.

Comme aussi entendons que le decret ou regle de Chancellerie apostolique, faite par le défunt P. Urbain VIII du nom, de l'année 1634, par lequel il est ordonné que toutes les

procurations *ad resignandum*, seroient accomplies & consommées en ladite Chancellerie dans les vingt jours, mises & appolées entre les mains du Notaire de Chambre, ou de Chancellerie, pour apposer & signer le consens au dos des signatures des provisions & des pensions, autrement que lesdites signatures ne seroient datées que du jour & date courante; & qu'à la fin de toutes lesdites signatures des résignations & pensions, fut insérée le decret, *Et dummodo super resignatione talis Beneficii alia data capta, & consensus extensus non fuerit, alius præsens gratia nulla sit*, qui sert non-seulement pour abolir toutes les petites dates, mais aussi pour empêcher la multiplicité des résignations, soit étroitement gardé & observé, ainsi que les regles *De publicandis* & *De infimis*, & autres qui servent de loi esdites matieres.

I V.

Et pour cet effet défendons très-expressement à tous les Banquiers d'expéditions de Cour de Rome, de se charger & envoyer mémoires en ladite Cour pour faire expédier les provisions sur résignations, sans envoyer les procurations *ad resignandum* par le même Courier, à peine de deux mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties. Enjoignons ausdits Banquiers de charger leurs registres de l'envoi desdites procurations, la date d'icelles, & cotter les noms & surnoms & qualités des Parties, comme aussi des Notaires & témoins devant lesquels auront été passées lesdites procurations.

V.

Voulons & entendons que toutes Provisions expédiées en ladite Cour de Rome; soient cotées des noms des Banquiers, & de leurs nombres, & que leurs registres soient chargés de la substance sommaire des mémoires qui auront été envoyés pour faire expédier lesdites provisions; & où elles se trouveroient être sans noms & sans nombres, défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard, & à tous Prêtres, Notaires & autres Officiers, de mettre en possession les impétrans des Bénéfices en vertu de telles provisions, sur les peines susdites.

V I.

Lesquels Banquiers seront bon & loyal registre, qui contiendra au moins trois cens feuillets, & sera réglé en chacune page de lignes droites tant en haut qu'en bas, & au côté. Et auparavant qu'écrire & enregistrer aucun acte des expéditions apostoliques en icelui, ils seront tenus de les représenter à l'Archevêque ou Evêque diocésain, ou son Vicaire ou Official, & au Lieutenant de la Sénéchaussée & Bailliage dudit lieu, & en défaut de ce, au Juge Royal en chef, plus prochain dudit lieu: lesquels seront cotter de nombres tous les feuillets dudit registre, parapheront & seront parapher chacun d'iceux par leurs Gueffiers, & signeront avec eux l'acte qui sera écrit à la fin du dernier feuillet, contenant le nombre des feuillets d'icelui, le jour qu'il aura été par eux paraphé, & le quantième est ledit registre, le tout à peine contre lesdits Banquiers de faux, de trois mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties.

V I I.

Seront tenus lesdits Banquiers d'écrire en l'une des pages de chacun feuillet de leurs registres le jour de l'envoi, avec articles cotés de nombres continus, qui contiendront lesdits sommaires, jour & lieu de la confection de la procuration *ad resignandum*, le nom des Parties, Notaires & témoins, le jour de l'arrivée du Courier ordinaire & extraordinaire. A l'autre page, vis-à-vis de chacun article, écriront pareillement les jours de réception, le quantième livre du *registra* de l'expédition, avec le jour du consens, si aucun y a, le nom du Notaire de Chambre, ou de Chancellerie qui l'aura étendu, & s'il y a refus ou empêchement, en donneront certificat, sauf pour les Brefs d'absolution, & autres actes de Penitencerie, pour raison desquels ils ne seront tenus à la rigueur ci-dessus contenue. Et ne pourront lesdits Banquiers avoir qu'un seul registre en même temps, ni enregistrer aucun acte d'expédition apostolique en nouveau registre, que le précédent ne.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 67

soit entièrement rempli, sous les mêmes peines que dessus. N'entendons toutefois empêcher que ceux qui voudront envoyer exprès en Cour de Rome, ou y employer leurs amis, faire ne le puissent, pourvu que les procurations *ad resignandum*, & autres actes pour envoyer en ladite Cour de Rome, soient enregistrées aux Greffes des infinuations, & que les signatures apostoliques par eux obtenues, soient par après vérifiées & reconnues par Banquiers, ou autres personnes dignes de soi à ce connoissans, devant un Juge Royal, & soient enregistrées esdits *réglés*, comme sera dit ci-après.

V I I I.

Pour retrancher les abus qui procèdent de la facilité des Notaires à délivrer aux Parties les minutes des procurations pour résigner, nous enjoignons à tous Notaires Royaux, apostoliques & autres, de faire deux grosses de chacune minute de concordats, de procurations, & de tous actes pour résigner purement & simplement, en faveur ou pour cause de permutation, unir ou défunir Bénéfices, consentir la création ou extinction de pensions, ensemble des révocations desdits actes, des rétractations desdites révocations, & des acceptations ou refus d'accepter lesdits Bénéfices : lesquelles grosses seront signées des Parties & des Notaires, & sera l'une d'icelles laissée au Greffier des infinuations qui en fera l'enregistrement, & sera par lui contre-signée pour y avoir recours en cas de besoin, l'autre rendue au porteur d'icelle pour l'effet de l'expédition. Enjoignons ausdits Notaires de garder soigneusement les minutes desdits actes, & leur défendons de les délivrer aux Parties, à peine de faux, de nullité desdits actes, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties intéressées.

I X.

Déclarons pareillement nulles, les procurations pour résigner ou permuter Bénéfices ; les révocations desdites procurations, & les rétractations d'icelles, & toutes procurations pour créer & éteindre pensions, si elles n'ont été passées par Notaires Royaux ou apostoliques, en présence de deux témoins pour le moins, connus, domiciliés & non domestiques, parens ni alliés, dans le degré de cousin germain du résignant ou du résignataire, & s'ils ne signent en la minute s'ils savent signer, ou déclarent ne savoir signer, dont les Notaires feront expresse mention. Ordonnons aussi qu'aux présentations & collations des Patrons & Collateurs ordinaires, assisteront deux témoins de la qualité susdite, non parens, alliés audit degré, ni domestiques du Résignant, ni du Patron ou Collateur, lesquels signeront la minute ainsi que dit est, à peine de nullité.

X.

Défendons à nos Juges de recevoir à l'avenir aucuns Banquiers, s'ils ne sont personnes laïques & âgés de vingt-cinq ans, non Officiers ni domestiques d'aucuns Ecclésiastiques, qui n'ayent été Clercs ou Commis de Banquiers de France, par l'espace de cinq ans, ou de Cour de Rome par l'espace de trois ans, dont ils seront tenus rapporter certificats ; autrement, & à faute de ce, nous déclarons leurs réceptions nulles, & leur défendons de faire expédier aucunes provisions, à peine de deux mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties. Voulons que lesdits Banquiers qui seront reçus, donnent caution & certificateurs solvables de trois mille livres.

X I.

Nous faisons très-expresses inhibitions & défenses ausdits Banquiers, de se charger à même jour d'envoi pour diverses personnes de l'expédition du même Bénéfice, soit par même ou divers genre de vacation. Et parce que lesdits Banquiers, moyennant certaine somme d'argent, dont ils composent avec les Parties, faisoient en sorte que les paquets qui leur étoient recommandés, les Couriers étant à une ou deux journées de Rome, étoient portés par quelque postillon, ou autres, qui par une diligence extraordinaire

devançoit d'un jour pour prévenir ceux qui par même Courier avoient donné charge & commission d'obtenir quelque Bénéfice vacant, ce qu'ils appellent faire expédier par avantage; nous faisons pareillement très-expresses inhibitions & défenses à tous Banquiers de faire porter aucuns paquets ni mémoires par avantage & gratification, à peine de faux, & de trois mille livres d'amende: & enjoignons à tous Couriers de porter ou de faire porter, & rendre en un même jour dans la ville de Rome, toutes les lettres, mémoires & paquets dont ils auront été chargés en un même voyage, sans se retarder, prendre ou faire prendre aucun avantage en faveur des uns & préjudice des autres, sur peine de pareille amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties, auxquelles nous défendons de se servir des provisions priées & obtenues par tels avantages, & défendons aux Juges d'y avoir aucun égard.

X I I.

Nous défendons à tous lesdits Banquiers de faire expédier aucunes provisions en Cour de Rome pour Bénéfices non Consistoriaux, & qui ne sont pas de notre nomination, sur procurations surannées, à peine de nullité; & leur réitérons les défenses faites par l'Ordonnance de l'an 1550, d'envoyer mémoires, & donner charge d'obtenir date sur résignations, si par le même Courier & dans le même paquet, ils n'envoient les procurations, à peine de trois mille livres d'amende, & d'autre plus grande, à l'arbitrage de nos Juges, pour être les provisions expédiées dans le temps dudit decret. Et en cas de retardement, ou juste empêchement, seront tenus de le vérifier par certificats.

X I I I.

Voulons pareillement pourvoir aux plaintes des Indultaires, Gradués, & autres ayant graces expectatives, reçues en France, ensemble des Patrons ecclésiastiques; défendons qu'on aye aucun égard aux provisions des Collateurs ordinaires, & de leurs Vicaires, sur résignation, démission ou permutation, au cas que par icelle les Indultaires, Gradués, & autres ayant graces expectatives, soient privés de l'effet d'icelles, ou les Patrons de leur droit de présentation, si les procurations pour résigner ou permuter, ne sont admises avant le décès du résignant ou permutant, & ne sont insinuées au Greffe des insinuations avant ledit décès. Ce que voulons être gardé & observé par nos Juges sans y contrevenir, à peine de nullité de leurs jugemens.

X I V.

Et pour retrancher un notable abus qui s'est glissé dans quelques Provinces de notre Royaume, en ce qu'on tient les permutations bonnes & valables, bien qu'elles n'ayent été effectuées ni accomplies par l'une des Parties, ce qui est contre la nature & forme essentielle des permutations; nous, sans en rien déroger à la règle *De publicandis*, & en cas que l'un des permittants meure après le temps de ladite règle sans avoir pris possession du Bénéfice permuté, voulons & ordonnons que le survivant desdits permittants demeure entièrement privé du Bénéfice par lui baillé, & du droit qu'il avoit en icelui, & qu'il n'y puisse rentrer sans nouvelle provision, soit que ladite permutation ait été faite en maladie, ou autrement: que les permutations soient effectuées de part & d'autre, & les provisions, au refus des Ordinaires, expédiées auparavant le décès de l'un des permittants, s'il arrive. Comme aussi tous résignataires seront tenus de prendre possession au plus tard dans trois ans après la date des provisions, expédiées en Cour de Rome, du vivant du résignant; & après ledit temps, elles demeureront de nul effet & valeur.

X V.

Voulons & ordonnons que tous dévolutaires, pourvus en Cour de Rome par mort, incapacité, ou autrement, prennent possession des Bénéfices par eux ainsi obtenus dans l'an, & qu'en cas d'opposition ou trouble, ils fassent appeler pardevant nos Juges les

ORDONNANCES DECLARATIONS, &c. §. XV. 69

opposans , ou ceux qui les peuvent troubier aux possessions desdits Bénéfices, trois mois après la prise de possession, autrement déchéeront du droit par eux acquis en vertu desdites provisions, & défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.

XVI.

Nous voulons & ordonnons que toutes procurations *ad resignandum*, ou par permutation, soient registrées des Greffes des insinuations des Diocèses où sont situés lesdits Bénéfices, avant qu'être envoyées en Cour de Rome, & que tous les autres actes qui auront été expédiés & concerneront lesdits Bénéfices, soit Bulles, provisions apostoliques, ou de l'Ordinaire, fulmination des Bulles, Lettres de *Visa*, présentation, représentation, & autres généralement quelconques, à l'exception des expéditions des Bénéfices qui sont de la nomination & collation Royale, soient pareillement registrées esdits Greffes des insinuations dans un mois après la prise de possession. Comme aussi les révocations & rétractations dans le même mois, après qu'elles auront été signifiées, le tout à peine de nullité, tant des prises de possession, que desdites provisions, & autres actes.

XVII.

Ordonnons pareillement que toutes Lettres de degrés & nominations, réquisitions, refus, & tous autres actes faits à la diligence de ceux qui ont des grâces expectatives, approuvées dans le Royaume, comme des Indultaires de joyeux avenement, serment de fidélité, Gradués, & autres, soient insinuées dans lesdits Greffes des insinuations, chacun de leur Diocèse, dans le mois de la date d'icelles, à peine de nullité. Et au défaut de l'insinuation, défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.

XVIII.

Voulons que les Greffiers des insinuations soient personnes laïques, âgées de vingt-cinq ans, & non Officiers & domestiques d'aucuns Ecclésiastiques, ni parens de Banquiers, au degré de pere, fils, oncle ou neveu, & frere. Qu'ils soient assidus es villes & lieux de leursdites résidences, pour expédier promptement les Parties, & sans retardement : auquel effet pourront avoir près d'eux un ou plusieurs Commis laïques pour exercer leur charge en leur absence, maladie ou empêchement légitime, sans néanmoins avoir registre séparé : lesquels Commis seront de la qualité & capacité requise, & prêteront le serment pardevant le Juge Royal de leur résidence, & feront toutes expéditions & enregistrements nécessaires. Et au cas de refus ou dilayement préjudiciable aux Parties, elles pourront en présence de Notaires & témoins, sommer lesdits Greffiers ou leurs Commis d'enregistrer ou insinuer les actes qui leur seront présentés, & s'ils n'y satisfont, ladite sommation & actes qu'on voudra faire insinuer, seront montrés au Lieutenant général, ou en son absence au Substitut de notre Procureur général en la Sénéchaussée ou Bailliage de la ville de la résidence dudit Greffier. Et où il n'y auroit point de Sénéchaussée ou Bailliage, au Juge Royal en chef du lieu ; & en son absence, au Substitut de notre Procureur général, par l'un desquels l'acte de sommation & refus sera signé, & lui en sera laissé copie, moyennant quoi voulons que lesdits actes soient de pareille force que s'ils avoient été insinués, sans néanmoins que les Parties en puissent abuser, supposant des refus ou des retardemens.

XIX.

Voulons que les registres desdits Greffiers des insinuations contiennent au moins trois cens feuillets, & soient réglés & paraphés tout ainsi qu'il a été ordonné ci-dessus pour les Banquiers, & sous les memes injonctions & défenses contenues aux Articles quatre & cinquième de la présente Déclaration.

Et pour donner moyen ausdits Greffiers des insinuations d'exercer leurs Charges avec assiduité & sans distraction, nous voulons qu'ils soient exemptés, & par ce présent Edit nous les exemptons de toutes tutelles, curatelles, commissions, & de toutes autres telles charges publiques: leur octroyons droit de *Committimus* aux Requetes du Palais du Parlement de leur résidence, pour les causes qui concernent la conservation de leursdits privilèges, & les droits dépendans & attribués à leur emploi. Voulons que la connoissance de l'exécution dudit Edit & présente Déclaration appartienne aux Cours de Parlement, après que la vérification y en aura été faite, fors & réservé pour les Bénéfices, dont la connoissance est attribuée par Lettres-patentes au grand-Conseil, que nous n'entendons être révoquée par la présente Déclaration: au contraire voulons être exécutée selon sa forme & teneur, & spécialement pour les Bénéfices dont est pourvu notre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils fassent lire, publier & réviser, & la contenu en icelles inviolablement observer, nonobstant ledit Edit du mois de Novembre 1637, que nous avons d'abondant révoqué & révoquons par ces Présentes, ensemble l'Arrêt de vérification intervenu sur icelui en notre grand-Conseil, le nonobstant aussi toutes Ordonnances & Lettres à ce contraires, auxquelles, & aux déroatoires des déroatoires y contenues, nous avons dérogé & dérogeons; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1646, & de notre règne le quatrième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, la Reine Régente la Mere présente, D^e GUENEGAUD.*

LETTRES DE RELIEF,

d'adresse & de surannation.

Ann. 1647. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, Salut. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, ayant par son Edit du mois de Novembre 1637, fait divers Réglemens sur le fait du contrôle des Bénéfices, pour obvier aux abus qu'il y peut avoir des résignations, prises de possession, & autres actes qui se font pour raison d'iceux; ledit Edit auroit été vérifié par notre grand Conseil: & ensuite nos très-chers & bien-amés les Cardinaux, Archevêques, Evêques, & autres Députés de l'Assemblée générale du Clergé de notre Royaume, tenue par notre permission l'année dernière, nous ayant remontré qu'il se trouvoit plusieurs inconvéniens à l'exécution dudit Edit, nous avons par nos Lettres de Déclaration du mois d'Octobre dernier, entr'autres choses, dit & déclaré, qu'à l'avenir les Réglemens faits par l'Edit du contrôle aient lieu, & soient observés en ce qui n'est point révoqué par notre dite Déclaration, laquelle vous étant présentée, vous pourriez faire difficulté de procéder à son enregistrement, pour n'avoir vérifié ledit Edit du contrôle. A ces causes, de l'avis de la Reine Régente notre très-honoré Dame & Mere, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous vous mandons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, que nonobstant que l'adresse dudit Edit ne vous ait été faite, sans vous arrêter à la surannation intervenue en icelui, vous ayez à procéder à son enregistrement, pour les articles qui ne sont point révoqués par nosdites Lettres de Déclaration, lesquelles avec ledit Edit sont ci-attachées sous le contre-scel de notre Chancellerie, & iceux faire exécuter, garder & observer sans y contrevenir en quelque sorte & manière que ce soit, nonobstant ledit défaut d'adresse & ladite surannation, que ne voulons nuire ni préjudicier; car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le vingt-quatrième jour

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 71

d'Avril, l'an de grace mil six cent quarante-sept, & de notre regne le quatrième.
Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, la Reine Régente sa Mere présente.
 DE LOMENIE.

REQUÊTE DES AGENS GENERAUX DU CLERGE' DE FRANCE,

à Nosseigneurs de Parlement.

Supplient humblement les Agens du Clergé de France, disant que pour remédier aux Ann. 1646
 abus qui se peuvent rencontrer es résignations, prises de possession, & autres actes en dépendans, les Députés de l'Assemblée générale du Clergé ont obtenu Lettres patentes du Roi au mois d'Octobre dernier, adressantes à la Court : ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaist enteriner & verifier lesdites Lettres, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & vous ferez bien. DE BELLIER.

Soit montré au Procureur général du Roi. Fait en Parlement le premier Décembre 1646.

ARREST DE VERIFICATION,

de l'Edit de Contrôle, & de la Déclaration du mois d'Octobre 1646.

Extrait des Régistres de Parlement.

VU par la Court, les Grand-Chambre, Tournelle & de l'Edit assemblées, les Lettres-patentes du Roi en forme de Déclaration, sur l'Edit de contrôle des Bénéfices du mois de Novembre 1637, données à Fontainebleau au mois d'Octobre 1646, signées, LOUIS, & plus bas, Par le Roi, la Reine Régente sa mere présente, DE GUENEGAUD, & scellées sur lacs de soye du grand sceau de cire verte, pour obvier aux abus qu'il peut y avoir es résignations, prises de possession des Bénéfices, & autres actes en dépendans, ainsi que plus au long le contiennent lesdites Lettres, adressantes à la Court : *Duplicata* dudit Edit de contrôle des Bénéfices, donné à Saint Germain en Laye au mois de Novembre de l'année 1637, signé, LOUIS, & plus bas, Par le Roi, DE LOMENIE. Lettres de relief, d'adresse & surannation, données à Paris le 14 Avril 1647, signées, LOUIS, & plus bas, Par le Roi, la Reine Régente sa mere présente, DE LOMENIE, & scellées sur simple queue du grand sceau de cire jaune, par lesquelles ledit Seigneur Roi, de l'avis de ladite Dame Reine, manda & ordonne à la Court qu'elle ait à procéder à l'enregistrement dudit Edit de contrôle desdits Bénéfices, pour les articles qui ne sont point révoqués par lesdites Lettres de Déclaration, nonobstant ledit défaut d'adresse, & sans s'y arrêter, ni à la surannation arrivée en icelui, qu'il ne veut nuire, ni préjudicier, lesdites Lettres attachées sous le contre-scel de la Chancellerie : Requête présentée à ladite Court par les Agens généraux du Clergé de France, à fin d'entérinement & vérification desdites Lettres d'Edit du mois de Novembre 1637, Déclaration sur icelui d'Octobre 1646, & de relief, d'adresse & surannation du 24 Avril 1647. Acte d'opposition à la vérification desdites Lettres du 19 Août 1647, formée par les propriétaires des Offices de Contrôleurs anciens, alternatifs & triennaux des procurations & autres actes Bénéficiaires. Arrêt du 19 dudit mois d'Août, par lequel la Court, pour faire droit sur ladite opposition, auroit appointé les Parties à mettre leurs pièces dans trois jours, & joint audit Lettres, moyen d'opposition des opposans : réponses à iceux : répliques desdits opposans des 23, 29 & 31 dudit mois d'Août. Requête desdits opposans du 30 Juin dernier, à ce que défenses fussent faites aux Greffiers des insinuations ecclésiastiques, de faire aucune fonction dudit contrôle sous quelque prétexte que ce soit, ni d'enregistrer, ni insinuer aucuns actes qu'ils n'ayent été auparavant contrôlés par les Commis des Supplians, & d'eux paraphés, jusques après leur remboursement effectivement fait de la finance du

leursdits Offices, frais & loyaux-couts, en un seul payement; & cependant ordonner que tous les actes sujets audit contrôle seroient contrôlés en icelui, à peine de nullité d'iceux: que les droits dus pour ledit contrôle seroient payés conformément audit Edit & Déclaration. Ladite Requête de l'Ordonnance de ladite Cour signifiée & mise en sac. Conclusions du Procureur général dudit Seigneur Roi: & tout considéré; ladite Cour sans s'arrêter à ladite opposition, & requête du 30 Juin, a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres de Déclaration seront lues, publiées & enregistrées au Greffe d'icelle, à la charge que ladite Déclaration & Arrêt de vérification serviront de réglemant à l'avenir pour être exécutés ainsi qu'il s'ensuit: que dès-à-présent les Offices de Contrôleurs anciens, alternatifs, triennaux & quadriennaux demeureront supprimés, & seront les Acquéteurs d'iceux remboursés par le Clergé de la finance actuellement payée, à cette fin représenteront leurs quittances pardevant le Conseiller Rapporteur du présent Arrêt, qui seront communiquées au Procureur général du Roi & audit Clergé, pour y dire ce que bon leur semblera. Fait défenses à ceux qui étoient ci-devant pourvus des Offices de Contrôleurs, d'en faire aucunes fonctions après la publication desdites Lettres, à peine de faux, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties, & que tous les actes qui étoient sujets audit contrôle seront enregistrés par les Greffiers des insinuations, sans qu'ils puissent prendre plus grands droits que ceux qu'ils avoient droit de prendre auparavant l'Edit de contrôle révoqué; & conformément au XVI article de ladite Déclaration, les procurations *ad resignandum*, ou par permutation, seront enregistrées au Greffe des insinuations, & ce faisant les mots insérés audit XVI article (des Diocèses où sont situés lesdits Bénéfices) en seront ôtés, & sans approbation des évocations & attributions au grand-Conseil par Lettres-patentes mentionnées à la fin de l'article XX. Et seront copies desdites Lettres de Déclaration & du présent Arrêt envoyées en tous les Bailliages du ressort, &c. Fait en Parlement le 2 Août 1649. Signé, Du TILLET.

DECLARATION DU ROI,

Qui oblige les résignataires & les permuteurs à faire insinuer au Greffe des Diocèses où les actes ont été passés.

Du.... Janvier 1651.

Ann. 1651.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous présent & à venir, Salut. Nos très-chers & bien amés les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques assemblés par notre permission en notre ville de Paris, nous ayant remontré que voulant détruire & empêcher l'effet des peites dates, & corriger quelques abus qui s'étoient glissés dans les procurations *ad resignandum*, & permutation des Bénéfices, nous aurions pour remédier à ces abus, en l'année 1637, par Edit créé & érigé des Contrôleurs en titre d'Office; à l'exécution duquel s'étant rencontré plusieurs difficultés, & entr'autres l'attribution de juridiction donné par ledit Edit au grand-Conseil, qui faisoit que les Provinces éloignées souffroient de grandes dépenses pour y venir plaider, les Archevêques, Evêques & Ecclesiastiques assemblés par notre permission en notre dite Ville de Paris en l'année 1645, nous ayant demandé la revocation de cet Edit, comme fait sans leur participation, & très-nuisible à leur Ordre par certaines clauses insérées, qui rendoient l'exécution d'icelui impossible; nous aurions à leur très-humble prière & désirant les traiter favorablement, révoqué ledit Edit par notre Déclaration de l'année 1646, & icelui réformé en certains articles, qui donnoient sujet à leurs plaintes, & réuni la fonction dudit contrôle au Greffe des insinuations établie dans tous les Diocèses de notre Royaume, laquelle Déclaration nous avons ordonné être vérifiée dans nos Parliemens selon sa forme & teneur; à laquelle notre Parlement de Paris procédant, auroit par son Arrêt du 2 Août 1649, modifié l'article seizième, en ce qu'il oblige les Bénéficiers de faire insinuer dans le Greffe des Diocèses où les Bénéfices sont situés, les procurations *ad resignandum*, ou permutation,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 73

tation, avant que de les envoyer en Cour de Rome; & ordonné que ces mots insérés dans ledit article *des Diocèses où sont situés les Bénéfices*, en seroient ôtés, laquelle modification, si elle subsistoit, pourroit faire renaitre les abus que nous avons voulu corriger. Sur ce qui nous a été remontré, que l'article seizième, aux termes qu'il est conçu, impose une nécessité onéreuse aux Bénéficiers, qui sont absens des Diocèses où leurs Bénéfices sont situés, lorsqu'ils veulent résigner, d'envoyer dans iceux leurs procurations *ad resignandum* à l'effet de l'insinuation; ce qui les oblige à de grandes dépenses par l'envoi des courtiers extraordinaires. A quoi étant nécessaire de pourvoir, de l'avis de la Reine Regente, notre très-honorée Dame & mere, voulons & ordonnons, en interprétant l'article seizième de ladite Déclaration du mois d'Octobre 1646, que toutes procurations *ad resignandum*, ou par permutation, soient registrées es greffes des Diocèses, dans lesquels les procurations, & autres actes, dont l'insinuation est ordonnée auront été passées, & ce auparavant que d'être envoyées en Cour de Rome, lesquelles procurations les pourvus desdits Bénéfices seront en outre tenus & obligés de faire registrer dans les greffes des insinuations des Diocèses où les Bénéfices sont situés, six semaines après l'expédition de la procuracion desdits Bénéfices, le tout à peine de nullité. Voulons néanmoins que les autres articles contenus en ladite Déclaration soient exécutés selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles inviolablement observer, nonobstant ledit article seizième de notre Déclaration de l'année 1646, que nous avons par ces Présentes révoqué & revoquons: ensemble les Arrêts de vérification intervenus sur icelui, Ordonnances & Lettres à ce contraires, auxquelles, & aux déroatoires sur icelles & contenus nous avons dérogé & dérogeons; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Janvier l'an de grace 1651, & de notre regne le huitième. *Signé*, LOUIS. *Et sur le repli*, Par le Roi, la Reine Regente sa mere présente. DE GUENEGAUD.

EDIT DU ROI,

Qui érige les Greffes des Insinuations en titre d'Office & qui détaille les actes qui y sont sujets.

Dn... Décembre 1691.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tons présents & Ann. 1691: à venir, Salut. Les fraudes, & les abus qui se commettent dans les actes concernant l'état des personnes ecclésiastiques, & les titres des Bénéfices, étant d'une dangereuse conséquence dans la police de l'Eglise, les Rois nos prédécesseurs ont crû être obligés de s'appliquer sérieusement à en rechercher la cause, pour y apporter ensuite le remède convenable, & ayant trouvé que le désordre provenoit principalement de la facilité qu'il y avoit d'antidater plusieurs expéditions bénéficiales de la clandestinité des résignations qui demeuroient secrètes jusqu'à l'extrémité de la vie des résignans, du peu de soin que les Abbés Commendataires, les Patrons, & Collateurs particuliers, avoient de tenir registre des présentations & collations qu'ils expédioient, & de ce qu'après leur mort les minutes de leurs présentations & collations étoient le plus souvent perdues, ensorte que quand leurs successeurs en avoient besoin pour justifier qu'ils étoient en possession d'un patronage, ils ne pouvoient le trouver. Le Roi Henry II, auroit sur les remontrances de plusieurs bons & notables Archevêques, Evêques & autres Prélats du Clergé de France, fait publier en 1553, son Edit, portant creation d'un ou plusieurs Greffes des insinuations ecclésiastiques, en chaque Diocèse du Royaume, & permis aux Archevêques & Evêques d'en nommer par provision les Greffiers jusqu'à

Tome VI.

K

ce qu'autrement en eut été ordonné ; mais l'exécution de son Edit ayant été négligée, les plaintes des malversations qui se commettoient dans les actes concernant les matieres bénéficiales, auroient continué. Et le Roi Henry IV notre ayeul de glorieuse mémoire, jugeant qu'il n'y avoit point de meilleur moyen pour les faire cesser que de pourvoir définitivement à l'établissement de ces Greffes, les auroit érigés par son Edit de 1595, en Offices Royaux, séculiers & domaniaux ; & après les avoir établis, le Clergé auroit obtenu en l'année 1615, du Roi Louis XIII, notre très-honoré Seigneur & peie la permission de rembourser ceux qui les auroient acquis, de la finance par eux payée, & qui étoit actuellement entrée en nos coffres, à la charge de commettre des personnes laïques & capables pour les exercer, en exécution de laquelle permission plusieurs propriétaires desdits Greffes ayant été remboursés, les domestiques de quelques Ordinaires auroient été commis pour faire la fonction de Greffiers des insinuations, & ayant donné lieu à des plaintes contre leur conduite, ledit Seigneur Roi leur auroit enjoint par l'Ordonnance de 1629, de se démettre desdits Greffes, & auroit créé par son Edit de 1637, dans les Villes principales du Royaume des Contrôleurs de procurations pour resigner, & des autres actes concernant les Bénéfices ; mais s'étant rencontré plusieurs inconvéniens pour l'exécution de ce dernier Edit, nous aurions permis par notre Déclaration de 1646, aux Syndics du Clergé de rembourser lesdits Contrôleurs, & ordonné moyennant leur remboursement, que leur Charge seroit faite par les Greffiers des insinuations des Diocèses, chacun dans son ressort. Et comme nous sommes informés que notredite Déclaration est diversement interprétée, & exécutée dans nos Cours de Parlement, & par notre grand-Conseil, les uns voulant suivre ce qui est porté par l'article XIX de l'Edit du contrôle ; les uns jugeant que les procurations pour resigner & autres actes ne sont nuls pour défaut d'insinuation, que quand ils sont suspects de fraude, ou de faux, & les autres ayant fait des réglemens pour obliger d'insinuer les significations des Indultaires & des Gradués, & les procurations pour resigner avant l'envoi en Cour de Rome, à peine de nullité, ce qui rend l'insinuation de la plupart des actes arbitraire, les Bénéfices litigieux, & fait que l'événement des complaints au fonds ne dépend le plus souvent que de l'issue d'un règlement de Juges, à quoi il est nécessaire de pourvoir, & de faire sur ce une loi générale, qui établisse une Jurisprudence uniforme, tant pour régler les actes qu'il est nécessaire d'insinuer, que pour déterminer le temps dans lequel ils doivent être insinués. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par le présent Edit perpétuel, & irrévocable, éteint & supprimé, éteignons & supprimons les Offices des Greffiers des insinuations ecclésiastiques créés par Edits des mois de Mars 1553, & Juin 1595, & avons par le présent Edit créé, érigé & établi, créons & établissons en titre d'Office formé héréditaire, domanial, royal, & séculier, des Offices des Greffiers des insinuations ecclésiastiques dans chaque Diocèse de notre Royaume, pays, terres, & Seigneuries de notre obéissance, dont le nombre sera fixé par les rôles qui seront arrêtés en notre Conseil.

ARTICLE PREMIER.

Voulons qu'en attendant la vente desdits Offices, il soit par nous commis à l'exercice ; à l'effet de quoi seront toutes commissions expédiées en notre grande Chancellerie.

II.

Ceux qui sont à présent pourvus, ou jouissans desdits Offices, représenteront en notre Conseil les contrats de la première vente qui en a été faite, leurs provisions, quittances de finance, leurs contrats particuliers d'acquisition, & autres titres de propriété, en vertu desquels ils exercent, pour être remboursés sur le fonds qui sera à cet effet destiné.

III.

Voulons que lesdits anciens Greffiers, & tous autres, ayant en leur possession les

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 75

anciens réglemens des infinuations ecclésiastiques, qu'eux, & leurs auteurs ont tenu jusqu'à présent, soient contraincts de les remettre entre les mains des nouveaux Titulaires après leur réception, ou de ceux qui seront par nous commis, huitaine après le commandement fait à leurs personnes, ou à leur domicile, sous peine de perte de leur finance. Inventaire préalablement fait desdits réglemens, par le Lieutenant général du Bailliage, au ressort duquel le Greffe sera établi, & seront tenus les nouveaux Titulaires, ou ceux par nous commis, de se charger desdits réglemens au pied de l'inventaire.

IV.

Ceux qui leveront lesdits Offices, seront tenus de prendre des provisions, qui leur seront expédiées sur les quittances du Trésorier de nos revenus casuels, & seront ensuite reçus sans frais, pardevant nos Baillifs, & Sénéchaux du lieu de leur résidence, après avoir toutefois fait information de leurs vie & mœurs.

V.

Nul ne pourra être pourvu desdits Offices, ni commis à l'exercice d'iceux, s'il n'est laïque, âgé de vingt-cinq ans, non parent de Banquier au degré de pere, fils, oncle neveu, ou frere, non Officier & domestique d'aucun Ecclésiastique. Seront lesdits Greffiers assidus es Villes & lieux de leur résidence, pour expédier promptement les parties, & sans retardement, auquel effet pourront avoir près d'eux, un ou plusieurs Commis pour exercer leurs Charges en leur absence, maladie, ou empêchement légitime, lesquels Commis prêteront serment pardevant le Juge Royal de leur résidence, & feront toutes expéditions, & enregistrements nécessaires, & en cas de refus, ou dilatement d'insinuer, permettrons aux parties de sommer lesdits Greffiers, ou leurs Commis, en présence d'un Notaire Royal, apostolique, & de deux témoins, d'enregistrer les actes qui leur seront présentés, & s'ils n'y faisoient, ladite sommation & acte qu'on voudra faire insinuer, seront montrés au Lieutenant général, ou en son absence au Substitut de notre Procureur général, en ladite Sénéchaussée, ou Bailliage de la Ville de la résidence dudit Greffier, & où il n'y auroit point de Sénéchaussée ou Bailliage, au Juge Royal en chef du lieu, & en son absence, au Substitut de notre Procureur général, par l'un desquels l'acte de sommation, & refus sera signé, & lui en sera laissée copie, moyennant quoi, voulons que lesdits actes soient de pareille force que s'ils avoient été insinués, sans néanmoins que les parties en puissent abuser, supposant des refus, ou des retardemens.

VI.

Ne pourront lesdits Greffiers & Commis avoir qu'un seul registre en même temps, ni enregistrer aucune expédition en un nouveau registre, que le précédent ne soit entièrement rempli, à peine de punition corporelle contre lesdits Greffiers & Commis, & de privation de leurs Charges; & seront obligés de représenter leurs registres aux Archevêques & Evêques de leur résidence, à nos Procureurs généraux, & à leurs Substituts, lorsqu'ils en seront par eux requis, pour voir s'ils y ont gardé la forme prescrite par notre présent Edit, sans néanmoins que sous ce prétexte ils puissent être défaits de leursdits registres.

VII.

Ne pourront aussi lesdits Greffiers ni leurs Commis, instrumenter comme Notaires Royaux, & apostoliques, en aucun acte sujet à insinuation, dans leurs registres, à peine de nullité de l'acte. Leur défendons de laisser aucun blanc entre les enregistrements, à peine d'être procédé contre le Greffier, comme faussaire, & de quinze cens livres d'amende, dommages & intérêts des parties.

VIII.

Voulons que les registres des Greffiers des insinuations, contiennent au moins trois

cens feuillets, & que chaque page soit réglée de lignes droites, tant en haut qu'en bas, & aux côtés; & auparavant que d'être écrite, & enregistrer aucune expédition en icelui ils soient tenus de le présenter à l'Archevêque ou Evêque Diocésain, & au Lieutenant général de la Sénéchaussée ou Bailliage du lieu, lesquels seront cotter de nombres continus tous les feuillets dudit registre, parapheront, & seront parapher chacun d'eux par leurs Greffiers, & signeront avec eux l'acte qui en sera écrit à la fin du dernier feuillet contenant le nombre des feuillets d'icelui le jour qu'il aura par eux été paraphé, & le quantième est ledit registre, le tout à peine contre lesdits Greffiers, de faux, de trois mille livres d'amende, dépens, & intérêts des parties.

I X.

Les Edits faits par les Rois nos prédécesseurs sur l'insinuation des actes concernant l'état des personnes ecclésiastiques, & les titres des Bénéfices, seront à l'avenir inviolablement observés en ce qui n'y est point dérogé par notre présent Edit, & en les renouvellant en tant que besoin seroit, & y ajoutant: ordonnons que les Lettres de Ton-sure, celles, des quatre Mineurs, de Soudiaconat, de Diaconat, & de Prêtrise; ensemble les demissoires, seront insinués dans le mois, au greffe du Diocèse de l'Evêque qui aura conféré les Ordres; les Indults pour être promu aux Ordres avant l'âge ou hors les Quatre-temps; les dispenses sur le défaut de naissance, pour prendre les Ordres, les signatures d'absolution à *malâ promotione*, celles d'absolution d'apostasie, avec dispense pour les Ordres, les dispenses sur irrégularités, avec réhabilitation aux Ordres; les protestations pour réclamer contre les Ordres de Soudiacre & de Diacre; les Brefs déclaratoires de nullité de la promotion à l'Ordre de Soudiacre, ou de Diacre; les Sentences de fulmination desdites dispenses & Brefs seront insinués dans le mois de la fulmination pour celles qui sont en forme commissoire, & dans le mois de la promotion aux Ordres, pour celles qui sont en forme gracieuse, sinon, & en cas de défaut d'insinuation, ne pourront les parties s'en servir devant nos Juges dans les complainies bénéficiales, ni autres instances concernant leur état: faisons défenses à nos Juges d'y avoir égard.

X.

Toutes procurations pour résigner purement & simplement, en faveur, pour cause de permutation, de coadjutorie, avec future succession, ou en quelque autre façon que ce soit, même pour union entre les mains de notre saint Pere le Pape, de son Legat, ou de l'Ordinaire, consentir création, ou extinction de pension, les revocations desdites procurations, les significations d'icelles, les provisions de la Cour de Rome, de la Légation, ou de l'Ordinaire, expédiées sur lesdites résignations les requisiions, & refus de *Visa*, les actes de fulmination, les *Visa*, les procurations pour prendre possession, les prises de possession, les publications d'icelles, les actes de renonciation, ou refus d'accepter une résignation, seront insinués dans le temps ci-après déclaré.

XI.

Toutes procurations pour résigner en faveur, ou permuter, seront insinuées auparavant d'être envoyées en Cour de Rome, & greffées des Diocèses, dans lesquelles les Notaires les auront reçues; & si elles avoient été passées hors les Diocèses où les Bénéfices résignés sont situés, les pourvus desdits Bénéfices sur icelles, seront en outre tenus de les faire enregistrer dans le greffe des insinuations du Diocèse, au dedans duquel les Bénéfices seront aliés, dans trois mois après l'expédition de leurs provisions, le tout à peine de nullité.

XII.

Si les résignataires ou permutans, pourvus par le Pape, ont différé leur prise de possession plus de six mois, & les pourvus par démission, ou permutation en la légation, ou par l'Ordinaire, plus d'un mois, ils seront tenus de prendre ladite possession, & icelle faire publier, & insinuer conjointement avec la provi-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 77

sion , au plus tard deux jours auparavant le décès du régnant , ou compermanant , sans que le jour de la prise de possession , publication , & insinuation d'icelles , & celui de la mort du régnant , soient compris dans ledit temps de deux jours ; & à faute d'avoir pris ladite possession , & icelle fait publier , & insinuer deux jours avant ledit décès , voulons lesdits Bénéfices être déclarés , comme par ce présent Edit nous les déclarons , vacans par la mort du régnant .

XIII.

Déclarons les provisions des Collateurs ordinaires , par demission , ou permutation ; nulles , & de nul effet & valeur , en cas que par icelles les Indultaires , Gradués , Bréviaires de joyeux avènement , & de serment de fidélité , soient privés de leurs grâces expectatives , ou les Patrons de leur droit de présentation , si les procurations pour faire les demissions , & permutations , ensemble les provisions expédiées sur icelles par les Ordinaires , n'ont été insinuées deux jours francs avant le décès du régnant ou permuant , le jour de l'insinuation , & celui du décès non compris ; ce que nous voulons être exactement gardé par nos Juges , sans y contrevenir , à peine de nullité de leurs jugemens .

XIV.

Les présentations des Patrons ecclésiastiques & laïques , les représentations , les provisions des Bénéfices séculiers & réguliers , en titre , ou en commande , par les Collateurs ordinaires ; les nouvelles commandes obtenues à Rome , les mandemens des Archidiaques pour mettre en possession , les collations laïques , les provisions du Cour de Rome , par mort , ou par dévolut ; les requisiions de *Visa* , les *Visa* , les actes de refus , les certificats de Banquiers que la grace est accordée par le Pape ; les Ordonnances des Juges , les Sentences & Arrêts portant permission de prendre possession civile ; les prises de possession , les attestations des Ordinaires , pour obtenir Bénéfices en forme gracieuse , les procurations pour prendre possession , les prises de possession , & autres expéditions , seront insinuées dans le mois de leur date au Greffe du Diocèse où les Bénéfices sont situés ; & si lesdites expéditions ont été datées d'un lieu hors le Diocèse & ne peuvent pas commodément y être insinuées dans ce délai , les parties seront tenues , pour en assurer la date , de les faire insinuer dans le mois , au Greffe du Diocèse où elle auront été faites ; & seront en outre obligées de les faire insinuer deux mois après au Greffe du Diocèse , où les Bénéfices sont situés . Comme aussi , voulons que les provisions des Ordinaires , qui contiennent la collation de deux ou plusieurs Bénéfices , assis en divers Diocèses , soient enregistrées en l'un & l'autre desdits Diocèses ; sçavoir , celles de l'Ordinaire , dans le mois de leur date , au Greffe de l'un desdits Diocèses , & le mois suivant dans le Greffe de l'autre ; celle de Rome , ou de la Légation , au Greffe pareillement de chacun desdits Diocèses , un mois après la prise de possession de chacun desdits Bénéfices ; le tout à peine de nullité .

XV.

Seront pareillement sujettes à l'insinuation , dans le mois , à peine de nullité , les provisions de Bénéfices accordées par les Ordinaires , sur notre nomination ; les prises de possession desdits Bénéfices , & de ceux étant à notre collation à titre de regale , ou à cause de la fondation de Eglises , nonobstant l'Art. XVI de notre Déclaration du mois d'Octobre 1646 , que nous avons revuée pour ce regard seulement .

XVI.

Les Bulles de Cour de Rome contenant provisions d'Archevêchés , d'Evêchés , d'Abbayes , Prioures conventuels , des premieres Dignités des Eglises cathédrales & collégiales , ou d'autres Bénéfices situés en pays prétendus d'obédience , en forme communautaire , ou gracieuse ; celles de Coadjutorie , toutes les dispenses pour obtenir lesdites

néfices, celles pour en retenir d'incompatibles, & autres; les fulminations desdites Bulles, & dispenses; les actes de prises de possession, les signatures de Cour de Rome, & Bulles expédiées en la Légation d'Avignon, par mort, ou dévolut; & généralement tous autres actes faits en exécution desdites Bulles, & signatures, seront infinués dans le mois après la prise de possession, à peine de nullité.

XVII.

Les homologations de concordats en Cour de Rome, ou à la Légation, les Bulles & signatures contenant la création, ou l'extinction d'une pension, & les procurations pour y prêter consentement, seront infinuées au greffe des Diocèses, où les Bénéfices chargés de pension seront situés, & ce dans trois mois à compter du jour que les Banquiers expéditionnaires auront reçu lesdites expéditions; & à cette fin seront tenus lesdits Banquiers d'écrire au dos desdites expéditions, le jour qu'ils les auront reçues.

XVIII.

Les Lettres de degrés, les certificats de temps d'étude, les nominations par les Universités, les significations desdites lettres, les procurations pour notifier les noms & surnoms des Gradués, en temps de Carême; les notifications, les significations de lettres d'Indult accordées aux Officiers de notre parlement de Paris, celles des lettres de joyeux avènement, & de serment de fidélité; les procurations pour requérir Bénéfices seront infinués au Greffe du Diocèse, dans lequel seront situés les Prélatures, Chapitres, Dignités, & autres Bénéfices de Patrons & Collateurs, auxquels lesdites Lettres seront adressées; & en sera ladite infinuation faite dans le mois de la date de chacune desdites significations. Seront pareillement infinués dans le mois de leur date, les requêtes de Bénéfices, faites par lesdits expectans, les présentations & collations qui leur sont données, les actes de refus, les provisions concédées par les exécuteurs desdites grâces expectatives, les actes de prise de possession, & les decrets d'érection, de suppression, & union des Bénéfices, le tout à peine de nullité.

XIX.

Et d'autant qu'il paroît souvent devant nos Juges des réclamations contre les professions religieuses, suspectes d'antidares, voulons que les actes de réclamation dans les cinq années, contre la profession religieuse, ensemble les dispenses de la publication d'un, ou de deux bans de mariage, soient infinués dans le mois de leur date, à peine de nullité; & seront pareillement infinués les actes de vêtue, noviciat, & profession; les Indults de translation d'un Ordre à un autre, les Brefs déclaratoires de nullité d'une profession religieuse, les sentences sur lesdits Brefs, les dispenses de mariage, & les sentences de fulmination, autrement les parties ne pourront s'en servir devant nos Juges, & seront tenus les Greffiers d'influier sans frais les actes concernant la profession des Religieux & Religieuses des Ordres Mandians.

XX.

Enjoignons à tous pourvus de Bénéfices, qui n'ont pas acquis la possession annuelle paisible, de faire infinuer dans le mois, à compter du jour de la publication de notre présent Edit les titres & actes, en vertu desquels ils sont entrés en possession de leurs Bénéfices; sinon, & en cas qu'ils y soient troublés, faisons défenses à nos Juges d'avoir égard auxdits titres & actes.

XXI.

Les Vicariats pour présenter & conférer Bénéfices, même les procurations baillées par les Chanoines absents, pour nommer aux Bénéfices qui vacqueront en leur tour, ou les conférer, ne pourront servir aucun effet, ni aucunes nominations, présentes,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 79
tions, ou collations être faites en vertu d'iceux, jusqu'à ce qu'ils aient été régitrés au Greffe du Diocèse, où est assis le chef-lieu des Prélatures, Chapitres & Dignités desquelles dépendent les Bénéfices, & seront sujettes à semblable insinuation, les revocations desdits Vicariats, les provisions d'Official, celles de Vicegerent, de Promoteur, de Substitut du Promoteur, de Greffier des Officialités, ou Chapitres, & les actes de remerciement fait par les Prélats ou Chapitres audit Official, pour en pourvoir d'autres en leur place.

XXII.

Enjoint à nos Cours de Parlement, à notre grand-Conseil, & à tous autres Juges, de tenir la main à l'exécution de notre présent Edit, leur défendons d'avoir égard aux actes ci-dessus exprimés, qui n'auront été insinués, & si aucun jugement ou Arrêt étoit donné au contraire, nous l'avons dès à présent déclaré nul, & de nul effet & valeur.

XXIII.

Et pour engager les particuliers qui se seront pourvoir desdits Offices, à exercer leurs Charges avec assiduité, & sans distraction, voulons qu'outre les droits que nous leur permettons de prendre suivant le Tarif arrêté en notre Conseil, ils jouissent encore de quatre cens livres de gages, de trois quartiers desquels le fond sera laissé dans l'état de nos domaines de chaque Généralité, pour leur être payés par nos Fermiers; & afin qu'ils vacquent avec liberté à leurs fonctions, nous leur accordons pareillement l'exemption de logement effectif de gens de guerre, de la collecte des tailles, guet & garde, tutelle, curatelle, & autres charges publiques.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides à Paris, que notre présent Edit ils aient à faire lire, publier & régitrer, & le contenu en icelui garder & observer, selon sa forme &eneur, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, qui pourroient être mis ou donnés nonobstant tous Edits, Déclarations, Ordonnances, Réglemens, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par notre présent Edit; aux copies duquel collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles, au mois de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-onze, & de notre regne le quarante-neuvième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHÉLYPEAUX Vise, BOUCHERAT. Et scellé du grand sceau de cire verte.

Régitrées, oui & ce requerans le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur force &eneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lues, publiées, & régitrées; enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 2 Janvier 1692. Signé, DU TILLET.

T A R I F

DES DROITS QUE LE ROI EN SON CONSEIL;
veut & ordonne être payés aux Greffiers des Insinuations,
créés par Edit du mois de Décembre 1691.

S Ç A V O I R,

P Our l'insinuation des Bulles d'archevêché ou évêché, & la prise de possession, cent livres, ci, ... xxx. L

- Pour l'insinuation des Bulles d'Abbayes, fulmination, & prise de possession, vingt livres, ci, xx l.
- Pour l'insinuation des Bulles de Prieurés conventuels, de nomination Royale, fulmination & prise de possession, dix-huit livres, ci, xviij l.
- Pour l'insinuation des Bulles des premières Dignités des Eglises cathédrales & Prieurés conventuels collatifs, fulmination de Bulles & prise de possession, quinze livres, ci, xv l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, douze livres, ci, xij l.
- Pour les Bulles des premières Dignités des Eglises collégiales, fulmination & prise de possession, neuf livres, ci, ix l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, six livres, ci, vj l.
- Pour les signatures des Dignités, Personnats & Offices des Eglises cathédrales, *Visa*, & prise de possession, huit livres, ci, viii l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & prise de possession, sept livres, ci, vij l.
- Pour les signatures des Dignités, Personnats & Offices des Eglises collégiales, *Visa*, prise de possession, sept livres, ci, vij l.
- S'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & prise de possession, six livres, ci, vi l.
- Pour les signatures des Prébendes des Eglises métropolitaines & cathédrales, *Visa*, & prise de possession, six livres, ci, vi l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & prise de possession, cinq livres, ci, v l.
- Pour les signatures des Prébendes des Eglises collégiales, *Visa*, prise de possession, & publication, cinq livres, ci, v l.
- S'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, quatre livres, ci, iv l.
- Pour les prises de possession des premières Dignités des Eglises cathédrales, en vertu de provisions en Regale, huit livres, ci, viii l.
- Prises de possession des Dignités, Personnats & Offices des Eglises cathédrales, en vertu de provisions en Regale, quatre livres, ci, iv l.
- Prises de possession des Prébendes des Eglises cathédrales & collégiales, en vertu des provisions en Regale, trois livres, ci, iii l.
- Prises de possession des premières Dignités des Eglises de fondation Royale, quatre livres, ci, iv l.
- Prises de possession des Dignités, Personnats & Offices des Eglises de fondation & collation Royale, trois livres dix sols, ci, iii l. x s.
- Prises de possession des Prébendes dans les Chapitres de fondation & collation Royale, deux livres, ci, ii l.
- Signatures en forme commissaire, ou gracieuse, *Visa*, prise de possession des semi-Prébendes, Chapellenies, Chapelles, & autres Bénéfices du bas Chœur des Eglises cathédrales & collégiales, quatre livres, ci, iv l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, trois livres, ci, iii l.
- Signatures de Prieurés simples en titre, ou commande, en forme commissaire, ou gracieuse, *Visa*, prise de possession, & publication, huit livres, ci, viii l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, six livres, ci, vi l.
- Signature en forme commissaire ou gracieuse, *Visa*, & prise de possession d'Offices claustraux, trois livres, ci, iii l.
- Et s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, deux livres, ci, ii l.
- Signature de nouvelle commande, trois livres, ci, iii l.
- Signature de Prieurés-Curés en titre ou en commande, Curés, Vicaires perpétuels, Chapellenies & Chapelles, *Visa*, prises de possession & publication, cinq livres, ci, v l.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 81

- ci, Er s'il n'y a qu'une collation de l'Ordinaire, & une prise de possession, quatre livres, ci, ... v l.
- Présentations, représentations, mandemens d'intronisation, requisiions de provisions, ou *Visa* avec refus, ou sans refus, attestation de vie & mœurs, pour faire expédier en forme gracieuse, procurations pour prendre possession, sera payé pour chacun desdits actes, dix sols, ci, ... x s.
- Les concordats & homologation d'iceux, à Rome, ou à la Légation, trois livres, ci, ... iij l.
- Procuracion pour resigner en faveur purement & simplement, pour cause de permutation, ou en quelque autre façon & maniere que ce soit, une livre dix sols, ci, ... j l. x s.
- Revocation de procuracion pour resigner, & signification d'icelle, une livre dix sols, ci, ... j l. x s.
- Repudiation d'une resignation, ou autre provision, une livre, ci, ... j l.
- Création de pension sur Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés conventuels de nomination Royale, huit livres, ci, ... viij l.
- Créations de pension sur autres Bénéfices, quatre livres, ci, ... iv l.
- Procuracion pour consentir la réduction, ou extinction d'une pension, une livre, ci, ... j l.
- Signature d'extinction de pension sur Bénéfice de nomination Royale, six livres, ci, ... vi l.
- Signature d'extinction de pension sur autre Bénéfice, trois livres, ci, ... iij l.
- Signification des Lettres d'Indults, de joyeux avènement, & de serment de fidélité, procuracion pour requérir Bénéfices, requisiions, sera payé pour chacun desdits actes, une livre, ci, ... j l.
- Lettres de degrés, certificats de temps d'étude, nominations par les Universités, significacions desdites lettres, procuracions pour notifier le nom & surnom d'un Gradué en temps de Carême, acte de notification, procuracion pour requérir Bénéfice, requisiions; sera payé pour chacun desdits actes, une livre, ci, ... j l.
- Chaque lettre d'Ordres, dix sols, ci, ... x s.
- Demissoire pour prendre les Ordres, dix sols, ci, ... x s.
- Indult pour être promu aux Ordres hors les Quatre-temps, une livre dix sols, ci, ... j l. x s.
- Indult pour être promu aux Ordres avant l'âge & autres dispenses de Rome, ou de la Légation, sur la promotion, réhabilitation aux Ordres, ou absolution à *malis promotione*, sera payé pour chacun desdits Indults & dispense, quatre livres, ci, ... iv l.
- Protestation contre la promotion aux Ordres de Soudiacre & de Diacre, une livre, ci, ... j l.
- Bref déclaratoire de nullité de la promotion à l'Ordre de Soudiacre & de Diacre, & Sentence de fulmination, quatre livres, ci, ... iv l.
- Les Decrets d'érection, suppression, & union de Bénéfices, douze livres, ci, ... xij l.
- Dispense d'âge sans provision, pour tenir des Abbayes, Prieurés conventuels, ou autres Bénéfices, douze livres, ci, ... xij l.
- Dispense sans provision, sur le défaut de naissance, pour tenir Bénéfices, six livres, ci, ... vi l.
- Bref de dispense sur Bigamie *ad Ordines & Beneficia*, douze livres, ci, ... xij l.
- Dispense sur irrégularité jugée, & Sentence de fulmination, quatre livres, ci, ... iv l.
- Dispense pour Séculiers, & Religieux, sur incompatibilité de Bénéfices, six livres, ci, ... vi l.
- Certificat de Banquier que la grace est accordée, Sentence ou Arrêt portant permission, de prendre possession, prise de possession, deux livres, ci, ... ij l.
- Actes de vêtue, noviciat & profession dans les Monastères non Mandians, une livre dix sols, ci, ... j l. x s.
- Indult de translation d'un Ordre à un autre, pour y tenir Bénéfice, six livres, ci, ... vi l.

Acte de réclamation d'un Religieux contre sa profession, une livre, ci, . . . 7 l.
 Bref déclaratoire de nullité d'une profession religieuse, & Sentence de fulmination, quatre livres, ci, ... iv l.
 Dispense de mariage entre pauvres, & Sentence de fulmination, seront régistrees gratuitement.

Dispense de mariage entre riches sans cause ou avec cause, & Sentence de fulmination, douze livres, ci, ... xij l.

Lettres de Vicariat pour présenter & conférer Bénéfices dépendans d'une dignité cinq livres, ci, ... v l.

Procurator d'un Chanoine absent pour nommer aux Bénéfices vacans en son tour, une livre, ci, ... j l.

Provisions d'Official ou Vicegérant, cinq livres, ci, ... v l.
 Provisions de Promoteur, de Substitut de Promoteur, & de Greffier d'Officialité, sera payé pour chacun trois livres, ci, ... iij l.

Acte de revocation des Lettres d'un Vicair général, ou de remerciement fait par les Prélats ou Chapitres, à un Official, Vicegérant, Promoteur, Substitut de Promoteur, & Greffier d'Officialité, sera payé pour chacune une livre, ci, ... j l.

Fondation à perpétuité d'un Bénéfice, quatre livres, ci, ... iv l.
 Fondation de Prestimonia, Saluts, Processions, & Obits, deux livres, ci, ... ij l.

Seront payés pour les Bulles & signatures de la Légation, les mêmes droits que ceux qui sont taxés pour les Bulles, Brefs & signatures expédiées à Rome. Fait Sa Majesté défenses aux Greffiers des Insinuations ecclésiastiques & à leurs Commis, d'exiger, ni recevoir sous quelque prétexte que ce puisse être, plus grande somme que celle contenue au présent Tarif, encore qu'elle leur fut volontairement offerte, à peine de concussion.

Fait & arrêté au Conseil Royal des Finances tenu à Versailles, le onzième jour de Décembre, mil six cent quatre-vingt-onze. Collationné, Signé, D E L A I S T R E. Avec paraphe.

DECLARATION DU ROI,

Concernant les Greffiers des Insinuations ecclésiastiques, en interprétation de l'Edit du mois de Décembre 1691.

Du 16 Février 1692.

Ann. 1692. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Par notre Edit du mois de Décembre 1691, nous avons créé des Offices de Greffiers des Insinuations ecclésiastiques dans chaque Diocèse de notre Royaume, auxquels nous avons attribué des droits suivant le Tarif arrêté en notre Conseil le onze du même mois, & entr'autres trois livres pour l'insinuation de chaque dispense d'un ou de deux bans: mais il nous a été représenté qu'encore que l'insinuation desdites dispenses fût une des plus considérables parties des émolumens desdits Officiers, cependant ils n'en retireroient pas tout le profit qu'ils en devroient attendre, parce que par l'article XIX dudit Edit nous avions seulement ordonné une peine de nullité desdites dispenses de bans faite de les faire insinuer ce qui n'emporteroit aucune obligation de les faire insinuer à l'égard de toutes les personnes majeures, ni même des mineurs qui contracteroient mariage du consentement de leurs pere & mere, le défaut de publication de bans n'étant jugé essentiel pour la validité des mariages des personnes mineures, qu'ainsi la plupart des contractans se dispenseroient impunément de ladite insinuation en fraude des droits attribués ausdits Officiers; & qu'à l'égard des dispenses de mariages, comme nous avions seulement ordonné qu'elles seroient insinuées, autrement que les parties ne pourroient s'en aider devant nos Juges, les contractans ne se mettroient en peine de les faire insinuer, qu'en cas

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 83

que leur état fût contéfé, qui feroit un cas fi rare, que l'on peut dire que le droit des Officiers à cet égard feroit abfolument anéanti, & qu'il feroit bien plus fur pour l'exécution dudit Edit, & pour affujettir toutes fortes de perfonnes à faire infinuer lefdites difpenfes, au lieu des peines portées par l'Edit, de faire défenfes aux Curés & aux Vicaires d'enregistrer aucune célébration de mariage, que la difpenfe de mariage ou de bans, s'il y en avoit aucune, n'eût été infinuée; parce que par ce moyen tous les contrañans qui auroient intérêt d'établir la preuve de leur mariage, en le faifant mettre fur le régiftre, fe trouveroient obligés indifpenfablement de faire infinuer lefdites difpenfes, au moyen de quoi les droits que nous avons attribués aufdits Officiers leur feroient affarés, & ne pourroient être fraudés: ce qui nous ayant paru important pour l'exécution de notre Edit, & pour maintenir lefdits Officiers dans la jouiffance entiere de tous lefdits droits. A ces caufes, de notre certaine fcience, pleine puiffance & autorité Royale, nous avons par ces Préfentes fignées de notre main, en interprétant en tant que befoin feroit notre Edit du mois de Décembre 1691, dit & déclaré, difons & déclarons, voulons & nous plaît, qu'à l'avenir, du jour de la publication des Préfentes, les difpenfes de mariage & les publications de bans, ou les difpenfes qui en auront été obtenues, enfemble l'infinuation defdites difpenfes foient énoncées dans les aëtes de célébration de mariage lorsqu'ils feront enregistrés par les Curés ou Vicaires, leur défendons de mettre lefdits aëtes de célébration fur leurs régiftres fi lefdites difpenfes ne font infinuées, & fans y faire mention defdites difpenfes de mariage & des publications de bans ou des difpenfes qui en auront été obtenues, enfemble de l'infinuation defdites difpenfes, & de fa date, le tout à peine de cinq cens livres d'amende pour chaque contravention, applicable aux Hôpitaux des lieux, au payement de laquelle ils pourront être contraints par faifie de leur temporel, dérogeant pour cet effet à l'article XIX de notre Edit du mois de Décembre 1691, lequel nous voujons au furplus être exécuté felon fa forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & fiaux Confeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Préfentes ils aient à faire régiftre, & le contenu en icelles, garder & obferver felon leur forme & teneur, nonobftant tous Edits, Déclarations, Ordonnances, Réglemens, & autres chofes à ce contraires, aufquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Préfentes, aux copies defquelles collationnées par l'un de nos amés & fiaux Confeillers & Secrétaires, voulons que foi foit ajoutée comme à l'original; car tel eft notre plaifir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre feal à ceffides Préfentes. Donné à Verfailles le 16 jour de Février, l'an de grace 1692, & de notre regne le quarante-neuvième. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Et fcellées du grand fceau de cire jaune.

Régistrées, ouï, & ce requerrant le Procureur général du Roi, pour être exécutées felon fa forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages, &c. A Paris en Parlement le 23 Février 1692. Signé, Du TILLET.

Voyez vers la fin du § XVIII l'Arrêt du 12 Septembre 1705.

EDIT DU ROI,

Sur les fonctions des Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome.

Du mois de Mars 1673.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous préfens & Ann. 1673.
à venir, Salut. Les abus qui fe font commis & commettent journellement dans les expéditions concernant l'obtention des fignatures, bulles, & provisions de Bénéfices, & des autres aëtes apoftoliques qui s'expédient pour nos fujets en Cour de Rome, & en la Légation d'Avignon, étant montés à tel point, qu'on a vû débiter publiquement plusieurs Reçus de Cour de Rome, faux ou altérés, & fort souvent des difpenfes de mariage fauffes. Ce qui non-feulement a caufé de grands procès, mais même troublé le repos des confciences, & renverfé tellement l'Etat & la fureté des fa-

milles, que nous aurions crû être obligés de nous employer sérieusement à rechercher la cause du mal, pour ensuite y appliquer les remèdes convenables. Et ayant trouvé que le désordre provenoit, de ce que plusieurs particuliers, sous prétexte de matricules obtenues de nos Juges & Officiers, & meme des personnes sans qualité ni caractère, se sont ingérées de faire cette fonction, qui s'étend aux affaires les plus importantes de notre Royaume, & pour leurs peines, salaires & vacations, exigent impunément tels & si grands droits que bon leur semble, au grand dommage & préjudice de nos sujets, tant ecclésiastiques que laïques, nous aurions crû que nous ne pouvions y apporter un remède plus certain que de créer en titre d'Office des Banquiers expéditionnaires de Cour de Rome. Pourquoi nous aurions fait expédier notre Edit au mois de Mars mil six cent cinquante-cinq, & icelui fait enregistrer en notre Parlement, portant création de douze desdits Offices dans notre bonne ville de Paris. Mais cet Edit n'a point été exécuté, ce nombre n'étant pas suffisant, & ayant été jugé nécessaire d'en établir dans les principales Villes de notre Royaume, pour sous notre autorité faire seuls à l'exclusion de tous autres, lesdites fonctions. Nous aurions aussi travaillé depuis que nous avons pris la conduite de nos affaires, à retrancher la longueur des procédures, qui se faisoient en nos Cours de Justice à la ruine de nos sujets, & à rechercher les moyens de faciliter promptement la discussion des biens de ceux qui par le malheur de leurs affaires se trouvent obligés de les abandonner à leurs créanciers. Nous aurions reconnu que les désordres introduits par la chicanne consommement les parties en frais, & que les Directeurs ou Syndics, de la manière qu'il en est usé, ne servent qu'à avancer la ruine du débiteur, & celles de beaucoup de créanciers : à quoi nous prétendons pourvoir dans la suite. Mais en attendant que nous puissions parvenir à l'exécution d'un dessein si juste & si salutaire à nos sujets, nous avons résolu de rendre plus solide & plus certain l'avantage qu'ils reçoivent des arbitrages par le moyen desquels les procès les plus embarrassés sont terminés, & la paix & l'union conservée dans les familles. Et comme les arbitres se servent souvent pour Greffiers, de telles personnes que bon leur semble, qui pour l'ordinaire n'ont aucun caractère public, ni aucune fonction réglée, il arrive souvent que les parties, ou leurs héritiers ne savent à qui s'adresser pour avoir des expéditions des jugemens rendus par les arbitres, & pour retirer leurs productions, qui étant déposées en diverses mains, sans ordre & sans sûreté, se trouvent quelquefois égarées, diverties ou supprimées : ce qui pourroit dans la suite détruire l'usage des arbitrages, si utile & si nécessaire au public. Les mêmes inconvéniens se rencontrent encore dans les comptes de tutelles, liquidations, & autres expéditions qui se font pardevant les Commissaires de nos Cours en dernier ressort, & autres juridictions inférieures. A quoi voulant remédier, nous avons jugé à propos de créer des Offices de Notaires Gardes-Notes, Greffiers des arbitrages, & des Syndics & Directions, avec les fonctions de Notaires Garde-Notes & Tabellions pour la commodité de nos sujets, lesquels seront depositaires des pièces, procédures & productions des parties ; ensemble des minutes de sentences rendues par lesdits arbitres, des comptes, liquidations & autres actes faits & expédiés par lesdits Commissaires & des registres de délibérations des Directeurs & Syndics des créanciers, & autres pièces des Directeurs & Syndics. A ces causes & autres considérations à ce nous mouvans, après avoir fait examiner en notre Conseil lesdits Edits, des mois de 1627, & Mars 1655, ensemble plusieurs avis & memoires qui nous ont été fournis : de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, créé, érigé & établi, créons, érigeons & établissons en titre d'Office formé & héréditaire, le nombre ci-après de Banquiers expéditionnaires de Cour de Rome & de la Légation : sçavoir, pour notre bonne ville de Paris, vingt ; pour chacune de nos autres Villes où il y a Parlement, & pour celle de Lyon, quatre ; & pour chacune des autres Villes où il y a Présidial, deux : aux pourvus desquels Offices, nous avons donné & attribué, donnons & attribuons par ces Prétentes, le pouvoir de solliciter seuls à l'exclusion de tous autres, & faire expédier à leur diligence par leurs correspondans, routes sortes de rescripts, signatures, bulles, provisions, & généralement tous actes concernant les Bénéfices & autres matières, pour tous nos

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 85

sujets qui sont de la juridiction spirituelle de la Cour de Rome, & de la Légation, de quelque qualité que puissent être lesdits actes, & de quelque manière qu'il soit besoin de les expédier, soit en Chambre, ou en Chancellerie, par voies secrètes, ou autrement. Faisons tres-expresses inhibitions & défenses aux Maticulaires, Commissionnaires, & autres de se charger à l'avenir, directement ou indirectement, d'aucun envoi en Cour de Rome, & en la Légation, & de s'entremettre de solliciter lesdites expéditions, à peine de punition exemplaire; même à tous particuliers de se servir du ministère d'autres que desdits Banquiers présentement créés, à peine de mille livres d'amende pour chacune contravention. Nous avons déclaré, & déclarons tous rescrits & actes apostoliques, qui auront été autrement obtenus & expédiés après le quinzième Mai prochain, nuls & de nul effet. Défendons à tous Juges, tant ecclésiastiques que séculiers, d'y avoir aucun égard, ni de reconnoître d'autres Banquiers que ceux présentement créés, à peine de désobéissance; lesquels Banquiers seront tenus de garder & observer exactement les Ordonnances faites au sujet des sollicitations & obtention de toutes sortes d'expéditions de Cour de Rome, & de la Légation, sous les peines y contenues, ensemble de mettre au dos de chacun des actes qu'ils auront fait expédier, leur certificat signé d'eux, contenant le jour de l'envoi & de la réception, à peine de nullité desdits actes, dépens, dommages & intérêts des parties. Nous avons par le même présent Edit, créé, érigé & établi, créons, érigeons & établissons en titre d'Office, formé & héréditaire, le nombre ci-après de Greffiers des arbitrages, Compromissions, Syndicats & directions de créanciers, avec la qualité de fonction de Notaires Garde-Notes, & Tabellions: sçavoir, vingt pour servir dans notre bonne ville & faubourgs de Paris, six pour chacune des Villes où il y a Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides, & Chambre de l'Edit; & pour la ville de Lyon, deux; deux pour les Villes où il y a Présidial, principal Bailliage ou Sénéchaussée; & un pour les autres Villes & lieux où il y a Jurisdiction Royale, ordinaire ou extraordinaire, Duchés & Pairies. Tous les pourvus desdels Offices prendront la qualité de Greffiers des Conventions & les vingt établis à Paris y ajouteront la qualité de nos Conseillers: à chacun desquels seulement, nous avons attribué un minor de sel de franc fallé, & le droit & privilège de *Committimus* aux Requêtes de notre Palais; qui connoîtront aussi en première instance de tous les procès & différends qui pourrout naître au sujet des fondions desdits Offices, sans que pour raison de ce les pourvus puissent être évoqués ni traduits en autres Cours & Juridictions, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit. Aufquels Offices, nous avons attribué & attribuons la faculté de passer toutes sortes d'actes, qui sont de la fonction des Notaires, Garde-Notes & Tabellions, & à leur exclusion & de tous autres, de faire les compromis, & d'écrire les jugemens, sentences, & autres actes des arbitres, amiables Compositeurs, & autres Juges convenus, des minutes desquels ils demeureront dépositaires, ensemble des copies de tutelle, liquidations, & autres, après qu'ils auront été examinés, & des registres des délibérations des Syndics ou Directeurs ou assemblées générales des créanciers, dont ils délivreront les expéditions ou extraits à ceux qui en auront le soin, sans que les arbitres, amiables Compositeurs, ou autres Juges convenus, ni les Syndics & Directeurs ou communautés de créanciers puissent se servir d'autres personnes que desdits Greffiers, en faire délivrer ou retirer les expéditions ou extraits, ni les parties s'en aider, à peine de nullité, dépens, dommages, & intérêts des parties, & de trois mille livres d'amende pour chacune contravention, payable par celui qui aura reçu ou expédié la sentence ou autre acte, ou qui s'en sera servi, sans que lesdites amendes puissent être réparées comminatoires, remises ou modérées par nos Juges & Officiers, à peine d'en répondre en leurs noms. A tous lesquels Offices présentement créés, il sera pourvu de personnes capables de les exercer, en payant au Trésorier de nos revenus casuels, les sommes auxquelles ils seront taxés par les rôles qui seront par nous arrêtés en notre Conseil, sur les quittances duquel & du marc d'or, toutes Lettres de provisions seront expédiées & scellées, & les pourvus reçus par les Lieutenans généraux des Baillies, Sénéchaussées, ou autres Juges qui en doivent connoître; information préalablement faite des vie, mœurs & religion, & d'eux le serment pris en tel cas requis. Aufquels Officiers créés par le présent Edit, nous avons attribué les

droits & émolumens qui seront réglés en notre Conseil, qui leur seront payés par les parties, ainsi qu'il est accoutumé : & pour donner moyen aux pourvus desdits Offices, de les exercer avec assiduité & sans distraction, nous les avons déchargé de la collecte de nos deniers, tutelle, curatelle, guet, garde, & de toutes autres charges publiques. Enjoignons à tous nos Officiers de les faire jouir desdites exemptions à peine d'en répondre en leurs noms, de tous dépens, dommages & intérêts. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement & Gens de nos Comptes de Paris, que le présent notre Edit, ils fassent lire, publier, enregistrer, & le contenu en icelui garder & observer selon sa forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Lettres & choses à ce contraires, auxquelles & aux déroatoires des déroatoires y contenus, nous avons dérogé, & dérogeons par ces Présentes. Voulons qu'aux copies d'icelles collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secrétaires, soit ajoutée comme à l'original ; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace mil six cent soixante-treize, & de notre règne le treizième. Signé, LOUIS. *En plus bas*, Par le Roi. COLBERT.

Lues publiées, & enregistrées, ouï, & ce requérans le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement, le Roi y étant en son lit de Justice le 23 Mars 1673. Signé Du TILLET.

Lues, publiées & enregistrées en la Chambre des Comptes, ouï & ce requérans le Procureur général du Roi, & très-express commandemens de sa Majesté, porté par Monsieur le Duc d'Orléans, son Frere unique, venu exprès en ladite Chambre, assis de Monsieur le Plessis Praslin, Maréchal, Duc & Pair de France, & des Sieurs de Pussier & de Benard Rézé, Conseillers d'Etat ordinaires, le 23 Mars 1673. Signé, RICHER.

Collationné à l'original par moi Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.

LETTRES PATENTES DE LOUIS XV,

Concernant les Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome.

Du 3 Août 1718.

Ann. 1718. **L**OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Quoique le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bileyeul, pour empêcher les courties anibiticiues, receliemens des corps morts des Bénéficiers, falsifications de Lettres apostoliques, & autres abus très-préjudiciables, ayant créé des Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, ait par ses Edits & Déclarations des mois de Mars 1673, Janvier 1674, Décembre 1689, Septembre 1691, Juin & Juillet 1703 réglé leurs droits & fonctions avec les plus sûres précautions, & leur ait attribué le pouvoir de solliciter & faire expédier seuls, à l'exclusion de tous autres, tous rescrits, bulles, signatures & autres actes ayant rapport à la Cour de Rome & aux Légations, avec de très-expresses inhibitions & défenses à tous Matriculaires ou Particuliers autres que lesdits Banquiers, de faire par eux ou par d'autres, directement ou indirectement, aucun envoi en Cour de Rome ou aux Légations. Cependant nous avons été informé que quelques particuliers ont envoyé ou été eux-mêmes retenir date à Rome ou à Avignon, sur les Bénéfices qu'ils y vouloient impétrer, sans avoir préalablement chargé le registre d'aucun Banquier, & que dans quelques-unes de nos Cours les Provisions obtenues par ces dates ont été déclarées valables : à quoi voulant pourvoir. A ces causes, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans Régent, de notre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-

ORDONNANCES DECLARATIONS, &c. §. XV. 87

amé Cousin le Prince de Cony, Prince de notre Sang, & de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, Princes légitim's, & autres pairs de France, grands & notables Personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît :

ARTICLE PREMIER.

Que dans les Provinces de notre Royaume & ressorts de nos Cours de Parlement, où lesdits Banquiers expéditionnaires sont établis en conséquence desdits Edits & Déclarations, il leur appartienne, privativement à toutes autres personnes, de faire expédier en Cour de Rome ou aux Légations, toutes les bulles, rescrits, provisions, signatures & autres actes pour lesquels nos sujets peuvent s'y pourvoir : faisons défenses à tous particuliers d'y faire aucun envoi, même pour rétention de dates, directement ou indirectement, soit en leurs noms, ou pour d'autres, si ce n'est par le ministère de l'un desdits Banquiers, à peine de nullité & de trois mille livres d'amende : enjoignons à toutes nos Cours & Juges de n'avoir aucun égard en jugeant le possesseur & la maintenance des Bénéfices, aux provisions qui en auroient été expédiées en Cour de Rome ou aux Légations, par l'entremise d'autres que desdits Banquiers, ou sur des dates qui n'y auroient pas été retenues par leur entremise.

I I.

N'entendons cependant empêcher les parties de dépêcher à Rome ou à Avignon des courriers extraordinaires, ou d'y aller elles-mêmes, pour rétention de dates & expéditions de Bulles & signatures, en chargeant néanmoins, avant le départ du courrier, le registre d'un Banquier expéditionnaire de l'envoi qui sera fait, lequel envoi contiendra sommairement les noms de l'impétrant, du Bénéfice & du Diocèse, le genre de vacance, le nom du courrier & l'heure de son départ ; & si c'est la parue elle-même qui fait la course, il en fera fait mention : le tout à peine de nullité.

I I I.

N'entendons pareillement empêcher les parties présentes en Cour de Rome ou dans la ville d'Avignon, de faire expédier en leur faveur toutes Bulles, rescrits & autres grâces qui leur seront accordées, à la charge par les dites parties de le faire vérifier & certifier véritables par deux desdits Banquiers expéditionnaires avant l'obtention des Lettres d'attache, dans les cas où il est nécessaire d'en obtenir, & avant de les faire fulminer ; le tout à peine de nullité.

I V.

Défendons néanmoins ausdites parties présentes en Cour de Rome ou dans la Ville d'Avignon, de faire expédier sur vacance par mort aucunes provisions en leur faveur, des Bénéfices situés dans les Provinces de notre Royaume sujettes à la prévention du Pape & des Légations, à moins qu'il ne paroisse de l'avis donné ausdites parties de la vacance desdits Bénéfices par le registre de l'un desdits Banquiers, qui en aura été préalablement chargé ; le tout à peine de nullité.

V.

Voulons au surplus que les Banquiers expéditionnaires de notre bonne ville de Paris demeurent conservés dans les droits & privilèges à eux attribués par les Edits, Déclarations & Arrêts de notre Conseil rendus à ce sujet, en conséquence, qu'il leur appartienne, privativement & à l'exclusion de tous autres Banquiers, de faire expédier les Bulles de provisions des Archevêchés, Evêchés, Abbayes, & de tous autres Bénéfices de notre Royaume étant à notre nomination, comme aussi qu'ils puissent se charger & faire expédier toutes sortes de provisions de Bé-

néfices, dispenses de mariage, & autres expéditions de Cour de Rome, pour toutes les Provinces de notre Royaume; & que les Banquiers établis dans les Villes du ressort des autres Parliemens, ne puissent travailler que pour raison des Bénéfices situés dans l'étendue des ressorts auxquels ils sont établis, ou pour personnes qui seroient actuellement dans lesdits ressorts, lors de la charge, ou en exécution de procurations, nominations ou actes passés dans l'étendue desdits ressorts; le tout à peine de trois mille livres d'amende applicables, savoir un tiers aux Banquiers expéditionnaires de Paris, un tiers à l'Hôpital général de la même Ville, & l'autre tiers au Dénonciateur.

V L.

Et pour ôter tout prétexte de contravention à l'avenir à ces dispositions, & procurer au public la facilité des expéditions, voulons que lesdits Banquiers expéditionnaires, soit en titre, ou par commissions, ne puissent s'absenter tous à la fois & dans le même temps de la Ville dans laquelle ils ont été établis suivant lesdits Edits & Déclarations, à peine de cinq cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts envers les parties, auxquelles sera permis, en cas d'absence de tous lesdits Banquiers de la Ville où ils sont établis, de se pourvoir pardevant le Lieutenant général ou premier de nos Juges des Bailliages, Sénéchaussées, ou autre principal Siège de la même Ville; & en cas d'absence ou légitime empêchement dudit Lieutenant général, pardevant le plus ancien Officier dudit Siège, suivant l'ordre du Tableau, pour y déclarer l'envoi qu'ils désirent de faire, & sommairement les noms de l'Impétrant du Bénéfice & du Diocèse, le genre de vacance, & le nom de la personne par le ministère de laquelle ils désirent faire l'envoi, dont leur sera donné acte, & permis de faire ledit envoi par la personne par eux choisie, après qu'il sera apparu audit Lieutenant général ou autre premier Officier, de l'absence de tous lesdits Banquiers par un procès-verbal de perquisition de leurs personnes, lequel sera dressé par deux Notaires Royaux, ou un Notaire Royal en présence de deux témoins, & contiendra sommation audits Banquiers de se trouver dans une heure devant ledit Lieutenant général.

V I I.

Voulons en outre que si les Propriétaires desdits Offices de Banquiers expéditionnaires négligent de les faire remplir trois mois après la vacance aucun desdits Offices ou Commissions, il y soit pourvu par des Commissions de notre grand sceau, sur l'avis qui nous sera donné de la vacance par nos Procureurs généraux, pour être lesdits Offices exercés par les personnes ainsi commises, jusqu'à ce qu'il y ait été par nous pourvu sur la résignation ou la nomination des propriétaires.

V I I I.

Et comme nous avons été informé que les Banquiers expéditionnaires de Paris ont grande attention à ne commettre à l'exercice des Offices de Banquiers expéditionnaires qui leur appartiennent dans nos Provinces, que de bon sujets & capables d'en bien remplir les fonctions, nous avons prorogé de six années le délai accordé audits Banquiers expéditionnaires de Paris par la Déclaration du 9 Octobre 1712, pour commettre à l'exercice desdits Offices de Banquiers expéditionnaires des Provinces, à compter du jour que le délai porté par la Déclaration sera expiré. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & exécuter selon sa forme & teneur; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Données à Paris le troisième jour d'Août, l'an de grâce mil sept cent dix-huit, & de notre regne le troisième. Signé, LOUIS, Et plus bas,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 89

bat, Par le Roi, le Duc d'Orleans Régent présent, PHELYPEAUX. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Régistrées, ont le Procureur général du Roi, pour jouir par lesdits Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, des droits & privilèges y attribués, ensemble de ceux à eux conservés par l'article V. desdites Lettres, & dont ils avoient droit de jouir en vertu d'Edits & Déclarations registrées en la Cour, & être au surplus exécutées selon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & registrées; enjoint aux Substitués du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 29 Juillet 1729. Signé GILLEBERT.

EDIT D'HENRY II,

Concernant les Notaires apostoliques.

De l'an 1547.

HENRY, par la grace de Dieu Roi de France, à tous présens & à venir, Salut. Comme dès le temps du feu Roi, de bonne mémoire, notre très-honoré Seigneur & Pere, que Dieu absolve, lui eussent été faites plusieurs remontrances, plaintes & doléances, & de la part des gens d'Eglise & Bénéficiers, lesquelles depuis notre avènement à la Couronne nous eussent été réitérées, des faussetés qui ont été par le passé, & sont encore chacun jour commises par les Notaires apostoliques étant en notre Royaume, au paiement & expédition des procurations à résigner, & autres actes & instrumens dépendans de leur état, dont se sont mis, & meurent journellement plusieurs procès. Et par tels sinistres moyens ont été plusieurs Bénéfices volés, à la damnation de ceux qui les ont obtenus par telles faussetés & au grand préjudice des Collateurs. Ce qui est advenu & advient par le grand effrén nombre d'iceux Notaires apostoliques, qui se trouvent en notredit Royaume, pour la facilité que chacun a d'obtenir, comme on sçait, tels états & offices en Cour de Rome. La plupart desquels Notaires sont pauvres & indigentes personnes; & les autres, serviteurs domestiques de gens d'Eglise, par le commandement de leurs maîtres, qui en veulent mal user, font & passent indifféremment toutes procurations à résigner, selon le plaisir & volonté de leursdits maîtres: chose damnable & de pernicieuse conséquence.

Ann. 1547.

I.

Sçavoir faisons, que nous voulant à ce pourvoir & remédier, ainsi qu'il est très-requis, & nécessaire au bien & soulagement de nos sujets, & même desdits gens d'Eglise, à qui le fait touche plus qu'à nuls autres: avons statué & ordonné, statuons & ordonnons par ce Présentes, que par nos Baillifs, Sénéchaux, & Juges Prédiaux; chacun en son pouvoir, détroit & juridiction sera avisé, arrêté & limité, à ce apellés nos Avocats, Procureurs & Conseillers desdites Sénéchaussées & Bailliages en nombre compétent (si aucuns y en a) le nombre suffisant d'iceux Notaires pour l'étendue desdites Sénéchaussées & Bailliages respectivement, & en quelles villes & lieux ils devront faire leur résidence.

II.

Laquelle réduction & limitation par eux & chacun d'eux ainsi faite, nous voulons qu'ils choisissent des plus suffisans notables & capables desdits Notaires apostoliques de leursdits Bailliages, Sénéchaussées & Juridictions, tant en sçavoir & expérience, preud'homme & légalité, qu'en facultés dues jusqu'audit nombre par eux avisé & arrêté.

Tome VI,

M

III.

Lesquels seront par après immatriculés & enregistrés au Greffe de chacun Bailliage, Sénéchaussée & Jurisdiction, & les lieux, Villes & Sièges d'iceux où ils les auront départis, & ordonné résider : pour par lesdits Notaires apostoliques ainsi choisis dudit nombre, & immatriculés, comme dit est, être dorénavant passés & reçus en chacun desdits Bailliaiges, Sénéchaussées & Juridictions respectivement, toutes procurations, & résigner Bénéfices, de quelque qualité qu'ils soient, & autres Lettres & instrumens dépendans de leur état : lesquels ils seront tenus désigner le Bailliage, Sénéchaussée, & Jurisdiction, où ils auront été immatriculés & enregistrés, afin que si sur ce intervenoit procès & différend, on ait recours audit greffe, pour entendre s'ils sont dudit nombre choisis & enregistré. Et là où il se trouveroit desdites procurations, & autres actes & instrumens passés & reçus par autres Notaires apostoliques, que lesdits Notaires ainsi choisis & immatriculés que dit est, aucune foi n'y sera ajoutée (a) en nos juridictions laïques.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens de notre grand Conseil. Donné à Fontainebleau au mois de Septembre, l'an de grace mil cinq cent quarante-sept, & de notre regne le premier. *Ainsi signé sur le repli, Par le Roi, le sieur de Montmorency Connétable de France, vous & autres présens. CLAUDE. Le sur le repli est écrit, Visa. Conteur graia. HURAULT.*

Lues, publiées & enregistrées, es réglemens du grand-Conseil du Roi, où sur ce le Procureur général en icelui se requérant. A Melun, le quatorzième jour d'Octobre, mil cinq cent quarante-sept. Signé, COTON. Et scellée en lacs de soye de cire verte.

EDIT DE LOUIS XIV,

Portant création des Offices de Notaires apostoliques.

Du mois de Décembre 1691.

Ann. 1691. **L**OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; à tous présens & à venir, Salut. Le Roi Henry II ayant été informé par les remontrances du Clergé, des abus que les Notaires apostoliques commettoient dans l'exercice de leurs Charges, & que le désordre provenoit de la trop grande facilité qu'il y avoit à s'en faire pourvoir ; il ordonna par son Edit du mois de Septembre 1547, à nos Baillifs & Sénéchaux, d'en réduire le nombre à celui qui seroit estimé suffisant pour le service du public ; & la réduction en ayant été faite, il voulut par son Edit du mois de Juin 1550, qu'ils fussent examinés, & reçus par les Archevêques, & Evêques, chacun dans leur Diocèse ; qu'ils fussent enregistrer leurs noms, surnoms, & demeure, aux greffes des Présidiaux de leur résidence, & ne pussent instrumenter qu'en un Diocèse. Ces Reglemens n'ayant pas été capables de contenir lesdits Notaires dans leur devoir, le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Pere, fut obligé de leur défendre par son Edit du mois de Novembre 1637, à peine de faux, de délivrer aux parties les minutes des procurations pour résigner, & des autres actes qu'ils passoient en matière bénéficiale ; nous leur avons réitéré les mêmes défenses par notre Déclaration du mois d'Octobre 1646. Mais nous sommes avertis que nonobstant ces défenses réitérées, ils se dessaisissent encore des minutes des revocations de procurations pour résigner, & rendent par ce

(a) Ajoutée. *Sic nec Notarius in una Provincia creatus, potest in alia Provincia, vel civitate instrumentum conficere, nec illius instrumenta statim tanquam privata scriptura. l. quidam au fi. C. de Pale. Sacral. Lucius de Pen. in dum. vicum C. de Decur. lib. x. l. 3. ff. de offi. prefid. Nisi conficeret instrumentum inter personas & de rebus illius civitatis & territorii, in quo creatus fuit l. super varum, ubi Jacobus. C. comp. in integ. restit. pretend. ubi Paul. dist. se consuliisse & plures de se illi consilio subscripsisse. Rebus.*

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 51

moyen les titres des Bénéfices tellement incertains entre le régnant & le régnataire, qu'ils ne peuvent vaquer par la mort de l'un ni de l'autre, & sont toujours conservés au plus vivant, ce qui cause plusieurs procès, & fait préjudice aux droits des Parrons Collateurs ordinaires & expectans. A quoi désirant pourvoir, nous nous sommes fait représenter nos anciennes Ordonnances sur le pouvoir des Notaires apostoliques, & avons considéré que les obligations & contrats qu'ils recevoient ne portant point hypothèque, & n'étant point exécutoires sous le scel de juridiction ecclésiastique, c'étoient des actes imparfaits, que nos Notaires, Huissiers, & ceux des Seigneurs expédiant la plupart des actes de leur compétence conjointement avec eux, leur emploi n'étoit pas suffisant pour leur donner moyen de subsister en faisant leur Charge avec honneur & conscience, n'étant point Officiers en titre, ils n'avoient point de successeurs obligés à conserver leurs minutes, & que pour remédier à ces inconvéniens & désordres, il n'y avoit point de meilleur moyen que de régler leur fonction avec celle de nos Notaires & Huissiers, & de les revêtir pour cela d'un Office en titre. A ces causes, & autres considérations à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, créé, & érigé en titre d'Office formé & héréditaire, en chacun Archevêché, & Evêché de notre Royaume, terres, & pays de notre obéissance, des Offices de Notaires Royaux, pour être tenus & exercés par les Notaires apostoliques qui seront établis dans les villes & lieux, qu'il sera jugé nécessaire pour la commodité de nos sujets, & dont le nombre sera fixé par les états qui seront arrêtés en notre Conseil, suivant les avis des Archevêques & Evêques, chacun dans leur Diocèse.

ARTICLE PREMIER.

Auxquels Notaires Royaux & apostoliques, nous avons attribué & attribuons par notre présent Edit, le pouvoir & faculté de faire seuls, & privativement à tous nos autres Notaires & Tabellions, à ceux des Seigneurs, & à tous nos Huissiers & Sergens, les procurations pour résigner Bénéfices, purement & simplement, en faveur, avec réserve de pension, pour cause d'union, d'érection, permutation, coadjutorie avec future succession, ou en quelque autre façon que ce soit, entre les mains de notre saint Pere le Pape, de son Légat, ou de l'Ordinaire, retrocéder lesdits Bénéfices, consentir création ou extinction de pension, les revocations desdites procurations, les significations d'icelles, les retractions desdites revocations, les significations d'icelles, les procurations pour se démettre des Ministries de l'Ordre de la Trinité, des Mathurins, des Commanderies des Ordres Militaires, & autres, séculiers ou réguliers, des Provisories, Principalités, Chapelles, Bourfes, & Charges de Collèges, & des Universités, & généralement toutes les démissions d'Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés conventuels, Sociaux, ou simples, Dignités, Personnats, Offices, Administrations, Canoncats, Prébendes, Semi-prébendes, Cures, Vicaireries perpétuelles, Chapelles, Servitoreries, Marguilleries, Supériorités, Prestimories, & autres Charges ecclésiastiques.

I I.

Passeront lesdits Notaires, les procurations pour prendre possession, les prises de possession, les oppositions à icelles, les actes de refus d'ouvrir les portes pour prendre possession de tous lesdits Bénéfices, Commanderies, Ministries, Charges de Collèges, & Supériorités; & en cas que sur le refus fait en Cour de Rome, ou par l'Ordinaire, d'expédier Bulles, provisions ou Visa, il soit permis par Arrêt, ou par Ordonnance de nos Juges, de prendre possession sur les lieux, ou en une Chapelle, à la charge de la réitérer, voulons que l'acte en soit ainsi reçu par lesdits Notaires.

I I I.

N'entendons toutefois empêcher que les Greffiers des Eglises cathédrales, collégiales, & conventuelles, qui ont coutume d'expédier les actes de réception de ceux qui sont pourvus de Bénéfices dépendans desdites Eglises, ne continuent de le faire confor-

mément à l'article XIII de l'Edit du mois de Juin 1550, que nous voulons être exécuté ; & si les Chapitres refusent de mettre les pourvus desdits Bénéfices en possession, & lesdits Greffiers d'en bailler acte, pourront les pourvus en faire dresser procès-verbal par l'un des Notaires Royaux & apostoliques du Diocèse, en présence de deux rémoins pour le moins ; lequel procès-verbal sera de tel effet, que celui qui leur auroit été délivré par le Greffier du Chapitre.

IV.

Feront pareillement lesdits Notaires les publications des prises de possession dans l'assemblée des Habitans & Marguilliers des Paroisses, ou par notifications aux Patrons, ou Collateurs ordinaires des régnataires, & de leurs prises de possession, ou les réquisitions aux Curés de publier lesdites prises de possession, au Prône de la Messe paroissiale ; & en cas de refus, ils en feront la publication à l'issue de ladite Messe, en présence des Habitans, dont ils seront reus de nommer, pour le moins, quatre des principaux, & de les faire signer, s'ils savent signer, sinon feront mention de leur réponse, à peine de nullité de l'acte.

V.

Expédieront lesdits Notaires les présentations des Patrons ecclésiastiques & laïques, les représentations, les provisions données par les Abbés, Abbeses, & autres Bénéficiers ; celles accordées par les Collateurs laïques, les commissions des Archidiacres pour desservir une Cure pendant le déport, les Lettres d'intronisation, les procès verbaux d'élection à une Dignité, les actes d'acception, les réquisitions d'une confirmation, celles de *Visa*, ou de fulminant des Bulles, celles d'être admis à prendre l'habit, faire noviciat, & profession, pour satisfaire au decret d'une provision de Bénéfice régulier ; les répudiations de provisions, les significations extrajudiciaires de Brefs & Referits apostoliques, celles de Lettres d'indult, de joyeux avènement, serment de fidélité, celles des degrés, attestations de temps d'étude, & nomination des Gradués ; les procurations pour notifier les noms & surnoms des Gradués en temps de Carême, les notifications, les procurations pour requérir Bénéfices, les réquisitions, les collations accordées par les exécuteurs de l'Indult du Parlement, celles données par les Chanceliers de l'Eglise de Paris, & de l'Université, à ceux qui sont par nous nommés, pour jouir de nos Brevets de joyeux avènement, & de serment de fidélité ; & généralement toutes les formations, oppositions & interpellations, que les Parties désireront faire pour la conservation de leurs droits aux Patrons, aux Elus, aux Collateurs & Collatrices de notre Royaume.

V L

Feront lesdits Notaires, les informations de l'âge, vie & mœurs, & conversation Catholique de ceux qui seront par nous nommés à notre S. Père le Pape, aux Archevêchés, & Evêchés, les procès-verbaux de bénédictions de Chapelles, les donations de Reliques, les concessions & donations, sous notre bon plaisir, d'Indult des Officiers de notre Parlement de Paris, les cessions & échanges des patronages d'Eglises, les actes de vœu, noviciat & profession dans les Monastères qui n'ont point coutume d'en tenir registre, les Concordats sur procès mus & à mouvoir pour raison du possessoire des Bénéfices, payement, réduction, & extinction de pensions créées, ou à créer en Cour de Rome ; remboursements de frais, les transactions entre les Curés primitifs, & les Vicaires perpétuels, sur la célébration de l'Office divin à certains jours de l'année, perception des oblations, honneurs, & prérogatives ; celles pour la rétribution, & nomination des Prédicateurs pour l'Avent, le Carême, l'Octave, & Fêtes ; celles sur les réfections, réparations, réedifications, & entretenemens des Eglises cathédrales, chœur & cancel des Eglises paroissiales, fournitures d'ornemens, & livres d'Eglises ; celles entre les Curés, Religieux & Religieuses, sur l'enterrement des séculiers qui élisent leur sépulture dans un Monastère ; les procurations pour compromettre, les compromis, & l'expédition des sentences arbitrales entre personnes ecclésiastiques, pour raison des

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 93

droits appartenans à leurs Eglises, les contrats de partages entre les Abbés & les Religieux, de leurs manſes abbatiales & conventuelles; les transfactions pour ſupplément de lots, augmentation de penſion, acquit des Charges clauſtrales de Sacrificie, hofpitalité, gages de Medecin, Apoticaire & Chirurgien, aumônes, décimes ordinaires & extraordinaires, taxe pour le don gratuit, réparations, & autres Charges des Monaſtères, les transfactions ſur portions congrues, penſions de Vicaires, groſſes noyales, vertes & menues dixmes, ou exemption d'icelles; & généralement toutes les transfactions, contrats, & autres actes qui ſeront paſſés entre perſonnes eccléſiaſtiques, pour raiſon de la célébration des Offices divins, droit de viſite, privilège d'exemption de la juridiction ordinaire, exercice de juridiction eccléſiaſtique, rangs & prééminences, conduite & diſcipline de l'Egliſe, ſoit qu'il y ait procès au pécitoire dans les Officialités, ou au poſſeſſoire devant nos Juges, ou par appel comme d'abus en nos Cours.

V I I.

Les Ordinaires n'adreſſeront plus leurs provisions aux Prêtres pour mettre les particuliers en poſſeſſion des Bénéfices qu'ils auront conſéré; nous les admonitions, & néanmoins enjoignons d'en faire l'adreſſe aux Notaires Royaux & apoſtoliques pour les exécuter. Deſcendons à tons nos autres Notaires, Tabellions, Huiffiers, & Sergens, de ſ'entremettre pour paſſer, ou faire aucuns des actes ci-deſſus exprimés, à peine de nullité deſdits actes, d'interdiction pour ſix mois, de mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & intérêts des Parties. Pourront néanmoins les Parties, au cas que les Notaires Royaux & apoſtoliques reſuſent ou dilayent de faire les réquiſitions de provisions, inſtitutions, *Viſa*, ſulminations de bulles, & reſcrits, les faire faire par nos autres Notaires & Tabellions.

V I I I.

Pourront en outre leſdits Notaires faire concurremment avec nos autres Notaires & Tabellions, les titres ſacerdotaux, les fondations de Bénéfices, de Monaſtères, d'Obit, Prebendies, Saluts, Procéſſions, ou autre Service divin; les donations au profit des Communautés eccléſiaſtiques, ſéculières ou régulières, Fabriques, Conſtraintes & Hôpitaux, baux à fermes, & ſous-baux des biens eccléſiaſtiques; les devis & marchés des conſtructions nouvelles, reſtections & réparations de batimens appartenans à l'Egliſe, les quitances des ouvriers, les contrats de penſion viagère promiſe à un Couvent lors de l'entrée d'une fille en Religion; les teſtaments de gens d'Egliſe, & l'inventaire des meubles trouvés après le décès des Eccléſiaſtiques: & lorsque le Curé de la Paroiſſe du Teſtateur, ou ſon Vicaire, auront reçu un teſtament, nous leur enjoignons d'en déposer la minute huit jours après le décès du Teſtateur, dans l'étude de l'un des Notaires Royaux & apoſtoliques du Diocèſe, pour la groſſe en être expédiée par ledit Notaire.

I X.

Et pour retrancher les ſuppreſſions d'actes, & autres abus qui procèdent de la facilité des Notaires à délivrer aux Parties les minutes des concordats en matière bénéficiale, des procurations pour réſigner, en quelque façon, & pour quelque cauſe que ce ſoit, des révocations deſdites procurations, ſignifications d'icelles, des régratifications deſdites révocations, & ſignifications d'icelles, des provisions, priſes de poſſeſſion, reſus d'accepter, & autres actes concernant le titre des Bénéfices: nous deſcendons auſſi les Notaires Royaux & apoſtoliques, de ſe deſaiſir d'aucune deſdites minutes, nonobſtante qu'il en ſoient requis par l'une & l'autre des Parties: leur enjoignons de les garder ſoigneuſement, à peine d'interdiction, & de mille livres d'amende; & ſi aucune étoit délivrée, nous en déclarons l'acte nul, de nul effet & valeur. Faisons deſſenſes aux Parties de ſ'en ſervir, tant au reſpect des tierces perſonnes, qu'au regard de ceux entre leſquels il a été fait.

X.

Ne pourra dorénavant aucun Notaire apostolique en exercer la fonction, s'il n'est revêtu de l'un des Offices de Notaire Royal créés par le présent Edit. Défendons à tous ceux qui en ont prêté serment pardevant les Archevêques, Evêques, ou leurs Officiaux, de plus instrumenter en ladite qualité, six semaines après la publication de notre présent Edit, à peine de faux, de nullité des actes, & de cinq cens livres d'amende.

X I.

Voulons que les contrats de fondation, & donations au profit des Eglises, obligations, transactions, & autres actes passés par lesdits Notaires Royaux & apostoliques, portent hypothèques, pourvu qu'ils soient signés de deux dedit Notaires, ou de l'un d'eux, & de deux témoins, & revêtus des autres solemnités requises par nos Ordonnances.

Et afin que lesdits contrats soient à l'avenir exécutoires, sans permission de nos Juges, nous avons uni, & unissons ausdits Offices de Notaires Royaux & apostoliques, la fonction de Gardes de notre petit sceau, & leur donnons pouvoir de sceller les contrats par eux seque, d'un sceau gravé de nos armes en placard de cire rouge.

X I I.

Seront reus lesdits Notaires de faire bon & loyal registre des actes qui seront par eux reçus, & d'écrire à la marge, ou au pied de la minute de chaque procuration pour réviser, le temps auquel ils en auront délivré la grosse, combien de fois, & à quelles personnes.

X I I I.

Ne pourront lesdits Notaires exercer leur fonction qu'en un Diocèse, sur peine de faux, & de nullité des actes qui seront par eux passés hors le Diocèse auquel ils auront été reçus : & ne sera foi ajoutée aux instrumens par eux expédiés, s'il n'y est fait mention de leur qualité, demeure & juridiction en laquelle leurs provisions auront été registrées.

X I V.

Seront les Notaires Royaux & apostoliques, reçus sans aucuns frais, après information de leur âge, vie, mœurs, & Religion catholique, par nos Baillifs & Sénéchaux, ou Juges Royaux, dans la juridiction desquels ils seront établis ; & après qu'ils auront prêté serment devant nos Juges, nous leur enjoignons de présenter leurs Lettres de Notaire apostolique aux Archevêques & Evêques, leurs Vicaires généraux, ou Officiaux, & de faire le serment entre leurs mains, de bien & fidèlement faire leurs Charges, sans néanmoins qu'ils soient obligés de faire aucune nouvelle information de vie & mœurs, ni de subir aucun nouvel examen.

X V.

N'entendons que les Archevêques, Evêques, leurs Vicaires généraux, ou Officiaux, puissent en vertu de ce serment ni autrement s'attribuer la connoissance de l'exécution des actes qui seront passés par les Notaires Royaux & apostoliques, & prétendre autre juridiction que celle qui leur appartient de droit, suivant nos Ordonnances.

X V I.

Nous donnons pouvoir aux Notaires Royaux & apostoliques de postuler dans les Officialités & Cours ecclésiastiques. Défendons aux Procureurs de nos Baillies & Sénéchaussées, & de nos autres Sièges, même à ceux des Juridictions des Seigneurs, de

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 95

plus y occuper, plaider, ni écrire, six semaines après la publication du présent Edit, à peine de faux, de nullité des procédures, mille livres d'amende, dépens, dommages & intérêts des Parties. Pourront néanmoins ceux qui exercent actuellement la Charge de Procureurs esdites Officialités, en vertu de provisions qu'ils ont ci-devant obtenues des Archevêques & Evêques étant en possession d'en donner, continuer d'y en faire la fonction.

XVII.

Voulons que les Notaires apostoliques reçus avant notre présent Edit, soient préférés dans l'acquisition desdits Offices, & reçus sans nouvel examen : seront toutefois obligés de prêter serment entre les mains de nos Juges, chacun dans son ressort, & de faire réviser leurs provisions en leurs greffes, pour lequel enregistrement, les Greffiers ne pourront prendre que quarante sols.

XVIII.

Et pour donner moyen ausdits Notaires de vivre honnêtement de leur emploi, & de se maintenir en l'honneur & légalité requise en leurs Charges, ordonnons que tant pour leurs minutes, grosses en parchemin, expéditions en papier, que pour leur droit de scel & cire, ils jouissent en qualité de Notaires Royaux & apostoliques, pour leurs salaires & vacations hors leur étude, dans la ville & hors la ville de leur résidence, des mêmes droits, profits, émolumens, honneurs & rangs, qui se trouveront attribués par les Réglemens aux Notaires Royaux, & Gardes de nos petits scels des Bailliages & Sièges Royaux dans lesquels ils seront reçus, & immatriculés, & en qualité de Procureurs des Officialités, ils auront & prendront les mêmes droits & salaires qui seront perçus par les Procureurs des Bailliages, ou Sièges Royaux, au ressort desquels l'Officialité dans laquelle ils postuleront, sera située.

XIX.

Et pour donner moyen aux pourvus desdits Offices de les exercer avec assiduité, nous les avons déchargé & déchargeons de logement effectif de gens de guerre, de la collecte des tailles, tutelle, curatelle, guet & garde, & de toutes autres charges publiques.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris, que notre présent Edit ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelui garder & observer, selon la forme & teneur cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, qui pourroient estre mis ou donnés, nonobstant tous Edits, Déclarations, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par notre présent Edit ; aux copies duquel collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original ; car tel est notre plaisir : & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donnée à Versailles, au mois de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-onze, & de notre regne le quarante-neuvième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX, Visa, BOUCHERAT. Et scellé du grand sceau de cire verte.

Ces privilèges & ceux de toutes les charges dont la finance est au-dessous de dix mille livres, ont été supprimés par la Déclaration de 1715.

Révisées, ont & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lues, publiées & enregistrées : enjoins aux Substituts du Procureur général d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 2 Janvier 1692. Signé, DU TILLET.



EDIT DE LOUIS XIV,

Portant réunion des Notaires apostoliques aux Notaires du Châtelet.

Publié le 26 Février 1693.

Ann. 1693. **L** OUIS, &c. Salut. Par Edit du mois de Décembre 1691, nous avons créé & érigé en titre d'offices formés & héréditaires des offices de Notaires Royaux apostoliques pour être établis dans les Diocèses de notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, & y faire les fonctions portées par ledit Edit, en vue d'empêcher les abus qui s'étoient glissés par ceux qui faisoient ces fonctions, & de pourvoir au préjudice que la perte des minutes de différens actes qu'ils recevoient, causoit très-souvent à nos Sujets, prévenir une infinité de procès auxquels ils donnoient lieu, conserver les droits des Patrons & Collateurs des Bénéfices, en assurer & affermir la possession; mais parce que par la manière dont les fonctions attribuées ausdits Offices sont réglées par cet Edit, elles se trouvent avoir une grande connexion avec celles de nos autres Notaires, & même qu'elles les retranchent & diminuent notablement en plusieurs choses, nos 113 Conseillers Notaires garde-notes au Châtelet de Paris, nous auroient très-humblement supplié de faire considération sur le préjudice qu'ils recevroient de l'établissement de nouveaux Officiers dans notre bonne ville & Diocèse de Paris, qui causeroit dans la suite de très-frequentes contestations entre eux & lesdits Notaires Royaux & apostoliques, par la confusion & concurrence d'une partie de leurs fonctions que cet Edit rend communes, quoiqu'ils ayent toujours été dans la possession immémoriale de toutes celles qu'ils pratiquent journellement... A ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons par notre présent Edit, perpétuel & irrévocable, éteint & supprimé, éteignons & supprimons les titres des offices des Notaires Royaux & apostoliques créés par notre Edit du mois de Décembre 1691, qui auroient pu être établis en exécution d'icelui en notre bonne ville & Diocèse de Paris, sans qu'à l'avenir ils puissent être rétablis pour quelque cause & occasion que ce soit, & en rétablissant ledits 113 Notaires du Châtelet de Paris dans celles de leurs anciennes fonctions, qui leur avoient été retranchées par ledit Edit de 1691, par l'attribution qui en avoit été donnée à leur exclusion ausdits Offices, ou qui leur avoient été diminuées par la concurrence qui leur étoit accordée en plusieurs articles avec lesdits Notaires du Châtelet, nous avons encore attribué, uni & incorporé ces fonctions à celles de nosdits Notaires, & à chacun d'eux & leurs successeurs ausdits Offices à perpétuité, pour par eux les faire & exercer de même & ainsi que toutes les autres fonctions dont ils sont en pleine, actuelle & immémoriale possession dans toute leur étendue, comme elles ont été faites par lo passé... Voulons & entendons qu'ils fassent toutes lesdites fonctions sans exception, & que leur ministère y soit employé, sans que les Prelats, Abbés, Patrons, Collateurs, Bénéficiaires, ni autres personnes puissent se servir d'autres en quelque cas & pour quelque cause que ce soit, déclarant dès-à-présent nuls & de nul effet tous contrats, actes, Lettres de collation, présentation & provision & autres instrumens dépendans desdites fonctions & concernant les manieres ecclésiastiques & bénéficiales suivant ledit Edit de 1691, qui n'auront été faits & expédiés par lesdits Notaires du Châtelet, & défendons à nos Cours & Juges d'y avoir égard, fors & excepté pour les résignations des Bénéfices seulement, lesquelles pourront être reçues par tous Notaires Royaux chacun dans son district & dans les lieux situés à quatre lieues de Paris, & au-delà pour les personnes qui s'y trouveront domiciliées, comme auparavant notre Edit de 1691.... Si donnons en mandement, &c. Donné à Versailles au mois de Février l'an 1693, & de notre regne le 50. Signé, LOUIS.

Régistré en Parlement le 13 Février 1693. Signé, Du Tillet.

TARIE

T A R I F

Arrêté au Conseil de Sa Majesté en exécution de l'Edit du mois de Septembre 1691, qui règle les droits qui doivent être payés aux Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, & de la Vice-Légation d'Avignon.

SÇA VOIR POUR,

S	ignature de résignation, permutation, réserve, extinction de pension, ou cession de droits.	20 liv.
	Si avec dispense, <i>ad duo, sub eodem testis.</i>	18 l.
	Si lesdites cessions s'expédient avec double consentement, on ajoute à chacune.	3 l.
	Signature, <i>per obitum, aut certo modo</i> , ou de nouvelle provision.	16 l.
	Si avec dispense, <i>ad duo.</i>	13 l.
	Si avec dispense, <i>ad tria, quando decem in eadem Ecclesia existunt.</i>	35 l.
	Si avec dispense, <i>ad quatuor, sub eodem testis.</i>	58 l.
	Si avec dispense, <i>ad duo</i> , pour un régulier.	30 l.
	Si avec dispense, <i>ad tria</i> , pour un régulier.	38 l.
	Si avec dispense, <i>ad quatuor</i> , pour un régulier.	58 l.
	Si c'est avec dispense d'âge, <i>etiam duorum annorum, pro simplicibus.</i>	58 l.
	Si c'est avec dispense pour deux incompatibles, <i>attenti necessitate.</i>	55 l.
	Si lesdites signatures s'expédient, <i>cum creatione in Canonicum.</i>	25 l.
	Signature de création d'un Chanoine pour obtenir une dignité.	20 l.
	Signature de provision d'un Bénéfice régulier pour un Prêtre, ou Clerc à la charge de faire profession dans quelque Ordre.	23 l.
	Si ces signatures s'expédient en forme gracieuse avec production de l'attestation, on ajoute à chaque signature.	5 l.
	Si c'est avec la perquisition de ladite attestation déjà produite, ou avec la production du registre, on ajoute.	7 l.
	Signature de confirmation de concorde entre deux Parties.	25 l.
	Si y a plusieurs Parties, pour le consentement de chacune, outre les deux, on ajoute.	3 l.
	Signature de <i>titulo in Commendam, attento quod antea vel ad effectum restaurandi adificia, & si obtineri possit attentis gravi sollicitudine.</i>	160 l.
	Signature de la prorogation d'un Decret apostolique pour six mois.	50 l.
	Pour une année, <i>si obtineri possit.</i>	80 l.
	Signature d'Indult pour ne pas exhiber les Lettres de la première Tonsure.	25 l.
	Signature d'Indult pour être promu, <i>extra tempora.</i>	17 l.
	<i>Absolutio a mala promotione.</i>	25 l.
	Signature d'Indult pour l'usage des viandes prohibées.	25 l.
	Si on en désire l'expédition par Bref.	65 l.
	Indult pour tenir la Calotte au Célébrant.	25 l.
	Licence de faire célébrer en maison particulière.	80 l.
	Licence de lire les Livres défendus.	25 l.
	Pouvoir d'absoudre, <i>in reservatis.</i>	25 l.
	Permission, <i>pro viris qualificatis</i> , pour entrer dans un Monastère de Religieuses.	80 l.
	Signature de confirmation d'aliénation, <i>si in evidentem</i> , & pour trois générations.	100 l.
	Si l'aliénation est perpétuelle, <i>compositio est arbitraria.</i>	
	Signature de dispense sur quelque légère irrégularité, <i>ex defectu corporis.</i>	25 l.
	Si l'inhabilité est grande.	50 l.
	Signature de toutes les absolutions qui ne sont remises à aucune Congrégation.	25 l.

Si c'est avec provision.	35 l.
Signature renvoyée à la Congrégation.	60 l.
Signature d'absolution, <i>ab homicidio casuali</i> .	95 l.
Pour celui qui <i>interfuit homicidio</i> .	85 l.
Absolution d'apostasie avec dispense, <i>ad Ordines & Beneficia</i> .	80 l.
Absolution, <i>ab heresi, vel pro nato heretico</i> .	80 l.
Dispense, <i>ad Ordines pro illegitimo</i> .	25 l.
Pour la Bulle de dispense pour les Ordres & l'obtention des Bénéfices.	180 l.
Provision avec dispense, <i>pro impetrante filio legitimo resignantis</i> .	600 l.
Pour Indult de ne point faire mention, de <i>defectu natalium</i> .	1050 l.
Concession d'un Bénéfice pour un mendiant pour 5 années.	120 l.
Pour toute la vie.	120 l.
Prorogation du temps pour 6 mois après les 5 ans.	35 l.
Pour une année.	40 l.
Pour la restitution contre le laps de temps, <i>cum prorogatione</i> .	120 l.
Bref de commission appellatoire en cause civile ou criminelle.	70 l.
Bref déclaratoire de la nullité, <i>suspensionis Ordinis Subdiaconatus</i> .	100 l.
<i>Si ultra tres vices ministravit</i> .	120 l.
Bref déclaratoire de la nullité de la Profession religieuse, <i>intra quinquennium</i> .	100 l.
Si c'est avec restitution, <i>contra lapsum quinquennii</i> .	170 l.
Si c'est avec restitution, <i>contra lapsum decennii</i> .	120 l.
Bref de commutation de Breviaire.	100 l.
Bref pour juger en causes criminelles.	90 l.
Bref pour exercer la Médecine.	90 l.
Dispense sur bigamie, <i>ad Ordines & Beneficia</i> .	1050 l.
Lettres-patentes de Nomine apostolique.	45 l.
Bref pour les Monitoires.	45 l.
Bref de dispense de 13 ou 14 mois pour être promu.	50 l.
Bref de Penitencerie aux causes ordinaires.	12 l.
Si c'est avec absolution, à <i>simonia</i> , avec remise de fruits.	40 l.
Si les cas sont extraordinaires & les fruits considérables, <i>juxta qualitatem casus</i> .	
Bref d'absolution des vœux de chasteté & Religion.	25 l.
Bref d'Indulgence pour sept années.	12 l.
Autel privilégié, Litanies & semblables.	12 l.
Bref d'Indulgences perpétuelles pour une Confratrie.	40 l.
Bref d'aggrégation à quelque Archi-confratrie.	60 l.
Patentes d'érection de Confratrie du Rosaire & du Scapulaire.	40 l.
Bref pour l'érection d'une Confratrie du Saint Sacrement.	150 l.
Acte de révocation & opposition en Chambre ou Chancellerie.	30 l.
Sumptum de procuration.	20 l.
Sumptum de la signature d'une pension, cession ou Commende.	20 l.
Régistre public sans consentement ou perquisition.	26 l.
Si c'est avec perquisition ou avec consentement.	28 l.
Pour pareil sumptum du Régistre secret.	38 l.
Si c'est avec perquisition ou avec consentement.	48 l.
Si la matière est extraordinaire, <i>juxta laborem</i> .	
Perquisition pour un mois <i>in Officio Datarum</i> , & jusqu'à 11 mois.	10 l.
Pour une année au Régistre public.	25 l.
Pour une année au Régistre secret.	22 l.
Permission aux Religieuses de choisir des Confesseurs.	50 l.
Permission à une femme mariée de demeurer dans un Monastère durant 3 années.	70 l.
Pour 5 années & davantage.	100 l.
Pour la première date.	3 l.
Pour chacune des autres dates.	2 l.
Indult, de <i>translatio ad altiorum</i> .	70 l.
<i>Ad laxiorem</i> , avec attestation de Médecins & consentement des Supérieurs.	120 l.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 59

Bulles pour une dignité majeure, <i>in Cathedrali vel prima in Collegiata.</i> . .	350 liv.
Si c'est avec pension, on augmente, <i>juxta quantitatem pensionis.</i>	
Si c'est avec dispense d'âge & rétention d'autres Bénéfices, on ajoute selon la qualité des dispenses.	
Bulles ou Provisions d'un Prieuré conventuel, qui n'est pas électif pour un Religieux profès dans le même Ordre.	350 l.
Si c'est avec dispense d'âge.	450 l.
Si c'est pour un Religieux du même Ordre, <i>sed professo alterius Monasterii</i> , on ajoute.	30 l.
Si c'est, <i>cum translatione de Ordine ad Ordinem</i> , il faut ajouter.	60 l.
Si <i>pro cupienti profiteri</i> , il faut ajouter.	60 l.
Si c'est <i>in Commendam</i> , <i>pro qualificato.</i>	370 l.
Si <i>in Commendam & cum dispensatione aetatis.</i>	470 l.
Bulles & Provisions d'un Prieuré électif conventuel, <i>pro Monacho ejusdem Prioratus.</i>	350 l.
Si <i>cum dispensatione aetatis.</i>	450 l.
Si <i>in Commendam.</i>	450 l.
Si <i>in Commendam</i> , & avec dispense d'âge.	550 l.
Bulles d'un Prieuré conventuel de Religieuses, <i>pro Moniali ejusdem Prioratus.</i>	350 l.
Si la Pourvue est professe dans un autre Ordre.	370 l.
Si elle est Professe dans un autre Prieuré.	350 l.
Bulles de provision, <i>Monasterii Monialium</i> , pour une Religieuse professe dans le Monastère.	500 l.
Si la Pourvue a fait profession, <i>in eodem Ordine</i> , <i>sed altero Monasterio.</i>	550 l.
Si elle a fait profession dans un autre Ordre.	600 l.
Si quelqu'une desdites provisions s'expédie avec dispense d'âge, il faut ajouter.	100 l.
Bulles de provisions pour les Bénéfices situés <i>in patria obedientia.</i>	180 l.

T A R I F

Des dispenses Matrimoniales.

In quarto.

D E contrahendo cum causa.	65 l.
Sine causa.	90 l.
Cum absolutione, scienter.	190 l.
Cum absolutione, ignoranter.	180 l.
Scienter, in forma pauperum.	75 l.
Ignoranter, in forma pauperum.	70 l.

In Duplici quarto.

De contrahendo cum causa.	105 l.
Sine causa.	880 l.
Cum causa, pro nobilibus.	180 l.
Cum absolutione, scienter.	350 l.
Cum absolutione, ignoranter.	350 l.
Cum absolutione scienter, in forma pauperum.	100 l.
Ignoranter in forma pauperum.	95 l.

In tertio & quarto.

Cum causa.	90 l.
Sine causa.	130 l.

N ij

Cum absolutione, scienter.	210 l.
Cum absolutione, ignoranter.	210 l.
Scienter, in forma pauperum.	100 l.
Ignoranter, in forma pauperum.	90 l.

In Duplicibus tertio & quarto.

Cum causa.	145 l.
Sine causa.	880 l.
Cum absolutione, scienter.	390 l.
Cum absolutione, ignoranter.	380 l.
Scienter, in forma pauperum.	110 l.
Ignoranter, in forma pauperum.	100 l.

In secundo & quarto.

Cum causa.	110 l.
Sine causa.	1155 l.
Sine causa, pro nobilibus.	1450 l.
Cum absolutione, scienter.	330 l.
Cum absolutione, ignoranter.	310 l.
Scienter, in forma pauperum.	90 l.
Ignoranter, in forma pauperum.	85 l.

In primo publica honestas.

Pro contrahendo cum causa.	130 l.
Sine causa.	1430 l.
Cum absolutione, scienter.	330 l.
Cum absolutione, ignoranter.	310 l.
Scienter, in forma pauperum.	90 l.
Ignoranter, in forma pauperum.	85 l.
Neutro machinante, sicut in quarto scienter, nonobstante clausulâ supervivens.	
De contrahendo cum causa.	80 l.
Pro nobilibus.	100 l.

In tertio.

De contrahendo cum causa.	120 l.
Cum causa, pro nobilibus.	160 l.
Cum absolutione, scienter aut ignoranter.	420 l.
Sine causa, pro nobilibus vel honestis.	1480 l.
Cum absolutione, in forma pauperum.	60 l.

In Duplici tertio.

De contrahendo cum causa.	265 l.
Cum absolutione.	730 l.
Sine causa.	2430 l.
Cum absolutione, in forma pauperum.	60 l.

In tertio ex uno, & quarto ex altero.

De contrahendo cum causa.	230 l.
Cum absolutione.	630 l.
Sine causa, pro nobilibus vel honestis.	1680 l.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 101
Cum absolutione, in forma pauperum. 60 l.

In tertio ex uno, & tertio & quarto ex altero.

Cum causa.	265 l.
Cum absolutione.	695 l.
Sine causa, pro nobilibus vel honestis.	1780 l.
In forma pauperum.	60 l.

In secundo & tertio à communi.

Propter dotem cum augmento, & ob angustiam, etiam si extra, cum causa.	160 l.
Pro indotata, ob inimicitias & confirmationem pacis.	130 l.
Cum causa, pro nobilibus.	380 l.
Sine causa.	1410 l.
Cum absolutione.	730 l.
In forma pauperum.	60 l.

In Duplicibus secundo & tertio à communibus.

De contrahendo pro indotata.	350 l.
Propter dotem vel angustiam, etiam si extra.	130 l.
Pro nobilibus, cum causa.	430 l.
Sine causa, pro nobilibus.	4510 l.
Cum absolutione.	1130 l.
In forma pauperum.	60 l.

In secundo & tertio ex uno, & quarto ex altero.

De contrahendo pro indotata ob lites.	170 l.
Propter dotem vel angustiam.	330 l.
Pro nobilibus, cum causa.	380 l.
Sine causa.	1830 l.
Cum absolutione.	780 l.
In forma pauperum.	60 l.

In secundo.

Cum causa vel sine causa expensæ sunt incertæ, de Ordinario poterit obtineri.	4530 l.
Cum absolutione præcedentis copulæ.	2030 l.
In forma pauperum.	140 l.

In primo & secundo.

Compositio est arbitraria.	
In forma pauperum.	617 l.

Comaternitas.

De contrahendo cum causa.	390 l.
Cum causa, pro nobilibus.	530 l.
Sine causa.	1730 l.
Cum absolutione.	1330 l.
In forma pauperum.	60 l.

Comptaternal duplex.

De contrahendo cum causa.	730 l.
Pro nobilibus, cum causa.	950 l.
Sine causa, compositio est arbitraria.	
Cum absolutione.	2130 l.
In forma pauperum.	60 l.

Et pour la sollicitation des Bulles pour les Archevêchés, Evêchés & Abbayes taxées au livre de la Chambre, sera payé comme ci - après.

Pour la sollicitation des Bulles taxées à 24 dueats.	200 l.
Pour celles qui sont taxées 33 florins & jusqu'à 66.	250 l.
Pour celles qui sont taxées 70 florins & jusqu'à 100.	280 l.
Pour celles qui sont taxées depuis 100 florins jusqu'à 300.	290 l.
De six cents jusqu'à mille.	330 l.
De mille florins jusqu'à 1000.	350 l.
De 1000 florins jusqu'à 4000.	400 l.
De 4000 florins jusqu'à quelque autre taxe que ce soit.	450 l.
On observera que si lesdites Bulles s'expédient en Commende, & partant avec dérogation au Concordat, il faut par dessus la taxe prendre encore pour chaque expédition en Commende.	50 l.
Et si l'expédition est faite, <i>cum dispensatione atatis</i> , il faut aussi <i>ratione sollicitationis dispensationis</i> , prendre 100 l. par dessus la taxe.	
Et pour les provisions des pensions réservées ou imposées sur lesdits Bénéfices, sera payé pour la sollicitation suivant la valeur desdites pensions, les dérogations, dispensations & autres circonstances.	
Pour la sollicitation des Bulles de provisions pour les Eglises cathedrales, <i>sive sicut in patria reducia, sive in patria non reducia, taxat ad florenos</i> 100.	350 l.
De 100 florins jusqu'à 400.	350 l.
De 400 florins jusqu'à 1000.	400 l.
De 1000 florins jusqu'à 1000.	450 l.
De 2000 florins jusqu'à quelle autre que ce soit.	500 l.
Et si lesdites Eglises sont métropolitaines excédant la taxe de 3000 ou 4000 fl. 600 l.	
Et pour les pensions réservées ou imposées sur lesdits Bénéfices, sera payé pour la sollicitation, suivant la valeur desdites pensions, comme dessus.	

Fait Sa Majesté défenses aux Pourvus ou Commis établis à la fonction desdits Offices, de prendre plus grandes sommes que celles qui sont contenues au présent Tarif, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de concussion, à la réserve du droit de 6 l. pour la vérification de chaque expédition, attribuée par l'Edit du présent mois de Septembre. Fait & arrêté au Conseil Royal des Finances, tenu par Sa Majesté à Versailles le 4 jour de Septembre 1691. Collationné. *Signé, RANCHIN.*

Matières qui s'expédient par la Pénitencerie.

Commution de vœux de chasteté ou de Religion, pour se marier ou continuer dans le mariage contracté.	15 l.
Bulle de condonation de fruits induement perçus par celui qui n'a pas récité les Heures canoniales, <i>vel pro malè proviso.</i>	20 l.
Si c'est avec nouvelle provision de Bénéfice.	22 l.
Absolution d'homicide, casuel, caché, pour lequel il n'y a point eu d'information.	10 l.
Absolution d'homicide volontaire, <i>vel propter abortum procuratum alio seu utroque machinante occulto.</i>	25 l.

E

les effets de ses bonnes intentions, nous ont très-humblement supplié leur octroyer nos
Lettres à ce nécessaires. A ces causes, de l'avis de la Reine Régente notre très-hon-

STANLEY
JOURNAL

Abolition d'homicide volontaire, *vel propter uxorem procuratum alteri seu suro-*
que machinasse occulso. 25 1.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 103

Abfolution de simonie cachée.	25 l.
Si c'est avec condonation des fruits induement perçus.	25 l.
Si c'est avec réhabilitation pour obtenir le même Bénéfice avec nouvelle provision & condonation de fruits.	35 l.
Commution des Heures canoniales, <i>propter debilitatem visus</i>	20 l.
Abfolution, à mala <i>promotione occulta</i>	20 l.
Dispense au premier degré ou au second, <i>ex illicita copula occulta</i> , pour contracter mariage, ou continuer dans le mariage contracté.	25 l.
Dispense sur le 1. & 3, ou sur le 3 degré de cognation spirituelle, <i>aut in 4 occultis</i> , pour continuer dans le mariage.	20 l.
Abfolution des duels cachés.	20 l.
Abfolution des duels cachés & ports d'armes aussi cachés.	25 l.
Abfolution pour celui qui s'est mêlé d'affaires criminelles, <i>occulte</i>	15 l.
Abfolution de toutes les irrégularités simples.	20 l.
Si c'est avec nouvelle provision & avec condonation de fruits.	25 l.
On peut voir dans la pratique bénéficiale & ecclésiastique du sieur Brunet, pag. 63, le Tarif des expéditions de la Légation d'Avignon.	

Il faut remarquer que les droits fixés par ce Tarif ont été depuis 1691 augmentés ; & avoir, de 1 l. pour livre & de 3 liv. pour l'envoi, à quoi il faut ajouter le droit de change sur les espèces qui est considérable, en sorte que pour les signatures simples sur résignation & on paye aujourd'hui aux Banquiers. 36 l.

DECLARATION DU ROI,

Qui assujettit à l'examen des Ordinaires, les pourvus en forme gracieuse.

Da 9 Juillet 1646.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Les Cardinaux, Archevêques, Evêques, & autres Ecclésiastiques assemblés par notre permission en notre ville de Paris, nous ont dit & remontré, que connoissant que le vrai & unique moyen de détruire l'hérésie, & maintenir la piété & la véritable Religion, consistoit en la probité & la capacité de ceux auxquels est commise la conduite & l'instruction des peuples, ils se sont rendus & se rendent tous les jours très-exacts, tant en informations de vie & de mœurs, que jugement de la doctrine de ceux qui sont pourvus des Bénéfices ayant charge d'ames, même qu'en plusieurs lieux ils ont formé des Congrégations aux termes des saints Conciles, afin de rendre lesdits examens plus solennels, & établi des Séminaires, dans lesquels on peut éprouver & reconnoître par quelque espace de temps, les mœurs & l'esprit de ceux qui sont admis à telles Charges ; mais que leurs soins & leurs brayances sont demeurées jusqu'à présent peu utiles & sans effet, par la facilité des Banquiers, & l'adresse de ceux qui voulant éviter lesdits examens, se sont pourvus en Cour de Rome, en forme gracieuse, des Cures, Vicaireries perpétuelles, autres Bénéfices ayant charge d'ames, supposant souvent qu'ils ont des attestations, qu'ils n'ont point, ou s'ils en ont, elles ne sont données pour le même Bénéfice, dont ils sont pourvus, ou sont données par un autre Ordinaire, que par celui du Bénéfice, lequel se rendant moins exact à prévoir le mal, qui semble ne le toucher point, se rend plus facile à accorder telles attestations, lequel inconvenient ayant remontré souvent au saint Pere, & particulièrement sous le nom des deux dernières Assemblées, il auroit jugé leurs remontrances très-justes, & fait espérer que dorénavant telles expéditions en forme gracieuse ne seroient plus accordées, & ordonné à ses Dataires d'y prendre garde ; mais voyant qu'au préjudice des intentions du saint Pere, les Expéditionnaires de France, pour quelque intérêt particulier se rendent faciles à poursuivre telles signatures, qui empêchent par ce moyen les effets de ses bonnes intentions, ils nous ont très-humblement supplié leur octroyer nos Lettres à ce nécessaires. A ces causes, de l'avis de la Reine Régente notre très-hono-

Ann. 1646.

r^e Dame & mere, désirant seconder leurs justes desirs & les intentions de sa Sainteté, conformément aux Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & particulièrement à celles du Roi Louis le Juste notre très-honoré Seigneur & Pere, de l'an 1619, nous avons dit & déclaré, di ons & déclarons, voulons & nous plaît, que dorénavant nul impétrant de provisions en forme gracieuse d'aucune Cure, Vicairerie perpétuelle, & autre Bénéfice ayant charge d'ames, prenne possession en vertu d'icelles dedsdits Bénéfices, qu'après avoir informé de leur vie, mœurs & Religion Catholique, & subi l'examen pardevant le Diocésain du lieu où sera situé ledit Bénéfice. Faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous Notaires & autres personnes d'en donner acte, sur peine de nullité d'icelui, & à tous Juges d'y avoir égard. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & régistrer, & le contenu en icelles faire observer de point en point, selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Réglemens, Ordonnances & Lettres à ce contraires; car tel est notre plaisir: en témoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris, le neuvième jour de Juillet, l'an de grace 1646, & de notre regne le quatrième. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, la Reine Régente sa mere présente. DE GUENEGAUD. Et scellé.

Révisées, ou le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, à la charge que pour la taxe des Vifs & expéditions, l'Ordonnance sera gardée. A Paris en Parlement le 28 Juin 1647. Signé, DU TILLET.

EDIT DE FRANÇOIS I,

Qui défend de receler les corps des Bénéficiers défunts.

De l'An 1539.

Voyez Tom. V. §. IX.

DECLARATION DE LOUIS XIV,

Sur le même sujet.

Du 9 Février 1657.

Ann. 1657. **L** OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La sévérité des peines que les Rois nos prédécesseurs ont ordonné pour empêcher le recèlement des corps morts des Bénéficiers, contre les coupables de ce crime, soit contre les Laïcs, de confiscation de corps & de biens; soit contre les Ecclésiastiques, de privation de tout droit possessoire qu'ils pourroient prétendre sur les Bénéfices vacans, n'a pu arrêter la pratique de cette inhumanité. Elle est parvenue à cet excès, suivant qu'il nous a été représenté par les Députés de l'Assemblée générale qui se tient à Paris, par notre permission, que les plus proches parens de ces Bénéficiers, voulant profiter par des voyes que les Canons condamnent, des Bénéfices vacans, après avoir suborné les domestiques, empêchent le plus souvent que les malades ne soient assistés des Sacrements de l'Eglise à l'extrémité de leur vie: en sorte qu'au lieu que les parens & les domestiques devroient déclarer au vrai le jour du décès aux Eglises où se doivent faire les sépultures, comme il leur est enjoint par les Ordonnances, ils certifient le contraire; & les intéressés font faire une inquisition sommaire pour transporter le jour du décès, avant qu'il est nécessaire pour donner couleur à la fausseté & nullité des provisions des Bénéfices vacans, & le font mettre de la sorte sur les registres des Curés. Et d'autant que nos Officiers subalternes, & même nos Cours de Parlement, ont refusé d'ordonner la preuve des faits qui sont

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 105

mis pour vérifier la garde & le recellement des corps ; & qui plus est, elles ont donné des Arrêts portant défenses, tant aux Evêques, leurs Vicaires généraux & Officiaux, de faire aucune visite ou recherche des corps morts des Bénéficiers, à peine de quatre mille livres d'amende, qu'aux Juges séculiers qui la feroient à leur instance, à peine de punition corporelle, ils nous ont très-humblement supplié de leur pourvoir d'un remède convenable. A ces causes, & autres bonnes considérations à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit & ordonné, disons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, que le contenu aux Articles LIV, LV & LVI, de l'Ordonnance de l'an 1539, confirmée par celle de Blois, sera exécuté suivant la forme & teneur : & y ajoutant, voulons & nous plaît que les Evêques, leurs Vicaires généraux & Officiaux, puissent faire procéder à la recherche desdits corps morts dans les Eglises ou Cimetieres exempts & non exempts, en présence de témoins ; & que leurs procédures ne puissent être contestées pour défaut de puissance, & qu'ils puissent aussi procéder à ladite recherche dans les maisons & lieux séculiers, étant assistés d'un Juge Royal qui leur prètera main forte à l'exécution. De plus, nous voulons que les faits de la garde & recellement soient reçus par tous nos Juges en l'instance sur le possesseur des Bénéfices. Et d'autant qu'au moyen des transports que l'on fait secrètement des corps morts en des lieux incônus, on ne peut parvenir à la connoissance de la vérité par leur recherche, & qu'il est nécessaire de déraciner entièrement un abus si contraire aux mœurs & à la sainteté de la Religion chrétienne, & si dérogeant aux droits de collation, qui appartiennent aux Ordinaires : nous voulons, ordonnons & nous plaît, qu'à la requisi-tion des grands-Vicaires ou Promoteurs des Archevêques, Evêques & autres Colla-teurs, le premier Juge Royal sur ce requis, soit tenu de se transporter avec eux, ou celui qu'ils commettent, en la maison où le Bénéficiaire est demeurant ou atteint de maladie, pour se faire représenter le malade ou son corps, en cas qu'il soit decédé ; de laquelle représentation, ou du refus de la faire, ledit Juge dressera son procès-verbal, bien certifié de trois ou quatre témoins. Et en cas que les parens ou domestiques refusent de représenter ledit Bénéficiaire ou son corps, les Collateurs pourront pourvoir à ses Bénéfices ledit jour, comme étant deslors censés vacans, en cas qu'il décède de ladite maladie, sans s'arrêter à la publication du jour du décès que les intéressés pourroient faire depuis à leur volonté. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement de Toulouse, que ces présentes Lettres de Déclaration ils fassent lire, publier & enregistrer ; & le contenu en icelles garder & observer suivant leur forme & teneur ; car tel est notre plaisir : en temoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes. Donné à Paris, le neuvième jour de Février l'an de grace 1657, & de notre regne le quatorzième. Signé, LOUIS. Et sur le re-pli, Par le Roi, PHELYPEAUX.

Enregistré es Régistres du Grand-Conseil du Roi, suivant l'Arrêt, Et aux charges y portées, cejourd'hui. Donné à Paris le trentième jour de Mars 1661. Signé, HERRIN.

DECLARATION DU ROI,

Sur l'emploi des revenus provenans de Bénéfices incompatibles.

Du 7 Janvier 1681.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui ces Présentes Lettres verront, Salut. Ayant été informé que plusieurs Ecclésiastiques de notre Royaume, après s'être fait pourvoir de deux Bénéfices incompatibles, comme de deux Cures, ou d'un Canoniat ou Dignité dans une Eglise cathédrale ou collégiale, & d'une Cure, ou d'autres Bénéfices incompatibles de Droit, jouissoient du revenu desdits Bénéfices, sous prétexte qu'ils ont un an pour opter celui qu'ils voudront conserver ; & que le temps pour en faire l'option étant passé, ils se faisoient suffire des

procès par collusion & intelligence, pour jouir toujours du revenu desdits Bénéfices. Nous aurions, pour empêcher un abus si préjudiciable au bon ordre, & à la discipline de l'Eglise, fait expédier plusieurs Arrêts & Déclarations sur ce sujet; portant entre autres choses: que les pourvus de deux Cures, ou d'un Canoniat ou Dignité & d'une Cure, soit qu'il y ait procès, ou qu'ils les possèdent paisiblement, ne jouiront que des fruits du Bénéfice, auquel ils résideront actuellement, & seront le service en personne. Et comme nous avons eu avis que le même abus recommence en plusieurs Diocèses de ce Royaume, & qu'il est important d'y pourvoir. A ces causes, & autres à ce nous mouvants, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons, en confirmant les précédents Arrêts & Déclarations données sur ce sujet, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que lorsqu'une même personne sera pourvue de deux Cures, ou d'un Canoniat ou Dignité & d'une Cure, ou de deux autres Bénéfices incompatibles, soit qu'il y ait procès, ou qu'il les possède paisiblement, le pourvu ne jouira que des fruits du Bénéfice auquel il résidera actuellement & fera le service en personne, & que les fruits de l'autre Bénéfice, ou des deux, s'il n'a résidé & fait le service en personne en aucun, seront employés au paiement du Vicarier ou des Vicaires qui auront fait le service, aux réparations, ornemens & profit de l'Eglise dudit Bénéfice, par ordonnance de l'Evêque Diocésain, laquelle sera exécutée par provision, nonobstant toutes appellations simples ou comme d'abus, & tous autres empêchemens, auxquels nos Juges & Officiers n'auront aucun égard. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre grand-Conseil, que ces Présentes ils aient à enregistrer purement & simplement, & le contenu en icelles faire exécuter, garder & observer dorénavant selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune manière; car tel est notre plaisir: en témoin dequod nous avons fait mettre notre seel à cesdites Présentes. Donné à Saint Germain en Laye, le 7 Janvier, l'an de grace 1681, & de notre regne le 38. *Signé, LOUIS, Et sur le vif, Par le Roi. COLBERT.*

Lues & publiées en l'Audience du grand-Conseil du Roi, le 23 Janvier 1681. Oui ce requerrant & consentant le Procureur général du Roi, & registrées en registres d'icelui, pour être exécutées, gardées & observées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt audit Conseil dudit jour 20 Janvier 1681. Signé, BOUC.

DECLARATION DU ROI,

Envoyée au Parlement de Guyenne sur les permutations des Bénéfices.

Du 11 Mai 1684.

Ann. 1684. **L**OUIS, par la grace de Dieu, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sur les plaintes qui nous sont portées des abus qui se sont glissés dans quelques Provinces de notre Royaume sur le fait des permutations des Bénéfices, lesquelles on y tiens pour valables, bien qu'elles n'aient été effectuées, ni accomplies par l'une des parties, ce qui est contre la nature & la forme des permutations, nous nous serions fait représenter notre Edit du mois d'Octobre 1646, par lequel nous avions fait divers Réglemens sur le fait du contrôle des Bénéfices. Et considérant qu'il sera très-utile de retrancher lesdits abus, savoir faisons, que nous pour ces causes à ce nous mouvants, de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons dit & déclaré, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît par ces Présentes signées de notre main, que sans en rien déroger à la règle *De publicando*, en cas que ci-après dans les permutations des Bénéfices, l'un des permuteurs vienne à décéder après le temps porté par ladite règle sans avoir pris possession du Bénéfice permisé, le survivant desdits permuteurs demeure entièrement privé du Bénéfice par lui baillé, & du droit qu'il avoit en icelui, & qu'il n'y puisse rentrer sans nouvelle

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 107

provision, soit que ladite permutation ait été faite en maladie ou autrement. Voulons pareillement que les permutations soient effectuées de part & d'autre, & que pour cet effet les provisions sur icelles soient expédiées, ou par les Ordinaires, ou par leurs Supérieurs sur leur refus, s'il y échut, auparavant le décès de l'un des permuteurs, à faute dequoi si ledit décès arrive, lesdites permutations demeureront nulles & sans effet. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Guyenne, que ces Présens ils aient à faire lire, publier, enregistrer, & le contenu en icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu; car tel est notre plaisir: en témoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à ces Présens. Donné à Condé le 11 de Mai, l'an de grace 1684, & de notre regne le 41. *Signé, LOUIS, Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.*

COMPACT DE PAUL IV AVEC LES CARDINAUX,

Sur la règle De viginti diebus.

Du 18 Mai 1555.

PAULUS, Episcopus, servus servorum Dei ad futuram rei memoriam. Decet Ann. 1555.
romanam Pontificem Dom. nostri J. C. in terris Vicarium; ea que ante etiam quam ad summi Apostolatus apicem assumptus esset inter ipsum & altos Cardinales pro bono pacis & felicit regimine ipsius Rom. Eccl. & status ecclesiastici maturo consilio ordinata & promissa existunt semper rata habere, & illis, quo firmitas subsistat, apostolice muniminis robur adiacere. Cum itaque nos tunc in minoribus constituti & Episcopus Offensis Sede apostolica per obtulit felicit recordationis Marcelli II, prædecessoris nostri vacante, in Conclavi in quo divina favente clementia assumpti fuimus, unâ cum venerab. Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus certa capitula inter nos & ipsos Fratres maturo consilio facta subscripserimus, & postmodum ad hujusmodi Apostolatus apicem meritis licet imparibus per eosdem Fratres electi, capitula ipsa, prout in minoribus constituti promiseramus, subscribendo, purè, simpliciter & bonâ fide ad litteram observare & adimplere solemni voto promiserimus & juraverimus, & ita illa omnia ad unguem omnino observare intendebamus; idcirco imprints promissum & juramus, quod omnibus viribus nostris conabimur & curabimus pacem inter Principes Christianos componere, & cum effectu faciemus quod universalis Ecclesia & romana Curia reformetur, prosequendo reformationem à pax memorie Julio Papa III, inchoatam, ipsam Curiam non transferemus extra aliam urbem Romam, nec de loco ad locum, quodque numerus venerab. Cardinal. statuatur & restringatur & ex nunc ad numerum 40, ex omnibus nationibus.... Non etiam assumemus Cardinales, nisi in ætate saltem 35 annor. constitutos, ac viros bonæ vitæ, conversationis & famæ ac Literarum scientiâ præditos, servabimusque Decretum prædicti prædecessoris de duobus fratribus germanis ad Cardinalatus honorem non assumendis, quod extendatur etiam ad patruum & nepotem, ut eodem tempore nullo modo in eodem Collegio esse possint. Et insuper.... quod Cardinalibus quorum redditus ecclesiastici ad valorem sex millium ducatorum auri de Camera non ascendunt, de proveniunt ejusdem Camere usque ad summam 100 ducatorum similibus quolibet mense providebimus.... Et in Diocesi in qua erunt ordinarii Collatores, quæcumque ecclesiastica Beneficia ad eorum collationem tam conjunctim quam divisim pertinentia qualitercumque reservata, præterquam veræ familiaritatis continuz commensalitatibus Rom. Pontif. pro tempore existentis, liberè conferre poterunt, quodque regulæ De infirmis resignantibus, tam extra quam ultra montes in præjudicium Indultorum eorundem Cardinal. & Indultis ipsis ad instantiam Regum & Principum, etiam virtute quorumcumque mandatorum non derogabimus. Nec contra eorundem Cardinalium personas ex quacumque causâ, nisi in casibus hæresis vel schismatis, aut læsæ majestatis in primo capite, ac præcedente legitima causæ cognitione, & processu coram Cardinalibus ad id de duarum partium alio-

rum Cardinalium nunc præsentium consensu, per modum secretum præstito deputatis, non procedemus nec procedi faciemus. Et præterea civitates, terras & loca aut bona vel jura ejusdem Ecclesiæ Rom. etiâ ex causa permutationis, etiam cum recompensâ aut pro evidenti utilitate vel necessitate alienare seu infeudare, etiam si alienari vel infeudari consueverint, ad longum tempus locare vel pignori dare, aut alio titulo ultra vitam nostram concedere, etiam omnibus Cardinalibus consentientibus, minimè valeamus, nisi illa quæ de cætero ob liream finiam & aliâ legi imè devolventur..... Datum Romæ apud S. Petrum anno Incarnat. Dom. 1555, 4 Calendas Junii, Pontificatus nostri anno 1.

LETTRES PATENTES D'HENRY II,

Pour l'enregistrement de l'Indult ci-dessus.

Du 23 Avril 1556.

Ann. 1556.

HENRY, par la grace de Dieu, &c. à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre grand Conseil, Salut & bénédiction. Notre très-cher & amé Cousin le Cardinal de Vendôme nous a fait dire & remontrer, que par N. S. Pere le Pape a été octroyé à nos très-chers & amés Cousins les Cardinaux l'Indult apostolique ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie..... lequel notredit Cousin Cardinal ferait volontiers publier & enregistrer pardevant vous en notredite Cour pour y avoir recours, si pour raison d'icelles Dignités, Prébendes, & autres Bénéfices il advenoit différend. Nous à ces causes voulant favorablement traiter notredit Cousin en les affaires, & pour autres considérations à ce nous mouvant, vous mandons & commettons que ledit Indult vous fassiez lire, publier, & enregistrer pardevant vous pour y avoir recours, & être observé & gardé selon la forme & teneur; car tel est notre plaisir. Donnè à Amboise le 23 Avril 1556.

ARREST D'ENREGISTREMENT DU GRAND-CONSEIL ;

Sur la Requête verbalement faite en l'Audience par

Du 9 Juin 1556.

Ann. 1556.

LE Conseil ayant égard à la Requête faite par les Avocats & Procureurs desdits Cardinaux de Vendôme, de Bourbon, Tournon, Lorraine, Guise, Dubellai, de Leroncourt, S. George, Ferraro, Farneze, d'Annebault, Chaillon, d'Armagnac & de Givry, & oui sur ce le Procureur général du Roi, & de son consentement a ordonné & ordonne que suivant les Lettres-patentes dudit Seigneur Roi, sur le repli dudit Indult, seront mis ces mots, Lû, publié & enregistré ès registres dudit Conseil, oui sur ce ledit Procureur général & de son consentement, en ce qu'icelui Indult n'est dérogeant aux saints Secrets, franchises, libertés & privilèges de l'Eglise Gallicane. Fait audit Conseil, à Melun le 9 Juin 1556.



AUTRES LETTRES-PATENTES DU ROI HENRY II,

Sur le même sujet.

Du 16 Janvier 1558.

HENRY, par la grace de Dieu, &c. à nos amis & frères les Gens tenant notre grand-Conseil. Combien que vous ayez ouï notre Procureur général, & de son consentement fait lire, publier & régistrer les Bulles & Lettres apostoliques ci-attachées sous le contre-scel de notre Chancellerie, nous avons entendu que vous faites à présent difficulté de les observer, en comémement qu'entre autres articles est ordonné que N. S. Pere le Pape ne dérogera pas à la 18^e regle de la Chancellerie faite sur les résignations des malades résignans & mourans dans les 30 jours de leur résignation, au préjudice des Indults des Cardinaux. Nous ce considéré, même que ladite regle est favorable, & comme telle reçue en notre Royaume, & en conséquence la dérogation à icelle est aucunement odieuse, & qu'à ce moyen à bonne & juste cause N. S. Pere le Pape a ordonné que dorénavant il ne dérogera à ladite regle au préjudice desdits Indults des Cardinaux, avons dit & déclaré, & de notre pleine puissance & autorité Royale, voulons & nous plaît que le contenu esdites Lettres apostoliques, même en ce qui regarde la dérogation de ladite 18^e regle, être gardé & observé de point en point selon la forme & teneur, & que tous les procès depuis la publication desdites Bulles & Lettres mus & à mouvoir sur la dérogation ou autre difficulté concernant ladite regle, soient jugés, décidés & terminés par l'Ordonnance sur ce faite, & contenu esdites Lettres & Bulles, déclarant nul & de nul effet & valeur tout ce qui a été & sera fait au contraire. Vous mandons très-expressement, & enjoignons faire lire, publier, &c. Donnée à Paris le 16 Janvier 1558.

Ann. 1558.

Le Conseil a ordonné & ordonne que lesdites Lettres-patentes seront lues, & sur le repli d'icelles mis ces mots, Lues, publiées & enregistrées en registres dudit Conseil pour jouir par lesdits Cardinaux de l'effet d'icelui Indult, en ce qu'il n'est dérogeant aux saints Decrets, Concordats, Privilèges & Libertés de l'Eglise Gallicane.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

Portant règlement sur les résignations faites in extremis.

Du 29 Avril 1558.

SUR la Requête présentée au Roi par Maître Jean Benoit, Prêtre, Docteur, Régent en la Faculté de Théologie en l'Université de Paris, par laquelle & pour les causes y contenues, il tendoit & concluait à ce qu'il plut audit Seigneur Roi, sans autre forme ni figure de procès, sans seulement, la pure vérité du fait connue, commander & ordonner que ledit Suppliant fût remis en la possession de ses Bénéfices, qui sont les Cures des Innocens en la ville de Paris, & de Pouilly au Diocèse de Sens, pour d'iceux en jouir comme il faisoit auparavant la résignation d'iceux, faite au mois d'Août 1556, au profit de Maître François Semelle son serviteur & Vicair en ladite Cure des Innocens, icelle résignation faite par ledit Suppliant étant en extrémité de maladie, & au désespoir de la vie, par l'importunité & persuasion dudit Semelle son serviteur & Vicair, qui lui promettoit lui remettre en ses mains ledits Bénéfices, si cas étoit que ledit Suppliant son maître retournât en convalescence, & que plutôt il aimeroit mourir que de le tromper, & lui faillir de promesse. A quoi toutefois il n'auroit voulu entendre, déniaut avoir fait aucune promesse qui fût ou fust obligatoire, & pour l'accomplisse-

Ann. 1558.

nient & entretenement de laquelle ledit Suppliant le peut valablement poursuivre en jugement ou dehors. Pour ouïr les Parties sur laquelle Requête les Evêque d'Amiens & Seigneur de Roissy, Conseillers & Maîtres des Requêtes ordinaires de l'Hôtel dudit Seigneur auroient été commis, afin d'en faire leur rapport : & depuis au lieu dudit Evêque d'Amiens subrogé Maître Christophe de Thou, Conseiller & Président en la Cour de Parlement, de l'ordonnance duquel & dudit Seigneur de Roissy, auroit été mandé ledit Semelle, & oui en la présence dudit Suppliant, & baillé par écrit une offre par laquelle pour recompense du bien que ledit Suppliant lui auroit fait résignant ses Bénéfices à son profit, consentoit qu'il en jouit sa vie durant, prenant les deniers par les mains dudit Semelle, & lui délaissant quelque chose pour son vivre & enterrement : ce que ledit Suppliant n'auroit voulu accepter, persistant en sa Requête. Après avoir oui ledit Seigneur Roi, étant en son Conseil, le rapport qui lui a été fait par ledit de Thou Président, qui auroit oui les Parties & vu ce qui avoit été mis par devers lui de la part dudit Suppliant, & l'offre dudit Semelle, signée de lui, icelui Seigneur Roi par l'avis & délibération des Gens de son Conseil, auquel étoient présents & assistoient lors le Roi Dauphin, Roi de Navarre, Cardinaux de Lorraine & de Sens, Garde des Sceaux de France, Dues de Guise & d'Aumale, Maîtres Gilles le Maître premier, & Pierre Seguyer Présidents en la Cour de Parlement, Baptiste du Mesnil, Edmont Boucherat, Avocats, & Gilles Bourdin Procureur général : a dit & ordonné, dit & ordonne, que sans avoir égard à l'offre faite par ledit Semelle, & ayant égard à la Requête dudit Benoit Suppliant, & icelle entérinant, que ledit Suppliant sera remis & restitué en la possession & jouissance de ses Bénéfices, qui sont les Cures des Innocens & de Pouilly, pour & par lui en jouir comme il faisoit lorsqu'il passa procuration pour les résigner au profit dudit Semelle son serviteur & Vicaire, & que ledit Semelle sera tenu de remettre & résigner lesdits Bénéfices es mains des Collateurs ordinaires d'iceux, pour par eux en pourvoir ledit Benoit Suppliant. Et à ce faire sera ledit Semelle contraint par emprisonnement de sa personne, & tiendra prison en la Conciergerie du Palais, jusqu'à ce qu'il ait obéi à ce présent Arrêt, & qu'entièrement il ait été exécuté. Et a été & est ledit Semelle condamné à rendre & restituer audit Benoit Suppliant, tous & un chacun les fruits, que ledit Semelle a prins & perçus, à cause desdits Bénéfices, ou que ledit Suppliant eut pu prendre & percevoir, si ledit Semelle ne lui eut failli de promesse. Sur iceux déduits les frais, que ledit Semelle a faits pour se faire pourvoir, & ce qu'il montrera avoir payé audit Benoit, & autres charges, que ledit Benoit eut portées s'il eut été jouissant. Et outre est ledit Semelle condamné es dépens, (de cette poursuite) dommages & intérêts tels que de raison. Pour exécuter ce présent Arrêt, est ledit de Thou Président commis. Enjoint aux Avocats & Procureur général dudit Seigneur, d'en commander & poursuivre l'exécution être faite ; le tout, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, dont ledit Seigneur a réservé & réserve la connoissance à la propre personne, icelle interdisant à tous les Juges souverains & inférieurs. Et à ce que ce présent Arrêt serve de loi, en ces causes & semblables, par tout son Royaume, pays, terres & Seigneuries, étant en son obéissance, a voulu & ordonné qu'il soit lu, publié & enregistré es registres de toutes ses Cours souveraines & inférieures : donnant en mandement à tous ses Juges & Officiers d'ainsi le faire, & à tous ses Procureurs généraux & particuliers en faire les poursuites & diligences. Fait au Conseil privé dudit Seigneur, tenu à Paris le 29 jour d'Avril, l'an 1558. Paraphé par Monsieur le Cardinal de Sens, & signé, DE THOU.

Registratum ex ordinatione Curie, audito Procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento nona Maii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo octavo.

Collation a été faite à l'original, par moi, & signé, CLAUSSK.



ARREST DE REGLEMENT DU PARLEMENT DE PARIS,

Qui défend aux Præcepteurs des Bénéficiers de recevoir leurs résignations.

Du 18.... 1554.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. Entre Barthelemi Violier..... & Mathurin Longuet Secrétaire du Roi, stipulant pour Mathurin Longuet son fils.... La Cour met les appellations & ce dont étoit appel au néant, émendant déclare Barthelemi & Jean Violier atteints & convaincus des cas de subornation à eux imposés; ce faisant déclare pareillement les procurations passées par ledit Longuet, fils mineur, écolier & pensionnaire de Barthelemi Violier, nulles, illicites, & de nul effet & valeur, ensemble tout ce qui en est & peut être ensuivi, comme étant lesdites procurations extorquées par dol, subornation & séduction, & comme telles lacérées, & les minutes d'elles rayées & biffées sur les registres des Notaires qui les ont reçues & expédiées. Fait défenses à Jean Violier & Michel Lescuyer, & toutes autres personnes qui peuvent & pourront pour l'avenir prétendre droit aux Prébendes de saint Honoré & Chapelle de saint André dont est question en vertu de ces résignations, d'inquiéter ni faire poursuivre, pour raison de ce, contre ledit Longuet fils, sous peine de prison & amende arbitraire; & pour avoir, par Barthelemi Violier, séduit son écolier & son pensionnaire, il est condamné à faire amende honorable au Parquet de la grand - Chambre de la Cour, l'Audience tenante, nue tête, & à genoux, avec une torche ardente à la main, & la dire & proférer à haute voix, que malicieusement par dol & circonvension il a induit & suborné ledit Longuet fils étant son écolier & pensionnaire, à passer lesdites procurations, dont il s'en repent & en demande pardon à Dieu, au Roi, & à la Justice; & pour plus ample réparation, en cent livres d'amende envers le Roi, & autres cent livres envers les Longuet pere & fils, & une pareille somme envers les pauvres de l'Hôpital, & à tenir prison jusqu'à plein paiement desdites sommes, amendes & condamnations: & à l'égard de Jean Violier pour s'être aidé des procurations, & de Michel Lescuyer, pour avoir voulu mettre à exécution les provisions sur résignations expédiées en sa faveur, après avoir eu connoissance des poursuites faites contre les nommés Violier, ils sont aussi l'un & l'autre condamnés en quarante livres envers le Roi, & en semblable somme envers lesdits Longuet, & en outre en tous les dépens, dommages & intérêts. Fait inhibitions & défenses à tous Maîtres, Pédagogues, & personnes ayant charge, administration & gouvernement d'enfans & écoliers, d'user à l'avenir de telles fraudes & séductions envers leurs écoliers, & d'extorquer d'eux ou accepter aucunes résignations qui seroient faites en leur faveur directement ou indirectement, sur peine de nullité des résignations & des provisions qui s'en ensuivroient, amende arbitraire, & autre punition qu'il appartiendra: & fera le présent Arrêt lu & publié en la première Congrégation & Assemblée qui se fera par le Recteur de l'Université de Paris, & partout ailleurs où besoin sera.

LETTRES PATENTES D'HENRY III,

Concernant les résignations des Bénéfices de fondation Royale.

Du 16 Octobre 1591.

HENRY, &c. Salut. Combien qu'il n'appartienne qu'à nous de pourvoir & Ann. 1592.
conférer de plein droit, les Chanoines, Prébendes & autres Bénéfices en plusieurs Eglises de notre Royaume, fondés, dotés & édifiés par nos prédécesseurs Rois, & qu'ayant admis des résignations desdits Bénéfices faites par les Titulaires & Bénéficiaires aucuns sains, & les autres détenus de maladie & d'infirmité, s'il arrive qu'ils

décèdent audevant des 10 jours de la résignation admise en faveur d'autres, nous ayons droit de conférer iceux Bénéfices comme vacans par mort, sinon que par nos Lettres de Collation ou autres particulieres il y eut dispense ou clause dérogeoire, & que de ce droit nous & nos prédécesseurs Rois ayons toujours joui par tel & si longtems qu'il n'est mémoire du contraire, même que conformément à ce plusieurs Arrêts ayent été donnés par nos Cours Souveraines: ce néanmoins nous sommes dûement avertis que n'aguerre aucuns de nos Officiers auroient jugé au contraire, ayant ouvert la voye à la succession des Bénéfices contre la prohibition des Decrets & des Canons, qui seroit, si cela avoit lieu, faire contre la commun & immémoriale observation, & de favoriser les abus qui se pourroient commettre en l'obtention des Bénéfices, et quels la Pureté doit estre principalement observée & gardée, sçavoir faisons; que desirant pourvoir à ce que de tels désordres n'arrivent, nous avons dit déclaré & ordonné, disons déclarons & ordonnons que notre vouloir & intension est & a toujours été que ladite observation de 10 jours ait lieu & soit gardée & observée inviolablement, voulons & entendons que suivant & conformément à icelle, les Bénéfices de ceux qui décéderoient dans les 10 jours de la résignation par eux faite, soient censés & réputés vacans par mort & non par résignation. Si donnons en mandemens à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenans notre grand-Conseil, Baillifs, Sénéchaux ou leurs Lieutenans & à tous nos autres Officiers que ces Présentes ils gardent, observent & enretiennent, fassent garder & observer inviolablement de point en point selon leur forme & teneur, lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai après la publication d'icelles. Donné à saint Denis en France le 16 Octobre 1592. Signé, HENRY.

Lect, publiés & registrés es registres du grand-Conseil du Roi, ce requerrant le Procureur général dudit Seigneur pour avoir lieu à l'avenir. Fait audit Conseil. A Chartres le 5 Novembre, l'an 1592. Signé, THIELEMENT.

EDIT DE LOUIS XV,

Qui défend toute union de Bénéfices sans Lettres-patentes.

Du Septembre 1718.

Ann. 1718. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présens & à venir, Salus. Nous avons été informés que quelques Communautés-ecclésiastiques, séculières ou régulières, & principalement les Congrégations de différens Ordres religieux établis dans notre Royaume, cherchent à augmenter leurs revenus par l'extinction des Prieurés & des autres titres de Bénéfices, pour en unir & confondre les biens avec ceux de leurs Manfes & Communautés, contre l'esprit & l'intention des Fondateurs, & au grand préjudice des Collateurs & Patrons, même des Indultaires, & de nos droits; que dans cette vue lesdites Congrégations obtiennent des Decrets d'union des Evêques, & des consentemens tant des Patrons que des Titulaires actuels, qui y trouvent leur avantage particulier, lesquels actes elles font homologuer par des Arrêts de nos Cours de Parlement, pour leur tenir lieu de Lettres-patentes, qui leur ont été ou leur seroient refusées; que même la Congrégation des Bénédictins de saint Maur, dans un pareil dessein, auroit obtenu quelques Decrets des Archevêques ou Evêques, pour l'extinction ou l'union de différens titres de Bénéfices & de leurs droits & revenus à leurs Manfes convenuelles, sous divers prétextes, quoique l'extinction des titres de cette qualité ne puisse être ordonnée valablement sans notre consentement, ni consommée sans nos Lettres-patentes, & qu'aucun changement dans l'emploi des revenus des Bénéfices, ne puisse être exécuté sans une autorisation expresse de notre part; qu'enfin en vertu de ces Decrets irréguliers, il auroit été pris des actes de possession de ces Bénéfices prétendus unis, lesquels actes auroient été autorisés par des Arrêts surpris en nos Cours, qui en ordonnent l'exécution. Mais comme il n'est pas

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XV. 113

par moins important pour l'ordre public, que pour maintenir notre autorité Royale, que toutes unions ne puissent être censées valables, si elles ne sont faites en vertu de Lettres-patentes enregistrées dans nos Cours, dans le ressort desquelles les biens ecclésiastiques unis se trouvent situés, lequel enregistrement ne doit être ordonné qu'après que toutes les parties intéressées ont été entendues, & en observant les autres formalités prescrites par nos Ordonnances; nous aurions estimé convenable de pourvoir à tous ces abus par l'Arrêt de notre Conseil d'Etat du 30 Août dernier, & d'expliquer encore plus précisément nos intentions sur ce sujet par le présent Edit. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans petit-Fils de France Régent, de notre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty, Princes de notre Sang, de notre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables personnages de notre Royaume, qui ont vu ledit Arrêt, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable, fait & faisons défenses à toutes Communautés ecclésiastiques, séculières & régulières, notamment au Supérieur général de la Congrégation de saint Maur, & à tous autres de se prévaloir des Decrets d'unions & Arrêts qui pourroient les autoriser, tant pour le passé que pour l'avenir, s'ils ne sont autorisés par Lettres-patentes enregistrées dans nos Cours, & accompagnées des autres formalités prescrites par nos Ordonnances; déclarons nuls tous actes de prise de possession qui pourront être ou avoir été faits en conséquence de Decrets non autorisés par nos Lettres-patentes; faisant très-expresse inhibitions & défenses auxdites Congrégations & Communautés de s'immiscer dans l'administration des droits & revenus desdits Bénéfices prétendus unis, sans nos Lettres-patentes, sous prétexte desdits Decrets, prise de possession, & Arrêts confirmatifs. Défendons pareillement à toutes Congrégations & Communautés ecclésiastiques, Séculières ou régulières de poursuivre l'union d'aucun Prieuré ou Bénéfice, si elles n'ont préalablement obtenu nos Lettres-patentes à cet effet, à peine de nullité & de désobéissance, & des dommages & intérêts des parties. Défendons même à nos Cours de Parlement, & à nos autres Cours supérieures, d'avoir égard aux Decrets d'union ci-dessus obtenus, ou qui pourroient être obtenus dans la suite, lesquels n'auront pas été ou ne seront pas autorisés par nos Lettres-patentes nonobstant tous consentemens, prise de possession, ou autres actes de quelque autorité qu'ils soient émanés, ni de maintenir en vertu d'iceux lesdits Ordres, Congrégations & Communautés ecclésiastiques, séculières ou régulières en possession & jouissance des droits & revenus desdits Bénéfices prétendus unis. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que notre présent Edit ils aient à faire lire, publier & enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelui garder, observer & exécuter de point en point selon la forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par notredit présent Edit: car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Paris au mois de Septembre, l'an de grace mil sept cent dix-huit, & de notre regne le quatrième. *Signé*, LOUIS. *Es plus bas*, Par le Roi, le Duc d'Orléans Régent, présent. FLEURIAU. *Viss*, M. R. DE VOYER D'ARGENSON. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Régistré, ouï ce requerant le Procureur général du Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées; enjoins aux Substitués du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, à la charge que l'enregistrement du présent Edit sera révisé au lendemain de la saint Martin suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, en vacations, le vingt-deuxième jour de Septembre mil sept cent dix-huit. Signé, GILBERT.

DECLARATION DU ROI,

Concernant les unions des Bénéfices.

Donnée à Paris le 25 Avril 1719.

Ann. 1719.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Par notre Edit du mois de Septembre dernier, nous avons fait défenses à toutes Congrégations & Communautés ecclésiastiques, séculières & régulières, & à tous autres de se prévaloir des Decrets d'unions & Arrêts qui pourroient les autoriser, tant pour le passé que pour l'avenir, si elles ne sont autorisées par nos Lettres-patentes, enregistrées dans nos Cours, & accompagnées des autres formalités prescrites par nos Ordonnances, & nous avons déclaré nuls tous actes de prise de possession, faits en conséquence des Decrets non autorisés par nos Lettres-patentes, avec défenses très-expressees auxdites Congrégations & Communautés de s'immiscer dans l'administration des droits & revenus desdits Bénéfices prétendus unis, sans nos Lettres-patentes, sous prétexte desdits Decrets, prise de possession, & Arrêts confirmatifs, & de pour suivre l'union d'aucun Prieuré ou Bénéfice, sans avoir préalablement obtenu nos Lettres-patentes à cet effet, à peine de nullité & de désobéissance; quoique par cet Edit nous n'ayons point eu intention de donner atteinte aux unions faites aux Archevêchés ou Evêchés, Cures séculières ou régulières, Chapitres des Eglises cathédrales ou collégiales, & Dignités d'icelles, Abbayes Chefs d'Ordres, tant des Prieurés que des autres Bénéfices en dépendans non plus qu'aux unions faites aux Collèges, Séminaires & Hôpitaux, conformément à l'article seizième de l'Ordonnance d'Orléans, aux articles vingt-deux & vingt-quatre, de l'Ordonnance de Blois, & à l'article dix-huit de celle de mil six cent six, nous avons été informés que sous prétexte de notre Edit du mois de Septembre dernier, plusieurs Bénéfices ont été imputés en Cour de Rome, ou obtenus par les provisions des Collateurs, quoiqu'ils fussent unis les uns à des Archevêchés ou Evêchés, Cures séculières ou régulières; les autres à des Chapitres des Eglises cathédrales ou collégiales, & Dignités d'icelles, Abbayes Chefs d'Ordres, Collèges, Séminaires & Hôpitaux, ou à d'autres Communautés ou Bénéfices sous le seul prétexte de défaut de nos Lettres-patentes dûment enregistrées, ce qui causeroit un très-grand nombre de procès & d'inconvéniens, à quoi nous avons cru qu'il étoit nécessaire de pourvoir. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orléans, petit-Fils de France, Régent, de notre très-cher & très-amié Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de notre Sang, de notre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-amié Cousin le Prince de Contry, Princes de notre Sang, de notre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale; nous avons par ces Présentes signées de notre main dit, déclaré & ordonné, voulons & nous plaît que toutes les unions de Bénéfices, faites jusqu'à ce jour aux Archevêchés & Evêchés, Cures séculières ou régulières, Chapitres des Eglises cathédrales ou collégiales, & dignités d'icelles, même celles faites aux Abbayes Chefs d'Ordre, de Bénéfices en dépendans, ne puissent être annulées ni contestées sous le seul prétexte du défaut de Lettres-patentes dûment enregistrées en nos Cours, non-plus que les unions qui sont faites aux Collèges, Séminaires & Hôpitaux conformément à l'article vingt-quatre de l'Ordonnance de Blois, voulons pareillement que les unions faites avant quarante ans, aux Abbayes, Monastères & Communautés ecclésiastiques, séculières ou régulières, continuent d'avoir leur plein & entier effet, & ce nonobstant le défaut des Lettres-patentes que nous avons supplié par ces Présentes, en tant que de besoin, sans préjudice néanmoins des autres défauts qui pourroient se trouver dans lesdites unions, que nous n'entendons autoriser par cesdites Présentes: ordonnons au surplus que notre Edit du mois de Septembre dernier soit exécuté.

selon la forme & teneur, dans les dispositions qui ne sont pas contraires à cesdites Présentes. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer & exécuter de point en point selon la forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Paris, le vingt-cinquième jour d'Avril, l'an de grace mil sept cent dix-neuf, & de notre regne le quatrième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, le Duc d'Orleans Régent, présent. PHELYPEAUX.* Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Régistrées, où ci ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées, envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées; enjoins aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le vingt-sept Juillet mil sept cent dix-neuf. Signé, GILBERT.

DECLARATION DU ROI,

Qui modifie & interprète le précédent Edit.

Du 13 Juillet 1719.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui Ann. 1719;
ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons fait défenses par notre Edit du mois de Septembre dernier à toutes Congrégations & Communautés, & à tous autres de se prévaloir des unions des Bénéfices & des Arrêts qui pourroient les autoriser, tant pour le passé que pour l'avenir si lesdites unions n'ont été revetues de nos Lettres-patentes. Mais comme notre intention n'étoit point de détruire, sur le seul défaut de Lettres-patentes, les anciennes unions exécutées sans troubles depuis un grand nombre d'années, ni de donner atteinte à celles qui, quoique faites depuis peu, pouvoient être favorables, & souvent même nécessaires: nous avons par notre Déclaration du 15 Avril dernier, confirmé toutes les unions faites avant quarante ans pourvu qu'elles n'eussent d'autre défaut que celui de n'avoir point été autorisées de Lettres-patentes; & nous avons en même temps ordonné que les unions faites depuis ledit temps aux Archevêchés, Evêchés, Cures séculières ou régulières, Chapitres des Eglises cathédrales ou collégiales, & Dignités d'icelles, même celles faites aux Collèges, Séminaires, & Hôpitaux ne pourroient être annullées, sur le seul prétexte de défaut de Lettres-patentes; & quoique par cette disposition nous n'ayons point eu dessein de confirmer des-à-présent, & sans distinction, lesdites unions faites depuis quarante ans, mais de nous en faire représenter les titres, pour être examinés en notre Conseil, dans la vue de traiter avec plus de faveur celles faites auxdits Collèges, Séminaires & Hôpitaux; nous avons crû qu'on pourroit abuser des termes de notre dite Déclaration, pour s'exempter d'obtenir des Lettres-patentes, que nous avons jugées nécessaires pour les unions faites depuis quarante ans: ce qui nous oblige de déclarer de nouveau nos intentions, afin qu'il ne puisse rester aucun doute sur cette matière. A ces causes, de l'avis de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orleans, petit-Fils de France Régent, de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Chartres premier Prince de notre Sang, de notre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon, de notre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty, Princes de notre Sang, de notre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables personnages de notre Royaume, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, faisons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, en expliquant & interprétant,

en tant que besoin seroit, notre Déclaration du 25 Avril dernier, au sujet des unions des Bénéfices faites depuis quarante ans que les titres d'édits unions faites aux Collèges, Séminaires & Hôpitaux, suivant & conformément à l'article XXIV, de l'Ordonnance de Blois, nous soient représentés pendant le temps & espace d'une année, à compter du jour de l'enregistrement de la présente Déclaration, pour être lesdites unions confirmées & validées par nos Lettres-patentes expresse & particulières, qui seront expédiées à cet effet. Permettons aussi aux Archevêques & Evêques, Abbayes, Monastères, Chapitres, Curés séculiers ou réguliers, Communautés ecclésiastiques, séculières ou régulières, & autres, de se pourvoir devant nous, pour nous représenter dans ledit temps, les titres d'union des Bénéfices qui leur sont unis pour être lesdites unions autorisées de nos Lettres-patentes, si nous le jugeons ainsi à propos. Faisons cependant inhibitions & défenses à ceux qui sont actuellement pourvus d'édits Bénéfices unis sur le défaut de Lettres-patentes, de s'immiscer en la possession & jouissance d'édits Bénéfices, ni de faire aucunes poursuites ni procédures pendant ledit temps, après lequel sera fait droit par les Juges qui en doivent connoître; déclarons même après ledit temps les Bénéfices prétendus unis depuis quarante ans, sans qu'il ait été obtenu de Lettres-patentes, vacans & impropres. N'entendons au surplus que l'obtention des Lettres-patentes que nous accorderons suivant l'exigence des cas, puisse autoriser ni valider les unions où il se trouveroit d'autres défauts; & seront au surplus notre Edit du mois de Septembre dernier, & notre Déclaration du 25 Avril exécutés selon leur forme & teneur, en ce qui n'est point contraire aux Présentes. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter de point en point selon sa forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Paris le treizième jour de Juillet, l'an de grace mil sept cent dix-neuf, & de notre regne le quatrième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, le Duc d'Orléans Régent, présents, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

² Régistrées, où se requerront le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du royaume, pour y être lues, publiées & enregistrées: enjoins aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le vingt-sept Juillet mil sept cent dix-neuf. Signé, GILBERT.

S. XVI.

SUR LA FOI CATHOLIQUE;

la discipline de l'Eglise & les bonnes mœurs.

ORDONNANCE DE S. LOUIS.

Contre les Hérétiques.

Du Avril 1228.

Ann. 1228.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, &c. Cupientes imprimis atatis & Regni nostri primordiis, illi servire, à quo Regnum recognoscimus, & id quod sumus, desideramus ad honorem ipsius, qui nobis culmen dedit honoris, quod Ecclesia Dei quæ in partibus vestris longo tempore fuit afflicta, & tribulationibus innumera conquassata, in nostro dominio honoretur & feliciter gubernetur. Unde de ma-

gnorum & prudentium consilio statuimus, quòd Ecclesiæ, & viri ecclesiastici in terris constitutæ prædictis libertatibus & immunitatibus uantur, quibus utitur Ecclesia Gallicana, & eis plenè gaudeant secundùm consuetudinem Ecclesiæ memoratæ.

Eti quia Hæretici longo tempore virus suum in vestris parubus effuderunt, Ecclesiam matrem nostram multipliciter maculantes, ad ipsorum extirpationem statuimus, quòd Hæretici, qui à fide Catholica deviant, quocumque nomine censeantur, postquam fuerint de hæresi per Episcopum loci, vel per aliam ecclesiasticam personam, quæ potestatem habeat, condemnati, indilatè animadversione debiti puniantur.

Ordinantes etiam, & firmiter decernentes, ne quis Hæreticos receptare vel defensare quomodolibet, aut ipsis favere, aut credere quoquo modo præsumat; & si aliquis contra prædicta facere præsumpserit, nec ad testimonium, nec ad honorem aliquem de cætero admittatur, nec possit facere testamentum, nec successionem alicujus hæreditatis habere. Omnia bona ipsius mobilia immobilia, quòd sint ipso facto publicata, decernimus ad ipsum, vel posteritatem ipsius, nullatenus reverti.

Statuimus etiam & mandamus, ut Barones terræ, & Baillivi nostri, & alii subditi nostri, præsentis & futuri, solliciti sint & inenti terram purgare Hærenicis & hæreticis forditare. Et præcipientes quòd prædicti diligenter ipsos investigare studeant, & fideliter invenire; & cum eos invenerint, præsentent sine moræ dispendio personis ecclesiasticis superioribus memoratis, ut eis præsentibus de errore & hæresi condemnatis, omni odio, prece, pretio, timore, gratiâ & amore postpositis, de ipsis festinatè faciant quod debebunt.

Verùm quia honorandi sunt, & muneribus provocandi, qui ad inventiendam & capiendum Hæreticos sollicitè diligentiam suam exercent: statuimus, volumus & mandamus, ut Baillivi nostri in quorum Baillivis capti fuerint Hærenici, pro quolibet Hæretico, postquam fuerit de hæresi condemnatus, usque ad biennium solvant duas marcas argenti integrè capienti, post biennium autem unam.

Sanè quia ruptari solent devastare ac demoliri terram prædictam, & quietem Ecclesiæ ac ecclesiasticorum virorum turbare, statuimus ut omnino ruptariis illis expulsi pax perpetuò publicetur in terra; ad quam servandam dent omnes operam efficacem.

Ad hæc, quia claves Ecclesiæ consueverunt in terra contemni, statuimus ut excommunicati vitentur, secundùm canonicas Sanctiones & si aliqui per annum contumaciter in excommunicatione persistierint, ex tunc temporaliter compellantur redire ad ecclesiasticam unitatem, ut quos à malo non retrahit timor Dei, saltem pena temporalis compellat.

Unde præcipimus quòd Baillivi nostri omnia bona talium excommunicatorum mobilia & immobilia post annum capiant, nec eis aliquo modo restituant, donec prædicti absoluti fuerint, & Ecclesiæ satisfecerint: nec tunc etiam nisi de nostro speciali mandato.

Sanè quia Ecclesia fuit longo tempore decimis per militiam inhabitantium defraudata, statuimus & ordinamus, quòd restituantur Ecclesiis: & amplius Laici decimas non deinceant, sed Ecclesiis eas liberè habere permittant.

Hæc statuta inviolabiliter servari jubemus. Mandantes quòd Barones, & Vassalli, & bonæ villæ, jurent ista servare, Baillivis nostris ad hoc executoribus deputatis: qui infra mensem postquam fuerint in Baillivis constituti, publicè & in loco publico, & die solemnî, jurent quòd hoc servabunt & facient ab omnibus bonâ fide servari: quòd si non fecerint, penam bonorum omnium, & corporis, poterunt formidare. Noveritis etiam quòd illa statuta sic volumus observari, quòd etiam quando frater noster terram illam tenebit, jurabit hæc servare, & quòd faciat à suis fidelibus observari. Ut autem hæc statuta firma & inconcussa permanent, ea sigilli nostri munimine fecimus confirmari. Actum Parisiis anno gratiæ 1228, mense Aprili.



EDIT DE FRANÇOIS I.

Contre les mêmes.

Du 23 Juillet 1543.

Ann.1543. **F**RANÇOIS, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme pour pourvoir & remedier, ainsi qu'il est plus que requis & nécessaire, à plusieurs scandales & schismes par ci-devant intervenus, & memement en cet Aveni de Noel dernier passé, par le moyen & à l'occasion des contentions, contradictions & altercations de certains Prédicateurs prêchans & publians diverses & contraires doctrines. Et afin que telles nouveletés & pernicieuses entreprises n'apportent à notre Religion aucuns inconveniens & dommages irréparables, comme ils pourroient faire si elles étoient tolérées, nos très-chers & bien amés les Doyen & Docteurs de la faculté de Théologie de notre benoïste fille l'Université de Paris, convoqués & assemblés suivant nos vouloir & persuasion pour adviser sur ce négoce, ayant par mûre & sincère délibération accordé, fait & arrêté les articles ci-après de mot à mot insérés, où ils ont fidèlement deduit ce qui est à croire & à prêcher des points qui sont aujourd'hui tombés en controverse, en ce qui concerne notre sainte foi & Religion: dequels articles la teneur s'ensuit.

Decanus & Facultas Theologorum Parisiensium, omnibus in Christo fidelibus, Salutem.

Cum hodie per Concionatorum in afferendis dogmatibus altercationum videamus plerumque fidelium, juxta id quod Ephesitis scribit Paulus, tanquam parvos fluctantes, ad omnem ventum cujusvis doctrina circumferri & agitari; nostra autem interit, quod in nobis erit, dissidentes opinionum fluctus componere: de sanctissimo Christianissimo Regis proposito abundè persuasi, quidnam circa articulos hodie a plerisque controversos, & Christianis Doctoribus & Concionatoribus prædicantur, & ceteris Christi fidelibus cum universa fide Ecclesia credendum, paucis, hoc ordine visum est annotare.

*Les Doyen & Faculté de Théologie de l'Université de Paris, à tous Fidèles;
Salut en Jesus-Christ.*

Comme ainsi soit qu'aujourd'hui nous voyons par les contentions & altercations d'aucuns Prédicateurs prêchans doctrines contraires & diverses, plusieurs Fidèles (selon ce qu'écrivit saint Paul aux Ephesiens) ainsi que petits enfans mal stables & peu arrêtés, & de toutes parts agités & menés, & tournans à tous vents de diverses doctrines: & au devoir de notre état & charge appartient appaiser & composer les flots des diverses doctrines & contraires opinions en la foi. Nous bien assurés du très-saint propos, & religieux vouloir de notre Roi très-Chrétien, avons advisé de rediger en brief ordre: ce que doivent prêcher & lire les fidèles Docteurs & Prédicateurs, & les autres fidèles Chrétiens croire avec l'Eglise Catholique, touchant aucuns articles & propositions concernant la foi aujourd'hui mis par plusieurs en différend & controverse.

Savoir faisons, que nous désirant sur toutes choses, & de tout notre cœur, qu'en notre Royaume très-Chrétien, soit toujours continuée, gardée, & entretenue l'unité, intégrité, & sincérité de la foi catholique, comme le principal fondement de noredit Royaume, & dont dépend la prospérité de nous & d'icelui, & qu'après avoir fait voir par notre Conseil privé les dessusdits articles de la détermination, & censure doctrinale de la Faculté de Théologie, de notre première fille l'Université de Paris, & qu'ils ont été trouvés entièrement conformes à la doctrine & observance, catholique, diffinitions & déterminations de notre mere sainte Eglise, desquelles, comme Roi très-Chré-

ORDONNANCES DECLARATIONS, &c. §. XVI. 119

niens, sommes en notredit Royaume protecteur, garde, conservateur, & exécuteur; & que par la division des doctrines, qui seroient ensemencées par les Prêcheurs en notredit Royaume, terres & Seigneuries, s'en pourroient ensuivre plusieurs divisions & séditions en notre peuple, à la grande perturbation du repos & tranquillité d'icelui. Pour à ce obvier, & qu'en unité de foi & doctrine, notredit peuple très-Chrétien soit exhorté, & admonité par ceux qui prêcheront la parole de Dieu, sans aucune division, ou contention entr'eux, avons comme conservateur & exécuteur susdit, en tant qu'à nous est autorisé, & autorisons lesdits articles, & ordonné & ordonnons qu'ils soient publiés par tout notredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, gardés observés & entretenus, sans aucunement y contrevenir: exhortant tous les Prélats de notredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, de quelque état, qualité ou condition qu'ils soient, & comme conservateur & exécuteur susdit, leur enjoignant envoyer à tous, & chacun les Curés & Vicaires de leurs Diocèses, Eglises collégiales, Monastères & Couvens, mendiens & non mendiens d'iceux Diocèses, où l'on a accoutumé prêcher la parole de Dieu, une copie de ces Présentes, un *vidimus* desquelles, voulons être envoyé à cette fin à chacun desdits Prélats. Et commandant très-expressement par lesdits Prélats, à tous lesdits Curés, Vicaires, Doyens & principales Dignités des Eglises collégiales, Abbés des Monastères, Prieurs & Gardiens des Couvens, mendiens & non mendiens, de garder & observer entièrement le contenu desdits articles; en leur défendant très-expressement d'y contrevenir, & de prêcher, en leursdites Eglises, Monastères ou Couvens aucune chose contraire, repugnante ou dissonante au contenu desdits articles de ladite Faculté de Théologie directement ou indirectement, apertement ou par mots couverts: & que quand ils laisseront aucuns prêcher, ils leur fassent faire lecture de tout le contenu en cesdites Présentes, afin que s'ils contreviennent ils ne puissent prétendre aucune cause d'ignorance ou excusation. Enjoignons aussi comme conservateur & exécuteur susdit, à tous lesdits Prélats de notredit Royaume, pays, terres & Seigneuries de quelque qualité qu'ils soient, enquérir ou faire enquérir diligemment par leurs Vicaires, Officiaux ou Promoteurs, contre les transgresseurs du contenu en nosdites Présentes, & qui auroient préché chose contraire, repugnante ou dissonante au contenu desdits articles, & qu'ils procèdent à l'encontre des coupables diligemment & promptement, les corrigent & punissent exemplairement selon les constitutions canoniques, & en leur impartissant l'aide & confort de notre bras séculier, comme faire devons. Avons pareillement de notre part défendu & défendons très-expressement à tous les sujets ou demeurans en notredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, & autres quelconques qui pourroient venir en icelui, de prêcher publiquement, ou occultement, apertement ou par mots couverts, directement ou indirectement aucune chose contraire, repugnante ou dissonante, au contenu desdits articles, sur peine d'être tenus & réputés séditeux, & perturbateurs du repos & tranquillité de notre Republique très-Chrétienne, occuls, conspirateurs contre le bien & prospérité de nous, & de notre Etat, rebelles & désobéissans envers nous & Justice, & comme tels voulons qu'ils soient punis par tous nos Juges ressortissans, sans moyen en nos Cours de-Parlemens, chacun en son détroit. A sçavoir les laïques ou simples Clercs qui n'auroient encore Ordres sacrés, si témérairement ils s'ingéroient de ce faire, des peines telles que de droit. Et quant aux gens ecclésiastiques, ayant Ordres sacrés, de peine d'amende honorable, bannissement de notre Royaume, & confiscation de leurs biens patrimoniaux, si aucuns en ont, ou autrement, ainsi que nosdits Juges verront être à faire par raison. Et ce pour le cas privilégié, en les rendant quant au delict commun à leurs Prélats, à la charge de la condamnation du cas privilégié, s'ils procèdent à icelle le delict, & crime étant dûement vérifiés par leur simple confession, ou à la charge dudit cas privilégié, ou ils ne confessent la contravention & transgression de nosdites défenses. Et enjoignons & commandons très-expressement à tous nosdits Juges, sur peine de suspension de leurs états pour un an pour la première faute, & de privation d'iceux, pour la seconde, d'être diligens & soigneux d'enquérir, ou faire enquérir de ceux qui contreviendront & transgresseront nosdites défenses, & de procéder à les faire constituer prisonniers, le plus promptement & diligemment qu'il sera possible & leur faire & parfaire leur procès, selon droit & raison. Et enjoin-

nous aussi à nos Avocats & Procureurs, en nos Sièges ressortissans sans moyen, en nosdites Cours de Parlement, sur les peines que dessus, de poursuivre & faire faire lesdites informations, captures & punitions exemplaires desdits cas & crimes.

Si donnons en mandement par ces mêmes Prétentes à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement de Paris, Toulouze, Bordeaux, Rouen, Dijon, Dauphiné, Provence, Savoie & Piedmont, & à tous nos Baillifs & Sénéchaux, Prévôts, Juges, & autres nos Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & chacun d'eux en droit foi, si comme à lui appartiendra, que celdites Présentes, avec lesdits articles & Ordonnance dedans insérés ils fassent lire, publier & enregistrer, où & ainsi qu'il besoin sera, & iceux inviolablement entretenir, garder & observer par lesdits Prédicateurs, & autres qu'il appartiendra; car tel est notre plaisir. Et pour ce que de celdites Présentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux nous voulons qu'en vider d'icelles duement collationné, ou fidèlement imprimé par celui, ou ceux qui en auront la charge, auxquels nous avons donné, & donnons pouvoir, privilège, commission & mandement spécial de ce faire, foi soit ajoutée, comme à ce présent original, auquel en témoin de ce nous avons fait mettre notre scel. Donné à Paris le vingt-troisième jour de Juillet, l'an de grace mil cinq cent quarante-trois, & de notre regne le vingt-neuvième. *Ainsi signé sur le repli desdites Lettres*, Par le Roi en son Conseil établi à Paris. ROBERTET.

Letta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, hoc requirent. Parisiis in Parlamento ultimo die Julii, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo tertio. Ainsi signé, BERRYER.

Lu & publié à son de trompe par les Carrefours de cette Ville de Paris, suivant l'Ordonnance de la Cour, le premier jour du mois d'Août, audit an.

Le Roi en son Edit.

Nous exhortons très-inflamment les Evêques & Prélats diocésains de notre Royaume, qu'ils Prônes qui se feront es jours de Dimanche en chacune des Eglises paroissiales de leurs Diocèses, ils aient à faire faire lecture des articles faits par la Faculté de Théologie de Paris, le dixième jour de Mars, l'an mil cinq cent quarante-deux. Et ce par les Curés desdites Eglises, ou leurs Vicaires, donnant l'intelligence d'iceux à leurs Paroissiens, & les admonétant de les observer & garder inviolablement.

Ensuivent les articles tant en Latin, qu'en François, concernant & déclarant ce que nous devons croire & imiter selon notre Mere sainte Eglise, baillés par la Faculté de sainte Théologie.

Certū & formā fidei credendum est Baptisma omnibus etiam parvulis, ad salutem necessarium esse, ac per ipsum dari gratiam Spiritus sancti.

Premierement.

1 Il faut croire de certaine & ferme foi, que le Baptême est à tous nécessaire pour leur salut, même aux petits enfans, & que par icelui est donnée la grace du saint-Esprit.

2 Eadem fidei constantia est tenendum, homini inesse liberum arbitrium, quo potest bene vel male agere: & per quod, si etiam in peccato mortali fuerit, Deo adjuvante, ad gratiam resurgere valet.

3 Par une même constance & fermeté de foi, est à croire que l'homme a son franc & libéral arbitre, par lequel il peut ou bien ou mal faire; & par lequel aussi, combien qu'il soit en péché mortel, Dieu aidant, se peut relever à grace.

3 Nec minus curum est, adultis & ratione utentibus post peccatum mortale admissum, necessarium

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 121

necessariam esse penitentiam 1 qua in contritione & confessione sacramentali vocaliter Sacerdos faciendâ, similiter & satisfactione consistit.

3 Et n'est moins certain, qu'à ceux qui sont en âge, & usans de raison après avoir commis péché mortel, la pénitence être nécessaire, laquelle consiste en contrition, confession sacramentale, qu'il faut verbalement faire au Prêtre, & pareillement en satisfaction.

4 *Ad hæc, peccatorem non solâ fide, sed & bonis operibus iustificari, quæ ad eam necessaria sunt, ut sine illis nemo adultus vitam consequatur æternam.*

4 Davantage est à croire que le pécheur n'est point justifié par la seule foi, mais aussi par les bonnes œuvres qui sont tellement nécessaires, que sans icelles l'homme, qui est en usage de raison, ne peut obtenir la vie éternelle.

5 *Quilibet Christianus tenetur firmiter credere in consecratione Eucharistiæ panem & vinum converti in verum Christi corpus & sanguinem, remanentibus tantum panis & vini speciebus, sub quibus realiter verum Christi corpus continetur, quod ex Virgine natus est, & in Cruce passum.*

5 Un chacun Chrétien est tenu croire fermement qu'en la consécration qui se fait au saint sacrement de l'Aucl, le pain & vin sont convertis au vrai corps & sang de Jesus-Christ, & après ladiue consécration ne demeurent que les espèces dudit pain & vin, sous lesquelles est réellement contenu le vrai corps de Jesus-Christ, lequel nat de la Vierge Marie, a souffert en l'arbre de la Croix.

6 *Sacrificium Missæ, ex Christi institutione, valens pro vivis & defunctis.*

6 Le Sacrifice de la Messe est de l'institution de Jesus-Christ, & est utile & profitable pour les vivans & trepassés.

7 *Non est laicis ad salutem necessaria Communio sub utraque specie: relinquitur certis ac iustis de causis olim ab Ecclesiâ sanctum est, ut illis sub una tantum panis specie communicetur.*

7 La Communion de l'Eucharistie sous les deux espèces de pain & vin, n'est nécessaire aux gens laïcs. Par quoi à bon droit pour certaines & justes causes a ja long temps été ordonné par l'Eglise, qu'ausdits laïcs soit communie seulement sous l'espèce du pain.

8 *Potest solis Sacerdotibus secundum Ecclesiæ ritum ordinatis data est à Christo potestas consecrandi verum Christi corpus, & in foro penitentia à peccatis absolvendi.*

8 Outre plus, la puissance de consacrer le vrai corps de Jesus-Christ, a été par lui donnée seulement aux Prêtres ordonnés & sacrés selon la coutume & observance de l'Eglise, & aussi d'absoudre des péchés au Sacrement de Pénitence.

9 *Quos certum est, etiam si mali & in peccato mortali fuerint, consecrare verum Christi corpus, si quidem illud consecrare intendunt.*

9 Lesquels Prêtres, pour certain (combien qu'ils soient mauvais, & en péché mortel) consacrent le vrai corps de Jesus-Christ, pourvu qu'ils aient intention de le consacrer.

10 *Cæterum confirmatio & Unctio extrema sunt duo Sacramenta, à Christo instituta, per quæ datur gratia Spiritus sancti.*

10 Confirmation & Extrême-onction sont deux Sacramens institués de Jesus-Christ, par lesquels est donnée la grace du Saint-Esprit.

11 *Nec dubitandum est Sanctos & in hac mortalit vivâ, & in paradiso agentes, miracula operari.*

11 Et ne faut douter que tant les Saints qui sont en cette vie mortelle, que ceux qui sont en Paradis, ne fassent miracles.

12 *Sanctum est, & Deo maximè gratum orare beatam Dei genitricem Mariam & Sanctos qui in celo sunt, ut sint pro nobis advocati, & intercessores apud Deum.*

12 C'est chose sainte & très-agréable à Dieu, prier la bienheureuse Mere de Dieu, Vierge Marie, & les Saints étant au Ciel, à ce qu'ils soient avocats & intercesseurs pour nous envers Dieu.

13 *Utraque Sancti beatam cum Christo vitam degentes, non solum sunt imitandi sed & venerandi & orandi.*

13 Et pourtant ne devons iceux Saints regnans avec Jesus-Christ, imiter seulement & envier, mais honorer & prier.

Tome VI.

Q

- 14 *Ob idque religiosè facium, qui loca cis dedicata ex devotione visitant.*
 14 Et à cette cause, ceux qui par devotion visitent les lieux & Eglises dédiés aux Saints, sont saintement & religieusement.
- 15 *Si quis in templo, aut extra templum prius sua oratione ad beatam Virginem, aut Sanctiorum aliquem recurrat quam ad Deum, non peccat.*
 15 Si quel'un en l'Eglise ou hors, adresse d'entrée son oraison à la glorieuse Vierge Marie, ou à quelque Saint premier qu'à Dieu, il ne pèche point.
- 16 *Nec ullo modo addubitandum est, quin genuflectere coram imagine Crucifixi & beatæ Mariæ, & Sanctiorum, ad rogandum Christum, & Sanctos, opus sit bonum ac pium.*
 16 Et ne faut aucunement douter que soi agenouiller devant l'image du Crucifix, & de la Vierge Marie, & d'autres Saints, pour prier notre Sauveur, & les Saints, ne soit bonne œuvre.
- 17 *Ad hac firmiter credendum est, & nullatenus dubitandum, purgatorium esse, in quo animæ detenta, oratione, jejuniis, elemosynâ, aliisque bonis operibus juvantur, ut citius liberentur a penis.*
 17 Outre, faut croire fermement, nullement douter, qu'il y a un purgatoire, auquel les âmes détenues sont aidées par oraisons, jeûne, aumône & autres bonnes œuvres, afin que soient plutôt délivrées de leurs peines.
- 18 *Tenetur & quilibet Christianus firmiter credere unam esse in terris universalem Ecclesiam visibilem, in fide & moribus errare non valentem, cui omnes fideles in his quæ sunt fidei & morum, obedire obstringuntur.*
 18 Un chacun Chrétien est tenu de croire fermement qu'il y a en terre une Eglise universelle visible, qui ne peut errer en la foi, & bonnes mœurs à laquelle tous Chrétiens sont tenus obéir en ce qui touche la foi & bonnes mœurs.
- 19 *Quod si quid in scriptis sacris controversia aut dubii oritur, ad præfatam Ecclesiam definire & spectas determinatur.*
 19 Que si aucune chose venoit des saintes Ecritures en controverse ou doute, à icelle Eglise appartient à en définir & déterminer.
- 20 *Est & certum nulla esse credenda, quæ non sunt expressè ac specialim tradita in Scripturis sacris, quæ tamen per Traditionem Ecclesiæ sunt necessario recipienda.*
 20 Il est aussi certain, qu'on doit croire beaucoup de choses qui ne sont expressément & spécialement contenues aux saintes Ecritures, lesquelles toutefois est de nécessité recevoir par la tradition de l'Eglise.
- 21 *Eodem veritatis firmamento recipiendum, postestatem excommunicandi, esse de jure divino immediatè à Christo Ecclesiæ concessam, & ob id magnopere simendas esse censuras ecclesiasticas.*
 21 Par une même certitude de vérité faut croire que la puissance d'excommunier est de droit divin immédiatement cédoyée par Jesus-Christ à l'Eglise; & pour cette cause, sont à craindre grandement les Censures ecclésiastiques.
- 22 *Certum est Concilium generale legitimè congregatum, universalem representans Ecclesiam, in fidei & morum determinationibus errare non posse.*
 22 Il est aussi certain que le Concile général légitimement & dument congrégé, représentant l'Eglise universelle, ne peut errer des déterminations de la foi & bonnes mœurs.
- 23 *Nec minus certum animum esse jure divino summum in Ecclesia Christi militante Pontificem, cui omnes Christiani parere tenentur: quidem postestatem habet & indulgentias conferendi.*
 23 Et n'est moins certain que de droit divin il y a un Pape, qui est Chef souverain en l'Eglise militante de Jesus-Christ, auquel tous Chrétiens doivent obéir; qui aussi a puissance de, conférer les Indulgences.
- 24 *Constitutiones ecclesiasticæ ut de jejuniis, delictu ciborum, de abstinentia à carnibus, aliisque multis, verè obligant in foro conscientia, etiam omni seclusa scandalo.*
 24 Les Constitutions de l'Eglise, comme de jeûne, discretion de viandes, abstinence de chair & plusieurs autres choses véritablement obligent la conscience, même encore seclud tout scandale.
- 25 *In eodem conscientia foro vota obligant, etiam si monastica sint perpetua s. continentia pauperum, & obedientia.*

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 123

15 Les vœux, & micmement monastiques, & de religion, comme de perpeueille continence, pauvreté, obédience, obligent en conscience.

16 *Inhibet autem Theologorum Facultas iis qui de grege suo sunt, Magistris, Bachelauris, ac ceteris gradum theologicum nunc & posterum profuturi volentibus, ne quoquo pacto supradictis propositionibus contraria, aut in concionibus prædicent, aut in lectionibus vel alibi doceant: quin potius quando se materia & occasio offeret, eas populo sincerè annuntians, & aperitè declarent. Porro etiam decrevis ut præfatis propositiones singuli Magistri & Bachelauri, chryographi sui appositione conforment. Et cum in suo grege lapsi & immorigeras contentiososque alere satum non sit, qui huic decreto parere voluerint, & contrarias præfatis propositiones doceant, aut in posterum prædicaverint, è suo consorcio emittendos in perpetuum privare decrevis. Ceterum quia contradiçendi studio, & à majorum institutis discedendi, plerique novarum rerum & doctrinarum studiosi laudabilem illam consuetudinem quæ per intercessionem beatissima Virginis, Spiritus sancti gratia imploratur, negligunt, monemus ne tanperè a salutatione illa Angelica quam nobis Evangelium præscripti, abhorreant: neque ut plerique solent, quoties Domini Salvatoris nostri Jesu Christi mentio occurrat, saluiferum illud Jesu nomen praponeere dedignentur, contenti dicere, le Christ, præsertim cum ipse Petre non sit aliud nomen sub celo, in quo nos salvari oporteat. Similiter cum divorum Apostolorum, Evangelistarum, aut sanctorum Doctorem mentio incidit, ne uti consueverunt sine ulla honoris præfatione nomen, Paul, Jacques, Matthieu, Pierre, Hierôme, Augustin, &c. neque sit eis grave addere vocabulum, Sancti, & nominare, S. Pierre, S. Paul, &c. & postremo ne desinctorum animarum populi precibus commendare negligant. Anno Domini M. D. quadragésimo secundo, die decima mensis Martii Facultas Theologia congregata per juramentum in Collegio Sorbonæ super articulis præcedentibus probavit has articulos sub forma quæ scripti sunt. Sic signatum, De mandato Domini Decani & Facultatis. FOURNIER. Cum parapho.*

16 Ex défend icelle Faculté de Théologie à tous ceux qui sont de la Congrégation, Docteurs, & Bacheliers, à tous ceux qui dès maintenant & par ci-après veulent acquiescer degré en icelle Faculté, qu'ils ne prêchent aucunement propositions contraires aux susdites en leurs sermons ni ne lisent ou enseignent en leurs leçons ou ailleurs: mais l'argument & occasion s'offrant, qu'ils prêchent sincèrement, purement, & aussi déclarent apertement au peuple lesdites propositions. Davantage a ordonné que tous les Docteurs & Bacheliers confirmeront les susdites propositions par apposition de leur seing manuel. Et pour ce que ce n'est chose sûre de nourrir des loups en son troupeau, ni aucuns desobéissans & contentieux, a délibéré & conclu de priver entièrement & à jamais de la Compagnie & Congrégation, tous les Docteurs & Bacheliers qui refuseront à signer lesdites propositions joute le dit decret, & qui les contraires à icelles aucunement prêcheront ou enseigneront. En outre, pour ce que plusieurs, curieux de nouvelles choses & doctrines, par un esprit de contradiction & affection de contrarier aux institutions de nos majeurs & anciens, par un mépris négligent & délaissent cette louable coutume d'implorer la grace du benoist Saint-Esprit, par l'intercession de la très-heureuse Vierge Marie: nous les admonetons de n'avoir aucunement en horreur cette Salutation angelique, laquelle l'Evangile nous a prescrite, & baillée. Ne aussi toutes & quantefois qu'il échet de parler de notre Seigneur & Sauveur Jesus-Christ, que ils ne dédaignent proposer le saint & saluaire nom de Jesus, comme plusieurs ont de coutume, contents seulement dire & nommer le Christ, vù nommément que, témoin S. Pierre, il n'y a autre nom sous le ciel, en vertu duquel puissions être sauvés. Semblablement quand il vient à propos d'alleguer le nom des saints Apôtres & Evangelistes ou saints Docteurs, qu'ils n'ayent à les nommer par leurs noms simplement, sans aucune préface d'honneur, comme ont accoutumé dire, Paul, Jacques, Matthieu, Pierre, Hierôme, Augustin, &c. Et ne leur doit être grief ajouter & proposer le nom du Saint, en disant S. Pierre, S. Paul, &c. & finalement que ils ne soient négligens à recommander aux prières du peuple les ames des trepassés. L'an de grace mil cinq cent quarante & deux, le dixième jour du mois de Mars la Faculté de Théologie dument congréegée par serment au Collège de Sorbonæ, sur l'affaire des articles précédens, les a approuvés en la forme que sont écrits. Ainsi signé par le mandement de Monsieur le Doyen, & de la Faculté. FOURNIER. Avec son paraphe.

EDIT D'HENRY II,

Sur la recherche & la punition des Hérétiques.

Du 19 Novembre 1549.

Ann. 1549.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Pere (que Dieu absolve) durant son regne, en imitant ses prédécesseurs de très-heureuse & recommandable mémoire des actes dignes du nom & titre de très-Christien, eût essayé tous moyens possibles pour extirper de ce Royaume les fausses & reprouvées doctrines, erreurs & hérésies, qui y ont été semées par aucuns malins esprits contre notre sainte foi & Religion Chrétienne, & de fait plusieurs rigoureuses exécutions, & punitions exemplaires le seroient ensuivies contre les dogmatiques, sectateurs & imitateurs, qui a été causé durant certain tems de quelque réduction & amendement, & de tenir les choses en silence, par une crainte que les uns ont eu d'encourir les dessusdites punitions, & les autres de perdre leurs biens, avec note d'infamie perpétuelle. Mais néanmoins comme feu sous la cendre ils se seroient nourris & continués, sous couvertes palliations & dissimulations en leurs erreurs & damnées opinions, dont secrètement ils auroient infecté un nombre infini de personnes simples & autres téméraires, légers & faciles, qui par soi n'ont craint à se découvrir & manifester. Au moyen de quoi feu norredit Seigneur & Pere voyant que les Prelats qu'il avoit exhortés de mettre en cet endroit la main à l'œuvre pour le devoir de leurs charges, & semblablement leurs Vicaires, & autres Juges & Commissaires délégués pour procéder contre lesdits hérétiques, sectateurs & imitateurs desdites nouvelles doctrines, s'acquiescoient assez peuement, & alloient trop lenement, & retenus en choses tant importantes & de si grande conséquence, où la sollicitude & diligence extrême étoit plus que requise & nécessaire, il auroit au mois de Juin 1540, fait certain Edit par lequel il a statué & ordonné que les gens de nos Cours souveraines, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans généraux & particuliers indifféremment & concurremment pussent en premiere instance & sans attendre par lesdites Cours souveraines les degrés d'appellation, pour éviter le circuit, avoir l'inquisition, l'information, vérification & connoissance des matieres concernant lesdites erreurs, hérésies & fausses doctrines; contre toutes personnes, non-seulement Layes, mais aussi contre Clercs & autres Ecclésiastiques non ayans Ordres sacrés, où il soit besoin de dégradation; pour par lesdits Baillifs, Sénéchaux, & Juges ressortissans immédiatement en nosdites Cours souveraines, être procédé à faire & parfaire leurs procès extraordinairement, jusques à sentence de torture definitive exclusivement, & ce fait renvoyer lesdits procès avec lesdits prisonniers en icelles nosdites Cours souveraines, pour y être jugé en la meilleure diligence que faire se pourroit. Et au regard des Prévôts & autres Juges Royaux ressortissans médiatement en nosdites Cours, ils procédoient contre les personnes de la qualité dessusdite, par inquisitions, informations & prise de corps, pour renvoyer le tout avec lesdits prisonniers pardevant lesdits Baillifs, Sénéchaux & Juges Prédiiaux aux fins que dessus, plus à plein contenues par icelui Edit, auquel il y a plusieurs injonctions & indications de peines, tant ausdits Juges, nos Avocats & Procureurs, & aux Seigneurs hauts-Justiciers pour faire chacun en droit soi tel devoir & diligence qu'il apparrieroit selon l'exigence du cas. Ce qui a été observé pour quelque temps assez vivement; mais peu à peu les poursuites & procédures se sont aucunement refroidies, tellement que norredit Seigneur & Pere auparavant son trepas, pour toujours les tenir en état, & icelles faire continuer avec moyen encore plus facile & plus preignant que les précédens, ayant entendu que les Prelats diocésains s'excusent de leur devoir, prenoient couleur sur ce qu'ils disoient leur pouvoir, justice & juridiction ordinaire être grandement énervés

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 123

à l'occasion d'icelui Edit du mois de Juin 1540, d'autant qu'à eux chacun en son Diocèse appartenoit la connoissance des matieres de la qualité deffuidites, privativement à tous autres Juges : auroit par un autre Edit ordonné que lesdits Prélats & nosdites Cours souveraines, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans généraux, & particuliers connoitroient cumulativement par concurrence, chacun en droit soi, ainsi que les matieres s'offriroient à eux des inquisitions, informations, procès & procédures contre lesdits hérétiques, sectateurs & imitateurs desdites nouvelles & reprouvées doctrines, leurs adhérens & complices. Toutefois ainsi que sommes avertis, icelui dernier Edit n'ayant été publié, ne vérifié, n'est aucunement observé, n'entreteu; & cependant lesdits Prélats diocésains contendans avec lesdites Cours, & Juges de leurs pouvoir & juridictions pour leur particulier, delaisant à satisfaire & entendre à un bien général & universel, quant à l'exécution & extirpation desdites erreurs & fausses doctrines, qui contiennent en soi crime de leze-Majesté divine & humaine, sédition de peuple, & perturbation de notre Etat & repos public. Et pour cette cause, des notre nouvel avènement à la Couronne, voulant à l'exemple & imitation de feu notredit Seigneur & Pere, travailler & prêter la main à purger & nettoyer notre Royaume d'une telle peste, nous aurions pour plus grande & prompte exécution desdites matieres & procès sur le fait desdites hérésies, erreurs & fausses doctrines ordonné & établi une Chambre particuliere en notre Parlement à Paris, pour seulement vaquer aux susdites expéditions, sans se divertir à autres actes.

ARTICLE PREMIER.

Sçavoir faisons que nous desirant de tout notre cœur, pour être vrai successeur desdits nom & titre de très-Chrétien que nous portons à l'union de l'Eglise, la conservation & augmentation de notre sainte Foi Catholique & Religion Chretienne, qui est grandement troublée par le moyen desdites erreurs; & afin que rien ne demeure en un si bon & si saint œuvre, & chacun y fasse son devoir, quant à l'expulsion, extirpation & punition desdits crimes & erreurs pour la vendication publique; par l'avis & délibération des gens de notre Conseil privé étant lez nous, avons statué, voulu & ordonné, statons, voulons & ordonnons, & nous plaît de nos certaine, science, pleine puissance & autorité Royale, par ces Présentes, que nos Baillifs, Sénéchaux & Juges Présidiaux, leurs Lieutenans généraux & particuliers, connoitront cumulativement & concurremment, ainsi que les cas s'offriront & présenteront à eux, des matieres concernant lesdits crimes & erreurs. C'est à sçavoir, quant à l'information & decret seulement, à la charge qu'après avoir exécuté leurdit decret, & interrogé les personnes accusées desdits crimes, ils seront tenus de rendre les personnes aux Juges d'Eglise, pour connoître & juger d'iceux crimes d'erreurs, ou hérésie simple, procédant plus d'ignorance, erreur, inhumanité, & fragilité humaine, légèreté & lubricité de la langue de l'accusé, que de vraie malice, ou volonté de se séparer de l'union de l'Eglise. Et où avec ledit crime d'hérésie y auroit scandale public, commotion populaire, sédition, ou autre crime emportant offense publique, & par conséquent cas privilégié; en ce cas sera fait le procès à l'accusé desdits crimes par les Juges d'Eglise & Royaux ensemblement. Et après le délit commun jugé par le Juge ecclésiastique, sera procédé au jugement du cas privilégié par nosdits Juges : à la charge aussi toutefois que s'il y avoit appel interjeté de leurs sentences, les appellations ressortiront en notre Cour de Parlement, ainsi que sont les autres appellations interjetées d'iceux nos Juges. Et quant à ce avons dérogé & dérogeons à l'Edit fait par le feu Roi notre Seigneur & Pere, baillant instruction tant seulement de tel procès ausdits Juges Royaux & non le jugement.

II.

Et pour ce que lesdits Juges d'Eglise en ce Royaume n'ont la caption des personnes hors leur prétoire, nous pour le bien de la justice & l'aide que doit la seculiere à celle de l'Eglise, avons par ces Présentes de nosdites science, puissance & autorité permis & octroyé, permettons & octroyons que par privilège, & tant qu'il nous

plaira, les Prélats diocésains, & leurs Juges puissent en ce crime sans seulement faire exécuter sous notre autorité par leurs appariteurs, les decrets de prié de corps par eux décernés, sans requérir la permission des Juges séculiers, soit Royal ou autre, d'autant qu'il pourroit advenir, qu'en poursuivant telles permissions, les accusés pourroient être avertis, & par ce moyen eux absenter.

III.

Et là où les Officiers desdits Prélats & Juges ecclésiastiques auroient besoin de l'aide & secours du bras séculier, nous enjoignons à tous nos Sergens & Officiers exécuter les decrets desdits Juges ecclésiastiques, qui leur seront présentés, sans en entreprendre aucune connoissance de cause. Et où pareillement aussi lesdits accusés & contre lesquels auroit été decreté, s'absenteront, nous ordonnons à nosdits Juges procéder contre eux par défaut à trois brefs jours, & saisissement de bien desdits accusés, suivant l'Ordonnance, à la charge que si les défaillans comparant, ils auront main-levée de leursdits biens, & seront lesdits accusés rendus ausdits Juges d'Eglise, pour être procédé à l'encontre d'eux, ainsi que dessus est dit.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens de notre Cour de Parlement à Paris, & autres nos Cours souveraines, à tous nos Baillifs, Sénéchaux & Juges, ou leurs Lieutenans généraux & particuliers, & autres nos Officiers & Justiciers, &c. Donné à Paris, le 19 jour de Novembre, l'an de grace 1549, & de notre regne le troisième. *Ainsi signé sur le repli, Par le Roi en son Conseil. Du THIER.*

Acta, publicata & registrata, aucto Procuratore generali Regis, hoc requirente, die penultima Novembris 1549. DU TILLER.

EDIT DE CHATEAUBRIANT

Sur le même sujet.

Du 27 Juin 1551.

Ann. 1551. **HENRY**, par la grace de Dieu, Roi de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Chacun a pu voir & connoître le bon louable & entier devoir, que le Roi nostre très-honoré Seigneur & Pere (que Dieu absolve) a fait ordinairement durant son vivant, comme très-Chrétien & très-Catholique Prince, pour extirper les erreurs & fausses doctrines, qui palluoient contre notre sainte Foi & Religion Chrétienne, à ce qu'elles n'eussent plus lieu en ce Royaume, faisant sur ce plusieurs Ordonnances & Edits, selon la variété & exigence du temps, & des cas qui s'offroient : & même en l'an mil cinq cent quarante-quatre, le vingt-neuvième jour de Janvier fut par lui fait certain Edit très-express contre les fauteurs & receptateurs des hérétiques, sectateurs & imitateurs d'iceux, leur imposant grandes & grièves peines, en déclarant aussi la forme & maniere de procéder contre eux, & par quels Juges avec excitations comminatoires ausdits Juges pour y faire leur devoir. Ce que depuis par un autre Edit de l'an mil cinq cent quarante il auroit confirmé, & réitéré autres plus expresse injonctions & comminations, voyant lesdites erreurs & reprouvées doctrines croître & augmenter. Pour lesquelles faire cesser avec un autre moyen expédient, gracieux & miséricordieux, il auroit fait certaines Déclarations où il permettoit retour & faculté de demeurer en ce Royaume à ceux qui avoient été chargés, & s'étoient rendus fugitifs pour raison d'icelles erreurs & doctrines, en faisant par eux les abjurations ordonnées de droit, moyennant lesquelles abjurations il leur remettoit l'offense qu'ils avoient commise, & les restituait en leurs biens. Finalement après que nousdit Seigneur & Pere auroit vu par telles voyes de douceur & miséricorde il ne pouvoit rappeler ne reduire cette maniere de gens pervers & obstinés, il voulut &

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 117

ordonna par autre Edit de l'an mil cinq cent quarante-quatre, que pour lever & ôter les échappatoires qu'ils pr. tiquoient chacun jour en diverses sortes, les Prélats & Juges lais de ce Royaume cognoissent ces crimes d'hérésie, afin que lesdits delinquans se cuidant sauver des mains de l'un desdits Juges, fût Lai ou d'Eglise, ils ne pussent éviter de tomber en celles de l'autre dont ils ne se douteroient pas, pour en être fait la punition & correction exemplaire. Toutefois cela n'a pas grandement profité : car de jour en jour, & d'heure à autre, quelque peine, diligence, vigilance, dont notredit Seigneur & Pere ait pu user en cet endroit, où il a fait tout son possible, on a vu & voit continuer & croître, tant secrètement que ouvertement lesdites erreurs, de sorte qu'elles se sont reduites en une commune maladie de peste, si contagieuse, qu'elle a infecté & contaminé en beaucoup de bonnes villes & autres lieux & endroits de notre Royaume, la plupart des habitans, hommes & femmes de toutes qualités, & jusques aux petits enfans, qui ont été & sont nourris & applanés de ce venin, à notre très-grand regret & déplaisir. Parquoi peu de temps après notre avènement à la Couronne, étant avertis que l'un des principaux fondemens de l'édification des personnes qui suivent lesdites erreurs & fausses doctrines, procédoient en partie des livres, qui trop facilement s'imprimoient, publioient & exposoient en vente en notre Royaume, sans être premièrement visités, nous fîmes certain Edit en l'an mil cinq cent quarante-neuf, au mois de Décembre, contre les Libraires & Imprimeurs desdits livres, leur défendant très-expressément de n'en plus imprimer, ne vendre, s'ils n'avoient été communiqués, vus & visités par la Faculté de Théologie de Paris, sous peine de confiscation de corps & de biens : semblablement qu'on n'eût plus à mettre en lumière ni exposer en vente aucuns livres de la sainte Ecriture, commentés ou scolies, que le nom & surnom de celui qui avoit fait tels commentaires ou scolies ne fut exprimé & apposé au commencement du livre, avec celui de l'imprimeur, & de l'enseigne de son domicile, défendant en outre ausdits Imprimeurs de n'imprimer dorénavant en lieu occults & cachés, ains en leurs officines & ouvroirs, afin qu'ils pussent répondre chacun de leur fait ; & d'avanter qu'aucunes personnes, de quelque état & qualité qu'ils fussent, n'eussent à tenir en leur possession aucuns livres mentionnés au catalogue des livres reprouvés fait par ladite Faculté de Théologie, & d'autant que depuis on nous auroit fait entendre, que remettant entièrement la cognoissance de telles matières concernant notredit foi & Religion aux Prélats diocésains, ausquels de droit elle appartient, les délinquans se pourroient plus facilement convertir & réduire, pour la douceur de punitions ecclésiastiques, à cette cause pour ne rien prétermettre de tout ce que nous pouvions imaginer être requis & nécessaire de faire pour ramener & rétablir au troupeau de Jesus-Christ telles brebis égarées, nous aurions encore par autre notre Edit de l'an mil cinq cent quarante-neuf, remis & envoyé ladite connoissance & décision des matières dessusdites, circonstances & dépendances ausdits Prélats diocésains, lesquels suivant cela y auroient fait quelque devoir : mais lesdits delinquans & fauteurs en auroit abusé, comme ils font encore ordinairement : & n'y voyant aucun amendement ni espérance d'y pouvoir remédier sinon par un extrême soin & diligence, & avec toutes les rigoureuses procédures dont on doit user, pour repousser vivement l'injure & obstination d'une telle malheureuse secte, & en purger & nettoyer notre Royaume.

I.

Scavoir faisons, que nous par l'avis & délibération des gens de notre Conseil privé, (après que cette matière, qui est la cause de Dieu, où chacun doit prêter l'épaulé, & s'employer de toutes ses forces, y a été bien mûrement consultée & communiquée à plusieurs bons, grands & notables personnages, zélés, & singulièrement amateurs du bien & repos de notre Republique chrétienne) avons par cetui notre Edit déclaré, statué & ordonné, & de nos certaine science, pleine puissance & autorité royale, déclarons statuons & ordonnons, que tant à nos Cours souveraines qu'à nos Juges préfidiaux, & à chacun d'eux dorénavant appartiendra par prévention la cognoissance, punition & correction que nous leur commettons & attribuons, de toutes

personnes contrevenant aux Edits, Ordonnances & Déclarations du feu Roi notre dit Seigneur & Pere, & de nous concernant l'hérésie Luthérienne, & les autres erreurs & fausses doctrines, sectateurs & imitateurs d'icelle, spécialement aussi des infractions & transgresseurs de celui notre présent Edit, & de ceux qui seront trouvés dogmatisans, favorisans les hérétiques, & qui mettront en avant lesdites nouvelles doctrines contre notre foi & Religion, & observation des constitutions de l'Eglise, proférant les paroles contre l'honneur de Dieu, de sa benoîte & sacrée Mere Vierge, du saint Sacrement de l'autel, & des benoîts Saints & Saintes. Donnant par cesdites Présentes plein pouvoir, autorité & mandement spécial à nosdites Cours, & Juges Présidiaux, & à chacun d'eux respectivement en droit soi, de procéder contre les personnes de la qualité dessusdite, pourvu qu'ils ne soient constitués en Ordres sacrés, ensemble de les faire punir comme séditieux, schismatiques, & perturbateurs de l'union & repos public, rebelles & désobéissans à nos Ordonnances & commandement. Et ce privativement à tous autres Juges, mêmes les Ecclésiastiques, en ce qui touchera & concernera les cas ci-dessus déclarés.

II.

Et néanmoins demeurera aux Prélats & Juges d'Eglise la juridiction & connoissance qui leur appartient des personnes qui sans scandale public, commotion populaire, sedition ou autre crime emportant offense publique, & les crimes contenus en l'article précédent, seroient élongnés & déviés de l'observation de notre sainte foi & Religion, & tombés en erreurs & crimes d'hérésie, dont seroit besoin faire déclaration, & aussi des Clercs promus & constitués en Ordres sacrés, où la dégradation est ou seroit requise, suivant les saints Decrets & Constitutions canoniques.

III.

Et si en procédant par lesdits Prélats & Juges d'Eglise, contre les chargés desdites erreurs & hérésies, il se trouvoit qu'il y eût quelque cas privilégié, ils seront tenus le faire à sçavoir & notifier aux Juges Présidiaux, afin d'assister avec eux pour ledit cas privilégié, même pour lesdites commotions & perturbations, & procéder, soit ensemblement ou séparément, ainsi qu'ils verront être le plus commode & convenable de faire pour le bien de justice, & plus briève expédition d'icelle, à la confection des procès, sentences & jugemens. C'est à sçavoir lesdits Prélats & Juges ecclésiastiques, pour le delict commun, & lesdits Juges Présidiaux pour ledit cas (a) privilégié, suivant notre dit Edit fait le vingt-neuvième jour de Novembre, mil cinq cens quarante-neuf.

IV.

Aussi là où lesdits Juges Présidiaux procédant à la confection des procès pour raison desdites commotions, perturbations & crimes, dont par le présent Edit leur est baillée la connoissance, trouveroient aucuns qui avec lesdites peines fussent chargés d'hérésie, pour laquelle voider & icelle déclarer fût besoin que le Juge ecclésiastique intervint, ils seront tenus pareillement le notifier & faire entendre ausdits Prélats ou leurs Vicaires, pour procéder comme dessus ensemblement ou séparément, ainsi qu'ils verront être à faire pour le mieux & y feront lesdits Prélats ou leurs Vicaires, leur entier & loyal devoir, avec la meilleure diligence que faire se pourra, sous peine d'être déclarés négligens, & d'encourir les peines contenues par les saints Decrets & Constitutions canoniques indistinctes & ordonnées contre les Prélats qui ne sont vigilans à faire leur devoir à la punition & correction des hérétiques.

V.

Et d'autant que nous voulons de tout notre pouvoir, ainsi que dit est ci-dessus,

(a) Cas privilégiés sont certains crimes, desquels spécialement & privativement les Juges Royaux ont la connoissance, & ne sont tenus en faire renvoi aux autres Juges non Royaux, voire peuvent évoquer telles causes pendantes pardevant les Juges inférieurs non Royaux. *Mall.*

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 119

éraciner & extirper telles malheureuses, damnées & reprochées sectes, nous avons ordonné & ordonnons que les Juges Présidiaux, en leurs Sièges présidiaux seulement, procédant aux Jugemens définitifs des accusés & chargés de crimes, dont par le présent Edit leur est baillée la cognoissance, appelleront aux jugemens desdits procès, jusqu'au nombre de dix, c'est à sçavoir aux lieux & Sièges esquels y a Conseillers par nous ordonnés jusqu'audit nombre de six, si tant y en a. Et où il n'y auroit ledit nombre ou bien qu'il n'y eût nul Conseiller audit Siège, suppléeront & prendront des Avocats, jusqu'au nombre de dix pour le moins, des plus notables & fameux, compris les Lieutenans particuliers, les Prévôts ordinaires, leurs Lieutenans & Officiers Royaux, qui sont de l'état de judicature, par lesquels ils feront signer le bref ou dicton de leur jugement & sentence, dont les condamnés ne seront reçus à appeller, mais sera ladite sentence & jugement exécutée, nonobstant leur appel, comme si c'étoit Arrêt de nos Cours souveraines, nonobstant l'érection & établissement d'icelles. Et sera ce présent article entretenu & observé inviolablement, jusqu'à ce que par nous autrement y ait été pourvu & ordonné.

XXII.

Item. Nous avons très-expressement défendu & défendons par cesdites Présentes à toutes personnes, soient nos sujets & autres quelconques, d'apporter en nos Royaume & pays de notre obéissance, aucuns livres quels qu'ils soient, de Genève, & autres lieux & pays notoires séparés de l'union & obéissance de l'Eglise du saint Siège apostolique, sur peine de confiscation de biens & punition corporelle.

XXIII.

Et pour ce que nous avons entendu qu'il y a plusieurs de nos principaux Officiers, ayant la charge & exerce de notre Justice, suspects de nouvelles doctrines, & ne faisant leur devoir à la punition & correction d'iceux qui en sont chargés, à cette cause nous enjoignons à nos Procureurs & Avocats généraux en nos Cours de Parlement, qu'ils aient à eux informer de la qualité, vie & conversation de tous nosdits Officiers, ayant l'administration & exercice de notre Justice, même des Lieutenans généraux & particuliers, Prévôts, Avocats & Procureurs de Sièges, justifications des ressorts de nosdits Cours de Parlement, & du devoir qu'ils font, & ont par ci-devant fait à la punition & correction des personnes chargées desdites nouvelles doctrines & erreurs Luthériennes, & s'ils en trouvent aucuns y avoir été, & estre négligens ils nous en advertiront incontinent, afin d'y pouvoir ainsi qu'il appartiendra, & verront être à faire.

XXIV.

Et dorénavant pour l'avenir nul ne sera pourvu ne reçu en l'état ni office de judicature, quel qu'il soit, même en nos Cours de Parlement, Sièges présidiaux, & autres, ne semblablement en l'état de notre Procureur, ou notre avocat, que premierement & avant l'expédition de ses Lettres d'office, il n'apporte attestation suffisante de gens notables & dignes de foi, qui certifieront de sa bonne vie, renommée & conversation, & s'il aura tousjours eu réputation de bon Chrétien & Catholique, observant les Statuts & Constitutions de l'Eglise, laquelle attestation sera montrée & exhibée à notre amé & féal Chancelier, ou Garde de nos sceaux, avant que icelles Lettres d'Office soient scellées, avec lesquelles icelle attestation sera attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, dont le Greffier de la Cour de Parlement, ou du Siège & Jurisdiction où sera reçu celui qui pourchassera ledit office de judicature, prendra une copie, pour en faire registre, afin que s'il se trouvoit par après les Attestateurs & Certificateurs avoir mal attesté & certifié, il en soit fait une reprémande, démonstration & correction telle, que ce soit exemple aux autres. Et en outre est enjoint aux Villes & Communautés, de ne faire prendre & accepter aucuns personnalités pour Maire, Echevins, Consuls, ou autres Magistrats, qui ne soient tenus, estimés & réputés pour Catholiques, bons Chrétiens & non suspects d'hérésie, sous peine, quant à

ceux qui auront fait telles élections, de s'en prendre à eux en leurs propres & privés noms, & être procédé contr'eux comme fauteurs d'hérétiques.

XXV.

Item. Nous enjoignons & commandons très-expressement aux Présidens & Conseillers, nos Avocats & Procureurs généraux de nosdits Cours de Parlement faire tenir les mercuriales de trois mois en trois mois. Et qu'en procédant au fait d'icelles ils aient premierement à traiter & meure en avant les matieres & affaires concernant noire sainte foi & Religion, & adviser contr'eux à ce qui sera nécessaire de faire là-dessus pour le bien & conservation de notredite Religion, spécialement aussi pour purger les fautes, s'il s'en trouve en quelques-uns de leur compagnie, qui fussent aucunement soupçonnés desdites erreurs & nouvelles doctrines, dont ils s'infortmeront bien & diligemment avec ceux de nos Conseillers, qui seront choisis & élus par les Présidens de nosdites Cours, & pour assister & tenir leurdites mercuriales : lesquels se purgeront par serment es mains de celui desdits Présidens qui présidera esdites mercuriales, & nous avertiront de ce qu'ils en trouveront pour y pourvoir, & ne fauront nosdits Présidens, Procureurs, & Avocats, & chacun d'eux, pour le dû de leurs offices & serment qui sont à nous, à tenir la main, & faire ensoite que le contenu en ce présent article soit de point en point diligemment & étroitement entretenu, gardé & observé : & au surplus nous envoyent de six mois en six mois, ou plutôt, si besoin est, lesdites mercuriales, & l'ordre qu'ils auront constitué sur icelles, selon que le portent nos Ordonnances faites à Fontainebleau, en l'an mil cinq cent quarante-neuf.

XXVI.

Et pour ce que nous sommes avertis que nos Officiers, tant de nosdites Cours de Parlement, qu'autres juridictions, sont souvent importunés des prières & requêtes, pour ceux qui sont par eux détenus prisonniers, états chargés & accusés de crime d'hérésie : nous défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité ou condition qu'ils soient, de n'importuner ne faire instance & requête indue par lesdits charges & suspects d'hérésie prisonniers absents, mais en laissent faire à nosdits Juges & Officiers leur devoir, sans les divertir ni empêcher d'en faire justice, sous peine d'être déclarés fauteurs d'hérétiques, & punis de peine indite par les Decrets & Constitutions canoniques. Et à cette fin aussi ne fauront nosdits Juges d'avertir nos Procureurs généraux & particuliers de ceux qui leur auront fait telles requêtes & importunés, pour les poursuivre & conclure contr'eux à la condamnation desdites peines.

XXVII.

Item. Nosdites Cours de Parlement, Juges Roiaux & présidiaux feront chacun en droit soi, & si comme à lui appartiendra, toute la diligence possible d'eux infortmer & faire infortmer & enqnetir jour par jour, & heure pour heure, si en leurs pouvoirs, détours & juridictions, il y aura aucuns chargés & suspects d'hérésie, pour s'il s'en trouve quelques-uns, les faire prendre & appréhender afin d'être procédé à leur faire & parfaire leur procès, sans autre interruption, & le plus diligemment que faire se pourra, selon nos Edits & Ordonnances, & le contenu en ces Présentes. Pour l'instruction desquels procès sera faite diligente recherche es maisons desdits chargés & soupçonnés, pour voir s'il s'y trouvera aucuns livres censurés & reprouvés : & au surplus sera donné si bon ordre & provision à la garde desdits prisonniers, qu'ils n'aient aucune communication à personnes qui puissent empêcher la vraie cognoissance des crimes & delicts dont ils seront chargés.

XXVIII.

Et en semblable nous enjoignons à tous Seigneurs temporels de notre Royaume, ayant haute-Justice, que par ses Officiers qui ont & auront la charge de leurdite Jus-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 131

rice, ils fassent aussi de leur côté bien & soigneusement enquerir & informer, si en leurs terres & seigneuries y a aucuns hérétiques suspects & mal-sentans de la foi Catholique & constitutions de l'Eglise, pour, si aucuns s'en trouvent, les prendre & faire appréhender & mettre entre les mains de nos Juges Royaux & présidiaux pour leur faire & parfaire leur procès : & si pour la capture ledits Seigneurs temporels haut - Justiciers ont besoin de l'aide & secours desdits Juges présidiaux & des Prévôts de nos Marchaux, nous voulons, entendons & nous plaît, que ledit aide & secours leur soit baillé sût & ainsi qu'ils le requerront, afin qu'il n'y ait lieu d'excuse de leur part, sous peine de perdition & confiscation de leurs Justices, & déduction, & reversion d'icelles à la nôtre, si eux ou leurs Officiers se trouvent négligens ou défailans de faire leur devoir en ce que dit est.

XXIX.

Tous ceux qui sçauront & connoîtront aucuns infectés d'hérésie, seront tenus incontinent, & sans délai les dénoncer, révéler & déclarer aux Juges ecclésiastiques, & Officiers des Evêques, Juges présidiaux, & autres qu'il appartiendra, & le plutôt que faire se pourra.

XXX.

Semblablement si aucun est trouvé avoir contrevenu à nos Ordonnances & défenses, en faisant quelque acte ou semblant que ce soit de les négliger, contemner & mépriser, tendant à induire scandale, commotion populaire, ou sédition, icelles ou ceux qui le sçauront & en auront eu cognoissance, seront tenus incontinent de le révéler, & en avertir nos Procureurs, ou leurs Substitués, ou bien leurs autres Officiers des lieux où se tiendront ceux qui seront ainsi révélés & accusés. Et là où ledits accusés & chargés desdites hérésies & nouvelles doctrines se voudroient cacher & laisser, pour éviter la punition de leurs crimes, ceux qui sçauront là où ils se seront retirés, ne sauront à les révéler & enseigner aux Juges & Officiers du lieu, sous peine d'être tenus, comme dessus est dit, pour fauteurs, receptateurs, & adhérens à hérésie, & d'être punis de la même peine que seroit l'hérétique délinquant s'il étoit appréhendé.

XXXI.

Et afin qu'un chacun bon & fidèle Chrétien, qui sur toutes choses doit avoir odieuse cette malheureuse secte, s'accommode & dispose tant plus facilement à déferer, révéler & dénoncer ce qu'il sçaura desdits hérétiques, sectateurs & imitateurs desdites erreurs & fausses doctrines, nous voulons, ordonnons, & nous plaît que tous accusateurs, delateurs & dénonciateurs, en cas de preuve légitime, conviction & condamnation contre les défectés dénoncés & accusés par eux, ayent la tierce partie des biens d'iceux défectés & accusés, à quelque somme, valeur & estimation qu'elle soit, & se puisse monter, sur ce préalablement pris, deduits & défalqués les dépens & frais de Justice. Et là où au contraire il se trouveroit que ledites dénonciations & accusations, fussent fausses, iceux delateurs, dénonciateurs & accusateurs seront punis selon & ainsi que faire se doit, par droit & raison.

XXXII.

Et d'autant qu'en procédant à la confection des procès contre iceux hérétiques & mal-sentans de la foi, il s'est trouvé & trouve souvent des témoins qui disent que du fait dont ils déposent & chargent ceux contre lesquels ils sont appelés en témoignage, ils en avoient despiçea avertis les Officiers des Prélats diocésains, faisant leurs cours de visitations, ou bien nos Juges & Officiers, ou autres personnes constituées en dignité (qui toutefois n'en auroient fait aucune démonstration) nous à cette cause prions & exhortons ledits Prélats & leurs Vicaires, en mandant & enjoignant à nosdits Officiers qui recevront tels avertissemens pris par les dépositions desdits témoins, qu'ils aient avertissemens pris & rédigés par écrit, ledits Prélats procédant contre eux, doct la connoissance & correction leur appartiendra, & qui auront ainsi dissimulé les

révélations qui leur auront été faites par iceux témoins. Et si la cognoissance ne leur en appartient, mais aux Juges préfixiaux, ils enverront ausdits Juges ce qu'ils en auront mis, ou fait mettre par écrit, afin qu'iceux Juges fassent leur devoir de procéder vivement contre tels dissimulateurs nommés par ledit avertissement, pour servir d'exemple aux autres. Et néanmoins là où iceux avertissements & dénunciations se trouveront avoir été faits à nosdits Juges & Officiers, qui toutefois auroient dissimulé ou été négligens de procéder contre les accusés & déferés, il soit contre eux procédé rigoureusement, comme fauteurs desdits hérétiques, par suspension, ou privation de leurs états & offices, & autres ainsi qu'il appartiendra selon l'exigence du cas; & que pour leur négligence ils aient mérité.

XXXIII.

Item. Pour ce que les assemblées & conventicules, qui se font ordinairement par lesdits hérétiques & sectateurs, sont de difficile preuve par la diligence qu'ils mettent à les faire le plus secrètement qu'il leur est possible: nous avons ordonné & ordonnons, voulons & nous plaît, que celui qui revelera telles assemblées & conventicules (encore qu'il eût été présent, adhérent & consentant à icelles) soit & demeure pour cette foi quitte & absous, lui promettant par ces Présentes impunité, quant à la peine où il pourroit être encouru envers nous & Justice: & lui en ferons, si besoin est, & il le requiert, expédier nos Lettres de grace, pardon & remission, se conformant pour l'avenir avec due contribution à la foi catholique & observation des constitutions de l'Eglise, avec les promesses & submissions sur ce requises.

XXXIV.

Et d'autant aussi que nous sommes avertis que plusieurs jeunes enfans par la faute & mauvaise instruction de leurs Maîtres & Pédagogues sont tombés en erreur & hérésie, pour l'instruction qu'ils ont eue esdites nouvelles doctrines, nous avons pareillement ordonné & ordonnons, que dorénavant aucun ne soit reçu à tenir écoles, & instruire les premières lettres desdits jeunes enfans, que premierement il n'ait été dument approuvé de ceux à qui par droit & coutume appartiendra la provision desdits états & maîtrises, leur enjoignant qu'ils aient, avant que pourvoir desdits états & maîtrises, à eux informer bien exactement des mœurs, qualités, & conversation desdits Maîtres & Régens, ainsi que par raison ils sont tenus & doivent faire; & ce sous peine de s'en prendre à eux si fause en advient. Exhortant par cesdites Présentes les peres & meres, pour la pitié, amitié & charité qu'ils doivent porter à leurs enfans, ils se donnent bien garde de ne prendre aucuns desdits Pédagogues en leurs maisons pour l'instruction de leursdits enfans, & après les envoyer sous leur conduite à Universités, que premierement ils ne soient bien assurés de leur bonne vie, & qu'ils ne feroient aucunement enrachés desdites erreurs & nouvelles doctrines, afin que par la négligence & peu de soin que pourroient avoir lesdits peres & meres en droit, leursdits enfans ne s'y perdent.

XXXV.

Nous enjoignons à toutes personnes, ayant droit & charge de commettre & instruire Maîtres & Principaux es Collèges & Universités de ce Royaume, même en celle de Paris, qu'ils aient à y pourvoir de gens de bonne vie, & religieuse conversation, non suspects desdites nouvelles doctrines: & aux principaux ainsi par eux instruits, de ne commettre ne bailler charge esdits Collèges pour l'instruction & instruction des enfans étant en iceux, aucuns Régens qui ne soient gens de bien, & non suspects desdites doctrines, ayant tel regard & vigilance sur eux qu'ils ne puissent pervertir le bon & naturel entendement desdits enfans. Et s'ils trouvoient aucuns desdits Régens qui covertement ou autrement eussent quelque communication ou intelligence esdites nouvelles doctrines, ils ne faudront incontinent leur ôter la charge à eux baillée, sans plus les laisser frequenter avec lesdits enfans & jeunes écoliers. Et néanmoins aussi s'ils

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 153

Avient fait fautes notables, ils en avertissent l'Evêque, ou les Juges présidiaux, pour chacun en son regard en faire la punition.

XXXVI.

Ayant entendu qu'ordinairement il advient que plusieurs de tous états indifféremment s'ingèrent, sans aucun sçavoir n'intelligence qu'ils aient en la sainte Ecriture, en prenant leur repas ou bien en allant par les champs, ou autrement quand ils seront retirés les uns avec les autres en leurs conventicules secrets, parlent, devisent & disputent des choses concernant la foi, le saint Sacrement de l'Autel, & les constitutions de l'Eglise, faisant des questions curieuses & sans fruit, lesquelles les font tomber souvent en grandes erreurs : nous pour à ce obvier pour l'avenir avons défendu & défendons à toutes personnes non lettrées, de quelque état, qualité ou condition qu'ils soient, & à tous étrangers, pendant qu'ils seront en notre Royaume, de ne faire plus dorénavant telles propositions, questions & disputes, sur les points de notre foi, du saint Sacrement & des constitutions & cérémonies de l'Eglise, des saints Conciles & autres choses ordonnées par le saint Siège apostolique, sous peine d'être punis comme infractions de nos Ordonnances & défenses.

XXXVII.

Parcèlement nous défendons très-expressément à tous nosdits sujets, quels qu'ils soient, de n'écrire, envoyer argent, n'autrement favoriser ceux qui s'en sont allés du Royaume pour résider à Genève, & autres-pays notoirement séparés de l'union de l'Eglise & de l'obéissance du saint Siège apostolique, sous peine d'être déclarés fauteurs des hérétiques, & comme tels désobéissants, infractions & contrevenans aux Ordonnances & Edits tant de nous, que du feu Roi notre Pere, être punis exemplairement. Et à cette fin voulons que par nos Cours de Parlement & Juges présidiaux il en soit informé & procédé contre eux ainsi que dessus. Et que la tierce partie des confiscations & amendes déclarées, & adjugées contre eux pour avoir porté ou fait porter ou envoyer ledit argent, appartienne aux dénonciateurs.

XXXVIII.

Tous porteurs de Lettres venans de Genève seront arrêtés & punis, s'il est trouvé que lesdites Lettres tendent à fin de divertir nos sujets de la vérité & observation de notre foi & Religion, désobéissance às constitutions de l'Eglise : & sera procédé contre eux comme vrais hérétiques, & perturbateurs des repos & tranquillité public.

XXXIX.

Item. Nous avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, & nous plaît, que tous biens tant meubles qu'immeubles de ceux qui se sont retirés audit Genève, pour y demeurer & résider, eux séparans de l'union de l'Eglise, soient déclarés à nous & confiscés. Et si auparavant leur parlement de notre dit Royaume pour aller audit Genève, ils avoient vendu & aliéné leursdits biens & portion d'iceux, ce qui s'en trouvera & vérifiera, sera saisi & mis en notre main, jusqu'à ce qu'il soit eognu par nos Juges si lesdites venditions & aliénations ont été faites en fraude de crime & délit, qu'ils entendoient faire, & que depuis ils ont commis eux retirans audit Genève. Et si lesdits Juges trouvoient qu'en fraude dudit délit elles eussent été faites, & que l'acheteur eût intelligence ou connoissance d'icelui délit, ils procéderont à la déclaration d'iceux biens de ladite confiscation, en condamnant lesdits acheteurs & contractans avec eux, à en vider leurs mains, avec telle autre peine qu'iceux Juges arbitreront, eu égard à la qualité des personnes, au vil prix qu'ils auront acheté lesdits biens, & à la proximité du temps de la retraite des vendeurs audit Genève. Et là où au contraire se trouveroit que lesdits acheteurs auroient acquis & contracté de bonne foi, il leur sera baillé

pleine & entiere main levée, & délivrance d'iceux biens à eux vendus & aliénés. Et enjoignant toutesfois aux fins que dessus, à nosdits Procureurs, esdits Sieges présidiaux, de faire les dessusdites saisies & poursuites, & advenir nos Procureurs généraux de la diligence qu'ils en auront faite deux mois après la publication de ces Présentes.

XL.

Et afin que ceux qui auroient été ou seroient dévoyés du chemin de leur salut puissent faire connoître par leurs actions, quelque bon commencement de réduction à l'observation de l'honneur & crainte de Dieu, & de l'obéissance de son Eglise, nous exhortons tous nos sujets indifféremment, de quelque état, qualité, autorité ou condition qu'ils soient, & autant que besoin seroit leur commandons très-expressement, que dorénavant ils aient à fréquenter le plus qu'ils pourront le service divin, & par especial les jours solempnels avec due révérence & démonstration telle qu'un bon devot & fidelle Chrétien doit faire, à genoux & devotionement, adorant le saint Sacrement de l'autel, à l'élévation & exhibition d'icelui, même les Gentilshommes, ceux de la Justice, & ceux qui ont autorité en la chose publique, à ce qu'en faisant leur devoir ils soient exemple au peuple, & montent à leurs inférieurs, de faire le semblable qu'eux, selon & ainsi qu'un est tenu de faire envers Dieu. Et est défendu à toutes personnes indifféremment, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, de ne se promener vers Eglises durant le service divin (*) mais se tenir prosterné & en devotion selon & ainsi que dessus est dit, pour être l'Eglise, la maison de Dieu, & d'oraison.

XLI.

Nous exhortons aussi très-inflamment les Evêques & Prélats diocésains, de notre Royaume, qu'ils prônes qui se font les jours du Dimanche en chacune des Eglises paroissiales de leurs Diocèses, ils aient à faire faire lecture des articles faits par la Faculté de Théologie de Paris, le dixième jour de Mars, l'an mil cinq cent quarante deux, & ce par les Curés desdites Eglises ou leurs Vicaires, donnant l'intelligence d'iceux à leurs Paroissiens, & les admonétant de les observer & garder inviolablement.

XLII.

Et aussi enjoindront lesdits Prélats diocésains aux Prédicateurs, tant réguliers que séculiers, par les congés & permissions qu'ils bailleront de prêcher, qu'en leurs prédications & concions, ils aient à eux conformer au contenu d'iceux articles faits par ladite Faculté, sans aucunement y contrevenir ne contraindre en quelque manière que ce soit.

XLIII.

Et néanmoins nous ordonnons par cesdites Présentes que nul ne sera reçu, à prêcher, soit régulier, ou séculier, qui autrefois ait été repris d'hérésie, ou en soit aucunement soupçonné : si ce n'étoit qu'il en fût bien & dûement purgé, pardevant Juge compétant, & celui à qui en appartiendra la cognoissance, dont il exhibera la sentence & déclaration, contenant sa purification.

XLIV.

Item. Nous enjoignons, & très-expressement commandons à tous nos sujets, de quelque qualité, grandeur, autorité & condition qu'ils soient, que dorénavant ils n'aient à tenir aucuns serviteurs, ne souffrir qu'en leurs maisons conversent & fréquentent aucunes personnes, qu'ils ne sachent & cognoissent être bons & vrais Chrétiens, obé-

(*) Aucuns exemplaires ont joint, eux contenir devotionement, selon, &c.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 135

fans à l'Eglise, & observateurs des Constitutions d'icelle, chassant & faisant retirer d'après d'eux, & de leursdites maisons ceux qu'ils connoîtront ou penseront être suspects d'hérésie sous peine de ce prendre à eux des fautes, erreurs & scandales, qui s'en pourroient ensuivre, eu égard à la longue demeure & conversation que lesdits serviteurs & autres de la qualité dessusdite auroient fait en leurs maisons, & à la négligence qui leur devra être imputée de ne s'être bien & diligemment enquis de leurs mœurs & forme de vivre.

XLV.

Et encore que nous ne fassions nulle doute, que suivant ce que par ci-devant nous avons ordinairement persuadé aux Archevêques, Evêques, & Prélats de notre Royaume, ils ne fassent leur devoir de résider sur leurs Bénéfices & Diocèses, pour y vivre catholiquement & servir de vie exemplaire à toutes personnes, même à leurs diocésains dont ils ont charge : toutesfois nous ne voulons laisser de les exhorter de rechef très-instamment par celsdites Présentes, de satisfaire en cet endroit à leur devoir, quant à la résidence, tenant leurs Conciles Provinciaux, & faisant résider les Curés & autres Bénéficiaires, qui à cause de leurs Bénéfices sont tenus résider, vivant en la simplicité & modestie telle, que par les Decrets & Constitutions de l'Eglise, ils doivent & sont tenus de faire, spécialement en leurs habits. Et si aucuns d'iceux, ou autres personnes ecclésiastiques se trouvoient par ci-après habillés dissolument contre leur état & profession, tellement que le peuple en fut scandalisé, nous voulons & ordonnons que nos Juges & Officiers les puissent faire prendre & constituer prisonniers, pour les rendre incontinent à leurs Prélats, lesquels seront tenus en faire punition exemplaire.

XLVI.

Et à ce que le contenu en cetui notre présent Edit soit soigneusement & diligemment exécuté & observé, nous enjoignons très-étroitement à nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, pour le dû de leurs charges & offices & serment qu'ils ont à nous, ils aient chacun en droit soi respectivement à tenir mains envers nosdites Cours avec toutes les poursuites & instances qu'ils verront être requises, à ce qu'elles fassent leur entier devoir en chose si recommandée que nous est cette-ci : nous avertissant à toutes les occasions qui s'offriront des exécutions & diligences qui se feront. Et au surplus ne faudront aussi nosdits Procureurs généraux de solliciter souvent par Lettres leurs Substituts ès Bailliages, Sénéchaussées & Jurisdictions présidiales des ressorts de nosdites Cours de Parlement, de faire aussi de leur côté tout ce qu'ils pourront envers lesdits Juges présidiaux pour l'entretenement & observation d'icelui notredit Edit. Et si lesdits Substituts voyent & cognoissent qu'il y eût quelque négligence, ou mauvais devoir de la part d'iceux Juges ou des Officiers des Evêques, ils en avertiront nosdits Procureurs généraux, pour le faire entendre & remonter incontinent à nosdites Cours de Parlement, afin d'y donner promptement l'ordre & provision qu'ils verront nécessaire & convenable, selon nos vouloir & intentions.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens de nos Cours de Parlement, &c. Donné à Château-briant le vingt-septième jour de Juin l'an de grace mil cinq cent cinquante-un. Et de notre regne le cinquième. Ainsi signé. Par le Roi en son Conseil. DU THIER.

Extraits des Registres du Parlement.

LE jourd'hui ont été lûes judiciairement les Lettres-patentes du Roi en forme d'Edit données à Château-briant le vingt-septième jour de Juin dernier passé, pour le fait de la Religion Chrétienne & extirpation des hérésies & fausses doctrines pullulantes en ce Royaume, pays, terres, & Seigneuries dudit Seigneur, punition & cor-

rection des infectés desdites hérésies, & auteurs d'icelles, ainsi qu'il est amplement contenu & déclaré en icelles Lettres : & icelles Lettres lues, après que Seguyer pour le Procureur général du Roi a dit : c'est chose notoire que les Rois de France ont toujours été zélés & protecteurs du Christianisme, & de la foi & union de l'Eglise, dont ils ont mérité le nom de Roi très-Chrétien. Ne faut douter que ce zèle de religion a été une des principales causes pour lesquelles il a plu à Dieu maintenir l'état du Royaume en sa grandeur jusqu'à lui. Les historiens ont témoigné qu'entre les malheurs & infirmités des Rois Romains, le regne de Numa Pompilius le trouva long, heureux & paisible, pour ce qu'il étoit très-soigneux de la Religion. Et dient Tite-Live & Plutarque, *quod Numa primus condidit templum fidei, primus fidei solenne instituit* Et encore que la Religion de Numa ne fut réglée selon Dieu, toutefois lui ayant été accroissement de ses fortunes en sa gentilité, ce nous est à penser que le soin & zèle des Rois de France pour la Religion Chrétienne leur a grandement valu & aidé à l'entretienement & ampliation de la monarchie de France. Au contraire la négligence de Religion, le délaissement & apostasie de la foi, & le schisme & division de l'Eglise, sont le commencement & source de tous maux, & prétexte de désolation & ruine d'une Republique. Les exemples sont fréquents de *neglecta religione* par Valère, & autres. Nos propres histoires comme sont les livres de Moysè, rendent témoignage que les enfans d'Israël se tenant unis en la foi de Dieu, & es préceptes de Moysè, ont prospéré & vaincu toutes les adversités ; mais se foultrayant de la Religion, sont tombés en grande ruine. Ces choses considérant le Roi très-Chrétien, & les entendant très-bien, a studieusement & diligemment cherché & fait rechercher tous & chacuns les moyens par lesquels l'erreur des pseudo-chrétiens soit exterminé & radicalement extirpé de son Royaume : à ces fins a commandé les Lettres que présentement ont été lues, être vérifiées en la Cour de ceans. Si dit qu'il ne peut prétermettre l'action de grâces dues au Roi de sa très-bonne, très-Royale, & très-Chrétienne volonté, supplie très-humblement à Dieu qu'il lui plaise maintenir le Roi en cette charité, dévotion, & ferveur ; à très-longues années. Et sous cette préface a conclu & requis la publication & vérification des Lettres, & être enjoint aux Prélats & gens d'Eglise, en ce qui leur touche, obéir au contenu des présentes Lettres. La Cour en obtempérant au vouloir du Roi, a ordonné, & ordonne que sur le repli desdites Lettres d'Edit sera mis *Letta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis*. Et a ordonné & ordonne la Cour, que les Juges présidiaux & ceux qui assisteront avec eux aux Jugemens des procès criminels, après avoir vu iceux procès, seront venir devant eux les prisonniers, & les ouyront par leur bouche. Et les jugemens qui seront donnés & arrêtés par les Juges présidiaux, & ceux qui assisteront avec eux, ne seront censés & réputés conclus & arrêtés, sinon qu'ils passent de deux opinions pour le moins, suivant l'Ordonnance. Enjoint ladite Cour ausdits Juges qu'après que lesdits procès criminels auront été jugés, ils fassent iceux soigneusement garder par leurs Greffiers ; auxquels Greffiers icelle Cour aussi enjoint & ordonne lesdits procès soigneusement garder par devers eux, pour les représenter, & en répondre quand ils en seront requis, & besoin en sera. Au surplus admoneste & exhorte ladite Cour les Archevêques, & Prélats d'Eglise du ressort d'icelle, & leur enjoint garder & entretenir le contenu en celsdites Présentes, en ce qui les touche & concerne. Fait en Parlement, le troisième jour de Septembre, l'an mil cinq cent cinquante & un. Signé, Du TILLET,



DECLARATION

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Contre les hérétiques relaps, & les Prêtres qui quittent la Religion Catholique.

Du ... Avril 1663.

LOUIS, par, &c. Le feu Roi Henry le Grand notre ayeul, ayant en l'année 1598, conclu & arrêté la pacification des troubles qui étoient lors dans ce Royaume sur le fait de la Religion prétendue-réformée, auroit en'autres choses par l'Art. XIX de son Edit de Nantes, ordonné que ses-sujets, de ladite Religion prétendue-réformée, ne seroient aucunement astreints ni obligés, pour raison des abjurations, promesses & sermens qu'ils auroient ci-devant faits. Néanmoins plusieurs de nos sujets de ladite Religion prétendue-réformée, sous ce prétexte, & par des considérations de mariages, & aucuns semblables motifs, ayant depuis ledit Edit fait abjuration de ladite Religion prétendue-réformée, profession de la Religion Catholique, & participé à ses plus saints mystères, retournent quelquefois à leurs premières erreurs, & par ces abus & profanation, tombent dans le crime de sacrilège & relaps, au préjudice de toutes les loix divines & humaines, & même de plusieurs Edits, par lesquels l'abus & profanation des mystères de la Religion Catholique sont si particulièrement défendus ausdits de la Religion prétendue-réformée, que par ce moyen ils encourent les peines dues à de si grands crimes, & peur d'auront moins s'en prendre exempts, que sous prétexte dudit Edit de Nantes, ils renoncent & se départent des grâces & bénéfices d'icelui, lorsqu'ils se font Catholiques, dans un temps où ils ont l'entière liberté de demeurer dans ladite Religion prétendue-réformée, outre que ledit Art. XIX n'étant que pour le passé & points pour l'avenir, l'on ne peut inférer que l'indulgence que noredit Ayeul eut pour les relaps de ce temps-là, se puisse étendre jusqu'aux relaps du temps présent. C'est pourquoi suivant toutes les maximes de droit, cette grace effaçant le passé, suppose de plus étroites défenses de tomber dans de pareils inconvénients à l'avenir : mais comme la tolérance d'un mal le rend plus grand, la mauvaise interprétation que lesdits de la Religion prétendue-réformée ont faite dudit Edit de Nantes sur ce point a passé jusqu'au XXXIX des Art. secrets, portant défense de faire recherche des mariages contractés avant ledit Edit, par les Prêtres & personnes religieuses, plusieurs prétendant pareillement que cet Article dont les paroles se restreignent si précisément au passé se pouvoient étendre jusqu'à l'avenir, & après avoir apostasié depuis ledit Edit, ont été reçus parmi lesdits de la Religion prétendue-réformée & mariés par leurs Ministres, lesquels n'ignorant pas les termes dudit Art. XXXIX, n'ont laissé d'y contrevenir manifestement, & se sont rendus coupables d'un crime, que la qualité & le vœu de ces personnes rendent l'objet capital de l'animadversion de toutes les loix divines & humaines ; & d'autant qu'une plus longue tolérance de ces défordres donneroit lieu aux fréquens changemens de Religion, qui pourroient arriver, & causeroit enfin des divisions préjudiciables au repos de notre Etat, au bien de notre service & à celui de l'Eglise, dont l'exemple du passé n'est qu'un trop évident témoignage, voulant y apporter le remède nécessaire, pour maintenir notre Royaume dans une parfaite tranquillité, & nos sujets dans le devoir & le bon ordre qu'ils sont obligés pour leur salut. Sçavoir faisons, que pour ces causes & autres bonnes considérations, à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, où étoit la Reine, notre très-honorée Dame & mere, notre très-cher & très-ami Frere unique, le Duc d'Orléans, aucuns Princes de notre sang, Ducs, Pairs & Officiers de notre Couronne, & autres notables personnages de notre Conseil, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, en interprétant autant que de besoin lesdits Articles XIX dudit Edit de Nantes, & XXXIX des secrets d'icelui, que nul de nosdits sujets de ladite Religion prétendue-réformée, qui en auroient fait une fois abjuration, pour professer la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, ne puisse jamais plus y renoncer, & retourner à ladite Religion prétendue-réformée, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, ni même, ceux de nosdits catho-

Ann. 1663.

liques, qui sont Prêtres ou engagés dans les Ordres sacrés de l'Eglise, ou liés par des vœux des Maisons religieuses, quittent la Religion catholique, pour prendre celle de la prétendue-réformée, soit pour se marier ou autrement; ce que nous leur défendons très-expressement, sur peines d'être procédé contre les coupables, suivant la rigueur des Ordonnances: ordonnons à cette fin qu'il sera incessamment informé à la diligence de nos Procureurs généraux, en nos Cours de Parlement, leurs Substituts, Baillivages & Sièges présidiaux contre les contrevenans, pour leur être le procès fait & parfait, ainsi qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans, Sièges présidiaux, & à tous autres nos Justiciers & Officiers, chacun en droit soi, que cedites Présentes, ils fassent enregistrer & publier, & tout leur contenu garder & observer & exécuter selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit aucunement contrevenu. Et sera ajouté foi aux copies dedites Présentes dûement collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secrétaires, comme au présent original; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cedites Présentes, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes choses. Donné à Paris, au mois d'Avril, l'an de grâce 1663, & de notre regne le 10. Signé, LOUIS, Et sur le rrepli, par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé de grand sceau d'or vert. Et encore sur ledit repli est écrit.

Lues, publiées & enregistrées en & requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées, aux charges portées par l'Arrêt de vérification du jour. A Paris, en Parlement: le 7 Juin 1663. Signé, ROBERT.

DECLARATION DU ROI,

Qui ordonne la peine du bannissement perpétuel contre les relaps, & ceux qui étant engagés dans les Ordres sacrés, ou liés par des vœux à des Maisons religieuses, quittent la Religion catholique, pour la prétendue-réformée.

Du 10 Juin 1665.

Ann. 1665. LOUIS, &c. Par nos Lettres de Déclaration du mois d'Avril de l'année 1663, L'expédiées pour les causes y contenues contre les relaps, qui après avoir abjuré la Religion prétendue-réformée, changent de sentiment & retournent à leur première erreur, nous aurions en interprétant les Articles XIX de l'Edit de Nantes, & XXXIX des secrets d'icelui, déclaré & ordonné que nul de nos sujets de la Religion prétendue-réformée, qui en auroit fait une fois l'abjuration, pour professer la Religion catholique, apostolique & romaine, ne pourroit jamais plus renoncer & retourner à ladite Religion prétendue-réformée, pour quelque cause & prétexte que ce soit, ni même ceux de nosdits sujets Catholiques, qui sont Prêtres ou engagés dans les Ordres sacrés de l'Eglise, ou liés par des vœux à des Maisons régulières, quitter la Religion catholique, pour prendre la Religion prétendue-réformée, soit pour se marier ou autrement, sur peine d'être procédé contre les coupables selon la rigueur des Ordonnances. Mais depuis ayant considéré que cette peine qui est vague & générale, ne seroit pas suffisante pour détourner de ce crime ceux qui auroient dessein de le commettre, à cause de la diversité des Ordonnances & des interprétations qu'on y pourroit donner; vu même que nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, & autres Juges qui en ont l'autorité & le pouvoir, pourroient à raison des maximes établies dans les Compagnies arbitrer différentes peines pour le même crime; & voulant que les jugemens qui seroient rendus en cette occasion soient conformes, nous avons estimé à propos de fixer & imposer pour cette fois une peine contre ceux qui pourroient tomber dans ledit crime. A ces causes, & avoir faisons, qu'ayant fait mettre cette affaire en délibération en notre Conseil, où étoient la Reine notre très-honorée Dame & mere, notre très-cher & très-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. 6. XVI. 139

amé frere unique le Duc d'Orleans, aucuns Princes de notre sang, Ducs, Pairs & Officiers de notre couronne, & autres grands & notables personages de notredit Conseil; nous de l'avis d'icelui & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ces présentes signées de notre main, & en amplifiant nosdits Lettres-patentes dudit mois d'Avril 1663, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît que si aucuns de nos sujets de la Religion prétendue-réformée, qui en auront une fois fait l'abjuration, pour prendre & professer la Religion catholique, apostolique & romaine, y renoncent & retournent à la Religion prétendue-réformée, ou qui étant engagés dans les Ordres sacrés de l'Eglise, ou liés par des vœux à des Maisons religieuses, quittent la Religion catholique pour la prétendue-réformée, soit à dessein de le marier ou pour quelque autre cause ou considération que ce soit, soient bannis à perpétuité de notre Royaume, pays & terres de notre obéissance, sans que ladite peine de bannissement puisse être censée comminatoire, ains ordonnons à ceux de nos sujets & officiers qu'il appartiendra d'y procéder avec toute l'exacritude & la sévérité possible, sur les requisitions qui leur en seront faites par nos Procureurs généraux ou leurs Substituts. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement à Paris, Baillifs, Sénéchaux, Prévôts, leurs Lieutenans & autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces Présentes nos Lettres de déclaration, ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer inviolablement. Mandons en outre ausdits Procureurs généraux d'y tenir la main soigneusement; car tel est notre plaisir: en témoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Saint Germain en Laye le 10 jour de juin l'an de grace 1665, & de notre regne le 13. *Signé*, L O U I S. *Et plus bas*, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Régistrées, ouï &c. ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement le 13 Janvier 1666. Signé, ROBERT.

EDIT DU ROI,

Portant défenses aux Catholiques de contracter mariage avec ceux de la Religion prétendue - réformée.

Du.....⁹ Novembre 1680.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présents & Ann. 1680; à venir, Salut. Les Canons des Conciles tenus en divers temps dans l'Eglise, ayant condamné les mariages des Catholiques avec les Hérétiques, comme un scandale public, & une profanation visible d'un Sacrement auquel Dieu a attaché des graces qui ne peuvent être communiquées à ceux qui sont actuellement hors de la Communion des Fidèles; nous avons estimé d'autant plus nécessaire de les empêcher à l'avenir, que nous avons connu que la tolerance de ces mariages expose les Catholiques à une tentation continuelle de se pervertir; & par conséquent aux peines portées par notre Edit du mois de Juin dernier: à quoi étant nécessaire de remédier, & d'empêcher en même-temps un abus si contraire à la discipline de l'Eglise catholique. A ces causes & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'à l'avenir nos Sujets de la Religion catholique, apostolique & romaine ne puissent sous quelque prétexte que ce soit, contracter mariage avec ceux de la Religion prétendue-réformée, déclarant tels mariages non valablement contractés, & les enfans qui en proviendront illégitimes & incapables de succéder aux biens meubles & immeubles de leurs peres & meres. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que le présent Edit ils aient à faire lire, régistrer, publier & exécuter selon sa forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte &

maniere que ce soit; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable & toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Novembre, l'an de grace 1680, & de notre regne le trente-huitième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et icellé de cire verte, en lacs de foye rouge & verte.

Révisées, ont été requerrant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 2 Décembre 1680. Signé, JACQUES.

EDIT DU ROI,

Qui défend aux Catholiques d'embrasser la Religion prétendue-réformée.

Du mois de Mars 1683.

Ann. 1683. LOUIS, par la grace de Dieu, &c. à tous présents & à venir, Salut. Nous avons espéré que les peines d'amende honorable, de bannissement perpétuel, & la confiscation de biens, ordonnées par nos Lettres de Déclaration du 20 Juin 1665 & 13 Mars 1680, tant contre nos Sujets de la Religion prétendue-réformée, qui ayant abjuré ladite Religion & embrassé la Catholique, apostolique & romaine, retourneroient en ladite Religion prétendue-réformée, que contre nos autres Sujets, qui faisant profession de la Religion catholique, apostolique & romaine la quitteroient pour embrasser ladite Religion prétendue-réformée, feroient cesser entièrement le mal. Mais apprenant avec déplaisir qu'aucuns de nosdits Sujets tombent souvent dans ce malheur, où ils sont entraînés par les pratiques des Ministres de la Religion prétendue-réformée, qui s'y portent d'autant plus volontiers qu'ils méprisent la peine ordonnée contre eux à cette occasion, laquelle étant trop douce & ne les privant que de la fonction de leur ministère, n'est pas capable de les retenir, nous avons résolu d'y pourvoir en imposant audit Ministère une peine plus dure & plus sévère: savoir faisons que pour ces causes, & de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les Ministres de la Religion prétendue-réformée qui recevront à l'avenir aucun Catholique à faire profession de ladite Religion prétendue-réformée ou les souffriront dans les temples & prêches, & qui y recevront & y souffriront aussi aucun de ceux de ladite Religion prétendue-réformée qui l'auroit abjurée, & embrassé la Catholique, soient condamnés à faire amende honorable, & au bannissement perpétuel hors de notre Royaume, avec confiscation de tous leurs biens, & qu'au surplus le dit contenu en nosdites Déclarations & Edits soit gardé & observé; à quoi enjoignons très-expressement à nos Procureurs généraux & leurs Substituts, de tenir soigneusement la main, & de poursuivre les contrevenans avec toute l'exactitude & la diligence possible. Si donnons en mandement à nos amés & fidèles les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, Baillis, Sénéchaux, & tous autres nos Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire lire & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Compiègne au mois de Mars mil six cent quatre-vingt-trois, & de notre regne le quarantième. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT.

Régistré en Parlement le 5 Mai 1683. Signé, DONGOIS.



EDIT DU ROI,

Portant défenses de faire aucun exercice public de la Religion prétendue-réformée dans son Royaume, & qui révoque celui de Nantes.

Du mois d'Octobre 1685.

Ann. 1685

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présents & à venir, Salut. Le Roi Henry le Grand notre ayeul, de glorieuse mémoire, voulant empêcher que la paix qu'il avoit procurée à ses Sujets, après les grandes pertes qu'ils avoient souffertes par la durée des guerres civiles & étrangères, ne fût troublée à l'occasion de la Religion prétendue-réformée, comme il étoit arrivé sous les regnes des Rois ses prédécesseurs, auroit par son Edit, donné à Nantes au mois d'Avril 1598, réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la justice, & enfin pourvu même par des articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé nécessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'averfion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler comme il avoit résolu de faire, pour réunir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignés. Et comme l'intention du Roi notre dit ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort précipitée, & que l'exécution dudit Edit fut même interrompue pendant la minorité du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Pere, de glorieuse mémoire, par des nouvelles entreprises deslits de la Religion prétendue-réformée, elles donnerent occasion de les priver de divers avantages qui leur avoient été accordés par ledit Edit. Néanmoins le Roi notre dit feu Seigneur & Pere, usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes au mois de Juillet 1619, au moyen duquel la tranquillité ayant été de nouveau rétablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zèle pour la Religion, que le Roi notre dit ayeul, avoit résolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à exécution : mais les guerres avec les étrangers étant survenues peu d'années après, enforte que depuis 1635, jusqu'à la Treve conclue en l'année 1684, avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de temps sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Religion prétendue-réformée, par l'interdiction de ceux qui se sont trouvés établis au préjudice de la disposition des Edits, & par la suppression des Chambres miparties, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu avant enfin permis que nos peuples jouissent d'un parfait repos, & que nous mêmes n'étant pas occupés des soins de les protéger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner notre entière application à rechercher les moyens de parvenir au succès du dessein des Rois nosdits ayeul & pere, dans lequel nous sommes entrés dès notre avènement à la Couronne. Nous voyons présentement avec la juste reconnaissance que nous devons à Dieu, que nos loins ont eu la fin que nous nous sommes proposés, puisque la multitude & la plus grande partie de nos Sujets de ladite Religion prétendue-réformée ont embrassé la Catholique. Et d'autant qu'au moyen de ce, l'exécution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion prétendue-réformée, demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux pour effacer entièrement les mémoires des troubles, de la confusion, & des maux que le progrès de cette fausse Religion a causé dans notre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Déclarations qui l'ont précédé, ou ont été faits en conséquence, que de révoquer entièrement ledit Edit de Nantes, & les articles particuliers qui ont été accordés en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

ARTICLE PREMIER.

Sçavoir faisons, que nous, pour ces causes & autres à ce nous mouvant, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce présent Edit perpétuel & irrévocable, supprimé & révoqué, supprimons & révoquons l'Edit du Roi notre ayeul donné à Nantes au mois d'Avril 1598 en toute son étendue, ensemble les articles particuliers arrêtés le 2 Mai ensuivant, & les Lettres-patentes expédiées sur icelui, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629, les déclarons nuls & comme non avenus : & en conséquence voulons & nous plaît que tous les Temples de ceux de ladite Religion prétendue-réformée situés dans notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, soient incessamment démolis.

I I.

Défendons à nosdits Sujets de la Religion prétendue - réformée, de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque prétexte que ce puisse être, même d'exercices réels, on de Bailiages, quand bien lesdits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de notre Conseil.

I I I.

Défendons pareillement à tous Seigneurs, de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & fiefs, de quelque qualité que soient lesdits fiefs, le tout à peine contre nosdits Sujets qui seroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

I V.

Enjoignons à tous Ministres de ladite Religion prétendue-réformée qui ne voudront pas se convertir, & embrasser la Religion catholique, apostolique & romaine, de sortir de notre Royaume & terres de notre obéissance, quinze jours après la publication de notre présent Edit, sans y pouvoir séjourner au-delà, ni pendant ledit temps de quinzaine faire aucun préche, exhortation, ni autre fonction, à peine des galères.

V.

Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à jouir leur vie durant, & leurs veuves après leur décès, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de tailles & logement de Gens de guerre, dont ils ont joui, pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres ; & en outre nous ferons payer ausdits Ministres aussi leur vie durant une pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle pension leurs femmes jouiront aussi après leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

V I.

Que si aucuns desdits Ministres désirent se faire Avocats, ou prendre les degrés de Docteurs es Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensés des trois années d'étude, prescrites par nos Déclarations, & qu'après avoir subi les examens ordinaires, & par iceux avoir été jugés capables, ils soient reçus Docteurs, en payant seulement la moitié des droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

V I I.

Défendons les Ecoles particulières pour l'instruction des enfans de ladite Religion prétendue-réformée, & toutes les choses généralement quelconques qui peuvent manquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII.

A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Religion prétendue - réformée, voulons qu'ils soient dorénavant baptisés par les Curés des Paroisses. Enjoignons aux peres & meres de les envoyer aux Eglises à cet effet, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grand s'il y échoit, & seront ensuite les enfans élevés en la Religion catholique, apostolique & romaine, à quoi nous enjoignons bien expressément aux Juges des lieux de tenir la main.

IX.

Et pour user de notre clemence envers ceux de nos Sujets de ladite Religion prétendue - réformée qui se seront retirés de notre Royaume, pays & terres de notre obéissance, avant la publication de notre présent Edit, nous voulons & entendons qu'en cas qu'ils y reviennent dans le temps de quatre mois du jour de ladite publication, ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs biens, & en jouir tout ainsi & comme ils auroient pu faire, s'ils y étoient toujours demeurés; au contraire que les biens de ceux qui dans ce temps-là de quatre mois ne reviendront pas dans notre Royaume, ou pays & terres de notre obéissance qu'ils auroient abandonné, demeurent & soient confisqués en conséquence de notre Déclaration du vingtième du mois d'Août dernier.

X.

Faisons très-expresse & itératives défenses à tous nos Sujets de ladite Religion prétendue - réformée, de sortir, eux, leurs femmes & enfans de notre dit Royaume, pays & terres de notre obéissance, ni d'y transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes, des galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

X I.

Voulons & entendons que les Déclarations rendues contre les relaps soient exécutées selon leur forme & teneur.

X I I.

Pourront au surplus, les Eclésiastiques de la Religion prétendue - réformée, en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes & lieux de notre Royaume, pays & terres de notre obéissance, & y continuer leur commerce & jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, sous prétexte de la Religion prétendue - réformée, à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous la peine ci-dessus, de confiscation de corps & de biens. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes & Cour des Aides à Paris, Baillifs, Sénéchaux, Prévôts & autres nos Justiciers ou Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenans, qu'ils fassent lire, publier & enregistrer notre présent Edit en leurs Cours & Jurisdiction, même en vacations, & icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point, sans y contravenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à celsdites Présentes. Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-cinq, & de notre regne le quarante-troisième. *Signé*, L. O U I S. *Visa*, L E T E L L I E R. *Et plus bas*, Par le Roi, C O L B E R T. Et icellé du grand sceau de cire verte, sur lacs de foye rouge & verte.



DECLARATION DU ROI,

Concernant l'instruction & les devoirs des Nouveaux Convertis, & de leurs enfans.

Du 13 Décembre 1698.

Ann. 1698. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le desir que nous avons eu de voir nos Sujets réunis dans la Religion catholique, apostolique & romaine, établie & observée si religieusement depuis tant de siècles dans notre Royaume, nous ayant obligé de révoquer par notre Edit du mois d'Octobre mil six cent quatre-vingt-cinq, ceux par lesquels les Rois nos prédécesseurs & nommément le Roi Henry IV. de glorieuse mémoire, avoient été obligés par les défordres arrivés sous leurs regnes de tolérer la Religion prétendue-réformée, nous avons vu avec une grande satisfaction la plus grande partie de nos Sujets qui y étoient engagés, rentrer dans le sein de l'Eglise dont leurs peres s'étoient séparés dans le dernier siècle; mais quoique l'augmentation des soins & des travaux que nous avons été obligé de supporter durant la dernière guerre, n'ait pas diminué l'attention que nous donnons continuellement à la perfection de ce grand ouvrage; néanmoins comme ceux dont nous sommes obligés de nous servir pour l'exécution de nos ordres dans les provinces de notre Royaume, distraits à tant de choses différentes, dont nous avons été obligés de les charger depuis quelques années, n'ont pu avoir la même vigilance sur ce sujet, nous apprenons avec beaucoup de déplaisir que les Ministres qui étoient ci-devant dans le Royaume, & même quelques-uns de nosdits Sujets plus endurcis dans leurs erreurs, abusant, dans cette conjoncture, de la foiblesse & de la légèreté des autres, les avoient flattés de vaines esperances qui en avoient fait relâcher quelques-uns des bonnes dispositions ou ils étoient auparavant; & comme nous ne souhaitions rien avec plus d'ardeur que de voir dans son entière perfection un dessein que nous avons entrepris pour la gloire de Dieu, & pour le salut d'un si grand nombre de nos Sujets, nous avons cru que nous devions y donner encore de nouveaux soins dans ces temps de la paix, qu'il a plu à Dieu d'accorder à l'Europe, pour détourner nosdits Sujets des illusions, dont on a taché de les abuser, & employer les moyens les plus efficaces pour les ramener solidement & véritablement dans le sein de l'Eglise catholique, hors de laquelle ils ne peuvent espérer de salut.

ARTICLE PREMIER.

A ces causes, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que notre Edit du mois d'Octobre mil six cent quatre-vingt-cinq, portant révocation de celui de Nantes, & autres faits en conséquence, soient exécutés, faisons impératives défenses à tous nos Sujets de faire aucun exercice de la Religion prétendue-réformée, & dans toute l'étendue de Royaume, de s'assembler pour cet effet en aucun lieu, en quelque nombre & sous quelque prétexte que ce puisse être, de recevoir aucuns Ministres, & avoir directement ou indirectement aucun commerce avec eux; ce que nous leur défendons très-expressement sur les peines portées par les Edits & Déclarations que nous avons fait sur ce sujet, lesquels nous voulons être exécutés selon leur forme & teneur; enjoignons à nos Procureurs généraux, à leurs Substituts & à tous autres Officiers d'y tenir la main, & de nous informer soigneusement des diligences qu'ils feront pour cet effet, dans toutes les occasions qui s'en pourront présenter.

I L

Admonestons, & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques de notre Royaume,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 145

Royaume, de continuer à résider dedans leurs Diocèses, suivant les dispositions des saints Canons & de nos Ordonnances; d'y travailler avec tout le zèle & l'attention possible à l'instruction & au salut de nos Sujets, qu'il a plu à Dieu de confier à leur autorité spirituelle, & d'apporter encore des soins plus particuliers pour l'instruction de ceux nos Sujets qui se sont réunis à la Religion catholique, apostolique & romaine qui peuvent se rencontrer dedans leurs Diocèses.

III.

Admonestons pareillement, & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques, d'employer toute l'autorité qu'il a plu à Dieu d'attacher à leur caractère, pour inspirer les mêmes sentimens aux Ecclésiastiques, & particulièrement aux Curés qui ont sous leur autorité le soin principal des âmes de nos Sujets dans leurs Paroisses, d'avoir une attention particulière à ce qu'ils les instruisent des mystères de notre sainte Religion, & des regles de la morale chrétienne; qu'ils fassent à cet effet au moins les Dimanches & Fêtes, des Instructions & des Catéchismes à certaines heures, & en la manière que lesdits Archevêques & Evêques leur prescriront, & de prendre soin que les Prédicateurs instruisent nosdits Sujets des mêmes vérités dans leurs prédications.

IV.

Admonestons, & néanmoins enjoignons ausdits Archevêques & Evêques de commettre des Ecclésiastiques tels qu'ils trouveront à propos pour faire lesdites instructions, & pendant le temps qu'ils l'estimeront nécessaire, lorsqu'ils ne trouveront pas les Curés de certains lieux où il y a plusieurs personnes qui se sont nouvellement réunies à la Religion catholique, capables de le faire avec succès, voulant bien pourvoir du fonds de nos finances à la subsistance desdits Ecclésiastiques, sur le compte que lesdits Prélat nous rendront de la nécessité qu'ils trouveront de le faire.

V.

Exhortons tous nos Sujets, & notamment ceux qui ont la haute Justice, & autres personnes les plus considérables, ensemble ceux qui se sont nouvellement réunis à l'Eglise, d'assister le plus qu'il leur sera possible au Service divin, afin d'attirer les grâces que Dieu donne à ceux qui joignent leurs prières particulières à celles de son Eglise; leur enjoignons à tous de s'y tenir toujours avec révérence & principalement encore dans le temps de la célébration de la sainte Messe, & d'y adorer à genoux le très-Saint Sacrement de l'Autel; comme aussi d'observer les Commandemens de l'Eglise, pour les jeûnes, l'abstinence de viande, & la cessation de toutes sortes de travail, & d'avoir soin que leurs enfans & domestiques s'acquittent exactement des mêmes devoirs.

VI.

Enjoignons pareillement à tous nosdits Sujets de rendre l'honneur & le respect qu'ils doivent à tout ce qui regarde la Religion, dedans & dehors les Eglises par leurs actions & par leurs paroles, d'honorer les personnes ecclésiastiques, & particulièrement encore les Archevêques & Evêques, & les Curés de leurs paroisses, de recevoir avec déférence les avis qu'ils leur donneront touchant la Religion & leur conduite spirituelle; & tout à peine de punition exemplaire contre les contrevenans.

VII.

Enjoignons ausdits Sujets réunis à l'Eglise, d'observer dans leurs Mariages qu'ils voudront contracter, les solemnités prescrites par les Saints Canons, & notamment par ceux du dernier Concile, & par nos Ordonnances, nous réservant de pourvoir sur les contestations qui pourroient être intentées à l'égard des effets civils de ceux qui auront été

contraciés par eux, depuis le premier Novembre de l'an mil six cent quatre-vingt-cinq, lorsque nous en lèrons plus exactement informés de la qualité des circonstances des faits particuliers.

V I I I.

Enjoignons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui sont nouvellement réunis à l'Eglise, de faire baptiser leurs enfans dans les Eglises des Paroisses où ils demeurent dans les vingt-quatre heures après leur naissance, si ce n'est qu'ils aient obtenu permission des Archevêques ou Evêques diocésains de différer les cérémonies des baptêmes pour des raisons considérables. Enjoignons aux Sages-femmes & autres personnes qui assistent les femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curés des lieux de la naissance des enfans, & à nos Officiers & à ceux qui ont la haute Justice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, suivant l'exigence des cas.

I X.

Voulons que l'on établisse, autant qu'il est possible, des Maîtres & Maitresses dans toutes les Paroisses où il n'y en a point, pour instruire tous les enfans, & nommément ceux dont les peres & les meres ont fait profession de la Religion prétendue-réformée du Catéchisme & des prières qui sont nécessaires, pour les conduire à la Messe tous les jours ouvriers, leur donner l'instruction dont ils ont besoin sur ce sujet, & pour avoir soin pendant le temps qu'ils iront ausdites Ecoles, qu'ils assistent à tous les Services divins, les Dimanches & les Fêtes, comme aussi pour apprendre à lire & même à écrire à ceux qui pourront en avoir besoin, le tout en la maniere prescrite par l'Article XXV de notre Edit du mois d'Avril mil six cent quatre-vingt-quinze, concernant la juridiction ecclésiastique, & ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques & Evêques; & que dans les lieux où il n'y aura point d'autres fonds, il puisse être imposé sur tous les habitans, la somme qui manquera pour leur subsistance jusqu'à celle de cent cinquante livres par an, pour les Maîtres, & cent livres pour les Maitresses, & que les Lettres nécessaires en soient expédiées sans frais sur les avis que les Archevêques & Evêques diocésains, & les Commisaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres nous en donneront.

X.

Enjoignons à tous les peres, meres, tuteurs & autres personnes qui sont chargés de l'éducation des enfans, & nommément de ceux dont les peres & meres ont fait profession de ladite Religion prétendue-réformée de les envoyer ausdites Ecoles, & aux Catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, si ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent & qu'elles doivent les faire instruire chez eux par des Précepteurs bien instruits de la Religion, & de bonnes mœurs, ou les envoyer aux Collèges; enjoignons aux Curés de veiller avec une attention particulière sur l'instruction desdits enfans dans leurs Paroisses, même à l'égard de ceux qui n'iront pas ausdites Ecoles; admonestons & néanmoins enjoignons aux Archevêques & Evêques de s'en informer soigneusement; ordonnons aux peres & autres chargés de leur éducation, & particulièrement aux personnes les plus considérables par leur naissance & par leurs emplois, de leur représenter les enfans qu'ils ont chez eux, lorsqu'ils l'ordonneront dans le cours de leurs visites, pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçue touchant la Religion, & à nos Juges, Procureurs, & à ceux des Sieurs qui ont la haute Justice, de faire toutes les diligences, requisitions, ordonnances nécessaires pour l'exécution de notre volonté à cet égard, de punir ceux qui seroient négligens d'y satisfaire, ou qui auroient la témérité d'y contrevenir de quelque maniere que ce puisse être, par des condamnations d'amende ou plus grandes peines suivant l'exigence des cas.

X I.

Enjoignons aux parens, lorsqu'ils nomment des tuteurs ou des personnes pour avoir

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 147

soin de l'éducation des enfans mineurs de les choisir de bonne vie & mœurs, & qu'ils remplissent excellentement tous les devoirs de la Religion catholique.

XII.

Enjoignons aux Medecins & à leurs défauts aux Apoticaire, Chirurgiens, qui seront appelés pour visiter les Malades, d'en donner avis aux Curés des Paroisses, dans lesquelles ils demeurent aussitôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse s'ils ne voyent qu'ils y aient été appelés d'ailleurs, afin que les malades, & nommément nosdits sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles dont ils auront besoin, & le secours des Sacremens, lorsqu'ils les trouveront en état de les recevoir, enjoignons aux parens, serviteurs, & autres personnes qui sont auprès desdits malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienfaisance convenable à leur caractère; & voulons que ceux desdits Medecins, Apoticaire & Chirurgiens qui negligeront de satisfaire aux ordres que nous leur donnons à cet égard, soient condamnés à des amendes & même interdits en cas de récidive suivant l'exigence des cas.

XIII.

Ordonnons que suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & l'usage observé, personne ne sera reçu en aucune Charge de judicature dans toutes nosdites Cours & Justices, dans celles des siens haut-Justiciers, même en celles des Hôtels de Ville qui ont été érigées en titre d'Office, ensemble dans celles des Greffiers, Procureurs, Notaires & Huissiers, sans avoir une attestation du Curé de la Paroisse où il demeure, ou de leurs Vicaires, en forme de déposition de leurs bonne vie & mœurs, ensemble de l'exercice qu'ils font de la Religion catholique, apostolique & romaine.

XIV.

Ordonnons que les Licences ne pourront être accordées ci-après dans les Universités de notre Royaume à ceux qui auront étudié en Droit ou en Medecine, que sur des attestations semblables, que les Curés donneront, & qui seront représentées à ceux qui leur doivent donner lesdits Degrés.

XV.

Voulons au surplus que nosdits Sujets jouissent paisiblement de leurs biens, & exercent leurs commerces ainsi que les autres, à la charge par eux, de se faire instruire & confirmer en la Religion catholique, apostolique & romaine, d'y laisser & même d'y faire instruire leur enfans, d'observer exactement nos Edits & Déclarations, & de se comporter en tout comme nos bons & fidèles Sujets le doivent faire. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & régistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur; car tel est notre plaisir: en témoin dequoi nous avons mis notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le treizième jour de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-dix-huit, & de notre regne le cinquante-sixième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.* Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Réregistrée en Parlement le vings Décembre mil six cent quatre-vingt-dix-huit;
Signé, DU JARDIN.



DECLARATION DU ROI,

Qui permet à ceux de ses Sujets qui sont sortis du Royaume pour la Religion prétendue réformée & qui y reviendront, de rentrer dans leurs biens.

Du 29 Décembre 1698.

AN. 1698. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. L'affection que nous avons pour tous nos Sujets, & la disposition où nous sommes de leur pardonner leurs fautes, lorsqu'ils se rendent dignes de notre indulgence par leur conduite, nous a fait écouter favorablement le désir, qu'ont témoigné de revnir dans notre Royaume, & de se réunir à l'Eglise catholique, apostolique & romaine, plusieurs de ceux qui ont eu le malheur d'en sortir depuis quelques années, & de se retirer dans les pays étrangers sous prétexte de la Religion prétendue-réformée, & particulièrement encore les enfans qu'ils ont emmenés avec eux, ou qui sont nés dans les pays étrangers depuis leur retraite, & qui sont absolument innocens de leur mauvaise conduite; & comme l'Edit du mois de Décembre de l'an 1689, par lequel nous avons donné à leurs plus proches parens la jouissance & la propriété de leurs biens, afin de les conserver en bon état, & de maintenir les familles par ce moyen, pourroit être un obstacle à leurs bonnes résolutions, nous avons estimé nécessaire d'y pourvoir, en réglant les conditions auxquelles nous voulons bien qu'ils puissent rentrer dans les biens que leurs parens qui en jouissent présentement ne voudroient plus eux-mêmes conserver, lorsqu'ils les verront ainsi revenus dans le sein de l'Eglise catholique, apostolique & romaine.

ARTICLE PREMIER.

A ces causes, nous avons permis, & permettons par ces Présentes signées de notre main, à tous nos Sujets & à leurs veuves, qui se sont retirés dans les pays étrangers sous prétexte de Religion, de revenir dans notre Royaume dans six mois pour toutes prévisions & délais, à la charge de vivre dans la profession & exercice de la Religion catholique, apostolique & romaine, & d'en faire la déclaration dans la première place des frontières de notre Royaume, avec le serment de fidélité pour notre service, entre les mains du Gouverneur ou Commandant de ladite place, & de faire abjuration de la Religion prétendue-réformée dans un mois après leur retour, & plutôt si l'Archevêque ou l'Evêque diocésain du lieu de leur dernier domicile, ou de celui dans lequel ils choisissent leur demeure, auquel ils seront tenus de se présenter pour cet effet, les en juge capables; comme aussi à la charge, à l'égard des peres de famille, de ramener leurs femmes & tous leurs enfans qu'ils ont avec eux dans lesdits pays étrangers, s'ils n'en obtiennent de nous une dispense pour des raisons que nous aurons jugées mériter cette indulgence.

II.

Permettons pareillement aux enfans, que nosdits Sujets ont emmenés avec eux lorsqu'ils sont sortis hors de notre Royaume, & à ceux qui sont nés depuis ce temps-là, soit que leurs peres soient décédés, soit qu'ils veuillent demeurer dans les pays où ils se sont retirés, de venir dans notre Royaume dans deux ans, s'ils ne le peuvent plutôt, à la charge de faire de pareils sermens de fidélité & abjurations.

III.

Voulons que nosdits Sujets, & leurs enfans à leur défaut, rentrent, en conséquence desdits sermens & abjurations, & de notre présente Déclaration, qui vaudra ausdits enfans, nés dans les pays étrangers, comme des Lettres de naturalité, dans la jouissance & propriété de leurs biens, même de ceux qui leur auroient appartenus, à cause des

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 149

successions qui seroient échues durant leurs absences, & qui ont été recueillies à leur préjudice par d'autres parens qu'ils en auroient exclus par leur proximité, ou avec lesquels ils auroient eu droit de les partager s'ils étoient demeurés dans le Royaume, & ce en vertu d'une Ordonnance qui sera décernée par le Juge principal du Bailliage ou Sénéchaussée Royale, dans l'étendue de laquelle lesdits biens sont situés, & sur une Requête qui lui sera présentée à cette fin, avec les actes de serment de fidélité & d'abjuration, & un mois après la signification qui en sera faite à ceux de leurs parens qui en jouissent, à la charge d'entretenir les baux ou d'indemniser les fermiers, ainsi qu'il sera réglé sommairement par lesdits Juges en cas de contestation, & d'acquiescer ceux qui le ont fait, de toutes les demandes que lesdits fermiers pourroient intenter contre eux, & de leur rendre ce qu'ils justifieroient avoir payé à leur décharge des dettes légitimes dont ils étoient tenus.

I V.

Voulons que ceux qui ont en droit de jouir desdits biens, soient tenus de leur remettre dans quinze jours après la demande qu'ils en feront, les contrats de vente & les baux à rente qu'ils ont pu faire depuis le premier Janvier 1615, afin qu'ils puissent se faire payer de ce qui pourroit encore rester dû lors de la publication de notre présente Déclaration, du prix principal desdites ventes, & des arrérages des rentes constituées par lesdits baux; & que si lesdites ventes ont été faites à titre d'échange avec d'autres immeubles, ou que le prix en ait été employé en acquisition de fonds dont ils jouissent actuellement, ils soient tenus de s'en départir au profit de nosdits Sujets qui reviendront, ou de leursdits enfans à leur défaut, lesquels seront mis en possession desdits immeubles, pour en jouir & les posséder en pleine propriété, ainsi qu'ils auroient pu faire à l'égard de leurs biens s'ils n'avoient point été aliénés.

V.

Voulons que ceux qui rentreront ainsi dans leurs biens, ne puissent former aucune demande contre ceux qui en auront joui, en vertu de notre Edit du mois de Décembre 1689, pour la restitution des revenus, ni pour le prix des ventes qui auront été faites en deniers, sans aucune stipulation d'emploi, & qui paroîtront avoir été payées par quittances passées pardevant Notaires, avant la publication de notre présente Déclaration, ni sous prétexte des dégradations, qui pourroient y être arrivées durant ce temps, ni troubler ceux qui les auroient acquis ou pris à rente, en tout ou en partie depuis le premier Janvier 1695, en affirmant néanmoins par les vendeurs & par les acquereurs, lorsqu'ils en seront requis, que lesdits contrats de vente & baux sont sérieux & véritables, & que lesdits biens demeurent affectés aux dettes auxquelles ceux qui en jouissent peuvent les avoir affectés depuis ledit jour; & que pareillement ceux qui ont joui desdits biens ne puissent intenter aucune action ni former aucune demande contre ceux qui rentreront dans lesdits biens, sous prétexte de réparations & d'améliorations.

V I.

Défendons à ceux qui rentreront dans leurs biens en vertu de notre présente Déclaration, de les vendre, aliéner, hypothéquer en tout ou en partie durant dix ans sans notre permission, portée par un Brevet, signé de nous, & contresigné par un de nos Secrétaires d'Etat, si ce n'est qu'ils en disposent par des contrats de mariage, ou autres actes en faveur de leurs enfans, ou autres héritiers présomptifs demeurans dans notre Royaume.

V I I.

Défendons à ceux qui jouissent présentement desdits biens, de les vendre, aliéner, obliger & affecter en tout ou en partie aux dettes qu'ils pourroient contracter, ni ce couper aucun bois de haute-futaie pendant le temps de deux ans.

Et si faute par nosdits sujets, qui se sont retirés en pays étrangers, ou leurs enfans qu'ils y ont emmenés ou qui y sont nés depuis leur retraite, de revenir dans notre Royaume dans les termes & aux conditions ei-dessus, nous de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, avons maintenu ceux qui possèdent lesdits biens en la propriété d'iceux, sans qu'ils puissent y être troublés à l'avenir par nosdits sujets qui sont sortis de notre Royaume, sous quelque prétexte que ce puisse être, à la charge par eux de vivre exactement & fidèlement dans la profession & exercice de la Religion catholique, apostolique & romaine, & de n'envoyer dans les pays étrangers aucune partie des fonds ni même du revenu desdits biens dont ils jouissent par notre grace, à peine en cas de contravention à ces dispositions, d'être privés de la jouissance & même du fond desdits biens dont nous nous réservons la disposition au profit d'autres personnes de la même famille ou autrement, ainsi que nous le trouverons à propos. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils fassent lire, publier, &c. Donné à Versailles, le 29 Décembre 1698. Signé, LOUIS.

Régistré en Parlement, le 7 Janvier 1699. Signé, DUJARDIN.

DECLARATION DE LOUIS XIV.,

Concernant l'éducation des Enfans.

Du 16 Octobre 1700.

Ann. 1700.

LOUIS, &c. à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons par l'Art. X. de notre Déclaration du 13 Décembre 1698, ordonné que les enfans de ceux qui ont été de la Religion prétendue-réformée seroient envoyés aux Ecoles & Catéchismes par leurs peres, meres, tuteurs & autres personnes chargées de leur éducation à peine de condamnation d'amende, ou de plus grande peine suivant l'exigence des cas; & quoiqu'en la plupart des lieux ils aient été exacts à remplir ce devoir, néanmoins nous avons été informés qu'en quelques autres, il y en a qui non-seulement n'y ont pas satisfait, mais ont appelé des condamnations d'amendes prononcées contre eux, bien que médiocres pour s'en mettre par-là à couvert dans l'espérance qu'ils ne seront pas poursuivis, & qu'ils pourront, évitant la peine, continuer leurs contraventions. A ces causes & autres à ce nous mouvans nous avons déclaré & ordonné, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que toutes les condamnations d'amendes qui seront prononcées en conséquence de l'Art. X de notre dite Déclaration seront exécutées par provision nonobstant l'appel si elles ne sont que de 10 L. & au-dessus. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à registrer & le contenu en icelles faire exécuter, garder & observer selon sa forme & teneur; car tel est notre plaisir. Donné à Fontainebleau le 16 Octobre 1700, & de notre règne le 38. Signé, LOUIS.

Régistrée ouï & ce requérant le Procureur général du Roi pour être exécutée selon sa forme & teneur. A Paris le 13 Novembre 1700. Signé, DONOIS.



DECLARATION DE LOUIS XIV.

Concernant ceux qui déclarent qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue-réformée.

Du 8 Mars 1715.

L OUIS, &c. Depuis la révocation de l'Edit de Nantes, nous n'avons rien oublié de ce qui pouvoit dépendre de nous pour retirer des erreurs de la Religion prétendue-réformée, ceux de nos sujets qui y étoient nés, & pour procurer l'éducation de leurs enfans dans la véritable, & nous avons eu la satisfaction de voir que Dieu a béni en cela nos pieuses intentions par le grand nombre de personnes qui ont fait abjuration. Sur ce qui nous revient cependant que quelques-uns après s'être convertis, & refusoient dans l'extrémité de leurs maladies de recevoir les Sacremens, & mouraient après avoir déclaré qu'ils persistoient dans la Religion prétendue-réformée, faisant voir par-là qu'ils étoient retombés dans leurs premiers égaremens, nous ordonnâmes par notre Déclaration du 29 Avril 1686, qu'en ce cas le procès feroit fait à leur mémoire, & prescrivîmes à nos Juges la manière dont ils devoient punir un tel crime, & les peines que nous estimions à propos d'être prononcées contre les coupables. Nous apprenons néanmoins que ces abjurations s'étant faites souvent dans des Provinces éloignées de celles où décèdent nosdits sujets, ou par un si grand nombre à la fois qu'il n'auroit pas été possible d'en tenir des réglemens exacts : nos Juges auxquels ceux qui meurent relaps sont dénoncés, trouvent de la difficulté à les condamner aux termes de notre dite Déclaration faite de preuves existantes de leur abjuration, & d'autant que le séjour que ceux qui ont été de la Religion prétendue-réformée, ou qui sont nés de parens religieux ont fait dans notre Royaume depuis que nous y avons aboli tout exercice de ladite Religion, est une preuve plus que suffisante qu'ils ont embrassé la Religion catholique, apostolique & romaine, sans quoi ils n'y auroient pas été soufferts & tolérés, voulant sur ce faire savoir nos intentions. A ces causes & autres à ce nous mouvans, en interprétant en tant que besoin seroit notre Déclaration du 29 Avril 1686, & y ajoutant, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que tous nos autres sujets nés de parens qui ont été de la Religion prétendue-réformée avant ou après la révocation de l'Edit de Nantes, & qui dans leurs maladies auront refusé aux Curés, Vicaires ou autres Prêtres de recevoir les Sacremens de l'Eglise, & auront déclaré qu'ils veulent persister & mourir dans la Religion prétendue-réformée, soit qu'ils aient fait abjuration ou non, ou que les actes n'en puissent être rapportés, soient réputés relaps & sujets aux peines prononcées par notre dite Déclaration du 29 Avril 1686, que nous voulons au surplus être exécutée selon sa forme & teneur. Si donnons en mandement, &c. Donné à Versailles le 8 jour de Mars, l'an de grace 1715, & de notre regne le 72. Signé, L OUIS.

Régistrée, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement le 10 Avril 1715. Signé, DONCOÛRS.

DECLARATION DE LOUIS XV,

Concernant les nouveaux réunis à la Religion catholique, l'éducation de leurs enfans, les Maîtres d'écoles des Paroisses, &c.

Du 14 Mai 1724.

L OUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. De tous les grands desseins, que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & bisayeul a formés dans le cours de son regne, il n'y en a point

Ann. 1715.

Ann. 1724.

que nous ayons plus à cœur de suivre & d'exécuter, que celui qu'il avoit conçu, d'écarter entièrement l'hérésie dans son Royaume, à quoi il a donné une application infatigable jusqu'au dernier moment de sa vie. Dans la vue de soutenir un ouvrage si digne de son zèle & de sa pitié, aussitôt que nous sommes parvenus à la Majorité, notre premier soin a été de nous faire représenter les Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil qui ont été rendus sur ce sujet, pour en renouveler les dispositions & enjoindre à tous nos Officiers de les faire observer avec la dernière exactitude, mais nous avons été informés que l'exécution en a été ralentie depuis plusieurs années, sur-tout dans les Provinces qui ont été affligées de la contagion, & dans lesquelles il se trouve un plus grand nombre de nos Sujets qui ont ci-devant fait profession de la Religion prétendue-réformée, par les fausses & dangereuses impressions que quelques-uns d'entr'eux peu sincèrement réunis à la Religion catholique, apostolique & romaine, & excités par des mouvements étrangers, ont voulu insinuer secrètement, pendant notre minorité; ce qui nous ayant engagé à donner une nouvelle attention à un objet si important, nous avons reconnu que les principaux abus qui se sont glissés & qui demandent un plus prompt remède, regardent principalement les Assemblées illicites, l'éducation des enfans, l'obligation pour tous ceux qui exercent quelques fonctions publiques, de professer la Religion catholique, apostolique & romaine, les peines ordonnées contre les relaps, & la célébration des mariages; surquoi, nous avons résolu d'expliquer bien distinctement nos intentions. A ces causes, de l'avis de notre Conseil & de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons & ordonnons, voulons & nous plaît :

ARTICLE PREMIER.

Que la Religion catholique, apostolique & romaine, soit seule exercée dans notre Royaume, pays & terres de notre obéissance; défendons à tous nos Sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire aucun exercice de Religion, autre que de la Religion catholique, & de s'assembler pour cet effet en aucun lieu & sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine, contre les hommes, des Galères perpétuelles, & contre les femmes, d'être rasées & enfermées pour toujours dans les lieux que nos Juges estimeront à propos, avec confiscation des biens des uns & des autres; même à peine de mort contre ceux qui se feront assemblés en armes.

II.

Etant informés qu'il s'est élevé, & s'élève journellement dans notre Royaume plusieurs Prédicans, qui ne sont occupés qu'à exciter les peuples à la révolte, & les détourner des exercices de la Religion catholique, apostolique & romaine, ordonnons que tous les Prédicans qui auront convoqué des assemblées, qui y auront prêché, ou fait aucunes fonctions, soient punis de mort, ainsi que la Déclaration du mois de Juillet 1686 l'ordonne pour les Ministres de la Religion prétendue-réformée, sans que ladite peine de mort puisse à l'avenir être réputée comminatoire. Défendons à tous nos Sujets de recevoir lesdits Ministres ou Prédicans, de leur donner retraite, secours & assistance, d'avoir directement ou indirectement aucun commerce avec eux: enjoignons à ceux qui en auront connoissance, de les dénoncer aux Officiers des lieux, le tous à peine, en cas de contravention, contre les hommes, des Galères à perpétuité, & contre les femmes, d'être rasées & enfermées pour le reste de leurs jours dans les lieux que nos Juges estimeront à propos, & de confiscation des biens des uns & des autres.

III.

Ordonnons à tous nos Sujets, & notamment à ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue-réformée, ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession, de faire baptiser leurs enfans dans les Eglises des Paroisses où ils demeurent, dans les vingt-quatre heures après leur naissance, si ce n'est qu'ils aient obtenu la permission des Archevêques

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 153

Archevêques ou Evêques diocésains de différer les cérémonies du Baptême pour des raisons considérables; enjoignons aux Sages-femmes & autres personnes qui assistent les femmes dans leurs accouchemens, d'avertir les Curés des lieux de la naissance des enfans, & à nos Officiers & à ceux des Sieurs qui ont la haute-Justice, d'y tenir la main, & de punir les contrevenans par des condamnations d'amendes, même par de plus grandes peines, suivant l'exigence des cas.

IV.

Quant à l'éducation des enfans de ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue-réformée, ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession, voulons que l'Edit du mois de Janvier 1686, & les Déclarations des 15 Décembre 1698 & 16 Octobre 1700, soient exécutées en tout ce qu'elles contiennent, & en y ajoutant, nous défendons à tous nosdits Sujets d'envoyer élever leurs enfans hors du Royaume; à moins qu'ils n'en aient obtenu de nous une permission par écrit signée de l'un de nos Secrétaires d'Etat, laquelle nous n'accorderons qu'après que nous aurons été suffisamment informés de la catholicité des peres & meres, & ce à peine, en cas de contravention, d'une amende, laquelle sera réglée à proportion des biens & facultés des peres & meres dedit enfans, & néanmoins ne pourra être moindre que de la somme de six mille livres, & sera continuée par chaque année que leursdits enfans demeureront en pays étrangers, au préjudice de nos défenses, à quoi nous enjoignons à nos Juges de tenir exactement la main.

V.

Voulons qu'il soit établi, autant qu'il sera possible, des Maîtres & des Maîtresses d'école, dans toutes les Paroisses où il n'y en a point, pour instruire tous les enfans de l'un & de l'autre sexe, des principaux mystères & devoirs de la Religion catholique, apostolique & romaine, les conduire à la Messe tous les jours ouvriers, autant qu'il sera possible, leur donner les instructions dont ils ont besoin sur ce sujet, & avoir soin qu'ils assistent au Service divin les Dimanches & les Fêtes, comme aussi pour y apprendre à lire, & même écrire à ceux qui pourront en avoir besoin, le tout ainsi qu'il sera ordonné par les Archevêques & Evêques, en conformité de l'Article XXV de l'Edit de 1695, concernant la Jurisdiction ecclésiastique. Voulons à cet effet que dans les lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, il puisse être imposé sur tous les habitans, la somme qui manquera pour l'établissement dedit Maîtres & Maîtresses jusqu'à celle de cent cinquante livres par an pour les Maîtres, & de cent livres pour les Maîtresses, & que les Lettres sur ce nécessaires soient expédiées sans frais, sur les avis que les Archevêques & Evêques diocésains & les Commissaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, nous en donneront.

VI.

Enjoignons à tous les peres, meres, tuteurs & autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfans, & nommément de ceux dont les peres ou les meres ont fait profession de la Religion prétendue-réformée, ou sont nés de parens Religionnaires, de les envoyer aux Ecoles & aux Catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, même pour ceux qui sont au-dessus de cet âge jusqu'à celui de vingt ans, aux instructions qui se font les Dimanches & les Fêtes, si ce n'est que ce soient des personnes de telle condition qu'elles puissent, & qu'elles doivent les faire instruire chez elles, ou les envoyer au Collège, ou les mettre dans des Monastères ou Communautés régulières; enjoignons aux Curés de veiller avec une attention particulière sur l'instruction dedit enfans dans leurs Paroisses, même à l'égard de ceux qui n'iront pas aux Ecoles; exhortons & néanmoins enjoignons aux Archevêques & Evêques de s'en informer soigneusement; ordonnons aux peres & autres qui en ont l'éducation, & particulièrement aux personnes les plus considérables par leur naissance ou leurs emplois, de leur représenter les enfans qu'ils ont chez eux, lorsque les Archevêques ou Evêques l'ordonneront dans le cours de leurs visites, pour leur rendre compte de l'instruction qu'ils auront reçue touchant la Religion,

& à nos Juges, Procureurs & à ceux des Sieurs qui ont la haute-Justice, de faire toutes les diligences, perquisitions, & Ordonnances nécessaires pour l'exécution de notre volonté à cet égard; & de punir ceux qui seroient négligens d'y satisfaire, ou qui auroient la témérité d'y contrevenir de quelque manière que ce puisse être, par des condamnations d'amende qui seront exécutées par provision, nonobstant l'appel, à telles sommes qu'ils puissent monter.

VII.

Pour assurer encore plus l'exécution de l'Article précédent, voulons que nos Procureurs, & ceux des Sieurs hauts-Justiciers se fassent remetre tous les mois par les Curés, Vicaires, Maîtres ou Maîtresses d'Ecoles, ou autres qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de tous les enfans qui n'iront aux Ecoles, ou aux Catéchismes & instructions, de leurs noms, âge, sexe, & des noms de leurs peres & meres, pour faire ensuite les poursuites nécessaires contre les peres & meres, tuteurs ou curateurs, ou autres chargés de leur éducation, & qu'ils aient soin de rendre compte, au moins tous les six mois, à nos Procureurs généraux, chacun dans leur Ressort, des diligences qu'ils auront faites à cet égard, pour recevoir d'eux les ordres & les instructions nécessaires.

VIII.

Les secours spirituels n'étant en aucun temps plus nécessaires, sur-tout à ceux de nos Sujets qui sont nouvellement réunis à l'Eglise, que dans les occasions de maladies, où leur vie & leur salut sont également en danger, voulons que les Médecins, & à leur défaut les Apoticares & Chirurgiens qui seront appelés pour visiter les malades, soient tenus d'en donner avis aux Curés ou Vicaires des Paroisses dans lesquels lesdits malades demeureront, aussitôt qu'ils jugeront que la maladie pourroit être dangereuse, s'ils ne voyent qu'on les y ait appelés d'ailleurs, afin que lesdits malades, & nommément nos Sujets nouvellement réunis à l'Eglise, puissent en recevoir les avis & les consolations spirituelles, dont ils auront besoin, & le secours des Sacramens, lorsque lesdits Curés ou Vicaires trouveront lesdits malades en état de les recevoir; enjoignons aux parens, serviteurs & autres personnes qui seront auprès desdits malades, de les faire entrer auprès d'eux, & de les recevoir avec la bienfaisance convenable à leur caractère: & voulons que ceux desdits Medecins, Apoticares & Chirurgiens qui auront négligé de ce qui est de leur devoir à cet égard, & pareillement les parens, serviteurs & autres qui sont auprès desdits malades, qui auront refusé auxdits Curés ou Vicaires, ou Prêtres envoyés par eux, de leur faire voir lesdits malades, soient condamnés en telle amende: qu'il appartiendra, même les Medecins, Apoticares, Chirurgiens, interdits en cas de récidive, le tout suivant l'exigence des cas.

IX.

Enjoignons pareillement à tous Curés, Vicaires & autres qui ont la charge des ames, de visiter soigneusement les malades, de quelque état & qualité qu'ils soient, notamment ceux qui ont ci-devant professé la Religion prétendue-réformée, ou qui sont nés de parens qui en ont fait profession; de les exhorter en particulier & sans témoins, à recevoir les Sacramens de l'Eglise, en leur donnant à cet effet toutes les instructions nécessaires avec la prudence & la charité qui convient à leur ministère: & en cas qu'au mépris de leurs exhortations & avis salutaires, lesdits malades refusent de recevoir les Sacramens qui leur seront par eux offerts, & déclarent ensuite publiquement qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue-réformée, & qu'ils persisteront dans la déclaration qu'ils en auront faite pendant leur maladie, voulons que s'ils viennent à recouvrer la santé, le procès leur soit fait & parait par nos Baillifs & Sénéchaux à la requête de nos Procureurs, & qu'ils soient condamnés au bannissement à perpétuité, avec confiscation de leurs biens; & dans les pays où la confiscation n'a lieu, en une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié de leurs biens: si au contraire ils meurent dans cette malheureuse disposition, nous ordonnons que le procès sera fait à leur

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 155

mémoire par nosdits Baillifs & Sénéchaux, à la requête de nos Procureurs en la forme prescrite par les Articles du titre XXII, de notre Ordonnance du mois d'Août 1670, pour être leurdite mémoire condamnée avec confiscation de leurs biens, dérogeant aux autres peines portées par la Déclaration du 19 Avril 1686, & de celles du 8 Mars 1715, lesquelles seront au surplus exécutées en ce qui ne se trouvera contraire au présent article. Et en cas qu'il n'y ait point de Bailliage Royal dans le lieu où le fait sera arrivé, nos Prévôts & Juges Royaux, & s'il n'y en pas, les Juges des Sieurs qui y ont la haute-Justice en informeront, & enverront les informations par eux faites aux Greffes de nos Bailliages & Sénéchaussées d'où ressortissent lesdits Juges, ou qui ont la connoissance des cas Royaux dans l'étendue desdites Justices, pour y être procédé à l'instruction & au Jugement du procès, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement.

X.

Voulons que le contenu au précédent article soit exécuté sans qu'il soit besoin d'autre preuve pour établir le crime de relaps, que le refus qui aura été fait par le malade des Sacrements de l'Eglise offerts par les Curés, Vicaires, ou autres ayant la charge des âmes, & la déclaration qu'il aura faite publiquement, comme ci-dessus, & sera la preuve dudit refus & de ladite déclaration publique établie par la déposition desdits Curés, Vicaires, ou autres ayant la charge des âmes, & de ceux qui auront été présents lors de ladite déclaration, sans qu'il soit nécessaire que les Juges du lieu se soient transportés dans la maison desdits malades, pour y dresser procès verbal de leur refus & déclaration, & sans que lesdits Curés ou Vicaires qui auront visité lesdits malades, soient tenus de requérir le transport desdits Officiers, ni de leur dénoncer le refus & la déclaration qui leur aura été faite, dérogeant à cet égard aux Déclarations des 19 Avril 1686, & 8 Mars 1715, en ce qui pourra être contraire au présent article & au précédent.

X I.

Et attendu que nous sommes informés que ce qui contribue le plus à confirmer ou à faire retomber lesdits malades dans leurs anciennes erreurs, est la présence & les exhortations de quelques religionnaires cachés qui les assistent secrètement en cet état, & abusent des préventions de leur enfance & de la foiblesse où la maladie les réduit, pour les faire mourir hors du sein de l'Eglise, nous ordonnons que le procès soit fait & parfait par nos Baillifs & Sénéchaux, ainsi qu'il est dit ci-dessus, à ceux qui se trouveront coupables de ce crime, dont nos Prévôts ou autres Juges Royaux pourront informer, même les Juges des Sieurs qui auroient la haute-Justice dans les lieux où le fait seroit arrivé, s'il n'y a point de Bailliage ou Sénéchaussée Royale dans lesdits lieux; à la charge d'envoyer les informations au Bailliage Royal comme dessus, pour être le procès continué par nos Baillifs & Sénéchaux, & les coupables condamnés; sçavoir les hommes aux Galeres perpétuelles ou à temps, selon que les Juges l'estimeront à propos; & les femmes à être râcées & enfermées dans les lieux que nos Juges ordonneront, à perpétuité ou à temps, ce que nous laissons pareillement à leur prudence.

X II.

Ordonnons que suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & l'usage observé dans notre Royaume, nul de nos Sujets ne pourra être reçu en aucun Charge de Judicature dans nos Cours, Bailliages, Sénéchaussées, Prévôts, & Justices, ni dans celles des hauts Justiciers, même dans les places de Maires, Echevins, & autres Officiers des Hôtels de Ville, soit qu'ils soient érigés en titre d'Office, ou qu'il y soit pourvu par élection, ou autrement, ensemble dans celles de Greffiers, Procureurs, Notaires, Huissiers & Sergens, de quelque Jurisdiction que ce puisse être, & généralement dans aucun Office ou fonction publique, soit en titre ou par commission, même dans les Offices de notre Maison & Maisons Royales, sans avoir une attestation du Curé, ou en son absence, du Vicaire de la Paroisse dans

laquelle ils demeurent, de leur bonne vie & mœurs, ensemble de l'exercice actuel qu'ils font de la Religion catholique, apostolique & romaine.

XIII.

Voulons pareillement que les Licences ne puissent être accordées dans les Universités du Royaume, à ceux qui auront étudié en Droit ou en Médecine, que sur des attestations semblables que les Curés leur donneront, & qui seront par eux représentées à ceux qui leur doivent donner lesdites Licences; desquelles attestations il sera fait mention dans les Lettres de Licence qui leur seront expédiées, à peine de nullité; n'entendons néanmoins assujettir à cette règle les étrangers qui viendront étudier & prendre des degrés dans les Universités de notre Royaume, à la charge que conformément à la Déclaration du 26 Février 1680, & à l'Edit du mois de Mars 1707, les degrés par eux obtenus ne pourront leur servir dans notre Royaume.

XIV.

Les Médecins, Chirurgiens, Apoticaire, & les Sages-femmes; ensemble les Libraires & Imprimeurs ne pourront être aussi admis à exercer leur art & profession dans aucun lieu de notre Royaume, sans rapporter une pareille attestation, de laquelle il sera fait mention dans les Lettres qui leur seront expédiées, même dans la sentence des Juges, à l'égard de ceux qui doivent prêter serment devant eux, le tout à peine de nullité.

XV.

Voulons que les Ordonnances, Edits, & Déclarations des Rois nos prédécesseurs sur le fait des mariages, & nommément l'Edit du mois de Mars 1697, & la Déclaration du 11 Juin de la même année soient exécutés selon leur forme & teneur par nos Sujets nouvellement réunis à la foi catholique, comme par tous nos autres Sujets; leur enjoignons d'observer dans les mariages qu'ils voudront contracter, les solemnités prescrites tant par les saints Canons, reçus & observés dans ce Royaume, que par lesdites Ordonnances, Edits & Déclarations, le tout sous les peines qui y sont portées, & même de punition exemplaire, suivant l'exigence des cas.

XVI.

Les enfans mineurs, dont les peres & meres, tuteurs, ou curateurs sont sortis de notre Royaume, & se sont retirés dans les pays étrangers pour cause de Religion, pourront valablement contracter mariage, sans attendre ni demander le consentement de leursdits peres & meres, tuteurs ou curateurs absens, à condition néanmoins de prendre le consentement & avis de leurs tuteurs ou curateurs, s'ils en ont dans le Royaume; si non, il leur en sera créé à cet effet, ensemble de leurs parens ou alliés, s'ils en ont, ou à défaut de Parens & alliés, de leurs amis ou voisins: voulons à cet effet qu'avant de passer outre au contrat & célébration de leur mariage, il soit fait devant le Juge royal des lieux où ils ont leur domicile, en présence d'un Procureur, & s'il n'y a point de Juge royal, devant le Juge ordinaire desdits lieux, le Procureur Fiscal de la Justice présent, une assemblée de six des plus proches parens ou alliés, tant paternels que maternels, faisant l'exercice de la Religion catholique, apostolique & romaine, outre le tuteur, ou le curateur desdits mineurs; & au défaut de parens ou alliés, de six amis ou voisins de la même qualité, pour donner leur avis & consentement, s'il y échet; & seront les actes pour ce nécessaires expédiés sans aucuns frais, tant de Justice que du Sceau, Contrôle, Infusions ou autres; & en cas qu'il n'y ait que le pere ou la mere desdits enfans mineurs qui soit sorti du Royaume, il suffira d'assembler trois parens ou alliés du côté de celui qui sera hors du Royaume, ou à leur défaut, trois voisins ou amis, lesquels avec le pere ou la mere qui se trouvera présent, & le tuteur ou curateur, s'il y en a autre que le pere ou la mere, don-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 157

meront leur avis & consentement, s'il y échet, pour le mariage proposé, duquel consentement, dans tous les cas ci-dessus marqués il sera fait mention sommaire dans le contrat de mariage, qui sera signé par lesdits pere ou mere, tuteur ou curateur, parens, alliés, voisins ou amis, comme aussi sur le registre de la Paroisse, où se fera la célébration dudit mariage; le tout sans que lesdits enfans audit cas puissent encourir les peines portées par les Ordonnances contre les enfans de famille qui se marient sans le consentement de leurs peres & meres; à l'effet de quoi nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard seulement ausdites Ordonnances, lesquelles seront au surplus exécutées selon leur forme & teneur.

XVII.

Défendons à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver que leurs enfans & ceux dont ils seront tuteurs ou curateurs, se marient en pays étrangers, soit en signant les contrats qui pourroient être faits pour parvenir ausdits mariages, soit par acte antérieur ou postérieur pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, sans notre permission expresse & par écrit, signée par l'un de nos Secrétaires d'Etat & de nos Commandemens, à peine des Galeres à perpétuité, contre les hommes, & de bannissement perpétuel contre les femmes, & en outre de confiscation des biens des uns & des autres; & où confiscation n'auroit pas lieu, d'une amende, qui ne pourra être moindre que de la moitié de leurs biens.

XVIII.

Voulons que dans tous les Arrêts & Jugemens qui ordonneront la confiscation des biens de ceux qui l'auront encourue, suivant les différentes dispositions de notre présente Déclaration, nos Cours & autres nos Juges ordonnent que sur les biens situés dans les pays où la confiscation n'a pas lieu, ou sur ceux non sujets à confiscation ou qui ne seront pas confisqués à notre profit, il sera pris une amende qui ne pourra être moindre que de la valeur de la moitié desdits biens, laquelle amende tombera aiasi que les biens confisqués, dans la régie des biens des Religionnaires absens, pour être employés avec le revenu desdits biens, à la subsistance de nos Sujets nouvellement réunis qui auront besoin de ce secours, ce qui aura lieu pareillement à l'égard de toutes les amendes, de quelque nature qu'elles soient, qui seront prononcées contre les contrevenans à notre présente Déclaration, sans que les Receveurs ou Fermiers de notre Domaine y puissent rien prétendre. Si donnons en mandement à nos amés & fœux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le quatorzième jour de Mai, l'an de grace mil sept cent vingt-quatre, & de notre regno le neuvième. *Signé, L O U I S. Et plus bas, Par le Roi, Dauphin, Comte de Provence, P H E L Y P P E A U X.* Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Révisées, ouï ce requerant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & registrées: enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le treize-um Mai mil sept cent vingt-quatre. Signé, Y C A T E A U.



DECLARATION DE LOUIS XIV,

Pour l'exécution de la Bulle de Notre Saint Pere le Pape Alexandre VII, sur la signature du Formulaire des cinq Propositions de Janſenius.

Du 15 Avril 1665.

Ann. 1665. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous présens & à venir, Salut. Le dessein que nous avons de voir tous nos Sujets réunis dans une même créance sur les manieres de la foi & de la Religion, nous obligeant de veiller incessamment pour empêcher le progrès de toutes les nouveautés qui pourroient troubler le repos des consciences & la paix de l'Eglise & de l'Etat, il n'y a point de soin que nous n'ayons apporté pour faire cesser toutes les contestations & pour arrêter le cours des erreurs qui pouvoient altérer la pureté de la foi que nous avons reçue de nos ancêtres. Dans ce dessein nous avons appuyé de notre autorité les décisions qui ont été faites par les Papes & acceptées par l'Eglise pour détruire la nouvelle secte qui s'est élevée à l'occasion de la doctrine de Janſenius Evêque d'Ipre, contenue en son Livre intitulé *Augustinus*. Et depuis la naissance de cette secte jusqu'à notre Déclaration du mois d'Avril de l'année dernière 1664, nous avons employé tous les moyens possibles pour en arrêter le cours; & même les Prélats de notre Royaume ayant jugé à propos après diverses délibérations de dresser un Formulaire de profession de foi, & imploré le secours de notre autorité pour obliger tous les Ecclésiastiques de notre Royaume à le souscrire, nous avons par nosdites lettres de Déclaration, registrées en notre présence en notre Cour de Parlement de Paris autorisé ledit Formulaire & ordonné que tous ceux qui refuseroient de le signer lorsqu'il leur seroit prescrit par les mandemens de leurs Evêques, demeureroient privés de leurs Bénéfices & déclarés indignes d'en posséder à l'avenir, & qu'il seroit procédé extraordinairement contre eux selon la rigueur des Constitutions canoniques. Mais quoique Dieu ait béni nos soins par un heureux succès, & que nous ayons tellement arrêté le cours de cette hérésie naissante, qu'il n'y ait plus présentement qu'un bien petit nombre de gens qui par un aveuglement attecté & par des subtilités étudiées résistent aux définitions reçues par le contentement unanime de l'Eglise; néanmoins comme les principaux chefs de cette cabale continuent leurs efforts qu'ils ont toujours faits pour éluder la condamnation de leurs erreurs, & méprisant les décisions du saint Siège, le jugement des Evêques, & l'avis de la Faculté de Théologie de Paris, refusent de signer le Formulaire dressé par les Prélats de notre Royaume, nous avons résolu de mettre la dernière main pour achever un ouvrage si utile & si avantageux au bien de la Religion & de l'Etat. Et quoique chacun connoisse la fausseté des prétentes les plus spécieuses dont les sectateurs se sont servi pour colorer le refus qu'ils ont fait jusqu'ici de signer le Formulaire; que la distinction du fait & du droit, dont ils ont fait leur principale défense, soit assez détruite par les Brefs des Papes Innocent dixième & Alexandre septième, par lesquels ils ont nettement déclaré que le dessein du saint Siège a été de condamner les cinq propositions extraites du Livre de Janſenius, au sens de cet Auteur, & que l'autorité des Assemblées générales du Clergé de France jointe au contentement presque unanime des Archevêques & Evêques de notre Royaume dû être d'un assez grand poids pour les engager à recevoir ledit Formulaire, vu même que le Pape l'avoit suffisamment approuvé, soit en louant la conduite des Evêques par ledit Bref que sa Sainteté leur a adressé lorsqu'ils lui ont donné la connoissance de la résolution par eux prise d'en ordonner la signature, soit en blâmant ceux qui ont refusé d'y souscrire, ou qui vouloient en altérer le sens par des distinctions capicieuses : & néanmoins connoissant que toutes ces considérations n'ont pas été assez puissantes pour vaincre l'opiniâtreté de ceux qui veulent se signaler dans ces sortes de contestations, & qui dans ce dessein fomentent la division de l'Eglise; nous avons cru que le meilleur moyen de détruire toutes les fausses subtilités dont ils se servent, & d'oter tout prétexte même aux Evêques qui ont fait refus jusqu'à pré-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 157

font de signer & faire signer dans leurs Diocèses, étoit de consulter encore une fois le Chef de l'Eglise afin que joignant son autorité à celle des Archevêques & Evêques de France, ce concours de puissances les obligât à se soumettre & à souscrire ce qui avoit été si solennellement décidé. Pour cette fin, nous avons fait demander à Sa Sainteté par notre Ambassadeur extraordinaire en Court de Rome, qu'il lui plût ordonner la signature d'un Formulaire, & la Sainteté ayant répondu favorablement aux instances qui lui ont été faites de notre part, & ayant fait expédier la Constitution en date du 15 du mois de Février dernier, par laquelle elle auroit ordonné la signature d'un Formulaire inséré en ladite Constitution; nous, pour concourir par notre autorité à faire cesser toutes les divisions qui jusqu'à présent ont partagé nos Sujets sur ces matières, & à établir une entière uniformité dans leurs sentimens à cet égard, ayant résolu d'appuyer ladite Constitution, sçavoir faisons, que pour ces causes & autres à ce nous mouvants, après avoir fait examiner en notre Conseil la Constitution de notre Saint Pere le Pape Alexandre septième dudit jour 15 Février de la présente année 1665, ensemble le Formulaire inséré en ladite Constitution, & reconnu qu'en icelle il n'y a rien de contraire aux Libertés de l'Eglise Gallicane, ni aux droits de notre Couronne, ni même au Formulaire dressé par les Evêques de notre Royaume: nous de l'avis du Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ces Présentes signées de notre main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît, que ladite Constitution de notre Saint Pere le Pape dudit jour 15 Février 1665, ci-attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, soit reçue & publiée en tout notre Royaume, pays, terres, & Seigneuries de notre obéissance pour y être gardée & observée inviolablement selon sa forme & teneur. Exhortons à cette fin, & néanmoins enjoignons aux Archevêques & Evêques de notre Royaume & terres de notre obéissance, de signer & de faire signer incessamment par tous les Ecclésiastiques de leurs Diocèses, tant séculiers que réguliers, ledit Formulaire purement & simplement aux termes auxquels il est conçu dans ladite Constitution, sans user d'aucune distinction, interprétation ou restriction qui déroge directement ou indirectement ausdites Constitutions des Papes Innocent dixième & Alexandre septième, par lesquelles les cinq propositions extraites du Livre de Janfenius ont été condamnées d'hérésie au sens de l'Auteur: comme aussi de nous certifier par écrit par lesdits Archevêques & Evêques, qu'il aura été satisfait à la signature dudit Formulaire dans les trois mois portés par ladite Constitution, à compter du jour de la publication qui sera faite des Présentes, dans le Bailliage, Sénéchaussée ou Siège Royal au ressort duquel est situé chaque Eglise métropolitaine ou cathédrale, déclarant que ceux qui se serviront dans leur signature des distinctions, interprétations ou restrictions susdites, auront encouru les peines portées par ladite Constitution & par ces Présentes. Et afin que les Ordonnances que lesdits Archevêques & Evêques ou leurs grands Vicaires feront publier pour ladite signature, soient exécutées sans difficultés, nous ordonnons à tous Ecclésiastiques séculiers & réguliers, même aux Moniales, de signer ledit Formulaire dans ledit temps de trois mois, nonobstant toutes exemptions, privilèges, loix diocésaines, droits de Juridictions épiscopales, ou quasi épiscopales qui pourroient être prétendues par aucuns Chapitres, Abbayes, Communautés séculières ou régulières, ou par aucun en particulier, auxquels privilèges, exemptions, droits de Juridictions épiscopales, & loix diocésaines, nous avons en tant que besoin est ou seroit dérogé par ces Présentes pour ce regard, comme étant ce qui concerne la pureté de la loi, & la détermination des questions doctrinales particulièrement réservé à la personne & au caractère de l'Evêque, & ne pouvant leur être ôté par aucun privilège. Et en cas de refus par aucuns Ecclésiastiques séculiers ou réguliers de souscrire ledit Formulaire, voulons qu'il soit procédé contre eux par les Evêques ou Officiaux suivant les Constitutions canoniques & les loix de notre Royaume, nonobstant tous privilèges & toutes appellations simples ou comme d'abus, & sans préjudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons être distiné comme s'agissant de police & discipline, dans laquelle les appellations comme d'abus ne doivent avoir aucun effet suspensif aux termes des Ordonnances. Voulons en outre, que faute d'avoir par les Ecclésiastiques séculiers ou réguliers souscrit ledit Formu-

laire dans ledit temps de trois mois, les Bénéfices, Dignités, Personnats, Offices séculiers & réguliers, même les claustraux & amovibles, généralement toutes sortes de Bénéfices dont il font pourvus, & auxquels ils prétendent droit, demeurent vacans & impétrables de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune sentence ni déclaration judiciaire, & sans qu'ils puissent être rétablis dans leursdits Offices & Bénéfices, encore qu'ils voulsussent postérieurement signer ledit Formulaire, & pour cette fin ordonnons que ceux qui auront été pourvus en leurs lieu & place desdits Bénéfices, soit par le Collateur ordinaire, soit en Cour de Rome, y soient maintenus : enjoignons aux Collateurs ordinaires d'y pourvoir incontinent après ledit temps de trois mois, & jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu, voulons que les fruits desdits Bénéfices soient faits à la requête de nos Procureurs généraux ou de leurs Substituts, & employés au profit des Hôpitaux des lieux : & au cas qu'aucun Archevêque ou Evêque refuse de signer ledit Formulaire & n'en ordonne pas la signature dans ledit temps de trois mois purement & simplement, comme il est ci-dessus expliqué, nous voulons & entendons qu'il y soit contraint par saisie du revenu temporel de son archevêché, évêché & qu'il soit procédé à l'encontre de lui par les voies canoniques, suivant ce qui est porté par ladite Constitution ; & en outre que les autres Bénéfices de quelque qualité qu'ils puissent être dont il se trouvera pourvu, demeurent vacans & impétrables de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune sentence ni déclaration judiciaire ; & que ceux qui auront été pourvus en leur place y soient maintenus ainsi qu'il est expliqué ci-dessus. Et afin qu'à l'avenir nul n'ait rang ni autorité dans l'Eglise qui puisse renouveler ces décisions ou troubler l'Etat en adhérant à ces nouvelles doctrines, nous voulons pour la police & la paix de notre Royaume, que conformément à la Déclaration publiée en notre présence en Cour de Parlement de Paris le 29 Avril 1664, aucune personne ne puisse être ci-après pourvu de quelque Bénéfice que ce soit, séculier ou régulier, qu'il n'ait auparavant souscrit ledit Formulaire en personne entre les mains de son Evêque, ou à son refus, en celle de l'Archevêque métropolitain, en cas de refus de l'un & de l'autre, en celle du plus ancien Evêque de la Province, étant sur les lieux qui aura signé & fait signer ledit Formulaire. Nous voulons pareillement que ceux qui seront dorénavant promus à l'Ordre du soudiaconat, ou qui prendront à l'avenir des degrés dans les Universités de notre Royaume, ou seront élus à Charges, Principautés, & Regences desdites Universités, ou des Collèges en dépendans, ou qui seront reçus à faire profession à l'avenir dans les Monastères de notre Royaume, ou nommés pour exercer aucunes Charges ou Offices dans iceux, signent ledit Formulaire ci-dessus en la manière & dans le temps portés par nosdites Lettres du mois d'Avril 1664, & sur les peines y contenues, si ce n'est qu'ils y eussent satisfait auparavant. Voulons aussi que nulle personne pourvue de Bénéfices, séculier ou régulier, par nous, par les Collateurs ordinaires, en Cour de Rome, ou en quelque sorte & manière que ce soit, ne puisse prendre ni se mettre en possession du Bénéfice, sans en avoir la permission du Lieutenant général, & en son absence du premier & plus ancien Officier du Bailliage ou Sénéchaussée dans le ressort de laquelle ledit Bénéfice sera situé, lesquels ne pourront donner ladite permission qu'à ceux qui seront bien & dûement apparoir pardevant eux avoir souscrit ledit Formulaire en la forme prescrite ci-dessus, & seront lesdites permissions délivrées gratuitement & sans frais par les Greffiers desdits Sièges, qui en garderont les minutes pour y avoir recours quand besoin sera. Enjoignons pour cette fin ausdits Lieutenans généraux ausdits Sièges, d'empêcher qu'aucun pourvu de Bénéfice n'en prenne possession sans au préalable avoir obtenu ladite permission ; & parce que ledit Livre de Janfénius intitulé *Augustinus*, a donné lieu aux derniers troubles & contestations des Catholiques, & aux nouvelles divisions de l'Eglise, nous avons fait & faisons très-expresse & impératives inhibitions & défenses à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de vendre ou débiter ledit Livre, ni même le garder sans la permission de l'Evêque ou des grands Vicaires : enjoignons à tous Imprimeurs & Libraires qui en ont présentement, de les porter ou faire porter dans la quinzaine après la publication des Présentes au Greffe de l'archevêché ou évêché dont ils seront, ou en ceux des Bailliages ou Sénéchaussées dans le ressort desquelles ils font leur demeure, à peine de punition ; que d'ailleurs comme cette di-

vision

ORDONNANCES DÉCLARATIONS, &c. §. XVI. 161

vision qui avoit commencé à l'occasion dudit Livre de Jansénius, a beaucoup augmenté par la liberté que plusieurs personnes ont prise d'écrire, composer, publier ou débiter plusieurs Libelles contre les Bulles des Papes Innocent dixième & Alexandre septième, contre les délibérations des Evêques, & les Censures de la Faculté de Théologie, & principalement contre le Formulaire dressé pour établir la paix de l'Eglise & l'uniformité dans les sentimens, nous, afin d'empêcher ce désordre, avons aussi par lesdites Présentes fait & faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'écrire ou composer, imprimer, vendre ou débiter directement ou indirectement, sous quelque nom ou titre que ce puisse être, aucun ouvrage, lettres ou écrits, tendans à favoriser, soutenir ou renouveler en quelque maniere que ce soit la doctrine de Jansénius, ou à contredire le Formulaire, sous peine d'être traités comme fauteurs d'hérésies & comme perturbateurs du repos public : voulons que ceux qui ont écrit, enseigné ou prêché aucune chose contraire ausdites Bulles, soient tenus en signant ledit Formulaire de se retrahir, dont sera fait mention dans l'acte qui sera expédié de leur souscription. N'entendons au surplus par ces Présentes déroger au droit des particuliers qui ont été portés en Cour de Rome, ou nommés par nous aux Bénéfices de ceux qui n'ont pas signé le Formulaire dressé par les Evêques de notre Royaume, en conséquence de notre dite Déclaration, ni à ce qui a été fait par la Faculté de Théologie de Paris, contre ceux qui ont refusé de signer la Censure de ladite Faculté du premier jour de Février 1665, ni aussi aux Arrêts rendus en notre Conseil contre aucuns des Chanoines du Chapitre de Beauvais le vingt-un Juillet & deuxième Octobre 1659, que nous voulons être exécutés selon leur forme & teneur, jusqu'à ce que lesdits Chanoines aient souscrit le Formulaire inséré dans ladite Constitution de notre saint Pere le Pape en la forme ci-devant exprimée. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, ensemble ladite Constitution & le contenu en icelle faire garder & observer en ce qui dépend de l'autorité de notre dite Cour en toute l'étendue de son ressort, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune maniere; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre seal à ces Présentes, sauf en autres choses notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril l'an de grace mil six cent soixante-cinq, & de notre règne le vingt-deuxième. *Signé, LOUIS, Et plus bas, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et a été écrit, Visa, SEUSER* pour servir aux Lettres Patentes ordonné être expédiées sur la Bulle d'Alexandre septième touchant l'hérésie de Jansénius. Scellé du grand sceau de cire verte.

Extraits des Régistres de Parlemens.

CE jour toutes les Chambres assemblées, le Roi ayant commandé par la bouche de M. le Chancelier, que les portes fussent ouvertes, & ordonné au Greffier en chef de faire la lecture des Lettres-patentes dudit Seigneur Roi en forme d'Edit donné à Paris au mois d'Avril 1665, signé, Louis, & plus bas par le Roi, de Guenegaud, & scellé sur lacs de soye verte & rouge du grand sceau de cire verte; par lesquelles & pour les causes y contenues, il avoit dit, statué & ordonné, vouloir & lui plaisoit, que la Constitution de notre saint Pere le Pape du 15 Février 1665, attachée sous le contre-seal desdites Lettres, fut reçue & publiée en tout le Royaume, pays, terres & Seigneuries de son obéissance, pour y être gardée & observée inviolablement selon la forme & teneur. Exhortoit à cette fin, & néanmoins enjoignoit aux Archevêques & Evêques du Royaume, de signer & faire signer incessamment par tous les Ecclesiastiques de leurs Diocèses, tant séculiers que réguliers, ledit Formulaire, purement & simplement aux termes auxquels il étoit conçu dans lesdites Constitutions, sans user d'aucune distinction, interprétation ou restriction qui déroge directement ou indirectement aux Constitutions des Papes Innocent X, & Alexandre VII, par lesquelles cinq Propositions extraites du Livre de Jansénius ont été condamnées d'hérésie au sens de l'Auteur; comme aussi de lui certifier par écrit par lesdits Archevêques & Evêques, qu'il auroit été satisfait à la signature dudit Formulaire dans les

trois mois portés par ladite Constitution, à compter du jour de la publication qui seroit faite des Présentes dans le Bailliage, Sénéchaussée & Siège Royal au ressort duquel est située chaque Eglise métropolitaine ou cathédrale, déclarant que ceux qui se serviront dans leur signature des distinctions, interprétations ou restrictions susdites, auront encouru les peines portées par ladite Constitution & par lesdites Lettres, suivant que plus au long est contenu en icelles, à la Cour adressantes. Ce fait, Talon pour le Procureur général du Roi a dit & requis, que sur le repli des Lettres il sera mis qu'elles ont été lues, publiées & enregistrées, ou ce requérant le Procureur du Roi, pour être exécutées, selon leur forme & teneur, & que copies collationnées en seront envoyées aux Sièges des Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être pareillement lues, publiées & enregistrées, & enjoint au Substitut du Procureur général du Roi, d'en certifier la Cour au mois. Aussi M. le Chancelier est monté & a reçu la volonté du Roi, pris l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans, du Duc d'Anguien, des Ducs & Pairs ecclésiastiques & laïques dans le Parquet, pris celui des Présidens, des Conseillers de la grande Chambre, Présidens & Conseillers des Enquêtes & Requetes, après lesquels avis reçus & étant remonté vers le Roi il lui a fait la révérence, & aussitôt remis en sa place & couvert, a prononcé : le Roi étant en son lit de Justice, a ordonné & ordonne que sur le repli des Lettres il sera mis, Lues, publiées & enregistrées, ou, ce requérant le Procureur général pour être exécutées selon leur forme & teneur, & que copies collationnées en seront envoyées aux Sièges des Bailliages & Sénéchaussées, pour y être pareillement lues, publiées & enregistrées. Enjoint aux Substituts du Procureur général d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour au mois. Fait en Parlement le vingt-neuf Avril 1665. Signé, ROBERT. Et au-dessus; Collationné, Signé, PHELYPEAUX.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

Du 29 Avril 1752.

Extrait des Régistres du Conseil d'Etat.

Ann. 1752.

LE Roi, par ses Déclarations des 4 Août 1730, & 24 Mars 1730, & par l'Arrêt rendu en son Conseil le 5 Septembre 1731, ayant eu pour objet de faire rendre à la Constitution *Unigenitus* le respect & la soumission qui lui sont dus, comme à une loi de l'Eglise & de l'Etat, & à un Jugement de l'Eglise universelle en matière de doctrine; & de pourvoir en même temps, pour faire cesser toutes les contestations, qui s'étoient élevées à ce sujet, à ce qu'il ne fût rien exigé au delà de ce qui est prescrit par l'article III de ladite Déclaration du 4 Août 1730, & par l'article V, de celle du 24 Mars 1730: Sa Majesté auroit vu avec satisfaction que la sagesse de ces dispositions avoit ramené la paix & la tranquillité. Mais voyant avec douleur s'élever sur la même manière de nouveaux sujets de division, dont les suites peuvent être également contraires au bien de la Religion & de l'Etat, Sa Majesté se seroit proposée de renouveler les dispositions desdites Déclarations & Arrêts, & de veiller de plus en plus avec l'attention que son respect & son amour pour la Religion lui inspireront toujours, à ce que, sous prétexte d'arrêter le trouble & le scandale, les Juges séculiers n'excedent point les bornes de l'autorité qui leur est confiée, en imposant aux Ministres de l'Eglise des loix sur des matières purement spirituelles, telles que la dispensation des choses saintes, dont ils ne tiennent le pouvoir que de Dieu seul. Et pour connoître quelles peuvent avoir été les véritables causes des nouveaux troubles qui viennent de s'élever, & y remédier, Sa Majesté se proposoit de nommer incessamment dans l'Ordre épiscopal & dans la Magistrature, ceux qu'elle jugera à propos de choisir, à l'effet de prendre sur leur avis, les mesures qu'elle estimera les plus convenables pour éteindre absolument toutes ces disputes, & reprimer également de tous côtés ce qui pourroit altérer l'accord du Sacerdoce & de l'Empire, dont la division a été dans tous

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 163

les temps la source du scandale, & quelquefois même du schisme : & cependant Sa Majesté entend se faire rendre compte des différends qui pourroient survenir sur la manière dont il s'agit, afin, suivant les circonstances, de juger par elle-même de ceux qui devront être renvoyés aux Juges ecclésiastiques, ou à ses Juges, & de ceux qu'il conviendra de terminer par d'autres voies que celle des procédures dont l'éclat en pareil cas est souvent nuisible au bon ordre & à la paix, qui sont le véritable objet que Sa Majesté se propose ; à quoi voulant pourvoir, out le rapport, & tout considéré, le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que les réglemens par lui faits ci-devant sur la soumission à la Bulle *Unigenitus*, notamment ses Déclarations des 4 Août 1720, & 24 Mars 1730, & l'Arrêt par lui rendu en son Conseil le 5 Septembre 1731, seront exécutés ; en conséquence,

ARTICLE PREMIER.

Que suivant l'article III de ladite Déclaration du 24 Mars 1730, la Constitution *Unigenitus* soit inviolablement observée selon sa forme & teneur, dans tous les Etats, pays, terres & Seigneuries de son obéissance ; & qu'étant une Loi de l'Eglise, par l'acceptation qui en a été faite, elle soit aussi regardée comme une loi de son Royaume. Veut Sa Majesté, que tous ses Sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, aient pour ladite Bulle, le respect & la soumission qui sont dus au jugement de l'Eglise universelle, en matière de doctrine ; leur fait défenses de rien dire ou écrire contre ladite Constitution, ou de faire aucuns actes tendans à exciter le scandale, introduire le schisme, ou à renouveler & entretenir les disputes qui se sont formées au sujet de ladite Constitution, en former de nouvelles, ou remettre en question ce qui est décidé.

II.

Renouvelle pareillement Sa Majesté, les défenses par elle faites par sesdites Déclarations & Arrêt de son Conseil, à toutes sortes de personnes de s'attaquer & provoquer les uns les autres, par des termes injurieux, de novateurs, hérétiques, schismatiques, jansénistes, semi-pélagiens, ou autres noms de parti ; à peine contre les contrevenans, d'être traités comme rebelles aux ordres de Sa Majesté, séditieux & perturbateurs du repos public ; notamment ceux qui auroient composé, publié ou répandu des écrits contraires à la Religion, au respect dû au Saint Siège, & à notre Saint Pere le Pape, aux Evêques, à l'autorité de l'Eglise, à celle de Sa Majesté, aux droits de sa Couronne, aux maximes du Royaume, & aux libertés de l'Eglise Gallicane.

III.

Enjoint Sa Majesté à toutes les Universités de son Royaume, notamment aux Facultés de Théologie, d'empêcher qu'on insère dans les leçons ou dans les thèses, aucunes propositions qui puissent donner lieu d'agiter les questions décidées, ou d'en former de nouvelles au sujet de ladite Constitution.

IV.

Exhorte Sa Majesté, & néanmoins enjoint à tous les Archevêques & Evêques de son Royaume, de veiller de plus, chacun dans leur Diocèse, à ce que la paix & la tranquillité y soient charitablement observées, que lesdites disputes & contestations n'y soient pas renouvelées & que les Ecclésiastiques, dans l'exercice des fonctions de leur ministère, se conforment aux regles de l'Eglise, & aux Canons reçus dans le Royaume.

V.

Veut Sa Majesté, que par toutes ses Cours & Juges, il lui soit rendu compte de toutes les demandes, plaintes & dénonciations qui pourroient être faites sur la ma-

tière dont il s'agit ; à l'effet par elle d'en ordonner le renvoi, soit par-devant les Juges ecclésiastiques s'il y échut, soit devant ses Cours & Juges, ou de s'en réserver la connoissance, pour y pourvoir ainsi qu'il appartiendra.

VI.

Déclare Sa Majesté, nulles & de nul effet, toutes dispositions qui pourroient être contraires, directement ou indirectement, à celles du présent Arrêt, veut qu'elles soient regardées comme non avenues.

Et fera le présent Arrêt, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, pour être exécuté selon sa forme & teneur dans toute l'étendue du Royaume. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le vingt neuf Avril mil sept cent cinquante deux. *Signé, M. P. DE VOYER D'ARGENSON.*

DECLARATION DU ROI,

Du 2 Septembre 1754.

Voyez à la fin de ce § XVI.

REGLEMENT DU CLERGE,

Concernant les Provisions bénéficiales & les Ordinations.

Du 11 Janvier 1636.

Ann. 1636. **L'**Assemblée considérant combien il est important de maintenir la hiérarchie établie par Jesus-Christ dans son Eglise, & que l'ordre est le vrai & solide ciment de la charité entre les Ecclésiastiques, lequel étant violé y jette la division, introduit des nullités aux choses les plus importantes, donne lieu aux entreprises des puissances laïques sur l'autorité ecclésiastique. Oui ses Promoteurs a arrêté que Nosseigneurs les Archevêques & Evêques, leurs grands Vicaires, Officiaux & autres Ecclésiastiques de quelque qualité qu'ils puissent être, seront exhortés à l'observation des articles qui s'ensuivent conformément aux Conciles & Canons.

ARTICLE PREMIER.

De ne faire aucunes informations ou donner attestation de vie & de mœurs pour obtention de Bénéfices que pour les Bénéfices qui sont véritablement situés dans l'étendue de leurs Diocèses.

I I.

Pour quelque cause & prétexte que ce soit, de ne donner Visa ou Provisions sur le refus d'un autre Evêque ou de son grand Vicaire, si l'ordre établi dans l'Eglise ne leur donne la supériorité ordinaire.

I I I.

De n'absoudre des Jugemens & Censures décernées par un autre Evêque ou ses grands Vicaires, si le même ordre ecclésiastique ne leur donne puissance de connoître du bien ou du mal jugé du jugement, ce qu'ils seront tenus de faire selon les formes de Droit avant de donner le jugement définitif d'absolution.

IV.

De ne donner les ordres à ceux qui ne sont pas de leurs Diocèses, sans Lettres de Dimissoire en due forme de l'Evêque du lieu d'où seront ceux qui désireront être promus aux Ordres.

En dernier lieu de ne faire généralement aucunes fonctions épiscopales hors de l'étendue de leurs Diocèses sans la permission de l'Evêque où se devront faire telles fonctions ou en son absence de ses grands Vicaires.

Faisant savoir ladite assemblée qu'en cas de contravention aux présens articles, outre les suspensions, censures & autres peines de Droit qu'encourront les contrevenans selon les Conciles & Canons dont elle les avertit, qu'elle les déclare incapables de toutes voix actives & passives aux assemblées générales & provinciales, ordonnant qu'en cas qu'aucun soit nommé ci-après contre les termes de la présente Ordonnance pour député à telles assemblées, il en demeure dès-à-présent privé & exclu, & celui qui après lui aura eu plus de voix admis & reçu pour vrai & légitime Député en sa place : & afin que la présente Ordonnance soit connue à tous nosdits Seigneurs les Archevêques, Evêques & leurs grands Vicaires, il est enjoint aux Agens du Clergé d'en envoyer copie à chacun d'eux.

ARREST DU CONSEIL PRIVÉ,

Qui confirme le précédens Règlement.

Du 16 Mars 1646.

Sur ce qui a été représenté au Roi par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Députés de l'assemblée générale du Clergé, que pour conserver l'ordre hiérarchique, & la subordination qui est entre les dignités de l'Eglise, les saints Decrets ont défendu à tous les Prélats d'entreprendre sur les fonctions les uns des autres & de donner pour quelque cause & prétexte que ce soit les Ordres ou des Vises, Collations & autres provisions quelconques sur le refus d'un Archevêque ou Evêque ou de leurs Vicaires généraux, si par l'ordre établi dans l'Eglise ils ne sont supérieurs ordinaires des refusans, & que pour maintenir la bonne intelligence qui doit être entre les Archevêques & Evêques de ce Royaume qui seroit troublée par les entreprises faites au préjudice d'un si saint & si juste établissement, & pour en donner un moyen à ceux qui ont fait quelque refus, d'en faire savoir les justes motifs à celui auquel la connoissance en doit être dévolue, l'assemblée du Clergé tenue en l'an 1635, auroit renouvelé par un règlement général l'ordre établi d'ancienneté dans l'Eglise, & ajouté aux peines y portées par les constitutions de l'Eglise, celle d'être incapables de voix actives & passives aux assemblées générales & provinciales : que néanmoins ce règlement conforme aux Conciles, à la Pragmatique-sanction, aux Concordats & même aux Ordonnances de S. M. n'auroit pas remué la facilité de quelques Prélats & de leurs grands Vicaires à faire de semblables entreprises, lesquelles ils font d'autant plus volontiers que quelques Juges ont eu égard à ces provisions faites par entreprise & au préjudice des ordres canoniques, &c. . . . Le Roi étant en son Conseil, voulant autoriser quant à ce, ledit Règlement du Clergé, a ordonné qu'il seroit exécuté selon sa forme & teneur, & fait & fait très-expresse inhibitions & défenses à tous les Juges, en jugeant le possessoire des Bénéfices, d'avoir aucun égard aux titres & provisions faites au préjudice dudit Règlement, comme étant nulles & accordées sans pouvoir légitime, & aux parties de s'en servir à peine de nullité des Jugemens, cassation des procédures, dépens dommages & intérêts. Fait au Conseil privé du Roi, tenu à Paris le 16 Mars 1646, signé, DE CREIL.

ORDONNANCE DU ROI,

Sur les Monitoires.

Du mois d'Août 1670.

Extraits de l'Ordonnance criminelle 1670.

ARTICLE PREMIER.

Ann. 1670. **T**ous Juges, même ecclésiastiques, & ceux des Seigneurs, pourront permettre d'obtenir Monitoire, encore qu'il n'y ait aucun commencement de preuves, ni refus de déposer par les témoins.

I I.

Enjoignons aux Officiaux, à peine de faïsse de leur temporel, d'accorder les Monitoires que le Juge aura permis d'obtenir.

I I I.

Les Monitoires ne contiendront autres faits que ceux compris au Jugement qui aura permis de les obtenir, à peine de nullité tant des Monitoires, que de ce qui aura été fait en conséquence,

I V.

Les personnes ne pourront être nommées ni désignées par les Monitoires, à peine de cent livres contre la partie, & de plus grande s'il y échçoit.

V.

Les Curés & leurs Vicaires seront tenus, à peine de faïsse de leur temporel, à la première réquisition, faire la publication du Monitoire, qui pourra néanmoins, en cas de refus, être faite par un autre Prêtre nommé d'office par le Juge.

V I.

Si après la faïsse du temporel des Officiaux, Curés ou Vicaires à eux signifiée, ils refusent d'accorder & de publier le Monitoire, nos Juges pourront ordonner la distribution de leurs revenus aux Hôpitaux, ou pauvres des lieux.

V I I.

Les Officiaux ne pourront prendre ni recevoir pour chacun Monitoire plus de trente sols, leur Greffier dix, y compris les droits du sceau; & les Curés ou Vicaires dix sols, à peine de restitution du quadruple; sans néanmoins qu'ès lieux où l'usage est de donner moins, les droits puissent être augmentés.

V I I I.

Les opposans à la publication du Monitoire, seront tenus élire domicile dans le lieu de la Jurisdiction du Juge qui en aura permis l'obtention, à peine de nullité de leur opposition; & pourront sans commission, ni mandement, y être assignés, pour comparoir à certain jour & heure dans les trois jours pour le plus tard, si ce n'est qu'il y eut appel comme d'abus.

I X.

L'opposition sera plaidée au jour de l'assignation, & le Jugement, qui interviendra, exécuté nonobstant opposition ou appelation, même comme d'abus. Défendons à nos Cours & à tous autres Juges, de donner des défenses, ou surseances de les exécuter, si ce n'est après avoir vu les informations & le Monitoire, & sur les conclusions de nos Procureurs, déclarons nulles toutes celles qui pourroient être obtenues. Voulons sans qu'il soit besoin d'en demander main-levée, que les Arrêts, Jugemens & Sentences soient exécutés, & les parties qui auront présenté requête à fin de défenses ou surseances, & les Procureurs qui y auront occupé, condamnés chacun en cent livres d'amende, qui ne pourra être remise ni modérée, applicable moitié à la partie.

X.

Les révélations qui auront été reçues par les Curés ou Vicaires, seront envoyées par eux cachetées au Greffe de la Jurisdiction, où le procès sera pendant; & pourvu par le Juge aux frais du voyage, s'il y échoit.

X I.

En matiere criminelle nos Procureurs & ceux des Seigneurs, & les Promoteurs aux Officialités, auront communication des révélations des temoins; & les parties civiles, de leur nom & domicile seulement.

Voulons que la présente Ordonnance soit gardée & observée dans tout notre Royaume, terres & pays de notre obéissance; à commencer au premier jour de Janvier de l'année prochaine mil six cent soixante & onze: abrogeons toutes Ordonnances, Coutumes, Loix, Statuts, Réglemens, Stils & Usages différens ou contraires aux dispositions y contenues. Si donnons en mandement à nos amés & léaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, grand Conseil, Chambre des Comptes, Cours des Aides, Baillifs, Sénéchaux, & tous autres nos Officiers, que ces Présentes ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, obéir & entretenir; & pour les rendre notoires à nos Sujets, les fassent lire, publier, & enregistrer; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à saint Germain en Laye au mois d'Août, l'an de grace 1670, & de notre regne le 28. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et à côté est écrit, Visa, SEGUIER, pour servir à l'Ordonnance des procédures criminelles.

Et encore à côté est écrit: Lue, publiée, enregistrée, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur. A Paris en Parlement le vingtième Août 1670. Signé Du TILLÉT.

ORDONNANCE DU ROI,

Sur l'établissement des Séminaires.

De l'an 1698.

Voyez Tome V, §. IX.



CAPITULAIRES DE CHARLEMAGNE

Sur le respect dû aux Eglises.

De l'an 800.

Ann. 800.

Placuit ut fideles loca Deo dicata frequentius devotiùsque ad Deum exorandum ; sibi que propitium faciendum sæpius quàm hætenus fecerint , frequentent , & quòd in Basilicis Deo dicatis non sit fabulis otiosis , turpibusque & obscenis sermocinationibus vacandum , & negotia secularia publicaque habenda , & quòd hi qui hæc in Ecclesiis faciunt majora sibi peccata accuñulent.

Admonent Presbyteri plebem , ut in Ecclesiis verboſitare non præſument , ſed cum ſtatu & compunctione cordis Dei implorent auxilium tam pro ſe quàm & proximis ſuis. Et quando Presbyter celebrat Miſſam , corda illorum ſemper ad cæleſtia attendant. Et quando ſanctæ lectiones vel Evangelia recitata fuerint , cum ſilentio & devotâ mente pariter audiant , ſicut Deus dixit per Moÿſen , Audi , Israël , & tace ; & oblationes augerant & communicare faciant.

Voyez Part. 40 de l'Edit de 1551, l'article 39 de l'Edit de Blois.

ARREST DE REGLEMENT DU PARLEMENT DE PARIS.

Sur le respect dû aux Eglises.

Du 11 Janvier 1550.

Ann. 1550.

Sur la remonſtrance & requête faite ce jourd'hui en la Cour de Parlement par le Procureur général du Roi , & pour obvier aux ſcandales & inconvénients qui de jour à autre ſont advenus & pourroient continuer , & à ce que le Service divin ne ſoit empêché ou contemnè , ladite Cour entérinant ladite requête dudit Procureur général du Roi , a ordonné & ordonne que défenſes ſeront faites à tous manans & habitans de cette Ville & autres Villes de ce reſſort , de quelque état , condition & qualité qu'ils ſoient , de dorénavant eux pourmener ès Eglies tant cathédrales , régulières , lque collégiales & parochiales de ce reſſort , & n'y tenir aucuns propos de négociation ou affaires particulières & temporels négoces , mêmeſent durant & aux heures que le Service divin ſe fait en icelles Eglies , & ce ſur peine de dix livres Paris d'amende pour la première faute , de priſon pour la ſeconde , & de punition exemplaire pour la tierce contre les tranſgreſſeurs deſdites défenſes. Et à cette fin ladite Cour enjoint aux Evêques diocéſains & autres Prélats eccléſiaſtiques de cedit reſſort de faire publier par les Paroiſſes de leurs Diocèſes l'Ordonnance ſuſdite de ladite Cour , & aux Juges Royaux des lieux de faire entretenir & étroitement garder le contenu en cette Ordonnance , même aux Subſtituts dudit Procureur général d'en faire les pourſuites & diligences , & d'en avertir ladite Cour. Laquelle néanmoins a ordonné que ce préſent Arrêt & Ordonnance ſera publiée à ſon de trompe & cri public par les carrefours de cettedite Ville & autres de cedit reſſort , à ce que perſonne n'en prétende cauſe d'ignorance. Fait en Parlement le 11 Janvier 1550. Signé ; Du TILLET.



DECLARATION

DECLARATION DU ROI.

Donnée sur les remontrances du Clergé.

Du mois de Février 1657.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tons présens & à venir, Salut. Comme la piété & la Religion sont les plus assurés fondemens des Etats & des Empires, nous avons toujours cru aussi que leur conservation & accroissement dépendoient principalement d'un soin exact de tout ce qui concerne la gloire de Dieu & l'avancement de son service. C'est pourquoi sur les Remontrances que les Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques représentant le Clergé de France assemblés par notre permission en notre bonne Ville Paris, nous ont fait par le cahier qu'ils nous ont présenté tant pour le bien & avancement de la piété, que pour la maintenance de l'Eglise dans ses immunités & privilèges dont elle a toujours joui, voulant contribuer tout ce qui dépendra de nous en un si louable dessein, & augmenter plutôt les privilèges à eux accordés, que les diminuer, après avoir fait voir ledit cahier en notre Conseil où étoient aucuns Princes, Officiers de notre Couronne, & autres Seigneurs dudit Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré, statué, disons, déclarons, statuons, ordonnons & voulons ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Que tous les Edits, Ordonnances & Déclarations, qui ont été ci-devant faites, tant par nous, que par les Rois nos prédécesseurs en faveur des Ecclesiastiques de notre Royaume, terres, & pays de notre obéissance, soient exécutées selon leur forme & teneur.

II.

Défendons à nos Cours de Parlement & à tous nos autres Juges, de prendre connoissance directement ou indirectement d'aucuns cahiers spirituels & purement ecclésiastiques, des Sacramens & Offices divins, sous prétexte de possesseur, complainte, nouvelleté, ou pour quelque cause & occasion que ce soit, ou de troubler & empêcher les Juges ecclésiastiques en la Jurisdiction des causes qui leur appartiennent de droit; & pour les causes personnelles, l'Ordonnance de 1559 sera exécutée.

III.

N'empêcheront pareillement nosdizs Cours de Parlement & nos autres Juges les Archevêques & Evêques résidans dans leurs Diocèses, de connoître eux-mêmes des causes spirituelles & ecclésiastiques dont la connoissance appartient à l'Eglise, & les appellations des Sentence par eux données seront jugées par les Archevêques, Primas & Supérieurs constitués en l'Ordre épiscopal, sauf en cas d'absence des susdits Archevêques & Evêques de leurs Diocèses à être jugées par leurs Officiaux.

IV.

Les Absolutions à Cautele ne seront octroyées sinon par les formes de droit, & non à ceux qui seront excommuniés pour offense manifeste. Et ne seront les Ecclesiastiques obligés à décerner censures & monitoires que pour caules graves, & suivant l'Ordonnance d'Orléans.

V.

Défendons anfdites Cours de Parlement & à tous autres Juges de contraindre les
Tome VI. Y

Prélats & autres Collateurs ordinaires de bailler provision des Bénéfices dépendans de leur collation, ni d'ordonner que les particuliers se pourvoient pardevant autre que le Collateur ordinaire, ou à son refus par devant son Supérieur par les voyes de droit, & où quelqu'un auroit eu trois refus consécutifs des Collateurs ordinaires & de leurs Supérieurs dans l'ordre de la Jurisdiction, il ne pourra plus être reçu à faire poursuite dudit Bénéfice: seront néanmoins obligés les Collateurs ordinaires & supérieurs d'exprimer en leurs actes les causes de refus.

VI.

Défendons à nos Juges de connoître de la validité des vœux de religion faits par ceux qui ont l'âge porté par les Ordonnances. Et néanmoins ceux qui ont porté l'habit de Religieux, cinq ans après leur profession ne pourront succéder, ni disposer de leurs biens, suivant les Ordonnances.

VII.

Les Prédicateurs ne pourront prêcher, même pendant l'Avent & le Carême sans la mission des Archevêques & Evêques ou les grands Vicaires, chacun en leurs Diocèses. Et dans les Eglises où il y a titre valable pour la présentation des Prédicateurs, ils ne pourront pareillement prêcher sans l'approbation & mission desdits Archevêques & Evêques ou leurs Vicaires, laquelle ils bailleront suivant leur conscience. Faisons défense à tous Juges de commettre aucuns Prédicateurs, ains leur enjoignons d'en laisser la libre & entiere disposition ausdits Archevêques & Evêques en la maniere susdite. Et pour les honoraires desdits Prédicateurs en cas qu'il y eût différend, ne pourront s'adresser aux Juges séculiers, mais seulement pardevant les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires & Officiaux. Et ne pourront les Théologaux substituer d'autres personnes pour prêcher en leurs places.

Voyez l'enregistrement de l'Edit de 1606 sur l'Article XI, & l'Article X de celui de 1695.

VIII.

Nos Juges ne prendront connoissance de l'honoraire des Ecclesiastiques de la célébration & transgression des Fêtes, sinon en ce qui concerne la police seulement.

Voyez l'Article XXVII de l'Edit de 1695.

IX.

Voulons que suivant l'Edit de Melun, les Prélats, leurs Vicaires & autres Ecclesiastiques qui ont droit de pouvoir aux administrations des Hôpitaux, Maladreries & autres lieux pieux, y soient maintenus & gardés, ensemble tenus d'ouïr les comptes du revenu d'icelles, & les Réglemens & Ordonnances qui seront faits par lesdits Ecclesiastiques pour la célébration du Service divin, distribution des aumônes, réparation des Edifices & autres œuvres pies, seront exécutées, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & sans déroger à l'art. VIII de l'Edit du mois de Mai 1596. Et pour le regard des comptes des Fabriques, ils seront rendus pardevant les Archevêques, Evêques, ou leurs Vicaires généraux & Archidiacres, faisant visite sur les lieux sans salaires ni vacations pour l'audition & clôture desdits comptes. Et en cas que les comptables ne représentent lesdits comptes pendant la visite, seront tenus de les porter à leurs dépens aux Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires généraux, quand par eux il sera ordonné.

Voyez sur les comptes des Fabriques l'Edit de 1695, Article XVII, & les Arrêts du Conseil, rapportés au V Tome, § III.

X.

Les parties se pourront pourvoir pardevant le Juge d'Eglise sur le Peticioire en matiere bénéficiale, après que le possessoire sera simplement vuide par le Jugement de pleine maintenue, & que les parties y auront pleinement satisfait, tant pour le principal, que pour les fruits, dommages & intérêts.

XI.

Nos Cours de Parlement & nos autres Juges ne pourront s'entremettre de la censure des Livres concernant la Doctrine & Religion, laquelle sera faite par les Evêques. Et néanmoins lorsque les Evêques après leurs censures imploreront le bras séculier pour le châtimement des coupables, enjoignons à nosdits Juges de procéder contre eux par les voyes de droit, comme aussi en cas de scandale & trouble du repos public.

XII.

Défendons à nos Cours de Parlement & à tous autres Juges de troubler les Juges ecclésiastiques en la Jurisdiction & connoissance des causes qui leur appartiennent : ains enjoignons de prêter aide & confort pour l'exécution de leurs Jugemens, avec défenses de prendre connoissance desdits Jugemens par eux donnés, sauf aux parties de se pourvoir par appel comme d'abus es cas portés par nos Ordonnances ; & conformément à icelles, leur défendons aussi de prendre connoissance des accusations intentées contre les Ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers cōstituez es Ordres de Prêtrise, Diaconie, Soudiacre, ou qui sont pourvus de Bénéfices, ou qui auront fait vœu de Religion, sinon pour les cas privilégiés suivant les Ordonnances. Et pour les Arrêts donnés au préjudice des Edits & Déclarations par nous accordés en faveur du Clergé, il y sera pourvu sur le particulier en faisant apparoir à notre Conseil qu'il y a été contrevenu.

XIII.

Voulons que les reliefs d'appels comme d'abus ne soient baillés qu'en cas d'abus notoire & manifeste, dont les moyens seront spécifiés dans lesdits reliefs, & seront attachés sous le contre-sceau desdits reliefs d'appel, consultations faites sur iceux, signées au moins de deux Avocats, & n'auront aucun effet suspensif es matieres de visite, de discipline & de correction ou autres peines personnelles, conformément à l'article V de l'Ordonnance de 1539, à faute desquelles conditions ci-dessus exprimées lesdits reliefs d'appel seront refusés au Sceau & ne pourront être les parties requies à relever au Parlement par requête après le refus dudit sceau, ou le défaut d'aucune des susdites conditions ; & lors de la plaidoirie de la cause, l'Avocat plaident sera assisté de deux autres qui auront signé la Consultation. Ne se jugeront aucunes appellations comme d'abus en la Chambre de l'Edit. Et quant à celles incidemment interjetées aux procès pendans aux Enquêtes, elles se plaideront & régleront en la grand-Chambre, sauf en les réglant à les joindre au procès principal si l'y échecit, & est jugé nécessaire. Les appellations comme d'abus pendantes en la grand-Chambre & Tournelle seront appelées les premières à l'audience & promptement expédiées en ladite audience, s'il est possible sans les appointer, & ne pourront être appointées que le tiers des Juges assistans n'en soient d'avis. Et en cas qu'elles soient jugées à l'audience ou sur les appointemens, ne pourra être prononcé par hors de Cour ; ains seront tenus de prononcer par bien ou mal & abusivement avec la condamnation d'amende, suivant l'article II, de l'Ordonnance de 1606. Les reliefs d'appel comme d'abus des ordonnances des Visites, du Service divin, réglemens, discipline ecclésiastique, & autres graves & importantes rendues par les Archevêques & Evêques, ne seront scellées qu'au grand Sceau sur la consultation de deux Avocats & le rapport d'un Maître des Requêtes, & non aux petites Chancelleries. Et si autrement il en est usé, saisis

Inhibitions & défenses à nos Cours de Parlement d'y avoir aucun égard, & de ne tenir l'appel pour dûement relevé, suivant l'article III de l'Ordonnance de 1610.

XIV.

N'entendons par nos Ordonnances esquelles il est fait mention des choses ecclésiastiques & spirituelles, attribuer aucune nouvelle Jurisdiction & connoissance à nos Juges, autre que celle qui leur appartient de droit, sinon pour les faire exactement observer & empêcher les contraventions aux saints Decrets, dont les Juges seuls sous notre autorité sont les conservateurs & des personnes ecclésiastiques, & ce, par la voye d'appel comme d'abus seulement.

XV.

Les Offices de Conseillers en nos Cours de Parlement & autres Juges inférieurs affectés de tout temps aux Clercs, ne pourront être possédés par personnes laïques; & s'il y en a actuellement aucuns possédés par d'autres que par des Clercs, vacation advenant par mort ou résignation, il ne sera expédié aucunes Lettres de Provision, qu'à des personnes constituées es Ordres sacrés pour le moins, & dont les Lettres testimoniales de leur Ordre seront attachées sous le contre-scel desdites Lettres, avec défense à nos Cours de Parlement de recevoir ceux qui n'auroient ladite qualité, & aux pourvus de s'y faire recevoir, à peine de nullité de la reception & de privation de l'Office.

XVI.

En cas que nos Cours de Parlement jugeant définitivement les appellations, trouvent qu'il y ait eu abus, elles renverront les parties devant le même Juge d'où il a été appelé, pour être néanmoins l'affaire jugée par un autre Juge que celui dont a été l'appel, qui sera à cet effet commis par l'Evêque ordinaire du lieu.

XVII.

Ne pourront les Evêques, leurs Grands Vicaires, Officiaux & Promoteurs en cas d'appel comme d'abus être pris à partie ou condamnés en amende, nonobstant tous usages à ce contraires, quand il y a partie qui soutient l'appel, ou qui a fait les requisiions. Et où il y auroit autre partie que le Promoteur, les Evêques, leurs Grands Vicaires & Officiaux ne pourront être pris à partie, ni condamnés à l'amende. Pourront toutefois les Promoteurs être pris à partie, mais non condamnés es dépens & amende, si ce n'est en cas de calomnie manifeste. Et si nos Parlemens jugent autrement, nous permettons aux Promoteurs de se pourvoir en cassation en notre Conseil.

XVIII.

Défendons à nos Juges d'instruire & juger aucuns procès contre les Ecclésiastiques si ce n'est pour les cas privilégiés portés par nos Ordonnances, sans les étendre à autres cas, & ce, suivant qu'il est porté par le XXII article de l'Ordonnance de Melun. Et afin que nos Juges ne fassent difficulté de se transporter vers les Juges ecclésiastiques lorsqu'il sera question d'instruire un procès concurrentement, sous prétexte que la demeure des Juges ecclésiastiques est hors la jurisdiction de nosdits Juges, nous leur attribuons pour raison de ce toute Cour & Jurisdiction, même hors l'étendue de leur territoire. Ne pourront les Présidiaux & les Prévôts des Maréchaux connoître des procès criminels des Ecclésiastiques en aucun cas: pourront néanmoins en cas prévôiaux & présidiaux informer seulement, & faire la capture en flagrant délit, pour être ensuite les procès instruits & jugés conformément à nos Ordonnances. Et en cas de délaissement des Ecclésiastiques aux Juges d'Eglise, il ne sera rien pris pour le salaire des Juges, soit pour l'instruction & jugement du délaissément, à peine de concussion.

XIX.

Nos Juges donneront & prêteront main forte au plutôt que faire se pourra pour l'exécution des Sentences des Juges d'Eglise, sans en prendre connoissance de cause.

XX.

Défendons à nos Cours de Parlement & autres Juges, de contraindre les Curés, leurs Vicaires & autres Ecclésiastiques, de publier au Prône aucunes choses profanes, sauf à les faire publier par Sergens ou Huissiers à l'issue de la Messe paroissiale. Publieront néanmoins les Curés & autres Ecclésiastiques, de l'ordre des Evêques diocésains, qui leur sera envoyé concernant notre service & le bien de notre Etat, suivant nos ordres & les dépêches que nous en ferons ausdits Evêques.

XXI.

Les Regens, tant des Collèges que des petites Ecoles, même dans les Bourgs & Villages, seront Catholiques; & nul ne pourra tenir Ecole, qu'il ne soit examiné par l'Evêque, ou par ses Vicaires, & qu'il n'ait fait entre leurs mains sa profession de foi, sans préjudice néanmoins des Ecoles & Collèges accordés à ceux de la R. P. R.

XXII.

Les Syndics & Promoteurs des Diocèses seront reçus Parties pour poursuivre les différends qui pourront intervenir, en exécution des Edits de pacification, & des Déclarations par nous faites en faveur de la Religion catholique & des Ecclésiastiques.

XXIII.

Défendons à tous Libraires d'imprimer ni vendre aucuns Livres qui concernent la Religion, s'ils n'ont été premièrement approuvés par l'Evêque diocésain, ou par son Vicaire général, & par les Docteurs qui sont commis, nonobstant tous privilèges par nous accordés aux particuliers, ou aux Communautés séculières ou régulières, telles qu'elles soient, & sans préjudice des défenses portées par nos privilèges aux particuliers des Communautés, de publier aucun Livre sans la permission de leurs Supérieurs, lesquelles tiendront pour ce regard. Comme aussi défendons ausdits Libraires d'exposer en vente, ni faire une seconde impression des Livres qui ont été une fois censurés sans qu'il apparaisse de l'approbation & attestation sùdites desdits Evêques, que lesdits Livres ont été corrigés conformément à la censure. Ne pourront pareillement les Juges des lieux empêcher la publication des Livres de piété & dévotion, & autres qui seront imprimés par ordre & approbation des Evêques pour l'instruction de leurs Diocésains.

XXIV.

Lorsqu'il échéra de rendre grace à Dieu pour quelque faveur obtenue du Ciel, ou pour en demander de nouvelles, les Archevêques, Evêques, ou leurs Vicaires généraux en seront avertis par nos Lettres, & en donneront l'heure s'accommodant aux plus ordinaires & propres à telles cérémonies, & en donneront avis aux Gouverneurs, Cours de Parlement & autres Officiers & Maisons de Ville afin qu'ils assistent en Corps aux Eglises où se feront les prières publiques.

XXV.

Et afin que la décence soit gardée ausdites Eglises, nous défendons à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient d'occuper ausdites Eglises les

places destinées aux Ecclésiastiques, même les hautes chaires du chœur affectées aux Chanoines & autres Ecclésiastiques qui font le Service; si ce n'est lorsque nos Cours de Parlement, ou autres nos Cours Souveraines qui sont en possession iront en Corps; auquel cas les dignités & Chanoines se réduiront aux six chaires les plus honorables de chacun côté, & laisseront les autres chaires pour les Officiers desdites Cours. N'entendons aussi que les Gouverneurs logent aux Maisons épiscopales de leurs Gouvernemens, quand même les Evêques y consentiroient ou l'offriroient, ni qu'eux ou autres personnes laïques exigent des Prédicateurs qui leur adressent la parole.

XXVI.

Voulons aussi que l'Ordre ecclésiastique soit conservé en son ancienne splendeur & dignité; & pour cet effet que les Pairs ecclésiastiques tiennent le premier rang proche de notre personne & en nos Parlemens qui leur a été accordé d'ancienneté. Et pour les Archevêques & Evêques étant en leur Diocèse qu'ils précédent en toutes assemblées générales & particulières les Gouverneurs qui ne seront Princes de notre Sang, & qu'aux assemblées générales des Maisons de Ville, les Vicaires généraux des Archevêques & Evêques y tiennent la deuxième place, sans préjudice néanmoins de la coutume des lieux où les Evêques & leurs Vicaires généraux son en droit ou en possession comme Seigneurs ou autrement de tenir la première place, de présider & d'avoir la direction de la Police. Et au surplus, voulons & entendons que les Ecclésiastiques soient traités honorablement par nos Officiers comme étant le premier Ordre de notre Royaume.

XXVII.

Et pour remédier aux abus qui se commettent pour conserver les Bénéfices incompatibles, nous voulons que dès lors qu'un Bénéfice aura été impétre par incompatibilité, celui sur lequel l'impétration aura été faite, ne jouira que des fruits du Bénéfice auquel il résidera & fera le Service. Et les fruits de l'autre Bénéfice, ou de tous les deux Bénéfices, si aucuns des contendans n'ont résidé & fait le Service, seront employés aux réparations, ornemens & profit de l'Eglise où sont les Bénéfices, par l'Ordonnance de l'Archevêque ou Evêque ordinaire, laquelle sera exécutée nonobstant toutes appellations, même comme d'abus, & tous autres empêchemens.

XXVIII.

Défendons à tous Juges d'avoir égard aux Provisions expédiées en forme gratuite, si l'Impétrant n'a informé auparavant de ses vie, mœurs & Religion pardevant l'Evêque diocésain des lieux où le Bénéfice est situé & subi l'examen pardevant lui, dont sera fait mention esdites provisions, & que depuis l'obtention d'icelles, il n'ait obtenu le Vise dudit Evêque ou de son Vicaire général.

XXIX.

Les Archevêques & Evêques ordonneront aux Abbés, Prieurs, Chapitres & autres Ecclésiastiques qui jouissent des droits de Curés primitifs des Paroisses qui sont desservies par Curés amovibles, de leur nommer dans certain temps des Prêtres de la qualité requise pour être institués Vicaires perpétuels. Et en défaut de ladite nomination & ledit temps passé, institueront esdites eures des Vicaires perpétuels, auxquels ils assigneront une portion congrue & convenable à ce qui peut être nécessaire pour leur entretien, eu égard à l'étendue de la Paroisse, & le Service qu'il y faudra faire.

XXX.

Les Paroissiens seront obligés de rétablir les Presbytères & Maisons d'habitation

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 175.

Les Curés, démolies par l'injure des guerres civiles ou par caducité, & fournir d'ornemens aux Eglises, nonobstant tous Arrêts à ce contraires. Et pour cet effet ils pourront se cotiser & lever sur eux jusqu'à la somme de trois cens livres une fois seulement, en vertu de Lettres d'assiette qui leur seront accordées sans frais aux Chanceliers, & s'en fera le département tant sur les nobles de la Paroisse qu'autres, de l'avis des Paroissiens, sans frais à la Paroisse, & compteront desdites trois cens livres comme des autres deniers de leur Fabrique. Défendons aux Elus & à tous autres Juges de les inquiéter pour raison desdits comptes.

XXXI.

N'entendons que la Police soit ôtée aux Juges ecclésiastiques qui ont droit d'en connaître, sans préjudice à nos Officiers de présider aux assemblées générales de Police. Pour ce qui est des Notaires & sergens Royaux, le XXII article de l'Edit de 1606, sera observé, & les Juges des Ecclésiastiques pourront être nommés Consuls, Maires, Echevins & Lieutenans des Villes de leur demeure, ainsi que les autres habitans des Villes.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Baillifs, Sénéchaux, Présidiaux & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire publier & enregistrer, & faire exactement garder & observer tout ce qu'elles contiennent, sans permettre qu'il y soit contrevenu; car tel est notre plaisir..... Donné à Paris au mois de Février, l'an de grâce mil six cent cinquante-sept, & de notre regne le quatorzième. Signé, LOUIS.

Le Roi a fait expédier des Duplicata de la présente Déclaration pour envoyer à chacun des Parlemens, mais elle n'a été enregistrée par aucun.

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

Portant défenses à toutes personnes de faire aucunes assemblées ni Confrairies, Congrégations & Communautés en cette Ville ni par-tout ailleurs, sans l'expresse permission du Roi.

Du 15 Décembre 1660.

VU par la Cour la requête présentée par le Procureur général du Roi contenant qu'encore par les Ordonnances du Royaume & par plusieurs Déclarations du Roi, & Arrêts de la Cour, il ait été fait défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, de provoquer aucunes assemblées, Congrégations publiques & particulieres dans le Royaume, sous quelque titre & prétexte que ce soit, sans l'ordre & permission expresse de Sa Majesté, il auroit eu avis qu'il s'étoit produit plusieurs assemblées, Congrégations & Communautés dans plusieurs endroits de cette ville, notamment sur les paroisses de saint Eustache, saint Sulpice, fauxbourg saint Jacques & saint Antoine, où le Substitut dudit Suppliant s'étoit transporté par son ordre assisté du Commissaire Galliot, & notamment en un lieu appelé le refuge saint Paul où se sont trouvés plusieurs femmes & filles détenues sans aucun ordre de Justice, ainsi qu'il appert par le procès verbal dudit Commissaire, fait en présence dudit Substitut, & d'autant que sous le voile de piété & de dévotion, qui sert de prétexte à l'établissement desdites assemblées, il s'y commet de notables abus tant parce que l'on y enferme toutes sortes de personnes sans l'autorité & l'aveu du Juge ordinaire, que parce que l'on y peut pratiquer des caballes & des intrigues ruineuses & préjudiciables au service de l'Estat & du public. A ces causes, requeroit ledit suppliant que défenses fussent faites à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles puissent

Ann. 1660.

être de faire aucunes assemblées, Confrairies, Congrégations & Communautés soit en cette ville ou ailleurs sans l'expresse permission du Roi, & Lettres-patentes vérifiées en la Cour, enjoint audit Substitut dudit suppliant, & tous autres Juges qu'il appartiendra d'y tenir la main, qu'à la requête, poursuite & diligence, les Commissaires du Châtelet seront tenus de se transporter en tous les endroits où ils auront avis qu'il se tient pareilles assemblées, Congrégations, Communautés, Confrairies & lieux appelés refuges, soit dans les Maisons publiques ou particulières, pour du tout dresser procès verbal, qu'ils seront tenus mettre incessamment entre les mains dudit Substitut, pour y être pourvu à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance; que l'Arrêt qui interviendrait seroit lu & publié, ladite requête signée du suppliant; ou le rapport de maître Jean du Tillet, Conseiller du Roi en ladite Cour, tout considéré; ladite Cour ayant égard à ladite requête a fait inhibitions & défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de faire aucunes assemblées illicites, ni Confrairies, Congrégations & Communautés en cette ville, & par-tout ailleurs, sans l'expresse permission du Roi & Lettres-patentes vérifiées en ladite Cour, comme aussi de tenir aucunes prisons & retenir aucuns sujets du Roi contre leur volonté, dans maisons & chartres privées sous quelque prétexte que ce soit; enjoint aux Substituts dudit Procureur général d'y tenir la main chacun en leur ressort; ordonne qu'à la requête, poursuite & diligence du Substitut dudit Procureur général au Châtelet, les Commissaires dudit Châtelet, se transporteront en tous les endroits où ils auront avis qu'il se tient pareilles Assemblées, Congrégations, Communautés, Confrairies, prisons, & lieux appelés Refuges, soit dans les maisons publiques ou particulières dont ils dresseront procès-verbal, qu'ils seront tenus mettre entre les mains dudit Substitut pour y être pourvu: & sera le présent Arrêt, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait en Parlement le treizième Décembre mil six cent soixante. Signé, ROBERT.

DECLARATION DU ROI,

Portant que les publications pour affaires temporelles ne seront faites qu'à l'issue des Messes de Paroisses: défenses de tenir Foires & Marchés, & des danses publiques les Dimanches & les Fêtes; d'ouvrir les jeux de Paume & Cabarets; & aux Bâteleurs & autres, de faire aucune représentation pendant les heures du Service divin.

Du 16 Décembre 1698.

Ann. 1698. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. L'obligation dans laquelle nous sommes de procurer autant qu'il nous est possible, que le Service divin soit célébré avec toute la décence & la dignité convenable, & que nos Sujets y assistent aussi assiduellement qu'ils le doivent, nous a engagé à défendre par l'article XXXII, de notre Edit du mois d'Avril 1695, que l'on y publiât aucune chose profane qui pût l'interrompre. Et comme nous avons été informés que cette disposition n'étoit pas exécutée pour ce qui regarde nos affaires; & que les articles des Ordonnances d'Orléans & de Blois, que les Rois Charles IX, & Henry III, nos prédécesseurs ont fait pour empêcher que nos Sujets ne fussent détournés d'assister au Service divin, ne soit pas observés aussi ponctuellement qu'il seroit à désirer, nous avons estimé nécessaire d'y pourvoir. A ces causes, & autres considérations à ce nous mouvant, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que l'Article XXII de notre Edit du mois d'Avril 1695, soit exécuté suivant sa forme & teneur, même à l'égard de ce qui regarde nos propres affaires; que les publications en soient faites seulement à l'issue des Messes de Paroisses par les Officiers qui en seront chargés, & que les publications qui seront faites de cette sorte, soient de même

effect

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 177

effet & vertu que si elles étoient faites aux prônes desdites Messes, nonobstant tous Edits, Déclarations & coutumes à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé & dérogeons à cet égard. Ordonnons pareillement que les articles XXIII, XXIV, & XXV, de l'Ordonnance d'Orléans, & le XXXVIII, de celle de Blois, portant défenses de tenir des Foires & Marchés, & des danses publiques les Dimanches & les Fêtes; d'ouvrir les jeux de Paumes & Cabarets, & aux Bâteleurs & autres gens de cette sorte, de faire aucune représentation pendant les heures du Service divin, tant les matins que les après-dinées, soient exécutés. Enjoignons à tous nos Juges & autres ressortissans nument en nos Cours de Parlement, de les faire lire & publier de nouveau dans leurs ressorts, avec notre présente Déclaration, & d'en certifier nosdites Cours en la maniere accoutumée; & à eux & tous autres Juges de punir les contrevenans par condamnations d'amende, & autres peines plus graves, s'il y échet, suivant l'exigence des cas. Si donnons en mandemens à nos amés & léaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier & réviser, & icelles exécuter selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le seizième jour de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-dix-huit, & de notre règne le cinquante-sixième. *Signé, L O U I S. Es sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX,* Et sceillées du grand sceau de cire jaune.

Registrées en Parlement, le 31 Décembre 1698. Signé, D O N G O I S.

ARREST DE REGLEMENT,

Qui défend les danses publiques, les Foires & Marchés aux jours de Dimanches & de Fêtes.

Du 3 Septembre 1667.

SUR ce qui a été remontré par le Procureur général du Roi que suivant & conformément aux Ordonnances par Arrêt donné en la Cour des Grands-Jours, le 14 Décembre 1665, les danses publiques & Fêtes appellées Baladoires introduites par quelques Seigneurs Haut Justiciers pour avoir prétexte d'en tirer un tribut honteux de leurs justiciables pour la permission d'icelles, auroient été entièrement supprimées pour les désordres qui s'y commettoient ordinairement, & défenses de tenir Foires & Marchés dans l'étendue du ressort desdits Grands-Jours es jours de Dimanches, fêtes du Patron & autres fêtes annuelles & solennelles, & comme la qualité desdites fêtes annuelles & solennelles n'auroit été réglée par ledit Arrêt, les Commissaires départis es Provinces desdits Grands-Jours pour l'exécution des Arrêts qui y avoient été donnés, auroient trouvé que sous prétexte de ce qu'on continuoient en quelques endroits la tenue desdites Foires & Marchés es mêmes jours qu'au paravant, requérant y être pourvu par la Cour, & que ce qui avoit été réglé par ledit Arrêt pour le ressort de la Cour des Grands-Jours fut exécuté dans tout le ressort de la Cour. Vu ledit Arrêt du 14 Décembre 1665, & le procès-verbal de Me Jean Nau, Conseiller en ladite Cour, Commissaire député es Provinces de Lyonnois, Forêt, Beaujolois & Maconnais, la matiere mise en délibération, la Cour a ordonné & ordonne que ledit Arrêt du 14 Décembre 1665, sera exécuté dans toute le ressort d'icelle; ce faisant, conformément aux Ordonnances, seront & demeureront les danses publiques, appellées fêtes Baladoires & autres semblables, supprimées: fait défenses à toutes personnes d'en faire aucunes & à tous Seigneurs Hauts-Justiciers, tant ecclésiastiques que séculiers & à leurs Officiers de les permettre, ni de souffrir que les Foires & Marchés soient tenus es Fêtes solennelles de Pâques, Pentecôte, de tous les Saints, Noël, Saint Sacrement, de la Visite, de l'Ascension, Circoncision, Epiphanie, Dimanches & Fêtes du Patron, à peine de cent livres d'amende, tant contre chacun des contrevenans, que

les Seigneurs qui les auront souffertes & les Officiers qui ne les auront pas empêchées, & si aucunes Foires & Marchés échéent ausdits jours seront remis à autres subséquens, & à cette fin sera le présent Arrêt lu & publié aux Prônes des Messes Paroissiales de chacune Eglise du ressort de la Cour : enjoint à tous Curés d'en faire la publication & aux Substituts du Procureur général des lieux d'y tenir la main & d'en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement le 3 Septembre 1667.

Voyez sur cette matière l'Arrêt du 25 Avril 1673 & l'article XXV de l'Ordonnance d'Orléans.

ARREST DU PARLEMENT DE PARIS,

Pour le Diocèse de Noyon, portant défense de faire des danses les Dimanches & Fêtes.

Du 9 Août 1700.

Ann 1700. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, au premier des Huissiers de notre Cour de Parlement, ou autre Huissier ou Sergent sur ce requis, sçavoir faisons, que vu par la Cour la requête à elle présentée par Antoine Lucas, Prestre, Chanoine de l'Eglise de Noyon, Syndic du Clergé du Diocèse, contenant que les danses qui sont un reste du Paganisme, la source & l'occasion d'une infinité de désordres, sont si contraires à la sanctification des Dimanches, & si nuisibles à la Religion, qu'en conséquence des articles XXIII de l'Edit d'Orléans & XXXVIII de celui de Blois, la Cour a rendu plusieurs Arrêts solennels, entre autres l'Arrêt donné en la Cour des Grands-Jours le 14 de Décembre 1665, & celui du 3 Septembre 1667, pour maintenir les Chrétiens dans la retenue que la Religion qu'ils professent leur doit inspirer; le sieur Evêque de Noyon suivant l'exemple des plus saints Prélats de l'Eglise s'est toujours opposé à ces abus dont il a arrêté le cours dans son Diocèse durant plusieurs années; qu'au préjudice des Arrêts de la Cour les désordres recommencent avec autant de violence que de scandale dans quelques endroits où ils n'avoient pas été abolis entièrement, les exhortations charitables sont à présent inutiles à cet égard, les efforts des Curés les plus zélés sont impuissans, ils ne reçoivent sur ce sujet aucune protection des Juges des lieux: que comme suivant l'article L de l'Edit vérifié en la Cour le 14 Mai 1695, les Syndics des Diocèses peuvent être requis à poursuivre les affaires qui regardent la Religion, il a été conseillé de se pourvoir. A ces causes requeroit qu'il plût à ladite Cour ordonner qu'à la requête & diligence dudit suppliant les Arrêts des 14 Décembre 1665 & 3 Septembre 1667 seront exécutés selon leur forme & teneur, & en particulier dans le Diocèse de Noyon, en conséquence & conformément aux Ordonnances, faire défenses à toutes personnes de faire aucunes danses les Dimanches & fêtes, à tous Seigneurs Haut-Justiciers, tant ecclésiastiques que séculiers, & à leurs Officiers de le permettre ni souffrir, à peine de cent livres d'amende tant contre chacun des contrevenants que contre les Seigneurs qui les auront souffertes & les Officiers qui ne les auront point empêchées; enjoint à tous les Curés & Vicaires du Diocèse de Noyon de publier le présent Arrêt aux Prônes des Messes paroissiales & aux Substituts du Procureur du Roi des lieux d'y tenir la main. Vu aussi lesdits Arrêts & autres pièces attachées à ladite requête signée Cheviel le jeune Procureur. Oui le rapport de Me Jean Brochard, Conseiller; tout considéré: notredite Cour ayant égard à la requête du Suppliant ordonne qu'à la requête des Substituts de notre Procureur général dans les Sièges, poursuivre & diligence du suppliant, lesdits Arrêts des 14 Décembre 1665, & 3 Septembre 1667, seront exécutés dans le Diocèse de Noyon, & en conséquence conformément aux Ordonnances, fait défenses à toutes personnes de faire des danses publiques les Dimanches & Fêtes, à tous Seigneurs hauts Justiciers & à leurs Officiers de le permettre ni souffrir à peine de cent livres d'amende contre

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 179

les contrevenans, même contre les Officiers qui ne les auront point empêchées, & sera le présent Arrêt publié aux Prônes des Messes paroissiales par les Curés ou Vicaires. Enjoins aux Substitués de notre Procureur général de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Donné en Parlement le 9 Août 1700, & de notre regne le cinquante-huitième. Par la Chambre. Signé, DU TILLET, &c.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI.

Sur l'honneur qu'on doit rendre aux Evêques dans leurs visites.

Du 19 Janvier 1651.

SUR ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil, par les sieurs Evêques Ann. 1651.
d'Agen & de Bazas, que les peuples des villes de leurs Diocèses sont refuseurs de leur faire porter le Poile par les Jurats & Consuls desdites villes, revêus de leurs robes, chaperons & livrées consulaires, aux entrées & visites qu'ils font en icelles, ainsi qu'ils y sont obligés, & qu'il est dû ausdits sieurs Evêques, suivant le Pontifical & le cérémonial de l'Eglise, & notamment ceux des villes de Penne & de la Reole, lesquels oubliant le respect dû aux ordres précis qu'ils ont eu de Sa Majesté, de leur rendre cet honneur par ses Lettres du 20 Avril 1648, & nonobstant les sommations qui leur en ont été faites de la part desdits sieurs Prélats en conséquence d'icelles, persistent à ne leur vouloir point porter ledit Poile, ainsi qu'il appert par les procès-verbaux qui ont été faits sur leur refus. Et d'autant que l'autorité de Sa Majesté est offensée par le mépris que les peuples de Penne & de la Reole ont fait de ses ordres, & que les honneurs que demandent lesdits sieurs Evêques sont fondés sur le droit commun de toute l'Eglise, dont Sa Majesté aussi bien que tous les Rois ses prédécesseurs a toujours pris la protection, requeroient qu'il lui plût pourvoir à ce qu'ils ne recussent point diminution en leurs personnes, non plus qu'en celles de tous les autres Prélats de son Royaume. Vu l'extrait du Chapitre second du cérémonial des Evêques, ensemble celui du Pontifical, les Lettres du Roi aux Habitans des villes de Penne & de la Reole du 21 Avril 1648, portant injonction de recevoir lesdits sieurs Evêques avec tous les honneurs dûs à leur dignité, même de leur porter le Poile sous peine de défobéissance; le procès-verbal fait par le sieur Evêque d'Agen du 7 Juin 1648, contenant le refus fait par les Jurats, Consuls & Habitans de la ville de Penne de lui porter le Poile. Autre procès-verbal du sieur Evêque de Bazas du 6 Juin 1648, contenant pareil refus à lui fait par les Jurats & les Consuls de la ville de la Reole. Le Roi étant en son Conseil, de l'avis de la Reine Regente sa mere présente, désirant conserver les cérémonies ecclésiastiques qui vont à honorer les Evêques, & maintenir les peuples dans le respect qui leur est dû; a ordonné & ordonne aux Jurats & Consuls des villes de Penne & de la Reole de recevoir dans lesdites Villes, aux entrées & visites qu'ils y feront, les sieurs Evêques d'Agen & de Bazas, avec tous les honneurs dûs à leur dignité, même de leur porter le Poile, revêus de leurs robes, chaperons & livrées Consulaires, à peine de défobéissance & de punition contre les contrevenans. Veut sadite Majesté que tous les Evêques de son Royaume soient reçus aux entrées & visites qu'ils feront dans les villes de leurs Diocèses, conformément ausdits Pontifical & Cérémonial: enjoignant à cet effet aux Jurats, Consuls, Mayres, Echevins, Capitouls & autres Magistrats des villes de les recevoir avec leurs robes, chaperons & livrées Consulaires, & leur porter en cet habit le Poile par-tout où il conviendra, ce que Sa Majesté veut être observé, même dans les Villes & aux lieux où l'usage de cette cérémonie auroit été depuis long-temps interrompu ou négligé, encore bien qu'il ne pût être justifié par aucun acte. Ordonne en outre sadite Majesté à tous ses Gouverneurs & Lieutenans dans les Provinces, aux Procureurs généraux de ses Parlemens, leurs Substitués & à tous autres Juges de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, la

EDIT DE LOUIS XIV,

Du mois de Juin 1643.

Enregistré au Parlement le 11 Août de la même année contre les Duels.

ARTICLE PREMIER.

Ann. 1643. C Eux qui s'estimeront offensés en leur réputation, seront tenus d'en porter leur plainte à sa Majesté, ou à Messieurs les Maréchaux de France, afin que l'injure qu'ils auront reçue, soit réparée de telle sorte, qu'ils en soient pleinement satisfaits en leur honneur.

I I.

Que ceux qui seront demeurans dans les Provinces, s'adresseront aux Gouverneurs & Lieutenans généraux de Sa Majesté, qui décideront aussi-tôt les différends, si faire se peut, sinon en avertiront Sa Majesté, pour ensuite faire exécuter ses ordres, & commandemens sur ce sujet.

I I I.

Que celui qui aura offensé, sera tenu de comparoir lorsqu'il lui aura été ordonné, & à faute de ce faire, après que le commandement lui en aura été signifié par deux fois, à sa personne, ou à son domicile, avec la plainte de l'offensé, il sera ajourné à trois brefs jours, & ne paroissant point, il sera suspendu de son honneur, déclaré incapable de porter les armes, & renvoyé aux Cours de Parlement pour être puni comme refractaire aux Ordonnances.

I V.

Il est enjoint aux Maréchaux de France, que sur l'avis qu'ils auront des différends survenus entre personnes qui font profession des armes, ils mandent aux parties de comparoir devant eux, leur fassent défenses d'en venir au combat, & ensuite en connaissance de cause, ils ordonnent une satisfaction si avantageuse à l'offensé, qu'il ait sujet d'en demeurer content & satisfait.

V.

Que si l'injure est jugée par lesdits sieurs Maréchaux, toucher à l'honneur de l'offensé; l'offensé soit privé pour six ans de ses charges, offices & pensions, sans y pouvoir être rétabli qu'après ce temps, & après avoir satisfait à la partie, en la manière qu'il a été ordonné.

V I.

Que si l'offensé n'a ni charge ni pension, il soit privé pendant six ans du tiers de son revenu, & ce tiers appliqué à l'Hôpital Royal, & s'il n'a point de revenus, il tienne prison deux ans entiers.

V I I.

Qu'en cas que les offensés refusent de subir le Jugement desdits sieurs Maréchaux de France auxquels est attribuée l'autorité de juger, & décider absolument tous différends concernant le point d'honneur, ils fassent arrêter par leurs Prévôts, & retenir en prison les refractaires jusques à ce qu'ils aient satisfait, & obéi, & outre ces peines pourront encore être condamnés en des amendes, déclarés déchus des privilèges de noblesse, & imposés à la taille comme roturiers.

VIII.

Que les offensés ou prétendants l'être, qui ne voudront s'adresser ausdits sieurs Maréchaux de France ou aux Gouverneurs des Provinces, & appelleront au combat ceux par qui ils croient avoir été offensés seront déchus de plus jamais pouvoir obtenir la réparation de l'offense qu'ils prétendent avoir reçue; seront privés de toutes les charges, offices, pensions & autres grâces qu'ils tiendront du Roi, sans espérance de les pouvoir jamais recouvrer; seront bannis pour trois ans hors du Royaume, avec confiscation de la moitié de leur bien, que les Châteaux & les Maisons Seigneuriales par eux possédées seront rasées, & les fossés comblés.

IX.

Il est enjoint à ceux qui seront appelés en duel, d'en donner avis au Roi, ausdits sieurs Maréchaux de France, ou aux Gouverneurs des Provinces, quoi faisant toutes les charges, offices & pensions des appellans leur sont adjugés, déclarant Sa Majesté qu'elle tient, & tiendra toujours le refus de se battre pour preuve certaine d'une valeur bien conduite, & digne d'être employée dans les guerres aux plus honorables, & importantes charges.

X.

Que si au contraire ceux qui seront appelés sont si foibles, & si lâches d'accepter le combat, ils sont déclarés privés & déchus de toutes les charges, offices, & pensions, & autres grâces qu'ils tiendront du Roi, seront bannis pour trois ans, avec confiscation du tiers de leur revenu, & sujets aux mêmes peines que les appellans. Et si l'appellant ou l'appellé s'étant battus, l'un d'eux, ou tous deux sont tués, le procès sera fait à la mémoire des morts comme criminels de lèse-Majesté divine & humaine, & leurs corps traînés à la voirie avec défenses aux Curés, Vicaires & tous autres Ecclésiastiques de les ensevelir, ni souffrir être enterrés en terre sainte.

XI.

Que ceux qui serviront de second, & de tiers dans les duels, seront sujets aux mêmes peines que les appellans.

XII.

Que ceux qui porteront les billets pour faire appel ou qui conduiront aux combats, soit laquais ou autres, de quelque condition qu'ils puissent être, seront punis de mort, nonobstant toutes Lettres de grâces, ou remissions qui pourroient être obtenues pour eux.

XIII.

Que ceux qui auront été spectateurs d'un duel, s'ils s'y sont rendus exprès pour ce sujet, seront dégradés des armes, & privés pour toujours des charges, dignités & pensions qu'ils posséderont.

XIV.

Que si ceux qui auront auparavant eu différend ou querelle, viennent à se rencontrer, ou à se battre seuls, ou en pareil état, & nombre de part & d'autre, à pied ou à cheval, seront sujets aux mêmes peines que si c'étoit un duel; sauf si en d'autres rencontres il arrivoit combat de nombre inégal, & sans aigreur précédente, à procéder contre les seuls agresseurs & coupables, & les punir par les voyes ordinaires.

XV.

Que ceux qui se donneront rendez-vous pour se battre hors du Royaume, ou sur la frontière, seront punis de même peine, que ceux qui se seront donné le rendez-vous, ou se seront battus dans le Royaume.

XVI.

Il est enjoint aux Huissiers, Commissaires, Lieutenans de Robbe-courte, Prévôts des Maréchaux & autres, que sur le bruit d'un combat arrivé, ils se transportent à l'instant sur les lieux, arrêtent les coupables & les constituent prisonniers. Et pour chacune capture, leus est adjugée une somme de quinze cens livres, à prendre sur le bien des coupables.

XVII.

Défenses sont faites aux Princes, aux Officiers de la Couronne, & aux Gouverneurs des Provinces, de donner retraite aux coupables dans leurs maisons & châteaux; à eux, enjoint de les livrer entre les mains des Officiers de Justice, & en cas de refus seront tenus de s'absenter pour un an.

XVIII.

Pareilles défenses sont faites à tous autres sujets du Roi, & au cas que les coupables soient trouvés dans leurs maisons ou Châteaux, ordonné que leurs maisons ou Châteaux seront rafées, & eux bannis pour deux ans.

XIX.

Que sur les procès-verbaux de perquisition, même sur la simple notoriété, il sera décrété prise de corps contre les coupables absens, qui ne pourront faire enthériner les Lettres de remission par eux obtenues, qu'ils ne soient actuellement prisonniers.

XX.

Que s'il arrive que nonobstant les défenses portées par cet Edit, il y ait eu appel, duel, ou combat, en ce cas la connoissance n'en appartiendra point aux Maréchaux de France, & Gouverneurs des Provinces, mais aux Cours de Parlement, pour ce qui arrivera aux environs des Villes, où elles ont leur stances, & plus loin entre personnes de grande qualité, & hors ces cas, aux Juges Royaux ordinaires, à la charge de l'appel, avec défenses au grand Prévôt de l'Hôtel, ses Lieutenans, tous autres Prévôts & Lieutenans, d'en connoître, à peine de nullité.

XXI.

Toutes dispositions faites en fraude évidente de cet Edit, six mois avant le crime commis, ou depuis le crime commis, en quelque manière que ce soit, sont déclarées nulles.

Enfin le Roi Déclare avoir fait jurer aux Secrétaires d'Etat, de ne jamais signer aucunes Lettres contraires au présent Edit, & à Monsieur le Chancelier de n'en jamais sceller.



EDIT DU ROI,

Contre les Duels.

Du 7 Septembre 1651.

L OUIS, par la grâçe de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présens & à venir, Salut. Nous estimons ne pouvoir plus efficacement attirer les grâces & bénédictions du Ciel sur nous & sur nos Etats, qu'en commençant nos actions à l'entrée de notre Majorité, par une forte & sévère opposition aux pernicipieux désordres des Duels & Combats par rencontres, dont l'usage est non-seulement contraire aux Loix de la Religion chrétienne, & aux nôtres; mais très-préjudiciable à nos Sujets, & spécialement à notre Noblesse, dont la conservation nous est aussi chère qu'elle est importante à l'Etat: & bien que nous ayons, à l'exemple des Rois nos prédécesseurs fait tout notre possible depuis notre avènement à cette Couronne pour réprimer un mal dont les effets sont si funestes en général & aux principales familles de notre Royaume; ayant par derniers Edits & Déclarations & Réglemens, & sous de notables peines, prohibé tous les Combats singuliers, & autres entre nos Sujets & pour quelque cause, & sous quelque prétexte qu'ils puissent être entrepris; néanmoins nos soins n'ont pas eu le succès que nous en espérons, voyant avec un extrême déplaisir que la longueur de la guerre que nous avons été obligés de soutenir contre la couronne d'Espagne, après avoir été justement entreprise par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & père, de glorieuse mémoire, que Dieu absolve, ou par les mouvemens intestins pendant quelques années, que nous avons heureusement apaisé encore par la douceur qu'il a convenu exercer pendant notre minorité; cette licence s'est accrue à tel point, & deviendrait irrémissible, si nous ne prenions une ferme résolution comme nous faisons présentement, d'empêcher avec la rigueur la plus sévère, & par toutes les voyes raisonnables, les injures faites à nos Edits & Ordonnances en une matière de si grande conséquence. A ces causes, & autres bonnes & grandes considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, où étoient la Reine notre très-honorée Dame & mere, notre très-cher & très-ami oncle le Duc d'Orléans, nos très-chers & très-amés Cousins les Princes de Condé & de Conti, & autres Princes, Ducs, Pairs, & Officiers de notre Couronne, & principaux de notre dit Conseil: & après avoir examiné icelui ce que nos très-chers & bien-amés cousins les Maréchaux de France, qui se sont assemblés plusieurs fois sur ce sujet par notre exprès commandement, nous ont représenté des causes de cette licence, & des moyens de la réprimer & faire cesser à l'avenir: nous avons en renouvelant les défenses portées par les Edits & Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & en y ajoutant ce que nous avons jugé nécessaire, sans néanmoins les révoquer ni annuler, dit, déclaré, statué, & ordonné, disons, déclarons, statons & ordonnons par notre présent Edit perpétuel & irrévocable, voulons & nous plaît, ce qui ensuit.

ARTICLE PREMIER.

Premièrement, nous exhortons tous nos Sujets, & leur enjoignons de vivre à l'avenir les uns avec les autres, dans la paix, l'union, & la concorde nécessaire pour la conservation, celle de leurs Familles, & celle de l'Etat, à peine d'encourir notre indignation, & de châtimens exemplaires: nous leur ordonnons aussi de garder le respect convenable à chacun selon sa qualité, sa dignité, & son rang, & d'apporter mutuellement les uns avec les autres tout ce qui dépendra d'eux pour prévenir tous différends, débats & querelles, notamment celles qui peuvent être suivies des voyes de fait, de se donner les uns aux autres sincèrement & de bonne foi, tous les éclaircissemens nécessaires sur les plaintes & mauvaises satisfactions qui pourront survenir entr'eux, & d'empêcher que l'on ne vienne aux mains en quelque manière que ce soit, ce faisant que nous réputerons ce procédé pour un effet de l'obéissance qui nous est due, & que nous tenons plus con-

forme aux règles du véritable honneur, aussi-bien qu'à celles du Christianisme; aucuns ne pouvant se dispenser de cette mutuelle charité sans contrevenir aux Commandemens de Dieu, aussi bien qu'aux nôtres.

I I.

Et d'autant qu'il n'y a rien si honnête, ni qui gagne davantage les affections du public & des particuliers, que d'arrêter le cours des querelles en leur source; nous ordonnons à nos très-chers & bien-amés Cousins les Maréchaux de France, & aux Gouverneurs & nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, de s'employer eux-mêmes très-soigneusement & incessamment à terminer tous les différends qui pourroient arriver entre nos Sujets, par les voyes, & ainsi qu'il leur en est donné pouvoir par lesdits Edits & Ordonnances des Rois nos prédécesseurs & en outre nous donnons pouvoir à nosdits Cousins de commettre en chacun des Bailliages ou Sénéchaussées de notre Royaume, un, ou plusieurs Gentilshommes, selon l'étendue d'icelles, qui soient de qualité, d'âge, & capacité requises, pour recevoir les avis des différends qui surviendront entre les Gentilshommes, Gens de guerre, & autres nos Sujets; les envoyer à nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou au plus ancien d'eux, ou aux Gouverneurs, ou à nos Lieutenans Généraux aux gouvernemens de nos Provinces, lorsqu'ils y seront présens; & donnons pouvoir ausdits Gentilshommes qui seront ainsi commis, de faire venir pardevant eux en l'absence desdits Gouverneurs & nosdits Lieutenans Généraux, tous ceux qui auront quelque différend, pour les accorder, ou les renvoyer pardevant nosdits Cousins les Maréchaux de France, au cas que quelqu'une des parties se trouve lésée par l'accord desdits Gentilshommes: & pour cette fin, nous enjoignons très-expressement à tous Prévôts des Maréchaux, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts, Greffiers, & Archers, d'obéir promptement & fidèlement, sur peine de suspension de leurs Charges, & de privation de leurs gages, ausdits Gentilshommes commis sur le fait desdits différends, soit qu'il faille assigner ceux qui auront querelle, les constituer prisonniers, saisir & annuler leurs biens, ou faire tous autres actes nécessaires pour empêcher les voyes de fait, & pour l'exécution des ordres desdits Gentilshommes ainsi commis, le tout aux frais & dépens des parties.

I I I.

Nous déclarons en outre, que tous ceux qui assisteront, ou se rencontrent (quoiqu'inopinément) aux lieux où se commettront des offenses à l'honneur, soit par des rapports ou discours injurieux, soit par manquement de promesse, ou paroles données, soit par démentis, coups de main, ou autres outrages, de quelque nature qu'ils soient, seront à l'avenir obligés d'en avertir nos Cousins les Maréchaux de France, ou les Gouverneurs & Lieutenans Généraux des Provinces, ou les Gentilshommes commis par lesdits Maréchaux, sur peine d'être réputés complices desdites offenses, & d'être poursuivis, comme y ayant tacitement contribué, pour ne s'être pas mis en devoir d'en empêcher les mauvaises suites. Voulons pareillement, & nous plaît, que ceux qui auront connoissance de quelques commencemens de querelles & animosités, causées par des procès qui seroient sur le point d'être intentés entre Gentilshommes, pour quelques intérêts d'importance, soient obligés à l'avenir d'en avertir nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou les Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, ou en leur absence les Gentilshommes commis dans les Bailliages, afin qu'ils empêchent de tout leur pouvoir que les parties ne sortent des voyes civiles & ordinaires, pour venir à celles de fait.

I V.

Lorsque nosdits Cousins les Maréchaux de France, les Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, où les Gentilshommes commis auront eu avis de quelque différend entre les Gentilshommes, & entre tous ceux qui font profession des armes dans notre Royaume, & pays de notre obéissance; lequel procédant de parole outragée,

ORDONNANCES DECLARATIONS, &c. §. XVI. 185

outrageuse, ou autre cause touchant l'honneur, semblera devoir les porter à quelque ressentiment extraordinaire, nosdits Cousins les Maréchaux de France enverront aussitôt des défenses très-expresse aux parties de se rien demander par les voyes de fait, directement ou indirectement, & les feront assigner à comparoir incessamment pardevant eux pour y être réglés. Que s'ils appréhendent que lesdites parties soient tellement animées, qu'elles n'apportent pas tout le respect & la déférence qu'elles doivent à leurs Ordres, ils leur enverront incontinent des Archers des Gardes de la Connétablie & Maréchaussée de France, pour se tenir près de leur personne, aux frais & dépens desdites parties, jusqu'à ce qu'elles se soient rendues pardevant eux. Ce qui sera aussi pratiqué par les Gouverneurs ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, dans l'étendue de leurs Gouvernemens & Charges, en faisant assigner pardevant eux ceux qui auront querelle, ou leur envoyant de leurs Gardes, ou quelques autres personnes qui se tiendront près d'eux, pour les empêcher de venir aux voyes de fait : & nous donnons pouvoir aux Gentilshommes commis dans chaque Bailliage, de tenir en l'absence des Maréchaux de France, Gouverneurs, & Lieutenans Généraux aux Provinces, la même procédure envers ceux qui auront querelle, & se servir des Prévôts des Maréchaux, leurs Lieutenans, Exempts, & Archers, pour l'exécution de leurs Ordres.

V.

Ceux qui auront querelle étant comparus pardevant nos Cousins les Maréchaux de France, ou Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, ou en leur absence devant lesdits Gentilshommes, s'il apparoit de quelque injure atroce qui ait été faite avec avantage, soit de dessein prémédité, ou de gayeté de cœur, nous voulons & entendons, que la partie offensée en reçoive une réparation & satisfaction si avantageuse qu'elle ait tout sujet d'en demeurer contente ; confirmant en tant que besoin est par notre présent Edit l'autorité attribuée par les seurs Rois nos très-honorés Ayeul & Pere à nosdits Cousins les Maréchaux de France, de juger & décider par jugement souverain, tous différends concernant le point d'honneur & réparation d'offense, soit qu'ils arrivent dans notre Cour, ou en quelque autre lieu de nos Provinces où ils se trouveront, & ausdits Gouverneurs ou Lieutenans Généraux, le pouvoir qu'ils leur ont aussi donné pour même fin chacun en l'étendue de sa Charge.

V I.

Et parce qu'il se commet quelquefois des offenses si importantes à l'honneur, que non-seulement les personnes qui les reçoivent en sont touchées, mais aussi le respect qui est dû à nos Loix & Ordonnances y est manifestement violé ; nous voulons que ceux qui auront fait de semblables offenses, outre les satisfactions ordonnées à l'égard des personnes offensées, soient encore condamnés par lesdits Juges du point d'honneur à souffrir prisons, bannissemens, & amendes. Considérant aussi qu'il n'y a rien qui soit si déraisonnable, ni de si contraire à la profession d'honneur que l'outrage qui se feroit pour le sujet de quelque intérêt civil, ou de quelque procès qui seroit intenté pardevant les Juges ordinaires ; nous voulons que dans les accommodemens des offenses provenues de semblables causes, lesdits Juges du point d'honneur tiennent toute la rigueur qu'ils verront raisonnable pour la satisfaction de la partie offensée, & que pour la réparation de notre autorité blessée, ils ordonnent, ou la prison durant l'espace de trois mois au moins, ou le bannissemens pour autant de temps des lieux où l'Offensant sera sa résidence, ou la privation du revenu d'une année ou deux, de la chose contestée, icelui applicable à l'Hopital de la Ville où le procès sera intenté.

V I I.

Comme il arrive beaucoup de différends entre les Gentilshommes à cause des chasses, des droits honorifiques des Eglises, & autres prééminences des Fiefs & Seigneuries, pour être fort mêlées avec le point d'honneur ; nous voulons & entendons, que nosdits

Cousins les Maréchaux de France, les Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, & les Gentilshommes commis dans les Bailliaages ou Sénéchauffées, apportent tout ce qui dépendra d'eux, pour faire que les parties conviennent d'Arbitres, qui jugent sommairement avec eux, sans aucunes consignations ni épices, le fond de semblables différends, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement, lorsque l'une des parties se croira lésée par la Sentence arbitrale.

VIII.

Au cas qu'un Gentilhomme refuse ou diffère sans aucune cause légitime d'obéir aux ordres de nos Cousins les Maréchaux de France, ou à ceux des autres Juges du point d'honneur; comme de comparoître pardevant eux, lorsqu'il aura été assigné par acte spécifié à lui ou à son domicile; & aussi lorsqu'il n'aura pas subi le banissement ordonné contre lui, il y sera incessamment contraint, après un certain temps que lesdits Juges lui prescriront, soit par garnison qui sera posée dans sa maison, ou par emprisonnement de la personne; ce qui sera soigneusement exécuté par les Prévôts de nosdits Cousins les Maréchaux, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, sur peine de suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages, suivant les Ordonnances desdits Juges, & ladite exécution sera faite aux frais & dépens de la partie défobéissante ou réfractaire; que si lesdits Prévôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, ne peuvent exécuter ledit emprisonnement, ils saisiront & annoteront tous les revenus dudit banni ou défobéissant, pour être appliqués & demeurés acquis durant tout le temps de sa défobéissance; savoir la moitié à l'Hôpital de la Ville où il y a Parlement établi, & l'autre moitié à l'Hôpital du lieu où il y a Siège Royal, dans le ressort duquel Parlement & Siège Royal les biens dudit banni ou défobéissant se trouveront, afin que s'entraïdant dans la poursuite, l'un puisse fournir l'avis & la preuve, & l'autre interposer notre autorité par celle de la Justice pour l'effet de notre intention: & au cas qu'il y ait des dettes précédentes qui empêchent la perception de ce revenu applicable au profit desdits Hôpitaux, la somme à quoi il pourra monter, vaudra une dette hypothéquée sur tous les biens meubles & immeubles du banni, pour être payée & acquittée dans son ordre, du jour de la condamnation qui interviendra contre lui.

IX.

Nous ordonnons en outre en conséquence de notre Déclaration de l'an 1646, publiée & enregistrée en notre Cour de Parlement, que ceux qui auront eu des Gardes de nos Cousins les Maréchaux de France, des Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, ou desdits Gentilshommes commis, & qui s'en seront dégagés en quelque manière que ce puisse être, soient punis avec rigueur, & ne puissent être reçus à l'accommodement sur le point d'honneur, que les coupables de ladite garde enfreinte n'ayent tenu prison, & qu'à la requête de notre Procureur à la Connétablie, & des Substitués aux autres Maréchauffées de France, le procès ne leur ait été fait selon les formes requises par nos Ordonnances: voulons & nous plaît, que sur le procès verbal, ou rapport des Gardes qui seront ordonnés près d'eux, il soit sans autre information décrété contre eux à la requête desdits Substitués, & leur procès sommairement fait.

X.

Bien que le soin que nous prenons de l'honneur & de la réputation de notre Noblesse paraisse assez par le contenu aux Articles précédens, & par la soigneuse recherche que nous faisons des moyens estimés les plus propres pour éteindre les querelles dans leur naissance, & rejeter sur ceux qui offensent, le blâme & la honte qu'ils méritent; néanmoins appréhendant qu'il ne se trouve encore des gens assez osés pour contrevvenir à nos volontés si expressément expliquées, & qui présumant d'avoir raison en cherchant à se venger, nous voulons & ordonnons, que celui qui s'estimant offensé fera un appel à qui que ce soit pour soi-même, demeure déchu de pouvoir jamais avoir satisfaction de l'of-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 187

l'enſe qu'il prétendra avoir reçue, qu'il ſoit banni de notre Cour, ou de ſon pays, durant l'eſpace de deux ans pour le moins ; qu'il ſoit ſuſpendu de toutes ſes Charges, & privé du revenu d'icelles durant trois ans, ou bien qu'il ſoit retenu priſonnier ſix mois entiers, & condamné de payer une amende à l'Hôpital du lieu de ſa demeure, ou de la Ville la plus prochaine, qui ne pourra être de moindre valeur que le quart de ſon revenu d'une année. Permettons à tous Juges d'augmenter leſdites peines, ſelon que les conditions des perſonnes, les ſujets des querelles, comme procès intentés, ou autres intérêts civils, les défenses ou gardes enfreintes ou violées, les circonſtances des lieux & des temps, rendront l'appel plus puniſſable. Que ſi celui qui eſt appellé, au lieu de reſuſer l'appel & d'en donner avis à nos Couſins les Maréchaux de France, ou aux Gouverneurs, ou nos Lieutenans Généraux en nos Provinces, ou Gentilshommes commis, ainſi que nous lui enjoignons de faire, va ſur le lieu de l'aſſignation, ou fait eſſort pour cet eſſet, il ſoit puni des mêmes peines de l'Appellant.

X I.

Et d'autant qu'outre le blâme & le crime que doivent encourir ceux qui appelleront, il y a de certaines perſonnes qui méritent doublement d'en être châtiées & réprimées ; comme lorſqu'elles ſ'attaquent à ceux qui ſont leurs Bienfaiteurs, Supérieurs, ou Seigneurs, & perſonnes de commandement, & relevées par leur qualité & charge, & ſpécialement quand les querelles naiſſent pour des actions d'obéiſſance, auxquelles une condition, charge, ou emploi ſubalterne, les ont ſoumiſes, ou par des châtimens qu'ils ont ſubſ par l'autorité de ceux qui ont le pouvoir de les y aſſujettir, conſidérant qu'il n'y a rien de plus néceſſaire pour le maintien de la diſcipline, même entre ceux qui ſont profeſſion des armes, que le reſpect envers ceux qui les commandent ; nous voulons & ordonnons, que ceux qui s'emporteront à cet excès, & notamment qui appelleront leurs Chefs, ou autres qui ont droit de leur commander, ſoient ſuſpendus ou privés de toutes leurs Charges, & de tout le revenu d'icelles durant ſix ans ; qu'ils ſoient bannis de notre Cour, ou de leur pays, pour quatre ans, ou retenus priſonniers un an entier, & condamnés de payer une amende aux Hôpitaux des lieux, ou des plus voiſins, laquelle ne pourroit être de moindre valeur que la moitié de tous leurs revenus. Enjoignant très-expreſſément à noſdits Couſins les Maréchaux de France, & ſingulièrement aux Généraux de nos armées, dans leſquelles ce défordre eſt plus fréquent qu'en nul autre lieu, de tenir la main à l'exaſte & ſévère exécution du préſent Article. Que ſi les Chefs, ou Officiers ſupérieurs, & les Seigneurs qui auront été appellés, reçoivent l'appel, & ſe mettent en état de ſatisfaire les Appellans, ils ſeront punis de mêmes peines de baniſſemens, ſuſpension de leurs Charges, & revenus d'icelles, priſons & amendes ci-deſſus ſpécifiées, ſans qu'ils puiſſent en être diſpenſés, quelques inſtances & ſupplications qu'ils nous en faſſent.

XII.

Si ceux que nous aurons été contraints de priver de leurs Charges pour les cas ci-deſſus mentionnés, ſ'en reſſentent contre ceux que nous en aurions pourvus, en les appellant, ou excitant au combat par eux-mêmes, ou par autrui, par rencontre, ou autrement ; nous voulons qu'eux, & ceux dont ils ſe ſeront ſervis, ſoient dégradés de Nobleſſe, deſtitués pour jamais de toutes leurs Charges, bannis de notre Cour, & de leur pays pour ſix ans, ou retenus priſonniers deux ans entiers, & condamnés de payer aux Hôpitaux, comme dit eſt, trois années de leur revenu, ſans pouvoir jamais être relevés deſdites peines : & généralement que ceux qui viendroient pour la ſeconde fois à violer notre préſent Fais comme Appellans, & notamment ceux qui ſe ſeroient ſervis de ſeconds pour porter leurs Appels, ſoient punis de mêmes peines d'infamie, deſtitutions de Charges, baniſſemens, priſons, & amendes, encore qu'il ne ſ'en ſoit enſuiivi aucun combat.

XIII.

Si contre les défenses portées par notre présent Edit, l'Appellant & l'Appellé venoient au combat actuel, nous voulons & ordonnons, qu'encore qu'il n'y ait eu aucun de blessé ou de tué, le procès criminel & extraordinaire soit fait contre eux; qu'ils soient sans rémission punis de mort, que tous leurs biens, meubles & immeubles nous soient confisqués, le tiers d'iceux applicable à l'Hôpital de la Ville où est le Parlement, dans le ressort duquel le crime aura été commis, & conjointement à l'Hôpital du Siège Royal le plus proche du lieu du délit, & les deux autres tiers tant aux frais des captures & de la Justice, qu'en ce que les Juges trouveront équitables d'adjuger aux femmes & enfans, si aucuns y a, pour leur nourriture & entretenement, seulement leur vie durant. Que si le crime se trouve commis dans les Provinces où la confiscation n'a point de lieu, nous voulons & entendons, qu'au lieu de ladite confiscation, il soit pris sur les biens des criminels, au profit desdits Hôpitaux, une amende dont la valeur ne pourra être moindre que le tiers des biens des criminels: ordonnons & enjoignons à nos Procureurs généraux, leurs Substituts, & ceux qui auront l'administration desdits Hôpitaux, de faire des soigneuses recherches & poursuites desdites sommes & confiscations, pour lesquelles leur action pourra durer pendant le temps & espace de vingt ans, quand même ils ne feroient aucunes poursuites qui la pût proroger, lesquelles sommes & confiscations ne pourront être remises ni diverties pour quelques causes & prétextes que ce soit, dérogeant par le présent Edit à toutes les Lettres que nous pourrions accorder pour cet effet, auxquelles nous défendons très-expressément d'avoir aucun égard, comme ayant été obtenues par surprise, & contre notre intention. Que si l'un des combattans, ou tous les deux sont tués, nous voulons & ordonnons, que le procès criminel soit fait contre la mémoire des morts, comme contre criminels de lèse-Majesté divine & humaine; que leurs corps soient privés de la sépulture, défendant à tous Curés, leurs Vicaires, & autres Ecclesiastiques, de les enterrer, ni souffrir être enterrés en Terre sainte, confiscant en outre comme dessus, tous leurs biens meubles & immeubles: & quant au survivant qui aura tué, outre la susdite confiscation de tous ses biens, il sera irrémédiablement puni de mort, suivant la disposition des Ordonnances.

XIV.

Encore que nous esperions que nos défenses & des peines si justement ordonnées contre les Duels, retiendront dorénavant tous nos Sujets d'y tomber; néanmoins s'il s'en recontroit encore d'assez téméraires pour oser contrevenir à nos volontés, non-seulement en se faisant raison par eux-mêmes, mais en y engageant de plus dans leurs querelles & ressentimens des seconds, tiers, ou autre plus grand nombre de personnes, ce qui ne se peut faire que par une lâcheté artificieuse, qui fait chercher à ceux qui sentent leur foiblesse, la sûreté dont ils ont besoin dans l'adresse & le courage d'autrui; nous voulons que ceux qui se trouveront coupables d'une si criminelle & si lâche contravention à notre présent Edit, soient sans rémission punis de mort, quand même il n'y auroit aucun de blessé ni de tué dans ces combats avec des seconds; que tous leurs biens soient confisqués comme dessus, que leurs armes soient noircies & brisées publiquement par l'Exécuteur de la haute-Justice, qu'ils soient dégradés de Noblesse, & déclarés eux & leurs descendans roturiers, & incapables de tenir jamais aucunes Charges, sans que Nous, ni les Rois nos successeurs, les puissions rétablir, ni leur ôter la note d'infamie qu'ils auront justement encourue, tant pour l'infraction du présent Edit, que par leur lâche artifice, & ce nonobstant toutes lettres de grace & abolition qu'ils pourroient obtenir de nous, auxquelles nous défendons à tous Juges d'avoir aucun égard. Et comme nul châtiment ne peut être assez grand pour punir ceux qui s'engagent si légèrement & si criminellement dans le ressentiment d'offenses où ils n'ont aucune part, & dont ils devroient plutôt procurer l'accommodement pour la conservation & satisfaction de leurs amis, que d'en poursuivre la vengeance par des voyes aussi destituées de véritable valeur & courage, comme elles le sont de charité & d'amitié chrétienne; nous voulons

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 189

que tous ceux qui tomberont dans le crime d'être second ou tiers, soient punis des mêmes peines que nous avons ordonnées contre ceux qui les employeront.

X V.

D'autant qu'il se trouve des gens de naissance ignoble, & qui n'ont jamais porté les armes, qui sont assez insolens pour appeler des Gentilshommes, lesquels refusant de leur faire raison à cause de la différence des conditions, ces mêmes personnes suscitent & opposent contre ceux qu'ils ont appelés d'autres Gentilshommes, d'où il s'ensuit quelquefois des meurtres d'autant plus détestables, qu'ils proviennent d'une cause abjecte: nous voulons & ordonnons, qu'en tel cas d'appel ou de combats, principalement s'ils sont suivis de quelques grandes blessures, ou de mort, desdits ignobles ou roturiers, qui seront dûment atteints & convaincus d'avoir causé & promu semblables désordres, soient sans rémission pendus & étranglés, tous leurs biens meubles & immeubles confisqués, les deux tiers aux Hôpitaux des lieux, ou des plus prochains, & l'autre tiers employé aux frais de la Justice, à la nourriture & entretenement des veuves & enfans des défunts, si aucuns y a; permettant en outre aux Juges desdits crimes d'ordonner sur les biens confisqués telles récompenses qu'ils aviseront raisonnables aux dénonciateurs & autres qui auront découvert lesdits cas, afin que dans un crime si punissable chacun soit invité à la dénonciation d'icelui: & quant aux Gentilshommes qui se feront ainsi battus pour des injures & contre des personnes indignes, nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonnées contre les seconds, s'ils peuvent être appréhendés, sinon il sera procédé contre eux par défaut & consumace, suivant la rigueur des Ordonnances.

X V I.

Nous voulons que tous ceux qui porteront sciemment des billets d'Appel, ou qui conduiront aux lieux des Duels ou rencontres, comme laquais ou autres domestiques, soient punis du fouet & de la fleur de lys pour la première fois; du banissement & des Galleres à perpétuité, s'ils retombent dans la même faute, sans que nos Cours souveraines, ou autres Juges, ayent aucun égard aux grâces & rémissions qui pourroient être obtenues en leur faveur: & quant à ceux qui auront été spectateurs d'un Duel, si ils s'y sont rendus exprès pour ce sujet, nous voulons qu'ils soient privés pour toujours des Charges, dignités & pensions qu'ils possèdent: que s'ils n'ont aucunes Charges, le quart de leurs biens soit confisqué & appliqué aux Hôpitaux; & si le délit a été commis en quelque Province où la confiscation n'ait point de lieu, qu'ils soient condamnés à une amende au profit desdits Hôpitaux, laquelle ne pourra être de moindre valeur que le quart des biens desdits spectateurs, que nous réputons avec raison complices d'un crime si détestable, puisqu'ils y assistent & ne l'empêchent pas tant qu'ils peuvent, comme ils y sont obligés par les Loix divines & humaines.

X V I I.

Et d'autant qu'il est souvent arrivé que pour éviter la rigueur des peines ordonnées par tant d'Edits contre les Duels, plusieurs ont recherché les occasions de se rencontrer pour couvrir le dessein prémédité qu'ils avoient de se battre; nous voulons & ordonnons, que ceux qui prétendront avoir reçu quelque offense, & qui n'en auront point donné avis aux susdits Juges du point d'honneur, & qui viendront à se rencontrer & se battre seuls, ou en pareil état & nombre, avec armes égales de part & d'autre, à pied ou à cheval, soient sujets aux mêmes peines que s'il étoit un Duel. Et pource qu'il s'est encore trouvé de nos Sujets, qui ayans pris querelle dans nos Etats, & s'étant donné rendez-vous pour se battre hors d'iceux, ou sur nos frontières, ont cru par ce moyen pouvoir éluder l'effet de nos Edits; nous voulons que tous ceux qui en useront ainsi, soient poursuivis tant en leurs biens durant leur absence, qu'en leurs personnes après leur retour, comme s'ils avoient contrevenu au présent Edit dans l'étendue & sans sou-

tir de nos Provinces, les jugeant d'autant plus criminels & punissables, que les premiers mouvemens dans la chaleur & nouveauté de l'offense ne les peuvent plus excuser, & qu'ils ont eu assez de loisir pour modérer leur ressentiment, & s'abstenir d'une vengeance si défendue.

XVIII

Toutes les Loix, pour bonnes & saintes qu'elles soient, deviennent inutiles au public, si elles ne sont observées & exécutées : pour cet effet, nous enjoignons & commandons très-expressement à nos Cousins les Maréchaux de France, auxquels appartient, sous notre autorité, la connoissance & décision des contentions & querelles qui concernent l'honneur & la réputation de nos Sujets, de tenir la main exactement & diligemment à l'observation de notre présent Edit, sans y apporter aucune modération, ni permettre que par faveur, connivence, ou autre voye il y soit contrevenu en aucune manière nonobstant toutes Lettres closes & Patentes, & tous autres commandemens qu'ils pourroient recevoir de nous, auxquels nous leur défendons d'avoir aucun égard, sur tant qu'ils désient nous obéir, & pour donner d'autant plus de moyens à nosdits Cousins les Maréchaux de France, d'empêcher & réprimer la licence effrénée des Duels & rencontres; considérant d'ailleurs que la diligence importe grandement pour la punition de tels crimes; & que les Prevôts de nosdits Cousins les Maréchaux, les Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans criminels de Robe-courte, se trouvant le plus souvent à cheval pour notre service, pourront être plus prompts & plus propres pour procéder contre les coupables des Duels & rencontres, nous en conséquence de notre Déclaration vérifiée en notre Cour de Parlement le 9 Septembre 1647, par laquelle nous leur avons attribué la Jurisdiction ordinaire: avons de nouveau attribué & attribuons l'exécution du présent Edit, tant dans l'enclos des Villes, que hors d'icelles, aux Officiers de la Connétablie & Maréchaussée de France, Prevôts Généraux de ladite Connétablie, de l'Isle de France & des Monnoyes, à tous les autres Généraux, Provinciaux, & Particuliers, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans criminels de Robe-courte, concurremment avec nos Juges ordinaires, & à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement, auxquelles il doit ressortir, dérogeant pour ce regard à toutes les Déclarations & Edits à ce contraires, & portant défenses ausdits Prevôts de connoître des Duels & rencontres.

XIX

Et d'autant qu'il arrive assez souvent que lesdits Prevôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans criminels de Robe-courte, sont négligens dans l'exécution des Ordres de nosdits Cousins les Maréchaux de France; nous voulons & ordonnons que si lesdits Officiers manquent d'obéir au premier Mandement de nosdits Cousins les Maréchaux, ou de l'un d'eux, ou autres Juges du point d'honneur, de sonner ceux qui auront quelque de comparoître au jour assigné, de les saisir & arrêter en cas de refus & de désobéissance, & finalement d'exécuter de point en point, & toutes affaires cessantes, ce qui leur sera mandé & ordonné par nosdits Cousins les Maréchaux de France, & Juges du point d'honneur, ils soient par nosdits Cousins punis & châtiés de leur négligence par suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages, lesquels pourront être réellement arrêtés & saisis sur la simple Ordonnance de nosdits Cousins les Maréchaux de France ou de l'un d'eux, assignée à la personne ou au domicile du Trésorier de l'ordinaire de nos Guerres qui sera en année. Nous ordonnons en outre ausdits Prevôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans & Archers, chacun en leur ressort, sur les mêmes peines de suspension & privation de leurs gages, que sur le bruit d'un combat arrivé, ils se transportent à l'instant sur les lieux pour arrêter les coupables, & les constituer prisonniers dans les prisons Royales les plus proches du lieu du délit; voulant que pour chacune capture il leur soit payé la somme de quinze cens livres, à prendre, avec les autres frais de Justice, sur le bien le plus clair des coupables, & préférentiellement aux confiscations & amendes que nous avons ordonné ci-dessus: & pour n'obmettre rien de ce qui peut servir à une exacte & sévère recherche des coupables des Duels & rencontres, nous enjoignons très-expressement ausdits Prevôts, Vice-Baillifs,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. 3. XVI. 191

Vice-Sénéchaux, Lieutenans criminels de Robe-courte, & autres Officiers de la Con-
nétable & Maréchaussée de France, de tenir soigneusement avertis de trois en trois
mois nosdits Cousins les Maréchaux de France, des contraventions à notre présent
Edit, afin qu'ils nous en puissent informer, & recevoir sur ce nos commandemens &
ordres.

X X.

Et comme les coupables, pour éviter de tomber entre les mains de la Justice, se re-
tirent d'ordinaire chez les Grands de notre Royaume, nous faisons très-expresse inhi-
bitions & défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de
recevoir dans leurs Hôtels & Maisons ceux qui auront contrevenu à notredit présent Edit.
Et au cas qu'il s'en trouve quelques-uns qui leur donnent asyle, & qui refusent les re-
mettre entre les mains de la Justice sitôt qu'ils en seront requis, nous voulons que les
procès-verbaux qui en seront dressés, & dûement attestés par lesdits Prevôts des Maré-
chaux & autres Juges, soient incontinent & incessamment envoyés aux Procureurs gé-
néraux de nos Cours de Parlement, & à nosdits Cousins les Maréchaux, afin qu'ayant
pris avis d'eux, nous fassions rigoureusement procéder à la punition de ceux qui proté-
gent de si criminels défordres.

X X I.

Que si nonobstant tous les soins & diligences prescrites par les Articles précédens, la
crédit & l'autorité des personnes intéressées dans ces crimes, en détournent les preuves
par menaces ou artifices, nous ordonnons que sur la simple requisition qui sera faite
par nos Procureurs généraux ou leurs Substitués, il soit décerné Monitoires par les
Officiaux des Evêques des lieux, lesquels seront publiés & fulminés selon les formes
canoniques, contre ceux qui refuseront de venir à révélation de ce qu'ils sauront tou-
chant les Duels & rencontres arrivées. Nous ordonnons en outre, & conformément à
notre Déclaration de l'année 1646, vérifiée en notre Cour de Parlement de Paris, qu'à
l'avenir nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, sur l'avis qu'ils auront
des combats qui auront été faits, feront leurs requisitions contre ceux qui par notoriété
en seront estimés coupables; & que conformément à icelles, nosdits Cours sans autres
preuves, ordonnent que dans les délais qu'elles jugeront à propos ils seront tenus de se
rendre dans les Prisons, pour se justifier & répondre sur les requisitions de nosdits Pro-
cureurs généraux. Et à faute dans ledit temps de satisfaire aux Arrêts qui seront signifiés
à leurs domiciles, nous voulons qu'ils soient déclarés atteints & convaincus des cas à
eux imposés, & comme tels, qu'ils soient condamnés aux peines portées par nos Edits.
Enjoignons à nosdits Procureurs généraux, de nous tenir avertis des condamnations
qui seront rendues, & des diligences qu'ils apporteront pour l'exécution d'icelles, &
d'en envoyer les procédures à notre très-cher & seel le Chancelier de France.

X X I I.

Nous voulons pareillement & ordonnons, que dans les lieux éloignés des Villes,
où nos Cours de Parlement sont séantes, lorsqu'après toutes les perquisitions & recher-
ches susdites, les coupables des Duels & rencontres ne pourront être trouvés, il soit
à la requête des Substitués de nos Procureurs généraux, sur la simple notoriété du fait,
décerné prise de corps contre les absens; & qu'à faute de les pouvoir appréhender en
vertu du decret, tous leurs biens soient saisis, & qu'ils soient adjournés à trois brefs
jours constituifs; & sur iceux les défauts soient mis es mains de nos Procureurs gé-
néraux, ou à leurs Substitués, pour en être le profit adjugé sans autre forme ni figure de
procès, dans huitaine, après le crime commis.

X X I I I.

Pour empêcher les surprises de ceux qui pour obtenir des grâces, nous déguiseroient
la vérité des combats arrivés, & mettroient en avant des faux-faits, pour faire croire

que lesdits combats seroient survenus inopinément, & ensuite de querelles prises sur le champ; nous ordonnons que nul ne pourra poursuivre au Sceau l'expédition d'aucune grace es cas où il y aura soupçon de Duel ou rencontre préméditée, qu'il ne soit actuellement prisonnier à notre suite, ou bien dans la principale prison du Parlement; dans le ressort duquel le combat aura été fait, où étant vérifié qu'il n'a contrevenu en aucune sorte à notre présent Edit, & après avoir sur ce pris l'avis de nos Cousins les Maréchaux de France, nous pourrions lui accorder des Lettres de rémission en connoissance de cause.

XXIV.

Toutes les peines contenues dans le présent Edit, pour la punition des contrevenans à nos volontés, seroient inutiles & de nul effet, si par les moufs d'une Justice & fermeté inflexibles, nous ne maintenions les Loix que nous avons établies, à cet effet; nous jurons & promettons en foi & parole de Roi, de n'exempter à l'avenir aucune personne, pour quelque cause & considération que ce soit, de la rigueur du présent Edit. Qu'il ne sera par nous accordé aucune rémission, pardon, ou abolition, à ceux qui se trouveront prévenus desdits crimes de Duels & rencontres préméditées; & si aucunes en sont présentées à nos Cours souveraines, auxquelles seules nous entendons que dorénavant toutes rémissions de combats & meurtres soient adressées; nous voulons qu'elles n'y aient aucune égard, quelque cause de notre propre mouvement, & autre dérogoatoire qui puisse y être apposée. Défendons très-expressement à tous Princes & Seigneurs, d'intercéder près de nous, & faire aucune priere pour les coupables desdits crimes, sur peine d'encourir notre indignation. Protestons derechef, que ni en faveur d'aucun Mariage de Prince ou Princesse de notre Sang, ni pour les naissances des Princes & enfans de France qui pourront arriver durant notre regne, ni pour quelque cérémonie & joie universelle de notre Sacre & couronnement, ni pour quelque autre considération générale & particuliere que ce puisse être, nous ne permettrons sciemment être expédiées aucunes Lettres contraires au présent Edit, duquel nous avons ordonné expressement & solennellement l'observation avant notre prochain Sacre & Couronnement, afin de rendre plus authentique & plus inviolable une Loi si chrétienne, si juste, & si nécessaire.

Si donnons en mandement à nos amés & fiaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, chacun en droit soi, que le présent Edit ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelui garder & observer inviolablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere; car tel est notre plaisir; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre icel à cesdites Présentes, sauf en autre chose notre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Septembre, l'an de grace mil six cent cinquante-un, & de notre regne le neuvième. Signé, LOUIS. A côté, Visa: Et plus bas, Par le Roi, DE GUENEAUD. Et scellé du grand sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte. Et encore est écrit;

Lu, publié & enregistré, où, se requerrant & consentant le Procureur général du Roi, pour être exécuté suivant les Ordonnances, & copies collationnées à l'original envoyées aux Baillifs & Sénéchauffes de ce ressort, pour y être pareillement lu, publié, & enregistré. Enjoins aux Substitués du Procureur général d'y tenir la main, & certifier la Cour avoir ce fait au mois. A Paris en Parlement, le Roi y étant, le 7 Septembre 1651. Signé, GUYET.



EDIT DU ROI,

Portant Règlement général sur les Duels.

Donné à S. Germain en Laye au mois d'Août 1679.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous présens & à venir, Salut. Comme nous reconnoissons que l'une des plus grandes graces que nous ayons reçû de Dieu dans le gouvernement & conduite de notre Etat, consiste en la fermeté qu'il lui a plu de nous donner pour maintenir les défenses des duels & combats particuliers, & punir sévèrement ceux qui ont contrevenu à une Loi si juste & si nécessaire pour la conservation de notre Noblesse : nous sommes bien résolus de cultiver avec soin une grace si particulière, qui nous donne lieu d'espérer de pouvoir parvenir pendant notre regne à l'abolition de ce crime ; après avoir été inutilement tenté par les Rois nos prédécesseurs. Pour cet effet, nous nous sommes appliqués de nouveau à bien examiner tous les Edits & Réglemens faits contre les duels, & tout ce qui s'est fait en conséquence, auxquels nous avons estimé nécessaire d'ajouter divers Articles. A ces causes, & autres bonnes & grandes considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, après avoir examiné en notredit Conseil ce que nos très-chers & bien-aimés Cousins les Maréchaux de France, qui se sont assemblés plusieurs fois sur ce sujet, nous ont proposé : nous avons en renouvelant les défenses portées par nos Edits & Ordonnances, & celles des Rois nos prédécesseurs, & en y ajoutant ce que nous avons jugé nécessaire, dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons par notre présent Edit perpétuel & irrévocable, voulons & nous plait :

ARTICLE PREMIER.

Premièrement, nous exhortons tous nos Sujets, & leur enjoignons, de vivre à l'avenir ensemble dans la paix, l'union & la concorde nécessaire pour leur conservation, celle de leurs familles, & celle de l'Etat, à peine d'encourir notre indignation, & de châtimens exemplaires. Nous leur ordonnons aussi de garder le respect convenable à chacun selon sa qualité, sa dignité & son rang, & d'apporter mutuellement les uns avec les autres tout ce qui dépendra d'eux, pour prévenir tous différends, débats & querelles, notamment celles qui peuvent être suivies de voyes de fait ; de se donner les uns aux autres sincèrement, & de bonne foi tous les éclaircissemens nécessaires sur les plaintes & mauvaises satisfactions qui pourront survenir entre eux ; d'empêcher qu'on ne vienne aux mains, en quelque maniere que ce soit, déclarant que nous réputerons ce procédé pour un effet de l'obéissance qui nous est due, & que nous tenons être plus conforme aux maximes du véritable honneur aussi-bien qu'à celles du Christianisme, aucuns ne pouvant se dispenser de cette mutuelle charité, sans contrevenir aux Commandemens de Dieu aussi-bien qu'aux nôtres.

II.

Et d'autant qu'il n'y a rien de si honnête, ni qui gagne davantage les affections du public & des particuliers, que d'arrêter le cours des querelles en leur source : nous ordonnons à nos très-chers & bien-aimés Cousins les Maréchaux de France, soit qu'ils soient en notre suite ou en nos Provinces, & en leur absence à nos Lieutenans généraux enicelles, de s'employer eux-mêmes très-soigneusement & incessamment à terminer tous les différends qui pourront arriver entre nos Sujets, par les voyes & ainsi qu'il leur en est donné pouvoir par les Edits & Ordonnances des Rois nos prédécesseurs. Et en outre nous donnons pouvoir à nosdits Cousins de commettre en chacun des Bailliages ou Sénéchaussées de notre Royaume, un ou plusieurs Gentilshommes, selon l'étendue

Tome VI.

B b

d'icelles, qui soient de qualité, d'âge & capacité requise, pour recevoir les avis des différends qui surviendront entre les Gentilshommes, Gens de guerre, & autres nos Sujets, les renvoyer à nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou au plus ancien d'eux, ou aux Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles, lorsqu'ils y seront présents; & donnons pouvoir ausdits Gentilshommes qui seront ainsi commis, de faire venir pardevant eux, en l'absence des Gouverneurs & nosdits Lieutenans généraux, tous ceux qui auront quelque différend, pour les accorder, ou les renvoyer pardevant nosdits Cousins les Maréchaux de France, au cas que quelque-une des parties se trouve lésée par l'accord desdits Gentilshommes, on ne veuille pas se soumettre à leurs jugemens. Même lorsque lesdits Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles, seront dans les Provinces, en cas que les querelles qui surviendront requièrent un prompt remède pour en empêcher les suites, & que les Gouverneurs fussent absens du lieu où le différend sera survenu: nous voulons que lesdits Gentilshommes commis y pourvoyent sur le champ, & fassent exécuter, le contenu aux Articles du présent Edit, dont ils donneront avis à l'instant ausdits Gouverneurs généraux de nos Provinces, ou en leur absence aux Lieutenans généraux en icelles, pour travailler incessamment à l'accommodement; & pour ceue fin nous enjoignons très-expressement à tous les Prevôts des Maréchaux, Vice-Baillis, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts, Greffiers & Archers, d'obéir promptement & fidèlement, sur peine de suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages, ausdits Gentilshommes commis sur le fait desdits différends, soit qu'il faille assigner ceux qui auront querelle, constituer prisonniers, saisir & annoter leurs biens, ou faire tous autres actes nécessaires pour empêcher les voyes de fait, & pour l'exécution des ordres desdits Gentilshommes ainsi commis, le tout aux frais & dépens des Parties.

III.

Nous déclarons en outre que tous ceux qui assisteront, ou se rencontreront quoiqu'inopinément, aux lieux où se commettront des offenses à l'honneur, soit par des rapports, ou discours injurieux, soit par manquement de promesse ou de parole donnée, soit par démentis, coups de main, ou autres outrages, de quelque nature qu'ils soient, seront à l'avenir obligés d'en avertir nos Cousins les Maréchaux de France, ou lesdits Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles, ou les Gentilshommes commis par nosdits Cousins, sur peine d'être réputés complices desdites offenses, & d'être poursuivis comme y ayant contribué, pour ne s'être pas mis en devoir d'en empêcher les mauvaises suites. Voulons pareillement & nous plain, que ceux qui auront connoissance de quelque commencement de querelles & animosités par les procès qui seroient sur le point d'être intentés entre Gentilshommes, pour quelque intérêt d'importance, soient obligés à l'avenir d'en avertir nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou les Gouverneurs généraux de nosdites Provinces, & Lieutenans généraux en icelles, ou en leur absence, les Gentilshommes commis dans les Bailliages, afin qu'ils empêchent de tout leur pouvoir que les Parties forcent des voyes civiles & ordinaires pour venir à celles de fait. Et pour être d'autant mieux informé de tous les duels & combats qui se font dans nos Provinces, nous enjoignons aux Gouverneurs généraux & Lieutenans généraux en icelles, de donner avis aux Secrétaires d'Etat, chacun en son département, de tous les duels & combats qui arriveront dans l'étendue de leurs Charges, aux premiers Présidens de nos Cours de Parlement, & à nos Procureurs généraux en icelles, de donner pareillement avis à notre très-cher & féal le sieur le Tellier Chancelier de France; & aux Gentilshommes commis, & Officiers des Maréchaussées, aux Maréchaux de France, pour nous en informer chacun à leur égard. Ordonnons encore à tous nos Sujets de nous en donner avis par telles voyes que bon leur semblera, promettant de récompenser ceux qui donneront avis des combats arrivés dans les Provinces, dont nous n'aurons point reçu d'avis d'ailleurs, avec les moyens d'en avoir la preuve.

IV.

Lorsque nosdits Cousins les Maréchaux de France, les Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles en leur absence, ou les Gentilshommes commis auront eu avis de quelque différend entre les Gentilshommes, & entre tous ceux qui sont profession des armes, dans notre Royaume, & pays de notre obéissance, lequel procédant de paroles outrageuses, ou autre cause touchant l'honneur, semblera devoir les porter à quelque ressentiment extraordinaire: nosdits Cousins les Maréchaux de France enverront aussitôt des défenses très-expresses aux Parties de se rien demander par les voyes de fait, directement ou indirectement, & les feront assigner à comparoir incessamment pardevant eux pour y être réglés. Que s'ils appréhendent que lesdites Parties soient tellement animées, qu'elles n'apportent pas tout le respect & la déférence qu'elles doivent à leurs ordres, ils leur enverront incontinent des Archers & Gardes de la Connétable & Maréchaussée de France, pour se tenir près de leur personne, aux frais & dépens desdites Parties, jusqu'à ce qu'elles se soient rendues pardevant eux, ce qui sera ainsi pratiqué par les Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles, dans l'étendue de leurs Gouvernemens & Charges, en faisant assigner pardevant eux ceux qui auront querelle, ou leur envoyant de leurs Gardes, ou quelques autres personnes qui se tiendront près d'eux, pour les empêcher d'en venir aux voyes de fait: & nous donnons pouvoir aux Gentilshommes commis dans chaque Bailliage de tenir, en l'absence des Maréchaux de France, Gouverneurs généraux de nos Provinces, & nos Lieutenans généraux en icelles, la même procédure envers ceux qui auront querelle, & se servir des Prévôts des Maréchaux, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, pour l'exécution de leurs ordres.

V.

Ceux qui auront querelle, étant comparus pardevant nos Cousins les Maréchaux de France, ou Gouverneurs généraux de nos Provinces, & Lieutenans en icelles, ou en leur absence devant lesdits Gentilshommes, s'il apparoît de quelque injure atroce qui ait été faite avec avantage, soit de dessein prémédité, ou de gayeté de cœur, nous voulons & entendons que la Partie offensée en reçoive une réparation & satisfaction si avantageuse, qu'elle ait tout sujet d'en demeurer contente, confirmant en tant que besoin est par notre présent Edit, l'autorité attribuée par les seus Rois nos très-honorés Ayeul & Pere, à nosdits Cousins les Maréchaux de France, de juger & décider par jugement souverain tous différends concernant le point d'honneur, & réparation d'offense, soit qu'ils arrivent dans notre Cour, ou en quelque autre lieu de nos Provinces où ils se trouveront, & ausdits Gouverneurs ou Lieutenans généraux, le pouvoir qu'ils leur ont aussi donné pour même fin, chacun en l'étendue de sa charge.

VI.

Et parce qu'il se commet quelquefois des offenses si importantes à l'honneur, que non-seulement les personnes qui les reçoivent, en sont touchées, mais aussi le respect qui est dû à nos Loix & Ordonnances, y est manifestement violé: nous voulons que ceux qui auront fait de semblables offenses, outre les satisfactions ordonnées à l'égard des Personnes offensées, soient encore condamnés par lesdits Juges du point d'honneur, à souffrir prisons, bannissements & amendes. Considérant aussi qu'il n'y a rien qui soit si déraisonnable, ni de si contraire à la profession d'honneur, que l'outrage qui se feroit pour le sujet de quelque intérêt civil, ou de quelque procès qui seroit intenté pardevant les Juges ordinaires: nous voulons que dans les accommodemens des offenses provenues de semblables causes, lesdits Juges du point d'honneur tiennent toute la rigueur qu'ils verront raisonnable pour la satisfaction de la partie offensée; & que pour la réparation de notre autorité blessée, ils ordonnent ou la prison durant l'espace de trois mois au moins, ou le bannissement pour autant de temps des lieux où l'offensant

fera sa résidence, ou la privation du revenu d'une année ou deux de la chose contestée.

V II.

Comme il arrive beaucoup de différends entre lesdits Gentilshommes; à cause des Chasses, des Droits honorifiques des Eglises, & autres prééminences des Fiefs & Seigneuries, pour être fort mêlées avec le point d'honneur: nous voulons & entendons que nosdits Cousins les Maréchaux de France, les Gouverneurs de nos Provinces & nos Lieutenans en icelles & les Gentilshommes commis dans lesdits Bailliages ou Sénéchaussées, apportent tout ce qui dépendra d'eux, pour obliger les Parties de convenir d'arbitres, qui jugent sommairement avec eux, sans aucune consignation, ni épices, le fonds de semblables différends, à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement lorsqu'une des Parties se trouvera lésée par la Sentence arbitrale.

V III.

Au cas qu'un Gentilhomme refuse ou diffère sans aucune cause légitime d'obéir aux ordres de nos Cousins les Maréchaux de France, ou à ceux des autres Juges du point d'honneur, comme de comparoitre pardevant eux, lorsqu'il aura été assigné par acte signifié à lui ou à son domicile, & aussi lorsqu'il n'aura pas subi le bannissement ordonné contre lui; il y sera incessamment contraint, après un certain temps que lesdits Juges lui prescriront, soit par garnison qui sera posée dans sa maison, ou par l'emprisonnement de sa personne: ce qui sera soigneusement exécuté par les Prevôts de nosdits Cousins les Maréchaux de France, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, sur peine de suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages, suivant les Ordonnances desdits Juges; & ladite exécution sera faite aux frais & dépens de la Partie déobéissante ou réfractaire. Que si lesdits Prevôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exempts & Archers, ne peuvent exécuter ledit emprisonnement, ils saisiront & annoteront tous les revenus dudit banni ou déobéissant, pour être appliqués & demeurer acquis durant tout le temps de sa déobéissance; sçavoir, la moitié à l'Hôpital de la Ville où il y a Parlement établi, & l'autre moitié à l'Hôpital du lieu où il y a Siège Royal, dans le ressort duquel Parlement, ou Siège Royal, les biens dudit banni ou déobéissant se trouveront: afin que s'eux aidant dans la poursuite, l'un puisse fournir l'avis & la preuve; & l'autre interposer notre autorité par celle de la Justice, pour l'effet de notre intention. Et au cas qu'il y ait des dettes précédentes qui empêchent la perception de ce revenu applicable au profit desdits Hôpitaux, la somme à quoi il pourra monter vaudra une dette hypothéquée sur tous les biens meubles du banni, pour être payée & acquittée dans son ordre du jour de la condamnation qui interviendra contre lui.

I X.

Nous ordonnons en outre que ceux qui auront eu des Gardes de nos Cousins les Maréchaux de France, des Gouverneurs généraux de nos Provinces & nos Lieutenans en icelles, ou desdits Gentilshommes commis, & qui s'en seront dégaîés en quelque manière que ce puisse être, soient punis avec rigueur, & ne puissent être reçus à l'accommodement sur le point d'honneur, que les coupables de ladite garde enfreinte n'aient tenu prison, & qu'à la requête de notre Procureur en la Connétablie, & des Substituts aux autres Maréchaussées de France, le procès ne leur ait été fait selon les formes requises par nos Ordonnances. Voulons & nous plaît que sur le procès-verbal ou rapport des Gardes qui seront ordonnés près d'eux, il soit sans autre information décrété contre eux à la requête desdits Substituts, & leur procès sommairement fait.

X.

Blén que le soin que nous prenons de l'honneur de notre Noblesse, paroisse assez par le contenu aux Articles précédens, & par la soignée recherche que nous faisons des

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 197

moiens estimés les plus propres pour éteindre les querelles dans leur naissance, & rejeter sur ceux qui offensent, le blâme & la honte qu'ils méritent ; néanmoins appréhendant qu'il ne se trouve encore des gens assez osés pour contrevenir à nos volontés si expressément expliquées, & qui prétendent d'avoir raison en cherchant à se venger, nous voulons & ordonnons que celui qui s'estimant offensé, fera un appel à qui que ce soit pour soi-même, demeure déchu de pouvoir jamais avoir satisfaction de l'offense qu'il prétendra avoir reçue, qu'il tienne prison pendant deux ans, & soit condamné à une amende envers l'Hôpital de la Ville la plus proche de sa demeure, laquelle ne pourra être de moindre valeur que la moitié du revenu d'une année de ses biens ; & de plus qu'il soit suspendu de toutes ses Charges, & privé du revenu d'icelles durant trois ans. Permettons à tous Juges d'augmenter lesdites peines selon que les conditions des personnes, les sujets des querelles, comme procès intentés, ou autres intérêts civils, les défenses ou gardes enfreintes ou violées, les circonstances des lieux & des temps rendront l'appel plus punissable. Que si celui qui est appelé, au lieu de refuser l'appel, & d'en donner avis à nos Cousins les Maréchaux de France, ou aux Gouverneurs généraux de nos Provinces & nos Lieutenans en icelles, ou aux Gentilshommes commis, ainsi que nous lui enjoignons de faire, va sur le lieu de l'assignation, ou fait effort pour cet effet, il soit puni des mêmes peines de l'appellant. Nous voulons de plus que ceux qui auront appelé pour un autre, ou qui auront accepté l'appel, sans en avoir donné avis auparavant, soient punis des mêmes peines.

XI.

Et d'autant qu'outre la peine que doivent encourir ceux qui appelleront, il y en a qui méritent doublement d'en être châtiés & réprimés, comme lorsqu'ils s'attaquent à ceux qui sont leurs Bienfaiteurs, Supérieurs, ou Seigneurs, & personnes de commandement, & relevés par leur qualité & charges, & spécialement quand les querelles naissent pour des actions d'obéissance, auxquelles une condition, charge ou emploi subalterne les ont soumis, ou pour des châtimens qu'ils ont subi par l'autorité de ceux qui ont le pouvoir de les y assujettir : considérant qu'il n'y a rien de plus nécessaire pour le maintien de la discipline, particulièrement entre ceux qui sont profession des armes, que le respect envers ceux qui les commandent, nous voulons & ordonnons que ceux qui s'emporteront à cet excès, & notamment qui appelleront leurs Chefs ou autres qui ont droit de leur commander, tiennent prison pendant quatre ans, soient privés de l'exercice de leurs Charges pendant ledit temps, ensemble des gages & appointemens y attribués, qui seront donnés à l'Hôpital général de la Ville la plus prochaine ; & en cas que ce soit un inférieur contre un Supérieur, ou Seigneur, il tiendra prison pendant les mêmes quatre années, & sera condamné à une amende qui ne pourra être moindre qu'une année de son revenu : enjoignant très-expressement à nos Cousins les Maréchaux de France, Gouverneurs généraux de nos Provinces, & Lieutenans généraux en icelles, & Gentilshommes commis, & singulièrement aux Généraux de nos armées, dans lesquelles ce désordre peut être plus fréquent qu'en nul autre lieu, de tenir la main à l'exacte & sévère exécution du présent Article. Que si les Chefs ou Officiers supérieurs & les Seigneurs qui auront été appelés reçoivent l'appel, & se mettent en état de satisfaire les appellans, ils seront punis des mêmes peines de prison, de suspension de leurs Charges & revenus d'icelles, & amendes ci-dessus spécifiées, sans qu'ils puissent en être dispensés, quelques instances & supplications qu'ils nous en fassent.

XII.

Et d'autant que nous avons résolu de casser & priver entièrement de leurs Charges tous ceux qui se trouveront coupables dudit crime, même par notoriété : si ceux qui auront été ainsi cassés & privés de leursdites Charges s'en ressentent contre ceux que nous en aurons pourvus, en les appellant, ou excitant au combat par eux-mêmes, ou par autrui, par rencontre, ou autrement, nous voulons qu'eux, & ceux desquels ils se feront servir, tiennent prison pendant six ans, & soient condamnés à l'amende de six

années de leurs revenus, sans pouvoir jamais être relevés desdites peines ; & généralement que ceux qui viendront pour la seconde fois à violer notre présent Edit, comme appellans, & notamment ceux qui se seront servis de seconds pour porter leurs appels, soient punis des mêmes peines de prison, destitutions de Charges, & amendes, encore qu'ils ne s'en soient ensuivi aucun combat.

XIII.

Si contre les défenses portées par notre présent Edit, l'appellant & l'appellé venoient au combat actuel, nous voulons & ordonnons qu'encore qu'il n'y ait aucun de blessé ou de tué, le procès criminel & extraordinaire soit fait contre eux, qu'ils soient sans rémission punis de mort ; que tous leurs biens, meubles & immeubles nous soient confisqués, le tiers d'eux applicable à l'Hôpital de la Ville où est le Parlement, dans le ressort duquel le crime aura été commis, & conjointement à l'Hôpital du Siège Royal le plus proche du lieu du délit, & les deux autres tiers tant aux frais de capture & de la Justice, qu'en ce que les Juges trouveront équitable d'adjuger aux femmes & enfans, si aucuns y a, pour leur nourriture & entretenement seulement leur vie durant. Que si le crime se trouve commis dans les Provinces où la confiscation n'a point de lieu, nous voulons & entendons qu'au lieu de ladite confiscation, il soit pris sur les biens des criminels, au profit desdits Hôpitaux, une amende dont la valeur ne pourra être moindre que la moitié des biens des criminels. Ordonnons & enjoignons à nos Procureurs généraux, leurs Substituts, & ceux qui auront l'administration desdits Hôpitaux, de faire de soigneuses recherches & poursuites desdites sommes & confiscations, pour lesquelles leur action pourra durer pendant le temps & espace de vingt ans, quand même ils ne feroient aucune poursuite qui la put proroger, lesquelles sommes & confiscation ne pourront être remises ni diverties, pour quelque cause & prétexte que ce soit. Que si l'un des combattans, ou tous les deux sont tués, nous voulons & ordonnons que le procès criminel soit fait contre la mémoire des morts, comme contre criminels de lèse-Majesté divine & humaine, & que leurs corps soient privés de la sépulture ; défendant à tous Curés, leurs Vicaires, & autres Ecclesiastiques de les enterrer, ni souffrir être enterrés en terre Sainte : confisquant en outre, comme dessus, tous leurs biens, meubles & immeubles. Et quant au survivant qui aura tué, outre la susdite confiscation de tous ses biens, ou amende de la moitié de la valeur d'eux dans les pays où la confiscation n'a point de lieu, il sera irrémissiblement puni de mort, suivant la disposition des Ordonnances.

XIV.

Les biens de celui qui aura été tué, & du survivant, seront regis par les Administrateurs des Hôpitaux, pendant l'instruction du procès qualifié pour duel, & les revenus employés aux frais des poursuites.

XV.

Encore que nous esperions que nos défenses & des peines si justement ordonnées contre les duels venissent dorénavant tous nos Sujets d'y tomber, néanmoins si l'en rencontre encore d'assez téméraires pour oser contrevenir à nos volontés, non-seulement en se faisant raison par eux-mêmes, mais en y engageant de plus dans leurs querelles & ressentimens, des seconds, tiers, ou autre plus grand nombre de personnes ; ce qui ne se peut faire que par une lâcheté artificieuse, qui fait rechercher à ceux qui sentent leur foiblesse, la fureur dont ils ont besoin, dans l'adresse & le courage d'autrui ; nous voulons que ceux qui se trouveront coupables d'une si criminelle & si lâche contravention à notre présent Edit, soient sans rémission punis de mort, quand même il n'y auroit aucun de blessé, ni de tué dans ces combats ; que tous leurs biens soient confisqués comme dessus, qu'ils soient dégradés de Noblesse, & déclarés roturiers, incapables de tenir jamais aucunes charges ; leurs Armes noircies & brisées publiquement par l'Exécuteur de la Haute Justice. Enjoignons à leurs successeurs de changer leurs Armes & de

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 199

prendre de nouvelles, pour lesquelles ils obtiendront nos Lettres à ce nécessaires; & en cas qu'ils reprissent les mêmes armes, elles seront de nouveau noircies & brisées par l'Exécuteur de la Haute-Justice, & eux condamnés à l'amende de deux années de leurs revenus, applicable moitié à l'Hôpital Général de la Ville la plus proche, & l'autre moitié à la volonté des Juges. Et comme nul châtimement ne peut être assez grand pour punir ceux qui s'engagent si légèrement & si criminellement dans le ressentiment d'offense où ils n'ont aucune part, & dont ils devraient plutôt procurer l'accommodement pour la conservation & satisfaction de leurs amis, que d'en poursuivre la vengeance par des voyes aussi dénuées de véritable valeur & courage, comme elles le sont de charité & d'amitié chrétienne: nous voulons que tous ceux qui tomberont dans le crime d'être seconds, tiers, ou autre nombre également, soient punis des mêmes peines que nous avons ordonnées contre ceux qui les emploieront.

XVI.

D'autant qu'il se trouve des gens de naissance ignoble, & qui n'ont jamais porté les armes, & qui sont assez insolens pour appeler les Gentilshommes, lesquels refusant de leur faire raison à cause de la différence des conditions, ces mêmes personnes fuscient contre ceux qu'ils ont appellés d'autres Gentilshommes; d'où il s'ensuit quelquefois des meurtres d'autant plus détestables, qu'ils proviennent d'une cause abjecte: nous voulons & ordonnons qu'en tel cas d'appel ou de combats, principalement s'ils sont suivis de quelque grande blessure, ou de mort, lesdits ignobles ou roturiers qui seront dûment atteints & convaincus d'avoir causé & promu semblables désordres, soient sans rémission pendus & étranglés; tous leurs biens meubles & immeubles confisqués, les deux tiers aux Hôpitaux des lieux, ou des plus prochains; l'autre tiers employé aux frais de la Justice, à la nourriture & entretenement des veuves & enfans des défunts, si aucuns y a: permettant en outre aux Juges desdits crimes d'ordonner sur les biens confisqués telle récompense qu'ils aviseront raisonnable au dénonciateur & autre qui auront découvert lesdits cas, afin que dans un crime si punissable chacun soit invité à la dénonciation d'icelui. Et quant aux Gentilshommes qui se seront ainsi battus, pour des sujets & contre des personnes indignes, nous voulons qu'ils souffrent les mêmes peines que nous avons ordonné contre les seconds, s'ils peuvent être appréhendés; sinon il sera procédé contre eux par défaut & contumace suivant la rigueur des Ordonnances.

XVII.

Nous voulons que tous ceux qui porteront sciemment des billets d'appel, ou qui conduiront aux lieux des duels ou rencontres, comme laquais, ou autres domestiques, soient punis du fouet & de la Fleur-de-lys pour la première fois; & s'ils retombent dans la même faute, des Galères à perpétuité. Et quant à ceux qui auront été spectateurs d'un duel, s'ils s'y sont rendus exprès pour ce sujet, nous voulons qu'ils soient privés pour toujours des Charges, Dignités & Pensions qu'ils possèdent; que s'ils n'ont aucunes Charges, le quart de leurs biens soit confisqué, & appliqué aux Hôpitaux: & si le délit a été commis en quelque Province où la confiscation n'ait point de lieu, qu'ils soient condamnés à une amende au profit desdits Hôpitaux, laquelle ne pourra être de moindre valeur que le quart des biens desdits spectateurs, que nous répons, avec raison, complices d'un crime si détestable, puisqu'ils y assistent, & ne l'empêchent pas tant qu'ils peuvent, comme ils y sont obligés par les Loix divines & humaines.

XVIII.

Et d'autant qu'il est souvent arrivé que pour éviter la rigueur des peines ordonnées par tant d'Edits contre les duels, plusieurs ont recherché les occasions de se rencontrer, nous voulons & ordonnons que ceux qui prétendront avoir reçu quelque offense, & qui n'en auront point donné avis aux susdits Juges du point d'honneur & qui viendront à se rencontrer, ou à se battre seuls, ou en pareil état & nombre, avec armes égales de part &

d'autre, à pied ou à cheval, soient Sujets aux mêmes peines que si c'étoit un duel. Et pour ce qu'il s'est encore trouvé de nos Sujets, qui ayant pris querelle dans nos Etats, & s'étant donné rendez-vous pour se battre hors d'iceux, ou sur nos frontières, ont par ce moyen pouvoir éluder l'effet de nos Edits, nous voulons que tous ceux qui usent ainsi, soient pour suivis criminellement, s'ils peuvent être pris, sinon par contumace, & qu'ils soient condamnés aux mêmes peines, & leurs biens confisqués, comme s'ils avoient contrevenu au présent Edit, dans l'étendue, & sans sortir de nos Provinces, les jugeant d'autant plus criminels & punissables, que les premiers mouvements dans la chaleur & nouveauté de l'offense ne les peuvent plus excuser, & qu'ils ont eu assez de loisir pour modérer leur ressentiment, & s'abstenir d'une vengeance si défendue, sans qu'ils deux cas mentionnés au présent Article, les prévenus puissent alléguer le cas fortuit, auquel nos défendons à nos Juges d'avoir aucun égard.

XIX.

Et pour éviter qu'une Loi si saine & si utile à nos Etats ne devienne inutile au public, fautive d'observation d'icelle, nous enjoignons & commandons très-expressement à nos Cousins les Maréchaux de France, auxquels appartient, sous notre autorité, la connoissance & décision des contentions & querelles qui concernent l'honneur & la réputation de nos Sujets, de tenir la main exactement & diligemment à l'observation de notre présent Edit, sans y apporter aucune modération, ni permettre que par faveur, connivence, ou autre voye, il y soit contrevenu en aucune manière. Et pour donner d'autant plus de moyens & de pouvoir à nosdits Cousins les Maréchaux de France, d'empêcher & réprimer cette licence esbénée des duels & rencontres, considérant d'ailleurs que la diligence importe grandement pour la punition de tels crimes, & que les Prevôts & nosdits Cousins les Maréchaux, les Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux & Lieutenans Criminels de Robe-courte, se trouvent le plus souvent à cheval pour notre service, pour être plus prompts & plus propres pour procéder contre les coupables des duels & rencontres: nous avons de nouveau attribué & attribuons l'exécution du présent Edit, tant dans l'enclos des Villes, que hors d'icelles, aux Officiers de la Connétablie & Maréchaussée de France, Prevôts généraux de ladite Connétablie de l'Isle de France & de Monnoyes, & tous les autres Prevôts généraux, Provinciaux & particuliers, Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux, & Lieutenans Criminels de Robe-courte, concurremment avec nos Juges ordinaires, & à la charge de l'appel en nos Cours de Parlement auxquelles il doit ressortir, dérogeant pour ce regard à toutes Déclarations & Edits à ce contraires portant défenses ausdits Prevôts de connoître des duels & rencontres.

XX.

Les Juges ou autres Officiers qui auront supprimé & changé les informations, seront destitués & privés de leurs Charges, & châtiés comme faussaires.

XXI.

Et d'autant qu'il arrive assez souvent que lesdits Prevôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, & Lieutenans Criminels de Robe-courte, sont négligents dans l'exécution des ordres de nosdits Cousins les Maréchaux de France, nous voulons & ordonnons que lesdits Officiers manquent d'obéir au premier mandement de nosdits Cousins les Maréchaux, ou de l'un d'eux, ou autres Juges du point d'honneur, de sommer ceux qui auront querelle de comparoître au jour assigné, de les saisir & arrêter en cas de refus & de désobéissance, & finalement d'exécuter de point en point, & toutes affaires cessantes, ce qui leur sera mandé & ordonné par nosdits Cousins les Maréchaux de France, & Juges du point d'honneur, ils soient par nosdits Cousins punis & châtiés de leurs négligences par suspension de leurs Charges & privation de leurs gages, lesquels pourront être réellement arrêtés & saisis sur la simple Ordonnance de nosdits Cousins les Maréchaux de France, ou de l'un d'eux, signifié à la personne ou au domicile du Trésorier

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 101

Treſorier de l'ordinaire de nos guerres qui ſera en exercice. Nous ordonnons en outre auſſi Prévôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, leurs Lieutenans & Archers, chacun en leur reſſort, ſur les mêmes peines de ſuſpenſion & privation de leurs gages, que ſur le bruit d'un combat arrivé ils ſe transporteront à l'inſtant ſur les lieux pour arrêter les coupables, & les conſtituer priſonniers dans les priſons Royales les plus proches du lieu du délit, voulant que pour chaque capture il leur ſoit payé la ſomme de quinze cens livres, à prendre avec les autres frais de Juſtice ſur le bien le plus clair des coupables, & préféramment aux conſiſcations & amendes que nous avons ordonné ci-deſſus.

XXII.

Et comme les coupables, pour éviter de tomber entre les mains de la Juſtice, ſe retirent d'ordinaire chez les Grands de notre Royaume, nous faiſons très-expreſſes inhibitions & défenses à toutes perſonnes, de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, de recevoir dans leurs Hôtels & Maisons ceux qui auront contrevenu à notre préſent Edit. Et au cas qu'il ſe trouve quelques-uns qui leur donnent aſyle, & qui reſuſent de les remettre entre les mains de la Juſtice ſiôt qu'ils en ſeront requis, nous voulons que les procès-verbaux qui en ſeront dreſſés & dûement arrêtés par ſeſdits Prévôts des Marchaux & autres Juges, ſoient incontinent & inceſſamment envoyés aux Secrétaires d'Etat & de nos commandemens chacun en ſon département, enſemble aux Procureurs généraux de nos Cours de Parlement, & à noſdits Couſins les Marchaux, afin qu'ayant pris avis d'eux, nous faiſions rigoureuſement procéder à la punition de ceux qui protegent de ſi criminels défordres.

XXIII.

Que ſi nonobſtant tous les ſoins & diligences preſcrites par les Articles précédens, le crédit & l'autorité des perſonnes Intereſſées dans ces crimes en détournent les preuves par menaces ou artifices, nous ordonnons que ſur la ſimple requiſition qui ſera faite par nos Procureurs généraux ou leurs Subſtituts, il ſoit décerné des Monitoires par les Officiaux des Evêques des lieux, leſquels ſeront publiés & fulminés ſelon les formes canoniques contre ceux qui reſuſeront de venir à réclamation de ce qu'ils ſçauront touchant les duels & rencontres arrivés. Nous ordonnons en outre qu'à l'avenir nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, & leurs Subſtituts, ſur l'avis qu'ils auront des combats qui auront été faits, ſeront leurs réquiſitions contre ceux qui par notoriété en ſeront éſtimés coupables, & que conformément à icellés noſdites Cours, ſans autres preuves, ordonnent que dans les délais qu'elles jugeront à propos, ils ſeront tenus de ſe rendre dans les priſons pour ſe juſtifier, & répondre ſur les réquiſitions de noſdits Procureurs généraux : & à faute dans ledit temps de ſatisfaire aux Arrêts qui ſeront ſignifiés à leurs domiciles, nous voulons qu'il ſoit procédé contre eux par défaut & contumace ; qu'ils ſoient déclarés atteints & convaincus des cas à eux impoſés ; & comme tels qu'ils ſoient condamnés aux peines portées par nos Edits, & leurs biens à nous acquis & conſiſqués, & mis en nos mains, & ſans attendre que les cinq années des défauts & contumaces ſoient expirées ; que toutes leurs maiſons ſoient rafſées, & leurs bois de haute futaie coupés juſqu'à certaine hauteur, ſuivant les ordres que nous en donnerons ; & eux déclarés infames, & dégradés de Nobleſſe, ſans qu'ils puiſſent à l'avenir entrer en aucune Charge. Défendons à toutes nos Cours de Parlement & nos autres Juges de les recevoir en leur juſtification après les Arrêts de condamnation, même pendant les cinq années de la contumace, qu'auparavant ils n'aient obtenu nos Lettres portant permiſſion de ſe repréſenter, & qu'ils n'aient payés les amendes auſquelles ils ſeront condamnés, & ce nonobſtant l'Article XVIII du titre ſept de notre Ordonnance criminelle, auquel nous avons déroge & dérogeons pour ce régard, & ſans tirer à conſéquence.

VII.

Et lors même que les prévenus auront été arrêtés & mis dans les priſons, ou qu'ils s'y
Tome V L
C c

seront mis, nous voulons qu'en cas que nos Procureurs généraux trouvent difficultés à administrer la preuve desdits combats, nos Cours leur donnent les délais qu'ils requerront, remettant à l'honneur & conscience de nosdits Procureurs généraux de n'en user que pour le bien de la Justice.

XXV.

Pendant le temps que les accusés ou prévenus desdits crimes ne se rendront point prisonniers, nous voulons que la Justice de leurs terres soit exercée en notre nom, & nous pourrions pendant ledit temps aux Offices & Bénéfices dont la disposition appartiendra ausdits accusés ou prévenus.

XXVI.

Et pour éviter que pendant le temps de l'instruction des défauts & contumaces, les prévenus ne puissent se servir des moyens qu'ils ont accoutumé de pratiquer pour détourner les preuves de leurs crimes, en intimidant les témoins, ou les obligeant de se rétracter dans le récolement : nous voulons que nonobstant l'Article III du titre quinze de notre Ordonnance du mois d'Août 1670 auquel nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard dans les crimes de Duels seulement, il soit procédé par les Officiers de nos Cours & les Lieutenans Criminels des Bailliages où il y a Siège Présidial au récolement des témoins dans les vingt-quatre heures, & le plutôt qu'il se pourra, après qu'ils auront été entendus dans les informations, & ce avant qu'il y ait aucun Jugement qui l'ordonne, sans toutefois que les récolements puissent valoir confrontation, qu'après qu'il aura été ainsi ordonné par le Jugement de défaut & contumace.

XXVII.

Nous déclarons les condamnés par contumace, incapables & indignes de toutes fonctions qui pourroient leur échotr depuis la condamnation, encore qu'ils soient dans les cinq années, & qu'ils se fussent ensuite restitués contre la contumace. Si les successions sont échues avant la restitution, la Seigneurie & la Justice des terres sera exercée en notre nom, & les fruits attribués aux Hôpitaux, sans espérance de restitution, à compter du jour de la condamnation par contumace.

XXVIII.

Nous voulons pareillement & ordonnons que dans les lieux éloignés des Villes où nos Cours de Parlement sont tenues, lorsqu'après toutes les perquisitions & recherches susdites, les coupables des duels & rencontres ne pourront être trouvés, il soit à la requête des Substituts de nos Procureurs généraux sur la simple notoriété du fait, décerné prise de corps contre les absents, & qu'à faute de les pouvoir appréhender en vertu du Decret, tous leurs biens soient saisis, & qu'ils soient adjournés à trois brefs jours consécutifs, & sur iceux les défauts soient mis es mains de nos Procureurs généraux ou leurs Substituts, pour en être le profit adjugé sans autre forme ni figure de procès dans huitaine après le crime commis, & sans que nosdits Procureurs généraux, ou leurs Substituts, soient obligés d'informer, & faire preuve de la notoriété.

XXIX.

Quand le titre de l'accusation sera pour crime de duel, il ne pourra être formé aucun Règlement de Justice, nonobstant tout prétexte de prévention, assassinat, ou autrement, & le procès ne pourra être poursuivi que pardevant les Juges du crime de duel.

XXX.

Et afin d'empêcher les surprises de ceux qui pour obtenir des grâces, nous déguisoient la vérité des combats arrivés, & mentoient en avant de faux faits, pour faire

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 203.

troire que lesdits combats seroient survenus inopinément, & ensuite de querelle prise sur le champ; nous ordonnons que nul ne pourra poursuivre au Sceau l'expédition d'aucune grâce si ce n'est où il y aura soupçon de duel ou rencontre préméditée, qu'il ne soit actuellement prisonnier à notre suite, ou bien dans la principale prison du Parlement dans le ressort duquel le combat aura été fait; & après qu'il aura été vérifié qu'il n'a contrevenu en aucune sorte à notre présent Édit, & avoir sur ce pris l'avis de nos Cousins les Maréchaux de France, nous pourrons lui accorder des Lettres de rémission en connoissance de cause.

XXXI.

Et d'autant qu'en conséquence de nos ordres nos Cousins les Maréchaux de France se sont assemblés pour revoir & examiner de nouveau le Règlement fait par eux sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur, auquel par nos ordres ils ont ajouté des peines plus sévères contre les agresseurs: nous voulons que ledit nouveau Règlement en date du 22 jour du présent mois, ensemble celui du 22 Aout 1655, ci-attachés sous lo contre-scel de notre Chancellerie, soient inviolablement suivis & observés à l'avenir par tous ceux qui seront employés aux accommodemens des différends qui touchent le point d'honneur & la réputation des Gentilshommes.

XXXII.

Et d'autant que quelquefois les Administrateurs des Hôpitaux ont négligé le recouvrement desdites amendes & confiscations, nous voulons que le recouvrement des amendes & confiscations adjugées ausdits Hôpitaux & autres personnes qui auront été négligées pendant un an à compter du jour des Arrêts de condamnation, soit fait par le Receveur général de nos Domaines, auquel la moitié desdites confiscations & amendes appartiendra pour les frais de recouvrement, nous réservant de disposer de l'autre moitié en faveur de tel Hôpital qu'il nous plaira, autre que celui auquel elles auront été adjugées.

XXXIII.

Voulons de plus que lorsque les Gentilshommes n'auront pas déferé aux ordres des Maréchaux de France, & qu'ils auront encouru les amendes & confiscations portées par le présent Édit & le Règlement desdits Maréchaux de France, il en soit à l'instant donné avis par lesdits Maréchaux de France à nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, ou à leurs Substituts, auxquels nous enjoignons de procéder incessamment à la saisie des biens, jusqu'à ce que lesdits Gentilshommes prévenus aient obéi; & en cas qu'ils n'obéissent dans trois mois, les fruits seront en pure perte appliqués aux Hôpitaux jusqu'à ce qu'ils aient obéi, les frais des Prévôts, de procédure, de garnison, & autres, pris par préférence; & pour cet effet nous voulons que les Directeurs & Administrateurs desdits Hôpitaux soient mis en possession & jouissance actuelle desdits biens. Enjoignons à nosdits Procureurs généraux, leurs Substituts, de se joindre ausdits Directeurs & Administrateurs, pour être fait une prompte & réelle perception desdites amendes. Faisons très-expresse défense aux Juges d'avoir aucun égard aux Contrats, Testaments, & autres Actes faits six mois avant les crimes commis.

XXXIV.

Lorsque dans les combats il y aura eu quelqu'un de tué, nous permettons aux parens de mort de se rendre partie dans trois mois pour tout délai contre celui qui aura tué, & en cas qu'il soit convaincu du crime, condamné & exécuté. Nous faisons remise de la confiscation du mort, au profit de celui qui aura poursuivi, sans qu'il soit tenu d'obtenir d'autres Lettres de don que le présent Édit. A l'égard de celui des parens, au profit duquel nous faisons remise de la confiscation, nous voulons que le plus proche soit préféré au plus éloigné, pourvu qu'ils se soient rendus parties dans les trois mois, à condition de rembourser les frais qui auront été faits.

Cc ij

Le crime de Duel ne pourra être éteint ni par la mort, ni par aucune prescription de vingt ni de trente ans, ni aucun autre, à moins qu'il n'y aie ni exécution, ni condamnation, ni plainte, & pourra être poursuivi après quelque laps de temps que ce soit contre la personne ou contre sa mémoire : même ceux qui se trouveront coupables de Duel depuis notre Edit de 1651, enregistré en notre Cour de Parlement de Paris au mois de Septembre de la même année, pourront être recherchés pour les autres crimes par eux commis auparavant ou depuis, nonobstant ladite prescription de vingt & trente ans, pourvu que le procès leur soit fait en même tems pour crime de Duel, & par les mêmes Juges, & qu'ils en demeurent convaincus.

Toutes les peines contenues dans le présent Edit, pour la punition des contrevenans à nos volontés, seroient inutiles & de nul effet, si par les motifs d'une Justice & d'une fermeté inflexible, nous ne maintenions les Loix que nous avons établies. A cette fin, nous jurons & promettons en foi & parole de Roi, de n'exempter à l'avenir aucune personne, pour quelque cause & considération que ce soit, de la rigueur du présent Edit ; qu'il ne sera par nous accordé aucune remission, pardon & abolition à ceux qui se trouveront prévenus desdits crimes de Duels & rencontres. Défendons très-expressement à nos Princes & Seigneurs près de nous de faire aucunes prières pour les coupables desdits crimes, sur peine d'encourir notre indignation. Protelons de rechef que ni en faveur d'aucun mariage de Prince ou Princesse de notre sang, ni pour les naissances des Princes & enfans de France qui pourront arriver durant notre regne, ni pour quelque autre considération générale & particulière qui puisse être, nous ne permettrons sciemment être expédié aucunes Lettres contraires à notre présente volonté, l'exécution de laquelle nous avons juré expressément & solennellement au jour de notre Sacre & Couronnement, afin de rendre plus authentique & plus inviolable une Loi si chrétienne, si juste, & si nécessaire. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, que ces Présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer inviolablement, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu ; car tel est notre plaisir ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Saint Germain en Laye au mois d'Aout, l'an de grace mil six cent soixante-dix-neuf, & de notre regne le trente-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT.

Visa, LE TELLIER. Pour servir à l'Edit concernant les Duels.

Registrées, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlemens le premier Septembre mil six cent soixante-dix-neuf. Signé, DONGOIS.

REGLEMENT DE MESSIEURS LES MARECHAUX DE FRANCE

Sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur.

Du 22 Aout 1653.

Ann. 1653.

SUR ce qui nous a été ordonné par ordre exprès du Roi, & notamment par sa Déclaration de Sa Majesté contre les Duels, lue, publiée & enregistrée au Parlemens de Paris le 29 de Juillet dernier, de nous assembler incessamment pour dresser un

ORDONNANCES DECLARATIONS, &c. §. XVI. 205

Règlement le plus exact & distinct qu'il se pourra sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur que nous jugerons devoir être ordonnées, suivant les divers degrés d'offenses : & de telle sorte que la punition contre l'agresseur & la satisfaction à l'offensé, soient si grandes & si proportionnées à l'injure reçue, qu'il n'en puisse renaitre aucune plainte ou querelle nouvelle : pour être ledit Règlement inviolablement suivi & observé à l'avenir par tous ceux qui seront employés aux accommodemens des différends qui toucheront le point d'honneur & la réputation des Gentilshommes. Nous, après avoir vu & examiné les propositions de plusieurs Gentilshommes de qualité de ce Royaume, qui ont eu ensemble diverses conférences sur ce sujet, en conséquence de l'ordre qui leur en a été donné par nous dès le premier de Juillet 1651, lesquels nous ont présenté dans notre Assemblée lesdites propositions rédigées par écrit & signées de leurs mains, avons, après une mûre délibération, conclu & arrêté les articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Premièrement que dans toutes les occasions & sujets qui peuvent causer des querelles & ressentimens, nul Gentilhomme ne doit estimer contraire à l'honneur tout ce qui peut donner entier & sincère éclaircissement de la vérité.

II.

Qu'entre les Gentilshommes, plusieurs ayant déjà protesté solennellement & par écrit, de refuser toutes sortes d'appels, & de ne se battre jamais en duel pour quelque cause que ce soit : ceux-ci sont d'autant plus obligés à donner ces éclaircissemens, que sans cela ils contreviendroient formellement à leur écrit, & seroient par conséquent plus dignes de reprehension & châtimens dans les accommodemens des querelles qui surviendroient par faute d'éclaircissement.

III.

Que si le prétendu offensé est si peu raisonnable, que de ne se pas contenter de l'éclaircissement qu'on lui aura donné de bonne foi, & qu'il veuille obliger celui de qui il croira avoir été offensé, à se battre contre lui : celui qui aura renoncé au duel lui pourra répondre en ce sens, ou autre semblable : *qu'il s'donne bien, que s'achant les derniers Edits du Roi, & particulièrement la Déclaration de plusieurs Gentilshommes, dans laquelle il s'est engagé publiquement de ne se point battre, il ne veuille pas se contenter des éclaircissemens qu'il lui donne : & qu'il ne considère pas qu'il ne peut, ni ne doit donner ou recevoir aucun lieu pour se battre, ni même lui marquer les endroits où il le pourroit rencontrer ; mais qu'il ne changera rien en sa façon ordinaire de vivre. Et généralement tous les autres Gentilshommes pourront répondre : que si on les attaque, ils se défendront ; mais qu'ils ne croient pas que leur honneur les oblige à s'aller battre de sang-froid, & contrevenir ainsi formellement aux Edits de Sa Majesté, aux Loix de la Religion, & à leur conscience.*

IV.

Lorsqu'il y aura eu quelque démêlé entre les Gentilshommes, dont les uns auront promis & signé de ne se point battre, & les autres, non : ces derniers seront toujours réputés agresseurs, si ce n'est que le contraire paroisse par des preuves bien expresses.

V.

Et parce qu'on pourroit aisément prévenir les voyes de fait, si nous, les Gouverneurs & ou Lieutenans généraux des Provinces, n'étions soigneusement avertis de toutes les fautes & commencemens de querelles : nous avons avisé & arrêté, conformément au pouvoir qui nous est attribué par le dernier Edit de Sa Majesté, enregistré au Parlement, le Roi y seant, le 7 Septembre 1651, de nommer & commettre incessamment

ment en chaque Bailliage & Sénéchaussée de ce Royaume, un ou plusieurs Gentils-hommes de qualité, âge & suffisance requise, pour recevoir les avis des différends des Gentilshommes, & nous les envoyer ou aux Gouverneurs & Lieutenans généraux des Provinces, lorsqu'ils y seront résidens; & pour être généralement fait par lesdits Gentilshommes commis, ce qui est prescrit par le second article dudit Edit.

Et nous ordonnons en conformité du même Edit, à tous nos Prevôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans criminels de Robe-courte, & autres Officiers des Maréchaussées, d'obéir promptement & fidèlement auxdits Gentilshommes commis pour l'exécution de leurs ordres.

V I.

Et afin de pouvoir être encore plus soigneusement avertis des différends des Gentils-hommes, nous déclarons, suivant le troisième article du même Edit, que tous ceux qui se rencontreront, quoiqu'inopinément, aux lieux où se commettront des offenses, soit par rapports, discours ou paroles injurieuses, soit par manquement de paroles données, soit par démentis, menaces, soufflets, coups de bâtons, ou autres outrages à l'honneur, de quelque nature qu'ils soient, seront à l'avenir obligés de nous en avertir, ou les Gouverneurs ou Lieutenans généraux des Provinces, ou les Gentilshommes commis, sur peine d'être réputés complices desdites offenses & d'être poursuivis comme y ayant tacitement contribué; & que ceux qui auront connoissance des procès qui seront sur le point d'être intentés entre Gentilshommes pour quelques intérêts d'importance, seront aussi obligés, suivant le même article troisième dudit Edit, de nous en donner avis ou aux Gouverneurs, ou Lieutenans généraux des Provinces, ou aux Gentilshommes commis dans les Bailliages, afin de pourvoir aux moyens d'empêcher que les parties ne sortent des voyes de la Justice ordinaire pour en venir à celles de fait & se faire raison par elles-mêmes.

V I I.

Et pour ce que dans toutes les offenses qu'on peut recevoir, il est nécessaire d'établir quelques règles générales pour les satisfactions, lesquelles répareront suffisamment l'honneur desquelles seront reçues & pratiquées, puisqu'il n'est que trop constant, que c'est l'opinion qui a établi la plupart des maximes du point d'honneur; & considérant que dans les offenses il faut regarder avant toutes choses si elles ont été faites sans sujet, & si elles n'ont point été repoussées par quelques reparties ou revanches plus atroces; nous déclarons que dans celles qui auront été ainsi faites, sans sujet, & qui n'auront point été repoussées si elles consistent en paroles injurieuses, comme de *Ser, Lâche, Traître*, & semblables, on pourra ordonner pour punition, que l'offensé tiendra prison durant un mois, sans que le temps en puisse être diminué, par le crédit, ou prière de qui que ce soit, ni même par l'indulgence de la personne offensée; & qu'après qu'il sera sorti de la prison, il déclarera à l'offense: que mal à propos & impertinemment il l'a offensé par des paroles outrageuses, qu'il reconnoît être fausses. & lui en demande pardon.

V I I I.

Pour le démenti ou menaces de coups de main ou de bâton, on ordonnera deux mois de prison, dont le temps ne pourra être diminué non plus que ci-dessus; & après que l'offensé sera sorti de prison, il demandera pardon à l'offense, avec des paroles encore plus satisfaisantes que les susdites, & qui seront particulièrement spécifiées par les Juges du point d'honneur.

I X.

Pour les offenses actuelles de coups de main & autres semblables, on ordonnera pour punition, que l'offensé tiendra prison durant six mois, dont le temps ne pourra être diminué non plus que ci-dessus; si ce n'est que l'offensé requière qu'on commue

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 207

Seulement la moitié du temps de ladite prison en une amende, qui ne pourra être moindre de quinze cens livres, applicables à l'Hôpital le plus proche du lieu de la demeure de l'offensé, & laquelle sera payée avant que ledit offensé soit de prison. Et après même qu'il en sera sorti, il se soumettra encore de recevoir de la main de l'offensé, des coups pareils à ceux qu'il aura donnés, & déclarera de parole & par écrit : qu'il s'a frappé brutalement, & le supplie de lui pardonner & oublier cette offense,

X.

Pour les coups de bâton, ou autres pareils outrages, l'offensé tiendra prison un an entier ; & ce temps ne pourra être modéré, sinon de six mois en payant trois mille livres d'amende, payables & applicables en la manière ci-dessus. Et après qu'il sera sorti de prison, il demandera pardon à l'offensé le genou en terre ; se soumettra en cet état de recevoir de pareils coups ; le remerciera très-humblement, s'il ne les lui donne pas, comme il le pourroit faire, & déclarera en outre de parole & par écrit : qu'il s'a offensé brutalement ; qu'il le supplie de l'oublier, & que s'il étoit en sa place il se contenteroit des mêmes satisfactions. Et dans toutes les offenses de coups de main, de bâton, autres semblables, outre les susdites punitions & satisfactions, on pourra obliger l'offensé de châtier l'offensant par les mêmes coups qu'il aura reçus, quand même il auroit la générosité de ne les pas donner ; & cela au cas seulement que l'offense soit jugée si atroce par les circonstances qu'elle mérite qu'on réduise l'offensé à cette nécessité.

XI.

Et lorsque les accommodemens se feront en tous les cas susdits, les Juges du point d'honneur pourront ordonner tel nombre d'amis de l'offensé qu'il leur plaira, pour voir faire les satisfactions qui seront ordonnées, & les rendre plus notoire.

XII.

Pour les offenses & outrages à l'honneur qui se feront à un Gentilhomme, pour le sujet de quelque intérêt civil, ou de quelque procès qui seroit déjà intenté pardevant les Juges ordinaires : on ne pourra dans les offenses ainsi survenues être trop rigoureux dans les satisfactions. Et ceux qui régleront semblables différends, pourront outre les punitions spécifiées ci-dessus en chaque espèce d'offense, ordonner encore le bannissement, pour autant de temps qu'ils jugeront à propos, des lieux où l'offensé fait sa résidence ordinaire. Et alors qu'il sera constant par notoriété de fait, ou autres preuves, qu'un Gentilhomme se soit mis en possession de quelque chose par les voyes de fait ou par surprise, on ne pourra faire aucun accommodement, même touchant le point d'honneur, que la chose contestée n'ait été préalablement mise dans l'état où elle étoit devant la violence, ou la surprise.

XIII.

Et pour ce qu'outre les susdites causes de différends, les paroles qu'on prétend avoir été données & violées, en produisent une infinité d'autres : nous déclarons. qu'un Gentilhomme qui aura tiré parole d'un autre, sur quelque affaire que ce soit, ne pourra y faire à l'avenir aucun fondement, ni se plaindre qu'elle ait été violée, si on ne le lui a donnée par écrit, ou en présence d'un ou plusieurs Gentilhommes. Et ainsi tous Gentilhommes seront désormais obligés de prendre cette précaution, non-seulement pour obéir à nos Règlements, mais encore pour l'intérêt qu'un chacun a de conserver l'ame de celui qui lui aura donné sa parole, & de n'être pas déclaré agresseur, ainsi qu'il sera dorénavant dans tous les différends qui arriveront ensuite d'une parole donnée sans écrit, ni témoins, & qu'il prétendra n'avoir pas été observée.

XIV.

Si la parole donnée par écrit ou pardevant d'autres Gentilshommes se trouve violée, l'intéressé sera tenu d'en demander justice à nous, aux Gouverneurs, ou Lieutenans généraux des Provinces, ou aux Gentilshommes; à faute de quoi il sera réputé agresseur dans tous les démêlés qui pourront arriver en conséquence de ladite parole violée: comme aussi tous les témoins de ladite parole violée, qui n'en auront point donné avis, seront responsables de tous les désordres qui en pourront arriver. Et quant à ce qui regarde lesdits manquemens de la parole, les réparations & satisfactions seront ordonnées suivant l'importance de la chose.

X V.

Si par le rapport des présens, ou par d'autres prentes, il paroît qu'une injure ait été faite de dessein prémédité, de gayeté de cœur, & avec avantage, nous déclarons que selon les Loix de l'honneur, l'offensé peut poursuivre l'agresseur & ses complices pardevant les Juges ordinaires, comme s'il avoit été assassiné. Et ce procédé ne doit point sembler étrange, puisque celui qui offense un autre avec avantage, se rend par cette action indigne d'être traité en gentilhomme: si toutefois la personne offensée n'aime mieux se rapporter à notre Jugement, ou à celui des autres Juges du point d'honneur pour sa satisfaction, & pour le châtement de l'agresseur, lequel doit être beaucoup plus grand que tous les précédens, qui ne regardent que les offenses qui se font dans les querelles inopinées.

XVI.

Au cas qu'un Gentilhomme refuse ou diffère sans aucune cause légitime, d'obéir à nos ordres, ou à ceux des autres Juges du point d'honneur, comme de se rendre pardevant nous ou eux, lorsqu'il aura été assigné par acte signifié à lui ou à son domicile, & aussi lorsqu'il n'aura pas subi les peines ordonnées contre lui: il y sera incessamment contraint, après un certain temps prescrit, par garnison dans sa maison, ou emprisonnement, conformément au huitième article dudit Edit. Ce qui sera soigneusement exécuté par nos Prévôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans Criminels de Robe-courte, & autres Lieutenans, Exempts, Archers des Maréchaussées, sur peine de suspension de leurs Charges, & privation de leurs gages; & ladite exécution se fera aux frais & dépens de la partie déobéissante & refractaire.

XVII.

Et suivant le même article huitième dudit Edit, si nos Prévôts, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans Criminels de Robe-courte, & autres Officiers des Maréchaussées ne peuvent exécuter lesdits emprisonnemens, ils saisiront & annoteront tous les revenus desdits déobéissans, donneront avis desdites saisies à Messieurs les Procureurs généraux, ou à leurs Substituts, suivant la dernière Déclaration contre les duels, enregistrée au Parlement de Paris le 29 de Juillet dernier; pour être lesdits revenus appliqués, & demeurer acquis durant tout le temps de la déobéissance, à l'Hôpital de la Ville où sera le Parlement, dans le ressort duquel seront les biens des déobéissans, conjointement avec l'Hôpital du Siège Royal d'où ils dépendront aussi; afin que s'entraidant dans la poursuite, l'un puisse fournir l'avis & la preuve, & l'autre la justice & l'autorité. Et au cas qu'il y ait des dettes précédentes qui empêchent la perception du revenu confisqué au profit desdits Hôpitaux, la somme à quoi pourra monter ledit revenu, deviendra une dette hypothéquée sur tous les biens meubles & immeubles du déobéissant, pour être payée & acquittée en son ordre, suivant le même article huitième dudit Edit.

XVIII.

XVIII.

Si ceux à qui nous & les autres Juges du point d'honneur auront donné des Gages, s'en sont dégagés, l'accommodement ne sera point fait qu'ils n'ayent tenu prison durant le temps qui sera ordonné.

XIX.

Et généralement dans toutes les autres différences d'offenses, qui n'ont point été ci-dessus spécifiées, & dont la variété est infinie; comme si elles ont été faites avec sujet, & si elles ont été repoussées par quelques réparties plus aïroces; ou si par des paroles outrageuses l'offensé s'est attiré un démenti, ou quelque coup de main; & en un mot. dans toutes les autres rencontres d'injures insensiblement aggravées: nous remettons aux Juges du point d'honneur, d'ordonner les punitions & satisfactions telles que les cas & les circonstances le requerront; les exhortant de faire toujours une particulière considération sur celui qui aura été l'agresseur & la première cause de l'offense, & de renvoyer pardevant nous tous ceux qui voudront nous représenter leurs raisons, conformément au second article du dernier Edit de Sa Majesté, enregistré, comme dit est, au Parlement le 7 Septembre 1651.

Fait à Paris le vingt-deuxième jour d'Août mil six cent cinquante-trois. *Signé;* D'ESTRE' , DE GRAMMONT, LA MOTTE, L'HOSPITAL, PLESSIS-PRASLIN, VILLEROI, DE GRANCEY, D'ALBRET, DE CLERMONT, Bault. Et plus bas, QUILLET.

NOUVEAU REGLEMENT

DE MM. LES MARECHAUX DE FRANCE,

Qui confirme & augmente le précédent.

Du 22 Août 1679.

LE Roi nous ayant ordonné de nous assembler, & examiner de nouveau le Règlement que nous avons fait par ordre exprès de Sa Majesté en date du 22 Août 1651 sur les satisfactions & réparations d'honneur entre les Gentilshommes; l'intention de Sa Majesté étant d'augmenter les peines & satisfactions, en sorte qu'elles soient égales & proportionnées aux injures. Pour obéir aux Ordres de Sa Majesté, nous avons estimé tous son bon plaisir: Ann. 1679

Que les articles I, II, III, IV, & V, dudit Règlement doivent être exécutés.

Sur le VI, nous estimons que ceux qui auront été présumés aux offenses, & qui n'en auront pas donné les avis, doivent être punis de six mois de prison.

Sur l'article VII, au lieu d'un mois de prison, pour celui qui aura offensé, nous sommes d'avis qu'il tienne prison deux mois, & que le surplus de l'article soit exécuté.

Sur l'article VIII, nous estimons que l'offensé doit tenir prison quatre mois au lieu de deux; & après que l'offensé sera sorti de prison, en demandera pardon à l'offense.

Sur le IX article, nous estimons que pour les offenses actuelles de soufflets ou coups de main commis dans la chaleur des démêlés, si le soufflet, ou coup de main a été précédé d'un démenti, celui qui aura frappé tiendra prison pendant un an; & s'il n'a point été précédé d'un démenti, il tiendra prison pendant deux ans, sans que le temps puisse être diminué pour quelque cause que ce soit, quand même l'offense le demanderoit; & après que l'offensé sera sorti de prison, il se soumettra encore de recevoir de la main de l'offense des coups pareils à ceux qu'il aura donnés, & déclarera:

de parole & par écrit qu'il l'a frappé brutalement, & le supplie de lui pardonner, & oublier cette offense.

Sur le X article, à l'égard des coups de bâton, & autres pareils outrages donnés dans la chaleur des démêlés, en cas qu'ils aient été donnés après un souflet ou coup de main, celui qui aura frappé du bâton ou autrement, tiendra prison pendant deux ans; & en cas qu'il n'ait point été frappé auparavant, il tiendra prison pendant quatre ans; & après qu'il sera sorti, il demandera pardon à l'offensé.

Sur les articles XI, XII, XIII, & XIV, nous estimons qu'ils doivent être exécutés, & qu'il n'y doit être rien changé.

Sur le XV article, nous estimons que si par le rapport des présens, par notoriété, ou par autre preuve, il paroit qu'une injure de coups de bâton, canne, ou autre de pareille nature, ait été faite de dessein prémédité par surprise, ou avec avantage, celui qui aura frappé seul & pardevant, doit tenir prison pendant quinze ans; & celui qui aura frappé par derrière, quoique seul ou avec avantage, soit en se faisant accompagner, ou autrement, doit tenir prison pendant vingt années entières & ce dans une Ville, Citadelle, ou Forteresse éloignée au moins de trente lieues du-lieu où l'offensé sera sa demeure ordinaire: & que défenses soient faites par Sa Majesté à l'offensé, de se sauver de prison, à peine de la vie, & à l'offensé d'approcher de lieu de ladite prison de dix lieues, à peine de désobéissance.

Sur les articles XVI, XVII, XVIII, & XIX, nous n'estimerons pas qu'il y doive être rien changé.

Fait à Saint Germain en Laye le vingt-deuxième jour d'Août mil six cent soixante-dix-neuf. *Signé*, VILLEROI, GRANCEY, LE MARECHAL DUC DE NAVAILLES, LE MARECHAL D'ESTRADES, MONTMORENCY LUXEMBOURG.

Collationné aux Originaux par nous Esuyer, Conseiller, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.

ARREST DE REGLEMENT,

Sur le pain béni & les quêtes des Eglises.

Du 23 Décembre 1672.

Ann. 1672. **S**UR ce qui a été remontré à la Cour par le Procureur général du Roi, que plusieurs Bourgeois, Marchands, même des Artisans & gens de métiers de cette Ville, rendant les Pains bénis dans leurs Paroisses, se dispensent de faire quêter leurs femmes & leurs filles selon l'ancien usage confirmé par plusieurs Arrêts de la Cour, & entr'autres par ceux rendus es années 1599, & 1641 sur la Requête de ses Prédécesseurs, & se contentent d'y envoyer leurs servantes; ce qui causant un grand préjudice aux Pauvres, il supplioit la Cour d'y pourvoir, suivant les conclusions par lui prises: la Cour a ordonné & ordonne que les Arrêts des 26 Mars 1599, & 25 Mai 1641, seront exécutés: ce faisant, que tous Bourgeois, Marchands & Artisans de cette Ville, seront tenus de faire faire par leurs femmes ou filles, si ils en ont, sinon par personnes de condition égale à la leur, les quêtes accoutumées des Paroisses lorsqu'ils y rendent les Pains bénis; défenses d'y envoyer leurs servantes à peine de dix livres d'amende applicable ausdits Pauvres. Fait en Parlement le 23 Décembre 1672. *Signé* ROBERT.



ORDONNANCE DE PHILIPPE LE BEL

Contre les Blasphémateurs.

De l'an 1347.

P HILIPPE, (a) par la grace de Dieu, Roi de France, au Prevôt de Paris, Ann. 1347
 Salut. Pour ce que pieça est venu à notre connoissance que plusieurs de notre Royaume, ou autres conversans & habitans en icelui, & non ayant Dieu avec eux, mais émus de mauvais courage, & comme méconnoissant leur Créateur & ses œuvres, ont dit par plusieurs fois, & dient chacun jour plusieurs paroles injurieuses & blasphêmes de Dieu notre Créateur, & de la glorieuse Vierge Marie sa mere, & de tous Saints & Saintes & jurent vilains sermens, en très grande déplaisance de nous, & aussi doit être de tous bons Chrétiens. Et combien que par plusieurs fois nous vous avons mandé & commandé mout étroitement, que punition fût faite de tous tels mauvais Chrétiens méconnoissans notredit Créateur, & en certaine maniere vous avez été remis & négligent, & encore êtes de ladite punition faire, dont nous vous reprenons de négligence, nous qui de tout notre cœur désirons que grande punition & vengeance soit faite de tous ceux qui ainsi feront, voulans & ordonnans ladite punition être faite en cette maniere : c'est à sçavoir que ceux ou celles qui de Dieu ou de la Vierge Marie, dira mal ou jurera le vilain serment, sera mis pour la premiere fois qu'il lui adviendra au pillori & y demeurera dès l'heure de Prime jusques à l'heure de None, & lui pourra-t-on jeter aux yeux une ou autres ordures sans pierres ou autres choses qui le blécent, & après ce demeurera un mois au pain & l'eau, sans autre chose. A la seconde fois, si par aventure il lui advenoit qu'il rechut, nous voulons qu'il soit audit pillori, au jour de marché solemnel, & qu'on lui fende la lèvre de dessus d'un fer chaud, & que les dents lui perent. A la tierce fois, la lèvre de dessous, & à la quatre route la baleuvre. Et si par méchance il lui advenoit la quinte fois, nous voulons & avons ordonné & ordonnons qu'on lui coupe la langue tout outre, si que deslors en avant il ne puisse dire mal de Dieu ne d'autre. Et en oustre avons ordonné & ordonnons que si aucun oyt dire lesdites mauvaises paroles, & il ne les venoit dire incontinent à Justice, qu'on puisse lever amende sur lui, jusques à la somme de soixante livres : & s'il étoit si pauvre (a) qu'il ne la pût payer pécuniere, qu'il demeure en prison au pain & à l'eau jusques à tant qu'il ait souffert pénitence en ladite prison, que doit suffire, faisfaire & valoir ladite amende.

Si vous mandons & enjoignons étroitement que notre Présente Ordonnance vous faciez erier & publier solemnellement par tous les lieux où on a accoutumé faire cris en votre juridiction & ressort, qu'aucun ne soit si hardi, après ledit cri de dire ou présumer les mauvaises paroles dessusdites ou aucunes d'icelles, & que chacun incontinent qu'il les aura à aucun oï jurer, les revele à Justice, sur les peines dessus devisées : & tous ceux qui après ledit cri seront trouvés faisant le contraire, punissez-les sans deport, & toute faveur être par la maniere ci-dessus éclaircie, & avec ce, le faites sçavoir à tous les hauts-justiciers de notre Prevôté, afin que ainsi le faceent erier & publier en leur juridiction, sçachans si défaut y a par vous ne par eux, aussi nous emprendrons si grande vengeance que les autres y prendront exemple. Si gardez qu'il n'y ait faute. Donné à l'Hôpital de Lisly, l'an de grace mil trois cent quarante-sept.

(a) Philippe. *Hæc ordinatio initium habuit à Ludovico sancto, ut refert Guaguinus, scilicet text. in auth. ut non incurren. contra natur. An valeat dicitur. super juramenta. Jacob in authen. sacramenta. collat. 6. c. si adv. vend. Relinq.*

(a) Si pauvre. *Sic jure Romano receptum est ut bant in corpore qui impia parvam pecuniariam eludunt, l. 1. §. de pen. si quis ff. de juri. am. jud. Relinq.*

ORDONNANCE DE CHARLES VII,

Contre les mêmes.

Du 14 Octobre 1460.

Ann. 1460. CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme des piéça du temps du Roi S. Loys, & autres nos progéniteurs Rois de France, & depuis de notre temps ait par Ordonnance & Edit public, & par Lettres-patentes noroïrement defendu à tous, qu'aucun ne blasphemât ou injuriât Dieu notre Créateur, ni la glorieuse Vierge Marie sa mere, ne fir d'eux vilain serment. Aussi qu'on ne reniât, dépirât, ou maugréât Dieu, sadite benoïste Mere, ni les Saints & Sainres de Paradis, & qu'on ne fit aucuns sermens ou juremens illicites de Dieu, de sadite benoïste Mere, ne desdits Saints & Saintes de Paradis, laquelle chose est à noire grande déplaitance. Et doutons ainsi que vrai-semblablement est à douter qu'à ceste oecasion noïredit Créateur jullement offensé, ait permis avenir en noire Royaume plusieurs & grandes tribulations, guerres, & afflictions. Pour ce est-il, que nous en ensuivant les commandemens de Dieu, les Ordonnances de nos Chrétiens prédécesseurs, & voulant Dieu notre Créateur, sadite benoïste Mere, & lesdits Saints & Saintes de Paradis être revérés, servis, & honorés, voulant aussi exirper & totalement enerver de notre Royaume, tous blasphèmes & vilains sermens de Dieu, de sadite benoïste Mere, aussi tous juremens, dépitemens, maugréemens & défavouemens dessusdits, & autres juremens & sermens illicites, avons ordonné & ordonnons par ces Présentes, que tous nos Sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui dorénavant diront de mauvais & felon courage, mal, injure, ou blasphème de Dieu, de sadite glorieuse Mere, jureront d'eux, ou de l'un d'eux vilain serment, soient pour la premiere fois qu'ils en seront aueints & convaincus, mis & tenus en prison un mois au pain & à l'eau, & soient condamnés en l'amende de 10 sols t. à appliquer moitié au luminaire & fabrique de ladite Eglise paroissiale du lieu auquel ils auront commis lesdits cas, & moitié au Seigneur dudit lieu. Et s'il leur advient la seconde fois, qu'ils soient mis au pillori à jour de marché, ou autre jour solemnel, & avec ce ayent la lêvre de dessus fendue d'un fer chaud. Et s'il leur advient la tierce fois, qu'ils soient semblablement pillorifiés à jour de marché, ou autre jour solemnel, & ayent la lêvre de dessous fendue à un fer chaud, comme celle de dessus. Et s'ils y renchênt la quarte fois, qu'ils ayent la langue coupée tout outre, afin que deslors en avant ils ne puissent dire ne proférer tels blasphèmes ou injures détestables, & ne faire vilain serment de Dieu, & de ladite glorieuse Vierge Marie sa Mere. Et si aucuns en y a qui les oyent dire & proférer, & ne les dénoncent incontinent à Justice, qu'ils soient condamnés en la somme de 10 sols, pour être appliquée, comme dessus. Lesquels si ainsi étoit que par pauvreté ne la pussent payer, qu'ils soient detenus en prison au pain & à l'eau, jusques à ce qu'ils ayent souffert pénitence convenable. Et quant à ceux qui dorénavant renieront, dépireront, maugréeront, ou défavoueront Dieu, sadite benoïste Mere, & les Saints & Saintes de Paradis, ou feront autres semblables cas, qu'ils soient punis pour la premiere fois pecuniairement à l'arbitrage du Juge, sous la Jurisdiction duquel se feront lesdits reniements, maugréemens, dépitemens, ou défavouemens, selon la qualité, puissance & faculté de celui qui ainsi delinquera. A icelle amende appliquer moitié au luminaire & fabrique de l'Eglise paroissiale du lieu où sera fait le delict, & l'autre moitié au Seigneur dudit lieu. En doublant la somme pour la seconde fois. Et que pour la tierce soit les relinquans soient mis au pillori à jour de fête ou de marché. Et s'il leur advient la quare fois, qu'ils ayent la langue percée d'un fer chaud. Et s'ils y renchênt plus avant, qu'ils soient punis plus grièvement, comme blasphemateurs de Dieu & des Saints, comme transgresseurs de Statut, ou Edit Royal, en telle maniere que ce

Soit exemple à tous autres. Et au regard de ceux qui dorénavant feront sermens ou juremens illicites de Dieu, de notre Dame, ou des Saints & Saintes, comme en jurant la mort, le sang, le ventre, la tête, les playes & autres semblables sermens illicites & reprouvés, qu'ils soient condamnés en amendes pécuniaires. C'est à sçavoir pour la première fois en douze deniers tournois, à appliquer moitié à l'Eglise paroissiale du lieu où ils auront fait lesdits sermens ou juremens illicites, & l'autre moitié au Seigneur du lieu, comme dessus. Pour la seconde fois, qu'ils soient condamnés au double, c'est à sçavoir en deux sols tournois. Pour la tierce fois au quadruple, c'est à sçavoir en quatre sols tournois. Et pour la quarte fois, en l'octuple, c'est à sçavoir, en huit sols tournois. Et s'ils y renchéent la cinquième fois, qu'ils soient mis en prison au pain & à l'eau pour certain temps à l'arbitrage & discrétion des Juges sous la juridiction desquels ils seront lesdits sermens illicites. Et si pour les peines dessusdites ils ne s'en veulent châtier & délaïsser leurs mauvaises coutumes, qu'ils soient pillorisés publiquement à jour solennel ou de marché, à fin de donner exemple à tous, de non faire dorénavant tels sermens ou juremens illicites.

Si donnons en mandement par ces mêmes Présentes, à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant, & qui tiendront notre Parlement à Paris, & à notre Prevôt dudit lieu de Paris, ou à son Lieutenant, que notre présente Ordonnance ils fassent crier & publier chacun en droit soi incontinent apres la reception d'icelle, & dorénavant de trois en trois mois par tous les lieux accoutumés à faire cris & publications en leurs juridictions, à fin qu'aucun n'en puisse prétendre ignorance. Et icelle Ordonnance tiennent & gardent vigoureusement & sans déport, & fassent tenir & exercer de point en point sans enfreindre ni épargner aucun de quelque état qu'il soit, sur peine de privation d'office, & d'en être autrement punis. Car ainsi nous plaît-il être fait. Et qu'au *Vidimus* de ces Présentes, fait sous scel authentique, foi y soit ajoutée, comme à ce présent original. Auquel en témoin de ce nous avons fait mettre notre scel.

Donné à la Sale le Roi en Berri, le quatorzième jour d'Octobre, l'an de grace mil quatre cent soixante. Et de notre regne le trente-huitième. *Sic signatum*, Par le Roi en son Conseil. I. DE REILLHAC. *Et in dorso dictarum litterarum :*

Letta, publica & registrata, Parisiis in Parlamento, die quintâ Januarii, anno Domini 1461. Sic signatum, ЧЕМЕТЬАУ.

ORDONNANCE DE LOUIS XIII.

Contre les mêmes.

Du 10 Novembre 1617.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le vice du blasphème, étant l'un de ceux qui peut le plus irriter Dieu, en étant seul touché, a toujours été le plus en horreur entre les gens de bien, & le plus souvent défendu par nos prédécesseurs Rois & nous, sur les peines indites & déclarées, & défenses qui en ont été plusieurs fois publiées & réitérées; mais les troubles & désordres n'aguerres advenus en nos Royaumes & pays de notre obéissance, y ont apporté tant de licence parmi nos Sujets, que la plupart oubliant non-seulement ce qui est des Commandemens de la divine bonté, mais aussi de nos défenses, s'y sont au mépris de notre autorité tellement accoutumés, qu'il semblo que ce soit aujourd'hui un vertueux ornement de langage, & honte à ceux qui ne l'approuvent, & en sont quelque reproche: & comme nous l'avons toujours détesté, & grandement blâmé ceux qui s'y laissent transporter; la première action que nous fimes lors de notre majorité, & que nous commençâmes à prendre le gouvernement de notre Etat, ce fut de faire publier notre Edic, portant les défenses & pei

Ann. 1617.

nes les plus rigoureuses, dont nous nous pûmes lors aviser. Ce néanmoins, les troubles ayant de nouveau affligé notre Royaume, ce mal auroit de rechef repullulé avec la licence de la guerre, & nous persévérans en même zèle & intention en ce qui est de l'honneur de Dieu, sommes contraints de renouveler les mêmes défenses, & les peines, pour vaincre, s'il est possible, par notre persévérance au bien, l'opiniâtreté des vicieux & méchans. A ces causes, & suivant ce qui en a été ci-devant bien & saintement ordonné par nous & les Rois nos prédécesseurs, nous défendons à tous nos sujets & autres étant en nos Royaumes & pays de notre obéissance, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient ou puissent être, de plus jurer & blasphémer le nom de Dieu, & de la sainte Vierge, ni proférer paroles injurieuses & exécrables, contre leur saint nom & honneur, ni des autres Saints. Et en conséquence de ce avons ordonné & ordonnons que tous ceux & celles qui seront trouvés avertis & convaincus d'avoir parlé, juré & blasphémé, ainsi que dit est, seront repris, condamnés & punis par nos Juges, auxquels de droit la connoissance en appartiendra; à sçavoir pour la première fois en cinquante livres d'amende, pour la seconde à tenir prison fermée huit jours durant, & en cent livres d'amende: & pour la troisième à y être un mois durant au pain & à l'eau; & en deux cents livres d'amende: & s'ils y recidivent être punis corporellement de telle peine que nos Juges ordonneront, selon l'énormité des paroles, qui auront été témérairement & indiscrètement proférées: voulant que la tierce partie des susdites amendes soient adjugées, comme nous l'adjugeons, au dénonciateur & accusateur, l'autre à la Fabrique de l'Eglise paroissiale du lieu, & l'autre tierce partie à nous, & que les condamnés soient contraints tenir prison fermée jusqu'à entier payement, & ceux qui n'auront moyen de payer, seront punis & châtiés en leurs personnes, selon les Ordonnances de nos prédécesseurs & de nous. Enjoignant très-expressement à nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, de faire informer tant contre nos Officiers que leurs Substitués en chacun nos Sièges, des négligences & connivences dont ils auront usé, pour ne faire poursuite & exacte punition des contrevenans à nos présentes défenses. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Baillifs, Juges, Prévôts, ou leurs Lieutenans, & à tous nos autres Justiciers, & Officiers, que nosdites présentes défenses, ils fassent lire, publier & enregistrer, exécuter, garder & observer inviolablement selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le dixième jour de Novembre, l'an de grace 1617, & de notre regne le huit. *Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE.* Et scellé sur double queue du grand sceau de cire jaune.

Id., publié, enregistré en Parlement le 21 Novembre 1617.

Le même Roi a fait une pareille Ordonnance contre les Jureurs & Blasphémateurs le 2 Août 1631, laquelle a été aussi vérifiée au Parlement de Paris le 18 du même mois.

DECLARATION DU ROI,

*Contre les blasphémateurs du saint Nom de Dieu, vérifiée en Parlement;
Sa Majesté y seant.*

Du 7 Septembre 1651.

Ann. 1651. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qu'il ces présentes Lettres verront, Salut. Depuis le temps qu'il a plu à Dieu de nous appeler à la Couronne, nous avons reçu tant de singuliers & visibles effets de sa bonté & de sa providence sur nous & sur notre Royaume, qu'il a si puissamment maintenu pour sa gloire contre les efforts de ses ennemis, que nous serions coupables d'une extrême ingratitude envers sa divine Majesté, si nous ne lui rendions des louanges & des grâces immortelles, faisant regner sur nos sujets ses saints Commande-

mens, & imprimans dans leurs esprits, la meme révérence de son très-saint Nom qu'il nous a gravé dans le cœur. Et parce que nous savons qu'il n'y a rien qui déroge davantage à la bonté, ni qui s'oppose à son honneur avec plus de témérité que le blasphème, qui par ses marques d'infidélité excite & provoque souvent la rigueur de sa justice, en laquelle il visite les Royaumes; nous avons cru que nous ne pouvions choisir un meilleur moyen pour détourner les menaces de ceste vengeance, & pour nous concilier ses bénédictions & ses graces plus abondantes, que d'inviter des l'entrée de notre majorité le zèle & la devotion des Rois nos prédécesseurs, qui ont laissé des Ordonnances dignes de leurs titres de très-Chrétiens, pour reprimer ceux qui méconnoissant leur Créateur blasphément contre son saint Nom, & dont à notre grand regret nous voyons le nombre surcroître avec l'impiété, au préjudice de l'honneur de Dieu & de ce Royaume même, qui a toujours été la lumière & l'exemplaire de la piété. A ces causes, en confirmant & autorisant les Ordonnances des Rois nos Prédécesseurs, nous avons très-étroitement défendu & défendons à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de blasphémer, jurer & détester le saint Nom de Dieu ni proférer aucunes paroles contre l'honneur de la très-sacrée Vierge sa Mere ou des Saints; voulons & nous plaît, que tous ceux qui se trouveront convaincus d'avoir juré & blasphémé le saint Nom de Dieu, de sa très-sainte Mere, & des Saints, soient condamnés pour la première fois en une amende pécuniaire selon leurs biens, la grandeur & énormité du serment & blasphème; les deux tiers de l'amende applicable aux Hôpitaux des lieux, & où il n'y en aura pas, à l'Eglise, & l'autre tiers au dénonciateur; & si ceux qui auront été ainsi punis retombent à faire lesdits sermens, seront pour la seconde, tierce & quatrième fois condamnés en amendes doubles, triples & quadruples, & pour la cinquième fois seront mis au carcan aux jours des Fêtes & Dimanches, ou autres, & y demeureront depuis huit heures du matin jusqu'à une heure après midi, sujets à toutes injures & opprobres, & en outre condamnés en une grosse amende; & pour la sixième fois seront menés & mis au pillori, & là auront la lêvre de dessus coupée d'un fer chaud; & la septième fois seront menés & mis audit pillori & la lêvre de dessous coupée; & si par oblation & mauvaise coutume invétérée, ils continuent après toutes ces peines à proférer lesdits juremens & blasphèmes, voulons & ordonnons qu'ils aient la langue coupée tout juste, afin qu'à l'avenir ils ne les puissent plus proférer; & en cas que ceux qui se trouveront vaincus n'ayent de quoi payer lesdites amendes, ils tiendront prison au pain & à l'eau pendant un mois ou plus long-temps, ainsi que les Juges le verront être à propos, selon la qualité & énormité desdits blasphèmes; & afin que l'on puisse avoir connoissance de ceux qui retomberont ausdits blasphèmes, sera fait registre particulier de ceux qui auront été pris & condamnés. Voulons que tous ceux qui auront oui proférer lesdits blasphèmes, qu'ils aient à le révéler aux Juges des lieux dans vingt-quatre heures ensuivant, à peine de soixante sols parisis d'amende, ou plus grande s'il y échet. Déclarons néanmoins que nous n'entendons comprendre les énormes blasphèmes, qui selon la Théologie appartiennent au genre d'infidélité, & dérogent à la bonté & grandeur de Dieu & de ses autres attributs. Voulons que lesdits crimes soient punis de plus grandes peines que celle de dessus, à l'arbitrage des Juges selon leur énormité. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement, & à tous nos Baillifs, Sénéchaux, Prevôts, & autres nos Julliciers, que notre présente Ordonnance ils fassent lire, publier & registrer, par tous les lieux & endroits de leurs ressorts & juridictions, & icelle faire garder & observer, & à nos Procureurs généraux & leurs Substituts, de tenir la main à l'exécution, & faire pour ce toutes les poursuites & requisitions nécessaires, en sorte qu'il n'y soit contrevenu: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le septième jour de Septembre 1651, & de notre regne le neuvième. *Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE GUENEGAUD.*

Lesz, publiées & registrées, oui & ce requerant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées à l'original des Présentes, envoyées aux Baillivages & Sénéchaussées de ce ressort, pour y être pareillement lues, pu-

bliés, & révisés, à la diligence desdits Substituts, qui seront tenus certifier la Cont avoir ce fait au mois. A Paris en Parlement, le septième Septembre mil six cent cinquante-un; Signé GUYET.

DECLARATION DE LOUIS XIV,

Qui défend de voler les Eglises sous peine de mort, & aux Soldats de loger, chez les Ecclesiastiques.

Du 27 Janvier 1651.

Ann. 1651.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux...
 Salut. La piété des Rois nos prédécesseurs, & leur zèle parfait envers Dieu & la Religion, les a toujours portés à se rendre Protecteurs des Eglises & des personnes employées au service & ministère d'icelles, & à prendre un soin particulier pour leur conservation. Et pour cet effet, considérant les désordres qui se commettent ordinairement par les gens de guerre, ils ont fait plusieurs Edits, Déclarations & Réglemens pour contenir lesdits gens de guerre en leur devoir, & même pour prévenir les crimes & excès que la licence des armes pourroit causer au préjudice desdits lieux & des personnes dédiées à Dieu, dont il seroit à désirer que l'exécution eût toujours pu se continuer; mais comme cette discipline si nécessaire & par eux si bien établie, est venue à s'altérer par la longueur des guerres qui ont travaillé & travaillent encore cet Etat, nous avons reçu plusieurs plaintes de divers endroits de notre Royaume des violences & excès des Soldats qui pillent les Eglises & enlèvent les vaisseaux sacrés, juiques-là même que perdant tout respect, aucuns d'eux par un attentat exécrable portant leurs mains sacrilèges au saint tabernacle ont volé les saints Ciboires, jetté à terre & foulé aux pieds les Hosties consacrées avec une profanation si abominable, qu'elle seroit capable d'attirer enfin sur nous & sur notre peuple la colère de Dieu s'il n'y étoit promptement remédié. Pour ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame & Mère, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, que nous prenons & mettrons en notre protection & sauve-garde spéciale & royale toutes les Eglises, Chapelles & lieux dédiés & consacrés au Service Divin, comme aussi toutes les personnes ecclésiastiques, les Curés, Religieux & Religieuses, ensemble leurs maisons & biens; & à cet effet en renouvelant les Ordonnances de nos prédécesseurs Rois Henry II de l'an 1557. Henry III, de l'an 1584, & Henry le Grand, notre très-honoré Ayeul de l'an 1590, desquels l'extrait est ci-attaché sous notre contre-scel, nous voulons & ordonnons que quiconque dérobera les Eglises ou les biens d'icelles, soit pendu & étranglé sans aucune grace, & que toutes les choses prises soient restituées audit Eglise. Faisons très-expresse inhibition & défenses à tous Capitaines, Officiers & Soldats de loger, ni entrer esdites Eglises & autres lieux consacrés, si ce n'est pour faire prières à Dieu, ni pareillement de prendre leur logement es Maisons presbytérales, encore qu'elles se trouvent dans leurs quartiers, à peine de la vie. Et afin que ces Présentes soient mieux exécutées, nous voulons que tous les Colonels, Capitaines & Officiers des Compagnies jurent & promettent par serment es mains de nos Généraux, de faire garder & observer le contenu en icelles, d'empêcher le dégât & pillage des Eglises, & autres lieux, & de faire punir de mort ceux qui se trouveront y avoir contrevenu..... Nous voulons & ordonnons que toute personne qui aura en sa possession au jour de la publication des Présentes sur les lieux aucuns ornemens, linges, vaisseaux, & autres choses qu'on pourroit reconnoître avoir servi à l'usage des Eglises, aient à le déclarer promptement, & porter au Greffe de la Justice des Villes & Bourgs fermés les plus prochains de leur demeure, pour le tout être rendu & restitué aux Eglises où lesdites choses auroient été dérobées, & à faute d'être reconnues & réclamées être mises & employées à l'usage des Eglises prochaines par l'ordre des Evêques des lieux ou de leurs grands Vicaires, à peine d'être procédé extraordinairement contre ceux

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 217

qui auront recelé lesdites choses dérobées pour en être punis ainsi que le devroient être ceux qui les auroient prises & volées. Défendons très-expressement à toutes personnes de vendre ou acheter aucune desdites choses qui se reconnoitra avoir servi ausdites Eglises, à peine de punition corporelle & exemplaire, & d'amende applicable pour moitié au dénonciateur desdites ventes ou achats. Donné à Paris le 27 Juin l'an de grace 1651, & de notre regne le huitième.

Lues & publiés, l'audience tenant, & enregistrés au Greffe de la Cour, oui, & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutés selon leur forme & teneur & copies collationnées à l'original envoyés aux Bailliages & Sénéchaussées de ce ressort pour y être partiellement lues, publiés, enregistrés & exécutés; enjoinx aux Substituts du Procureur général d'y tenir la main & certifier la Cour avoir eu fait au mois. A Paris en Parlement le 24 Avril 1651. GUYET.

DECLARATION DU ROI,

Contre les abus des Pèlerinages.

Du mois d'Août 1671.

L OUIS, par la grace de Dieu, &c. Ann. 1671.
Voulons & nous plaît, que tous ceux qui voudront aller en pèlerinage à saint Jacques en Galice, Notre-Dame de Lorette, & autres lieux saints hors de notre Royaume, seront tenus de se présenter devant leur Evêque diocésain, pour être par lui examinés sur les motifs de leur voyage, & prendre de lui attestation par écrit, outre laquelle ils seront encore tenus de retirer des Maires, Jurats, Echevins, Consuls, Capitaines ou Syndics des lieux, de leur donner un certificat contenant leur nom, surnom, âge, qualité, vacation; s'ils sont mariés ou non, & la déclaration qu'ils auront faite du lieu où ils veulent aller en pèlerinage: comme aussi retireront pareilles attestations du Lieutenant général & Substitut de notre Procureur général en la Sénéchaussée ou Bailliage dont ils dépendent, lesquels certificats & attestations lesdits Maires, Echevins, Jurats, Consuls, Syndics, Lieutenans généraux & autres Officiers, seront tenus de leur faire expédier gratuitement & sans frais en leur portant par lesdits Pèlerins l'attestation des Evêques diocésains, & d'en retenir autant dans le Greffe pour y avoir recours, si besoin est; faisant en outre inhibition ausdits Lieutenans généraux, Substituts, Maires, Echevins, Consuls, Jurats, Capitouls ou Syndics, d'expédier lesdites attestations ou certificats aux Mineurs, enfans de famille, apprentis & femmes mariées, qui ne leur soit apparu par préalable du consentement de leurs Peres, Tuteurs, Curateurs, ou plus proches parens, Maîtres de métiers, & de leurs Maris. Et seront tenus lesdits Pèlerins en allant, de représenter lesdites attestations & certificats aux Magistrats & Juges de Police des Villes & Bourgs qui se trouveront sur leur route, desquels ils prendront certificat de leur arrivée, & de la représentation desdites attestations & certificats, lesquels seront enregistrés au Greffe desdites Villes & Bourgs de leur passage moyennant quoi ils pourront librement aller dans toutes les terres & lieux de notre obéissance, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement, & seront reçus aux Hôpitaux pour ce établis, suivant les conditions de leurs fondations: & où lesdits Pèlerins ne se trouveront pas munis desdites attestations & certificats, enjoignons à tous Juges Magistrats, Prévôts des Marchaux, Vices-Sénéchaux, leurs Lieutenans, Exeupis & autres Officiers, Maires, Consuls, &c. des Villes & Bourgs dans lesquels passeront lesdits Pèlerins, de les arrêter & conduire dans les prisons de ladite Ville; ou si ils sont arrêtés à la campagne, dans celles de la ville la plus prochaine, où nous voulons que par les Juges de Police ils soient punis du carcan pour la première fois, nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans autre forme ni figure de procès; après quoi leur sera donné sauf-conduit par les-

Tome VI.

E e

dits Juges pour retourner en leur pays; & en cas de récidive, ou que lesdits Pèlerins continuent leur prétendu pèlerinage, seront punis du fouet par manière de castigation, en présence & par ordonnance des mêmes Juges par les Valets des Concierges des Maisons de Ville, les Geoliers des Prisons & autres personnes à ce préposées; & en cas de contravention pour la troisième, leur sera le procès fait & parfait comme à gens vagabonds & sans aveu par les Juges des lieux où ils auront été pris en première instance & par appel en nos Cours de Parlement, & ne pourra être la peine moindre pour les hommes que de galères, nous remettant ausdites Cours d'en modérer le temps, suivant l'exigence des cas & qualités des personnes.

Registree au Parlement de Paris le 27 Août 1671.

Elle a été confirmée par celle du 15 Janvier 1717.

ORDONNANCE DE S. LOUIS,

Contre la Simonie.

De l'an 1228.

Ann. 1228. Simonie crimen pestiferum Ecclesiam labificans, à Regno nostro penitus eliminandum esse volumus & jubemus.

BULLE DE PIE IV.

Contre la simonie & la confidence.

Du 14 Novembre 1564.

Ann. 1564. **P**IUS Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Romanum Pontificem in excelsa militantis Ecclesie specula constitutum vigilans mentis oculos, non solum in absentium extendere, sed potissimum in presentium, domesticorumque fratrum, & filiorum suorum mores diligenter perscrutandos aliquando reflectere, ac eos præsertim quos in apostolicæ sollicitudinis partem evocavit Altissimus, ne dum ab omni passionis illicitæ contagione, verum etiam ab ejus omnimoda suspitione, vacuos & immunes conservare decet, ut qui cæteros illustris officii sublimitate antecelant, eosdem præsertim illam morum integritate præstare dignoscantur. Sanè licet dudum, cum certam simoniæ pravitatis speciem, quam Beneficiorum confidentiam vocant, etiam Rom. Cur. atque adeo in sacrum veneris fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium Collegium, quasi per cuniculos irrepisset, ac nonnullos ex ipsis fratribus nimia quadam facilitate, seu potius importunis amicorum familiariumque precibus adductos Beneficia ecclesiastica in confidentiam hujusmodi recepisse & frequenter recipere, intelleximus. Hanc illicitam beneficentiæ exercendæ, seu amicitiæ colendæ viam à tanto saltem Collegio prorsus eliminare cupientes, eosdem fratres in Consistorio nostro secreto non semel admonuerimus huic aliena Beneficia custodiendi modo ne assuecerent, neve illa hoc pacto recipere, utque sic recepta dimiserent. Nihilominus nuper ad aures nostras pervenit, eorum aliquos, monitionis nostræ, imò potius suimet oblitos, ea quæ custodienda receperant Beneficia, nondum tamen dimisisse. Et insuper illos & nonnullos alios, etiam Patriarchas, Archiepiscopos, & alios Episcopos, ac etiam Cameræ apostolicæ Clericos, Ecclesiæ, Monasteria, Dignitates, & alia Beneficia ejusmodi, in sui favorem resignata, cessâ, vel aliâ dimissa accepisse, aut de illis per obitum, vel aliâ vacantibus, à nobis & prædecessoribus nostris, seu

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 219

etiam ab Ordinariis & aliis inferioribus Collatoribus, etiam ad patronorum præsentationem, ad alterius commodum sibi provideri obtinuisse, illaque ac etiam alia aliter vacantia, sibi in titulum, commendam vel administrationem, aut aliis dictâ auctoritate concessa quandoque in resignantium, vel cedentium seu etiam aliorum favorem concessisse, vel aliis dimisisse: ac sibi propterea pensiones annuas, ac fructus, redditus, & proventus Ecclesiarum, Monasteriorum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum hujusmodi, in toto, vel in parte, etiam aliquando cum facultate illas & illos transferendi, ac etiam collationem, provisionem, præsentationem, & aliam dispositionem Beneficiorum ecclesiasticorum ad earundem Ecclesiarum, Monasteriorum, & Dignitatum Prælatos pro tempore existentes, ac alios hujusmodi Beneficia pro tempore obtinentes pertinentiuni, necnon regressus, sive accessus, & ingressus ad Ecclesias, etiam cathedrales, Monasteria, ac alia diversa Beneficia ecclesiastica sibi reservari procurasse, & obtinuisse, ad hoc videlicet, ut confidentes sic decimarum apostolicarum, vel communis dicti Collegii & annate, aliorumque jurium dictæ Cameræ debitorum solutionem eludant, integritque Beneficiorum, etiam in mensibus apostolicis vacantium, aut aliâ dispositioni Sedis apostolicæ generaliter reservatorum, collationibus, ac interdum ut Beneficia ipsa, tempore procedente, in aliquorum tunc forsitan de jure inhabilium, & incapacium, vel nondum adhuc ætatorum favorem, cedantur, seu resignentur, vel ut personæ inhabiles & incapaces hujusmodi, etiam laici, pensionibus, ac fructibus, redditibus, & proventibus ecclesiasticis fruuntur & gaudeant, seu potius illis, & facultate transferendi prædictâ abutantur in animarum suarum periculum, & perniciosum exemplum. Quare nos hanc Cardinalium eorumdem, in monitionibus nostris parendo incuriam, & iam illorum quàm cæterorum Prælatorum etiam Clericorum, ac aliorum quoruncunque indignam fallaciam conniventibus oculis diutius minimè disimulandam, sed huic errori, ne radices altius agat, occurrendum tandem esse censentes: & quoniam hanc ipsorum qui monitioni nostræ non parentes, Beneficia hujusmodi in confidentiam, ut præfertur, retinuerunt, & fructus ex eis indebitè, vel percipiendo, vel alios nomine suo, etiam per simulatas illorum locationes, & fidas de receptis quitantias ac donationes, & remissiones percipi sinendo, graviter excesserunt Cardinalium metam, potius ex immoderata erga suos indulgentia, quàm aliquo præceptorum nostrorum spectu processisse facile reputamus. Idcirco omnes & singulas Ecclesias, etiam metropolitanas, & aliâs cathedrales, ac Monasteria etiam consistorialia, Prioratus, Præposituras, Præpositus, Dignitates, etiam majores, & principales, etiam conventuales, personatus, administrationes & officia, cæteraque Beneficia ecclesiastica, cum cura & sine cura, secularia, & quorumvis Ordinum, regularia, etiam de jure patronatus, etiam laicorum, etiam nobilium & illustrium, etiam ex fundatione & donatione existentia, per ejusdem Rom. Ecclesiæ, etiam Episcopos Cardinales, & quoscunque alios, etiam Patriarchas, Archiepiscopos & alios Episcopos, ac etiam ejusdem Cameræ Clericos, in titulum, commendam, administrationem, aut aliâs in hujusmodi confidentiam jure prohibitam cujusvis personæ (ut præfertur) contemplatione, vel intuitu, quovis modo recepta, illorum liberam collationem, & dispositionem nobis, & Sedi apostolicæ, harum serie reservantes, ipso jure à die receptionis eorumdem, vacavisse & vacare, ac fructuum, & pensionum reservationem, ac facultates transferendi, & collationis Beneficiorum concessiones, eis (ut præmittitur) factas, ac regressus, sive accessus, & ingressus concessos hujusmodi cessasse & cessare, ac extinctos esse, & eosdem Cardinales seu quovis alios, à prima die receptionis Beneficiorum hujusmodi circa fructus, redditus, & proventus earundem Ecclesiarum, Monasteriorum, Dignitatum & aliorum Beneficiorum, ac pensiones prædictas indebitè percipere, suosque facere non potuisse, neque debuisse, sed illos omnes & singulos ad Cameram eandem devolutos fuisse, & esse, illique deberi, ac ipsos Cardinales, & alios ad quorum manus quomodolibet pervenerunt, & eorum hæredes, ad integram illorum restitutionem in utroque foro teneri, & ad id opportunis juris remediis compelli debere, auctoritate apostolicâ, senore Præsentium decernimus, & declaramus. Et insuper universis & singulis, tam ejusdem Rom. Ecclesiæ Cardinalibus etiam Episcopis, quàm Prælati & Clericis, & aliis prædictis, præsentibus & futuris, ne deinceps ullo unquam tempore, aliquas Ecclesias, Monasteria, Dignitates,

E e ij

vel alia Beneficia, etiam, de dicto jure patronatûs (ut præfertur) existentia, aut fructus vel pensiones, aut regressus, accessus in confidentiam prædictam, aut ad effectum reservationum hujusmodi, sibi postmodum cedentibus procurandarum recipere præsumant: Cardinalibus videlicet & aliis Prælatibus hujusmodi, in virtute sanctæ obediæntiæ, sub interdicti ingressus Ecclesiæ, reliquis verò sub majoris excommunicationis lætæ sententiæ pœnâ, per contra facientes eo ipso incurrendâ, à qua, nisi à nobis, aut Rom. Pontifice pro tempore existente, præterquam in mortis articulo constituti, absolvi nequeant, districtius inhibemus. Ac quascunque collationes, provisiones, præfectiones, Commendas, reservationes, facultates, etiam transferendi, ac regrediendi, sive accedendi & ingrediendi, ac alias dispositiones de Ecclesiis, Monasteriis, Dignitatibus, & aliis Beneficiis, eorumque fructibus, & Beneficiorum collationibus per nos & alios Rom. Pontifices successores nostros, etiam moru proprio, seu consistorialiter, aut etiam per Ordinarios, & alios inferiores Collatores, etiam ad patronorum eorundem præsentationem, & alias quomodolibet cum interveniu confidentiæ hujusmodi, expressè, sive occultè, ac de jure præsumpto, & aliis contra præmissa pro tempore factas, nullas & invalidas, nulliusque roboris vel momenti fore, neque cuiquam suffragari, sed Ecclesias, Monasteria, Dignitates, ac alia Beneficia hujusmodi, ipso jure vacare, ac nostræ & Sedis apostolicæ dispositioni reservata, fructusque & pensiones Cameræ apostolicæ applicatas, ut præfertur, esse, & censeri: sicque in præmissis omnibus & singulis, per quoscunque Judices & Commissarios etiam ipsius Ecclesiæ Rom. Cardinales, sublati eis quavis aliter interpretandi, & judicandi facultate, etiam præsumptiones & conjecturas legitimas, & eorum arbitrio (cum alias confidentias hujusmodi, in lucem erui, & probari non posse constet) procedendo, judicari, & diffiniri debere. Ac quidquid secus super his à quoquam, quavis auctoritate scienter, vel ignoranter attentari contigerit, irritum & inane similiter decernimus. Nonobstantibus sel. recor. Bonifacii Papæ VIII prædecessoris nostri, de una & Concilii generalis de duabus dietis, ac aliis Constitutionibus apostolicis, necnon Collegii præfati juramento, confirmatione apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis, statutis, & consuetudinibus contrariis quibuscunque. Aut si aliquibus communiter, vel divisi, ab eadem sit Sede indultum, quodd interdicti, suspendi, vel excommunicari non possint, per Litteras apostolicas, non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Et ne quisquam, ullo unquam tempore Præsentem ignorantiam præterdere possit, volumus, & eadem auctoritate decernimus, quod ipse præsentem Litteræ ad Basilicæ Principis apostolorum de Urbe valvas, per aliquem ex Cursoribus nostris, illarum copia ibi affixâ & dimissâ, & etiam in Cancellaria apostolica de more publicetur, ac in ejusdem Cancellariæ quinterno, ad majorem partium illas in judicio producere volentium commoditatem describantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ reservationis, declarationis, inhibitionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursum Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo quarto, decimo sexto Kl. Novemb. Pontificatus nostri, anno quinto, Visa de Curia. M. de Encisco. *Signé*, CAE. GLORIERIUS. *Et plus bas*, H. CUMY.

Anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quarto, indictione septima, die verò quarta mensis Decembris, Pontificatus Sanctissimè in Christo Patris & Domini nostri, Domini Pii, divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quinto, supra scripta Littera apostolica publicata & affixa fuerunt ad valvas Basilicæ Principis apostolorum de Urbe, & Cancellariæ apostolicæ, ac in acie Campi Floræ, dimissis ibidem in supra scriptis locis superscriptarum Litterarum copiis affixis, ut moris est, per nos Julium Parinum, & Bernardinum Andream prælatos Sanctissimè Domini nostri Papæ Cursus.

ANTONIUS CLERICI MAGISTER CURÆ.



BULLE DE S. PIE V,

Sur le même sujet.

De l'an 1569.

PIUS, Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Intolerabilis, multorum perversitas, qui sacrosanctas Constitutiones novis quotidie fraudibus eludere nituntur, sæpe illarum auctores in necessitatem adducit cautiùs providendi, quo pertinacium animi ab imptobis conatibus, graviore sanctione propositâ reprimantur. Benè quidem & prudenter fel. rec. Pius Papa IV prædecessor noster ad tollendam fiduciariæ mancipationis Beneficiorum ecclesiasticorum corruptelam statuit & decrevit, ut ipso jure vacarent Ecclesiæ, Monasteria, cæteraque Beneficia ecclesiastica in confidentiam à quibuscunque, etiam S. R. E. Cardinalibus cujusvis personæ contemplatione, vel intuitu recepta, liberam illorum dispositionem, sibi, & apostolicæ Sedis reservando: nec valerent ipsorum collationes, seu concessiones, nec fructuum, nec pensionum reservationes, nec facultates alias transferendi, nec regrediendi, seu accedendi & ingrediendi ad Ecclesias, Monasteria & Beneficia supradicta, illaque recipientes, fructus, pensiones & alias res eorundem indebitè perciperent. Prohibens quibuscunque etiam sub censuris ecclesiasticis, ne quid hujusmodi amplius auderent. Ac etiam decrevit omnes & quascunque provisiones, præfectiones, collationes, commendas, & alias dispositiones de Ecclesiis, Monasteriis, & Beneficiis, necnon reservationes fructuum, pensionum, rerum & jurium, ac etiam transferendi, regrediendi, accedendi, & ingrediendi, aliasque facultates, sive per se, sive futuros Romanos Pontifices, etiam motu proprio, ac consistorialiter, sive etiam per ordinarios Collatores, etiam ad Patronorum præsentationem, cum interventu confidentiarum hujusmodi, sive expressè, sive occultè, ac de jure præsumpto, & alias contra prædicta pro tempore factas, nullius momenti fore, nec cuiquam suffragari, sed Ecclesias, Monasteria & Beneficia hujusmodi, ipso jure vacare, ac prædictæ dispositioni reservata esse, sicut per quoscunque, etiam per præsumptiones, conjecturas legitimas, & alias eorum arbitrio procedendo (cùm alioqui confidentias hujusmodi in lucem erui, & probati non posse constaret) judicati & diffiniri debere. Necnon irritum & inane quidquid secus contineretur attentatis, quemadmodum confectis super his Litteris suis plenius continetur. Verumtamen propter improbas multorum cupiditates, prædicta, quæ ad purgandam hac pernecie Ecclesiam, & animarum salutem ab ipso prædecessore edita sunt, in multis deprehendimus viam apertuisse graviùs delinquendi. Siquidem cùm frequentibus plurium quærelis pridem concitati, quod iudices in causis hujusmodi confidentiarum expediendis remissiores essent, omnes & singulas causas ipsas ubique, & inter quoscunque motas ad nos advocavissimus, ac omnimodam hujusmodi causarum præsentium & futurarum, rerumque omnium ex ipsis resultantium cognitionem nobis & successoribus nostris reservavissimus, & super quibusdam coram nobis processum fuisset, variis inde, nec levibus conjecturis intelleximus, vitium quidem confidentiarum occultè irrepfisse, sed in plerisque causis præsumptiones & conjecturas, quæ ad illud probandum deducuntur, minimè sufficere, ejusque rei causâ plurimos, qui ante Litterarum prædictarum editionem hujusmodi confidentias exercebant, nbi cognoverunt obstructam veritatem propter difficultates probandi in iudicio confidentias ipsas, contemptâ Constitutione prædictâ, Ecclesias, Monasteria & Beneficia sic recepta, ut priùs retinere, alios fructus, pensiones, & alias res accipere, alios eorum exemplo ad similia & graviora fiduciis commoveri. Multi enim ipsa Beneficia jure retinere nequeunt, alii ne cogantur ad sacros Ordines, residentiam ad incedendum in habitu clericali, ut ad bellum proficiantur, ut inimicos occidant: alii ut alieno nomine lites agant, aut defendant: alii propter crimina incapaces, quidam ut purgato delicto, vel abolitione consecutâ illa repetant, eadem in alios deponunt, & in plerisque fructus ipsorum aut

Ann. 1569.

eis ministrantur, aut quibus ipsi statuunt, Cepe laicis & inhabilibus. Plerique vel senes, vel infirmi, ut Beneficia in domibus suis perpetuent, illa renuntiant & renuntiantur in alios, qui vel profanam familiam cedentium de fructibus ecclesiasticis alant, vel illa etiamnum infantibus, aut nascituris asservent, facto interduo circuitu retrocessionis, cum reservatione fructuum & aliarum rerum, aut accessu, præsertim ab illis qui præstandorum jurium Cameræ apostolicæ sunt immunes: alii aut incapaces, aut alius Beneficiis ecclesiasticis onusti, aut ecclesiastico Ordini sese incipere refugientes, aut merè laici Beneficia ecclesiastica aliis conferenda procurant, ut de illis postmodum ad libitum suum disponatur, fructus etiam percipientes illorum. Ad hæc plerique Ordinarii, & alii Collatores, ac etiam Patroni laici curant deponenda Beneficia, ut fructus, seu pensiones capiant eorumdem, aliisve faciant ministrari: alia etiam permulta ejusmodi admittuntur, quibus immaculata rerum divinarum puritas impiè violatur, disciplinæ ecclesiasticæ nervus dirumpitur, & imminens patraturs exitium animarum. Quare non volentes periculosam talium audaciam novi juris subsidio cohibere, Præsentium auctoritate statuimus, ut si quis quacunque auctoritate Ecclesiam, vel Monasterium, aut aliud Beneficium ecclesiasticum qualecunque ex resignatione, vel cessione cujuscunque personæ simpliciter aut cum circuitu retrocessionis, cum regressu, vel accessu, etiam solâ dimittentis intentione receperit, ut illa, vel illud etiam in eventum regressus vel accessus, eidem dimittantur, vel alteri postea conferantur, aut illius fructus, vel eorum pars alii, vel alius concedantur, vel pensiones solvantur, ex eisdem hæc confidentia censeatur. Item si Ordinarius, vel alius Collator contulerit antehac, aut conferat in futurum Beneficium ecclesiasticum quovis modo vacans, eâ conditione, racitâ, vel expressâ, ut postea, in alterum pro arbitrio Collatoris, seu alterius cujuscunque, contra Juris communis ordinationem disponatur, sive ut de eo provisos, fructus illius vel partem ad utilitatem, vel libitum conferentis, vel cedentis, aut alterius relinquat & remittat, seu pensionem illi, vel illis, quem vel quos, idem Collator, aut cedens, vel alius per se, vel alium scripto, aut verbo jussit seu significaverit, persolvat, & pariter si à Patrono etiam laico, vel alteri præsentatori, seu electori contigerit, vel contingat id fieri. Ad hæc si Clericus prædictæ Cameræ, aut Cardinalis, aut alius à solutione jurium ipsius Cameræ, vel etiam Cancellariæ apostolicæ exemptus, post resignationem, vel cessionem alicujus extranei, de Ecclesia, Monasterio, vel alio Beneficio ecclesiastico in se, apostolicâ, vel aliâ auctoritate factam & admissam, illam vel illud etiam confectis Litteris apostolicis & possessione apprehensâ, in eundem resignantem, vel cedentem, modico spatio interjecto, veluti duorum aut trium mensium retrocesserit, aut retrocedat in futurum, & ex illa retrocessione fructus Ecclesiæ, seu Monasterii, aut Beneficii, vel eorum pars seu pensio, seu quid aliud super illis reservatum, aut regressus, seu accessus & ingressus ad illam, vel illud, ipsi Clerico, vel Cardinali, aut alii exemplo, sit fueritve concessus. Postremò si quis crimine aliquo absolutus, aut cum quo super irregularitate dispensatum est, denuo receperit quacunque auctoritate Ecclesiam, Monasterium, vel aliud Beneficium ecclesiasticum, quod ante, vel post commissum delictum, aut contractam irregularitatem dimiserit, in quovis horum casuum confidentiæ pravitatis sit contracta, casusque hujusmodi Litteris prædictis comprehendantur, ac si illis speciarim expressi fuissent, licet ipsum confidentiæ crimen alterius tantum partis conscientia sit admissum. Ad probandum verò plene confidentiarum abusum, inter alias etiam hæc præsumptiones & conjecturæ habeantur legiimus. Videlicet, si quis post cessam à se Ecclesiam, vel Monasterium aut Beneficium, & publicatam resignationem, seu cessionem, captamque à successore possessionem, sese in illa, vel illo, vel rebus illius, per se, vel alium, seu alios de facto ingesserit, aut fructus perceperit, aut quicunque successor illi, vel ejus propinquus, ipsos, aut patrem aliquam remiserit eorundem. Si recipiens Beneficium constituerit dimittentem, vel ejus parentes, aut propinquos procuratores ad percipiendum, vel locandum fructus Beneficii dimissi, & illi vel illis de fructibus perceptis aut percipiendis mensurariis ex parte dimittentis expeditio, quæ personam recipientis concernit, prosecuta sit, simulque expensæ pro eâ necessariz ab illo factæ fuerint. Denique si quis pro cessione alicui factâ quacunque

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 113

auctoritate de Beneficio ecclesiastico per se, vel alium seu alios intercesserit, vel alias in negotio concessionis sese immiscuerit quoquo modo, deinde aliquid de fructibus talis Beneficii de facto etiam per manus possessoris, ac etiam simplicis donationis titulo perceperit, seu de illo postmodum ad voluntatem intercessoris fuerit dispositum quandoque. Testes autem de quaque re singulares singulas probare valeant presumptiones & conjecturas, pluresque hujusmodi presumptiones & conjecturæ plenam faciant probationem in prædictis. Cæterum criminosi & cæteri omnes, qui ad perhibendum in casibus simoniaci testimonium recipi possunt, ad prædicta omnia admittentur. Sed ne quisquam etiam vanâ fiduciâ fretus non intendendi contra se iudicii in crimine perseveret, neque hoc inaleum gravioris censuræ stimulo usquequaque prohibeatur, omnes & singulos, qui hucusque Ecclesias, Monasteria, Beneficia, fructus, pensiones, aliasve res, intercedente hoc confidentiæ vitio receperunt, ac retinent, nisi statim ad se reversi, & resipiscentes celeri dimissione sibi prospexerint, & qui quid tale admisserint in futurum, etiam omnibus & singulis aliis Ecclesiis, Monasteriis, Dignitatibus, administrationibus, Officiis & Beneficiis obtentis, quæ pariter sub dictâ reservatione comprehendi volumus, necnon fructibus & pensionibus, & aliis rebus ecclesiasticis, ac etiam Ro. Cu. & aliis Officiis temporalibus Præsentium auctoritate privamus, & ad futura inhabiles declaramus, & in juris subsidium excommunicationis sententiâ innodamus, à qua nullus, nisi in mortis articulo constitutus, ab alio quam Rom. Pontifice absolutionis Beneficium valeat obtinere. Nos enim advocacione causarum hujusmodi, & reservatione cognitionis illarum, rerumque omnium inde emergentium, nobis & prædictis successoribus, ut prædictum est, factâ (causis illis dumtaxat exceptis, quæ jam eorum nobis pendere noscuntur, ac etiam iis quas ratione Ecclesiarum, & Monasteriorum, quorum dispositio in Consistorio fieri consuevit, aut debet, itemque, contra ordinarios Collatores, Episcopos, & alios superiores Prelatos, etiam Cardinales haberi contigerit, ut jam aliis nostris statutum est, audiendis, decidendis, & terminandis) harum serie protius relaxata decernimus: ita deinceps quoscunque judices ordinarios, & delegatos, etiam causarum Palatii apostolici auditores, ac prædictæ Rom. Ecclesiæ Cardinales, sublatis eis, & ipsorum cuicumque quavis aliter judicandi interpretandi facultate, & auctoritate, ubique judicare, interpretari, & definire debere, necnon irritum & inane quidquid fecus in prædictis per quoscunque quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contigerit attentari. Quo circa omnibus locorum Ordinariis districtius injungimus, ut in suis quisque Ecclesiis, civitatibus, Diocessibus, & locis etiam exemplis, ad prædicta studiosè attendant, & quatenus illis relaxavimus, in delinquentes severe animadvertant, si divinæ Majestatis iudicium, dictæque Sedis censuram voluerint evitare. In cæteris verò causis & negotiis (nobis & prædictis successoribus exceptis) eosdem locorum Ordinarios Præsentium auctoritate delegamus, ut gratiâ & favore postpositis, pro se quisque, cum venerit usus contra prædictos omnes sub ipsâ exceptione comprehensos diligenter inquirent, suoque inquisitiones omnes sigillo obsignatas ad prædictam Sedem quamprimum transferant, ut nos & prædicti successores in causis hujusmodi procedentes, quod justum fuerit decernamus. Nos enim singulis Ordinariis ipsis, prædictos omnes, & quoscunque alios etiam exemptos, etiam per edictum publicum, consilio prius summarie extra judicialiter de non tuto ad illos accessu, citandi & movendi, eisque, ac iudicibus ordinariis, & delegatis aliisque personis quibuscunque, ne prædictorum executionem quoquo modo impediunt, vel aliis in illis sese interponant, etiam per simile edictum inhibendi, eisdemque, ac alios contraditores & rebelles quoscunque per censuras & pœnas ecclesiasticas, ac omnia alia juri & facti remedia opportuna compellendi, auxilium brachii secularis, quandoque opus erit, invocandi, ceteraque in prædictis omnibus & singulis necessaria faciendi & exequendi plenam & liberam, tenore Præsentium concedimus facultatem. Non obstantibus sel. recor. Bonifacii Papæ octavi prædecessoris nostri de una, & in Concilio generali edita de duabus diebus, aliisque apostolicis Constitutionibus & ordinationibus, & quod Episcopis, Collatoribus, & Prelatis prædictis, etiam Cardinalibus, vel quibuscunque aliis communiter vel divisim à prædicta sit Sede indultum, vel in posterum indulgeri contingat, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari, aut contra indulta hujusmodi ad iudicium trahi non possint per Litteras aposto-

licas non facientes plenam & expressam, & ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, & quibuscumque aliis privilegiis, indulgentiis & Litteris apostolicis, generalibus, vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per quæ præsentibus, non expressa, aut in totum inserta, effectus Præsentium, aut attributæ prædictis Ordinariis jurisdictionis explicatio, seu exercitium, vel executio, impediri valeat quomodocunque, vel differri & de quibus quorumque totis tenoribus habenda sūt in nostris Litteris mentio specialis, cæterisque contrariis quibuscunque, Litteris prædecessoris hujusmodi nihilominus in suo robore duraturis. Volumus autem ut Præsentium exempla etiam impressa edantur, eaque Norarii publici manu, & cujuscumque Curie ecclesiasticæ, vel Prælati sigillo obsignata, eandem illam prorsus fidem in judicio, extra ubique locorum faciant, quàm ipsæ Præsentibus facerent, si essent inhibitiæ, vel ostensæ. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ privationis, statuti, decreti, innodationis, junctionis, delegationis, concessionis & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud sanctum Petrum, anno incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo sexagesimo nono Kl. Junii, Pontificatus nostri anno quarto. *Signé, C. A. E. GLORIERIUS. Et plus bas, H. CUMYN.*

Anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo sexagesimo nono ; indictione duodecimâ, die verò Sabbati sexto Augusti, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & D. N. P. Pii divinâ providentiâ Papa quinti anno quarto, retroscripta Littera affixa & publicata fuerunt ad valvas Basilicarum Lateranen. & Principis apostolorum, de Urbe, Cancellaria apostolica, & in acie Campi Floræ, ut moris est, dimissis in omnibus supradictis locis earundem retroscriptarum Litterarum copiis affixis, per nos Julium Parinum & Joannem Andream Pantzæm prædicti S. D. N. Papa Pii quinti Cursores. Christianus de monte Magister Cursorum.

EDIT DE LOUIS XIII,

Sur le même sujet.

Du Septembre 1610.

Ann 1610. **L**OUIS, &c. Salut. Après le détestable & plus qu'abominable parricide commis en la personne du feu Roi dernier, notre très-honoré Seigneur & Pere que Dieu absolve, les Prélats & autres Députés du Clergé de notre Royaume qui étoient lors assemblés par sa permission en cette ville de Paris, nous ayant présenté leur cahier contenant plusieurs bonnes remontrances sur l'ordre, police & discipline ecclésiastique, nous les aurions fait voir en notre Conseil, où par l'avis de la Reine Regente notre très-honorée Dame & mere, des Princes de notre Sang & autres Seigneurs & plus notables personnages de notre dit Conseil, nous avons dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons, ce qui s'ensuit.

ARTICLE PREMIER.

Que pour ôter les crimes de simonie & confidence, qui ne sont que trop communs en ce Royaume, si quelqu'un est désormais convaincu pardevant les Juges, auxquels la connoissance en appartient, d'avoir commis simonie ou détenir Bénéfice en confidence, il fera pourvu ausdits Bénéfices comme vacans, incontinent après le jugement donné, à notre nomination, s'ils sont de ceux auxquels nous avons droit de nommer par les Concordats; ou par les Collateurs ordinaires, s'ils dépendent de leur collation.

I I.

Et parce que les reserves des Bénéfices donnent occasion de souhaiter voire de solliciter injustement la condamnation ou la mort d'autrui ; nous nommerons ausdits Bénéfices, lors seulement que la vacation en aviendra & non plutôt : déclarant toutes promesses & brevets de reserve qui en auroient été donnés, nuls & de nul effet, sans que nos Juges y aient aucun égard, ce que nous leur défendons ; & en surplus, ordonnons, que l'article VII de l'Ordonnance de Blois sur ce sujet, sera inviolablement gardé & observé, ainsi que notredit feu Seigneur & Pere avoit aussi ci-devant ordonné.

I I I.

Et quant à ce qui regarde les appellations comme d'abus, nous voulons que ce qui en a été ordonné par notredit feu Seigneur & Pere, dès l'année 1606, conformément à l'Ordonnance de Melun, de 1579, soit inviolablement gardé & observé, fors en ce qui est de prendre relief d'appel à notre grand sceau ; à quoi nous ne voulons assujettir les parties intéressées, pour ne les point travailler en frais & dépenses inutiles ; sinon que lesdites appellations proviennent de la plainte, qui sera faite contre les visitations ou réglemens des Archevêques ou Evêques & choses qui regardent le Service divin, la discipline ecclésiastique ou correction des mœurs, ou bien qu'il y ait appel comme d'abus d'aucuns articles contenus & Conciles provinciaux, ausquels cas afin de diminuer la fréquence desdites appellations, & autoriser davantage ce qui aura été fait par lesdits Archevêques & Evêques, nous ordonnons que lesdits reliefs d'appel seroient pris à notre grand sceau, & non & petites Chancelleries, & si autrement il en a été usé, faisons inhibitions & défenses à nos Cours de Parlement, d'y avoir aucun égard, & de ne tenir l'appel pour dûement relevé.

I V.

Voulons qu'où nos Officiers, sous prétexte des possessoires, complaints & nouvelles voudroient connoître directement ou indirectement d'aucunes causes spirituelles & concernant les Sacramens, Offices, conduite & discipline de l'Eglise & entre Ecclésiastiques ; les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, qui ont attribué à nosdits Officiers ce qui est de leur connoissance, & réglé aussi la juridiction ecclésiastique, soient observées & gardées, en sorte que chacun se tienne en son devoir & dans les bornes de ce qui lui appartient, sans entreprendre l'un sur l'autre, ce que nous leur défendons très-expressement, enjoignons aussi à nos Cours de Parlement, de laisser à la juridiction ecclésiastique, les causes qui sont de leur connoissance, même celles qui concernent les Sacramens, & autres causes spirituelles & purement ecclésiastiques, sans les attirer à eux, sous prétexte de possessoire ou pour quelque autre occasion que ce soit.

V.

Voulons aussi que suivant les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, nosdits Officiers aient à donner l'assistance & main-forte dont ils seront requis pour l'exécution des Sentences des Juges d'Eglise, sans pour ce entrer en aucune connoissance des causes & mérites d'icelles, ce que nous leur défendons ; & même de retenir la connoissance des oppositions prétendues formées à leurdue assistance requise, sous prétexte desquels ils rejettent le plus souvent du fonds desdites Sentences, leur enjoignant de renvoyer les oppositions avec toutes leurs circonvallances & dépendances, pardevant les Juges d'Eglise, pour y être pourvu.

V I.

Et d'autant que pour la reformation des mœurs & direction de la Justice & discipline ecclésiastique, le Clergé a reconnu & jugé très-nécessaire de faire étroitement & re-

ligieusement observer les saintes & salutaires reformatiions & constitutions des Conciles provinciaux derniers, tenus en diverses Provinces de ce Royaume, & même de renouvellet & communiquer lesdits Conciles en chacune Province d'an eo an à l'avenir, au moins pour quelques années, & jusqu'à un meilleur ordre rétabli, afin que s'il y a quelques Sujets de plaintes contre les mêmes Prélats ou leurs Officiers, il y ait tems & lieu propre pour les proposer avec l'autorité d'y pourvoir, ensemble y réserver & juger les causes plus grandes & publiques, & y reformer de tems en tems, avec mûre délibération, les coutumes abusives & autres désordres infinis déjà glissés & qui peuvent multiplier dans les Diocèses, nous suivant & conformément aux Ordonnances de Blois & Melun, admonestons les Archevêques & Evêques de tenir les Conciles provinciaux de trois ans en trois ans, ayant néanmoins bien agréable qu'ils les assemblent & tiennent aussi souvent & autant de fois qu'ils jugeront en être besoin pour remettre l'ancienne discipline de l'Eglise, corriger les mœurs des Ecclésiastiques soumis à leur Jurisdiction, en y procédant avec les formes ordinaires & accoutumées; & pour l'exécution d'une si bonne œuvre, enjoignons à nos Officiers d'y tenir la main & de les assister quand ils en seront requis.

VII.

Et afin que ledit ordre & état ecclésiastique soit désormais reconnu & conservé en son ancienne splendeur & dignité, le Roi dernier décédé, notredit feu Seigneur & Pere que Dieu absolve, ayant assez témoigné son zèle & le désir qu'il avoit de faire honorer & respecter les Ecclésiastiques, même ceux qui sont constitués aux premières charges & dignités de l'Eglise, nous, à son imitation, ordonnons à tous nos Sujets, même à nos Officiers de quelque qualité & dignité qu'ils soient, de se comporter envers eux avec le respect qui leur est dû, sans entreprendre à leur préjudice chose qui soit indécente & contre l'honneur du ministère qu'ils traitent: & pour le regard du rang des Pairs ecclésiastiques en notre Cour de Parlement, nous voulons qu'il leur soit conservé selon qu'il a été d'ancienneté, & si quelque difficulté survient à cette occasion, qu'elle soit jugée à connoissance de cause audit Parlement, qui sont les vrais Juges des Pairs.

VIII.

Nous voulons aussi & ordonnons, selon l'ancien établissement de nos Cours souveraines & Sièges présidiaux, qu'avenant vacation par mort des Offices de Président aux Enquêtes & Conseillers en nos Parlemens & Sièges présidiaux, dont personnes ecclésiastiques doivent être pourvues, ils leur seront affectés, sans qu'aucun autre qu'eux en puisse être pourvu, jusqu'à ce que le nombre porté par lesdits anciens réglemens soit rempli, nonobstant toutes dispenses données & à donner au contraire, auxquelles nosdits Parlemens & Sièges présidiaux n'auront aucun égard.

IX.

Et sur ce que lesdits Ecclésiastiques nous ont fait entendre qu'encore que les Rois nos prédécesseurs ayent par plusieurs Edits & par plusieurs Déclarations exempté le Clergé de donner par déclarations, aveux & dénombremens les biens & héritages de leurs bénéfices, sous quelque prétexte & couleur que ce soit, même de confédion de papiers terriers, ils en sont néanmoins travaillés en quelques endroits, sous prétexte de ladite confédion des papiers terriers, nous députerons Commissaires pour conférer avec ceux qui seront députés par ledit Clergé pour ce sujet, & après y faire quelque bon réglement, par le moyen duquel nos droits soient conservés sans que lesdits Ecclésiastiques en reçoivent aucune notable incommodité ou dommage, & cependant nous leur faisons main-levée des saisies qui pourroient avoir été faites sur le revenu de leurs bénéfices.

X.

Nous ayant aussi fait entendre que plusieurs Archevêques, Evêques, Chapitres; Abbés & Monastères ont associé les Rois nos prédécesseurs en leurs terres, Seigneuries & droits de Justice, pour avoir une plus assurée protection, mais à certaines conditions qui ne leur ont point été observées, parce que contre l'expresse convention, la part de nosdits Prédécesseurs & de nous auroit été aliénée avec le reste du Domaine, au grand désavantage desdits Ecclésiastiques, lesquels au lieu de nous ont en partage des Seigneurs peu affectionnés & bien souvent ennemis de l'Eglise; & que d'ailleurs combien que par lesdites associations & partages il soit dit qu'il sera pourvu aux Charges & Offices par commun avis, ou qu'ils seront exercés alternativement, toutefois par le moyen du parti général fait pour les Offices de notre Royaume, il y est pourvu sans leur consentement: c'est pourquoi ne pouvant changer ce qui a été fait pour le passé, nous voulons & ordonnons que pour l'avenir les conditions des partages soient gardées, & suivant icelles qu'il soit pourvu aux Offices par avis commun alternativement, & qu'es lieux esquels les dernières provisions auront été faites par notredit Seigneur & Pere le Roi dernier décédé, le droit d'y nommer, la premiere vacation venant, appartienne ausdits Ecclésiastiques, & si l'on y a établi des Offices super-numéraires, qu'ils demeurent supprimés par mort.

XI.

Voulons pareillement que si en la vente du Domaine quelques terres & Seigneuries de ladite qualité ont été aliénées, que lesdits Ecclésiastiques y ayant parti avec nous les puissent retirer des mains de acquéreurs, en leur rendant le prix, frais & loyaux coûts, toutes & quantes fois que bon leur semblera, pourvu que ce soit pour les réunir au domaine de l'Eglise, & non autrement.

Si donnons en mandement, &c. que ces Présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & chacun en droit soi inviolablement garder & observer, & faire entretenir, garder & observer de tous ceux & ainsi qu'il appartiendra selon leur forme & teneur, sans permettre ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit, nonobstant quelconques autres Edits, Déclarations & Lettres à ce contraires, ausquelles & à la dérogaire des dérogaiores y contenues, nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes, & ausquelles, afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel, sauf en autre chose notre droit, & l'autrui en toutes; car tel est notre plaisir. Donné à Paris au mois de Septembre, l'an de grace mil six cent dix, & de notre regne le premier. *Ainsi signé* LOUIS. *Et plus bas*; Par le Roi étant en son Conseil, DE LOMENIE. Et scellé sur double queue en lars de soye rouge & verte du grand Secau de cire verte.

Régistrées, ouï le Procureur général du Roi, pour jouir par les Impétrans du contenu en icelles; à la charge pour le regard du premier Article que les saints Décrets & Conciles seront gardés & observés sur le fait des simonies & confidences, les Ordonnances Royaux, même le XLVI Art. de celle de Blois, XVII Art. de Melun, & Arrêts de la Cour. Pour le VII Art. les parties se pourvoiront en la grande & petite Chancellerie, ainsi qu'ils verront bon être, & seront les articles premier de l'Edit fait sur les remontrances du Clergé à Melun, l'an 1579, & ceux de l'Edit de l'an 1606, gardés & observés, suivant iceux n'auront les appellations comme d'abus autre effet que dévolutif. Le IV Art. aura lieu sans déroger à la jurisdiction des Juges, tant en ce qui dépend du possessoire & causes spirituelles, de cas où il pourroit échoir, sinon qu'il y eut rebellion, ou faisant exécution; de laquelle rebellion le Juge ecclésiastique ne pourra connaître. Le VI Art. aura lieu, & néanmoins ne pourrons faire leurs Assemblées & Conciles provinciaux que de trois en trois ans. A Paris en Parlement le trente Mai mil six cent douze. GAILLARD.

Voyez les art. XIV & XVII de l'Edit de 1695, au §. suivant.

EDIT DE CHILDEBERT,

Sur le Culte divin & la sanctification des Fêtes.

De l'an 556.

Ann. 556.

C Redimus hoc Deo propitio, & ad nostram mercedem & ad salutem populi pertinere, si populus Christianus relicta idolorum cultura, Deo cui integram promissimus fidem in quantum inspirare dignetur fuerit, parè deservire debeamus. Et quia necesse est ut plebs quæ Sacerdotis præceptum non ita ut oportet custodit, nostro etiam corrigatur imperio, hanc Chartam generaliter per omnia loca decrevimus mittendam, præcipientes ut quicumque admonitus de agro suo, ubicumque fuerint simulachra constructa, vel idola demoni dicata ab hominibus, factam non statim abiecerit, vel Sacerdotibus hæc destruentibus prohibuerint, dais fidei iussoribus non aliter discedant, nisi nostris obtutibus præsententur. Qualiter in sacrilegos Dei injuria vindicetur nostrum est pertractandum, & quia fides nostra ut verba de altario Sacerdore faciente, quæcumque de Evangelio, Prophetis vel Apostolo fuerit annuntiatum, in quantum Deus dat intellectum, ad nos quærimonia processu multa sacrilegia in populo fieri, unde Deus lædatur & populus per peccatum declinat ad mortem; noctes pervigiles cum ebrietate, scurrilitate, vel canticis etiam in ipsis sacris diebus, Pascha, Natale Domini, & reliquis festivitibus, vel adveniente die Dominico, Daufatrices per villas ambulare. Hæc omnia unde Deus agnoscitur lædi, nullatenus fieri permittimus. Quicumque post communiõnem Sacerdotum vel nostrum præceptum sacrilegia ista perpetrare præsumpserit, si servilis est persona, centum ictus flagellorum ut sulcipia jubeamus: si verò ingenuus aut honoratior foris persona est . . . Cætera desiderantur.

ORDONNANCE DU ROI GONTRAN,

Pour l'observation du Dimanche & d'autres solennités.

De l'an 585.

Ann. 585.

Tom. I.
Concil. Gal.
J. Sirmondi
p. 390.

G UNTRAMNUS Rex Francorum, omnibus Pontificibus, ac universis Sacerdotibus, & cunctis Judicibus in regione nostra constitutis. Per hoc supremæ Majestatis auctorem, cujus universa reguntur imperio, placari credimus, si in populo nostro justitiæ jura servamus: & ille pius pater & dominus, qui humanæ fragilitatis substantiam suo semper adjuvare consuevit auxilio, melius dignabitur cunctorum necessitatibus quæ sunt opportuna concedere, quos cognoscit præceptorum suorum monita custodire. Dum pro regni ergo nostri stabilitate, & salvatione regionis, vel populi sollicitudine attentius pertractaremus; agnovimus infra Regni nostri spatia universa scelera, quæ Canonibus & Legibus pro divino timore puniri consueverant, suadente adversario boni operis perpetrari & ex hoc procul dubio indignatione cælesti, per diversas sæculi tempestates, homines ac pecora, aut morbo consumi cernentur, aut gladio, dum divina judicia non timentur: atque ita sit, ut admittendo illicita per ignorantiam multo deperant, & non solum præsentem vitam celerius cogantur amittere, sed & inferni supplicia sustinere. Ad vos ergo, sacrosancti Pontifices, quibus divina elementa potestatis paternæ concessit officium, in primis nostræ serenitatis sermo dirigitur, sperantis quod ita populum vobis providentia divina commissum frequenti prædicatione studeatis corrigere, & pastorali studio gubernare, quatenus dum universi diligendo justitiæ conversatione præcipua cum omni honestate studuerint vivere melius, cuncta rerum adversitate remota, cælesti beneficio concedatur tranquillitas tem-

porum, & congrua salvatio populorum. Et licet absque nostra admonitione ad vos specialiter prædicandi causa pertineat; attamen reliquorum peccatis vos omnino credimus esse participes, si filiorum vestrorum culpas non assiduâ objurigatione corrigitis, sed silentio præteritis. Nam nec nos, quibus iaculratem reguandi superni Regis commisit auctoritas, iram cuius evadere possumus, si de subiecto populo sollicitudinem non habemus. Idcirco hujus decreti ac definitionis generalis vigore decernimus, ut in omnibus diebus Dominicis, in quibus sanctæ Resurrectionis mysterium veneramus, vel in quibuscumque reliquis solemnitatibus, quando ex more ad veneranda Temporum oracula universæ plebis conjunctio devotionis congregatur studio, præter victum quem præparari convenit; ab omni corporali opere suspendantur, nec ulla cansum præcipuè jurgia moveantur: sed vos, Apostoli Pontifices, jungentes vobiscum Consecradores vestros, & filios seniores Ecclesiæ, ac Judices locorum, quoscumque agnoscitis quod vitæ qualitas honesta commendat, ira universam populi multitudinem constanti vel Deo placita jugiter prædicatione corrigite, ut & bene viventes mysticus adhortationis sermo mulceat, & excedentes ad viam recti itineris correctio pastoralis adducat: quatenus omnes unanimi deliberatione laudabiliter studeant vivere, vel æquitatem & justiciam conservare: qualiter ab omni peccatorum fece liberos suos sancta suscipiat Ecclesia Christianos. Enimvero quicumque Sacerdotum, aut secularium, intentione mortiferâ perdurantes, crebrius admoniti emendare neglexerint, alios canonica severitas corrigat, alios legalis pœna percellat: quoniam nec innocentes potest reddere collata securitas liberos, nisi culparum probatio punierit criminosos; nec minor est pietas protervos contere, quàm relevare compressos. Convenit ergo, ut justitiæ & æquitatis in omnibus vigore servato, distringat legalis ultio Judicium, quos non corrigit canonica prædicationis Sacerdotum: quo fiat ut dum præterita refecantur scelera, nullus audeat perpetrare furura; & ita universos excedentes pro disciplinæ reuore servando correctionis fræna constringant, ut in universa regione vestra pacis & concordiz jura proficiant. Cuncti itaque Judices iusta, sicut Deo placet, studeant dare judicia. Nam non dubium est, quod acrius illos condemnabit sententia nostri iudicii, à quibus non teneret æquitas judicandi. Non Vicarios, aut quoscumque de latere suo, per regionem sibi commissam instituire vel destinare præsumant, qui, quod absit, malis operibus consentiendo, venalitatem exerceant, aut iniqua quibuscumque spolia inferre præsumant. Clericorum transgressionem cum adversario intelligente contigerit, quatenus illis pro divino amore reverentia major impenditur, tantum convenit ut acrius refecentur: quoniam si sancti Pastores, aut instituti Judices, quod nefas est, subiectionum suorum scelera potius occultare, quàm refecare tentaverint, se ex hoc amplius reos esse vel noxios non ignorant. Cuncta ergo quæ hujus Edicti tenore decrevimus, perpetualliter volumus custodiri, quia in sancta Synodo Matisconensi hæc omnia, sicut nobis, studuimus definire, quæ præsentis auctoritate vulgamus. Subscripto Domini Guntramni Regis, Perrunas. Data sub die iv. Idus Novemb. anno xxiv. Regni suprascripti Regis.

CAPITULAIRE DE CHARLEMAGNE,

Sur la sanctification du Dimanche.

Extrait du Livre s des Capitul. Cap. 81.

De l'an 780.

STATUIMUS quoque, secundum quod & in Lege Dominus præcepit, ut opera servilia Ann. 780: diebus Dominicis non agantur, quod nec viri ruralia exerceant opera, id est nec in vinea colenda, nec in campis arando, nec in merendo, vel fœnum secando, vel sepeponendo, nec in sylvis stirpare, vel arbores cædere, vel in petris laborare, nec domos construere; nec in hortis laborem, nec ad placita conveniant, nec vepes

tiones exerceant. Et tria carnalia opera licet facere in die Dominico, id est hostilia carra, vel victualia, vel si forte necesse erit corpus cujuslibet duci ad sepulturam. Item femina opera sextrilia non faciant, nec capulent vestitus, nec confuant, vel acupicibile faciant, nec lanam carpere, nec linum bastere, nec in publico vestimenta lavare, nec herbices tondere habeant licitum, ut omnimodis honor & requies diei Dominici servetur: sed & ad Missarum solemnias ad Ecclesiâs undique convenient, & laudent Deum pro omnibus bonis quæ in illo die fecit.

ORDONNANCE DE CHARLES IX,

Sur le même sujet.

De l'an 1560.

Ann. 1560. **C**HARLES, par la grace de Dieu, Roi de France. Défendons à tous Juges permettre qu'ès jours de Dimanches & Fêtes annuelles & solemnelles, aucunes foires & marchés soient tenus, ni danses publiques faites, & leur enjoignons de punir ceux qui y contreviendront.

Défendons à tous joueurs de farces, baïsteurs, & autres semblables, jouer esdits jours de Dimanches & Fêtes aux heures du Service divin, le vêtir d'habits ecclésiastiques, jouer choses dissolues & de mauvais exemple, à peine de prison & de punition corporelle, & à tous Juges de leur bailler & donner permission de jouer durant lesdites heures.

Défendons aussi à tous cabarettiers, taverniers & maîtres de jeu de paume, recevoir esdites heures du Service divin aucunes personnes de quelque qualité qu'ils soient. Et à tous manans & habitans de villes, bourgades & villages, même à ceux qui sont mariés & ont ménage, aller boire ou manger es tavernes & cabarets; & audits taverniers & cabarettiers les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois, & de prison pour la seconde. Enjoignons à tous Juges ne permettre qu'il soit aucunement contrevenu au contenu ci dessus, à peine de suspension de leurs états, & de privation d'iceux, en cas de longue dissimulation & connivence.

ORDONNANCE DE LOUIS XIV.

Sur le même sujet.

Du 18 Mai 1701.

Ann. 1701. **S**A Majesté étant informée qu'au mépris des Ordonnances, par lesquelles il est défendu de travailler les Dimanches & les jours de Fêtes ordonnées par l'Eglise, plusieurs ouvriers & autres travaillent esdits jours de Dimanches & Fêtes, au grand scandale du public, à quoi il est nécessaire de pourvoir: Sa Majesté veut & enjoint que les Ordonnances sur ce sujet soient exécutées selon leur forme & teneur. Faisant défenses à toutes personnes de travailler esdits jours dans la ville & faubourgs de Paris, sans permission du Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, ou autres ayant pouvoir de lui, à peine d'être procédé contre eux suivant la rigueur des Ordonnances. Enjoint Sa Majesté au sieur d'Argenson, Conseiller en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Lieutenant général de Police de sa bonne Ville, Prévôté & Vieomé de Paris, d'y tenir la main, & de faire publier la Présente par-tout où besoin sera, même d'informer Sa Majesté des contraventions qui y seront faites. Fait à Versailles le dix-huit Mai mil sept cent un. *signé* LOUIS. *Et plus bas*, PHELYPEAUX.

Il est enjoint à Marc-Anoine Pasquier, Juré-Crieur du Roi, de publier & afficher à son de trompe & cri public l'Ordonnance ci-dessus, aux portes des Eglises & autres endroits de cette Ville ordinaires & accoutumés, à ce qu'aucun n'en ignore. Ce fut fait & donné par Messire Marc-René de Voyer de Paulmy, Chevalier, Marquis d'Argenson, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & Lieutenant général de Police de la Ville, Prévôt & Vicomte de Paris, le vingt Mai mil sept cent un. Signé DE VOYER D'ARGENSON.

ARREST DE REGLEMENT DU PARLEMENT DE PARIS,

Qui enjoint de faire mention dans les Registres de la mort & sépulture des enfans.

Du 24 Juillet 1714.

VU par la Cour la requête à elle présentée par le Procureur général du Roi, qu'il a eu avis que dans la Province du Maine plusieurs Curés & Vicaires négligent de faire mention sur les registres qui sont destinés suivant l'Ordonnance à écrire les baptêmes, mariages & sépultures, des morts & enterremens des enfans qui meurent avant l'âge de sept ans; & comme cette négligence peut changer l'ordre des successions par la difficulté de prouver le décès des enfans qui meurent avant cet âge, troubler l'état des familles, & y jeter la confusion par les défauts auxquels ce défaut de preuves pourroit donner lieu, le Procureur général a cru qu'il étoit de son devoir de demander à la Cour qu'il lui plaise reformer au plutôt un abus si préjudiciable au public, & d'y remédier même par un Arrêt de règlement général, parce que le même abus pourroit s'être glissé dans d'autres Provinces que dans celle du Maine, où le Procureur général a appris qu'il est fort commun, & ce suivant les conclusions prises par ladite requête, signée de lui Procureur général du Roi. Oui le rapport de M. François Robert Conseiller, la manière mise en délibération: La Cour faisant droit sur la requête du Procureur général du Roi, ordonne que tous Curés & Vicaires, tant de la Province du Maine qu'autres, seront tenus de faire mention dans les registres destinés à écrire les baptêmes, mariages & sépultures de leurs Paroisses, des morts & sépultures des enfans, ainsi que des autres personnes qu'ils enterreront, à quelque âge que lesdits enfans soient décédés, sans aucune distinction, & de faire signer l'acte de sépulture par deux des plus proches parens ou amis qui auront assisté au convoi; & si aucuns d'eux ne savent pas signer, ils le déclareront, & seront de ce interpellés par le Curé ou Vicaire, qui en fera mention sur le registre, le tout suivant l'Article X du Titre XX de l'Ordonnance du mois d'Avril 1667, à peine contre lesdits Curés ou Vicaires de demeurer responsables envers les parties intéressées de tous dépens, dommages & intérêts, & sous telle autre peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas. Et fera le présent Arrêt lu, publié & enregistré dans tous les Bailliages & Sénéchaussées du ressort de la Cour, même affiché par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance. Enjoint aux Substitués du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement le vingt-quatre Juillet mil sept cent quatorze, Signé Dongois.



DECLARATION DE LOUIS XV.

Concernant la forme de tenir les Registres des Baptêmes, Mariages, Sépultures, Vestures, Noviciats & Professions, & des extraits qui en doivent être délivrés.

Du 9 Avril 1736.

Ann. 1736. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ce seroit inutilement que les Loix, attentives à l'intérêt commun des familles & au bon ordre de la société, auroient voulu que les preuves de l'état des hommes fussent assurées par des actes authentiques, si elles ne veilloient avec une égale attention à la conservation des mêmes actes; & les Rois nos prédécesseurs ont réuni deux vœs si importantes, lorsqu'ils ont ordonné d'un côté que les actes de baptêmes, mariages & sépultures seroient inscrits sur des registres publics, & de l'autre que ces registres seroient déposés tous les ans au Greffe d'un Siège royal, & conservés ainsi sous les yeux de la Justice. Les dispositions des anciennes Loix sur cette matière furent rassemblées par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul, dans le Titre XX de l'Ordonnance d'Avril 1667, & il y en ajouta beaucoup de nouvelles; mais soit par la négligence de ceux qui doivent exécuter cette Loi, soit à l'occasion des changemens survenus par rapport aux Officiers qui ont été chargés de la faire observer, il est arrivé que plusieurs des règles qu'elle avoit sagement établies ont été presque oubliées dans une grande partie de notre Royaume. Nous avons commencé d'y remédier dès le tems de notre avènement à la Couronne, en supprimant des Officiers dont la création donnoit quelque atteinte à l'ordre prescrit par l'Ordonnance de 1667, & il ne nous reste plus que d'achever & de perfectionner même, autant qu'il est possible, un ordre si nécessaire pour le bien public. C'étoit pour le maintenir qu'il avoit été ordonné par l'article VIII du titre XX de cette Loi, qu'il seroit fait par chacun un deux registres pour écrire les baptêmes, mariages & sépultures, dont l'un serviroit de minute & demeureroit entre les mains du Curé ou du Vicaire, & l'autre seroit porté au Greffe du Siège royal, pour y servir de grosse: mais après nous être fait rendre compte de la manière dont cette disposition avoit été observée, nous avons reconnu que dans le plus grand nombre des Paroisses les Curés ont souvent négligé de remettre au Greffe du Siège royal un double de leur registre. A la vérité il y a des Diocèses où l'on est entré si parfaitement dans l'esprit de la Loi, que l'on y a ajouté la précaution nouvelle d'obliger les Curés à tenir deux registres, dont tous les actes sont signés en même-tems par les parties; en sorte que l'un de ces deux registres également originaux est déposé au Greffe du Siège Royal, l'autre registre double demeurant entre les mains des Curés: mais comme cet usage n'a point encore été confirmé par aucune Loi générale, l'utilité en a été renfermée jusqu'à présent dans le petit nombre de lieux où il est établi, & dans le reste de notre Royaume l'état de nos sujets est demeuré exposé à toutes les suites de la négligence des Curés ou autres dépositaires des registres publics. Nous ne pouvons donc rien faire de plus convenable pour établir un ordre certain & uniforme dans une matière à laquelle la société civile a un si grand intérêt, que d'étendre à toutes les Provinces soumises à notre domination un usage qui depuis plusieurs années a été suivi sans aucun inconvénient dans différens Diocèses: nos sujets y trouveront l'avantage de s'assurer par leur signature sur deux registres une double preuve de leur état; & comme chacun de ces registres acquerra toute sa perfection à mesure qu'ils se rempliront, il ne restera plus aucun prétexte aux Curés pour différer au-delà du tems porté par l'Ordonnance de faire le dépôt d'un de ces doubles registres au Greffe royal. Nous ne nous contenterons pas d'autoriser une forme si importante, nous y joindrons les dispositions convenables, soit pour déterminer celles des Jurisdictions royales où l'un des registres doubles sera déposé, soit pour régler plus exactement ce qui regarde la forme de ces registres,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 233

réglés, aussi bien que celle des actes qui y seront inscrits ; & nous y ajouterons enfin ce qui sera observé à l'avenir à l'égard des réglés de vœux, professions ou autres semblables, afin qu'il ne manque rien aux dispositions d'une Loi qui doit être aussi générale & aussi facile dans son exécution, qu'elle est nécessaire & importante dans son objet. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Dans chaque Paroisse de notre Royaume il y aura deux réglés, qui seront réputés tous deux authentiques, & seront également foi en Justice, pour y inscrire les baptêmes, mariages & sépultures qui se feront dans le cours de chaque année, l'un desquels continuera d'être tenu sur du papier timbré, dans les pays où l'usage en est prescrit, & l'autre sera en papier commun ; & seront lesdits deux réglés fournis aux dépens de la fabrique, un mois avant le commencement de chaque année.

I I.

Lesdits deux réglés seront cotés par premier & dernier, & paraphés sur chaque feuillet, le tout sans frais, par le Lieutenant général ou autre premier Officier du Bailliage, Sénéchaussée ou Siège royal ressortissant nuement en nos Cours, qui aura la connoissance des cas royaux, dans le lieu où l'Eglise sera située. Voulons que lorsqu'il y aura des Paroisses trop éloignées dans l'étendue dudit Siège, les Curés puissent s'adresser pour faire coter & parapher lesdits réglés, au Juge royal qui sera commis à cet effet au commencement de chaque année pour lesdits lieux, par ledit Lieutenant général ou autre premier Officier dudit Siège, sur la réquisition de notre Procureur, & sans frais.

I I I.

Tous les actes de baptêmes, mariages & sépultures seront inscrits sur chacun desdits deux réglés de suite & sans aucun blanc, & seront lesdits actes signés sur les deux réglés par ceux qui les doivent signer, le tout en même-tems qu'ils seront faits.

I V.

Dans les actes de baptêmes il sera fait mention du jour de la naissance, du nom qui sera donné à l'enfant, de celui de ses pere & mere, parain & maraine, & l'acte sera signé sur les deux réglés, tant par celui qui aura administré le baptême, que par le pere (s'il est présent) le parain & la maraine ; & à l'égard de ceux qui ne sçauront ou ne pourront signer, il sera fait mention de la déclaration qu'ils en feront.

V.

Lorsqu'un enfant aura été ondoyé en cas de nécessité, ou par permission de l'Eveque ; & que l'ondoyement aura été fait par le Curé, Vicaire ou Desservant, ils seront tenus d'en inscrire l'acte incontinent sur lesdits deux réglés ; & si l'enfant a été ondoyé par la Sage-femme ou autre, celui ou celle qui l'aura ondoyé sera tenu, à peine de dix livres d'amende, qui ne pourra être remise ni modérée, & de plus grande peine en cas de récidive, d'en avertir sur le champ lesdits Curé, Vicaire ou Desservant, à l'effet d'inscrire l'acte sur lesdits réglés ; dans lequel acte sera fait mention du jour de la naissance de l'enfant, du nom des pere & mere, & de la personne qui aura fait l'ondoyement, & ledit acte sera signé sur lesdits deux réglés, tant par le Curé, Vicaire ou Desservant, que par le pere, s'il est présent, & par celui ou celle qui aura fait l'ondoyement ; & à l'égard de ceux qui ne pourront ou ne sçauront signer, il sera fait mention de la déclaration qu'ils en feront.

V I.

Lorsque les cérémonies du baptême seront suppléées, l'acte en sera dressé ainsi qu'il a été prescrit ci-dessus pour les baptêmes, & il y sera en outre fait mention du jour de l'acte d'ondoyement.

V I I.

Dans les actes de célébration de mariage seront inscrits les noms, surnoms, âge, qualités & demeures des contractans, & il y sera marqué s'ils sont enfans de famille, en tutelle ou curatelle, ou en la puissance d'autrui, & les consentemens de leurs peres & meres, tuteurs ou curateurs, y seront pareillement énoncés : assisteront ausdits actes quatre témoins dignes de foi & sachant signer, s'il peut aisément s'en trouver dans le lieu qui sachent signer : leurs noms, qualités & domiciles seront pareillement mentionnés dans lesdits actes ; & lorsqu'ils seront pareillement parens ou alliés des contractans, ils déclareront de quel côté & en quel degré, & l'acte sera signé sur les deux régistres, tant par celui qui célébrera le mariage que par les contractans, ensemble par lesdits quatre témoins au moins : & à l'égard de ceux des contractans ou desdits témoins qui ne pourront ou ne sauront signer, il sera fait mention de la déclaration qu'ils en feront. Voulons au surplus que tout ce qui a été prescrit par les Ordonnances, Edits, Déclarations & Réglemens, sur les formalités qui doivent être observées dans la célébration des mariages & dans les actes qui en seront rédigés, soit exécuté selon sa forme & teneur, sous les peines y portées.

V I I I.

Lesdits actes de célébration seront inscrits sur les régistres de l'Eglise paroissiale du lieu où le mariage sera célébré ; & en cas que pour des causes justes & légitimes il ait été permis de le célébrer dans une autre Eglise ou Chapelle, les régistres de la Paroisse dans l'étendue de laquelle ladite Eglise ou Chapelle sont situés, seront apportés lors de la célébration du mariage, pour y être l'acte de ladite célébration inscrit.

I X.

Voulons qu'en aucun cas lesdits actes de célébration ne puissent être écrits & signés sur des feuilles volantes, ce qui sera exécuté, à peine d'être procédé extraordinairement contre le Curé ou autre Prêtre qui aurait fait lesdits actes, lesquels seront condamnés en telle amende ou autre plus grande peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas, & à peine contre les contractans de déchéance de tous les avantages & conventions portées par le contrat de mariage ou autres actes, même de privation d'effets civils, s'il y échoit.

X.

Dans les actes de sépulture il sera fait mention du jour du décès, du nom & qualité de la personne décédée, ce qui sera observé même à l'égard des enfans de quelque âge que ce soit ; & l'acte sera signé sur les deux régistres, tant par celui qui aura fait la sépulture que par deux des plus proches parens ou amis qui y auront assisté, s'il y en a qui sachent ou qui puissent signer, sinon il sera fait mention de la déclaration qu'ils en feront.

X I.

S'il y a transport hors de la Paroisse, il en sera fait un acte en la forme marquée par l'article précédent, sur les deux régistres de la Paroisse d'où le corps sera transporté, & il sera fait mention dudit transport dans l'acte de sépulture, qui sera mis pareillement sur les deux régistres de l'Eglise où se fera ladite sépulture.

XII.

Les corps de ceux qui auront été trouvés morts avec des signes ou indices de mort violente, ou autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, ne pourront être inhumés qu'en conséquence d'une Ordonnance du Lieutenant criminel ou autre premier Officier au Criminel, rendue sur les conclusions de nos Procureurs ou de ceux des Hauts-Justiciers, après avoir fait les procédures & pris les instructions qu'il appartiendra à ce sujet, & toutes les circonstances ou observations qui pourront servir à indiquer ou à désigner l'état de ceux qui seront ainsi décédés, & de celui où leurs corps morts auront été trouvés, seront insérés dans les procès-verbaux qui en seront dressés ; lesquels procès-verbaux, ensemble de l'Ordonnance dont ils auront été suivis, la minute sera déposée au Greffe, & ladite Ordonnance sera datée dans l'acte de sépulture, qui sera écrit sur les deux registres de la Paroisse, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, à l'effet d'y avoir recours quand besoin sera.

XIII.

Ne seront pareillement inhumés ceux auxquels la sépulture ecclésiastique ne sera pas accordée, qu'en vertu d'une Ordonnance du Juge de Police des lieux, rendue sur les conclusions de notre Procureur ou de celui des Hauts-Justiciers, dans laquelle Ordonnance sera fait mention du jour du décès, & du nom & qualité de la personne décédée ; & sera fait au Greffe un registre des Ordonnances qui seront données audit cas, sur lequel il sera délivré des extraits aux parties intéressées, en payant au Greffe le salaire porté par l'article XIX ci-après.

XIV.

Toutes les dispositions des articles précédens seront observées dans les Eglises succursales qui sont actuellement en possession d'avoir des registres des baptêmes, mariages & sépultures, ou d'aucun desdits genres d'actes, sans qu'on puisse en ce cas se dispenser de les insérer dans lesdits registres des Eglises succursales, sous prétexte qu'ils auroient été inscrits sur les registres des Eglises mairies.

XV.

Toutes les dispositions desdits articles seront pareillement exécutées dans les Chapitres, Communautés séculières ou régulières, & Hôpitaux ou autres Eglises qui seroient en possession bien & dûement établie d'administrer les baptêmes, ou de célébrer les mariages, ou de faire des inhumations ; à l'effet de quoi ils seront tenus d'avoir deux registres cotés & paraphés par le Juge, ainsi qu'il a été ci-dessus prescrit : n'entendons néanmoins rien innover à l'usage observé dans les Hôpitaux de notre bonne ville de Paris, de faire coter & parapher leurs registres seulement par deux Administrateurs ; & seront les deux registres des Hôpitaux, tant de notredite ville qu'autres, tenus en papier commun.

XVI.

Dans les Paroisses ou autres Eglises où il est d'usage de mettre les actes de baptêmes, ceux de mariages & ceux de sépultures sur des registres séparés, ledit usage continuera d'être observé, à la charge néanmoins qu'il y aura deux originaux de chacun desdits registres séparés, & que les actes seront inscrits & signés en même-tems sur l'un & sur l'autre, ainsi qu'il a été prescrit ci-dessus.

XVII.

Dans six semaines au plus tard après l'expiration de chaque année, les Curés, Vicaires, Desservans, Chapitres, Supérieurs de Communautés ou Administrateurs des Hôpitaux, seront tenus de porter ou envoyer sûrement un desdits deux registres

au Greffe du Bailliage, Sénéchaussée ou Siège royal ressortissant nûement en nos Cours; qui auront la connoissance des cas royaux dans le lieu où l'Eglise sera située.

XVIII.

Lors de l'apport du registre au Greffe, s'il y a des feuillets qui soient restés vuides, ou s'il s'y trouve d'autre blanc, ils seront barrés par le Juge, & fera fait mention par le Greffier sur ledit registre du jour de l'apport, lequel Greffier en donnera ou enverra une décharge en papier commun aux Curés, Vicaires, Desservans, Chapitres, Supérieurs ou Administrateurs; pour raison de quoi sera donné pour tous droits cinq sols au Juge, & la moitié au Greffier, sans qu'ils puissent en exiger ni recevoir davantage, à peine de concussion; & sera ledit honoraire payé aux dépens de la Fabrique, ou des Eglises ou Hôpitaux qui sont en possession d'avoir des registres.

XIX.

Il sera au choix des parties intéressées de lever des extraits des actes de baptême, mariage ou sépulture, soit sur le registre qui sera au Greffe, soit sur celui qui restera entre les mains des Curés, Vicaires, Desservans, Chapitres, Supérieurs ou Administrateurs; pour lesquels extraits il ne pourra être pris par lesdits Greffiers ou par lesdits Curés ou autres ci-dessus nommés, que dix sols pour les extraits de registres des Paroisses établies dans les Villes où il y aura Parlement, Evêché ou Siège présidial, huit sols pour les extraits des registres des Paroisses des autres Villes, & cinq sols pour les extraits des registres des Paroisses des Bourgs & Villages, le tout y compris le papier timbré; défendons d'exiger ni recevoir plus grande somme, à peine de concussion.

XX.

En cas du changement de Curé ou Desservant, l'ancien Curé ou Desservant sera tenu de remettre à celui qui lui succédera les registres qui sont en sa possession, dont il lui sera donné une décharge en papier commun, contenant le nombre & les années desdits registres.

XXI.

Lors du décès des Curés ou Desservans, le Juge du lieu, sur la réquisition de notre Procureur ou de celui des Hauts-Justiciers, dressera procès-verbal du nombre & des années des registres qui étoient en la possession du défunt, de l'état où il les aura trouvés, ou des défauts qui pourroient s'y rencontrer, chacun desquels registres il paraphera au commencement & à la fin.

XXII.

Ne pourra être pris plus d'une seule vacation pour ledit procès-verbal, & ce suivant la taxe portée par les Réglemens qui s'observent dans le ressort de chacune de nos Cours de Parlement; & sera ladite taxe payée sur les deniers ou effets de la succession du défunt, & en cas d'insolvabilité, sur les revenus de la Fabrique de la Paroisse, sans qu'il puisse être taxé aucuns droits pour le voyage & transport du Juge, si ce n'est à l'égard des Paroisses éloignées de plus de deux lieues du chef-lieu de la Justice dont elles dépendent, auquel cas il sera taxé une vacation de plus pour les frais dudit transport.

XXIII.

En cas qu'il ait été apposé un scellé sur les effets des Curés, Vicaires ou Desservans décédés, lesdits registres ne pourront être laissés sous le scellé, mais seront les anciens registres renfermés au Presbytere ou autre lieu sûr, dans un coffre ou armoire fermans à clef, laquelle sera déposée au Greffe, & les registres doubles de l'année

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. I. VI. 237

ourante seront remis entre les mains de l'Archidiacre ou du Doyen rural, suivant les usages des lieux, lequel remettra ensuite lesdits réglestres doubles au Curé successeur ou à celui qui sera nommé Desservant, des mains duquel ledit Curé successeur les retirera lors de sa prise de possession, auquel tems lui sera pareillement remise la clef du coffre ou de l'armoire où les anciens réglestres auront été enfermés, ensemble lesdits anciens réglestres, & ce sans aucuns frais.

XXIV.

Voulons néanmoins qu'en cas que l'Archidiacre ou le Doyen rural, suivant les usages des lieux, offrent de se charger de la clef du coffre ou de l'armoire dans lequel les anciens réglestres auroient été enfermés, il soit ordonné par le Juge que ladite clef sera remise audit Archidiacre ou Doyen rural, lequel en donnera décharge au Greffier, & remettra ensuite ladite clef au Curé successeur, ainsi que ledit Greffier seroit tenu de le faire, suivant ce qui est porté par l'article XXIII.

XXV.

Dans les Maisons religieuses il y aura deux réglestres en papier commun, pour inscrire les actes de vesture, noviciat & profession, lesquels réglestres seront cotés par premier & dernier, & paraphés sur chaque feuillet par le Supérieur ou la Supérieure, à quoi faire ils seront autorisés par un acte capitulaire qui sera inséré au commencement de chacun desdits réglestres.

XXVI.

Tous les actes de vesture, noviciat & profession seront inscrits en François sur chacun desdits deux réglestres, de suite & sans aucun blanc, & lesdits actes seront signés sur lesdits deux réglestres par ceux qui les doivent signer, le tout en même-tems qu'ils seront faits; & en aucun cas lesdits actes ne pourront être inscrits sur des feuilles volantes.

XXVII.

Dans chacun desdits actes il sera fait mention du nom & surnom, & de l'âge de celui ou de celle qui prendra l'habit ou qui fera profession, des noms, qualités & domicile de ses pere & mere, du lieu de son origine & du jour de l'acte, lequel sera signé sur lesdits deux réglestres, tant par le Supérieur ou la Supérieure, que par celui ou celle qui prendra l'habit ou fera profession, ensemble par l'Evêque ou autre personne ecclésiastique qui aura fait la cérémonie, & par deux des plus proches parens ou amis qui y auront assisté.

XXVIII.

Lesdits réglestres serviront pendant cinq années consécutives, & l'apport au Greffier s'en fera, sçavoir, pour les réglestres qui seront faits en exécution de la présente Déclaration, dans six semaines après la fin de l'année 1741, ensuite de cinq ans en cinq ans: sera au surplus observé tout le contenu aux articles XVII & XVIII ci-dessus, sur l'apport des réglestres, & la décharge en sera donnée au Supérieur ou Supérieure.

XXIX.

Il sera au choix des parties intéressées de lever des extraits desdits actes sur le réglestre qui sera au Greffe, en payant au Greffier le salaire porté par l'article XIX, ou sur le réglestre qui restera entre les mains du Supérieur ou Supérieure, qui seront tenus de délivrer lesdits extraits vingt-quatre heures après qu'ils en seront requis, sans aucun salaire ni frais, à la réserve du papier timbré seulement.

XXX.

En cas que par nos Cours ou autres Juges compétans il soit ordonné quelque réformation sur les actes qui se trouveront dans les registres des baptêmes, mariages & sépultures, vœtures, noviciats ou professions, ladite réforme sera faite sur les deux registres, & ce en marge de l'acte qu'il s'agira de réformer, sur laquelle le jugement sera transcrit en entier ou par extrait. Enjoignons à tous Curés, Vicaires, Supérieurs ou autres dépositaires dedit registres, de faire ladite réforme sur lesdits deux registres, s'ils les ont encore en leur possession, sinon sur celui qui sera resté entre leurs mains; & aux Greffiers de la faire pareillement sur celui qui aura été déposé au Greffe.

XXXI.

Les grands Prieurs de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem seront tenus dans l'an & jour de la profession faite par nos sujets dans ledit Ordre, de faire registrer l'acte de profession; & à cette fin enjoignons au Secrétaire de chaque grand Prieuré d'avoir un registre dont les feuillets seront cotés par premier & dernier, & paraphés sur chaque feuillet par le grand Prieur, ou par celui qui en remplira les fonctions, en cas d'absence ou autre empêchement légitime, pour y être écrit la copie des actes de profession & leur date, & l'acte d'enregistrement signé par le grand Prieur ou par celui qui en exercera les fonctions, pour être délivrés à ceux qui le requerront, le tout à peine de faïsse du temporel.

XXXII.

Seront tenus aux Archevêchés & Evêchés des registres pour les tonsures & Ordres mineurs & sacrés, lesquels seront cotés par premier & dernier, & paraphés sur chaque feuillet par l'Archevêque ou Evêque.

XXXIII.

Permettons à toutes personnes qui auront droit de lever des actes, soit de baptême, mariage ou sépulture, soit de vœture, noviciat, profession ou enregistrement des professions dans l'Ordre de saint Jean de Jerusalem, soit de tonsure & Ordres mineurs ou sacrés, de faire compulser les registres entre les mains des dépositaires d'iceux, lesquels seront tenus de les représenter pour en être pris des extraits, & à ce faire contraints, nonobstant tous privilèges & usages contraires, à peine de faïsse du temporel & de privation des droits, exemptions & privilèges à eux accordés par nous ou par nos prédécesseurs.

XXXIV.

Voulons que notre Edit du mois de Décembre 1716, portant suppression des Offices de Greffiers-Conservateurs des registres des baptêmes, mariages & sépultures, soit exécuté selon sa forme & teneur, & en conséquence que dans trois mois au plus tard après la publication de la présente Déclaration, ceux qui ont exercé lesdits Offices en titre ou par commission, leurs veuves & héritiers ou ayans cause, soient tenus de remettre, si fait n'a été, tous les registres qui étoient en leur possession, même les registres ou actes des Consistoires, aux Greffes des Bailliages, Sénéchaussées ou autres Sièges royaux ressortissans nuement en nos Cours, qui auront la connoissance des cas royaux dans les lieux pour lesquels lesdits registres auront été faits, faute de quoi ils y seront contraints à la requête de nos Procureurs ausdites Jurisdiccions, savoir, ceux qui ont exercé lesdits Offices, par corps, & leurs veuves, héritiers ou représentans, par toutes voyes dûes & raisonnables, & condamnés en telle amende qu'il appartiendra, même sera procédé extraordinairement contre eux, s'il y étoit,

XXXV.

Les héritiers ou ayans cause des Curés ou autres dépositaires des réglîtres mentionnés en la présente Déclaration, & généralement tous ceux qui auroient en leur possession, à quelque titre & sous quelque prétexte que ce soit, aucunes minutes ou grosses des réglîtres dont ils ne doivent point être dépositaires, seront tenus dans le délai porté par l'article précédent, de les remettre aux Greffes des Jurisdicions mentionnées audit article, sinon ils y seront contraints à la requête de nos Procureurs auidites Jurisdicions; sçavoir, les Ecclésiastiques par saisie de leur temporel, ceux qui sont ou qui en ont été dépositaires publics, par corps, & tous autres par toutes voyes dûes & raisonnables, & seront en outre condamnés en telle amende qu'il appartiendra, même sera procédé extraordinairement contr'eux, s'il y échoit.

XXXVI.

Lors de la remise desdites minutes ou grosses au Greffe par les personnes mentionnées aux deux articles précédens, il sera dressé procès-verbal de l'état d'icelles, & elles seront paraphées par le Juge, après quoi il en sera donné une décharge en papier commun par le Greffier à ceux qui les auront rapportées.

XXXVII.

Toutes les grosses des réglîtres qui auront été remises au Greffe y demeureront; & à l'égard des minutes autres néanmoins que celles des réglîtres ou actes des Consistoires, il sera ordonné qu'elles seront remises ou renvoyées à ceux qui en doivent être dépositaires, à la charge par eux d'en remettre au Greffe une expédition signée d'eux en papier commun: voulons à l'égard des minutes desdits réglîtres ou actes des Consistoires, qu'elles demeurent au Greffe, ainsi que les grosses.

XXXVIII.

Nos Procureurs aux Bailliages, Sénéchaussées & Sièges qui auront la connoissance des cas royaux, seront tenus d'envoyer à nos Procureurs généraux, six mois après la publication de la présente Déclaration, un état en papier commun, certifié du Greffier, de ceux qui auront satisfait aux dispositions y contenues, & de ceux qui n'y auront pas satisfait: ce qu'ils seront tenus de faire ensuite tous les ans dans le mois de Mars au plus tard.

XXXIX.

En cas de contravention aux dispositions de notre présente Déclaration, qui concernent la forme des réglîtres & celle des actes qui y seront contenus, la remise desdits réglîtres à ceux qui en doivent être chargés, & l'apport qui en doit être fait aux Greffes des Jurisdicions royales, voulons que les laïques soient condamnés en dix livres d'amende, & les Curés & autres personnes ecclésiastiques en dix livres d'aumône, applicable à telle œuvre pie que les Juges estimeront à propos, & les uns & les autres en tels dépens, dommages & intérêts qu'il appartiendra; au paiement desquels, ensemble de ladite aumône, lesdites personnes ecclésiastiques pourront être contraintes par saisie de leur temporel, & les laïques par toutes voyes dûes & raisonnables, même les uns & les autres au paiement des déboursés de nos Procureurs ou de ceux des Hauts Justiciers, en cas de poursuite de leur part, laissant à la prudence des Juges de prononcer de plus grandes peines selon l'exigence des cas, notamment en cas de récidive.

XL.

Enjoignons à nos Procureurs généraux & à leurs Substituts aux Jurisdicions ci-

dessus mentionnées, de faire toutes les poursuites & diligences nécessaires pour l'exécution des Présentes, sans que lesdites poursuites, proëts-verbaux, Sentences & Arrêts intervenus sur icelles, puissent être sujets aux droits de contrôle des exploits ou du sceau, ni autres droits de quelque nature qu'ils soient.

XLI.

Déclarons pareillement exempts des droits de contrôle & de tons autres, tant les registres mentionnés en la présente Déclaration, que les extraits des actes y contenus, & les décharges qui seront données dans les cas ci-dessus marqués.

XLII.

Voulons que la présente Déclaration soit exécutée selon sa forme & teneur, à commencer au premier Janvier 1737; dérogeons en tant que besoin seroit à tous Edits, Déclarations, Ordonnances & Réglemens, en ce qui ne seroit pas conforme aux dispositions y contenues. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Contailleurs les Gens tenant nos Cours de Parlement, Chambres des Comptes, Cours des Aydes, Baillifs, Sénéchaux & tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils gardent, observent, entretiennent, fassent garder, observer & entretenir, & pour les rendre notoires à nos sujets les fassent lire, publier & régistrer; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donnée à Versailles le neuvième jour d'Avril, l'an de grace mil sept cent trente-six, & de notre regne le vingt-unième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.* Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Réglées, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & régistrées. Enjoins aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le treize Février mil sept cent trente-six. Signé DUBRANC.

ORDONNANCE DU ROI,

Portant défenses à tous ses sujets d'aller en pèlerinage en pays étrangers, sous les peines y contenues; & que la présente Ordonnance sera lue & publiée sous les trois mois par les Curés aux Prônes des Eglises paroissiales.

Du 15 Novembre 1717.

DE PAR LE ROI.

Ann. 1717. **S**A Majesté s'étant fait représenter les Déclarations du feu Roi son Bisayeul du mois d'Août 1671 & du 7 Janvier 1684, portant défenses à tous ses sujets d'aller en pèlerinage à saint Jacques en Galice, à Notre-Dame de Loreste & autres lieux hors de son Royaume, sans une permission expresse de Sa Majesté, contre-signée par l'un des sieurs Secrétaires d'Etat & de ses commandemens, sous l'approbation de l'Evêque diocésain, à peine des galeres à perpétuité contre les hommes, & de telles peines afflictives contre les femmes que les Juges des lieux estimeront convenables: & Sa Majesté étant informée qu'au préjudice desdites Déclarations, plusieurs de ses sujets négligeant de demander des permissions ou abusant en diverses manières de celles qu'ils ont obtenues, sous le prétexte spécieux de dévotion, quittent leur famille, leurs parens ou leurs maîtres, & leurs professions pour s'abandonner à une vie errante, pleine de saintanité,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 241

& d'un libertinage qui les portent souvent jusqu'au crime ; ou sortant du Royaume dans l'espérance de s'établir ailleurs , & ne trouvant pas , à beaucoup près , dans un pays étranger les avantages ni les secours qu'ils trouveroient dans leur patrie en s'adonnant au travail & tenant une meilleure conduite , la plupart meurent de misère sur les chemins , & les autres risquent d'être enrôlés de gré ou de force pour toute leur vie dans les troupes des Puissances voisines : qu'enfin il arrive même quelquefois que des soldats engagés par toutes sortes de devoirs au service de Sa Majesté , se mêlent parmi ces vagabonds , & à la faveur de leur nombre désertent de ses troupes & passent aussi en pays étranger. Et Sa Majesté jugeant nécessaire pour le bien de son service , & pour celui du public & de la police générale du Royaume , d'arrêter le cours de ces désordres , en retranchant absolument le prétexte qui les fait naître ; Sa Majesté , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Régent , a fait & fait très-expresse inhibitions & défenses à tous & chacun de ses sujets , de quelque âge , sexe , qualité & condition qu'ils soient , d'aller dorénavant en pèlerinage à saint Jacques en Galice , Notre-Dame de Montserrat , Notre-Dame de Lorette & autres lieux hors des terres & pays de sa domination , pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit , sur peine des galères à perpétuité contre les hommes , & contre les femmes de telles peines afflictives que les Juges des lieux estimeront convenables , déclarant nulles & de nul effet toutes les permissions qui pourroient en avoir été ci-devant accordées : enjoignons pour cet effet aux Archevêques & Evêques de notre Royaume de faire lire & publier tous les trois mois la présente Ordonnance par les Curés de leurs Diocèses aux prônes de leurs Eglises paroissiales , afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Mande & ordonne Sa Majesté aux Gouverneurs & ses Lieutenans généraux ou Commandans dans ses Provinces , aux Intendants & Commissaires départis pour l'exécution de ses ordres dans lesdites Provinces , aux Gouverneurs particuliers & Commandans de ses Villes & Places frontières , aux Maîtres , Echevins , Consuls & Jurats desdites Villes , aux Prévôts des Maréchaux , Vice-Sénéchaux , leurs Lieutenans , & à tous autres ses Officiers & Justiciers , de tenir la main , chacun en ce qui les concerne , à l'exécution de la présente , & de faire arrêter & conduire dans les prisons les plus prochaines tous ceux qui , sous prétexte desdits pèlerinages , paroîtront disposés à sortir du Royaume après la publication qui en sera faite , pour leur être le procès fait & parfait par les Juges des lieux , comme à des vagabonds & gens sans aveu , sans préjudicier au surplus , à l'égard des soldats , à l'exécution des Ordonnances militaires rendues contre les déserteurs. Fait à Paris le quinzième jour de Novembre mil sept cent dix-sept. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, PHELYPEAUX.

DECLARATION DE LOUIS XIII.

DE GLORIEUSE MEMOIRE.

Par laquelle Sa Majesté déclare qu'elle a pris la très-sainte & très-glorieuse Vierge pour Protectrice spéciale de son Royaume.

Du 10 Février 1638.

LOUIS , par la grace de Dieu , Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui Ann. 1638.
Les présentes Lettres verront , Salut. Dieu qui élève les Rois au trône de leur grandeur , non content de nous avoir donné l'esprit qu'il départ à tous les Princes de la terre pour la conduite de leurs peuples , a voulu prendre un soin si spécial & de notre personne & de notre Etat , que nous ne pouvons considérer le bonheur du cours de notre regne sans y voir autant d'effets merveilleux de sa bonté que d'accidens qui nous pouvoient perdre. Lorsque nous sommes entré au gouvernement de cette Couronne , la foiblesse de notre âge donna sujet à quelques mauvais esprits d'en troubler

Tome VI.

H h

la tranquillité ; mais cette main divine joint avec tant de force la justice de notre cause, que l'on vit en même-tems la naissance & la fin de ces pernicieux desseins. En divers autres tems l'insigne des hommes & la malice du diable ayant suscité & fomenté des divisions, non moins dangereuses pour notre Couronne que préjudiciables au repos de notre Maison, il lui a plu d'en détourner le mal avec autant de douceur que de justice : la rébellion de l'hérésie ayant aussi formé un parti dans l'Etat, qui n'avoit autre but que de partager notre autorité, il s'est servi de nous pour en abattre l'orgueil, & a permis que nous ayons relevé ses saints Autels en tous les lieux où la violence de cet injuste parti en avoit ôté les marques. Si nous avons entrepris la protection de nos Alliés, il a donné des succès si heureux à nos armes, qu'à la vue de toute l'Europe, contre l'espérance de tout le monde, nous les avons rétablis en la possession de leurs Etats, dont ils avoient été dépouillés. Si les plus grandes forces des ennemis de cette Couronne se sont ralliées pour conspirer sa ruine, il a confondu leurs ambitieux desseins, pour faire voir à toutes les Nations que comme sa providence a fondé cet Etat, sa bonté le conserve & sa puissance le défend. Tant de grâces si évidentes font que pour n'en pas disputer la reconnaissance, sans attendre la paix, qui nous viendra sans doute de la même main dont nous les avons reçues, & que nous désirons avec ardeur, pour en faire sentir les fruits aux peuples qui nous sont communs ; nous avons cru être obligés, nous prosternant aux pieds de sa Majesté divine, que nous adorons en trois personnes, à ceux de la sainte Vierge & de la sacrée Croix, où nous révérons l'accomplissement des mystères de notre Rédemption par la vie & la mort du Fils de Dieu en notre chair, de nous consacrer à la grandeur de Dieu par son Fils rabaisé jusqu'à nous, & à ce Fils par sa Mere élevée jusqu'à lui, en la protection de laquelle nous mettons particulièrement notre personne, notre Etat, notre Couronne & tous nos sujets, pour obtenir par ce moyen celle de la sainte Trinité par son intercession, & de toute la Cour céleste par son autorité & exemple. Nos mains n'étant pas assez pures pour présenter nos offrandes à la pureté même, nous croyons que celles qui ont été dignes de le porter les rendront hosties agréables ; & c'est chose bien raisonnable qu'ayant été médiatrice de ses bienfaits, elle le soit de nos actions de grâces. A ces causes, nous avons déclaré & déclarons que prenant la très-sainte & très-glorieuse Vierge pour protectrice spéciale de notre Royaume, nous lui consacrons particulièrement notre personne, notre Etat, notre Couronne & nos sujets, la suppliant de nous vouloir inspirer une si sainte conduite, & défendre avec tant de soin ce Royaume contre l'effort de tous ses ennemis, que, soit qu'il souffre le fléau de la guerre ou jouisse de la douceur de la paix, que nous demandons à Dieu de tout notre cœur, il ne sorte point des voyes de la grace qui conduisent à celles de la gloire. Et afin que la postérité ne puisse manquer à suivre nos volontés en ce sujet, pour monument & marque immortelle de la consécration que nous faisons, nous ferons construire de nouveau le grand Autel de l'Eglise cathédrale de Paris, avec une image de la Vierge qui vienne entre ses bras celle de son précieux Fils descendu de la Croix ; nous ferons représenter aux pieds & du Fils & de la Mere, comme leur offrant notre Couronne & notre Sceptre. Nous admonestons le sieur Archevêque de Paris, & néanmoins lui enjoignons que tous les ans le jour & fête de l'Assomption, il fasse faire commémoration de notre présente Déclaration à la Grand-Messe qui se dira en son Eglise cathédrale, & qu'après les Vêpres dudit jour il soit fait une Procession en ladite Eglise, à laquelle assisteront toutes les Compagnies souveraines & le Corps de Ville, avec pareille cérémonie que celle qui s'observe aux Processions générales plus solennelles. Ce que nous voulons aussi être fait dans toutes les Eglises, tant Paroissiales que celles des Monastères de ladite ville & faubourgs, & en toutes les villes, bourgs & villages dudit Diocèse de Paris. Exhortons pareillement tous les Archevêques & Evêques de notre Royaume, & néanmoins leur enjoignons de faire célébrer la même solennité en leurs Eglises épiscopales & autres Eglises de leurs Diocèses, entendant qu'à ladite cérémonie les Cours de Parlement & autres Compagnies souveraines, & les principaux Officiers des Villes y soient présents. Et d'autant qu'il y a plusieurs Eglises épiscopales qui ne sont point dédiées à la Vierge, nous exhortons lesdits Archevêques & Evêques en ce cas de lui dédier la principale Chapelle desdites Eglises, pour y être faite ladite céré-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 243

monie, & d'y élever un Autel avec un ornement convenable à une action si célèbre, & d'admonêter tous nos peuples d'avoir une dévotion particulière à la Vierge, d'implorer en ce jour sa protection; afin que sous une si puissante Patrone notre Royaume soit à couvert de toutes les entreprises de ses ennemis, qu'il jouisse longuement d'une bonne paix, que Dieu y soit servi & révérentié saintement, que nous & nos sujets puissions arriver heureusement à la dernière fin pour laquelle nous avons tous été créés; car tel est notre plaisir. Donné à saint Germain en Laye le dixième jour de Février, l'an de grace mil six cent trente-huit, & de notre regne le vingt-huit. *Signé* LOUIS. *Et sur le repli; Par le Roi, SUBLET.* Et scellé sur double queue de cire jaune.

ORDONNANCE DE S. LOUIS,

Contre les Usuriers.

De l'an 1254.

LUDOVICUS, &c. Ceteram ordinationem de Judæis in perpetuum observari Ann. 1254.
districte præcipimus, quæ talis est: Judæi cessent ab usuris & blasphemis, for-
legitis & caracteribus, & tam Thalmud quam alii libri in quibus inveniuntur blasphemie
comburantur, & Judæi qui hoc servari noluerint, compellantur; & transgressores legi-
simè puniantur, ut vivant omnes Judæi de laboribus manuum suarum, vel de negotia-
tionibus sine terminis vel usuris.

De Christianis verò, sicut in eodem statuto continetur prohibemus districte, quòd
nullas usuras haberi faciant Barones, Seneschalli nostri, vel alix personæ quæcumque
eisdem. Usuram intelligimus quicquid est ultra sortem.

ORDONNANCE DE PHILIPPE LE BEL,

Contre les mêmes.

De l'an 1311.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, universis Seneschallis, Baillis Ann. 1311.
nostris & Justitiariis regni nostri, Salutem. Pro reformatione publica regni nostri
usuras à Deo prohibitas, & à sanctis patribus, necnon progenitoribus nostris dam-
natas, prohibemus omnibus & singulis tam regnicolis nostris, quam aliis in regno
nostro, quomodolibet contrahere genus vel speciem quamlibet usurarum. Sed gra-
viores usuras, substantias populi graviter devorantes prosequimur attentius atque puni-
mus. Pœnam enim corporis & bonorum ipso facto incurret regnicola vel forensis, qui
contra prohibitionem hanc præsumpserit usuras graves hujusmodi frequentare, seu per
se vel per alium se usuris hujusmodi exercendis conferre, recipiendo vel exigendo ultra
unum denarium in septimana, quatuor denarios in mense, vel quatuor solidos in anno
pro liora. In nundinis verò Campaniæ, ubi pro expeditione nundinarum mutuarum pe-
cunia vel creditur de nundinis ad nundinas, quæ sexties sunt in anno, propter graves
summas mutuarum vel alias creditas, quæ contrahuntur ibidem, & in nundinarum
favorem, infirmimus pœnam prædictam creditori, qui taliter sub interesse nomine vel
alio præsumpserit excedere pro singulis nundinis superadditis lucrum quinquaginta soli-
dorum pro singulis centum libris creditis, pro minori crediti quantitate pro rata; quod
intelligimus de lucro quod de mutuo recipitur, vel cambio de nundinis ad nundinas,
vel alio modo simili contractus cujuslibet colore quæsito; ut si creditor supra dictam
quantitatem lucrum receperit vel exegerit, pœnam committat prædictam. Quia verò
sunt plures qui mutant pecunias alterius facti contractus colore quæsito, vel contrac-
H h ij

tus alios usurariis mutuis graviore frequentant evidenter in fraudem gravium usurarum, hujusmodi penam prædictam eos prosequimur atque ferimus, tales contractus usurarios esse censentes. Verum per hoc non tollimus quo minus impune creditor quilibet interesse legitimum præter sortem sibi debitam possit exigere ex mutui vel alio contractu quocunque licito, ex quo interesse rationabiliter & licite peti possit vel recipi. Sed ne in fraudem usurarum maximè gravium in contractu mutui ab initio interesse promittatur, vel etiam ex post facto petatur, si quis ex contractu mutui vel alio credito ratione lucri faciendi, seu non facti propter solutionem non factam debiti pro interesse ultra dictas quantitates exigere vel recipere præsumperit, penam incurres prædictam: propter excessum enim præsumimus id fieri in fraudem hujusmodi usurarum. Præterea prohibemus quicquid creditor litteras obligatorias mutui, vel alterius crediti, ut lucrum ex tempore convertatur in sortem, faciat renovari, vel alias usuras vel interesse quomodolibet in sortem convertat, quod si quis contrà fecerit, dictam penam ipso facto incurret. Cæterum quia mutuantes pluries in fraudem usurarum pecunias vendunt vel cambiant, & in contractu conventionem adiciunt, ut solutio debiti eis fiat in alio valere, vel alia pecunia, quàm sit illa quam tradunt, volumus quòd nullus teneatur solvere: nec quis creditor præsumat exigere vel recipere in eo modo pecuniam traditam per eum, vel alios debitum in majori valore, quàm in valore pecuniae traditæ, quantum videlicet valebat & currebat communiter juxta ordinationes nostras tempore contractus & quo pecunia tradita fuit: & si forsan contrarium sit conventum, conventio talis ipso facto sit nulla, creditorque contrarium faciens tenebitur penam prædictam. Et rursus plerique propter privilegia nundinarum Campaniæ concessa pro debitis exigendis contractus in tempore nundinarum, debita extra nundinas verè contracta inficribi faciunt vel bona nundinarum ipsarum vel aliàs tanquam in nundinis contracta, ut gaudeant privilegiis supradictis: prohibemus hoc igitur in futurum penam amissionis debiti, sicuti viribus applicandi, coercentes eosdem Notarios sigillantes, & ministros quoslibet talia inficribentes falsò scienter, penam falsi punimus.

Sanè licet propter damna & onera quæ ex præmissis causis & aliis regnum nostrum ex Italicorum mora seu residentia sustinuimus tempore præcedenti, nuper inhibuissimus ne deinceps residentiam facerent in regno nostro, sed exirent inde: quantum ad residentiam supradictam, propter affectionem quam ad patrias habemus Italiæ, prout & nostri progenitores habuisse noscuntur, Italicis prædictis relaxamus inhibitionem hujusmodi, volentes quòd Italici mercatores quicunque nobis, regno nostro, Ecclesiæ Dei devoti, & pro defensione fidei nobis fideliter sunt adherentes, nedum ingredi pro mercaturis, & causis honestis regnum nostrum & egredi sub nostra protectione valeant, sed etiam residere & morari more solito: dum suprà scripam & alias ordinationes nostras tam pro factis monetarum, quàm aliis editas & edendas fideliter servaverint, & pacifice convertentur: hoc salvo quòd Italici, qui præterito tempore in regno nostro moram fecerunt, pro commissis per eos nuper sibi per gentes nostras expositis, nobis satisfaciatur competenter, si gaudere velint gratiâ supradictâ. Præmissam igitur ordinationem nostram per vos Seneschallos, Baillivos, & Justitiarios nostros tam in assisibus vestris, quàm aliis in quibuslibet vestræ jurisdictioni subiectis publicari iubemus, & Prælati, & Baronibus Seneschalliarum & Bailliviarum vestrarum iurari: ut ipsi Prælati, Barones, & alii domini terrarum, altam habentes justitiam, ordinationem eandem in suis justitiis publicari, & legitime observari: intimantes eisdem quòd in eorum defectum nos præmissa omnia faciemus in eorum justitiis legitime custodiri. In cujus rei testimonium sigillum fecimus Præsentibus his apponi. Actum apud montem Argi, die sabbati ante Purificationem beate Mariæ Virginis, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo. Similis ordinatio reperietur in Camera Computorum Parisien. libro A, folio decimo sexto. Item ordinatio in gallico dicto libro A, folio decimo nono, facta in l'Abbaye de Maubuysson, l'an mil trois cens douze, en Juillet. Item similiter in alio libro dictæ Cameræ, in quo continentur ordinationes sancti Ludovici pro tranquillo statu regni, folio lxxj.



AUTRE ORDONNANCE DU MESME.

Contre les mêmes.

Du 8 Décembre 1312.

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roi de France; aux Sénéchaux, Baillifs, & à nos autres Justiciers, Salut. Nous désirant purger notre Royaume de la mau-Ann. 1312
 vaitié d'usures, nouvellement fimes Ordonnance, en laquelle jaoit ce que nous
 ayant toutes manieres d'usures expressément répruvé & défendu, toutefois celles us-
 ures qui sont trop grièves & surmontent certaine quantité en ladite ordination expresse,
 aussi comme insupportables & non souffrables; & lesquelles plus grièvement & en petit
 de tems dévorent & consomment la substance de nos sujets, plus âprement avons dé-
 fendues, mettant & imposant peine de corps & d'avoir à notre volonté à ceux qui
 les feront & fréquenteront, ainsi comme plus plénierement est contenu en l'Ordon-
 nance dessusdite; mais aucuns mal entendants, & malvaitemment interpretaus la sen-
 tence & les paroles de celle Ordonnance, jaoit qu'elles soient claires & entendables,
 pour ce que nous en celle Ordonnance n'avons mis peine nommément contre ceux
 qui useront & fréquenteront usures de menue quantité, s'efforcent d'arguer que nous
 entendons que celles menues usures se puissent bonnement user ou fréquenter en notre
 Royaume, laquelle interprétation & argument de telles gens sont moult mauvais. Car
 comme nous avons par paroles expressees défendues toutes manieres d'usures, ja pour
 ce que nous plus âprement poursuivons & punissons les plus grièves usures, ainsi
 comme ils viennent de greigneur convoitise, iniquité & inhumanité, & qui plus grié-
 vement tourmente le peuple & le commun des gens, nul homme de sain entende-
 ment ne devoit entendre que nous voulissions souffrir ce que nous avons réprimé &
 défendu expressément. Mais à ce que ne se donne lieu de doute à aucuns simples ou
 malicieux, nous déclarons par ces présentes Lettres, que nous en l'Ordonnance des-
 susdite avons répruvé & défendu, & encore reprouvons & défendons toutes manieres
 d'usures, de quelque quantité qu'elles soient causées, comme elles sont de Dieu &
 des saints Peres défendues; mais la peine de corps & d'avoir dessusdits nous ne met-
 tons mie, fors contre ceux qui les plus grosses usures recevront, useront ou fréquen-
 teront, selon qu'en l'Ordonnance dessusdite se tient. Mais pour ce nous ne souffrons mie
 expressément usures de menue quantité, ains voulons être donné simplement & de plein
 barre, & défense à tous ceux à qui seront demandées, à fin qu'ils ne les soient tenus
 de payer, & repetition de ceux qui les auront payées, de quelque maniere ou quantité
 soient icelles usures. Et voulons encore & commandons eelles usures de menue quan-
 tité, pour lesquelles nous n'avons pas mis la peine dessusdite, être corrigées & punies,
 & ceux qui les recevront, useront ou fréquenteront, être corrigés & punis, ainsi
 comme selon Dieu & droiture, profit public des sujets de notre Royaume fera à faire.
 Par quoi nous vous mandons & commandons à tous & chacun de vous, que vous pub-
 liez ces présentes Lettres, & les choses contenues en elles faites sçavoir à tous en
 la forme & en la maniere, laquelle nous vous commandâmes faire sçavoir & publier
 les Ordonnances dessusdites, pourquoi nul en puisse alléguer ignorance sur les choses
 dessus contenues. Donné à Poissy le huitième jour de Décembre, l'an de grace mil
 trois cent douze.

*Similiter registratur in Camera Computorum, Parisiis in quodam libro parvo, in quo
 continentur ordinationes sancti Ludovici pro tranquillo statu regni. fol. lxxvij.*



ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

Portant défenses d'exercer usures, publié à Paris le premier jour d'Août mil cinq cent soixante-cinq.

Du 16 Juillet 1565.

Ann. 1565.

SUR la remontrance judiciairement faite à la Cour par le Procureur général du Roi, que par les particulieres occurrences de fait, & infinité de plaintes & avertissemens qui lui étoient faits chacun jour, se pouvoit recueillir que plusieurs gens de cette ville, tant Marchands qu'autres, par eux & par gens attirés & interposés, exerçoient usures reprouvées par les loix de Dieu, constitutions des hommes, & Ordonnances des Rois & Arrêts de la Cour, & se faisoit par tel moyen si grand trafic & négociation d'argent, que l'on délaissoit non-seulement la charité, mais le train légitime de marchandise, l'exercice des arts & métiers, & le labour & culture de la terre, dont étoient à craindre plusieurs grands inconvéniens. Pour à quoi obvier requéroit que défenses publiques fussent faites par la ville de Paris à toutes personnes de s'entremettre de telles usuraires trafiques, sur peine du quadruple & punition corporelle, avec injonctions à toutes personnes de venir révéler & déclarer ceux qui les font & s'entremettent directement ou indirectement, sur peine de cent livres parisis & de punition corporelle. Et outre lui fût permis obtenir & faire publier monitions générales en toutes les Eglises de cette ville & faubourgs, sans nulle excepter, à fin de révélation contre ceux & celles qui commettent & exercent telles usures, & s'entremettent directement ou indirectement.

La Cour ayant égard à la requête faite par ledit Procureur général, & icelle interrinant, a ordonné & ordonne qu'il aura monition en termes généraux, sans nul excepter, contre tous ceux & celles, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, qui sous ombre & prétexte de trafic public & autrement, baillent & prêtent deniers à l'usure, tant par eux que par gens attirés & interposés, laquelle monition sera publiée es Eglises de cette ville & faubourgs, & autres lieux où il appartiendra : a fait & fait la Cour inhibitions & défenses à toutes personnes de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, Marchands ou autres, tant hommes que femmes, d'exercer usures par eux ou par gens attirés & interposés, ni de prêter deniers, sous prétexte de commerce public, à intérêt, soit sur gages ou autrement, sur peine de confiscation de corps & de biens. Enjoint icelle Cour à tous ceux & celles qui en savent & connoissent aucuns, d'en venir à révélation, sur peine de cent livres parisis d'amende, applicable au Roi, & de punition corporelle ; à ce que telles manieres de gens, comme pestilens & pernicioeux à la chose publique, soient du tout exterminés.

Et sera le présent Arrêt lu & publié à son de trompe & cri public par cette ville de Paris & faubourgs d'icelles, es lieux & earrefours accoutumés, à y faire cris & publications, à ce qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Fait en Parlement le vingt-sixième jour de Juillet mil cinq cent soixante-cinq, & publié comme dessus le premier jour d'Août audit an.



ORDONNANCE DE CHARLES VIII,

Contre les Devins & les Sorciers.

De l'an 1490.

Statuimus & ordinamus omnes carminatores, divinatores, malignorum spirituum Ann. 1490.
 invocatores, (a) nigromantiz, & omnes aliis malis artibus & scientiis atque
 sectis à sancta matre Ecclesia reprobatis & prohibitis utentes, per Judices ordinarios
 ad quos directa cognitio pertinet, cum diligentia capiantur, ac illi quorum cognitio ad
 jurisdictionem ecclesiasticam pertinet, (b) prisionerii suis tradantur Diocæsanis, ut
 inde sicut juris fuerit & rationis puniantur. Interea verò bona illorum tam mobilia quàm
 immobilia sub manu nostra ponantur, & per commissum ad hoc deputandum regantur,
 Judicibus nostris & aliis vassallorum hominum & subjeutorum nostrorum districtius
 injungentes, quatenus præsentem ordinationem diligenter observent, & observari faciant
 sub debito sui juramenti, necnon privationis officiorum suorum, penà ex nunc
 prout ex tunc incurrendà per adimpleri faciendo contenta in hujusmodi ordinatione
 negligentes, quo casu ex tunc eorum officia vacantia, & in nostra totali dispositione
 consistere decernimus, absque hoc quòd per aliquas litteras vel provisionem quam-
 cunque subsequenter ad eorum officia rehabilitari valeant in futurum, & nihilominus
 in grossa emendas arbitrarie puniantur, ex quibus accusator sine fraude quartam par-
 tem habebit, quoniam detestabilia crimina jam dicta honorem Dei & fidei Catholicæ
 directè tangant atque respiciant. Quantum autem ad alios delinquentes & malefactores
 modis supra dictis, quorum per preventionem cognitio Judicibus regis, & ordinariis
 pertinet, statuimus & ordinamus quòd prædicti Judices ordinarii informatione prius
 debite factà, vel habitis indicio & præsumptionibus vehementibus illis æquipollentibus,
 unà cum bonis sicut prædictum est, capiant, & insuper diligenter omnibus operibus
 postpositis processum eorum faciant, & quod supra dictum est, custodiri & observari
 sub penis antedictis faciant. Statuimus insuper quòd omnes cujuscunque status & con-
 ditionis existant, nemine excepto vel reservato, qui se juvabunt vel petent consilium
 aut juvamen à prædictis carminatoribus, divinatoribus, invocatoribus, malignorumque
 spirituum nigromanticis, & aliis pessimis atque perniciosissimis personis malis artibus
 scientiis & sectis ab Ecclesia prohibitis utentibus, & qui scienter cum prædictis detesta-
 tionibus participaverint, communicaverint, & quamprimum eos tales esse cognoverint,
 Justitiis non revelaverint, simili penà quâ principales auctores & malefactores puniantur.

ORDONNANCE DE S. LOUIS,

Contre les femmes de mauvaise vie, &c.

De l'an 1254.

LUDOVICUS, &c. Expellantur autem publicæ meretrices, tam de campis Ann. 1254.
 quam de villis, & factis monitionibus earum bona per Judices
 locorum occupentur etiam usque ad tunicam vel pelliceum. Qui verò domum publicæ
 meretrici scienter locavit, volumus quòd ipsa domus cadet in commissum. Præterea

(a) Nigromantie. Nescio cur tam sancta Constitutio in ultimo impressu omissa fuerit, eam extat in libris
 ante 40. ann. impressis, nisi quòd tunc erat quosdam primores aula magicis uti, necessariis enim typographis
 multa emiserant in gratiam potentum, quæ factius resistit. C. M.

(b) Prisionem. Quia etiam Clericorum captiva spectas ad secularium. C. M.

inhibemus districte ut nullus omnino ad taxillos ludat, sive ad aleas & scachos: scholas etiam deciorum prohibemus & prohiberi volumus omnino, & tenentes eas districtius puniantur. Fabrica etiam dicorum prohibeatur. Nullus præterea recipiatur ad moram in tabernis faciendam, nisi sit transiens vel viator.

ORDONNANCE DE CHARLES V.

Contre les brellans & jeux de hasard.

De l'an 1369.

Ann. 1369.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France; au Prévôt de Paris ou son Lieutenant, Salut. Nous avons vu nos Lettres, contenant la forme qui s'ensuit. CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut.

Sçavoir faisons que nous désirant de tout notre cœur le bon état, sûreté & défense de notre Royaume & de la chose publique, & de tous nos sujets d'icelui; voulant obvier à tous inconvéniens, & toujours durer & gouverner nos bons sujets en ce qui leur peut être agréable & profitable, avons défendu & défendons par ces Présentes tous jeux de dez, de table, de paume, de quilles, de paller, d'esculles & de billes, & de tous autres tels jeux qui ne chéent point à exercer ne habiliter nosdits sujets à fait & usage d'armes, à la défense de notredit Royaume, sur peine de quarante sols parisis à nous à appliquer, & pour chacune fois qu'il y écherra.

Et voulons & ordonnons que nosdits sujets apprennent & entendent les jeux & ébagemens à eux exercer, & habiliter au fait de trait d'arc ou d'arbalète, en beaux lieux & places convenables à ce es villes & terrouers. Et fassent leurs dons de prix aux mieux trayans, & leurs fêtes & joyes pour ce si comme bon leur semblera.

Si donnons en mandement à tous Sénéchaux, Baillifs, Prévôts, Vicomtes & autres Officiers de notredit Royaume, & à chacun d'eux, si comme à lui appartendra, que notredite Ordonnance ils fassent tenir & garder sans enfreindre, & icelle mettre à exécution de point en point selon sa forme & teneur, sur peine d'encourir notre indignation perpétuelle, & d'être punis les remis & négligens de telle peine que ce soit exemple aux autres. En témoin de ce nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes.

Donné à notre Hôtel de saint Paul lez-Paris le quatrième jour d'Avril, l'an de grâce mil trois cent soixante-neuf, & de notre regne le quinze.

Et combien qu'autrefois nous vous ayons mandé que nosdites défenses & Ordonnances vous fassiez crier & publier solennellement es lieux accoutumés à faire cris en la ville de Paris, & de la Prévôté & Vicomté d'icelle, & les fassiez tenir & garder sans enfreindre, toutefois nous avons entendu que plusieurs les ont enfreintes & enfreignent de jour en jour, dont il nous déplaît fortieusement, & non sans cause, s'il est ainssi. Pour quoi nous vous mandons encore & enjoignons étroitement qu'icelles défenses & Ordonnances faites de rechef crier & publier solennellement es lieux & par la maniere dessusdite, & icelles faites tenir & garder sans enfreindre en aucune maniere. Et lesdits quarante sols lever hastivement & sans delay sur tous ceux qui ont fait & feront le contraire, pour toutes les fois qu'ils y écherront. Desquels quarante sols nous voulons la quarte partie être baillée aux Sergens qui trouveront & prendront les transgresseurs toussefois que le cas y écherra, & de ce faire soyez soigneux & diligens qu'il n'y ait faute: car il nous en déplairoit fortieusement, & vous en serions grièvement punir.

Donné à Paris le vingt-troisième jour de Mai mil trois cent soixante-neuf, & de notre regne le sixième. Par le Roi, à la relation du Conseil, Signé I. de Luz.

Et est ordonné que le rapporteur desdites amendes aura la quarte partie d'icelles.

Publiées parmi Paris le vingt-quatrième Mai l'an dessusdit.



ORDONNANCE

ORDONNANCE DE CHARLES IX,

Contre les obligations contractées au jeu.

De l'an 1566.

CHARLES, &c. Et parce que avons entendu que plusieurs de nos Sujets mineurs & en bas âge ont été tirés par inductions à jeux de hasard, auxquels ils ont perdu & consommé leur jeunesse & subsistance; avons ordonné que les deniers & biens perdus en tels jeux pourront être répétés par lesdits mineurs, leurs peres, meres, tuteurs & curateurs, ou proches parens: & voulons iceux biens leur être rendus, pour employer au profit desdits mineurs, & éviter leur ruine & destruction: sans par ces Présentes approuver tels jeux entre majeurs, pour le regard desquels entendons les Ordonnances de nos Prédécesseurs être gardées, & y être tenue la main par nos Juges ainsi que la matiere y sera disposée. Ann. 1566.

ORDONNANCE DE LOUIS XIII.

Qui annulle toutes les obligations contractées au jeu.

Du 30 Mai 1611.

LOUIS, &c. Faisons déseins à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de tenir berlans en aucunes Villes & lieux de notre Royaume, ni s'assembler pour jouer aux cartes & aux dez. Déclarons toutes dettes contractées pour jeu nulles, & toutes obligations & promesses faites pour le jeu, quelque déguisées qu'elles soient, nulles & de nul effet, & déchargeons lesdits obligés de toute obligation civile & naturelle. Ann. 1611.

EDIT DE LOUIS XIV,

Contre les Magiciens, Devins, Empoisonneurs, &c.

Du Juillet 1681.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présens & à venir, Salut. L'exécution des Ordonnances des Rois nos prédécesseurs contre ceux qui se disent devins, magiciens, enchanteurs, ayant été négligée depuis long-tems, & ce relâchement ayant attiré des pays étrangers dans notre Royaume plusieurs de ces imposteurs, il seroit arrivé que sous prétexte d'horoscope & de divination, & par le moyen des prestiges, des opérations de prétendue magie, & autres semblables illusions dont cette sorte de gens ont accoutumé de se servir, ils auroient surpris différentes personnes ignorantes ou crédules qui s'étoient insensiblement engagées avec eux, en passant des vaines curiosités aux superstitions, & des superstitions aux impiétés & aux sacrilèges; & par une funeste suite d'engagemens, ceux qui se sont le plus abandonnés à la conduite de ces séducteurs, se seroient portés à cette extrémité criminelle d'ajouter le maléfice & le poison aux impiétés & sacrilèges, pour obtenir l'effet des promesses desdits séducteurs, & pour l'accomplissement de leurs méchantes prédications. Ces pratiques étant venues à notre connoissance, nous aurions

employé tous les soins possibles pour faire cesser & arrêter par des moyens convenables les progrès de ces détestables abominations ; & bien qu'après la punition qui a été faite des principaux auteurs & complices de ces crimes, nous dussions espérer que ces sortes de gens seroient pour toujours bannis de nos Etats, & nos sujets garantis de leurs surprises ; néanmoins comme l'expérience nous a appris combien il est dangereux de souffrir les moindres abus qui portent aux crimes de cette qualité, & combien il est difficile de les déraciner, lorsque par la dissimulation ou le nombre des coupables ils sont devenus crimes publics, ne voulant d'ailleurs rien omettre de ce qui peut être de la plus grande gloire de Dieu & de la sûreté de nos sujets, nous avons jugé nécessaire de renouveler les anciennes Ordonnances, & de prendre encore, en y ajoutant de nouvelles précautions, tant à l'égard de ceux qui usent de maléfices & de poisons, que de ceux qui sous la vaine profession de devins, magiciens, sorciers ou autres sorts semblables, condamnés par les loix divines & humaines, infectent & corrompent par leurs discours & pratiques, & par la profanation de ce que la Religion a de plus saint ; sçavoir faisons : que pour ces causes & autres à ce nous mouvant, & de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons dit, déclaré, ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes, signées de notre main, ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Que toutes personnes qui se mêlent de deviner, & se disant devins ou devineresses, vaudront incessamment le Royaume après la publication de notre présente Déclaration, à peine de punition corporelle.

I I.

Défendons toute pratique superstitieuse de fait, par écrits ou par paroles, soit en abusant des termes de l'Ecriture sainte ou des Peres de l'Eglise, soit en disant ou faisant des choses qui n'ont aucun rapport aux causes naturelles ; voulons que ceux qui se trouveront les avoir enseignées, ensemble ceux qui les auront mises en usage, & qui s'en seront servis pour quelque fin que ce puisse être, soient punis exemplairement & suivant l'exigence des cas.

I I I.

Et s'il se trouvoit à l'avenir des personnes assez méchantes pour ajouter & joindre à la superstition l'impieété & le sacrilège, sous prétexte d'opération de prétendue magie ou autre prétexte de pareille qualité, nous voulons que celles qui en seront convaincus soient punies de mort.

I V.

Seront punis de semblables peines tous ceux qui se trouveront convaincus de s'être servis de vénéfices & de poison, soit que la mort s'en ensuive ou non : comme aussi ceux qui seront convaincus d'avoir composé ou distribué du poison pour empoisonner ; & parce que ces crimes sont non-seulement les plus détestables & les plus dangereux de tous, mais encore les plus difficiles à découvrir, nous voulons que tous ceux, sans exception, qui auront connoissance qu'il aura été travaillé à faire du poison, qu'il en aura été demandé ou donné, soient tenus de dénoncer incessamment ce qu'ils sçauront à nos Procureurs généraux ou à leurs Substituts, & en cas d'absence au premier Officier public des lieux, à peine d'être extraordinairement procédé contre eux, & punis suivant les circonstances & l'exigence des cas, comme fauteurs & complices desdits crimes, & sans que les dénonciateurs soient sujets à aucune peine, ni même aux intérêts civils, lorsqu'ils auront déclaré ou articulé des faits ou des indices considérables, qui seront trouvés véritables & conformes à leurs dénonciations, quoique dans la suite les personnes comprises dans lesdites dénonciations soient déchargées

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 251
des accusations, dérogeant à cet effet à l'article LXXIII de l'Ordonnance d'Orléans, pour l'effet du venin & poison seulement, sauf à punir les calomniateurs selon la rigueur de ladite Ordonnance.

V.

Ceux qui seront convaincus d'avoir attenté à la vie de quelqu'un par vénéfice ou poison, en sorte qu'il n'ait pas tenu à eux que ce crime n'ait été consommé, seront punis de mort.

V I.

Seront réputés au nombre des poisons non-seulement ceux qui peuvent causer une mort prompte, mais aussi ceux qui en altérant peu à peu la santé causent des maladies, soit que lesdits poisons soient simples, naturels, ou composés & faits de main d'Artiste; & en conséquence défendons à toutes sortes de personnes, à peine de la vie, même aux Médecins, Apoticaire, Chirurgiens, d'avoir & de garder des poisons simples ou préparés, qui retienent toujours la qualité de venin & n'entrant dans aucune composition ordinaire, ne peuvent servir qu'à nuire, & sont de leur nature pernicieux & mortels.

V I I.

À l'égard de l'arsenic, du régalé, de l'orpiment & du sublimé, quoiqu'ils soient poisons dangereux de leur substance, comme ils entrent & sont employés dans plusieurs compositions nécessaires, nous voulons, afin d'empêcher à l'avenir la trop grande facilité qu'il y a eu jusqu'ici d'en abuser, qu'il ne soit permis qu'aux Marchands qui demeurent dans les Villes d'en vendre, & d'en livrer eux-mêmes seulement aux Médecins, Apoticaire, Chirurgiens, Orfèvres, Teinturiers, Maréchaux & autres personnes publiques, qui par leurs professions sont obligées d'en employer, lesquelles néanmoins écriront en les prenant sur un registre tenu à cet effet par lesdits Marchands, leurs noms, qualités & demeures, ensemble la quantité qu'ils auront prise desdits minéraux, & si au nombre des artisans qui s'en servent il s'en trouve qui ne sçachent écrire, lesdits Marchands écriront pour eux.

V I I I.

Enjoignons à tous ceux qui ont droit par leur profession ou métier de vendre & d'acheter desdits minéraux, de les tenir dans des lieux sûrs, dont ils garderont eux-mêmes la clef.

I X.

Défendons aux Médecins, Apoticaire, Droguistes, Orfèvres, Teinturiers, Maréchaux & tous autres, de distribuer desdits minéraux en substance à quelque personne que ce puisse être, sous peine d'être punis corporellement.

X.

Défendons aussi à toutes personnes autres qu'aux Médecins & Apoticaire, d'employer aucuns insectes venimeux, comme serpents, crapaux, vipères, &c. sous prétexte de s'en servir à des médicaments ou à faire des expériences, & sous quelque autre prétexte que ce puisse être, s'ils n'en ont la permission expresse & par écrit.

X I.

Faisons très-expresse défense à toutes personnes de quelque profession & condition qu'elles soient, excepté aux Médecins approuvés, & dans le lieu de leur résidence, aux Professeurs en Chymie, & autres maîtres Apoticaire d'avoir aucuns laboratoires, & d'y travailler à aucunes préparations de drogues & distillations, sous prétexte de

remèdes chymiques, expériences, secrets particuliers, recherche de la pierre philosophale, conversion ou raffinement de métaux, confection de cristaux, & sans avoir auparavant obtenu de nous par Lettres du grand sceau, la permission d'avoir lesdits laboratoires, & fais déclaration en conséquence à nos Juges & Officiers de Police,

Régistré aux Parlements de Paris le 4 Août 1681, de Rouen & de Dijon de la même année.

ARREST DE LA COUR DU PARLEMENT,

Pour la subsistance des Pauvres.

Du 30 Décembre 1740.

Extrait des Registres du Parlement.

Ann. 1740: **C**E jour les Gens du Roi sont entrés, & Maître Guillaume-François-Louis Joly de Fleury, Avocat dudit Seigneur Roi, portant la parole, ont dit: que la Cour peut aisément se rappeler les secours que les pauvres reçurent dans les années 1693 & 1709, par l'attention qu'elle eut à leur procurer des aumônes publiques, dont elle régla la forme par ses Arrêts des 20 Octobre 1693, 19 Avril & 8 Juin 1709. Comme la misère présente des pauvres répandus dans les Provinces de son ressort, demande la même attention & les mêmes secours, ils croient devoir proposer à la Cour de pourvoir à leurs besoins par des Réglemens semblables à ceux qu'elle fit en 1693 & 1709. Que dans cette vue ils ont pris des conclusions par écrit qu'ils laissent à la Cour, pour y être statué ainsi qu'elle le jugera à propos, suivant sa prudence. Eux retirés. Vu lesdites conclusions, ensemble les Arrêts des 20 Octobre & 13 Novembre 1693, 19 Avril, 8 Juin & 4 Décembre 1709. La matière mise en délibération:

La Cour faisant droit sur les conclusions du Procureur général du Roi, ordonne que tous les pauvres mendiants, & qui ne sont point en état présentement de gagner leur vie, seront tenus de se retirer dans la Paroisse dont ils sont natifs, ou dans celle de leur domicile, six semaines au plus tard après la publication du présent Arrêt: leur fait défenses de vaguer & de demander l'aumône, à peine, tant les hommes que les femmes, d'être enfermés durant huit jours dans les prisons les plus prochaines, & les hommes attachés au carcan sur le procès-verbal des Officiers qui les auront arrêtés, & en cas de récidive des galères pendant trois ans contre les hommes valides, & les garçons au dessus de seize ans, du fouet & du carcan à différents jours de marchés contre les estropiés, & du fouet contre les femmes qui ne seront point enceintes & les garçons au dessus de douze ans qui seront en état de faire quelque travail. Fait défenses à toutes personnes de leur donner retraite plus d'une nuit, à peine de dix livres d'amende, même de plus grande peine s'il y échet.

Ordonne que ceux qui le trouveront estropiés ou atteints de maladies qui paroîtront incurables, seront conduits dans les Hôpitaux généraux les plus prochains: enjoint aux Administrateurs de les y faire recevoir sur les certificats des Curés & des Juges & Procureurs titulaires desdites Paroisses, & de les faire nourrir & traiter comme les autres pauvres. Que dans les Villes murées où il y a plusieurs Paroisses, les Curés, les Marguilliers en charge, les anciens & les plus notables habitants de chacune desdites Paroisses, s'assembleront le premier Dimanche après la publication dudit Arrêt, pour pourvoir, ainsi qu'ils le jugeront le plus à propos, à la subsistance de tous ceux de la Paroisse qu'ils jugeront en avoir besoin, depuis le premier Février jusqu'au premier Août de l'année prochaine 1741; & à cet effet qu'ils feront un rôle, tant desdits pauvres qui auront besoin de ladite assistance que de la somme ou de la quantité de bled qui sera nécessaire pour la subsistance desdits pauvres, sans à augmenter ou diminuer suivant le besoin; & pareillement un rôle de ce que chacun desdits habitants de la

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 253

Paroisse y devra contribuer selon ses facultés, en cas que par sa bonne volonté il ne fasse pas des offres raisonnables. Que néanmoins dans lesdits lieux il ne sera fait qu'une seule assemblée, un seul rôle & un seul Bureau de charité pour la subsistance des pauvres de toutes lesdites Paroisses ou de plusieurs ensemble, s'il est ainsi jugé à propos par les Archevêques & Evêques, après avoir pris l'avis des Officiers des lieux où lesdites Paroisses sont situées.

Que dans les autres Villes, Bourgs & lieux où il n'y a qu'une Paroisse, les Juges seront en présence du Curé, du Substitut du Procureur général du Roi ou du Procureur des Hauts-Justiciers, du Syndic & de deux habitans qui seront nommés par les autres à la sortie de la Grand'Messe le premier Dimanche après la réception du présent Arrêt, un rôle de ceux qui ont besoin d'assistance à cause de leur âge, de leurs infirmités ou du trop grand nombre d'enfans dont ils sont chargés, lesquels rôles pourront être augmentés dans la suite en cas de mort & de maladie des peres de famille ou d'autres accidens, & de la somme à laquelle pourra monter le pain ou autre secours qui sera jugé absolument nécessaire pour leur subsistance depuis ledit jour premier Février jusqu'au premier Août prochain.

Que dans lesdits lieux où il n'y a qu'une Paroisse, & où il y a cependant plusieurs Justices qui s'exercent chacune dans une partie de la Paroisse, il n'y aura pareillement qu'une seule assemblée, un seul Bureau des pauvres & un seul rôle, qui sera fait par le Juge royal, si l'une des Justices appartient au Roi, sinon par le Juge de la Haute-Justice dans l'étendue de laquelle l'Eglise paroissiale se trouvera construite, le tout en présence des Juges des autres Justices & Procureurs des Hauts-Justiciers, s'ils veulent y assister.

Que pour parvenir à l'assistance desdits pauvres toutes personnes, tant ecclésiastiques que séculières, tous Corps & Communautés séculières & régulières ayant du bien dans lesdites Paroisses, à la réserve des Hôpitaux où l'hospitalité est actuellement exercée, & des Curés qui reçoivent la portion congrue, & qui n'ont point d'autre bien dans le lieu, contribueront au sol la livre des deux tiers des revenus qu'ils ont en chaque Paroisse, au payement de la somme qui aura été jugée nécessaire pour la subsistance des pauvres de ladite Paroisse; en sorte qu'ils payent leur part de ladite somme à proportion de ce que lesdits deux tiers qu'ils ont dans ladite Paroisse en doivent porter, eu égard à la totalité de ladite somme, & à ce que les autres contribuables en doivent porter pour leur part & portion, lesquels deux tiers seront fixés eu égard au prix principal des baux, pour ce qui en est situé dans la Paroisse, ou pour les biens non affermés, eu égard au prix des baux ci-devant faits expirés depuis trois ans, sinon & au cas qu'il ne se trouve point de baux, suivant l'estimation qui sera faite par les personnes ci-dessus nommées, le plus équitablement qu'il leur sera possible; ce qui aura lieu pareillement à l'égard des propriétaires des rentes foncières ou autres redevances & charges réelles à prendre ou sur des terres ou sur des maisons, lesquelles rentes, redevances ou autres charges contribueront dans la proportion ci-dessus marquée sur le pied desdites rentes ou redevances, & ce dans la Paroisse où les fonds sur lesquels lesdites rentes ou redevances sont à prendre, sont situés, lesquels deux tiers, soit des fermages, rentes ou redevances, ou autres charges, en cas qu'ils soient payés en grains, seront évalués sur le pied que les grains auront été vendus au marché le plus prochain du lieu d'après la saint Martin 1740.

Qu'à l'égard des habitans imposés à la taille, autres que ceux qui y sont employés comme pauvres, ils seront employés dans ledit rôle par proportion la plus équitable qu'il se pourra, tant par rapport à leurs biens qu'aux sommes pour lesquelles ils seront cotisés dans les rôles des tailles.

Que tous ceux qui seront compris dans les rôles qui seront faits pour la subsistance des pauvres, leurs Fermiers, même les Fermiers judiciaires pour les terres saisies, seront tenus de payer leur cotte de quinze jours en quinze jours, & par avance, entre les mains de celui qui aura été nommé par ceux qui auront fait les rôles, & les quittances qui seront rapportées des payemens, seront allouées aux Fermiers sur le prix de leurs baux, même à l'égard des Fermiers judiciaires, les Commissaires aux saisies réelles tenus d'en recevoir les quittances, qui leur seront allouées dans la dépense de leurs comptes.

Et qu'à faute par ceux qui auront été ainsi taxés de payer précisément & dans ledit tems, qu'ils y seront contraints en vertu desdits rôles, & même au paiement du double dans la quinzaine suivante, & seront les rôles signés par le Jug^e, exécutoires sans aucune formalité par le premier Sergent de la Justice, qui sera tenu de faire toutes les exécutions dont il sera chargé par le Receveur établi, à peine d'interdiction : ordonne pareillement que dans toutes lesdites Villes & autres lieux, ceux qui auront fait les rôles s'assembleront tous les Dimanches à l'issue des Vêpres, durant ledit tems du premier Février au premier Août, pour adjuger au moins disant la fourniture du pain qui sera donné, & pourvoir à tout ce qui regardera la subsistance des pauvres & l'exécution desdits rôles.

Qu'en cas de plaintes des cotisations, elles seront portées au Lieutenant général du Bailliage ou Sénéchaussée royale dans le ressort de laquelle lesdites Villes & lieux sont situés, après néanmoins que la somme à laquelle moniera la cotisation pendant six semaines, aura été payée entre les mains du Receveur, & en rapportant sa quittance, ledit Lieutenant général y pourvoira par une simple Ordonnance, qui sera rendue sur les conclusions du Substitut du Procureur général du Roi dans la huitaine, après que la requête lui aura été signifiée, ou au Procureur du Haut-Justicier de la Paroisse où la cotisation aura été faite, lequel enverra audit Substitut du Procureur général du Roi l'instruction qui sera jugée nécessaire par ceux qui auront fait ladite cotte, pour y défendre; ce qui sera pareillement observé en cas de plaintes de cotisations faites par les Juges ressortissans aux Sièges principaux des terres tenues en Pairies, sur lesquelles sera statué par le premier Officier dudit Siège, & en cas qu'il soit interjeté appel en la Cour de l'Ordonnance du Juge qui aura confirmé la cotte, l'appel n'y pourra être reçu qu'après que l'appellant aura payé trois mois de ladite taxe, dont il rapportera la quittance, & le Substitut du Procureur général du Roi audit Siège, ou le Procureur du propriétaire de la terre tenue en Pairie, sera tenu d'envoyer au Procureur général du Roi les mémoires qui lui auront été adressés en première instance.

Que si par la facilité ou la connivence des Juges ou autrement, quelques Seigneurs de fiefs ou Haute-Justiciers ou autres personnes avoient été taxés à une somme moindre que celles qu'ils doivent porter suivant le présent Arrêt, les Lieutenans généraux des Bailliages & Sénéchaussées ou principaux Officiers des Pairies dans le ressort desquels sont les Justices où les rôles auront été faits, pourront reformer d'office & sur la requête des Substituts du Procureur général du Roi ou des Procureurs Fiscaux auxdits Sièges, sans en être requis par d'autres, les cotisations qui se trouveront avoir ainsi été mal faites; & à l'égard des taxes de cette qualité qui pourront avoir ainsi été faites dans les Villes & lieux où sont lesdits Sièges ressortissans nuement en la Cour, il y sera pareillement pourvu par ladite Cour sur la requête du Procureur général du Roi ainsi qu'il appartiendra.

Enjoint au surplus à tous pauvres valides de travailler toutes les fois qu'il se présentera occasion de le faire, & défenses de leur fournir aucunes subsistances lorsqu'il y aura des ouvrages sur les lieux auxquels ils pourront gagner suffisamment pour avoir de quoi vivre, à l'effet de quoi les rôles seront réduits aux seuls pauvres qui par eux-mêmes ou par leur pere ou mere, ne seront pas en état de gagner leur vie ou de subsister.

Ordonne qu'autant qu'il sera possible il sera donné dans chaque lieu aux femmes & enfans le moyen de travailler, à la charge de rendre sur le provenu de leur travail le prix des filasses & autres choses qu'on leur aura fournies pour cet effet.

Enjoint à tous Officiers de Justice de faire chacun en droit soi tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution du présent Arrêt, sans frais; & à tous les Substituts du Procureur général du Roi dans les Bailliages & Sénéchaussées du ressort de la Cour, de le faire publier, afficher & enregistrer par-tout où besoin sera, même d'en envoyer des copies dans toutes les Jurisdictions & Justices de leurs dépendances, & de certifier la Cour incessamment des diligences qu'ils auront faites. Fait en Parlement le treize Décembre mil sept cent quarante. *Signé* DUPRANC.



DECLARATION DU ROI,

Concernant les Billets ou Promesses causés pour valeur en argent.

Donnée à Versailles le 22 Septembre 1733.

Réglées en Parlement les 14 Octobre 1733 & 20 Janvier 1734.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Nous avons été informés que depuis quelques années différens particuliers qui ont trouvé le moyen de se procurer par artifice ou autrement des signatures vraies de plusieurs personnes, ont porté l'infidélité & la fraude jusqu'au point d'écrire ou de faire écrire par des mains étrangères une promesse ou un billet supposé dans le blanc qui étoit au-dessus desdites signatures, après avoir plié ou coupé le papier pour lui donner la forme qui leur a paru la plus convenable, ou même après avoir enlevé l'écriture qui pouvoit faire obstacle à l'exécution de leur dessein. Un genre de faux si punissable nous a paru d'autant plus digne de notre attention, qu'étant plus difficile à découvrir, le coupable échappe souvent à la sévérité de la Justice, & les parties intéressées pouvant nier une signature qu'ils connoissent pour véritable, sont souvent réduits à exécuter de faux engagemens ou à préférer au succès incertain d'une procédure criminelle, la voie d'un accommodement qui leur est préjudiciable, & qui est encore plus contraire à l'intérêt public, en donnant lieu à l'impunité d'un crime si dangereux dans l'ordre de la société. La protection que nous devons à nos sujets pour assurer leur commerce & empêcher que de faux engagemens ne prennent la place des véritables, nous oblige non-seulement à réprimer par la terreur des peines, mais même à prévenir & arrêter dans leur source ces faussetés qui intéressent la foi publique & troublent l'ordre de l'Etat: nous avons cru que le meilleur moyen pour y parvenir, étoit de déclarer nuls les billets qui ne seroient pas écrits ou du moins approuvés de la main de celui qui paroîtroit les avoir signés, en exceptant néanmoins de cette règle les actes nécessaires pour le commerce, ou faits par des gens occupés aux arts & métiers ou à la culture des terres, qu'il seroit difficile & même souvent impossible d'assujettir à l'observation de cette nouvelle formalité. A ces causes & autres à ce nous moeuvant, de l'avis de notre Conseil, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît que tous billets sous signature privée ou au porteur, à ordre ou autrement, causés pour valeur en argent, autres néanmoins que ceux qui seront faits par des Banquiers, Négocians, Marchands, Manufacturiers, Artisans, Fermiers, Laboureurs, Vignerons, Manouvriers & autres de pareille qualité, seront de nul effet & valeur, si le corps du billet n'est écrit de la main de celui qui l'aura signé, ou du moins si la somme portée audit billet n'est reconnue par une approbation écrite en toutes lettres aussi de la main, faute de quoi le paiement n'en pourra être ordonné en Justice: voulons néanmoins que celui qui refusera de payer le contenu audit billets ou promesses, soit tenu d'affirmer qu'il n'en a point reçu la valeur; & à l'égard de ses héritiers ou représentans, ils seront seulement tenus d'affirmer qu'ils n'ont aucune connoissance que lesdits billets ou promesses soient dûs. Ordonnons pareillement que tous les billets ou promesses sous simple signature privée, faits antérieurement à la date des Présentes par autres que ceux de la profession ou qualité ci-dessus marquées, & qui ne seront pas conformes à la présente disposition, soient renouvelés dans l'espace de deux ans, ou que pour les faire valider la demande à fin de renouvellement ou de paiement en soit faite dans le même délai; à défaut de quoi & ledit tems passé, lesdits billets ou promesses seront & demeureront nuls & de nul effet, défendons à tous Juges d'en ordonner le paiement, à la charge pareillement de l'affirmation, suivant & ainsi qu'elle

Ann. 1733j

est ci-devant prescrite & ordonnée, soit par celui qui aura signé lesdits billets, soit par ses héritiers ou repréſentans après sa mort. Si donnons en mandement à nos amés & ſeaux Conſeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, même en Vacations, & le contenu en icelles garder, obſerver & exécuter ſelon leur forme & teneur; car tel eſt notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites Présentes. Donné à Verſailles le vingt-deuxième jour de Septembre, l'an de grace mil ſept cent trente-trois, & de notre regne le dix-neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Vu au Conſeil, ORRY. Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Réſignée, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée ſelon ſa forme & teneur, à la charge que le préſent enregiſtrement ſera révisé au lendemain de la ſaint Martin, & cependant copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchauffées du reſſort, pour y être lues, publiées & réſignées; enjoins aux Subſiſtans du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, ſuivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, en Vacations, le quatorze Octobre mil ſep cent trente-trois. Signé DUFRANC.

Réſignée, ouï ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée ſelon ſa forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchauffées du reſſort, pour y être lue, publiée & enregistrée; enjoins aux Subſiſtans du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, ſuivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le vingt Janvier mil ſep cent trente-quatre. Signé DUFRANC.

Collationné à l'original par nous Ecuyer, Conſeiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ſes Finances.

DECLARATION DU ROI,

Donnée à Verſailles le 1 Septembre 1754.

Ann. 1754. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La résolution que les Officiers de notre Parlement ont prise le 3 Mai de l'année dernière, de cesser de rendre à nos sujets la justice qu'ils leur doivent, à notre décharge; les refus qu'ils ont faits de reprendre leurs fonctions, qui forment un devoir indispensible de leur état, & auxquelles ils se sont consacrés par la religion du serment, nous ont forcé de leur marquer le mécontentement que nous avions de leur conduite; le prétexte même qu'ils ont donné à la cessation de leur service ordinaire, étoit de leur part une nouvelle faute d'autant moins excusable, que ne pouvant douter de l'intention où nous étions & où nous sommes constamment d'écouter ce que notre Parlement pourroit avoir à nous représenter pour le bien de notre service & pour celui de nos sujets, & n'ignorant pas que nous étions instruits par ses arrêtés de l'objet de ses remontrances, ils ne pouvoient se dissimuler qu'ils s'étoient eux-mêmes attiré le refus que nous avons fait d'entendre celles qui avoient été rédigées; mais après leur avoir fait pendant un tems ressentir les effets de notre mécontentement, nous avons écouté volontiers ce que nous a dicté notre clémence, & nous avons rappelé dans notre bonne ville de Paris les Officiers de notre Parlement. Cependant toujours occupés du soin d'apaiser les divisions qui se sont élevées depuis quelque tems, & dont les suites nous ont paru mériter toute notre attention, nous avons pris les mesures que nous avons jugé les plus capables de procurer la tranquillité à l'avenir; & dans l'espérance que notre Parlement s'empresſant, par une prompt obéissance & par un travail redoublé, de réparer le préjudice qu'ont pu souffrir nos sujets, il nous donnera en toutes occasions des marques de sa soumission & de sa fidélité, en se conformant à la sagesse des vûes qui nous animent, nous avons résolu de

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVI. 257

de le rassembler à Paris, pour lui faire connoître nos intentions. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, ordonné & ordonnons à tous & chacun des Officiers de notre Parlement, de reprendre leurs fonctions dans notre bonne ville de Paris, nonobstant toutes choses à ce contraires, & d'y rendre la Justice à nos sujets sans retardement & sans interruption, suivant les Loix & le devoir de leurs Charges; & ayant reconnu que le silence imposé depuis tant d'années sur des matieres qui ne peuvent être agitées sans nuire également au bien de la Religion & à celui de l'Etat, est le moyen le plus convenable pour assurer la paix & la tranquillité publique, enjoignons à notre Parlement de tenir la main à ce que d'aucune part il ne soit rien fait, tenté, entrepris ou innové qui puisse être contraire à ce silence & à la paix que nous voulons faire regner dans nos Etats, lui ordonnant de procéder contre les contrevenans conformément aux Loix & Ordonnances. Et néanmoins pour contribuer de plus en plus à tranquilliser les esprits, à entretenir l'union, à maintenir le silence & à faire oublier entierement le passé, nous voulons & entendons que toutes les poursuites & procédures qui pourront avoir été faites, & jugemens définitifs qui pourroient avoir été rendus par contumace, depuis le commencement & à l'occasion des derniers troubles jusqu'au jour des Présentes, demeurent sans aucune suite & sans aucun effet, sans préjudice néanmoins des jugemens définitifs rendus contradictoirement & en dernier ressort, sauf aux parties contre lesquelles ils auroient été rendus à se pourvoir, s'il y a lieu, par les voyes de droit. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, que ces Présentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce puisse être; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le deuxième jour de Septembre, l'an de grace mil sept cent cinquante-quatre, & de notre regne le quarantième. Signé LOUIS. Et plus bas; Par le Roi, M. P. DE VOYER D'ARGENSON. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Révisée, ouï ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & conformément aux Loix & Ordonnances du Royaume, Arrêts & Réglemens de la Cour; en conséquence n'être fait aucune innovation dans l'administration extérieure & publique des Sacrements: sans néanmoins par la Cour reconnoître en aucune façon les imputations contenues au préambule de ladite Déclaration; & à cet effet il sera fait au Roi une Députation solennelle & en la forme ordinaire, pour représenter audit Seigneur Roi que son Parlement, dans les circonstances où il s'est trouvé, n'a fait, en donnant pendant un tems la préférence aux affaires publiques sur les particulières, que ce qu'exigeoient de lui les devoirs indispensables de son état & la religion de son serment: & copies collationnées de la présente Déclaration envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées: enjoint aux Officiers desdits Bailliages & Sénéchaussées de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution du présent Arrêt, & aux Substituts du Procureur général du Roi de certifier la Cour dans le mois de la lecture, publication & enregistrement de ladite Déclaration, suivans & conformément à l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le cinq Septembre mil sept cent cinquante-quatre, Signé DUFRANC.



§. XVII.

SUR LA JURISDICTION ECCLÉSIASTIQUE.

EDIT DE CLOTAIRE II.

Sur la Jurisdiction ecclésiastique & le privilège clerical, & plusieurs autres points de la discipline ecclésiastique.

Du 15 Novembre 615.

Ann. 615. **F**elicitem regni nostri in hoc magis magisque divino intercedente suffragio succrescere dubium non est, si quæ in regno, Deo propitio, nostro bene acta, statuta atque decreta sunt, inviolabiliter nostro studuerimus tempore custodire, & quæ contra rationis ordinem acta vel ordinata sunt, ne ut antea, quod avertat Divinitas, contingant, disposuerimus Christo præsele per hujus Edicti nostri tenorem generaliter emendare. Ideoque definitionis nostræ est, ut Canonum instituta in omnibus conserventur, & quod per tempora ex hoc prætermisum est, vel dehinc perpetualiter observetur. Ita ut Episcopo decedente, in loco ipsius, qui à Metropolitano ordinari debet cum Provincialibus à Clero & populo eligatur, & si persona condigna fuerit per ordinationem Principis ordinetur: vel certe si deputatio eligitur per meritum personæ & doctrinæ ordinetur. Ut nullus Episcoporum se vivente eligat successorem, sed tunc ei alius substituitur, cum taliter afficeretur ut Ecclesiam suam nec Clerum regere possit. Itemque ut nullus vivente Episcopo adoptare locum ejus præsumat, quod si petierit, ei minime tribuatur. Si quis Clericus quolibet honore munitus contempto Episcopo suo vel prætermisso ad Principem aut ad potentiores quasque personas ambulare, vel sibi patrocinium elegerit expetendum, præter si pro venia videtur expetere. Et si pro qualibet causa Principem expetierit & cum ipsius Principis Epistola ad Episcopum suum fuerit reversus, excusatus recipiatur. Is qui ipsum post admonitionem Pontificis retinere præsumpsit, sanctæ communionis privetur. Ut nullus Judicum de quolibet ordine Clericos de civilibus causis præter criminalia negotia per se distringere aut damnare præsumat, nisi convincitur manifestus, excepto Presbytero aut Diacono. Qui verò convicti fuerint de crimine capitali, juxta Canones distringantur & cum Pontificibus examinentur. Quod si causa inter personam publicam & homines Ecclesiæ steterit; pariter ab utraque parte præpositi Ecclesiarum & Jdex publicus in audientia publica positi ea debeant judicare. Cuicumque defuncto, si intestatus decesserit, propinqui absque contrarietate Judicum in ejus facultate juxta legem succedant: liberos cujusque ingenueorum à Sacerdotibus juxta textus Chartarum ingenuitatis suæ defendendos, nec absque præsentia Episcopi aut præpositi Ecclesiæ esse judicandos, vel ad publicum revocandos. Ut ubicumque census novus impit additus est & à populo reclamatur, jussu inquisitione misericorditer emendetur. De Telonio ut per loca debeat exigi, vel de speciebus ipsis de quibus præcedentium Principum tempore, id est usque ad transitum bonæ memorie domnorum parentum nostrorum Gunthramni, Chilperici, Sigeberti regum est exactum, Judri super Christianos actiones publicas agere non debeant. Quare qui de quæstuofo ordini sociare præsumperis, severissimam legem ex canonica incurrat sententia. Ut pax & disciplina in regno nostro sit, Christo propitiant, perpetua, rebellio vel insolentia malorum hominum severissime reprimatur. Ut nullus Jdex de aliis Provinciis aut regionibus in alia loca ordinetur, aut si aliquid malè de quibuslibet conditionibus perpetraverit, de suis propriis rebus exinde quod malè abulaverit, juxta legis ordinem restituere debeat. Præceptiones nostræ per omnia impleantur. Quidquid parentes nostri anteriores Principes vel nos per Justitiam

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 259

visi sumus concessisse & confirmasse, in omnibus debeat confirmari. Et quæ unus de fidelibus ac leodibus suam fidem servando domino legitimo, interregno faciente visus est perdidisse, generaliter absque alio incommodo de rebus sibi iuste debitis præcipimus revelli. Puellas & viduas Religiosas aut sanctimoniales quæ se Deo voverunt, tam quæ in propriis domibus resident, quàm quæ in Monasteriis posite sunt, nullus nec per præceptum nostrum competat, nec trahere, nec sibi in conjugium sociare penitus præsumat. Et si quis exinde præceptum eliciet, nullum sortiatur effectum. Et si quicumque aut per virtutem aut per quemlibet ordinem ipsas detrahare aut sibi in conjugium præsumperit sociare, capitali sententiâ feriat. Et si in Ecclesia conjugium fecerint, & illa rapta aut rapienda in hoc consentire videbitur, sequestrati ab invicem in exilio deportentur, & facultates eorum propinquis hæredibus socientur. Episcopi verò vel potentes qui in aliis possident regnicibus, Judices vel missos discussores de aliis Provinciis non instituant nisi de loco, qui iustitiam percipiant & aliis reddant. Agentes igitur Episcoporum aut potentum per potestatem nullius rei collecta solasia nec auferant, nec cuiuscumque contemptum per se facere non præsumant. Porcarii fiscales in sylvas Ecclesiarum aut privatorum absque voluntate possessoris in sylvas eorum ingredi non præsumant. Neque ingenuus neque servus qui cum furto non deprehenditur, à Judicibus interfici non debet inauditus. Et quandoquidem passio non fuerit unde porci debeant saginari, cellarensis in publico non exigatur. Quicumque verò hanc deliberationem quam cum Pontificibus, vel tam magnis viris optimatibus aut fidelibus nostris in Synodali Concilio institimus, temerare præsumperit, in ipsum capitali sententiâ judicetur, qualiter alii non debeant similia perpetrare. Quam auctoritatem vel edictum perpetuis temporibus valiturum manûs nostræ subscriptionibus decrevimus roborandum, Hamingus Chlotacharius in Christi nomine rex hanc definitionem subscripsi. Dat. sub die 15 kalendas Nov. anno 31 regni nostri, Parisius.

Déclaration de Philippe III, sur le même sujet. Voyez Tome V, §. IV.

Edit de Louis XIII, sur le même sujet. Voyez ci-dessus §. XVI.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Sur les remontrances du Clergé, assemblé es années 1665 & 1666.

Du Mars 1666.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre ; à tous présents & à venir, Salut. Comme & la piété & la Religion sont les plus assurés fondemens des Etats & Empires, nous avons cru aussi que leur accroissement dépendoit principalement d'un soin exact de tout ce qui regarde la gloire de Dieu & l'avancement de son service. C'est pourquoi nous reçûmes très-volontiers les Remontrances qui nous furent faites par l'Assemblée générale du Clergé de notre Royaume es années 1655, 1656 & 1657, au sujet des contraventions & entreprises qui s'étoient faites par les désordres des tems sur les droits & prérogatives des Archevêques, Evêques & autres Ecclésiastiques, & nous pensions y avoir suffisamment pourvu par notre Edit du mois de Février 1657, adressant à nos Cours de Parlement, qui contient plusieurs bons réglemens ; mais n'ayant point été enregistré, & s'étant encore fait de nouvelles entreprises, les Archevêques, Evêques & autres Ecclésiastiques représentant le Clergé de France, assemblé précédemment par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous ont fait leurs Remontrances & présenté le Cahier, tant pour le bien & avancement de la piété que pour la manutention de l'Eglise dans ses immunités & franchises, dont elle a toujours joui, & des droits & prérogatives qui lui appartiennent. A ces causes, voulant contribuer à tout ce qui dépend de nous dans un si louable dessein, & augmenter plutôt

K k ij

les privilèges & immunités appartenans au Clergé, que de les diminuer ; après avoir fait voir ledit Cahier à notre Conseil, où étoient aucuns Princes & Officiers de notre Couronne, & autres Seigneurs dudit Conseil, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par le présent Edit, dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT.

Que les Ecclésiastiques soient maintenus & gardés dans toutes les immunités, franchises, droits & prérogatives qui leur appartiennent.

I I.

Défendons à nos Cours de Parlement & à tous autres Juges de prendre connoissance directement ou indirectement d'aucunes causes spirituelles & purement ecclésiastiques, des Sacremens & Office divin, de l'établissement des Curés, Vicaires & autres Prêtres qui peuvent être nécessaires dans les Eglises & Paroisses, sous prétexte de possession, complainte, nouveauté, & pour quelque autre cause & occasion que ce soit, ni de troubler ou empêcher les Juges ecclésiastiques en la juridiction & connoissance des causes qui leur appartiennent de droit ; & pour les causes personnelles l'Ordonnance de l'an 1535 sera exécutée.

I I I.

Voulons pareillement que les Archevêques & Evêques, leurs grands Vicaires & leurs Archidiaques fassent leurs visites, puissent faire réduire les banes & sépultures dans les Eglises en manière décente & convenable pour la célébration du Service divin & commodité des processions, les Curés & Marguilliers appelés & onis, sans préjudice toutefois du droit des Archevêques, Evêques & autres Ecclésiastiques qui sont en droit ou possession suffisante d'en connoître & disposer, même hors le tems des visites, dans laquelle possession nous entendons qu'ils soient maintenus & conservés.

I V.

N'empêcheront nosdites Cours de Parlement & autres Juges, les Archevêques & Evêques résidans dans leurs diocèses, de connoître eux-mêmes des causes spirituelles & ecclésiastiques dont la connoissance appartient à l'Eglise, & les appellations des sentences & jugemens par eux rendus, seront jugées par les Archevêques, Primats & Supérieurs constitués en ordre épiscopal, sauf en cas d'absence des susdits Archevêques & Evêques de leurs diocèses, à être jugés par leurs Officiaux.

V.

Les absolutions à cautelle ne seront octroyées, sinon par les formes de droit, & non à ceux qui seront excommuniés pour offense manifeste ; & en conséquence d'icelles les Ecclésiastiques n'en pourront prétendre autre effet sinon que d'ester à droit ; ne seront les Ecclésiastiques obligés à décerner censures & monitoires, sinon pour causes graves & suivant l'Ordonnance d'Orléans.

V I.

Défendons à nosdites Cours de Parlement & à tous autres Juges de contraindre les Prélats & autres Collateurs de bailler provisions de Bénéfices dépendant de leur collation, ni d'ordonner que les particuliers se pourvoient pardevant autre que le Collateur ordinaire, ou à son refus pardevant son Supérieur, par les voyes de droit. Et où chacun auroit eu trois refus consécutifs des Collateurs ordinaires & de leurs Supérieurs dans l'ordre de la juridiction, il ne pourra plus être reçu à faire poursuite dudit bénéfice.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 261

Seront néanmoins obligés les Collateurs ordinaires d'exprimer dans leurs actes les causes de refus.

VII.

N'entendons que les Sentences ou Arrêts de maintenue qui seront donnés pour raison des Cures & Bénéfices ayant charge d'âmes, ayant autre effet que de conserver le titre & le droit, sans que ceux au profit desquels ils auront été donnés, puissent en conséquence s'immiscer dans l'administration des Sacrements & autres fonctions desdits Bénéfices.

VIII.

Et d'autant que plusieurs personnes vont trouver les Archevêques & Evêques, même lorsqu'ils sont hors de leurs Diocèses, pour leur demander des *Visa* ou provisions de Bénéfices, par lesquels étant renvoyés pardevant leurs grands Vicaires ou autres personnes ecclésiastiques par eux commises sur les lieux pour faire les examens, ils prennent lesdits renvois pour refus, & sur iceux se pourvoient; défendons à toutes personnes de prendre telles réponses ou renvois pour refus, & à tous Notaires & autres personnes publiques d'en délivrer aucuns actes, à peine d'interdiction, comme aussi à nos Juges d'y avoir aucun égard, ni à tout ce qui pourroit être fait en conséquence.

IX.

Défendons à nos Juges de connoître de la validité des vœux de Religion faits par eux qui auront l'âge porté par nos Ordonnances; & néanmoins ceux qui ont porté l'habit de Religieux cinq ans après leur profession, ne pourront succéder ni disposer de leurs biens, suivant les Ordonnances.

X.

Les Prédicateurs ne pourront prêcher, même pendant l'Avent & le Carême, sans la mission des Archevêques & Evêques, ou de leurs grands Vicaires, chacun en leur Diocèse; & dans les Eglises où il y a titre & possession valable pour la présentation des Prédicateurs, ils ne pourront pareillement prêcher sans l'approbation & permission desdits Archevêques & Evêques, & leurs grands Vicaires, laquelle ils bailleront suivant leur conscience: faisons défenses à tous nos Juges de commettre ni autoriser aucuns Prédicateurs, ains voulons qu'ils en laissent l'entière disposition ausdits Archevêques & Evêques, & leurs grands Vicaires en la manière suïvante; & ne pourront les Théologaux substituer d'autres personnes pour prêcher en leurs places.

XI.

Nos Juges ne prendront aussi aucune connoissance de l'honoraire des Ecclésiastiques; de la célébration & transgression des Fêtes, sinon en ce qui concerne la police seulement.

XII.

Voulons que suivant l'Edit de Melnn, les Prélats, leurs Vicaires généraux & autres Ecclésiastiques qui ont droit de pourvoir aux administrations des Hôpitaux, maladreries & autres lieux pieux, y soient maintenus & gardés, ensemble tenus d'ouïr le compte du revenu d'icelles; & les réglemens & ordonnances qui seront faites par lesdits Prélats & Ecclésiastiques pour la célébration du Service divin, distribution des aumônes, réparations des édifices & autres œuvres pies, seront exécutées nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & sans déroger à l'article VIII de l'Edit du mois de Mai de l'an 1596; & pour le regard des comptes des Fabriques, ils seront rendus pardevant les Archevêques & Evêques ou leurs grands Vicaires, & les Archevêques faisant leurs visites sur les lieux, sans salaires ni vacations pour l'audition

& clôture desdits comptes. Pendant la visite, lesdits Archevêques & Evêques pourront commettre sur les lieux telle personne ecclésiastique que bon leur semblera, pardevant qui lesdits comptes seront rendus sous telle peine que de raison, sans préjudice des Archevêques & Evêques qui sont en possession de les faire porter & examiner chez eux, hors le tems de leur visite.

XIII.

Après que le possessoire sera simplement vuïd par le jugement de pleine maintenue, & que les parties y aient pleinement satisfait, tant pour le principal que pour les fruits, dommages & intérêts, nos Ordonnances seront exécutées sur le petitoire.

XIV.

Nos Cours de Parlement & nos autres Juges ne pourront s'entremettre de la censure des Livres concernant la doctrine & Religion, laquelle sera faite par les Archevêques & Evêques : & néanmoins lorsqu'après leur censure ils imploreront le bras séculier pour le châtimement des coupables, enjoignons à nosdits Juges de procéder contre iceux par les voyes de droit, comme aussi en cas de scandale & trouble du repos public.

XV.

Défendons à nos Cours de Parlement & à tous autres nos Juges de troubler les Juges ecclésiastiques en la juridiction & connoissance des causes qui leur appartiennent, aus leur enjoignons de prêter aide & confort pour l'exécution de leurs jugemens, avec défenses de prendre connoissance desdits jugemens par eux donnés, sauf aux parties de se pourvoir pour les appellations comme d'abus, es cas portés par nos Ordonnances, & conformément à icelles. Leur défendons aussi de prendre connoissance des actions intentées contre les Ecclésiastiques, tant réguliers que séculiers, constitués es Ordres de Prêtre, Diacon, Soudiacres, les Clercs vivans clericement & servans au ministère de l'Eglise, ou qui sont pourvus de Bénéfices, ou qui auront fait vœu de Religion, sinon pour les cas privilégiés suivant les Ordonnances ; & pour les Arrêts donnés au préjudice des Edits & Déclarations par nous accordées en faveur du Clergé, il y sera pourvu sur le particulier, en faisant apparoir à notre Conseil qu'il y a été contrevenu.

XVI.

Voulons que les reliefs d'appel comme d'abus ne soient baillés qu'en cas d'abus notoire & manifeste, dont les moyens seront spécifiés dans lesdits reliefs d'appel, & seront attachés sous le contre-scel desdits reliefs d'appel, les consultations faites sur iceux, signées au moins de deux Avocats, & n'aient aucun effet suspensif à l'égard des Ordonnances synodales, ni en matière de visite, de discipline, de correction ou autres pures personnelles, conformément à l'article V de l'Ordonnance de l'an 1539, à faute desquelles conditions ci-dessus exprimées, lesdits reliefs d'appel comme d'abus seront refusés au sceau, & où ils se trouveroient être scellés autrement, les déclarons nuls. Ne pourront aussi lesdites appellations comme d'abus être relevées en nos Cours de Parlement sur simple requête, que les appellans n'en aient obtenu relief au sceau avec les conditions ci-dessus, & n'en aient fait apparoir : comme pareillement ne seront donnés aucuns Arrêts de défenses contre les sentences & jugemens desquels sera appellé comme d'abus, sinon en connoissance de cause, & les parties ouïes ou dûement appelées ; & lors de la plaidoyerie de la cause, l'Avocat plaidant sera assisté des deux autres qui auront signé leurs consultations. Ne se jugeront aucunes appellations comme d'abus en la Chambre de l'Edit, & quant à celles incidemment interjetées aux procès pendans aux Enquêtes, elles se plaideront & régleront en la Grand-Chambre, sauf aux les reglant à les joindre au procès principal, s'il y échet & est jugé nécessaire. Les appellations comme d'abus pendantes en la Grand-Chambre & Tournelle, seront appelées les premières à l'Audience, & promptement expédiées en ladite Audience, s'il

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 163
est possible, sans les appointer, & ne pourront être appointés que le tiers des Juges assis, sans n'en soient d'avis; & en cas qu'elle soit jugée en l'Audience & sur les appointemens, ne pourra être prononcé par hors de Cour, ains seront tenus de prononcer par bien ou mal & abusivement, avec la condamnation d'amende. Suivant l'article II de l'Edit de 1606, les reliefs d'appel comme d'abus des Ordonnances synodales, des visites, du Service divin, réglemens, discipline ecclésiastique, & autres graves & importantes rendues par les Archevêques & Evêques, seront scellées aux Chancelleries sur la consultation de deux Avocats, & le rapport fait: & si autrement il en est usé, faisons inhibitions & défenses à nos Cours de Parlement d'y avoir aucun égard, & de tenir l'appel pour dûment relevé, suivant l'article II de l'Edit de 1610.

XVII.

Voulons que nos Cours de Parlement jugeant définitivement les appellations comme d'abus, en cas qu'ils trouvent qu'il y a eu abus, elles renvoient les parties pardevant le même Juge dont il a été appelé, pour être néanmoins l'affaire jugée par autre Juge que celui dont a été appelé, qui sera à cet effet commis par l'Evêque ordinaire du lieu.

XVIII.

Ne pourront les Archevêques & Evêques, leurs grands Vicaires, Officiaux & Promoteurs, en cas d'appel comme d'abus, être pris à partie ou condamnés à l'amende, nonobstant tous usages à ce contraires, quand il y a partie qui soutient l'appel ou qui a fait les réquisitions; & où il n'y auroit autre partie que le Promoteur, les Archevêques, Evêques, leurs grands Vicaires & Officiaux, ne pourront être pris à partie ni condamnés à l'amende: pourront néanmoins lesdits Promoteurs être pris à partie, mais non condamnés aux dépens & amende, si ce n'est en cas de calomnie manifeste; & si nos Parlemens jugent autrement, nous permettons aux Promoteurs de se pourvoir en cassation à notre Conseil.

XIX.

Défendons à nos Juges d'instruire & juger aucuns procès contre les Ecclésiastiques, sinon pour les cas privilégiés portés par nos Ordonnances, sans les étendre à autre cas, & ce suivant qu'il est porté par le XXII article de l'Edit de Melun; & afin que nos Juges ne fassent difficulté de se transporter vers les Juges ecclésiastiques lorsqu'il sera question d'instruire un procès concurrentement, sous prétexte que la demeure des Juges ecclésiastiques est hors de la juridiction de nosdits Juges, nous leur attribuons pour raison de ce toute Cour & juridiction, même hors l'étendue de leur territoire. Ne pourront les Présidiaux & Prévôts des Marchaux connoître des procès criminels des Ecclésiastiques en aucun cas: pourront néanmoins en cas prévôtaux & présidiaux informer seulement, & faire la capture en crime flagrant, pour être ensuite les procès instruits & jugés conformément à nos Ordonnances; & en cas de délaissement des Ecclésiastiques aux Juges d'Eglise, il ne sera rien pris pour le salaire des Juges, soit pour l'instruction ou jugement du délaissement, à peine de concussion.

XX.

Les Offices de Conseillers en nos Parlemens & autres Sièges inférieurs affectés de tout tems aux Clercs, ne pourront être possédés par personnes laïques, & s'il y en a présentement aucuns possédés par d'autres que par des Clercs, vacation avenant par mort ou par résignation, ne sera expédié aucunes lettres de provisions qu'à des personnes constituées en Ordres sacrés pour le moins, & dont les lettres testimoniales de leurs Ordres seront attachées sous le contre-scel desdites lettres. Défendons à nos Cours de Parlement de recevoir ceux qui n'auront point la qualité, & aux pourvus de s'y faire recevoir, à peine de nullité de leur réception & de privation de l'Office.

XXI.

Défendons à nos Cours de Parlement & autres nos Juges de contraindre les Curés ; leurs Vicaires & autres Ecclésiastiques , de publier aucunes choses prophanes , sauf à les faire publier par Sergens ou Huissiers à l'issue de la Messe paroissiale à la porte de l'Eglise. Pourront néanmoins les Curés & autres Ecclésiastiques , de l'ordre des Evêques diocésains , publier ce qui leur sera envoyé concernant notre service & le bien de notre Etat , suivant nos ordres & les dépêches que nous en ferons ausdits Evêques.

XXII.

Les Régens , tant des Collèges que des petites Ecoles , même dans les bourgs & villages , seront Catholiques , & nul ne pourra tenir Ecole qu'il n'ait été examiné par l'Evêque ou par les grands Vicaires , & qu'il n'ait fait entre leurs mains sa profession de foi , sans préjudice néanmoins des Collèges & Ecoles accordées à ceux de la Religion prétendue réformée par nos Lettres-patentes , enregistrées en nos Cours de Parlement , & du passage & suppression desdits Collèges fait par nos Déclarations , qui seront exécutées.

XXIII.

Les Syndics & Promoteurs des Diocèses seront reçus parties pour poursuivre les différends qui pourront intervenir en exécution des Edits de pacification & des Déclarations par nous faites en faveur de la Religion Catholique , Apostolique , & des Ecclésiastiques.

XXIV.

Défendons à tous Libraires d'imprimer ni vendre aucuns livres qui concernent la Religion ; s'ils n'ont été auparavant approuvés par l'Evêque diocésain ou par son Vicaire général , ou par telles personnes qui seront commises par nous pour l'intérêt de la police , nonobstant tous privilèges par nous accordés aux particuliers ou Communautés séculières ou régulières , telles qu'elles soient , & sans préjudice des défenses portées par nos privilèges aux particuliers desdites Communautés de publier aucuns livres sans la permission de leurs Supérieurs , lesquelles tiendront pour ce regard : & sur lesdites approbations seront baillés par nous les privilèges & permissions d'imprimer lesdits livres , conformément à nos Ordonnances. Comme aussi défendons ausdits Libraires d'exposer en vente ni faire une seconde impression des livres qui ont été une fois censurés , sans qu'il apparaisse de l'approbation & attestation susdite desdits Evêques que lesdits livres ont été corrigés conformément à la censure.

XXV.

Lorsqu'il échera de rendre grace à Dieu pour quelque faveur obtenue du ciel ou pour en demander de nouvelles , les Archevêques & Evêques ou leurs Vicaires généraux en seront avertis par nos lettres , & en donneront l'heure , s'accommodant aux plus ordinaires & plus propres à telles cérémonies , & en donneront avis aux Gouverneurs , Cours de Parlement & autres Officiers , & Maisons de Ville , afin qu'ils assistent en Corps aux Eglises où se feront les prières publiques.

XXVI.

Et afin que la décence soit gardée ausdites Eglises , nous défendons à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient , d'occuper ausdites Eglises les places destinées aux Ecclésiastiques qui sont le Service , si ce n'est lorsque nos Cours de Parlement ou autres nos Cours qui en sont en possession , iront en Corps , auquel cas les Dignités & Chanoines se réduiront aux basses chaires les plus honorables de chaque côté ,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 265
été, & laisseront les autres chaires pour les Officiers desdites Cours. N'entendons aussi que les Gouverneurs logent aux Maisons épiscopales de leur gouvernement, quand même les Evêques y consentiroient ou l'offriroient, ni qu'eux ou autres personnes laïques exigent des Prédicateurs qu'ils leur adressent la parole.

: XXVII.

Voulons aussi que l'Ordre ecclésiastique soit conservé en son ancienne splendeur & dignité, & pour cet effet que les Pairs ecclésiastiques tiendront le même rang proche notre personne & en nos Palais qui leur a été accordé d'ancienneté : & pour les Archevêques & Evêques étant dans leurs diocèses, qu'ils précèdent en toutes assemblées générales & particulières les Gouverneurs qui ne seront Princes de notre Sang : qu'aux assemblées générales des Maisons de Villes, les Vicaires généraux des Archevêques & Evêques y tiennent la seconde place, sans préjudice néanmoins de la coutume des lieux où les Evêques & leurs Vicaires généraux sont en droit & possession, comme Seigneurs ou autrement, d'y tenir la première place, d'y présider & d'avoir la direction de la police ; & au surplus voulons & entendons que les Ecclésiastiques soient honorablement traités par nos Officiers, comme étant le premier corps de notre Royaume.

XXVIII.

Les Paroissiens seront obligés de rétablir les Presbyteres & maisons d'habitation des Cures démolies par l'injure des guerres ou par caducité, & de fournir d'ornemens aux Eglises, nonobstant tous Arrêts à ce contraires : & pour cet effet ils pourront se constituer & lever sur eux jusqu'à la somme de 300 liv. pour une fois seulement, en vertu des lettres d'assiette qui leur seront accordées sans frais aux Chancelleries, & s'en fera le département tant sur les nobles de la Paroisse qu'autres, de l'avis des Paroissiens, sans frais à la Paroisse, & compteront desdites 300 liv. tournois comme des autres deniers de leurs Fabriques. Défendons aux Elus & à tous autres Juges de les inquiéter pour raison desdits comptes.

X X I X.

N'entendons que la police soit ôtée aux Juges des Ecclésiastiques qui ont droit d'en connoître, sans préjudice à nos Officiers de présider aux assemblées générales de police, & sans préjudice aussi du droit & possession en laquelle sont quelques Archevêques, Evêques & leurs Vicaires généraux de présider auxdites assemblées générales de police : voulons aussi que lesdits Juges & Officiers des Ecclésiastiques puissent être nommés Consuls, Maires, Echevins, Lieutenans des Villes de leur demeure, ainsi que les autres habitants desdites Villes.

X X X.

Voulons au surplus & entendons que toutes les Ordonnances, Edits & Déclarations qui ont été ci-devant faites, tant par nous que par les Rois nos prédécesseurs, en faveur des Ecclésiastiques de notre Royaume, terres & pays de notre obéissance, soient exécutées selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement, &c. que ces Présentes ils aient à régistrer, & le contenu en icelles faire garder & observer, sans souffrir qu'il y soit contrevenu ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes, sauf en autres choses notre droit, & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en Laye le Mars mil six cent soixante-six. *Signé* LOUIS.

Elle n'a été enregistrée par aucune Cour souveraine.

EDIT DE LOUIS XIV.,

Concernant la Jurisdiction ecclésiastique.

Du mois d'Avril 1695.

Ann. 1695.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre ; à tous présents & à venir, Salut. Les Députés du Clergé de notre Royaume, assemblés en différents tems par notre permission, nous ayant représenté que quelques-uns des Edits que les Rois nos prédécesseurs ont fait concernant la jurisdiction ecclésiastique, & certaines dispositions de quelques autres n'étoient pas également observés dans tous nos Parlemens, & que depuis qu'ils avoient été faits, il étoit survenu des difficultés auxquelles ils n'avoient pas pourvu ; ils nous ont très-humblement supplié de donner les ordres que nous estimerions nécessaires pour rendre l'exécution de ces Edits uniforme dans tous nos Parlemens, & de régler ainsi que nous le trouverions plus à propos les nouveaux sujets de contestation. Et comme nous reconnoissons que nous sommes particulièrement obligés d'employer pour le bien de l'Eglise, & pour le maintien de la discipline & de la dignité & jurisdiction de ses Ministres, l'autorité souveraine qu'il a plu à Dieu de nous donner, nous avons bien voulu réunir dans un seul Edit les principales dispositions de tous ceux qui ont été faits jusqu'à présent touchant ladite jurisdiction ecclésiastique & les honneurs qui doivent être rendus à cet Ordre, qui est le premier de notre Royaume ; & en réglant les difficultés survenues, prévenir les inconvéniens qu'elles pourroient produire au préjudice de la discipline ecclésiastique, dont nous sommes les protecteurs, & faire savoir en même-tems notre volonté à tous nos Officiers, pour leur servir de règle pour ce sujet. A ces causes, après avoir fait examiner en notre Conseil lesdits Edits & Déclarations, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorisé royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, statué, déclaré & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui ensuit.

PREMIEREMENT.

Que les Ordonnances, Edits & Déclarations faites par nous & par les Rois nos prédécesseurs en faveur des Ecclésiastiques de notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, concernant leurs droits, rangs, honneurs, jurisdiction volontaire & contentieuse, soient exécutés ; & en conséquence

I I.

Ceux qui auront été pourvus en Cour de Rome de Bénéfices en la forme appelée *adignum*, seront tenus de se représenter en personne aux Archevêques ou Evêques dans les diocèses desquels lesdits Bénéfices sont situés, & en leur absence à leurs Vicaires généraux, pour être examinés en la manière qu'ils estimeront à propos, & en obtenir les lettres de *Visa*, dans lesquelles il sera fait mention dudit examen, avant que lesdits pourvus puissent entrer en possession & jouissance desdits Bénéfices : & ne pourront les Secrétaires desdits Prélats prendre que la somme de trois livres pour lesdites lettres de *Visa*.

I I I.

Ceux qui auront obtenu en Cour de Rome des provisions en forme gracieuse d'une Cure, Vicariat perpétuel ou autre Bénéfice ayant charge d'âmes, ne pourront entrer en possession & jouissance desdits Bénéfices, qu'après qu'il aura été informé de leur vie, mœurs, religion, & avoir subi l'examen devant l'Archevêque ou Evêque diocésain, ou son Vicaire général en son absence, & après en avoir obtenu le *Visa* : défendons à nos sujets de se pourvoir ailleurs pour ce sujet ; & à nos Juges, en jugeant le possessoire desdits Bénéfices, d'avoir égard aux titres & capacités desdits pourvus qui ne seroient pas conformes à notre présente Ordonnance.

I V.

Les Archevêques & Evêques étant hors de leurs diocèses, pourront y renvoyer, s'ils l'estiment nécessaire, ceux qui leur demanderont des Lettres de *Visa*, afin d'y être examinés en la manière accoutumée.

V.

Les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires généraux, qui refuseront de donner leur *Visa*, ou Institution canonique, seront tenus d'en exprimer les causes dans les actes qu'ils feront délivrer à ceux auxquels ils les auront refusés.

V I.

Nos Cours & autres Juges ne pourront contraindre les Archevêques, Evêques, & autres Collateurs ordinaires de donner des provisions des Bénéfices dépendans de leur collation, ni prendre connoissance du refus; à moins qu'il n'y en ait appel comme d'abus: & en ce cas leur ordonnons de renvoyer pardevant les Supérieurs ecclésiastiques desdits Prélats & Collateurs, lesquels nous exhortons, & néanmoins leur enjoignons de rendre telle justice à ceux de nos sujets qui auront été ainsi refusés, qu'il n'y en ait aucun sujet de plainte légitime.

V I I.

Lorsque nos Cours & autres Juges auront permis aux pourvus desdits Bénéfices; à qui les Archevêques ou Evêques auront refusé de donner de *Visa*, d'en prendre possession pour la conservation de leurs droits; ils ne pourront y faire aucunes fonctions spirituelles ou ecclésiastiques, en conséquence desdits Arrêts & Réglemens.

V I I I.

Si nos Cours & autres Juges ordonnent le sequestre des fruits d'un Bénéfice, ayant charge d'âmes, juridiction ou fonction ecclésiastique & spirituelle, dont le possesseur soit contentieux, ils renverront par le même jugement pardevant l'Archevêque ou Evêque diocésain, afin qu'il commette pour le desservir une ou plusieurs personnes, autres que ceux qui y prétendent droit; & il leur assignera telle retribution qu'il estimera nécessaire, laquelle sera payée par préférence sur les fruits dudit Bénéfice, non-obstant tout fausse & autres empêchemens.

I X.

Nos Juges ne pourront maintenir en possession d'un Bénéfice ceux à qui les Archevêques ou Evêques auront refusé des *Visa*, si ce n'est en grande connoissance de cause, & sans s'être enquis diligemment, & avoir connu la vérité des causes du refus, & à la charge d'obtenir *Visa* desdits Prélats ou de leurs Supérieurs avant de faire aucune fonction spirituelle & ecclésiastique desdits Bénéfices.

X.

Aucuns Réguliers ne pourront prêcher dans leurs Eglises & Chapelles, sans s'être présentés en personne aux Archevêques ou Evêques diocésains, pour leur demander leur bénédiction, ni y prêcher contre leur volonté; & à l'égard des autres Eglises, les Séculiers & les Réguliers ne pourront y prêcher sans en avoir obtenu la permission des Archevêques ou Evêques, qui pourront la limiter & révoquer, ainsi qu'ils le jugeront à propos: & es Eglises dans lesquelles il y a titre ou possession valable pour la nomination des Prédicateurs, ils ne pourront pareillement prêcher sans l'approba-

tion & mission desdits Archevêques ou Evêques. Faisons défenses à nos Juges & à ceux desdits Seigneurs ayant Justice, de commettre & autoriser des Prédicateurs ; & leur enjoignons d'en laisser la libre & entière disposition ausdits Prélat. Voulant que ce qui sera par eux ordonné sur ce sujet, soit exécuté, nonobstant toutes oppositions ou appellations, & sans y préjudicier.

X I.

Les Prêtres séculiers ou réguliers, ne pourront administrer le Sacrement de Pénitence, sans en avoir obtenu permission des Archevêques ou Evêques, lesquels la pourront limiter pour les lieux, les personnes, le temps & les cas, ainsi qu'ils le jugeront à propos, & la révoquer même avant le terme expiré pour causes survenues depuis à leur connoissance ; lesquelles ils ne seront pas obligés d'expliquer : & sans que lesdits Séculiers & Réguliers puissent continuer de confesser sous quelque prétexte que ce soit, sinon en cas d'extrême nécessité, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu de nouvelles permissions, & même subi un nouvel examen, si lesdits Archevêques ou Evêques le jugent nécessaire : voulons que lesdites permissions soient délivrées sans frais, & que les Ordonnances qui auront été rendues par les Archevêques ou Evêques sur ce sujet, soient exécutées nonobstant toutes appellations simples, ou comme d'abus, & sans y préjudicier.

X II.

N'entendons comprendre dans les Articles précédens les Curés, tant séculiers que réguliers, qui pourront prêcher & administrer le sacrement de Pénitence dans leurs Paroisses : comme aussi les Theologaux, qui pourront prêcher dans les Eglises où ils sont établis, sans aucune permission plus spéciale.

X III.

Les Theologaux ne pourront substituer d'autres personnes pour prêcher à leurs places, sans la permission des Archevêques ou Evêques.

X IV.

Les Archevêques & Evêques visiteront tous les ans au moins une partie de leurs Diocèses, & seront visités par leurs Archidiacres ou autres Ecclésiastiques ayant droit de le faire sous leur autorité, les endroits où ils ne pourront aller en personne, à la charge par lesdits Archidiacres ou autres Ecclésiastiques, de remettre aux Archevêques ou Evêques dans un mois, leurs procès verbaux de Visites après qu'elles seront achevées, afin d'ordonner sur iceux ce qu'ils estimeront nécessaire.

X V.

Ils pourront visiter en personne les Eglises paroissiales situées dans les Monastères ; Commanderies, & Eglises de religieux qui se prétendent exempts de leur juridiction ; & pareillement, soit par eux, soit par leurs Archidiacres ou autres Ecclésiastiques, celles dont les Curés seront Religieux, & celles où les Chapitres prétendent avoir droit de Visite.

X VI.

Les Archevêques & Evêques pourvoient en faisant leurs Visites (les Officiers des lieux appellés) à ce que les Eglises soient fournies de livres, croix, calices, Ornaments & autres choses nécessaires pour la célébration du Service divin ; à l'exécution des fondations, à la réduction des bancs, & même des sépultures qui empêcheroient

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 269

le Service divin, & donneront tous les ordres qu'ils estimeront nécessaires pour l'administration des Sacramens & la bonne conduite des Curés, & autres Ecclésiastiques séculiers & réguliers qui desservent lesdites cures. Enjoignons aux Marguilliers, Fabriciens desdites Eglises, d'exécuter ponctuellement les Ordonnances desdits Archevêques & Evêques, & à nos Juges & à ceux des Seigneurs ayans Justice, d'y tenir la main.

XVII.

Enjoignons aux Marguilliers, Fabriciens, de présenter les comptes des revenus & de la dépense des fabriques aux Archevêques, Evêques, & à leurs Archidiacres, aux jours qui leur auront été marqués au moins quinze jons auparavant lesdites Visites, & ce à peine de six livres d'aumône au profit de l'Eglise du lieu, dont les successeurs en charge de Marguilliers seront tenus de se charger en recette; & en cas qu'ils manquent à présenter lesdits comptes, les Prélats pourront commettre un Ecclésiastique sur les lieux pour les entendre sans frais. Enjoignons aux Officiers de Justice & autres principaux habitans, d'y assister en la maniere accoutumée, lorsque les Archevêques, Evêques, ou Archidiacres les examineront; & en cas que lesdits Prélats & Archidiacres ne fassent pas leurs Visites dans le cours de l'année, les comptes seront rendus & examinés sans aucuns frais, & arrêtés par les Curés, Officiers & autres principaux habitans des lieux, & représentés audits Archevêques, Evêques, ou Archidiacres, aux premières visites qu'ils y feront. Enjoignons audits Officiers de tenir la main à l'exécution des Ordonnances que lesdits Prélats ou Archidiacres rendront sur lesdits comptes, & particulièrement pour le recouvrement & emploi des deniers en provenans; & à nos Procureurs, & à ceux des Seigneurs ayans Justice, de faire avec les Marguilliers, successeurs, & même eux seuls à leur défaut, toutes les poursuites qui seront nécessaires pour cet effet.

XVIII.

Les Archevêques & Evêques veilleront dans l'étendue de leurs diocèses, à la conservation de la discipline régulière dans tous les Monastères, exempts & non exempts, tant d'hommes que de femmes, où elle est observée, & à son rétablissement dans tous ceux où elle ne sera pas en vigueur, & à cet effet pourront en exécution, & suivant les saints Decrets & Constitutions canoniques, & sans préjudice des exemptions desdits Monastères en autres choses, visiter en personne, lorsqu'ils l'estimeront à propos, ceux dans lesquels les Abbés, Abbeses ou Prieurs, qui sont chefs d'Ordre, ne font pas leur résidence ordinaire; & en cas qu'ils y trouvent quelque désordre touchant la célébration du Service divin, le défaut du nombre des Religieux nécessaire pour s'en acquitter, la discipline régulière, l'administration & l'usage des Sacramens, la clôture des Monastères des femmes, & l'administration des biens & revenus temporels, ils pourvoiront ainsi qu'ils l'estimeront convenable pour ceux qui sont soumis à leur juridiction ordinaire; & à l'égard de ceux qui se prétendent exempts, ils ordonneront à leurs Supérieurs réguliers d'y pourvoir dans trois mois, & même dans un moindre délai, s'ils jugent absolument nécessaire d'y apporter un remède plus prompt, & de les informer de ce qu'ils auront fait en exécution, & en cas qu'ils n'y satisfassent pas dans lesdits délais, ils pourront y donner eux-mêmes les ordres qu'ils jugeront les plus convenables pour y remédier, suivant la règle desdits Monastères. Enjoignons audits Supérieurs réguliers de déférer, comme ils le doivent, aux avis & ordres que lesdits Archevêques ou Evêques leur donneront sur ce sujet, & à nos Officiers, & particulièrement à nos Cours, de leur donner l'aide & le secours dont ils auront besoin pour lesdites visites, & l'exécution des Ordonnances qu'ils y rendront, lesquelles en cas d'appel simple ou comme d'abus, seront exécutées par provision.

XIX.

Voulons pareillement que suivant & en exécution des saints Decrets & Constitutions

canoniques, aucunes Religieuses ne puissent sortir des Monastères exempts & non exempts, sous quelque prétexte que ce soit, ou pour quelque sens que ce puisse être, sans cause légitime, & qui ait été jugée telle par l'Archevêque ou Evêque diocésain, qui en donnera la permission par écrit. Et qu'aucune personne séculière n'y puisse entrer sans la permission desdits Archevêques ou Evêques, ou des Supérieurs réguliers, à l'égard de ceux qui sont exempts, le tout sous les peines portées par lesdites Constitutions canoniques, & par nos Ordonnances.

XX.

Voulons qu'en cas qu'on interjette appel comme d'abus des Ordonnances que lesdits Archevêques & Evêques pourront rendre, & des procédures qu'ils pourront faire touchant les deux articles précédens, elles soient portées en nos Cours de Parlement, auxquelles seules, en tant que besoin est ou seroit, nous en attribuons toute Cour, jurisdiction & connoissance, sans préjudice des attributions de jurisdictions & évocations accordées à certains Ordres ou Monastères en autres causes.

XXI.

Les Ecclésiastiques qui jouissent des dixmes dépendantes des Bénéfices, dont ils sont pourvus, & subsidiairement ceux qui possèdent des dixmes inféodées, seront tenus de réparer & entretenir en bon état le Chœur des Eglises paroissiales, dans l'étendue desquelles ils lèvent lesdites dixmes, & d'y fournir les calices, ornemens & livres nécessaires, si les revenus des fabriques ne suffisent pas pour cet effet. Enjoignons à nos Baillifs & Sénéchaux, leurs Lieutenans généraux & autres nos Juges ressortissant nuement en nos Cours de Parlement, dans le ressort desquels lesdites Eglises sont situées, d'y pourvoir soigneusement, & d'exécuter par toute voye, même par saisie & adjudication desdites dixmes, à la diligence de nos Procureurs, les Ordonnances que lesdits Archevêques ou Evêques pourront rendre pour les réparations desdites Eglises & achat desdits ornemens dans le cours de leurs Visites, & sur les procès-verbaux de leurs Archidiacres, & qui leur seront envoyés par lesdits Archevêques ou Evêques, & à nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement, dans le ressort desquels lesdites Eglises se trouveront situées, auxquels nous enjoignons pareillement d'y tenir la main. Voulons que lesdits Décimateurs dans les lieux où il y en a plusieurs, puissent y être contraincts solidairement, sauf le recours des uns contre les autres, & que les Ordonnances qui seront rendues par nos Juges sur ce sujet, soient exécutées nonobstant toutes oppositions & appellations quelconques, & sans y préjudicier.

XXII.

Seront tenus pareillement les Habitans desdites Paroisses d'entretenir & de réparer la nef des Eglises, & la clôture des cimetières, & de fournir aux Curés un logement convenable. Voulons à cet effet que les Archevêques & Evêques envoient à notre trésorier & féal Chancelier, & aux Intendans & Commissaires départis dans nos Provinces pour l'exécution de nos ordres, des extraits des procès-verbaux de leurs visites qu'ils auront dressés à cet égard. Enjoignons ausdits Intendans & Commissaires de faire visiter par des Experts lesdites réparations, d'en faire dresser des devis & estimations en leur présence, ou de leurs Subdélégués le plus promptement qu'il sera possible, les Maires & Echevins, Syndics & Marguilliers appelés, & de donner ordre que celles qui seront jugées nécessaires, soient faites incessamment, & de permettre même ausdits habitans d'emprunter les sommes dont il sera besoin, le tout en la forme portée par notre Déclaration du mois d'Avril 1683.

XXIII.

Si aucuns Prélats ou autres Ecclésiastiques qui possèdent des Bénéfices à charge d'a-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 271

mes, manquent à y résider pendant un tems considérable, ou si les Titulaires des Bénéfices ne font pas acquitter le service, & les aumônes, dont ils peuvent être chargés, & entretenir en bon état les bâtimens qui en dépendent, nos Cours de Parlemens, nos Baillifs, Sénéchaux ressortissant nuellement en nosdites Cours, pourront les en avertir, & en même tems leurs Supérieurs ecclésiastiques; & en cas que dans trois mois après ledit avertissement ils négligent de résider sans en avoir des excuses légitimes, ou de faire acquitter le service ou les aumônes, & de faire faire les réparations, particulièrement aux Eglises, nosdites Cours & les Baillifs & Sénéchaux pourront seuls, à la requête de nos Procureurs généraux ou de leurs Substitués, faire saisir jusqu'à concurrence du tiers du revenu desdits Bénéfices, pour être employé à l'acquit du service & des aumônes, à la réparation des bâtimens, ou distribué à l'égard de ceux qui ne résident pas par les ordres du Supérieur ecclésiastique, au profit des pauvres des lieux, ou autres œuvres pies telles qu'ils le jugeront à propos. Enjoignons à nos Officiers & Procureurs de procéder aussitôt saisies, avec toute la retenue & circonspection convenable, & par la seule nécessité de faire observer les saints Decrets, de faire exécuter les fondations, & de conserver les Eglises & bâtimens qui dépendent desdits Bénéfices; & à l'égard des Archevêques & Evêques, voulons que de tous nos Juges & Officiers, nos seules Cours de Parlement en prennent connoissance, & qu'elles donnent avis à notre très-cher & seel Chancelier de tout ce qu'elles estimeront à propos de faire à cet égard, pour nous en rendre compte.

XXIV.

Les Archevêques & Evêques pourront avec les solemnités & procédures accoutumées, ériger des cures dans les lieux où ils l'estimeront nécessaire. Ils établiront pareillement, suivant notre Déclaration du mois de Janvier 1686, & celle du mois de Juillet 1690, des Vicaires perpétuels où il n'y a que des Prêtres amovibles, & pourvoiront à la subsistance des uns & des autres par union de dixmes & d'autres revenus ecclésiastiques, en sorte qu'ils aient, aussi-bien que tous les autres Curés ci-devant établis, la somme de trois cens livres, suivant & en la forme portée par nos Déclarations des mois de Janvier 1686, & Juillet 1690.

XXV.

Les Regens, Précepteurs, Maîtres & Maîtresses d'Ecoles des petits Villages seront approuvés par les Curés des Paroisses, ou autres personnes ecclésiastiques qui ont droit de le faire, & les Archevêques & Evêques, ou leurs Archidiacres dans le cours de leurs visites, pourront les interroger s'ils le jugent à propos sur le Catéchisme, en cas qu'ils l'enseignent aux enfans du lieu, & ordonner que l'on en mette d'autres à leurs places, s'ils ne sont pas satisfaits de leur doctrine ou de leur mœurs; & même en d'autres tems que celui de leurs visites, lorsqu'ils y donneront lieu pour les mêmes causes.

XXVI.

Les Archevêques ou Evêques & leurs Officiaux ne pourront decerner des Monitoires que pour des crimes graves & scandales publics, & nos Juges n'en ordonneront la publication que dans les mêmes cas, & lorsque l'on ne pourroit avoir autrement la preuve.

XXVII.

Le Reglement de l'honoraire des Ecclésiastiques appartiendra aux Archevêques & Evêques, & les Juges d'Eglise connoîtront des procès qui pourront naître sur ce sujet entre des personnes ecclésiastiques. Exhortons les Prélats, & néanmoins leur enjoignons d'y apporter toute la modération convenable, & pareillement aux rétributions de leurs Officiaux, Secrétaïres & Greffiers des Officialités.

XXVIII.

Les Archevêques & Evêques ordonneront des Fêtes qu'ils trouveront à propos d'établir ou de supprimer dans leurs diocèses ; & les Ordonnances qu'ils rendront sur ce sujet, nous seront présentées pour être autorisées par nos Lettres. Ordonnons à nos Cours & Juges de tenir la main à l'exécution desdites Ordonnances, sans qu'ils en puissent prendre connoissance, si ce n'est en cause d'appel comme d'abus, ou en ce qui regarde la police.

XXIX.

Voulons que les Archevêques, Evêques, leurs grands Vicaires & autres Ecclésiastiques, qui sont en possession de présider & d'avoir soin de l'administration des Hôpitaux & lieux pieux, établis pour le soulagement, retraite & instruction des pauvres, soient maintenus dans tous les droits, franchises & honneurs dont ils ont bien & dûment joui jusqu'à présent, & que lesdits Archevêques & Evêques aient à l'avenir la première franchise, & président dans tous les Bureaux établis pour l'administration desdits Hôpitaux ou lieux pieux, où eux & leurs prédécesseurs n'ont point été jusqu'à présent, & que les Ordonnances & Reglemens qu'ils y feront pour la conduite spirituelle & célébration du Service divin, soient exécutées nonobstant toutes oppositions & appellations simples & comme d'abus, & sans y préjudicier.

XXX.

La connoissance & le jugement de la doctrine, concernant la Religion, appartiendra aux Archevêques & Evêques : enjoignons à nos Cours de Parlement & à tous nos autres Juges de la renvoyer ausdits Prélats, de leur donner l'aide dont ils auront besoin pour l'exécution des censures qu'ils en pourront faire, & de procéder à la punition des coupables, sans préjudice à nosdites Cours & Juges de pourvoir par les autres voyes qu'ils estimeront convenables à la réparation du scandale, & trouble de l'ordre & tranquillité publique, & contravention aux Ordonnances que la publication de la dite doctrine aura pu causer.

XXXI.

Les Archevêques & Evêques ne seront tenus d'établir des Vicaires généraux ; mais seulement des Officiaux pour exercer la juridiction contentieuse dans les lieux de leurs diocèses ou Provinces qui sont dans le ressort d'un Parlement, autre que celui dans lequel est établi le Siège ordinaire de leur Officialité.

XXXII.

Les Curés, leurs Vicaires & autres Ecclésiastiques ne seront obligés de publier aux Prônes, ni pendant l'Office divin, les actes de justice & autres qui regardent l'intérêt particulier de nos Sujets. Voulons que les publications qui en seront faites par les Huissiers, Sergens ou Notaires, à l'issue des grandes Messes de Paroisses, avec les affiches qui en seront par eux posées aux grandes portes des Eglises, soient de pareille force & valeur, même pour les decrets, que si lesdites publications avoient été faites ausdits Prônes, nonobstant toutes Ordonnances & coutumes à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé à cet égard.

XXXIII.

Voulons que notre Déclaration du 7 Janvier 1681, concernant les revenus des Bénéfices incompatibles soit exécutée ; & qu'ils soient distribués & appliqués par les Archevêques & Evêques suivant sa disposition.

XXXIV.

XXXIV.

La connoissance des causes concernant les Sacrements, les vœux de religion, l'Office divin, la discipline ecclésiastique, & autres purement spirituelles, appartiendra aux Juges d'Eglise. Enjoignons à nos Officiers, & même à nos Cours de Parlement de leur en laisser & même de leur en renvoyer la connoissance, sans prendre aucune juridiction ni connoissance des affaires de cette nature, si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus interjeté en nosdites Cours, de quelques jugemens, ordonnances ou procédures faites sur ce sujet, par les Juges d'Eglise, ou qu'il s'agit d'une succession, ou autres effets civils, à l'occasion desquels on traiteroit de l'état des personnes décédées, ou de celui de leurs enfans.

XXXV.

Nos Cours ne pourront connoître, ni recevoir d'autres appellations des ordonnances & jugemens des Juges d'Eglise, que celles qui seront qualifiées comme d'abus. Enjoignons à nosdites Cours d'en examiner le plus exactement qu'il leur sera possible, les moyens avant de les recevoir, & procéder à leur jugement avec telle diligence & circonspection, que l'ordre & la discipline ecclésiastique n'en puissent être altérés, ni retardés; & qu'au contraire elles ne servent qu'à les maintenir dans leur pureté, suivant les saints Decrets, & à conserver l'autorité légitime & nécessaire des Prélats & autres Supérieurs ecclésiastiques.

XXXVI.

Les appellations comme d'abus, qui seront interjetées des ordonnances & jugemens rendus par les Archevêques, Evêques & Juges d'Eglise, pour la célébration du Service divin, réparation des Eglises, achats d'ornemens, subsistance des Curés, & autres Ecclésiastiques, qui desservent les Cures, rétablissement, ou conservation de la clôture des Religieuses, correction des mœurs des personnes ecclésiastiques, & toutes autres choses concernant la discipline ecclésiastique, & celles qui seront interjetées des reglemens faits, & ordonnances rendues par lesdits Prélats, dans le cours de leurs visites, n'auront effet suspensif mais seulement dévolutif, & seront les ordonnances & jugemens exécutés, nonobstant lesdites appellations, & sans y préjudicier.

XXXVII.

Nos Cours en jugeant les appellations comme d'abus, prononceront qu'il n'y a abus; & condamneront en ce cas les appellans en soixante-quinze livres d'amende, lesquelles ne pourront être modérées, ou diront qu'il a été nul, nullement & abusivement procédé, statué & ordonné; & en ce cas si la cause est de la juridiction ecclésiastique, elles renverront à l'Archevêque, ou l'Evêque dont l'Official aura rendu le jugement ou l'ordonnance qui sera déclarée abusive, afin d'en nommer un autre, ou au Supérieur ecclésiastique, si ladite ordonnance ou jugement sont émanés de l'Archevêque ou Evêque, ou s'il y a des raisons d'une suspension légitime contre lui, ce que nous chargeons nos Officiers en nosdites Cours d'examiner tout avec le soin & l'exactitude nécessaire.

XXXVIII.

Les procès criminels qu'il sera nécessaire de faire à tous Prêtres, Diacres, sous-Diacres ou Clercs vivans clericalelement, résidens & servants aux Offices, aux Ministères & Bénéfices qu'ils tiennent en l'Eglise, & qui seront accusés des cas que l'on appelle privilégiés, seront instruits conjointement par les Juges d'Eglise, & par nos Baillis & Sénéchaux, ou leurs Lieutenans, en la forme prescrite par nos Ordonnances, & particulièrement par l'article XXII de l'Edit de Melun, par celui du mois de

Fevrier 1678, & par notre Déclaration du mois de Juillet 1684, lesquels nous voulons être exécutés selon leur forme & teneur.

XXXIX.

Les Archevêques & Evêques ne seront obligés de donner des Vicariats pour l'instruction & jugement des procès criminels, si ce n'est que nos Cours l'ayent ordonné pour éviter la recousse des accusés durant leur translation, & pour quelques raisons importantes à l'ordre & au bien de la justice dans les procès qui s'y instruisent; & en ce cas lesdits Prélats choisiront tels Conseillers-Clercs desdites Cours qu'ils jugeront à propos, pour instruire & juger ledits procès pour le délit commun.

XL.

Nos Cours ne pourront faire défenses d'exécuter les Décrets, même ceux d'ajournemens personnels décernés par les Juges d'Eglise, ni élargir les prisonniers, sans avoir vu les procédures & informations sur lesquelles ils auront été rendus; & les Ecclésiastiques qui seront appellans des Décrets de prises de corps, ne pourront faire aucunes fonctions de leurs bénéfices & Ministères, en conséquence des Arrêts de défenses qu'ils auront obtenus, jusqu'à ce que les appellations aient été jugées définitivement, ou que par les Archevêques, Evêques, ou leurs Officiaux il en ait été autrement ordonné.

XLI.

Lorsque nos Cours après avoir vu les charges & informations faites contre des Ecclésiastiques, estimeront juste qu'ils soient ablous à cantele, elles les renverront aux Archevêques & Evêques qui auront procédé contre eux; & en cas de refus, à leurs Supérieurs dans l'ordre de l'Eglise, pour en recevoir l'absolution, sans que lesdits Ecclésiastiques puissent en conséquence faire aucune fonction ecclésiastique ni en prétendre d'autre effet, que d'être à droit.

XLII.

Les Prévôts des Maréchaux ne pourront connoître des procès criminels des Ecclésiastiques ni les Juges présidiaux les juger pour les cas privilégiés, qu'à la charge de l'appel.

XLIII.

Les Archevêques, Evêques ou leurs grands Vicaires ne pourront être pris à partie pour les Ordonnances qu'ils auront rendues dans les matieres qui dépendent de la juridiction volontaire; & à l'égard des ordonnances & jugemens que lesdits Prélats ou leurs Officiaux auront rendus, & que les Promoteurs auront requis dans la juridiction contentieuse, ils ne pourront pareillement être pris à partie, ni intimés en leurs propres & privés noms, si ce n'est en cas de calomnie apparente, & lorsqu'il n'y aura aucune partie capable de répondre des dépens, dommages & intérêts, qui aient requis, ou qui soutienne leurs ordonnances & jugemens; & ne seront tenus de défendre à l'intimaison, qu'après que nos Cours l'aient ainsi ordonné en connoissance de cause.

XLIV.

Les sentences & jugemens sujets à exécution, & les Decrets décernés par les Juges d'Eglise, seront exécutés en vertu de notre présente Ordonnance, sans qu'il soit besoin de prendre pour cet effet aucun Pareatis de nos Juges, ni de ceux des Seigneurs ayans Justices: leur enjoignons de donner main forte, & toute aide & secours, donc ils seront requis, sans prendre aucune connoissance desdits jugemens.

XLV.

Voulons que les Archevêques, Evêques & tous autres Ecclesiastiques soient honorés comme le premier des Ordres de notre Royaume, & qu'ils soient maintenus dans tous les droits, honneurs, rangs, flances, présidences & avantages, dont ils ont joui ou dû jouir jusqu'à présent. Que ceux des Prélats qui ont des Pairies attachées à leurs Archevêchés ou Evêchés, tiennent près de notre personne & dans notre Conseil, aussi bien que dans notre Cœur de Parlement, les rangs qui leur y ont été donnés jusqu'à présent. Comme aussi que les Corps des Chapitres & des Eglises cathédrales précèdent en tous les lieux ceux de nos Bailliages & Sièges Présidiaux. Que ceux qui sont Titulaires des Dignités d'édits Chapitres, précèdent les Présidens des Présidiaux, les Lieutenans généraux, & les Lieutenans criminels & particuliers d'édits Sièges. Et que les Chanoines précèdent les Conseillers, & tous les autres Officiers d'iceux, & que même les Laïques, dont on est obligé de se servir dans certains lieux pour aider au Service divin, y reçoivent pendant ce tems les honneurs de l'Eglise, préférentiellement à tous autres Laïques.

XLVI.

Lorsque nous aurons ordonné de rendre grâces à Dieu, ou de faire des prières pour quelque occasion, sans en marquer le jour & l'heure; les Archevêques & Evêques les donneront, si ce n'est que nos Lieutenans généraux & Gouverneurs pour nous dans nos Provinces, ou nos Lieutenans en leur absence se trouvent dans les villes où la cérémonie devra être faite, ou qu'il y ait aucune de nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes & Cours des Aides qui y soient établies auquel, cas ils en conviendront ensemble, s'accommodant réciproquement à la commodité des uns & des autres, & particulièrement à ce que ledits Prélats estimeront le plus convenable pour le Service divin.

XLVII.

Défendons à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles puissent être; d'occuper pendant le Service divin les places destinées aux Ecclesiastiques. Voulons que lorsque les Officiers de nos Cours allant en Corps dans les Eglises cathédrales ou autres, se placeront dans les chaires destinées pour les Dignités & Chanoines, ils en laissent un certain nombre vuide de chaque côté, pour les Dignités & Chanoines, qui ont accoutumé de les remplir.

XLVIII.

Les charges de nos Cours, Bailliages, & autres Sièges destinés à des Ecclesiastiques, ne seront remplies par des Laïques, sans néanmoins innover aucune chose à l'égard des charges de Conseillers possédées par les Présidens aux Enquêtes d'aucune de nos Cours.

XLIX.

Voulons que ledits Ecclesiastiques jouissent de tous les droits, biens, dixmes, justices, & de toutes autres choses appartenantes à leurs Bénéfices. Faisons défenses à toutes personnes de leur y donner aucun trouble ni empêchement: enjoignons à nos Cours & Juges de les y maintenir sous notre protection, quand même ils ne rapporteroient que des titres & preuves de possession & sans que les dérempteurs des héritages qui peuvent être sujets aux droits prétendus par ledits Ecclesiastiques, puissent alléguer d'autre prescription que celle de droit.

L.

Les Syndics des diocèses seront reçus dans nos Bailliages, Sénéchaussées & autres

M m ij

Sieges Royaux, & même dans nos Cours de Parlement, à poursuivre comme parties principales ou intervenantes, les affaires qui regardent la Religion, le Service divin, l'honneur & la dignité des personnes ecclésiastiques des diocèses qui les ont nommés : & les Agens g'néraux du Clergé seront reçus pareillement en nos Cours de Parlement à faire les mêmes poursuites & pour les mêmes causes, & à y demander ce qu'ils estimeront être de la dignité & de l'intérêt général du Clergé de notre Royaume, lorsqu'il ne sera pas assemblé. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit, nonobstant tous Edits, Déclarations, Réglemens & usages contraires, auxquels pour ce regard seulement, nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes ; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois d'Avril, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-quinze, & de notre regne le cinquante-deuxième. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, P'HELYPEAUX. Visa, BOUCHERAT. Et scellé du grand sceau de cire verte.

Révisées en Parlement, le 14 Mai 1695. Signé, DU TILLET.

DECLARATION DU ROI,

En interprétation de l'article XVIII de l'Edit concernant la juridiction ecclésiastique.

Du 29 Mars 1696.

Ann. 1696. LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; Salut. L'obligation dans laquelle nous sommes d'employer l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner pour maintenir l'ordre & la discipline de l'Eglise pour l'exécution des saints Canons, dont nous tenons à honneur d'être le défenseur, nous a engagé au mois d'Avril de l'année 1695, de faire rediger dans un seul Edit les différentes Ordonnances que les Rois nos prédécesseurs & nous avons fait en différentes occasions en faveur & sur la requisiion du Clergé de notre Royaume. Et comme nous avons été avertis que quelques personnes donnoient à l'article XVIII de cet Edit, une interprétation différente de nos intentions, & même que l'on avoit fait quelques procédures en certains diocèses qui pouvoient y être contraires, nous avons estimé nécessaire de déclarer si expressément notre intention au sujet dudit article, qu'il ne reste plus aucun prétexte de difficulté à cet égard, & que le Clergé séculier & régulier demeurant dans les bornes qui sont prescrites par les saints Canons, ils concourent au service de Dieu & à l'édification de nos sujets dans la subordination & avec le respect qui est dû au caractère & à la dignité des Archevêques & Evêques & que les réguliers jouissent aussi sous notre protection des exemptions légitimes qui ont été accordées à plusieurs Ordres, Congrégations & Monastères particuliers. A ces causes, & très-bonnes considérations à ce nous mouvans, de notre certaine science pleine puissance & autorité Royale, en interprétant en tant que besoin ledit article XVIII de notre Edit, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, que notre Edit du mois d'Avril, de l'année 1695, & en particulier l'article XVIII d'icelui, soit exécuté, sans préjudice des droits, privilèges & exemptions des Monastères & de ceux qui sont sous des Congrégations, que nous entendons avoir lieu, ainsi & en la manière qu'ils l'ont eu & dû avoir jusqu'à présent. Que lorsque les Archevêques ou Evêques auront eu avis de quelques défordres dedans aucuns d'icells Monastères exempts de leur juridiction, nous

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 277

Voulons qu'ils avertissent pareillement les Supérieurs réguliers d'y pourvoir dans six mois, & qu'à faute d'y donner ordre dans ledit tems, ils y pourvoient eux-mêmes, ainsi qu'ils l'estimeront nécessaire, suivant les Regles & Instituts de chacun desdits Ordres & Monasteres: & qu'en cas que le scandale soit si grand, & le mal si pressant qu'il y ait un besoin indispensable d'y apporter un remède plus prompt, lesdits Archevêques & Evêques pourront obliger lesdits Supérieurs réguliers d'y pourvoir plus promptement. Voulons pareillement que les Monasteres où demeurent des Supérieurs réguliers, qui ont une juridiction légitime sur d'autres Monasteres & Prieurés desdits Ordres soient exempts de la visite desdits Archevêques & Evêques, ainsi que les Abbés & Abbessees qui sont Chefs & Généraux desdits Ordres. Si donnons en mandement à nos amis & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à enregistrer, & le contenu en icelles faire exécuter de point en point selon sa forme & teneur, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens contraires, nonobstant tous Edits & Déclarations à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles le vingt-neuvième jour de Mars, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-seize, & de notre règne le cinquante-troisième. *Signé*, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roi, PHÉLYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées en Parlement le 4 Avril 1696. DONGOIS.

Edit de Louis XIV, de l'an 1678, sur l'instruction & le jugement des Procès criminels des Ecclésiastiques. Voyez au Tome V le §. IV.

BULLE DE MARTIN V.

Qui reconnoît qu'en France les Juges Royaux ont eu de tous tems la connoissance du possessoire des Bénéfices.

Du 12 Septembre 1425.

MARTINUS, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Romani Pontificis providentia circumspicita nonnunquam gesta & ordinata per eum, ne lites & scandala partant dilucidat & declarat, prout locorum & temporum qualitate pensat in Domino conspici expedire. Dudum siquidem in nostri Apostolatus primordiis providè considerantes quòd licet Clerici & ecclesiasticæ personæ qui suas causas & querelas, ita præcipuè quæ de jure vel consuetudine ad forum ecclesiasticum pertinere noscuntur, eo remerè derelicto, secularibus judiciis se submittere, seu partes sibi adversas ad forum de jure vetitum convenire vel trahere præsumebant, gravibus proinde pœnis tam spiritualibus quàm temporibus etiam jure disponente alligarentur: pœnas tamen ipsi non sine proprix salutis periculo sæpius habere videbantur in contemptum. Cum autem sicut pro parte charissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustris nobis fuit expositum, à nonnullis revocetur in dubium, an per hujusmodi nostram Constitutionem derogari veluerimus juri & jurisdictioni Regis, præsertim in casu possessionis retinendæ possessionis, super quibuscumque Ecclesiæ & Beneficiis ecclesiasticis suorum Regni Franciæ, & Delphinatus Viennensis, per quam jurisdictionem præfatus Rex sibi licere asserit in omni casu etiam juridicè tueri possessores: nos ad omnis ambiguitatis tollendum dubium, super his opportuè consulere & providere volentes, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate apostolica, tenore præsentium declaramus, nostræ intentionis non fuisse, neque esse, per prædictam aut quamcumque aliam Constitutionem nostram eidem Regi, & ejus Regis jurisdictioni, per quam, sicut asseritur, tam ipse quàm progenitores sui super hujusmodi possessio à tanto tempore, citra quod de ejus contrario memoria hominum

Ann. 1425.

non existis, consueverunt cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quòquo modo : decernentes partes molestas super earum conservatione ad suorum Beneficiorum possessionem ipsius Regis auxilium implorantes, dummodo in contemptum jurisdictionis & libertatis ecclesiasticæ, & ut partes sibi adversas in rebus ecclesiasticis diutius perturbarent, hoc non fecerint, penas in dicta nostra Constitutione contentas nullatenus incurrisse, aut debere incurtere quovis modo. Per hoc autem nullum jus seu jurisdictionem in præmissis cognoscendis eidem Regi de novo acquiri volumus, sed antiquum, si quod habet, tantummodo conservari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Genezani Præcelsi. Diocesis, 12. Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno nono. B. DE MONTEPOLITAN. T. BATENSEN. Et à tergo, Registr. in Camera apostolica.

Du Registre de la Cour, intitulé Picaviv, folio 87.

ORDONNANCE DE CHARLES VII,

Qui ratifie les Bulles du Pape Martin V, touchant la provision & collation des Bénéfices.

De l'an 1416.

CAROLUS, Dei gratia, Francorum Rex, universis præsentis Litteras inspecturis, salutem. Inter eas & sollicitudines nostri regni ad ea libenter intendimus per quæ tranquillitati & paci subditorum nostrorum, & præsertim ecclesiasticarum personarum salubriter consulatur. Sanè cum sicut accepimus, inter plures ecclesiasticas personas Regni & Delphinatus nostrorum, durantibus certis ordinationibus, tempore inelucte recordationis charissimi domini & genitoris nostri editis, plures lites & discordiæ sint exortæ, ac in futurum per amplius suboriri sperarentur super collationibus & provisionibus Beneficiorum aliquibus Ordinariis, aliis verò apostolicis, provisionibus & collationibus. Quibus siquidem litibus & discordiis obviare cupientes, missis sæpius ad nostram præsentiam per sanctissimum Patrem nostrum Martinum sacro sanctæ Romanæ, ac Universalis Ecclesiæ summum Pontificem super hac materia pluribus Nunciis Apostolicis, ac etiam nostri ex parte eidem sanctissimo Patri Ambaxiatoribus nostris pro eadem materia iteratis vicibus destinatis, tandem Ambaxiatores nostros solemnes apud eundem sanctissimum Patrem transmisimus, qui audita per eosdem dicti sanctissimi Patris nostri præsentia post multos tractatus super hoc habitos pro præterito tempore certas Litteras apostolicas sub data 12 Kalend. Septembris, Pontificatus sui anno 9, pro futuro verò tempore quasdam Constitutiones pro concordia præmissorum receperunt. Notum igitur facimus quòd nos visis apostolicis Litteris & Constitutionibus anedictis, proprias Litteras & Constitutiones, ac in eisdem contenta, in quantum ad nos spectat, grata & rata habentes, volumus quòd eadem sanctissimum Patrem nostrum similiter observari. Quas quidem apostolicas Litteras & Constitutiones in registris dictæ nostræ Parlamenti transcribi & registrari, in eadem Camera nostra, aliisque locis insignibus dictorum Regni & Delphinatus nostrorum publicari & observari volumus, & ordinamus, proviso quòd per præmissa nullum novum jus dicto sanctissimo Patri seu Romanæ Curie in præjudicio libertatum Ecclesiæ Regni & Delphina-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 279

ris nostrorum quomodolibet acquiratur. Quo circa tenore Præsentium mandamus dilectis & fidelibus Consiliaris nostris genibus Parlamentum nostrum Pictavis atque Biterris tenentibus, & quæ futura nostra tenebunt Parlamenta, necnon universis & singulis Seneschallis, Baillivis, cæterisque Justitiariis & Officiariis nostris & eorum loca tenentibus, ac ipsorum cuilibet, quatenus ipsas Constitutiones, & Litteras, ac contenta in eisdem servant ac etiam subditos nostros in judicio & extrâ, modo prædicto servari faciant. Quoniam sic fieri volumus & jubemus: pariter & ordinamus per Præsentis, litteras, processus & arresta atque sententias, multas, penas, bannimenta, ac omnia inde secuta in quantum præmissis sic concordatis possent aliquatenus obviare, penitus remittendo, extinguendo, cassando & annullando, quos & quæ harum serie remissimus & extinguimus, cassamus & pro nullis haberi volumus. Decernimus insuper quod transcripto Præsentium sub sigillo Regis confecto tanta fides adhibeatur, quanta his originalibus Litteris, aliis Constitutionibus, Statutis & Ordinationibus ac Litteris contrariis nonobstantibus quibuscunque; in cujus rei testimonium sigillum nostrum Litteris Præsentibus duximus apponendum. Datum in oppido nostro Magduni supra Erram patris nostræ hitoriz 24 die Novembris prædicto anno Domini 1426, & regni nostri 5. Per Regem in suo magno Consilio, FRESNOY; à tergo; *Lella, & publicata Pictavis in Parlamento Regis 24 die mensis Januarii anno Domini 1426. De ex præfso mandato Regis, B L O I S.*

Extraits du Registre Pictavis. fol. 84.

BULLE DE MARTIN V.

Par laquelle il reconnoît qu'en France les Juges ont eu de tous temps connoissance du possesseur des Bénéfices.

De l'an 1418.

MARTINUS, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Apostolicæ Sedis æqua & circumspicienda provisio quorumbet jura & tranquillitatem conservari satagens, cum verisimiliter timetur ne cupiditas improba se à vetitis abstinere nesciens, statutis & Ordinationibus à se hujusmodi prodeuntibus laxato freno rationis abutatur, nunc per provisionis debitæ remedium, nunc verò per opportuna declarationis officium nitiur obviare. Dudum siquidem providè considerantes, quod licet Clerici, ecclesiasticæque personæ, qui suas causas & querelas, in his præcipuè quæ de jure vel consuetudine ad forum ecclesiasticum pertinere noscuntur, eo tamen derelicto, secularibus judiciis se submittere, seu partes sibi adversas ad forum de jure verum convenire vel trahere præsumebant, gravibus proinde pœnis tam spiritualibus, quam temporalibus, etiam jure disponente aligerentur; penas tamen ipsas non sine propriæ salutis periculo sæpius habere videbantur in contemptum. Nos qui ex debito Pastoralis officii salutem quærimus singulorum, super his opportunè providere volentes, auctoritate apostolicâ per alias nostras Litteras statuimus & etiam ordinavimus, quod quicumque ex Clericis, & personis eisdem de cætero reus talis præsumptionis existeret, nisi à præmissis desisteret, omni commodo concessionum & gratiarum sibi à Sede prædicta concessarum omnino careret; ipseque in graves tunc expressas & alias juris pœnas incurreret, prout in dictis Litteris plenius continetur. Cùm autem, sicut pro parte charissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustris nuper nobis fuisset expositum, quod à nonnullis veniit in dubium, an per hujusmodi nostram Constitutionem derogare voverimus juri & jurisdictioni Regiæ, præsertim in causa possessorii retinendæ possessionis, super suis Ecclesiis & Beneficiis ecclesiasticis suorum regni Franciæ, & Delphinatus Viennensis; per quam jurisdictionem præfatus Rex sibi asserti licere in omni casu etiam juridicè tueri possessores; nos ad omnis am-

Ann. 1418

biguitatis tollendum dubium, super his opportunè providere volentes, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate apostolicâ, tenore Præsentium declaramus nostræ intentionis non fuisse neque esse, per dictam aut quancumque aliam Constitutionem eidem Regi, & ejus Regis jurisdictioni, per quam, ut asseritur, tam Rex quàm sui progenitores, super hujusmodi possessorio à tanto tempore, citra quod de ejus contrario memoria hominum non existit, consueverunt cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quoquo modo: decernentes partes molestas super earum conservatione ad ipsorum Beneficiorum possessionem ipsius Regis auxilium implorantes, dummodo in contemptum jurisdictionis & libertatis ecclesiasticæ, & ut partes sibi adversas in rebus ecclesiasticis diutius perturbarent, hoc non fecerint, penas in dicta nostra Constitutione contentas nullatenus incurrisse aut debere incurrrere quovis modo. Per hoc autem nullum jus seu jurisdictionem in præmissis cognoscendi eidem Regi de novo acquiri volumus, sed antiquum, si quod habeat, tantummodo conservari. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ Declarationis, Constitutionis & voluntatis infringere, & ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctos apostolos Kal. Maii, Pontificatus nostri anno 12. Barth. DE MONTEPOLITIANO. Steph. Garnerii. Sub plumbo.

Au Registre, Picavits. Folio. 91.

BULLE DU PAPE EUGENE IV.

Declaram que les Bulles des Papes sur le possessoire des Bénéfices n'ont lieu en France.

De l'an 1432.

Ann. 1432.

EUGENIUS, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Dum felicitis recordationis Martinus Papa V prædecessor noster Litteras concessit tenoris subsequenter: Martinus, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Romani Pontificis providentia circumspicte, &c. Datum Genezanæ Prencipatus Duxis, 12 Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno 9. Cum autem scuti nobis, qui dicto prædecessore, prout Domino placuit, sublato de medio, fuimus divinâ favente clementiâ ad apicem summi Apostolatus assumpti pro parte dicti Regis significarum nuper existit, à plerisque firmetur aliqua etiam causâ excommunicationis, suspensionis & interdicti, aliarumque ecclesiasticarum sententiarum & censurarum, necnon privationis ecclesiasticorum Beneficiorum, & ad illa obtinenda inhabilitationis & irregularitatis penarum adjectionibus eadem auctoritate statuum & ordinatum fore, per quæ penitus ipsarum Declarationis, Constitutionis, & Litterarum tolli videtur effectus, & unde plurima temporis progressu scandala & inconvenientia succedere possent: nos illis quantum in nobis fuerit obviare cupientes, necnon Declarationem, Constitutionem & Litteras prædictas, donec aliud auctoritate præstatâ desuper ordinatum fuerit, in suo robore permanere volentes, statum & ordinationem prædictâ si quæ sint ac quævis inde secuta, quo ad Regnum & Delphinatum hujusmodi locum sibi nullatenus vendicasse aut extendi debere, necnon ea, dictasque sententias, censuras, irregularitates & penas in quantum contra Declarationem, Constitutionem & Litteras prædictas processisse noscuntur, nullius existere firmitatis eadem auctoritate decernimus, ac cassamus per Præsentis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, cassationis & irrotationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud sanctum Petrum, incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo, trigesimo

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 281
fimo secundo, secundo Kal. April. Pontificatus nostri anno secundo. *Et sur le repli, Gratis de mandato Domini nostri Papæ G. DE IMOLA. Es scellé de Bulle de plomb. Es au dos, Registrata in Camera apostolica.*

Au Tresor des Chartes grande Armoire guichet x.

BREF DU PAPE LEON X,

Qui marque que le Juge séculier en France connoît du possesseur des Bénéfices.

Du 17 Novembre 1513.

Dilectis, filiis Præfidentibus & Consiliariis Parliamenti Curie Tolosanæ, Leo Papa Ann. 1513.
X, dilecti filii, salutem & apostolicam benedictionem Intelleximus litem seu controversiam super possessorio Monasterii S. Petri de Saline, & Prioratu S. Saturnini de Portu in ponte S. Spiritus, Ordinis Cluniacensis, quæ olim certo modo vacantia dilecto filio M. Joanni de Anseduna Litterarum apostolicarum abbreviatori, per eum quoad viveret tenenda & gubernanda auctoritate apostolicâ commendata fuerunt, inter eundem Joannem & certos ejus adversarios coram vobis Judicibus pendere. Nos autem eundem Joannem ob gratia obsequia, quæ iam ipse quàm bonæ memoriæ Rostagnus Archiepiscopus Ebredunensis ejusdem Joannis patruus dum viveret nobis impendit, & quæ idem Joannes adhuc impendere non desistit, gratiofo favore prosequi volentes, hortamur vos in Domino, ut pro nostri & apostolicæ Sedis reverentia eidem Joanni in præmissis justitiâ medianie assistatis, auxilium & favores opportunos præbeatis, vos in præmissis iuliter gerentes, apud nos, & Sedem eandem non immerito commendari valeatis. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 17 Novembris 1513. Pontificatus nostri anno 1.

Au Tresor des Chartes grande Armoire Guichet x.

BULLE DE CLEMENT VII.

Permettant au Roi de faire faire le procès à ses Officiers Clercs, pour quelque faute que ce soit, commise en l'exercice de leurs Charges, nonobstant le privilege de Clericature.

De l'an 1527.

CLEMENS, Episcopus, servus servorum Dei, Charissimo in Christo filio Francisco Francorum Regi Christianissimo, salutem & apostolicam benedictionem. Romanus Pontifex, justitiæ cultor & auctor, privilegium Clericis concessum limitare & restringere debet, ne Clerici tali privilegio confidentes, aliis audensius cum animarum suarum perniciæ injuriam faciant, vel quid illicitum patrare audeant, neve quod à Romanis Pontificibus in bonorum favorem introductum existit, malis & criminosis peccandi fomentum subministret, & Regum ad id tendentia vota libenter exaudiat. Sanè pro parte tuæ Majestatis nobis nuper exhibita petitio continebat, quod quandoque iux Majestatis Officialis Clerici uxortum Officia merè secularia in Regno tuo, & aliis locis tibi subiectis exercentes, eo sibi velamine confecto, quod cum unica & virgine conjugati privilegio Clericali gaudere debeant, & à Judicium secularium examine & correptione exempti exsistant, in Officiorum suorum exercitio, etiam nonnumquam in maximum Reipublicæ præjudicium etiam graviter excedere, &

Tome VI.

N n

multa alia illicita perpetrare non verentur. Quare pro parte tui nobis fuit humiliter supplicatum, ut tibi Clericos cum unica & virgine conjugatos Officiales tuos, in Officiorum suorum exercitio, prout probos decet, se non gerentes, sed delinquentes, per seculares Judices puniri facienda licentiam concedere de benignitate apostolica dignaremur. Nos itaque hujusmodi supplicationibus inclinati, tibi Clericos exoratos, qui aliis privilegio clericali gaudere deberent, Officiales tuos Officia secularia etiam in Curis Parliamentorum regni tui, & aliorum locorum tibi subiectorum exercentes, delinquentes capi & examinari, ac juxta eorum demerita puniri faciendi, dummodo alios Clericos conjugatos privilegio Clericali gaudentes, tuos Officiales non existentes dicto privilegio clericali gaudere facias, auctoritate apostolica, tenore Præsentium, licentiam concedimus, non obstantibus præmissis ac Constitutionibus, ac Ordinationibus apostolicis, exterisque contrariis quibuscumque. Et quia difficile foret præsentibus Litteras ad singula quæque loca deferri, volumus, & eadem auctoritate decernimus, quod illarum transumptis manu publici Notarii subscriptis, & sigillo alicujus personæ in dignitate ecclesiastica constitutæ munitis, eadem prorsus fides in judicio & extra utilisbet adhibeatur, quæ ipsi Præsentibus adhiberetur, si illi forent exhibitæ vel tentæ. Datum Romæ apud sanctum Petrum, incarnationis Dominicæ millesimo quingentesimo vigesimo septimo, Idus Septembris, Pontificatus nostri anno septimo. *Sic signatum, B. MOTTA. Et in dorso, Registrata in Camera apostolica, DE CESTIS.*

LETTRES PATENTES DU ROI,

Pour la vérification de ladite Bulle.

De l'An 1530.

Ann. 1530. **F**RANÇOIS, par la grace de Dieu, Roi de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme plusieurs de nos Officiers accusés d'avoir malversé en leurs états & Offices, se soient dits Clercs tonsurés, pour éviter la punition corporelle qu'ils avoient bien méritée; à cause de laquelle Clericature il y a plusieurs non doutans être punis corporellement, qui ont été plus hardis de delinquer & malverser en leurs Offices: à cette cause & pour y remédier pour l'avenir, avons eu recours à notre saint Pere le Pape, qui nous a octroyé les Bulles ci-attachées sous le contrescel de notre Chancellerie. Sçavoir faisons, qu'après avoir fait voir icelles Bulles, qu'elles ont été trouvées conformes à la supplication que sur ce avons faite à notre saint Pere, & qu'elles sont grandement utiles & profitables pour le bien de notre dit Royaume, nous à cette cause les avons acceptées & eu pour agréables, voulons qu'elles soient publiées & enregistrées en nos Cours de Parlement, gardées & observées de point en point selon leur forme & teneur, sans aucunement les violer ne enfreindre. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement à Paris, Toulouse, Bordeaux, Rouën & Dijon, que lesdites Bulles, ensemble ces Præsentés fassent lire, publier, & enregistrer chacun en droit soi, en la forme & maniere accoutumée, & icelles fassent garder & observer, & entretenir selon leur forme & teneur; & néanmoins mandent & enjoignent à tous Juges ressortissans respectivement devant eux; avec moyen ou sans moyen, de les garder, observer, & entretenir: car ainsi nous plait-il, & voulons être fait. Donné à saint Germain en Laye, le 29 jour de Décembre, l'an de grace 1530, & de notre regne le 16. *Sic signatum, Par le Roi. BRETON.*

Letta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, quantum attinet Clericos conjugatos delinquentes in eorum Officiis duntaxat, Parisiis in Parlamento 20 die Aprilis anno 1531, post Pascha. Signé, Du TILLET.

ORDONNANCE DE CHARLES V.

Qui porte que les Officiers du Roi ne peuvent être excommuniés, par privilege accordé par le saint Siège.

Du 5 Janvier 1369.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, Leodegario Waront Parliamenti nostri hostiario, aut alteri primo dicti Parliamenti nostri hostiario, & Servienni nostri, ad quem presentes Littere nostrae pervenerint, salutem. Procurator noster generalis pro nobis, ac Petrus Garnerii Burgensis & cultus Iustitiae nostrae in Villa de Medunta, Curiae nostrae exposuerunt, asserendo quod licet per certa privilegia à Sede apostolica nobis & praedecessoribus nostris Franciae Regibus concessa, quae admodum sunt notoria, quod nullus ea posuerat sive potest ignorare, de hoc quod dicti praedecessores nostri fuerunt, & nos etiam fuimus, & sumus in possessione & salina pacifici, iidem quoque praedecessores nostri dictas possessiones & salinam continuaverunt, & nos etiam continuavimus à tanto tempore quod hominum memoria in contrarium non extabat, nonnullis Archiepiscopis, Episcopis, aut quibusvis aliis Iudicibus ecclesiasticis, seu eorum Officialibus, apparitoribus, sive gentibus quibuscumque, auctoritate sive virtute eorum iurisdictionis ecclesiasticae ordinariae, vel alia quacumque de causa, in villis & locis nostris in Regno nostro Franciae situatis, maxime de nostro proprio dominio existentibus cessum seu interdictum ponere, seu poni facere, aut sententias excommunicationis, vel interdicti proferre, aut proferri, seu promulgari facere liceat quocummodo: & nihilominus cum Robertus Muneri, dictus de Maule vocatus & receptor noster apud Meduntam, pro suspicione homicidii in perionam defuncti Magistri Joannis dicti *Bou du monde*, in dicta Villa de Medunta perpetrati, nuper in carceres nostros apud Meduntam, sponte sua prisionarium se reddidisset, & posuisset gentes dilecti & fidelis Consilarii nostri Episcopi Carnotensis, videlicet Petrus Peregrini Presbyter Magister domus sancti Lazari de Medunta, & nonnulli alii Clerici in Curia ecclesiastica dicti Episcopi frequentantes, necnon P. de sancto Sylvestro Officialem Archidiaconi de Pinlereio, ex parte nostra propter debitum iurisdictionis, inter dictos Episcopum & Archidiaconum contentiosae, de & super quo lis inter dictas partes in ipsa nostra curia pendere dicitur, commissum & deputatum se dicens, ac nonnulli alii Clerici in Curia dicti Officialis frequentantes, ac Camerarius de Columbibus penes praedictum Petrum Garnerii in dicta villa de Medunta, quae est in & de proprio dominio nostro, nuper acceperunt, & eundem sub poena excommunicationis ac centum marcharum argenti requisiverunt, ut praefatum Robertum, necnon Guillelmum de Commeni lathomum, pro suspicione homicidii ibidem prisionarium detentum, quos Clericos fore, & in habitu & tonsura clericali existere asserbant, una cum casibus pro quibus detinebantur, eis traderet, & deliberaret, instrumentum super hoc à Roberto Gomer Praesbytero illic praesente, sibi fieri requiringdo. Verum quoniam idem Petrus eisdem amicaliter respondisset, quod ipse locum tenens Baillivi de Medunta non existerat, nec ab his commissis extiterat vel erat, nisi in casibus civilibus duntaxat, & ob hoc de dictis prisionariis eis tradendis & deliberandis potestatem non habuerat nec habebat; praenominati gentes & Officiales praedictorum Episcopi & Archidiaconi, responsione dicti Petri vera & licita non obstante, eundem Petrum excommunicatum denunciaverunt, & quod deterius fuit & est, cessum seu interdictum in praedicta Villa nostra posuerunt, & positum tenuerunt, atque tenent taliter quod divinum servitium, & alia Ecclesiae Sacramenta in ipsa Villa celebrari non possunt. Quae facta sunt & fuerunt in nostri, & iurisdictionis nostrae temporalis, didorumque privilegiorum nobis, ut supradictum est, indultorum, ac possessionis & salinae nostrarum praedictarum, necnon praedicti Petri praerudicium & contemptum, ut asserunt Procurator noster & Petrus Garnerii ante dicti, supplicantes sibi

N n ij

super hoc de remedio competenti provideri, attentò quod dictus defunctus tempore quò vivebat & decessit, erat noster advocatus in dicta Villa, ac in nostra salva, & speciali gardia notoriè, & competenter publicata, quanquam dicta nostra Curia ex certis iustis causis ad hoc ipsum movenibus ordinavit & mandavit dictum Robertum prisonarium ad eandem nostram Curiam adduci. Quo circa tibi tenore Præsentium committimus & mandamus, quatenus si de cessu seu interdicto prædictis tibi summa-riè constiterit prædictos Episcopum, Archidiaconum & Camerarium, ac eorum Officiales, Vicarios, Promotores, & gentes de quibus pro parte dicti Procuratoris nostri, & Petri super hoc fueris requisitus, ex parte nostra requiras, & etiam præcipias eisdem si sit opus, ut huiusmodi cessum seu interdictum in dicta Villa, ut præmittitur, appositum revocent & adnulent: quòd si facere renuerint, aut plùs debito distulerint, ipsos ad hoc per captionem & detentionem temporalitatis eorumdem, absque aliqua recedentia de hoc faciendi viriliter compellas indilatè, & insuper dictos Episcopum, Archidiaconum, & Camerarium, ac eorum Officiales, & gentes ex parte nostra requiras, ut ipsi & eorum singuli prout ad eos spectabis, citationes, monitiones, sententias excommunicationis denuntiationes, & processus ecclesiasticos, quoscumque contra prædictum Petrum aut alios Officiarios, vel servitores nostros in prædicta Villa occasione præmissorum factos seu inchoatos similiter revocent omnino & adnulent, & ipsum Petrum & alios Officiarios nostros, & gentes si qui sint à sententiis excommunicationum eorumdem Episcopi, Archidiaconi, Camerarii, Officialiumque, Promotorum, & gentium suarum sumptibus & expensis absolvi, & ab omnibus citationibus, monitionibus, denuntiationibus & processibus ecclesiasticis totaliter cessari faciant indilatè, ipsos ad hoc per captionem & eorum temporalitatis prædictæ compellendo: & in casu quòd dicti Episcopus, Archidiaconus, Camerarius & eorum Officiales, & alii prædicti, sententias excommunicationis, ac monitiones, & processus prædictos contra dictum Petrum, & alios Officiarios nostros factos & inchoatos revocare noluerint, & ad hoc se opponere voluerint, prædictos quoad hoc opposcentes, & etiam prædictos, Episcopum, Archidiaconum, Camerarium, & Gentes, & Officiarios suos superius nominatos, qui expleta prædicta fecisse dicuntur, adjornes ad certam, brevem & competente diem in nostro præsentì parlamento, non obstante quòd sedeat & ex causa, vide scet dictos opposcentes supradictà oppositione processuros, & ipsos & alios superius nominatos prædictis Procuratori nostro & Petro Garnerii, si & prout experiri voluerint, super præmissis & ea tangentibus responsuros, & ulterius processuros & facturos, prout fuerit rationis: eisdemque ex parte nostra sub certis magnis pœnis nobis applicandis, injungas ne interim ad ultiores sententias, monitiones, & processus contra dictum Petrum, & alios Officiarios nostros procedant occasione præmissorum, sed ea omnia in statu in quo sunt teneant, quousque per dictam nostram Curiam partibus auditis aliud extiterit super hoc ordinatum eandem nostram Curiam ad diem super dictis assignandum de requisitionibus, præceptis, adjornamentis, nominibusque adjornatorum, & aliis quæ feceris in hac parte certificando competenter, ab omnibus auzem Justiciariis & iudiciis nostris tibi in præmissis & ea tangentibus parere volumus efficaciter & jubemus. Quod præfata nostra Curia sic fieri voluit, & Procuratori nostro, & Petro Garnerii memoratis concessit, & ex causa. Datum Parisiis in Parlamento quintà die Januarii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo nono, & Regni nostri sexto.



ORDONNANCE DU MESME.

Sur le même sujet.

Du 14 Mai 1370.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, Baillivio Caleti Vicecomitibus de Arquis, & Pontis Archæ, aut eorum loca tenentibus, necnon primo servienti nostro armorum Parlamenti nostri hostiario, aut alii servienti elapsum dictum Præsentis hæc pervenerint, Salutem. Curiz nostræ Procurator noster generalis, ac Guillelmus Aufelinus Baillivus noster Rothomagensis exponi fecerunt gravissimâ præcedenti querelâ: Quòd cum circa Festum Beatorum Philippi & Jacobi noviter elapsum dictus Baillivus pro nonnullis furtis, & aliis criminibus per Nicolaum Davirchier Clericum conjugatum factis, perpetratis & commissis, ipsum in habitu radiato capi & in carceres nostros Rothomagenses intrudi fecisset, & deinde causâ cogniti ipsoque Nicolao de dictis furtis, & criminibus convicto, & judicialiter ad mortem condemnato, absque eo quòd se ante hujusmodi condemnationem Clericum advocasset virtute jurisdictionis nostræ temporalis præfatus Nicolaus fuisset ultimo supplicio ad pasibulum iraditus. Nihilominus Officialis Rothomagensis asserens dictum Nicolaum fore Clericum, tacito quòd fuisset conjugatus & captus in habitu radiato prædicto, præfatum Baillivum monuit, ut sibi redderet ipsum Nicolaum tanquam Clericum, & præterea eò quòd dictus Nicolaus non fuit redditus, prædictus Officialis dictum Baillivum per censuram ecclesiasticam contra ipsum procedens excommunicavit, aggravavit, reaggravavit, ac palam & publice excommunicatum & reaggravatum per civitatem Rothomagensem & Ecclesias ejusdem ac in aliis Ecclesiis diocesis Rothomagensis denunciari fecit, campanis pulsatis & candelis accensis extinctis, & adhuc excommunicatum, aggravatum & reaggravatum detinet Baillivum supradictum, ipsum absolvere renuendo super hoc vicibus iteratis requisitus, quod cedit in jurisdictionis nostræ temporalis vilipendium & contemptum, ac dicti Baillivi nostri grave præjudicium atque damnum sicut dicunt: supplicantes & cum instantia requirentes dictum Archiepiscopum, & ejus Officiarios compelli ad revocandum excommunicationes & alios processus antedictos, & aliàs per dictam nostram Curiam sibi super hoc de justitiæ remedio provideri: cumque requestâ prædictâ in Curia nostra per dictos Procuratorem nostrum & Baillivum factâ, Procurator dicti Archiepiscopi requisivisset aliam dilationem sibi dari, ut super hoc cum dicto Archiepiscopo Parisiensi existente loqui, & deliberationem habere ac ex adverso dicere vel requirere posset illud quod sibi videretur expedire: quam quidem dilationem Curia nostra prædictâ eidem concessit, comparentibus propter hoc in dicta nostra Curia post prædictam dilationem die datæ præsentium Procuratore nostro & Baillivo prædictis, ac Procuratore dicti Archiepiscopi, & eidem Procuratore nostro & Baillivo suam requestam ut supra facientibus, Procurator dicti Archiepiscopi respondit, quòd idem Archiepiscopus de & super præmissis non erat satis informatus, nec plene informari poterat nisi super hoc loqueretur cum Officiali, & suis Officiariis apud Rothomagum existentibus, aut per eosdem super hoc plenius informaretur. Ad quod faciendum petebat aliam competentem dilationem sibi per dictam nostram Curiam iradi & concedi, nec requestam prædictam aliter defendere voluerat: prædictis Procuratore nostro, & Baillivo proponentibus, quòd alia dilatio eidem Archiepiscopo dari aut concedi non debebat, sed eorum requesta fieri & eidem concedi poterat & debebat, de usu, stylo, & communi observantia Curiz nostræ antedictæ. Præmissis igitur & aliis circa hæc attendendis, consideratis, & attentis, vobis, & vestrum cuilibet committimus, & mandamus, quòd dictos Archiepiscopum, & ejus Officialem ex parte nostra requiratis, ut ipsi sub certis & magnis penis nobis applicandis, à quibuscumque processibus ecclesiasticis, contra Baillivum nostrum occasione prædictâ, in nostræ jurisdictionis temporalis præjudicium factis, penitus cessent, ipsique suis propriis sumptibus & expensis revocent, & annullent, ac omnia & singula in contrarium facta, vel secuta, ad statum primum & debitum redigant.

Ann. 1370.

cant indilate; & si ipsi præmissa facere recusaverint aut plus debito distulerint adimplere, ipsos ad hoc per captionem, detentionem & expleationem temporalitatum eorumdem, & cujuslibet ipsorum absque aliqua recredencia faciendi aliisque viis & remediis compellatis: & insuper dictos Archiepiscopum & Officialem ad certam & competentem diem in nostro præsentî Parlamento, non obstantibus quoddam fedeat & ex causa adjornetis, dictis Procuratori nostro, & Baillivo super his quæ ab ipso occasione præmissorum petere voluerint responsum, & alterius facturum quod fuerit rationis, ipsam Curiam nostram super hoc ad dictam diem debitè certificando, quoddam dicta Curia nostra sic fieri voluit & ordinavit, & ex causa: ab omnibus autem Justiciariis & subditis nostris vobis Dominum, cuilibet ac deputandis à vobis Baillivis, & Vicecomitibus, in hac parte peti volumus & intendi. Datum Parisius in Parlamento nostro decima quarta die Maii anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo, regni verò nostri septimo.

Extrait du Registre A. des anciennes Ordonnances. Fol. 65.

EDIT DE CHARLES V,

Portant défenses aux Officiaux de connoître des actions réelles.

Du Mars 1371.

'Ann. 1371. CAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Baillivis, Seneschallis aut eorum locum tenentibus, Procurator noster generalis Curie nostræ exposuit gravi præcedenti quærelâ, quoddam licet ad nos & Judices temporales, vassallos, & subditos nostros in eorum jurisdictionibus temporalibus & territoriis, cognitio omnium possessionum & actionum ac causarum realium tam de jure & facto quàm usu, consuetudine & observantiâ notoriis solum in solidum pertineat & pertinere debeat, & de his nos & prædecessores nostri Reges Franciæ, fuerimus atque sumus in possessione & saisina & ab omni tempore retroactò & à tali & tanto tempore ut hominum memoria in contrarium non existat, absque eo quoddam aliqui Prælati seu Judices ecclesiastici, virtute suæ jurisdictionis spiritualis in præjudicium jurisdictionis nostræ temporalis de his cognoscere aut se intromittere valeant seu debeant quoquomodo, & absque eo quoddam iidem Prælati & Judices ecclesiastici ad possessionem vel saisinam aut usum in contrarium proponendos vel allegandos fuerint, sive sint aliquatenus audiendi vel etiam admittendi, prout per plura arresta super hoc prolata dictus Procurator noster asseribat & asseruit liquidius apparere. Tamen gentes & Officiales dilectorum & fidelium nostrorum Archiepiscopi Senonensis, & Episcoporum Lingonen. Antiochodoren. Trecentis, Eduensis, ac Carthalaunen. seu quoddam plures ipsorum in Bailliam Senonensi & ejus ressorto virtute & autoritate jurisdictionum suarum spiritualium de actionibus realibus, videlicet de rei vendicatione, petitione hæreditatis, interdictis possessoriis acquirendi & retinendi ac reitutorii, & de causis retractuum hæreditagiorum, necnon de redditibus annualibus assidatis vel assis, seu debitis & petitis super hæreditagiis, supposito quoddam propter hoc debere minimè constentur, de die in diem cognoscant & cognoscere nisi fuerint & nituntur, & præterea si virtute commissionum Judicum aliquorum, vel Commissariorum nostrorum aut aliorum Judicum temporalium manus nostra vel alicujus Judicis temporalis in aliquibus hæreditagiis quacumque de causa apponatur, in signum hujusmodi manus appositionis, pennicelli seu brandones apponantur aut assignentur, & aliquis Clericus ruralis aut conjugatus vel alter quicumque se habere prætendat in hæreditagiis sit ad manum temporalem (ut dictum est) positus, Officiales prædictorum Prælatorum, videlicet quilibet ipsorum in sua diocesi servientes, qui hujusmodi pennicellos, seu brandones in dictis hæreditagiis de præcepto Judicum temporalium apposuerint, necnon de parte jus in hujusmodi hæreditagiis se habere asserentes in variis & damnois processibus involvunt, eisque movere fecerunt & quotidie faciunt, ut hujusmodi pennicellos & brandones ac impedimenta in dictis hæreditagiis apposita

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 287

amoveant & amoveri faciant, quòd si facere noluerint, aut coram ipsis Officialibus vel aliquo ipsorum super hoc litigare, & jus eorum allegare & procedere non curaverint, ipsos servientes & partes illicò excommunicant & excommunicatos denuntiant & declarat, & insuper, dum aliquis merè laicus coram ipsis Officialibus vel aliquo ipsorum aliquem alium merè laicum facit conveniri, & actor contra reum aliquam petitionem facit occasione alicujus summæ pecuniæ causâ mutui traditæ aut pro alia causâ, cùm dictus reus petitioni dicti actoris respondere non vult aut non comparet, iidem Officiales dictum reum ponunt in defectu, & virtute dicti solius defectûs decernunt dictum actorem debere mitti & poni in possessionem bonorum dicti rei ex 1º decreto usque ad summam ut dictum est petitam; & hoc actò mandant Judicibus temporalibus quorum idem reus est subiectus, & ipsos moneri quatenus dictum actorem ponant in possessione bonorum dicti rei: & si iidem Domini aut Judices hoc facere noluerint vel recusaverint, ipsos denuntiant excommunicatos, & unacumque Officiales & Procuratores ac servientes dictorum Prælatorum, Clericos conjugatos sine habitu & Tonfura clericali existentes, de die in diem capiunt & capere ac de eorum bonis inventarium facere, & eorum domos aperire & claudere faciunt in districtibus jurisdictionum Dominorum temporalium, ipsis Judicibus temporalibus locorum ad hoc minimè præsentibus seu vocatis. Dicti etiam Officiales nisi fuerint & nitantur habere omnem cognitionem de quibuscumque à Clericis conjugatis factis ac contractis & commissis, necnon de quibuscumque excessibus, ac de omnibus actionibus & obligationibus per eosdem Clericos conjugatos factis ac contractis & commissis, necnon de quibuscumque excessibus tam infractionum gardiarum, appositionum manuum, quàm aliis offensis, excessibus, vel delictis contra nos & dictos Dominos Judices temporales factis & commissis, supposito etiam quòd iidem Clerici conjugati Tonfuram vel habitum nunc deferant clericales, in prædictis casibus & quàm plurimis aliis nostram ac vassalorum & subditorum nostrorum temporalium Dominorum jurisdictionem temporalem diversis modis perturbando & etiam usurpando, nosque in iuribus, usibus, salinis & possessionibus supradictis indebitè, illicite & injustè impediendo, ac nostros subditos & iudiciables in diversis processibus ecclesiasticis propter hoc involvendo, eosque laboribus, missis, damnis & expensis multipliciter opprimendo, vexando, & damnificando, prout dictus Procurator asserbat & asseruit, remedium Justitiæ super hoc adhiberi cum instantia postulando. Quo circa nos jura & libertates jurisdictionis nostræ temporalis, ut tenemur, servari volentes illæsa, vobis prout per Curiam prædictam nostram ita super hoc deliberatione diligenti extitit ordinatum, tenore Præsentium committimus & mandamus, quatenus præfatis Archiepiscopo, & Episcopis, ac eorum cuilibet ipsorum Officialibus, apparitoribus, gentibus, Promotoribus, commissariis, servientibus & aliis suis, de quibus pro parte dicti Procuratoris nostri aut nostrarum gentium in dictis Bailliviis & ressortis super hoc fueritis requisiti, & etiam de quibus vobis visum fuerit expedire, ex parte nostra ac sub magnis penis nobis applicandis injungatis, & si necesse fuerit inhibeatis quibuscumque, sicut serie Præsentium injungimus, inhibemus, ne de casibus & actionibus realibus aliis superius declaratis in præjudicium nostræ jurisdictionis temporalis de cætero amplius cognoscere aut se intromittere quocummodo præsumant, sed facta & cogitata in contrarium, monitionesque, & processus ecclesiasticos pendentes super hoc factos vel inchoatos, si qui vel quæ sint, revocent, penitus & adnulent: quodque si facere noluerint aut plùs debite distulerint, ipsos adhuc per captionem & detentionem eorum temporalitatis ac omnibus aliis viis & modis licitis, prout meliùs videritis & poteritis, viriliter & debite compellatis aut compelli faciat, & insuper ne usurpationes & suppresas supradictæ in præjudicium dictæ jurisdictionis nostræ temporalis ut prædictum est factæ remaneant, vos de & super usurpationibus & suppresis anedictis earumque circumstantiis & dependentiis universis diligenter & secretè informetur, & quos de his per prædictam informationem culpabiles reperieritis, ipsos ad dies Seneschalliarum & Bailliviarum suarum nostri futuri proximi Parlamenti adjornetis seu faciatis adjornari, dicto Procuratori nostro super his quæ causâ & ratione præmissorum dicere, proponere & requirere voluerit responsuros & ulterius processuros & facturos quod ut fuerit rationis, eandem Curiam nostram ad diem seu ad dies super quæ assignandum de præceptis injunctionibus, inhibitionibus,

adjuvamentis & aliis quæ fecerint in præmissis, certificando competenter, dictamque informationem seu informations quas inde feceritis, debitè clausas & sigillatas ipsi Curie nostræ remittatis, in quibus & ea tangentibus vobis & deputandis à vobis ab omnibus iusticiariis & subditis pareri volumus efficaciter & jubemus, quia dicta nostra Curia sic fieri voluit & ordinavit & ex causa. Datunt Parisiis in Parlamento nostro à die Martii anno 1571, & regni nostri octavo. Sic signatum per cameram. VILLEROY.

Lecturam collatio, su regiftrata lib. ordinationum Parlamenti, Fol. lxxix, & lib. viridæ camera Procuratoris regiftri Castellæ. Fol. iv.

EDIT DE FRANÇOIS PREMIER,

Qui défend aux Juges d'Eglise de juger les Laïques en affaires temporelles;

Du Août 1539.

Ann. 1539. **F**RANÇOIS, par la grace de Dieu, Roi de France. Sçavoir faisons à tous présens & à venir, que pour aucunement pourvoir au bien de notre Justice, abréviation de procès & soulagement de nos sujets, avons par Edit perpétuel & irrévocable statué & ordonné, statuons & ordonnons les choses qui s'ensuivent.

I.

De ne faire citer gens laïc en actions pures personnelles.

C'est à sçavoir que nous avons défendu & défendons à tous nos sujets de ne faire citer ni convenir les laïc pardevant les Juges d'Eglise ès actions pures personnelles, sur peine de perdition de cause, & d'amende arbitraire.

II.

De décerner telles citations.

Et avons défendu à tous Juges ecclésiastiques de ne bailler ni livrer aucunes citations verbalement ou par écrit, pour faire citer nosdits sujets purs laïc esdites matières d'actions pures personnelles, sur peine aussi d'amende arbitraire.

III.

Limitation.

Et ce par manière de provision, quant à ceux dont le fait a été reçu sur la possession d'en connoître, & jusqu'à ce que par nous autrement en ait été ordonné, & sans en ce comprendre ceux qui en auroient obtenu Arrêt donné avec notre Procureur général, si aucuns y a.

IV.

En quoi l'Eglise a juridiction sur les gens laïc, & les Juges laïc sur les gens d'Eglise.

Sans préjudice toutefois de la juridiction ecclésiastique ès matières de Sacramens, & autres pures spirituelles & ecclésiastiques dont ils pourroient connoître contre lesdits purs laïc, selon la forme de droit: & aussi sans préjudice de la juridiction temporelle & séculière contre les Clercs mariés & non mariés, faisant & exerçant états ou négociations, pour raison desquelles ils sont tenus & ont accoustumé de répondre en Cour séculière, où ils seront contraints de ce faire, tant ès matières civiles que criminelles, ainsi qu'ils ont fait par ci-devant.

V.

En quoi & contre qui les Juges d'Eglise pourrons passer outre, nonobstant appel comme d'abus.

Que les appellations comme d'abus interjetées par les Prêtres & autres personnes ecclésiastiques es matieres de discipline & correction, ou autres pures personnelles & non dépendantes de réalité, n'auront aucun effet suspensif. Ains nonobstant lesdites appellations & sans préjudice d'icelles, pourront les Juges d'Eglise passer outre contre lesdites personnes ecclésiastiques.

VI.

Amende de fol appel comme d'abus envers le Roi, ores que ledit appel ne soit soutenu.

Que les appellans comme d'abus qui se départiront en jugement de leurs appellations relevées, payeront l'amende ordinaire du fol appel, & hors jugement, la moitié de ladite amende, & plus grande si mestier est, à l'arbitration de nosdites Cours souveraines, eu égard à la qualité des matieres & des parties.

VII.

Autre amende envers partie.

Et en amende envers la partie, pour leurs subterfuges & délais, & procès retardé : c'est à sçavoir de vingt livres parisis en jugement, hors icelui de dix livres parisis.

VIII.

Autre amende en cas de soutènement de tel appel, qu'il ne soit trouvé bon.

Et quant aux appellations plaidées & soutenues par lesdits appellans, ils soient condamnés, outre l'amende ordinaire, en une amende extraordinaire envers nous & la partie, selon l'exigence du cas, si la matiere y est disposée.

XLVI.

De communiquer titre en matiere bénéficiaire, & de la peine en défaut de ce faire.

Que es matieres possessoires bénéficiaires l'on communiquera les titres dès le commencement de la cause : pourquoi faire le Juge baillera un seul délai compétent tel qu'il verra être à faire, selon la distance des lieux, & par faute d'exhiber, ce sera adjudication de récrance ou maintenue sur les titres & capacités de celui qui aura fourni, qui sera exécutée nonobstant l'appel, quand elle sera donnée par nos Juges ressortissans sans moyen en nosdites Cours souveraines.

XLVII.

Un seul brief délai pour écrire & produire es dites matieres.

Et après que les parties auront contesté & été appointées en droit, leur sera baillé un seul brief délai pour écrire & produire, qui ne pourra être prorogé pour quelque cause que ce soit.

XLVIII.

Délais pour voir les parties, leurs productions, & les contredire & sauver.

Et auront communication de leurs productions dedans trois jours, & de huitaine en huitaine, après pourront bailler contredits & salvations, autrement n'y seront plus reçus, ainçois sera le procès jugé en l'état, sans autre conclusion ne signification de requête, & sans espérance d'autre délai par Lettres de relievment ne autrement.

XLIX.

De ne poursuivre en pétitoire en Cour d'Eglise que le possesseur ne soit entièrement vuide & exécuté.

Après le possesseur intenté en matière bénéficiale, ne se pourra faire poursuite par-devant le Juge d'Eglise sur le pétitoire, jusqu'à ce que le possesseur ait été entièrement vuide par jugement de pleine maintenue, & que les parties y aient satisfait & fourni, tant pour le principal que pour les fruits, dommages & intérêts.

L.

De faire registre des sépultures.

Que des sépultures des personnes tenant Bénéfices sera fait registre en forme de preuve, par les Chapitres, Collèges, Monastères & Cures, qui sera foi, & pour la preuve du tems de la mort, duquel sera fait expresse mention esdits registres, pour servir au jugement des procès où il seroit question de prouver ledit tems de la mort, à tout le moins quant à la récréance.

LI.

De faire registre des Baptêmes.

Aussi sera fait registre en forme de preuve des baptêmes, qui contiendront le tems & l'heure de la nativité, & par l'extrait dudit registre se pourra prouver le tems de majorité ou minorité, & sera pleine foi à cette fin.

LII.

Formes desdits registres.

Et afin qu'il n'y ait faute ausdits registres, il est ordonné qu'ils seront signés d'un Notaire avec celui desdits Chapitres & Couvens, & avec le Curé ou son Vicaire général respectivement, & chacun en son regard, qui seront tenus de ce faire, sur peine des dommages & intérêts des parties, & de grosses amendes euves nous.

LIII.

Que lesdits registres seront portés d'an en an, & gardés es Greffes des plus prochains Juges royaux.

Et lesquels Chapitres, Couvens & Cures, seront tenus mettre lesdits registres par chacun an par devers le Greffe du prochain Siège du Baillif ou Sénéchal royal, pour y être fidèlement gardés, & y avoir recours quand mestier & besoin sera.

LIV.

De déclarer par les domestiques des Bénéficiers décédés leurdits décès.

Et afin que la vérité du tems desdits décès puisse encore plus clairement apparoir, nous voulons & ordonnons qu'incontinent après le décès desdits Bénéficiers, soit publié ledit décès incontinent après icelui advenu, par les domestiques du décédé, qui seront tenus le venir déclarer aux Eglises où se doivent faire lesdites sépultures & registres, & rapporter au vrai le tems dudit décès, sur peine de grosse punition corporelle ou autre, à l'arbitration de Justice.

LV.

D'enquête sommairement du jour du décès avant la sépulture.

Et néanmoins en tous cas auparavant pouvoit faire lesdites sépultures, nous voulons & ordonnons être fait enquête sommaire & rapport au vrai du tems dudit décès, pour sur l'heure faire fidèlement ledit registre,

LVI.

Défense de ne garder les corps morts.

Et défendons la garde d'édits corps décédés auparavant ladite révélation, sur peine de confiscation de corps & de biens contre les laïcs qui en seront trouvés coupables, & contre les Ecclésiastiques de privation de tout droit possessoire qu'ils pourroient prétendre es Bénéfices ainsi vacans, & de grosse amende à l'arbitration de Justice.

LVII.

Sur l'ambiguïté des droits & titre des parties, sur lesquels par ci-devant étoient donnés les séquestres.

Et pour ce qu'il s'est aucune fois trouvé par ci-devant des matieres possessoires bénéficiales, si grande ambiguïté ou obscurité sur les droits & titres des parties, qu'il n'y avoit lieu de faire aucune adjudication de maintenue à l'une ou à l'autre des parties : au moyen de quoi étoit ordonné que les Bénéfices demeureroient séquestrés, sans y donner autre jugement absolutoire ou condemnatoire sur l'instance possessoire, & les parties renvoyées sur le petitioire pardevant le Juge ecclésiastique.

LVIII.

D'adjuger en certain cas de Bénéfices contentieux au défendeur, sans le laisser en séquestre, ne renvoyer pardevant le Juge d'Eglise.

Nous avons ordonné & ordonnons que dorenavant, quand tels cas se présenteront, soit donné jugement absolutoire au profit du défendeur & possesseur contre lesquels a été intentée ladite instance possessoire, & le demandeur & autres parties déboutées de leurs demandes & oppositions respectivement faites, requêtes & conclusions sur ce prises, sans user de renvoi pardevant le Juge d'Eglise sur le petitioire : sur lequel se pourvoiroient les parties, si bon leur semble, & ainsi que ils verront être à faire, & sans les y astraindre par ledit renvoi.

LIX.

De contredire la créance, & la maintenue par même moyen.

Nous défendons à tous nos Juges de ne faire deux instances séparées sur la recreance & maintenue des matieres possessoires : ains voulons être conduites par un seul procès & moyen, comme il est contenu es anciennes Ordonnances de nos prédécesseurs sur ce faites.

LX.

Défenses de ne commettre force ne violence publique es Bénéfices.

Nous défendons à tous nos sujets prétendans droit & titre es Bénéfices ecclésiastiques de notre Royaume, de ne commettre aucune force ne violence publique esdits Bénéfices & choses qui en dépendent, & avons dès-à-présent, comme pour lors, déclaré & déclarons ceux qui commettent lesdites forces & violences publiques, privés du droit possessoire qu'ils pourroient prétendre esdits Bénéfices.

LXI.

De ne recevoir complainte après l'an.

Qu'il ne sera reçu aucune complainte après l'an, tant en matieres prophanes que bénéficiales, le défendeur même n'ayant titre apparent sur sa possession.

LXII.

Sentences de recréances & réintégrandes en toutes matieres exécutoires, nonobstant l'appel.

Que les sentences de recréances & réintégrandes en toutes matieres, & de garnison, seront exécutoires nonobstant l'appel, & sans préjudice d'icelui en baillant caution, pourvu qu'elles soient données par nos Juges ressortissans sans moyen, assistans avec eux jusques au nombre de six Conseillers du Siège, qui signeront le dicton avec le Juge, dont il sera fait mention au bas de la Sentence, pour le regard desdites recréances & réintégrandes.

LXIII.

Que toutes instances possessoires seront vidées sommairement, & les preuves faites dedans un seul délai.

Et seront toutes instances possessoires de complainte ou réintégrande, vidées sommairement les preuves faites, tant par lettres que par témoins, dedans un seul délai, arbitré au jour de la contestation, & sans plus y retourner par relèvement en nos Chancelleries ne autrement.

LXIV.

Que celui qui résignera son droit contentieux, fera venir en cause son résignataire.

Si pendant un procès en maniere bénéficiaire, l'un des litigans résigne son droit, il sera tenu faire comparoir en cause celui auquel il aura résigné, autrement sera procédé à l'encontre du résignant tout ainsi que s'il n'avoit résigné, & le jugement qui sera donné contre lui sera exécutoire contre les résignataires.

Si donnons en mandement par cesdites Présentes à nos amés & féaux les Gens de nos Cours de Parlement à Paris, Tholose, Bourdeaux, Dijon, Rouen, Dauphiné & Provence, nos Justiciers, Officiers & tous autres qu'il appartiendra, que nosdites présentes Ordonnances ils fassent lire, publier & enregistrer, iceles gardent, entretiennent & observent, fassent garder, entretenir & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans faire ne souffrir aucune chose être faite au contraire; car tel est notre plaisir. Donné à Villiers-Coterets au mois d'Août, l'an mil cinq cent trentenef, & de notre regne le 21. Signé FRANÇOIS. A côté, Visa. Et au-dessous, Par le Roi, BRAYON. Et scellé du grand scel du Roi en cire verte, pendant à lacs de soye.

Régistrées en Parlement le 9 Septembre de la même année.

ORDONNANCE DE CHARLES VI,

Pertant que les Ecclesiastiques ne pourront connoître du crime d'adultere.

De l'an 1388.

Ann. 1388. CAROLUS, Dei gratia, Francorum Rex, Baillico Ambianensi, aut ejus locum tenenti ac primo Parlamentii hostiario seu servienti nostro, quo super hoc requireretur, Salutem. Major & Scabini villæ Ambianensis Curie nostræ Parlamentii conquerendo monstrarunt, quod cum super debito olim moro & pendente in dicta Curia inter dictos conquerentes ex una parte, & Episcopum Ambianensem ex altera, super eo quod Officialis ejus Episcopi, alique genes & Officiarii trabebant in causam burgenses & habitantes villæ & Episcopatus Ambianensis uxoratos, eis imponendo etiam alias mulieres quam suas uxores in facie Ecclesiæ deipensatus carnaliter cognovisse, ab eis emendas pecuniarias exigendo; passibus auditis, per arrestum seu ordinatio-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 293

Item Curia dictum fuit & mandatum Baillivo Ambianensi, five ejus locum tenenti tunc existens, ut dictum Episcopum, ejus Officialem, genes & alios Officiarios suos quoscunque compelleret per captionem & detentionem eorum temporalitatem, ad cessandum à compulsionibus & exactionibus prædictis: nihilominus prædictis non obstantibus Archidiaconi Pontiven. & Ambian. qui sede Episcopatus vacante, ut de præsentibus in Ecclesia Ambianen. habent regimen spiritualitatis ipsius Episcopatus, burgenses & habitatores Villæ & Diocesis prædictæ de facto per citationes, monitiones; excommunicationes, sententias, promulgationes, & pecuniarum exactiones causâ prædictâ prosequuntur, adeo vexant tam laboribus quam expensis, qui vexationes suas redimendo, necnon obviare satagendo juribus quæ in facto matrimonii sequi possent, cum præfatis Archidiaconis & eorum Officiariis ad certas pecuniarum summas indebitè exigunt & levant, contra tenorem arresti seu ordinationis prædictæ temerè veniendo, quæ in ipsorum conquerentium non solum graxam & præjudicium, sed nostrum & nostræ prædictæ Curie contemptum redundat, si est ita. Quare vobis & vestrum cuilibet committendo mandamus, quatenus de & super prædictis vos diligenter informetis, & informationem quam inde feceritis quàm citius dictæ Curie remittatis, ut ipi à visâ dicta Curia providere valeant, & insuper Archidiaconis, eorum Officialibus, Officiariis & sçrvitoribus, & eorum cuilibet sub certis pœnis nobis applicandis præcipiatur & injungatur, ex parte nostra, ut à prædictis monitionibus & citationibus sententiarum, excommunicationibus, & potissimè pecuniarum exactionibus, omnimodè se de cætero desistant, subrepticis impetratis vel impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisiis in Parlamento nostro 5 die Martii anno Domini 1538, & regni nostri 8. Sub sigillo nostro in absentiam magni ordinato. Signatum, per Cameram. JOUVENCE.
x. Clerici.

Registrata in Curia Parlamenti Lib. Ordinationum Regiarum Fol. 50, & in ordinat. antiquis A. Fol. 196 verso.

EDIT D'HENRY II.

Poursant défenses de troubler les Juges ecclésiastiques dans leur juridiction ; pour le crime d'hérésie.

Du 24 Juillet 1557.

HENRY, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Les Edits Ann. 1557. & Ordonnances faites par feu notre très-honoré Seigneur & Pere le Roi dernier décédé, des années 1534, 36, 40, 42 & autres, rendent témoignage du bon, louable & entier devoir par lui fait pour extirper & abolir les fausses doctrines & erreurs, qui peu auparavant avoient été semées en notre Royaume, le vouloir de retirer & réduire ceux qui auroient été pertinaces & obstinés, & la forme que les Juges ecclésiastiques & temporels doivent tenir en ladite correction & punition, ce que nous à notre avènement à la Couronne aurions ensuivi, & par autres Edits des 29 Novembre 1549. 27 Juin 1551 & autres, déclaré la forme que nous entendions être gardée en la correction desdits crimes par nos Cours souveraines, Baillifs & Sénéchaux ou leurs Lieutenans, leur ordonnant qu'il eussent à procéder contre toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles fussent; & d'autant que par la malice des personnes & par négligence des Officiers, tant ecclésiastiques que temporels, qui n'ont en l'observation desdits Edits usé de telle diligence que le cas le requéroit, même au commencement que lesdites erreurs & nouvelles opinions fussent semées en notre dit Royaume, s'excusant les uns sur les frais, les autres sur la fause d'obéissance, les autres sur l'entreprise d'une juridiction sur l'autre, qui sont plutôt connivences & dissimulations ou justice qu'excuses recevables, lesdites sectes & erreurs seroient tellement accrues

& augmentées, & le nombre des sectateurs d'icelles si grand, que le remède en est tollu aux Evêques, Prélats, & gens d'Eglise, pour être tombées desdites hérésies qui sont premières à l'esprit & entendement, en sédition, par déclaration ouverte & manifeste de leurs folles & téméraires opinions, tant par conventicules secrets, que par plusieurs actes scandaleux & assemblées publiques en armes, induisant & séduisant le pauvre peuple à leurs opinions, & le retirant & détournant du lieu de l'obéissance de l'Eglise & de la Justice temporelle, tendant d'hérésie à blasphème, scandale, sédition, & en crime de leze-Majesté divine & humaine. A quoi est très-requis & nécessaire de pouvoir pour l'honneur de Dieu, conservation de la Religion Chrétienne, & pour le bien, repos & tranquillité de nos sujets.

I.

Sçavoir faisons, que nous considérant que telles émotions sont autant à châtier & réprimer par armes & par voye de Justice, & qu'à nous seul (qui avons reçu de la main de Dieu l'administration de la chose publique de notre Royaume) appartient la correction & punition de telles séditions & troubles, pour en icelle faire vivre un chacun en la crainte & obéissance de Dieu, de son Eglise, & en paix & tranquillité; & après que nous avons eu avis de notre Conseil, auquel étoient plusieurs Princes & Seigneurs de votre Sang, & autres grands & notables personnages, & à ce que nul ne se puisse excuser sur l'interprétation de nosdits Edits, avons dit & déclaré de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, disons & déclarons que nous n'avons entendu & n'entendons aucunement empêcher les Juges ecclésiastiques en leurs juridiction & connoissance, & qu'ils n'ayent pu & puissent connoître de crime d'hérésie, soit contre Clercs ou Laïcs, comme de crime purement ecclésiastique, duquel la connoissance par disposition de droit & raison leur appartient, soit contre ceux qui seront constitués es Ordres sacrés, Clercs ou simple Tonsure, ou Laïcs.

I I.

Avons aussi entendu, & entendons que nosdits Juges & Officiers ayent pu & puissent connoître contre tous Sacramentaires & autres prévenus des cas & crimes commis au fait de leurdite Religion, où il y auroit scandale ou troublement de la tranquillité publique; sçavoir est sous Prêcheurs publics, dogmatifant, qui seront conventuels & assemblées, & qui par quelque moyen que ce soit séduiront le peuple pour le retirer à leurs opinions, qui seront injure à Dieu & aux Saints publiquement, & qui tomberont en blasphème, & ceux qui contreviendront aux défenies & cris publics faits par notre autorité sur le fait de ladite Religion, ou commettront autres cas qui tomberont en scandale, comme séditieux, perturbateurs du repos & tranquillité publique, & criminels de crime de leze-Majesté divine & humaine.

I I I.

Et attendu que la source & origine des cas dessusdits vient de l'hérésie ou du souvennement de leurs fausses & damnées opinions, voulons & entendons qu'au jugement qui se fera par nosdits Juges, soit nos Cours de Parlement ou Juges Présidiaux, suivant nos Edits, soient appelés l'Evêque des évêchés en laquelle le jugement se fera, ou son Vicaire, pour y assister, si bon leur semble; & où ils n'y voudroient assister ou se rendroient à ce négligens, nosdits Juges passeront outre.

I V.

Et pour ce que bien souvent advient que nosdits Juges sont mûs de pitié par les feintes & malicieuses paroles des prévenus desdits crimes, tendans à repentance; nous, pour éviter que par leurs callidités & malices, ils n'échappent la punition qu'ils ont bien méritée, avons ordonné & ordonnons que ceux qui seront trouvés Sacramentaires obliués, & pertinaces ou relaps, qui auront dogmatifé, tant publiquement qu'en con-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 295

venicules privés & secrets, qui auront fait injure au saint Sacrement, aux images de Dieu, de sa benoïste Mere & des Saints, qui pour les effets que dessus soutennans lesdites erreurs, auront fait assemblées & séditions populaires, tant pour faire prêcher lesdites erreurs & opinions, qu'autrement pour soutenir lesdites sectes, & pareillement ceux qui auront contrevenu aux défenses par nous faites de n'aller à Geneve, de ne porter livres réprouvés, pour iceux vendre, semer & distribuer parmi le peuple, & seront azeints & convaincus des cas dessusdits, seront punis de peine de mort, sans que nos Juges puissent remettre & modérer les peines en façon que ce soit.

V.

N'entendons toutefois nous approprier aucunes confiscations d'amendes procédans des jugemens & condamnations faites pour crime d'hérésie, ains avons entendu & entendons qu'elles soient appliquées en œuvres pitoiables & publiques, les frais de Justice préalablement satisfaits. Et si par importunité ou autrement aucuns dons étoient par nous faits, nous les avons dès maintenant comme pour lors, & dès-lors comme pour maintenant, révoqués, cassés & annulés, révoquons, cassons & annulons, demeurans au surplus lesdits Edits & Ordonnances faites sur le fait de la Religion, en ce qu'elles ne seront contraires ni dérogeans à ce que dessus, en leur force & vertu.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Compiègne le vingt-quatrième jour de Juin, l'an de grace mil cinq cent cinquante-sept, & de notre regne l'onzième. Par le Roi en son Conseil. Signé DE L'AUBESPINE.

Letta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis in Parlamento, Rege in eo sedente, decima quinta die Januarii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo septimo. Sic signatum, DU TILLET.

EDIT DE FRANÇOIS II.

Portant que la connoissance du crime d'hérésie sera délaissée aux Prélats.

Du Mai 1560.

FRANÇOIS, &c. A tous présens & à venir, Salut. Comme les deux choses Ann. 1560.
que nous ayons eues en recommandation depuis le commencement de notre regne, soient l'honneur de Dieu & de sa Religion, & la conservation de nostre Estat, qui depuis 1200 ans ou environ, par succession a été conlitiué jusqu'à nous, & quo l'expérience, tant du rems ancien que moderne, nous ait enseigné combien est périlleuse la soudaine mutation de Religion, & attirer avec soi changement & ruines d'Empires, Royaumes & Seigneuries. Pour à quoi obvier nos très honorés Seigneurs, Ayeul & Pere voyant la grande variété & diversité des nouvelles opinions & hérésies qui couroient tant es pays voisins qu'en ceux de leur subjection & obéissance, auroient ci-devant été contrainsts prendre en main la connoissance & punition de tels crimes, & à cette fin fait plusieurs Edits & Ordonnances contre les sectateurs de ces nouvelles opinions, & fait faire par leurs Juges plusieurs grandes & sévères exécutions, comme nous aurions aussi fait en notre tems, suivant l'ordre & maniere de nosdits prédécesseurs Ayeul & Pere. Toutefois nous ayant depuis avisé avec notre très-honorée Dame & Mere, les Princes de notre Sang & gens de notre Conseil, de remettre les choses à l'ancienne forme & état, espérant par ce moyen que comme Dieu par sa bonté a mis fin aux sectes & diversités d'opinions qui ont été anciennement en son Eglise, & réduit le tout à une bonne union, tout ainsi le fera à présent, & nous donnera sa paix & grace, & vivra tout son peuple Chrétien en un commun accord & bon contentement.

I.

Avons par notre Edit irrévocable délaissé & délaissions l'entière connoissance de tout crime d'hérésie aux Prélats de notre Royaume, comme naturels Juges d'icelle crime, & ainsi qu'ils l'avoient anciennement, les admonétant & exhortant de faire résidence en leurs diocèses, vaquer soigneusement à la réduction & constitution de la sainte Eglise, exirpation d'erreurs & hérésies par leurs bonnes mœurs, exemple de bonne & sainte vie, prières, oraisons, prêchemens & persuasion, réduire ceux qui sont en erreur à la voye de vérité, & autrement procéder ainsi que les saints Conciles, Canons & Décrets ont ordonné, interdisant à nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux & autres Juges de n'entreprendre aucune connoissance desdits crimes d'hérésie, & ne s'en mêler aucunement, sinon en tant qu'ils en seroient requis par les Juges d'Eglise; de leur prêter & bailler secours pour les exécutions de leurs Ordonnances & Jugemens: & s'il y avoit aucuns desdits Prélats qui ne fissent résidence en leurs Evêchés, nous enjoignons expressément par ces Présentes à nosdits Baillifs, Sénéchaux ou leurs Lieutenans, & à nos Avocats & Procureurs desdits Bailliages, qu'ils aient à nous avertir & envoyer les noms de ceux qui ne résideront & ce seront le devoir tel qu'ils foot tenus de faire, pour user contr'eux de telle contrainte qu'il appartiendra par raison.

II.

Et néanmoins parce qu'il est advenu n'agueres (ce que n'eussions pensé pouvoir jamais advenir) qu'aucuns de nos sujets, sous espèce & prétexte de Religion, ont pris les armes & se sont soulevés pour troubler l'Etat & repos de nous & de nos sujets, cuidans planter par force d'armes les nouvelles opinions qu'ils tiennent en la Religion, dont les uns auroient pris la hardiesse de venir jusqu'en notre maison avec si mauvaise & damnable intention, que si l'exécution s'en fut ensuivie telle qu'ils desiroient, il o'en pouvoit venir que la subversion & défolation de notre dit Etat: nous pour obvier que telles & semblables choses n'advienne ci-après, de l'avis & délibération de ceux que dessus, avons prohibé & défendu, prohibons & défendons toutes assemblées illicites & forces publiques, déclarant ceux qui auront fait ou qui se trouveront en telles assemblées, nos ennemis & rebelles, & sujets aux peines qui sont établies contre les criminels de leze-Majesté; enjoignant à tous nos Lieutenans généraux, Gouverneurs de pays, Baillifs, Sénéchaux, Prévôts des Marchaux & autres nos Juges, chacun en droit soi, d'entendre & veiller soigneusement à ce que telles assemblées ne se fassent, & où ils seroient avertis d'icelles, se transporter sur les lieux, sans attendre la requête ou poursuite de nos Procureurs ou de partie, prendre les délinquans, informer & instruire les procès contr'eux, lesquels procès ainsi satis & instruits, voulons être jugés en dernier ressort au Siège Présidial du lieu où sera commis le délit, assistant aux jugemens d'iceux les Présidens, Baillifs, Sénéchaux de robe longue, leurs Lieutenans civils, criminels & particuliers, & les Conseillers dudit Siège qui se trouveront sur les lieux jusqu'au nombre de dix, si tant s'en trouve, & en défaut d'eux seront pris les plus anciens & fameux Avocats dudit Siège, qui se trouveront sur les lieux jusqu'au nombre de dix, lesquels Juges puniront ledits délinquans pour la seule force, sédition & assemblée illicite. Et afin que telles conjurations secrètes viennent plutôt en évidence, nous enjoignons sur pareilles peines à tous sçachans, contentans ou veillans, qu'ils aient à icelles venir incontinent reveler & déceler à Justice, auxquels s'ils sont des complices, nous avons en bonne foi & parole de Roi, donné & donnons impunité, & s'ils n'en sont, voulons leur être donné la somme de 100 liv. tournois, à prendre sur les premiers & plus clairs deniers procédans des biens des délinquans. Déclarant aussi tous les Prédicans non ayans puissance des Prélats ou autres ayans pouvoir de les commettre, faiseurs de placards, cartels ou libelles diffamatoires, qui ne peuvent tendre qu'à ébranler & troubler le peuple à sédition, Imprimeurs, vendeurs & semeurs desdits placards & libelles, ennemis de nous & du repos public, & criminels de leze-Majesté, & sujets aux peines des séditeux & faiseurs d'assemblées,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 297

& punissables par la façon, maniere & mêmes Juges que dessus. Et néanmoins ne voulant de notre présent Edit les mauvais prendre occasion de calomnier, déclarons tous calomniateurs qui fausement & malicieusement déléteront & accuseront d'autres, être sujets à pareilles & semblables peines que seroient les accusés, s'ils étoient convaincus. Si donnons en mandement, &c. Donné à Romorantin au mois de Mai, l'an de grace mil cinq cent soixante, & de notre regne le premier. *Et sur le repli*, Par le Roi étant en son Conseil : HURAUT. Et à côté *riso*. Et scellée du grand scel en cire verte pendant à lacs de soye rouge & verte.

Letta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis per modum provisionis duntaxat, & donec aliter per Regem fuerit ordinatum, Parisiis in Parlamento de iura sexta die Julii anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo, Sic signatum. Du Tillet.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Sur le jugement des Evêques accusés du crime de leze-Majesté.

Du 26 Avril 1657.

LOUIS, par la grace, &c. Salut. Comme la sainteté de l'Eglise, qui a son unité épanchée par tous les endroits du monde, oblige ses enfans à lui porter par-tout une vénération religieuse, l'ordre épiscopal mérite aussi un respect singulier, puisque la même Eglise considérée sur ces parties est établie sur les Evêques, qui sont, sous l'autorité du saint Siège apostolique, les chefs de leurs Eglises particulières : leur dignité est d'autant plus relevée, que dans les fonctions de toutes les parties de leur régime, ils sont successeurs des Apôtres, & sont distingués par leur condition de tout ce qui est considéré sous le nom de Chrétien. Comme ils composent parmi nos sujets le premier ordre de notre Royaume, c'est ce qui nous a obligé à recevoir en très-bonne part la très-humble remontrance qui nous a été faite par les Cardinaux, Archevêques & Evêques tenant à présent par notre permission l'Assemblée du Clergé de France, qui ont représenté que comme ils succèdent au régime épiscopal des Apôtres, ils ont aussi succédé à leur doctrine, & particulièrement à celle qui fait connoître aux peuples l'obéissance que la loi chrétienne leur enjoint de rendre à leurs Rois légitimes, laquelle ils établissent non-seulement par l'autorité de l'enseignement, mais encore par l'exemple de leur obéissance, qu'ils ont toujours rendue en qualité de très-fidèles sujets, tant à nous qu'aux Rois nos prédécesseurs. Et quoique leur condition sacrée leur ait acquis des Immunités pour leurs personnes, & entr'autres celle de n'être point jugés pour aucun crime, ni même pour celui de leze-Majesté, par les Magistrats séculiers, néanmoins ils ne prétendent point que cet ordre canonique doive favoriser l'impunité, puisque ces crimes atroces, qui troublent l'Etat offensent la majesté du Prince, sont châtiés par les Canons des anciens Conciles tenus par les Evêques, d'une déposition synodale des coupables. Et comme ces exemptions & immunités ont été déclarées & confirmées en conséquence du droit divin, tant par les Canons des Conciles que par les Edits des anciens Empereurs Chrétiens, & ensuite par les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & plus encore par leur exemple, lorsqu'ils ont fait juger des Evêques accusés du crime de leze-Majesté durant la première, la deuxième & la troisième race, jusqu'à présent sans interruption, par les Evêques assemblés pour rendre ce jugement ecclésiastique, sans que jamais auparavant leurs personnes aient été punies par aucun jugement séculier ; ils ont eu recours à nous comme au protecteur & défenseur de ces immunités, afin qu'il nous plût d'empêcher qu'elles ne soient point violées à l'avenir, & de réparer ce qui a été fait depuis quelque tems au préjudice de ces exemptions, contre notre intention : ce qui est arrivé non-seulement par le moyen de quelques Arrêts d'ajournemens personnels & de prise de corps, donnés par quelques Parlemens, qui depuis ont été cassés par les Arrêts de notre Conseil, mais encore

Ann. 1657.

par la commission du 20 Septembre 1654, scellée au grand sceau, qui a été adressée à la Chambre des Vacations de notre Cour de Parlement de Paris, & enregistrée par son ordre, pour faire informer par les Commissaires qu'elle commettoit sur les chefs y conenus contre le sieur Cardinal de Retz Archevêque de Paris. Et parce que ce pouvoir d'informer, & la clause qui ordonne que les informations seront rapportées au Parlement, lorsqu'il tiendra, pour procéder contre un Cardinal & Archevêque, à l'instruction du procès criminel, sont des ordres contraires aux immunités, lesquelles sont aussi tout à fait ruinées par une autre clause insérée dans cette commission, qui n'a jamais été mise, ni dans aucune Ordonnance, ni Arrêt contre les Evêques; c'est à sçavoir que le crime de leze-Majesté fait cesser toute exemption & privilège: ils nous ont très humblement supplié de vouloir révoquer toutes ces nouveautés & ces actes contraires aux immunités personnelles des Evêques, d'autant que le tribunal ecclésiastique, établi par l'Apôtre, qui doit juger les accusés, est composé des Evêques, qui sont nos sujets & Conseillers en nos Conseils, & qui ont juste indignation contre les crimes de leze-Majesté, comme ils y sont obligés non-seulement par leur naissance & par leur serment, aussi-bien que les Officiers de notre Royaume, qui sont Juges de leurs collègues, mais encore par le devoir de leur ministère. A ces causes, désirant pourvoir à ce que l'ordre épiscopal soit conservé en ses immunités & exemptions personnelles; de l'avis de la Reine, notre très-honorée Dame & Mere, de notre très-cher & très-ami Frère unique le Duc d'Anjou, & de notre très-cher & très-ami Cousin le Cardinal Mazarin, & des autres seigneurs & personnages notables de notre Conseil, nous conformément à l'Arrêt par nous ce jourd'hui donné en notre Conseil d'Etat, & dont l'extrait est ci-attaché, avons par ces Présentes signées de notre main, déclaré & déclarons, voulons & nous plaît, que ladite commission demeure nulle & comme non avenue, sans qu'elle puisse nuire ni préjudicier auxdites exemptions & immunités & que si les Cardinaux, Archevêques & Evêques de notre Royaume sont accusés du crime de leze-Majesté, leur procès soit instruit & jugé pour leurs personnes par les Juges ecclésiastiques, comme il est ordonné par les saints decrets & constitutions canoniques, & suivant les formes observées dans le Royaume, aux causes des Evêques. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & leur contenu garder & observer, &c. Donné à Paris le 26 Avril 1657. Signé LOUIS.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Concernant les Bénéfices dont la disposition appartenait au Prince de Conty.

Du 7 Decembre 1652.

Ann. 1652.

LOUIS, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. La continuation des désobéissances & rebellions obliées du Prince de Conty nous ayant contraint par nos Lettres des 3 Octobre 1651, & 21 Novembre dernier de le déclarer criminel de leze-Majesté, & comme tel privé de tous les honneurs & dignités, & de mettre en notre main les droits & revenus provenant des Abbayes dont il étoit possesseur par l'établissement d'un Œconome pour l'administration du temporel d'icelles, & n'étant raisonnable de souffrir que par la disposition des Bénéfices dépendans desdites Abbayes, le moyen lui restât de gratifier ceux qui ont embrassés ses intérêts, attendu même que par son crime, il se trouve de droit justement privé & rendu incapable de l'exercice de cette faculté, nous avons estimé digne de nos soins d'employer notre autorité à ce que lesdits Bénéfices dont la disposition fait partie des fruits desdites Abbayes seront donnés & conférés à personnes de la probité, fidélité & fidélité desquels nous soyons assurés. A ces causes de l'avis, &c. avons dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît que vacation adve-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 299

nant des Bénéfices dont la présentation, provision, collation ou autre disposition appartenoit audit Prince de Conty, à cause desdites Abbayes dont il étoit Titulaire & possesseur, il y soit pourvu sur notre nomination & présentation par les Ordinaires dans les diocèses desquels lesdites Abbayes se trouveront situées, sans qu'aucun s'en puisse entreprendre, ni entreprendre aucune chose au préjudice de nos droits & volonté, déclarons nul & de nul effet & valeur, tout ce qui pourroit être fait & attenté au contraire, & même toutes les présentations & collations que ledit Prince de Conty pourroit avoir fait desdits Bénéfices depuis notre susdite déclaration : défendons à tous nos Juges & autres d'y avoir aucun égard, ni de reconnoître ceux qui voudroient se prévaloir de tels droits & s'ingérer de contrevenir à notre présente Déclaration. N'entendons néanmoins faire préjudice à ceux qui ont été nommés pour l'Indult des Officiers de notre Parlement de Paris audit Prince de Conty à cause desdites Abbayes, & qui se trouveront n'avoir été remplis de Bénéfices de la valeur dudit Indult; ni aux Gradués des Universités de ce Royaume pour les vacances des Bénéfices qui arriveront es mois à eux affectés par les Concordats. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les gens tenant notre Grand Conseil, &c. Donné à Paris le 7 jour de Décembre, l'an de grace 1652, & de notre regne le 10. Signé LOUIS.

Lues & publiées en l'audience du Grand-Conseil du Roi, on a ce requérant le Procureur général dudit Seigneur, & enregistrées es registres dudit Conseil le 23 Décembre 1653.
Signé HERBIN.

DECLARATION DU ROI,

Concernant les Bénéfices vacans par la rébellion des Titulaires.

Du 7 Juillet 1710.

LOUIS, par la grace de Dieu, &c. Salut. Le Cardinal de Bouillon ayant été Ann. 1710
accusé en notre Cour de Parlement de Paris à la requête de notre Procureur général, des crimes de désobéissance, de félonie, & de lèse-Majesté, notre dite Cour a décerné un decret de prise de corps contre lui & contre ses complices; & comme la nature de son crime & la qualité de ce Decret le privent également des revenus de ses Abbayes, & de la disposition des Bénéfices qui en dépendent, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir d'interposer à cet égard notre autorité dans cette affaire, non pour nous réserver le droit de présenter à ces Bénéfices, suivant ce qui s'est pratiqué dans d'autres occasions, mais seulement pour y faire observer les regles canoniques, & en remettre la collation entre les mains de ceux que le droit commun ou des titres particuliers & légitimes y appellent, afin que ces Bénéfices soient conférés suivant l'esprit de l'Eglise, à des sujets de la fidélité & capacité desquels nous puissions être assurés. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'en cas de vacance des Bénéfices dont la présentation, provision, collation, ou autre disposition appartenoit audit Cardinal de Bouillon, à cause des Abbayes dont il étoit Titulaire & possesseur; il y soit pourvu par les Evêques des lieux dans lesquels lesdits Bénéfices, de quelque nature & qualité qu'ils soient, se trouveront situés. Déclarons nul & de nul effet tout ce qui pourroit avoir été ou être fait & attenté au contraire. Défendons à nos Juges & à toutes autres personnes d'y avoir aucun égard, le tout sans préjudice à l'égard des Bénéfices dépendans de Cluni, des prétentions & droits des prétendus grands Vicaires, du grand Prieur, du Vicaire général de la Reforme, & des Supérieurs & Religieux de la Voulte de Cluni; comme aussi sans préjudice du droit des Prieurs & Religieux desdites Abbayes & de tous autres auxquels la présentation ou collation desdits Béné-

bices peut appartenir par l'absence & incapacité dudit Cardinal de Bouillon. Voulons que pour raison desdits droits & prétentions, ils puissent se pourvoir en Cour de Parlement de Paris, pour y être statué ainsi qu'il appartiendra sur les conclusions de notre Procureur général, les parties intéressées présentes ou dûment appelées, ce qui aura lieu même à l'égard des Abbayes & des Bénéfices qui se trouveront situés hors du ressort de notre Cour, laquelle connoitra pareillement de toutes contestations qui pourront naître pour raison du régime & gouvernement de l'Ordre de Cluni, prétendu, pendant l'incapacité de l'Abbé, par lesdits prétendus grands Vicaires, grand Prieur, Vicaire général de la Reforme, & les Supérieurs & Religieux composant la Voule de Cluni & sous autres à l'effet de quoi, ensemble de tout ce qui concerne l'exécution de notre présente Déclaration, nous attribuons à notredit Cour de Parlement, toute juridiction & connoissance, & l'interdisons à nos autres Cours & Juges, même à notre grand Conseil, nonobstant tous privilèges, évocations & attributions générales ou particulières auxquelles nous avons dérogé pour cet égard seulement n'entendons pareillement que ces Présentes puissent nuire ni préjudicier à ceux qui ont été nommés audit Cardinal de Bouillon à causes desdites Abbayes, en vertu de l'Indult des Officiers de notre Parlement de Paris, & qui se trouveront n'avoir pas encore été pourvus de Bénéfices de la valeur requise pour remplir ledit Indult, ni aux Gradués des Universités de notre Royaume, pour les Bénéfices qui vaqueront dans les mois à eux affectés par le Concordat. Voulons que les uns & les autres puissent requérir lesdits Bénéfices en vertu dudit Indult, ou desdits degrés en la manière accoutumée; & en cas de contestation sur les provisions obtenues par les Indultaires, les parties se pourvoient en notredit grand Conseil, suivant l'usage ordinaire, l'attribution ci-dessus faite en notre Parlement de Paris, demeurant au surplus pour tous les autres cas & différends dans sa force & vertu. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, garder & observer selon sa forme teneur; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le septième jour de Juillet, l'an de grace mil sept cent dix, & de notre regne le soixante-huitième. *Signé, LOUIS. Es sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX.* Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouï ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & registrées. Enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le dixième jour de Juillet mil sept cent dix.

DECLARATION DE LOUIS XIII.

Qui confirme le pouvoir qu'ont les Evêques d'influier & de destituer leurs Officiaux.

Du 28 Septembre 1637.

Ann. 1637. **L** OUIS, &c. Salut. Plusieurs Archevêques & Evêques de notre Royaume, nous ont représenté combien il est important à l'honneur de l'Eglise, & au bien de nos affaires qui se traitent es Cours ecclésiastiques, que leurs Officialités soient remplies de personnes de vertu, science, probité, expérience singulière, qu'à cet effet il leur convient souvent de destituer & revoquer celles qu'ils jugent à propos, à quoi néanmoins ils trouvoient de grands empêchemens & sont troublés au pouvoir qu'ils en ont, d'autant que ceux qui se trouvent avoir été revoqués, se pourvoient pardevant nos

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 301

Cours Souveraines, & autres nos Juges, où ils sont maintenus, sous prétexte qu'ils prétendent & allèguent avoir été pourvus desdites Officialités, avec des clauses & conditions qui leur sont onéreuses. Sur quoi lesdits Prélat nous ont fait entendre que telles provisions ne peuvent être soutenues ni souffertes, étant tout à fait abusives, les clauses & conditions onéreuses qui sont apposées en icelles, contraires aux saints decrets & aux constitutions canoniques, auxquelles on ne peut contrevenir, sans encourir les peines qui y sont expressément portées. Et partant pour empêcher tels abus, contre lesquels il est pleinement pourvu de la part de l'Eglise, ils nous ont supplié d'apporter ce qui est de notre autorité & puissance Royale, de défendre à tous Juges de nos Cours Souveraines & autres d'avoir aucun égard aux provisions qui seroient ci-après données, avec conditions & clauses onéreuses, de maintenir sous prétexte d'icelles, ceux qui auroient été revoqués & destitués desdites Officialités par les Archevêques & Evêques, & même de les troubler en aucune façon dans le pouvoir qu'ils ont d'instituer ou destituer telles personnes, ainsi qu'ils trouvent à propos, & dans l'entière disposition desdites Officialités, laquelle leur appartient. Nous à ces causes, desirant apporter ce qui est de notre autorité & puissance Royale, pour empêcher tels inconveniens, & nous assurant que les Archevêques & Evêques de cetui notre Royaume, ne pourroient aucunes personnes de leurs Officialités à titre onereux, au préjudice desdits saints decrets, & constitutions canoniques, de l'avis de notre Conseil où étoient plusieurs grands & notables personnaiges, avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces Présentes, signées de notre main, voulons & nous plaît, que tous Juges de nos Cours Souveraines & autres n'ayent aucun égard à toutes provisions d'Officialités, qui seroient ci-après octroyées à titre onereux, leur avons fait & faisons défenses très-expresses de maintenir, sous prétexte d'icelles, aucunes personnes qui auroient été destituées & renvoyées par les Archevêques & Evêques, lesquels nous n'entendons être troublés en aucune façon, dans le pouvoir qu'ils ont d'instituer ou destituer telles personnes, qu'ils verront être à faire, & dans la disposition qui leur appartient de leursdites Officialités. Si donnons en mandement à notre très-cher & féal le Sieur Seguier, Chevalier, Chancelier de France, que nos présentes Lettres de déclaration, il fasse lire & publier, le sceau tenant, & régistrer en régistres de notre grande Chancellerie, & à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, & nos Juges & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils aient aussi à faire régistrer ces Présentes, & de leur contenu laisser jouir & user lesdits Prélat pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à saint Maur des Fossés le 28 jour de Septembre, l'an de grace 1637, & de notre regne le 28. Signé, LOUIS, & sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE, & scellé du grand sceau de cire jaune. Et sur le même repli est écrit, Luez, publiés le sceau tenant, de l'Ordonnance de Monseigneur Seguier, Chevalier, Chancelier de France, & régistrés en Régistres de l'Audience de France, moi Conseiller du Roi en ses Conseils & grand Audienier de France présent. A Paris le treizième jour d'Octobre 1637. Signé DE MONCEAUX.



DECLARATION DE LOUIS XIV.

Portant pouvoir aux Evêques d'instituer & destituer leurs Officiaux, Vicegerens & Promoteurs.

Du 17 Août 1700.

Ann. 1700.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Plusieurs Archevêques & Evêques ayant représenté au feu Roi notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuse mémoire, combien il étoit important pour maintenir l'ordre & la discipline ecclésiastique, qu'ils eussent une liberté entière de choisir des personnes capables par leur probité, leurs lumières & leur désintéressement, de rendre à nos sujets la justice qu'ils ont droit d'exercer sous notre protection dans les causes ecclésiastiques & spirituelles, & de les destituer également, lorsqu'ils le jugent nécessaire. Nous dit feu Seigneur & Pere auroit maintenu par sa Déclaration du vingt-huit Septembre mil six cent trente-sept tous les Archevêques & Evêques du Royaume, dans le droit qui leur appartient d'instituer & de destituer les Officiaux, & défendu aux Officiers de ses Cours & autres de maintenir aucun de ceux que lesdits Prélats auroient destitués, & d'avoir aucun égard aux provisions qui leur auroient pu être accordées, même à titre onéreux. Et comme cette Déclaration n'a pas été enregistrée en nos Cours de Parlement, & qu'il est important d'assurer encore davantage pour l'avenir l'exécution d'une loi si sainte, même dans un tems où l'exactitude avec laquelle lesdits Prélats observent en toutes choses les règles les plus pures des saints décrets, nous assure qu'ils les garderont de leur part avec autant de fidélité, dans le choix de tous les Officiers qui sont nécessaires pour l'exercice de leurs Officialités, & qu'ils n'en pourvoient aucun à titre onéreux au préjudice des constitutions canoniques. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous admettons, & néanmoins enjoignons ausdits Archevêques & Evêques de pourvoir gratuitement, suivant les règles de l'Eglise, des personnes capables par leur probité & par leur doctrine d'exercer les fonctions d'Officiaux, Vicegerens & Promoteurs; même de ceux que l'on appelle Forains en leurs Officialités; & en conséquence nous les avons maintenus & maintenons par nos présentes Lettres au droit qui leur appartient, de les instituer & destituer à quelque titre & en quelque manière qu'ils en aient été pourvus, quand même c'auroit été à titre onéreux. Enjoignons à nos Cours, & tous nos autres Officiers de tenir la main à l'exécution de notre présente Déclaration, & de donner ausdits Archevêques & Evêques toute l'aide & le secours qui peut dépendre de l'autorité que nous leur avons confiée, sans permettre qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement à cet égard, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans préjudice néanmoins de faire droit, ainsi qu'il appartiendra sur les demandes desdits Officiers à fin de remboursement, si aucuns avoient été ci-devant pourvus à titre onéreux. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles exécuter selon sa forme & teneur; car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles, le dix-septième jour d'Août, l'an de grace mil sept cent, & de notre règne le cinquante-huitième. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Révisées, eût le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement le 29 Janvier 1701. Signé DONGOIS.



DECLARATION DU ROI,

Qui oblige les Officiaux à être Gradués en Droit Canon.

Du 26 Janvier 1680.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; Salut. Nous avons toujours considéré comme la principale de nos obligations, celle de faire regner la Justice dans nos Etats, & afin de donner à ceux qui se destinent à ce ministère les moyens d'acquiescer la doctrine & la capacité convenable, en leur imposant la nécessité de s'instruire des principes de la Jurisprudence, tant des canons & du droit Romain, que du droit François ; nous avons par notre Edit du mois d'Avril dernier fait les reglemens que nous avons cru nécessaires, tant pour le rétablissement des leçons que pour le tems des études ; & bien que par icellui notredit Edit nous ayons expliqué que nul ne pourroit être pourvu d'aucune Charge de Judicature, sans faire apparoir de ses Lettres de Licence endossées du serment d'Avocat, néanmoins, parce qu'il n'a point été particulièrement fait mention des Juges que les Seigneurs ayan droit de Justice, établissent dans leurs terres, ni des Officiaux qui sont établis par les Evêques dans leurs diocèses, & qu'il n'importe pas moins qu'ils aient chacun à leur égard la doctrine & la capacité nécessaire pour leur ministère. Scavoir faisons, que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, & amplifiant notredit Edit dudit mois d'Avril dernier, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes, signées de notre main, voulons & nous plaît qu'à l'avenir & vacation arrivant des Charges de Bailli, Sénéchal, Prévôt, Châtelain, ou autre chef de Justices Seigneuriales de notre Royaume qui sont tenues en Pairie, ou dont l'appel ressortit nuement en nos Cours de Parlement en matière civile, nul ne puisse être pourvu desdites Charges s'il n'est Licencié, & n'a fait le serment d'Avocat, dont il sera tenu rapporter la matricule. Voulons pareillement qu'aucun Ecclesiastique ne puisse à l'avenir être admis à faire la fonction d'Officiel, qu'il ne soit Licencié en droit Canon, le tout à peine de nullité des sentences & jugemens qui seront rendus par lesdits Juges & Officiaux ; & parce qu'il pourroit arriver que ceux de nos sujets qui voudroient se faire pourvoir de Charges de Judicature, pour s'exempter d'étudier pendant le tems qui est porté par l'article VI de notredit Edit, pourroient aller prendre les attestations d'étude dans les Universités étrangères, & même des degrés & des Lettres de Licence, pour être ensuite reçus Avocats, ce que voulant prévenir, & pourvoir à l'entière exécution de notredit Edit, nous de la même puissance & autorité que dessus, avons dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaît que nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, ne puissent être reçus à prendre aucuns degrés ni Lettres de Licence esdites Facultés de Droit civil & canonique, en vertu de certificats ou attestations d'étude qu'ils auroient obtenues des Universités situées des Royaumes & pays étrangers, ni pareillement être reçus au serment d'Avocats sur les degrés & Lettres de Licence qu'ils pourroient avoir obtenues dans les mêmes Universités étrangères : mais seront tenus de faire les années d'étude, soutenir les actes, & satisfaire à tout ce qui est porté par notredit Edit. Pourront néanmoins les étrangers être admis aux études dans les Universités de notre Royaume, même y prendre les degrés en vertu des attestations du tems des études d'une ou plusieurs années dans les Universités étrangères, bien & dûement signées & légalisées, mais ne pourront lesdits degrés leur servir dans notre Royaume, & à cet effet sera fait mention dans lesdites Lettres de Licence, desdits certificats & attestations d'études faites dans lesdites Universités étrangères. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant pour

Ann. 1680

Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles faire entretenir, garder & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu, en quelque sorte & manière que ce soit; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Saint Germain en Laye le 16 jour du mois de Janvier, l'an de grace 1680, & de notre regne le 37. Signé LOUIS. *Et sur le repli*, Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Révisées, ouï, & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le treizième Avril 1680. Signé JACQUES.

DECLARATION DU ROI,

En interprétation de celle du 26 Janvier 1680, portant que les Licenciés ou Docteurs en Theologie puissent être admis à faire fonctions d'Officiaux, comme avant la Déclaration du 16 Janvier 1680.

Du 22 Mai 1680.

Ann. 1680. **L**OUIS, par la grace Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Par nos Lettres-patentes en forme de Déclaration du 26 Janvier dernier, registrées en notre Parlement de Paris, le 13 d'Avril, nous aurions entr'autres choses ordonné qu'aucun Ecclesiastique ne pourroit à l'avenir être admis à faire la fonction d'Official, qu'il ne fut Licencié en Droit canon, à peine de nullité des sentences & jugemens qui seroient par lui rendus; mais ayant depuis été informés que les Docteurs de Théologie de la Faculté de Paris, s'engageant par serment en recevant le Bonnet de ne point prendre de Degrés dans une autre Faculté, ce qui les mettant hors d'état d'en prendre en Droit canon, priveroit l'Eglise du secours qu'elle a tiré jusqu'à présent du travail & du zèle des Théologiens de Paris. Considérant de plus que l'Ordonnance de Blois, conformément aux règles de l'Eglise, a seulement prescrit que nul ne pourra être Official s'il n'est Gradué, & que parmi les Gradués les Théologiens sont toujours nommés les premiers: savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, en interpretant quant à ce nosdites Lettres-patentes du 26 Janvier dernier, avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que les Ecclesiastiques puissent à l'advenir être admis à faire les fonctions d'Officiaux, pourvu qu'ils soient Licenciés ou Docteurs en Theologie dans la Faculté de Paris, ou dans les autres Facultés de Theologie ou de Droit canon de notre Royaume. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire enregistrer, & le contenu en icelles, faire entretenir, garder & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes. Donné à Fontainebleau, le vingt-deuxième jour de Mai, l'an de grace mil six cent quatre-vingt, & de notre regne le 38. Signé LOUIS. *Et sur le repli*, Par le Roi, COLBERT. Avec paraphe. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Extraits des Registres du Parlement.

VU par la Cour les Lettres-patentes du Roi en forme de Déclaration, données à Fontainebleau, le 22 Mai dernier, signé Louis, & sur le repli, par le Roi, Colbert, & scellées du grand sceau de cire jaune, obtenues par les Doyen & Docteurs

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 305

de la Faculté de cette ville de Paris : par lesquelles & pour les causes y contenues, ledit Seigneur Roi, en interprétant ses Lettres du 16 Janvier dernier, auroit dit, déclaré & ordonné, veut & lui plaît, que les Ecclésiastiques paissent à l'avenir être admis à faire les fonctions d'Officiaux, pourvu qu'ils soient Licenciés ou Docteurs en Théologie dans la faculté de Paris, ou dans les autres Facultés de Théologie, ou de Droit canon du Royaume, & ainsi que plus au long le contiennent lesdites Lettres à la Cour adressantes. Vu aussi la Requête à fin d'enregistrement desdites Lettres, conclusions du Procureur général du Roi, où le rapport de Maître Jean le Boindre Conseiller : tout considéré. Ladite Cour ordonne, que lesdites Lettres en forme de Déclaration, seront enregistrées au Greffe de la Cour, pour jouir par les impétrants & ceux qui leur succéderont, de l'effet & contenu en scelles, & être exécutées selon leur forme & teneur. Fait en Parlement le vingt-neuvième jour de Mai mil six cent quatre-vingt. Signé JACQUES.

Édit de Charles IX de l'an 1571, qui déclare que les appels comme d'abus n'ont point d'effet suspensif. Voyez le § XIX.

DECLARATION DU ROI,

Concernant les défenses d'exécuter les décrets d'ajournement personnel.

Du . . . Décembre 1680.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous présents & à venir, Salut. L'application continuelle que nous donnons à faire rendre la Justice à nos sujets, nous a fait reconnoître les divers préjudices qu'elle reçoit dans les défenses que nos Cours accordent de passer outre à l'exécution des décrets d'ajournement personnel suivant l'article IV du titre XXVII de notre Ordonnance criminelle de 1670. Ces inconvéniens s'étendent, à l'égard des décrets décernés, tant par les Juges ecclésiastiques, que par les Juges ordinaires, en ce que lesdits Juges ecclésiastiques, se servant simplement de ces voyes pour faire venir les accusés, sans ordonner des décrets de prise de corps, il arrive que sans aucune connoissance de cause, & sur toutes sortes d'affaires, les procédures desdits Juges ecclésiastiques sont surisées, & que par cette surseance les coupables demeurent sans châtiment. L'inconvénient desdites défenses, n'est pas moins grand à l'égard des décrets décernés par les Juges ordinaires pour crime de faux, pour malversations d'Officiers dans l'exercice de leurs Charges, ou quand c'est contre ceux qui ont des accusés, à l'égard desquels il y a des décrets de prise de corps ; arrivant par ce moyen qu'avant que la partie civile ait obtenu la levée desdites défenses, la plupart des preuves dépérissent. Et voulant y remédier & contribuer toujours, ce qui peut dépendre de nous, pour faire rendre à nos sujets une prompte justice ; sçavoir faisons, que nous pour ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes, signées de notre main, voulons & nous plaît, que nos Cours ne puissent à l'avenir donner aucun Arrêt de défenses, d'exécuter les décrets d'ajournement personnel, qu'après avoir vu les informations, lorsque lesdits décrets auront été décernés par les Juges ecclésiastiques, & par les Juges ordinaires Royaux & des Seigneurs, pour faussetés, pour malversations d'Officiers dans l'exercice de leurs Charges, ou lorsque il y aura d'autres coaccusés, contre lesquels il aura été décrété de prise de corps : & afin que notre intention puisse être exécutée sans difficulté, voulons que les accusés qui demanderont ainsi des défenses, soient tenus d'attacher à leur requête la copie du décret, qui leur aura été signifié ; que tous les Juges Royaux & des Seigneurs soient tenus d'exprimer à l'avenir dans les ajournemens personnels qu'ils décerneront, le titre de l'accusation pour laquelle ils décréteront, à peine contre lesdits Juges ordinaires

Tome VI.

Qq

Ann. 1680.

& des Seigneurs d'interdiction de leurs Charges, & que toutes les requêtes tendantes ainsi, à fin de défenses d'exécuter les décrets d'ajournement personnel, soient communiquées à notre Procureur général pour veiller au bien de la Justice, & y faire ce qui dépendra de sa Charge. Et d'autant que les accusés qui auront été décrétés d'ajournement personnel, pour d'autres cas que ceux exprimés ci-dessus, pourroient prétendre que nosdites Cours seroient obligées de leur donner des Arrêts de défenses, lorsqu'ils les en requeroient; nous voulons & entendons que nosdites Cours puissent refuser lesdits Arrêts de défenses, selon que par le titre de l'accusation, il leur paroitra convenable au bien de la Justice. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Baillifs, Sénéchaux & autres nos Juges qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir, & faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit; car tel notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre-vingt, & de notre regne le trente-neuvième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand sceau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

Lues, publiées, enregistrées, et requerant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & seneur. A Paris en Parlement, le 10 Janvier 1681. Signé JACQUES.

ORDONNANCE DE CHARLES VII, SUR LA PROCEDURE EN MATIERE BENEFICIALE.

Que toutes matieres bénéficiales seront vidées par les titres.

De l'an 1453.

Ann. 1453. CHARLES, &c. Pour ce qu'ès procès & matieres de Bénéfices les droits des parties sont apparens, & doivent apparoir par leurs lettres & titres: nous voulons qu'iceux procès soient expédiés, décidés, & déterminés le plus brief & sommairement que faire se pourra, par les lettres & titres des parties, & par un seul appointement sur la détermination dudit possesseur, si faire se peut: & si par lettres & titres le tout dudit possesseur ne se pouvoit promptement adjuget, que la récrance soit adjugée par lettres & titres, & le surplus dudit possesseur soit le plus brièvement expédié que faire se pourra.

Des Lettres impétrées en forme de Pragmatique.

Pour ce que plusieurs ès matieres bénéficiales, s'efforcent chacun jour, sous couleur & moyen de notre Pragmatique-sancion, obtenir plusieurs mandemens & impétrations, dont s'ensuivent grandes involutions de procès, & grande multitude de causes en notre Cour de Parlement, & autres nos Cours: nous voulant pourvoir à l'inconvénient de nos sujets, & à ladite multitude des causes, & reprimer en cette partie tous inconvénients & abus: voulons & ordonnons qu'ès impétrations qui seront dorenavant baillées en nos Chancelleries, ou ès commissions qui seront requises pardevant nos Sénéchaux & Baillifs, les impétrans & requerans soient tenus déclarer certainement les qualités des Bénéfices & causes, & les moyens auxquels & par lesquels ils prétendent notredite Pragmatique-sancion être enfreinte, & que les mandemens ou commissions ne soient octroyées, sinon que la matiere, selon les choses données à entendre, touche notredite Pragmatique-sancion. Et voulons & ordonnons que selon la grandeur des matieres, & les difficultés, qui vrai-semblablement peuvent choir en icelles, elles soient commises à icelle notredite Cour, au regard des grands Bénéfices, difficultés

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 307

& matieres, & pardevant nos Sénéchaux & Baillifs, quant aux autres, en leurs Siéges principaux, & auxquels aura affluence de notable Conseil. Et en outre, ordonnons que les exécutions de nos mandemens, ou commissions de nos Juges en cette matiere, soient faits en toute honnêteté, & modération, & dûe information précédente faite par nos Juges: sinon que la matiere requit grande célérité pour doute d'absence, ou fuite de personne, transport de titres, ou publication scandaleuse, au préjudice de notre dite Pragmatique-façon. Esquels cas les informations & exploits pourront être faits par nos Sergens, lesquels tantôt & sans délai seront tenus icelles informations bailler, ou envoyer pardevant notre dite Cour ou nos Juges, pour en être promptement décidé & déterminé, en punissant très-étroitement les impétrans (si par faux donné à entendre, ou autrement, vexation est donnée aux parties sans cause) & les Sergens, si dol ou fraude, ou autre faute est trouvée en leurs informations & exploits. Et voulons le principal desdites matieres être sommairement & brief déterminé, en jugeant & décidant sur la transgression, ou fraction de notre dite Pragmatique-façon, & punissant les transgresseurs. Et s'il appert par la discussion du procès, la matiere ne toucher notre Pragmatique (supposé icelle eût été autres difficultés) nous voulons les parties être mises hors de procès, & remises pour procéder où il appartiendra: & les impétrans être punis & condamnés es intérêts des parties, & amende, selon l'exigence des cas, & qualités des personnes, pourvu qu'il n'y ait matiere de Regale ou autre, dont la connoissance appartienne à nous, & à notre dite Cour.

Ordonnons qu'en matiere bénéficiale en cas de nouvelleté l'on vuide la récrance par les titres, & qu'on y procède par brefs délais, & sommairement & de plain, & qu'on ne joigne aucun examen à furur en matiere de récrance.

Quel nombre doit assister au jugement de récrance.

A ce que nos Baillifs, Sénéchaux, & autres nos Juges ressortissans sans moyen en nos Cours, puissent plus sûrement procéder au jugement des récrances, avons enjoint & enjoignons à nosdits Juges, qu'ils appellent avec eux six ou quatre (pour le moins) des Conseillers, ou Praticiens de leurs Siéges & Auditoires, non suspects ne favorables à l'une ni à l'autre desdites parties, lesquels seront tenus avec notre dit Juge de signer la sentence, ou dicton d'icelle.

Arrêts ou Statuts de querelles n'auront lieu en matieres bénéficiales.

Pour ce que pendant les procès possessoires, qu'on appelle en notre pays de Languedoc, & ressort de Tolose, Arrêts ou Statuts de querelles, les parties contendantes ont fait, & font chacun jour plusieurs forces, violences & excès, même pour prendre & percevoir les fruits des choses contentieuses, soient Bénéfices, ou autres, au moyen de quoi y a en notre dite Cour infinis procès es matieres d'excès: nous pour éviter les ports-d'armes, voies de fait, forces, violences, & autres excès dessusdits, avons ordonné & ordonnons, que désormais lefdits Arrêts ou Statuts de querelles n'aient plus de lieu en matiere bénéficiale: ains si aucun prétendrait droit en un Bénéfice de quelque qualité qu'il soit, & qu'il die être troublé en la possession d'icelui, il pourra prendre (si bon lui semble) une complainte en cas de saisine & de nouvelleté, & la faire ramener à exécution.

De communiquer titres en matieres bénéficiales.

Es matieres possessoires bénéficiales, l'on communiquera les titres dès le commencement de la cause: pourquoy le Juge baillera un seul délai compétant, tel qu'il verra être à faire, selon la distance des lieux, & par suite d'exhiber, se fera adjudication de récrance, ou maintenue, sur les titres & capacités de celui qui aura fourni, qui sera exécutée nonobstant l'appel, quand elle sera donnée par nos Juges ressortissans sans moyen en nosdites Cours Souveraines.

Et après que les parties auront contesté, & été appointées en droit, leur sera baillé un seul brief délai, pour écrire & produire, qui ne pourra être prorogé pour quelque cause que ce soit.

De n'intenter le petitioire que le possesseur ne soit vuide.

Après le possesseur intenté en matiere bénéficiale, ne se pourra faire poursuite pardevant le Juge d'Eglise sur le petitioire jusques à ce que le possesseur ait été entièrement

ment vuïd par jugement de pleine maintenue, & que les parties y aient satisfait & fourni, tant pour le principal, que pour les fruits, dommages & intérêts.

De donner jugement absoluïre sans faire renvoi au petitoire.

Pour ce qu'il s'est aucunes fois trouvé par ci-devant es matieres possessoires bénéficiales si grande ambiguité ou obscurité sur les droits & titres des parties, qu'il n'y avoit lieu de faire aucune adjudication de maintenue à l'une ou à l'autre des parties, au moyen dequoi étoit ordonné que les Bénéfices demeureroient sequestrés, sans y donner autre jugement absoluïre ou condemnatoire, sur l'instance possessoire, & les parties renvoyées sur le petitoire pardevant le Juge ecclésiastique : nous avons ordonné & ordonnons, que dorénavant quand tels cas se présenteront, soit donné jugement absoluïre au profit du défendeur & possesseur, contre lequel a été intentée ladite instance possessoire, & le demandeur & autres parties déboutées de leurs demandes & oppositions respectivement faites, requêtes & conclusions sur ce prises, sans user de renvoi pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire, sur lequel se pourvoiront les parties, si bon leur semble, & ainsi qu'ils verront être à faire, & sans les y contraindre par ledit renvoi.

De ne faire deux instances sur la récrance & maintenue.

Nous défendons à tous nos Juges, de faire deux instances séparées sur la récrance & maintenue des matieres possessoires, ains voulons être conduites par un seul procès & moyen, comme il est contenu es anciennes Ordonnances de nos Prédécesseurs, sur ce faites.

De ne commettre force & violence es Bénéfices.

Nous défendons à tous nos sujets prétendants droit & titres es Bénéfices ecclésiastiques de notre Royaume, de commettre aucune force ne violence publique esdits Bénéfices, & choses qui en dépendent, & avons dès à présent comme pour lors, déclaré & déclarons ceux qui commettront lesdites forces & violences publiques, privés du droit possessoire, qu'ils pourront prétendre esdits Bénéfices.

De faire comparoir en cause le resignataire.

Si pendant un procès en matiere bénéficiale, l'un des litigans resigne son droit, il sera tenu faire comparoir en cause celui auquel il aura resigné, autrement sera procédé à l'encontre du résignant, tout ainsi que s'il n'avoit resigné, & le Jugement qui sera donné à l'encontre de lui, sera exécutoire contre les resignataires.

ORDONNANCE DE LOUIS XIV.

Sur le même sujet.

Du ... d'Avril 1667.

Ann. 1667. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous présents & à venir : Salut. Comme la Justice est le plus solide fondement de la durée des Etats, qu'elle assure le repos des familles, & le bonheur des peuples; nous avons employé tous nos soins pour la rétablir par l'autorité des Loix au dedans de notre Royaume, après lui avoir donné la paix par la force de nos armes. C'est pourquoy ayant reconnu par le rapport de personnes de grande experience, que les Ordonnances sagement établies par les Rois nos prédécesseurs, pour terminer les procès, étoient négligées ou changées par le tems & la malice des plaidiers; que même elles étoient observées différemment en plusieurs de nos Cours, ce qui causoit la ruine des familles par la multiplicité des procédures, les frais des poursuites, & la variété des jugemens; & qu'il étoit nécessaire d'y pourvoir, & rendre l'expédition des affaires plus prompte, plus facile & plus sûre, par le retranchement de plusieurs délais & actes inutiles, & par l'établissement d'un style uniforme dans toutes nos Cours & Sièges. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons, ordonnons & nous plait ce qui ensuit.

• • • • •

T I T R E X V.

Des procédures sur le possessoire des Bénéfices, & sur les Regales.

P R E M I E R E M E N T.

ES matieres de complaints pour le possessoire des Bénéfices, les exploits de demandes seront faits, & les assignations données en la forme, & dans les délais ci-dessus prescrits pour les autres affaires civiles.

I I.

Le demandeur sera tenu d'exprimer dans l'exploit, le titre de sa provision, & le genre de la vacance sur laquelle il a été pourvu, & bailler au défendeur des copies signées de lui, du Sergent & des records, de ses titres & capacités.

I I I.

L'exploit d'assignation sera donné à la personne, ou au domicile du défendeur, qui est en possession actuelle du Bénéfice, sinon au lieu du Bénéfice.

I V.

Les complaints pour Bénéfices seront poursuivies pardevant nos Juges auxquels la connoissance en appartient, privativement aux Juges d'Eglise, & à ceux des Seigneurs, encore que les Bénéfices soient de la fondation des Seigneurs, ou de leurs auteurs, & qu'ils en ayent la présentation ou collation.

V.

Ne seront dorénavant donnés aucuns appointemens à communiquer titres, ni à écrire par mémoire.

V I.

Le défendeur en complainte sera tenu dans les délais-cidevant accordés aux défendeurs, fournir ses défenses, dans lesquelles seront aussi expliqués le titre de sa provision, & le genre de la vacance, sur laquelle il a été pourvu; & de bailler au Procureur du demandeur des copies signées de son Procureur, tant des défenses, que de ses titres & capacités.

V I I.

Trois jours après, la cause sera portée à l'Audience sur un simple acte signifié à la requête du Procureur plus diligent; pour être prononcé sur le champ, si faire se peut, sur la pleine maintenue, sur la créance, ou sur sequestre, s'il y échet.

V I I I.

Il ne sera ajouté foi aux signatures & expéditions de Cour de Rome, si elles ne sont vérifiées, & sera la vérification faite par un simple certificat de deux Banquiers & Expéditionnaires, écrit sur l'original des signatures & expéditions sans autre formalité.

IX.

Les sentences de récrance seront exécutées à la caution juratoire, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans y préjudicier.

X.

Les récrances & sequestres seront exécutés avant qu'il soit procédé sur la plainte maintenue.

XI.

Si durant le cours de la procédure celui qui avoit la possession actuelle du Bénéfice, décède, l'état & la main-levée des fruits sera donnée à l'autre partie, sur une simple requête qui sera faite judiciairement à l'Audience, en rapportant l'extrait du registre mortuaire, & les pièces justificatives de la litispendance, sans autres procédures.

XII.

Celui qui interviendra en une complainte pour le possessoire d'un Bénéfice, sera tenu d'expliquer dans sa requête ses moyens d'intervention, & bailler copie signée de son Procureur, tant de la requête que des titres & capacités, au Procureur de chacune des parties.

XIII.

Si aucun est pourvu d'un Bénéfice pour cause de dévolut, l'Audience lui sera déniée jusques à ce qu'il ait donné bonne & suffisante caution de la somme de cinq cens livres, & qu'il l'ait fait recevoir en la forme ordinaire : & à faute de bailler caution dans le délai qui lui aura été prescrit, eu égard à la distance du lieu où le Bénéfice est desservi, & du domicile du dévolutaire, il demeurera déchu de son droit, sans qu'ils puisse être reçu à purger la demeure.

XIV.

Déclarons les mineurs de vingt-cinq ans, qui seront pourvus de Bénéfice, capables d'agir en justice, sans l'autorité & assistance d'un Tuteur ou Curateur, tant en ce qui concerne le possessoire, que pour les droits, fruits & revenus du Bénéfice.

XV.

Si avant le jugement de la complainte, l'une des parties résigne son droit purement & simplement, ou en faveur, la procédure pourra être continuée contre le résignant, jusques à ce que le résignataire ait paru en cause.

XVI.

Pourra le résignataire se faire subroger aux droits de son résignant, & continuer la procédure sur une requête verbale faite judiciairement sans appeler parties, & sans obtenir Lettres de subrogation, que nous défendons aux Officiers de nos Chanceries de présenter, signer & sceller à l'avenir.

XVII.

Les Sentences de récrance, sequestre, ou de maintenue, ne seront valables ni exécutoires, si elles ne sont données par plusieurs Juges, du moins au nombre de cinq, qui seront dénommés dans la Sentence ; & si elles sont rendues sur instance,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVII. 311
Il en signeront la minute. N'entendons toutefois rien changer pour ce regard en l'usage observé es Requêtes de notre Hôtel, & du Palais.

XVIII.

S'il intervient aucune condamnation de restitution des fruits, dépens, dommages & intérêts, elle sera exécutée contre le resignataire, même pour les fruits échus, & les dépens faits avant la résignation admise : & néanmoins le resignant demeurera garant des fruits, dépens dommages & intérêts de son temps.

XIX.

Le petitoire des Bénéfices qui auront vaqué en Regale, sera poursuivi en la grande Chambre de notre Cour de Parlement de Paris, qui en connoitra privativement aux autres Chambres du même Parlement, & à toutes nos autres Cours & Juges.

XX.

La demande en Regale sera formée & proposée verbalement en l'Audience, sans autre procédure : & sur la requête judiciaire, sera ordonné que toutes les parties qui prétendent droit au même Bénéfice, seront assignées pour y venir défendre dans les délais ci-dessus réglés.

XXI.

Après l'échéance de l'assignation, & les délais accordés ci-devant aux défendeurs, la cause sera portée & jugée en l'Audience sur un simple acte signifié à la requête du Procureur le plus diligent, sans autres procédures.

XXII.

Si l'une des parties est en demeure de constituer Procureur dans les délais ci-dessus, ou si après avoir mis Procureur, il ne compare à l'Audience, sera pris un défaut ou congé contre le défaillant, & le profit jugé sur le champ.

XXIII.

S'il y a contestation formée pardevant autres Juges pour le possesseur du même Bénéfice, entre autres parties, du moment que la demande en Regale aura été signifiée aux contendans, le différend demeurera évoqué de plein droit en la grande Chambre de notre Cour de Parlement de Paris, pour être fait droit avec toutes les parties sur la demande en Regale.

XXIV.

La cause ayant été plaidée en l'Audience, s'il se trouve que le Bénéfice ait vaqué en Regale il sera adjugé au demandeur ; sinon sera déclaré n'avoir vaqué en Regale, & en ce cas la pleine mainueue, ou la récréance du Bénéfice, sera adjugée à l'une des autres parties.

.....
Voulons que la présente Ordonnance soit gardée, & observée dans tout notre Royaume, Terres & Pays de notre obéissance, à commencer au lendemain de saint Martin, douzième jour de Novembre de la présente année : abrogeons toutes Ordonnances, Contumes, Loix, Statuts, Réglemens, Usages & usages différens ou contraires aux dispositions y contenues. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, grand-Conseil, Chambres des Comptes, Cours des Aides, Baillifs, Sénéchaux & tous autres nos Officiers, que

ces Présences ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir; & pour les rendre notoires à nos sujets, les fassent lire publier & enregistrer; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. *Donné à Saint-Germain en Laye au mois d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante-sept, & de notre regne le vingt-quatrième. Signé LOUIS.*
Et plus bas, Par le Roi, DE GUENEGAUD. Et a côté est écrit: VISA, SEGUIER, pour servir à la Déclaration en forme d'Edit, pour la reformation de la Justice.

Et encore à côté est écrit: *Lues, publiées, enregistrées, ouï & ce requerant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le Roi y seant en son lit de Justice, le vingt Avril mil six cent soixante-sept. Signé DU TILLET.*

Lues, publiées & enregistrées en la Chambre des Comptes, ouï & ce requerant le Procureur général du Roi, de l'ordre de Sa Majesté, porté par Monseigneur son Frere unique, Duc d'Orléans, venu exprès en ladite Chambre, assisté du sieur du Plessis-Frassin, Maréchal de France, & des sieurs d'Aligre & Horman Conseillers d'Etat, le vingtième jour d'Avril mil six cent soixante-sept. Signé RICHER.

Lues, publiées & enregistrées du très-express commandement du Roi, porté par Monsieur le Duc d'Anguien, Prince du Sang, assisté du sieur d'Estampes Maréchal de France, & des sieurs Pussort Conseiller ordinaire du Roi en ses Conseils, & Rouillé aussi Conseiller du Roi en sesdits Conseils, Maitre des Requêtes ordinaire de son Hôtel: ouï & ce requerant son Procureur général, pour être exécutées selon leur forme & teneur: & ordonné que copies collationnées seront envoyées es Sièges des Elections, Greuiers à Sel, & Bureau des Traites du Ressort de la Cour, pour y être pareillemens lues, publiées & enregistrées; enjoin aux Substitués dudit Procureur général du Roi, de faire toutes diligences & requisiions nécessaires, & d'en certifier la Cour au mois. A Paris en la Cour des Aides, les Chambres assemblées, le 20 jour de Juin mil six cent soixante-sept. Signé BOUCHER.

§. XVIII.

SUR LE MARIAGE.

EDIT D'HENRY II,

Concernant les femmes qui cèlent leur grossesse.

Du Février 1556.

Ann. 1556.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous présens & à venir, Salut: Comme nos prédécesseurs & progeniteurs très-Chrétiens Rois de France aient par actes vertueux & catholiques, chacun en son endroit, montré par leurs très-louables effets, qu'à droit & bonne raison ledit nom de très-Chrétien, comme à eux propre & pecolies, leur en avoit été attribué: en quoi les voulant imiter & suivre, & ayant par plusieurs bons & salutaires exemples témoigné la dévotion qu'avons à conserver & garder ce tant céleste & excellent titre, duquel les principaux effets sont de faire innier les créatures que Dieu envoie sur terre en notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, aux Sacremens par lui ordonnés, & quand il lui plaît les rappeler à soi, leur procurer curieusement les autres Sacremens pour ce institués, avec les derniers honneurs de sépulture. Et étant dûment avertis d'un crime très-énorme & exécration, fréquent en notre Royaume, qui est que plusieurs femmes ayant conçu enfans par moyens deshonnêtes ou autrement, persuadées par mauvais vouloir

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 313

& conseil, déguisent, occultent & cachent leurs grossesses sans en rien découvrir & déclarer, & aenant le tems de leur part & délivrance de leur fruit, occultement s'en délivrent, puis le sùsloquent, meurtrissent & autrement suppriment, sans leur avoir fait impartir le saint Sacrement de Baptême; ce fait les jettent en lieux secrets & immondes, ou ensoûissent en terre profane, les privant par tel moyen de la sépulture contumière des Chrétiens. De quoi étant prévenues & accusées pardevant nos Juges, s'excusent disant avoir eu honte de déclarer leur vice, & que leurs enfans sont sortis morts de leurs ventres, & sans aucune apparence ou espérance de vie: tellement que par faute d'autre preuve, les Gens tenant nos Cours de Parlement qu'autres nos Juges, voulant procéder au jugement des procès criminels faits à l'encontre de telles femmes, sont tombés & entrés en diverses opinions, les uns concluant au supplice de mort, les autres à question extraordinaire, afin de sçavoir & entendre par leur bouche si à la vérité le fruit illu de leur ventre étoit mort ou vis. Après laquelle question endurée, pont n'avoir aucune chose voulu confesser, leur sont les prisons le plus souvent ouvertes, qui a été & est cause de les faire retomber, récidiver & commettre tels & semblables délits, à notre très-grand regret & scandale de nos sujets; à quoi pour l'avenir nous avons bien voulu pourvoir.

Sçavoir faisons, que nous désirant extirper & du tout faire cesser lesdits exécrables & énormes crimes, vices, iniquités & délits qui se commettent en notredit Royaume, & ôter les occasions & racines d'iceux dorenavant commettre, avons (pour ce obvier) dit, statué & ordonné, & par Edit perpétuel, loi générale & irrévocable, de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, disons, statuons, voulons, ordonnons & nous plaît, que toute femme qui se trouvera dûement atteinte & convaincue d'avoir celé, couvert & occulté tant sa grossesse que son enfantement, sans avoir déclaré l'un ou l'autre, & avoir prins de l'un ou l'autre témoignage suffisant; même de la vie ou mort de son enfant lors de l'issue de son ventre, & après se trouve l'enfant avoir été privé, tant du saint Sacrement de Baptême que sépulture publique & accoutumée, soit telle femme tenue & réputée d'avoir homicidé son enfant; & pour réparation punie de mort & dernier supplice, & de telle rigueur que la qualité particulière du cas le méritera, afin que ce soit exemple à tous, & que ci-après n'y soit fait aucun doute ne difficulté.

Si donnons en mandement par ces Présentes à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, Prévôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux & autres nos Officiers & Justiciers, on à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, que cette présente Ordonnance, Edit, Loi & Statut, ils fassent, chacun en droit soi, lire, publier & régistrer, & incontinent après la réception d'icelui: publier à son de trompe & eri public par les carrefours & lieux publics à faire cris & proclamations, tant de notre ville de Paris qu'autres lieux de notre Royaume, & aussi par les Officiers des Seigneurs Hauts-Justiciers en leurs Seigneuries & Justices, en maniere que chacun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, & ce de trois mois en trois mois. Et outre qu'il soit lu & publié aux Prônes des Messes paroissiales desdites villes, pays, terres & Seigneuries de notre obéissance, par les Curés ou Vicaires d'icelles, & icelui Edit gardent & observent, & fassent garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans y contrevenir. Et pour ce que de cesdites Présentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous venons qu'au *Vidimus* d'icelles, fait sous Scel royal, foi soit ajoutée comme au présent original; auquel en témoin de ce, afin que ce soit chose ferme & stable, nous avons fait mettre notre scel. Donné à Paris au mois de Février, l'an de grace mil cinq cent cinquante-six, & de notre regne le dixième. *Ainsi signé sur le repli,* Par le Roi en son Conseil, CLAUDE.

Acta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis. Parisiis in Parlamento, quartâ die Martiis, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum, DU TILLET.



DECLARATION DE LOUIS XIV,

Qui ordonne la publication au Prône des Messes paroissiales de l'Edit du Roi Henry II, du mois de Février 1556, qui établit la peine de mort contre les femmes qui ayant caché leur grossesse & leur accouchement, laissent périr leurs enfans sans recevoir le Baptême.

Du 25 Février 1708.

Ann. 1708. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Le Roi Henry II ayant ordonné par son Edit du mois de Février 1556 que toutes les femmes qui auroient celé leur grossesse & leur accouchement, & dont les enfans seroient morts sans avoir reçu le saint Sacrement de Baptême, seroient présumées coupables de la mort de leurs enfans, & condamnées au dernier supplice, ce Prince crut en même tems qu'on ne pouvoit renouveler dans la suite avec trop de soin le souvenir d'une loi si juste & si salutaire. Ce fut dans cette vue qu'il ordonna qu'elle seroit lûe & publiée de trois mois en trois mois par les Curés ou leurs Vicaires aux Prônes des Messes paroissiales; mais quoique la licence & le dérèglement des mœurs qui ont fait de continuel progrès depuis le tems de cet Edit, en rendent tous les jours la publication plus nécessaire, & que notre Parlement de Paris l'ait ainsi jugé par un Arrêt du 19 Mars de l'année 1698, qui renouvelle à cet égard l'exécution de l'Edit de l'année 1556; nous apprenons néanmoins que depuis quelque tems plusieurs Curés de notre Royaume ont fait difficulté de publier cet Edit, sous prétexte que par l'article XXXII de notre Edit du mois d'Avril 1695, concernant la Jurisdiction ecclésiastique, nous avons ordonné que les Curés ne seroient plus obligés de publier aux Prônes ni pendant l'Office divin, les actes de Justice & autres qui regardent l'intérêt particulier de nos sujets; à quoi ils ajoutent encore que nous avons bien voulu éendre cette règle à nos propres affaires, en ordonnant par notre Déclaration du 16 Décembre 1698 que les publications qui se seroient pour nos intérêts, ne se seroient plus au Prône, & qu'elles seroient faites seulement à l'issue de la Messe paroissiale par les Officiers qui en sont chargés. Et quoiqu'il soit visible que par-là nous n'avons eu intention d'exclure que les publications qui se faisoient pour des affaires purement séculières & profanes, ne doivent pas interrompre le Service divin, comme nous l'avons assez marqué par notre dite Déclaration du 16 Décembre 1698, nous avons cru néanmoins, pour faire cesser jusqu'aux moindres difficultés dans une matière si importante, devoir expliquer nos intentions sur ce point d'une manière si précise, que rien ne pût empêcher à l'avenir une publication qui regarde, non l'intérêt particulier de quelques-uns de nos sujets ou le nôtre même, mais le bien temporel ou spirituel de notre Royaume, & que l'Eglise devoit nous demander, si elle n'étoit pas encore ordonnée, puisqu'elle tend à assurer non-seulement la vie, mais le salut éternel de plusieurs enfans conçus dans le crime, qui périroient malheureusement sans avoir reçu le Baptême, & que leurs meres sacrifieroient à un faux honneur par un crime encore plus grand que celui qui leur a donné la vie, si elles n'étoient retenues par la connoissance de la rigueur de la loi, & si la crainte des châtimens ne faisoit en elles l'office de la nature. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que l'Edit du Roi Henry II du mois de Février 1556, soit exécuté selon sa forme & teneur, ce faisant que ledit Edit soit publié de trois mois en trois mois par tous les Curés ou leurs Vicaires, aux Prônes des Messes paroissiales. Enjoignons aussi Curés & Vicaires de faire ladite publication, & d'en envoyer un certificat signé d'eux à nos Procureurs des Bailliages & Sénéchaussées dans l'étendue desquels leurs

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 315

Paroisses sont situées. Voulons qu'en cas de refus, ils puissent y être contraints par saisie de leur temporel, à la requête de nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlements, pour suite & diligence de leurs Substitués, chacun dans leur ressort. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire publier & enregistrer, & le contenu en icelles exécuter, garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Arrêts, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le vingt-cinquième jour de Février, l'an de grace mil sept cent huit, & de notre regne le soixante-cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Révisées, ou si ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées dans les Sièges, Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées: enjoint aux Substitués du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, jusque au l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 2 Mars 1708. Signé DONGOTS.

EDIT DE FRANÇOIS II,

Sur les secondes noces.

De l'an 1560.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous présens & à venir, Ann. 1560.
Salut. Comme les femmes veuves ayant enfant ou enfans, soient souvent invitées & sollicitées à nouvelles noces, & non connoissant être recherchées plus pour leurs biens que pour leurs personnes, elles abandonnent leurs biens à leurs nouveaux maris, & sous prétexte & faveur de mariage leur font donations immenses, mettant en oubli le devoir de nature envers leurs enfans, de l'amour desquels tant s'en faut qu'elles se doissent eslonger par la mort des peres, que les voyant destitués du secours & aide de leurs peres, elles devroient par tous moyens s'exercer à leur faire le double office de pere & de mere: desquelles donations ouste les querelles & divisions d'entre les meres & les enfans, s'en ensuit la déoliation des bonnes familles, & conséquemment diminution de la force de l'état public; à quoi les anciens Empereurs, zelateurs de la police, repos & tranquillité de leurs sujets, ont voulu pourvoir par plusieurs bonnes loix sur ce par eux faites. Et nous pour la même considération, & emendant l'infirmité du sexe, avons loué & approuvé icelles loix & constitutions, & en ce faisant avons dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons, que femmes veuves ayant enfant ou enfans de leurs enfans, si elles passent à nouvelles noces, ne peuvent & ne pourront en quelque façon que ce soit donner de leurs biens, meubles, acquets ou propres à leurs nouveaux maris, pere, mere, ou enfans desdits maris, ou autres personnes qu'on puisse présumer être par dol ou fraude interposées, plus qu'à l'un de leurs enfans ou enfans de leurs enfans. Et s'il se trouve division inégale de leurs biens faite entre leurs enfans ou enfans de leurs enfans, les donations par elles faites à leurs nouveaux maris seront réduites & meürées à la raison de celui des enfans qui en aura le moindre au regard des biens à icelles veuves acquis par dons & libéralité de leurs défunts maris, qui ne peuvent & ne pourront faire aucune part à leurs nouveaux maris, ains elles seront tenues les remettre aux enfans communs d'entre elles & leurs maris, de la libéralité dequels iceux biens leur seront venus. Le semblable voulons être gardé es biens qui sont venus aux maris par dons & libéralité de leurs défunes femmes, tellement qu'ils n'en pourront faire don à leurs secondes femmes, mais seront tenus les réserver aux enfans qu'ils ont eu de leurs premieres. Tou-

Rij

seiois n'entendons par ce présent notre Edit bailler ausdites femmes plus de pouvoir & liberté de donner & disposer de leurs biens, qui ne leur loist par les Coutumes des pays, esquelles par ces Présentes n'est dérogé, en tant qu'elles resstraignent plus avant la liberté desdites femmes.

Si donnons en mandement par cesdites Présentes à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours, &c. Donné à Fontainebleau au mois de Juillet, l'an de grace mil cinq cent soix: nte, & de notre regne le deuxième. *Ainsi signé sur le repli, Par le Roi étant en son Conseil, BOURDIN. Et scellé de cire verte à double queue de lacs de soye rouge & verte.*

Lella, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis. Paritis in Parlamento, quindâ die Augusti, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo. Sic signatum, Du TILLET.

EDIT D'HENRY II,

Touchant les mariages des enfans sans le consentement de leurs parens.

Du Février 1556.

Ann. 1556. **H**ENRY, par la grace de Dieu, Roi de France; à tous présens & à venir, Salut. Comme sur la plainte à nous faite des mariages qui journellement, par une vorloné charnelle, indiscrete & défordonnée, se contractoient en notre Royaume par les enfans de famille, au deçu & contre le vouloir & le consentement de leurs peres & meres, n'ayant aucunement devant les yeux la crainte de Dieu, l'honneur, révérence & obéissance qu'ils doivent en tous & par-tout à leursdits parens, lesquels reçoivent très grand regret, ennui & déplaisir desdits mariages, nous eussions (long-tems a) conclu & arrêté sur ce faire une bonne Loi & Ordonnance, par le moyen de laquelle ceux qui pour la crainte de Dieu, l'honneur & révérence paternelle & maternelle, ne seroient détournés & retirés de mal faire, fussent par la sévérité de la peine temporelle révoqués & arrêtés: toutefois pour ce que notre intension n'a été encore exécutée, nous avons connu par évidence de fait que ce mal invétéré pullule & accroît de jour à autre, & pourra augmenter, si promptement n'y est par nous pourvu.

Pour ces causes, & autres bonnes & justes considérations à ce nous mouvunt, par avis & délibération de notre Conseil, auquel assisoient aucuns Princes de notre Sang, & autres grands & notables personages, pour notre regard & en tant qu'en nous est, exécutant le vouloir & commandement de Dieu, avons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons par Edit, Loi, Statut & Ordonnance perpétuels & irrévocables, que les enfans de famille ayant contracté & qui contracteront ci-après mariages clandestins, contre le gré, vouloir & consentement, & au deçu de leurs peres & meres, puissent pour telle irrévérence & ingratitude, mépris & contumacement de leursdits peres & meres, transgressions de la Loi & Commandement de Dieu, & offense contre le droit de l'honnêteté publique, inséparable d'avec l'utilité, être par leursdits peres, & chacun d'eux, exhérédés & exclus de leurs successions, sans espérance de pouvoir quereller l'exhérédation qui ainsi aura été faite.

Puissent aussi lesdits peres & meres, pour les causes que dessus, révoquer toutes & chacunes les donations & avantages qu'ils auroient fait à leurs enfans.

Voulons aussi & nous plaît que lesdits enfans qui ainsi seront illicitement conjoints par mariages, soient déclarés audit cas d'exhérédation, & les déclarons incapables de tous avantages, profits & émolumens qu'ils pourroient prétendre par le moyen des conventions appokées à des contrats de mariages, ou par le bénéfice des Coutumes & Loix de notre Royaume, du bénéfice desquelles les avons privés & déboutés, privons & déboutons par ces Présentes, comme ne pouvant implorer le bénéfice des Loix & Coutumes, eux qui ont commis contre la Loi de Dieu & des hommes.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 317

Et d'abondant avons ordonné & ordonnons, que lesdits enfans conjoints par la manière que dessus, & ceux qui auront traité tels mariages avec eux, & donné conseil & aide pour la conformation d'iceux, soient sujets à telles peines qui seront avisées, selon l'exigence des cas, par nos Juges auxquels la connoissance en appartiendra, dont nous chargeons leur honneur & conscience.

Declarons toutefois encore que notre vouloir & intention soit que cette présente Ordonnance & Edit ait lieu, tant pour l'avenir que pour le passé, d'autant qu'il y a en ce transgression de la Loi & Commandement de Dieu, dont on ne se peut couvrir d'ignorance & tolérance au contraire.

Néanmoins pour ne perturber les mariages qui sont en repos, & ne donner occasion à nos sujets d'entrer en grosses querelles & différends, n'entendons en ce comprendre les mariages qui auront été consommés avant la publication de ces Présentes, par cohabitation charnelle, ains seulement les mariages esquels on prétendoit seul consentement, soit par parole de présent ou de futur, sans qu'il y eut cohabitation ou conjonction charnelle.

Ne voulons aussi & n'entendons comprendre les mariages qui auront été & seront contractés par les fils excédans l'âge de trente ans, & les filles ayant vingt-cinq ans passés & accomplis, pourvu qu'ils se soient mis en devoir de requérir l'avis & conseil de leursdits peres & meres. Ce que voulons aussi être gardé pour le regard des meres qui se remarient, desquelles suffira requérir leur concil & avis, & ne seront lesdits enfans audit cas tenus d'attendre leur consentement.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, à tous Baillifs, Sénéchaux, Prévôts, Juges ou leurs Lieutenans, & autres nos Justiciers & Officiers, & chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que nos présent Edit, Statut, Ordonnance & vouloir, ensemble tout le contenu ci-dessus, ils entretiennent, gardent & observent, fassent de point en point inviolablement entretenir, garder & observer, lire, publier & enregistrer par-tout où il sera besoin, sans souffrir aller ne venir directement ou indirectement au contraire, en quelque manière que ce soit, en procédant contre les transgresseurs & contrevenans par les peines ci-dessus indites, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, Edits, Statuts, Ordonnances, restrictions, mandemens ou défenses, & Lettres impétrées ou à impétrer à ce contraires; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes, sauf en autres choses notre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Février, l'an de grace mil cinq cent cinquante-six, & de notre regne le dixième. *Ainsi signé*, Par le Roi étant en son Conseil, BOURDIN. Et scellé en lacs de soye rouge & verte, du grand scel de cire verte. *Et sur le repli est écrit*, Visa. *Et auprès* :

Acta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generalis Regis, Parisius in Parlamento, primâ die Martii, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum, Du TILLET.

Edit de Louis XIII, sur les formalités des mariages, de l'an 1629. *Voyez ci-dessous*, §. XIX.

DECLARATION DE LOUIS XIII.

Portant règlement sur l'ordre qui doit être observé en la célébration des mariages & contre ceux qui commettent le crime de rapt.

Du 26 Novembre 1639.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut, Comme les mariages sont le seminaire des

Ann. 1639.

Etat, la source & l'origine de la société civile, & le fondement des familles qui composent les Républiques, qui servent de principes à former leurs polices, & dans lesquelles la naturelle révérence des enfans envers leurs parens, est le lien de la légitime obéissance des sujets envers leur souverain : aussi les Rois nos prédécesseurs ont jugé digne de leur soin de faire des loix de leur ordre public, de leur décadence extérieure, de leur honnêteté & de leur dignité. A cet effet ils ont voulu que les mariages fussent publiquement célébrés en face d'Eglise, avec toutes les justes solemnités & les cérémonies qui ont été prescrites, comme essentielles, par les saints Conciles, & par eux déclarées être non-seulement de la nécessité du précepte, mais encore de la nécessité du Sacrement. Mais outre les peines indites par les Conciles, aucuns de nos prédécesseurs ont permis aux peres & aux meres d'exhéréditer leurs enfans qui contredisoient des mariages clandestins sans leur consentement, & de révoquer toutes & chacunes les donations qu'ils leur avoient faites. Mais quoique cette Ordonnance fut fondée sur le premier Commandement de la seconde Table, contenant l'honneur & la révérence qui est due aux parens, elle n'a pas été assez forte pour arrêter le cours du mal & du désordre qui a troublé le repos de tant de familles, & flétri leur honneur par des alliances inégales, & souvent honteuses & infâmes. Ce qui depuis a donné sujet à d'autres Ordonnances, qui désirent la proclamation des bans, la présence du propre Curé & de rémoins assistans à la bénédiction nuptiale, avec des peines contre les Curés, Vicaires & autres qui passeroient outre à la célébration des mariages des enfans de famille, s'il ne leur apparoiſoit des consentemens des peres & meres, tuteurs & curateurs, sur peine d'être punis comme fauteurs du crime de rapt, comme les auteurs & d'autres complices de tels illégitimes mariages. Toutefois quelque ordre qu'on ait pu apporter jusqu'à maintenant pour rétablir l'honnêteté publique & des actes si importants, la licence du siècle, la dépravation des mœurs, ont toujours prévalu sur nos Ordonnances si sages & si salutaires, dont même la vigueur & l'observatio a été souvent relâchée, & au préjudice de notre Etat, que la plupart des honnêtes familles de notre Royaume demeurent en trouble par la subornation & enlèvement de leurs enfans, qui trouvent eux-mêmes la ruine de leur fortune dans ces illégitimes conjonctions, nous avons résolu d'opposer à la fréquence de ces maux la sévérité des Loix, & de retener par la terreur de nouvelles peines ceux que la crainte ni la révérence des Loix divines & humaines ne peuvent arrêter, n'ayant en cela autre dessein que de sanctifier le mariage, régler les mœurs de nos sujets, & empêcher que les crimes de rapt ne servent plus à l'avenir de moyens & de degrés pour parvenir à des mariages avantageux. A ces causes, après avoir mis cette affaire en délibération en notre Conseil, de l'avis d'icelui & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons statué & ordonné, statuons & ordonnons ce qui ensuit.

PREMIEREMENT.

Nous voulons que l'article XL de l'Ordonnance de Blois, touchant les mariages clandestins, soit exactement gardé : & interprétant icelui, ordonnons que la proclamation des bans sera faite par le Curé de chacune des parties contractantes, avec le consentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, s'ils sont enfans de famille ou en la puissance d'autrui. Et qu'à la célébration du mariage assisteront quatre rémoins dignes de foi, outre le Curé qui recevra le consentement des parties, & les conjoiindra en mariage suivant la forme pratiquée en l'Eglise. Faisons très-expresses défenses à tous Prêtres, tant séculiers que réguliers, de célébrer aucun mariage qu'entre leurs vrais & ordinaires Paroissiens, sans la permission par écrit des Curés des parties ou de l'Evêque diocésain, nonobstant les coutumes immémoriales & privilèges que l'on pourroit alléguer au contraire. Et ordonnons qu'il sera fait un bon & fidèle registre, tant des

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 519

mariages que de la publication des baus ou des dispenses, & des permissions qui auront été accordées.

I I.

Le contenu en l'Edit de l'an 1556, & aux articles XLI, XLII, XLIII & XLIV de l'Ordonnance de Blois, sera observé; & y ajoutant, nous ordonnons que la peine de rapt demeure encourue, nonobstant les consentemens qui pourroient intervenir puis après de la part des peres, meres, tuteurs & curateurs, dérogeant expressément aux coutumes qui permettent aux enfans de se marier après l'âge de vingt ans sans le consentement des peres. Et avons déclaré & déclarons les veuves, fils & filles moindres de vingt-cinq ans, qui auront contracté mariage contre la seneur desdites Ordonnances, privés & déchus par le seul fait, ensemble les enfans qui en naitront & leurs hoirs, indignes & incapables à jamais des successions de leurs peres, meres & ayeuls, & de toutes autres directes & collaterales; comme aussi des droits & avantages qui pourroient leur être acquis par contrats de mariages & testamens, ou par les Coutumes & Loix de notre Royaume, même du droit de légitime; & les dispositions qui seront faites au préjudice de cette noire Ordonnance, soit en faveur des personnes mariées, ou par elles au profit des enfans nés de ces mariages, nulles & de nul effet & valeur. Voulons que les choses ainsi données, leguées ou transportées, sous quelque prétexte que ce soit, demeurent en ce cas acquises irrévocablement à notre fisc, sans que nous en puissions disposer qu'en faveur des Hôpitaux ou autres œuvres pies. Enjoignons aux fils qui excèdent l'âge de trente ans, & aux filles qui excèdent celui de vingt-cinq, de requérir par écrit l'avis & conseil de leurs peres & meres pour se marier, sous peine d'être exhérédés par eux, suivant l'Edit de l'an 1556.

I I I.

Déclarons, conformément aux saints Décrets & Constitutions canoniques, les mariages faits avec ceux qui ont ravi & enlevé des veuves, fils & filles, de quelque âge & condition qu'ils soient, non valablement contractés, sans que par le tems ni par le conseniement des personnes ravies & de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs, ils puissent être confirmés tandis que la personne ravie est en la possession du ravisseur. Et néanmoins en cas que sous prétexte de majorité elle donne un nouveau consentement après être mise en liberté, pour se marier avec le ravisseur, nous la déclarons, ensemble les enfans qui naitront d'un tel mariage, indignes & incapables de légitime, & de toutes successions directes & collatérales qui leur pourrout échecoir, sous quelque titre que ce soit, conformément à ce que nous ordonnons contre les personnes ravies par subornation; & les parens qui auront assisté, donné conseil & favorisé lesdits mariages, & leurs hoirs, incapables de succéder directement ou indirectement ausdites veuves, fils & filles. Enjoignons très-expressément à nos Procureurs généraux & à leurs Substitués, de faire toutes les poursuites nécessaires contre les ravisseurs & leurs complices, nonobstant qu'il n'y eut plainte de partie civile, & à nos Juges de punir les coupables de peine de mort, & confiscation de biens, sur iceux préalablement prises les réparations qui seront ordonnées, sans que cette peine puisse être modérée: faisant défenses à tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, de donner faveur ni retraite aux coupables, ni de retenir les personnes enlevées, à peine d'être punis comme complices, & de répondre solidairement & leurs héritiers, des réparations adjudgées, & d'être privés de leurs Offices & Gouvernemens, s'ils en ont, dont ils encourront la privation par le seul acte de la contravention à cette défense.

I V.

Et afin qu'un chacun reconnoisse combien nous détectons toutes sortes de rapt, nous défendons très-expressément aux Princes & Seigneurs de nous faire instance pour accorder des Lettres afin de rehabliler ceux que nous avons déclaré incapables de successions, à nos Secrétaires d'Etat de les signer, & à notre très-cher & féal Chancelier de

les iceller, & à tous Juges d'y avoir aucun égard, en cas que par importunité ou autrement on en eut impétré aucunes de nous, voulant que nonobstant telles dérogations ou dispenses les peines contenues en nos Ordonnances soient exécutées.

V.

Désirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans notre Royaume, par ceux qui tiennent leurs mariages secrets & cachés pendant leur vie, contre le respect qui est dû à un si grand Sacrement, nous ordonnons que les majeurs contractent leurs mariages publiquement & en face de l'Eglise, avec les solennités prescrites par l'Ordonnance de Blois; & déclarons les enfans qui naîtront de ces mariages, que les parties ont tenu jusqu'ici, ou tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, qui ressemblent plutôt la honte d'un concubinage que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.

V I.

Nous voulons que la même peine ait lieu contre les enfans qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie: comme aussi contre les enfans procréés par ceux qui se marient après avoir été condamnés à mort, même par les sentences de nos Juges rendues par défaut, si avant leur décès ils n'ont été remis au premier état, suivant les Loix prescrites par nos Ordonnances.

V I I.

Défendons à tous Juges, même à ceux d'Eglise, de recevoir la preuve par témoins des promesses de mariage ni autrement que par écrit, qui soit arrêté en présence de quatre proches parens de l'une & l'autre des parties, encore qu'elles soient de basse condition. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Sénéchaux, Juges ou leurs Lieutenans, & à tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils fassent lire, publier, régistrer, exécuter, garder & observer selon leur forme & tenenr. Enjoignons à nos Procureurs généraux, leurs Substituts présens & à venir, d'y tenir la main & faire toutes les diligences requises & nécessaires pour ladite exécution. Donné à saint Germain en Laye le vingt-six Novembre mil six cent trente-neuf. Signé LOUIS.

Lées, publiées & registrées, oui & ce requérans le Procureur général du Roi, pour être exécutées & gardées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le dix-neuf Décembre mil six cent trente-neuf. Signé Du TILLET.

Edit de l'an 1680, qui défend aux Catholiques d'épouser des femmes de la Religion prétendue réformée. Voyez ci-dessus S. XVI.

ARREST DU PARLEMENT DE PARIS,

Concernant l'exécution des Promesses de Mariage.

Du 11 Avril 1645.

Ann. 1645. LOUIS, par la grace de Dieu, &c. au premier des Huissiers de notre Cour de Parlement, ou autres Huissiers ou Sergens sur ce requis, Salut. Sçavoir faisons que comme le jour & date du présent comparut en notre Cour Marguerite Coudrier, appellante comme d'abus de la Sentence donnée par l'Official d'Angers le 30 Juillet 1641,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 317
 1643, d'une part, & Michel Nicier, intimé d'autre part. Vu par la Cour ladite Sentence dont est appel, par laquelle ledit Official d'Angers auroit condamné ladite Coudrier parachever le mariage encommencé entre elle & ledit Nicier en face de notre mere sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, le surplus des cérémonies à ce requises & accoutumées, gardées & observées, à quoi faire elle seroit contrainte par toutes voyes dûes & raisonnables, même par censures ecclésiastiques, en cas de refus d'y obéir, & condamner aux dépens de l'instance, Arrêt d'appointé au Conseil du 5 Septembre 1664, causes & additions des moyens d'abus de ladite Coudrier, contenant ses fins & conclusions à ce qu'il lui fut dit avoir été mal, nullement & abusivement jugé & ordonné, émandant qu'elle seroit renvoyée des fins & conclusions dudit Nicier, joint son offre faite au procès de lui payer tous dépens, dommages & intérêts que de raison, & lui rendre ce qu'il lui a donné en faveur dudit mariage.
 Notredite Cour dit qu'il a été mal, nullement & abusivement jugé, condamne ledit Nicier aux dépens de la cause d'appel; & ayant égard à ladite requête, condamne ladite Coudrier, suivant ses offres, aux dommages & intérêts, & restitution des choses à elle données par ledit Nicier. Fait en notre Parlement le onze Avril mil six cent quarante-cinq. *Signé*, par la Chambre, GUYET.

EDIT DE LOUIS XIV,

En faveur des Mineurs qui contractent mariage.

Du Novembre 1666.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous présents & à Ann. 1666.
 venir, Salut. Bien que les mariages soient les sources fécondes d'où devient la force & la grandeur des Etats, & que les Loix saintes & profanes aient également concouru pour en honorer la fertilité & la favoriser de leurs grâces; néanmoins nous avons trouvé que par la licence des tems ces privilèges étoient anéantis, & la dignité des mariages déprimée. A ces causes, nous avons statué & ordonné, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît que dorenavant tous nos sujets taillables qui auront été mariés avant ou dans la vingtième année de leur âge soient & demeurent exempts de toutes contributions aux tailles, impositions & autres charges publiques sans y pouvoir être compris ni employés, qu'ils n'aient vingt-cinq ans révolus & accomplis. Et à l'égard de ceux qui seront mariés dans la vingt-unième année de leur âge, qu'ils jouissent de la même exemption jusqu'à la vingt-quatrième année de leur âge accomplie. Comme au contraire, que tous nos sujets taillables qui ne seront mariés dans la vingt-unième année, soient compris & imposés aux tailles & autres charges & impositions publiques à proportion de leurs biens & moyens, commerces, arts & métiers, & autres emplois auxquels ils se seront adonnés.

Registré en la Cour des Aydes, les Chambres assemblées le 19 Décembre 1666.

Nota. Que ces Edits accorde plusieurs grands Privilèges aux peres qui ont au moins dix enfans non Prêtres ou Religieux; mais qu'ils ont été revocqués par la Declaration du 15 Janvier 1683.



ARREST DE REGLEMENT,

Qui défend aux Notaires de passer aucuns Actes par lesquels les hommes & les femmes déclarent qu'ils se prennent pour époux.

Du 5 Septembre 1680.

Ann. 1680. **E** Ntre Damoiselle Elisabeth Parisot, jouissant de ses droits, appellante de la permission d'informer, information, decret d'assignée pour être ouïe, décerné par le Lieutenant criminel du nouveau Châtelet le 4 Septembre 1676; conversion & de tout ce qui s'est ensuivi, d'une part; & Messire Etienne Lautin, Conseiller du Roi, Maître en sa Chambre des Comptes de Bourgogne, intimé d'autre; & entre Philippe Lautin, Ecuyer, fils, Demandeur en requête du 8 Février 1680, à fin d'intervention d'une autre part. Vu par la Cour l'information faite par le Commissaire Dicu, à la requête de Messire Etienne Lautin, & Catherine Malteste son épouse, contre les nommés Elisabeth Parisot & Fleuriot, pour raison de rapt & séduction par elle commis en la personne de leur fils, les 29 & 30 Juillet 1676, & autres jours suivans, au bas de laquelle est un decret d'assigné pour être ouïe.

Où le rapport de Maître Philippe Genoud, Conseiller tout considéré, dit a été que ladite Cour faisant droit sur le tout, a mis & met l'appellation & ce dont est appel au néant, émandant évoquer le principal, & y faisant droit, a mis sur l'extraordinaire les parties hors de Cour & de procès, condamne ledit Philippe Lautin fils à prendre la fille dont ladite Parisot est accouchée, & icelle faire nourrir, entretenir, & élever en la crainte de Dieu, Religion Catholique, Apostolique & Romaine. & faisant droit sur les conclusions du Procureur général du Roi, fait défenses à tous Notaires, à peine d'interdiction, de passer à l'avenir aucuns Actes, par lesquels les hommes & les femmes déclarent qu'ils se prennent pour maris & femmes sur les refus qui leur seront faits par les Archevêques & Evêques, leurs grands-Vicaires ou Curés, de leur conférer le Sacrement de Mariage, à la charge par ledits Prélats, leurs grands-Vicaires ou Curés, de donner des Actes par écrit, qui contiendront les causes de leur refus, lorsqu'ils en seront requis, & sera le présent Arrêt signifié au Syndic de la Communauté des Notaires de cette Ville de Paris, à la requête du Procureur général du Roi. Fait en Parlement le 5 Septembre 1680. Signé DONGOIS.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Qui défend aux François d'aller se marier dans les pays étrangers.

Du 16 Juin 1685.

Ann. 1685. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tout ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Bien que par nos Ordonnances, par notre Edit du mois d'Août 1669, & par nos Déclarations des 18 Mai 1682, & dernier Mai de la présente année, nous ayons pourvu à ce que nos sujets ne puissent s'établir & demeurer dans les pays étrangers sur les peines y contenues; néanmoins nous avons été informés que plusieurs de nosdits sujets mal intentionnés à notre service & à la patrie, ou par d'autres raisons & motifs, procurent le mariage de leurs enfans, ou de ceux dont ils sont tuteurs ou curateurs hors de notre Royaume, pour s'y établir & y faire leur demeure pour toujours, renonçant par ce moyen au droit

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 325

qu'il ont par leur naissance d'être nos sujets, & de jouir des avantages qu'elle leur donne, & ne voulant pas souffrir une licence si contraire à leur devoir naturel, si préjudiciable à cet Etat, & de si dangereux exemple, nous avons résolu d'y pourvoir, & de déclarer sur cela notre volonté. Sçavoir faisons, que pour ces causes, & de notre certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, en confirmant en tant que de besoin notre Edit du mois d'Août 1669, & nos Déclarations des 18 Mai 1681, & dernier Mai de la présente année; nous avons défendu & défendons très-expressement par ces Présentes signées de notre main, à tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, de consentir ou approuver à l'avenir que leurs enfans ou ceux dont ils seront tuteurs ou curateurs se marient en pays étrangers, soit en signant les contrats qui pourroient être faits pour lesdits mariages, soit par actes postérieurs pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, sans notre permission expresse, à peine des galères à perpétuité à l'égard des hommes, & de bannissement perpétuel pour les femmes, & de confiscation de leurs biens; & où ladite confiscation de biens n'auroit lieu, de vingt mille livres d'amende contre les peres & meres, tuteurs ou curateurs, qui auront convenue à ces Présentes, ladite amende payable par eux sans déport. Voulons que pour cette fin ils soient poursuivis en leurs personnes & biens selon la rigueur des Ordonnances par nos Officiers, à la requête de nos Procureurs généraux ou leurs Substituts, auxquels nous enjoignons de ce faire aussi-tôt qu'ils en auront connoissance. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Court de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & régistrer, & le contenu en icelles garder, faire garder & observer selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le seizième jour de Juia, l'an de grace 1685, & de notre regne le 43. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Régistrées, où ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 14 Août 1685.
Signé JACQUES.

DECLARATION DU ROI,

Concernant les formalités nécessaires pour les mariages des Mineurs, dont les peres, meres & tuteurs faisant profession de la Religion pretendue-réformée sont absens.

Du 6. Août 1686.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut. Quoique les Rois nos prédécesseurs aient très-sagement réglé-pour les causes contenues dans les Ordonnances, & sous des peines très-rigoureuses, tout ce qui regarde le consentement des peres & meres, & les formalités nécessaires à observer pour les mariages des enfans de famille, soit mineurs ou plus avancés en âge; ayant néanmoins considéré que ces formalités & peines établies par les Ordonnances, ne peuvent être entièrement observées à l'égard des enfans de ceux de la R. P. R. élevés dès leur enfance dans la Religion Catholique, ou nouveaux convertis, dont les peres & meres, tuteurs ou curateurs sont sortis de notre Royaume, & se sont retirés dans les pays étrangers, pour n'avoir voulu abjurer la R. P. R. dont ils faisoient profession. Cette conjoncture nous oblige, comme Pere commun de tous nos sujets, de suppléer par nos soins & par notre autorité à ce défaut de consentement, & de pourvoir à la sûreté des mariages que pourroient contracter les enfans mineurs que leurs peres & meres, tuteurs ou curateurs ont abandonnés contre tous droits naturel & civil, pour persévérer dans leur erreur. Sçavoir
S^c ij

faisons, que nous pout ces causer & autres à ce nous mouvant & de notre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que les enfans des petes & des metes qui sont sortis de notre Royaume & se sont tetités dans les pays étrangers, puissent en leur absence valablement contracter mariage, sans attendre ni demander le consentement de leurs peres & meres, ou de leurs tuteurs ou curateurs qui se sont retirés dans les pays étrangers, à condition néanmoins de prendre le consentement ou avis de leurs autres patens ou alliés, s'ils en ont, ou à lent défant de leurs amis ou voisins. A cet effet, voulons qu'avant de passer outre au contract & célébration de leurs mariages, il soit fait devant le Juge Royal des lieux, notre Procureur présent, & s'il n'y point de Juge Royal, en présence du Juge ordinaire des lieux, le Procureur Fiscal de la Justice présent, une assemblée de six des plus proches patens ou alliés, tant paternels que maternels, s'ils en ont, ou en défaut de six amis ou voisins, pour donner leur avis & consentement, s'il y échet; dont nous voulons qu'il soit fait mention sommaire dans le contract de mariage, qui sera signé desdits parens, alliés, voisins ou amis, comme aussi sur le réglise de la Paroisse où se fera la célébration dudit mariage, lesquels actes seront expédiés sans frais, détegeant pour ce regard seulement par ces Présentes, à ce qui est porté par les Ordonnances faites pour raison desdits mariages, & sans que lesdits enfans audit cas puissent encourir les peines portées par icelles, sous quelque prétexte, & en quelle maniere que ce soit. Voulons au surplus que toutes les formalités prescrites par les Canons & par lesdites Ordonnances, soient ponctuellement observées sous les peines y contenues. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & réglise, & icelles exécuter selon leur forme & teneur; eat tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes. Donné à Versailles, le sixième jout d'Août, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-six, & de notre regne le quarante-quatrième. Signé LOUIS, Et sur le repli, Par le Roi, COLBERT, Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Régistrées, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le 21 Août 1686. Signé DONGON.

EDIT DU ROI,

Concernant les propres Curés, le domicile de ceux qui se marient & les formalités qui doivent être observées dans les mariages.

Du Mars 1697.

Ann. 1697. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous présens & à venir; Salut. Les saints Conciles ayans prescrit comme une des solennités essentielles au Sacrement de mariage la présence du propre Curé de ceux qui contractent; les Rois nos prédécesseurs ont autorisé par plusieurs Ordonnances l'exécution d'un règlement si sage, & qui pouvoit contribuer aussi utilement à empêcher ces conjonctions malheureuses, qui troublent le repos, & flétrissent l'honneur de plusieurs familles, par des alliances souvent encore plus honteuses par la corruption des mœurs que par l'innégalité de la naissance; mais comme nous voyons avec beaucoup de déplaisir que la justice de ces Loix, & le respect qui est dû aux deux Puissances qui les ont faites, n'ont pas été capables d'arrêter la violence des passions qui engagent dans les mariages de cette nature, & qu'un intérêt sordide fait trouver trop aisément des témoins & même des Prêtres qui prostituent leur ministère aussi-bien que leur foi, pour prostituer de concert ce qu'il y a de plus sacré dans la Religion & dans la société civile; nous avons estimé nécessaire d'établir plus expressément que l'on n'avoit fait jusques à cette

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 325

heure, la qualité du domicile, tel qu'il est nécessaire pour contracter un mariage en qualité d'habitant d'une Paroisse, & de prescrire des peines dont la juste sévérité pût empêcher à l'avenir les surprises, que des personnes supposées & des témoins corrompus ont osé faire pour la concession des dispenses & pour la célébration des mariages, & contenir dans leur devoir les Curés & les autres Prêtres, tant séculiers que réguliers, lesquels oubliant la dignité & les obligations de leur caractère, violent eux-mêmes les règles que l'Eglise leur a prescrites, & la sainteté d'un Sacrement dont ils sont encore plus obligés d'inspirer le respect par leurs exemples que par leur paroles. Et comme nous avons été informés en même temps qu'il s'étoit présenté quelques cas en nos Cours, auxquels n'ayant pas été pourvu par les Ordonnances qui ont été faites sur le fait des mariages, nos Juges n'avoient pas pu apporter les remèdes qu'ils auroient estimé nécessaires pour l'ordre & la police publique. A ces causes, après avoir fait mûre cette affaire en délibération en notre Conseil, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par notre présent Edit, statué & ordonné, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît :

Que les dispositions des saints Canons, & les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs concernant la célébration des mariages, & notamment celles qui regardent la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, soient exactement observées, & en exécution d'iceux, défendons à tous Curés & Prêtres tant séculiers que réguliers, de conjoindre en mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurans actuellement & publiquement dans leurs Paroisses, au moins depuis six mois, à l'égard de ceux qui demeureroient auparavant dans une autre Paroisse de la même ville, ou dans le même diocèse, & depuis un an pour ceux qui demeureroient dans un autre diocèse, si ce n'est qu'ils en aient une permission spéciale & par écrit du Curé des parties qui contractent, ou de l'Archevêque ou Evêque diocésain.

Enjoignons à cet effet, à tous Curés & autres Prêtres qui doivent célébrer des mariages, de s'informer soigneusement avant d'en commencer les cérémonies, & en présence de ceux qui y assistent, par le témoignage de quatre témoins dignes de foi, domiciliés, & qui sachent signer leurs noms s'il s'en peut aisément trouver autant dans le lieu où l'on célébrera le mariage, du domicile, aussi-bien que de l'âge & de la qualité de ceux qui le contractent, & particulièrement s'ils sont enfans de famille, ou en la puissance d'autrui, afin d'avoir en ce cas les consentemens de leurs peres, meres, tuteurs ou curateurs, & d'avertir lesdits témoins des peines portées par notre présent Edit, contre ceux qui certifieront en ce cas des faits qui ne sont pas véritables, & de leur en faire signer après la célébration du mariage les actes qui en seront écrits sur le registre, lequel sera tenu en la forme prescrite par les articles VII, VIII, IX & X du titre 10 de notre Ordonnance du mois d'Avril 1667.

Voulons que si aucuns deldits Curés ou Prêtres, tant séculiers que réguliers, célèbrent ci-après sciemment & avec connoissance de cause, des mariages entre des personnes qui ne sont pas effectivement de leurs Paroisses, sans en avoir la permission par écrit des Curés de ceux qui les contractent, ou de l'Archevêque ou Evêques diocésain, il soit procédé contre eux extraordinairement; & qu'outre les peines canoniques que les Juges d'Eglise pourront prononcer contre eux, lesdits Curés & autres Prêtres, tant séculiers que réguliers qui auront des Bénéfices, soient privés pour la première fois de la jouissance de tous les revenus de leurs Cures & Bénéfices pendant trois ans, à la réserve de ce qui est absolument nécessaire pour leur subsistance, ce qui ne pourra excéder la somme de six cens livres dans les plus grandes villes, & celle de trois cens livres par-tout ailleurs; & que le surplus deditus revenus soit saisi à la diligence de nos Procureurs, & distribué en œuvres pies par l'ordre de l'Archevêque ou Evêque diocésain. Qu'en cas d'une seconde contravention, ils soient bannis pendant le tems de neuf ans des lieux que nos Juges estimeront à propos. Que les Prêtres séculiers qui n'auront point de Cures & de Bénéfices soient condamnés pour la première fois au bannissement pendant trois ans; & en cas de recidive pendant neuf ans; & qu'à l'égard des Prêtres réguliers, ils soient envoyés dans un Couvent de leur

Ordre, tel que leur Supérieur leur assignera, hors des Provinces qui seront marquées par les Arrêts de nos Cours, ou les sentences de nos Juges, pour y demeurer renfermés pendant le tems qui sera marqué par lesdits jugemens, sans y avoir aucune charge, fonction, ni voix active & passive : & que lesdits Curés & Prêtres puissent en cas de rapt fait avec violence, être condamnés à plus grandes peines lorsqu'ils précéderont leur ministère pour célébrer des mariages en cet état.

Voulons pareillement que le procès soit fait à tous ceux qui auront supposé être les peres, tuteurs ou curateurs des mineurs, pour l'obtention des permissions de célébrer des mariages, des dispenses de bans, & des mains levées des oppositions formées à la célébration desdits mariages : comme aussi aux témoins qui auront certifié des faits qui se trouveront faux, à l'égard de l'âge, qualité & domicile de ceux qui contractent, soit pardevant les Archevêques & Evêques diocésains, soit pardevant lesdits Curés & Prêtres, lors de la célébration desdits mariages ; & que ceux qui seront trouvés coupables desdites suppositions & faux témoignages, soient condamnés ; savoir, les hommes à faire amende honorable, & aux galères pour le tems que nos Juges estimeront juste, & au bannissement s'ils ne sont pas capables de subir ladite peine des galères ; & les femmes à faire pareillement amende honorable, & au bannissement qui ne pourra être moindre de neuf ans.

Déclarons que le domicile des fils & filles de familles, mineurs de vingt-cinq ans ; pour la célébration de leurs mariages, est celui de leurs peres, meres, ou de leurs tuteurs & curateurs après la mort de leursdits peres & meres ; & en cas qu'ils aient un autre domicile de fait, ordonnons que les bans seront publiés dans les Paroisses où ils demeurent, & dans celles de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs.

Ajoutant à l'Ordonnance de l'an 1556, & à l'article II de celle de l'an 1639, permettons aux peres & aux meres d'exhereder leurs filles, veuves, même majeures de vingt-cinq ans, lesquelles se marieront sans avoir requis par écrit leurs avis & conseils.

Déclarons lesdites veuves & les fils & filles majeures, même de vingt-cinq & de trente ans, lesquels demeurans actuellement avec leurs peres & meres, contractent à leur insçu des mariages, comme habitans d'une autre Paroisse, sous prétexte de quelque logement qu'ils y ont pris peu de tems auparavant leurs mariages, privés & déchus par leur seul fait, ensemble les enfans qui en naîtront, des successions de leursdits peres, meres, ayeuls & ayeules, & de tous autres avantages qui pourroient leur être acquis, en quelque maniere que ce puisse être, même du droit de légitime.

Voulons que l'Article VI de l'Ordonnance de 1639, au sujet des mariages que l'on contracte à l'extrémité de la vie ait lieu, tant à l'égard des femmes qu'à celui des hommes ; & que les enfans qui sont nés de leurs débauches avant lesdits mariages, ou qui pourroient naître après lesdits mariages contractés en cet état, soient aussi-bien que leur postérité, déclarés incapables de toutes successions. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, &c.

Lues, publiés, enregistrés, oui & ce regneront le Procureur général du Roi, pour être exécutés selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement, le 11 Mars 1697. Signé DONGOIS.



DECLARATION DU ROI,

Concernant les mariages faits par d'autres Prêtres que les Curés des contractans.

Du 15 Juin 1697.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Quelques Archevêques & Evêques nous ont représenté qu'ils trouvent dedans leurs Diocèses un nombre considérable de personnes qui vivent comme dans des mariages véritables, sous la foi de ceux qu'ils prétendent avoir contractés devant des Prêtres autres que leurs propres Curés ; & quelques autres qui s'imaginent que des actes que des Notaires ont eu la témérité de leur donner de leurs consentemens reciproques, leur ont pu conférer la grace du Sacrement de Mariage, & suppléer à la bénédiction des Prêtres, que l'Eglise a observée si religieusement depuis les premiers siècles de son établissement : qu'ils espèrent que l'Edit que nous avons eu la bonté de faire au mois de Mars dernier, pourra empêcher à l'avenir la plus grande partie du premier de ces désordres ; mais que nos Procureurs ayant eu peu d'attention jusqu'à cette heure à obliger ceux qui les commentent de les reparer, lorsqu'ils le peuvent, ou quelques autres personnes intéressées n'ont point porté les affaires de cette nature dans les tribunaux ordinaires de la Justice, ces prophétations demeurent impunies, & ceux qui les ont commis s'y endurcissent par le tems, au préjudice de leur conscience, & de l'état des enfans qu'ils peuvent avoir : que sans desirer aucune extension de la Jurisdiction de laquelle ils jouissent sous notre protection, & sans avoir d'autre vûe que celle de faire rendre le respect qui est dû à l'un des Sacramens de l'Eglise, & de procurer le salut de ceux dont il a plu à Dieu de leur confier la conduite, ils estiment que s'ils étoient dans une plus grande liberté d'agir à cet égard, ils pourroient contribuer efficacement de leur part à empêcher des scandales de cette nature, sans troubler le repos des familles, dans les tems où ils ne peuvent, sans un trop grand élat, recevoir des remèdes que dans le Tribunal secret de la Pénitence. Qu'à l'égard des conjonctions qui n'ont d'autre fondement que des actes délivrés par des Notaires, qui tendent à réduire le Sacrement de mariage dans l'état où il étoit parmi les Païens, d'un simple contrat civil, l'article XLIV de l'Ordonnance de Blois, & les Arrêts que nos Cours de Parlement ont rendu dans les occasions qui s'en sont présentées, n'ayant pu abolir entièrement un si grand désordre, ils ne peuvent se dispenser de nous supplier, comme ils le font, d'en arrêter le cours par les moyens que nous estimerons les plus convenables, & les plus efficaces. A ces causes, & considérant que toutes les Puissances qu'il a plu à Dieu d'établir dans le monde, ne doivent avoir d'autre objet que celui de concourir à sa gloire & à son saint service ; & reconnoissant incessamment l'obligation encore plus particulière dans laquelle nous sommes, d'employer à cette fin celle que nous avons reçue de sa bonté avec tant d'étendue : nous, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces Présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que notre Edit du mois de Mars dernier, sera exécuté selon sa forme & teneur ; enjoignons à nos Cours de Parlement, & autres nos Juges & Officiers d'y tenir la main ; & lorsqu'ils jugeront des causes, ou des procès dans lesquels il s'agira des mariages célébrés pardevant des Prêtres, autres que les propres Curés des contractans, sans en avoir obtenu les dispenses nécessaires, & même sur les poursuites que nos Procureurs en pourront faire d'office, dans la première année de la célébration desdits prétendus mariages, d'obliger ceux qui prétendent avoir contracté des mariages de cette manière, de le retirer pardevant leurs Archevêques ou Evêques, pour les réhabiliter, suivant les formes prescrites par les saints Canons, & par nos Ordonnances, après

Ann. 1697.

avoir accompli la pénitence salutaire qui leur sera par eux imposée, telle qu'ils l'estimeront à propos. Permettons aussi aux Promoteurs desdits Archevêques & Evêques, lorsque nos Procureurs, ou des parties intéressées ne feront aucunes procédures par-devant nos Juges, de faire assigner devant lesdits Archevêques & Evêques, dans le terme ci-dessus, & après en avoir obtenu d'eux une permission expresse, les personnes qui demeurent & vivent ensemble, & qui n'ont point été mariés par les Curés des Paroisses dans lesquelles ils demeurent, & qui n'ont point obtenu dispenses pour être mariés par d'autres Prêtres, aux fins de représenter ausdits Prelats dans un tems convenable, les actes de célébration de leurs mariages; voulons qu'en cas que les Archevêques & Evêques trouvent que lesdits mariages n'ayent pas été célébrés par les propres Curés des contractans, & qu'il n'y ait d'ailleurs aucun empêchement légitime, ils puissent leur enjoindre de les réhabiliter dans les formes prescrites par les saints Canons & par nos Ordonnances, après avoir accompli la pénitence salutaire qui leur sera par eux imposée, & même de se séparer pendant un certain tems, s'il jugent que cela puisse être fait sans un trop grand éclat, ce que nous laissons à leur prudence; & en cas que ceux qui auront été assignés ne rapportent pas les actes de célébration de leurs mariages ausdits Archevêques & Evêques, dans le tems qui leur aura été marqué, enjoignons à nos Officiers dans le ressort desquels ils demeurent, sur l'avis que lesdits Archevêques ou Evêques leur en donneront, de les obliger de se séparer par des condamnations d'amendes & autres peines plus grandes, s'il est nécessaire, & sans préjudice aux Archevêques & Evêques de les exclure de la participation aux saints Sacramens de l'Eglise, après les monitions convenables, s'ils persistent dans leurs défordres. Enjoignons à nos Cours de Parlement de tenir la main à ce que nosdits Officiers fassent ponctuellement exécuter les Ordonnances desdits Archevêques & Evêques à cet égard, & de donner ausdits Prelats toute l'aide & le secours qui dépend de l'autorité que nous leur avons confiée; déclarons que les conjonctions des personnes lesquelles se prétendent mariées, & vivront ensemble, en conséquence des actes qu'ils auront obtenus du consentement réciproque avec lequel ils se seront pris pour maris & pour femmes, n'emporteront ni communauté ni douaire, ni aucuns autres effets civils, de quelque nature qu'ils puissent être, en faveur des prétendus conjoints, & des enfans qui en peuvent naître, lesquels nous voulons être privés de toutes successions, tant directes que collatérales. Défendons à tous Juges à peine d'interdiction, & même de privation de leur Charges, si nos Cours le trouvent ainsi à propos, par les circonstances des faits, d'ordonner aux Notaires de délivrer des actes de cette nature, & à tous Notaires de les expédier sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de privation de leurs Charges & d'être déclarés incapables d'en tenir aucunes autres de Justice dans la suite. Si donnons en mandement à nos amés & ffeux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que notre présente Déclaration ils aient à faire régistrer, lire & publier, & le contenu en icelle garder observer, sans souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit: car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait apposer notre scel. Donné à Versailles, le quizième jour de Juin, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-dix-sept, & de notre regne le cinquante-cinquième. *Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX.* Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Régistrées en Parlement le 22 Juin 1697. Signé, DONGOIS.



ARREST

ARREST DE REGLEMENT DU PARLEMENT DE PARIS.

Concernant les mariages.

Du 5 Mai 1710.

ENtre Laurent d'Houry, Marchand Libraire à Paris, appellant comme d'abus Ann. 1710. du mariage contracté entre Michel Jombert, fils mineur de défunt Jean Jombert, &c. . . . La Cour dit, qu'il a été mal, nullement, & abusivement procédé & célébré; fait défense à Marie Pelet de se dire & qualifier femme de Michel Jombert, & à eux de se hanter & fréquenter: ordonne que N. N. témoins du présent mariage & Pierre Gassin Clerc du Curé de S. Barthelemy qui l'a célébré, seront ajournés à comparoir personnellement à la Cour. Enjoindre à tous Curés & Prêtres du ressort d'observer les Edits, Ordonnances, Arrêts & Reglemens de la Cour intervenus sur la validité des mariages, & en conséquence leur fait défenses d'en célébrer aucun s'il ne leur apparait du domicile des contractans dans leurs Paroisses, même à l'égard des mineurs & fils de famille, du consentement de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs; leur enjoint de faire déclarer aux témoins depuis quand les contractans sont domiciliés dans leurs Paroisses, & d'avertir les témoins des peines ordonnées contre ceux qui auront fait de fausses déclarations, le tout contre lesdits Curés & Prêtres sous les peines portées par les Ordonnances; & ordonne que le présent Arrêt, sera lu, publié & enregistré aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort. Fait en Parlement le 5 Mai 1710. Signé DONGOIS.

DECLARATION DU ROI,

Qui ordonne que les dispenses de mariage & les publications de bans, ou les dispenses qui en auront été obtenues, ensemble l'insinuation desdites dispenses, soient énoncées dans les actes de célébration de mariage, lorsqu'elles seront enregistrées par les Curés ou Vicaires, &c.

Du 16 Février 1691.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui Ann. 1691. ces présentes Lettres verront, Salut. Par notre Edit du mois de Décembre 1691, nous avons créé des Offices de Greffiers des insinuations ecclésiastiques dans chaque Diocèse de notre Royaume, auxquels nous avons attribué des droits suivant le Tarif arrêté en notre Conseil le 11 du même mois, & entr'autres douze livres pour l'insinuation de chaque dispense, d'un ou de deux bans; mais il nous a été représenté qu'encore que l'insinuation desdites dispenses fasse une des plus considérables parties des émolumens desdits Officiers, cependant ils n'en retiroient pas tout le profit qu'ils en devoient attendre, parce que par l'article XIX dudit Edit, nous avons seulement ordonné une peine de nullité desdites dispenses de bans faite de les faire insinuer, ce qui n'emporteroit aucune obligation de les faire insinuer, à l'égard de toutes les personnes majeures, ni même des mineurs qui contractoient mariage du consentement de leurs peres & meres, le défaut de publications de bans n'étant jugé essentiel pour la validité des mariages de personnes mineures; qu'ainsi la plupart des contractans se dispenseroient impunément de ladite insinuation en fraude des droits attribués ausdits Officiers; & qu'à l'égard des dispenses de mariages, comme nous avons seulement ordonné qu'elles se-roient insinuées, autrement que les parties ne pourroient s'en aider devant nos Ju-

Tome VI.

Tt

ges, les contractans ne se mettroient en peine de les faire insinuer, qu'en cas que leur état fut contesté, qui seroit un cas si rare, que l'on peut dire que le droit des Officiers à cet égard seroit absolument anéanti, & qu'il seroit bien plus sûr, pour l'exécution dudit Edit, & pour assujettir toutes sortes de personnes à faire insinuer lesdites dispenses, au lieu des peines portées par l'Edit de faire défenses aux Curés & aux Vicaires d'enregistrer aucunes célébrations de mariage, que la dispense de mariage ou de bans, s'il y en avoit aucunes, n'eût été insinuée, parce que par ce moyen tous les contractans qui auroient intérêt d'établir la preuve de leur mariage, en le faisant mettre sur le registre, se trouveroient obligés indifféremment de faire insinuer lesdites dispenses, au moyen de quoi les droits que nous avons attribués ausdits Officiers leur seroient assurés & ne pourroient être fraudés; ce qui nous ayant paru important pour l'exécution de notredit Edit & pour maintenir lesdits Officiers dans la jouissance entière de tous lesdits droits. A ces causes, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, en interprétant en tant que besoin seroit notre Edit du mois de Décembre 1691, dit & déclaré, disons & déclarons, nous voulons & nous plaît qu'à l'avenir, du jour de la publication des Présentes, les dispenses de mariages & les publications de bans, ou les dispenses qui en auront été obtenues, ensemble l'insinuation desdites dispenses, soient énoncées dans les actes de célébrations de mariage, lorsqu'ils seront enregistrés par les Curés ou Vicaires, leur défendons de mettre lesdits actes de célébrations sur leurs registres, si lesdites dispenses ne sont insinuées, & sans y faire mention desdites dispenses de mariage, des publications de bans, ou des dispenses qui en auront été obtenues, ensemble l'insinuation desdites dispenses & de sa date, le tout à peine de cinquante livres d'amende pour chaque contravention, applicable aux Hôpitaux des lieux, au paiement de laquelle ils pourront être contraints par saisie de leur temporel, dérogeant pour cet effet à l'article XIX, de notredit Edit du mois de Décembre 1691, lequel nous voulons au surplus être exécuté selon sa forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils aient à faire registrer, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Ordonnances, Reglemens, & autres choses à ce contraires, ausquels nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes, aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers & Secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le sixième jour de Février, l'an de grace mil six cent quatre-vingt-douze, & de notre regne le quarante-neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Registrées à Paris au Parlement, le vingt-huitième Février mil six cent quatre-vingt-douze. Signé DU TILLET.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI, -

Qui décharge du Controлле ceux que les Evêques dispensent de la Publication des trois bans de Mariage.

Du 19 Septembre 1705.

Ann. 1705. **L**E Roi ayant par son Edit du mois de Septembre 1697, créé des Controллеurs des bans de mariage dans toute l'étendue de son Royaume, & ordonné que tous les bans de mariage, même les dispenses des publications desdits bans seroient contrôllées aux peines portées par ledit Edit; & sa Majesté étant informée qu'il arrive quelquefois des occasions dans lesquelles il est important pour l'honneur des familles & l'état des personnes que la célébration des mariages se fasse secrètement, ce qui ne pour-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XVIII. 331
 spit se faire si les dispenses qu'il convient d'accorder dans ces cas de la publication des trois bans étoient sujettes au contrôle, à quoi sa Majesté voulant pourvoir, étant persuadée de l'attention qu'apporteront les Prélats à n'accorder ces sortes de dispenses que dans les cas où elles seront absolument nécessaires. Oui le rapport du sieur Chamillart, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, sa Majesté étant en son Conseil a dispensé & dispense ceux qui auront obtenu d'icelles sieurs Archevêques & Evêques les dispenses de trois bans, de les faire contrôler ni enregistrer. Permet aux Curés & aux Prêtres qui seront par eux commis de procéder à la célébration de leurs mariages sans que le défaut dudit contrôle puisse les rendre ni les parties contractantes sujettes à aucune des peines portées par ledit Edit. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Marly le 19 Septembre 1705.

Signé PHELYPEAUX.

Il y en a un semblable donné particulièrement pour le Diocèse de Paris dès le 16 Décembre 1698.

ARREST DE REGLEMENT.

Concernant les sommations que les enfans doivent faire à leurs peres & meres avant que de se marier.

Du 17 Août 1692.

Extraits des Registres du Parlement.

CE jour les Gens du Roi sont entrés, & Maître Chrétien-François de Lamoignon; Ann. 1692;
 les Avocats dudit Seigneur Roi portant la parole, ont dit à la Cour, qu'examinant les causes qui ont été plaidées pendant ce Parlement, concernant la validité des mariages, ils ont reconnu qu'on apporte souvent des sommations faites aux peres & aux meres de consentir aux mariages de leurs enfans, dont la foi est très-suspecte, quoique l'importance de ces actes soit très-grande. Que cela vient de ce que ces actes ne sont le plus souvent attestés que par un Sergent: qu'ils ont cru qu'en attendant qu'il plaise au Roi faire les Réglemens que ses sujets désirent pour empêcher des mariages qui troublent & qui deshonnorent les familles, la Cour ne désapprouveroit pas qu'ils la suppliasent d'ordonner que les fils & filles, mêmes les veuves, qui voudront faire sommer leur peres & leurs meres de consentir aux mariages qu'ils souhaitent contracter, seront tenus à l'avenir d'en demander la permission au Juge Royal du domicile des peres & des meres, qui leur sera accordée sur requête, & que les sommations seront faites dans cette ville de Paris par deux Notaires, & par-tout ailleurs par deux Notaires Royaux, ou un Notaire Royal en présence de deux témoins domiciliés, à peine de nullité, & que l'Arrêt qui interviendrait seroit lu & publié dans tous les Sièges du ressort à la diligence des Substituts du Procureur général du Roi. Que la Cour estimeroit peut-être la formalité de demander la permission au Juge surabondante, & pouvoir causer du retardement: mais qu'ils esperoient que lorsqu'elle auroit fait réflexion sur l'importance de ces Sommations, & le peu de faveur que méritent ceux qui veulent contracter avec précipitation des mariages sans le consentement de leurs peres & meres, elle ne jugera pas ces formalités inutiles. Les Gens du Roi tenus, la matiere mise en délibération.

La Cour faisant droit sur le requisiroire du Procureur général du Roi, a ordonné & ordonne, qu'en attendant qu'il plût au Roi d'y pourvoir, les fils & les filles, même les veuves qui voudront faire sommer leurs peres & leurs meres aux termes de l'Ordonnance, de consentir à leurs mariages, seront tenus d'en demander permission aux Juges Royaux des lieux des domiciles des peres & meres, qui seront tenus de la leur accorder sur requête, & que les sommations seront faites en cette

T t ij

ville de Paris par deux Notaires, & par-tout ailleurs par deux Notaires Royaux, ou Notaire Royal & deux témoins domiciliés qui signeront avec le Notaire, le tout à peine de nullité. Ordonne que le présent Arrêt sera envoyé dans tous les Sièges du ressort pour y être lu, publié & enregistré : enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois. Fait en Parlement le 27 Août 1692. Signé DONGOIS.

§. XIX.

SUR DIFFERENTES MATIERES

qui n'ont pû être rapportées aux §. précédens.

ORDONNANCE DE CHARLES IX,

Sur les plaintes, doléances, & remontrances des Députés des trois Etats, tenus en la Ville d'Orleans, qui contient 149 Articles.

Du... Janvier 1560.

AOR.1560. CHARLES, par la grace de Dieu, Roi France. Sçavoir faisons à tous présents & avenir, que sur les plaintes, doléances, & remontrances des Députés des trois Etats de notre Royaume, redigées, & présentées par écrit, en la convocation & assemblée d'iceux faite & continuée en notre Ville d'Orleans après le décès du feu Roi notre très-cher Sicur & Frere, au mois de Décembre dernier. Icelles au long vûes en notre Conseil, où ont assisté notre très-honorée Dame & Mere, notre très-cher oncle le Roi de Navarre, les Princes de notre Sang, Seigneurs, & gens de notre Conseil, avons par leurs avis, conseil, & meure délibération, fait & autorisé, faisons & autorisons les Ordonnances qui ensuivent.

DU CHAPITRE ECCLESIASTIQUE.

ARTICLE PREMIER.

Tous les Archevêques & Evêques seront désormais, si-tôt que vacation adviendra, élus & nommés : à sçavoir les Archevêques par les Evêques de la Province, & Chapitre de l'Eglise archiépiscopeale. Les Evêques par l'Archevêque, Evêques de la Province, & Chanoines de l'Eglise épiscopale, appelés avec eux douze Gentilshommes, qui seront élus par la Noblesse du Diocèse, & douze notables Bourgeois, qui seront aussi élus en l'Hôtel de la ville archiépiscopeale ou épiscopale. Tous lesquels convoqués à certain jour par le Chapitre du Siège vacant, & assemblés comme dit est, s'accorderont de trois personages de suffisance & qualités requises par les saints Decrets & Conciles, âgés au moins de trente ans, qu'ils nous présenteront : pour par nous faire election de celui des trois, que voudrons nommer à l'Archevêché ou Evêché vacant.

II.

Et sur la remontrance & requête des Députés desdits Etats, à ce qu'à l'avenir aucun vacant ou annexe ne soit payée pour la provision des Archevêchés, Evêchés, Abbayes, & autres Bénéfices consistoriaux, avons avisé de traiter & conférer sur ce plus amplement avec les Députés de notre saint Pere le Pape, & eependant par avis de notre Conseil, & suivant les Decrets des saints Conciles, anciennes Ordonnances de nos prédécesseurs Rois, & Arrêts de nos Cours de Parlement, ordonnons que tous transport d'or ou d'argent hors de notre Royaume, & payemens de peniers sous couleur

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 333

d'annate, vacant ou autrement, surfoiront & cesseront, à peine du quadruple contre ceux qui contreviendront à cette présente Ordonnance.

III.

Les Abbesses & Prieures seront dorenavant (vacation avenant) élues par les Religieuses de leurs Monastères, pour être triennales seulement. Et sera procédé de trois ans en trois ans à continuelle élection.

IV.

Admonêtons & néanmoins enjoignons à tous Prélats, Patrons & Collateurs ordinaires, pourvoir aux Bénéfices ecclésiastiques, même aux Cures & autres ayans charge d'ames, de personnes de bonne vie & littérature, & ne bailler aucuns dévolus plutôt & paravant que le pourvu par l'Ordinaire ait été déclaré incapable : défendons à tous nos Juges avoir aucun égard aux provisions par dévolus, soient apolloiques ou autres quelconques, auparavant la déclaration d'incapacité.

V.

Resideront tous Archevêques, Evêques, Abbés, Curés, & sera chacun d'eux en personne son devoir & charge, à peine de faïste du temporel de leurs Bénéfices. Et parce que aucuns tiennent à présent plusieurs Bénéfices par dispenses, ordonnons par provision, & ce jusqu'à ce que autrement y ait été pourvu, qu'en résidant en l'un de leurs Bénéfices, ou en charge requerant par nosdites Ordonnances, résidence & service aduel, dont ils seront duement apparoir, seront excusés de la résidence en leurs autres Bénéfices : à la charge toutefois qu'ils commettront Vicaires, personnes de suffisance, bonne vie & mœurs ; à chacun desquels ils assigneront telle portion du revenu du Bénéfice qu'il puisse suffire à son entretenement. Autrement à faute de ce faire admonêtons & néanmoins enjoignons à l'Archevêque ou Evêque diocésain y pourvoir. Commandons très-expressément à nos Juges & Procureurs y tenir la main, & faire saisir sans dissimulation le temporel des Archevêchés, Abbayes, ou autres desdits Bénéfices, un mois après qu'ils auront dénoncé & interpellé les Prélats résider, faire résider les Titulaires en leurs Bénéfices, & satisfaire au contenu de cette présente Ordonnance. Enjoignons à nosdits Juges & Procureurs fait procès-verbaux des noms, résidences & saisies, qu'ils enverront de six en six mois en notre Conseil privé, sans qu'ils puissent prendre aucune chose pour les saisies, main-levées, ou sous prétexte d'icelles, à peine de privation de leurs Offices.

VI.

Visiteront les Archevêques, Evêques, Archidiaques en personne, les Eglises & Cures de leurs Diocèses, & taxeront leur prétendu droit de visitation si modérément, que l'on n'ait occasion de s'en plaindre.

VII.

Enjoignons aux Prélats qui par maladie, anciens, âgés, ou autrement, ne pourroient vaquer à leurs Charges, & veiller sur le troupeau, prendre & recevoir Coadjuteurs & Vicaires, personnages des qualités requises, tant pour la prédication de la parole de Dieu, qu'administration des saints Sacramens : auxquels pour faire lesdits Prélats assigneront & seront tenus bailler pension raisonnable. Et à faute de ce faire nos Officiers des lieux nous en avertiront, sans dissimulation, pour y pourvoir.

VIII.

En chacune Eglise cathédrale ou collégiale sera réservée une Prébende affectée à

un Docteur en Théologie, de laquelle il sera pourvu par l'Archevêque, Evêque, ou Chapitre, à la charge qu'il prêchera & annoncera la parole de Dieu chacun jour de Dimanches & Fêtes solennelles. Et es autres jours il fera & continuera trois fois la semaine une leçon publique de l'Ecriture sainte. Et seront tenus & contrains les Chanoines y assister, par privation de leur distribution.

IX.

Outre ladite Prébende Théologale, une autre Prébende ou le revenu d'icelle demeurera destinée pour l'enseignement d'un précepteur, qui sera tenu moyennant ce, instruire les jeunes enfans de la Ville gratuitement & sans salaire, lequel précepteur sera élu par l'Archevêque ou Evêque du lieu, appelés les Chanoines de leur Eglise, & le Maire, Echevins, Conseillers, ou Capisouls de la Ville, & destituable par ledit Archevêque ou Evêque par l'avis des dessusdits.

X.

Ordonnons que les deniers & revenu de toutes Confrairies (la charge du Service divin deduite & faite) soient appliqués à l'entretienement des écoles & aumônes es plus prochaines Villes, ou Bourgades, & Villages où lesdites Confrairies auroient été instituées, sans que lesdits deniers puissent être employés à autre usage pour quelque cause que ce soit. Commandons très-expressement à nos Officiers & au Maire, Echevins, Capisouls, & Conseillers des Villes & Bourgades chacun en son endroit, d'y avoir l'œil, à peine de s'en prendre à eux.

XI.

Tous Abbés, Abbeses, Prieurs, Prieures, non étant Chefs d'Ordre, ensemble tous Chanoines & Châpîtres, tant séculiers que réguliers, & des Eglises cathédrales ou collégiales, seront indifféremment sujets à l'Archevêque ou Evêque diocésain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun privilège d'exemption, pour le regard de la vifitation & punition des crimes nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, desquelles nous avons évoqué la connoissance, & icelle revenue en notre Conseil privé. Demeureront toutefois aux Abbés, Abbeses, Prieurs & Prieures, la vifitation & correction accoutumée sur leurs Religieux & Religieuses par faulse d'obfervance de leur Regle.

XII.

Défendons à tous Prélatz, recevoir en leurs Diocèses, les Prêtres qui se disent de nul Diocèse, & promouvoir aucun aux Ordres par Lettres dimissoires, sans grande & juste cause, & à l'Ordre de Prêtrise, qu'il n'ait l'âge de trente ans, & que ses probité, bonnes mœurs, littérature, même es saintes Lettres ne soient connues, ayant aussi bien temporel, ou bénéfice suffisant pour se nourrir & entretenir, lequel revenu temporel sera certifié sans fraude pardevant le Juge ordinaire, de la valeur de cinquante livres tournois par an, au moins par quatre Bourgeois, ou Habitans du lieu solvables, qui seront tenus fournir & faire valoir ladite somme. Et avons déclaré le revenu temporel inalienable, & non sujet à aucunes obligations & hypothèques créées depuis la promotion du Prêtre, & durant sa vie.

XIII.

L'Archevêque ou Evêque qui contreviendra à cette Ordonnance, sera tenu nourrir à ses dépens celui qu'il aura promu à l'Ordre de Prêtrise, & y sera contraint par faulse de son temporel, jusques à ce qu'il l'aura pourvu de Bénéfice compétant.

XIV.

Sera enjoit à tous Prêtres se retirer en leurs Diocèses excepté ceux qui ont Bénéfices ou biens suffisans pour les entretenir selon leur état, ou qui sont habitués & servant ordinairement aux Eglises cathédrales, collégiales, ou paroissiales. Admonestons & enjoignons aux Prélats de les recevoir en leurs Diocèses, & ausdits Prêtres s'y contenter honnêtement, étudier & s'employer à exercices honnêtes pour gagner leur vie.

XV.

Défendons à tous Prélats, gens d'Eglise, & Curés, permettre être exigé aucune chose pour l'administration des saints Sacremens, sépultures & toutes autres choses spirituelles, nonobstant les prétendues louables & communes usances. Laisant toutesfois à la discrétion & volonté d'un chacun donner ce que bon lui semblera.

XVI.

Et afin que les Curés puissent sans aucune excuse vacquer à leurs Charges, enjoignons aux Prélats procéder à l'union des Bénéfices, distribution des dixmes, & autre revenu ecclésiastique, suivant la forme des saints Decrets.

XVII.

Ne pourront les Prélats en quelque maniere que ce soit, bailler à ferme le spirituel de leurs Bénéfices, ni leurs Vicaires à leurs Fermiers, ausquels Vicaires défendons à nos Juges avoir aucun égard; & ne bailler à ferme le temporel de leurs Bénéfices aux étrangers qui ne seront naturalisés, habitués & mariés en ce Royaume, à peine de faïsse dudit temporel, qui sera distribué aux pauvres des lieux.

XVIII.

Ne pourront aussi les Prélats, gens d'Eglise, Officiaux, décerner monitions, & user de censures ecclésiastiques, sinon pour crime & scandale public.

XIX.

Défendons aux peres & meres, tuteurs & parens, de permettre à leurs enfans ou pupiles, faire profession de Religieux ou Religieuse, qu'ils n'aient; sçavoir est, les mâles vingt-cinq ans, & les filles vingt ans. Et où avant ledit tems, lesdites professions se feroient, pourront lesdits profes disposer de leur portion héréditaire, échue ou à échoir, en ligne directe ou collatérale, au profit de celui de ses parens que bon lui semblera; & non du Monastere. Et pour cet effet, les avons dès à présent déclaré capables de succéder & tester, nonobstant ladite profession, toute rigueur de droit, ou coutumes à ce contraires.

XX.

Ordonnons & enjoignons aux Supérieurs & Chefs d'Ordre, vacquer & procéder diligemment à l'entiere reformation des Monasteres de notre Royaume, & pays de notre obéissance, selon la premiere institution, fondation & règle. En chacun desquels Monasteres sera entretenu & stipendié aux dépens de l'Abbé ou Prieur, un bon & notable personnage, pour y enseigner les bonnes & saintes Lettres, & former les Novices en mœurs & discipline monastique. Et ce qui sera ordonné par lesdits reformateurs, sera réalement & de fait exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

XXI.

Injoignons à nos Juges & Procureurs, faire saisir & regir sous notre main le revenu des Bénéfices non desservis, & faire procès-verbaux des ruines & démolitions, qu'ils enverront à l'Archevêque ou Evêque diocésain, auquel nous enjoignons y pourvoir, & faire entretenir les fondations.

XXII.

Défendons à tous Juges de nos Royaumes, & Pays de notre obéissance, d'avoir aucun égard, en jugeant le possessoire des Bénéfices, aux provisions obtenues par prévention, en forme de regrès, graces expectatives, & autres semblables, & aux dispenses octroyées contre les saints Decrets & Conciles; à peine de privation de leurs Offices. Et ne pourront les impétrants desdites provisions ou dispenses, s'en aider, s'ils n'ont de nous congé & permission.

XXIII.

Commandons très-expressement à tous nos Juges, garder & faire observer contre les blasphémateurs du nom de Dieu, & autres vains de blasphèmes execrables, les Ordonnances du feu Roi saint Louis, & autres Rois Prédécesseurs. Défendons à tous Juges permettre qu'ès jours de Dimanches & Fêtes annuelles & solennelles, aucunes foires & marchés, soient tenus, ni danses publiques faites, & leur enjoignons de punir ceux qui y contreviendront.

XXIV.

Défendons à tous Joueurs de farces, bateleurs & autres semblables, jouer esdits jours de Dimanches & Fêtes, aux heures du Service divin, se vêtir d'habits ecclésiastiques, jouer choses dissolues & de mauvais exemple, à peine de prison & punition corporelle, & à tous Juges leur bailler permission de jouer durant esdites heures.

XXV.

Défendons aussi à tous Cabaretiers, Taverniers, & Maitres de jeu de Paume, recevoir esdites heures du Service divin, aucunes personnes, de quelques qualité qu'ils soient. Et à tous Manans & Habitans de Villes, & Bourgades, & Villages, & même à ceux qui sont mariés & ont ménage, aller boire & manger es tavernes & cabarets, & ausdits Taverniers & Cabaretiers les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois, & de prison pour la seconde. Enjoignons à tous nos Juges ne permettre qu'il soit aucunement contrevenu au contenu ci-dessus, à peine de suspension d'états & privation d'iceux, en cas de longue dissimulation & connivence.

XXVI.

Et parce que ceux qui se mêlent de prognostiquer les choses avenir, publient leurs almanachs & prognostications passant les termes d'astrologie contre l'expres commandement de Dieu, chose qui ne doit être tolérée par Princes Chrétiens, nous défendons à tous Imprimeurs & Libraires à peine de prison, & d'amende arbitraire, d'imprimer ou exposer en vente aucuns almanachs & prognostications que premièrement n'ayent été visités par l'Archevêque, ou Evêque, ou ceux qu'il commettra. Et contre celui qui aura fait ou composé esdits almanachs, sera procédé par nos Juges extraordinairement, & par punition corporelle.

XXVII.

Ne pourront les Curés, Vicaires, ou autres gens d'Eglise, recevoir les testaments

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 337
& dispositions de dernière volonté, esquels aucune chose leur soit léguée ou donnée.

XXVIII.

Toutes personnes ecclésiastiques pourront être indifféremment exécutés en leurs meubles, sauf es Ornaments servans & destinés à l'Eglise, leurs livres vêtements ordinaires & nécessaires.

XXIX.

Défendons à tous Prélats & gens d'Eglise, de vendre ou faire couper bois de haute futaie, autres qu'abattus par tourmente & impétuosité de vents, & sans fraude, à peine de saisie de leur temporel. Et avons dès à présent révoqué toutes permissions de faire couper & abattre bois de haute futaie. En défendant à toutes personnes de quelque condition qu'ils soient, d'acheter des gens d'Eglise, bois de haute futaie, sous notre nom, ou des Officiers de notre artillerie, qui se prétendent privilégiés, à peine de recouvrer sur eux le prix dudit bois acheté, encore qu'il fut payé.

.....

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, Chambres des Comptes, Généraux de la Justice de nos Aides, & à tous autres nos Officiers, & à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que nos présentes Ordonnances faites sur les plaintes, doléances & remontrances des députés desdits trois Etats de notre Royaume (iceux tenans en notre ville d'Orléans) ils gardent, observent, & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir inviolablement de point en point selon leur forme & teneur, sans les enfreindre, ne souffrir aucune chose être faite au contraire. Et afin de perpétuelle mémoire, & qu'elles soient notoires à tous nos sujets, les fassent lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai, après la présentation d'icelles; car tel est notre plaisir. Donné à Orléans, au mois de Janvier, l'an de grace mil cinq cent soixante, & de notre regne le premier. Ainsi signé, CHARLES, *Visa*. Et au-dessous, par le Roi tenant ses Etats. DE L'AUBESPINE. Et scellé du grand sceau de circ verte avec lacs de soye rouge & verte.

Acta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, cum exceptione tamen & reservatione Regem ipsum supplicandi, instituti & admonendi super nonnullis articulis, Monumentis & aliis Senatus consignatis: & dabis aliiarius Curie intercedentibus alla intercessionum, pro quibus apud Regem sibi prospicere & providere poterunt. Parisius in Parlamento XIII die Septembris, anno Domini M. D. L. X. I. Sic signatum Du Tillet.

ORDONNANCE DU MESME,

Concernant les Hôpitaux érigés en Bénéfices.

De l'an 1561.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, à tous présents & à venir, Ann. 1561.
Salut. Après avoir été dûment informés en notre Conseil, que les Hôpitaux & autres lieux pitoiables de notre Royaume ont été ci-devant si mal administrés, que plusieurs à qui cette charge a été commise approprient à eux & appliquent à leur profit la meilleure partie du revenu d'iceux, & ont quasi aboli le nom d'Hôpital & d'hospitalité, sous couleur qu'ils prétendent aucun desdits lieux pitoiables être Titulaires & Bénéfices en titre, défraudans les pauvres de leur due nourriture, & contrevenans aux saints commandemens de Dieu & intention des Fondateurs.

I.

Pour y remédier, comme vrais conservateurs des biens des pauvres, par l'avis de
Tome VI. Vu

notre très-honorée Dame & mere, de notre très-cher & très-ami oncle le Roi de Navarre, des Princes de notre Sang & gens de notre Conseil, avons par Edit perpétuel & irrévocable, statué & ordonné, statuons & ordonnons, que tous Hôpitaux, Maladreries, Leproteries, & autres lieux pitoyables, soit qu'ils soient tenus en titre de Bénéfice, ou autrement en Villes, Bourgades, ou Villages, de nos Royaume & pays de notre obéissance, seront désormais regis, gouvernés, & le revenu d'iceux administrés par gens de bien, raisonnables & solvables, deux au moins en chacun lieu lesquels seront élus & commis de trois en trois ans par les personnes ecclésiastiques ou laïcs à qui par les fondations, le droit de présentation, nomination, ou provision appartiendra autres fois que leurs parens, domestiques, ou de leur famille; & en lieux qui ne sont en patronage, & de fondation des gens d'Eglise ou laïcs, encore qu'aucuns soient fondés par nos prédécesseurs, seront les Administrateurs commis par les Communautés des Villes, Bourgades ou Villages, sans que les Administrateurs qui seront destituables en cas de malversation puissent être continués après ledits trois ans.

I I.

Ordonnons & enjoignons aux Juges des lieux arbitrer & taxer dedans un mois pour tous délais, à tous ceux qui se prétendent Titulaires de quelque qualité qu'ils soient & quelque provision qu'ils aient obtenue, soit de nous, à la nomination de notre grand Aumônier, ou autrement, certaine somme pour leur vivre & vestiaire seulement, eu égard au revenu de l'Hôpital ou Maladrerie, laquelle somme, à quelque revenu que le puisse monter ledit Hôpital ou Maladrerie, n'excédera la somme de sept-vingts livres tournois par chacun an, à prendre & recevoir par les mains des Administrateurs la somme qui sera taxée, à la charge de faire le Service divin & administrer les Sacramens aux pauvres en personne, comme leur Office & devoir le requiert. Entendons toutefois qu'en lieux où il y a Religieux ou Religieuses, les fondations soient gardées & entretenues; pour leur vivre en commun, vestiaire seulement, somme certaine sera taxée, laquelle leur sera distribuée & payée par les mains des Administrateurs.

III.

Le surplus du revenu desdits Hôpitaux, Maladreries, & autres lieux pitoyables sera entièrement employé à la nourriture & nécessité desdits pauvres, réparations & entretienement des bâtimens & édifices, & autres choses nécessaires.

IV.

Enjoignant très-expressement audit Administrateurs recevoir & faire traiter humainement & gratuitement les pauvres malades, tant ceux des Villes & lieux circonvoisins, que les passans: avoient chacun Hôpital, qui le pourra commodément porter, Chambres séparées pour retirer les malades de maladies contagieuses & incurables, où seront secours de tous remèdes servans à leur guérison.

V.

Commandons à tous Juges des lieux, chacun en son endroit, s'informer diligemment & par le menu en quoi consiste le revenu desdits Hôpitaux, Maladreries, Leproteries, & autres lieux pitoyables, quel nombre de pauvres ils peuvent porter: & de ce lesdits Administrateurs dresseront un état, dont lesdits Juges feront procès verbal, ensemble de la taxe faite à celui qui se prétendra Titulaire, & de l'exécution entière du présent Edit & Ordonnance, pour icelui procès-verbal envoyer dedans trois mois à notre très-cher & féal Chancelier, sur peine de suspension de leurs états; lequel notre Chancelier ne pourra sceller aucunes Lettres de provision, soit à la nomination de notre grand Aumônier, ou autrement par nous commandées, s'il ne lui appert du titre & droit de fondation ou collation; & à la charge que celui qui sera pourvu ne prendra sur la

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 339

revenu & par les mains des Administrateurs, que la somme seulement qui aura été arbitrée & taxée, comme dessus. Ordonnons que lesdits Administrateurs rendront compte d'an en an, & à la fin de chacune année : à sçavoir ceux qui auront été commis par les gens d'Eglise & Parroissiens laïcs, pardevant leurs Juges, appellés les plus apparens Habitans du lieu ou Paroisse, jusques au nombre de quatre au moins ; & les autres qui auront été commis par les Communautés des Villes & Bourgades, pardevant nos Juges, en la présence de l'Archevêque ou Evêque, ou son Vicaire, appellés les Echevins, Conseillers, Capitouls, Consuls, ou autres qui lors auront l'administration des affaires des Villes ou Bourgades. Et si à la fin des trois ans restent des maies des Administrateurs quelques deniers revenans bons, entendons qu'ils soient employés (la fourniture des meubles, & les réparations nécessaires préalablement faites) à œuvres charitables, comme à marier pauvres filles, entretenement d'enfans à métier, & autres semblables, par avis & à la discretion de ceux qui assisteront, comme dessus, à la reddition des comptes, lesquels préféreront les pauvres du lieu à tous autres. Seront tenus lesdits Administrateurs faire dues diligences & poursuites contre leurs prédécesseurs, à fin de rendre compte tant du revenu qu'ils auront manié, & des deniers reçus, que des meubles, dequels les nouveaux Administrateurs se chargeront par inventaires signés. Payeront tous Administrateurs le reliqua dont ils se trouveront redevables à la fin des trois ans & ce par emprisonnement de leurs personnes. Le tout sans que pour lesdites administration & reddition de comptes, ou assistance à iceux, soit pris ne alloué par lesdits Officiers des lieux & Administrateurs aucune chose pour leurs salaires & vacations.

Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, &c. Donné à Fontainebleau au mois d'Avril, l'an de grace mil cinq cent soixante un. Et de notre regne le premier. *Signé sur le reply*, Par le Roi en son Conseil. HURAULT. Et à côté, *Visa*. Scellé du grand scel de cire verte, en lacs de soye verte & rouge.

Lectis, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, per modum provisionis duntaxat, & absque prejudicio jurium partium opponentium, & prout in registro hodie judicialiter factis continetur. Parisiis in Parlamento decimâ die Martii, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo primo Sic signatum, DU TILLET.

LETTRES PATENTES DU MESME,

Par lesquelles les Annates ou vacans des Bénéfices, & les préventions sont remises, nonobstant les Ordonnances des Etats tenus à Orléans.

De l'an 1562.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; Salut. Comme à notre nouvel avènement à la Couronne, & à la requête des gens des trois Etats de notre Royaume tenus en la Ville d'Orléans, nous par l'avis des Princes de notre sang, & autres grands & notables personnalités de notre Conseil privé, eussions défendu à nos sujets de plus porter, ne s'irer deshors hors de notredit Royaume, sous couleur & prétexte d'annates ou vacans, & fait autres défenses concernant les impetrations de Bénéfices par préventions ou dévolut, dispenses, ou autres expéditions qui s'expédient en Cour de Rome, comme il est contenu au cahier desdites Ordonnances, es deux, quatre & vingt-deuxième articles, lesquelles défenses ont été publiées en nos Cours de Parlement & autres juridictions de notredit Royaume, dont plainte & remontrance nous auroit été faite par notre très-cher & très-amié cousin le Cardinal de Ferrare Legat en France, & fait prier remeure les choses dessusdites en l'état qu'elles étoient auparavant ladite Ordonnance d'Orléans : sçavoir faisons, que nous désirant rendre tout honneur & filiale devotion à notre saint Pere, & pour la parfaite assurance que nous avons que

Vu ij

la Sainteté ſaura bien pourvoir & donner ordre en bref au beſoin que les choſes deſſuſdites auront de réformation, ainſi que nottedit couſin le Cardinal de Ferrare ſon Legat nous a promis de la part de ſadite Sainteté, & que déjà par eſſet il en a fait une grande remonſtrance. Pour ces cauſes & autres occurrentes occaſions à ce nous mouvant, ayant égard auſdites remonſtrances à ce nous faites, avons par l'avis de la Reine notre très-honorée Dame & mere, Princes de notre ſang, & gens de notre Conſeil privé, levé & ôté, levons & ôtons leſdites déſenſes & peines faites & impoſtes par notre Edit & Ordonnance d'Orléans aux contrevenans à icelles, & l'eſſet deſdites Ordonnances pour le regard de ce que deſſus. Si donnons en mandement par ces mêmes Préſentes ſignées de notre main à nos amés & ſiaux, &c. Donné à Chartres le 10 Janvier l'an 1562, & de notre règne le troiſième. *Signé CHARLES. DU L'AUBESPINE.*

Letta, publicata & regiſtrata, audito Procuratore Regis, Pariſiis in Parlamento 25 die Januarii, anno Domini 1562. Signatum DU TILLET.

EDIT DU MESME.

Donné ſur les remonſtrances faites à ſa Majelté de la part des Prélats & gens du Clergé de ce Royaume.

Du 16 Avril 1571.

Ann. 1571: **C**HARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, à tous ceux qui ces Préſentes verront. ſçavoir faiſons, que ſur pluſieurs remonſtrances, plaintes & doléances à nous faites de la part des Prélats & gens du Clergé de notre Royaume, contenues au cahier qui nous a été préſenté: après en avoir ouï la lecture, avons de notre Conſeil déclaré & ordonné, déclarons & ordonnons ce qui ſ'enſuit.

Premierement.

Que notre intention a toujours été, comme elle eſt & fera, de nommer aux Archevêchés, Evêchés, Abbayes & autres Bénéfices de notre Royaume, qui ſont à notre nomination, perſonnages capables & qualifiés, ſuivant les ſaints Decrets, & Conciles concordats: & que ceux qui ont été nommés à notre ſaint Pere le Pape, obtiennent leurs provisions apoſtoliques dedans le temps prefix de Droit.

II.

Les gens d'Egliſe ès procès où ils ſeront parties, pourront recuſer les Juges qui ſeront profeſſion ou exercice de la nouvelle prétendue Religion, & ſans autre expreſſion de cauſe leſdits Juges ſ'abſtiendront du jugement deſdits procès, nonobſtant les Edits & Ordonnances qu'on pourroit prétendre au contraire.

III.

Déſendons très-expreſſément aux Seigneurs temporels & autres perſonnes quelconques qui ſont de ladite prétendue Religion, de ſe ſervir des cloches & meubles des Eglises, & d'occuper leſdites Eglises & lieux dédiés pour le Service divin, ni de contraindre les Curés ou leurs Vicaires de changer ou diſſérer les heures dudit Service ordinaires & accoutumées,

I V.

Défendons aussi à tous seurs & autres quelconques de demolir & abbatre les Eglises ou Chapelles, encore qu'elles fussent de leur fondation ou de leurs prédécesseurs, à peine de privation de tout droit de patronage.

V.

Et afin que la discipline ecclésiastique ne soit empêchée ou retardée par appellations comme d'abus, nous avons déclaré & déclarons n'avoir entendu, comme n'entendons, que lesdites appellations soient reçues, sinon en cas des Ordonnances, & qu'elles n'aient effet suspensif en cas de correction & discipline ecclésiastique, mais devolutif seulement.

V I.

N'entendons pareillement que les Juges ecclésiastiques soient aucunement troublés ou empêchés en juridiction & cognoissance des causes qui leur appartiennent.

V I I.

Les Religieux qui sont sans chef d'Ordre, seront tenus & contraints élire & choisir Ordre certain & Regle pour être visités, sans préjudice de la juridiction ordinaire des Prélats.

V I I I.

Pour les différends & procès mûs & pendans, tant en notre Conseil, qu'en nos Cours de Parlement sur le neuvième article de nos Ordonnances faites à Orléans, touchant les Prébendes préceptoriales, & obvier à diversité de jugemens, avons ordonné & ordonnons que l'exécution & effet dudit article surseoira, jusqu'à ce que par nous autrement y ait été avisé & pourvu.

I X.

Et pour faire cesser la poursuite de plusieurs procès mûs & intentés par aucuns Curés pour raison de leurs prétendues portions canoniques & congrues, avons ordonné & ordonnons, que les Curés desquels les Bénéfices vaudront six vingt livres de revenu annuel, les charges ordinaires deduites & rabattues, ne pourront demander autre portion congrue. Et pour le regard des autres Bénéfices de moindre valeur & revenu, les Juges d'Eglise y pourvoiront ainsi qu'ils verront être à faire, défendant à nos Juges d'en prendre aucune juridiction & cognoissance.

X.

Défendons à peine de punition corporelle, tous Libelles, Livres, Placards, & portraits diffamatoires, & sera procédé extraordinairement, tant contre les Auteurs, Compositeurs, & Imprimeurs que contre ceux qui les publieront à la diffamation d'autrui. Défendons l'impression en notre Royaume de tous nouveaux Livres, sans notre permission par lettres de notre grand scel, auxquelles sera attachée la certification de ceux qui auront vu & visité le Livre, & ne sera loisible d'imprimer aucun Livre sans au commencement & première page d'icelui nommer l'Auteur & l'Imprimeur.

X I.

Ne pourront nos Baillifs & Sénéchaux ou leurs Lieutenans & autres nos Juges, même nos Cours de Parlement, contraindre les Prélats & Collateurs des Bénéfices, bailler aux parties la collation des Bénéfices qu'ils pourroient prétendre, ainsi les

renverront aux Supérieurs desdits Prélats pour pourvoir sur leurs refus par les voyes de Droit.

XII.

Et sur la fréquente plainte des gens d'Eglise de plusieurs nos Officiers, qui abusent des saisies, par faute de non résidence des Bénéficiers, défendons à nosdits Officiers de faire procéder par saisie du temporel des Bénéfices par faute de non résidence, sinon après avoir averti le Diocésain ou le Vicaire du Bénéficiaire Titulaire, auquel il baillera délai compétant pour lui faire entendre, ou faire avoir de la licence légitime de non résidence. Auquel cas le temporel du Bénéfice dont sera question ne pourra être saisi, à peine des dépens, dommages & intérêts du Bénéficiaire.

XIII.

Et à ce que les personnes ecclésiastiques aient meilleur moyen de faire leur devoir au Service de Dieu & de son Eglise, voulons & entendons qu'ils soyent maintenus & conservés en leurs privilèges, libertés & franchises de leurs personnes, & biens, revoquant toutes Lettres obtenues au contraire.

XIV.

Ceux qui servent actuellement à l'Eglise, jouiront du privilège de Clericature & Tonfure, & les Prêtres & autres promus aux Ordres sacrés ne seront exécutés en cas de crime, & condamnation de mort, sans dégradation.

XV.

Pour la sauvegarde des maisons archiepiscopales, épiscopales, abbatiales, claustrales, canonicales, & toutes autres d'habitation de personnes ecclésiastiques, ensemble des metairies & maisons des champs, avons permis aux Archevêques, Evêques, Abbés, Prieurs, Chapitres, Couvents & Communautés ecclésiastiques, faire attacher nos armes & panonceaux aux portes principales & entrées de leursdites maisons, tant des villes, que des champs, lesquelles nous avons exemptées & exemptions de logis & passage de gens de guerre à pied & à cheval, pour quelque occasion que ce soit.

XVI.

Suivant les Edits & Ordonnances de nos prédécesseurs, avons ordonné & ordonnons, que les tenanciers des fujets à dixmes, prémices, quarts, boisiaux & autres droits, seront tenus faire publier & signifier aux Prônes des Paroisses où seront assises lesdites terres, le jour qu'ils auront délibéré de faire cueillir leurs grains, vins, & fruits, à ce que ceux à qui lesdits droits appartiendront s'y puissent trouver, ou leurs gens, pour les recevoir & recueillir. Et si pour raison de ce aucuns procès ou différends interviennent, en avons attribué & attribuons toute juridiction & cognoissance respectivement à nos Cours de Parlement chacun dans son ressort. Et pour certaines considérations à ce nous mouvans, défendons très-étroitement à tous Gentilshommes de prendre par eux ou personnes interposées directement ou indirectement, les fermes desdites dixmes & autres droits ou revenus ecclésiastiques, encore que ce soit du consentement des Bénéficiers, attendu que la plupart de tels consentemens se font par impression & crainte.

XVII.

Et sur les remontrances & plaintes qui nous ont été faites contre aucuns gentilshommes & autres, qui durant les troubles, auparavant & depuis se sont emparés & occupent de fait plusieurs Bénéfices, & en ont joui, & jouissent encore par force, ou sous prétexte de quelques simulées provisions obtenues & praiquées sous les noms

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 343

d'aucuns leurs serviteurs domestiques ou autres noms empruntés on accommodés, au scandale du peuple, mépris & diminution du Service divin : avons très-expressement ordonné, & enjoignons ausdits Gentils-hommes & autres quelconques, de d'laisser incessamment après la signification qui leur aura été faite, la possession & jouissance desdits Bénéfices par eux occupés aux titulaires d'iceux, & leur rendre & restituer dedans trois mois après ensuivans, tous les fruits par eux perçus : & à faute d'y satisfaire & obéir, mandons & ordonnons à chacune de nos Cours de Parlement, du ressort de laquelle ils seront, procéder extraordinairement contre les violens possesseurs & occupants desdits Bénéfices & les punir des peines rigoureuses de Droit & de nos Ordonnances.

XVIII.

Et pour faire cesser toute difficulté en l'article dix-huitième de nos Ordonnances faites à Orléans l'an mil cinq cent soixante, avons ordonné que les Prélats, Pasteurs & Curés, pourront user des monitions & censures ecclésiastiques, en cas qu'il est permis par les saints Décrets & Conciles.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, au Prévôt de Paris, & à tous Baillifs Sénéchaux, ou leurs Lieutenans, & autres nos Juges qu'il appartiendra, que ces Présentes nos Lettres de déclaration ils vérifient, fassent lire & enregistrer, respectivement garder & observer le contenu de point en point selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière, nonobstant oppositions ou appellations quelconques ; car tel nous plaist : en témoin de ce avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le seizième jour d'Avril, l'an de grace, mil cinq cent septante-un, & de notre règne l'onzième. *Signé* CHARLES, *Et plus bas*, Par le Roi en son Conseil. BRULART. Et scellé sur double queue du grand sceau en cire jaune.

Lues, publiées & enregistrées, oui sur ce le Procureur général du Roi, aux charges portées par le registre, l'extrait duquel sera délivré avec lesdites lettres. A Paris en Parlement, le septième jour de Septembre, l'an mil cinq cent soixante onze.

Ainsi signé Du TILLET.

Extrait des Registres de Parlement.

VU par la Cour, les grand-Chambre & Tournelle assemblées, les Lettres patentes du Roi, données à Paris le seizième jout d'Avril dernier, contenant déclaration de sa volonté sur un cayer à lui présenté par les Prélats & gens du Clergé de son Royaume, la requête présentée par ledit Clergé, conclusions du Procureur général du Roi sur chacun article dudit cayer, & tout considéré :

1^o Ladite Cour a ordonné & ordonne que sur les premier, second, huitième, neuvième & onzième, remontrances seront luites audit Seigneur, même sur le premier, que les Conciles, anciens Décrets & Pragmatique-sanction soient gardés.

2^o Et quant aux troisième, quatrième, cinquième, six, sept, dix, treize, quatorze, quinze & dix-septième, demeureront purement & simplement vetifiés.

3^o Et pour le regard du douzième, demeurera semblablement vetifié, & néanmoins faisant droit sur la remontrance du Procureur général du Roi, ladite Cour a fait défense à tous Juges autres que Royaux de procéder par l'issue du tempot des Bénéfices : & seront luites remontrances audit Seigneur, pour le règlement du sceau des Evêques & Archevêques.

4^o Le seizième demeurera aussi vérifié, sauf à ladite Cour faire renvoi desdites causes pardevant les Juges Royaux ainsi qu'elle verra être à faire, & à déclarer & déclarer sous lesdits Nobles qui prendront par eux ou par personnes interposées lesdites dixmes, roturiers & taillables eux & leur postérité, & enjoint aux Paroissiens des Paroisses dont ils seront, les cotiser en la taille, sur peine de s'en prendre à eux.

5^o Le dix-huitième demeurera aussi vérifié, à la charge que les gens d'Eglise ne pourront être excommuniés pour argent par eux dû, sauf à leurs créanciers faire procéder

344
contre eux par exécutions de leurs biens, meubles & immeubles, qu'ils verront être à faire.

Fait en Parlement le dix-septième jour d'Août, l'an mil cinq cent soixante-onze.
Ainsi signé Du TILLET.

DECLARATION DU ROI,

Sur le précédent Edit.

De l'an 1572.

Ann. 1572: CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, à nos amis & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris. Sur le cayer des articles & doléances du Clergé de France accordé en notre Conseil le seizième Avril mil cinq cent soixante & onze, nous avons fait expédier nos Lettres - patentes le vingt-sixième Octobre ensuivant, pour iceux articles vérifier & publier, & par votre Arrêt du dix-septième Aout aussi ensuivant auriez ordonné sur le premier, second, huitième, neuvième & onzième que remontrances nous seroient faites. Et quant aux troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, dixième, treizième, quatorzième, quinzième & dix-septième desdits articles, qu'ils demeureroient purement & simplement vérifiés, & au regard du douzième, seizième, & dix-huitième qu'ils seroient aussi vérifiés & publiés sous les charges & modifications portées par votre Arrêt, qui sont entre autres sur le dix-huitième & dernier article, à la charge que les gens d'Eglise ne pourront être excommuniés pour argent par eux dû. Et le seizième Octobre audit an le Syndic général dudit Clergé avoit obtenu nos Lettres de jussion, par lesquelles vous aurions mandé, que dedans un mois après la présentation d'icelles vous eussiez à vérifier lesdits articles purement & simplement, ou nous envoyer vos remontrances causes & raisons de votre refus, pour être pourvu audit Clergé, à quoi toutefois vous n'avez encore satisfait, mais toujours depuis les choses sont allées en longueur, qui apporte grand préjudice aux gens dudit Clergé, d'autant mément que les sentences & jugemens des Prélats & Pasteurs demeureront sans fruit, & l'exécution d'iceux, en suspens, n'ayant pouvoir, ni moyen de contrainte, ou correction, que par les censures ecclésiastiques. A cette cause, ledit Syndic nous a derechef très-humblement supplié & requis lui pourvoir. Pour ces causes, vues en notre Conseil vos modifications, même sur l'article desdites doléances concernant le fait des censures ecclésiastiques, & parce que nous désirons nosdites Lettres sortir leur plein & entier effet, de l'avis de notredit Conseil vous mandons, ordonnons, & derechef très-expressement enjoignons par ces Présentes signées de notre main, que vous prendrez pour finale & toute autre jussion, que pourriez sur ce attendre de nous, que sans vous arrêter à difficulté quelconque, que pourriez faire pour le regard desdits articles, vous ayez, en levant & ôtant vos modifications sur iceux, à procéder à la vérification du résidu desdits articles selon leur forme teneur, sous autres affaires postposées, & sans user d'aucune longueur, de manière que ledit Syndic n'ait plus d'occasion de recourir à nous pour cet effet : nonobstant les remontrances que prétendez nous faire sur iceux, & autres que nous voudriez faire ci-après, lesquelles nous tenons pour faites & entendues, & quelconques mandemens, défenses & leures à ce contraires; car tel est notre plaisir. Donnée à Paris le troisième jour de Novembre, l'an de grace mil cinq cent soixante & douze, & de notre regne le douzième. Signé CHARLES. Et au-dessous, Par le Roi en son Conseil. DE NEUVILLE.

Registree, où le Procureur général du Roi, comme il est contenu au registre de ce jour d'hui, à Paris en Parlement le vingt-deuxième jour de Décembre l'an mil cinq cent soixante & douze. Signé DE HAYEZ.

Extrait

Vues par la Cour les Lettres-patentes du Roi données à Paris le troisiéme jour de Novembre dernier, soussignées Charles, & plus bas, par le Roi en son Conseil, de Neuville, contenant mandement & jussion à ladite Cour de procéder à la vérification de certains articles, sur lesquels icelle Cour par son Arrêt du dix-septiéme Août mil cinq cent soixante & onze auroit réservé en faire remontrances au Roi : les conclusions du Procureur général du Roi sur icelles, & tout considéré, la Cour ayant aucunement égard ausdites Lettres, & déclarant la modification par elle faite sur le dixhuitiéme article du cayer des Lettres-patentes dudit Seigneur données à Paris le seiziéme jour d'Avril mil cinq cent soixante & onze, lû & publié en icelle le septiéme Septembre ensuivant, a ordonné & ordonne que les Juges d'Eglise pourront procéder par censures ecclésiastiques pour l'exécution des jugemens & contenances par eux données, Et sur le surplus desdits articles, dont mention est faite par lesdites Lettres, en seront faites remontrances au Roi. Et sera le présent Arrêt lû & publié en jugement au premier jour. Fait en Parlement le vingt-deuxiéme jour de Janvier l'an mil cinq cent soixante & treize, & publié en jugement le vingt-sixiéme jour de Janvier ensuivant mil cinq cent soixante & treize. *Signé Du HAYEZ.*

ANCIEN ARREST DE LA CHAMBRE DES COMPTES.

Qui reconnoît que le Roi est obligé aux Charges des Evêchés durant la Régale.

Du 3 Décembre 1341.

Les Gens des Comptes de notre Sire le Roi à Paris, au Député à tenir & recevoir la Régale de l'Eglise de Troyes, vacante à présent par la mort du dernier Evêque, Salut. Les Doyen & Chapitre de ladite Eglise se sont complaints à nous, que comme l'Evêque dudit lieu quand il est, soit tenu à querir & faire faire au sien propre le luminaire nécessaire à ladite Eglise, & or en droit le Roi notre Sire tiennne en sa main la temporalité de ladite Eglise pour cause de régale, vous les empêchez & ne leur voulez bailler le luminaire nécessaire à ladite Eglise. Si nous faisons sçavoir que nous avons fait voir ès écrits de la Chambre touchant ladite régale, & nous a apparu que durant la régale, le Roi notre Sire leur doit faire bailler par le Régaleur ledit luminaire. Si vous mandons que durant ladite régale vous leur bailliez & délivriez luminaire sans empêchement ; & ce, faites en telle manière qu'ils n'en reviennent plus pardevers nous pour cette cause. Ecrit à Paris le troisiéme jour de Décembre l'an 1341. Ann. 1341.

ORDONNANCE DE HENRY III,

Sur les plaintes faites par les Députés des Etats de son Royaume, convoqués & assemblés en la Ville de Blois.

De l'an 1579.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Pologne, à tous présens & à venir, Salut. Comme au mois de Novembre mil cinq cent soixante & seize nous eussions fait assembler en notre ville de Blois les trois Etats de notre Royaume, & benignement oui & reçu leurs plaintes, doléances & remontrances, redigées & présentées par écrit. Aufquelles toutefois nous ne pûmes faire lors réponse, & pourvoir de remède convenable au soulagement de nos sujets, pour avoir été notre bonne Ann. 1579.

& droite intention retardée par nouveaux troubles, qui commencèrent, comme chacun sçait, en divers endroits de notredit Royaume : lesquels aussi-tôt qu'ils furent par la grace & bonté de Dieu aucunement apaisés au mois de Mars, mil cinq cent septante-huit, assistés de la Reine notre honorée Dame & Mere, sîmes assembler en notre bonne ville de Paris, plusieurs Princes, Seigneurs, principaux Officiers de notre Couronne, & autres grands personnages de notre Conseil privé, en la présence desquels aurions vu & fait voir les cahiers qui nous furent présentés par les Députés desdits Etats : néanmoins nous aurions été contraints de dilérer la publication de l'Edit que nous entendions faire dresser sur les articles y contenus, étant impossible que l'exécution & observation d'icelui fût telle que nous desirons, & l'autorité de nos Ordonnances le requiert, pource qu'il restoit beaucoup de reliques des troubles passés en plusieurs Provinces de notredit Royaume, lesquelles il étoit besoin auparavant rétablir le sepos. Et pour cet effet notredite Dame & Mere auroit voulu prendre la peine de s'y transporter, & s'y employer comme elle fait à présent avec le même soin, zèle & affection, qu'elle a toujours porté au bien général de notredit Royaume. Et voyant que par sa grande & accoutumée prudence, toutes choses étoient disposées à une bonne pacification, n'avons voulu plus longuement différer la publication de notre Edit, pour le singulier désir que nous avons de pourvoir aux plaintes de nos sujets & sur toutes choses, en tant qu'en nous est, faire que l'ordre des gens d'Eglise soit remis en bon état, par le rétablissement de la discipline ecclésiastique, selon les saints Décrets, dont la garde & protection nous appartient. Et après avoir vu & fait voir de rechef lesdits cahiers en notredit Conseil privé, auquel assistoient aucuns Princes, Seigneurs, Officiers de notre Couronne, & autres grands personnages : avons par l'avis d'iceux, fait, statué & ordonné, faisons, statuons & ordonnons les choses qui ensuivent. Et premierement,

DE L'ETAT ECCLESIASTIQUE.

ARTICLE PREMIER.

Déclarons qu'avenant vacation des Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés, & autres Bénéfices étant à notre nomination, nous n'entendons nommer *si non* personnes d'âge, preud'homme, suffisance & autres qualités requises par les saints Décrets & Constitutions canoniques & Concordat. Et afin qu'il soit plus mûrement par nous pourvu au fait desdites nominations, ne sera à l'avenir par nous nommé à aucun desdits Bénéfices, *si non* un mois après la vacation d'iceux. Et encore auparavant la délivrance de nos Lettres de nomination, que nous avons accoutumé faire à notre saint Pere le Pape, seront les noms des personnes par nous nommées, envoyées à l'Evêque diocésain du lieu, où ils auront fait leur demeure & résidence les cinq dernières années précédentes, ensemble aux Chapitres des Eglises & Monasteres vacans, lesquels informèrent respectivement de la vie, mœurs, bonne renommée & conversation catholique desdits nommés : & de tout feront bons procès-verbaux qu'ils nous enverront clos & scellés le plutôt que faire se pourra.

II.

Ceux que nous voudrions nommer ausdits Archevêchés & Evêchés, seront âgés de vingt-sept ans pour le moins. Et encore avant l'expédition de nos lettres de nomination, examinés par leur doctrine aux saintes Lettres, par un Archevêque ou Evêque que nous nommerons, appellés deux Docteurs en Théologie, lesquels nous enverront leur certificat de la capacité ou insuffisance desdits nommés.

Et où tant par lesdites informations, que examen ils ne se trouveroient être de vie, mœurs, âge, doctrine & suffisance requise, sera par nous procédé à nouvelle nomination d'autres personnes, de la vie, mœurs & doctrine desquels sera informé & enquis comme dessus. Défendons à tous nos Juges d'avoir aucun égard aux provisions qui auroient été obtenues autrement que selon la forme prescrite ci-dessus. Voulons que nos Procureurs généraux se puissent porter pour appellans comme d'abus des exécutions desdites pro-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 347
vifions, lefquelles nous voulons être déclarées nulles & abufives : & de fides appellations nous attribuons la connoiffance à nos Cours de Parlement, pour icelles jugées, être par nous nommées autres perfonnes, félon la forme fuifdite.

III.

Pour rétablir, confervier & entretenir l'état régulier & difcipline Monafique, voulons qu'avenant vacation des Abbayes & Monafères, qui font Chefs d'Ordre, comme Cluny, Cîteaux, Prémontré, Gramont, le Val des Ecoliers, S. Antoine de Viennois, la Trinité dite des Mathurins, le Val des choux, & ceux aufquels le droit & privilège d'élection a été confervé, & femblablement ès Abbayes & Monafères de faint Edme de Pontigny, la Ferté, Clervault, & Morimont appellés les quatre premières filles de Cîteaux, y foit pourvu par élection des Religieux profès defdits Monafères, fuivant la forme des faints Décrets & Conftitutions canoniques.

IV.

N'entendons que ci-après aucuns puiſſent être pourvus d'Archevêchés, Evêchés, ni d'Abbayes de Chef d'Ordre, foit par mort, reſignation ou autrement, qu'ils ne ſoient originaires François : nonobſtant quelque diſpenſe, ou clause derogatoire qu'ils puiſſent obtenir de nous, à laquelle ne voulons qu'on ait aucun égard. Et quant à ceux de nation étrangere, qui ont été ci-devant pourvus de Bénéfices en ce Royaume, ne pourront avoir Vicaires ni Fermiers en leurfdits Bénéfices, autres que naturels François, à peine de fauſſe de leur temporel & de perte des fruits, qui ſeront diſtribuez aux pauvres des lieux.

V.

Pour obvier aux ſcandales & défordres, qui proviennent de la trop longue vacation des Bénéfices étant en notre nomination : ordonnons que ceux que nous y nommerons ci-après, ſeront tenus dedans neuf mois après la délivrance de nos Lettres de nomination (de laquelle ſera fait réſiſtre) obtenir les Bulles & proviſions, ou faire apparoir à l'Evêque diocéſain des diligences valables & ſuffiſantes. Et à faute de ce faire demeureront déchuſ de leur droit de nomination, ſans qu'il en ſoit beſoin obtenir autre déclaration, que la nomination que nous ferons d'autres perſonnes des qualiſés & ſuffiſances que deſſus. Et pour le regard de ceux que nous avons ci-devant nommés, nous leur enjoignons ſous mêmes peines d'obtenir leurs Bulles & proviſions dans ſix mois après la publication de ces préſentes Ordonnances pour toutes préſcriptions & délais.

VI.

Et d'autant que pluſieurs Abbayes & Prieurés ſont tenus par œconomat, ou par perſonnes inconnues, enjoignons à tous Archevêques, Evêques, enſemble à nos Bailiffs, Sénéchaux ou leurs Lieutenans, & nos Procureurs, envoyer à notre très-cher & ſeul Chancelier, ou Garde des Sceaux, dedans trois mois après la publication du préſent Edit, le nombre des Abbayes & Prieurés qui ſont en leurs Diocèſes, Sénéchauffées & Bailliages, enſemble le nom & qualité tant des Titulaires, que de ceux qui les poſſèdent par œconomat. Et outre leur enjoignons d'informer diligemment, ſi pour obtenir les nominations & proviſions y a été commiſſe aucune ſimonie, & nous envoyer les informations cloſes & ſcellées pour après y pourvoir, à l'honneur de Dieu, & décharge de notre conſcience. Enjoignons auſſi à noſdits Bailiffs, & Sénéchaux de faire le ſemblable pour le regard des Archevêchés & Evêchés étant au-dedans de leur reſſort & juriſdiction.

VII.

Nous revoquons toutes reſerves d'Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés, & autres Bénéfices étant à notre nomination : déclarons que nous n'entendons ci-après

X x ij

en donner ou octroyer aucunes. Et où par importunité on autrement, il s'en trouveroit à l'avenir aucunes accordées, les avons déclarées nulles, & seront ceux qui les auront poursuivies & obtenues, déclarés incapables de tenir à jamais Bénéfices, suivant les saints Décrets & Constitutions canoniques. Voulons que tous Breveis de reserve, ci-devant depêchés, soient rapportés par ceux qui les ont obtenus, pour être rompus & cancelés, comme nuls & de nulle valeur.

VIII.

Les Archevêques & Evêques seront tenus se faire promouvoir aux saints Ordres, & consacrer dedans trois mois après leur provision : autrement à faute de ce faire, sans autre déclaration, seront contraints de rendre les fruits qu'ils auront pris & perçus, pour être employés à œuvres pitoiables. Et si dedans autres trois mois ensuivans il ne se font mis en devoir de ce faire, ils seront entièrement privés du droit desdites Eglises sans autre déclaration, suivant les saints Décrets.

IX.

Les Abbés & Prieurs conventuels, ayant atteint l'âge requis par les Conciles, seront suivant iceux tenus se faire promouvoir à l'Ordre de Prêtrise, dedans un an après leur provision, sinon qu'ils eussent sur ce obtenu dispense legitime. Et néanmoins où dedans deux ans ensuivans ils ne se feroient promouvoir audit Ordre, seront les Bénéfices par eux tenus, déclarés vacans & impétrables : & encore contrainis de rendre & restituer les fruits qu'ils auront perçus, pour être employés & distribués à œuvres pitoiables.

X.

Ceux qui seront dorénavant pourvus d'aucuns Bénéfices ecclésiastiques, de quelque qualité qu'ils soient, seront tenus avant que pouvoir prendre possession, s'ils sont présents, sinon deux mois après ladite prise de possession, faire profession de foi entre les mains de l'Evêque, ou son Vicaire général, ou en son absence de son Official, dont sera fait registre. Et outre, si c'est Dignité, Personnat, Office, ou Prébende d'Eglise cathédrale & collégiale, sera tenu le pourvu faire semblable profession au Chapitre de ladite Eglise, auparavant que d'être reçu, & ce à peine de perte des fruits desdits Bénéfices, après ledit temps passé. Laquelle profession de foi se fera aussi & continuera aux Conciles synodaux & provinciaux, par tous ceux qui de droit ou coutume y ont entrée ou assistance. Autrement en seront les refusans exclus, & sera procédé contre eux par les peines portées par les saints Décrets. Et semblable profession de foi seront tenus faire ceux qui se voudront faire promouvoir aux saints Ordres.

XL

Nul ne pourra dorénavant tenir deux Archevêchés, Evêchés, ou Cures & Eglises paroissiales, quelques dispenses qu'on pourroit ci-après obtenir, nonobstant lesquelles suivant les saints Décrets & Constitutions canoniques, seront les Bénéfices de ceux qui les obtiendront, déclarés vacans & impétrables.

XII.

Ceux qui auront impétré en Cour de Rome, provisions de Bénéfices en la forme qu'on appelle *Dignum*, ne pourront prendre possession desdits Bénéfices, ne s'imiscer en la jouissance d'iceux, sans être préalablement présentés à l'Archeveque ou Evêque diocésain & ordinaire, & en leur absence, à leurs Vicaires généraux, afin de subir l'examen, & obtenir leur *Visa*, lequel ne pourra être baillé sans avoir vu & examiné ceux qui seront pourvus, & dont ils seront tenus faire mention expresse. Pour l'expédition

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 349

desquels *Visa*, ne pourront lesdits Prélats, ou leurs Vicaires & Secrétaires, prendre qu'un écu pour le plus, tant pour le lettre que scel d'icelle.

XIII.

Et où lesdits Impétrans seroient trouvés insuffisans & incapables, le Supérieur auquel ils auront recours, ne leur pourra pourvoir sans précédente inquisition des causes du refus, lesquelles à cette fin les Ordinaires seront tenus d'exprimer & insérer aux actes de leur refus.

XIV.

Seront tenus les Archevêques & Evêques faire résidence en leurs Eglises & Diocèses & satisfaire au devoir de leurs Charges en personne. De laquelle résidence ils ne pourront être excusés, que pour causes justes & raisonnables, approuvées de Droit, qui seront certifiées par le Métropolitain ou plus ancien Evêque de la Province. Autrement & à faute de ce faire, outre les peines portées par les Conciles, seront privés des fruits qui échoiront pendant leur absence, lesquels seront saisis, & mis en notre main, pour être employés aux réparations des Eglises ruinées, & aumônes des pauvres des lieux & autres œuvres pitoyables. Et sur-tout admonestons, & néanmoins enjoignons ausdits Prélats, de se trouver en leurs Eglises au tems de l'Avent, Carême, Fêtes de Noël, Pâques, Pentecôte & jour de la Fête-Dieu. A semblable résidence, & sous pareille peine serons tenus les Curés, & tous autres ayant charge d'ames sans se pouvoir absenter, que pour causes légitimes, & dont la connoissance appartiendra à l'Evêque diocésain, duquel ils obtiendront par écrit licence, ou congé, qui leur sera gratuitement accordé & expédié. Et ne pourra ladite licence, sans grande occasion, excéder le temps & espace de deux mois.

XV.

Et néanmoins sur la fréquente plainte desdits Ecclésiastiques de nos Officiers, qui abusent des saisies par faute de non résidence des Bénéficiers : défendons à nosdits Officiers de faire procéder par saisie du temporel des Bénéfices, sinon après avoir averti le Diocésain, ou le Vicaire du Bénéficiaire titulaire, auquel ils bailleront dé-là comptant pour lui faire entendre ou faire apparoir de dispense de non résidence.

XVI.

Pareillement défendons très-expressement à tous leurs hauts Justiciers, & leurs Officiers, de saisir ou faire saisir les biens & revenus desdits Ecclésiastiques, sous prétexte de la non-résidence desdits Bénéficiers, ou réparations non faites : ains seront icelles saisies faites esdits cas & autres par nos Officiers seulement, à la requête de nos Procureurs généraux ou leurs Substitués. Auxquels néanmoins nous défendons de procéder à telles saisies, & de vexer & travailler les Bénéficiers sans raison & apparence.

XVII.

Et pour ce que par la crainte & malheur des troubles, plusieurs Prêtres se sont retirés de leurs Diocèses, ou bien sont allés demeurer dans les Villes, ensorte qu'en la plupart des villages il n'y a qu'un seul Vicaire ou Curé, dont il vient bien souvent, que pour leur maladie, ou autre empêchement le Service divin est discontinué : enjoignons à tous Prêtres de se retirer en leurs Diocèses & Paroisses, excepté ceux qui ont Bénéfices, ou biens suffisans pour les entretenir selon leur état, ou qui sont infirmes, & servent actuellement es Eglises cathédrales, collégiales, & paroissiales.

XVIII.

Et afin que les Ecclésiastiques puissent résider en plus grande sûreté en leurs Bénéfices, les avons mis & mettons en notre protection & sauvegarde spéciale, & les baillions en garde aux Gentilshommes & seigneurs des Villes Bourgs & Villages, où ils résideront.

Leur enjoignant très-expressement de les préserver bien & soigneusement de toute oppression, sur peine de répondre en leurs propres & privés noms, des torts, outrages, ou injures qui leur seroient faites en leurs terres & seigneuries, au cas qu'ils n'en aient fait faire justice.

XIX.

Et sur la requête faite par lesdits Ecclésiastiques, leur avons permis & accordé pour un an seulement, qu'ils puissent en l'Assemblée générale du Clergé de chacun Diocèse, élire un Syndic ou sollicitateur, pour faire poursuite en justice des torts qui leur auront été faits, sauf après ledit temps passé leur prolonger leur terme ou leur pourvoir autrement sur leurdite requête, ainsi que nous verrons être à faire par raison.

XX.

Les Evêques & autres Collateurs ordinaires ou leurs Vicaires & Officiers, ne pourront rien prendre, sous quelque couleur & prétexte que ce soit, pour la collation d'aucuns Ordres, Tonsure des Clercs, Lettres dimissoires & testimoniales, soit pour le scel, ou autre cause quelconque, encore qu'il leur fut présenté : sauf néanmoins à faire taxe pour les Lettres dimissoires & testimoniales aux Greffiers pour leur faire, qui ne pourra excéder la dixième partie d'un écu, & ce seulement pour le regard de ceux qui n'ont autres gages & émoluments pour exercer leur Office, & sans qu'aux Evêques & autres Collateurs puisse venir aucun profit, directement ou indirectement, nonobstant tous statuts, usances & coutumes contraires. Et seront ceux qui se trouveront avoir pris, ou donné, punis des peines ordonnées de droit contre les simoniaques.

XXI.

Lesdits Archevêques & Evêques procéderont soigneusement & sûrement sans dissimulation ne exception de personne, contre ceux qui auront commis le crime de simonie, par les peines indites & portées par les saints Décrets & Constitutions canoniques. Enjoignons à nos Baillifs & Sénéchaux procéder au semblable contre les personnes laïcs coupables & participans du même crime. Pour lequel avoir révélation, pourront lesdits Evêques & nos Officiers, faire publier monitions, au temps qu'ils verront propre & opportun, par toutes les Paroisses.

XXII.

Es lieux où des Cures ou Eglises paroissiales le revenu est si petit qu'il n'est suffisant pour entretenir le Curé, les Evêques avec due connoissance de cause, & selon la forme prescrite par les Conciles, y pourront unir autres Bénéfices, Cures ou non Cures, & procéder à la distribution des dixmes, & autre revenu ecclésiastique.

XXIII.

Semblablement aux Eglises cathédrales ou collégiales, esquelles il se trouvera y avoir tel nombre de Prébendes, que le revenu avec la distribution quotidienne ne soit suffisant pour soutenir honnêtement le degré & état de Chanoine, selon la qualité des lieux & des personnes : lesdits Archevêques & Evêques pourront procéder à l'augmentation dudit revenu, soit par union de Bénéfices simples, pourvu qu'ils ne soient réguliers, ou par réduction desdites Prébendes à moindre nombre, pourvu qu'il soit

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 351

suffisant pour la célébration du Service divin, & entretènement de la dignité de l'Eglise, le tout néanmoins avec le consentement du Chapitre & des Patrons, auxquels la présentation en appartient, si leuidites Prébendes & Bénéfices sont en patronage lai.

XXIV.

Et d'autant que l'institution des Seminaires & Colleges, qui ont été établis en aucuns Evéchés de ceuti notre Royaume, pour l'instruction de la jeunesse, tant aux bonnes & saintes Lettres qu'au Service divin, a apporté beaucoup de bien à l'Eglise, & même en plusieurs Provinces de cetui notre Royaume, grandement défolées pour l'injure du temps, & dépourvues de ministres ecclésiastiques : admonétons, & néanmoins enjoignons aux Archevêques & Evêques, d'en dresser ou instituer en leurs Diocèses, & aviser de la forme qui semblera être la plus propre selon la nécessité & condition des lieux, & pourvoir à la fondation & dotation d'iceux par union de Bénéfices, assignations de pensions, ou autrement, ainsi qu'ils verront être à faire. Enjoignant à tous Officiers tant de nos Cours souveraines, qu'autres, de tenir la main à l'exécution de ce qui aura été ordonné pour l'institution, dotation & réglemens des Seminaires.

XXV.

En chacune Abbaye & Prieuré conventuel sera entretenu un Précepteur pour instruire les Moines & Religieux.

XXVI.

Les Abbés, Couvens & Prieurés conventuels seront tenus d'entretenir aux Ecoles & Universités tel nombre de Religieux que le revenu de l'Abbaye, Prieuré, ou Couvent pourra porter. Et pour cet effet y sera employé la portion monachale des étudiants, & si elle n'est suffisante, sera parfournie par lesdits Abbés, Prieurs, & Couvens.

XXVII.

Tous Monastères qui ne sont sous Chapitres généraux, & qui se prétendent sujets immédiatement du saint Siège apostolique, seront tenus dans un an se reduire à quelque Congrégation de leur Ordre en ce Royaume. En laquelle seront dressés statuts, & commis Visitateurs pour faire exécuter, garder & observer ce qui aura été arrêté pour la discipline reguliere. Et en cas de refus ou de délai, y sera pourvu par l'Evêque.

XXVIII.

La profession tant des Religieux que Religieuses, ne sera auparavant l'âge de seize ans accomplis ni devant l'an de probation après l'habit pris. Et où elle seroit faite auparavant, nous avons déclaré & déclarons les contrats, obligations, & dispositions de biens faites à cause d'icelle, nulles & de nul effet. Et pourront ceux qui auront fait profession avant ledit âge, disposer de leurs biens & successions échus & à échoir en ligne directe ou collatérale, au profit de celui de leurs parens, ou autre que bon semblera, non toutesfois d'aucun Monastere directement ou indirectement, & ce trois mois après qu'ils auront atteint ledit âge de seize ans.

Et s'ils n'en ont disposé dans ledit temps, viendront leuidits biens à leurs prochains héritiers *ab intestat*. Outre ce voulons, que les Abbeffes ou Prieures, auparavant que faire bailler aux filles les habits de professes pour les recevoir à la profession, seront tenus un mois devant avertir l'Evêque, son Vicaire, ou Supérieur de l'Ordre pour s'enquerir par eux, & informer de la volonté desdites filles, & s'il y a eu contraindre ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent,

XXXIX.

Les Ordres sacrés se pourront prendre en l'âge prescrit par les Constitutions canoniques : sçavoir est l'Ordre de Soudiacre à vingt-deux ans, de Diacre à vingt-trois & de Prêtre à vingt-cinq. Nonobstant l'Ordonnance d'Orléans, à laquelle avons dérogé & dérogeons pour ce regard.

XXX.

En tous Monastères réguliers, tant d'hommes que de femmes, les Religieux & Religieuses vivront en commun, & selon la règle en laquelle ils ont fait profession. Et à cet effet seront tenus les Archevêques, Evêques, ou Chefs d'Ordre en faisant la visitation des Monastères dépendans de leurs Charges y rétablir la discipline monastique, & observance, suivant la première institution desdits Monastères, & de mettre le nombre des Religieux requis pour la célébration du Service divin. Et ce qui sera par eux ordonné, sera exécuté, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sans préjudice d'icelles, & pour lesquelles ne sera différé, ains passé outre.

XXXI.

Admonérons les Archevêques, Evêques, & autres Supérieurs des Monastères de Religieuses, de vaquer soigneusement à remettre & entretenir la clôture des Religieuses. A quoi faire ils contraindront les désobéissantes par censures ecclésiastiques, & autres peines de Droit, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Enjoignons à nos Officiers leur prêter toute aide & confort. Et ne pourra aucune Religieuse, après avoir fait profession, sortir de son Monastère, pour quelque tems, & sous quelque couleur que ce soit, si ce n'est pour cause légitime, qui soit approuvée de l'Evêque ou Supérieur, & ce nonobstant toutes dispenses & privilèges au contraire. Comme aussi ne sera loisible à personne de quelque qualité, sexe, ou âge qu'il soit, d'entrer dans la clôture desdits Monastères, sans la licence par écrit de l'Evêque ou Supérieur, en cas nécessaires seulement, sur les peines de Droit.

XXXII.

Les Archevêques & Evêques seront tenus de visiter en personne, ou s'ils sont empêchés légitimement, leurs Vicaires généraux, les lieux de leurs Diocèses tous les ans. Et si pour la grande étendue d'iceux ladite visitation dedans le tems ne peut être accomplie, seront tenus d'icelle parachever dedans deux ans.

XXXIII.

Nous voulons que l'Ordonnance faite à la requisition des Etats tenus à Orléans; tant pour les Prébendes théologales, que préceptoriales, soit exactement gardée : fors & excepté toutefois pour le regard des Eglises, où le nombre des Prébendes ne seroit que de dix, outre la principale Dignité.

XXXIV.

Es Eglises cathédrales & collégiales, où par les saints Décrets doit avoir une Prébende théologique, esquelles jusqu'à présent n'en a été établi aucune, la première Prébende canoniale qui viendra à vacquer ci-après en quelque sorte que ce soit, si ce n'est par résignation, sera suivant les saints Conciles perpétuellement affectée à un Théologien, sans pouvoir être conférée à autre qui ne soit de ladite qualité. Défendant à nos Conrs souverains, & tous nos autres Juges, d'avoir aucun égard aux provisions qui autrement en auroient été faites.

XXXV.

XXXV.

Enjoignons très-étroitement à tous nos Juges, sur peine de privation de leurs états, de procéder par exemplaire punition contre les blasphémateurs du nom de Dieu, & des Saints, & faire garder & entretenir les Ordonnances faites tant par nous, que par les Rois nos prédécesseurs, sans dispense des peines contenues en icelles, pour quelque occasion qui puisse être prise ou alléguée; enjoignant à nos Procureurs généraux, & à leurs Substitués, de nous avertir du devoir & diligence qui en sera faite pour ce regard.

XXXVI.

Tous devins & faiseurs de prognostications & almanachs, excédans les termes de l'Astrologie licite, seront punis extraordinairement & corporellement. Et défendons à tous Imprimeurs & Libraires, sur les mêmes peines, d'imprimer ou exposer en vente aucuns almanachs ou prognostications, que premièrement ils n'aient été vus, & visités par l'Archevêque, Evêque, ou ceux qu'ils auront députés expressément à cet effet, & approuvés par leurs certificats signés de leurs mains, & qu'il n'y ait aussi permission de nous, ou de nos Juges ordinaires.

XXXVII.

Suivant les anciennes Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, nous avons défendu & défendons toutes Confrairies de gens de métier & artisans, assemblées & banquets: & fera le revenu desdites Confrairies employé tant à la célébration du Service divin, selon l'Ordonnance qui en sera faite par l'Evêque diocésain, qu'à la nourriture des pauvres du métier, & autres œuvres pitoyables.

XXXVIII.

Enjoignons à tous nos Juges de faire garder & observer étroitement les défenses portées par les Ordonnances faites à Orléans, tant pour le regard des foires, marchés & danses publiques es jours de Fêtes, contre les joueurs de farces, bateleurs, cabareliers, maîtres de jeu de paume, & d'escrime, sur les peines contenues esdites Ordonnances.

XXXIX.

Défendons à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de se promener dedans les Eglises durant la célébration du Service divin, enjoignant aux Huissiers & Sergens, sur peine de privation de leurs états, de mettre & continuer prisonniers ceux qui se trouveront contrevenir à la présente Ordonnance.

XL.

Pour obvier aux abus & inconvéniens qui aviennent des mariages clandestins, avons ordonné, & ordonnons que nos sujets, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, ne pourront valablement contracter mariages, sans proclamations précédentes de bans faites par trois divers jours de Fêtes, avec intervalle compétant, dont on ne pourra obtenir dispense, sinon après la première proclamation faite, & ce seulement pour quelque urgente ou légitime cause, & à la requisiion des principaux plus proches parens commis des parties contractantes; après lesquels bans seront épousés publiquement. Et pour pouvoir témoigner la forme qui aura été observée esdits mariages, y assisteront quatre personnes dignes de foi, pour le moins, dont sera fait registre, le tout sur les peines portées par les Conciles. Enjoignons aux Curés, Vicaires, & autres, de s'enquerir soigneusement de la qualité de ceux qui se voudront marier, & s'ils sont enfans de famille, ou étant en la puissance d'autrui, nous leur

défendons très-étroitement de passer outre à la célébration desdits mariages, s'il ne leur apparait du consentement des peres, meres, tuteurs, ou curateurs, sur peine d'être punis comme fauteurs du crime de rapt.

XLI.

Nous voulons que les Ordonnances ci-devant faites contre les enfans contrañans mariages, sans le consentement de leurs peres, meres, tuteurs, & curateurs, soient gardées, même celle qui permet en ce cas les exhérédations.

XLII.

Et néanmoins voulons que ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou filles mineurs de vingt-cinq ans, sous prétexte de mariage, ou autre couleur, sans le gré, sçu, vouloir, & consentement exprès des peres, meres, & des tuteurs, soient punis de mort, sans espérance de grace & pardon, nonobstant tous consentemens que lesdits mineurs pourroient alléguer par après, avoir donné audit rapt lors d'icelui ou auparavant. Et pareillement, seront punis extraordinairement tous ceux qui auront participé au rapt, qui y auront prêté conseil, confort, aide, en aucune manière que ce soit.

XLIII.

Défendons à tous tuteurs accorder ou consentir le mariage de leurs mineurs, sinon avec l'avis & consentement des plus proches parens d'iceux, sur peine de punition exemplaire.

XLIV.

Pareillement défendons à tous Notaires, sur peine de punition corporelle, de passer ou recevoir aucunes promesses de mariages par paroles de présent.

XLV.

Nul ne pourra être Vicaire général, ou Official d'aucun Archevêque ou Evêque; s'il n'est gradué & constitué en Ordre de Pretre.

Et ne pourra le Vicaire ou Official tenir aucune ferme de son Prélat, soit du sceau ou autre.

XLVI.

Tous dévolutaires ayant obtenus provisions fondées sur vacations de Droir, seront admis & reçus à en faire poursuite, encore qu'il n'y ait aucune déclaration précédente, nonobstant le contenu en l'Ordonnance d'Orléans, à la charge toutefois de bailler bonne & suffisante caution, & d'élire domicile, & de contester en cause dedans trois mois, à compter du jour de leur prise de possession, & de mettre les procès en état de juger dedans deux ans au plus tard. Autrement & à faute de ce, défendons à nos Juges d'avoir aucun égard ausdits dévolut. Voulons silence être imposé ausdits dévolutaires, ausquels aussi nous défendons de s'immiscer en la jouissance des fruits desdits Bénéfices, auparavant qu'ils ayent obtenu sentence de provision, ou definitive à leur profit, donnée avec légitime contradicteur, qui est celui qui jouit & possède, & fur lequel le dévolut est impétré. Et là où il le seroit, nous le déclarons déchu du droit possessoire par lui prétendu, tant par ledit dévolut, que autrement.

XLVII.

Et afin de donner ordre & pouvoir à la diminution notable qu'on voit croître de jour à autre des biens & revenus ecclésiastiques, laquelle provient en partie de la violente & indue occupation faite par aucuns de nos sujets, en partie aussi du refus &

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 355

dénégation que plusieurs font de payer les dixmes, prémices, & autres droits, avons suivant l'Ordonnance faite par feu notre très-cher Seigneur & Frere à Amboise, fait & faisons très-expresse inhibitions & défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, sur peine de confiscation de corps & de biens, d'usurper ou faire usurper, par force ou autrement indument, les Bénéfices, maisons, justices, censives, terres, dixmes, champarts, dépendans d'iceux. Enjoignons à ceux qui présentement usurpent, & detiennent lesdits lieux & Bénéfices, en laissant la possession vuide & vacue, & la jouissance paisible desdits droits ausdits Ecclésiastiques, dans un mois après la publication de la présente Ordonnance en chacun de nos Bailliages & Sénéchaussées, que nous voulons être faite à son de trompe & cri public, afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance: autrement & à faute de ce faire dans ledit temps & icelui passé, nous avons dès-à-présent comme deslors déclaré tous les siefs desdits usurpateurs unis à notre domaine, & leurs autres biens à nous confisqués, nonobstant que par la coutume des lieux la confiscation n'auroit lieu. Et voulons en outre lesdits détenteurs être punis extraordinairement comme infracteurs de nos Ordonnances. Ce que semblablement nous voulons être gardé & observé contre ceux qui sous couleur d'un titre de dévoluer, ou d'un supposé patronage, directement ou indirectement, se seront mis & intrus en la possession desdits Bénéfices, sans sentence précédente donnée avec légitimes contradicteurs. Enjoignons très-expressement à tous nos Officiers, & Substituts de nos Procureurs généraux en chacun desdits Bailliages & Sénéchaussées, sur peine de suspension de leurs états, que sans attendre la plainte desdits Ecclésiastiques, ils informent diligemment desdites usurpations, & procèdent contre lesdits usurpateurs selon la peine contenue en notredite Ordonnance, sans que par eux elle puisse être modérée en quelque façon que ce soit, & outre avertir nosdits Procureurs généraux dedans six mois du devoir qu'ils y auront fait, pour le nous faire entendre, afin d'y être par nous pourvu.

Permettant néanmoins ausdits Ecclésiastiques, s'adresser pour les cas susdits en première instance à nos Cours de Parlement, ou Juges Présidiaux, auxquels nous enjoignons de leur administrer sur ce prompt & brève justice.

XLVIII.

Et d'autant que nonobstant l'Ordonnance faite à Amboise, plusieurs Gentilshommes, dérogeans au nom & titre de Noblesse, & semblablement aucuns de nos Officiers, contre nos Edits & Ordonnances, ne laissent à prendre à ferme le revenu desdits Ecclésiastiques, intimidans & menaçans ceux de nos sujets qui les veulent prendre & encherir pardeffus eux: nous, suivant leddite Ordonnance, avons défendu & défendons à nos Gentils-hommes & Officiers, tant de nous que desdits Seigneurs & Gentilshommes, de prendre à l'avenir, & s'entretenir directement ou indirectement, des baux à ferme desdits Bénéficiers, dixmes, champarts & autres revenus ecclésiastiques, sous quelque couleur que ce soit, par eux ou par personnes interposées pour y participer: ni d'empêcher lesdits Ecclésiastiques aux baux à ferme faits ou à faire, ni intimider ceux qui les voudront prendre, ou encherir, sur peine quant aux Gentilshommes, d'être déclarés roturiers, & comme tels mis & imposés aux tailles, ensemble leurs successeurs, combien qu'il n'y eut eu de leur vivant jugement donné à l'encontre d'eux au procès qui en auroit été intenté, & ausdits Officiers de privation de leurs états & d'être déclarés incapables d'en tenir jamais d'autres. Défendons semblablement ausdits Bénéficiers de bailleur leursdites fermes ausdits Nobles & Officiers, sur peine de nullité desdits baux, déclarant en outre les baux qui auront été ci-devant & seront à l'avenir faits aux personnes de la qualité susdite, nuls & de nul effet, sans qu'on s'en puisse aider, soit en jugement ou dehors. Et pourront lesdits Ecclésiastiques impêtrer censures, & les faire publier où il appartiendra, contre ceux & celles qui prêteront, ou accommoderont leurs noms ausdits Gentilshommes & Officiers, soit pour prendre à ferme les dixmes, ou autres revenus desdits Bénéfices, ou cautionner & plegier ceux qui les prendront au profit desdits Gentilshommes ou Officiers, sans que les appellations comme d'abus puissent empêcher ou retarder la publica-

tion ou fulmination d'icelles. Enjoignons à nos amés & féaux les Maitres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, qu'en faisant leurs chevauchées ils aient à s'enquerir, informer, & faire leurs procès-verbaux, des contraventions qui se feront à cette notre présente Ordonnance.

XLIX.

Toutes personnes, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, tant propriétaires que possesseurs, fermiers & autres tenanciers de terres, vignes & autres héritages sujets au droit de dixme, seront tenus de signifier & publier aux Princes des Eglises paroissiales, où sont situés & assis lesdits héritages, le jour qui aura été pris & désigné pour dépouiller & enlever les fruits & grains venus & crus sur iceux, & ce le Dimanche, ou Fête prochaine précédente icelui jour, afin que lesdits Ecclésiastiques, leurs Receveurs, Fermiers, ou Commis s'y puissent trouver. Faisons expresses inhibitions & défenses à tous détenteurs & possesseurs desdits héritages sujets à dixme, de mettre en gerbe, enlever, ou emporter les fruits d'iceux, sans avoir préalablement payé ou laissé ledit droit de dixme, à la raison, nombre & quantité qu'il a accoutumé d'être payé. Le tout sur peine de confiscation au profit desdits Ecclésiastiques, de tous les fruits & grains ainsi dépouillés, & des chevaux & harnois de ceux qui auront retenu & recélé ladite dixme, & de trente écus d'amende pour la première fois : laquelle doublera ou tiercera selon le refus, & coutumace desdits refusans, ou dilayans, lesquels encore nous voulons être punis extraordinairement, comme infrauteurs de nos Ordonnances. Enjoignons très-expressement à tous nos Juges, Officiers, & Procureurs sur les lieux, d'informer diligemment, & faire punir ceux qui auront contrevenu à la présente Ordonnance, sur peine de suspension & privation de leurs états.

L.

Ne pourront les propriétaires & possesseurs des héritages sujets à dixme, dire, proposer & alléguer en jugement, ledit droit de dixme n'être dû qu'à volonté, ni alléguer prescription ou possession autre que celle de droit, en laquelle ne sera compris le temps qui aura couru pendant les troubles & hostilités de guerre. Faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous les redevables sujets aux champarts, dixmes & autres droits, d'exiger aucuns banquets, beuvettes, frais & dépenses de bouche desdits Ecclésiastiques, & ausdits Ecclésiastiques de les faire. Déclarons aussi que lesdites dixmes se leveront selon les coutumes des lieux & la quote accoutumée en iceux.

L I.

Nous voulons & ordonnons que les Curés, tant des villes qu'autres, soient conservés en droits d'oblations, & autres droits paroissiaux qu'ils ont accoutumés de percevoir selon les anciennes & jouables coutumes, nonobstant l'Ordonnance d'Orléans, à laquelle nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard.

L II.

Les Archevêques, Evêques & autres Supérieurs en faisant leur vifitation, pourvoient, appelés les Officiers des lieux, à ce que les Eglises soientournies de Livres, croix, calices, cloches & ornemens nécessaires pour la célébration du Service divin, & pareillement à la restauration & entretenement des Eglises paroissiales, & édifices d'icelles, en sorte que le Service divin s'y puisse commodément & décemment faire & à couvert, & que les Curés soient convenablement logés. Auxquels Officiers enjoignons tenir la main à l'exécution, qui sera ordonné pour ce regard; & à ce faire, ensemble à la contribution des frais requis & nécessaires, contraindre les Marguilliers & Paroissiens par toutes voyes & manières dues & raisonnables, même les Curés par saisie de leur temporel à porter telle part & portion desdites réparations & frais

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 357

qui sera arbitrée par lesdits Prélats, selon qu'ils auront trouvé le revenu des Cures le pouvoir commodément porter.

L III.

Ne pourront les Marguilliers & Fabriqueurs des Eglises accepter aucunes fondations; sans appeller les Curés, & avoir sur ce leur avis.

L IV.

Et sur la remontrance à nous faite par lesdits Ecclésiastiques de la perte de leurs sirres avenue par l'injure du tems, au moyen de laquelle ils ne peuvent contraindre les redevables à la reconnaissance & paiement de leurs droits fonciers. Voulons que par nos Sénéchaux, Baillifs, leurs Lieutenans, & autres nos Officiers, soit procédé à la confection de nouveaux terriers des fiefs & censives desdits Ecclésiastiques, sans qu'ils soient pour ce contrains obtenir autre commission de nous que ces Présentes.

L V.

Nous faisons très-étroites & expresse inhibitions & défenses à tous Capitaines; soldats, gens de guerre de nos Ordonnances, & à tous ceux de notre suite, de quelque qualité qu'ils soient, de loger es maisons de l'habitation & résidence des personnes ecclésiastiques tant es Villes qu'es champs, & à tous Maréchaux & Fourriers des logis de bailler étiquette pour ce faire, sur peine de punition corporelle. Enjoignons à tous nos Officiers, que incontinent qu'ils en seront avertis, sans attendre la plainte desdits Ecclésiastiques, ils donnent ordre de les faire déloger, & néanmoins informer diligemment du nom & qualité de ceux qui auront logé esdites maisons, ensemble du nom des Capitaines, Maréchaux, Fourriers & autres qui les conduisent, pour être procédé contre les coupables suivant la rigueur des Edits & Ordonnances. Permettant à ceste fin ausdits Ecclésiastiques; de faire mettre & attacher nos armoiries & panonceaux aux principales portes & entrées de leurs maisons, tant es Villes, qu'es champs, pour leur servir de sauve-garde.

L VI.

Et pour le regard des autres exemptions desdits Ecclésiastiques touchant les contributions des deniers, garnisons, munitions, fortifications, subsides, aides de Villes, emprunts généraux & particuliers, nous voulons que les Edits & Lettres - patentes octroyées ausdits Ecclésiastiques, vérifiées en nos Cours de Parlement, soient inviolablement gardées & observées.

L VII.

Les personnes constituées es Ordres sacrés, ne pourront en vertu de l'Ordonnance faite à Moulins, être contraintes par emprisonnement de leurs personnes, ni pareillement pour le paiement de leurs dettes être exécutés en leurs meubles destinés au Service divin, ou pour leur usage nécessaire & domestique, ni en leurs livres.

L VIII.

Au surplus nous entendons que tous les privilèges, franchises, libertés & immunités octroyées ausdits Ecclésiastiques, tant en général qu'en particulier, par les seurs Rois nos prédécesseurs, & vérifiées en nosdites Cours de Parlement, leur soyent entièrement gardés, sans qu'il soit besoin obtenir aucunes lettres particulières, ou de confirmation que les Présentes.

L IX.

Nous défendons à nos Cours de Parlement de recevoir aucunes appellations com-

me d'abus, sinon en cas de nos Ordonnances, & à nos amés & seux les maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, & Garde des sceaux de nos Chancelleries, de bailler Lettres de reliefs desdites appellations comme d'abus, ne icelles Lettres sceller, qu'elles n'ayent été rapportées, & qui seront à ceste fin paraphées du Rapporteur ou Référendaire. Et néanmoins lesdites appellations comme d'abus n'auront aucun effet suspensif en cas de correction & discipline ecclésiastique, mais devolutif seulement; sur lesquelles appellations nosdites Cours ne pourront moderer les amendes pour quelque occasion que soit, ce que nous leur défendons très-expressement.

LX.

Les appellans comme d'abus ne pourront être élargis pendant l'appel, jusqu'à ce que les informations vues, en ait été par nos Cours ordonné.

LXI.

Les Ordinaires ne pourront être contraints bailler Vicariats, si ce n'est que nos Cours de Parlement, pour certaines bonnes causes & raisonnables, dont nous chargeons l'honneur & conscience des Juges d'icelles, ayent ordonné qu'en aucunes causes civiles ou criminelles pendantes en nosdites Cours, lesdits Ordinaires bailleront lesdits Vicariats à deux des Conseillers d'icelles Cours, lesquels Ordinaires audit cas pourront choisir tels que bon leur semblera.

LXII.

Les sentences de provision, & garnison de main données par les Juges ecclésiastiques sur contrats, obligations & cédulés reconnues, non excédans la somme de huit écus & un tiers d'écu, seront exécutoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans préjudice d'icelles, en baillant bonne & suffisante caution; & si pourront être mises à exécution par les appariteurs desdits Juges d'Eglise sur ce requis, par toutes voyes & manieres dues & raisonnables.

LXIII.

Pourront les Curés & Vicaires recevoir les testaments & dispositions de dernière volonté, encore que par iceux y ait legs à œuvres pies, saintes & religieuses, pourvu que les legs ne soient faits en faveur d'eux, ou de leurs parens: à la charge de faire signer le testateur & les témoins, ou de faire mention de l'interpellation qu'ils auront faite ausdits testateur & témoins pour signer, & de la cause pour laquelle ils ne l'auront sçu faire suivant nos Ordonnances: sans déroger néanmoins aux coutumes & commune observance des lieux, requérant autre ou plus grande solennité, soit en pays de Droit écrit, ou coutumier.

LXIV.

Nous défendons à nos Cours de Parlement, & tous autres nos Juges, de contraindre les Prélats & autres Collateurs ordinaires de bailler provisions de Bénéfices dépendans de leur collation, ains renvoyer les parties pardevant les Supérieurs desdits Prélats & Collateurs, pour se pourvoir pardevant eux par les voyes de Droit, & en cas d'empêchement pourront avoir recours au Supérieur ecclésiastique.

DES HOSPITAUX.

LXV.

ET sur les plaintes que nous avons reçues de la mauvaise administration qui se fait ordinairement es Hôpitaux & Maladreries de notre Royaume: nous enjoignons

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 359

guons à tous nos Officiers, sur peine de suspension & de privation de leurs états, faire procéder, observer, & exécuter les Edits faits pour ce regard par les Rois nos prédécesseurs, même celui de l'an mil cinq cent soixante-un, & ce nonobstant toutes provisions, ou Lettres de déclaration, que nous aurions délivrées au contraire, lesquelles en tant que besoin seroit, nous avons révoquées & révoquons, ensemble, les évocations données au contraire : & que les Arrêts donnés suivant nos Ordonnances soient exécutés, nonobstant lesdites évocations & interdictions, voulant le revenu & deniers provenant desdits Hôpitaux & Maladreries, être employés suivant nosdits Edits. Et ne pourront désormais être établis Commissaires au régime & gouvernement des fruits & revenus desdites Maladreries & Hôpitaux, autres que simples Bourgeois, Marchands, ou Laboureurs, & non personnes ecclésiastiques, Gentilshommes, Archers, Officiers publiques, leurs serveurs, ou personnes par eux interpolées.

LXVI.

Et d'autant que la plupart du revenu desdits Hôpitaux & Maladreries a été usurpé & appliqué au profit de ceux qui en ont eu le manient par le moyen de l'interversion & subtraction des titres, & enseignemens, enjoignons à nos Officiers des lieux, sans pour ce prendre aucun salaire, faire bon & loyal inventaire de tous lesdits titres, & enseignemens, contenant sommairement, & par abrégé, la teneur & substance desdits titres, ensemble une description du revenu desdits Hôpitaux & Maisons-Dieu, lequel inventaire sera mis & déposé es Greffes de nosdites juridictions plus prochaines, pour y avoir recours quand besoin sera : sur lequel inventaire sera dressé l'état du revenu qui sera transcrit au commencement des comptes des Administrateurs, &c.

Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes, Généraux de la justice de nos Aydes & à tous Officiers, & chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que nos présentes Ordonnances faites sur les plaintes, doléances & remontrances des Députés desdits trois Etats de notre Royaume, tenus en notre ville de Blois, ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer, & entretenir inviolablement de point en point, selon leur forme & teneur, sans les enfreindre, ne souffrir aucune chose être faite au contraire, & afin de perpétuelle mémoire, & qu'elles soient notoires à tous nos Sujets, les fassent lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai, après la publication d'icelles ; car tel est notre plaisir : & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Paris, au mois de Mai, l'an de grace 1579, & de notre Règne, le cinquième. Signé HENRY. Et plus bas, Par le Roi étant en son Conseil, BRULART. Et scellées sur lacs de soye verte, du grand sceau.

Lues, publiées, enregistrées, ouï le Procureur général du Roi, après plusieurs délibérations & remontrances très-humbles faites audit Seigneur, à Paris en Parlement, le 25 jour de janvier, l'an 1580. Signé DU-TILLET.

Enregistrés semblablement, ouï sur ce le Procureur général du Roi, en la Chambre des Comptes, le quatrième jour de Mars 1580. Signé DE LA FONTAINE.

Lues, publiés & enregistrés en la Cour des Aides à Paris, & ce requérant le Procureur général du Roi, sans préjudice de la juridiction & connoissance qui appartient en première instance aux Eux, & par appel en ladite Cour, le onzième jour de Mars, l'an mil cinq cents quatre-vingts. Signé DE BEAUVAIS.

EDIT DU MESME,

Donné à Melun sur les remontrances du Clergé.

Du ... Février 1580.

Ann. 1680.

HENRI, par la grace de Dieu, Roi de France & de Pologne, à tous présens & à venir, Salut. Les Prélats & Clergé de notre Royaume assemblés par notre permission en la ville de Melun, nous ont fait plusieurs remontrances, plaintes & doléances sur plusieurs articles contenus au caier qui nous a été par eux présenté. Et combien que par l'Edit par nous fait à la requête des Etats de notredit Royaume tenus à Blois, ait été pourvu à la plupart desdits articles, néanmoins après les avoir vus en notre Conseil, avons tant sur iceux, que autres contenus audit caier, déclaré & ordonné, déclarons & ordonnons ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT.

Nous admonêtons les Archevêques & Métropolitains de notre Royaume, & néanmoins leur enjoignons de tenir les Conciles Provinciaux dans six mois prochainement venans, deslors en avant de trois ans en trois ans en tel lieu de leurs Provinces, qu'ils connoîtront être plus propre & convenable pour cet effet, pour pourvoir à la discipline, correction des mœurs, & direction de la police ecclésiastique, & institution des Séminaires & Ecoles, selon la forme de. saints Décrets. Défendons à tous nos Juges d'empêcher directement ou indirectement la célébration esdits Conciles, & leur enjoignons tenir la main à l'exécution des Décrets & Ordonnances d'iceux, sans que les appellations comme d'abus de ce qui sera ordonné ausdits Conciles pour la correction & discipline ecclésiastique aient aucun effet suspensif.

I I.

Les Archevêques, Evêques, ou Chefs d'Ordre, en faisant la visitation des Monastères dépendans de leurs Charges, seront tenus, suivant le trentième article dudit Edit des Etats tenus à Blois, y rétablir la discipline monastique & observance en tous Monastères réguliers, tant d'hommes que de femmes, suivant la première institution desdits Monastères, & de mettre le nombre de Religieux requis pour la célébration du Service divin, & ce qui sera par eux ordonné sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & pour lesquelles ne sera différé, ains passé outre.

I I I.

Semblablement lesdits Archevêques Evêques, & autres Supérieurs suivant ledit Edit, article cinquante-deuxième, en faisant leur visitation, pourvoyront, appelés les Officiers des lieux, à ce que les Eglises soient fournies de livres, croix, calices, cloches, & ornemens nécessaires pour la célébration du Service divin, & pareillement à la restauration & entretenement des Eglises paroissiales & édifices d'icelles, en sorte que le Service divin s'y puisse commodément & dûement faire, & à couvert, & que les Curés soient convenablement logés. Ausquels Officiers enjoignons tenir la main à l'exécution de ce qui sera ordonné pour ce regard, & à ce faire, ensemble à la contribution des frais requis & nécessaires contraindre les Marguilliers & Paroissiens, par toutes les voyes & manières dues & raisonnables, même les Curés par saisie de leur temporel à porter telle part & portion desdites réparations & frais qui sera arbitrée par lesdits Prélats, selon qu'ils auront trouvé le revenu des Cures le pouvoir commodément porter.

I V.

I V.

Et sur la fréquente plainte desdits Ecclésiastiques, de nos Officiers qui abusent des saisies par faute de non résidence des Bénéficiers, défendons à nosdits Officiers de faire procéder par saisie du temporel des Bénéfices, sinon après avoir averu le Diocésain ou le Vicaire du Bénéficiaire Titulaire, auquel ils bailleront délai competent pour lui faire entendre, ou faire apparoir de la dispense de non résidence.

V.

Pareillement défendons très-expressement à tous seurs hauts-Justiciers, & leurs Officiers de saisir les biens & revenus desdits Ecclésiastiques sous prétexte de la non résidence desdits Bénéficiers, ou réparations non faites, ains seront icelles saisies faites esdits cas, & autres par nos Officiers seulement, à la requête de nos Procureurs généraux, ou leurs Substituts, auxquels néanmoins nous défendons de procéder à telles saisies, & de vexer & travailler les Bénéficiers sans raison ni apparence.

V I.

Nous défendons à tous nos Juges de commettre & autoriser aucuns Prédicateurs aux Eglises, ains leur enjoignons laisser la libre & entiere disposition aux Archevêques, Evêques, & autres Supérieurs ecclésiastiques auxquels de droit elle appartient. Voulons que ce qui sera par eux ordonné soit exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.

V I I.

Les Chantres de notre Chapelle, après qu'ils seront hors de quartier, seront tenus d'aller desservir en personne les Prébendes & autres Bénéfices sujets à résidence, dont ils auront été pourvus; autrement & à faute de ce faire, seront privés des fruits desdites Prébendes & autres Bénéfices sujets à résidence.

V I I I.

Nous défendons très-expressement à tous nos Juges & tous autres, de divertir, ne appliquer le revenu des biens qui a été donné pour les fondations aux Eglises & Chapelles, à autre usage qu'à celui auquel il est destiné, & voulons que si aucune chose avoit été faite au contraire, que le tout soit remis au premier état & dû.

I X.

Le revenu des Marguilliers & Fabriques, après les fondations accomplies, sera appliqué aux réparations & achat des ornemens des Eglises & autres œuvres pitoyables suivant les saints Décrets, & non ailleurs, sur peine aux Marguilliers & Procureurs desdites Eglises d'en répondre en leur propre & privé nom. Lesdits Marguilliers seront tenus faire bon & fidèle inventaire de tous & chacun les titres & enseigneemens desdites Fabriques, & rendre bon & loyal compte par chacun an de leur administration pardevant qui il appartiendra.

X.

Nous voulons que les Prélats, leurs Vicaires, & autres Ecclésiastiques qui ont droit de pouvoir aux administrations des Hôpitaux & Maladreries, & autres, y soient maintenus & gardés, ensemble d'avoir les comptes du revenu d'icelles: & seront les Réglemens & Ordonnances qui seront faites par lesdits Ecclésiastiques pour la cé-

lébration du Service divin, distribution des aumônes, réparation des édifices, & autres œuvres pies, exécutées nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.

XI.

Nous voulons & ordonnons que les Lettres-patentes par nous accordées ausdits Ecclésiastiques le troisieme jour de Novembre mil cinq cent soixante & quatorze, vérifiées en notre Cour de Parlement de Paris, sur le fait & réglemeut des aumônes, soient gardées selon la forme & teneur. Défendons à tous nos Juges y contrevenir en quelque façon que ce soit.

XII.

Et sur la plainte à nous faite par lesdits Ecclésiastiques du désordre qui est advenu à cause de l'Edit par nous n'agueres fait portant érection & création en titre d'Office d'un Econome en chacun Diocèse, pour recevoir les fruits, advenant vacations des Bénéfices qui sont en notre nomination, nous avons révoqué & revoquons ledit Edit, & n'entendons qu'aucun puisse en vertu d'icelui être pourvu desdits Offices d'Econome, & si aucune provision en étoit faite, nous l'avons déclarée & déclarons nulle. Voulons au surplus que l'article cinquième de l'Edit fait à la requête des Etats tenus à Blois, par lequel est ordonné que ceux que nous nommerons ci-après, seront tenus après la délivrance de nos Lettres de nomination (desquelles sera fait réglestre) obtenir leurs Bulles & provisions dans neuf mois après la publication de la présente Ordonnance, être inviolablement gardé & observé, sur les peines contenues en icelui : Et outre, avons ordonné & ordonnons, que les fruits échus, & qui écherront après ledit temps, qui pourroient appartenir à ceux que nous aurons nommés, seront appliqués aux réparations des Eglises, Monasteres & Convens, entretenement & nourriture des pauvres & autres œuvres puyables, ainsi qu'il sera avisé & ordonné par les Chapitres & Convens, appellés les Substituts de nos Procureurs généraux sur les lieux, sans que ceux qui auront été par nous nommés les puissent prendre & percevoir en aucune façon que ce soit ; & si aucuns en ont reçus, seront tenus les rendre & restituer par toutes voyes & manieres dues & raisonnables, & ce nonobstant toutes Lettres qu'ils pourroient ci-après obtenir de nous, lesquelles nous avons déclarées & déclarons nulles.

XIII.

Les Prébendes, ou le revenu d'icelles destiné pour un Précepteur, suivant l'article neuvième de l'Ordonnance d'Orléans, sera pris sur le nombre ordinaire des Prébendes, vacation advenant seulement, & sans que le salaire dudit Précepteur puisse être pris sur les fruits & revenus de l'Eveque & Chapitre auparavant ladite vacation.

XIV.

Ceux qui auront impétré en Cour de Rome provisions de Bénéfices, en la forme qu'on appelle, *Dignum*, ne pourront prendre possession desdits Bénéfices, ne s'immiscer en la jouissance d'iceux sans s'être préalablement présentés à l'Archeveque ou Eveque diocésain & Ordinaire, & en leur absence à leurs Vicaires généraux, afin de subir l'examen, obtenir leur *Visa*, lequel ne pourra être baillé sans avoir vu & examiné ceux qui seront pourvus, & dont ils seront tenus faire mention expresse.

XV.

Et où lesdits impétrans seroient trouvés insuffisans & incapables, le Supérieur auquel ils auront recourus, ne leur pourra pourvoir sans précédente inquisition des causes de refus, lesquelles à cette fin les Ordinaires seront tenus d'exprimer & insérer aux actes de leur refus.

XVI.

Et si aucuns procès ont été ci-devant, ou seront ci-après mûs pour le possesseur d'aucuns Bénéfices, dont les collations auroient été expédiées seulement en vertu d'un simple compulsoire de nos Juges, nonobstant le refus fait par lesdits Ordinaires fondé sur incapacité, scandale, ou autre cause légitime, ne voulons que nos Juges y aient aucun égard, & ne pourra sur icelles provisions être donné jugement de sequestre, recréance, ou maintenue, que premièrement la vérité desdites causes & refus n'ait été diligemment enquis & connue.

XVII.

Tous dévolutaires ayant obtenu provisions fondées sur vacances de droit, seront admis & reçus à en faire poursuite, encore qu'il n'y ait aucune déclaration précédente, nonobstant le contenu en l'Ordonnance d'Orléans : à la charge toutesfois de bailler bonne & suffisante caution, d'élire domicile, & de contester en cause dedans trois mois, à compter du jour de leur prise de possession, & de mettre les procès en état de juger dans deux ans au plus tard : autrement & à faute de ce, défendons à nos Juges d'avoir aucun égard ausdits dévolutaires, voulons silence être imposé ausdits dévolutaires, auxquels aussi nous défendons de s'immiscer en la jouissance des fruits desdits Bénéfices, auparavant qu'ils aient obtenu sentence de provision ou définitive à leur profit, donnée avec légitime contradicteur, qui est celui qui jouit & possède, & sur lequel le devolut est impétré. Et là où il le feroit, nous le déclarons déchu du droit possesseur par lui prétendu, tant par ledit devolut qu'autrement.

XVIII.

Suivant nottedit Edict fait à la requête des Etats de notre Royaume tenus à Blois, article cinquante-neuvième, entendons que tous les privilèges, franchises, libertés, & immunités octroyées ausdits Ecclésiastiques, tant en général qu'en particulier par les feus Rois nos prédécesseurs, & vérifiées en nosdites Cours de Parlement, leur soient entièrement gardées, sans qu'il soit besoin obtenir aucunes lettres particulières, ou de confirmation, que les Présentes. Voulons & entendons que les Réglements qui ont été faits par les Rois nos prédécesseurs touchant les Présidens des Enquêtes & Conseillers d'Eglise de nos Parlements, soient entièrement gardés & observés.

XIX.

En confirmant & amplifiant les Lettres par nous accordées à ceux du Clergé, au mois de Décembre mil cinq cent soixante-quatorze, nous voulons que iceux Ecclésiastiques, pour le regard des biens, qu'ils tiennent à cause de leurs Bénéfices, demeurent francs & exempts de toutes contributions de deniers, garnisons, munitions, fortifications, subsides, gardes des portes, sentinelles, rondes, fournissements de magasins, étapes, fourrages, chevaux d'artillerie, emprunts généraux & particuliers, & entretenement des Gouverneurs des Villes, Capitaines & Soldats commis à la garde d'icelles, encore que par nos commissions fut porté y comprendre exempts & non exempts.

XX.

Et sur la remontrance à nous faite par lesdits Ecclésiastiques, que aucunes de nos Cours de Parlement & Chambres des Comptes, font saisir les fruits des Evêchés vacans, pour les employer aux réparations & fortifications des Villes, nous avons déclaré & déclarons, que nous n'entendons lesdits fruits être employés à autre usage, que celui porté par les saints Décrets, Edits & Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & les nôtres, lesquels nous voulons être inviolablement gardés, défendant à nosdites Cours d'y contrevenir.

XXI.

Les Ordinaires ne pourront être contraincts à bailler Vicariats, sinon es causes criminelles, où il y auroit crainte manifeste de recousse de prisonniers, auquel cas sera libre choisir en leur conscience tels Vicaires qu'ils jugeront capables, suffisans, & nom susceptibles aux parties.

XXII.

L'instruction des procès criminels contre les personnes ecclésiastiques pour les cas privilégiés se fera conjointement tant par les Juges deditz Ecclésiastiques, que par nos Juges, & en ce cas, seront ceux de nosdits Juges qui seront commis pour ces effect, tenus aller au Siège de la Jurisdiction ecclésiastique.

XXIII.

Nous défendons aux Gardes des Sceaux de nos Chancelleries d'expédier aucunes Lettres de relief portant élargissement de ceux qui seront prisonniers par autorité des Juges ecclésiastiques, ni injonction de baillies le bénéfice d'absolution à ceux qui auront été par eux excommuniés. Et ne pourront les appellans être élargis ni absous pendant l'appel, jusques à ce que par Arrêt de nos Cours de Parlement, les informations vues, en ait été ordonné.

XXIV.

Nous enjoignons à nos Juges de prêter aide & confort pour l'exécution des sentences des Juges ecclésiastiques, implorans le bras séculier, & leur défendons de prendre connoissance des jugemens par eux donnés, sauf aux parties à se pourvoir pour les appellations comme d'abus, suivant nos Ordonnances.

XXV.

Nous défendons à nos Juges, que es causes de mariage pendantes pardevant lesdits Juges ecclésiastiques, de faire passer outre au jugement d'icelles, sous prétexte de rapt, sans grande & apparente raison, dont nous chargeons leur conscience & honneur. Et néanmoins seront tenus les délateurs ou parties instigantes, faire instruire & mettre en état de juger ladite instance de rapt dans un an, autrement à faute de ce faire sera passé outre au jugement deditz mariages par lesdits Juges ecclésiastiques. Voulons néanmoins l'article quarantième dudit Edit des Etats tenus à Blois, portant défenses aux Curés & Vicaires d'épouser aucuns enfans de famille, ou ceux qui sont en puissance d'autrui, s'il ne leur appert du consentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs, être inviolablement gardé, sur les peines contenues en icelui Edit.

XXVI.

Et sur la remontrance à nous faite par lesdits Ecclésiastiques de la perte de leurs titres advenue de l'injure du temps, au moyen de laquelle ils ne peuvent contraindre les redevables à la reconnaissance & paiement de leurs droits fonciers, voulons suivant ledit Edit deditz Etats tenus à Blois, article cinquante-cinquième, que par nos Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans, & autres nos Officiers, soit procédé à la confection de nouveaux terriers des fiefs & censives deditz Ecclésiastiques sans que pour ce ils soient contraincts obtenir aucunes Lettres-patentes & commission de nous que ces Présentes. Et seront tenus les débiteurs & propriétaires deditz héritages passer titre nouveau, & iceux droits payer & continuer, en faisant apparoir par lesdits Ecclésiastiques, par l'exhibition des anciens baux, reddition de comptes & autres documens, & information sommairement faite, les parties appelées, iceux droits leur être dûs, & sans que les débiteurs puissent alléguer aucune prescription, que

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 365

celle de droit, en laquelle sera compris le temps qui a couru depuis l'an mil cinq cent soixante-un, que les troubles sont advenus en ce Royaume.

XXVII.

Semblablement voulons les Curés tant des villes qu'autres lieux, suivant l'article cinquante-unième dudit Edit des Etats tenus à Blois, être conservés es droits d'oblations, & autres droits parochiaux qu'ils ont accoutumé percevoir, suivant les anciens & louables coutumes, & ce nonobstant l'Ordonnance faite à la requête des Etats tenus à Orléans, à laquelle nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard. Et outre es lieux où es Cures & Eglises paroissiales le revenu est si petit, qu'il n'est suffisant pour entretenir le Curé, les Eveques suivant ledit Edit des Etats tenus à Blois, article vingt-deuxième, pourront avec due connoissance de cause, & selon la forme prescrite par les Conciles, y unir autres Bénéfices Cures, ou non Cures, & procéder à la distribution des dixmes & autres revenus ecclésiastiques.

XXVIII.

Nous voulons que les articles quarante-neuf & cinquantième, contenus en notredit Edit des Etats tenus à Blois pour la perception des dixmes, soient entièrement gardés & observés, & en ce faisant que toutes personnes de quelque état, qualité, & condition qu'ils soient, tant propriétaires que possesseurs, fermiers, & autres tenants de terres, vignes, & autres héritages sujets au droit de dixme, prémices, quarantes, boisciaux, & autres droits, seront tenus de faire signifier & publier aux Prônes des Eglises paroissiales, où sont situés & assis lesdits héritages, le jour qui aura été pris & désigné pour dépouiller & enlever les fruits & grains venus & crus sur iceux, & ce le Dimanche ou fête prochaine précédente icelui jour, afin que lesdits Ecclésiastiques, leurs Receveurs, Fermiers, ou Commis s'y puissent trouver; faisant expresses inhibitions & défenses à tous détenteurs & possesseurs desdits héritages sujets à dixme, de mettre en gerbe, enlever, ou emporter les fruits d'iceux sans avoir préalablement payé ou laissé ledit droit de dixme à la raison, nombre, & quantité, qu'il a accoutumé d'être payé, le tout sur peine de confiscation au profit desdits Ecclésiastiques, de tous les fruits & grains ainsi dépouillés, & des chevaux & harnois de ceux qui auront retenu & recélé ladite dixme, & de trente écus d'amende pour la première fois, laquelle doublera ou tiercera selon le refus & contumace desdits refusans & délayans: lesquels encore nous voulons être punis extraordinairement comme infracteurs de nos Ordonnances. Enjoignons très-expressement à tous nos Juges, Officiers, & Procureurs sur les lieux, sans attendre la plainte desdits Ecclésiastiques, qu'ils informent diligemment, & punissent suivant la rigueur de nosdits Edits, ceux qui auront contrevenu à la présente Ordonnance, sur peine de suspension & privation de leurs états: leur enjoignant sur les mêmes peines d'avertir nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlement des contraventions qui se feront à la présente Ordonnance, & du devoir qu'ils auront fait à l'exécution d'icelle.

XXIX.

Ne pourront les propriétaires & possesseurs des héritages sujets à dixme, dire, proposer, & alléguer en jugement ledit droit de dixme n'être dû qu'à volonté, ni alléguer prescription ou possession autre que celle de droit, en laquelle ne sera compris le temps qui aura couru pendant les troubles & hostilités de guerre, faisant très-expresses inhibitions & défenses à tous les redevables, sujets à champarts, dixmes & autres droits, d'exiger aucuns banquets, beuveries, frais & dépenses de bouche desdits Ecclésiastiques, & ausdits Ecclésiastiques de les faire. Et où par ci-après sera nu aucun procès pour raison de la cote desdites dixmes, voulons iceux être jugés par nos Juges suivant les coutumes anciennes des lieux. Et où ladite coutume seroit obscure & incertaine, sera suivie celle des lieux circonvoisins. Et seront les sentences données en faveur

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 367

bles d'en tenir jamais d'autres. Défendons pareillement ausdits Bénéficiers de bailier leursdites fermes ausdits Nobles & Officiers, sur peine de nullité desdits baux & déclarant en outre les baux qui auront été ei devant, & seront à l'advenir faits aux personnes de la qualité luidite, nuls & de nul effet, sans qu'on s'en puisse aider soit en jugement ou dehors. Et pourront lesdits Ecclesiastiques impêtrer censures & les faire publier où il appartiendra contre ceux & celles qui prêteront ou accommoderont leurs noms ausdits Gentilshommes & Officiers, soit pour prendre à ferme les dixmes & autres revenus desdits Bénéfices, ou cautionner & pleiger ceux qui les prendront au profit desdits Gentilshommes ou Officiers, sans que les appellations comme d'abus puissent empêcher, ou retarder en quelque sorte ou maniere que ce soit ladite publication & fulmination d'icelles.

XXXV.

Et sur la plainte à nous faite par lesdits Ecclesiastiques, que pour les ports d'armes; forees & violences qu'aucuns de nos sujets commettent, sont tellement redoutés, que les Sergens n'osent approcher, & n'ont sur accès à leurs maisons, pour leur donner les assignations requises en telles poursuites, avons ordonné & ordonnons, que toutes personnes ayant Seigneuries ou maisons fortes & autres de difficile accès, demeurant hors les Villes, seront tenus élire domicile en la plus prochaine Ville royale de leur demeure & résidence ordinaire, & que les assignations, significations, sommations, commandemens, & exploits qui seront faits ausdits domiciles élus vaudront & seront de tel effet & valeur, comme si faits étoient à leurs propres personnes, en baillant audit domicile élu délai compétent selon la distance des lieux pour leur faire sçavoir lesdits exploits & actes: & jusques à ce que ladite élection soit faite, tous exploits qui seront faits à l'un des Officiers, Baillifs, Prévôts, Lieutenans, Procureurs fiscaux, Greffiers, Fermiers, Receveurs de terres & seigneuries, ou à maisons des personnes de la qualité susdite, ou à leurs serviteurs domestiques, seront de tel effet & valeur comme s'ils étoient faits à leurs propres personnes ou domiciles. Et en matière criminelle, au défaut de ladite élection, permettons iceux faire adjourner à son de trompe & cri public en la plus prochaine Ville royale de leur demeure. Et par ce moyen enjoignons à tous Sergens de faire tous exploits, & aux Notaires de faire tous actes & instrumens, dont ils seront requis & sommés par les parties. Et leur faisons défenses d'exiger, ne prendre desdites parties plus que ce qui leur est dû pour leur salaire raisonnable & modéré, selon leur peine & vacation. Et pour connoître quel salaire ils auront pris, leur enjoignons de mettre au vrai ce qu'ils auront reçu pour leursdits exploits au pied d'icelui, & le signer de leur seing, outre les autres seings qu'ils auront apposés ausdits exploits, à peine de suspension & privation de leurs états & offices, & d'autres plus grandes peines s'il y échoit.

XXXVI.

Et sur la requête faite par lesdits Ecclesiastiques, nous avons revoqué & revoquons les Lettres-patentes par nous ci-devant octroyées, par lesquelles est ordonné que lesdits Ecclesiastiques en vendant leurs bois taillis, seroient tenus laisser la quatrième partie desdits taillis sur pied pour croître en bois de haute futaie; & leur avons permis & permettons de faire couper lesdits bois comme ils avoient accoutumé auparavant icelles Lettres, à la charge toutefois qu'ils seront tenus laisser en chacun arpent le nombre de baliveaux requis par nos Ordonnances & sans qu'il leur soit loisible de les couper.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant nos Cours de Parlement, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, & à chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que cette notre présente Ordonnance ils gardent, observent, & entreteignent salient garder, observer, & entretenir inviolablement de point en point selon la forme & teneur, sans l'enfreindre, ne souffrir aucune chose être faite au contraire, & à fin de perpétuelle mémoire, & qu'elle soit notoire à

tous nos sujets, la fassent lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai après la présentation d'icelle; car tel est notre plaisir.

Donné à Paris au mois de Février, l'an de grace mil cinq cent quatre-vingt, & de notre regne le sixième. *Signé HENRY. Et à côté, Visa. Et plus bas, Par le Roi étant en son Conseil. BRULART.*

Extrait des Régistres de Parlement.

VU par la Cour, les grand-Chambre & Tournelle assemblées, les Lettres-patentes du Roi en forme d'Edit données à Paris au mois de Février dernier, signées sur le repli par le Roi étant en son Conseil, Brulart, obtenues & impétrées par le Clergé de France sur les remontrances faites audit Seigneur par les Prélats & Ecclésiastiques du Royaume assemblés en la ville de Melun, requête présentée à ladite Cour par ledit Clergé de France, le troisième jour du mois de Mars tendant à la vérification desdites Lettres, le tout de l'Ordonnance de ladite Cour, communiqué au Procureur général du Roi, ses conclusions & tout considéré: ladite Cour, lesdites grand-Chambre & Tournelle assemblées, a ordonné que lesdites Lettres-patentes soient lues, publiées & enregistrées en les registres d'icelle, oui sur ce le Procureur général du Roi, pour jouir par lesdits du Clergé de l'effet & contenu en icelles, aux charges, restrictions, & modifications qui ensuivent: à sçavoir, que le dixième article aura lieu, sans déroger à l'Edit des Hôpitaux; pour le quatorzième, à la charge que ledit article sera gardé avec l'Arrêt donné le lundi dixième jour de Février l'an mil cinq cent soixante & dix-huit, entre Maître Robert Pichon Chantre ordinaire du Roi d'une part, & Maître Henry Lambert d'autre. Pour le regard du dix-septième, que ce moi, nonobstant l'Ordonnance d'Orléans, sera rayé, & au lieu de ce mis, nonobstant toutes Ordonnances à ce contraires. Pour le regard du vingt-unième, à la charge du Règlement du cahier des Etats, soixante-unième article. Pour le regard des dix-neuf & vingt-deuxième, seront les Ordonnances & Arrêts gardés. Pour le regard du vingt-troisième, seront les absolutions à cauëlle baillées & octroyées par les formes de Droit, pourvu que les requérans être absous ne soient excommuniés *pro manifesta offensa*. Pour le regard du vingt-cinquième, y sera pourvu selon les Ordonnances & Arrêts. Pour le regard du vingt-sixième, que l'Ordonnance aura lieu pour toutes personnes, & du surplus y sera pourvu par les Juges, & qu'en la prescription n'y sera compris le temps des troubles. Pour le regard du vingt-sept, ôter, nonobstant l'Ordonnance d'Orléans. Pour le regard du vingt-neuvième sera le semblable gardé pour les dixmes inféodées. Pour le regard du trente-unième article, sera général. Pour le regard du trente-deux, seront ledit narré par l'article & lesdits Arrêts donnés sur icelui gardés, & sera informé des contraventions. Fait en Parlement le cinquième jour de Mars l'an mil cinq cent quatre-vingt. *Signé DA HEVALZ.*

EDIT D'HENRY IV,

Sur les plaintes & remontrances du Clergé de France, assemblé à Paris en l'an 1596.

Du..... Mai 1596.

Ann. 1596. **H**ENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous présents & à venir; Salut. Les Prélats & autres Députés tenans par notre permission l'Assemblée générale du Clergé en notre ville de Paris, nous ont fait plusieurs remontrances en plusieurs articles contenus au cahier qu'ils nous en ont présenté, sur ce qu'ils estimoient être requis & nécessaire pour l'honneur de l'Eglise, bien & soulagement des Ecclésiastiques: après en avoir entendu la lecture, avons de l'avis de notre Conseil, déclaré & ordonné, déclarons & ordonnons ce qui s'ensuit.

I.

I.

Nous voulons & entendons, que suivant notre Edit de 1594, la Religion catholique ; apostolique & Romaine, & libre exercice d'icelle soit remis en tous les lieux & endroits de ce Royaume, les Eglises, & tous les biens appartenant aux Ecclesiastiques rendus & restitués, défendant à toutes personnes de quelque état & condition qu'ils soient, de les y troubler & empêcher, à peine de désobéissance, & d'être punis comme perturbateurs du repos public, enjoignant à nos Procureurs généraux & leurs Substituts de faire informer des contraventions, & en faire les poursuites où besoin sera, donnant en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, & tous nos autres Justiciers & Officiers, de faire en cela bonne & prompte justice ausdits Ecclesiastiques, mandant aux Gouverneurs des Provinces, leurs Lieutenans généraux, & à tous nos Justiciers & Officiers, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

II.

Les premières Dignités des Eglises, tant cathédrales que collégiales, Pénitenceries, Prébendes théologiques & préceptoriales, esquelles particulièrement la qualité & capacité de la personne est requise, ne seront dorénavant sujettes ni affectées aux Gradués nommés, n'autres graces expectatives, & ne pourront les Collateurs être prévenus en Cour de Rome ; mais procéderont aux élections & provisions desdites Dignités & Prébendes, dans les six mois qui leur sont ordonnés par les constitutions canoniques.

III.

Pour pourvoir aux abus qui se commettent par les Gradués nommés, les Archevêques, Evêques, ou leurs grands Vicaires examineront lesdits Gradués sur leur suffisance & capacité, & en feront mention en la provision ou acte de refus des Bénéfices par eux requis.

IV.

Les Docteurs, Bacheliers & Licenciés en Théologie & Droit canon, nommés par les Universités de notre Royaume, qui auront par l'espace de trois ans fait la lecture publique en l'une d'icelles Facultés, ou prêché par ledit temps es Eglises situées dans les Villes murées de celui notre Royaume, seront préférés aux Bénéfices vacans es mois de Janvier & Juiller, à tous autres Gradués plus anciens nommés, pour être maintenus en la possession desdits Bénéfices.

V.

Et pour les Maîtres es Arts nommés par les Universités qui ont fait un Cours en Philosophie par trois ans, ou regenté l'espace de cinq ans, en l'une des premières Classes, es Collèges des Universités fameuses, jouiront du même privilège & préférence, & en cas de concurrence desdits Docteurs, Bacheliers en Théologie, Licenciés & Maîtres es Arts, les Docteurs seront préférés aux Bacheliers, les Bacheliers en Théologie aux Licenciés en Droit canon, & les Licenciés en Droit canon, aux Bacheliers en Droit canon & Maîtres es Arts.

VI.

Nous admonêtons les Archevêques, Evêques & Chefs d'Ordre, qui ont droit de visitation, vaquer soigneusement à la reformation des Monastères, suivant le XXX art. des Ordonnances des Etats tenus en notre ville de Blois, enjoignant aux Bailiffs, Sénéchaux & Substituts de nos Procureurs généraux, tenir la main à l'exécution des Ordonnances qui seront faites par lesdits Prélats, procédans ausdites visitations.

VII.

Attendant que les Abbés & Religieux qui sont exempts de la juridiction & vifitation des Evêques fe reduifent & aggrègent en une Congrégation de leur Ordre, nomment & élisent des Vifiteurs pour la reformation des Monafteres fuivant le XXVII art. des Ordonnances des Etats tenus en notre Ville de Blois, les Archevêques & Evêques, chacun en leur Diocèfe, vifiteront lefdits Monafteres & pourvoiront à ce qui fera de la reformation & discipline réguliere, appellé avec eux deux Peres de l'Ordre defdits Monafteres, & que ce qui fera ordonné par lefdits Archevêques & Evêques, fera exécuté nonobftant oppositions ou appellations quelconques.

VIII.

Les Prélats, leurs Vicaires & autres Eccléfiastiques qui ont droit de pourvoir aux administrations des Hôpitaux & Maladreries, & autres y feront mainenus & gardés, & enfemble tenus d'ouir les comptes du revenu d'icelles; & feront les Réglemens & Ordonnances, qui feront faites par lefdits Eccléfiastiques pour la célébration du Service divin, distribution des aumônes, réparation des édifices & autres œuvres pies, exécutées nonobftant oppositions ou appellations quelconques, & fans préjudice d'icelles, fuivant le X art. des Ordonnances faites par le feu Roi, notre très-honoré Seigneur & Frere, que Dieu abfolve, fur les remontrances dudit Clergé, en l'année 1580, & fi pour raifon de ce il y a procès, la connoiffance en appartiendra aux Juges ordinaires, & par appel en nos Cours de Parlement, nonobftant les Lettres de déclarations de nous obtenues le 8 Février & 20 Novembre 1593, attributives de juridiction à notre grand Confeil des différens mûs pour raifon defdits Hôpitaux & Maladreries.

IX.

Les corps morts de ceux qui ne feront morts en la Religion catholique, apostolique & Romaine, ne pourront être enterrés ès Eglifes, Cimetieres & autres lieux facrés, quelque droit de patronage ou autre que les décedés ayent eu de leur vivant.

X.

Les Eccléfiastiques pourront vendiquer leurs Reliques & autres ornemens d'Eglise, fur ceux qui les détiennent, foit en dépôt ou autrement, fans que pour quelqu'occasion ou prétexte que ce foit, ils puiffent être retenus. Permettant aufdits Eccléfiastiques d'informer contre ceux qui ont fpolié les Eglises, du moins à fin civile, pour la répaifon de ce qui a été mal pris.

XI.

Les états des Confeillers, foit clerics ou laïcs, qui vagueront ci-après en nos Cours de Parlement, esquels pour le préfent n'y a aucuns Confeillers d'Eglise, feront & demeureront affectés aux Eccléfiastiques, jufqu'à ce que le nombre requis foit rempli, fans que defdits états ainfi vagues, puiffent pour quelque caufe ou occasion que ce foit, être pourvus autres perfonnes, que ceux qui feront constitués aux Ordres facrés.

XII.

Et pour les autres Parlemens esquels le nombre requis defdits états des Confeillers Clerics, n'est rempli, ordonnons que les états des Confeillers Clerics, ou qui font tenus par vertu de Lettres de difpenfe, & qui ont été ci-devant laiffés, demeureront tellement affectés aux Eccléfiastiques, qu'autres n'étant de cette qualité, n'en pourrout ci-après, vacation avenant par mort ou réfignation, être pourvus, nonobftant les Lettres de difpenfe, ou laxation, qu'ils en pourroient avoir: obtenues, & Arrêt

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 371

de vérification d'icelles : faisant inhibition à nos Cours de Parlement, avoir égard auxdites Lettres de laization, qu'on pourroit obtenir ci-après. Ce que voulons être observé pour les états des Conseillers-Clercs, érigés es Sièges préfidiaux.

XIII.

Et pour ce que pendant ces derniers troubles, plusieurs se sont emparés des maisons, possessions & autres revenus des Ecclésiastiques, lesquels sont refusans s'en départir & les rendre à ceux à qui ils appartiennent, sous prétexte de quelques accommodemens qu'ils y auroient fait faire pour leur ulage : voulons & ordonnons que lesdits Ecclésiastiques soient remis en la possession des maisons, possessions & autres revenus qui leur appartiennent, sans que sous prétexte des réparations, meliorations, & autres ils en puissent être empêchés ; & pour le regard des biens sisus en Bearn, & Royaume de Navarre, appartenans aux Evêques & Chapitres d'Acqs & Bayonne, Tarbes, Ayre, & autres Bénéficiers desdits Diocèses, voulons & ordonnons pleine & entiere mainlevée leur être donnée Mandons à tous nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, mettre & faire mettre à exécution cete présente Ordonnance. Si donnons en mandement à nos amés & fcaux Conseillers, les Gens tenant les Cours de Parlement, Chambres des Comptes, Raillifs, Sénéchaux ou leurs Lieutenans, à tous autres nos Justiciers & Officiers, & à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que notre présente Ordonnance ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir de point en point selon la forme & teneur, sans l'enfreindre ni souffrir aucune chose être faite au contraire. Et afin de perpétuelle mémoire, & qu'elle soit notoire à tous nos sujets, la fassent lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai, après la présentation d'icelle. Car tel est notre plaisir. Donné au Camp de Traversi, au mois de Mai, l'an de grace 1596, & de notre regne le 7. Signé HENRY.

Cet Edit n'a été enregistré par aucune Cour souveraine du Royaume.

EDIT DU ROI,

Donné sur les remontrances de l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris es années 1605 & 1606.

Du... Décembre 1606.

HENRY, par la grace de Dieu, &c. Les Prélats & autres Députés du Clergé de notre Royaume, assemblés par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous ont fait plusieurs bonnes remontrances pour le bien & avancement de la piété, manutention de la discipline & police ecclésiastique, par le cahier qu'ils nous ont à ceste fin présenté ; lequel après avoir été vu en notre Conseil, de l'avis d'icelui, avons dit, déclaré, statué & ordonné, disons, déclarons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit.

I.

Que notre vouloir & intention a toujours été & est encore, advenant vacations des Prélatures, Abbayes & autres Bénéfices consistoriaux qui sont de notre nomination, d'y pouvoir de personnes de mérite, qualité & suffisance requise, pour se bien & dignement acquitter de leurs Charges. Voulons à ceste fin les articles I, II, & V, de nos Ordonnances des Etats tenus en notre ville de Blois en l'année 1579, être vérifiés en nos Cours souveraines, & ceux faits sur les remontrances du Clergé assemblé en notre ville de Melun en l'année 1580, être exactement entretenus & observés ; & d'autant que les Dignités des Eglises cathédrales requierent aussi personnes de qualité

Voyez la Note à la fin de cette pièce.

& suffisance, dont néanmoins le choix est souvent ôté aux Collateurs ordinaires, à cause des Indults & graces expectatives, nous voulons que lesdites Dignités en soient à l'avenir déchargées, tant envers les Gradués qu'autres, & que les pourvus desdits soient tenus se faire pourvoir à l'Ordre dans l'an à compter du jour de la paisible possession, à peine d'être déchus de leur droit.

II.

Pour retrancher la fréquence des appellations comme d'abus, avons ordonné, conformément au premier article de Melun de l'an 1579, qu'elles n'aient aucun effet suspensif, mais seulement devolutif, en matière de discipline & correction ecclésiastique : enjoignons en outre à nos Cours de Parlement de tenir soigneusement, à ce que les Ecclésiastiques ne soient troublés en leur juridiction, au moyen desdites appellations comme d'abus. Et pour empêcher que les parties ne recourent à ce remède si souvent qu'elles ont fait par le passé, défendons à nos Cours souveraines de mettre lesdites parties hors de Cour & de procès, sur lesdites appellations comme d'abus; & voulons au contraire qu'ils soient tenus de prononcer toujours par bien ou mal & abusivement, & de condamner aussi à l'amende du fol appel, sans la pouvoir remettre, ni modérer pour quelque cause que ce soit. Et pource que ladite amende ne suffit encore pour retenir la passion des temeraires plaideurs, qu'au lieu qu'elle ne souloit être que de 60 liv. *Paris*, elle soit augmentée d'autant, & jusqu'à la somme de 120 liv. *Paris*; & en outre que lesdits appellans comme d'abus ne soient reçus à faire plaider lesdites appellations sans être assistés de deux Avocats à la plaidoirie de la cause.

III.

Les Evêques pourront visiter les Eglises paroissiales, situées en Monastères, Commanderies & Eglises des Religieux, qui se prétendent exempts de la juridiction des Ordinaires, sans préjudice de leurs privilèges en autres choses, à la charge toutefois qu'ils seront tenus de faire lesdites visites en personne, & sans aucuns salaires ni taxe sur les Curés.

IV.

Les Religieuses ne pourront ci-après être pourvues d'Abbayes & Prieurés conventuels, qu'elles n'aient été dix ans auparavant professes, ou exercé un Office claustral par six ans entiers, admonétant les Archevêques avec les Chefs d'Ordres de pourvoir à la translation & union des Monastères desdites Religieuses, situés en lieux charayères & mal assurés, en autres Convents de même Ordre, situés en Villes le plus commodément que faire se pourra.

V.

Faisons inhibitions & défenses à tous nos sujets, autres qu'Ecclésiastiques, faire leurs demeures & habitations ordinaires dans les Abbayes, Monastères, Prieurés, & autres maisons ecclésiastiques, à peine d'amende arbitraire, applicable à la réparation des Eglises : enjoignons à nos Procureurs en chacun de nos Parlements, & à leurs Substituts d'y tenir la main.

VI.

Enjoignons à nos Cours de Parlement, & à tous nos autres Juges & Officiers de tenir soigneusement la main à l'exécution des Jugemens & Ordonnances des Archevêques & Evêques, leurs Officiaux & Chefs d'Ordres, concernant la décence des habits, tant des Ecclésiastiques séculiers que réguliers, sans avoir égard aux appellations comme d'abus, qui pourroient être interjetées par eux; nonobstant lesquels nous voulons qu'ils puissent être contraints d'y obéir, même par emprisonnement de leurs personnes.

VII.

Les Religieux de quelque Ordre que ce soit, se trouvant hors de leurs Abbayes, sans avoir congé par écrit de leur Supérieur, pourront être emprisonnés par l'ordonnance des Archevêques, leurs grands Vicaires ou Officiaux, & mulctés de peines & amendes arbitraires qui seront exécutées nonobstant privilèges, exemptions, appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.

VIII.

Les Ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers, constitués en Ordres de Prêtrise, Diaconat ou Soudiaconat, ou bien ayant fait vœu, ne pourront être prévenus de crimes dont la connoissance doit appartenir aux Juges d'Eglise, s'exempter de leurs juridictions pour quelque cause que ce soit, ni même sous prétexte de liberté de conscience : faisons à cet effet inhibitions & défenses à nos Juges d'en prendre aucune connoissance, encore que lesdits accusés & prévenus le voulassent consentir, comme aussi ausdits Ecclésiastiques & Religieux qui se voudront séparer de l'Eglise catholique, apostolique & Romaine, & quitter leur vie & profession pour suivre la Religion prétendue réformée, de ne se trouver en assemblées où se fait l'exercice public de ladite Religion avec l'habit qu'ils souloient porter pour marque de leur vœu & profession, avant qu'ils eussent fait ce changement, à peine d'être punis comme scandaleux & infrauteurs de nos Edits.

IX.

Les Ordonnances faites par les Rois nos prédécesseurs contre les blasphémateurs ; n'ont eu assez de force jufques ici pour retenir l'impieeté des méchants, à l'occasion de la négligence & du peu de devoir que nos Officiers y ont fait, modérant les peines y contenues, ou méprisant du tout de les châtier, au lieu d'y procéder avec toute rigueur & sévérité comme il étoit besoin, à cause de la fréquence de tels délits. Pour à quoi remédier, voulons que lesdites Ordonnances soient à la diligence de nos Procureurs généraux, & leurs Substitués, publiées de six mois en six mois, en Auditoires des Bailliages, Sénéchauffées & autres Juridictions de notre Royaume ; & que tous ceux qui y contreviendront soient punis des peines portées par icelles, sans qu'il soit loisible à nos Officiers de les modérer. Voulons en outre que la moitié des amendes pécuniaires, esquelles les coupables seront condamnés, soit adjugée à la réparation des Eglises des lieux où le délit aura été commis, & l'autre moitié aux dénonciateurs.

X.

Ceux de la Religion prétendue réformée ne pourront être inhamés, ni élire leurs sépultures dans les Eglises des Catholiques, encore qu'ils fussent fondateurs desdites Eglises ou Monastères. Voulons & ordonnons à cet effet, que l'Edit par nous fait en la ville de Nantes, en l'article XXVIII pour le regard desdites sépultures, soit observé.

XI.

Les Prédicateurs ne pourront obtenir la Chaire des Eglises, même pour l'Avent & le Carême, sans la mission & permission des Archevêques & Evêques ou leurs grands Vicaires, chacun en leur Diocèse. N'entendons néanmoins y assujettir les Eglises où il y a coutume au contraire, esquelles suffira d'obtenir l'approbation desdits Archevêques & Evêques du choix & élection qu'ils auront fait. Pour le blaire desquels Prédicateurs, au cas qu'il y eut différend, ne s'en pourront adresser à nos Juges ordinaires ; mais seulement pardevant lesdits Archevêques & Evêques ou leurs Officiaux.

XII.

Nous voulons que les causes concernant les mariages soient & appartiennent à la connoissance & juridiction des Juges d'Eglise, à la charge qu'ils seront tenus garder les Ordonnances, meme celle de Blois, en l'article XL, & suivant icelle déclarer les mariages qui n'auront été faits & célébrés en l'Eglise, & avec la forme & solennité requise par ledit article, nuls & non valablement contractés, comme étant contre peine indite par les Conciles. Et afin que les Evêques chacun en leur Diocèse, & les Curés en leurs Paroisses en soient avertis, & qu'ils ne fassent ci-après contre ladite Ordonnance, elle sera renouvelée & publiée derechef, à ce que lesdits Evêques & leurs Officiaux aient dorénavant à juger conformément à icelle.

XIII.

Et sur les plaintes qui nous été faites par lesdits Ecclésiastiques, qu'en plusieurs endroits ceux de la Religion prétendue réformée bâissent leurs Temples si près des Eglises catholiques, que le Service divin en est troublé, & y a danger d'émotion entre nos sujets : nous défendons à ceux de ladite Religion de faire construire à l'avenir leurs Temples si près des Eglises, que les Catholiques en puissent recevoir de l'incommodité & du scandale, à quoi les Juges des lieux prendront garde soigneusement, afin qu'aucuns différends ne surviennent pour ce regard entre les Catholiques & ceux de ladite Religion qui puisse apporter du trouble, & altérer le repos que nous voulons maintenir & conserver entre nos sujets.

XIV.

Les Régens, Précepteurs ou Maîtres d'écoles des petites Villes ou Villages, seront approuvés, par les Curés des Paroisses, ou personnes ecclésiastiques qui ont droit d'y nommer ; & où il y aura plaintes desdits Maîtres d'écoles, Régens ou Précepteurs, y sera pourvu par les Archevêques & Evêques chacun en leur Diocèse : n'entendant néanmoins préjudicier aux anciens privilèges des Universités, & à ce que nous avons ordonné par notre Edit de Nantes, article XXX.

XV.

Nous avons déclaré & déclarons les aliénations faites par les Ecclésiastiques & Marguilliers du temporel des Eglises, sans les solennités requises par nos Ordonnances & les dispositions canoniques, nulles, & de nul effet & valeur, voulons qu'elles soient cassées, les parties pour ce voir faire appellées.

XVI.

Pour détourner davantage nos sujets des duels, voulons entre les peines portées par les Ordonnances sur ce faites, que ceux qui mourront à l'instant & sur le lieu du combat, sans avoir eu temps & loisir pour se repentir, soient privés de sépulture en terre sainte.

XVII.

Nous voulons que les Archevêques, Evêques, Abbés, Archidiacres & autres Ecclésiastiques qui ont droit de visite, y soient conservés & en jouissent ainsi qu'ils ont accoutumé, faisant leurs visites en personne & non autrement, suivant l'article XXXII des Ordonnances de Blois. Et sur les fréquentes plaintes que nous avons reçues de divers lieux, qu'aucuns Evêques & autres Collateurs ordinaires prennent & exigent plus qu'il ne leur est dû & permis pour la collation des Bénéfices ; voulons aussi qu'ils observent exactement ce qui est contenu au XII article desdites Ordonnances de Blois.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 375

Et d'autant que cet abus provient le plus souvent de ce qu'ils donnent à ferme leur spirituel, défenses & inhibitions leur soient faites de le plus faire à l'avenir, mais le tiendront par leurs mains.

XVIII.

Par les XXII & XXIII articles des Ordonnances des Etats tenus en notre ville de Blois, l'on a ordonné les unions des Bénéfices & suppressions pour augmenter le revenu, à ce que les Bénéfices puissent être desservis par personnes capables qui aient moyen de vivre & s'entretenir selon leur qualité; mais telles unions n'étant que des Cures & autres Bénéfices séculiers & non les réguliers, le remède a été du tout inutile & sans aucun effet, ne pouvant être procédé à l'union des Cures, sans incommodité des Paroissiens; ne à l'union des Prébendes qui requièrent résidence; ne à la suppression d'icelles, que rarement pour les fréquentes résignations qui s'en font. Et pour ce que les Bénéfices se trouvent souvent affectés aux Indultaires ou Gradués, demeurant par ce moyen plusieurs Cures abandonnées, pour en être le revenu trop petit, & beaucoup d'Eglises dénuées de personnes de la capacité requise pour les bien desservir: pour à ce obvier & faciliter lesdites unions, avons ordonné & ordonnons que les Archevêques & Evêques chacun en leur Diocèse, pourront procéder auxdites unions, tant de Bénéfices séculiers que réguliers, selon qu'ils jugeront être commode pour le bien & utilité de l'Eglise, pourvu toutefois que ce soit du consentement des Patrons & Collateurs, qu'ils ne touchent aux Offices claustraux qui doivent résidence aux Eglises desquelles ils dépendent.

XIX.

Avens fait inhibitions & défenses à tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'occuper es Eglises les places destinées aux Ecclésiastiques pendant la célébration du Service divin, même les hautes chaires du Chœur desdites Eglises, affectées aux Chanoines & autres Ecclésiastiques qui y feront le service.

XX.

Voulant conserver le domaine de l'Eglise, & empêcher qu'il ne soit aliéné, avons ordonné & ordonnons que les Ecclésiastiques ne pourront être contraints à souffrir le rachapt des rentes foncières dépendant de leurs Bénéfices, & pour le regard des rentes constituées à prix d'argent, ne s'en pourra faire qu'appellé le Patron collateur du Bénéfice duquel dépend ladite rente, à ce que les deniers du rachapt soient employés à l'augmentation du revenu du même Bénéfice, non au profit particulier du Titulaire ou ailleurs.

XXI.

Avens permis & permettons ausdits Ecclésiastiques de pouvoir rentrer si bon leur semble dans trois ans, à compter du jour de la vérification des Présentes au droit des acquereurs de notre Domaine aliéné, fiefs, droits de Regale, partages & autres droits lesquels ledits Ecclésiastiques étoient auparavant lesdites aliénations associés avec nous, soit par donations, transactions, & autres traités faits avec les Rois nos prédécesseurs, en remboursant par ledits Ecclésiastiques à un seul paiement lesdits acquereurs, tant de leur fort principal que frais & loyaux coûts.

XXII.

Nos Notaires ou Sergens, soit qu'ils soient d'ancienne ou nouvelle création, ne pourront faire aucuns exploits, ni passer contrats, testaments, ou faire aucuns exercices de leurs états, es Terres & Seigneuries appartenantes ausdits Ecclésiastiques en toute justice, encore qu'ils y soient demeurans & actuellement habités, si ce n'est de leur consentement & permission, ou qu'il soit question pour le regard des Sergens

d'exploiter pour cas royaux ou bien d'appel pardevant nos Juges, le tout à peine de nullité & de faux.

XXIII.

Encore que par les Ordonnances de Moulins les Ecclésiastiques constitués des Ordres sacrés ne puissent être contraints par corps, pour dette civile, néanmoins on y contrevient en aucunes de nos Cours de Parlement au scandale & mépris de l'Ordre ecclésiastique : à cette occasion nous avons de nouveau, en tant que besoin est, voulu & ordonné, que lesdits Ecclésiastiques jouissent dudit privilège, & qu'ils ne puissent être contraints pour dette civile par emprisonnement de leurs personnes, ni par exécution sur leurs biens meubles destinés au Service divin; déclarant tous emprisonnements & exécutions faites au contraire tortionnaires & injurieuses, & se pourront pourvoir lesdits Ecclésiastiques pour leurs dommages & intérêts, tant contre la partie civile, que ceux qui auront fait lesdits emprisonnements & exécutions.

XXIV.

Les Curés prétendants devoir être préférés aux baux à ferme des dixmes qui sont au dedans de leurs Paroisses, & qu'ils ont droit de contraindre lesdits Ecclésiastiques à leur laisser lesdites dixmes au grand dommage de ceux à qui elles appartiennent, à qui la liberté d'en disposer doit demeurer, aussi que c'est un moyen de détourner lesdits Curés de leurs charges, s'employant à choses séculières contre leur profession : à ce désirant pourvoir, nous avons ordonné & ordonnons que lesdits Ecclésiastiques pourront bailleur leursdites dixmes à ferme, à telles personnes que bon leur semblera, sans que lesdits Curés y puissent prétendre aucune préférence, nonobstant toutes Ordonnances à ce contraires, lesquelles s'il y en a, nous avons révoquées, & voulu & ordonné au lieu d'icelles que l'Arrêt donné en notre Cour de Parlement de Paris, le 11 Février 1604, sur semblable différend & pour empêcher telle préférence, soit inviolablement gardé.

XXV.

Par les contrats de l'an 1561, 67, 80, 96 & de la présente année 1606, faits avec ledit Clergé, tous les Bénéfices étant au dedans de notre Royaume sont sujets à la contribution des décimes : néanmoins aucuns Bénéficiaires, sous prétexte qu'ils ne sont compris aux rôles & départemens des décimes de l'an 1516, s'en veulent exempter, & aucuns d'eux ont obtenu en notre Cour des Aides à Paris & Montpellier, Arrêts d'exemption & paiement desdites décimes, encore que par lesdits contrats & autres nos Lettres-patentes dûment vérifiées, la connoissance des taxes & impositions desdites décimes ait été attribuée 1^o aux Syndics généraux dudit Clergé, & du depuis aux Bureaux établis es villes de Paris, Toulouse, Bordeaux, Rouen, Aix, Tours, Lyon & Bourges, avec inhibitions & défenses à nosdites Cours des Aides, d'en prendre connoissance à peine de nullité : & d'autant que lesdits privilèges & exemptions accordés aux Ecclésiastiques, en considération du paiement desdites décimes, sont générales pour tous les Ecclésiastiques, sans aucun excepter; nous avons aussi ordonné & ordonnons que tous les Bénéfices de quelque qualité qu'ils soient, seront imposés en chacun Diocèse au rôle & département desdites décimes, même ceux qui ne se trouvent être compris esdits rôles de l'an 1516, soit par omission, ou qu'ils aient été du depuis fondés, & que lesdites taxes tournent à la décharge des Curés des mêmes Diocèses qui sont les plus chargés : enjoignant à cet effet audits Archevêques, Evêques & Députés en chaque Diocèse, procéder à l'imposition & taxe des décimes desdits Bénéfices, à raison de leur revenu, dont nous chargeons leur honneur & conscience.

XXVI.

Pour ôter le sujet des contentions qui pourroient survenir esdits Diocèses à cause des taxes particulières desdites décimes non comprises en la première taxe de l'an 1516,

ou

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 377
ou faites depuis, avons ordonné que les taxes faites es Diocèses en vertu des Lettres-patentes, il y a déjà 30 ans passés, seront suivies & exécutées esdits Diocèses, encore qu'elles ne fussent conformes aux taxes faites en l'an 1516, y ayant pour ce regard dérogé.

XXVII.

Etant duement informé de plusieurs désordres, avenus à cause qu'ès vacations en Régale, le droit d'y pourvoir qui nous appartient, a été pratiqué par nos prédécesseurs, & par nous jusqu'à 30 ans, & par ce moyen les possesseurs qui en avoient joui à autres titres, par plusieurs années, en étoient évincés par celui qui étoit pourvu de nouveau en vertu de ladite Régale: voulant faire cesser lequel abus & défordre, à la diminution même de nos droits, ordonnons que les Titulaires qui auront été pourvus canoniquement, & joui paisiblement trois ans entiers & consécutifs desdits Bénéfices, ne pourront après être inquiétés, sous prétexte des provisions en Régale, que déclarons en ce cas de nul effet & valeur. N'entendons aussi jouir du droit de Régale, sinon en la même forme que nos prédécesseurs & nous avons fait, sans l'étendre plus avant au préjudice des Eglises qui en sont exemptes.

XXVIII.

Ajoutant au XLVIII art. de nos Ordonnances de Blois, nous voulons que les Gentils-hommes, qui par eux ou personnes interposées prennent ou font prendre à titre de ferme, le revenu desdits Ecclésiastiques, soient condamnés en amendes pécuniaires à l'arbitrage des Juges, applicables moitié à nous, & moitié aux réparations des Bénéfices, & contraints au paiement d'icelles, comme pour nos propres deniers; & afin que nul puisse prétendre cause d'ignorance, sera ladite Ordonnance de Blois publiée de nouveau aux Prônes des Paroisses & répétée de six mois en six mois.

XXIX.

Semblablement voulons & ordonnons que les Archevêques & Evêques soient reconnus, répusés & honorés, ainsi qu'il est dû & appartient à leur dignité, & qu'il en soit usé comme il souloit être d'ancienneté, & lors même que la piété & dévotion des Chrétiens convioit un chacun à leur rendre route sorte d'honneur & de respect, & pource que nous avons été avertis que tels rangs & respects sont fort soigneusement gardés dans la ville de Paris, entre lesdits sieurs Archevêques, Evêques, Officiers de notre Parlement & autres personnes de qualité, voulons que cette même règle soit suivie & observée par tout notre Royaume, & que les jugemens & Arrêts donnés au contraire, demeurent nuls & comme non avenus.

XXX.

Les Gradués ayant été pourvus de Bénéfices en vertu de leur degré; savoir les scoliers, de 400 livres de rente & revenu annuel, & les réguliers de Bénéfice de quelque revenu que ce soit, ne seront recevables ci-après à requérir autres Bénéfices en vertu de leur degré, s'ils ne montrent qu'ils en ont été évincés par jugement contradictoirement donné sans fraude ni collusion; & où par raison desdits Bénéfices les Gradués auroient composé & reçu quelque récompense, elle leur tiendra lieu de répletion, sans considérer la valeur & revenu dudit Bénéfice.

XXXI.

Nul ne pourra à l'avenir être pourvu des Dignités des Eglises cathédrales, ni des premières Dignités des collégiales s'il n'est gradué en la faculté de Théologie ou Droit canon à peine de nullité des provisions.

Si donnons en mandement, &c. Afin que ce soit chose ferme & stable à toujours,

nous avons fait mettre & apposer notre scel, sauf en autre chose notre droit & l'autrui en toutes; car tel est notre plaisir. Donné à Paris au mois de Décembre, l'an de grace 1606, & de notre regne le 18. Signé HENRY, à côté Visa; & plus bas, Par le Roi, Ruzé; & scellé du grand scel de cire vette. Et au-dessous est écrit.

Régistrés, ouï le Procureur général du Roi, pour jouir par les impétrans de l'effet & contenu, aux charges, restrictions & modifications contenues au Régistre de ce jour. A Paris en Parlement le dernier Février l'an 1608. Signé. Du TILLET.

Nota. L'Arrêt d'enregistrement au Parlement de Paris porte que l'article I de cet Edit aura lieu, sans déroger au droit des Indultaires, mais il n'y a point de modification en ce qui regarde la nomination aux prélatures (Mém. du Clergé, Edition de 1716, Col. 259,) non plus que par l'Arrêt du Parlement du 12 Décembre 1639, qui ordonne que les informations d'âge, vie & mœurs de ceux que le Roi veut nommer aux Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices, se feront à l'avenir par les Evêques diocésains des lieux où ils auront fait leur demeure & résidence les cinq années précédentes, conformément à l'Ordonnance de Blois, art. I, qui fait défenses à ceux qui auront obtenu du Roi la nomination, de s'en aider d'autres que de celles faites par lesdits Evêques diocésains, à peine d'être déchus de la grace; à tous sujets du Roi de rendre leurs dépositions & témoignages pardevant autres; à tous Notaires apostoliques de les recevoir, & à tous Banquiers expéditionnaires d'en envoyer à Rome d'autres, à peine de privation de leurs charges, & d'être punis comme perturbateurs du repos public. (Eod. Col. 260.) Ce sont les Nonces qui font les informations.

Ces Edit n'a point été enregistré au grand Conseil, ni aux Parlemens de Bourdeaux; de Dijon, de Toulouë.

ORDONNANCE DE LOUIS XIII,

Donnée sur les plaintes faites par les Députés des Etats du Royaume, assemblés en l'année 1614.

Du 15 Janvier 1619.

Ann. 1619. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous présens & à venir, Salut. Les Rois nos prédécesseurs ont témoigné par les Ordonnances qu'ils ont fait publier en divers temps, le soin qu'ils ont eu que la Justice fût dignement administrée; & par l'établissement des bonnes loix, travaillé à maintenir un bon ordre entre leurs sujets, soit en paix ou en guerre, par le moyen de qui cet Etat a fleuri plus que tous les autres de la terre : ce qui a donné sujet à leurs voisins & étrangers, d'emprunter souvent & se servir des Réglemens qu'ils avoient faits. Mais comme la malice des hommes s'est accrue par les troubles & dérèglemens dont notre Royaume a été affligé par plusieurs années; quelque remède qu'on ait voulu y apporter, il n'a été possible de pourvoir à tous les inconvéniens & abus que la licence avoit introduits, ni rétablir tout à la fois ce que la corruption de plusieurs siècles avoit fait mépriser ou pervertir : joint qu'il avient souvent qu'il y a tel changement aux choses humaines, que ce qui est utile en une saison, peut être aucunement préjudiciable en une autre, & les meilleures polices sont ordinairement sujettes à quelque décheance par la négligence de ceux qui n'ont pas le soin de les faire exactement entretenir. Et ayant toujours singulièrement affecté, que notre regne fut signalé des marques de la Justice que Dieu nous a commise, pour la faire exercer en la plus grande sincérité qu'il nous sera possible, comme notre intention & résolution est de nous en acquiescer à la gloire, au bien de nos Sujets & de notre Salut, & y pourvoir par bons re-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 379

médés sans y rien épargner : pour cet effet nous avons dès l'an 1614, peu de temps après notre avènement à la Couronne, assemblé en notre bonne ville de Paris les trois États de notre Royaume, & depuis en l'année 1617 en notre ville de Rouen, & en l'an 1626 en ladite ville de Paris, convoqué plusieurs personnes notables de tous les Ordres, & avec eux les principaux Officiers de nos Cours de Parlement & d'iceux reçu les remontrances & avis sur les propositions qui leur ont été faites de notre part, sur le sujet des principaux & plus remarquables désordres que les guerres civiles avoient fait naître en toutes conditions. Lesquelles propositions, remontrances & avis, vus & examinés en notre Conseil privé, auquel étoient la Reine notre très-honorée Dame & Mere, très-cher & très-ami Frere unique le Duc d'Orléans, autres Princes, Seigneurs, Officiers de notre Couronne, & autres grands personnages. Avons par leur avis, statué & ordonné, statuons & ordonnons ce qui ensuit.

PREMIEREMENT.

Que toutes les Ordonnances faites tant par les Rois nos prédécesseurs que par nous depuis notre avènement à la Couronne, concernant tous les Ordres de notre Royaume, règlement & police d'iceux, exercice & droits des Charges de nos Officiers, & autres qui ne sont spécialement revocqués par aucunes subséquentes ou par ces Présentes, & non abrogées par usage contraire, reçu & approuvé de nos prédécesseurs ou de nous, seront gardées & observées par toutes nos Cours de Parlement, grand-Conseil, Chambres des Comptes, Cours des Aides, & autres nos Cours, Juges, Magistrats, Officiers & sujets, nonobstant toutes remontrances faites ou à faire sur aucuns des articles d'icelles ou des Présentes, nonobstant aussi qu'aucunes desdites Ordonnances n'ayent été publiées en aucunes desdites Cours. Permettons néanmoins aux Gens tenant nos Cours de Parlement & autres Cours souveraines, nous faire telles remontrances qu'ils verront bon être, sur les articles qu'ils pourroient estimer être contre la commodité publique, ou avoir besoin de quelque interprétation ou déclaration, afin d'être sur ce par nous pourvu selon que nous jugerons devoir être fait : ce qu'ils feront dans six mois, à compter du jour de la publication des Présentes. Cependant voulons nosdites Ordonnances être observées tant es jugemens des procès qu'autrement, sans y contrevenir, ni sans dispenser ou modérer les peines portées par icelles, pour quelque occasion & sous quelque prétexte que ce soit, même sous couleur desdites remontrances non faites.

I I.

Les Monastères & Abbayes qui sont Chefs d'Ordre, jouiront du droit d'élection, & pareillement les autres Monastères qui sont demeurés en cette possession : à la charge d'y procéder, vacation venant, en la forme de droit suivant l'Ordonnance de Blois.

I I I.

Nous n'entendons accorder ci-après aucunes Coadjutoreries d'Evêchés, ni d'Abbayes, & au cas qu'il y en ait quelques Brevets expédiés, nous les avons dès-à-présent revocqués, & revocquons, si ce n'est que ceux qui les ont obtenus, ayant fait expédier des Bulles sur iceux. Et au cas qu'il en fut obtenu ci-après Brevets de nous, par surprise, importunité ou autrement, nous les déclarons dès-à-présent nuls & de nul effet & valeur : défendons aux Secrétaires de nos Commandemens d'expédier sur iceux aucunes Lettres en Cour de Rome. Et pour le regard de ceux qui ont été pourvus desdites Coadjutoreries, qui ne sont sacrés ou bérés, ni en possession des Evêchés ou Abbayes, nous écrierons & traiterons avec notre saint Pere le Pape, à ce qu'il soit apporté règlement, tel que le Service de Dieu & l'avancement de la sainte Eglise catholique le peut requérir. Défendons d'obtenir aucunes Coadjutoreries pour Prébendes ou autres dignités aux Eglises cathédrales ou collégiales, ni même aux Cures.

Bbb ij

I V.

Nous enjoignons expressément à tous Prélats, tant réguliers que séculiers, procéder dans six mois après la publication de la présente Ordonnance, à la réformation des Abbayes, Prieurés & autres maisons de leurs Diocèses, tant de Religieux que de Religieuses non étant en Congrégation réformée; y faire garder la Règle monastique & clôture conformément à l'Ordonnance de Blois art. XXX & XXXI, nonobstant routes réserves au saint Siège: & tenir la main suivant les Constitutions ecclésiastiques, à ce que les Supérieurs desdites Congrégations y fassent observer les Règles & Constitutions, & s'acquittent de ce qu'ils doivent.

V.

Les Cures, Eglises & Chapelles dépendantes de l'Ordre de saint Jean de Jérusalem, seront sujettes à la vilitation & juridiction des Ordinaires, en ce qui concerne la correction des abus qui se commettent en l'administration des Sacrements, tant de mariage qu'autres, célébration de l'Office divin & résidence, sans préjudice des privilèges dudit Ordre en autre chose.

VI.

Les Archevêques & Evêques en leurs Diocèses vaqueront incessamment à établir les Seminaires suivant le premier article de l'Edit de Melun, pour faciliter l'exécution duquel en ce point, tous Bénéfices excédans six cens livres en revenu, seront tenus d'y contribuer nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé. Enjoignons à nos Cours souveraines, & autres nos Juges, de tenir la main à l'exécution de ce qui aura été ordonné pour ce regard.

VII.

Nous défendons à tous Prêtres tant réguliers que séculiers, de s'immiscer ès fonctions spirituelles des Cures & autres Bénéfices, sans mission & institution canonique: à quoi les Evêques & autres Supérieurs veilleront, & en cas de contravention par lesdits Prêtres, seront exemplairement punis.

VIII.

Les Abbés, Abbesse & autres Chefs de Monasteres, avant recevoir aucun à faire vœu & profession en iceux Monasteres, en avertiront les Evêques diocésains, à ce qu'ils aient à s'informer des volontés & intentions de ceux qui se présentent pour faire ledit vœu.

IX.

Toutes personnes qui après l'an de probation, auront pris l'habit de Religieux profès de quelque Ordre que ce soit, & demeuré cinq ans avec ledit habit dans le Monastere où ils l'auront pris, ou autre du même Ordre seront censés & réputés profès, & par tant incapables de disposer de leurs biens, succéder à leurs parens, ni recevoir aucune donation.

X.

Les Gradués simples & nommés qui prétendront obtenir Bénéfice en vertu de leurs degrés, seront examinés par les Ordinaires avant pouvoir obtenir aucun Bénéfice: duquel examen leur sera baillé acte par ledit Ordinaire, pour leur servir en temps & lieu: & ne pourra ledit examen leur être refusé. Ne pourront néanmoins lesdits Gradués prétendre en vertu desdits degrés, les Bénéfices resignés ès mains de l'Ordinaire, pourvu que ladite resignation ait été faite sans fraude.

X I.

Les Prieurés simples ne seront conférés qu'à perfonner ecclésiastiques de bonne vie & suffisante doctrine, qui seront tenus prendre *Visa* des Evêques diocésains. Mais d'autant qu'en plusieurs lieux les Cures ont si peu de revenu, qu'à faute de pouvoir suffire à la nourriture & entretenement de leur Curé, elles sont abandonnées, & notre peuple destitué de la nourriture spirituelle, & exposé aux misères dont l'expérience fait tous les jours sentir & pleurer les inconvéniens : pour remédier à ce mal, les Archevêques & Evêques chacun en leurs Diocèses, pourvoiroient avec connoissance de cause, selon la forme de Droit & l'article XXVII de l'Edit de Melun, à unir aux Cures qui se trouveront si pauvres, le revenu desdits Prieurés ou autres Bénéfices, Cures ou non Cures, étant en leur collation, selon qu'il se pourra commodément faire, en sorte que lesdites Cures aient en tout revenu jusqu'à la concurrence de trois cens livres par an : à la charge toutefois que l'union & augmentation de revenu soit faite aux plus pauvres par préférence aux autres. Et lesdits Curés seront tenus résider en personne sur les lieux, nonobstant la proximité des villes : autrement & à faute de ce faire, tant pour leur regard que tous autres Curés, nous voulons en conséquence du IV article de l'Ordonnance de Blois, & VII de l'Edit de Melun, les fruits desdites Cures être saisis, & leur tomber en pure perte au profit des pauvres, & Hôpitaux des lieux prochains pour autant de temps qu'ils auront manqué à ladite résidence. A cette fin voulons qu'ils soient formés à la requête de nos Procureurs généraux ou leurs Substituts, par exploits faits au domicile & lieu desdits Bénéfices, de saisir à ladite résidence. Et à faute de ce faire actuellement & continuellement, dans un mois après, ou plus ou moins selon la distance des lieux, voulons être procédé ausdites saisies & applications des fruits dûs & échus aux effets susdits ; sans avoir égard à quelques quittances d'avance que les Fermiers ou Receveurs pourroient mettre en avant. Ce que nous voulons être observé contre tous autres Bénéficiers, suivant & en exécution desdits articles de Blois & Melun, lesquels en tant que besoin seroit, nous renouvelons, & ordonnons de rechef le contenu iceux. Esquelles Cures, n'oyennant ladite union & valeur de trois cens livres par an, lesdits Curés seront tenus d'entretenir pour le moins un Chapelain ou Vicaire, à ce que le Service divin, & l'administration des Sacramens, soient plus dignement faits, & nos sujets mieux assistés en leurs nécessités spirituelles.

X I I.

Les Cures qui sont à présent unies aux Abbayes, Prieurés, Eglises cathédrales ou collégiales, seront dorénavant tenues à part & à titre de Vicariat perpétuel, sans qu'à l'avenir lesdites Eglises puissent prendre sur icelles Cures, autres droits qu'honoraires, tout le revenu demeurant au Titulaire, si mieux lesdites Eglises & autres Bénéfices dont dépendent lesdites Cures, n'aient fournir ausdits Curés ladite somme de trois cens livres par an, dont sera fait instance envers notre fait Pere le Pape.

X I I I.

Et d'autant que les Abbés, Prieurs, Chapitres & autres qui possèdent & jouissent des dixmes des Paroisses, destinées à la nourriture de ceux qui administrent les Sacramens, s'en déchargent en baillant peu de gros aux Curés desdites Paroisses, qui ne peut suffire à leur nourriture & entretenement, & sont lesdits Curés & Vicaires perpétuels réduits à demander des portions congrues, qui leur sont arbitrées à si peu, eu égard au surcroît du prix de toutes choses, qu'ils n'ont moyen de s'entretenir : ce faisant lesdites Cures sont destituées, ou ceux qui les desservent réduits à si grandes misères, qu'ils ne peuvent suffire : voulons que désormais, les portions congrues qui seront adjugées ausdits Curés ou Vicaires perpétuels, ne puissent être estimées à moins que de trois cens livres de revenu pour toutes choses. Que les Evêques, Abbés, Prieurs, Chapitres & autres possédans dixmes des Paroisses, seront tenus payer ausdits Curés, en

cas de demandes & réduction à une portion congrue, au lieu de gros ou autres redresses, qu'ils fournissent ausdits Cures la somme de trois cens livres, nonobstant toutes Ordonnances, Coutumes & usages à ce contraires, à quoi nous avons dérogé & dérogeons.

XIV.

Nous exhortons & néanmoins enjoignons aux Evêques & Archevêques, de pourvoir aux Cures de personnes capables, qui seront jugées telles après suffisant examen : & en cas que plusieurs se présentent à la dispute, préféreront le plus capable & celui du Diocèse & natif du lieu, à l'étranger, en cas de concurrence de capacité & suffisance, présupposant aux uns & aux autres les bonnes mœurs & la bonne vie, qui avec médiocre mais suffisante doctrine, est préférable à la doctrine éminente, qui n'est accompagnée de si bonnes mœurs & de telle dévotion. Ne sera permis au pourvu d'accepter Office de Promoteur ou Official des Cours ecclésiastiques, ni aucune Prébende ou autre Bénéfice qui le puisse dispenser de la résidence actuelle : & où aucuns en seroient à présent pourvus, nous leur enjoignons d'opter dans trois mois : autrement ledit temps passé, seront lesdites Cures & Prébendes déclarées vacantes & impétrables.

XV.

Les Archevêchés, Evêchés, Cures & Hôpitaux, ne seront à l'avenir chargés d'aucunes pensions. Et quant aux Abbayes & autres Bénéfices étans à notre nomination, ne le seront pareillement sinon pour grande considération & en faveur de personnes ecclésiastiques seulement.

XVI.

Nous entendons jouir du droit de Régale, qui nous appartient à cause de notre Couronne, ainsi que par le passé. Voulons néanmoins que celui qui aura été pourvu d'un Bénéfice par le Collateur ordinaire, joui d'icelui paisiblement l'espace de trois ans du jour de la prise de possession, ne puisse être troublé ou inquiété en vertu de notre collation : le tout suivant l'Edit sur ce fait par notre très-honoré Seigneur & Pere, en l'année mil six cent six au mois de Décembre.

XVII.

Ne seront ci-après nommés aucunes personnes à cause de notre joyeux avenement, que sur les Eglises cathédrales seulement, & ce pour gratifier les Ecclésiastiques servans près notre personne & qui s'en trouveront dignes, lesquels ne pourront céder leur droit à d'autres qui ne seront de cette qualité. Lesquelles cessions en ce cas nous déclarons nulles, & les provisions obtenues en vertu d'icelles, sans effet & sans privilège de la juridiction ni autres.

XVIII.

Pour reprimer les crimes de simonie & confidence, trop fréquens en ce siècle à notre grand regret ; nous ordonnons qu'il soit sévèrement procédé contre toutes personnes qui auront commis lesdits crimes. Voulons que suivant le XXI article de l'Ordonnance de Blois, les Bénéfices dont les pourvus seront infectés de ce vice, puissent être impétrés, soit à notre nomination, s'ils sont de cette qualité, ou par l'Ordinaire auquel la collation en appartiendra : & seront les preuves desdites confidences & simonies reçues suivant les Bulles & Constitutions canoniques sur ce faites.

XIX.

Aucun Bénéfice ne sera réputé vaquer que par la mort du Titulaire ou autres voyes de droit.

XX.

Ne voulant qu'il soit à l'avenir abusé du droit d'indult accordé par nos saints Peres les Papes, aux Rois nos prédécesseurs en faveur de nos Officiers ; pour cet effet ordonnons que les Indultaires ou leurs nommés ayans transigé ou composé de leur nomination, soient tenus pour remplis : & après l'insinuation desdites Lettres de nomination, qui se fera dans les deux mois au Greffe des Insinuations ecclésiastiques du Diocèse, où le Bénéfice sera assis, ledit nommé se présentera à l'Ordinaire pour être examiné & rapportera certificat de sa capacité. N'entendons que les Doyennés électifs, ou Bénéfices ayans charge d'ames, soient affectés audit indult, ains les avons déchargés, & seront lesdites Lettres de nomination obtenues de nous, régistrées au Greffe de notre dite Cour de Parlement, pour y avoir recours quand besoin sera.

XX I.

En ajoutant au XII article de l'Ordonnance de Blois, nous défendons à nos Juges d'avoir égard aux provisions expédiées en forme gracieuse, si l'impétrant n'a informé auparavant de sa vie, mœurs & Religion catholique pardevant le Diocésain des lieux, & subi l'examen pardevant lui-même, dont sera fait mention esdites provisions : faisant défenses à tous Prélats & autres que lesdits Ordinaires des lieux, d'en prendre connoissance, & à tous nos Sujets de s'adresser ailleurs, à peine de privation des Bénéfices impétrés, & sans que nos Juges puissent avoir égard aux provisions obtenues contre notre présente Ordonnance.

XXII.

En cas de refus fait par lesdits Ordinaires, de bailler des provisions des Bénéfices qui sont de leur collation, ou d'octroyer *Visa* sur celles qui auront été obtenues en Cour de Rome, nos Cours souveraines n'useront de contrainte contre les Collateurs, ains renverront les parties aux Supérieurs, pour y être pourvu.

XXIII.

Défendons aussi suivant les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & les indults de nos saints Peres les Papes, à tous Prélats & Juges ecclésiastiques d'user d'aucunes censures contre nos Juges & Officiers, pour raison de la fonction de leurs Charges, à peine de faulx de leur temporel, & d'être procédé contre eux comme infractions de nos loix. Et au cas qu'ils se trouvent grevés par nosdits Juges, ils en feront leurs plaintes en nos Cours souveraines. Et si c'est contre nos Cours souveraines, ils se requerront par devers nous en notre Conseil, pour leur être pourvu ainsi que de raison. Voulant que lesdits Ecclésiastiques, toutes choses cessantes, soient conservés aux droits & autorités, prérogatives & prééminences qui leur appartiennent.

XXIV.

Les Ecclésiastiques seront infinner es Greffes des Insinuations les provisions & autres actes dont ils se voudront aider, à peine de nullité, suivant nos anciennes Ordonnances : faisant défenses aux Greffiers desdites Insinuations, de prendre plus grand salaire que celui qui leur est attribué par leur établissement, & les réglemens sur ce faits.

XXV.

Ne pourront lesdits Greffes être à l'avenir exercés par les domestiques des Ordinaires, & si aucuns s'en trouvent à présent pourvus, nous voulons qu'ils s'en démettent

dans trois mois après la publication de la présente Ordonnance, & ce à peine de privation d'iceux.

XXVI.

Les registres desdits Greffiers seront chiffrés & paraphés par Archevêques, Evêques & autres Ordinaires, au commencement de chacune année, à peine de nullité des actes & enregistrement, dommages & intérêts des parties.

XXVII.

Tous actes, sentences, conclusions & autres procédures des Officialités & autres juridictions ecclésiastiques, seront conçus en langage François, fors pour ceux qui doivent être envoyés à Rome, lesquels seront expédiés en Latin, comme de coutume.

XXVIII.

Les Promoteurs des Sièges ecclésiastiques, tant inférieurs que supérieurs, prendront en main les causes criminelles qui se présenteront en leurs Sièges, & les poursuivront jusqu'au jugement d'icelles, ores qu'il n'y ait partie civile ou instigante, à ce que les crimes ne demeurent impunis.

XXIX.

Nous enjoignons à tous Curés faire dorénavant par chacun an, bons & fidèles registres des baptêmes, mariages, mortuaires, & iceux porter dans le premier mois de l'année suivante, aux Greffes de nos Justices ordinaires plus prochaines, à peine de cinquante livres d'amende. Défendons aux Greffiers d'exiger aucune chose d'eux, à peine de concussion.

XXX.

Les réparations des Eglises seront faites suivant l'Ordonnance du 3 Novembre 1572, aux frais desquelles enjoignons à nos Juges contraindre par toutes voyes ceux qui de droit ou coutume particulière des lieux en sont tenus. Voulons que les fruits des Prélatures, Abbayes & Bénéfices vacans, soient employés aux réparations des bâtimens desdits Bénéfices, sans toutesfois y comprendre les fruits & revenus provenans des Regales : à quoi nos Procureurs généraux & leurs Substituts tiendront la main, & feront procéder ausdites saisies.

XXXI.

Défendons à nosdites Cours & Juges, de prendre aucune connoissance & juridiction des causes spirituelles, ni de celles qui concernent l'administration des Sacramens, & autres qui appartiennent aux Juges ecclésiastiques, ni d'entreprendre directement ni indirectement sur leur juridiction, même sous prétexte de complainte ou possession appliqué ausdites causes, conformément au IV article de l'Edit fait en l'an 1610 ni plus avant qu'ès cas portés par les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, & les nôtres de l'an 1610. Voulons aussi & entendons que les Ecclésiastiques jouissent des immunités, graces & privilèges à eux accordés par les Rois nos prédécesseurs & nous, suivant & conformément aux Ordonnances & Déclarations à eux octroyées, vérifiées en nos Cours de Parlement.

XXXII.

Défendons à tous nos Juges d'entreprendre sur les terres des Ecclésiastiques auxquels ils sont hauts-Justiciers, sinon es cas Royaux ; & à tous Notaires & Sergens d'instrumenter & exploiter, sinon de leur contentement & permission, ou entre personnes hors du ressort, ou (pour le regard des Sergens) s'il est question d'exploiter en cas d'appel, ou pour cas Royaux, & autres cas de nos Edits & Ordonnances.

XXXIII.

XXXIII.

Nous faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous Gentils-hommes, à nos Officiers & tous autres gens de main morte, de prendre à ferme sous leur nom, ou de leurs domestiques, ou de personnes interposées, les dixmes, terres & possessions des Ecclésiastiques, sur peine d'être déclarés roturiers, incapables de tenir Offices de nous, & de trois mille livres d'amende applicable moitié aux Hôpitaux des lieux, & l'autre moitié aux réparations du Bénéfice duquel lesdits biens dépendent.

XXXIV.

Les titres & enseignemens des Abbayes & autres Monasteres, seront inventoriés en présence de nos Procureurs, & copies desdits inventaires dûment collationnées, mises es Greffes de nos juridictions prochaines, & lesdits titres es archives d'iceux Monasteres, ou en autres lieux sûrs, qui sera choisi par le Titulaire avec les Religieux, & enfermés sous trois clefs, dont le Titulaire ou Commandataire aura l'une, les Prieurs claustraux une autre, & la troisième sera mise es mains de celui que lesdits Religieux choisiront.

XXXV.

Défendons à tous Ecclésiastiques, même à ceux de l'Ordre de saint Jean de Jérusalem, faire couper aucuns bois de haute futaie, sans notre permission vérifiée en nos Cours de Parlement. Et les marchands qui en acheteront saurement, seront responsables & contrainits à la restitution du prix desdits bois, nonobstant le payement qu'ils en auront fait aux vendeurs.

XXXVI.

Nous ordonnons que dorénavant les Assemblées du Clergé ne se feront que de cinq ans en cinq ans, & qu'en icelles ne sera envoyé plus de deux Députés de chaque Province, dont l'un au moins sera du second Ordre. N'entendons toutefois avancer le tems de la prochaine Assemblée, ains qu'elle soit tenue au tems arrêté en la dernière Assemblée tenue à Fontenai, & approuvé par nous.

XXXVII.

Les Offices de nos Conseillers-Clercs en nos Cours de Parlement, ne pourront être resignés qu'à personnes ecclésiastiques : & venans lesdits Offices à vaquer par mort, ensemble ceux qui se trouveront tenus par personnes laïques, par dispense qu'autrement, seront affectés ausdits Ecclésiastiques, jusques à ce que le nombre des Conseillers-Clercs porté par l'établissement desdites Cours, soit rempli. Enjoignons à nos Procureurs généraux en nosdites Cours envoyer dans six mois à notre tres-cher & féal Garde des Sceaux, le rolle & état desdits Offices, & par qui sont tenus ceux qui ont été laïzés.

XXXVIII.

Voulons aussi & entendons appeller en nos Conseils, aucuns des principaux de notre Clergé, pour y avoir entrée, séance & voix. Outre lesquels, les autres Prélats qui en ont prêté le serment, pourront y entrer & seoir selon & en la maniere qu'il est porté par les Réglemens de nosdits Conseils des années 1624 & 1628.

XXXIX.

L'Ordonnance de Blois touchant les mariages clandestins, sera exactement observée : & y ajoutant, voulons que tous mariages contractés contre la teneur de ladite Ordonnance, soient déclarés non valablement contractés : faisant défenses à tous Cc c

rés & autres Prêtres séculiers ou réguliers, sur peine d'amende arbitraire, célébrer aucun mariage de personnes qui ne seront de leurs Paroissiens, sans la permission de leurs Curés ou de l'Evêque diocésain, nonobstant tous privilèges à ce contraires. Et seront tenus les Juges ecclésiastiques, juger les causes dedits mariages conformément à cet Article.

X L.

Nous défendons à tous nos Juges, même à ceux de Cour d'Eglise de recevoir à l'avenir aucune preuve par témoins & autres, que par écrit, en fait de mariage, fors & réservé entre personnes de village, basse & vile condition: à la charge néanmoins, que la preuve n'en puisse être admise que des plus proches parens de l'une & l'autre des parties, & au nombre de six pour le moins.

X L I.

Nous voulons que les Ordonnances & Réglemens faits par les Rois nos prédécesseurs & nous, sur le fait des Hôpitaux, Hôtels-Dieu, Maladreries, & autres lieux pitoyables, soient gardées & observées: que dans trois mois après la publication des Présentes en chacun Siège, les Substituts de nos Procureurs généraux fassent travailler à l'inventaire des titres dedits lieux, pour la conservation des droits & revenus d'iceux, suivant le LXV article des Ordonnances de Blois; & qu'ils envoient aussy dudit inventaire au Greffe de nos Chambres des Comptes, outre celui qu'ils mettront au Greffe dedites Jurisdictions.

X L I I.

Nous ordonnons qu'en toutes les Villes de notre Royaume, l'ordre & réglemeut ordonné pour nos Villes de Paris & Lyon, pour la clôture, entretienement & nourriture des pauvres, soit suivi: & en ce faisant, voulons que tous pauvres mendians aient à se retirer es lieux de leur naissance ou domicile: à quoi nous enjoignons à nos Procureurs de tenir la main, Mandons à tous nos Officiers, Maires & Echevins, & Consuls des lieux, & chacun d'eux à qui la police & administration du fait des pauvres appartient, qu'ils aient à travailler incessamment, que ledits pauvres soient accueillis avec la charité qu'il appartient, & les valides employés à ce à quoi chacun d'eux fera plus propre à travailler, en sorte que nos sujets soient délivrés de l'incommodité qui provient de la fréquence & assiduité dedits pauvres es Eglises, rues & lieux publics de nosdites Villes, les occasions ôtées à l'oisiveté de commettre les scandales, que, l'on en voit trop souvent, & la misère des vrais pauvres soulagée.

X L I I I.

Les Edits & Ordonnances des Rois nos prédécesseurs sur le fait des Universités, seront gardées & observées, ensemble les Statuts, Réglemens & Arrêts sur ce intervenus, & ne pourront aucuns gages ou appointemens ordonnés aux Lecteurs ou autres, être payés, sinon à ceux qui lisent actuellement & selon leur obligation & institution. Voulons, ce qu'ils auront reçu autrement, être rayé & répété sur eux sans que le laps de tems les en puisse exempter, ni leurs héritiers. Défendons toute venalité, survivance ou resignation dedites Charges & lectures, à peine de privation. Voulons qu'il y soit pourvu selon qu'il est porté par les fondations & institutions d'icelles.

X L I V.

A ce que les Universités de notre Royaume puissent être conservées & entretenues en la fréquence & célébrité requise pour l'avancement des bonnes Lettres; nous défendons à toutes personnes, soit de l'Université ou autres, faire lecture publique ains-

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 387

leurs qu'édites Universités, même lire en Droit civil en notre bonne ville de Paris ou ailleurs en assemblée des Ecoliers, à peine de cinq cens livres d'amende.

XLV.

Nous défendons toutes assemblées de Nations, Fêtes & Confrairies, sous le nom de Princes, Prieurs, Ducs & autres Chefs : voulons & entendons qu'elles soient abolies en toutes les Universités de ce Royaume, ensemble toutes levées de deniers qui se font sous prétexte desdites Confrairies. Ce que nous enjoignons à nos Cours de Parlement & autres Officiers, de faire exécuter & garder exactement.

XLVI.

Nous faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous Docteurs, Regens & autres, sceller aucunes Lettres de degré, si ce n'est en Droit, d'autre icel que de l'Université en laquelle seront conférés lesdits degrés, à peine de faux. Auxquels degrés nul ne fera reçu qu'il n'ait étudié l'espace de trois ans en ladite Université, ou en une autre, pour partie dudit temps, & en ladite Université, pour le surplus dont il rapportera certificat suffisant, & qu'il n'ait répondu publiquement, à peine de privation de gages desdits Docteurs, & nullités desdites Lettres. Auxquels Docteurs & autres sont pareillement fait défenses de bailler & délivrer aucunes Lettres de degrés, qu'à personnes présentes, & qui ayent fait l'épreuve susdite devant eux & en public en ladite Université.

XLVII.

Nous défendons à tous nos Sujets de quelque état & condition qu'ils soient, d'envoyer leurs enfans étudier hors notre Royaume, pays & terres de notre obéissance sans notre permission & congé.

XLVIII.

L'expérience nous ayant fait connoître que les privilèges de l'Université de Paris, favorablement accordés par les Rois nos prédécesseurs, lesquels nous desirons de pareille affection entretenir & conserver ; par l'abus qui s'y est glissé contre l'intention de ceux qui les ont premierement poursuivis & obtenus, causent beaucoup de troubles & traverses en la distribution de la justice, en toutes nos Jurisdictions ordinaires, même en nos Cours de Parlement. A quoi voulant pourvoir, affermir à l'avenir lesdits privilèges & en retrancher les abus, nous ordonnons que les privilèges accordés par lesdites Ordonnances à ladite Université de Paris, seront gardés & observés, & à cette fin que les personnes qui ont droit de jouir du privilège d'icelle, pourront plaider en première instance pardevant le Prévôt de Paris en demandant ou défendant, & y faire évoquer ou renvoyer leurs causes, pourvu que ne soit cause politique, ou que sur les lieux notre Procureur ne soit partie, & que lesdites causes ne soient tirées de plus loin que de quatre journées, qui se pourront étendre jusques à soixante lieux, sauf pour le regard des Principaux des Collèges, Précepteurs & Regens, lesquels pourront faire convenir & poursuivre de tout le Royaume pardevant ledit Prévôt de Paris pour le payement des pensions, louages de chambres, & autres nécessités fournies aux Ecoliers seulement suivant les Ordonnances de 1502, & 1554, & l'Arrêt donné aux grands jours de Moulins le 22 Octobre 1540.

XLIX.

Que tous les ans sera mis au Greffe de la Conservation au Châtelet de Paris un état de tous les Docteurs, Regens, Principaux, Lecteurs, Bedeaux, Messagers, Suppléants Officiers des Universités qui doivent jouir du privilège d'icelles, & ne pourra aucun y être compris, ni en vertu d'icelle jouir dudit privilège, s'il n'exerce lui même actuel-

C cc ij

lement, continuellement & en personne la charge & office, pour raison duquel il est mis audit rolle & état, & prétend jouir dudit Privilège; duquel état, l'extrait signé du Greffier, sera avec la testimoniale expédiée en la forme de l'Article LXXXIII de l'Ordonnance de Blois, attaché aux Lettres & Commissions qu'ils feront expédier sur ce. Et pour le regard des autres qui en doivent jouir à raison de l'étude à laquelle ils vaquent, le temps durant lequel chacun en doit jouir demeurera limité & réglé: à sçavoir pour les Artiens, l'espace de quatre ans, pour les Décretistes & Legistes, sept ans, & pour les Médecins, huit ans, les Théologiens quatorze ans. Et pour le regard de ceux qui regentent, ils en jouiront durant le temps qu'ils régenteront en public, sans préfinir le temps; sauf après avoir regenté par l'espace de vingt ans continels, leur être accordée ladite jouissance, encore qu'ils ne regentent plus, pourvu qu'ils soient résidens & demeurans actuellement & continuellement en ladite Université.

L.

Que nulle testimoniale, commission, évocation ou renvoi, ne pourra être accordée ni expédiée hors lesdits cas, à peine de nullité, & de tous dépens, dommages & intérêts contre ceux qui les obtiendront, ou s'en serviront. En toutes lesquelles Lettres sera exprimé le genre d'étude auquel vaqueront lesdits impétrans, la quatrième année de ladite étude ils paissent, leur demeure, & leur âge. Et tous lesdits Etudiens esdits Arts, Décrets, Médecine ou Théologie, seront déclaration de leur première année de chaque étude au Greffe de ladite Conservation, dont l'acte sera insinué & attaché aux commissions & pareavis qu'ils feront expédier.

LI.

Que le privilège n'aura lieu pour ceux qui agiront par cession des droits d'autrui; par transports libres & volontaires, ni pour ceux qui interviendront en fraude, ou en vertu d'un titre ou droit acquis depuis la contestation en cause du procès auquel ils interviendront, & seront tenus en intervenant, de faire apparoir du titre en vertu duquel ils demanderont d'être reçus partie intervenante, autrement seront déboutés de leur intervention.

LXXI.

Les Indults accordés à aucuns Prélatz de notre Royaume, par le mauvais usage & surpriſe des parties, ſont auſſi journellement naître pluſieurs différends & contentions de Jurifdiſtions entre nos Juges ordinaires, Cours de Parlement, & notre grand-Conſeil, qui tournent à grande vexation, même aux Eccléſiaſtiques détournés par ce moyen de leurs études & ſonctions plus importantes, nous voulons que tous ceux qui ont obtenu ce droit d'Indult, mettent au Greſſe de notre Conſeil privé, & de notre grand-Conſeil, dans trois mois pour toutes préfixions & délais, un état & Poulier des Bénéfices qui ſont de leur collation, & que toutes collations par eux faites, d'autres Bénéfices que de ceux qui ſeront contenus audit Poulier, ſoient de nul effet & valeur; & qu'en conſéquence d'icelles, ne ſoit aucune cauſe, évoquée, retenue ou jugée audit grand-Conſeil, à peine de nullité des Arrêts qui pourroient ſur ce intervenir. Et à ſaute que ſeront lesdits Prélats, de mettre lesdits rolles & Pouliers audits Greſſes dans ledit temps; nous défendons à noſredit grand-Conſeil, d'avoir aucun égard audits collations qu'ils pourroient faire de quelque Bénéfice que ce ſoit, à peine de nullité des Arrêts comme dit eſt.

CLXIX.

Déſirant conſerver l'autorité des peres ſur leurs enfans, l'honneur & la liberté des

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 389

mariages, & la révérence due à un si saint Sacrement, & empêcher qu'à l'avenir plusieurs familles de qualité ne soient alliées avec personnes indignes, & de mœurs dissimulables : avons renouvelé les Ordonnances pour la punition du crime du rapt ; & ajoutant à icelles, voulons que tous ceux lesquels commettront rapt & enlèvement de veuves, fils & filles étant sous la puissance de peres, meres, tuteurs & parens, ou entreprendront de les suborner pour se marier, & qui auront aidé & favorisé tels mariages sans l'avis & consentement de leurs parens, tuteurs & autres qui les auront en charge ; seront punis comme infractions des loix & perturbateurs du repos public. Et sera procédé extraordinairement contre eux par punition de mort, & confiscation de biens, sur iceux préalablement pris les réparations adjugées, sans qu'il soit loisible aux Juges de nos Cours souveraines & autres, de modérer la peine établie par notre présente Ordonnance. Enjoignons pour cet effet à tous nos Juges d'informer promptement desdits crimes, si-tôt qu'ils auront été commis, & à nos Procureurs généraux & leurs Substituts, d'en faire poursuite, encore qu'il n'y eût plainte ni partie, pour être procédé au jugement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sur peine d'en répondre en leur nom. Et outre, défendons très-expressement à toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles soient, de favoriser, donner retraite, ou recevoir en leurs maisons, lesdits coupables, ni retenir les personnes enlevées, à peine de rasement d'icelles, & de répondre solidairement à leurs héritiers, des réparations adjugées, même aux Capitaines & Gouverneurs qui commandent aux Places sous notre autorité, de ne les y admettre ni recevoir, sur les mêmes peines, & d'être privés de leurs Charges, lesquelles en ce cas nous avons déclaré vacantes & impétrables, pour y être par nous pourvu sans qu'ils y puissent être rétablis. Et afin de faire cesser telles entreprises, & qu'à l'avenir tels crimes ne puissent être excusés & couverts, voulons suivant les saints Décrets & Constitutions canoniques, tels mariages faits avec ceux qui auront ravi & enlevé lesdites veuves, fils & filles, être déclarés nuls & de nul effet & valeur, comme non valablement ni légitimement contractés, sans que par le temps, consentement des personnes ravies, leurs parens & tuteurs prêtés avant ou après lesdits prétendus mariages, ils puissent être validés ou confirmés : & que les enfans qui viendront desdits mariages, soient & demeurent bârds & illégitimes, indignes de toutes successions directes & collatérales qui leur pourroient échoir : ensemble les parens qui auroient assisté, donné conseil, aidé ou retraite, ou prêté consentement ausdits prétendus mariages, & leurs hoirs, à toujours incapables de pouvoir succéder directement ou indirectement ausdites veuves, fils ou filles : & desquelles successions audit cas, nous les avons privés & déclarés indignes, sans que les enfans puissent être légitimés, ni lesdits parens réhabilités pour recueillir lesdits biens. Et si aucunes Lettres étoient impétrées de nous par importunité ou autrement, défendons à nos Juges d'y avoir aucun égard.

CXCIX.

Nous voulons que les Dignités, Prébendes & places de Chanoines & Religieux des Eglises cathédrales, collégiales & Monasteres, affectées par les fondations desdits lieux, à personnes nobles d'extraction, leur soient conservées & gardées, sans que nul y puisse être admis, s'il n'est de la qualité portée par lesdites fondations nonobstant toute dispense qu'ils en pourroient obtenir.

Si donnons en mandement à nos amés & fiaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes, Cours des Aides, & à tous autres nos Officiers & à chacun d'eux comme à lui appartiendra, que nos présentes Ordonnances, faites sur les plaintes & remontrances des Députés des trois Etats de notre Royaume tenus en notre ville de Paris en l'année mil six cent quatorze, & les avis des Assemblées des Nobles tenues en la ville de Rouen en l'année mil six cent dix-sept, & en notre dite ville de Paris en l'année mil six cent vingt-six, ils gardent, observent & entretiennent,

fassent garder, observer & entretenir inviolablement de point en point, selon leur forme & teneur, sans les enfreindre ne souffrir aucune chose être faite au contraire. Et afin de perpétuelle mémoire, & qu'elles soient notoires à tous nos sujets, les fassent lire, publier & enregistrer incontinent & sans délai après la publication d'icelles : car tel est notre plaisir ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours nous y avons fait mettre notre scel. Donn^é à Paris au mois de Janvier, l'an de grace mil six cent vingt neuf, & de notre règne le dix-neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas ; Par le Roi, DE LOMENIE, & scellées sur lacs de soye du grand sceau en cire verte.

Le Roi singulièrement amateur de la Justice & du bien de ses sujets, pour ne les priver plus long-temps du fruit des bons & utiles réglemens contenus en cette Ordonnance, desirés, demandés & attendus depuis tant d'années par tous les Ordres de son Royaume ; en ce peu de temps qu'il a eu depuis son arrivée de la Rochelle, jusques à son parlement pour aller contre le reste de ses sujets rebelles, a bien voulu aller lui-même en sa Cour de Parlement pour la faire publier, comme il est porté par son Arrêt qui ensuit, lequel avec l'original de ladite Ordonnance, est demeuré au Greffe de ladite Cour.

Le Roi seant en son lis de Justice, a ordonné & ordonne que sur lesdites Lettres il sera mis, qu'elles ont été lues, publiées & registrées, ouï & ce requerrant son Procureur général : & que copies collationnées à l'Original seront envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être publiées & observées selon leur forme & teneur. Fait à Paris en Parlement, le Roi y seant, le quinziesme jour de Janvier mil six cents vingt-neuf.

Elle a été enregistrée au Parlement de Toulouse, le 5 Juillet 1629.

Elle l'a aussi été au grand-Conseil avec quelques modifications. Celle de l'article XX, porte que les Doyennés & édicts confirmatifs demeureront exempts de l'Indult ; mais que les édicts collatifs y demeureront sujets.

DECLARATION DE LOUIS XIV,

Donnée sur le cahier présenté à sa Majesté, par l'Assemblée générale du Clergé de France, tenue à Paris es années 1655, 1656 & 1657.

Du ... Février 1657.

Ann. 1657. **L**OUIS, par la grace, &c. Comme la piété & la religion sont les plus assurés fondemens des Etats & Empires, nous avons toujours eue aussi que leur conservation & accroissement dépendoit principalement d'un soin exact de tout ce qui regarde la gloire de Dieu & l'avancement de son service ; c'est pourquoi sur les remontrances que les Archevêques, Evêques & autres Ecclésiastiques représentans le Clergé de France assemblés par notre permission en notre bonne ville de Paris, nous ont faites par le cahier qu'ils nous ont présenté, tant pour le bien & avancement de la piété, que pour la manutention de l'Eglise dans ses immunités & franchises dont elle a toujours joui, voulant contribuer tout ce qui dépendra de nous en un si louable dessein, & augmenter plutôt les privilèges à eux accordés, que les diminuer, après avoir fait voir ledit cahier en notre Conseil où étoient aucuns Princes, Officiers de notre Couronne, & autres Seigneurs dudit Conseil, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré, statué & ordonné, disons, &c. ce qui s'ensuit.

I.

Que toutes les Ordonnances, Edits & Déclarations, qui ont été ci-devant faites,

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 391

tant par nous que par les Rois nos prédécesseurs en faveur des Ecclésiastiques de notre Royaume, terres, & pays de notre obéissance soient exécutées selon leur forme & teneur.

I I.

Défendons à nos Cours de Parlement & tous autres Juges de prendre connoissance directement ou indirectement d'aucunes causes spirituelles & purement ecclésiastiques des Sacramens & Offices divins, sous prétexte du possessoire, complainte, nouveleté ou pour quelque cause & occasion que ce soit ; ni de troubler ou empêcher les Juges ecclésiastiques en la juridiction des causes qui leur appartiennent de droit ; & pour les causes personnelles, l'Ordonnance de l'an 1539 sera exécutée.

I I I.

N'empêcheront pareillement nosdites Cours de Parlement & nos autres Juges, les Archevêques, Evêques résidans dans leurs Diocèses, de connoître eux-mêmes des causes spirituelles & ecclésiastiques, dont la connoissance appartient à l'Eglise ; & les appellations des Sentences par eux données seront jugées par les Archevêques, Primats & Supérieurs constitués en Ordre épiscopal, sauf en cas d'absence des susdits Archevêques & Evêques de leurs Diocèses, à être jugées par leurs Officiaux.

I V.

Les absolutions à cautelle ne seront octroyées sinon par les formes de droit, & non à ceux qui seront excommuniés pour offense manifeste : ne seront les Ecclésiastiques obligés à décerner censures & monitoires que pour causes graves, & suivant l'Ordonnance d'Orléans.

V.

Défendons ausdites Cours de Parlement & tous autres Juges de contraindre les Prélats & autres Collateurs ordinaires de bailler provision des Bénéfices dépendans de leur collation, ni d'ordonner que les particuliers se pourvoient pardevant autres que le Collateur ordinaire, ou à son refus pardevant son Supérieur par les voyes de droit. Et où aucun auroit eu trois refus consécutifs des Collateurs ordinaires & de leurs Supérieurs dans l'ordre de la juridiction, il ne pourra plus être reçu à faire poursuite dudit Bénéfice : seront néanmoins obligés les Collateurs ordinaires & Supérieurs, d'exprimer en leurs actes les causes de refus.

V I.

Défendons à nos Juges de connoître de la validité des vœux de Religion faits par ceux qui ont l'âge porté par les Ordonnances : & néanmoins ceux qui ont porté l'habit de Religieux cinq ans après leur profession, ne pourront succéder, ni disposer de leurs biens suivant les Ordonnances.

V I I.

Les Prédicateurs ne pourront prêcher, même pendant l'Avent & le Carême sans la mission des Archevêques & Evêques ou leurs grands Vicaires, chacun en leur Diocèse : & dans les Eglises où il y a titre valable pour la présentation des Prédicateurs, ils ne pourront pareillement prêcher, sans l'approbation & mission desdits Archevêques & Evêques ou leurs Vicaires, laquelle ils bailleront selon leur conscience. Faisons défenses à nos Juges de commettre ni autoriser aucuns Prédicateurs, ains leur enjoignons d'en laisser la libre & entière disposition ausdits Archevêques & Evêques en la manière susdite, & pour les honoraires desdits Prédicateurs, en cas qu'il y eut différend, ne pourront s'en adresser aux Juges séculiers, mais seulement pardevant

les Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires & Officiaux; & ne pourront les Théologaux substituer d'autres personnes pour prêcher en leurs places.

VIII.

Nos Juges ne prendront connoissance de l'honneur des Ecclésiastiques, de la célébration & transgression des Fêtes, sinon en ce qui coucrue la police seulement.

IX.

Voulons que suivant l'Edit de Melun, les Prélats, leurs Vicaires & autres Ecclésiastiques, qui ont droit de pourvoir aux administrations des Hôpitaux, Maladreries & autres lieux pieux, y soient maintenus & gardés; ensemble tenus d'ouïr les comptes du revenu d'icelles; & les Réglemens & Ordonnances qui seront faites par lesdits Ecclésiastiques pour la célébration du Service divin, distribution des aumônes, réparations des édifices & autres œuvres pies, seront exécutées, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, & sans déroger à l'art. VIII de l'Edit du mois de Mai 1569. Et pour le regard des comptes des Fabriques, ils seront rendus pardevant les Archevêques & Evêques ou leurs Vicaires généraux & Archidiacres, faisant visite sur les lieux, sans salaires ni vacations pour l'audition & clôture desdits comptes. Et en cas que les comptables ne représentent lesdits comptes pendant la visite, seront tenus de les porter à leurs dépens aux Archevêques & Evêques, ou leurs Vicaires généraux, quand par eux il leur sera ordonné.

X.

Les parties se pourront pourvoir pardevant le Juge d'Eglise sur le petitoire en matière bénéficiale, après que le possésoire sera simplement vuïd par le jugement de pleine maintenue, & que les parties y auront pleinement satisfait, tant pour le principal, que pour les fruits, dommages & intérêts.

XI.

Nos Cours de Parlement & nos autres Juges ne pourront s'entremettre de la censure des livres concernant la doctrine & la religion, laquelle sera faite par les Evêques. Et néanmoins lorsque les Evêques après leurs censures, imploreront le bras séculier pour le châtiment des coupables, enjoignons à nosdits Juges de procéder contre eux par les voyes de droit, comme aussi en cas de scandale & trouble du repos public.

XII.

Défendons à nos Cours de parlement & à tous autres Juges de troubler les Juges ecclésiastiques en la juridiction & connoissance des causes qui leur appartiennent; ains leur enjoignons de prêter aide & confort pour l'exécution de leurs jugemens, avec défenses de prendre connoissance desdits jugemens par eux donnés, sauf aux parties de se pourvoir par les appellations comme d'abus, & cas portés par nos Ordonnances; & conformément à icelles leur défendons aussi de prendre connoissance des accusations intentées contre les Ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers constitués en Ordres de Prêtrise, Diacon, Soudiacon, ou qui seront pourvus de Bénéfices, ou qui auront fait vœu de Religion, sinon pour les privilégiés, suivant les Ordonnances. Et pour les Arrêts donnés au préjudice des Edits & Déclarations par nous accordées en faveur du Clergé, il y sera pourvu sur le particulier, en faisant apparoir à notre Content qu'il y ait été contrevenu.

XIII.

Voulons que les reliefs d'appel comme d'abus ne soient donnés qu'en cas d'abus notoire

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 353

notoire & manifeste, dont les moyens seront spécifiés dans lesdits reliefs, & seront attachés sous le contre-sceau desdits reliefs d'appel les consultations faites sur iceux, signées au moins de deux Avocats, & n'auront aucun effet suspensif es matieres de vûite, de discipline, de correction, ou autres pures personnelles, conformément à l'art. V de l'Ordonnance de l'an 1539, à faute desquelles conditions ci-dessus exprimées, lesdits reliefs d'appel seront refusés au sceau, & ne pourront être reçues les parties à relever au Parlement par requête, après les refus dudit sceau, ou le défaut d'aucunes des susdites conditions; & lors de la plaidoyrie de la cause, l'Avocat plaçant sera assisté de deux autres qui auront signé la consultation. Ne se jugeront aucunes appellations comme d'abus en la Chambre de l'Edit; & quant à celles incidemment interjetées aux procès pendans aux Enquêtes, elles se plaideront & régleront en la grande-Chambre, sauf en les réglant à les joindre au procès principal s'il y échet, & est jugé nécessaire. Les appellations comme d'abus pendantes en la grande-Chambre & Tournelle seront appellées les premières à l'audience & promptement expédiées en ladite audience, s'il est possible sans les appointer: & ne pourront être appointées que le tiers des Juges assistans n'en soient d'avis. Et en cas qu'elles soient jugées à l'audience, ou sur les appointemens, ne pourra être prononcé par hors de Cour, ains seront tenus de prononcer par le bien ou mal, & abusivement avec la condamnation d'amende suivant l'art. II de l'Ordonnance de 1606. Les reliefs d'appel, comme d'abus des Ordonnances des vûites, du Service divin, régleme, discipline ecclésiastique & autres graves & importantes rendues par les Archevêques & Evêques, ne seront scellées qu'au grand sceau sur la consultation de deux Avocats & le rapport d'un Maître des Requêtes, & non aux petites Chancelleries: & si autrement il en est usé, faisons inhibitions & défenses à nos Cours de Parlement d'y avoir aucun égard & de ne tenir l'appel pour dûement relevé suivant l'art. III de l'Ordonnance de l'an 1610.

XIV.

N'entendons par nos Ordonnances, esquelles il est fait mention des choses ecclésiastiques & spirituelles, attribuer aucune nouvelle juridiction & connoissance à nos Juges, autre que celle qui leur appartient de droit, sinon pour les faire plus exactement observer, & empêcher les contraventions aux saints Décrets, dont nos Juges seuls, sous notre autorité, sont les conservateurs, & des personnes ecclésiastiques, & ce par la voye d'appel comme d'abus seulement.

XV.

Les Offices de Conseillers en nos Parlemens & autres Sièges inférieurs affectés de tout temps aux Clercs, ne pourront être possédés par personnes laïques; & s'il y en a présentement aucuns possédés par d'autres que par des Clercs, vacation avenant par mort ou par résignation, il ne sera expédié aucunes Lettres de provisions qu'à des personnes constituées es Ordres sacrés pour le moins, & dont les Lettres testimoniales de leur Ordre seront attachées sous le contre-scel desdites Lettres, avec défenses à nos Cours de Parlement, de recevoir ceux qui n'auront point la qualité, & aux pourvus de s'y faire recevoir, à peine de nullité de la reception & de privation d'Office.

XVI.

En cas que nos Cours de Parlement jugeans définitivement les appellations, trouvent qu'il y ait eu abus, elles renverront les parties pardevant les mêmes Juges, dont il a été appelé, pour être néanmoins l'affaire jugée par un autre Juge que celui dont a été appel, qui sera à cet effet commis par l'Evêque ordinaire du lieu.

XVII.

Ne pourront les Evêques, leurs grands Vicaires, Officiaux & Promoteurs, en cas
Tome VI. Ddd

d'appel comme d'abus, être pris à partie ou condamnés en amende, nonobstant tous usages à ce contraires, quand il y a partie qui soutient l'appel, ou qui a fait les requisiions; & où il n'y auroit aucune partie que le Promoteur, les Evêques, leurs grands Vicaires & Officiaux ne pourront être pris à partie, ni condamnés à l'amende, pourront toutefois les Promoteurs être pris à partie, mais non condamnés aux dépens & amende, si ce n'est en cas de calomnie manifeste. Et si nos Parlemens jugent autrement, nous permettons aux Promoteurs de se pourvoir en cassation en notre Conseil.

XVIII.

Défendons à nos Juges d'instruire & juger aucuns procès contre les Ecclésiastiques, sinon pour les cas privilégiés, portés par nos Ordonnances, sans les étendre à autres cas, & ce suivant qu'il est porté par le XXII art. de l'Ordonnance de Moulun. Et afin que nos Juges ne fassent difficulté de se transporter vers les Juges ecclésiastiques, lorsqu'il sera question d'instruire un procès concurrentement, sous prétexte que la demeure des Juges ecclésiastiques est hors la juridiction de nosdits Juges, nous leur attribuons pour raison de ce route Cour & Jurisdiction, même hors l'étendue de leur territoire. Ne pourront les Présidiaux & Prévôts des Maréchaux connoître des procès criminels des Ecclésiastiques en aucuns cas: pourront néanmoins en cas Prévôtaux & Présidiaux, informer seulement & faire la capture en crime flagrant pour être ensuite les procès instruits & jugés conformément à nos Ordonnances. Et en cas de délaissement des Ecclésiastiques aux Juges d'Eglise, il ne sera rien pris pour le salaire des Juges, soit pour l'instruction ou jugement de délaissement, à peine de concussion.

XIX.

Nos Juges donneront & précront main-forte, au plutôt que faire se pourra, pour l'exécution des sentences des Juges d'Eglise sans en prendre connoissance de cause.

XX.

Défendons à nos Cours de Parlement & autres Juges, de contraindre les Curés, leurs Vicaires & autres Ecclésiastiques, de publier aux Prônes aucunes choses prophanes, sauf à les faire publier par Sergens ou Huissiers à l'issue de la Messe paroissiale. Publieront néanmoins les Curés & autres Ecclésiastiques de l'ordre des Evêques diocésains, ce qui leur sera envoyé concernant notre service & le bien de notre Etat, suivant nos ordres & les dépêches que nous en ferons ausdits Evêques.

XXI.

Les Regens tant des Collèges, que des petites Ecoles, même dans les Bourgs & Villages, seront catholiques; & nul ne pourra tenir l'Ecole qu'il ne soit examiné par l'Evêque ou ses Vicaires, & qu'il n'ait fait entre leurs mains sa profession de foi, sans préjudice néanmoins des Ecoles & Collèges accordés à ceux de la Religion Prétendue-réformée par nos Lettres-patentes enregistrées en nos Cours de Parlement, & du partage ou suppression desdits Collèges fait par nos Déclarations, qui seront exécutées.

XXII.

Les Syndics & Promoteurs des Diocèses seront reçus parties, pour poursuivre les différends qui pourront intervenir en exécution des Edits de pacification, & des Déclarations par nous faites en faveur de la Religion catholique, apostolique, & des Ecclésiastiques.

XXIII.

Défendons à tous Libraires d'imprimer, ni vendre aucuns Livres qui concernent

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 395

la Religion, s'ils n'ont été premierement approuvés par l'Evêque diocésain, ou par son Vicairé général, & par les Docteurs qui seront commis, nonobstant tous privilèges par nous accordés aux particuliers, ou Communautés séculières ou régulières, telles qu'elles soient, & sans préjudice des défenses portées par nos privilèges aux particuliers desdites Communautés, de publier aucuns Livres sans la permission de leurs Supérieurs, lesquels tiendront pour ce regard. Et sur lesdites approbations desdits Ordinaires, seront baillés par nous les privilèges & permissions d'imprimer lesdits livres, conformément à nos Ordonnances. Comme aussi défendons ausdits Libraires, d'exposer en vente, ni faire une seconde impression des Livres, qui ont été une fois censurés, sans qu'il apparaisse de l'approbation & attestation susdites desdits Evêques, que lesdits Livres ont été corrigés, conformément à la censure. Ne pourront pareillement les Juges des lieux empêcher la publication des Livres de piété & de devotion, & autres qui seront imprimés par ordre & approbation desdits Evêques pour l'instruction de leurs Diocésains.

XXIV.

Lorsqu'il écherra de rendre grâces à Dieu pour quelque faveur obtenue du Ciel, ou pour en demander de nouvelles, les Archevêques & Evêques ou leurs Vicaires généraux en seront avertis par nos Lettres, & en donneront l'heure, s'accommodant aux plus ordinaires & propres à telles cérémonies, & en donneront avis aux Gouverneurs, Cours de Parlement & autres Officiers & Maisons de villes, afin qu'ils assistent en Corps aux Eglises, où se feront les prières publiques.

XXV.

Et afin que la décence soit gardée ausdites Eglises, nous défendons à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'occuper ausdites Eglises les places destinées aux Ecclésiastiques, même les hautes chaires du Chœur affectées aux Chanoines & autres Ecclésiastiques qui font le service; si ce n'est lorsque nos Cours de Parlement, ou autres nos Cours souveraines, qui en sont en possession, iront en Corps; auquel cas les Dignités & Chanoines, se reduiront aux six chaires les plus honorables de chacun côté, & laisseront les autres chaires pour les Officiers desdites Cours; n'entendons aussi que les Gouverneurs logent aux Maisons épiscopales de leurs Gouvernements, quand même les Evêques y consentiroient ou l'offriroient, ni qu'eux ou autres personnes laïques exigent des Prédicateurs qu'ils leur adressent la parole.

XXVI.

Voulons aussi que l'Ordre ecclésiastique soit conservé en son ancienne splendeur & dignité, & pour cet effet, que les Pairs ecclésiastiques tiennent le même rang proche de notre personne & en nos Parlements, qui leur a été accordé d'ancienneté; & pour les Archevêques & Evêques étant dans leurs Diocèses, qu'ils précedent en toutes assemblées générales & particulières, les Gouverneurs qui ne seront Princes de notre sang; & qu'aux assemblées générales des Maisons de villes, les Vicaires généraux des Archevêques & Evêques y tiennent la deuxième place, sans préjudice néanmoins de la coutume des lieux, où les Evêques & leurs Vicaires généraux sont en droit, ou en possession, comme Seigneurs, ou autrement, de tenir la première place, de présider & d'avoir la direction de la police. Et au surplus, voulons & entendons que les Ecclésiastiques soient traités honorablement par tous nos Officiers comme étant le premier Ordre de notre Royaume.

XXVII.

Et pour remédier aux abus, qui se commettent pour conserver les Bénéfices incompatibles, nous voulons que dès lors qu'un Bénéfice aura été impétré par incompatibilité, celui sur lequel l'impétration aura été faite, ne jouira que des fruits du Bénéfice auquel il résidera & fera le service: & les fruits de l'autre Bénéfice, & de tous les deux

D d d ij

Bénéfices, si aucuns des contendans n'ont résidé & fait le service, employés aux réparations, ornement & profit de l'Eglise où sont les Bénéfices, par l'Ordonnance de l'Archevêque ou Evêque ordinaire, laquelle sera exécutée nonobstant toutes appellations, même comme d'abus, & tous autres empêchemens.

XXVIII.

Défendons à tous nos Juges d'avoir égard aux provisions expédiées en forme gracieuse, si l'impétrant n'a informé auparavant de ses vie, mœurs & religion pardevant l'Evêque diocésain des lieux, où le Bénéfice est situé, & subi l'examen pardevant lui, dont sera fait mention esdites provisions, & que depuis l'obtention d'icelles il n'ait obtenu le *Visa* dudit Evêque, ou de son Vicaire général.

XXIX.

Les Archevêques & Evêques ordonneront aux Abbés, Prieurs, Chapitres & autres Ecclesiastiques, qui jouissent des droits de Curés primitifs es Paroisses, qui sont desservies par Curés amovibles, de leur nommer dans certains temps des Prêtres de la qualité requise, pour être par eux institués Vicaires perpétuels, auxquels ils assigneront une portion congrue & convenable à ce qui peut être nécessaire pour leur entretien, eu égard à l'étendue de la Paroisse & le service qu'il y faudra faire.

XXX.

Les Paroissiens seront obligés de rétablir les presbyteres & maisons d'habitation des Curés démolies par l'injure des guerres civiles, ou par caducité, & de fournir d'ornemens aux Eglises, nonobstant tous Arrêts à ce contraires. Et pour cet effet ils pourront se cotiser & lever sur eux, jusqu'à la somme de 300 livres pour une fois seulement, en vertu des Lettres d'assiette, qui leur seront accordées sans frais aux Chancelleries, & s'en fera le département, tant sur les Nobles de la Paroisse qu'autres, de l'avis des Paroissiens, sans frais à la Paroisse, & compteront desdits 300 livres comme des autres deniers de leur fabrique, défendons aux Elus & tous autres Juges de les inquiéter pour raison desdits comptes.

XXXI.

N'entendons que la police soit ôtée aux Juges ecclesiastiques qui ont droit d'en connoître, sans préjudice à nos Officiers de présider aux assemblées générales de police. Pour ce qui est des Notaires & Sergens Royaux, le XXII article de l'Edit de 1606 sera observé, & les Juges des Ecclesiastiques pourront être nommés Consuls, Maires, Echevins & Lieutenans des Villes de leurs demeures, ainsi que les autres habitants des Villes. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Baillifs, Sénéchaux & tous autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils aient à faire publier & enregistrer, & faire exactement garder & observer tout ce qu'elles contiennent, sans permettre qu'il y soit contrevenu; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre seel, sans en autre chose notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Février, l'an de grace 1657, & de notre regne le 14. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé du grand sceau de cire verte, sur doubles laes de soye rouge & verte. *Visa* SEGUIER.

Le Roi a fait expédier des duplicata de la présente Déclaration, pour envoyer à chacun de ses Parlemens, afin de les y faire registrer & vérifier. Elle ne l'a point été par ceux de Paris, de Rouen, &c. ni par aucune autre Cour.

Déclaration rendue par le même, du Mars 1666, sur les remontrances du Clergé assemblé à Paris es années 1663 & 1666. Voyez ci-dessus §. XVII.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Concernant le retrait des biens aliénés par le Clergé.

Du 13 Février 1703.

L OUIS, &c. Salut. Par notre Déclaration du 22 Juillet dernier qui ordonne le recouvrement du sixième denier de la valeur des biens d'Eglise aliénés sur tous ceux qui en sont détenteurs, pour être maintenus & confirmés à perpétuité dans leur possession & jouissance, nous avons permis aux Ecclésiastiques & Bénéficiers qui voudroient rentrer dans les biens aliénés de leurs Eglises & Bénéfices, de le faire en payant par préférence les taxes que nous avons réduites & modérées en leur faveur au huitième denier au lieu du sixième, à la charge par eux d'en faire leurs déclarations expresses dans deux mois aux greffes des Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les généralités du Royaume & de payer actuellement comptant lors desdites Déclarations un tiers de la taxe. Mais étant informés que plusieurs abusent de cette facilité, les uns supposant contre toute apparence qu'ils vont retirer les biens aliénés de leurs Bénéfices pour engager ceux qui en sont en possession à se libérer par quelque somme d'argent des procès qu'ils croient être à la veille d'essuyer; d'autres prêtant leur nom aux possesseurs pour obtenir par leur moyen la réduction des taxes du sixième au huitième, & la plupart n'usant de la faculté que nous leur avons donnée que pour revendre lesdits biens avec bénéfice à d'autres particuliers, à la sollicitation desquels ils en ont fait signifier les retraits, ce qui est tout-à-fait contraire à nos intentions, & apporte un notable préjudice au recouvrement du sixième denier, dont les deniers sont destinés aux dépenses pressantes de la guerre, nous avons jugé à propos d'expliquer sur cela nos intentions. A ces causes, &c. . . nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons que les Ecclésiastiques qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par notre Déclaration du 22 Juillet dernier soient tenus conformément à l'article V d'en faire leur déclaration expresse dans le temps porté par icelle, & de payer actuellement comptant lors desdites déclarations un tiers de la taxe, à peine d'en demeurer déchus sans aucun retour, & que les Ecclésiastiques qui retireront les biens aliénés ne le puissent faire qu'à condition de les réunir pour toujours au temporel des Eglises & Bénéfices d'où ils avoient été aliénés, sans qu'il en puisse à l'avenir être faite aucune aliénation pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, à peine de nullité, & du double des sommes qu'ils nous auront payées pour le huitième denier. Si donnons en mandement à nos amis & feaux Conseillers les Gens tenant notre grand Conseil, &c. Donné à Versailles le 13 Février 1703, & de notre regne le soixantième. *Signé* LOUIS.

Réglée au grand-Conseil du Roi, où & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur suivans l'Arrêt de ce jour, à Paris le 20 Mars 1703.
Signé SOUVERAIN.



ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

En interprétation de celui du 3 Mars 1739, concernant les droits de Contrôle.

Du 30 Août 1740.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Ann 1740.

LE Roi s'étant fait représenter en son Conseil l'Arrêt rendu en icelui le 3 Mars 1739, par lequel il a été entre autres choses ordonné, qu'à l'avenir & à commencer du premier Avril de ladite année 1739, il seroit tenu deux Régistres par les Grefsiers & Secrétaires des Chapitres ou autres; l'un contenant les actes capitulaires, concernant la Police intérieure, qui ne seroit point sujet à vérification; l'autre contenant les actes d'administration temporelle & extérieure, dans lequel seroient inscrits tous les actes assujettis au droit de contrôle par les Arrêts, Réglemens & Tarifs, duquel le Fermier, ses Commis & Préposés pourroient prendre communication toutefois & quantes: & sa Majesté étant informée que les Secrétaires de plusieurs Chapitres & autres qui tiennent les registres desdits Chapitres, des Communautés séculières & régulières, des Hôpitaux & des Fabriques, ont trouvé des difficultés dans l'exécution dudit Arrêt du 3 Mars 1739, parce qu'il n'expliquoit pas quels actes étoient ou n'étoient pas sujets au Contrôle; que même plusieurs Evêques, malgré les décisions répétées données à l'égard des actes qui émanent de leur Jurisdiction volontaire & gratuite, se plaignoient que le Fermier ou ses Préposés vouloient assujettir ces actes au paiement du droit de Contrôle; Sa Majesté voulant faire évidemment connoître quels sont les actes qu'elle entend être exempts du droit de Contrôle, & quels sont les actes qu'elle y assujettit. Oï le rapport du Sieur Orry, Conseiller d'Etat, & Ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne ce qui suit; c'est à sçavoir:

ARTICLE PREMIER.

Que les approbations, attestations, dimissoires, dispenses, entérinemens, érection de Bénéfices & Cures, les Exeat, les fulminations, les institutions canoniques, les Lettres d'Ordre, les permissions, les Visa, les unions, les légalisations signées des Evêques ou de leurs Secrétaires, les permutations qui se font devant les Evêques, & généralement tous les actes qui sont de la Jurisdiction gratuite & volontaire des Evêques, lors même qu'ils seront faits & donnés par les Chapitres pendant la vacance du Siège, sont & demeureront à toujours exempts du droit de contrôle, lors même qu'ils seront produits en Justice; faisant sa Majesté très-expresse inhibitions & défenses au Fermier du Contrôle ses, Procureurs, Commis & Préposés, d'exiger aucun droit de Contrôle desdits actes, à peine de concussion & de restitution du quadruple de ce qui se trouveroit avoir été par eux exigé au préjudice du contenu au présent article.

II.

Veut & entend sa Majesté que les délibérations, qui seront prises dans les Chapitres des Chanoines & des Communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, ainsi que celles qui seront prises dans les Bureaux de regie, & administration des Œuvres & Fabriques des Hôpitaux, Maisons & Œuvres de charité, demeurent exemptes du droit de Contrôle, lorsqu'il ne s'agira dans lesdites délibérations que d'instituer ou destituer des Officiers du bas Chœur, de régler le Service intérieur de l'Eglise, de la correction de quelqu'un des Capitulans, de députation d'un Chanoine, ou autre personne pour vaquer, soit à la suite des procès, ou à l'administration des biens d'aux, ou à la réparation & reconstruction des maisons & fermes, ou enfin à quelque au-

tre chose que ce soit, pourvu que ce soit en forme de délibération à la pluralité des voix ; si ce n'est que ces actes fussent produits en justice, pour former quelque demande, ou qu'en vertu des pouvoirs y contenus ceux qui auroient lesdits pouvoirs, vinsent à passer quelque actes, dans lesquels lesdits pouvoirs leur servissent d'autorisation, & sans que lesdites délibérations venant à être produites en justice par forme d'exception, elles puissent être assujetties au droit de Controлле.

III.

N'entend pareillement sa Majesté assujettir au droit de Controлле les actes de Noviciat, Véture & Profession, qui en demeureront exempts, comme ils le sont par la Déclaration de 1736, & l'Arrêt du 8 Mars 1739, non plus que les actes passés dans les Chapitres & Bureaux d'administration des Hôpitaux, même avec des personnes étrangères, pourvu qu'ils ne soient point rédigés par les Secrétaires ou Greffiers dans la forme d'actes devant Notaires ; si ce n'est toutefois que ces actes fussent produits en justice, pour former une demande.

IV.

Et en ce qui concerne les nominations & présentations à Bénéfice par Patrons laïques ou ecclésiastiques, les permutations & dimissoires en Cour de Rome, résignations, provisions données par les Abbés, Abbeses, Bénéficiers & autres Collatens, collations accordées par ceux qui ont droit d'Indult, ou données par les Chanceliers des Eglises & Universités à ceux qui sont nommés par sa Majesté ; significations de Lettres d'Indult, de joyeux avenement & de serment de fidélité, information d'âge, vie & mœurs des personnes nommées aux Archevêchés & Evêchés, les procurations pour prendre possession de Bénéfice ou Dignité, ou pour s'en démettre ; les procurations qui portent résignation ou retrocession, ou qui sont conçues dans des termes qui dispensent les resignataires de passer d'autres actes, pour parvenir à l'obtention des provisions, les prises de possession, les oppositions & les interpellations, que les parties désireront de faire aux Patrons, aux Elus, & aux Collateurs & Collatrices, pour la conservation des droits desdites parties ; les cessions sous le bon plaisir du Roi de l'Indult des Officiers du Parlement de Paris, les cessions & échanges des Patronages des Eglises, les procès-verbaux de fulmination de Bulles, ou *Visa* de signature de Cour de Rome, les procès-verbaux d'élection à une première dignité d'Eglise cathédrale, collégiale ou conventuelle, les procès-verbaux des bénédictions des Abbés ou des Abbeses, les requisiions de Confirmations, les Concordats au sujet d'Archevêchés, Evêchés, Abbayes, Dignités, ou autres Bénéfices sur procès mis & à mouvoir pour raison du possesseur desdits Bénéfices ; les créations, réductions & extinctions de pensions créées & à créer en Cour de Rome, tous lesdits actes compris au présent article seront & demeureront sujets au droit de Controлле pour lequel droit il sera seulement payé la somme de cinq livres & les quatre sols pour livre, tant qu'ils auront lieu, conformément aux Tarifs arrêtés en exécution de l'Edit du mois de Mars 1693, & à la Déclaration du 19 Septembre 1712.

V.

Veut sa Majesté, que les Commissions d'Archidiacres pour desservir une Cure, les compromis & expéditions de Sentences arbitrales entre seuls Ecclésiastiques, pour raison de droits appartenant à leurs Bénéfices, soient sujets au droit de Controлле, pour lesquels actes il sera seulement payé deux livres & les quatre sols pour livre, aussi tant qu'ils auront lieu, conformément aux Tarifs ci-dessus mentionnés.

VI.

Et en ce qui concerne les nominations de gradués, les procurations pour compromettre, requérir, résigner, céder, ou retrocéder un Bénéfice, les procurations pour

notifier les noms, titres & qualités des Gradués, ou pour consentir la création ou extinction de pension, les révocations desdites procurations, les rétractations & les significations des Brefs & Bulles, signatures & rescripts apostoliques, les attestations du temps d'étude, les notifications des degrés & autres représentations, de *Visa* & de fulmination de Bulles, les réquisitions pour l'administration à prendre l'habit, faire Noviciat & Profession, les réquisitions pour satisfaire au Décret d'une provision de Bénéfice régulier, les réquisitions qui se font aux Curés, pour publier aux Prônes des Messes les prises de possession en cas de refus des Curés, les actes de refus d'ouvrir les portes, pour prendre possession ou autrement, les oppositions à la prise de possession, les Lettres d'intronisation & les répudiations des provisions; sa Majesté déclare tous les susdits actes, sujets au droit de Contrôle, pour lequel, conformément ausdits Tarifs il sera payé seulement une livre, & les quatre sols pour livre aussi tant qu'ils auront lieu; faisant sa Majesté détenir aux Fermiers, sous-Fermiers & Regisseurs des droits de Contrôle, leurs Procureurs, Commis & Préposés, d'exiger ni recevoir à l'avenir autres ni plus grands droits que ceux marqués par les trois derniers articles ci-dessus; & ce sous les peines portées par le premier article du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, à Versailles le treizième jour d'Avril mil sept cent quarante. *Signé* PHELYPEAUX.

ARREST DE REGLEMENT DU GRAND CONSEIL,

Entre M. l'Evêque d'Oleron, MM. les Agents du Clergé & les Commandeurs de l'Ordre de Malthe.

Du 31 Mars 1711.

Ann. 1711.

ICelui notre grand Conseil a dit & déclaré qu'il y a abus dans les Ordonnances dudit Evêque d'Oleron des 3 & 5 Février 1710, ensemble dans les procès-verbaux & Ordonnances des 3 & 5 Mars 1709, en ce que par iceux il a été statué & ordonné sur ce qui concerne les réparations & le temporel des Eglises dudit Ordre de Malthe. Faisant droit sur l'intervention des Agens généraux du Clergé de France a maintenu & gardé ledit Evêque d'Oleron dans le droit de visiter en personne & sans frais lesdites Eglises de saint Jean de Baraut & ses annexes, lors de laquelle visite ledit Evêque d'Oleron pourra ordonner de toutes les choses concernant le soin des âmes & l'administration des Sacramens seulement, & en ce qui touche les réparations & le temporel desdites Eglises, pourra ledit Evêque d'Oleron en dresser procès-verbal & en avertir les Commandeurs ou Officiers dudit Ordre de Malthe pour y être pourvu dans trois mois du jour dudit avertissement; & à faute d'y satisfaire dans ledit temps, & icelui passé, pourra ledit Evêque d'Oleron y pourvoir ainsi qu'il appartiendra par raison.

On peut voir dans le procès-verbal de l'assemblée de 1711 page 43 les ordonnances de M. l'Evêque, qui sont déclarées abusives par cet Arrêt, en ce que par la première il avoit ordonné qu'il seroit fourni un Crucifix & des chandeliers à l'Autel, que le Missel seroit relié, que les Fonts-baptismaux qui étoient dans un lieu indécent, seroient transférés ailleurs, &c. Par la seconde, il défendoit au Curé de s'absenter plus de quinze jours de la Paroisse sans son consentement.



Transaction entre M. l'Archevêque de Paris & M. l'Abbé de saint Germain des Prés, sur leur Jurisdiction.

Du 10 Septembre 1668.

P Ardevant, &c. furent présents, Messire Hardouin de Perfixe, Archevêque de Paris d'une part, & Messire Henry de Bourbon, Abbé Commendataire de l'Abbaye de saint Germain-des-Prés d'autre part, & les RR. PP. Religieux anciens, encore d'autre part, lesquelles parties pour terminer leurs différends pendans en la Cour de Parlement de Paris sur ce que ledit Seigneur Archevêque prétendoit, avoir à cause de sa dignité archiepiscopale, toute jurisdiction spirituelle dans tout le Fauxbourg & territoire de saint Germain des Prés lès Paris; & au contraire étoit soutenu par ledits sieurs Abbés & Religieux que le Fauxbourg de saint Germain étoit exempt de la jurisdiction dudit Seigneur Archevêque, & qu'eux & leurs prédécesseurs y avoient eu & exercé toute jurisdiction comme épiscopale, de laquelle ils jouissent encore à présent, fondés en titre & possession immémoriale, ont transigés desdits différends, circonstances & dépendances en la maniere qui ensuit, c'est à sçavoir :

I.

Que ladite jurisdiction sur tout le Fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prés, les séculiers & réguliers y demeurans, ensemble la collation des Cures dudit Fauxbourg & territoire établies & qui seront ci-après érigées dans icelui, appartiendront audit Seigneur Archevêque, & seront lesdites jurisdictions & collations unies à sa personne & dignité, & de ses successeurs Archevêques seulement.

II.

Que ladite Abbaye de saint Germain des Prés & l'enclos d'icelle, ensemble l'Abbaye, Prieur & Couvent, leurs familles & domestiques & autres y résidans, demeureront exempts de la jurisdiction dudit Seigneur Archevêque & de ses successeurs.

III.

Que la jurisdiction de laquelle l'Abbé, Religieux, Prieur & Couvent de ladite Abbaye de saint Germain des Prés ont été & sont encore actuellement en possession dans ladite Abbaye & enclos d'icelle, leur demeurera à toujours immédiate au saint Siège telle qu'ils l'ont possédée & la possèdent aujourd'hui, sans toutefois qu'ils puissent créer aucun Official ni accorder aucune dispense de bans, ni même connoître des causes de mariages desdits domestiques.

IV.

Que le Prieur des Religieux de ladite Abbaye & ses successeurs sera Vicaire général né & irrévocable dudit Seigneur Archevêque & de ses successeurs pour exercer la jurisdiction ordinaire dans l'étendue du fauxbourg & territoire dudit saint Germain des Prés; & en cas d'absence, maladies ou autres legitimes empêchemens, son Soupprieur ou autre tenant son lieu & place agira en la même qualité, sans toutefois que ledit Vicaire général-né, ni ceux qui en feront les fonctions en son absence puissent faire aucune visite sur les Prêtres & Communautés séculières & régulières dudit Fauxbourg sans une permission spéciale dudit Seigneur Archevêque, & sans que l'établissement dudit Vicaire général-né puisse empêcher ledit Seigneur Archevêque ou ses successeurs de créer encore d'autres Vicaires généraux pour ledit Fauxbourg lorsqu'ils le

Tome VI.

Ecc

jugeront à propos. Et en ce cas lesdits Vicaires généraux exerceront conjointement ou séparément avec ledit Vicaire général-né, lequel en cette qualité, pourra toutes-fois & quantes, faire donner la Confirmation & faire célébrer & conférer la Tonsure & les Ordres mineurs & sacrés dans ladite Abbaye aux Religieux de la Congrégation de saint Maur seulement, sans que ladite qualité de Vicaire général-né puisse préjudicier aux susdites exemption & Jurisdiction de ladite Abbaye, & sans les y pouvoir faire conférer aux séculiers sans la permission expresse dudit Seigneur Archevêque ou de ses successeurs.

V.

Que les Mandemens qui seront envoyés en leur absence audit Fauxbourg seront concertés, conclus & signés dudit Prieur & de ses successeurs ou autres faisant les fonctions dudit Vicaire-né, conjointement avec les autres Vicaires généraux si aucuns lui sont adjoints.

V I.

Que la présentation de la Cure de saint Sulpice appartiendra audit Seigneur Abbé ; Religieux, Prieur & Convent, & leurs successeurs avec tous droits de Curés primitifs ; & quant aux Cures que ledit Seigneur Archevêque ou ses successeurs pourroient ériger ci-après dans ledit Fauxbourg, il a été convenu qu'elles seront conférées la première fois par ledit Seigneur Archevêque de plein droit, & pour toutes les vacances futures, même en cas de permutation, que l'Abbé y présentera. Et en cas de vacance de ladite Abbaye, lesdits Religieux, Prieur & convent y présenteront comme ils ont droit & sont en possession de pourvoir à la Cure de saint Sulpice, le Siège Abbatial vacant, même y auront tous droits de Curés primitifs.

V I I.

L'Eglise de leur Abbaye demeurant pour toujours l'Eglise matrice & principale de toute celles qui sont & seront ci-après érigées dans ledit Fauxbourg, seront faites en icelle les convocations du Clergé & du peuple dudit Fauxbourg, tant pour les Processions générales qu'autres solemnités publiques, & jouira de tous les droits & honneurs qui lui appartiennent en cette qualité, & attendu que saint Germain est le Patron principal de ladite Abbaye, Fauxbourg & territoire, la Fête continuera d'être chommée comme elle l'a été par le passé.

V I I I.

Lors des Jubilés, la première station sera toujours assignée par ledit Seigneur Archevêque & ses successeurs, & par lesdits Vicaire général-né & ses adjoints dans l'Eglise de ladite Abbaye, sans que cet usage puisse préjudicier aux droits d'exemption & de jurisdiction d'icelle.

I X.

Et attendu que l'Eglise paroissiale de saint Sulpice & autres Eglises qui sont & seront érigées dans ledit Fauxbourg ne peuvent qu'être inférieures à l'Eglise de saint Germain des Prés, ledit Seigneur accorde tant pour lui que pour ses successeurs Archevêques, que les Supérieurs desdites Eglises & Communautés ne pourront être choisis pour grands Vicaires dudit Fauxbourg.

Et moyennant les conditions dessus dites, demeurent les différends d'entre lesdites parties terminés & assoupies ; & pour faire homologuer en Cour de Rome & partout ailleurs où besoin sera la présente Transaction, ont lesdites parties constitué leur Procureur N. . . &c. Fait & passé le 20 Septembre 1668, & ont signé la minute des Présences.

DECLARATION DU ROI,

*Qui exempte les grains, farines & légumes de tous droits jusqu'au dernier
Décembre 1741. & qui pourvoit au payement des droits de Minage,
des Cens, Rentes & Fermages en grains.*

Donnée à Fontainebleau le 16 Octobre 1740.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : à nos amés & Ann. 1740
fâcheux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Le
désir que nous avons de procurer à nos peuples tous les secours qui peuvent faci-
liter la diminution du prix des bleds & autres grains, dont les mauvaises récoltes,
depuis plusieurs années, ont occasionné la cherté, nous a déterminé, en suivant l'exem-
ple que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul, nous a donné dans le cours
des années mil sept cent neuf, & mil sept cent dix, à exempter de tous droits les
bleds, grains & autres légumes qui entrèrent & seront apportés dans notre Royaume,
tant par terre que par mer; comme aussi à pourvoir tant à la fixation des cens & ren-
tes qui se payent en grains, qu'au soulagement de ceux qui sont chargés de payer des
redevances en bleds. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Con-
seil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit,
déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons,
& ordonnons voulons & nous plaît :

ARTICLE PREMIER.

Déchargeons les bleds, soit fromens, méteils ou seigles, orges, avoines & au-
tres grains, ensemble la farine & le pain, même les ris, pois, fèves & autres légu-
mes, qui entrèrent & seront apportés dans notre Royaume, tant par terre que par
mer, ou qui seront transportés d'une province ou d'un lieu dans un autre, jusqu'au der-
nier Décembre de l'année prochaine, de tous droits d'entrées, octrois, Péages, & au-
tres droits qui se lèvent sur lesdits grains, pain & légumes, dépendans de nos fer-
mes : comme aussi des droits d'entrées, octrois & péages qui se lèvent sur lesdits grains
pain & légumes, par les Villes, Communautés, pays d'Etats, Seigneurs particuliers,
Laïcs & Ecclésiastiques, propriétaires ou usufruitiers desdits droits, le tout tant par eau
que par terre, & sous quelque dénomination que lesdits droits se lèvent, & pour quel-
que cause & occasion qu'ils soient établis & accordés; défendons à nos Fermiers &
pareillement aux Communautés ou particuliers, & à leurs Fermiers de les exiger ni re-
cevoir pendant ledit temps, quand bien même ils seroient volontairement offerts, même
à nos Fermiers des droits de barrage, de lever aucuns droits de barrage ni autres sur
les charrettes, chevaux, mulets & autres voitures, qui se trouveront chargés desdits
grains, farine, pain, ris & légumes, à peine contre ceux qui y contreviendront, d'être
contraints à la restitution du quadruple de ce qu'ils auront reçu.

II.

Ordonnons que les droits de minage, levage, strage, mesurage, leide, plaçage,
étalage, stelage, tonlieu & autres de pareille qualité qui se perçoivent en espèces,
soit par nos Fermiers & Receveurs, & par les Engagistes de nos domaines, soit par
les Villes ou Communautés, Seigneurs particuliers, Ecclésiastiques ou Laïcs, & autres
propriétaires, soient convertis en argent, suivant l'évaluation qui en sera faite som-
mairement & sans frais dans huitaine, à compter du jour de la publication de notre
présente Déclaration, dans chaque Bailliage & Sénéchaussée pardevant les Lieutenans
général aux desdits Sièges à la requête de nos Procureurs; ce qui aura lieu même à l'égard
Ecc ij

des droits de cette qualité, qui se perçoivent dans les terres tenues de nous en Pairies ; lesquelles seront pareillement évaluées par les Lieutenants généraux des Sièges, auxquels la connoissance des cas Royaux appartient dans lesdites terres.

II.

Ladite évaluation sera faite par provision, & pour le temps & espace d'une année seulement, à compter du jour & date des Présentes, sur le pied du prix le plus haut que les grains, les farines & légumes, sur lesquels lesdits droits se perçoivent, auront été vendus dans chaque lieu le premier jour de marché de la présente année 1740, sur lequel pied lesdits Lieutenants généraux régleront ce qui sera payé en argent au lieu de ce qui se payoit ci-devant en espèces dans les marchés des lieux où ladite évaluation sera faite ; & le Tarif desdits droits ainsi évalués sera déposé au Greffe de la Justice de chaque lieu de marché, & transcrit dans un tableau, qui sera exposé au lieu le plus apparent du marché, même envoyé par nos Procureurs desdits Bailliages & Sénéchaussées dans toutes les Justices, soit de nous ou des Seigneurs hauts-Justiciers de leur ressort, pour y être lu & publié à l'audience, & enregistré au Greffe desdites Justices : voulons que tous ceux qui jusqu'à présent ont été en possession de ne point payer lesdits droits ou de n'en payer que partie, continuent d'en jouir ainsi que par le passé.

IV.

N'entendons rien innover au surplus à l'égard des lieux où ces droits ont été perçus jusqu'à présent en argent, ni préjudicier en aucune manière à ceux des Mesureurs créés en titre d'Office par nous, & par les Rois nos prédécesseurs, tant dans nous bonne ville de Paris, que dans les autres Villes & Lieux de notre Royaume.

V.

Les arrérages des cens, rentes foncières, & autres redevances payables en grains, qui sont échus ou qui écheroient jusqu'au premier Janvier 1741, ne pourront être exigés qu'en argent, & seront payés ; savoir, ceux échus ou à échéoir pendant le cours de la présente année sur le pied de ce que les grains auront valu au premier jour de marché du mois de Janvier dernier dans le marché le plus prochain, à la seule exception de celles assignées sur des moulins où le droit de mouture se paye en espèce, à l'égard desquelles ne sera rien innové ; & à l'égard des arrérages desdits cens, rentes foncières ou autres redevances échus les années précédentes, ils seront payés en argent sur le pied de ce que les grains de l'espèce dans laquelle ils sont payables, auront valu dans le temps de leur échéance ; ce qui aura lieu nonobstant tous Arrêts, Jugemens, Actes ou Transactions, suivant lesquels lesdits arrérages seroient payables en grains ; & à l'égard des Actes ou Jugemens qui auroient acquis l'autorité de chose jugée, & suivant lesquels lesdits arrérages seroient payables en argent à une autre évaluation que celle portée par la présente Déclaration, ils seront exécutés, sans préjudice des voyes de Droit si aucunes y a, & sera l'évaluation ci-dessus ordonnée, faite par le Juge ordinaire des lieux sur l'extrait des registres de la vente des grains du marché le plus prochain.

VI.

Toutes les charges réelles assignées uniquement sur des cens, rentes & redevances foncières, payables en grains, ne pourront être exigées par ceux auxquels elles sont dues que dans les mêmes espèces, & de la même manière que lesdits cens, rentes & redevances foncières sur lesquelles elle doivent être prises, seront exigibles suivant la présente Déclaration.

VII.

Et comme la diversité des accidens que les grains ont souffert cette année, ne nous permet pas de pourvoir par un Règlement général & uniforme dans tout notre Royaume à ce qui concerne le payement des fermages payables suivant les baux en une certaine quantité fixe de grains, nous ordonnons que nos Cours de Parlement y pourvoyent pendant le cours de la présente année seulement, chacune dans son ressort, par des Réglemens convenables à la qualité de la recolte, sur les avis des Officiers des lieux, ou autrement; & cependant ordonnons qu'il soit suris au payement d'édits fermages, si ce n'est que les propriétaires offrent de recevoir en argent ce qui est payable en grains, qui seront évalués sur le pied de ce que les grains auront valu au premier jour de marché du mois de Janvier dernier, dans le marché le plus prochain.

VIII.

Tous les exploits & procédures, ensemble toutes les Ordonnances & Jugemens qui seront faits ou rendus pour parvenir aux évaluations ci-dessus ordonnées, seront exempts de la formalité du Contrôle, du Sceau, droits réservés ou rétablis, & de tous autres droits, & pourront être faits & expédiés en papier commun & non marqué; ordonnons en outre que pendant le cours d'une année, à compter du jour de notre présente Déclaration, toutes les procédures qui seront faites tant en matière civile que criminelle à la requête de nos Procureurs généraux en nos Cours de Parlemens, de nos Procureurs dans nos Bailliages ou Sénéchaussées, Prévôtés & autres Justices Royales à nous appartenans, & dans les Maréchaussées & pareillement celles faites à la requête des Procureurs fiscaux dans les Justices des Sieurs hauts-Justiciers concernant la police des bleds & autres grains, seront pareillement exemptes du papier timbré, ainsi qu'elles le sont de la formalité du Contrôle, & autres droits; & que pareillement toutes les Ordonnances, Sentences, Jugemens & Arrêts, qui interviendront à la requête des Officiers ci-dessus nommés sur ladite matière, seront exempts de la formalité des petits-Sceaux, droits réservés ou rétablis, & de tous autres, & pourront être faits & expédiés en papier & parchemin communs & non marqués.

IX.

Ne pourront les parties se pourvoir pour tout ce qui regarde l'exécution de la présente Déclaration, & généralement pour tout ce qui peut concerner la police sur les grains, qu'en nos Cours de Parlemens, nos Bailliages, Sénéchaussées, Prévôtés & autres nos Justices ordinaires des lieux, ou dans celles des Sieurs hauts-Justiciers, chacune en ce qui est de leur compétence, ou pardevant les Juges qui seroient commus par nos Cours, & ce nonobstant tous *Committimus*, Gardes-gardiennes, privilèges & évocations générales ou particulières, auxquels nous avons dérogé & dérogeons pour ce regard. Permettons édicts cas à nos Cours de Parlemens, & autres Juges ci-dessus, de passer outre aux procédures, instructions & jugemens des procès, sans s'arrêter auxdits *Committimus*, Gardes-gardiennes & évocations signifiées.

X.

Voulons que dans tous lesdits cas & contestations particulières qui pourroient naître en exécution de la présente Déclaration & police sur lesdits grains, il ne puisse être prononcé aucun appointement, sauf au cas que les contestations ne puissent pas être jugées sur le champ, à être ordonné par les Juges que les pièces soient mises sur la Bureau pour être délibéré, & le délibéré jugé dans trois jours, & prononcé au premier jour d'audience. Si vous mandons que ces Présentes vous ayez à faire lire, publier & registrer (même en temps de vacations) & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur, nonobstant toutes choses à ce contraires, aus-

quelles nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Fontainebleau le vingt-sixième jour d'octobre, l'an de grace mil sept cent quarante, & de notre regne le vingt-sixième. *Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAU x.* Vû au Conseil, ORRY. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Régistrée, où & ce requerrant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, à la charge d'en réviser l'enregistrement au lendemain de la saint Martin, & copies collationnées envoyées dans les Baillies & Sénéchaussées du Ressort, pour y être lue, publiée & enregistrée: enjoins aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, suivans l'Arrêt de ce jour. À Paris en Parlement, en vacations, le vingt-septième Octobre mil sept cent quarante.

Signé YSABEAU.

ARREST DU PARLEMENT DE PARIS,

Qui règle la manière de payer les fermages stipulés par les baux payables en une certaine quantité fixe de grains.

Du 14 Décembre 1740.

Extraits des Registres du Parlement.

Ann. 1740. **V**U par la Cour la Déclaration du Roi du 16 Octobre 1740 enregistrée en la Cour le 27 Octobre & 14 Décembre audit an, l'Arrêt de la Cour dudit jour 27 Octobre, ensemble les avis du Lieutenant général & du Substitut du Procureur général du Roi en la Sénéchaussée & Siège Présidial d'Abbeville, &c. Conclusions du Procureur général du Roi: où le rapport de Maître Elie Bochart, Conseiller: tout considéré.

La Cour ordonne que les fermages stipulés par les baux doivent être payés en une certaine quantité fixe de grains des natures différentes qui se recueillent dans les pays des ressorts & Jurisdictions des Baillies, Sénéchaussées & Sièges Royaux du ressort de la Cour, seront payés dans l'étendue desdits Baillies, Sénéchaussées & Sièges Royaux pour la présente année mil sept cent quarante.

S Ç A V O I R.

Abbeville. Froment, moitié; moisson, moitié en nature, moitié en argent; les seigle, orge, avoine & pamelé, tout en nature.

Ambroise. Froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent; seigle, orge & avoine, tout en nature.

Amiens. Toutes espèces de grains, moitié en nature, moitié en argent.

Angers. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Angoulême. Toutes espèces de grains seront payées moitié en nature, moitié en argent.

Arden. Les Baux seront exécutés.

Ardre. Froment & méteil, le tiers en nature, deux tiers en argent; l'escourgeon, tout en argent; le seigle, avoine orge & pamelé, tout en nature.

Aurillac. Moitié en nature, moitié en argent, pour toutes sortes de grains.

Auxerre. Le froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent; les menus grains, en nature.

Bar-sur-Seine. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Baugé. Froment, seigle & méteil, un quart en nature, les trois autres quarts en argent; l'orge & autres menus grains en nature.

Beaufort. Tout payé en nature.

Beaugency. Les froment, méteil & seigle, moitié en nature, moitié en argent; les orge & avoine, tout en nature.

- Beaumont-le Vicomte.* Le quart pour tous les grains en nature, les trois quarts en argent.
Beaumont-sur-Oise. Moitié pour tous les grains en nature, l'autre moitié en argent.
Beauvais. Les froment, méteil & seigle, un tiers en nature, deux tiers en argent; l'orge & l'avoine en nature.
Bellac. Moitié en nature, moitié en argent pour toutes sortes de grains.
Bellefme. Les Baux y seront exécutés.
Elois. Le froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent, à l'exception des terres de ce Bailliage situées dans l'étendue du Perche, dont les Baux seront payés en argent; les Baux en seigle, orge & avoine payés en nature.
Boiscommun. Toutes espèces de grains seront payées en argent.
Boulogne-sur-Mer. Toutes espèces de grains payées en argent.
Bourg-Argental. Tout en argent.
Bourges. Un quart en nature, les trois quarts en argent pour toutes sortes de grains.
Brie-Comte-Robert. Froment & seigle, un quart en nature, les trois quarts en argent; avoine & orge en nature.
Calais. Les Baux exécutés.
Chalons-sur-Marne. Le froment un quart en nature, les trois quarts en argent; les seigle, orge & avoine deux tiers en nature, & un tiers en argent.
Chatillon-sur-Marne. Le froment un quart en nature, les trois quarts en argent; les seigle, orge & avoine en nature.
Châtelleraut. Le froment & méteil en argent; les seigle, orge & avoine en nature.
Chartres. Un tiers en nature, & deux tiers en argent de tous grains.
Chateau-du-Loir. Toutes espèces de grains seront payées, moitié en nature, moitié en argent.
Chateaugontier. Toutes espèces de grains seront payées en argent.
Chateaufort-en-Thimerais. Toutes espèces de grains seront aussi payées en argent.
Chateau-Regnard. Toutes sortes de grains seront payées moitié en nature, moitié en argent.
Chateauxoux. Le froment ou méteil sera payé un quart en nature, les trois quarts en argent; les seigle, orge & avoine moitié en nature, l'autre moitié en argent.
Chateaufierry. Les froment, méteil & seigle payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; l'avoine & l'orge en nature.
Châtillon-sur-Indre. Le froment & méteil sera payé un tiers en nature, les deux autres tiers en argent; le seigle, l'orge & l'avoine tout en nature.
Chaufour. Toutes sortes de grains seront payées en nature.
Chaumont-en-Bassigny. Pour ce qui est dans le Bassigny, le froment & méteil sera payé en nature, & dans le surplus du Bailliage, le tiers sera payé en nature, & les deux tiers en argent; & dans toute l'étendue du ressort les seigle, orge & avoine seront payés en nature.
Chaumont-en-Vexin. Le froment & méteil payés un quart en nature, les trois autres quarts en argent; les seigle, orge & avoine tout en nature.
Chaulmy. Toutes sortes de grains seront payées moitié en nature, moitié en argent.
Chinon. Toutes sortes de grains seront payées moitié en nature, moitié en argent.
Ciuray. Toutes sortes de grains seront payées moitié en nature, moitié en argent.
Clermont-en-Beauvoisis. Le froment, méteil & orge payés deux tiers en nature, l'autre tiers en argent; les seigle, avoine, pois & fèves tout en nature.
Clermont-Ferrand. Le froment, le méteil, seigle & fèves, seront payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; l'orge & avoine tout en nature.
Cognac. Toutes les espèces de grains seront payées en argent.
Compiègne. Le froment, méteil & seigle, payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; l'orge, l'avoine & autres menus grains, tout en nature.
Concreffault. Pour ce qui est en Sologne, moitié en grains, l'autre moitié en argent, de toutes espèces. Pour ce qui est dans le Berry, un tiers en nature, les deux autres tiers en argent, de toutes espèces de grains.
Cowry. Toutes espèces de grains seront payées, moitié en nature, moitié en argent.
Crecy-en-Brie. Toutes espèces de grains seront payées, un tiers en nature, les deux tiers en argent.

Creil. Un tiers en nature, deux tiers en argent de toutes espèces de grains.

Crispy-en-Valois. Tout payé en nature.

Cussey. Toutes espèces de grains seront payées moitié en nature, l'autre moitié en argent.

Doras. Les Baux seront exécutés.

Dreux. Les froment, méteil & seigle, payés un tiers en nature, deux tiers en argent; l'orge, l'avoine & autres menus grains, tout en nature.

Fourdan. Toutes espèces de grains seront payées, un tiers en nature, les deux autres tiers en argent.

Dun-le-Roi. Toutes les espèces de grains seront payées en argent.

Estampes. Sera payé un tiers en nature, les deux autres tiers en argent de toutes espèces de grains.

Epernay. Les froment, méteil, payés un tiers en nature, deux tiers en argent; le seigle, moitié en nature, moitié en argent; l'orge & avoine en nature.

Épines. Sera payé moitié en nature, & moitié en argent de toutes espèces de grains.

Fontenay-le-Comte. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Fresnay. Tout payé en nature.

Girn. Froment & méteil, tout en argent; seigle, orge & avoine, tout en nature.

Gueret. Les Baux seront exécutés.

Ham. Froment & méteil, deux tiers en nature, un tiers en argent; seigle, orge & avoine, tout en nature.

Issoudun. Froment, méteil, & seigle, payés un tiers en nature, les deux tiers en argent; l'orge & avoine, tout en nature.

La Ferrière. Sera payé moitié en nature, l'autre moitié en argent de toutes espèces de grains.

La Flèche. Les Baux seront exécutés.

La Ferté-Alepi. Froment, méteil & seigle seront payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; l'orge & avoine tout en nature.

Langeais. Toutes espèces de grains seront payées en argent.

Langers. Toutes les espèces de grains seront payées en nature.

Leon. Pour les terres situées dans la Thierache, à commencer à Vervins inclusivement; jusqu'à Moncornet exclusivement, toutes les espèces de grains seront payées en argent; pour toutes les terres, situées dans la montagne, toutes espèces de grains seront payées moitié en nature & moitié en argent; & dans le surplus de l'étendue du Bailliage, le tout sera payé en nature.

La Rochelle. Le tout payé en nature.

Laval. Le tout en nature.

Le Mans. Froment & avoine, un tiers en nature & deux tiers en argent; méteil, seigle & orge, moitié en nature, l'autre moitié en argent; & le sarrasin tout en nature.

Loches. Froment, méteil & seigle, un quart en nature, trois quarts en argent; l'orge & avoine en nature.

Lorris. Pour tout ce qui n'est pas dans le Gatinois, les payemens seront faits en nature pour toutes sortes de grains; pour ce qui est dans le Gatinois, les froment, méteil & seigle seront payés tout en argent; l'avoine & l'orge en nature.

Loudun. Toutes espèces de grains seront payées un quart en nature, trois quarts en argent.

Lusignan. Toutes espèces de grains seront payées moitié en nature l'autre moitié en argent.

Lyon. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Macon. Toutes espèces de grains seront payées en argent.

Mamers. Toutes espèces de grains seront payées moitié en nature, l'autre moitié en argent.

Magny. Froment, méteil & seigle seront payés, moitié en nature, moitié en argent; orge & avoine en nature.

Mantes. Un tiers en nature; deux tiers en argent de toutes espèces de grains.

Marle. Les trois quarts en nature, & un quart en argent, de toutes espèces de grains.

Méaux.

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 409

Meaux. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Mehun-sur-Yèvre. Gros bled, froment, méteil & seigle seront payés, un tiers en nature, deux tiers en argent; menus bleds, marches & avoine, tout en nature.

Melun. Bled, seigle, méteil & orge, seront payés un tiers en nature, deux tiers en argent; avoine, tout en nature.

Méry-sur-Seine. Un quart en nature, trois quarts en argent, de toutes sortes de grains.

Meulan. Les Baux seront exécutés.

Montaigny-en-Combraille. Moitié en nature, moitié en argent, pour toutes sortes de grains.

Montargis. Tout en argent pour toutes sortes de grains.

Montbrison. Tout en nature pour toutes sortes de grains.

Mondidier. Froment, méteil, seigle & avoine seront payés moitié en nature, moitié en argent; les orges tout en nature.

Montereau. Bled, méteil & seigle, moitié en nature, moitié en argent; l'orge & l'avoine tout en nature.

Montereau-l'Amaury. Froment, méteil & seigle, seront payés en argent; l'orge & l'avoine en nature.

Montmorillon. Froment & méteil, en argent; seigle, orge, baillorge & avoine, tout en nature.

Montreuil-sur-Mer. Froment, méteil & seigle, seront payés, moitié en nature, moitié en argent; orge & avoine & autres menus grains, tout en nature.

Morci. Tout en argent.

Morsagne. Froment, méteil & seigle, seront payés, un quart en nature, trois quarts en argent; orge, pois, avoine, vesse, lentilles & sèves, tout en nature.

Moulins. Les Baux seront exécutés.

Murai. Les Baux aussi exécutés.

Nemours. Froment & méteil, seront payés moitié en nature, moitié en argent; seigle; orge & avoine, tout en nature.

Neuville-aux-Loges. Froment, méteil & seigle, seront payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; orge, avoine, pois & vesse, tout en nature.

Niort. Tout sera payé en nature.

Nogent-sur-Seine. Dans le territoire de Nogent, les Paroisses de la Chapelle, Gode-troy, Saint-Aubin, le Port & Atys, Quincy & Macon, les deux tiers en nature, l'autre tiers en argent, pour toutes sortes de grains; & dans les Paroisses d'Avent, Tremblay, les Ormeaux & Ferreux, les froment, méteil & seigle seront payés tout en argent, & l'orge & l'avoine moitié en nature, l'autre moitié en argent.

Noyon. Froment, méteil & seigle, seront payés moitié en nature, l'autre moitié en argent; l'orge, avoine & autres grains de Mars, en nature.

Orléans. Froment & méteil seront payés un quart en nature, les trois autres quarts en argent; l'orge, seigle & avoine, tout en nature.

Paris. Toutes espèces de grains seront payées, deux tiers en nature, l'autre tiers en argent.

Peronne. Froment, méteil & seigle, seront payés un tiers en nature, les deux autres tiers en argent; l'orge, avoine & autres Mars, en nature.

Poitiers. Toutes espèces de grains seront payées en nature.

Pontoise. Toutes sortes de grains seront payées le tiers en nature, les deux autres tiers en argent.

Pont-sur-Seine. Froment, méteil & seigle, tout en argent; orge & avoine en nature.

Provins. Froment, méteil & seigle, moitié en nature, moitié en argent; orge & avoine en nature.

Reims. Les trois quarts en nature, l'autre quart en argent, pour toutes sortes de grains.

Ribemont. Froment, méteil & seigle, un quart en nature; les trois autres quarts en argent; l'orge & avoine en nature.

Riom. Froment, méteil, en argent; seigle, orge & menus grains en nature.

Tome VI.

F ff

Rochefort. Tout en nature.

Romorain. Tout en nature.

Roanne. Tout en argent.

Roye. Tout en nature.

Saint-Dizier. Froment, méteil & seigle, un tiers en nature, les deux autres tiers en argent ; l'orge & avoine en nature.

Saint-Ferriol. Trois quarts en nature & un quart en argent, pour toutes sortes de grains.

Saint-Flour. Tout en nature.

Saint-Maixant. Tout en nature.

Sainte-Menehould. Froment, méteil & seigle, trois quarts en nature, l'autre quart en argent ; l'orge, avoine & autres menus grains en nature.

Saint-Pierre-le-Moussier. Un quart en nature, les trois autres quarts en argent, pour toutes sortes de grains.

Saint-Quentin. Le tout en nature.

Sainte-Suzanne. Moitié en nature, moitié en argent, de toutes sortes de grains.

Salers. Moitié en nature, moitié en argent, pour toutes sortes de grains.

Senlis. Froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent ; seigle, orge, avoine & autres menus grains en nature.

Sens. Tout en nature.

Sezanne. Pour la portion de ce Bailliage située en Champagne, y compris la ville & banlieue de Sezanne, en nature pour toutes sortes de grains ; & pour la portion de ce Bailliage, située dans la Brie, tout en argent.

Seissons. Froment, méteil & seigle, moitié en nature, l'autre moitié en argent ; avoine & orge tout en nature.

Tours. Tout en nature.

Troyes. Froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent ; seigle, avoine & orge, tout en nature.

Vendôme. Froment, méteil & seigle, moitié en nature, moitié en argent ; orge, avoine & autres menus grains en nature.

Vic. Les Baux seront exécutés.

Villeneuve-le-Roi. Tout en nature.

Villers-Cotterêts. Froment, méteil, seigle & orge, un tiers en nature, les deux autres tiers en argent ; & l'avoine tout en nature.

Vierzon. Moitié en nature, moitié en argent pour toutes sortes de grains.

Villefranche. Moitié en nature, moitié en argent pour toutes sortes de grains.

Virry-sous-Bar. Froment & méteil, moitié en nature, moitié en argent ; seigle, orge & avoine, tout en nature.

Virry-le-François. Froment, méteil & seigle, moitié en nature, moitié en argent ; orge, avoine & sarrasin, tout en nature.

Vitry-aux-Lèges. Dans les Paroisses de Vitry, Combreaux, Sury-aux-Bois & Seiche-Brière, en nature pour toutes les espèces de grains ; Faye, Sai, la Chapelle & Ingrande pour la portion qui est dans le Bailliage de Vitry, en argent pour toutes espèces de grains.

Vouvan. Tout en nature.

Yenville. Moitié en nature, moitié en argent pour toutes sortes de grains.

Yeure-le-Châtel. Moitié en nature, moitié en argent pour toutes sortes de grains.

Surcis à statuer sur ce qui regarde les Bailliages & Sénéchaussées de Chambly, Clermont en Argonne, Saumur & Usson, jusqu'à ce que les Officiers desdits Sièges Royaux aient envoyé leurs avis en la Cour.

Et seront les payemens ci-dessus ordonnés être faits en argent, réglés & fixés suivant & conformément au prix que chaque nature de grains aura été vendue au premier marché du mois de Janvier de la présente année 1740, & ce dans le Marché plus prochain des lieux où les biens sont situés.

A l'égard du prix des Baux payables en grains qui ne comprendroient que des cens

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 411

& rentes de la nature de ceux mentionnés dans l'article V de la Déclaration du 26 Octobre dernier, ils ne pourront pareillement être exigés qu'en argent pour la présente année 1740, & ce sur le pied du premier marché du mois de Janvier 1740, conformément à ce qui est prescrit par ladite Déclaration du 26 Octobre dernier.

Ordonne que les Baux des dîmes & champarts, les adjudications de dîmes ou de grain sur pieds, par autorité de Justice, ou volontaires, seront exécutés en entier selon leur forme & teneur dans toute l'étendue du ressort, & pour toutes les espèces de grains stipulées, dans lesdits Baux & adjudications.

Qu'il ne sera pareillement rien innové en ce qui regarde le gros des Curés, Vicaires & Chapelains, pensions monachales, & autres pensions viagères & alimentaires, auxquels les Propriétaires des terres & héritages, Décimateurs ou autres Bénéficiaires sont obligés, lesquels seront payés en entier & dans les mêmes natures & espèces de grains portés par les titres.

Il en sera usé de même pour les aumônes en grains ou en pain, dont les Chapitres, Communautés, ou autres Propriétaires d'héritages, Décimateurs ou Bénéficiaires sont chargés envers les Hôpitaux, Maisons de charité, ou autres Pauvres, lesquelles seront payées en entier dans les mêmes natures & espèces de grains, dans lesquelles ils sont tenus de les acquitter.

Et ne pourra le présent Arrêt nuire ni préjudicier aux transactions & accommodemens qui auroient été faits entre les parties, depuis le premier Août de la présente année jusqu'au jour de la publication du présent Arrêt, dans le Bailliage dans le ressort duquel les biens sont situés.

Ne pourra pareillement nuire ni préjudicier aux payemens faits volontairement, sans réserve ni protestation avant ladite publication.

Ordonne que le présent Arrêt sera lu, publié & enregistré dans tous les Bailliages & Sénéchaussées du ressort, & affiché par-tout où besoin sera; enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois. Fait en Parlement le quatorze Décembre mil sept cent quarante. Signé. DUFKANG.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

Qui ordonne l'exécution des Arrêts du Conseil des 3 Août 1708, & 25 Mars 1724, rendus contre les Fermiers & Détenteurs des terres dans la généralité de Soissons, qui jouissent sans Baux, cédens, partagens & disposent de l'exploitation desdites terres; & détermine les peines contre lesdits Fermiers & Détenteurs, & contre les Moissonneurs, Batteurs en granges, Bergers & autres gens nécessaires à l'exploitation desdites terres, lorsque ceux qui les auront disposés seront troublés dans leurs jouissances ou fonctions.

Du 21 Mars 1747.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

SUR ce qui a été représenté au Roi, étant en son Conseil, que nonobstant les ordres donnés par sa Majesté en divers temps, & l'Arrêt du Conseil rendu le 3 Août 1708, pour réprimer l'abus qui s'étoit introduit de la part des Fermiers des terres situées dans plusieurs Elections de la généralité de Soissons, dans lesquelles lesdits Fermiers ont cru pouvoir se perpétuer dans la jouissance des terres qu'ils avoient à ferme, sans que dans aucun cas, les Propriétaires pussent reprendre lesdites Fermes, en demander compte, ni les donner à d'autres Fermiers: & que les peines portées par ledit Arrêt n'ont pu contenir les Habitans de ladite Généralité, dans laquelle il reste encore des fermes dont les Propriétaires ne peuvent avoir la libre disposition.

F f f ij

Ann. 1747.

Et l'intention de Sa Majesté étant de pourvoir à ces défordres, conformément à ce qui est porté par ledit Arrêt du 3 Août 1708, & appliquer pour cet effet les peines portées par l'Arrêt rendu en pareil cas pour la Généralité d'Amiens le 25 Mars 1724. Vû lesdits Arrêts : ouï le rapport du sieur de Machault, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne que lesdits Arrêts des 3 Août 1708 & 25 Mars 1724, seront exécutés selon leur forme & teneur dans la Généralité de Soissons, & en conséquence :

ARTICLE PREMIER.

Que toute tacite réconduction de fonds de terres & héritages, sera & demeurera nulle & de nul effet. Fait défenses à tous particuliers de s'en servir, de l'opposer & de jouir à ce titre, & aux Juges d'y avoir aucun égard.

I I.

Enjoint à tous les Fermiers qui jouissent sans baux par écrit des véritables Propriétaires, même aux Fermiers qui ayant des baux par écrit, ne les auront pas fait renouveler à leur expiration, d'en abandonner de fait l'exploitation dans l'état de culture & d'ensemencement où lesdits biens doivent être, de notifier par écrit leur abandonnement aux Propriétaires dans trois mois du jour de la publication du présent Arrêt, & d'en remettre l'acte au Greffe de l'Intendance, sauf ausdits Fermiers la répétition de leurs labours, semailles & amandemens existans, & sauf ausdits Propriétaires & aux Fermiers subséquens, leurs dommages & intérêts, en conformité de l'article VII ci-après, en cas de défaut desdits labours, semailles & amandemens.

I I I.

Veut Sa Majesté que tous lesdits Fermiers, qui dans ledit temps ne seront pas ainsi leurdit abandon, soient tenus de payer ausdits propriétaires pour la première dépouille le double de leurs fermages ordinaires ; & au cas que par eux-mêmes leurs parens, ou autres personnes interposées, ils continuent à s'immiscer dans une seconde déponille, ou qu'ils entreprennent même de faire la première au préjudice des défenses par écrit qui leur en seroient faites par lesdits Propriétaires, ordonne que sur la simple dénonciation, sans qu'il soit besoin d'autres preuves que la notoriété de leurs exploitations, ils seront arrêtés & constitués dans les prisons, ensemble leurs femmes & enfans demeurans avec eux ou dans le même Village, & condamnés à y rester pendant cinq années.

I V.

Fait défenses à toutes personnes de s'immiscer à l'avenir dans l'exploitation des biens d'autrui à titre de loyer, sans baux par écrit passés nommément à leur profit par les véritables propriétaires, sous les peines portées par la dernière disposition de l'article précédent.

V.

Fait très-expresse inhibitions & défenses à tous Notaires-Tabellions, & autres Officiers de Justice, de passer & recevoir entre Fermiers aucuns actes & contrats, portant transport, cessions, ventes, échanges, permutations, donations, même par contrats de mariages, partages & sous-partages de baux à ferme, à peine de cinq cens livres d'amende, d'interdiction, & des dommages & intérêts des parties.

V I.

Et afin que personne ne prétende cause d'ignorance des biens qui seront à donner à nouveau Bail, soit en conséquence des abandonnemens ci-dessus, soit en conséquence

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 413

de l'expiration des baux ou autrement, veut sa Majesté que les propriétaires qui ne trouveront point de nouveaux Fermiers volontaires soient tenus, incontinent après lesdits abandonnemens à eux notifiés, ou dix-huit mois avant la dernière dépoûille des baux à expirer, de faire publier & afficher à la porte des Eglises paroissiales, à l'issue de la Messe, par trois Dimanches consécutifs, que lesdits biens qui seront détaillés dans les affiches par contenance, situations, bouts & côtés, sont à donner à nouveau bail, & au cas que quatre mois après lesdites publications & affiches il ne se présente pas de nouveaux Fermiers volontaires & solvables pour prendre le bail desdites terres & en rendre autant de loyers que les précédens Fermiers, ou autant que sont affermées les terres voisines, où sur l'estimation qui en sera faite d'office, le tout au choix des Propriétaires, les habitans les plus hauts cotisés à la taille de chaque Paroisse où lesdits biens se trouveront situés, soient tenus de les faire valoir par un Fermier sur le pied qui aura été choisi par les propriétaires, de la solvabilité duquel Fermier, & de l'entretien des terres en bon état les Communautés de chaque lieu demeureront responsables & garans envers les propriétaires, & les précédens Fermiers seront chargés de payer la moitié de la taille à la décharge dudit Fermier ou desdites Communautés, jusqu'à ce qu'il y ait des Fermiers solvables.

VII.

Seront à l'avenir tenus tous les Fermiers de mettre & entretenir les terres & héritages en bon & suffisant état de labours & amandemens, & en cas qu'ils n'y satisfassent pas, pourront les Juges les condamner envers les Propriétaires & les Fermiers subséquens, à telles sommes qu'ils aviseront par forme de dommages & intérêts.

VIII.

Fait défenses à tous Habitans, Fermiers, Laboureurs & autres, de molester les Propriétaires & nouveaux Fermiers, en leurs personnes & biens ou de leurs enfans & domestiques, même d'empêcher ou détourner par menaces ou autrement, ceux qui pourrout se présenter pour les exploitations desdits biens, le tout à peine d'être procédé extraordinairement contre eux, & d'être punis comme sédicieux & perturbateurs du repos public.

IX.

Sa Majesté a mis & met les personnes & biens des Propriétaires, des nouveaux Fermiers, de leurs femmes, enfans & domestiques & autres exploitans sous la sauvegarde particulière des anciens Fermiers, même des Communautés des Villages & Paroisses de chaque lieu. Enjoignons très-expressement ausdits anciens Fermiers & ausdites Communautés, spécialement aux plus hauts cotisés à la taille, de veiller à la conservation & garde desdites personnes & biens, à peine d'être garans & responsables des incendies, meurtres & autres excès qui pourroient arriver en leursdites personnes & biens.

X.

Veut Sa Majesté que tous ceux contre lesquels il se trouvera des preuves d'incendie, de meurtres, de bris de charruës, de chevaux & bestiaux tués, ou d'autres excès, soient punis suivant la rigueur des Ordonnances, & qu'après leur exécution, le survivant du mari ou de la femme & leurs enfans demeurans ensemble ou dans le même Village, soient arrêtés & constitués dans les prisons, pour y rester cinq années.

XI.

Et au cas que les coupables desdits crimes ne puissent être connus ou arrêtés, veut sa Majesté que sur la simple dénonciation, & sans autres preuves que la notoriété desdits crimes ou excès, les anciens Fermiers dépossédés, leurs femmes & enfans

demeurans avec eux ou dans le même Village , soient incontinent arrêtés & constitués dans les prisons , pour y rester pendant cinq années , & leurs biens saisis & vendus jusqu'à concurrence de l'entière réparation du dommage desdits Propriétaires & nouveaux Fermiers leurs femmes, enfans & domestiques, les dettes desdits Fermiers préalablement payées, le tout à moins que lesdits Fermiers dépossédés, leurs femmes & enfans, ne prouvent dans trois mois du jour de leur emprisonnement, que lesdits crimes, excès & dommages ayent été commis par d'autres qu'eux ou leurs adhérens.

XII.

Enjoint aux Communautés des Villages & Paroisses, de prêter aide & secours aux Archers, Huissiers & Sergents y exploitans, à quelque titre & pour quelque cause que ce soit, à peine par icelles, & spécialement par les plus hauts cotisés à la taille, de demeurer responsables & garans des rébellions à Justice, & des dommages & intérêts des parties.

XIII.

Pourront tous les Habitans & Fermiers se servir de tels Moissonneurs, & Batteurs en granges, Bergers, Domestiques, ou telles autres personnes nécessaires à leurs exploitations qu'ils voudront choisir en tels lieux que ce soit; & demeureront lesdits nouveaux Moissonneurs, Bergers & autres sous la sauve-garde des anciens, auxquels ils seront associés ou substitués.

XIV.

Veut sa Majesté que ceux contre lesquels il se trouvera des preuves de menaces ou excès commis contre les nouveaux Moissonneurs, Bergers & autres, soient punis suivant l'exigence des cas, & qu'au défaut de preuves contre les coupables desdits excès, lesdits anciens Moissonneurs, Bergers & autres, soient punis des mêmes peines portées par l'article X.

XV.

Ordonne sa Majesté que le procès sera fait & parfait aux coupables des crimes & délits ci-dessus-mentionnés, leurs adhérens & complices, circonstances & dépendances, par le sieur Intendant & Commissaire départi en la Généralité de Soissons, que sa Majesté a commis & commet, & par lui jugé en dernier ressort avec les Officiers de tel Présidial ou Gradués qu'il voudra choisir au nombre requis par l'Ordonnance, lui attribuant à cet effet & ausdits Officiers ou Gradués, toute cour, juridiction & connoissance, & icelle interdisant à toutes les Cours & Juges, auxquels sa Majesté fait défenses d'en connoître, à peine de nullité & de cinq cens livres d'amende. Permet en outre sa Majesté audit sieur Commissaire départi, de subdéléguer, pour faire l'instruction, pour Procureur du Roi, tels Officiers ou Gradués, & pour Greffier de la Commission, telle personne qu'il jugera à propos, lequel Officier, commis pour l'instruction, pourra rendre les Jugemens préparatoires concernant ladite instruction. Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-unième jour du mois de Mars mil sept cent quarante-sept. Signé PHELYPEAUX.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à notre amé & Real le sieur Intendant & Commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en la Généralité de Soissons, Salut. Nous vous mandons & enjoignons par ces Présentes, signées de notre main, que suivant l'Arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui donné en notre Conseil d'Etat, nous y étant pour les causes & contenues, vous ayez à vous employer à l'exécution d'icelui selon la forme & teneur. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrêt à vous qu'il appartiendra, & de faire en outre pour son entière exécution, tous commandemens, sommations & autres actes & exploits requis & nécessaires, sans, pour ce, demander autre permission; car tel est notre

ORDONNANCES, DECLARATIONS, &c. §. XIX. 415
plaistr. Donné à Versailles le vingt-unième jour de Mars l'an de grâce mil sept cent quarante-sept & de notre regne le trente-deuxième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. PHELYPEAUX. Et scellé.

CHARLES-BLAISE MELIAND, Chevalier, Seigneur Chatelain de Toisy, la Chapelle-Vendomoise & autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances en la Généralité de Soissons.

VU l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi ci-dessus du 21 Mars 1747, ensemble la Commission expédiée au grand sceau sur icelui le même jour : nous ordonnons que ledit Arrêt sera exécuté selon sa forme & teneur, & à cet effet qu'il sera incessamment lu publié & affiché dans toutes les Villes & Paroisses de notre département, afin que personne n'en ignore, à la diligence du Maire ou Syndic de chaque Ville & Paroisse, qui sera tenu d'en remettre le certificat entre les mains de nos Subdélégués dans huitaine du jour de la publication, à peine de cinquante livres d'amende. Enjoignons à nosdits Subdélégués d'y tenir soigneusement la main. Fait ce vingt-unième jour d'Avril mil sept cent quarante-sept. Signé MELIAND. Et plus bas, Par Monseigneur, BRIAULT.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, comme par Arrêt cejourd'hui donné en notre grand-Conseil, sur la requête présentée en notre dit Conseil, par notre bien aimé Nicolas-Etienne de Saint-Vincent, Docteur en Théologie de la Faculté de Paris, Religieux profès, & Procureur Général de l'Ordre du Cluny, tendante à ce qu'il plaise à notre dit Conseil ordonner que le Décret du Chapitre général de mil six cent, commençant par ces mots, *Et quia sub specie litium*, renouvelé dans les Chapitres généraux, tenus en 1635, 1701, 1704, 1725, & 1728, & Décret du Chapitre général de 1676, commençant par ces mots, *Circa vero habitum*, renouvelé dans les Chapitres généraux, tenus es années 1678, 1693, 1701, 1711, 1731 & 1735, & le Décret du Chapitre général de 1701, commençant par ces mots, *Sub panâ carceris*, renouvelé par les Décrets des Chapitres généraux tenus es années 1711, 1717, 1728, 1731 & 1738, seront exécutés selon leur forme & teneur, ce faisant, faire défenses aux Prieurs titulaires & claustraux dudit Ordre, de s'absenter plus d'un mois dans le cours de chaque année, de leurs Prieurés ou Monastères, sans une permission expresse & par écrit de l'Abbé, Chef, & Supérieur général, ou de ses grands Vicaires ; & aux Officiers claustraux & Religieux de s'absenter plus de quinze jours de leurs Maisons & Monastères, en obtenant préalablement la permission par écrit de leurs Supérieurs locaux ; & en cas que leurs affaires requierent une plus longue absence, en ce cas ils seront tenus d'obtenir ladite permission par écrit de l'Abbé, Chef & Supérieur général dudit Ordre, ou de ses grands Vicaires, lesquelles permissions ne pourront être accordées qu'à temps, & pour bonne & juste cause ; faire défenses à tous Prieurs titulaires, claustraux, Officiers claustraux, & Religieux, de sortir de leurs Maisons & Monastères, & de paroître en cette Ville, sans les habits prescrits par les Statuts de l'Ordre ; faire pareillement défenses à tous Prieurs titulaires & claustraux, Officiers claustraux, & Religieux, qui obtiendront ces permissions par écrit pour venir vacquer à leurs affaires à Paris, de demeurer ailleurs qu'au Collège de Cluny, ou aux Prieurés de Saint Martin des Champs, & de S. Denis de la Chartre, & d'y vivre sous l'obéissance des Supérieurs de l'une desdites Maisons, auxquels Supérieurs ils seront tenus, vingt-quatre heures après qu'ils seront arrivés, de représenter la permission qu'ils auront obtenue pour venir en cette ville de Paris ; & en cas qu'il ne s'y trouve pas de logemens, seront tenus de se retirer dans la demeure qui leur sera indiquée par l'Abbé général, ou ses grands Vi-

caires, & ne pourront lesdits Religieux paroître dans ladite ville de Paris, que vêtus d'une soutanne, scapulaire, & d'un manteau long; ordonne que l'Arrêt qui interviendra sur la présente requête, sera imprimé, & que copies collationnées d'icelui seront envoyées dans toutes les Maisons & Monastères de l'Ordre, pour y être lues & enregistrées dans les actes capitulaires, afin que tous les Religieux aient à s'y conformer; que quinzaine après la publication & l'enregistrement dudit Arrêt dans les actes capitulaires des Maisons & Monastères de l'Ordre, tous les Religieux de quelque état & condition qu'ils puissent être, & qui en seront absents sans permission, seront tenus de se rendre dans leurs Maisons & Monastères de profession où ils sont pourvus de Manfès, ainsi que ceux qui auront obtenu des permissions, & dont le temps sera expiré, sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelui passé, ordonner qu'ils seront privés des revenus de leurs Bénéfices, Manfès ou pensions monacales, pendant leur absence, lesquels revenus seront employés en décoration des Maisons & Monastères dont ils sont Bénéficiers ou Mansionnaires; permettre au Suppliant, en cas de contravention au présent Arrêt, de poursuivre les contrevenans par toutes voyes dues & raisonnables, même de les faire arrêter, & de les faire conduire à leurs frais & dépens dans leurs Maisons & Monastères de profession, ou dans lesquelles ils sont Mansionnaires, auxquels Religieux refractaires & désobéissans, il sera imposé telle pénitence qu'il sera jugé convenable par les Supérieurs de l'Ordre, & cependant faire défenses aux parties de faire pour suite & procédure ailleurs qu'en notredit Conseil, pour raison de ce que dessus, circonstances & dépendances, à peine de nullité, cassation de procédures, quinze cens livres d'amendes, dépens, dommages & intérêts. Vu par notredit Conseil, ladite requête, signée Tardif, & pièces attachées à icelle, conclusions de notre Procureur général, icelui notredit grand-Conseil, ayant égard à ladite requête, a ordonné & ordonne que le Décret du Chapitre général de 1600, commençant par ces mots, *Et quia sub specie litium*, renouvelé dans les Chapitres généraux, tenus en 1685, 1693, 1701, 1704, 1715 & 1718, le Décret du Chapitre général de mil six cent soixante & seize, commençant par ces mots, *circa vero habitum*, renouvelé dans les Chapitres tenus en années 1678, 1693, 1701, 1711, 1712, 1735, & le Décret du Chapitre général de 1701, commençant par ces mots, *Sub panâ carceris*, renouvelé par les Décrets des Chapitres généraux, tenus en années 1711, 1717, 1728, 1731 & 1738, seront exécutés selon leur forme & teneur, coïssant fait défenses aux Prieurs titulaires & claustraux dudit Ordre, de s'absenter plus d'un mois dans le cours de chaque année de leurs Prieurés ou Monastères, sans une permission expresse & par écrit de l'Abbé Chef & Supérieur général, ou de ses grands-Vicaires; & aux Officiers claustraux & Religieux, de s'absenter plus de quinze jours de leurs Maisons & Monastères, en obtenant préalablement la permission par écrit de leurs Supérieurs locaux; & en ce cas que leurs affaires requièrent une plus longue absence, dans ce cas ils seront tenus d'obtenir ladite permission par écrit de l'Abbé Chef, & Supérieur général dudit Ordre, ou de ses grands-Vicaires, lesquelles permissions ne pourront être accordées qu'à temps, & pour bonne & juste cause; fait défenses à tous Prieurs titulaires, claustraux, Officiers claustraux, & Religieux, de sortir de leurs Maisons & Monastères, & de paroître en Ville, sans les habits preferis par les Statuts de l'Ordre. Fait pareillement défenses à tous Prieurs titulaires & claustraux, Officiers claustraux & religieux qui obtiendront des permissions par écrit pour venir vaquer à leurs affaires à Paris, de demeurer ailleurs qu'au Collège de Cluny, ou aux Prieurés de S. Martin des Champs, & de S. Denis de la Chartre, & d'y vivre sous l'obéissance des Supérieurs de l'une desdites Maisons, auxquels Supérieurs ils seront tenus, vingt-quatre heures après leur arrivée, de représenter la permission qu'ils auront obtenue pour venir en cette ville de Paris; & en cas qu'il ne s'y trouve pas de logement, seront tenus de se retirer dans la demeure qui leur sera indiquée par l'Abbé général, ou les grands-Vicaires, & ne pourront lesdits Religieux paroître dans ladite ville de Paris, que vêtus d'une soutanne, scapulaire, & d'un manteau long. Ordonne que le présent Arrêt sera imprimé, & que copies collationnées d'icelui seront envoyées dans toutes les Maisons & Monastères de l'Ordre, pour y être lues & enregistrées dans les actes capitulaires, afin que tous les Religieux aient à s'y conformer. Ordonne que

quinzaine

quinzaine après la publication & l'enregistrement dudit Arrêt dans les actes capitulaires des Maisons & Monasteres de l'Ordre, tous les Religieux de quelque état & condition qu'ils puissent être qui en seront absens sans permission, seront tenus de se rendre dans leurs Maisons & Monasteres de profession, & où ils sont pourvus de Manfes, ainsi que ceux qui auront obtenu des permissions, & dont le temps sera expiré, sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & icelui passé, ordonne qu'ils seront privés des revenus de leurs Bénéfices, Manfes, ou pensions Monacales pendant leur absence, lesquels revenus seront employés des Maisons & Monasteres dont ils sont Bénéficiers, ou Mansionnaires : permet au Suppliant, en cas de contravention au présent Arrêt, de poursuivre les contrevenants par toutes voyes dûes & raisonnables, même de les faire arrêter & les faire conduire à leurs frais & dépens dans leurs Maisons & Monasteres de profession, ou dans lesquelles ils sont Mansionnaires, auxquels Religieux refractaires & désobéissans il sera imposé telle pénitence qu'il jugera convenable par les Supérieurs de l'Ordre, & cependant fait défenses aux parties, pour raison de ce que dessus, circonstances & dépendances, de faire poursuites & procédures, ailleurs qu'en notredit Conseil, à peine de nullité, cassation de procédures, quinze cens livres d'amende, dépens, dommages & intérêts. Si donnons en mandement, &c. Donné en notredit Conseil à Paris le vingt-unième jour d'Août, l'an de grace mil sept cent cinquante-deux, & de notre regne le trente-septième, collationné avec paraphe : Par le Roi à la relation des Gens de son grand Conseil. Signé VARDUC, avec paraphe, & scellé du grand sceau de cire jaune.



S U P P L E M E N T.

JUGEMENT RENDU PAR S. LOUIS

*Sur les différends d'entre l'Archevêque de Reims & les Citoyens de la Ville,
principalement sur l'excommunication faite desdits Habitans.*

Du... Janvier 1235.

Ann. 1235. **L**UDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Notum facimus quòd cùm contentio esset inter dilectum & fidelem nostrum Henricum, Archiepiscopum Remensem ex una parte, & Cives Remenses ex altera, super iis quòd dictus Archiepiscopus dicebat quòd fortiericia facta Rhemis à Burgenfibus Remensibus tempore commise au §. tentionis debebat omninò cadere & destrui : dicebat etiam quòd damna & depredita aperta debebant ei restitui, & domus suæ destruxæ vel deturpatæ à dictis Burgenfibus debebant refici & reparari in statu in quo erant ante tempus disensionis : dicebat etiam quòd Cives Remenses vocati sive citati ab eo ad domum suam quæ dicitur porta Martis, debebant venire, & coram se, & coram suo Baillivo placitare Charles V. & jus audire, & omnia facere sicut debent facere in suo Palatio : dicebat etiam quòd non poterant vendere aliquos redditus super Villam Remensem ad vitam cuiuscunque persone : dicebat etiam quòd non possunt talliare, nisi de mandato suo, & tantum usque ad illam summam quam nominaret eis ; & si fortè plus talliarent, volebat audire computum de talliatione facta : dicebat etiam quòd non debebant habere sigillum, cùm non habeant communiam : dicebat etiam quòd injuriæ sibi illatæ debebant sibi emendari, & quòd inde debebant levare emendam secundum quantitatem injuriarum sibi & suis illatarum : dicebat etiam quòd ex variis & legitimis causis omnes cives Remenses excommunicaverat ; quòd debebant ab eo petere absolutionem in forma Ecclesie. Et contrariò Burgenfibus asserentibus quòd hæc supradicta jure petere non poterat nec debebat ; dicebant etiam quòd ipse debebat eis restituere damna quæ fecerat omnibus Remensibus in domibus suis & aliis rebus, propter fortiericiam suam quæ dicitur porta Martis, & etiam alia damna quæ sustinuerant propter injusta alia sua gravamina, & asserbant se ab eo legitime appellasse. Et pro omnibus his supradictis sapiendis, nos de voluntate nostra, & ad instantiam bonorum virorum, præcepimus ut remaneret firmitas Civitatis in statu in quo erat ante disensionem. Præcepimus quòd tota fortiericia facta Rhemis à tempore contentionis motæ caderet & destrueretur, etiam quòd fortiericia portæ Martis, domus & alia destructa sive deturpata per dictos cives, quæ ostenderentur illis quos ad hoc specialiter mittimus, reficerentur & reformarentur in statu in quo erant ante disensionem, & damna aperta restituerentur. De damnis autem occultis fiet restitutio, cùm erunt probata secundum ordinationem dilectorum nostrorum Abbatis sancti Dionysii in Francia, & Magistri P. de Colomede, præpositi sancti Audomari. Præcepimus etiam quòd cives Remenses vocati sive citati à dicto Archiepiscopo vel ejus mandato, veniant ad domum suam quæ dicitur porta Martis, & ibidem placent & jurâ audiant, & alia faciant quæcumque facerent in Palatio Remensi, nisi fortè illi de vicis videlicet de la Courure & de Venice, qui exhibuerunt in Curia archiepiscopi privilegium & usum rationabilem per quæ non debebant venire vel implicitare ibidem vel in Palatio. Præcepimus etiam quòd amodò non vendant redditus super villam ad vitam alicujus persone, & quòd etiam revocent redditus quos jam asserunt se vendidisse, & hoc faciant omnibus modis bonâ fide pro rationabili posse suo. Præcepimus etiam quòd non tallient nisi de mandato Archiepiscopi, qui illis summam talliarum nominabit, salvo in omnibus jure nostro, & maxime vacante sede ; & si fortè de tallia facta exiret clamor rationalis, dictus Archiepiscopus posset de tallia jus facere partibus auditis. Reddit etiam dictus Archiepiscopus licentiam dictis civibus talliam faciendi, ad redimendos redditus quos di-

ebant se vendidisse, & ad solvendas expensas quas fecerant. Præcepimus etiam quòd de sigillo fiat inquisitio quomodo usi sunt eo à retroactis temporibus tempore Archiepiscoporum prædecessorum istius : quæ inquisitio fiet per supradictos duos viros, qui si invenerint usum sigilli rationabilem, remanebit sigillum, alioquin ex toto destruetur. Absolvitur autem dicti cives à dicto Archiepiscopo in forma Ecclesiæ, & emendabunt injurias eidem Archiepiscopo illatas, de quibus isti duo videbunt emendandum esse & emendis, sive pro excommunicationibus, sive pro injuriis dicto Archiepiscopo & suis factis, non poterit aliquid levare nisi de consilio & assensu dictorum duorum virorum à nobis electorum, qui assistent eidem Archiepiscopo quando inquiret sive judicabit de excommunicationibus ; & si quæ excommunicationes inventæ fuerint injuste illatæ, pro illis prorsus nulla fiet emenda, nec aliquid levabitur. Dicti etiam duo viri de damnis factis civibus à dicto Archiepiscopo pro fortericia portæ Martis, sive pro aliis gravaminibus, diligenter inquirent, & facient restitui dictis civibus à dicto Archiepiscopo sicut viderent expedire. In cujus rei testimonium præsentibus litteris, salvo jure nostro & alieno, sigillum nostrum duximus apponendum. Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo tricésimo quinto, mense Januario. *Es scellé sur double queue de parchemin de cire jaune.*

LETTRE DE L'EMPEREUR FREDERIC. II.

Sur les entreprises faites contre lui & les autres Princes par le Pape Grégoire IX.

Du... Septembre 1246.

FREDERICUS, Dei gratiâ, Romanorum Imperator semper augustus, Hierusalem & Siciliæ Rex, universis præsentibus Litteras inspecturis per Regnum Franciæ constitutis, dilectis sibi, salutem & omne bonum. Cum per aliquos retroactos Romanæ Sedis Antistites & præsentem, nos & alios Reges, Principes orbis, & Nobiles, Regna, Principatus, honores quoslibet & jurisdictionem habentes, gravatos meritis censeamus, ex eo quòd ipsi contra Deum & justitiam posse sibi jurisdictionem & auctoritatem usurpare instituti & destituti, seu removendi ab Imperio, Regnis, Principatibus & honoribus suis, Imperatores, Reges & Principes, seu quoscunque Magnates, temporalem auctoritatem in eos temporaliter exercendo, absolvendo etiam à sacramentis quibus dominis suis vassalli tenentur contra domitos excommunicationis tantummodo sententiâ promulgatâ ; quòdque quæstione sive dissensione inter dominos & vassallos, seu inter duos nobiles & vicinos invicem contententes, prout assolet, emergente, prædicti summi Pontifices ad petitionem unius partis tantummodò partes suas temporaliter interponunt, volendo ipsos invitos in se compromittere, vel aliter ad concordiam coercere, & alligando se fidelibus contra dominos aut uni de partibus supradictis quòd non præstet pacem cum aliis faciant, quàm alligatos sibi ponant in pace, recipiendo similiter promissionem de non faciendo pacem eum dominis à vassallis ; item in eo quòd prædicti summi Pontifices in præjudicium jurisdictionis & honoris Regum & Principum prædictorum ad petitionem Clericorum seu Laicorum cognitionem causarum de rebus temporalibus, possessionibus feodalibus seu burgensatibus in ecclesiastico foro tractandas recipiunt & committunt : ecce quòd nos ad prædictam injuriam documentis evidentibus ostendendam, & ipsam à nobis in eis rationabiliter removendam Magistrum Petrum de Vineis, magnæ Curie nostræ judicem, & G. de Olera, Clericum, dilectos fideles nostros, ad Ludovicum illustrem Regem Francorum, castissimum amicum nostrum, providimus destinandos, affectuose rogantes, ac ob tuitionem & conservationem jurium nostrorum & Imperii, Regum aliorum & Principum, seu quorumcumque Nobilium, efficaciter requirentes eundem ut congregatis coram se hinc Parisi Regni, aliisque nobilibus tanto negotio oppositis, per se cum eis super omnibus prædictis & singulis audiat jura nostra. Cæterum si ipse prædicta non duxerit assumenda, cum nos, qui auctore Domino, Romani Imperii, Regnorum Hieru-

Ann. 1246

Ggg ij

falem & Siciliæ moderamur habenas, tam enormem injuriam & tam informem usurpationem diebus nostris tolerare nolumus, Regem eundem iustâ precum intercessionem rogamus, quatenus nobis causam nostram, suam, & aliorum Principum viriliter prosequentibus se contrarium non opponat nec de Regno seu Laïcos seu Clericos temporaliter nobis opponi permittat, nullumque præsentî summo Pontifici seu successoribus suis contra nos, discrimine præsentî durante, in Regno vel de Regno suo præsidium seu receptaculum tribuat aut tribui patiarur. Porro si forsitan Rex prædictus, unâ cum Paribus & Nobilibus Regni sui, prout tantum Regem & Regnum concedet, partes suas interponendas viderit in prædictis; summumque Pontificem, sive per iustitiz debitum vel modo quolibet ad istud induxerit ut velit prædicta gravamina nobis & aliis Christianis Primatibus inrogata, & id specialiter quod contra nos nuper Lugdunensi Concilio statuit, quatenus de facto processit, cum prorsus de jure non valeat, revocare, nos ob honorem & reverentiam Dei & Redemptoris nostri, non ob amorem quem ad Regem & Regnum Franciæ præ ceteris singularem habemus, causam quæ inter nos & summum Pontificem vertitur prædictam, quatenus contigit, eandem in manibus ponimus Regis ejusdem, parati omnia quæcumque per nos idem Rex, de consilio Parium Nobiliumque suorum, visû & diligenter auditus nostris & Imperii juribus, Ecclesiæ viderit emendanda, corrigere, & in statutum debitum integrè reformare, ac deinde pace per hoc inter nos & Ecclesiâ procedente, & reliquis Longobardorum, prout tenentur, vel ad mandatum nostrum & Imperii redeuntibus, vel prorsus ab Ecclesiæ defensione seclusis, promptos nos offerimus & paratos, vel prædicto Rege ad defensionem Christianitatis, & statum pacificum conservandum in Cismarinis partibus remanente, vel unâ cum eo, si hoc melius viderit eligendum, ad transmarinas partes per nos aut Conradum carissimum filium nostrum, Romanorum in Regem electum, & Regni Hierosolymitani hæredem, homine prospero transfretare, ad hoc nos obligantes specialiter & expressim, quòd vel cum Rege Franciæ sive eo terram totam Hierosolymitanam, & quidquid unquam à diebus antiquis Regno Hierosolymitano perennit ad proprietatem & ditionem Regni ipsius & Christianitatis cultum, nostris Imperii & Regnorum nostrorum viribus, laboribus & sumptibus curabimus revocare. Nihilominus tamen si forte, quod absit, discrimen præsentis discordiæ inter nos, Ecclesiâ & Lombardos durare contigeret, prædicto Regi ac omnibus cruce signatis cum eo, quatenus præsentium negotiorum & temporum qualitas partitur & tempestas, prædia nostra, terrâ marique, tam in navibus quàm vicualibus promptis assidibus, offerimus per præsentem, superque omnibus & singulis supradictis quæ præsentium series continet literarum, auctoritatem & mandatum plenum prædictis Magistro Petro de Vineis & G. de Ocre duximus conferendum, ratum, habentes & firmum quidquid per eosdem in his pro parte nostri culminis extiterit ordinatum. Datum Cremonæ, vigesimo secundo Septembris, 4 Indictionis. *Sub Bulla aurea.*

UNION FAITE PAR LE ROI PHILIPPE LE BEL;

Des Bénéfices qui sont à sa collation.

• Du ... Février 1330.

Ann. 1330.

Cette pièce doit être mise au §. XV vers la fin, avant l'Edit de 1718.

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roi de France. Sçavoir faisons à tous présents & à venir, que nous considérant que l'Abbaye de Joyenval au diocèse de Chartres, est moult petitement douée des biens temporels, & que le service de notre Seigneur y est fait bien dévotement & dûement, & que nous y allons souvent pour cause de notre dévuit, en accroissement de leurs rentes donnons en aumône de notre grace spéciale, à nos amis les Religieux, Abbé & Couvent dudit lieu, une de nos Prébendes de l'Eglise de notre-Dame de Poissy, qui sont de notre patronage: c'est à sçavoir la première qui vaquera avec toutes ses appartenances, & tous ses droits, icelle Prébende adjoignons à toujours, mais à ladite Abbaye de Joyenval

& voulons, & ordonnons de notre autorité & plein pouvoir royal, que li Abbé Guillaume, qui ores est, & ses successeurs Abbés, soient Chanoines perpétuels de ladite Eglise Notre-Dame, ce sans que ladite Prébende puisse, ne doive vacquer, ne reputed pour être vacante en nul cas, n'en nul temps, & qu'ils puissent mettre Vicaires pour eux un des Chanoines de ladite Abbaye, toutefois qu'il leur plaira, &c. comme les autres Chanoines de ladite Eglise le peuvent faire, & l'ont accoutumé, & que tout ce qui écherra en leur mois ils puissent donner à Clercs séculiers, tout ainsi comme les autres Chanoines & Vicaires de ladite Eglise le peuvent faire, & qui l'ont accoutumé: & à perpétuelle fermeté de cette chose, nous avons fait mettre notre scel en ces Présentes. Donné à saint Germain en Laye, l'an de grace mil trois cent trente, an mois de Février. *Et au repli*, Par le Roi présent, le Vicomte de Meleun.

A R R E S T D E P H I L I P P E V I,

Par lequel il est dit que les Juges ecclésiastiques ne peuvent connoître du crime d'adultère.

Du 10 Juillet 1336.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, Bailivo Ambianensi aut ejus locum tenenti, Salutem. Sua nobis Major & Scabini Villæ Ambianensis gravi conquestione monstrarunt quòd cum ipsi super eo quod Officialis Ambianensis vices gerens Episcopi dictæ villæ, & alii ipsius Episcopi gentes Joannem de Arguenno & plures alios dictæ villæ Burgeses nostros coram ipsis conveniri & citari faciebant, imponentes eisdem Joanni, & aliis nostris Burgenfibus quòd ipsi feminas aliasque quam suas desponsatas carnaliter cognoverant, ipsos ad solvendum emendas propter hoc compellendo vel etiam tractando coram dilectis & fidelibus gentibus nostris Parlamentum nostrum Parisiis tenentibus in tui præsentia conquesti fuissent, asserentes præmissa fore in magnum præjudicium nostrum, & dictorum conquerentium ac periculum omnium in dicta villa commorantium, cumque præcepto de gentium nostrarum prædictarum tibi ore tenus factò, ipsum Episcopum ad desistendum de præmissis per ipsum temporalitatis captionem compellere voluisses, tamen tu pretextu quarundam litterarum regiarum tibi per ipsum Episcopum directarum, continentium inter cætera, ut dicitur, quòd sua temporalitas nisi de nostro speciali mandato nullatenus attestatur, à præmissis omninò cessasti in dictorum conquerentium & omnium in dicta villa habitantium damnum non modicum ac periculum & gravamen, sicut dicunt. Tandem auditis partibus super hoc coram prædictis gentibus nostris ordinatum fuit quòd dictus Episcopus compelleretur ad desistendum à prædictis per captionem temporalitatis suæ. Mandamus tibi quatenus dictum Episcopum ad desistendum à præmissis, seu desisti faciendum ipsius per temporalitatis captionem indilate compelles, litteris prædictis per ipsum Episcopum, seu ejus gentes tibi super hoc directis vel offensis, & aliis impetratis à nobis seu etiam impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisiis in Parlamento nostro die 10 Julii anno Domini 1336. *Signata, HANGEST.*

Ann. 1336.

Cette pièce doit être mise au §. XVII pag. 291, avant l'Ordonnance de Charles V.

Letta per Cameram Registrata in Curia Parlamenti in Libro Ordinationum regiarum, folio 50 in nono anno, & in Registro Ordinationum antiquarum, à fol. 156.



LETTRES DU ROI JEAN,

Par lesquelles il est dit qu'il n'est pas permis d'interdire aucune terre de son domaine.

Du 23 Novembre 1350.

Ann. 1350. **J**ONNES, Dei gratia, Francorum Rex, Baillivo Auvergne, vel ejus locum tenenti, Salutem. Reference in Curia nostra Procuratore nostro, quod dilectus & fidelis noster Episcopus Claromontensis preterea redibentiarum quas in jocundo adventu suo à clericis conjugatis & non conjugatis in sua Diocesi Claromontensi exigere consuevit, & sui predecessores consueverunt hactenus levare, ut dicebant ipse Episcopus seu Officiarii, vel Officialis sententias excommunicationis vel interdicti sive cessus, & alias compulsionem in villa nostra Montisferandi, & contra habitantes in eadem protulerunt, ac etiam promulgarunt, licet alicui non liceat in Domanio nostro apponere aliquod interdictum sive cessum nec etiam aliqui de habitatoribus prædictis aliquam redibentiam ex causis prædictis persolvunt, prout fertur, in nostris & jurisdictionis nostræ contemptum, dictorumque habitatorum damnum & præjudicium, si sit ita. Quocirca vobis præcipiendum mandamus, quatenus si vocatis evocandis, constitutis ita esse, dictum Episcopum & ejus Vicarium & Officialem ad desistendum de interdicto sive cessu, prædictis viis & juris remediis celeriter compellatis. Si verò dicti Episcopus seu Vicarius, & Officiales prædicti aliquid contra habitatores prædictos voluerint occasione redibentiarum prædictarum experiri, auditis prædictis partibus eisdem exhibeant super his bonum breve justitiz complementum. Sicque ob hoc vobis aut dictæ Curie nostræ querela minimè referatur. Datum Parisiis in Parlamento nostro, die 23 Novembris anno Domini 1350. Sub sigillo Castellani nostri Parisiensis in absentia Majoris. Per Cameram, ROGEMONT.

Extrait du Régistre intitulé. PICTAVIS. Fol. 75.

BULLE D'URBAIN V.

Qui marque que les Ecclesiastiques ne peuvent évoquer hors du Royaume les causes dans lesquelles ils sont intéressés.

Du 1366.

Ann. 1366. **U**RBANUS, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad audientiam nostram fide digna nonnullorum relatione pervenit, quod nonnulli Prælati, alique persone ecclesiasticæ, seculares & regulares, in regno Francie consistentes, privilegiis & indultis (quibus se munitos ab apostolica Sede prætendunt) in eis, illicitis quibus abutentes, alios Prælatos & personas ecclesiasticas ac laicales de regno prædicto coram conservatoribus eis ab eadem Sede concessis extra dictum regnum trahere, multisque laboribus & expensis ac redemptionibus & vexationibus, & ut plurimum etiam sine causa rationabili gravare; nonnulli etiam Prælati & persone ecclesiasticæ hujusmodi de regno prædicto alios Prælatos & personas tam ecclesiasticas quam laicales pro iuribus sibi cessis ab aliis tam ecclesiasticis quam secularibus personis, coram conservatoribus hujusmodi etiam extra regnum dictum trahere in causam, & indebitè molestare malitiosè præsumant. Propter quæ nos hujusmodi obviare malitiis cupientes, charissimique in Christo filii nostri Caroli, Regis Francorum illustris, in hac parte supplicationibus inclinare tenore Præfationum statimur ac etiam ordinamus quod quævis Romana Curia erit ultra montes, nullus Prælatus vel alia persona ec-

ecclésiastica, secularis vel regularis, intra dictum regnum consistens, aliquem vel aliquos clericos vel laicos coram aliquo conservatore per apostolicam Sedem autoritate litterarum ejusdem Sedis, in forma Concilii Viennensis deputato, vel deputando seu ejus Commissario, quacumque occasione vel causa, ad judicium extra regnum prædictum, nec etiam super hujusmodi juribus cessis sibi etiam infra ipsum regnum trahere aut aliquantulum moleſtare seu inquietare; dictique conservatores contra constitutionem & ordinationem nostram hujusmodi contra aliquos procedere, aut in aliquos vel aliquem excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias promulgare valeant vel præsumant: nos enim ex nunc prout ex tunc omnes processus & sententias hujusmodi quos contra ordinationem nostram prædictam fieri contigerit, irritos decernimus & inanes, constitutionibus, privilegiis & litteris apostolicis, cujuscunque tenoris existant, non obstantibus quibuscunque. Datum Massiliæ, sexto Idus Maii, Pontificatus nostri anno quinto.

Cette Bulle est au Parlemens au Régistre PICTAVIS, fol. 123 & in stylo Cozix, partie III. lit. 44, §. 9. Il y a une Ordonnance de Charles V, de l'an 1367 qui confirme cette Bulle.

ORDONNANCE DE CHARLES VI.

Qui porte que les condamnés au supplice de mort seront reçus au sacrement de Confession.

Du 1 Février 1396.

CHARLES, &c. Sçavoir faisons à tous présens & advenir, que comme pour ce qu'en aucunes parties de notre Royaume où l'on uſe & qui ſont gouvernées par coutume, il a été observé de si long-temps qu'il n'est mémoire du contraire; qu'à ceux qui ont été condamnés pour leurs démerites à mourir, n'a point été baillé ne administré le sacrement de Confession, ainçois qu'ils aient été exécutés: & que comme il ſemble à plusieurs, selon notre foi chrétienne & la constitution & ordonnance de notre mere sainte Eglise, ledit sacrement de Confession ne doit être dénié ne empêché à aucuns qui le veulent requérir; & après ce que nos très chers & très-amés oncles & freres les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans, & de Bourbon, plusieurs autres de notre Sang, & aussi plusieurs grands Clercs, & sages hommes, tant de notre grand Conseil comme autres, nous ont par plusieurs fois moult instamment supplié, admonesté & requis, que nous voulussions abolir ladite observance, & ordonner que dorénavant lesdits condamnés eussent ledit sacrement de Confession avant leur mort: nous, pour procéder plus mûrement sur ces choses, avons fait assembler en notre présence nos oncles & freres, & autres de notre Sang dessusdits, les Gens de notre grand-Conseil, & plusieurs de nos Conseillers de nos Cours de Parlemens, de Châtelet & autres, après ce que ladite matiere leur a été mise à jour, fait demander à chacun son avis sur l'abolition desdites coutume & observance. Et parce que par la plus grande & plus saine opinion de tous nous a été conseillé faire l'abolition des susdites, nous, eue considération à ce que par la délibération de nos oncles & freres dessusdits & de tout notredit Conseil, en abolissant & annullant du tout à toujours les coutume & observance dessusdites, décerné & ordonné, décernons & ordonnons par ces Présentes, pour loi & constitution, à durer perpétuellement en notredit Royaume, que dorénavant à toutes personnes que pour leurs démerites seront condamnés à mourir, soit offert par les Ministres de la Justice par laquelle ils seront déçenus & condamnés, & leur soit baillé & administré le sacrement de Confession selon l'Ordonnance de notre mere sainte Eglise, après ce qu'ils auront été condamnés & examinés sur tous les cas dont ladite Justice les voudra examiner, & ainçois qu'ils se partent du lieu où ils seront déçenus pour être

Ann. 1396.

Cette pièce doit être mise à la fin du §. XVI.

quant à l'exécution de nosdites Lettres de Déclaration pour la jouissance & usance des susdites autorités, prérogatives, prééminences, pouvoirs, puissances & facultés ; & à cette condition nous ont par elle lessdits Indults été confirmés. Pour ce est-il que nous voulons non-seulement observer à notredit saint Pere le réciproque, mais davantage faire tout ce que nous pourrions pour le gratifier & complaire, afin qu'il connoisse par évidens effets l'affection & dévotion filiale que nous lui portons, ne lui ayant promis & accordé aucune chose que nous ne voulions de bien bon cœur entretenir & garder à sâdite Sainteté. Pour ces causes, & autres bonnes & justes considérations à ce nous mouvans, avons de rechef, en tant que besoin est, ou seroit, dit & déclaré, disons & déclarons, voulons & nous plaît, de nos propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité royale, que nosdites Lettres de Déclaration des quatorzième jour de Juin mil cinq cent quarante-huit, & vingt-neuvième Juillet mil cinq cent cinquante, ayent lieu, & sortent leur plein & entier effet, & soient entretenues, gardées & observées selon leur propre forme & teneur, sans aucune restriction, modification, ni difficulté, nonobstant les contradictions & empêchemens de notredit Procureur-général, auquel & à tous autres nous imposons silence : & si vous avons prohibé & défendu, prohibons & défendons par cesdites Présentes, ensemble à tous autres nos Juges & Officiers, que sur peine de nullité de vos Arrêts, Jugemens & procédures, ils n'ayent à juger, attenter, ni innover en quelque manière que ce soit, contre & au préjudice du contenu en icelles nos deux Lettres de Déclaration, pour le regard desdits droits, autorités, prérogatives, prééminences & facultés de notredit saint Pere & saint Siège apostolique esdits pays de Bretagne & de Provence. Voulons en outre que les Arrêts & Jugemens que l'on pourroit prétendre avoir été donnés en notredite Cour de Parlement, ou par autres nos Juges, contre & au préjudice de nosdites Déclarations, spécialement en ce qui concerne la reservation des huit mois & autres particularités dessusdites, soient apportées pardevant nous en notre Conseil-privé, pour iceux vus être ordonné sur la cassation & annulation, ainsi que de raison. Et au regard des Registres secrets, que l'on prétend avoir été faits en notredite Cour de Parlement, ainsi que dit est, nous les avons par cesdites Présentes cassés & annulés, cassons & annulons, & comme tels ne voulons & n'entendons que l'on u'y ait aucun égard, pour le présent, ni pour l'avenir en quelque manière que ce soit. Si voulons, vous mandons, & expressement enjoignons & à chacun de vous en droit soi, & si comme à lui appartiendra que de notre présente Déclaration & vouloir, & tout le contenu ci-dessus, vous entreteniez, gardiez & observiez de point en point avec nos précédentes dont est question, sâliez entretenir, garder & observer, lire, publier & enregistrer, si besoin est, sans aller, ne venir, ne souffrir être allé ne venu directement ou indirectement au contraire, en quelque manière que ce soit : car tel est notre plaisir, nonobstant quelconques Ordonnances, restrictions, mandement, ou défenses à ce contraire.

Et outre vous mandons par cesdites Présentes que vous ayez à exhorter & défendre de par nous aux Evêques, Abbés & autres Collateurs ordinaires dudit pays de Bretagne, de ne conférer lessdits Bénéfices réservés comme dessus, spécialement dedans les huit mois de la reservation apostolique, & de n'attenter ne innover au préjudice de nosdites Ordonnances & de ces Présentes, en quelque manière que ce soit, & à ce faire souffrir & obéir, contraignez ou faites contraindre lessdits Prélats & Collateurs par l'usurpation de leur temporel en notre main, jusqu'à ce qu'ils aient obéi, & autres voyes & manieres dûes & raisonnables, & en tel cas requises. Donné à Saint Germain-en-Laye le dix-huitième jour d'Avril l'an de grace mil cinq cent cinquante-trois, & de notre regne le septième. Ainsi signé sur le repli, par le Roi étant en son Conseil. DU TIERCE, & scellé de scire jaune sur double queue.

Acta, publicata & registrata, audito & hoc requirente Substituto Procuratoris generalis. Actum in Parlamento Nannetis, die quartâ mensis Januarii, anno Domini millesimo quingentesimo quingentesimo tertio. Ainsi signé CHAUDRON, Commis au Greffe par la Cour, & en l'absence du Greffier Picelle.

DECLARATION DU CLERGE DE FRANCE,

Contre la simonie, la confidence & les pensions illicites.

Du 12 Décembre 1579.

Ann. 1579.

Cette pié-
ce doit être
mise au §.
XVI pag.
224, avant
l'Edit de
1610.

Aujourd'hui 12 Décembre 1579, nous Archevêques, Evêques, Abbés, Doyens, Prieurs, Curés & autres Bénéficiers séculiers & réguliers, Députés des Provinces métropolitaines, assemblés à Paris sur permission du Roi & représentants le Clergé de France, reconnoissant que l'ordre & ministère ecclésiastique a été institué de Dieu pour la reconciliation des hommes avec sa divine bonté, un vrai moyen de conjonction entre eux, un miroir & un exemplaire de vie; bref laisse en son Eglise pour marque & signalé témoignage de l'assistance continuelle & perpétuelle du saint Esprit. Et considérant d'autre part à notre très-grand regret & déplaisir le dérèglement & désordre qui se voit pour le jourd'hui au grand scandale de l'Eglise entre les personnes ecclésiastiques, & principalement pour le défaut de celles qui tiennent les premiers rangs & charges, ce qui provient pour la plupart de ce que les élections canoniques saintement ordonnées en l'Eglise & qui sont spécialement des Libertés de l'Eglise gallicane, cessent & sont empêchées depuis quelques années, par lesquelles les gens de piété, vertu & valeur, étoient appelés aux dignités & premières fonctions ecclésiastiques, & par leur moyen les inférieurs non-seulement bien & dûement pourvus, mais aussi contenus en leur devoir sous la discipline ecclésiastique; outre que c'étoit occasion à infinis autres de suivre l'état ecclésiastique & s'en rendre capables. Pour ces raisons & plusieurs autres, nous étants assemblés pour pourvoir à ce qui seroit du bien de l'Eglise gallicane tant pour le spirituel que pour le temporel, & après avoir été informés qu'en l'Edit que Sa Majesté avoit fait pour réponse des cahiers des Etats généraux de Blois, il n'étoit satisfait à l'article des cahiers par lequel Sa Majesté étoit suppliée vouloir remettre & restituer à l'Eglise l'usage desdites élections aux Prélatures & autres Bénéfices qui sont portées par les saints Décrets, avons fait par plusieurs fois & avec très-grande instance très-humble remontrance & supplication à sa Majesté, afin qu'il lui plût accorder lesdites élections, & renoncer au droit prétendu de nomination, duquel sortent tous les jours infinis conveniens, tant par la promotion des personnes indignes, que parce que c'est le moyen que l'on commet chaque jour en provisions des Bénéfices très-grandes simonies, confidences, & autres tels abus & méchancetés au grand préjudice de la conscience du Roi & mépris de l'honneur de Dieu. Toutefois n'ayant en ce rien pu obtenir de sa Majesté, laquelle s'est voulu charger, comme elle l'a solennellement promis, de nommer si bien aux Prélatures qu'on aura toute occasion de contentement, & qu'on connoitra par effet qu'il n'y a rien qu'elle déteste & abhorre plus en son ame que les simonies, confidences, & tels autres trafics, comme elle ne désire rien tant que de voir le service de Dieu remis en son ancienne splendeur, & l'Ordre ecclésiastique orné de personnages capables, bien mérités & de bon exemple; nous avons en déchargeant nos consciences & celles du Clergé, supplié sa Majesté ne trouver mauvais, ains permettre qu'en attendant que Dieu l'eût inspiré de restituer lesdites élections comme nous lui avons prié qu'il nous lui en ferions instances à jamais & en toutes occasions, il nous fût permis ne recevoir en nos Eglises, Assemblées, & Communautés aucun Evêque ou autre Bénéficiaire diffamé ou taché de simonie, confidence, ou faisant pension des fruits de son Bénéfice à personnes laïques; ce que sa Majesté a par sa piété accordé très-volontiers, & a eu pour agréable, nous exhortant de ce faire, avec déclaration qu'il prendra à beaucoup de plaisir les remontrances qui lui en seront faites, advenant que par importunité, surprise ou autrement il fit contre son intention aucune telle nomination. Pour ce est-il que nous ce considérât, & désirant autant qu'il est en nous pour le lieu que nous tenons suivant nos

pouvoirs purger l'Eglise de tels abus si exécrables, & lesquels provoquent l'ire de Dieu contre ce Royaume, & ne tendent qu'à l'extinction & subversion de l'état ecclésiastique & Service divin, & par conséquent au renversement de tout l'Etat : avons par cette présente Déclaration, par laquelle nous ne détestons pas seulement ceux qui entrent en l'Eglise par telles voyes & moyens, mais les déclarons mercenaires & latrons, & par-tout indignes d'être reçus & reconnus entre les Ecclésiastiques pour légitimes ministres de Dieu, étant d'ailleurs excommuniés de droit, & spécialement les confidenciers vulgairement dits *Custodinus*, ensemble ceux qui en tirent les profits & à qui ils présentent leur nom, par les Bulles & saintes Constitutions des Papes de sainte mémoire Pie IV, & Pie V, sur ce faites en date du 16 Oct. 1564, du 1 Juin 1569. Et afin qu'à l'avenir ne soit si téméraire d'y penser parvenir par tels moyens, avons tous d'un commun accord & sainte affection advisé, que dorénavant tous ceux qui seront pourvus de Bénéfices à la nomination du Roi, présentations de Patrons laïcs ou autrement, soit Archevêques, Evêques, Abbés, Doyens, Prieurs, & généralement tous Bénéficiers qui de droit ou de coutume sont astreints à faire serment à l'avènement & réception en leurs charges, seront tenus, lors de leurs réceptions, de jurer & déclarer entre les mains des Ecclésiastiques à qui ils font le serment ordinaire & accoutumé, qu'ils n'y sont parvenus par simonie, & qu'ils ne tiennent lesdits Bénéfices en garde ou confidence de personne, ni à continuation de pension, si ce n'est qu'elle soit approuvée & autorisée par N. S. Pere le Pape; & ne seront les refusans à ce faire autrement reçus. Et pour plus grande sûreté, tous Archevêques, Evêques, leurs grands-Vicaires & Officiaux en toutes inquisitions & informations qu'ils seront de la religion, vie, mœurs & suffisance de ceux qui seront à pourvoir de quelque nature de Bénéfice que ce soit, s'informeront diligemment si il y est intervenu aucune des susdites conventions, & en chargeront leur procès-verbal & attestations. Et si il advenoit, ce que Dieu ne veuille, que nonobstant lesdites attestations & sermens, il s'en trouvât d'assez malheureux qui eussent menti au saint-Esprit, & lesquels néanmoins par fame publique, présomption & conjectures légitimes (comme les preuves sont en tels cas difficiles) fussent entachés de telles notes d'impieeté, il sera loisible aux Promoteurs des Archevêques, Evêques & Chapitres en faire informer, & permia à un chacun du Clergé les déferer aux Synodes & au prochain Concile Provincial qui y pourvoiront suivant l'exigence du cas. Le semblable sera fait en toutes les Assemblées du Clergé afin que si aucuns s'y trouvent ils en soient exclus & chassés selon leur démerite. Si exhortons & prions au nom de Dieu tous Primats, Archevêques, Evêques, Chapitres, Abbés, Monastères, & généralement tous Ecclésiastiques & Catholiques, que pour l'affection qu'ils portent à l'honneur de Dieu, décence & ornement de son Eglise & extirpation de tels scandales, ils aient à observer, entretenir & garder la présente Déclaration, & prêter toute aide & support pour l'effet & exécution d'icelle; & si aucuns se trouvoient réfractaires ou méprisans (ce que nous ne pouvons penser) nous les déclarons dès-à-présent présomptueux & dignes de l'ire & de l'indignation de Dieu qui a promis son assistance en toutes semblables Assemblées faites en son nom & pour sa gloire. En foi de quoi & pour plus grande valeur de la présente Déclaration, elle sera signée des seings des Archevêques de Lyon & de Bourdeaux, Présidens en cette Assemblée, & scellée de leurs seals, signée & retenue par les deux Secrétaires d'icelle pour y avoir recours, & par eux en être délivré copies à qui il appartiendra & besoin sera. Fait à Paris les jours & an que dessus.

DESPINAC, Archevêque de Lyon.

A. PNEVOIT, Archevêque de Bourdeaux.

G. LE GENEVOIS, Promoteur.

T. DU LAUR, Promoteur.

PAULET, Secrétaire.

LETTRES PATENTES D'HENRY IV,

Contre les Prédicateurs séditieux.

Du 22 Septembre 1595.

Ann. 1595.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Chacun peut clairement connoître combien les longues & continuelles guerres dont cet Etat a été agité, ont apporté de licence & d'ordre en toutes sortes de débordemens, dépravations & corruptions de mœurs & bonnes disciplines, & en tous ordres, états & fonctions, de sorte qu'à grande peine se peut-il remarquer une seule trace de l'ancienne vertu & piété qui florissoit jadis en ce Royaume; mais ce qui est sur-tout à déplorer & regretter, est que ce mal ait si avant pénétré, que de prendre pied jusqu'à ceux qui tenant le premier lieu & degré, pouvoient & devoient servir de lumière & d'exemple pour tenir tous les autres en leur devoir, qui sont les Ecclésiastiques, la plupart desquels, au lieu de suivre & observer ce qui est de leur profession, & vivre avec la modestie, simplicité & religion qui sont requises, & comme ont fait leurs ancêtres, ont au contraire ouvert le chemin à toutes erreurs & libérés effrénées, comme il s'est trop expérimenté par les maux & scandales qui en sont advenus, à la ruine & détrimement de tout le public; n'ayant ceux qui se sont trouvés de ce nombre & qualité, entre plusieurs autres abus par eux notoirement commis, fait conscience & difficulté de faire servir & appliquer la parole de Dieu à leurs propres passions, & demeurées cupidités de gain, pour lequel ils ont fait prédications ordinaires contre le repos & tranquillité publique, & l'autorité tant du défunt Roi notre prédécesseur, que de nous, avançant & induisant par leurs artifices le simple peuple, sous prétexte de piété & de religion, & le provoquant par leurs blasphèmes à une revolte & sédition, pour les retirer de l'obéissance qui leur est commandée de Dieu & nature de rendre à leurs Supérieurs : chose fort éloignée de la sincérité avec laquelle ils devoient annoncer sa parole, & vacquer à son saint service pour le salut & édification de tout le peuple, & réduire les dévoyés en la droite voye qu'ils doivent suivre par bonnes voyes & admonition, lesquels au contraire ils ont voulu laisser en leurs erreurs, au lieu de leur rendre la main. Et combien que plusieurs de ceux qui se sont tant oubliés aient depuis reconnu la faute qu'ils commettoient, s'en soient entièrement retirés & abstenus, faisant leurs prédications conformes à la parole de Dieu & commandemens de son Eglise, toutefois nous avons été advertis que nous devenant obliués & aveuglés par les présents & corruptions qui leur sont faits de la part de ceux qui les ont jusques ici entretenus & stipendiés, continuent encore en certaines Provinces de notre Royaume à user licentieusement en leurs prédications de toutes blessures, injures & paroles dépravées & diffamatoires contre notre autorité & des Magistrats, tendantes à séditions & émotions, au lieu de ramener & contenir chacun en la connoissance & crainte de Dieu & de ceux qu'il a constitués pour commander. A quoi étant très-nécessaire de pourvoir, & empêcher tels monopoles, insolences & apostasies, qui sont directement contre l'honneur & service de Dieu & de son Eglise, & au grand scandale & mépris de la Religion chrétienne, & en attendant que avec le commun consentement & autorité de notre très-saint Pere le Pape & l'Eglise Universelle, il se fasse une entière & sainte réformation, comme nous espérons en bref, de tous les abus qui ont jusques à présent été tolérés en l'Eglise par la nonchalance & négligence d'aucuns Pasteurs; pour ces causes, & autres bonnes & grandes considérations à ce nous mouvans, & afin que notre intention soit généralement connue contre tous imposeurs, avons déclaré & déclarons par ces Présentes que nous avons toujours désiré & désirons que la parole de Dieu soit prêchée & annoncée en toutes les Pro-

vines, Villes, Bourgs & Paroisse de cettuy notre Royaume, Payt, terres & Seigneuries de notre obéissance, par tous Docteurs qui seront à ce faire appellés & requis, ainsi qu'il est accoutumé pour l'édification & salut du peuple, avec la sincérité & doctrine qui y sont requises conformément aux saintes Ecritures & traditions de notre sainte mere l'Eglise catholique, apostolique & Romaine, pourvû que lesdits Docteurs soient suffisans & capables, & non de ceux qui se sont passionnés & entremis de ce qui concerne notre autorité, les affaires, administration & police de notre Royaume, & qui ont voulu & veulent induire & provoquer nos Sujets à sédition & révolte, par leurs apostasies, calomnies & faux donnés entendre, soit en leurdites prédications, confessions auriculaires, ni autrement en quelque façon que ce soit, auxquels & à tous autres qui voudront faire le semblable, nous défendons très-expressement de se mettre en chaire, sur peine d'être contempteurs de l'honneur de Dieu, schismatiques, & fauteurs d'hérésies & pervertissans son expresse parole, & comme tels avoir la langue perçee sans aucune grace & remission, & bannis de notre Royaume à perpétuité. Si donnons en mandement à nos amés & seaux les Gens tenant notre Cour de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, Juges, Prévôts, leurs Lieutenans, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, & chacun d'eux, que nos présentes déclaration, intention, défenses & tout le contenu ci-dessus ils fassent lire, publier, & enregistrer, garder & observer de point en point, procédant à l'encontre des coupables selon les peines susdites, ou autres plus grandes comme au cas échera, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire. Mandons & enjoignons à nos Advocats & Procureurs généraux, ou leurs Substituts, d'y tenir chacun en droit soi exactement la main, & faire en sorte que notre intention soit suivie & effectuée: car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Lyon le vingt-deux Septembre, l'an de grace mil cinq cent quatre-vingt quinze, & de notre regne le septième. *Sur le repli*, par le Roi, Comte de Provence. *Signé*, FORGET; & scellées du grand sceau de cire jaune pendant à double queue.

Il y a un Arrêt en l'Audience sur la publication & enregistrement desdites Lettres, du troisième Novembre 1595, pour extrait du Registre des Lettres Royaux du Parlement de Provence. Signé ETIENNE.

LETTRES PATENTES D'HENRY IV.

Pour l'union d'une Chanoinie & Prébende de l'Eglise de Notre-Dame de Montbrisson à la Fabrique de ladite Eglise.

Du ... Décembre 1604.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous présents & advenir, Salut. Nos chers & bien amés les Doyen, Chanoinés & Chapitre de l'Eglise collégiale Notre-Dame de Montbrisson, nous ont fait dire & remontrer qu'étant ladite ville capitale de notre Pays de Forez, il est décant & convenable que ladite Eglise, qui est de fondation royale, soit bien & dignement desservie, & pour cet effet y avoir même temps quelques Enfans de chœur, & un Maître pour les conduire & instruire, à quoi il leur est du tout impossible de satisfaire pour n'avoir aucuns moyens de fournir à cet entretennement, étant ladite Eglise de si peu de revenu, qu'il n'y a pas seulement pour satisfaire aux charges ordinaires; ce qu'ayant été reconnu par notre bien amé Messire Balthazar le Glayne, Chanoiné de ladite Eglise, & la nécessité qu'il y a d'avoir lesdits Enfans de chœur pour la célébration du Service divin, ainsi qu'il est requis, mû de zèle & de dévotion à ladite Eglise, de laquelle il a toujours désiré la décoration, & même donner moyen qu'elle ne fût dépourvue de personnes si nécessaires comme sont lesdits Enfans de chœur, aurois

Ann. 1604.
Cette pièce doit être mise au §. XV pag. 154, avant l'Edit de 1719.

en présence de tous lesdits Chanoines capitulairement assemblés, déclaré qu'il se dévouoit de sa Chanoinie & Prébende, & la remettait à la Fabrique de ladite Eglise, appliquant le revenu d'icelle pour la nourriture & entretènement de quatre Enfants de chœur, & d'un Maître pour les conduire & enseigner. Comme de fait il a ladite Prébende résignée en nos mains par son Procureur suffisamment fondé de lettres de procuration quant à ce, passées pardevant Lionnet, Notaire & Tabellion, ci avec autres pièces attachées sous le contrescel de notre Chancellerie, pour en investir ladite Fabrique à l'effet susdit, nous suppliant très-humblement lesdits exposans leur accorder nos lettres de réunion pour ce nécessaires. A ces causes, & désirant de notre part la décoration & dignité de ladite Eglise, aux prières de laquelle, ainsi comme nos Prédécesseurs nous désirons toujours être participans, nous, de l'avis de notre Conseil, & de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité royale, avons uni & incorporé, unissons & incorporons à la susdite Fabrique de l'Eglise Notre Dame dudit Montbrison, ladite Chanoinie & Prébende dont ledit Messire Balthazar le Gayne, dernier paisible possesseur, étoit pourvu, vacquant à présent par la pure & simple résignation qu'il en a, comme dit est, faite en faveur d'icelle Fabrique, & spécialement pour en être le revenu appliqué à la nourriture & entretènement de quatre Enfants de chœur, & d'un Maître pour les conduire & enseigner, voulons & nous plaît qu'en ce faisant, ladite Chanoinie & Prébende demeure éteinte & supprimée, & laquelle par ces Présentes nous éteignons & supprimons, sans que d'icelle aucun en puisse ci-après être pourvu. Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes union & suppression ils fassent enregistrer, & du contenu ci-dessus jouir & user pleinement & paisiblement lesdits exposans, sans y contravenir ou souffrir y être contrevenu en aucune sorte & manière que ce puisse être : & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes, sauf en autre chose notre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Décembre, l'an de grace mil six cent quatre, & de notre regne le seize. *Signé* HENRY. *Et sur le repli*, Par le Roi, FORCET. A côté, *Visa* convector, DE VERTON. Et scellées sur lacs de soye rouge & verte en cire verte du grand scel.

Révisées, où le Procureur général du Roi, pour jouir par les Impétrans de l'effet & contenu en icelles. A Paris en Parlement, le quinzième jour de Janvier l'an mil six cent cinq. Signé DU TILLET.

EXTRAIT DES REGISTRES DU GRAND-CONSEIL DU ROI.

Sur le contrôle des Provisions.

Du 13 Août 1638.

Ann. 1638. **V**U par le Conseil les Lettres d'Edit de création en titre d'Offices, des Contrôleurs des Procurations, pour régner les Bénéfices, présentations, collations, & autres actes concernant l'expédition des Bénéfices, impétration, & possession d'iceux, & de Règlement des charges de Banquiers, & Solliciteurs d'expéditions en Cour de Rome, Notaires apostoliques, & d'établissement de regles pour la décision des procès, concernant le titre des Bénéfices, du mois de Novembre 1637. Arrêt du Conseil du 22 Décembre audit an, par lequel auroit été ordonné sur les oppositions des Agens du Clergé de France, & de Maitre Nicolas Gallot, Greffier des insinuations au diocèse de Paris, que les parties se pourvoiroient par devers le Roi. Arrêt du Privé Conseil du 29 dudit mois, par lequel auroit été ordonné sans avoir égard auxdites oppositions, qu'il seroit passé outre à la vérification dudit Edit, sans discontinuation, & sans déroger aux Edits concernant les *Insinuations ecclésiastiques*. Autre Arrêt du Privé Conseil du quatrième Janvier 1638, par lequel, sans avoir égard à l'opposition de Leonore Gohier, veuve de feu Maurice Belle, vivant Greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Bordeaux, auroit été ordonné qu'il seroit procédé au Conseil à la vérification dudit

Cette pièce & la suivante doivent être mises au 6. XV pag. 62 avant le Règlement sur le contrôle des actes ecclésiastiques de 1695.

Edit, sans différer ne surseoir ladite vérification sous prétexte des oppositions faites & à faire par autres Greffiers des insinuations ou autres prétendants y avoir intérêt, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, pour après ladite vérification, être fait droit par le Roi ausdits opposans, ainsi qu'il appartiendra par raison. Conclusions du Procureur-général du Roi.

Le Conseil a ordonné & ordonne que lesdites Lettres d'Edit seront lues & publiées en l'Audience dudit Conseil, & enregistrées es Régistres d'icelui, gardées & observées selon leur forme & teneur, aux modifications ci-après; Sçavoir :

Le premier Article, à la charge qu'il sera établi des Contrôleurs des actes concernant les expéditions des Bénéfices seulement, & non d'autres matieres, en toutes les villes esquelles il y a Archevêché, Evêché ou Parlement : en la ville de Paris six : en chacune ville d'Archevêché, ou Parlement, trois : & en chacune ville d'Evêché, deux : lesquels Contrôleurs ne seront parens ne alliés les uns des autres, aux degrés cotés ausdites Lettres d'Edit, & prêteront le serment au Conseil, ceux qui seront installés en la ville de Paris, & autres villes où ledit Conseil tiendra la séance.

Le deuxième, à la charge que les Banquiers, & Solliciteurs d'expéditions exerçant à présent, continueront l'exercice de leurs charges leur vie durant, & ne vacqueront leurs commissions que par mort ou démission ; & vacation avenant, y sera pourvu suivant lesdites Lettres d'Edit ; & seront réduits es autres villes que Paris & Lyon, à même nombre que les Contrôleurs : & au lieu de la peine de faux & nullité d'expéditions, que défenses seront faites à peine de punition corporelle contre les Banquiers comme faussaires : & défenses aux Juges de commettre aucuns Banquiers à peine de suspension de leurs charges, dépens, dommages & intérêts des parties.

Le troisième, à la charge de la peine de punition corporelle contre lesdits Contrôleurs & Banquiers, & non de faux.

Le quatrième, à la charge que les Contrôleurs seuls signeront les^{es} actes qui seront contrôlés, & non leurs Commis.

Le cinquième, à la charge qu'on ne fera contrôler que les expéditions des Bénéfices, & pension sur iceux.

Le sixième, à la charge que les Contrôleurs feront chacune année un Régistre, qui ne pourra être représenté que deux mois après l'an expiré, sinon en cas de Procès & s'il n'est ordonné par les Juges desdits Procès & complaintes.

Le septième, à la charge que les notifications des noms & surnoms des Gradués au temps de Carême, & les présentations aux Bénéfices par personnes laïques, & les Lettres de Tonsure ne seront sujettes au contrôle.

Le huitième, à la charge qu'après ce mot, *de ressort*, sera ajouté, *au diocèse* : & après ces mots, *procurations pour résigner*, ou *permuter*, seront ajoutés ces mots, *revocations*, ou *rétractions d'icelles* : & après ces mots, *finies*, seront ajoutés ces mots, *présentés*, ou *confirés*, & que les Lettres de Tonsure ne seront sujettes au contrôle suivant la modification sur le précédent article.

Le neuvième, à la charge qu'il n'aura lieu que pour l'avenir.

Le dixième n'aura lieu que pour les injonctions aux Notaires de garder soigneusement les minutes des actes passés par lesdites parties, mentionnées audit article, & défenses de les délivrer, à peine de punition corporelle, dépens, dommages & intérêts des parties.

Le onzième, pour ce qui concerne les parens des Contrôleurs & Banquiers seulement, à peine d'amende arbitraire, & non des Notaires : & la dernière clause de l'article commençant, *comme aussi*, n'aura lieu.

Le douzième, à la charge que les Banquiers poursuivront les expéditions des Bénéfices à Rome ou à la Légation ; pourront néanmoins toutes personnes envoyer à Rome ou à la Légation, & employer leurs amis qui y seront résidens, pour obtenir leur provisions, pourvu que les actes sujets à contrôle aient été contrôlés.

Le quinzième, à la charge que les expéditions seront contrôlées, à peine de nullité, & cotées des noms des Banquiers, & du *numero*, à peine de deux mille livres d'amende contre les Banquiers, dépens, dommages & intérêts, sans qu'il soit besoin que lesdites expéditions soient enregistrées.

Le dix-huitième, sans que les pensions soient tenues pour nulles comme simoniaques; & que celles qui se créeront ci-après, seront réduites au tiers des fruits des Bénéfices, suivant les Constitutions canoniques.

Le vingtième, à la charge que pour les résignations faites en faveur, le résignant ne sera privé de son droit, qu'après la prise de possession du résignataire, & que pour la multiplicité & diversité des résignations, les Arrêts seront exécutés selon leur forme & teneur.

Le vingt-unième, à la charge que les permutations seront censées effectuées, après que chacun des compermutans aura passé procuration pour résigner respectivement.

Le vingt-troisième, à la charge qu'ès lieux où deux Notaires ont accourumé d'instrumenter, ne sera besoin d'appeler aucuns témoins.

Le vingt-quatrième, à la charge que les Contrôleurs & Banquiers qui seront convaincus d'avoir commis faussetés & antidates, ou autres malversations en leurs charges, seront punis comme faussaires, & que le surplus dudit article n'aura lieu.

Le vingt-cinquième, à la charge que les Contrôleurs & Banquiers exerceront leurs charges en personne: & en cas d'absence, ou refus par lesdits Contrôleurs de contrôler les pièces qui seront sujettes à contrôle, leur sera faite sommation en leurs domiciles & au Bureau dudit Contrôle, par deux Notaires où ils ont accourumé d'instrumenter, sinon par un Notaire & deux témoins, & vaudront comme si lesdites pièces étoient contrôllées, desquelles sommations sera laissé copie audit Contrôleur, & la minute demeurera entre les mains du Notaire, à peine de dommages & intérêts contre lesdits Contrôleurs.

Le vingt-sixième, à la charge de l'attribution de Jurisdiction des différens concernant les privilèges & droits des charges des Contrôleurs & Banquiers audit Conseil.

Le vingt-septième, a ledit Conseil arrêté que l'Edit ne sera exécuté, jusqu'à ce que tous les Contrôleurs portés par lesdites modifications ayeot été établis, & le nombre rempli, à la charge que lesdits Contrôleurs ne pourront prendre que dix sols de chacun acte qu'ils contrôleront. Le présent Arrêt a été mis au Greffe dudit Conseil, montré au Procureur-général du Roi, & prononcé à Paris le 13 jour d'Août 1638. Signé COLLIER.

LETTRES DE JUSSION

Pour la vérification dudit Edit, avec modification sur icelui, & augmentation de deux Contrôleurs.

Vérifiées audit grand-Conseil du Roi le septième Septembre 1638.

Ann. 1638. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à nos amés & fseaux les Gens tenant notre grand - Conseil, Salut. Nous avons fait voir en notre Conseil Privé l'Arrêt par vous donné le 13 du présent mois d'Août, contenant la vérification de notre Edit de création en titre d'Office, des Contrôleurs des procurations, pour résigner Bénéfices, présentation, collation, & autres actes concernant l'expédition des Bénéfices, l'impétration & possession d'iceux, & des Réglemens des Banquiers, Solliciteurs d'expéditions de Cour de Rome, & Notaires apostoliques, & d'établissement de regles pour la décision des procès concernant le titre des Bénéfices, à la charge des modifications par vous faites sur plusieurs articles dudit Edit, lesquelles vûes & diligemment considérées, nous pour bonnes & justes causes, avons par ces Présentes signées de notre main, déclaré & déclarons nos vouloir & intention être, que le premier article de notre Edit soit exécuté selon sa forme & teneur sans restriction ni modification quelconque, & néanmoins outre les onze Contrôleurs créés par icelui, nous voulons qu'il en soit établi deux autres, l'un en notre ville d'Angers, pour les Bénéfices situés, présentés & conférés, dans les Sénéchaussées de Poitou,

tou, d'Anjou & d'Angoumois, Pays d'Aunis & la Rochelle, en ce qui est du ressort de notre Parlement de Paris, & un autre en la ville de Beziers, pour les Bénéfices situés, présentés, ou conférés au-dehors des villes & des ressorts de Narbonne, Carcassonne, Agde, Saint-Pons, Beziers, Aleth, Lodève, Montpellier, Nîmes & Uzès. *Voulons aussi que chacun Contrôleur puisse séparer son Régistre en deux volumes; & ensuite que lui & un de ses Commis puissent travailler en même temps & à cette fin, sans avoir égard aux modifications des quatrième, dixième & vingt-cinquième articles, pour ce regard, voulons que chacun Contrôleur puisse avoir près de soi un ou plusieurs Commis, qui seront serment à justice, & de la diligence & fidélité desquels les Contrôleurs répondront civilement: & afin qu'ils n'en puissent abuser, ni antidater aucun acte d'un seul jour, nous leur enjoignons à peine de punition corporelle, & de trois mille livres d'amende qu'ils ayent à distribuer dans lesdits deux volumes les actes de contrôle qu'ils feront chacun jour, en telle sorte que nul jour ne se passe sans écrire en l'un & en l'autre desdits volumes, quelque acte de contrôle. Voulons en outre que suivant le deuxième article, & sous les peines portées par icelui, aucuns Banquiers ni autres n'exercent & ne soient à l'avenir, reçus à exercer ladite Charge, en autres lieux que ceux où nous voulons lesdits Contrôleurs être établis, & révoquons les commissions qui leur ont été ci-devant données: & sans avoir égard à ladite modification pour ce regard, réitérons les défenses, & peines de faux, & de nullité portées par ledit deuxième article: & pour ce que nous sommes bien avertis, que plusieurs surprises & antides se commettent journellement en l'expédition des Lettres de Tonsure, & notification des noms & surnoms des Gradués en temps de Carême, nous, suivant le septième article dudit Edit, & sans avoir égard aux modifications d'icelui, voulons que lesdites Lettres de Tonsure aux fins de pouvoir obtenir & posséder Bénéfices, & lesdites notifications soient sujettes au contrôle, nous réservant d'en faire taxe si modérée au Contrôleur qu'elle ne sera point à charge à nos sujets. Voulons pareillement sans avoir égard à la modification du huitième article, en ce qui concerne les Lettres de Tonsure, que le moi Diocèse, ajouté par ledit Arrêt, en soit éteint; & d'autant qu'on pourroit estimer par la lecture de la modification sur le vingt-unième article, que l'intention de notre Conseil auroit été, que les permutations soient censées effectuées, & exécutées après que les deux Copermutans auront respectivement passé procuration, ce qui n'est conforme à l'usage, à notre intention, ni à celle de notre Conseil. Nous en expliquant plus clairement ladite modification, voulons les permutations être censées effectuées & exécutées aux fins contenues audit vingt-unième article, après que l'un des Copermutans aura été pourvu du Bénéfice à lui réigné, & que de sa part il aura passé la procuration nécessaire pour ladite permutation; & comme nous trouvons bon, que sur le vingt-quatrième article, notredit Conseil ait augmenté la peine contre les Contrôleurs & Banquiers qui seront convaincus de faussetés, antides, nous voulons aussi sans avoir égard à la modification dudit article, que ceux qui s'inscriront en faux contre leurs régistres, soient sujets aux formalités; & en cas de calomnie, aux peines portées par ledit article; & quant à la forme de sommation que ledit Arrêt sur l'article vingt-cinquième, veut être de pareil effet, que si l'acte avoit été contrôlé, voulons que ladite sommation ne puisse valoir, ni avoir force que du jour qu'elle aura été montrée au Substitut de notre Procureur-général au Siège de la résidence du Contrôleur, & qu'elle aura été de lui contre-signée. Nous levons & ôtons les modifications sur le vingt-septième article, nous réservant de commettre, si besoin est, personnes capables qui seront serment à justice, & de faire aux Contrôleurs taxe raisonnable & modérée, en sorte que lesdits Offices puissent être exercés par personnes d'honneur, & à la moindre charge des Bénéficiaires, & autres Ecclésiastiques que faire se pourra; & au surplus, voulons que les autres modifications portées par ledit Arrêt, & non-levées par ces Présentes, demeurent en leur entier.*

A ces causes, nous mandons & très-expressement enjoignons, que sans avoir arrêter à vorredit Arrêt du treizième de ce mois, ni ausdites modifications levées & ôtes par ces Présentes, vous ayez, toutes longueurs & difficultés cessantes, à faire procéder à la lecture, publication & enregistrement de notredit Edit, ensemble de nos présentes Lettres, & les faites mettre à exécution de point en point, selon leur forme & teneur, sans

autres restrictions & modifications, que celles que nous avons voulu demeurer en leur entier, & sans nous donner occasion de vous en faire expédier autre mandement plus spécial que ces Prélentes, que vous prendrez pour première, seconde, tierce & finale Jussion: car tel est notre plaisir, nonobstant votredis Arrêt, que voulons pour ce regard cesser, & toutes autres choses à ce contraires. Donné à Saint Germain en Laye le vingti-cinquième jour d'Août, l'an de grace 1638, & de notre règne le vingi-neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, DE LOMENIE. Et scellé du grand Sceau de cire jaune sur simple queue. Et encore est écrit: lues, publiées en l'Audience du grand-Conseil du Roi, oui & ce requerant le Procureur-général dudit Seigneur, enregistrées es Régistres d'icelui, pour être gardées & exécutées selon leur forme & teneur, aux modifications portées par les Arrêts dudit Conseil des 13 Août & 4 du présent mois: & ordonné que copies collationnées desdites lettres seront envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées de ce Royaume, pour être semblablement lues & publiées, l'Audience tenant, enregistrées, gardées & exécutées selon leur forme & teneur, aux modifications portées par lesdits Arrêts à la diligence des Substitués du Procureur-général, qui seront tenus d'en certifier ledit Conseil au mois. Fait audit Conseil à Paris le septième jour de Septembre 1638. Signé COLLIER.

DECLARATION DU ROI,

Par laquelle sa Majesté exhorte les Archevêques de son Royaume de tenir des Conciles provinciaux au moins de trois ans en trois ans.

Du 16 Avril 1646.

Ann. 1646.
Cette pièce doit être
mise au
XVI page
176, avant
la Déclaration de
1638.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Nos très-chers & bien amés les Cardinaux, Archevêques & autres Bénéficiers assemblés en notre ville de Paris, nous ont fait remontrer que la discipline ecclésiastique, si nécessaire pour maintenir le Clergé de notre Royaume en son ancienne splendeur, se relâchant maintenant en plusieurs endroits faute de tenir réglemént les Conciles provinciaux dans les temps portés par nos Ordonnances, il seroit très-important pour la gloire de Dieu, & pour l'honneur d'un corps qui tient le premier rang dans notre Etat, de remédier à ce mal par le renouvellement desdites Ordonnances, en telle sorte qu'à l'avenir elles soient plus soigneusement observées, & que les Ecclésiastiques ne soient pas moins considérés tant par la conduite de leurs actions & le réglemént de leur vie, que par la noblesse de leur condition, & la dignité de leur caractère. A ces causes, désirant de tout notre cœur voir fleurir la Religion & la piété en notre Royaume, nous, de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame & Mere, admonitions & exhortons les Archevêques & Métropolitains de notre Royaume de tenir les Conciles provinciaux au moins de trois ans en trois ans, en tel lieu de leurs Province qu'ils connoîtront être plus propre & plus convenable pour cet effet, afin de pourvoir à la discipline & correction des mœurs & direction de la police ecclésiastique, institutions des Seminaires & Ecoles selon la forme des saints Décrets. Défendons à tous nos Juges d'empêcher directement ou indirectement la célébration desdits Conciles, & leur enjoignons de tenir la main à l'exécution des Décrets & Ordonnances d'iceux sans que les appellations comme d'abus de ce qui sera ordonné ausdits Conciles & discipline ecclésiastique aient aucun effet suspensif. Si donnons en mandement à nos amés & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, que ces Prélentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir & garder exactement, sans souffrir qu'il y soit contrevenu; car tel est notre plaisir. Donné à Paris le 16 jour d'Avril 1646, & de notre règne le troisième. Signé LOUIS. Et sur le regly est écrit, Par le Roi, la Reine Regente sa Mere présente. Signé DE GUENEGAUD.

Réglées, ou le Procureur-général du Roi, pour être observées & exécutées conformément aux Ordonnances. A Paris en Parlement, le 26 jour d'Avril 1646. GUYET.

ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

Portant que les immunités & exemption acquises aux Cardinaux, Archevêques & Evêques, seront inviolablement gardées ; & qu'en cas qu'ils soient accusés de crime de lèse-Majesté, leur procès sera instruit & jugé par les Juges ecclésiastiques.

Du 26 Avril 1657.

SUR la remontrance faite au Roi étant en son Conseil par les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Députés de l'Assemblée générale du Clergé de France, contenant que les immunités qui sont acquises aux Cardinaux, Archevêques, Evêques, lesquelles exemptent leurs personnes de toute juridiction séculière, au cas même qu'ils soient accusés du crime de lèse-Majesté, & les soumettant au seul Jugement ecclésiastique, prennent leur origine du Droit divin, & ensuite ont été déclarées & confirmées, tant par les canons des Conciles généraux, que par les loix des Empereurs chrétiens, qui étoient reçus dans les Gaules avant l'établissement de la Monarchie de France, & furent acceptées depuis par le Roi Clovis & ses successeurs, aussi bien que par les Conciles des Gaules, lesquelles Constitutions canoniques & séculières ont été formées par diverses Ordonnances tant du Roi Saint Louis que des Rois ses successeurs, de sorte que les Evêques accusés du crime de lèse-Majesté ont été jugés durant la première, la deuxième & la troisième Race, sans interruption jusqu'à présent, par les Evêques assemblés. Pour rendre ce Jugement ecclésiastique, & conformément à ces anciens droits & à la pratique autorisée par le cours de tant de siècles, le feu Roi de glorieuse mémoire voulant que la rébellion prétendue de quelques Evêques du Royaume fut jugée, s'adressa pour cet effet à la Jurisdiction ecclésiastique, & obtint de notre saint le Pape Urbain VIII, deux Brefs de délégation, adressés aux Archevêques & Evêques y dénommés pour faire le procès aux accusés jusqu'à Sentence définitive inclusivement, sur lesquels Brefs Sa Majesté fit expédier ses Lettres-patentes adressées aux Commissaires ecclésiastiques, pour faciliter l'exécution de leur commission, lesquels ensuite informèrent du crime de lèse-Majesté, instruisirent le procès contre les coupables, & prononcèrent contre eux Sentence de privation des Evêchés, en conséquence de laquelle le Roi nomma à ces Evêchés, & la Sainteté fit expédier les provisions appliquées en faveur des personnes nommées ; & quoique l'Assemblée de l'an 1650 ait fait sa plainte & se soit opposée contre la forme de ses Brefs & de ses Jugemens, elle a néanmoins accepté que la procédure ait été faite par la Jurisdiction ecclésiastique, & non par la séculière, d'autant que par ce moyen les Evêques ont été maintenus en la possession de leurs immunités. Néanmoins, au préjudice de ces droits, il a été expédié au grand Sceau une Commission du 21 Septembre 1654, laquelle a été adressée à la Chambre des Vacances du Parlement de Paris qui a donné l'entregistrement, afin que par les Conseillers de la Cour qu'elle commettrait, il fut informé sur certains chefs contre le sieur Cardinal de Retz, Archevêque de Paris, & que les informations seroient rapportées au Parlement, lorsqu'il tiendrait, pour être procédé à l'instruction du procès criminel pour raison du crime de lèse-Majesté, ajoutant que ce cas notoirement privilégié fait cesser toute exemption & privilège. Cette Commission pour instruire & informer le procès & la cause qui n'a jamais été mise dans aucun Edit ni Arrêt contre les Evêques ; savoir que le crime de lèse-Majesté fait cesser toute exemption, assujettissent ouvertement la personne d'un Cardinal & d'un Archevêque à la Jurisdiction du Parlement, au préjudice des immunités qui les exemptent en tous crimes de la juridiction séculière. A ces causes, requeroient lesdits Députés de l'assemblée, qu'il plût au Roi, comme procureur & d'...

Ann. 1657.

Cette pièce doit être mise au §. XVII pag. 297, avant la Déclaration sur le Jugement des Evêques accusés &c.

fenſeur deſdits droits, révoquer ladite Commiſſion, comme contraire auſdites immunités, maintenir les Cardinaux, Archevêques, & Evêques de ſon Royaume, en la poſſeſſion & jouiſſance paſſibles deſdites exemptions & privilèges canoniques, & faire deſenſes à ſes Cours de Parlement, & à tous autres Juges ſéculiers, de prendre aucune Jurifdiſction ni connoiſſance contre leurs perſonnes, pour raiſon du crime de lèze-Majeſté dont ils pourroient être accuſés, ſauf d'en faire la poursuite pour la punition des coupables pardevant les Juges eccléſiaſtiques, auſquels il appartient d'en connoiſtre ſuivant les ſaints Décrets & Conſtitutions canoniques. Le Roi étant en ſon Conſeil, après avoir fait examiner le contenu en ladite Commiſſion, & ayant égard à ladite remonſtrance, a ordonné & ordonne que les immunités & exemptions acquiſes aux perſonnes des Cardinaux, Archevêques & Evêques de ſon Royaume, ſeront inviolablement gardées & obſervées; & ce faiſant, a déclaré & déclare que ladite Commiſſion du 21 Septembre 1654, demeurera nulle & comme non avenue; & qu'en cas qu'ils ſoient accuſés du crime de lèze-Majeſté, ordonne que leur procès ſera inſtruit & jugé pour leurs perſonnes par les Juges eccléſiaſtiques, comme il eſt ordonné par les ſaints Décrets & les Conſtitutions canoniques, en ſuivant les formes obſervées dans le Royaume aux cauſes des Evêques: fait deſenſes à ſes Cours de Parlement & à tous autres Juges de contrevenir à cet Arrêt, à peine de caſſation des procédures, nullité des Arrêts, & tous dépens, dommages & intérêts; & ordonne que pour l'exécution du préſent Arrêt, toutes Lettres ſur ce néceſſaires ſeront expédiées. Fait au Conſeil d'Etat du Roi, Sa Majeſté y étant, tenu à Paris le vingt-fixième jour d'Avril mil ſix cent cinquante-sept. *Signé* DS GUENEAUD.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Sur la déclaration faite par le Clergé de France de ſes ſentimens touchant la puiſſance eccléſiaſtique.

Du ... Mars 1682.

Ann. 1682.
Cetle pié-
ce doit être
miſe à la
fin du 5.
XVII.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à tous préſens & à venir, ſalut. Bien que l'indépendance de notre Couronne de toute autre puiſſance que de Dieu, ſoit une vérité certaine & incontestable, établie ſur les propres paroles de Jeſus-Chriſt, nous n'avons pas laiſſé de recevoir avec plaiſir la déclaration que les Députés du Clergé de France, aſſemblés par notre permiſſion en notre bonne ville de Paris, nous ont préſentée, contenant leurs ſentimens touchant la puiſſance eccléſiaſtique; & nous avons d'autant plus volontiers écouté la ſupplication que leſdits Députés nous ont faite de publier cette Déclaration dans notre Royaume, qu'étant faite par une Aſſemblée compoſée de tant de perſonnes également recommandables par leur vertu & par leur doctrine, & qui s'employant avec tant de zèle à tout ce qui peut être avantageux à l'Egliſe & à notre ſervice, la ſageſſe & la modération avec laquelle ils ont expliqué les ſentimens qu'on doit avoir ſur ce ſujet, peut beaucoup contribuer à confirmer nos ſujets dans le reſpect qu'ils font tenus, comme nous, de rendre à l'autorité que Dieu a donnée à l'Egliſe, & à ôter en même-temps aux Miniſtres de la Religion prétendue réformée le prétexte qu'ils prennent des Livres de quelques Auteurs pour rendre odieuſe la puiſſance légitime du Chef viſible de l'Egliſe, & du centre de l'unité eccléſiaſtique. A ces cauſes, & autres bonnes conſidérations à ce nous mouvans, après avoir fait examiner ladite Déclaration en notre Conſeil, nous par notre préſent Edit perpétuel & irrévocable, avons dit, ſtatué & ordonné, diſons, ſtatuons, & ordonnons, voulons & nous plaît que ladite déclaration des ſentimens du Clergé ſur la puiſſance eccléſiaſtique, ci-attachée ſous le contrefiel de notre Chancellerie, ſoit enregiſtrée dans toutes nos Cours de Parlement, Baillies, Sénéchalſſes, Universités, & Facultés de Théologie & de Droit canon de notre Royaume, pays, terres & Seigneuries de notre obéiſſance.

ARTICLE PREMIER.

Défendons à tous nos Sujets & étrangers étant en notre Royaume, séculiers & réguliers, de quelque Ordre, Congrégation & Société qu'ils soient, d'enseigner dans leurs Maisons, Collèges & Séminaires, ou d'écrire aucune chose contraire à la doctrine contenue en icelle.

I I.

Ordonnons que tous ceux qui seront dorénavant choisis pour enseigner la Théologie dans tous les Collèges de chaque Université, soit qu'ils soient séculiers ou réguliers, sousscriront ladite déclaration au Greffe des Facultés de Théologie, avant de pouvoir faire cette fonction dans les Collèges ou Maisons séculières & régulières, qu'ils se soumettront à enseigner la doctrine qui y est expliquée, & que les Syndics des Facultés de Théologie présenteront aux Ordinaires des lieux & à nos Procureurs généraux des copies desdites soumissions, signées par les greffiers desdites Facultés.

I I I.

Que dans tous les Collèges & Maisons desdites Universités où il y aura plusieurs Professeurs, soit qu'ils soient séculiers ou réguliers, l'un d'eux sera chargé tous les ans d'enseigner la doctrine contenue en ladite déclaration; & dans les Collèges où il n'y aura qu'un seul Professeur, il sera obligé de l'enseigner l'une des trois années consécutives.

I V.

Enjoignons aux Syndics des Facultés de Théologie de présenter tous les ans, avant l'ouverture des Leçons, aux Archevêques ou Evêques des Villes où elles sont établies, & d'envoyer à nos Procureurs-généraux, les noms des Professeurs qui seront chargés d'enseigner ladite doctrine, & ausdits Professeurs de représenter ausdits Prélats & à nosdits Procureurs-généraux, les écrits qu'ils dictent à leurs Ecoliers, lorsqu'ils ordonneront de le faire.

V.

Voulons qu'aucun Bachelier, soit séculier, soit régulier, ne puisse être dorénavant Licencié, tant en Théologie qu'en Droit canon, ni être reçu Docteur qu'après avoir soutenu ladite doctrine dans l'une des Thèses dont il fera apparaitre à ceux qui ont droit de conférer les degrés dans les Universités.

V I.

Exhortons, & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques, & Evêques de notre Royaume, pays, terres, & seigneuries de notre obéissance, d'employer leur autorité pour faire enseigner dans l'étendue de leurs diocèses la doctrine contenue dans ladite Déclaration faite par lesdits Députés du Clergé.

V I I.

Ordonnons aux Doyens & Syndics des Facultés de Théologie de tenir la main à l'exécution des Présentes, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement, que ces Présentes nos Lettres en forme d'Edit, ensemble ladite déclaration du Clergé, ils fassent lire, publier & enregistrer, aux Greffes de nos Cours, des Bailliages, Sénéchaussées & Universités de leur ressort, &c. Donnée à saint Germain en Laye, au mois de Mars l'an de grace mil six cent quatre-vingt-deux, & de no-

tre regne le trente-neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Visa, LE TELLIER. Et scellé du sceau de cire verte.

Régistrée, oui & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour, à Paris en Parlement, le vingt-trois Mars mil six cent quatre-vingt-deux. Signé DONGOIS.

Est au Parlement de Rouen, le trente Avril mil six cent quatre-vingt-deux.

DECLARATION DE LOUIS XIV.

Qui enjoint aux Médecins d'avertir les Malades de se confesser.

Du 8 Mars 1712.

Ann. 1712. **L** OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. L'intention que nous avons toujours eue à seconder le zèle des Evêques de notre Royaume dans tout ce qu'ils ont cru devoir faire pour le bien de la Religion & le salut des peuples de leurs diocèses, nous a porté à leur accorder toujours notre protection, lorsqu'ils l'ont réclamée, & que nous l'avons jugé nécessaire pour l'exécution de leurs pieuses intentions ; & comme rien ne nous a paru plus utile à nos sujets, ni mériter davantage d'être appuyé de notre autorité, que l'Ordonnance que notre très-cher & bien aimé Cousin le Cardinal de Noailles Archevêque de Paris, a jugé à propos de faire le 9 Mars 1707, pour engager les Médecins, conformément aux Décrets des saints Conciles, & entr'autres d'un Concile tenu à Paris en 1419, & de plusieurs Conciles Provinciaux de notre Royaume, à avertir les Malades de son diocèse dès le commencement de leur maladie, de penser à leur conscience, & de ne pas différer à leur en parler, quand la violence du mal ne leur permet plus d'y mettre ordre avec la liberté & l'attention nécessaire. Nous avons appris avec peine, qu'une Ordonnance aussi salutaire n'a pas eu jusqu'à présent l'exécution qu'elle méritoit : & étant à craindre que celle de noredit Cousin le Cardinal de Noailles a faite le seizième du mois dernier, pour renouveler la première, n'ait pas pins de succès, & que les Ordonnances semblables que d'autres Evêques de notre Royaume ont faites ou pourrions faire sur la même manière, ne demeurent aussi sans effet, si nous n'en assurons l'exécution par la crainte des peines temporelles, nous avons résolu d'y pourvoir par notre autorité, en la manière qui nous a paru la plus convenable. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit déclaré, & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que tous les Médecins du Royaume soient tenus le second jour, qu'ils visiteront les Malades atteints de fièvre ou autre maladie, qui par sa nature peut avoir trait à la mort, de les avertir de se confesser, ou de leur en faire donner avis par leurs familles ; & en cas que les Malades ou leurs familles ne paroissent pas disposés à suivre cet avis, les Médecins seront tenus d'en avertir le Curé ou le Vicaire de la Paroisse dans laquelle les Malades demeurent, & d'en retirer un certificat signé desdits Curés ou Vicaires, portant qu'ils ont été avertis par les Médecins d'aller voir lesdits Malades : défendons aux Médecins de les visiter le troisième jour, s'il ne leur paroit par un certificat signé du Confesseur desdits Malades, qu'ils ont été confessés, ou d'ailleurs qu'il a été appelé pour les voir, & qu'il les a vus en effet pour les préparer à recevoir les Sacramens. Pourront les Médecins qui auront avertis les Curés ou Vicaires des Paroisses où les Malades sont leur demeure, & qui en auront retiré un certificat signé desdits Curés ou Vicaires, continuer de voir lesdits Malades sans encourir

les peines ci-dessous marquées; & chargeons en ce cas l'honneur & la conscience des Curés ou Vicaires de procurer aux Malades les secours spirituels dont ils auront besoin. Voulons que les Médecins qui auroient contrevenu à notre présente Déclaration, soient condamnés pour la première fois à trois cens livres d'amende; qu'ils soient interdits pour la seconde fois de toutes fonctions & exercice pendant trois mois au moins, & pour la troisième fois déclaré déchus de leurs degrés; qu'ils soient rayés du tableau des Docteurs ou Licenciés de la Faculté où ils auroient pris leurs degrés, & privés pour toujours du pouvoir d'exercer la Médecine en aucun lieu de notre Royaume. Ordonnons qu'il en sera usé de la même manière & sous les mêmes peines pour les Chirurgiens & Apoticaire qui seront appelés pour voir les Malades dans les lieux où il n'y a point de Médecin. N'entendons au surplus dispenser les Médecins, ni les Chirurgiens & Apoticaire dans lesdits lieux, d'aller voir les Malades, même avant le second jour de leurs maladies, de se confesser lorsqu'ils ont la qualité du mal l'exigera. Voulons que ceux qui y auront manqué soient sujets aux peines portées par notre présente Déclaration. Si donnons en mandement à nos amis & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Paris, que ces Présentes ils fassent publier & enregistrer & le contiennent icelle garder & observer, en foi de quoi nous avons fait mettre notre Seel à celsdites Présentes. Donné à Versailles le huitième Mars, l'an de grace mil sept cent douze, & de notre regne le soixante-neuvième. *Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.*

Régistrées, où & ce requerrant le Procureur-général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Baillies & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées. Enjoins aux Substituts du Procureur-général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le septième Avril mil sept cent douze.

Signé DONGOIS.

DECLARATION DE LOUIS XV,

Concernant le rapt de séduction.

Du 12 Novembre 1730.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Toutes les Ordonnances qui ont été faites par les Rois nos prédécesseurs pour prévenir ou pour punir le rapt de séduction, ont eu principalement en vue d'affermir l'autorité des pères sur leurs enfans, d'assurer l'honneur & la liberté des mariages, & d'empêcher que les alliances indignes par la corruption des mœurs, encore plus par l'inégalité des conditions, ne blesseraient l'honneur de plusieurs familles illustres, & ne deviennent souvent la cause de leur ruine: c'est par des traits si marqués que les loix ont pris soin de caractériser ce genre de crime, qu'elles ont appelé rapt de séduction. Et comme la subornation peut venir également de l'un ou de l'autre côté, & que celle qui vient de la part du sexe le plus foible est souvent la plus dangereuse, les Ordonnances n'ont mis aucune distinction à cet égard entre les fils & les filles, & elles les ont assujettis également à la peine de mort, selon que les uns ou les autres seroient convaincus d'avoir été les auteurs de la subornation. Telle est la disposition de l'article XLII, de l'Ordonnance de Blois: la coutume réformée peu de temps après cette Ordonnance, s'y étoit conformée dans l'article CCCCLXVII; & s'il restoit quelque doute sur le sens de cet article, c'étoit par les Ordonnances postérieures que les Juges auroient dû en expliquer la disposition. Nous savons cependant que par un ancien usage contraire au véritable objet des Ordonnances & même de la loi municipale, on a confondu en Bretagne tout commerce criminel

Ann. 17307

Cette pièce doit être mise au §. XVIII, après la Déclaration de 1659. page 320.

avec le rapt de séduction, & l'on y a donné un si grand avantage à un sexe sur l'autre, que la seule plainte de la fille qui prétend avoir été subornée, & la preuve d'une simple fréquentation, y sont regardées comme un motif suffisant pour condamner l'accusé au dernier supplice. Mais cet excès de rigueur est bientôt suivi d'un excès d'indulgence : sur la requête de la fille qui demande à épouser celui qu'elle appelle son suborneur, & sur le consentement que la crainte de la mort arrache toujours au condamné, un Commissaire du Parlement le conduit à l'Eglise les fers aux pieds, pendant que la fille est en liberté ; & c'est là que sans publication de bans, sans le consentement du propre Curé, sans la permission de l'Evêque, & par la seule autorité du Juge séculier, se consomme un engagement dont la débauche a été le principe, & dont les suites presque toujours tristes, ont rendu cette Jurisprudence odieuse à ceux même qui la suivent sur la foi de l'exemple de leurs peres. Nous apprenons d'ailleurs qu'il y a d'autres Parlements dont l'usage ne diffère de celui du Parlement de Bretagne, qu'en ce que le mariage ordonné par la Justice, y prévient & y empêche la condamnation de l'accusé, au lieu qu'en Bretagne il ne fait que la suivre. Mais plus cette Jurisprudence a fait de progrès dans une partie considérable de notre Royaume, plus nous sommes obligés d'en retrancher l'excès, & de la renfermer dans les véritables bornes. Nous le devons à la sainteté de la Religion, pour empêcher qu'on n'abuse d'un grand Sacrement, en unissant deux coupables par un lien forcé, sans observer les solennités prescrites par les loix de l'Eglise & de l'Etat : nous ne le devons pas moins à la conservation de notre autorité, qui est blessée par une Jurisprudence où les Juges exerçant un pouvoir dont nous nous sommes privés nous-mêmes, sont grâces à celui qu'ils ont regardé comme coupable d'un crime que les loix déclarent irrémissible : enfin le bien public & l'intérêt commun des familles réclament notre secours contre un usage qui donne souvent lieu d'appliquer la peine de la séduction à celui qui a été séduit, & la récompense à la séductrice ; en sorte que, contre l'intention des loix, une sévérité apparente ne sert qu'à donner un nouvel appas au crime, & qu'au lieu que le véritable rapt de séduction doit mettre un obstacle au mariage, la débauche à laquelle on donne le nom de rapt devient un degré pour y parvenir. C'est par des considérations si puissantes, que nous jugeons à propos de déferer aux représentations que les états de notre Province de Bretagne nous ont faites sur ce sujet ; & nous nous portons d'autant plus volontiers à leur donner cette nouvelle marque de notre protection, que ce sont eux qui auront l'honneur de nous avoir excité par leurs vœux à faire le même bien aux autres Provinces où le même abus s'étoit introduit. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par notre présente Déclaration, statué & ordonné, staturons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Ordonnances, Edits & Déclarations des Rois nos Prédécesseurs, qui concernent le rapt de séduction, notamment l'Article XLII de l'Ordonnance de Blois, & la Déclaration du 16 Novembre 1639, seront exécutés selon leur forme & teneur dans toute l'étendue de notre Royaume, pays, terres & seigneuries de notre obéissance ; ordonnons en conséquence qu'à la requête des parties intéressées, ou à celle de nos Procureurs-généraux & de leurs Substituts, le procès soit fait & parait suivant la rigueur des Ordonnances, à tous ceux ou celles qui seront accusés d'avoir séduit & suborné par artifices, intrigues ou autres mauvaises voyes, des fils ou filles (même des veuves) mineurs de vingt-cinq ans, pour parvenir à un mariage à l'iniquité & sans le consentement des peres, meres, tuteurs ou curateurs & parens ; sous la puissance ou autorité desquels ils sont,

I I.

Voulons que ceux ou celles qui seront convaincus dudit rapt de séduction, soient condamnés à la peine de mort, sans qu'il puisse être ordonné qu'ils subiront cette peine s'ils n'aiment mieux épouser la personne ravie ; ni parcellément que les Juges puissent

puissent permettre la célébration du mariage avant ou après la condamnation, pour exempter l'accusé de la peine prononcée par les Ordonnances; ce qui aura lieu, quand même la personne ravie, & ses pere & mere, tuteur ou curateur requerroient expressément le mariage.

I I I.

Les personnes majeures ou mineures, qui n'étant point dans les circonstances ci-dessus marquées, se trouveront seulement coupables d'un commerce illicite, seront condamnées à telles peines qu'il appartiendra, selon l'exigence des cas, sans néanmoins que les Juges puissent prononcer contr'elles la peine de mort, si ce n'est que par l'atrocité des circonstances, par la qualité & l'indignité des coupables, le crime parût mériter le dernier supplice; ce que nous laissons à l'honneur & à la conscience des Juges, qui ne pourront en aucun cas décharger l'accusé de la peine de mort, sous la condition ou sur l'offre faite par les parties de s'unir par les liens du mariage, le tout ainsi qu'il est porté par l'article II de notre présente Déclaration, dans le cas du rapt de séduction.

I V.

Voulons au surplus que toutes les Ordonnances, Edits & Déclarations qui concernent le rapt de violence & pareillement toutes celles qui ont été faites sur les solennités nécessaires pour la célébration des mariages, notamment sur la publication des bans, & sur la présence du propre Cuté, soient exactement & inviolablement observées selon leur forme & teneur.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement de Bretagne, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles faire exécuter selon sa forme & teneur; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Marly le vingt-deuxième jour de Novembre, l'an de grace mil sept cent trente, & de notre regne le seizième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX.

Lue & publiée à l'Audience publique de la Cour, enregistrée au Greffe d'icelui, où & ce requerrant le Procureur-général du Roi, pour avoir eues suivant la volonté de Sa Majesté; ordonne ladite Cour que copies de ladite déclaration seront à la diligence du Procureur-général du Roi, envoyées aux Sièges Présidiaux & Royaux de ce ressort; pour à la diligence de ses Substituts, y être pareillement lues, publiées & enregistrées, à ce que personne n'en ignore, & du devoir qu'ils en auront fait, s'en certifier la Cour dans le mois. Fait en Parlement à Rennes, le 9 Avril 1731. Signé C. M. PICQUET.

O R D O N N A N C E D E L O U I S X V.

Concernant les Testaments.

Du... Août 1735.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Dans la résolution générale que nous avons prise de faire cesser toute diversité de Jurisprudence entre les différentes Cours de notre Royaume, sur les matieres où elles suivent les mêmes loix, nous avons donné notre première attention aux questions qui naissent sur les dispositions que les hommes font de leurs biens à titre gratuit; & c'est dans cet esprit que nous avons fait publier notre Ordonnance du mois de Février 1731, qui fixe la Jurisprudence sur ce qui regarde la nature, la forme, les charges & les conditions des donations entre-vifs. Nous suivons à présent l'ordre naturel, en portant nos vûes sur un autre genre de dispo-
Ann. 1735.
 Cette pièce doit être
 mise au f.
 XVI. pag.
 231. avant
 l'Arrêt du
 1714.

Tome VI.

K k k

sitions gratuites, c'est-à-dire sur celles qui se font à cause de mort, & où la loi permet aux hommes d'exercer un pouvoir qui s'étend au-delà des bornes de leur vie. L'opposition qui regne à cet égard entre l'esprit du droit Romain, toujours favorable à la liberté individuelle des testateurs, & celui du droit François, qui semble n'avoir travaillé qu'à restreindre & à limiter leur pouvoir, peut être regardée à la vérité, comme la première origine d'une variété de Jurisprudence qui se fait sentir dans cette manière, encore plus que dans aucune autre; mais la principale cause d'une si grande diversité, a été l'incertitude que les sentimens des Interprètes, souvent contraires les uns aux autres, & quelquefois aux loix même qu'ils expliquent, semblent avoir répandue dans les Jugemens. Ce n'est pas seulement sur des questions peu intéressantes que les esprits se sont partagés; c'est sur les points même les plus essentiels de la Jurisprudence, pour assurer la validité & l'effet des dernières volontés. Telles sont la solennité ou la forme extérieure des dispositions testamentaires, l'institution d'héritier, le vice de la préterition des enfans du testateur, la manière de laisser ou de fixer, la légitime, les différentes déractions, soit de cette portion sacrée dont le privilège est fondé sur la loi naturelle, soit de celles que des loix positives accordent aux héritiers institués, sous le nom de Quatre Falcidie, & de Quatre Trebellianique, le droit d'élection donné par le testateur à son héritier, enfin l'exécution & l'effet des dispositions que le domicile du testateur, le lieu où le testament a été fait, & la situation des biens semblent assujettir à des loix différentes, ou même contraires. C'est sur des matières si importantes que nous jugeons à propos de rendre la Jurisprudence entièrement uniforme dans tous les tribunaux de notre Royaume. Notre intention n'est point de faire dans cette vue un changement réel aux dispositions des loix qu'ils ont observées jusqu'à présent; nous voulons au contraire en affermir l'autorité par des règles tirées de ces loix même, & expliquées d'une manière si précise, que l'incertitude ou la variété des maximes ne soit plus désormais une manière toujours nouvelle d'inquiétude pour les testateurs, de doute pour les Juges, & de procès ruineux pour ceux même qui les gagnent. Nous ne pouvions parvenir plus sûrement à un si grand bien, qu'en nous faisant rendre un compte exact des usages & des maximes de chaque Parlement, ou Conseil supérieur de notre Royaume, sur la matière des testaments, ainsi que nous l'avons fait sur celle des donations entre-vifs; & nous y avons eu la même satisfaction de voir ces Compagnies, souvent divisées dans leurs opinions, mais toujours unies par l'amour de la Justice, tendre également quoique par des voyes différentes, au grand objet du bien public. Quand nous n'aurions fait que nous déterminer entre ces voyes pour en autoriser une seule, l'établissement d'une règle fixe & certaine auroit toujours été un grand avantage pour nos sujets; mais notre affection pour eux a été encore plus loin, & dans le choix que nous étions obligés de faire, nous avons toujours préféré la règle la plus conforme à cette simplicité, qui a été appelée l'amie des loix, parce qu'elle prévient ces distinctions ou ces interprétations spécieuses dont on abuse si souvent pour en éluder la disposition, & sous prétexte d'en mieux pénétrer l'esprit. C'est ainsi qu'en éloignant tout ce qui peut rendre les Jugemens incertains & arbitraires, nous remplissons le principal objet de la loi, qui est de tarir, autant qu'il est possible, la source des procès, d'affermir la tranquillité de l'union des Citoyens, & de leur faire goûter les fruits de cette Justice que nous regardons comme le fondement du bonheur des peuples, & de la gloire la plus solide des Rois. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de votre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Toutes dispositions testamentaires ou à cause de mort, de quelque nature qu'elles soient, seront faites par écrit. Déclarations nulles toutes celles qui ne seroient faites que verbalement, & défendons d'en admettre la preuve par témoins, même sous prétexte de la modicité de la somme dont il auroit été disposé.

II.

Déclarons pareillement nulles toutes dispositions qui ne seroient faites que par signes, encore qu'elles eussent été rédigées par écrit sur le fondement desdits signes.

III.

Voulons aussi que les dispositions qui seroient faites par lettres missives, soient regardées comme nulles & de nul effet.

IV.

L'usage des testamens nuncupatifs écrits, & des testamens mystiques ou secrets, continuera d'avoir lieu dans les pays de Droit écrit & autres, où lesdites formes de tester sont autorisées par les coutumes ou statuts.

V.

Lorsque le testateur voudra faire un testament nuncupatif écrit, il en prononcera intelligiblement toutes les dispositions en présence au moins de sept témoins, y compris le Notaire ou Tabellion, lequel écrira lesdites dispositions à mesure qu'elles seront prononcées par le testateur; après quoi sera fait lecture du testament entier audit testateur, de laquelle lecture il fera fait mention par ledit Notaire ou Tabellion, & le testament sera signé par le testateur, ensemble par le Notaire ou Tabellion, & par les autres témoins, le tout de suite & sans divertir à autres actes; & en cas que le testateur déclare qu'il ne sçait ou ne peut signer, il en fera fait mention.

VI.

Il suffira que les témoins qui assisteront au testament nuncupatif écrit, y aient été présents tous ensemble, sans qu'il soit nécessaire de faire mention qu'ils aient été priés & convoqués à cet effet; ce qui aura lieu pareillement à l'égard de tous les testamens & autres actes de dernière volonté, où la présence des témoins est nécessaire.

VII.

Si le testateur est aveugle, ou si dans le temps du testament, il n'a pas l'usage de la vue, il sera appelé un témoin, outre le nombre porté par l'article V, lequel signera le testament avec les autres témoins.

VIII.

Si le testateur ne peut parler, soit par un défaut naturel, ou autrement, il ne pourra faire de disposition à cause de mort, que dans la forme portée par les articles IX & XII ci-après.

IX.

Lorsque le testateur voudra faire un testament mystique ou secret, il sera tenu de signer les dispositions, soit qu'il les ait écrites de lui-même, ou qu'il les ait fait écrire par un autre & sera le papier qui contiendra lesdites dispositions, ensemble le papier qui servira d'enveloppe, s'il y en a une, clos & scellé avec les précautions en tel cas requises & accoutumées. Le testateur présentera ledit papier ainsi clos & scellé à sept témoins au moins, y compris le Notaire ou Tabellion; ou il le fera clore & sceller en leur présence, & il déclarera que le contenu audit papier est son testament écrit & signé de lui, ou écrit par un autre & signé de lui. Ledit Notaire ou Tabellion en dressera l'acte de suscription, qui sera écrit sur ledit papier, ou sur la feuille qui sera

K k ij

vira d'enveloppe ; & fera ledit acte signé tant par le testateur que par le Notaire ou Tabellion , ensemble par les autres témoins , sans qu'il soit nécessaire d'y apposer le sceau de chacun d'édits témoins. Tout ce que dessus sera fait de suite , & sans diversifier à autres actes ; & en cas que le testateur , par un empêchement survenu depuis la signature du testament , ne puisse signer l'acte de suscription , il sera fait mention de la déclaration qu'il en aura faite , sans qu'il soit besoin en ce cas d'augmenter le nombre des témoins.

X.

Si le testateur ne sçait signer , ou s'il n'a pû le faire lorsqu'il a fait écrire ses dispositions , il sera appelé à l'acte de suscription un témoin , outre le nombre porté par l'article précédent , lequel signera ledit acte avec les autres témoins , & il y sera fait mention de la cause pour laquelle ledit témoin aura été appelé.

XI.

Ceux qui ne sçavent ou ne peuvent lire , ne pourront faire de dispositions dans la forme du testateur mystique.

XII.

En cas que le testateur ne puisse parler , mais qu'il puisse écrire , il pourra faire un testament mystique , à la charge que ledit testament sera entièrement écrit , daté & signé de sa main ; qu'il le présentera au Notaire ou Tabellion & autres témoins ; & qu'au haut de l'acte de suscription il écrira en leur présence que le papier qu'il présente est son testament ; après quoi ledit Notaire ou Tabellion écrira l'acte de suscription , dans lequel il sera fait mention que le testateur a écrit ces mots en présence dudit Notaire ou Tabellion & des témoins , & sera au surplus observé tout ce qui est prescrit par l'article IX.

XIII.

N'entendons par les dispositions des articles V & IX déroger aux statuts ou coutumes observées dans les lieux régis par le Droit écrit , qui exigent un nombre de témoins moindre que celui qui est porté audits Articles , à la charge néanmoins d'appeler un témoin , outre le nombre requis par lesdites coutumes ou statuts , dans les cas mentionnés aux articles VII & X.

XIV.

La forme qui a eu lieu jusqu'à présent à l'égard des codiciles , continuera d'être observée , & il suffira qu'ils soient faits en présence de cinq témoins , y compris le Notaire ou Tabellion. N'entendons pareillement déroger aux statuts ou coutumes qui exigent un moindre nombre de témoins pour les codiciles.

XV.

Le nombre de témoins requis par les articles V , VII , IX & X , ne sera point nécessaire , pour la validité des testaments , codiciles ou autres actes de dernière volonté faits entre enfans & descendans , dans les Pays qui sont régis par le Droit écrit ; il suffira que lesdits testaments , codiciles ou autres actes soient faits en présence de deux Notaires ou Tabellions , ou d'un Notaire ou deux témoins.

XVI.

Voulons pareillement que les testaments , codiciles ou autres dispositions à cause de mort qui seront entièrement écrits , datés & signés de la main du testateur ou de la testatrice , soient valables dans lesdits pays de Droit écrit , entre les enfans &

descendants. Déclarons nuls tous ceux qui ne seroient pas revêtus au moins d'une des formes portées par le présent article & par le précédent.

XVII.

Les actes de partage faits entre enfans & descendants, pour avoir lieu après la mort de ceux qui les font dans les Pays où ces actes sont en usage, ne seront valables, s'il ne sont parciellement revêtus d'une des formes portées par les deux précédens articles; & seront en outre observées les autres formalités prescrites par les loix, coutumes ou statuts qui autorisent lesdits actes.

XVIII.

Les dispositions qui seront faites au profit d'autres que lesdits enfans & descendants, dans les testamens & autres actes mentionnés aux articles XV, XVI & XVII, seront regardées comme de nul effet; & ne seront exécutées que celles qui concerneront lesdits enfans ou descendants.

XIX.

L'usage des testamens, codiciles & autres dernières dispositions olographes, continuera d'avoir lieu dans les pays & dans les cas où ils ont été admis jusqu'à présent.

XX.

Les testamens, codiciles & dispositions mentionnées dans l'article précédent, seront entièrement écrits, datés & signés de la main de celui ou celle qui les aura faits.

XXI.

Lorsque ceux ou celles qui auront fait des testamens, codiciles ou autres dernières dispositions olographes, voudront faire des vœux solennels de religion, ils seront tenus de reconnoître lesdits actes pardevant Notaires avant que de faire lesdits vœux; sinon lesdits testamens, codiciles ou autres dispositions demeureront nuls & de nul effet.

XXII.

Dans tous les pays où les formalités établies par le Droit écrit pour les dispositions de dernière volonté, ne sont pas autorisées par les loix, statuts ou coutumes, il n'y aura à l'avenir que deux formes qui puissent avoir lieu pour lesdites dispositions; savoir celles des testamens, codiciles ou autres dispositions olographes suivant ce qui est porté à cet égard par les articles précédens; & celles des testamens, codiciles ou autres dispositions reçues par personnes publiques, selon ce qui sera prescrit ci-après. Abrogeons toutes autres formes de disposer à cause de mort dans lesdits pays.

XXIII.

Les testamens, codiciles & autres dispositions de dernière volonté qui se feront devant une personne publique, seront reçus par deux Notaires ou Tabellions, ou par un Notaire ou Tabellion en présence de deux témoins, lesquels Notaires ou Tabellions, ou l'un deux, écriront les dernières volontés du testateur telles qu'il les dictera, & lui en feront ensuite la lecture, de laquelle il sera fait une mention expresse, sans néanmoins qu'il soit nécessaire de se servir précisément de ces termes : *dicté, nommé, lu & relu sans suggestion* ou autres requis par les coutumes ou statuts; après quoi ledit testament, codicile ou autre disposition de dernière volonté sera signé par le testateur, ensemble par les deux Notaires ou Tabellions, ou par le Notaire ou Tabellion & les deux témoins, & en cas que le testateur déclare qu'il ne sçait ou ne peut signer, il en sera fait mention.

XXIV.

N'entendons déroger aux coutumes & usages des pays où les Officiers de Justice ; y compris les Greffiers ou les Officiers municipaux sont mis au nombre des personnes publiques qui peuvent recevoir des testaments , ou autres dispositions à cause de mort : ce que nous voulons pareillement avoir lieu dans les Provinces régies par le Droit écrit , où le même usage seroit établi.

XXV.

Les Curés, séculiers ou réguliers, pourront recevoir des testaments ou autres dispositions à cause de mort dans l'étendue de leurs Paroisses, & ce seulement dans les lieux où les coutumes ou statuts les y autorisent expressément, & en y appelant avec eux deux témoins : ce qui sera pareillement permis aux Prêtres séculiers préposés par l'Evêque à la desserte des Cures, pendant qu'ils les desserviront sans que les Vicaires ni aucunes autres personnes ecclésiastiques puissent recevoir des testaments ou autres dernières dispositions. N'entendons rien innover aux réglemens & usages observés dans quelques hôpitaux, par rapport à ceux qui peuvent y recevoir des testaments ou autres dispositions à cause de mort.

XXVI.

Les Curés ou Desservans seront tenus, incontinent après la mort du testateur, s'ils ne l'ont fait auparavant, de déposer le testament ou autre dernière disposition qu'ils auront reçu, chez le Notaire ou Tabellion du lieu ; & s'il n'y en a point, chez le plus prochain Notaire Royal, dans l'étendue du Bailliage ou Sénéchaussée dans laquelle la Paroisse est située, sans que lesdits Curés ou Desservans puissent en délivrer aucunes expéditions à peine de nullité desdites expéditions, & des dommages & intérêts des Notaires ou Tabellions, & des parties qui pourroient en prétendre.

XXVII.

Les testaments, codiciles & autres dispositions à cause de mort de ceux qui servent dans nos armées, en quelque pays que ce soit, pourront être faits en présence de deux Notaires ou Tabellions, ou d'un Notaire ou Tabellion, & de deux témoins, ou en présence de deux des Officiers ci-après nommés ; savoir, les Majors & les Officiers d'un rang supérieur, les Prévôts des camps & armées, leurs lieutenans ou Greffiers, & les Commissaires des guerres, ou de l'un desdits Officiers avec deux témoins : & en cas que le testateur soit malade ou blessé, il pourra aussi faire ses dernières dispositions en présence d'un des Aumôniers de nos troupes ou des hôpitaux avec deux témoins, & ce encore que lesdits Aumôniers fussent réguliers.

XXVIII.

Le testateur signera les testaments, codiciles ou autres dernières dispositions mentionnées dans l'article précédent, s'il sçait ou peut signer ; & en cas qu'il déclare ne sçavoir ou ne pouvoir le faire, il en fera fait mention. Seront lesdits actes pareillement signés par celui ou ceux qui les recevront, ensemble par les témoins, sans néanmoins qu'il soit nécessaire d'appeler des témoins qui sçachent & puissent signer si ce n'est lorsque le testateur ne sçaura ou ne pourra le faire ; & à la réserve de ce cas, lorsque les témoins ou l'un d'eux déclareront qu'ils ne sçavent ou ne peuvent signer, il suffira d'en faire mention.

XXIX.

Seront aussi valables les testaments, codiciles & autres dispositions à cause de mort, de ceux qui servent dans nos armées, en quelque pays que ce soit, lorsqu'ils seront

entièrement écrits, datés & signés de la main de celui qui les aura faits. Déclarons nuls tous ceux qui ne seroient pas revêtus au moins d'une des formes portées aux deux articles précédens & au présent article.

X X X.

La disposition des articles XXVII, XXVIII & XXIX, n'aura lieu qu'en faveur de ceux qui seront actuellement en expédition militaire, ou qui seront en quartiers ou en garnison hors le Royaume, ou prisonniers chez les ennemis, sans que ceux qui seront en quartier ou en garnison dans le Royaume, puissent profiter de la disposition desdits articles, si ce n'est qu'ils fussent dans une place aliénée, ou dans une citadelle ou autre lieu dont les portes fussent fermées, & la communication interrompue à cause de la guerre.

X X X I.

Ceux qui n'étant ni Officiers ni engagés dans nos troupes, se trouveront à la suite de nos armées ou chez les ennemis, soit à cause de leurs emplois ou fonctions, soit pour le service qu'ils rendent à nos Officiers, soit à l'occasion de la fourniture des vivres & munitions de nos troupes, pourront faire leurs dernières dispositions dans la forme portée par les articles XVII, XVIII & XIX, & dans les cas marqués par l'article XXX.

X X X I I.

Les testamens, codiciles & autres dispositions à cause de mort, mentionnés dans l'article précédent, demeureront nuls six mois après que celui qui les aura faits sera revenu dans un lieu où il puisse avoir la liberté de tester dans la forme ordinaire, si ce n'est qu'ils fussent faits dans les formes qui sont requises de droit commun dans le lieu où ils auront été faits.

X X X I I I.

En temps de peste, les testamens, codiciles ou autres dispositions à cause de mort, pourront être faits en quelques pays que ce soit, en présence de deux Notaires ou Tabellions, ou de deux des Officiers de Justice royale, seigneuriale ou municipale, jusques aux Greffiers inclusivement, ou pardevant un Notaire ou Tabellion avec deux témoins, ou pardevant un des Officiers ci-dessus nommés, aussi avec deux témoins, ou en présence du Curé ou Desservant, du Vicaire ou autre Prêtre chargé d'administrer les Sacramens aux malades, quand même il seroit régulier, & de deux témoins.

X X X I V.

Ce qui a été réglé par l'article XXVIII, pour les testamens militaires, sur la signature tant du testateur, que de celui ou ceux qui recevront le testament, & des témoins, sera aussi observé par rapport aux testamens, codiciles ou autres dispositions faites en temps de peste.

X X X V.

Seront en outre valables en temps de peste, en quelques pays que ce soit, les testamens, codiciles, & autres dispositions à cause de mort, qui seront entièrement écrits, datés & signés de la main de celui qui les aura faits. Déclarons nuls sous ceux qui ne seroient pas revêtus au moins d'une des formes portées aux deux articles précédens & au présent article.

X X X V I I.

La disposition des articles XXXIII, XXXIV & XXXV aura lieu tant à l'égard

de ceux qui seroient atteints de la peste, que pour ceux qui seroient dans les lieux infectés de ladite maladie, encore qu'ils ne fussent pas actuellement malades.

XXXVII.

Les codiciles & autres dispositions à cause de mort, mentionnés dans les quatre articles précédens, demeureront nuls six mois après que le commerce aura été rétabli dans le lieu où le testateur se trouvera ou qu'il aura passé dans un lieu où le commerce n'est point interdit, si ce n'est qu'on eût observé dans lesdits actes les formes requises de droit commun dans le lieu où ils auroient été faits.

XXXVIII.

Tous testamens, codiciles, actes de partage entre enfans & descendans, ou autres dispositions à cause de mort, en quelque pays & en quelque forme qu'ils soient faits, contiendront la date des jour, mois & an, & ce encore qu'ils fussent olographes, ce qui sera pareillement observé dans le cas du testament mystique, tant pour la date de la disposition, que pour celle de la suscription.

XXXIX.

Dans tous les actes à cause de mort, où la présence des témoins est nécessaire, l'âge desdits témoins demeurera fixé à celui de vingt ans accomplis, à l'exception des pays de Droit écrit, où il suffira que lesdits témoins aient l'âge où il est permis de tester dans lesdits pays.

XL.

Les témoins seront mâles, regnicoles & capables des effets civils, à l'exception seulement du testament militaire, dans lequel les Etrangers non notés d'infamie pourront servir de témoins.

XLI.

Les Réguliers, Novices ou Profes, de quelque Ordre que ce soit, ne pourront être témoins dans aucuns actes de dernière volonté, sans préjudice néanmoins de l'exécution des articles XXV, XXVII, & XXXIII, en ce qui concerne le pouvoir de recevoir des testamens accordé aux réguliers en conséquence des qualités mentionnées auxdits articles.

XLII.

Ne pourront pareillement être pris pour témoins les Clercs, Serviteurs ou Domestiques du Notaire ou Tabellion, ou autre personne publique qui recevra le testament, codicile ou autre dernière disposition, ou l'acte de suscription.

XLIII.

Les héritiers institués ou substitués ne pourront être témoins en aucun cas; & à l'égard des légataires universels ou particuliers, ils ne pourront l'être que pour l'acte de suscription du testament mystique, dans les pays où cette forme de tester est reçue.

XLIV.

Dans les cas & dans les pays où le nombre de deux témoins est suffisant pour la validité des testamens, codiciles ou autres dispositions de dernière volonté, il ne pourra y être admis que des témoins qui sachent & puissent signer, à l'exception néanmoins des cas mentionnés dans les articles XXVIII & XXXIV, ci-dessus.

XLV.

XLV.

Dans les cas & dans les pays où le nombre de deux témoins n'est pas suffisant, il ne pourra pareillement être admis que des témoins qui sachent & puissent signer, lorsque les testaments, codiciles ou autres dispositions à cause de mort se feront dans des villes ou bourgs fermés. Voulons que dans les autres lieux il y ait au moins deux témoins qui sachent & puissent signer; & à l'égard de ceux qui ne sauront ou ne pourront le faire, il sera fait mention qu'ils ont été présents, & ont déclaré ne savoir ou ne pouvoir signer.

XLVI.

Voulons au surplus que les dispositions du Droit écrit & autres loix, coutumes ou statuts, en ce qui concerne les qualités desdits témoins, soient exécutées en tout ce qui n'est pas contraire aux six articles précédens.

XLVII.

Toutes les dispositions de la présente Ordonnance qui concernent la date & la forme des testaments, codiciles ou autres actes de dernière volonté, & les qualités des témoins, seront exécutées, à peine de nullité, sans préjudice des autres moyens tirés des dispositions des loix ou des coutumes, ou de la suggestion & captation desdits actes, lesquelles pourront être alléguées, sans qu'il soit nécessaire de s'inscrire en faux à cet effet, pour y avoir par nos Juges tel égard qu'il appartiendra.

XLVIII.

Voulons que les Notaires, Tabellions, ou autres personnes publiques, comme aussi les témoins qui auroient signé les testaments, codiciles ou autres actes de dernière volonté, ou les actes de suscription des testaments mystiques, sans avoir vu le testateur, & sans l'avoir entendu prononcer ses dispositions, ou les lui avoir vu présenter lors de ladite suscription, soient poursuivis extraordinairement à la requête de nos Procureurs, ou de ceux des hauts-Justiciers, & condamnés, savoir lesdits Notaires, Tabellions, ou autres personnes publiques, à la peine de mort, & les témoins à telles peines afflictives ou infamantes qu'il appartiendra.

XLIX.

L'institution d'héritier faite par testament ne pourra valoir en aucun cas, si celui ou ceux au profit de qui elle aura été faite, n'étoient ni nés ni conçus lors du décès du testateur.

L.

Dans les pays où l'institution d'héritier est nécessaire pour la validité du testament, ceux qui ont droit de légitime seront institués héritiers, au moins, en ce que le testateur leur donnera, & l'institution sera faite en les appelant par leurs noms, ou en les désignant de telle manière que chacun d'eux y soit compris : ce qui aura lieu, même à l'égard des enfans qui ne seroient pas nés au temps du testament, & qui seroient nés ou conçus au temps de la mort du testateur.

LI.

Quelque modique que soit l'effet ou la somme pour lesquels ceux qui ont droit de légitime auront été institués héritiers, le vice de la prétérition ne pourra être opposé contre le testament, encore que le testateur eût disposé de ses biens en faveur d'un étranger.

Tome VI.

L II

LII.

Ceux à qui il aura été laissé moins que leur légitime à titre d'institution, pourront former leur demande en supplément de légitime ; ce qui aura lieu à l'avenir dans les pays même dans lesquels ladite demande n'a pas été admise jusqu'à présent, ou a été prohibée dans certains cas.

LIII.

En cas de préterition d'aucuns de ceux qui ont droit de légitime, le testament sera déclaré nul quant à l'institution d'héritier, sans même qu'elle puisse valoir comme fidei-commis, & si elle a été chargée de substitution demeurera pareillement nulle, le tout encore que le testament contint la clause codicillaire, laquelle ne pourra produire aucun effet à cet égard, sans préjudice néanmoins de l'exécution du testament en ce qui concerne le surplus des dispositions du testateur.

LIV.

La disposition de l'article précédent sera exécutée, même à l'égard des testaments faits entre enfans, ou en temps de peste ; & en ce qui concerne les testaments militaires, n'entendons rien innover à ce qui est porté par les loix romaines à cet égard.

LV.

N'entendons déroger par les articles L, LIII, & LIV, aux dispositions des coutumes ; statuts, ou autres loix particulières observées dans quelques-uns des pays régis par le Droit écrit, qui permettent expressément de laisser la légitime à autre titre que celui d'institution ; & la demande en supplément de légitime pourra être formée audit cas, ainsi qu'il est, ord. par l'article LII.

LVI.

Ceux qui ont droit de légitime, & qui auront été institués héritiers, pourront faire détraction de la quartie falcidie sur les legs, & la quartie trébellianique sur les fidei-commis, & retenir en outre leur légitime.

LVII.

Lorsque le testament contiendra la clause codicillaire, & que l'institution d'héritier ne sera sans effet qu'à cause d'un défaut de solennité, ou de la caducité de ladite institution, les héritiers *ab intestat* qui ont droit de légitime, & qui prendront audit cas la place de l'héritier institué, pourront pareillement faire détraction des quartes falcidie & trébellianique, & celle de la légitime sur la totalité des biens du testateur.

LVIII.

Dans le cas porté par l'article LIII, où nonobstant la clause codicillaire l'institution d'héritier ne peut valoir, même comme fidei-commis, à cause du vice de la préterition, & où le testament ne subsiste que pour le surplus des dispositions du testateur, ceux qui ont droit de légitime pourront faire la détraction desdites quartes falcidie & trébellianique sur les legs ou fidei-commis, & en outre retenir leur légitime sur l'un, en cas que les biens qui leur appartiennent par la nullité de l'institution ne suffisent pas pour remplir ladite légitime.

LIX.

La disposition des trois articles précédens sera exécutée à l'égard de tous testamens ; même du militaire.

LX.

Sera néanmoins permis à tous testateurs de défendre par leur testament , ou par un codicile postérieur , de tenir lesdites quatre falcidie & trébellianique conjointement avec la légitime ; auquel cas ceux qui ont droit de légitime , auront seulement le choix entre la détraction desdites quartes & celle de la légitime , à moins que le testateur n'en eût autrement ordonné en les réduisant à leur légitime ; & la disposition du présent article aura lieu dans tous les cas portés aux articles LVI, LVII & LVIII. Défendons aux Juges d'avoir égard à ladite prohibition , si elle n'est faite en termes exprès.

LXI.

La quotité de la légitime des ascendans , dans les lieux où elle leur est due , sur les biens de leurs enfans ou descendans qui n'ont pas laissé d'enfans , & qui ont fait un testament , sera réglée eu égard au total desdits biens , & non sur le pied de la portion qui auroit appartenu ausdits ascendans , s'ils eussent recueilli lesdits biens *ab intestat* , concurremment avec les freres germains du défunt : ce qui aura lieu , soit que ledit défunt ait institué héritiers ses freres ou sœurs , ou qu'il ait institué des étrangers.

LXII.

Celui qui aura été institué héritier à la charge d'élire un des enfans du testateur , ne pourra élire un des petits-enfans ou descendans , encore que celui des enfans dont ils sont issus fût mort avant que le choix eût été fait ; & si tous les enfans du premier degré décèdent avant ledit choix , le droit d'élire demeurera caduc & éteint , le tout à moins que le testateur n'en ait autrement ordonné.

LXIII.

Celui qui aura été chargé d'élire un des enfans du testateur ou autres , ne pourra grever celui qu'il choisira d'aucune substitution , même en faveur d'un autre sujet éligible , si ce n'est que le testateur lui en eût donné expressément le pouvoir par son testament.

LXIV.

Lorsque celui qui aura été chargé d'élire aura déclaré son choix par contrat de mariage , ou par un acte entre-vif , accepté par celui qu'il aura élu , dans la forme prescrite pour l'acceptation de donations par notre Ordonnance du mois de Février 1731 , ledit choix sera irrévocable.

LXV.

La disposition de l'article précédent aura lieu , encore que le choix ait été fait avant le temps porté par le testament , si ce n'est que le testateur eût prohibé expressément de faire ledit choix avant le terme par lui marqué ; auquel cas , ledit choix ne sera irrévocable qu'après l'expiration dudit terme.

LXVI.

Tout ce qui a été réglé par les quatre articles précédens sur les institutions d'héritiers faites à la charge d'élire , aura lieu pareillement pour les legs universels ou particuliers faits sous la même charge.

LXVII.

Si l'héritier institué par un testament qui contient la clause codicillaire, n'a prétendu faire valoir la disposition du testateur, que comme codicile seulement, ou s'il n'a agi qu'en conséquence de ladite clause, il ne sera plus reçu à soutenir ladite disposition en qualité de testament; mais s'il a agi d'abord en vertu du testament, il pourra se servir ensuite de la clause codicillaire, & ce jusqu'à ce qu'il soit intervenu Arrêt définitif, ou Jugement passé en force de chose jugée, au sujet dudit testament.

LXVIII.

Lorsque le testateur sera domicilié dans un des pays qui suivent le Droit écrit, l'institution d'héritier par lui faite aura son effet, tant pour les immeubles situés ausdits pays, que pour les meubles, droits & actions qui suivent la personne. Et quant aux immeubles situés dans les pays où le Droit écrit n'est point observé, elle vaudra comme legs universel, si ce n'est qu'elle ait été faite pour une somme fixe, ou pour de certains effets, auquel cas elle ne vaudra dans lesdits pays que comme legs particulier.

LXIX.

La disposition de l'article précédent aura lieu, encore que le testateur, domicilié en pays de Droit écrit, ait fait son testament dans un pays où ce Droit n'est pas observé. Et en ce cas que ledit testament ne contint qu'un ou plusieurs legs universels, sans institution d'héritier, il vaudrait comme institution dans les pays de Droit écrit pour les biens qui y sont situés, ou qui suivent la personne, & seulement comme legs universel, pour les meubles situés en d'autres pays.

LXX.

Dans le cas porté par l'article précédent, de quelque manière que le testateur ait fait une ou plusieurs dispositions universelles, soit à titre d'institution, ou à titre de legs universel, son testament ne pourra être attaqué par le vice de la préterition, lorsqu'il y aura fait des legs, soit universels ou particuliers, à chacun de ceux qui ont droit de légitime, quelque modique que soient lesdits legs, lesquels vaudront en ce cas comme institution d'héritier, sans l'action en supplément de légitime, ainsi qu'il est porté par l'article LII. Mais si le testateur n'a rien laissé à quelqu'un de ceux qui ont droit de légitime, ledit testament sera déclaré nul, quant aux dispositions universelles seulement.

LXXI.

Lorsque le testateur sera domicilié dans un pays où le Droit écrit n'est pas observé, & qu'il aura fait un testament contenant institution d'héritier, elle n'aura son effet que pour les immeubles situés en pays de Droit écrit; & à l'égard des autres immeubles, ensemble des meubles, droits & actions qui suivent la personne, elle ne vaudra que comme legs universel, ou comme legs particulier, suivant la distinction portée par l'article LXVIII.

LXXII.

La disposition de l'article précédent sera observée, en quelque lieu que le testament ait été fait; & si ledit testament ne contient point d'institution d'héritier, les dispositions universelles qui y seroient portées, ne seront exécutées que comme legs universels, même dans les pays de Droit écrit.

LXXIII.

Dans tous les cas où suivant la disposition des articles LXVIII, LXIX, LXX & LXXI, les institutions d'héritiers ne vaudront que comme legs universels, ou comme legs particuliers, elles seront sujettes à délivrance & aux réductions portées par les coutumes; & réciproquement dans tous les cas où les dispositions universelles vaudront comme institution d'héritier, ceux au profit desquels elles seront faites, auront les mêmes avantages, & seront sujets aux mêmes loix que les héritiers institués.

LXXIV.

L'article CCCXXII de la coutume de Normandie, qui exige la survie de trois mois pour la validité des testamens, ou autres dispositions à cause de mort, concernant les biens d'une certaine nature, sera regardée comme un statut réel; & en conséquence ledit article aura son entier effet pour les biens de ladite nature, situés dans les lieux régis par ladite coutume, & n'en aura aucun pour les biens étant en d'autres pays; le tout en quelque lieu que celui qui aura fait la disposition, ait son domicile, ou qu'il ait disposé.

LXXV.

Voulons pareillement que les dispositions de l'article VI, du titre VII de la coutume du Duché de Bourgogne, & de l'article CCXVI, de la coutume du Bourbonnois, sur la nécessité de la survie pour la validité des actes de partage entre enfans & descendans, aient leur entier effet, lorsque les biens compris dans lesdits actes, seront situés dans les lieux régis par lesdites coutumes, & que lesdites dispositions n'en aient aucun, lorsque lesdits biens seront situés ailleurs; & en cas que partie des biens soit située dans l'étendue desdites coutumes, & partie dans des pays où la condition de la survie pour lesdits actes n'est pas exigée, les contestations qui pourront naître pour savoir si lesdits actes doivent avoir effet en partie, ou n'en avoir aucun pour le tout, seront décidées par les Juges qui en doivent connoître, ainsi qu'elles ont pu ou dû l'être par le passé, jusqu'à ce qu'il y ait été par nous pourvu ainsi qu'il appartiendra.

LXXVI.

Abrogeons l'usage des clauses déroatoires dans tous testamens, codiciles ou dispositions à cause de mort. Voulons qu'à l'avenir elles soient regardées comme nulles & de nul effet, en quelques termes qu'elles soient conçues.

LXXVII.

Abrogeons pareillement l'usage des testamens ou codiciles mutuels, ou faits conjointement, soit par mari ou par femme ou par d'autres personnes. Voulons qu'à l'avenir ils soient regardés comme nuls & de nul effet dans tous les pays de notre domination, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes de partage entre enfans & descendans, suivant ce qui a été réglé ci-dessus; & pareillement sans rien innover en ce qui concerne les donations mutuelles à cause de mort, jusqu'à ce qu'il y ait été par nous pourvu suivant la réserve portée par l'article XLVI de notre Ordonnance du mois de Février 1731.

LXXVIII.

Toutes les dispositions de la Présente, soit sur la forme ou sur le fond des testamens, codiciles ou autres actes de dernière volonté, seront exécutées, encore que lesdites dispositions, de quelque espèce qu'elles soient, eussent la cause pie pour objet.

LXXIX.

N'entendons comprendre dans la présente Ordonnance ce qui concerne la qualité ou la quantité des biens dont le testateur peut disposer, ni pareillement ce qui regarde l'ouverture, l'enregistrement & la publication des testaments ou autres actes de dernière volonté, nomination & fonctions des exécuteurs testamentaires, sur tous lesquels points il ne sera rien innové, en vertu de notre présente Ordonnance, aux dispositions des loix ou usages qui sont observés à cet égard.

LXXX.

Les testaments, codiciles ou autres actes de dernière volonté, dont la rédaction ou la suscription auront une date certaine & authentique avant la publication des Présentes, par la présence & signature d'un Notaire, Tabellion ou autre personne publique, ou qui auront été déposés chez un Notaire ou Tabellion, ou dans un Greffe ou autre dépôt public, avant ladite publication, seront exécutés ainsi qu'ils auroient pu ou dû l'être avant notre présente Ordonnance, & ce encore que le testateur ne soit décédé qu'après qu'elle aura été publiée.

LXXXI.

Et à l'égard des testaments, codiciles ou autres actes de dernière volonté, dont la date n'aura point été ou ne sera point devenue authentique (suivant ce qui est porté par l'article précédent) avant la publication de la présente Ordonnance, voulons qu'elle soit observée en son entier dans le Jugement des contestations qui pourront naître au sujet d'icelles, si ce n'est que le testateur fût décédé avant la publication des Présentes, ou dans l'année qui suivra immédiatement ladite contestation; auquel cas lesdites contestations seront jugées ainsi qu'elles auroient pu & dû l'être avant la présente Ordonnance.

LXXXII.

En cas que les testaments, codiciles ou autres dispositions olographes, se trouvent n'avoir point de date, les contestations qui pourront naître sur la validité ou la nullité d'icelles, seront jugées suivant la Jurisprudence qui a eu lieu jusqu'à présent dans nos Cours à cet égard, & ce lorsque le testateur sera mort avant la publication de la présente Ordonnance, ou dans l'année qui suivra immédiatement ladite publication; & lorsqu'il ne sera décédé qu'après ladite année, la disposition des articles XXXVIII, & XLVII, sur la nullité d'icelles, par le défaut de date, sera également observée par toutes nos Cours & autres Juges.

Voulons au surplus que la présente Ordonnance soit gardée & observée dans tout notre Royaume, terres & pays de notre obéissance, à compter du jour de la publication qui en sera faite. Abrogeons toutes Ordonnances, loix, coutumes, statuts & usages différens, ou qui seroient contraires aux dispositions y contenues. Si donnons en mandement à nos amis & feaux les Gens tenant nos Cours de Parlement, grand-Conseil, Chambre des Comptes, Cour des Aydes, Bailliage, Sénéchaux, & tous autres nos Officiers, que ces Présentes ils gardent, observent entièrement, fassent garder, observer & entretenir, & pour les rendre notoires à nos sujets, les fassent lire, publier, & enregistrer; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à tousjours, nous y avons fait mettre notre scel. Donnée à Versailles au mois d'Août, l'an de grace mil sept cent trente-cinq, & de notre regne le vingtième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, PHELYPEAUX. Visa, CHAUVELIN. Et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge & verte.

Révisée, ou & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées. Enjoins aux Substituts du Procureur gé-

méral du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 3 Février 1736. Signé YBADEAU.

D E C L A R A T I O N D E L O U I S X V ,

Qui règle la forme en laquelle les Procurations pour résigner des Bénéfices, doivent être faites.

Du 14 Février 1737.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. La multiplication des fraudes & des abus qui s'étoient glissés dans les résignations en faveur, depuis que l'usage en avoit été introduit dans notre Royaume, oblige le Roi Henri II, à y apposer les remèdes convenables par son Edit du mois de Juin 1550. Ce fut dans cette vue qu'il ordonna entre autres choses, que les Procurations pour résigner les Bénéfices, ne pourroient être requises par un Notaire seul, & sans la présence de deux témoins connus & domiciliés, qui ne fussent ni domestiques, ni parents ou alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, soit du résignant ou du résignataire. Le feu Roi notre très honoré Seigneur & Bisayeul, a renouvelé & même étendu les dispositions d'une loi si nécessaire, par sa Déclaration du mois d'Octobre 1646, & par son Edit du mois de Décembre 1691. Mais il manquoit encore quelque chose à la perfection de ces loix, puisqu'en prescrivant des règles pour les procurations qui sont reçues par un Notaire avec des témoins, elles n'avoient rien déterminé par rapport aux procurations qui sont passées pardevant deux Notaires, où il n'est pas d'usage d'appeller deux témoins : & ayant résolu de suppléer à cette omission, nous avons considéré que les résignations se faisant le plus souvent dans la pensée de la mort, & étant exposées aux mêmes surprises que les dispositions de dernière volonté, on ne pouvoit y pourvoir d'une manière plus sûre, qu'en rendant la forme des procurations pour résigner des Bénéfices, presque semblable à celles que nous avons autorisées par notre Ordonnance du mois d'Août 1735 pour les actes à cause de mort, qui sont reçus par des Notaires. Nous obigerons par là ceux qui recevront les procurations pour résigner, à y apporter la même attention, pour connoître l'état du résignant, & lui faire expliquer sa volonté en leur présence, que lorsqu'il s'agit de s'assurer de l'état d'un testateur, & de lui entendre prononcer ses dispositions. Et comme il arrive souvent que les démissions pures & simples sont une espèce de résignation tacite en faveur de celui qui en est l'objet, & que les permutations des Bénéfices qui renferment toujours une résignation réciproque, sont aussi susceptibles de différens genres de fraude qu'il est important d'empêcher, nous avons jugé à propos d'assujettir les unes & les autres à l'observation des règles que nous établirons par notre présente Déclaration. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît en ce suit.

I.

Les procurations pour résigner des Bénéfices ne pourront être faites que par des actes passés en présence de deux Notaires, ou en présence d'un Notaire avec deux témoins, au moins de la qualité qui sera ci-après marquée ; & il sera fait mention dans lesdits actes de l'état de l'anté ou de maladie dans lequel sera le résignant, le tout à peine de nullité.

I I.

Lesdits Notaires, ou l'un d'eux, écriront l'acte de procuration suivant la déclaration

Ann. 1737.

Cette pièce & la suivante doivent être mises au 6. XV pag. 11, avant l'Edit de 1691.

que le régnant leur fera de ses intentions, & lui en feront ensuite la lecture, de laquelle il sera fait une mention expresse : après quoi l'acte sera signé, tant par le régnant que par les deux Notaires, ou par le Notaire & les témoins : & en cas que le régnant déclare qu'il ne peut signer, il en sera fait mention, le tout à peine de nullité.

III.

Ne pourront être pris pour assister ausdits actes que des témoins connus & domiciliés, qui soient âgés au moins de vingt ans accomplis, & qui ne soient ni parens ou alliés du régnant ou du régnataire jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ni serviteurs ou domestiques de l'un ou de l'autre. Voulons en outre, conformément aux articles XL, XLI, XLII, & XLIV, de notre Ordonnance concernant les testaments, qu'il ne puisse être admis dans lesdits actes que des témoins qui sachent & puissent signer, & qui soient nés, regnicoles & capables d'effets civils, sans que les Réguliers, Novices ou Profes de quelque Ordre que ce soit, ni les clercs, ser-viteurs ou domestiques du Notaire qui recevra la procuration, puissent être pris pour témoins, le tout à peine de nullité.

IV.

Voulons, conformément à l'article XLVIII de notredite Ordonnance, que ceux desdits Notaires ou témoins qui auront signé lesdites procurations, sans avoir vu le régnant, & l'avoir entendu prononcer & expliquer ses intentions, soient poursuivis extraordinairement à la requête de nos Procureurs, comme pour crime de faux.

V.

Il restera minute desdites Procurations, à peine de nullité.

VI.

La disposition des quatre articles précédens aura lieu pareillement pour les procurations & actes qui se font à l'effet de permuer des Bénéfices, pour les actes de démission pure & simple. N'entendons au surplus rien innover par ces Présentes, sur les règles, conditions & formalités établies par ledit Edit de 1550, & autres Ordonnances, Edits & Déclarations postérieures; toutes lesquelles loix continueront d'être exécutées selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, grand-Conseil, Bail-lifs, Sénéchaux, & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils gardent, observent & entretiennent, fassent garder, observer & entretenir, & pour les rendre notoires à nos sujets, les fassent lire, publier & régistrer; car tel est notre plaisir : en témoin de quoi nous y avons fait mettre notre scel. Donnée à Versailles le quatorzième jour de Février, l'an de grace mil sept cent trente-sept, & de notre règne le vingt-deuxième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Révisée, oui ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Bailliages, & Sénéchaussées du ressort, pour y être lue, publiée & révisée: enjoint aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivans l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le 13 Mars 1737. Signé DUFRANC.



DECLARATION

DECLARATION DE LOUIS XIV,

Concernant les Procurations pour résigner.

Du 6 Juin 1739.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: à nos amés & féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, salut. Par notre Déclaration du 14 Février 1737, nous aurions, en confirmant la disposition de l'Édit du mois de Décembre 1691, ainsi que celles de l'article III de l'Édit du mois de Juin 1550, & de l'article IX de la Déclaration de 1649, réglé la forme en laquelle les procurations pour résigner devoient être faites, soit qu'elles fussent passées par deux Notaires & en présence de deux témoins: cette Déclaration ayant été enregistrée en notre Cour de Parlement le 14 Mars 1717, & envoyée, conformément à l'Arrêt d'enregistrement, à tous les Bailliages & Sénéchaussées du ressort dudit Parlement, nous avons été informés des difficultés qui pouvoient naître au Conseil provincial d'Artois pour l'exécution de cette Déclaration, sur ce que l'Édit de 1550, & la Déclaration de 1646 n'y ont point été envoyés; & nous avons cru que pour prévenir ces difficultés, il étoit nécessaire de faire enregistrer audit Conseil les articles de ces Ordonnances qui peuvent avoir rapport à notredite Déclaration. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que l'article III de l'Édit du mois de Juin 1550, & l'article IX de la Déclaration du mois d'Octobre 1646, soient exactement observés dans le ressort de notre Conseil provincial d'Artois: à cet effet vous mandons de les y envoyer pour y être lus, publiés & enregistrés. Si vous mandons que ces Présentes vous ayez à faire régistrer, & le contenu en icelles exécuter & observer selon leur forme & teneur; car tel est notre plaisir: en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donnée à Versailles le sixième jour de Juin, l'an de grace mil sept cent trente-neuf, & de notre regne le vingt-quatrième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellée du grand sceau de cire jaune.

Régistrée, oui ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées d'icelle, ensemble de l'article III de l'Édit du mois de Juin 1550, & de l'article IX de la Déclaration du mois d'Octobre 1646, envoyées au Conseil provincial d'Artois, pour y être lues, publiées & enregistrées. Enjoins aux Substituts du Procureur général du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 8 Juillet 1739.

Signé DUFRANC,



DECLARATION DE LOUIS XIV,

Par laquelle sa Majesté a ordonné ce qu'elle veut être observé à l'égard des unions de Cures & autres Bénéfices à des Abbayes, Chapitres, Corps ou Communautés séculières ou régulières de sa Province de Franche-Comté, lorsque lesdites unions se trouveront avoir été faites quarante ans avant le premier Janvier 1564.

Du 24 Novembre 1737.

Ann. 1737.

Cette pièce doit être mise à la fin du §. XV pag. 316.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Les difficultés qui se sont élevées depuis quelque temps dans notre Province de Franche-Comté, au sujet des appels comme d'abus que des Dévolutaires ont interjetés d'anciennes unions de Cures & autres Bénéfices à des Abbayes, Chapitres ou Communautés de cette Province, ont donné lieu à ces différens Corps de nous faire représenter, qu'à la vérité plusieurs de ces unions paroissant avoir été faites par les Papes en forme gracieuse, & sans observer exactement les solemnités prescrites par les saints Decrets, il pourroit y avoir lieu de les déclarer abusives, si l'on en jugeoit à la rigueur suivant les regles qui sont établies dans cette matiere : mais que d'un autre côté il s'agit d'unions qui subsistent depuis plusieurs siècles sans aucune réclamation, & qui semblent avoir été assermées par l'approbation que l'Archevêque de Besançon & ceux mêmes qui exerçoient l'autorité du Prince dans la Franche-Comté, ont donnée à plusieurs de ces unions lorsqu'elles étoient encore récentes. Sur quoi ils nous ont supplié de considérer que l'intention du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeur, ayant toujours été, comme il l'a déclaré plusieurs fois, de ne rien innover dans les usages de cette Province, rien n'étoit plus favorable que de maintenir dans leur ancien état, des Abbayes & des Chapitres dont une partie est affectée à la Noblesse, qui seroit privée de l'asyle & de la ressource qu'elle trouve dans ces établissemens, si l'on détruisoit les unions qui forment une portion considérable de leurs biens : à quoi ils ont ajouté que c'étoit par toutes ces raisons que notre Parlement de Besançon n'avoit pas crû devoir écouter des Dévolutaires qui sous prétexte d'un défaut de solemnité, vouloient troubler une possession si ancienne & si favorable ; mais que comme les Arrêts même de ce Parlement devenoient si souvent la matiere de nouveaux procès, par les poursuites qui se faisoient en notre Conseil pour en demander la cassation, ils nous supplioient de vouloir mettre des bornes aux recherches de ces Dévolutaires, & assurer par une loi générale l'état des différens Corps ecclésiastiques d'une Province à laquelle nous avons déjà donné tant de marques de notre affection depuis qu'elle a été réunie à notre Couronne. Ces représentations nous ayant paru dignes de notre attention, nous avons jugé à propos de les faire examiner en notre Conseil, & nous avons reconnu que les unions pour lesquelles on réclame notre autorité, ont été attaquées dans les derniers temps, non par ceux qui pouvoient y être véritablement intéressés, mais par des Dévolutaires, qui, sur le fondement du droit nouvellement acquis, veulent troubler d'anciens & paisibles possesseurs : que d'ailleurs si le bien public paroît appuyer leur prétention, la faveur des établissemens dont ils cherchent à troubler la tranquillité, forme une autre espèce de bien public qui s'oppose au premier ; & c'est dans le combat de ces deux intérêts contraires que nous avons jugé à propos de les concilier par le tempéramment qui nous a paru le plus équitable, c'est-à-dire, en fixant une époque certaine au-delà de laquelle les unions antérieures soient à couvert de ces recherches tardives qui n'ont pour véritable motif que l'intérêt d'un particulier. Nous trouvons même l'exemple d'un pareil tempéramment dans une disposition du Concile de Trente, qui en chargeant les Evêques de recevoir les unions précédentes, a renfermé cette recherche dans l'espace de quarante ans avant la tenue de ce Concile. Nous imiterons donc

la sagesse de cette précaution , en établissant la même règle dans une Province qui s'est confrmée en grande partie à la discipline établie par le Concile de Trente ; & pendant que nous assurerons par-là l'état d'un grand nombre de Corps & de Communautés, nous aurons la satisfaction de répondre au vœu commun de tous les Ordres d'une Province, qui, depuis le temps de sa réunion, a égalé par ses services la fidélité & le zèle de celles qui ont toujours été soumises à notre domination. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre grâce spéciale, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, qu'aucuns Dévolutaires ou Impétrans de Bénéfices ne puissent être admis à interjetter appel comme d'abus des unions de Cures & autres Bénéfices à des Abbayes, Chapitres, Corps ou Communautés séculières ou régulières de notre Province de Franche-Comté, lorsque lesdites unions se trouveront avoir été faites quarante ans avant le premier de Janvier 1564. Voulons que lesdits Dévolutaires ou Impétrans qui interjetteroient appel comme d'abus desdites unions, y soient déclarés non-recevables, leur imposant un silence perpétuel à cet égard ; le tout à la charge que lesdits Chapitres, Abbayes, Corps ou Communautés seront tenus de se conformer aux dispositions de la Déclaration du 10 Janvier 1686, & autres données en conséquence sur ce qui concerne les portions congrues des Curés ou Vicaires, & autres charges, dont les Curés primitifs ou les Décimateurs sont tenus. Et sera notre présente Déclaration exécutée selon sa forme & teneur, à compter du jour de sa publication, sans préjudice des contestations, si aucunes se trouvent avoir été précédemment formées au sujet desdites unions de Bénéfices, sur lesquelles contestations il sera statué par nos Cours & autres Juges, ainsi qu'ils l'auroient pu faire avant ces Présentes. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Besançon, que ces présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer & exécuter selon sa forme & teneur ; car tel est notre plaisir : en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites Présentes. Donné à Versailles le vingt-quatrième jour de Novembre, l'an de grâce mil sept cent trente-sept, & de notre regne le vingt-troisième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, Signé BAUVIN.

Lue, publiée & enregistrée, oui & ce requerrant le Procureur général du Roi, à l'Audience publique du Parlement à Besançon, du 23 Décembre mil sept cent trente-sept ; la Cour a ordonné que la présente Déclaration sera enregistrée aux actes importants de ladite Cour, pour être exécutée dans son ressort suivant sa forme & teneur ; & que copies collationnées en seront envoyées dans les Bailliages, Sièges préjudiciaux, & autres Jurisdictions de la Province, pour y être pareillement lue, publiée & enregistrée, à ce que personne n'en ignore : enjoins aux Substituts dans lesdits Sièges, & aux Procureurs fiscaux des autres Justices, d'en certifier la Cour dans le mois. Signé CHALON.

BREF OU INDULT APOSTOLIQUE DE CLEMENT XII,

Concernant la disposition des Bénéfices consistoriaux, & autres y mentionnés ; situés dans la Lorraine & le Barrois.

Du 15 Janvier 1740.

Ann. 1740.

CLEMENS, Episcopus, servus servorum Dei, charissime in Christo Fili noster, Cette pie-té saluée & apostolique benedictionem. Alias quidem felices recordationis Alex- ce & la sui- xander Papa VII, prædecessor noster, ob eximia clarissimæ memoriz Ludovici dum vante do- vixit, Francorum Regis christianissimi, avi Majestatis tuæ in rem catholicam merita, vent être eidem Ludovico Regi, quoad vixisset, jus ipsi Alexandro prædecessori, & pro tempore mises à la existentiis Romanis Pontificibus suis successoribus nominandi personas probatas, boni fin du s.

M m i j

XIV.

nominis, & secundum sacrorum Canonum dispositiones idoneas ad cathedrales Ecclesias Metensis, Tullenis & Virdunensis, respectu civitatum ab ipso Ludovico Rege tunc temporis possessarum, quoties illas quibuscumque personis, non tamen per obitum apud hanc sanctam Sedem vacare contigisset, per eundem Alexandrum prædecessorem, suosque successores prædictos ad nominationem prædictas reservaverat, concesserat, & assignaverat, & alias prout in ipsius Alexandri prædecessoris Litteris desuper in simili forma Brevis die 21 Decembris 1664 expeditis. Subinde verò felicis etiam memoriz Clemens Papa IX, itidem prædecessor noster firmiter in Domino sperans fore, ut tam ipse Ludovicus, quam successores Regi Christianissimi gloriosis antecessorum Regum vestigiis inhærentes Religionem christianam & fidem orthodoxam tueri & propagare, dictæque Sedi apostolicæ honorem, & auctoritatem in universis suis, & ipsorum Regum successorum dominiis illibatas conservare omni studio curaturi; atque in nominandis ad infra scripta Beneficia personis, quæ vitæ integritate, religione, fide, doctrinâ præstant, summum studium, summamque diligentiam adhibitori, nec suam ipsorum consentiam ea in re ullo modo lædi forent passuri, amplioremque ipsi Ludovico Regi, ejusque successoribus exercendæ erga personas bene meritas regiz beneficentiz facultatem apostolicâ benignitate ducens concedendam, eidem Ludovico Regi, ejusque successoribus Regibus christianissimis, in unitate catholice fidei, ac Sedis apostolicæ præfatz, obedientia perseveraturis, jus nominandi ipsi Clementi prædecessori, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus successoribus, suis personis probatas, bonorum nominis & famæ, ac secundum sacrorum Canonum dispositionem idoneas ad quæcumque Beneficia secularia, & quorumvis Ordinum regularia, in præfatis Metensi, Tullesii & Virdunensi civitatibus, earumque territorii divisioni, & dominio temporalibus, tunc temporis eidem Ludovico Regi subiectis consistenti, quæ extra Romanam Curiam quibuscumque personis vacare contigisset, & quorum collatio, proviso & omnimoda dispositio eidem Clementi, & Romanis Pontificibus successoribus præfatis, & dictæ Sedi quomodolibet, non tamen ratione, obitus apud Sedem eandem, reservata existeret, per ipsum Clementem prædecessorem, ejusque successores Romanos Pontifices prædictos præficiendas, & quibus Beneficia hujusmodi respectu per dictum Clementem prædecessorem, suosque Romanos Pontifices successores prædictos conferri debuissent, motu pari sub certis modo & forma, tunc expressis reservavit pariter, ac concessit & assignavit, & alias prout tam in præfatis ejusdem Alexandri, quam in dictis, Clementis prædecessoris Litteris die 23 Martii 1668, desuper in simili pariter forma Brevis expeditis, quarum etiam tenores Præsentibus pro plenè & sufficienter expressis haberi volumus, uberius continetur. Nos etiam eorundem Alexandri & Clementis prædecessorum prædictorum vestigiis insistentes, ac Majestatem tuam majorum tuorum Regum christianissimorum virtutes æmulantem; deque vobis, atque ipsâ sanctâ Sede præclare mereri pergentem paternæ carissimæ complendentes; motu proprio, ac ex certa scientia nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, eidem Majestati iux, ac successoribus tuis Francorum Regibus christianissimis in unitate catholice fidei, & Sedis apostolicæ prædictæ obedientia perseverantibus, jus nominandi nobis, & pro tempore existentibus Romanis Pontificibus successoribus nostris, personas probatas, bonorum nominis & famæ ac secundum sacrorum Canonum; & Concilii Tridentini Decretorum dispositionem idoneas, ad quæcumque & qualiacumque Beneficia ecclesiastica secularia, & quorumvis Ordinum Congregationum & Institutuum, non tamen Hospitalis sancti Joannis Hierosolymitani, regularia etiam secularia Canoniciæ & Præbendæ; dignitatis etiam post Pontificalem majores in cathedralibus, hac principales in collegiatis Ecclesiis, personarum administrationes & officia, regularia verò Beneficia hujusmodi Monasteria etiam consistorialia, & in libris Cameræ apostolicæ taxata, Prioratus etiam conventuales, præposituræ, præpositus, præceptoris seu commendæ, & officia, non tamen claustralia, fuerint, & ad illa consueverint, qui per electionem, seu alium quæcumque modum assumi, exceptis tamen Mediano vulgo de Moyaen-Moutiers, nuncupato sancti Hidulphi, Orsinis sancti Benedicti, Capiti Congregationis sanctorum Vitoni & Hidulphi, nullius Diocesis Provincie Trevirensis in Lotharingia, eidem apostolicæ Sedi immediatè subiecto, cui per alias nostras sub plumbo prædictæ idus Januarii annoq. in-

carnationis dominicæ millesimo septingentesimo trigésimo, seu alio veriori tempore
 expeditis Litteras, quarum tenorem Præsentibus pro expresso haberi, liberam electionem
 personarum idonearum Ordinis, & Congregationis hujusmodi in Abbatem dicti monasterii
 præficiendæ expressè concessimus, aliisque, si quæ alia sunt Congregationum Capita,
 Monasteriis, ac parochialibus Ecclesiis, earumque perpetuis Vicariis, & aliis Beneficiis
 curam sacramentalem animarum Parochianorum, annexam quomodolibet ha-
 bentibus omnibus, in ditionibus Lotharingæ & Barri, quæ Majestati tuæ & succes-
 soribus tuis Francorum Regibus subiectæ sunt, duntaxat consistentia quæ extra Ro-
 manam Curiam quibuscumque modis, & ex quoruncumque personarum vacare contigerit,
 quorum collatio, provisio & omnimoda dispositio nobis & successoribus nostris præ-
 fatis, & dictæ Sedis quomodolibet non tamen ratione obitus apud Sedem eandem re-
 servata existat, per nos & successores nostros, prædictos Monasteriis Prioratibus, aliis-
 que Beneficiis præfatis ad nominationem hujusmodi præficiendas, & quibus eadem
 Monasteria, Prioratus & alia Beneficia prædicta respectivè, ut præmittitur, per nos, nos
 dictosque successores nostros conferri debeant, tenore Præsentium reservamus pariter
 ac concedimus & assignamus. Decernentes jus nominandi hujusmodi ad Monasteria,
 Prioratus & alia Beneficia prædicta, ubi tuisque successoribus Regibus memoratis di-
 tiones pro tempore possidentibus competere debere, neque sub quocumque quantavis
 speciali derogatione comprehendi: vel ei quovis modo & ex quacumque causa derogari;
 & si derogari contingat, id minimè suffragari posse nihilominus quacumque Monas-
 teriorum, Prioratuum & aliorum Beneficiorum hujusmodi provisiones, commendas
 & alias de eis dispositiones, etiam cum juris nominandi hujusmodi derogatione con-
 tra earundem Præsentium tenorem, etiam per nos & successores nostros præfatos, ac
 Sedem eandem absque tuis successorumque tuorum Regum præfatorum nominationibus,
 etiam motu, scientiâ & potestatis plenitudine similibus, quoquomodo pro tempore
 faciendas, ac desuper faciendas Litteras, & inde secuturam quæcumque nulla & in-
 valida, nulliusque roboris & momenti, fore & esse, teque, vel memoratos Reges
 successores tuos ad docendum de Litteris præfatis, seu illas ostendendum, & in eis con-
 sentiam quæcumque justificandum minimè teneri, sed eisque Præsentibus tantum uti posse
 illique tam in iudicio, quam extra illud stari debere; sicque & non aliter per quocum-
 que Judices & Commissarios quavis auctoritate fungentes, etiam causarum Palatii
 apostolici Auditores, ac ejusdem, S. R. E. Cardinales, sublata eis, eorum cuilibet qua-
 vis aliter judicandi & interpretandi facultate, & auctoritate judicari & definiri debere,
 ac irritum & inane, si secus super his à quoquam quavis auctoritate scienter, vel igno-
 ranter contigerit attentari. Nonobstantibus quibuscumque generalibus vel specialibus Monas-
 teriorum & Prioratuum, aliorumque Beneficiorum prædictorum reservationibus, seu
 affectionibus apostolicis per quoscumque Romanos Pontifices prædecessores nostros,
 ac nos & Sedem eandem quomodolibet factis, seu pro tempore faciendis, necnon
 Cancellariæ apostolicæ regulis editis & edendis, ac quibuscumque aliis apostolicis, nec-
 non in universalibus provincialibusque Conciliis editis generalibus, vel specialibus
 Constitutionibus & Ordinationibus, ac quacumque Ecclesiarum & Monasteriorum
 illorumque Ordinum etiam juramento, confirmatione apostolicâ vel quavis firmitate
 aliâ roboratis, statutis, & consuetudinibus, privilegiis quoque, Indultis & Litteris apo-
 stolicis, etiam quavis clausulas & reservationes in se continentibus, per eosdem præ-
 decessores, ac nos & Sedem eandem, Ecclesiis & Monasteriis, illorumque Capitulis,
 Conventibus & Ordinibus, aliisque personis quomodolibet concessis, confirmatis & in-
 novatis. Quibus omnibus, singulis etiam pro illorum sufficienti derogatione de illis,
 eorumque totis tenoribus specialis, specifica & individua, ac de verbo ad verbum,
 non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expres-
 so servanda foret, illorum omnium, & singulorum tenores Præsentibus, pro plenè
 & sufficienter expressis, & ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore perman-
 suris, ad præmissorum effectum ac vice duntaxat specialiter, & expressè motu, scientiâ
 & potestatis plenitudine paribus derogamus, & plenè derogatum esse volumus, cæ-
 terisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut tam tu, quam successores tui Re-
 ges præfati, intra sex menses à die vacationis Monasteriorum, Prioratuum aliorumque
 Beneficiorum hujusmodi computandos personas idoneas, nobis & pro tempore existenti

Romano Pontifici, pro collatione, provisione, seu commenda obtinenda nominare omnino teneamini, & ad Monasteria, seu Prioratus hujusmodi in titulum concedi solita Clerici seculares, vel alterius quàm Monasterii, seu Prioratus ad quod, seu quem eos per te, vel successores tuos Reges præfatos, nominari congeri, Ordinis regulare nominandi habitum per fratres, seu Monachos illius Monasterii, seu Prioratus gestari, solum suscipere, & professionem per eosdem Fratres, seu Monachos eorum consuetam expresse emittere; omnesque & singuli nominati prædicti super Monasteriis, Prioratibus & aliis Beneficiis quibuscumque prædictis, cujuscumque valoris annui, etiam minimi existant, Litteras apostolicas collationis, provisionis, seu commende respectivè sub plumbo intra alios sex menses à die factæ nominationis computandos expediri, ac jura Camere apostolicæ, & aliis propterea debita perolvere omnino teneamini, alioquin dictis sex mensibus respectivè elapsis, de Monasteriis & Prioratibus, à iisque Beneficiis præfatis, ut præfertur, vocantibus, per nos seu pro tempore existentem Romanum Pontificem, liberè disponi possit. Volumus pariter ut Indulto hujusmodi tibi ac successoribus tuis Regibus christianissimis præfatis, ut præfertur, concessio, charissimus in Christo filius noster Stanislaus, Rex Poloniæ illustri, ac Lotharingæ & Barri Dux, non minus pietate, orthodoxæ religionis zelo insignis, quoad vixerit, liberè ac licitè uti possit & valeat. Datum Romæ apud sanctam Mariam majorem, sub annulo Piscatoris, die xv. Januarii M. DCC. XI. Pontificatus nostri anno decimo. *Et au bas est écrit: Duplicatum. Et au-dessous: D. Cardinalis Pallioneus. Et au dos est écrit: CHARISSIMO IN CHRISTO FILIO NOTRO LUDOVICO, FRANCORUM REGI CHRISTIANISSIMO.*

Régistrée, qui s'écrit requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, & pour & usir par ledit Seigneur Roi conformément à ses Lettres-patentes du mois d'Août 1740, & Arrêt d'enregistrement d'icelles de ce jour, & en conséquence du Concordat & autres Titres, des droits énoncés audit Indult, sans approbation de ce qui est contenu au sujet de l'Abbaye de Moyon-Moutiers ni des clauses contraires aux maximes du Royaume, aux libertés de l'Eglise Gallicane, Déclarations du Roi & Arrêts de la Cour, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, le six Septembre mil sept cent quarante. Signé YSABEAU.

LETTRES PATENTES DE LOUIS. XV.

Sur le Bref ou Indult apostolique, concernant la disposition des Bénéfices consistoriaux, & autres y mentionnés, situés dans la Lorraine & le Barrois.

Du....Août 1740.

Ann.1740. **L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre, à tous présents & à venir, salut. Ayant plu à feu notre saint pere le Pape Clément XII, d'heureuse memoire, de nous accorder un Bref ou Indult apostolique le 15 Janvier dernier pour la disposition des Bénéfices consistoriaux & autres y mentionnés, qui se trouvent situés dans la Lorraine & Barrois, & voulant que lesdits Bref ou Indult soient leur plein & entier effet, à ces causes & autres à ce nous mouvant, nous avons lesdits Bref ou Indult ci-attachés sous le contrescel de notre Chancellerie, accepté, approuvé & confirmé, & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons & confirmons, voulons & nous plaît qu'ils soient exécutés en tout leur contenu selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que lesdits Bref ou Indult ils aient (même en vacations,) à faire lire, publier & enregistrer avec ces Présentes, & tout leur contenu garder & faire observer pleinement, paisiblement, & perpétuellement, sans aller ni soufrire qu'il soit allé directement ou indirectement au contraire, nonobstant tous usages, réglemens, Arrêts & autres choses à ce contraires, auxquels pour ce regard seulement, & sans tirer à conséquence, nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Présentes; car tel est notre plaisir: & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Données à Versailles au mois d'Août, l'an de grace mil sept cent qua-

rante, & de notre règne le vingti-cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, PHELYPEAUX. Visa, DAGUESSEAU. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge & vertte.

Régistrées, oné & ce requerant le Procureur général du Roi, pour être exécutées, selon leur forme & teneur, & jouir & user par ledit Seigneur Roi, conformément auxdites Lettres, & en conséquence du Concordat & autres titres, des droits énoncés audit Indult, sans approbation de ce qui y est contenu au sujet de l'Abbaye de Moyen-Montiers, ni des clauses contraires aux maximes du Royaume, aux Libertés de l'Eglise Gallicane, Déclarations du Roi & Arrêts de la Cour, suivant l'Arrêt de ce jour. à Paris en Parlement le six Septembre mil sept cent quarante. Signé YBAHEAU.

ARREST DE LA COUR DU PARLEMENT,

En faveur des Doyen, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise cathédrale de Troyes, confirmatif du droit de la Jurisdiction dudit Chapitre & de son exemption de celle de M. l'Evêque de Troyes.

Du premier Fevrier 1755.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, au premier Huissier de notre Cour de Parlement, ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce requis. Sçavoir faisons, qu'entre les Chanoines & Chapitre de l'Eglise cathédrale de saint Pierre de Troyes, appellans comme d'abus des poursuites & procédures extraordinaires faites par l'Official de l'Evêché de Troyes, contre Antoine-Pierre Fardeau ci-après nommé, notamment de l'Ordonnance rendue par ledit Official le 16 Septembre 1752, qui revoit l'appel interjeté par ledit Fardeau du décret d'ajournement personnel contre lui décerné par l'Official de l'Eglise cathédrale de Troyes, le 15 dudit mois de Septembre, en l'Officialité de l'Evêché; ordonne que les parties procéderont devant lui à cet effet; que les informations seront apportées en son Greffe; fait défenses de passer outre, faire poursuites ailleurs que pardevant lui & d'exécuter ledit Decret; permet audit Fardeau de continuer ses fonctions suivant leur requête inférée en l'Arrêt de notredite Cour du 16 Septembre 1752, & exploit fait en conséquence le 5 Octobre suivant d'une part; & Mellire Mathias Poncet de la Riviere Evêque de Troyes, Antoine Pierre Fardeau, Prêtre, Curé de la Paroisse de saint Avenin de Troyes, Intimés, d'autre part. Et entre ledit Antoine-Pierre Fardeau, Appellant comme de Juge incompetent, de la plainte contre lui rendue pardevant le Juge du Chapitre de saint Pierre de Troyes, le 14 Septembre 1752; permission d'informer du même jour, information faite en conséquence, Decret d'ajournement personnel contre lui décerné par ledit Official le 15 du même mois, & de tout ce qui a précédé & suivi suivant sa requête inférée en l'Arrêt de la Cour du 28 Septembre audit an 1752, & exploit fait en conséquence le 5 Octobre suivant d'une part; & lesdits Chanoines & Chapitre de l'Eglise cathédrale de saint Pierre de Troyes, Intimés d'autres part. Et entre lesdits Chanoines & Chapitre, Demandeurs en requête du 3 Mai 1753, à ce qu'en venant plaider la cause sur les appels comme d'abus respectivement interjetés par ledit Chapitre & par ledit Fardeau, il fut ordonné qu'elles plaideroient sur ladite requête; ce faisant du consentement desdits du Chapitre, recevoir Mathias Poncet de la Riviere Evêque de Troyes, opposant à l'exécution de l'Arrêt rendu par défaut contre lui faute de comparoir le 5 Janvier dernier, & le condamner aux dépens de contumace, faisant droit sur les appels comme d'abus respectivement interjetés, en tant que touche l'appel comme d'abus interjeté par ledit Fardeau, de la procédure faite contre lui en l'Officialité du Chapitre, dire qu'il n'y a abus; condamner Mathias Poncet de la Riviere & ledit Fardeau aux dépens, chacun à leur égard; & ledit Fardeau en l'amende d'une part, & Mathias Poncet de la Riviere & ledit Fardeau, défen-

Ann. 1755.

Cette pièce doit être mise à la fin du 9. XVII.

deurs d'autre part. Et entre ledit Mathias Poncet de la Riviere, évêque de Troyes ; demandeur en requête du à ce qu'en venant plaider sur l'appel comme d'abus dudit Chapitre, de la procédure extraordinaire faite par l'Official de Troyes contre ledit Fardeau, notamment de l'Ordonnance dudit Official du 16 Septembre 1752, fût dit qu'il n'y avoit abus ; ordonner que ce dont étoit appelé sortiroit son plein & entier effet ; & lesdits Chanoines & Chapitre fussent condamnés en l'amende de douze livres & aux dépens de la cause d'appel & demande d'une part, & lesdits Chanoines & Chapitre, défendeurs d'autre part. Et entre ledit Antoine-Pierre Fardeau, Prêtre, Curé de la Paroisse de Saint Aventin de Troyes, demandeur en requête du 11 Décembre 1754, à ce qu'en venant les parties plaider la cause d'entre elles, sur l'appel par lui interjeté, tant comme d'abus, que comme de Juge incompetent, de la plainte, permission d'informer, information & décret d'ajournement personnel contre lui décerné par le soi-disant Official du Chapitre de Saint Pierre de Troyes, le 15 Septembre 1752, & il fut ordonné qu'elles viendroient parcellier & plaider sur ladite requête, faisant droit sur ledit appel, l'appellant & ce dont est appelé fût mis au néant ; toutes les procédures contre lui faites par ledit Official à la requête du prétendu Promoteur dudit Chapitre, fussent déclarées nulles, abusives, injurieuses, tortionnaires, & déraisonnables ; & en conséquence il fut déchargé de la calomnieuse & téméraire accusation contre lui intentée ; ledit Chapitre de Troyes fut condamné envers lui en trois mille livres de dommages & intérêts, ou telles autres sommes qu'il plairoit à la Cour fixer, applicables de son consentement aux Pauvres de la Paroisse de Saint Aventin, & ledit Chapitre condamné en tous les dépens des causes principales d'appel & demande d'une part, & lesdits Chanoines & Chapitre de l'Eglise cathédrale de Troyes défendeurs d'autre part. Et entre ledit Mathias Poncet de la Riviere évêque de Troyes, demandeur en requête du 13 Décembre dernier, à ce qu'il plût à notre dite Cour le recevoir partie intervenante en la cause pendante en notre dite Cour entre ledit Antoine Fardeau, Prêtre de Saint Aventin de la ville de Troyes, & les Chanoines & Chapitre de la Cathédrale de S. Pierre de la même ville, sur l'appel interjeté comme d'abus par ledit Fardeau, de la procédure extraordinaire faite contre lui en l'Officialité dudit Chapitre, à la requête de son Promoteur, & du décret d'ajournement personnel décerné contre lui le 15 Septembre 1752, il lui fut donné acte de ce que pour causes & moyens d'intervention, il employoit le contenu en ladite Requête, & y faisant droit il fut pareillement reçu appellant comme d'abus de la plainte, permission d'informer, information faite par l'Official du Chapitre de Troyes à la requête de son Promoteur contre ledit Fardeau. Décret d'ajournement personnel décerné contre lui le 15 Septembre 1752, & de tout ce qui a précédé & suivi ; tenir l'appel pour bien relevé, sur lequel les parties auront audience au premier jour, & faisant droit sur ledit appel, dire qu'il y a abus, en conséquence déclarer toute la procédure faite par ledit Official du Chapitre contre ledit Fardeau, nulle & abusive : ordonner que le procès recommencé audit Fardeau, sur la plainte d'Aventin Girard du 18 Août 1752, sera continuée & instruite suivant les derniers errements, par l'Official dudit sieur évêque de Troyes, & conjointement avec le Lieutenant criminel du Bailliage de Troyes conformément à la Sentence rendue le 6 Septembre 1752, jusqu'à Sentence définitive inclusivement, sauf l'appel, savoir du Lieutenant criminel en notre dite Cour & de l'Official dudit sieur évêque de Troyes au Métropolitain, prononçant sur l'appel comme d'abus du Chapitre de Saint Pierre de Troyes, de la procédure extraordinaire faite en l'Officialité épiscopale, à la requête dudit Promoteur dudit Official conjointement avec le Lieutenant criminel, contre ledit Fardeau ; dire qu'il n'y a abus, ordonner que ce dont est appelé sortira son plein & entier effet, condamner ledit Chapitre en l'amende & aux dépens des causes d'appel & demande, même en ceux faits contre ledit Fardeau d'une part, & lesdits Chanoines & Chapitre de la Cathédrale de Troyes, & ledit Antoine-Pierre Fardeau, défendeur d'autre part, sans que les qualités puissent nuire ni préjudicier au parties ; après que de la Monnoie Avocat du Chapitre de Troyes, Gin, Avocat de l'évêque de Troyes, & Doucet, Avocat de Fardeau ont été ouïs pendant neuf audiences, ensemble d'Ormesson pour notre Procureur général qui a fait récit des informations ;

Notredieu

Notredite Cour du consentement de la partie de la Monnoye reçoit celle de Gin opposante à l'Arrêt par défaut faute de comparoir, & la condamne aux dépens de coutumace. Reçoit notre Procureur général appellant de la procédure faite par le Lieutenant criminel au Bailliage de Troyes, depuis la revendication faite par le Promoteur du Chapitre de Troyes; faisant droit, tant sur les appels comme d'abus respectivement interjetés, que sur ledit appel simple, en tant que touche l'appel comme d'abus interjeté par ladite partie de la Monnoye, dit qu'il y a abus dans les procédures faites par l'Officiel de la partie de Gin, depuis la revendication du Promoteur dudit Chapitre de Troyes; en conséquence déclare lesdites procédures nulles; en tant que touche l'appel comme d'abus interjeté par lesdites parties de Gin & de Doulcet, des procédures faites en l'Officialité du Chapitre de Troyes contre la partie de Doulcet, dit qu'il y a abus; en conséquence déclare lesdites procédures nulles; en tant que touche l'appel simple des procédures faites par le Lieutenant criminel depuis ladite revendication, a mis & met l'appellation & ce dont est appel au néant; émandant, déclare lesdites procédures nulles; en conséquence ordonne que le procès sera continué à ladite partie de Doulcet en état d'assigné pour être oui en l'Officialité dudit Chapitre pour le délit commun, & néanmoins par un autre Officiel que celui qui a fait les procédures déclarées nulles, & pour le cas privilégié, par le plus ancien Officier du Bailliage de Troyes, suivant l'ordre du Tableau, autre que le Lieutenant criminel audit Bailliage, lequel Officier sera tenu de se transporter en l'Officialité dudit Chapitre. Condamne la partie de Gin aux dépens faits par les parties de la Monnoye sur leur appel comme d'abus, les autres dépens entre lesdites parties de Gin, Doulcet & de la Monnoye compensés. Si mandons mettre le présent Arrêt à exécution selon sa forme & teneur de ce faire donnons pouvoir. Donné en notre Cour de Parlement le premier Février mil sept cent cinquante-cinq, & de notre regne le quarantième. Collationné, *signé* VAURY. *Signé*, par la Chambre, RICHARD. Scellé le huit Février mil sept cent cinquante-cinq. *Signé* AUVRAY.



T A B L E

Des pièces contenues dans les Tomes V & VI des Edits, Ordonnances, Déclarations & Réglemens, concernant les Matières Bénéficiales & autres qui y ont rapport, rangées par ordre des matières.

PARAGRAPHE PREMIER.

Sur les acquisitions faites par les Gens d'Eglise, & les amortissement.

- L'an **L** ETTRES d'amortissement accordées par Clotaire III, à l'Abbaye de 661. Corbie, *tome 5, page première.*
 782. Lettres d'amortissement accordées par Charlemagne à l'Abbaye de S. Denis; *tome 5, pag. 2.*
 1477. Lettres d'amortissement accordées par Louis XI aux Minimes de Vincennes. *tome 5, pag. 3.*
 1641. Lettres d'amortissement général accordées, par Louis XIII, au Clergé de France, *tome 5, page 4.*
 1701. Lettres d'amortissement général accordées par Louis XIV au susdit Clergé, *tome 5, page 5.*
 1725. Ordonnance de Philippe le Hardi qui permet aux Eglises d'acquiescer des immeubles, *tome 5, page 7.*
 1192. Ordonnance de Philippe IV dit le Bel, sur le même sujet, *tome 5, page 7.*
 1304. Ordonnance du même sur le même sujet, *tome 5, page 8.*
 1370. Ordonnance de Charles V, qui oblige les Eglises, qui ont acquis sans amortissement à payer le droit du nouvel acquies, *tome 5, page 9.*
 1406. Règlement du Conseil sur les droits du nouvel acquies, *tome 5, page 9.*
 1520. Lettres-patentes de François I, qui obligent le Clergé à fournir l'état de ses acquisitions pour la perception des droits d'amortissement & du nouvel acquies, *tome 5, page 10.*
 1700. Déclaration de Louis XIV, qui explique dans un plus grand détail ce qui concerne les susdits droits, *tome 5, page 13 & suiv.*
 1702. Déclaration du même, sur le même sujet, *tome 5, page 21.*
 1708. Edit du même sur le même sujet, *tome 5, page 23.*
 1709. Arrêt de Règlement pour les frais de poursuites à faire pour le recouvrement des droits d'amortissement, francs-fiefs & nouveaux acquies, *tome 5, p. 28.*
 1738. Autre Arrêt de Règlement sur le même sujet, *tome 5, page 29.*
 1269. Ordonnance de saint Louis qui décharge de l'amortissement l'acquisition des dixmes inféodées, *Voyez ci-dessous §. IX.*
 1547. Ordonnance d'Henri II, qui décharge de tous droits les fonds une fois amortis, *tome 5, page 34.*
 1344. Déclaration de Philippe VI, qui exempte d'amortissement les rentes qui n'excedent pas vingt sols, *tome 5, page 35.*
 1704. Déclaration qui en décharge les rentes créées sur l'Hôtel de Ville de Paris, & y assujettit les autres créées à prix d'argent, *tome 5, page 36.*
 1705. Déclaration qui en décharge les rentes créées sur le Clergé, *tome 5, page 40.*
 1710. Arrêt de Règlement qui en décharge les Ecoles des pauvres & les Charités des Paroisses, *tome 5, page 41.*
 1727. Arrêt de Règlement qui en décharge les Fabriques & Communautés régulières, &c. *tome 5, page 42.*
 1344. Ordonnance de Philippe VI, qui en décharge les Hôpitaux, *tome 5, page 43.*

1544. Déclaration de François I, qui les décharge des décimes, dons gratuits, &c.
 tome 5, page 44.
1706. Déclaration qui réduit l'amortissement des rentes constituées au profit des Eglises à prix d'argent, à deux années de revenu, *tome 5, page 45.*
1724. Déclaration de Louis XV, qui règle le droit d'indemnité dû à sa Majesté par les Ecclésiastiques & gens de main-morte pour les acquisitions qu'ils font dans l'étendue des Seigneuries & Justices royale, *tome 5, page 506.*
1703. Ordonnance de Philippe le Bel, qui oblige les particuliers à vendre leurs fonds pour bâtir les Maisons presbytérales ou les Eglises, *tome 5, page 46.*
1659. Déclaration de Louis XIV, qui défend d'établir des Communautés Religieuses, Confratries, &c. sans Lettres-patentes, *tome 5, page 46.*
1666. Edit de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 5, page 47.*
1738. Lettres-patentes concernant les Gens de main-morte des pays de Flandre & du Haynault, *tome 5 page 516.*
1742. Edit de Louis XV concernant les établissemens & acquisitions de Gens de main-morte, *tome 5, page 523.*
1661. Edit de Louis XIV, qui défend d'acquiescer à rente viagère, *tome 5, page 51.*
1690. Edit du même sur le même sujet, *tome 5, pag. 54.*
1731. Edit de Louis XV qui règle la forme des donations faites aux Eglises, *t. 5, p. 55.*
1731. Déclaration du même, concernant l'insinuation desdites donations, *tome 5, p. 63.*

PARAGRAPH E II.

Sur l'aliénation des biens d'Eglise.

L'an

470. Constitution des Empereurs Leon & Anthime, qui défend l'alienation des biens d'Eglise, *tome 5, page 66.*
803. Capitulaire de Charlemagne sur le même sujet, *tome 5, page 66.*
1558. Edit d'Henri II, qui défend ladite alienation & la coupe des Bois de haute futaie, *tome 5, page 67.*
1561. Ordonnance de Charles IX, sur le même sujet, *tome 5, page 68.*
1571. Edit de Charles IX, contre les usurpateurs des biens d'Eglise, *tome 5, p. 70.*
1571. Lettres-patentes du même, sur l'emploi des legs faits pour causes pieuses, *tome 5 page 73.*
1571. Autres Lettres-patentes du même, & sur le même sujet, *tome 5, page 75.*
1572. Edit du même, & sur le même sujet, *tome 5, page 76.*
1691. Edit de Louis XIV, concernant les Greffiers des domaines de Gens de main-morte, *tome 5, page 78.*
1661. Déclaration, de Louis XIV, qui permet aux Fabriques de rentrer dans leurs biens aliénés, *tome 5, page 81.*
1574. Bulle de Gregoire XIII, qui permet au Clergé d'aliéner ses domaines pour subvenir aux besoins de l'Etat, *tome 5, page 83.*
1576. Bulle du même, qui permet une nouvelle aliénation, *tome 5, page 85.*
1576. Lettres-patentes d'Henry III, qui en conséquence desdites Bulles ordonne la vente des biens du Clergé, *tome 5, page 87.*
1576. Arrêt du Parlement de Paris, sur les précédentes Lettres, *tome 5, page 87.*
1576. Edit du même sur ce sujet, *tome 5, page 89.*
1576. Mémoires & Instructions du Clergé au sujet de la susdite vente, *tome 5, p. 91.*
1577. Déclaration & protestation du Clergé de France assemblé à Blois au sujet desdites aliénations, *tome 5, page 95.*
1563. Edit de Charles IX, qui permet au Clergé de rentrer dans ses biens vendus, *tome 5, page 97.*
1606. Déclaration d'Henry IV, qui permet au Clergé de rentrer dans ses domaines aliénés, quoique sans lésion dans le prix, *tome 5, page 101.*
1609. Déclaration qui interprète celle du mois de Décembre 1606, concernant le retrait des biens ecclésiastiques, *tome 5, page 102.*

N n n ij

1616. Edit de Louis XIII, qui proroge le *sursis* retrait, *tome 5, page 105.*
 1619. Lettres-patentes du même, qui attribuent au grand-Conseil la connoissance des procès mûs & à nuivoir au sujet dudit retrait, *tome 5, page 105.*
 1641. Déclaration du même, qui confirme les acquereurs dans leur possession en payant au Roi le huitième denier, *tome 5, page 107.*
 1656. Déclaration portant continuation de racheter les biens ecclésiastiques pendant dix ans, *tome 5, page 109.*
 1657. Déclaration de Louis XIV, concernant la prescription & les decrets des biens d'Eglise, *tome 5, page 111.*
 1675. Déclaration de Louis XIV sur le même sujet, & ensemble sur les reparations faites par les acquereurs d'édits biens, *tome 5, page 112.*
 1658. Déclaration du même qui accorde un nouveau délai au Clergé pour exercer son retrait, *tome 5, page 114.*
 1702. Déclaration du même, qui proroge le *sursis* délai, *tome 5, page 117.*
 1702. Lettres-patentes portant attribution au grand-Conseil de l'exécution de la *sursis* Déclaration, *tome 5, page 121.*

PARAGRAPHE III.

Sur l'entretien & l'administration des biens d'Eglise.

L'an

780. Capitulaire de Charlemagne sur les reparations des bâtimens ecclésiastiques; *tome 5, page 122.*
 1385. Ordonnance de Charles VI, sur le même sujet, *tome 5, page 122.*
 1571. Ordonnance de Charles IX, qui décharge les Bénéficiers des reparations durant les troubles, guerres, &c. *tome 5, page 126.*
 1572. Lettres-patentes de Charles IX, qui déchargent les Bénéficiers des reparations de vétusté, *tome 5, page 127.*
 1661. Déclaration de Louis XIV, concernant les reparations des Eglises & des Presbytères, *tome 5, page 128.*
 1716. Déclaration de Louis XV, au sujet des reparations des maisons presbytérales; *tome 5, page 129.*
 1690. Déclaration de Louis, XIV, qui défend aux Marguilliers d'entreprendre aucun bâtiment sans permission de sa Majesté, *tome 5, page 130.*
 1665. Arrêt de Règlement des grands jours de Clermont sur les reparations des Chœurs des Eglises paroissiales, *tome 5, page 131.*
 1631. Arrêt de Règlement concernant les reparations des Eglises, *tome 5, page 132.*
 1673. Arrêt de Règlement pour les ornemens & les reparations des Eglises, & pour le logement des Curés, *tome 5, page 132.*
 1693. Ordonnance de visite, par Monseigneur le Cardinal de Noailles, sur le même sujet, *tome 5, page 133.*
 1684. Arrêt de Règlement du Conseil d'Etat du Roi, sur le même sujet, *tome 5, p. 136.*
 1704. Edit de Louis XIV, qui établit des Marguilliers en charge & perpétuels, *tome 5, page 137.*
 1571. Lettres-patentes de Charles IX, au sujet des comptes des Fabriques, *tome 5, page 482.*
 1582. Lettres patentes d'Henri III, qui défend aux Elus d'entendre les comptes des Marguilliers, *tome 5, page 138.*
 1609. Lettres-patentes d'Henri IV, sur le même sujet, *tome 5, page 139.*
 1619. Déclaration de Louis XIII, qui confirme les précédentes Lettres, *tome 5, p. 140.*
 1650. Arrêt du Conseil d'Etat, qui oblige les Marguilliers de porter leur comptes au Palais épiscopal, *tome 5, page 141.*
 1673. Arrêt du Parlement de Paris, concernant les comptes des Fabriques, *tome 5, page 142.*
 1675. Autre Arrêt pour le même sujet, *tome 5, page 143.*

1721. Arrêt du Parlement concernant la régie & administration des biens des Fabriques, *tome 5, page 495.*
 1737. Règlement concernant la Fabrique de saint Jean en Grève, *tome 5, p. 544.*
 1739. Arrêt du Parlement, portant Règlement général pour l'Oeuvre & Fabrique de la Paroisse de Saint Germain en Laye, *tome 5, page 558.*
 1747. Arrêt de Règlement concernant la Fabrique de saint Louis de Versailles, *tome 5, page 569.*
 1749. Arrêt de Règlement pour l'administration de la Fabrique de saint Louis en l'Isle à Paris, *tome 5, page 577.*
 1752. Arrêt de Règlement pour la Fabrique de la Paroisse de saint Pierre-le-Marché de la ville de Bourges, *tome 5, page 609.*
 1568. Ordonnance de Charles IX, sur les baux des biens ecclésiastiques, *tome 5, p. 141.*
 1708. Déclaration de Louis XIV, qui défend aux Bénéficiers de passer leurs baux sous signature privée, *tome 5, page 145.*
 1727. Arrêt du Conseil pour le contrôle des baux des revenus des Communautés séculières & régulières, &c. *tome 5, p. 146.*
 1624. Arrêt de Règlement qui leur défend de loger des Laïques dans leurs maisons, *tome 5, page 147.*
 1531. Règlement sur les saisons où les grains doivent être vendus, *tome 5, p. 148.*

PARAGRAPHE IV.

Sur les immunités des biens & des personnes ecclésiastiques.

L'an

558. Edit de Clotaire I, en faveur des biens d'Eglise, *tome 5, page 149.*
 800. Capitulaire de Charlemagne sur le même sujet, *ibid.*
 1228. Ordonnance de saint Louis, qui confirme les privilèges accordés par ses prédécesseurs aux Eglises, *tome 5, page 150.*
 1302. Ordonnance de Philippe le Bel sur le même sujet, *tome 5, page 150.*
 1302. Ordonnance du même concernant les privilèges du Clergé, *tome 5, p. 152.*
 1406. Ordonnance de Charles VI, qui défend les exactions du Clergé, *tome 5, p. 154.*
 1561. Articles accordés par Charles IX, au Clergé sur ses privilèges, *tome 5, p. 156.*
 1441. Ordonnance de Charles VII, qui oblige ceux qui remboursent les rentes dues aux Eglises, à veiller sur le remploi, *tome 5, page 162.*
 1539. Déclaration de François I, touchant les rentes créées sur les Maisons de Ville en faveur des Eglises, avec l'Arrêt d'enregistrement, *tome 5, page 163.*
 1554. Déclaration d'Henri II, sur les rentes du Clergé provenant des contrats emphytéotiques, *tome 5, page 165.*
 1568. Ordonnance de Charles IX, qui décharge les Ecclésiastiques des impositions publiques, *tome 5, page 167.*
 1574. Edit d'Henri III, qui les exempte du guet & logement des gens de guerre, *tome 5, page 168.*
 1575. Edit du même, qui les exempte des droits de franc-fief, *tome 5, page 170.*
 1616. Lettres-patentes de Louis XIII portant confirmation des exemptions du Clergé pour la taille, &c. *tome 5, page 172.*
 1641. Déclaration de Louis XIII, qui confirme la susdite exemption & celle de la taille, *tome 5, page 174.*
 1726. Déclaration de Louis XV en faveur du Clergé portant exemption de toutes sortes de taxes, *tome 5, page 175.*
 1572. Ordonnance de Charles IX qui les exempte des taxes pour les pauvres, *tome 5, page 178.*
 1598. Lettres-patentes d'Henri IV qui exempte les Ecclésiastiques de toutes taxes pour leurs droits de pâturage, usage, &c. dans les forêts du Roi, *tome 5, p. 180.*
 1675. Arrêt du Conseil qui les exempte du ban & de l'arrière-ban, *tome 5, p. 181.*
 1274. Ordonnance de Philippe III, qui décharge les biens & les personnes ecclésiastiques de la taille, *tome 5, page 182.*

1463. Déclaration de Louis XI, qui excepte les acquisitions faites à titre d'achat, &c. *rome 5, page 183.*
1522. Déclaration de François I, sur le même sujet, *rome 5, p. 185.*
1561. Edit de Charles IX, qui confirme la susdite exemption, *rome 5, p. 186.*
1634. Edit de Louis XIII sur le même sujet, *rome 5, p. 187.*
1643. Edit du même sur le même sujet, *rome 5, page 188.*
1662. Arrêt de Règlement de la Cour des Aides sur la taille des biens appartenant aux Ecclesiastiques, *rome 5, page 189.*
1663. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *rome 5, page 190.*
1667. Edit du même sur le même sujet, *ibid.*
1724. Arrêt de Règlement de la Cour des Aides sur le même sujet, *rome 5, p. 191.*
1723. Déclaration de Louis XV, qui exempt de taille les Curés qui prennent à ferme les dixmes de leurs Paroisses, *rome 5, p. 191.*
1731. Arrêt du Conseil, qui ordonne aux propriétaires des fonds qui doivent rentes ou pensions au Clergé, de présenter leurs requêtes pour demander la déduction des dixièmes sur celui qu'ils payent des revenus de leurs fonds, &c. *rome 5, page 192.*
1734. Extraits du Contrat passé entre le Roi & le Clergé, *rome 5, p. 193.*
1675. Arrêt du Conseil d'Etat en faveur des Curés & de leurs Fermiers, *rome 5, page 193.*
1680. Déclaration de Louis XIV, qui décharge les Hôpitaux de toutes décimes, dons gratuits, &c. *rome 5, page 194.*
1662. Edit de Louis XIV, pour l'établissement d'un Hôpital général dans chacune des Villes & gros Bourgs du Royaume, *rome 5, p. 485.*
1680. Ordonnance du même sur les privilèges des vins provenant des biens ecclésiastiques, *rome 5, page 194.*
1693. Arrêt du Conseil d'Etat qui étend aux Hôpitaux les mêmes privilèges, *rome 5, page 195.*
1711. Déclaration du Roi portant exemption du dixième pour les biens ecclésiastiques, *rome 5, p. 195.*
1693. Déclaration de Louis XIV en explication de l'Edit du mois de Mars 1693, concernant les biens & revenus des Maladreries & Leproseries, *rome 5, page 489.*
1693. Déclaration de Louis XIV, qui ordonne l'emploi des biens & revenus des Maladreries & Leproseries, *rome 5, p. 491.*
1715. Déclaration de Louis XIV concernant lesdits privilèges, *rome 5, p. 197.*
1366. Lettres-patentes de Charles V, qui accordent lesdits privilèges aux Maîtres & Etudiants de l'Université de Paris, *rome 5, p. 198.*
1651. Edit de Louis XIV, qui les confirme, *rome 5, p. 199.*
1698. Lettres-patentes du Roi en faveur de l'Université d'Avignon, *rome 5, p. 200.*
1577. Arrêt de règlement pour la réforme de l'Université, *rome 5, p. 219.*
1564. Ordonnances de Rouffillon & de Moulins, sur le privilege clerical, *rome 5, page 203.*
1566. Ordonnance de Charles IX, pour la réformation de la Justice, *rome 5, p. 481.*
1678. Edit de Louis XIV, concernant les procès criminels des Ecclesiastiques, *rome 5, page 205.*
1684. Déclaration qui explique le précédent Edit, *rome 5, p. 206.*
1711. Déclaration qui ordonne que dans les procès criminels des Ecclesiastiques les Juges d'Eglise feront l'interrogatoire des accusés, *rome 5, p. 208.*
1608. Arrêt du Conseil privé, qui défend aux Officiers des Maréchaussées de connoître des procès criminels des Ecclesiastiques, *rome 5, p. 208.*
1679. Arrêt du même Conseil sur le même sujet, *rome 5, p. 209.*
1657. Arrêt du Conseil d'Etat qui défend aux Juges des Seigneurs de faire le procès aux Ecclesiastiques. *ibid.*
1731. Extraits de la Déclaration de Louis XV, sur les procès criminels des Gens d'Eglise, *rome 5, p. 210.*

1576. Déclaration d'Henri III, qui défend d'emprisonner les Ecclésiastiques pour dettes, *tome 5, p. 211.*
 1572. Edit de Louis XV, qui confirme l'Ordre du S. Esprit dans tous ses privilèges, *tome 5, p. 509.*

PARAGRAPHE V.

Sur la Régale.

L'an

1210. Bulle du Pape Innocent III, qui approuve l'usage des Rois de France de conférer les Bénéfices vacans en Regale, *tome 5, p. 212.*
 1267. Bulle de Clément IV, sur le même sujet, *tome 5, ibid.*
 1271. Bulle de Grégoire X, qui reconnoit les Bénéfices vacans *in Curia* sujets à la Régale, *tome 5, p. 213.*
 1271. Autre Bulle du même Pape, qui approuve le susdit droit, *tome 5, p. 214.*
 1375. Bulle de Grégoire XI sur le même sujet, *tome 5, p. 215.*
 1269. Lettres-patentes de saint Louis, qui donne pouvoir à l'Evêque de Paris de conférer en Regale durant son absence, *tome 5, p. 216.*
 1302. Ordonnance de Philippe le Bel sur la Régale, *tome 5, ibid.*
 1332. Ordonnance de Philippe de Valois, qui porte que la remise du temporel ne fait point cesser le droit de conférer les Bénéfices, *tome 5, p. 217.*
 1334. Ordonnance du même appelée vulgairement la Philippine, *tome 5, ibid.*
 1334. Ordonnance du même sur l'ouverture & la clôture de la Régale, *tome 5, p. 218.*
 1341. Arrêt de la Chambre des Comptes qui reconnoit que le Roi est obligé aux charges des Evêchés durant la Régale, *tome 5, p. 219.*
 1415. Arrêt qui déclare la Régale ouverte par la promotion au Cardinalat, *tome 5, page 221.*
 1451. Déclaration de Charles VII, qui déclare que la Régale n'est close que par le serment de fidélité fait en personne par le nouveau Prélat, *tome 5, p. 222.*
 1463. Ordonnance de Louis XI sur les Bénéfices contentieux sujets à la Régale, *tome 5, page 225.*
 1464. Ordonnance du même qui attribue au Parlement de Paris la connoissance de la Régale, *tome 5, p. 226.*
 1580. Arrêt de Règlement concernant le pouvoir des Chapitres durant la vacance du Siège épiscopal, *tome 5, p. 229.*
 1596. Lettres patentes d'Henri IV, portant révocation des *Œconomats spirituels*, *ibid.*
 1608. Déclaration d'Henri IV, sur le droit de nomination à une Prébende en chaque Eglise cathédrale & collégiale de son Royaume, *tome 5, p. 230.*
 1608. Arrêt de Règlement qui étend la Régale à toutes les Eglises du Royaume, *tome 5, page. 231.*
 1609. Déclaration d'Henri IV, qui suspend l'exécution du précédent Arrêt, *tome 5, page 232.*
 1641. Lettres-patentes de Louis XIII, qui revoke le don des revenus de la Régale, fait à la sainte Chapelle à Paris, *tome 5, ibid.*
 1673. Déclaration de Louis XIV, qui étend la Régale à toutes les Eglises du Royaume, *tome 5, p. 234.*
 1673. Déclaration du même qui ordonne que l'enregistrement des Lettres de mainlevée des fruits saisis en Régale, se fera à la Chambre des Comptes de Paris, *tome 5, p. 235.*
 1682. Edit du même qui confirme la Déclaration de 1673, sur la Régale, *tome 5, page 238.*
 1682. Acte de consentement donné par le Clergé de France audit Edit, *tome 5, p. 240.*
 1578. Edit d'Henri III, qui érige les *Œconomats* de la Régale en titre d'Office, *tome 5, page 241.*

1691. Edit de Louis XIV, portant création d'Économes lèquestres dans chaque Diocèse, *tome 5, p. 244.*
 1703. Edit de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 5, p. 247.*
 1721. Déclaration du Roi, qui supprime les six sols pour livre attribués aux Économes lèquestres, *tome 5, p. 250.*
 1725. Déclaration concernant les Économes des Bénéfices vacans, *tome 5, p. 251.*

PARAGRAPHE VI.

Sur la nomination du Roi aux Prélatiures de son Royaume.

L'an

1438. Pragmatique de Charles VII, qui confirme les Eglises dans le droit d'élire leurs Prélati, *tome 5, p. 252. & suiv.*
 1516. Abrogation de ladite Pragmatique par Leon X, *tome 5, p. 281.*
 1516. Concordat de Leon X, & de François I, subrogé à ladite Pragmatique, *tome 5, page 284.*
 1516. Indult accordé par Leon X, à François I, pour nommer aux Prélatiures de la Bretagne & de la Provence, *tome 5, p. 309.*
 1531. Bulle de Clément VII, qui suspend les privilèges des Eglises ayant droit d'élire, *tome 5, p. 310.*
 1532. Lettres-patentes de François I, sur cette Bulle, *tome 5, p. 314.*
 1564. Bulle de Pie IV, portant la même suspension, *tome 5, p. 314.*
 1664. Indult accordé par Alexandre VII à Louis XIV, pour nommer aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun, *tome 5, p. 319.*
 1668. Indult accordé par Clément IX, au même Roi, pour nommer aux Bénéfices consistoriaux des susdits Diocèses, *tome 5, p. 320.*
 1669. Lettres-patentes de Louis XIV, sur lesdits Indults, *tome 5, p. 323.*
 1670. Arrêt du Conseil d'Etat sur la collation des Bénéfices situés dans lesdits Diocèses, *tome 5, p. 324.*
 1671. Lettres-patentes du Roi concernant les Bénéfices de l'étendue des trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun pour les résignations, *tome 5, p. 326.*
 1668. Indult accordé à Louis XIV, pour nommer à l'Evêché de Pérpignan, &c. *tome 5, p. 327.*
 1668. Indult accordé au même pour nommer à l'Evêché d'Arras, *tome 5, p. 329.*
 1668. Indult accordé au même pour nommer aux Bénéfices consistoriaux de Flandres, &c. *tome 5, p. 330.*
 1668. Indult accordé au même pour nommer à l'Evêché de Tournai, *tome 5, p. 334.*
 1686. Indult accordé au même pour nommer aux Evêchés d'Ypres & de S. Omer. *tome 5, p. 336.*
 1447. Concordat de la Nation Germanique passé entre Nicolas V, & Frédéric III, sur la nomination aux Prélatiures observé pour les pays conquis en Allemagne, &c. *tome 5, p. 340.*
 1534. Constitution de Clément VII, sur les Bénéfices réservés au saint Siège par le dit Concordat, *tome 5, p. 343.*
 1554. Bulle de Jules III, pour l'exécution du Concordat germanique, *tome 5, p. 345.*
 1576. Constitution de Grégoire XIII, sur le même sujet, *tome 5, p. 347.*
 1580. Déclaration de Henri III, sur la nomination aux Abbayes des Filles Religieuses, *tome 5, p. 348.*
 1711. Déclaration de Louis XIV, qui oblige les nommés aux Bénéfices consistoriaux de prendre des Bulles dans le temps marqué, *tome 5, p. 349.*
 1715. Déclaration du même sur le même sujet, *tome 5, p. 351.*
 1716. Déclaration de Louis XV, qui oblige les nommés par sa Majesté à prendre des Bulles en Cour de Rome, & déclare privés de leur droit ceux qui y manquent, *tome 5, p. 352.*

1715.

1715. Déclaration du même qui permet en cas de refus de Bulles aux nommés, de prendre possession civile, *tome 5, p. 353.*
 1796. Remontrances faites au Roi Henri IV, par le Clergé assemblé à Paris, *tome 5, p. 354.*
 1599. Edit d'Henri IV, concernant les décimes, *tome 5, page 356.*

PARAGRAPHE VII.

Sur les Indultaires du Parlement de Paris, & les Brevetaires de joyeux avènement, &c.

L'an

1434. Bulle d'Eugene IV, qui donne la préférence aux Indultaires du Parlement de Paris sur les autres expectans, *tome 5, p. 360.*
 1436. Procès-verbal de l'Auditeur de la Chambre apostolique sur les deux concessions d'Eugene IV, en faveur des Indultaires, *tome 5, p. 361.*
 1436. Bulle ampliative du droit des Indultaires, *tome 5, p. 363.*
 1437. Certificat du Régent de la Chancellerie apostolique sur les concessions d'Eugene IV, *tome 5, p. 365.*
 1538. Bulle de Paul III, qui confirme & étend le droit des Indultaires, *tome 5, p. 366.*
 1541. Déclaration de François I, en faveur des Indultaires, *tome 5, p. 368.*
 1543. Edit du même sur le même sujet, *tome 5, p. 370.*
 1558. Déclaration d'Henri II, qui fixe l'ouverture de l'Indult du Parlement sur les Châpitres, &c. *tome 5, p. 372.*
 1606. Edit d'Henri IV, portant règlement sur les Indultaires, *tome 5, p. 484.*
 1667. Bulle de Clément IX, ampliative du droit accordé aux Indultaires par les Prédécesseurs, *tome 5, p. 373.*
 1668. Lettres-patentes de Louis XIV, qui acceptent la susdite Bulle, *tome 5, p. 376.*
 1721. Arrêt du Conseil d'Etat, qui décharge six Cardinaux François de l'Indult, *tome 5, page 377.*
 1672. Lettres-patentes pour confirmer le précédent Arrêt, *tome 5, p. 378.*
 1677. Arrêt du Conseil d'Etat, qui décharge de l'Indult le pays d'Artois, *tome 5, p. 379.*
 Etat des Officiers du Parlement qui jouissent de l'Indult, *tome 5, p. 380.*
 1646. Déclaration de Louis XIV, sur la clause irritante insérée es Brevets de Joyeux avènement, *tome 5, p. 381.*
 1649. Déclaration portant revocation de tous les brevets expédiés sur les prébendes des Eglises collegiales & les Dignités des Cathédrales, en faveur du Joyeux avènement, *tome 5, p. 382.*
 1726. Déclaration de Louis XV, qui explique celle de 1646, *tome 5, p. 383.*
 Formule de Lettres-patentes de la nomination du Roi pour l'Indult, *tome 5, page 384.*
 Formule d'un brevet de serment de fidélité, *tome 5, p. 385.*
 Signification d'un brevet de serment de fidélité, *ibid.*
 Formule de Lettres de Naturalité, *ibid.*

PARAGRAPHE VIII.

Sur les Gradués.

L'an

1438. Pragmatique de Charles VII, en faveur des Gradués, *Voyez le § VI.*
 1499. Ordonnance de Louis XII, en faveur des Gradués, *tome 5, p. 386.*
 1512. Edit du même sur le même sujet, *tome 5, p. 388.*
 1516. Concordat de Leon X, & François I, en faveur des Gradués, *Voyez le § VI.*
 1551. Edit d'Henri II, qui ordonne que les Curés des Villes seront gradués, *tome 5, page 390.*
 1676. Déclaration de Louis XIV, qui préfère les Régens septennaires aux autres Gradués, *tome 5, p. 391.*

Tome VI.

Ooo

1680. Déclaration du Roi en faveur des Professeurs de droit qui ont enseigné durant sept années, *tome 5, p. 392.*
 1690. Déclaration du Roi portant nouveau Règlement pour les études du droit canonique & civil, *tome 5, page 488.*
 1736. Déclaration de Louis XV, portant Règlement pour ceux qui obtiendront à l'avenir des degrés dans les Universités du Royaume, *tome 5, p. 511.*
 1745. Déclaration du Roi, concernant les Gradués, *tome 5, p. 393.*
 1745. Autre Déclaration touchant les mêmes, *tome 5, p. 395.*

PARAGRAPHE IX.

Sur les Curés & les dixmes.

L'an

1381. Constitution de Clement VII, sur les droits Curiaux, *tome 5, p. 397.*
 1539. Ordonnance de François I, sur les Registres des Baptêmes, &c. *tome 5, p. 400.*
 1667. Ordonnance de Louis XIV, qui confirme la précédente, *tome 5, p. 400.*
 1562. Déclaration de Charles IX, qui enjoint aux Curés de commettre en leur absence des Vicaires approuvés par les Evêques, *tome 5, p. 402.*
 1686. Déclaration de Louis XIV, qui établit des Vicaires perpétuels dans toutes les Paroisses, *tome 5, p. 404.*
 1664. Déclaration du même, sur le concours aux Cures pour la Province de Bugey, *tome 5, p. 405.*
 1742. Déclaration de Louis XV, touchant le concours aux Cures de Bretagne, *tome 5, p. 534.*
 1744. Déclaration du même touchant le concours aux Cures du Diocèse d'Arras, *tome 5, p. 538.*
 1698. Déclaration du même, qui règle la séance des Curés dans les Bureaux des Hôpitaux, *tome 5, p. 406.*
 1698. Déclaration du même, qui oblige les Curés à passer trois mois aux Seminaires sur l'ordre de leurs Evêques, *tome 5, p. 410.*
 1716. Déclaration de Louis XV, qui règle les droits des Curés primitifs & des Vicaires perpétuels, *tome 5, p. 412.*
 1731. Déclaration qui explique la précédente, *tome 5, p. 413.*
 1665. Arrêt de Règlement, qui défend de sonner pour les Paroissiens décédés, sans le consentement des Curés, *tome 5, p. 417.*
 799. Capitulaire de Charlemagne, qui oblige tous ses sujets à payer la dixme, *tome 5, p. 417.*
 1269. Ordonnance de saint Louis, qui permet aux Eglises d'acquiescer sans amortissement les dixmes inféodées, *tome 5, p. 418.*
 1508. Edit de Louis XIV, qui maintient les acquéreurs des dixmes inféodées, en payant finance, *tome 5, p. 418.*
 1303. Ordonnance de Philippe IV, contre les dixmes inféodées, *tome 5, p. 423.*
 1548. Lettres Patentes d'Henri II, qui défendent aux laboureurs d'enlever leurs grains avant que d'avoir averti les Décimateurs, *tome 5, p. 423.*
 1561. Edit de Charles IX, sur l'abonnement des dixmes, *tome 5, p. 425.*
 1572. Ordonnance du même, qui défend aux Gentilshommes, &c. de prendre à ferme les dixmes ecclésiastiques. *Voyez le §. III.*
 1577. Ordonnance d'Henri III, qui accorde la préférence aux Curés dans les baux des dixmes de leurs Paroisses, *tome 5, p. 427.*
 1611. Edit de Louis XIII, qui ordonne le rapport des gerbes surnuméraires, *tome 5, page 417.*
 1617. Edit du même, sur le même sujet, *tome 5, p. 428.*
 1657. Edit de Louis XIV, sur les dixmes, *tome 5, p. 430.*
 1701. Arrêt de Règlement, concernant les Testamens reçus par les Curés, *tome 5, p. 432. Voyez aussi le §. XVI.*
 1723. Déclaration de Louis XV, qui permet aux Curés à portion congrue de prendre à

DU RECUEIL DES EDITS, &c.

505

ferme les dixmes de leurs Paroissiens sans payer la taille. *Voyez le §. IV.*
 1742. Déclaration du Roi concernant l'âge des Curés, *tome 5, p. 433.*

P A R A G R A P H E X.

Sur les portions congrues & les pensions.

L'an

- 1572. Déclaration de Charles IX, sur les portions congrues des Curés, *tome 5, p. 434.*
- 1634. Déclaration de Louis XIII, sur le même sujet, *tome 5, p. 435.*
- 1666. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 5, p. 436.*
- 1665. Arrêt de Règlement des grands jours de Clermont, qui donne la préférence aux portions congrues sur les réparations des Eglises. *Voyez le §. III.*
- 1678. Déclaration de Louis XIV en faveur des portions congrues, *tome 5, p. 437.*
- 1686. Déclaration du même, qui fixe la qualité des portions congrues, *tome 5, p. 438.*
- 1690. Déclaration du même, qui confirme & explique celle de 1686, *tome 5, p. 439.*
- 1710. Déclaration qui permet aux Evêques d'augmenter les portions des Desservans des Cures, jusqu'à la somme de 600 livres, *tome 5, p. 441.*
- 1686. Déclaration du même, adressée au Parlement de Tournai, sur ce sujet, *tome 5, page 442.*
- 1687. Arrêt du Conseil d'Etat, portant attribution de Jurisdiction au Grand Conseil pour les portions congrues, *tome 5, p. 486.*
- 1731. Déclaration qui renvoie les contestations sur les dixmes & portions congrues devant les Juges Royaux, & par appel aux Parlemens des Provinces. *Voyez le §. IX.*
- 1607. Bulle de Paul V, qui permet aux Chevaliers de N. D. du Mont-Carmel de jouir de pensions sur les Bénéfices, nonobstant leur mariage, *tome 5, p. 445.*
- 1716. Arrêt du grand Conseil, qui permet aux Chevaliers de saint Lazare de posséder, nonobstant leur mariage, des pensions sur Bénéfices, *tome 5, p. 444.*
- 1712. Edit de Louis XV, qui permet aux Chevaliers des Ordres de saint Lazare & du Mont-Carmel de posséder des pensions sur les Bénéfices, quoique mariés, *tome 5, p. 445.*
- 1664. Arrêt de Règlement, qui défend à tous Chanoines qui résignent des Cures, de retenir pension sur icelles, *tome 5, p. 446.*
- 1670. Déclaration de Louis XIV, sur le fait des résignations des Cures, Prébendes & pensions, *tome 5, p. 447.*
- 1671. Edit du même, portant Règlement pour la rétention des pensions sur les Bénéfices qui requièrent résidence, *tome 5, p. 448.*
- 1671. Déclaration du même, adressée & enregistrée au Parlement de Provence, concernant les pensions sur les Cures & sur les Prébendes, *tome 5, p. 449.*
- 1673. Déclaration du même, portant que l'Edit du mois de Juin 1671, concernant les pensions, aura lieu à l'égard de tous les Bénéfices qui requièrent résidence, *tome 5, p. 450.*
- 1671. Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne que les Pensionnaires contribueront aux dons gratuits, nonobstant les concordats, *tome 5, p. 451.*
- 1724. Déclaration du Roi, concernant les impositions du Clergé & les portions congrues, *tome 5, p. 452.*

P A R A G R A P H E X I.

Sur les Religieux, tant Mendians qu'autres.

L'an

- 1444. Ordonnance de Charles VII, qui déclare les Mendians incapables de Bénéfices; *tome 5, p. 453.*

1532. Edit de François I, sur la succession des Religieux & Religieuses, *tome 5, p. 454.*
1623. Arrêt de Règlement du grand Conseil, qui déclare les Abbayes & Prieurés Conventuels vacans & impétrables contre ceux qui ne se font pas promouvoir à l'ordre de Prêtrise, *tome 5, p. 455.*
1717. Déclaration de Louis XV, qui défend aux Mendians transférés de tenir plus d'un Bénéfice, *tome 5, p. 456.*
1671. Déclaration de Louis XIV, sur la réforme des Maisons Religieuses, *tome 5, p. 457.*
1680. Déclaration du même, sur le même sujet, *tome 5, p. 458.*
1684. Déclaration du même, sur les bâtimens des Mendians, *tome 5, p. 458.*
1751. Arrêt du Parlement de Metz, qui oblige les Religieux étrangers de sortir du Royaume, *tome 5, p. 459.*
1679. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, au sujet des Chanoines réguliers de la Congrégation de France, *tome 5, p. 461.*
1679. Statuts des Chanoines réguliers, qui déclarent les Curés réguliers amovibles, *tome 5, p. 462.*
1679. Lettres-patentes de Louis XIV sur ce sujet, *tome 5, p. 462.*
1680. Bref d'Innocent XI, qui confirme lesdits Statuts, *tome 5, p. 464.*
1679. Arrêt du grand Conseil, portant entregistrement des Arrêts du Conseil d'Etat du Roi des 15 Avril & premier Août 1679, & Lettres-patentes obtenues en conséquence, *tome 5, p. 465.*
1700. Lettres-patentes du Roi, qui permettent au Supérieur général de Prémontré de tirer ses Religieux des Cures qu'ils possèdent, *tome 5, p. 466.*
1703. Déclaration de Louis XIV, sur l'amovibilité des Curés de l'Ordre de la Rédemption des Captifs, *tome 5, p. 468.*
1731. Arrêt du grand Conseil, qui ordonne l'exécution des Lettres-patentes de 1679, &c. *tome 5, p. 469.*
1719. Edit de Louis XV, concernant les Bénéfices de la Congrégation de saint Maur, *tome 5, p. 471.*
1720. Déclaration du même, en interprétation du précédent Edit, *tome 5, p. 474.*
1739. Lettres-patentes de Louis XV, portant évocation au grand Conseil, de tous les procès de la Congrégation de saint Maur, *tome 5, p. 530.*
1744. Lettres-patentes de Louis XV, portant règlement pour les Religieux de la Congrégation de saint Vannes, *tome 5, p. 542.*
1721. Edit de Louis XV, concernant les Religieux de l'étroite observance de Cluny, en exécution de l'Edit de 1719, *tome 5, p. 475.*
1726. Lettres-patentes concernant les Peres de la Doctrina chrétienne, *tome 5, p. 487.*
1734. Edit du Roi portant que les Religieux de saint Antoine en possession de Cures ou Vicaireries perpétuelles pourront être rappelés dans les Maisons de leur Ordre, *tome 5, page 476.*
1738. Lettres-patentes, par lesquelles les Chanoines réguliers de l'Ordre de saint Ruf pourvus de Cures ou Prieurés-Cures pourront être rappelés au Cloître du consentement des Ordinaires & qu'ils ne pourront accepter aucune provision de Bénéfices sans le consentement de leurs Supérieurs, *tome 5, p. 514.*
1670. Indult accordé à M. l'Abbé de Lionne, pour conférer en commande les Bénéfices réguliers, *tome 5, p. 478.*
1693. Edit de Louis XIV, sur les dotes des Religieuses, *tome 5, p. 479.*
1742. Déclaration de Louis XV, concernant les Maisons Religieuses, *tome 5, p. 482.*
1714. Déclaration de Louis XIV, qui déclare les Jésuites habiles à succéder à leurs parens, *tome 5, p. 483.*
1738. Lettres-patentes de Louis XV, portant évocation générale des causes des Jésuites au grand Conseil, *tome 5, p. 512.*
1716. Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne que les pensions des Oblats ou des Religieux Lays serviront à la nourriture & entretien des Officiers & Soldats Invalides, *tome 5, p. 484.*

PARAGRAPHE XII.

Sur les Etrangers & la résidence.

L'an

1431. Edit de Charles VII, qui défend aux Etrangers de tenir des Bénéfices en France ;
 *tome 6, p. 1.*1681. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 6, p. 2.*1714. Déclaration du Roi, portant que les sujets du Duc de Lorraine qui sont pourvus de Bénéfices dont les chefs-lieux sont situés dans l'étendue de la souveraineté, jouiront des revenus desdits Bénéfices qui se trouveront situés dans les Etats du Roi, *tome 6, page 3.*Formule de Lettres de naturalité, qui rendent un étranger capable de posséder des Bénéfices & Offices en France, *tome 6, p. 4.*1594. Edit d'Henri II, qui ordonne aux Etrangers-bénéficiers dans le Royaume d'établir des Vicaires regnicoles, *tome 6, p. 5.*1301. Ordonnance de Philippe le Bel, qui défend à tous Ecclesiastiques de sortir du Royaume sans sa permission, *tome 6, p. 6.*1303. Confirmation de ladite défense, *tome 6, p. 7.*1476. Edit de Louis XI, qui renouvelle cette défense, spécialement aux Religieux ;
 *tome 6, p. 8.*1475. Lettres-patentes du même sur la résidence des Prélats, &c. *tome 6, p. 9.*1557. Edit d'Henri II, sur le même sujet, *tome 6, p. 10.*1560. Lettres-patentes de Charles IX, sur le même sujet, *tome 6, p. 11.*1351. Bulle de Clément VI, qui dispense de la résidence les Clercs Officiers de la Chapelle du Roi, *tome 6, p. 13.*1580. Lettres-patentes d'Henri III, au sujet de ladite Bulle, *tome 6, p. 14.*1666. Déclaration de Louis XIV, sur le privilège desdits Officiers, *tome 6, p. 15.*1717. Déclaration de Louis XV, concernant les Officiers de la Chapelle, &c. *tome 6, p. 17.*1740. Déclaration du même, concernant les Bénéficiers de la sainte Chapelle de Paris,
 tome 6, p. 18.

PARAGRAPHE XIII.

Sur les droits des Patrons, Seigneurs, &c.

L'an.

779. Capitulaire de Charlemagne sur les droits honorifiques des Seigneurs dans les Eglises, *tome 6, p. 20.*1539. Ordonnance de François I, sur les droits honorifiques des Patrons dans les Eglises, *ibid.*1685. Arrêt du Conseil d'Etat, qui règle les rangs des Gentilshommes dans les Eglises, *ibid.*1657. Déclaration de Louis XIV, qui donne la préférence aux Chanoines des Cathédrales sur les Officiers des Prébendiaux, *tome 6, p. 21.*1698. Arrêt de Règlement sur les honneurs dus aux Laïques qui servent aux Offices divins revêtus d'habits ecclésiastiques, *tome 6, p. 22.*1699. Arrêt contradictoire qui confirme le précédent, *tome 6, p. 23.*1678. Déclaration en forme d'Edit, qui défend de disposer des Bénéfices en Patronage laïque sans le consentement des Patrons, *ibid.*1636. Règlement de l'assemblée du Clergé de France touchant les Visé, ordres & collations des Bénéfices, *tome 6, p. 24.*1646. Arrêt du Conseil privé, qui confirme ce Règlement, *tome 6, p. 25.*1661. Arrêt de Règlement, en faveur des Patrons & Collateurs dont les Bénéfices sont situés es pays d'obédience, *tome 6, p. 26.*1656. Déclaration de Louis XIV, qui prive les Patrons hérétiques du droit de leur patronage, *tome 6, p. 27.*

TABLE DES PIÈCES PARAGRAPHE XIV.

Sur la nomination du Pape aux Bénéfices situés dans les Provinces d'obédience.

- Concordat Germanique passé entre Nicolas V & Frederic, III. Voyez § XLX.
 Bulle de Jules III, au sujet dudit Concordat. Voyez § XLX.
 Constitution de Grégoire XIII, sur le même sujet, voyez le § VI p. 347.
 1549. Edit d'Henri II, qui règle les droits du Pape sur les Bénéfices de Bretagne, tome 6, p. 28.
 1553. Déclaration du même sur le même sujet tome 6, p. 29.
 1553. Déclaration d'Henri II, concernant les droits du Pape au pays de Bretagne, tome 6, p. 424.
 1740. Bref de Clément XII, concernant la disposition des Bénéfices consistoriaux situés dans la Lorraine & le Barrois, tome 6, p. 489.
 1740. Lettres-patentes accordées sur le susdit Bref, tome 6, p. 492.
 1555. Déclaration du même sur le même sujet, tome 6, p. 31.

PARAGRAPHE XV.

Sur les provisions, résignations, permutations, infinuations & unions des Bénéfices.

L'an

1268. Pragmatique de saint Louis, qui maintient les Ordinaires dans le droit de disposer des Bénéfices qui leur appartiennent, tome 6, p. 32.
 1418. Ordonnance de Charles VI, sur le même sujet, tome 6, p. 33.
 1413. Ordonnance de Charles VII, qui défend d'impêtrer les Bénéfices avant qu'ils vacquent, tome 6, p. 35.
 1464. Edit de Louis XI, qui défend l'usage des expectatives, &c. *ibid.*
 1512. Ordonnance de Louis XII, sur les Mandats apostoliques, tome 6, p. 37.
 1527. Déclaration de François I, sur la forme des Mandats apostoliques, tome 6, p. 40.
 1550. Edit d'Henri II, sur les petites dates & les procurations surannées, tome 6, p. 42.
 1550. Arrêt du Parlement de Paris, portant vérification de l'Edit précédent, tome 6, page 47.
 1551. Déclaration du même, sur le même sujet, tome 6, p. 47.
 1557. Edit du même, sur les dévolutaires, tome 6, p. 48.
 1558. Arrêt du Parlement sur la publication du précédent Edit, tome 6, p. 48.
 1553. Edit du même, sur l'infuination des provisions aux Greffes ecclésiastiques, tome 6, page 49.
 1595. Edit d'Henri IV, qui érige les Greffiers des infinuations en titre d'Offices royaux, tome 6, p. 53.
 1637. Edit de Louis XIII, portant Règlement pour le contrôle des provisions, &c. tome 6, p. 54.
 1695. Règlement sur le contrôle des actes ecclésiastiques, fait au Conseil d'Etat, tome 6, p. 62.
 1638. Extrait des Registres du grand Conseil, sur le contrôle des Provisions, tome 6, p. 460.
 1638. Lettres de Jussion au sujet du susdit Arrêt, tome 6, p. 463.
 1727. Arrêt du Conseil d'Etat portant Règlement pour le contrôle des baux des revenus des Communautés séculières & régulières, &c. tome 6, p. 63.
 1646. Déclaration de Louis XIV, sur l'infuination des provisions & les permutations, tome 6, p. 65.
 1647. Lettres de relief, d'adresse, & de surannation, tome 6, p. 70.
 1646. Requête des Agens généraux du Clergé, à Nosseigneurs de Parlement, tome 6, p. 71.
 1646. Arrêt de vérification de la Déclaration de 1646, tome 6, p. 71.
 1651. Déclaration de Louis XIV, qui oblige les resignans & permuteurs à faire infu-

- nuer aux Greffes des Diocèses où le Bénéfice est situé, *some 6, p. 72.*
1691. Edit du même sur les infinuations, &c. *some 6, p. 73.*
- Tarif des droits dûs pour les infinuations bénéficiales, *some 6, p. 79.*
1737. Déclaration qui règle la forme de procuration pour resigner des Bénéfices, *some 6, p. 485.*
1739. Déclaration concernant les Procurateurs pour resigner, *some 6, p. 487.*
1692. Déclaration de Louis XIV, qui assujettit les dispensés des bans de Mariage à l'infuuation, *some 6, p. 81.*
1673. Edit de Louis XIV, sur les fonctions des Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, *some 6, p. 81.*
1718. Lettres-patentes de Louis XV, concernant les Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, *some 6, p. 86.*
1547. Edit d'Henri II, concernant les Notaires apostoliques, *some 6, p. 89.*
1691. Edit de Louis XIV, qui érige lesdits Notaires en titres d'Offices royaux, *some 6, p. 90.*
1693. Edit de Louis XIV, portant réunion des Notaires apostoliques aux Notaires du Châtelet, *some 6, p. 96.*
1691. Tarif des droits qui doivent être payés aux Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, *some 6, p. 97. & suiv.*
1646. Déclaration du même qui assujettit à l'examen des Ordinaires les pourvus en forme gracieuse, *some 6, p. 103.*
1539. Edit de François I, qui défend de receler les corps des Bénéficiers, voyez §. IX.
1657. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *some 6, p. 104.*
1681. Déclaration du même, sur l'emploi des revenus provenans des Bénéfices incompatibles, *some 6, p. 105.*
1684. Déclaration du même concernant les permutations, *some 6, p. 106.*
1555. Compact de Paul IV, avec les Cardinaux sur la regle de 10 diebus, *some 6, p. 107.*
1556. Lettres-patentes d'Henri II, pour l'enregistrement de ce Compact, *some 6, p. 108.*
1556. Arrêt d'enregistrement sur la requête verbalement faite en l'audience, *ibid.*
1558. Lettres-patentes d'Henri II, sur l'indult, *some 6, p. 109.*
1558. Arrêt de Règlement sur le regès des Bénéficiers qui resignent en maladie, *some 6, p. 109.*
1554. Arrêt de Règlement qui défend aux Précepteurs de recevoir les résignations de leurs disciples, *some 6, p. 111.*
1592. Lettres-patentes d'Henri III, concernant les resignations des Bénéfices de fondation royale, *some 6, p. 111.*
1330. Union faite par le Roi Philippe le Bel, des Bénéfices qui sont à sa collation, *some 6, p. 410.*
1604. Lettres-patentes d'Henri IV, pour l'union d'une Chanoinie de l'Eglise de Montbrison à la Fabrique de ladite Eglise, *some 6, p. 459.*
1718. Edit de Louis XV, qui défend les Unions des Bénéfices sans Lettres-patentes, *some 6, p. 112.*
1719. Déclaration du même, qui interprète le précédent Edit, *some 6, p. 114.*
1719. Déclaration du même, qui modifie & interprète la précédente, *some 6, p. 115.*
1737. Déclaration de Louis XV, au sujet de ce qui doit être observé à l'égard des unions de Cures & autres Bénéfices à des Abbayes, Chapitres, &c. lorsque lesdites unions se trouvoient avoir été faites 40 ans avant le premier Janvier 1564, *some 6, p. 488.*

PARAGRAPHE XVI.

Sur la Foi catholique, la discipline de l'Eglise & les bonnes mœurs.

L'an

1228. Ordonnance de saint Louis contre les hérétiques, *some 6, p. 116.*

1543. Edit de François I, contre les mêmes, *tome 6, p. 118. Le même que celui de 1551 ci-après.*
1549. Edit d'Henri II, sur la recherche & la punition des hérétiques, *tome 6, p. 124.*
1551. Edit de Chateau-briant, sur le même sujet, *tome 6, p. 126.*
1663. Déclaration de Louis XIV, contre les hérétiques relaps, & les Prêtres qui quittent la Religion catholique, *tome 6, p. 137.*
1665. Déclaration du même, sur le même sujet, *tome 6, p. 136.*
1680. Edit du même, qui défend aux Catholiques de se marier avec les hérétiques, *tome 6, p. 139.*
1681. Edit du même, concernant les Catholiques qui apostasient, *tome 6, p. 140.*
1685. Edit du même qui défend tout exercice de la Religion prétendue réformée, & revoke celui de Nantes, *tome 6, p. 141.*
1698. Déclaration du Roi, concernant l'instruction & les devoirs des nouveaux convertis & de leurs enfans, *tome 6, p. 144.*
1698. Déclaration du même qui permet à ceux qui sont sortis du Royaume à cause de la Religion prétendue réformée, & qui y reviennent, de rentrer dans leurs biens, *tome 6, p. 148.*
1700. Déclaration de Louis XIV, concernant l'éducation des enfans, *tome 6, p. 150.*
1715. Déclaration de Louis XIV, concernant ceux qui déclarent qu'ils veulent mourir dans la Religion prétendue réformée, *tome 6, p. 151.*
1646. Déclaration du Roi, par laquelle la Majesté exhorte les Archevêques de son Royaume de tenir des Conciles Provinciaux au moins de trois ans en trois ans, *tome 6, p. 464.*
1714. Déclaration de Louis XV, concernant les nouveaux réunis à la Religion Catholique, l'éducation de leurs enfans, les Maîtres d'écoles des Paroisses, *tome 6, p. 151.*
1566. Bulle d'Urbain V, qui défend aux Ecclesiastiques d'évoquer hors du Royaume les causes dans lesquelles ils sont interjetés, *tome 6, p. 422.*
1665. Déclaration de Louis XIV, sur la signature du Formulaire contre les propositions de Janſenius, *tome 6, p. 158.*
1752. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi au sujet de la Constitution *Unigenitus*, *tome 6, page 162.*
1754. Déclaration du Roi du 2 Septembre 1754, voyez à la fin de ce paragraphe.
1636. Règlement du Clergé concernant les Provisions bénéficiales & les Ordinations, *tome 6, p. 164.*
1646. Arrêt du Conseil, qui confirme le précédent Règlement, *tome 6, p. 165.*
1595. Lettres-patentes d'Henri IV, contre les Prédicateurs séditieux, *tome 6, p. 458.*
1670. Ordonnance de Louis XIV, sur les Monitoires, &c. *tome 6, p. 166.*
1698. Ordonnance du même, sur l'établissement des Séminaires, voyez le §. IX.
800. Capitulaire de Charlemagne sur le respect dû aux Eglises, *tome 6, p. 168.*
1550. Arrêt de Règlement du Parlement de Paris 22 Janvier 1550, sur le même sujet, *tome 6, p. 164.*
1657. Déclaration du Roi donnée sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 169.*
1660. Arrêt de la Cour de Parlement portant défenses de faire aucunes assemblées ni Confréries, &c. sans l'expresse permission du Roi, *tome 6, p. 175.*
1698. Déclaration de Louis XIV, portant que les publications pour affaires temporelles ne seront faites qu'à l'issue des Messes paroissiales : défenses de tenir foires & marchés, & danses publiques les Dimanches & Fêtes, d'ouvrir les jeux de Paume & Cabarets, & aux Bateleurs & autres de faire aucune représentation pendant les heures du Service divin, *tome 6, p. 176.*
1667. Arrêt de Règlement qui défend les danses publiques, les foires & les marchés aux jours de Dimanches & Fêtes, *tome 6, p. 177.*
1700. Arrêt du Parlement de Paris, pour le Diocèse de Noyon, portant défenses de faire des danses les Dimanches & Fêtes, *tome 6, p. 178.*
1651. Arrêt de Règlement, sur l'honneur dû aux Evêques dans leurs visites, *tome 6, p. 179.*

1643. Edit contre les duels, *tome 6, p. 180.*
 1651. Autre Edit contre les duels, *ibid, p. 183.*
 1679. Autre Edit contre les duels, *ibid, p. 193.*
 1653. Règlement des Maréchaux de France, sur les diverses satisfactions & réparations d'honneur, *tome 6, p. 204.*
 1679. Autre Règlement des memes qui confirme le précédent, *tome 6, p. 209.*
 1672. Arrêt de Règlement, au sujet du Pain beni & les quêtes, *tome 6, p. 210.*
 1347. Ordonnance de Philippe le Bel, contre les blasphémateurs, *tome 6, p. 211.*
 1460. Ordonnance de Charles VII, contre les memes, *tome 6, p. 212.*
 1617. Ordonnance de Louis XIII, contre les memes, *tome 6, p. 213.*
 1651. Déclaration de Louis XIV, contre les memes, *tome 6, p. 214.*
 1651. Déclaration de Louis XIV, qui défend de voler les Eglises sous peines de mort, & aux soldats de loger chez les Ecclesiastiques, *tome 6, p. 216.*
 1712. Déclaration de Louis XIV, qui enjoint aux Médecins d'avertir les malades de se confesser, *tome 6, p. 268.*
 1228. Ordonnance de saint Louis contre les simoniaques, *tome 6, p. 218.*
 1564. Bulle de Pie IV, contre les simoniaques & les confidenciaries, *tome 6, ibid.*
 1569. Bulle de saint Pie V, sur le même sujet, *tome 6, p. 221.*
 1579. Déclaration du Clergé de France, contre la simonie, la confidence & les pensions illicites, *tome 6, p. 256.*
 1610. Edit de Louis XIII, sur le même sujet & plusieurs autres, *tome 6, p. 224.*
 1556. Edit de Childebert, sur le culte divin & la sanctification des Fêtes, *tome 6 ; p. 228.*
 1585. Ordonnance du Roi Gontran, pour l'observation du Dimanche & autres solennités, *tome 6, ibid.*
 780. Capitulaire de Charlemagne, sur la sanctification du Dimanche, *tome 6, p. 229.*
 1560. Ordonnance de Charles IX, sur le même sujet, *tome 6, p. 230.*
 1701. Ordonnance de Louis XIV, sur le même sujet, *ibid.*
 1735. Ordonnance de Louis XV, concernant les testaments, *tome 6, p. 271.*
 1714. Arrêt de Règlement, qui enjoint de faire mention de la mort & sepulture des enfans, *tome 6, p. 231.*
 1736. Déclaration de Louis XV, concernant la forme de tenir les Régistres de baptêmes, mariages, sépultures, vœux, noviciats & professions, &c. *tome 6, p. 232.*
 1717. Ordonnance du même, au sujet des Pèlerinages en pays étrangers, *tome 6, p. 240.*
 1638. Déclaration de Louis XIII, par laquelle il met son Royaume sous la protection de la sainte Vierge, *tome 6, p. 241.*
 1254. Ordonnance de saint Louis, contre les usuriers, *tome 6, p. 243.*
 1311. Ordonnance de Philippe le Bel, contre les memes, *ibid.*
 1312. Ordonnance du même, contre les memes, *tome 6, p. 245.*
 1565. Arrêt de Règlement sur les usures, *tome 6, p. 246.*
 1400. Ordonnance de Charles VIII, contre les devins & les forciers, *tome 6, p. 247.*
 1254. Ordonnance de saint Louis contre les femmes débauchées, *tome 6, ibid.*
 1369. Ordonnance de Charles VI, contre les berlans & jeux de hazard, *tome 6, p. 248.*
 1566. Ordonnance de Charles IX, sur les obligations contractées au jeu, *tome 6, p. 249.*
 1611. Ordonnance de Louis XIII, qui annule les obligations contractées au jeu, *ibid.*
 1682. Edit de Louis XIV, contre les Magiciens, Devins & Empoisonneux, &c. *tome 6, p. 249.*
 1740. Arrêt du Parlement pour la subsistance des pauvres, *tome 6, p. 251.*
 1736. Déclaration du Roi concernant les billets ou promesses causées pour valeur en argent, *tome 6, p. 255.*
 1754. Déclaration du Roi, par laquelle il rappelle le Parlement exilé à Soissons, *tome 6 ; p. 256.*
 1336. Ordonnance de Charles VI, par laquelle les condamnés au supplice seront admis au sacrement de Pénitence, *tome 6, p. 223.*

TABLE DES PIÈCES PARAGRAPHE XVII.

Sur la Jurisdiction ecclésiastique.

L'an

615. Edit de Clotaire II, sur la Jurisdiction ecclésiastique, le privilège clerical, &c.
tome 6, p. 258.
1666. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 6, p. 259.*
1695. Edit du même, sur le même sujet, *tome 6, p. 266.*
1696. Déclaration du même qui explique le précédent Edit, *tome 6, p. 276.*
1425. Bulle de Martin V, qui reconnoit que les Juges royaux en France connoissent du possesseur des Bénéfices, *tome 6, p. 277.*
1416. Ordonnance de Charles VII, qui ratifie la précédente Bulle, *tome 6, p. 278.*
1428. Bulle de Martin V, sur le même sujet, *tome 6, p. 279.*
1432. Bulle d'Eugene IV, sur le même sujet, *tome 6, p. 280.*
1513. Bref de Léon X, au Parlement de Toulouse sur le même sujet, *tome 6, p. 281.*
1527. Bulle de Clement VII, qui permet au Roi de faire faire le procès à ses Officiers Clercs délinquans dans l'exercice de leurs charges, *ibid.*
1530. Lettres-patentes pour la vérification de ladite Bulle, *tome 6, p. 282.*
1369. Ordonnance sur les censures portées contre les Officiers du Roi qui exercent les fonctions de leurs charges, *tome 6, p. 283.*
1370. Ordonnance sur le même sujet, *tome 6, p. 285.*
1235. Jugement rendu par saint Louis au sujet de l'excommunication lancée par l'Archevêque de Reims contre les habitants de cette dite ville, *tome 6, p. 418.*
1246. Lettres de l'Empereur Frédéric, sur les entreprises, faites contre lui par le Pape Grégoire IX, *tome 6, p. 419.*
1336. Arrêt de Philippe VI, qui défend aux Juges ecclésiastiques de connoître du crime d'adultère, *tome 6, p. 421.*
1350. Lettres du Roi Jean, par lesquelles il est dit qu'il n'est pas permis d'interdire aucune terre de son domaine, *tome 6, p. 422.*
1371. Edit de Charles V, qui défend aux Juges d'Eglise de connoître des actions réelles, *tome 6, p. 286.*
1539. Edit de François I, qui défend aux Juges d'Eglise, de juger les laïques en affaires temporelles, *tome 6, p. 288.*
1388. Ordonnance Charles VI, qui leur défend de connoître du crime d'adultère, *tome 6, p. 292.*
1557. Edit d'Henri II, qui défend de troubler les Juges ecclésiastiques dans leur Jurisdiction pour le crime d'hérésie, *tome 6, p. 293.*
1560. Edit de François II, sur le même sujet, *tome 6, p. 295.*
1657. Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne que les immunités & exemptions acquises aux Cardinaux, Archevêques & Evêques seront inviolablement gardées, & qu'en cas qu'ils soient accusés de crime de lèze-Majesté leur procès sera instruit par les Juges ecclésiastiques, *tome 6, p. 465.*
1657. Déclaration de Louis XIV, sur le jugement des Evêques accusés du crime de lèze-Majesté, *tome 6, p. 297.*
1652. Déclaration de Louis XIV, concernant les Bénéfices dont la disposition appartient au Prince de Conti, *tome 6, p. 298.*
1710. Déclaration du même concernant les Bénéficiaires coupables dudit crime, *tome 6, p. 299.*
1637. Déclaration de Louis XIII, qui reconnoit le pouvoit qu'ont les Evêques de destituer leurs Officiaux, *tome 6, p. 300.*
1700. Déclaration de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 6, p. 302.*
1680. Déclaration du même qui oblige les Officiaux à être gradués en Droit canon, *tome 6, p. 303.*
1680. Déclaration du même qui excepte les Docteurs & Licenciés en Théologie, *tome 6, p. 304.*

DU RECUEIL DES EDITS, &c.

513

1680. Déclaration du meime, concernant les défenses d'exécuter les décrets d'ajournement personnel, *tome 6, p. 305.*
 1453. Ordonnance de Charles VII, sur la procédure en matiere bénéficiale, *tome 6, p. 306.*
 1667. Ordonnance de Louis XIV, sur le même sujet, *tome 6, p. 308.*
 Ordonnance sur les procès criminels faits aux Ecclésiastiques, *voyez §. IV.*
 Titre XV, des procédures sur le possessoire des Bénéfices, & sur les Regales, *tome 6, p. 309.*
 1681. Déclaration du Roi sur la déclaration faite par le Clergé de France de ses sentimens touchant la puissance ecclésiastique, *tome 6, p. 466.*
 1755. Arrêt du Parlement en faveur des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise cathédrale de Troyes, au sujet de la juridiction dudit Chapitre, & de son exemption de celle de M. l'Evêque de Troyes, *tome 6, p. 493.*

PARAGRAPHE XVIII.

Sur le Mariage.

L'an

1556. Ordonnance d'Henri II, contre les femmes qui cachent leur grossesse, *tome 6, p. 312.*
 1708. Déclaration de Louis XIV, qui ordonne qu'on publiera aux Prônes la précédente Ordonnance, *tome 6, p. 314.*
 1560. Edit de François II, sur les secondes nocés, *tome 6, p. 315.*
 1556. Edit d'Henri II, contre les enfans qui se marient sans le consentement de leurs parens, *tome 6, p. 316.*
 1639. Déclaration de Louis XIII, sur les formalités qui doivent s'observer dans la célébration des mariages, & le crime de rapt, *tome 6, p. 317.*
 1730. Déclaration de Louis XV, concernant le rapt de séduction, *tome 6, p. 469.*
 1645. Arrêt du Parlement concernant l'exécution des promesses de mariages, *tome 6, p. 320.*
 1685. Déclaration de Louis XIV, qui défend à ses sujets de se marier en pays étrangers, *tome 6, p. 322.*
 1686. Déclaration du même, concernant les mariages de ceux qui professent la Religion prétendue réformée, *tome 6, p. 323.*
 1697. Edit du même, concernant les propres Curés & le domicile de ceux qui se marient, &c. *tome 6, p. 324.*
 1697. Déclaration du même sur le même, *tome 6, p. 327.*
 1710. Arrêt de Règlement concernant les mariages, *tome 6, p. 329.*
 1692. Déclaration du même, qui ordonne que dans les actes de mariage on énoncera les dispenses & leur insinuation, *ibid.*
 1705. Arrêt du Conseil d'Etat, qui dispense du contrôle les dispenses de bans, *tome 6, p. 330.*
 1692. Arrêt de Règlement, au sujet des sommations que les enfans doivent faire à leurs peres & meres avant de se marier, *tome 6, p. 331.*

PARAGRAPHE XIX.

De plusieurs pièces sur différentes matieres qu'on a recouvertes après l'impression de ces deux Volumes, & qui n'ont pu être rapportées aux Paragraphes précédens.

L'an

1560. Ordonnance de Charles IX, rendue aux Etats d'Orléans, *tome 6, p. 332.*
 1561. Ordonnance du même, concernant les Hôpitaux érigés en Bénéfices, *tome 6, p. 337.*

Ppp ij

1561. Lettres-patentes du même, qui rétablissent les annates & les préventions, *tome 6, p. 339.*
1571. Edit du même, sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 340.*
1572. Déclaration du même sur le précédent Edit, *tome 6, p. 344.*
1579. Ordonnance d'Henri III, rendue aux Etats de Blois, par les Députés des Etats de son Royaume, *tome 6, p. 345.*
1580. Edit du même, rendu à Melun sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 360.*
1596. Edit d'Henri IV, sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 368.*
1606. Edit du même sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 371.*
1629. Ordonnance de Louis XIII, rendue aux Etats de Paris, *tome 6, p. 378.*
1657. Déclaration de Louis XIV, rendue sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 390.*
 Voyez aussi le §. IX.
1666. Déclaration du même rendue sur les remontrances du Clergé, *Voyez § XVII. p. 359.*
1703. Déclaration de Louis XIV, concernant le retrait des biens aliénés par le Clergé, *tome 6, p. 397.*
1740. Arrêt du Conseil d'Etat en interprétation de celui du 3 Mars 1739, concernant les droits de contrôle, *tome 6, p. 398.*
1711. Arrêt de Règlement du grand Conseil entre M. l'Evêque d'Oleron, les Agens du Clergé & les Commandeurs de l'Ordre de Malthe, *tome 6, p. 400.*
1668. Transaction entre M. l'Archevêque de Paris & M. l'Abbé de S. Germain des Prés, sur leur Jurisdiction, *tome 6, p. 401.*
1740. Déclaration du Roi, qui exempte les grains & farines de tous droits jusqu'au dernier Décembre 1741, *tome 6, p. 403.*
1740. Arrêt du Parlement de Paris, qui règle la maniere de payer les fermages stipulés par les baux payables en une certaine quantité fixe de grains, *tome 6, p. 406.*
1747. Arrêt du Conseil d'Etat contre les Fermiers & Décipteurs des terres dans la généralité de Soissons qui jouissent sans baux, contre les moissonneurs batteurs en granges, bergers, &c. *tome 6, p. 411.*

Fin de la Table des Pièces.



T A B L E

Des pièces contenues dans le présent Recueil, rangées par ordre des années de leurs dates.

- L'an
 470. C Onstitution des Empereurs Léon, &c. sur l'alienation des biens ecclésiastiques, *tome 5, page 66.*
 556. Edit de Childebert, sur le culte divin & la sanctification des Fêtes, *tome 6, p. 228.*
 558. Edit de Clotaire I, en faveur des biens d'Eglise, *tome 5, page 149.*
 585. Ordonnance du Roi Gontran, sur l'observation du Dimanche & autres solemnités, *tome 6, p. 228.*
 615. Edit de Clotaire II, sur la Jurisdiction ecclésiastique, *tome 6, p. 258.*
 663. Lettres d'amortissement accordées par Clotaire III, à l'Abbaye de Corbie, *tome 5, page 1.*
 779. Capitulaire de Charlemagne sur les droits des Seigneurs dans les Eglises, *tome 6, p. 20.*
 780. Capitulaire du même sur la sanctification du Dimanche, *tome 6, p. 229.*
 780. Capitulaire du même sur les reparations des Eglises, *tome 5, page 112.*
 782. Lettres d'amortissement accordées par le même à l'Abbaye de S. Denis, *tome 5, pag. 2.*
 799. Capitulaire de Charlemagne, qui oblige tous ses sujets à payer la dixme, *tome 5, p. 417.*
 800. Capitulaire du même en faveur des biens d'Eglise, *tome 5, p. 149.*
 800. Capitulaire du même sur le respect dû aux Eglises, *tome 6, p. 168.*
 803. Capitulaire de Charlemagne sur l'alienation des biens d'Eglise, *tome 5, p. 66;*

XIII Siècle.

1110. Bulle d'Innocent III, sur la Regale, *tome 5, p. 212.*
 1218. Ordonnance de saint Louis, sur les privilèges des Eglises, *tome 5, page 150.*
 1218. Ordonnance du même contre les hérétiques, *tome 6, p. 116.*
 1218. Ordonnance du même contre la simonie, *tome 5, p. 218.*
 1235. Jugement rendu par saint Louis au sujet de l'excommunication lancée par l'Archevêque de Reims sur les Habitans de la Ville, *tome 6, p. 418.*
 1246. Lettre de l'Empereur Frederic sur les entreprises faites contre lui par le Pape Grégoire IX, *tome 6, p. 419.*
 1254. Ordonnance du même contre les femmes débauchées, *tome 6, p. 247.*
 1254. Ordonnance du même contre les usuriers, *tome 6, p. 243.*
 1267. Bulle de Clément IV, sur la Régale, *tome 5, p. 212.*
 1268. Pragmatique sanction de saint Louis, *tome 6, p. 32.*
 1269. Lettres-patentes du même concernant la Régale, *tome 5, p. 216.*
 1269. Ordonnance du même sur les dixmes inféodées, *tome 5, p. 418.*
 1271. Bulle de Grégoire X, sur la Régale, *tome 5, p. 213.*
 1271. Bulle du même, sur le même sujet, *tome 5, p. 214.*
 1274. Ordonnance de Philippe III, qui décharge les Ecclésiastiques de la taille, *tome 5, page 182.*
 1275. Ordonnance de Philippe le Hardi sur les acquisitions des gens d'Eglises, *tome 5, page 7.*
 1292. Ordonnance de Philippe IV dit le Bel, sur les acquisitions des gens d'Eglise, *tome 5, page 7.*

XIV Siècle.

1301. Ordonnance de Philippe IV, dit le Bel, sur les privilèges des Eglises, *rome 5, page 150.*
 1302. Ordonnance du même sur les privilèges des Ecclésiastiques, *rome 5, p. 151.*
 1302. Ordonnance du même, sur la Regale, *rome 5, p. 156.*
 1302. Ordonnance du même sur la sortie des Ecclésiastiques regnicoles hors du Royaume, *rome 6, p. 6.*
 1303. Ordonnance qui confirme la défense, *rome 6, p. 7.*
 1303. Ordonnance du même, sur le logement des Curés, *rome 5, page 46.*
 1303. Ordonnance du même, sur les dixmes intolites, *rome 5, p. 423.*
 1304. Ordonnance du même, sur les acquisitions des gens d'Eglise, *rome 5, page 8.*
 1311. Ordonnance du même, contre les usuriers, *rome 6, p. 143.*
 1312. Ordonnance du même, sur le même sujet, *rome 6, p. 145.*
 1330. Union faite par le Roi Philippe le Bel des Bénéfices qui sont à sa collation, *rome 6, p. 420.*
 1332. Ordonnance de Philippe de Valois, sur la collation des Bénéfices en Regale, *rome 5, p. 217.*
 1334. Ordonnance sur la clôture & ouverture de la Regale, *rome 5, p. 218.*
 1334. Ordonnance du même appelée vulgairement la Philippine, *rome 5, p. 217.*
 1336. Arrêt de Philippe VI, qui défend aux Juges ecclésiastiques de connoître du crime d'adultère, *rome 6, p. 422.*
 1341. Arrêt de la Chambre des Comptes qui reconnoît que le Roi est obligé aux charges des Evêchés durant la Regale, *rome 5, p. 219.*
 1344. Ordonnance de Philippe VI, qui décharge de l'amortissement les rentes qui n'excedent pas 20 sols, *rome 5, page 35.*
 1344. Ordonnance de Philippe VI, qui décharge les Hôpitaux de l'amortissement, *rome 5, page 43.*
 1347. Ordonnance du même contre les blasphemateurs, *rome 6, p. 217.*
 1350. Lettres du Roi Jean, par lesquelles il dit qu'il n'est pas permis d'interdire aucune terre de son domaine, *rome 6, p. 422.*
 1351. Bulle de Clément VI, qui dispense de la résidence les Officiers de la Chapelle du Roi, *rome 6, p. 13.*
 1366. Lettres-patentes de Charles V, sur les privilèges de l'Université de Paris, *rome 5, p. 198.*
 1366. Bulle d'Urbain V, qui défend aux Ecclésiastiques d'évoquer hors du Royaume les causes dans lesquelles ils sont intéressés, *rome 6, p. 422.*
 1369. Ordonnance sur les censures portées contre les Officiers du Roi exerçant les fonctions de leurs Charges, *rome 6, p. 183.*
 1369. Ordonnance du même, contre les Berlians & jeux de hazard, *rome 6, p. 148.*
 1370. Ordonnance sur le même sujet, *rome 6, p. 185.*
 1370. Autre Ordonnance qui oblige les Eglises, qui ont acquis sans amortissement, de payer le droit du nouvel acquêt, *rome 5, page 9.*
 1371. Edit de Charles V, qui défend aux Juges d'Eglise de connoître des actions réelles, *rome 6, p. 186.*
 1375. Bulle de Grégoire XI sur la Régale, *rome 5, p. 215.*
 1381. Constitution de Clément VII, sur les droits des Curés, *rome 5, p. 127.*
 1385. Ordonnance de Charles VI, sur les bâtimens ecclésiastiques, *rome 5, page 122.*
 1388. Arrêt qui défend aux Officiaux de connoître des adulteres, *rome 6, p. 192.*
 1396. Ordonnance de Charles VI, qui ordonne que les condamnés au supplice seront reçus au sacrement de Confession, *rome 6, p. 423.*

XV Siècle.

1406. Règlement sur les droits du nouvel acquêt, *rome 5, page 9.*

CONTENUES DANS CE RECUEIL.

517

1406. Ordonnance de Charles VI, qui défend les exactions du Clergé, *tome 5, p. 154.*
 1413. Ordonnance de Charles VII, qui défend d'impêtrer les Bénéfices avant qu'ils
 vaquent, *tome 5, p. 35.*
 1415. Arrêt qui déclare la Regale ouverte par la promotion au Cardinalat, *tome 5,
 page 221.*
 1418. Ordonnance de Charles VII, qui confirme la Pragmatique de saint Louis en
 faveur des Ordinaires, *tome 6, p. 33.*
 1425. Bulle de Martin V, sur le possessoire des Bénéfices, *tome 6, p. 277.*
 1426. Ordonnance de Charles VII, qui confirme la susdite Bulle, *tome 6, p. 278.*
 1428. Autre Bulle de Martin V, sur le même sujet, *tome 6, p. 279.*
 1431. Edit de Charles VII, qui défend aux étrangers de tenir Bénéfices en France,
 tome 6, p. 1.
 1432. Bulle d'Eugene IV, sur le possessoire des Bénéfices, *tome 6, p. 280.*
 1434. Bulle du même qui donne la préférence aux Indultaires du Parlement de Paris
 sur les autres expectans, *tome 5, p. 360.*
 1436. Procès-verbal de la Chambre Apostolique sur ladite Bulle, *tome 5, p. 361.*
 1436. Bulle ampliative du droit des Indultaires, *tome 5, p. 362.*
 1437. Certificat de la Chancellerie apostolique sur la concession d'Eugene IV, *tome
 5, p. 365.*
 1438. Pragmatique de Charles VII, en faveur des Gradués, *tome 5, p. 252. & suiv.*
 1441. Ordonnance de Charles VII, qui oblige au remploi des rentes remboursées aux
 Eglises, *tome 5, page 162.*
 1444. Ordonnance du même sur les Mandians, *tome 5, p. 453.*
 1447. Concordat de la Nation Germanique passé entre Nicolas V, & Frédéric III,
 tome 5, p. 340.
 1451. Déclaration de Charles VII, sur la clôture de la Regale, *tome 5, p. 224.*
 1453. Ordonnance de Charles VII, sur la procédure en matière bénéficiale, *tome 5,
 p. 306.*
 1460. Ordonnance du même contre les blasphémateurs, *tome 6, p. 222.*
 1463. Déclaration de Louis XI, qui excepte de la taille les acquisitions faites par
 les Ecclesiastiques, *tome 5, p. 183.*
 1463. Ordonnance de Louis XI sur les Bénéfices contentieux sujets à la Regale, *tome 5,
 page 225.*
 1464. Ordonnance du même qui attribue au Parlement de Paris la connoissance de
 la Regale, *tome 5, p. 226.*
 1464. Edit du même, qui défend l'usage des expectatives, *tome 6, p. 35.*
 1475. Lettres-patentes du même, sur la résidence des Prélats, *tome 6, p. 2.*
 1476. Edit du même, qui défend aux Religieux de sortir du Royaume, *&c. tome 6,
 p. 8.*
 1477. Lettres d'amortissement accordées par le même aux Minimes de Vincennes;
 tome 5, page 3.
 1490. Ordonnance de Charles VIII, contre les devins & forciets, *tome 6, p. 247.*
 1499. Ordonnance de Louis XII, en faveur des Gradués, *tome 5, p. 386.*

XVI Siècle.

1512. Edit du même, sur le même sujet, *tome 5, p. 388.*
 1512. Ordonnance du même, sur les Mandats apostoliques, *tome 6, p. 37.*
 1513. Bref de Léon X, au Parlement de Toulouse sur le possessoire des Bénéfices,
 tome 6, p. 281.
 1516. Abrogation de la Pragmatique par Léon X, *tome 5, p. 281.*
 1516. Concordat de Léon X, & de François I, *tome 5, page 284.*
 1516. Indult accordé par Léon X, à François I, pour nommer aux Prélatures de la Bre-
 tagne, &c. *tome 5, page 309.*
 1520. Lettres-patentes de François I, qui obligent le Clergé à fournir l'état de ses biens
 tome 5, page 10.

518 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIECES

1522. Déclaration du même, sur les acquisitions des Ecclésiastiques, *tomt 5, p. 185.*
 1527. Déclaration du même sur la forme des Mandats apostoliques, *tomt 6, p. 40.*
 1527. Bulle de Clément VII, sur les procès des Officiers du Roi Clercs, *tomt 6, p. 281.*
 1530. Lettres-patentes pour la vérification de ladite Bulle, *tomt 5, p. 282.*
 1531. Règlement sur les saisons où les grains doivent être vendus, *tomt 5, p. 148.*
 1531. Bulle de Clément VII, qui suspend les privilèges sur l'élection, *tomt 5, p. 310.*
 1532. Lettres-patentes de François I. sur ladite Bulle, *tomt 5, p. 314.*
 1532. Edit du même sur la succession des Religieux & Religieuses, *tomt 5, p. 454.*
 1534. Constitution de Clément VII, sur les Bénéfices réservés au saint Siège par le Concordat, *tomt 5, p. 343.*
 1538. Bulle de Paul III, en faveur des Indultaires, *tomt 5, p. 366.*
 1539. Déclaration de François I. sur les rentes des Maisons de Ville appartenant aux Eglises, *tomt 5, page 163.*
 1530. Ordonnance du même, sur les droits honorifiques des Patrons, *tomt 6, p. 20.*
 1539. Edit du même qui défend de receler les corps des Bénéficiers, *Voiez § IX. tomt 5.*
 1539. Edit du même qui défend aux Officiaux de juger les Laïques en affaires temporelles, *tomt 6, page 288.*
 1539. Ordonnance de François I. sur les Régistres des baptêmes, *tomt 5, p. 400.*
 1541. Déclaration du même en faveur des Indultaires, *tomt 5, p. 368.*
 1543. Edit du même, sur le même sujet, *tomt 5, p. 370.*
 1543. Edit du même, contre les hérétiques, *tomt 6, p. 118.*
 1544. Ordonnance du même, qui décharge les Hôpitaux des décimes, &c. *tomt 5, page 44.*
 1547. Ordonnance d'Henri II, sur les amortissemens, *tomt 5, p. 34.*
 1547. Edit du même sur les Noraires apostoliques, *tomt 6, p. 89.*
 1548. Lettres-patentes du même, sur les dixmes, *tomt 5, p. 423.*
 1549. Edit du même contre les hérétiques, *tomt 6, p. 124.*
 1549. Edit du même, sur les droits du Pape en Bretagne, *tomt 6, p. 28.*
 1550. Edit du même, contre les petites dâtes, *tomt 6, p. 42.*
 1550. Arrêt du Parlement de Paris, portant vérification de l'Edit précédent, *tomt 6, p. 47.*
 1550. Arrêt de Règlement du Parlement de Paris, sur le respect dû aux Eglises, *tomt 6, p. 168.*
 1551. Déclaration du même sur le même sujet, *tomt 6, p. 47.*
 1551. Edit du même donné à Château-Briant contre les hérétiques, *tomt 6, p. 126.*
 1551. Edit du même qui exige les degrés pour les Cures de Ville, *tomt 5, p. 390.*
 1552. Lettres-patentes de Charles IX, sur les réparations dues par les Bénéficiers, *tomt 5, p. 112.*
 Lettres-patentes du même, qui déchargent les Bénéficiers des réparations de vestuë, *tomt 5, p. 127.*
 1553. Déclaration du même, sur les droits du Pape en Bretagne, *tomt 6, p. 29.*
 1553. Edit du même sur l'insinuation des provisions aux Grâces ecclésiastiques, *tomt 6, p. 42.*
 1553. Déclaration d'Henri II, concernant les droits du Pape au pays de Bretagne, *tomt 6, p. 424.*
 1554. Déclaration du même, sur les rentes appartenantes au Clergé, *tomt 5, page 165.*
 1554. Arrêt de Règlement concernant les résignations faites aux Précepteurs, &c. *tomt 6, p. 113.*
 1554. Edit du même, qui enjoint aux étrangers d'établir des Vicaires regnicoles, *tomt 6, p. 5.*
 1554. Bulle de Jules III, pour l'exécution du Concordat germanique, *tomt 5, p. 145.*
 1555. Déclaration d'Henri II, sur les droits du Pape en Bretagne, *tomt 6, p. 31.*
 1555. Compâct de Paul IV, avec les Cardinaux sur la règle de 20 diebus, *tomt 6, p. 107.*

CONTENUES DANS CE RECUEIL. 519

1556. Lettres d'Henri II, pour l'enregistrement de ce Compact, *tome 6, p. 108.*
1556. Arrêt d'enregistrement du Compact susdit, *tome 6, p. 108.*
1556. Ordonnance du même contre les femmes qui cachent leur grossesse, *tome 6, p. 312.*
1556. Edit du même contre les enfans qui se marient sans le consentement de leurs parents, *tome 6, p. 316.*
1557. Edit du même sur la résidence des Prélats, *tome 6, p. 10.*
1557. Edit du même, sur les divolutaires, *tome 6, p. 48.*
1557. Edit du même, sur la Jurisdiction ecclésiastique en fait d'hérésie, *tome 6, p. 123.*
1558. Edit du même sur l'aliénation des biens d'Eglise, *tome 5, page 67.*
1558. Arrêt du Parlement sur la publication du précédent Edit, *tome 6, p. 48.*
1558. Déclaration du même, qui fixe l'ouverture de l'Indult du Parlement sur les Châpitres, *tome 5, p. 372.*
1558. Arrêt de Règlement sur les Bénéficiers qui résignent en maladie, *tome 6, page 102.*
1558. Lettres-patentes du même sur le Compact de Paul IV, *tome 6, p. 109.*
1560. Edit de François II, sur les secondes nocés, *tome 6, p. 315.*
1560. Edit de François II, sur la Jurisdiction ecclésiastique en fait d'hérésie, *tome 6, p. 125.*
1560. Lettres-patentes de Charles IX, sur la résidence des Prélats, *tome 6, p. 12.*
1560. Ordonnance de Charles IX, sur la sanctification des Dimanches, *tome 6, p. 130.*
1560. Ordonnance du même rendue aux Etats d'Orléans, *tome 6, p. 312.*
1561. Edit du même sur l'abonnement des dixmes, *tome 5, p. 425.*
1561. Ordonnance du même sur l'aliénation des biens d'Eglise, *tome 5, p. 68.*
1561. Articles accordés par le même au Clergé sur ses privilèges, *tome 5, p. 116.*
1561. Ordonnance du même concernant les Hôpitaux érigés en Bénéfices, *tome 6, p. 337.*
1561. Edit de Charles IX, qui confirme l'exemption de la taille pour les biens & les personnes ecclésiastiques, *tome 5, p. 186.*
1562. Lettres-patentes du même sur les annates & les préventions, *tome 6, p. 339.*
1562. Déclaration du même qui oblige les Curés à commettre des Vicaires, &c. *tome 5, p. 402.*
1563. Edit qui permet au Clergé de rentrer dans ses biens aliénés, *tome 5, page 97.*
1564. Ordonnance du même appelée de Rouffillon & de Moulins, *tome 5, page 101.*
1564. Bulle de Pie IV, portant suspension des privilèges sur l'élection, *tome 5, p. 314.*
1564. Bulle du même contre les simoniaques & les confidenciers, *tome 6, p. 218.*
1565. Arrêt de Règlement sur les usures, *tome 6, p. 246.*
1566. Ordonnance de Charles IX, sur les obligations contractées au jeu, *tome 6, p. 242.*
1566. Ordonnance du même pour la réformation de la Justice, *tome 5, p. 481.*
1568. Ordonnance du même, qui décharge les gens d'Eglise des impositions publiques, *tome 5, page 167.*
1568. Ordonnance de Charles IX, sur les baux des biens ecclésiastiques, *tome 5, p. 144.*
1569. Bulle de saint Pie V, contre les simoniaques & les confidenciers, *tome 6, p. 221.*
1571. Edit de Charles IX, contre les usurpateurs des biens d'Eglise, *tome 5, p. 70.*
1571. Ordonnance du même, qui décharge les Bénéficiers des réparations durant les guerres, troubles, &c. *tome 5, page 126.*
1571. Lettres-patentes du même, par lesquels sa Majesté ordonne que les comptes des Fabriques seront rendus aux Evêques, Archidiacres & Officiaux dans leurs visites, à l'exclusion de tous autres Juges, *tome 5, p. 481.*
1571. Lettres-patentes du même, sur l'emploi des legs faits pour causes pieuses, *tome 5, page 71.*

520 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES

1571. Autres Lettres-patentes sur l'usurpation des biens d'Eglise, *tome 5, p. 75.*
 1571. Ordonnance du même sur les réparations des bâtimens ecclésiastiques, *tome 5, p. 75.*
 1571. Edit du même sur les remontrances du Clergé, *tome 5, p. 340.*
 1572. Ordonnance du même qui décharge les Ecclésiastiques des taxes pour les pauvres, *tome 5, page 128.*
 1572. Ordonnance du même, qui défend aux Gentilshommes, de prendre à ferme les dixmes ecclésiastiques, *tome 5, p. 26.*
 1572. Déclaration du même, sur les portions congrues des Curés, *tome 5, p. 434.*
 1572. Déclaration du même sur l'Edit de 1571, *tome 6, page 344.*
 1574. Bulle de Grégoire XIII, qui permet l'aliénation des domaines du Clergé, *tome 5, page 83.*
 1574. Edit d'Henri III, qui exempte les Ecclésiastiques du guet & logement des gens de guerre, *tome 5, page 168.*
 1575. Edit du même, qui les exempte du droit des francs-fiefs, *tome 5, page 170.*
 1575. Arrêt du Conseil, qui les exempte du ban & arriere-ban, *tome 5, page 155.*
 1576. Bulle de Grégoire XIII, qui permet une nouvelle aliénation des biens du Clergé, *tome 5, page 85.*
 1576. Lettres-patentes d'Henry III, qui ordonne l'exécution de ladite Bulle, *tome 5, page 87.*
 1576. Arrêt du Parlement de Paris, sur lesdites Lettres, *tome 5, page 87.*
 1576. Edit du même sur ce sujet, *tome 5, page 89.*
 1576. Mémoires & Instructions du Clergé concernant ladite aliénation, *tome 5, p. 21.*
 1576. Déclaration d'Henri III, qui défend d'emprisonner les Ecclésiastiques pour dettes, *tome 5, p. 211.*
 1576. Constitution de Grégoire XIII, sur le Concordat Germanique, *tome 5, p. 347.*
 1577. Déclaration & protestation du Clergé de France assemblé à Blois, *tome 5, page 25.*
 1577. Ordonnance d'Henri III, qui accorde aux Curés la préférence dans les baux des dixmes de leurs Paroisses, *tome 5, p. 427.*
 1577. Arrêt de règlement pour la réforme de l'Université, *tome 5, p. 219.*
 1578. Edit du même, qui érige en titre d'Office les Economes de la Regale, *tome 5, page 141.*
 1579. Ordonnance du même rendue dans les Etats de Blois, *tome 6, p. 345.*
 1579. Déclaration du Clergé de France contre la simonie, la contenance & les pensions illicites, *tome 6, p. 456.*
 1580. Edit d'Henri III, rendu à Melun sur les remontrances du Clergé, *tome 5, p. 360.*
 1580. Déclaration d'Henri III, sur la nomination aux Abbayes des Filles Religieuses, *tome 5, p. 348.*
 1580. Arrêt de Règlement concernant le pouvoir des Chapitres durant la vacance du Siège épiscopal, *tome 5, p. 229.*
 1581. Lettres-patentes du même en faveur des Clercs Officiers de sa Chapelle, *tome 6, p. 14.*
 1582. Lettres-patentes du même, qui défend aux Elus d'entendre les comptes des Fabriques, *tome 5, page 138.*
 1592. Lettres-patentes du même, concernant les resignations des Bénéfices de fondation royale, *tome 6, p. 111.*
 1595. Edit d'Henri IV, qui érige les Greffiers des infinuations en titre d'Office, *tome 6, p. 53.*
 1595. Lettres-patentes d'Henri IV, contre les Prédicateurs séditieux, *tome 6, p. 412.*
 1596. Remontrances faites au Roi, par le Clergé assemblé à Paris, *tome 5, p. 314.*
 1596. Edit du même donné sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 368.*
 1596. Lettres-patentes d'Henri IV, portant révocation des Economats spirituels, *tome 5, p. 232.*
 1598. Lettres-patentes du même qui exempte les Ecclésiastiques de toutes taxes pour les droits de paturage, usage, &c. dans les forêts du Roi, *tome 5, p. 180.*

1599. Edit d'Henri IV, concernant les décimes, *tome 5, page 356. 41*

XVII Siècle.

1604. Lettres-patentes d'Henri IV, pour l'union d'une Chanoinie & Prébende de Notre Dame de Monbrison à la Fabrique de ladite Eglise, *tome 6, p. 452.*
1606. Edit du même portant règlement sur les Indultaires, *tome 5, p. 484.*
1606. Edit du même sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 371.*
1606. Déclaration du même, qui permet au Clergé de rentrer dans ses domaines aliénés, *tome 5, page 101.*
1607. Bulle de Paul V, qui permet aux Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel de jouir de pensions sur les Bénéfices, nonobstant leur mariage, *tome 5, p. 445.*
1608. Arrêt qui étend la Régale à toutes les Eglises du Royaume, *tome 5, p. 230.*
1608. Arrêt du Conseil qui défend aux Prévôts des Maréchaussées de connoître des procès criminels des Ecclésiastiques, *tome 5, p. 208.*
1609. Déclaration qui interprète celle du mois de Décembre 1606, concernant le retrait des biens ecclésiastiques, *tome 1, page 102.*
1609. Lettres-patentes d'Henri IV, sur les comptes des Marguilliers, *tome 5, p. 139.*
1609. Déclaration du même, sur la Régale, *tome 5, p. 132.*
1610. Edit de Louis XIII, contre les simoniaques, &c. *tome 6, p. 215.*
1611. Edit du même, sur le rapport des gerbes surnuméraires, *tome 5, page 417.*
1611. Ordonnance du même sur les dettes contractées au jeu, *tome 6, p. 249.*
1616. Edit du même sur le retrait des biens du Clergé, *tome 5, page 103.*
1617. Edit du même, sur le rapport des gerbes surnuméraires, *tome 5, p. 428.*
1617. Ordonnance du même contre les blasphémateurs, *tome 6, p. 115.*
1619. Lettres-patentes du même, qui attribuent au grand-Conseil la connoissance du retrait des biens ecclésiastiques, *tome 1, page 105.*
1619. Déclaration du même sur les comptes des Marguilliers, *tome 5, p. 140.*
1623. Arrêt de Règlement du grand Conseil, qui déclare les Abbayes & Prieurés Conventuels vacans & impétrables contre ceux qui ne prennent pas l'ordre de Pretrise, *tome 5, p. 455.*
1624. Arrêt de Règlement qui défend aux Laïques de loger dans les maisons ecclésiastiques, *tome 5, page 127.*
1626. Lettres-patentes de Louis XIII portant confirmation des exemptions du Clergé pour la taille, &c. *tome 5, page 172.*
1628. Ordonnance rendue par le même aux Etats de Paris, *tome 6, p. 378.*
1631. Arrêt de Règlement concernant les réparations des Eglises, *tome 5, page 132.*
1634. Déclaration du même sur les portions congrues, *tome 5, page 435.*
1634. Edit du même sur les privilèges du Clergé, *tome 5, p. 182.*
1636. Règlement du Clergé concernant les Provisions bénéficiales & les Ordinations, *tome 6, p. 164.*
1636. Règlement de l'assemblée du Clergé de France touchant les Visé, ordres & collations des Bénéfices, *tome 6, p. 24.*
1637. Déclaration du même sur l'amovibilité des Officiaux, *tome 6, p. 300.*
1637. Edit du même portant Règlement pour le contrôle des Provisions, &c. *tome 6, p. 54.*
1638. Déclaration de Louis XIII, par laquelle il met son Royaume sous la protection de la sainte Vierge, *tome 6, p. 241.*
1638. Extrait des Registres du grand Conseil du Roi, sur le contrôle des Provisions, *tome 6, p. 460.*
1638. Lettres de Jussion au sujet de l'Arrêt ci-dessus, *tome 6, p. 465.*
1639. Déclaration du même sur le mariage & le rapt, *tome 6, p. 317.*
1641. Lettres-patentes du même, qui renvoient le don fait des Régales, à la sainte Chappelle, *tome 5, p. 232.*
1641. Lettres d'amortissement général accordées par le même, au Clergé *tome 1, p. 4.*

512 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES

1641. Déclaration du même qui exempté le Clergé des drois des francs-fiefs & de la taille, *tome 5, page 174.*
1641. Déclaration du même, concernant les acquisitions des biens ecclésiastiques, *tome 5, page 507.*
1643. Edit du même, concernant les privilèges des Ecclésiastiques, *tome 5, page 188.*
1643. Edit contre les duels, *tome 6, page 180.*
1645. Arrêt du Parlement concernant l'exécution des promesses de mariages, *tome 6, p. 320.*
1646. Requête des Agens généraux du Clergé, à Nosseigneurs de Parlement, *tome 6, p. 72.*
1646. Arrêt du Conseil, qui confirme le Règlement du Clergé de 1636, *tome 6, p. 165.*
1646. Déclaration du Roi, par laquelle il exhorte les Archevêques de son Royaume de tenir des Conciles au moins tous les trois ans, *tome 6, p. 464.*
1646. Déclaration de Louis XIV, sur les pourvus à Rome *informâ gratioſa, tome 6, p. 503.*
1646. Déclaration du même, sur les Brevets de joyeux avenement, *tome 5, p. 387.*
1646. Déclaration du même, sur les permutations, les infinu. tions des provisions, &c. *tome 6, p. 69.*
1646. Arrêt de vérification de la précédente Déclaration, *tome 6, p. 71.*
1646. Arrêt du Conseil privé, qui confirme le Règlement de l'Assemblée du Clergé de France de 1636, *tome 6, p. 25.*
1647. Lettres de relief, d'adresse, & de surannation, *tome 6, p. 70.*
1649. Déclaration du même concernant les brevets de joyeux avenement, *tome 5, p. 352.*
1649. Déclaration portant revocation de tous les brevets expédiés sur les prébendes des Eglises collégiales & les Dignités des Cathédrales, en faveur du joyeux avenement, *tome 5, p. 382.*
1650. Arrêt du Conseil d'Etat, sur les comptes des Marguilliers, *tome 5, page 142.*
1651. Edit du même sur les privilèges de l'Université de Paris, *tome 5, p. 109.*
1651. Déclaration du même sur les infinuations des provisions des réligians & permutans, *tome 6, p. 73.*
1651. Arrêt de Règlement, sur les honneurs dûs aux Evêques dans leurs visites, *tome 6, p. 179.*
1651. Déclaration du même contre les blasphémateurs, *tome 6, p. 214.*
1651. Déclaration contre les voleurs d'Eglises & les soldats qui logent chez les Ecclésiastiques, *tome 6, p. 216.*
1651. Edit contre les duels, *tome 6, p. 183.*
1652. Déclaration de Louis XIV, concernant les Bénéfices dont la disposition appartient au Prince de Conti, *tome 6, p. 208.*
1653. Règlement des Maréchaux de France au sujet des duels, *tome 6, p. 204.*
1654. Déclaration du même sur les Patrons hérétiques, *tome 6, p. 27.*
1656. Déclaration portant continuation de racheier les biens ecclésiastiques pendant dix ans, *tome 5, page 109.*
1657. Déclaration du même sur le jugement des Evêques accusés du crime de lèze-Majesté, *tome 6, p. 227.*
1657. Déclaration donnée sur les remontrances du Clergé, *tome 6, p. 169.*
1657. Arrêt du Conseil d'Etat, qui porte que les immunités & exemptions acquises aux Cardinaux Archevêques & Evêques seront gardées, & qu'en cas qu'ils soient accusés de crime de lèze-Majesté, leur procès sera instruit par les Juges ecclésiastiques, *tome 6, p. 462.*
1657. Edit du même, sur les dixmes, *tome 5, p. 430.*
1657. Arrêt du Conseil d'Etat, qui défend aux Juges des Seigneurs de faire le procès aux Ecclésiastiques, *tome 5, p. 109.*
1657. Déclaration du même sur la présence des Chanoines, &c. *tome 6, p. 22.*
1657. Déclaration contre ceux qui recèlent les corps des Bénéficiers, *tome 6, page 104.*

CONTENUES DANS CE RECUEIL.

523

1657. Déclaration du même rendue sur les remontrances du Clergé, *Vojez* 5. XVII, *rome* 6, p. 267.
1657. Déclaration de Louis XIV, concernant la prescription & les decrets des biens d'Eglise, *rome* 5, page 111.
1658. Déclaration du même qui donne un nouveau délai au Clergé pour le retrait de ses biens, *rome* 5, page 114.
1659. Déclaration du même, qui défend l'établissement des Communautés, &c. sans Lettres-patentes, *rome* 1, page 46.
1660. Arrêt de la Cour de Parlement portant défenses de faire aucunes assemblées ni Confratries, &c. sans la permission du Roi, *rome* 6, p. 175.
1661. Edit de Louis XIV, qui défend aux Communautés d'acquiescer à rente viagère, *rome* 5, page 51.
1661. Déclaration du même, qui permet aux Fabriques de rentrer dans leurs biens aliénés, *rome* 1, page 81.
1661. Déclaration du même, concernant les reparations des Eglises & des Prebendés, *rome* 5, page 128.
1662. Arrêt de Règlement de la Cour des Aydes sur la taille des biens ecclésiastiques, *rome* 5, page 189.
1662. Edit, pour l'établissement d'un Hôpital général dans les Villes & gros Bourgs du Royaume, *rome* 5, p. 485.
1663. Déclaration du même sur les privilèges des Ecclésiastiques, *rome* 5, page 129.
1663. Déclaration du même, contre les hérétiques relaps, & les Prêtres apostats, *rome* 6, p. 137.
1664. Indult accordé par Alexandre VII à Louis XIV, pour nommer aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun, *rome* 5, p. 319.
1664. Déclaration du Roi, sur le concours aux Cures pour la Province de Bugey, *rome* 5, p. 405.
1664. Arrêt de Règlement, qui défend à tous Chanoines qui résignent des Cures, de retenir pension sur icelles, *rome* 5, p. 446.
1665. Déclaration du même, contre les hérétiques relaps & les Prêtres apostats, *rome* 6, p. 136.
1665. Déclaration de Louis XIV, sur la signature du Formulaire des cinq propositions, *rome* 6, p. 158.
1665. Arrêt de Règlement rendu aux grands jours de Clermont sur les reparations du Chœur, &c. *rome* 5, page 138.
1665. Arrêt de Règlement, sur les inhumations, *rome* 1, page 417.
1666. Edit de Louis XIV, en faveur des mineurs qui contractent mariage, *rome* 5, page 321.
1666. Déclaration du même sur les portions congrues, *rome* 5, p. 436.
1666. Déclaration du même sur les privilèges des Officiers de la Chapelle, *rome* 6, p. 15.
1666. Déclaration du même sur le privilège clérical, &c. *rome* 6, p. 359.
1666. Edit du même sur l'établissement des Communautés, &c. *rome* 5, p. 47.
1667. Arrêt de Règlement qui défend les danses publiques, les foires & marchés aux jours de Dimanches & Fêtes, *rome* 6, p. 177.
1667. Edit du même sur les privilèges du Clergé, *rome* 5, p. 129.
1667. Bulle de Clément IX, en faveur des Indultaires, *rome* 5, p. 373.
1667. Ordonnance de Louis XIV, sur les Registres de baptême, &c. *rome* 5, p. 400.
1668. Lettres-patentes du même en faveur des Indultaires, *rome* 1, p. 376.
1668. Indult accordé à Louis XIV par Clément IX, pour nommer aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun, &c. *rome* 5, p. 320.
1668. Autre Indult accordé au même, pour nommer à l'Evêché de Perpignan, *rome* 5, p. 327.
1668. Autre Indult pour nommer à l'Evêché d'Arras, *rome* 5, p. 329.
1668. Indult accordé au même pour nommer aux Bénéfices consistoriaux de Flandre, &c. *rome* 5, p. 330.

224 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES

1668. Indult accordé au même pour nommer à l'Evêché de Tournai, *rome 5, p. 334.*
 1668. Transfation eue M. l'Archevêque de Paris & M. l'Abbé de S. Germain des Près sur leur Jurisdiction, *rome 6, p. 401.*
 1669. Lettres-patentes de Louis XIV, sur lesdits Indults, *rome 5, p. 323.*
 1670. Arrêt du Conseil d'Etat sur les Bénéfices situés es Pays conquis, *rome 5, p. 324.*
 1670. Indult accordé à M. l'Abbé de Lionne, pour conférer les Bénéfices réguliers en commande, *rome 5, p. 478.*
 1670. Déclaration de Louis XIV, sur le fait des résignations des Cures, Prébendes & pensions, *rome 5, p. 447.*
 1670. Ordonnance du même, sur les Monitoires, &c. *rome 6, p. 166.*
 1671. Edit du même, portant Règlement pour la rétention des pensions sur Bénéfices qui requièrent résidence, *rome 5, p. 448.*
 1671. Déclaration du même adressée & enregistrée au Parlement de Provence, concernant les pensions sur les Cures, &c. *rome 5, p. 449.*
 1671. Lettres-patentes du même, sur les démissions des Bénéfices régis par le Concordat germanique, *rome 5, p. 325.*
 1671. Déclaration du même, sur la réforme des Maisons Religieuses, *rome 5, page 457.*
 1671. Déclaration du même, sur les portions congrues, *rome 6, p. 437.*
 1671. Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne que les Pensionnaires contribueront aux dons gratuits, nonobstant les concordats, *rome 5, p. 451.*
 1671. Arrêt du Conseil d'Etat, qui décharge les Cardinaux de l'Indult, *rome 5, page 377.*
 1671. Lettres-patentes qui confirment le précédent Arrêt, *rome 5, p. 378.*
 1671. Arrêt de règlement au sujet du pain béni & des quêtes, *rome 6, p. 210.*
 1673. Déclaration de Louis XIV, sur la Regale, *rome 5, p. 234.*
 1673. Déclaration du même, sur le même sujet, *rome 5, p. 235.*
 1673. Déclaration du même, concernant les pensions sur Bénéfices, *rome 5, p. 450.*
 1673. Edit du même, sur les fonctions des Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, *rome 6, p. 83.*
 1673. Arrêt de Règlement pour les ornemens & reparations des Eglises, & pont le logement des Curés, *rome 5, page 132.*
 1673. Arrêt concernant les comptes des Fabriques, *rome 5, p. 142.*
 1675. Déclaration du même sur les reparations faites par les acquereurs des biens d'Eglise, *rome 5, page 112.*
 1675. Arrêt du Conseil d'Etat sur les Fermiers des Décimateurs, &c. *rome 5, page 123.*
 1675. Autre Arrêt du Conseil pour les comptes des Fabriques, *rome 5, page 143.*
 1675. Arrêt du Conseil qui exempté les Ecclésiastiques du ban & de l'arrière ban, *rome 5, p. 181.*
 1676. Déclaration de Louis XIV, qui préfère les Régens septennaires aux autres Gradués, *rome 5, p. 391.*
 1677. Arrêt du Conseil d'Etat, qui décharge de l'Indult le pays d'Artois, *rome 5, p. 379.*
 1678. Déclaration en forme d'Edit, qui défend de disposer des Bénéfices en Patronage laïque sans le consentement des Patrons, *rome 6, p. 23.*
 1678. Edit de Louis XIV, sur les procès criminels des Ecclésiastiques, *rome 5, page 205.*
 1679. Arrêt du Conseil d'Etat sur le même sujet, *rome 5, p. 209.*
 1679. Lettres-patentes de Louis XIV sur les Cures régulières, *rome 5, p. 462.*
 1679. Arrêt du grand Conseil, portant entregistrement des Arrêts du Conseil d'Etat des 15 Avril & premier Août 1679, & Lettres-patentes obtenues en conséquence, *rome 5, p. 465.*
 1679. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, au sujet des Chanoines réguliers de la Congrégation de France, *rome 5, p. 461.*
 1679. Statuts des Chanoines réguliers, qui déclarent les Curés réguliers amovibles, *rome 5, p. 462.*

1679. Edit contre les duels, *tome 6, p. 193.*
 1679. Règlement des Maréchaux de France contre les duels, *tome 6, p. 209.*
 1680. Ordonnance de Louis XIV, sur les privilèges des vins du Clergé, *tome 5, p. 503.*
 1680. Déclaration du même, qui décharge les Hôpitaux de toutes décimes, dons gratuits, &c. *tome 5, page 194.*
 1680. Déclaration du même sur la réforme des Maisons religieuses, *tome 5, p. 458.*
 1680. Bref d'Innocent XI, sur les Cures des Chanoines réguliers, *tome 5, p. 464.*
 1680. Edit de Louis XIV, sur les mariages des Catholiques avec les hérétiques, *tome 6, p. 139.*
 1680. Arrêt de Règlement qui défend aux Notaires de passer aucuns actes par lesquels les hommes & les femmes déclarent qu'ils se prennent pour époux, *tome 6, p. 322.*
 1680. Déclaration du même qui oblige les Officiaux à être gradués en Droit canon, *tome 6, p. 303.*
 1680. Déclaration du même qui excepte les Docteurs & Licenciés en Théologie, *tome 6, p. 304.*
 1680. Déclaration du même en faveur des Professeurs de droit qui ont enseigné durant sept années, *tome 5, p. 392.*
 1680. Ordonnance de Louis XIV, sur les privilèges des vins provenant des biens ecclésiastiques, *tome 5, p. 194.*
 1680. Déclaration du même, sur les décrets d'ajournement personnel, *tome 6, p. 305.*
 1681. Déclaration du même, sur les Bénéfices incompatibles, *tome 6, p. 105.*
 1681. Déclaration du même sur les étrangers, *tome 6, p. 2.*
 1681. Déclaration de Louis XIV, sur la déclaration faite par le Clergé de France de ses sentimens touchant la puissance ecclésiastique, *tome 6, p. 466.*
 1682. Edit du même qui confirme la Déclaration de 1673, sur la Regale, *tome 5, page 238.*
 1682. Acte de consentement du Clergé donné au précédent Edit, *tome 5, p. 240.*
 1682. Arrêt de Règlement, sur les Bénéfices situés en pays d'obédience, *tome 6, p. 26.*
 1682. Edit de Louis XIV, contre les Magiciens, Devins & Empoisonneurs, *tome 6, p. 249.*
 1682. Edit de Louis XIV, concernant les apôtats, *tome 6, p. 140.*
 1682. Arrêt de Règlement sur les réparations des Eglises, *tome 5, p. 219.*
 1682. Arrêt de Règlement du Conseil d'Etat, sur le même sujet, *tome 5, p. 136.*
 1682. Déclaration sur les procès criminels des Ecclésiastiques, *tome 5, p. 206.*
 1682. Déclaration du même, sur les bâimens des Religieux Mendians, *tome 5, page 458.*
 1682. Déclaration concernant les permutations, *tome 6, p. 506.*
 1685. Déclaration de Louis XIV, sur les mariages de ses sujets faits en pays étrangers, *tome 6, p. 322.*
 1685. Arrêt du Conseil d'Etat, sur les rangs des Gentilshommes dans les Eglises, *tome 6, p. 20.*
 1685. Edit de Louis XIV, qui revoke celui de Nantes rendu en faveur des hérétiques, *tome 6, p. 141.*
 1686. Déclaration du même, concernant les mariages de ceux qui professent la Religion prétendue réformée, *tome 6, p. 323.*
 1686. Déclaration du même en faveur des Vicaires perpétuels, *tome 5, p. 404.*
 1686. Indult accordé par Innocent XI, pour nommer aux Evêchés d'Ypres &c. *tome 5, p. 316.*
 1686. Déclaration du même, qui fixe la quotité des portions congrues, *tome 5, p. 438.*
 1686. Déclaration adressée au Parlement de Tournai, sur ce sujet, *tome 5, page 441.*
 1686. Déclaration sur le mariage des enfans dont les parens sont hérétiques, &c. *tome 6, p. 323.*
 1687. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant attribution de Jurisdiction au Grand-Cor-teil pour les portions congrues, *tome 5, p. 486.*
 1690. Edit qui défend aux Communautés d'acquiescer à fond perdu, *tome 5, page 54.*

526 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES

1690. Déclaration qui défend aux Marguilliers d'entreprendre de nouveaux bâtimens ;
 tome 5 , page 130.
1690. Déclaration qui explique & confirme celle de 1686 sur les portions congrues ,
 tome 5 , p. 439.
1690. Déclaration portant nouveau Règlement pour les études du droit canonique & civil , *tome 5 , page 488.*
1691. Tarif des droits dûs aux Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome , *tome 6 , p. 97. & suiv.*
1691. Edit de Louis XIV , concernant les Greffiers des domaines de Gens de main-morte , *tome 5 , page 78.*
1691. Edit du même , portant création d'Economes sequestres dans chaque Diocèse ,
 tome 5 , p. 144.
1691. Edit qui érige les Notaires apostoliques en titres d'Offices royaux , *tome 6 , p. 90.*
1691. Edit sur les insinuations , &c. *tome 6 , p. 73.*
1691. Déclaration sur l'insinuation des dispenses des bans de mariage , *tome 6 , p. 82.*
1691. Déclaration sur le même sujet , *tome 6 , p. 327.*
1691. Arrêt de Règlement , au sujet des sommations que les enfans doivent faire à leurs peres & meres , &c. *tome 6 , p. 331.*
1693. Edit du même portant réunion des Notaires apostoliques aux Notaires du Châtelet , *tome 6 , p. 96.*
1693. Edit concernant les biens & revenus des Maladreries & Leproseries , *tome 5 , page 489.*
1693. Déclaration sur l'emploi des biens des Maladreries & Leproseries , *tome 5 , p. 491.*
1693. Edit sur les dotes des Religieuses , *tome 5 , p. 479.*
1693. Arrêt du Conseil d'Etat sur les privilèges des Hôpitaux , *tome 5 , page 195.*
1695. Edit sur la Jurisdiction ecclésiastique , *tome 6 , page 266.*
1695. Règlement sur le contrôle des actes ecclésiastiques , *tome 6 , p. 62.*
1696. Déclaration qui modifie l'Edit de 1695 , *tome 6 , p. 176.*
1697. Edit concernant les Curés & les domiciles de ceux qui se marient , *tome 6 , page 324.*
1697. Déclaration sur le même sujet , *tome 6 , p. 327.*
1698. Déclaration concernant ceux qui sont sortis du Royaume pour cause d'hérésie
 tome 6 , p. 148.
1698. Déclaration du Roi , concernant l'instruction & les devoirs des nouveaux convertis & de leurs enfans , *tome 6 , p. 144.*
1698. Ordonnance sur l'établissement des Séminaires , *voyez le §. IX.*
1698. Lettres-patentes du Roi en faveur de l'Université d'Avignon , *tome 5 , p. 100.*
1698. Déclaration de Louis XIV , sur la sanctification du Dimanche avec défenses de tenir foires ou marchés , &c. *tome 6 , p. 176.*
1698. Déclaration , qui règle la séance des Curés dans les Bureaux des Hôpitaux , *tome 5 , p. 406.*
1698. Déclaration qui les oblige à passer trois mois aux Seminaires sur l'ordre des Evêques , *tome 5 , p. 410.*
1698. Ordonnance de visite pour les ornemens & réparations d'Eglise par M. le Cardinal de Noailles , *tome 5 , page 133.*
1698. Arrêt de Règlement sur les honneurs dûs aux Laïques qui servent aux Offices divins , *tome 6 , p. 22.*
1699. Autre Arrêt sur le même sujet , *tome 6 , p. 23.*

XVIII Siècle.

1700. Déclaration de Louis XIV , concernant l'éducation des enfans , *tome 6 , p. 150.*
1700. Déclaration de Louis XIV , qui explique dans un plus grand détail ce qui concerne les amortissemens , *tome 5 , page 13.*
1700. Déclaration du même , sur l'immovibilité des Officiaux , *tome 6 , p. 302.*

1709. Arrêt du Parlement de Paris, pour le Diocèse de Noyon, portant défenses de faire des danses les Dimanches & Fêtes, *tome 6, p. 178.*
1700. Lettres patentes du Roi, qui permettent au Supérieur général des Prémontrés de tirer les Religieux des Cures qu'ils possèdent, *tome 5, p. 466.*
1701. Arrêt de Règlement, concernant les Testaments reçus par les Curés, *tome 5, p. 432.*
1701. Lettres d'amortissement général accordées au Clergé, par Louis XIV, *tome 5, p. 5.*
1701. Ordonnance du même sur la sanctification du Dimanche, *tome 6, p. 230.*
1702. Déclaration du même, sur les amortissements, *tome 5, page 214.*
1702. Déclaration du même, sur le retrait du Clergé, *tome 5, page 117.*
1702. Lettres-patentes portant attribution au grand-Conseil de l'exécution de la susdite Déclaration, *tome 5, page 121.*
1703. Déclaration de Louis XIV, concernant le retrait des biens aliénés par le Clergé, *tome 6, p. 397.*
1703. Edit sur les Économes de la Régale, *tome 5, p. 247.*
1703. Edit sur l'amovibilité des Curés de la Rédemption des Captifs, *tome 5, p. 468.*
1704. Edit qui crée des Marguilliers perpétuels, *tome 5, page 137.*
1704. Déclaration sur les amortissements, *tome 5, page 36.*
1705. Déclaration sur le même sujet, *tome 5, page 40.*
1705. Arrêt du Conseil d'Etat, qui dispense du contrôle les dispenses de bans, *tome 6, p. 330.*
1706. Déclaration sur les amortissements, *tome 5, page 45.*
1708. Edit sur le même sujet, *tome 5, page 23.*
1708. Déclaration sur les baux des Bénéficiers, *tome 5, page 145.*
1708. Edit sur les dixmes inféodées, *tome 5, p. 418.*
1708. Déclaration sur les femmes qui cachent leur grossesse, *tome 6, p. 314.*
1709. Arrêt de Règlement pour les frais de poursuites à faire pour le recouvrement des droits d'amortissement, francs-fiefs & nouveaux acquêts, *tome 5, p. 28.*
1710. Arrêt de Règlement concernant les mariages, *tome 6, p. 329.*
1710. Arrêt de Règlement sur l'amortissement des Charités des Paroisses, *tome 5, page 41.*
1710. Déclaration qui permet aux Evêques d'augmenter les portions congrues, *tome 5, p. 441.*
1710. Déclaration concernant les Bénéficiers coupables dudit crime de lèse-Majesté, *tome 6, p. 299.*
1711. Déclaration, sur les procès criminels des Ecclésiastiques, *tome 5, p. 208.*
1711. Arrêt de Règlement du grand-Conseil entre M. l'Evêque d'Oleron, les Agents du Clergé & les Commandeurs de l'Ordre de Malthe, *tome 6, p. 400.*
1711. Déclaration du Roi portant exemption du dixième pour les biens ecclésiastiques, *tome 5, p. 195.*
1711. Déclaration, qui oblige les nommés par le Roi à prendre des Bulles, *tome 5, p. 349.*
1712. Déclaration du Roi, qui enjoint aux Médecins d'avertir les malades de se confesser, *tome 6, p. 468.*
1714. Arrêt de Règlement qui enjoint de faire mention sur les Régistres de la mort & sépulture des enfans, *tome 6, p. 231.*
1714. Déclaration du Roi, portant que les sujets du Duc de Lorraine qui sont pourvus de Bénéfices, dont les chefs-lieux sont situés dans l'étendue de la souveraineté, jouiront des revenus desdits Bénéfices qui se trouveront situés dans les Etats du Roi, *tome 6, page 3.*
1715. Déclaration, qui déclare les Jésuites habiles à succéder à leurs parens, *tome 5, p. 483.*
1715. Déclaration sur les privilèges des Communautés, Hôpitaux, &c. *tome 5, p. 197.*
1715. Déclaration qui oblige les nommés par le Roi à prendre des Bulles, *tome 5, p. 351.*
1715. Déclaration qui leur permet en cas de refus de Bulles de prendre possession civile, *tome 5, p. 353.*

528 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIECES

1715. Déclaration de Louis XIV, concernant ceux qui déclarent vouloir mourir dans la Religion prétendue réformée, *tome 6, p. 151.*
1716. Arrêt du grand-Conseil, qui permet aux Chevaliers de saint Lazare de posséder, nonobstant leur mariage, des pensions sur Bénéfices, *tome 5, p. 444.*
1716. Déclaration de Louis XV, au sujet des réparations des maisons presbytérales, *tome 5, page 129.*
1716. Arrêt du Conseil d'Etat, qui ordonne que les pensions des Oblats ou des Religieux Lays serviront à la nourriture & entretien des Officiers & Soldats Invalides, *tome 5, p. 484.*
1717. Ordonnance de Louis XV, au sujet des pèlerinages en pays étrangers, *tome 6, p. 240.*
1717. Déclaration de Louis XV, qui défend aux Mendians de tenir plus d'un Bénéfice, *tome 5, p. 456.*
1718. Edit du même, qui défend les Unions sans Lettres-patentes, *tome 6, p. 112.*
1718. Lettres-patentes de Louis XV, concernant les Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, *tome 6, p. 86.*
1719. Déclaration qui explique le précédent Edit de 1718, *tome 6, p. 114.*
1719. Déclaration du même, qui modifie & interprète la précédente, *tome 6, p. 115.*
1719. Edit concernant les Bénéfices de la Congrégation de saint Maur, &c. *tome 5, p. 471.*
1720. Déclaration qui interprète le précédent Edit, *tome 5, p. 474.*
1721. Edit de Louis XV, concernant les Religieux de l'étroite obéissance de Cluny en exécution de l'Edit de 1679, *tome 5, p. 475.*
1721. Déclaration du Roi, qui supprime les six sols pour livre attribués aux Économes sequestres, *tome 5, p. 250.*
1721. Arrêt du Parlement concernant la régie & administration des biens des Fabriques, *tome 5, page 495.*
1722. Edit de Louis XV, qui permet aux Chevaliers des Ordres de saint Lazare & du Mont-Carmel de posséder des pensions sur les Bénéfices, quoique mariés, *tome 5, p. 445.*
1723. Déclaration qui permet aux Curés de prendre à ferme les dixmes de leurs Patoisles, *tome 5, p. 191.*
1723. Lettres-patentes du Roi concernant les Bénéfices de l'étendue des trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun pour les resignations, *tome 5, p. 326.*
1724. Arrêt de Règlement sur l'exemption de la taille accordée aux Ecclesiastiques *tome 5, p. 191.*
1724. Déclaration concernant les nouveaux réunis à la Religion Catholique, &c. *tome 6, p. 151.*
1724. Déclaration du Roi, concernant les impositions du Clergé & les portions congrues, *tome 5, p. 452.*
1724. Déclaration de Louis XV, qui règle le droit d'indemnité dû à sa Majesté par les Ecclesiastiques & gens de main-morte pour les acquisitions qu'ils font dans l'étendue des Seigneuries & Justices royales, *tome 5, page 506.*
1725. Déclaration concernant les Économes des Bénéfices vacans, *tome 5, p. 251.*
1726. Déclaration de Louis XV en faveur du Clergé portant exemption de toutes sortes de taxes, *tome 5, page 175.*
1726. Lettres-patentes en forme d'Edit concernant les Peres de la Doctrine chrétienne, *tome 5, p. 487.*
1726. Déclaration sur les droits des Curés primitifs & des Vicaires perpétuels, *tome 5, p. 411.*
1726. Déclaration sur les Brevetaires de joyeux avenement, *tome 5, p. 343.*
1726. Déclaration de Louis XV, qui oblige les nommés par sa Majesté à prendre des Bulles en Cont de Rome, *tome 5, p. 352.*
1727. Arrêt de Règlement qui décharge de l'amortissement les Fabriques & Communautés seculieres & régnières, &c. *tome 5, page 42.*
1727. Arrêt du Conseil pour le contrôle des baux des revenus des Communautés

- seculieres & régulières, &c. *tome 5, p. 146.*
1727. Arrêt du Conseil d'Etat portant Règlement pour le contrôle des baux des revenus des Communautés séculières & régulières, &c. *tome 6, p. 63.*
1727. Edit du Roi qui confirme l'Ordre du S. Esprit dans tous les privilèges, *tome 5, p. 509.*
1727. Déclaration de Louis XV, concernant les privilèges des Officiers de la Chapelle, &c. *tome 6, p. 17.*
1730. Déclaration de Louis XV, concernant le rapt de séduction, *tome 6, p. 469.*
1731. Déclaration sur les droits des Vicaires perpétuels &c. *tome 5, p. 413.*
1731. Edit qui règle la forme des donations faites aux Eglises, &c. *tome 5, p. 55.*
1731. Déclaration sur l'insinuation des Donations, *tome 5, p. 63.*
1731. Arrêt, qui ordonne l'exécution des Lettres-patentes de Louis XV de l'an 1679, sur les Bénéfices des Chanoines réguliers, *tome 5, p. 469.*
1731. Extrait de la Déclaration de Louis XV, sur les procès criminels des Gens d'Eglise, *tome 5, p. 110.*
1734. Arrêt du Conseil, qui ordonne aux propriétaires des fonds qui doivent rentes ou pensions au Clergé, de présenter leurs requêtes pour demander la déduction des dixièmes sur celui qu'ils payent des revenus de leurs fonds, &c. *tome 5, page 192.*
1734. Extrait du Contrat, passé entre le Roi & le Clergé, *tome 5, p. 193.*
1734. Edit du Roi portant que les Religieux de saint Antoine en possession de Cures ou Vicaireries perpétuelles pourront être rappelés dans les Maisons de leur Ordre, *tome 5, page 476.*
1735. Ordonnance de Louis XV concernant les testaments, *tome 6, p. 471.*
1736. Déclaration de Louis XV, concernant la forme de tenir les Registres des baptêmes, mariages, sépultures, vécures, noviciat, &c. *tome 6, p. 232.*
1736. Déclaration du Roi concernant les billets ou promesses caufées pour valeur en argent, *tome 6, p. 255.*
1736. Déclaration portant Règlement pour ceux qui obtiendront à l'avenir des degrés dans les Universités du Royaume, *tome 5, p. 511.*
1737. Déclaration au sujet des unions de Cures &c. à des Abbayes, Chapitres, &c. lorsque lesdites unions se trouveront avoir été faites 40 ans avant le premier Janvier 1564, *tome 6, p. 488.*
1737. Déclaration qui règle la forme des procurations pour resigner des Bénéfices, *tome 6, p. 485.*
1737. Règlement concernant la Fabrique de saint Jean en Grève, *tome 5, p. 544.*
1738. Lettres-patentes portant évocation générale des causes des Jésuites au grand Conseil, *tome 5, p. 512.*
1738. Arrêt de Règlement pour les frais de poursuites à faire pour le recouvrement des droits d'amortissement, francs-régis & nouveaux acquets, *tome 5, p. 59.*
1738. Lettres-patentes, par lesquelles les Chanoines réguliers de l'Ordre de saint Ruf pourvus de Cures ou Prieurés-Cures pourront être rappelés au Coître du contentement des Ordinaires, & qu'ils ne pourront accepter aucune provision de Bénéfices sans le contentement de leurs Supérieurs, *tome 5, page 514.*
1738. Lettres-patentes concernant les Gens de main-morte des pays de Flandre & du Haynault, *tome 5, page 516.*
1739. Lettres-patentes, portant évocation au grand Conseil, de tous les procès de la Congrégation de saint Maur, *tome 5, p. 530.*
1739. Arrêt du Parlement, portant Règlement général pour l'Œuvre & Fabrique de la Paroisse de saint Germain en Laye, *tome 5, page 558.*
1739. Déclaration concernant les Procurations pour resigner, *tome 6, p. 487.*
1740. Arrêt du Conseil d'Etat en interprétation de celui du 3 Mars 1739 concernant les droits de contrôle, *tome 6, p. 398.*
1740. Déclaration concernant les Bénéficiers de la sainte Chapelle de Paris, *tome 6, page 80.*

530 TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES.

1740. Arrêt du Parlement pour la subsistance des pauvres, *tome 6, p. 251.*
1740. Déclaration du Roi qui exempté les grains & farines de tous droits jusqu'au dernier Décembre 1741, *tome 6, p. 403.*
1740. Arrêt du Parlement de Paris, qui règle la manière de payer les fermages stipulés par les baux payables en une certaine quantité fixe de grains, *tome 6, page 406.*
1740. Bref de Clément XII, concernant la disposition des Bénéfices consistoriaux situés dans la Lorraine & le Barrois, *tome 6, p. 489.*
1740. Lettres-patentes de Louis XV, au sujet du Brief ci-dessus, *tome 6, p. 492.*
1740. Déclaration de Louis XV, concernant les Maisons Religieuses, *tome 5, page 481.*
1742. Déclaration du Roi concernant l'âge des Curés, *tome 5, p. 433.*
1742. Déclaration, concernant les Maisons Religieuses, *tome 5, p. 481.*
1742. Déclaration, touchant le concours aux Cures de Bretagne, *tome 5, p. 534.*
1743. Déclaration du Roi, en faveur des Gradués, *tome 5, p. 393.*
1744. Déclaration du Roi, portant que les Cures du Diocèse d'Arras, continueront d'être conférées par la voye du concours, *tome 5, p. 538.*
1744. Lettres-patentes du Roi, portant règlement pour les Religieux de la Congrégation de saint Vannes, *tome 5, p. 542.*
1745. Déclaration concernant les Gradués, *tome 5, p. 395.*
1747. Règlement concernant la Fabrique de saint Louis de Versailles, *tome 5, p. 569.*
1747. Arrêt du Conseil d'Etat contre les fermiers & détempteurs des terres dans la généralité, de Soissons qui jouissent sans baux, contre les moissonneurs, batteurs en granges, bergers, &c. *tome 6, p. 411.*
1749. Edit de Louis XV concernant les établissemens & acquisitions de Gens de main-morte, *tome 5, page 523.*
1749. Arrêt de Règlement concernant l'administration de la Fabrique de saint Louis en l'Isle à Paris, *tome 5, page 577.*
1750. Déclaration de Louis XV, qui ordonne que les Bénéficiers du Clergé de France seroient tenus de donner dans six mois, pour tout délai, des déclarations des biens & revenus de leurs Bénéfices, *tome 6, p. 612.*
1751. Arrêt du Parlement de Metz, qui oblige les Religieux étrangers de sortir du Royaume, *tome 5, p. 459.*
1752. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi au sujet de la Constitution *Unigenitus*, *tome 6, page 162.*
1752. Arrêt de Règlement pour l'Œuvre & Fabrique de la Paroisse de saint Pierre-le-Marché de la ville de Bourges, *tome 5, page 609.*
1754. Déclaration du Roi du 2 Septembre 1754, *voyez à la fin du 5. XVI.*
1754. Déclaration du Roi, par laquelle il rappelle le Parlement exilé à Soissons, *tome 6, p. 256.*
1755. Arrêt de la Cour du Parlement, en faveur des Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise cathédrale de Troyes au sujet de la Jurisdiction dudit Chapitre, & de son exemption de celle de M. l'Evêque de Troyes, *tome 6, p. 493.*

Fin de la Table Chronologique.

15th. Jto





